{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Nord. Conseil général. Rapports et délibérations - Nord, Conseil général. 1872/08.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

CONSEIL GÉNÉRAL

DU DÉPARTEMENT DU NORD.

RAPPORT DU PRÉFET

ET

PROCÈS-VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL.

16
I.K 217

CONSEIL GÉNÉRAL

DU

DÉPARTEMENT DU NORD.

SESSION D'AOUT 1872.

RAPPORT DU PRÉFET

ET

PROCÈS-VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
IMPRIMÉS
LF

LILLE,
IMPRIMERIE L. DANEL.
1872.

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

RAPPORT DU PRÉFET

DÉPARTEMENT DU NORD.

Session d'août 1872.

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL.

	MM.
Avesnes-Nord.	GUILLEMIN, avocat à Avesnes.
Avesnes-Sud.....	MAILLIET (✲), banquier, président de la Société d'Agriculture d'Avesnes.
Bavai	LEVENT, maître de forges et maire à Bavai.
Berlaimont.....	EMOND, notaire et maire à Berlaimont.
Landrecies.....	MARIE-SOUFFLET, propriétaire et maire à Landrecies.
Le Quesnoy-Est	BOULANGÉ, cultivateur et maire à Salesches.
Le Quesnoy-Ouest ..	Baron DE L'ÉPINE, propriétaire à Wargnies-le-Petit
Maubeuge.	DE CARNIÈRES (C. ✲), conseiller à la Cour de Cassation.
Solre-le-Chateau . ..	ROUEZ (✲), fabricant de tissus et maire, à Solre-le-Château.
Trélon	Louis CLAVON, maître de verreries et maire à Trélon.
Cambrai-Est..... .	STIÉVENART-BÉTHUNE (✲), propriétaire et maire, à Etrun.
Cambrai-Ouest	LELEU (✲), cultivateur et maire, à Tilloy.
Carnières..... ..	TELLIEZ (✲), propriétaire à Carnières.
Clary..... .	DUTEMPLE, notaire à Walincourt.
Le Cateau..... ...	Charles SEYDOUX (✲), manufacturier au Câteau.
Marcoing	CREPIN (✲), propriétaire, cultivateur et maire, à Noyelles.
Solesmes..... ...	MACAREZ négociant, à Saint-Python.
Arleux	BILLET, fabricant de sucre à Cantin.
Douai-Nord	MAURICE (✲), député à l'Assemblée nationale, à Douai.
Douai-Ouest.	DANEL (O. ✲), président de chambre honoraire à la Cour d'appel de Douai.
Douai-Sud..	FIÉVET (O. ✲), fabricant de sucre et maire, à Masny.
Marchiennes	BOTTIN (✲), Conseiller à la Cour d'appel de Douai.
Orchies.....	DES ROTOURS, propriétaire, député à l'Assemblée nationale, maire à Avelin.
Bergues	JOOS (✲), propriétaire, à Bergues.
Bourbourg	DE COUSSEMAKER (✲), juge au Tribunal civil de Lille.
Dunkerque-Est.....	Gustave LEMAIRE, propriétaire et adjoint, à Dunkerque.
Dunkerque-Ouest....	TRYSTRAM, négociant et membre de la Chambre de commerce, à Dunkerque.

	MM.
Gravelines.....	GOUSSARD (O. ✲), Président de section au Conseil d'État, à Watten.
Hondschoote.....	GOUDAERT, ancien notaire, maire, à Hondschoote.
Wormhoudt.....	BERGEROT, propriétaire et maire, à Esquelbecq.
Bailleul-Nord-Est...	LOTTHÉ, notaire et maire, à Bailleul.
Bailleul-Sud-Ouest ..	PLICHON (O. ✲), avocat, député a l'Assemblée nationale, à Bailleul.
Cassel...	DESMYTTÈRE (✲), propriétaire et maire, à Cassel.
Hazebrouck-Nord	JOETS DE METERSHOF, propriétaire à Hazebrouck.
Hazebrouck-Sud.....	MASSIET DU BIEST, propriétaire à Hazebrouck.
Merville.....	DUQUENNE, négociant, à La Gorgue.
Steenvoorde.....	BECK, propriétaire à Steenvoorde.
Armentières.....	DANSETTE (✲), manufacturier à Armentières.
Cysoing.....	Jules BRAME, propriétaire et député à l'Assemblée nationale, à Hem.
Haubourdin.....	Comte D'HESPEL, propriétaire, maire et député à l'Assemblée nationale, à Wavrin.
La Bassée.....	CHOMBART, Edouard, maire à Herlies.
Lannoy.	C. DESCAT (✲), apprêteur de tissus, député à l'Assemblée nationale, à Roubaix.
Lille-Centre.....	Général FAIDHERBE (G.O. ✲), à Lille.
Lille-Nord-Est	Jules DUTILLEUL, brasseur à Lille.
Lille-Ouest.....	Henri BERNARD (✲), raffineur de sucre, vice-président de la Chambre de commerce, à Lille
Lille-Sud-Est.	MORISSON, docteur en médecine, à Lille.
Lille-Sud-Ouest.....	TESTELIN, docteur en médecine, député à l'Assemblée nationale, à Lille.
Pont-a-Marcq	DESMOUTIERS (✲), cultivateur et propriétaire à Mons-en-Pévèle
Quesnoy-sur-Deule...	Louis DESROUSSEAUX (✲), propriétaire à Lille.
Roubaix-Est.....	DEREGNAUCOURT, constructeur de machines, maire et député à l'Assemblée nationale, à Roubaix.
Roubaix-Ouest.....	DELEPORTE-BAYART, propriétaire et adjoint au Maire, à Roubaix.
Seclin.....	VAN DER STRAETEN-DESCAT, prop. et maire, à Vendeville.
Tourcoing-Nord... ..	ROUSSEL-DEFONTAINE (✲), négociant et maire, à Tourcoing.
Tuurcoing-Sud.....	J. LEURENT (✲), fabricant et député à l'Assemblée nationale, à Tourcoing.
Bouchain.....	Émile CARLIER, négociant et maire, à Neuville-sur-l'Escaut.
Condé.....	RENARD (✲), maître de verreries et maire, à Fresnes.
St-Amand (rive droite) ...	Émile DELERUE, propriétaire et maire, à Raismes.
St-Amand (rive gauche)...	Louis LEGRAND (de Lecelles), avocat à Douai.
Valenciennes-Est	Édouard HAMOIR (O. ✲), propriétaire et maire, à Saint-Saulve.
Valenciennes-Nord ...	DE MARSILLY (✲), directeur général de la Compagnie des mines d'Anzin.
Valenciennes-Sud.....	Louis LEGRAND (de Valenciennes), avocat, docteur en droit, docteur ès-lettres, à Valenciennes.

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

Session d'août 1872.

RAPPORT DU PRÉFET.

Élections. — Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre élu.

L'article 16 de la loi départementale du 10 août dispose que : « Le Conseil général vérifie les pouvoirs de ses membres et qu'il n'y a pas de recours contre ses décisions. »

Pour donner au Conseil général les moyens d'accomplir les pouvoirs qui lui sont attribués, j'ai l'honneur de faire déposer sur son bureau le dossier de l'élection, qui a eu lieu les 30 juin et 7 juillet pour le canton de La Bassée.

Ce dossier comprend les procès-verbaux du 1er scrutin et du scrutin de ballotage, les bulletins annulés ou contestés, ainsi qu'une protestation de quatre électeurs de la commune de Sainghin-en-Weppes, dont j'ai donné récépissé en exécution de l'article 15 de la loi sus-visée.

Contributions directes de 1873. — *Répartement.*

La loi des finances du 23 juillet 1872 a fixé comme il suit le contingent du département dans les contributions foncière-personnelle, mobilière et des portes et fenêtres :

Contribution foncière	4,875,414	»
» personnelle-mobilière. . . .	1,520,257	»
» des portes et fenêtres. . . .	1,712,555	»
Mais au principal de la contribution foncière fixée à .	4,875,414	»
Il doit être retranché pour perte de matière imposable.	69	»
De sorte que le contingent définitif de la contribution foncière est de	4,875,345	»

Pour la contribution foncière, les contingents proposés sont ceux qui figurent dans la colonne 10 de l'état récapitulatif par arrondissement, et dans la colonne 3 de l'état général de sous-répartement. Ce sont ceux qui figurent dans les rôles de 1872, modifiés seulement par les changements provenant du mouvement des propriétés non bâties devenues imposables ou ayant cessé de l'être.

Le résultal final de ces modifications se traduit par une diminution de 69 fr. provenant de ce que les cessions à la voie publique ont été plus nombreuses et plus importantes que les acquisitions, par les particuliers, de terrains rendus à la culture.

Le principal fictif des bois de l'État est, pour 1873, de 67,690 fr.

Le chiffre de la contribution personnelle-mobilière reproduit le contingent de 1872, avec les seuls changements qui résultent de l'adjonction des valeurs locatives des nouvelles constructions et le retranchement des valeurs locatives de maisons démolies, savoir :

Contingent de 1872.	1,474,840	»
Augmentation pour 7 454 maisons nouvellement construites.	45,747	»
	1,520,587	»
Diminution pour 3 068 maisons démolies	330	»
Contingent pour 1873.	1,520,257	»

Le contingent du département dans la contribution des portes et fenêtres a strictement pour base le nombre des ouvertures constatées. Il ne fait que reproduire le contingent de l'année 1872, augmenté des portes et fenêtres des constructions nouvelles, soit pour 1873 . 1,712,555 »

En résumé, les tableaux de répartement entre les arrondissements, que j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, présentent les résultats suivants :

ARRONDISSEMENTS.	PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS. Foncière.	Personnelle-mobilière.	des portes et fenêtres
Avesnes.....	668 204 »	155 199 »	140 252 «
Cambrai	589 106 »	157 423 »	146 733 »
Douai.....	484 401 »	124 501 »	118 615 »
Dunkerque.....	485 201 »	131 473 «	130 777 «
Hazebrouck.....	423 537 »	91 845 »	97 807 »
Lille.....	1 568 558 »	678 750 »	910 006 »
Valenciennes	656 338 »	181 096 »	168 365 «
	4 875 345 »	1 520 257 »	1 712 555 »
Bois de l'État. Principal fictif	67 690 »		

Au principal des quatre contributions directes doivent être ajoutés :

Centimes additionnels généraux sans affection spéciale.

Contribution foncière	»	»
» personnelle-mobilière	»	17
» des portes et fenêtres	»	15 $^{8}/_{10}$

Fonds pour secours en cas de grêle. incendie, incendie, etc.

Contribution foncière	»	01
» personnelle-mobilière	»	01

Fonds de non-valeurs

Contribution foncière	»	01
» personnelle-mobilière	»	01
» des portes et fenêtres	»	03

Les centimes ajoutés aux impositions départementales et communales en vertu de l'art. 14 du 8 juillet 1852, pour leur participation à la formation du fonds de non-valeurs, sont les mêmes que l'an passé. Ainsi, les contributions foncière et des portes et fenêtres, supportent 0 fr. 02 pour secours et non-valeurs, et la contribution des portes et fenêtres 0 fr. 03 pour non-valeurs.

Le Conseil général a la faculté d'établir des impositions dont la nature et le taux sont réglés ainsi qu'il suit :

Pour dépenses ordinaires du département, art. 14 de la loi du 23 juillet 1872	sur la contribution foncière, personnelle-mobilière, maximum.	0	25
	sur les 4 contributions directes, maximum.	0	01
Pour dépenses du service vicinal sur les 4 contributions, maximum		»	07
Pour dépenses de l'instruction primaire		»	03

Le Conseil général pourra, d'ailleurs, établir d'office une imposition spéciale portant sur les quatre contributions directes dans les limites d'un maximum de 2 centimes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'art. 61 de la loi du 10 août 1871 sur l'organisation des conseils généraux.

Le maximum des centimes extraordinaires que le Conseil général peut voter en vertu de l'art. 40 de la loi du 10 août 1871, est fixé à 12.

Je joins ici, avec la circulaire de M. le Ministre des Finances, en date du 28 juillet 1872, concernant la répartition des contributions directes de 1873, le rapport de M. le Directeur des Contributions directes et l'état qui devra être arrêté et signé par le Conseil général.

Le Conseil voudra bien se borner à y inscrire, en principal et en francs, les contingents qu'il aura assignés à chaque arrondissement. M. le Directeur des Contributions directes y portera ensuite le chiffre des centimes départementaux dont le Conseil général aura voté la mise en recouvrement.

Contributions directes. — Recouvremenes.

J'ai l'honneur de présenter au Conseil général les relevés sommaires de la situation du recouvrement des contributions directes du 1er janvier au 1er juillet 1872.

L'évaluation des recouvrements en douzièmes qui était de 5.67 au 1er juillet 1871 est, pour cette année, de 5.72.

Les frais de poursuites à la même époque étaient de 40 p. 0/0, ils sont en 1872 de 39 pour cent francs.

Je prie le Conseil général de me donner acte de cette communication.

Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1871.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec le rapport de M. le Directeur des contributions directes, le compte définitif de l'emploi du fonds de non valeurs et de réimposition de l'exercice 1871. Ce compte se résume comme il suit :

Les remises et modérations accordées sur les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres se sont élevées à.	59,999 47
Les crédits mis à ma disposition se sont élevés à	67,845 34
Soit un excédant de crédit sur les dépenses de.	7,845 87
Les dégrèvements prononcés sur les patentes ont donné lieu à une dépense de	167,212 24
Le crédit ouvert sur les fonds de non-valeurs pour couvrir cette dépense s'élève à la somme de.	181,565 49
Excédant du crédit.	14,353 25

Le produit des 8 centimes prélevés sur le principal des rôles au profit des communes, conformément à l'art. 32 de la loi du 25 avril 1844, s'est élevé à la somme de 263,421 97.

Cette somme a dû être versée dans les caisses communales, au fur et à mesure des recouvrements.

Le montant des décharges et réductions, prononcées sur l'exercice 1871 et qui ont été réimposées dans les rôles de l'exercice courant, s'élèvent, savoir :

Pour la contribution froncière.	511 »
Id. personnelle mobilière.	24,358 55
Id. des portes et fenêtres	829 44
Total	25,698 99

Aux termes de l'art. 24 de la loi du 19 mai 1838, le Conseil général est appelé à prendre sur le compte qui lui est soumis une délibération qui en approuvera, s'il y a lieu, les détails et les résultats.

Indépendamment de ces allocations qui sont accordées sur les fonds de non-valeurs, des secours sont aussi accordés sur le budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, aux personnes nécessiteuses, dans le cas de pertes éprouvées par suite de sinistres. Les états fournis pour 1871, s'élèvent à la somme de 57,290 fr. ; il n'a pas encore été pris de décision à cet égard.

Rôles auxiliaires et avertissements y relatifs.

Le crédit voté depuis plusieurs années par le Conseil général, pour frais de division de cotes, entre les propriétaires et fermiers et pour frais de rédaction et de distribution des avertissements relatifs aux rôles auxiliaires, est de 6,440 fr. Mais cette somme, qui avait été calculée sur un nombre d'articles de 161,000, a été de 5,56 insuffisante pour 1872, le nombre d'articles de rôles s'étant élevé à 161,139.

Je pense donc que pour assurer les besoins du service, il est nécessaire d'élever, en prévision de l'augmentation qui se produit, le crédit voté chaque année pour cet objet, à la somme de 6,480 fr., calculée sur 162,000 cotes de fermiers.

J'ai l'honneur de proposer cette allocation au Conseil général.

Fixation de la taxe personnelle.

La fixation du prix de la journée de travail, arrêtée dans les précédentes sessions du Conseil général, pour l'assiette de la contribution personnelle, n'a donné lieu à aucune réclamation. Je ne puis que vous proposer de la maintenir pour 1873, savoir :

1re	classe.	Lille	1 30
2e	»	Dunkerque, Douai, Cambrai et Valenciennes	1 »
3e	»	Roubaix et Tourcoing	» 80
4e	»	Avesnes, Hazebrouck, Bergues, Gravelines, Bailleul, Estaires, Merville, Armentieres, Comines, Wazemmes (Lille), Moulins (Lille), Le Cateau, Maubeuge, St-Amand et Condé..	» 70
5e	»	Toutes les autres communes	» 50

BUDGET ORDINAIRE DE 1873.

Recettes.

Les recettes du budget ordinaire de 1873, reprises pour une somme de 3,765,398 fr. 02 c. au tableau récapitulatif que j'ai eu l'honneur de vous soumettre, s'établissent comme il suit :

Produit des 25 centimes additionnels ordinaires aux deux premières contributions, et de 1 centime additionnel aux quatre contributions directes.	1,714,383	01
Produits des 7 centimes additionnels aux quatre contributions, pour le service des chemins vicinaux.	808,256	82
A reporter. . . .	2,522,639	83

Report.	2,522,639	83
Produit des 3 centimes additionnels aux quatre contributions, pour le service de l'instruction primaire.	346,395	78

Produits éventuels.

Loyers de terrains et de bâtiments	2,000	»
Revenus d'établissements d'eaux minérales.	100	»
Vente d'arbres abattus ou élagués	400	»
Vente de cartes topographiques du département.	200	»
Produit des expéditions d'actes de la Préfecture.	50	»
Amendes pour contravention en matière de roulage	1,000	»
Amendes et confiscations affectées au service des enfants assistés. .	6,500	»
Contingent des communes pour le même service.	35,200	»
Subvention de l'État pour le même service	8,800	»
Contingent des communes pour le service des alienés	113,000	»
Contingent des familles pour le même service.	18,000	»
Indemnité à recevoir du ministère de la Guerre, pour le logement des officiers de gendarmerie.	1,440	»
Contingent des communes pour le service vicinal de grande communication et subventions industrielles.	362,400	73
Subventions de l'État pour les chemins d'intérêt commun.	»	
Contingent des communes et subventions industrielles pour les susdits chemins.	322,271	68
Subvention de l'État pour les chemins ordinaires.	»	
Remboursement par l'Etat des avances faites par le département pour le service des enfants assistés et des alienés	5,000	»
Remboursement d'avances pour travaux d'intérêt public	20,000	»
Total.	3,765,398	02

J'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, de vouloir bien inscrire ces différentes ressources au budget ordinaire de 1873.

SOUS-CHAPITRE Ier.

Loyers des Sous-Préfectures.

Les loyers des Sous-Préfectures de Dunkerque et d'Hazebrouck ont été fixés savoir :

Pour Dunkerque, suivant bail passé le 14 janvier 1868, à.	5,000	»
Pour Hazebrouck, suivant bail du 5 mai 1858.	2,200	»
Total	7,200	»

Je prie le Conseil général de voter un crédit de pareille somme au budget de 1873.

Sous-Préfectures. — Mobilier. — Entretien ordinaire.

Un crédit de 3,360 fr. est alloué, depuis plusieurs années, pour l'entretien du mobilier des Sous-Préfectures. Ce crédit se répartit de la manière suivante :

Avesnes.	500 fr.
Cambrai	590
Douai	590
Dunkerque	590
Hazebrouck	500
Valenciennes. . . .	590
Somme pareille	3,360 fr.

M. l'Architecte départemental, à Valenciennes, fait remarquer dans son rapport ci-joint que la somme de 590 fr., allouée pour le mobilier de la Sous-Préfecture de cette ville, est insuffisante et propose de la porter à 900 fr.

Le crédit dont il s'agit, paraît, en effet, peu élevé, surtout si l'on tient compte que le mobilier des Sous-Préfectures date de 20 ans environ ; mais le Conseil voudra bien remarquer qu'à l'exception d'Avesnes et d'Hazebrouck, le crédit est uniforme pour toutes les Sous-Préfectures, et que s'il jugeait à propos d'augmenter pour l'une, il conviendrait de suivre la même proportion pour les autres. D'un autre côté, je crois devoir rappeler qu'aux termes des instructions, le crédit pour l'entretien du mobilier de la Préfecture et des Sous-Préfectures ne peut pas excéder le 20^{e} de sa valeur. Or, cette valeur est constatée ainsi qu'il suit ; par le dernier inventaire :

Avesnes.	
Cambrai.	18,870 10
Douai.	16,200 »
Dunkerque	18,711 80
Hazebrouck	
Valenciennes.	23,321 53

Sous-Préfecture d'Avesnes. — Réparation du mobilier.

Un certain nombre de mobiles et mobilisés ont été logés, en 1870 et 1871, dans l'hôtel de la Sous-Préfecture d'Avesnes, et, par suite, le mobilier a subi des dégradations relativement importantes. La dépense à résulter des réparations reconnues nécessaires est estimée à 420 fr. 35 c.

Je propose au Conseil général un crédit de pareille somme au budget de 1873, pour réparations extraordinaires du susdit mobilier.

Sous-Préfecture de Cambrai. — Achat de mobilier.

La salle à manger et le grand salon de la Sous-Préfecture de Cambrai ne sont meublés qu'en partie. Pour compléter leur ameublement, on propose l'acquisition d'une table, de 24 chaises et de deux consoles.

La dépense à faire est estimée, d'après le devis produit, à 1,130 fr., et le rapport ci-joint de l'Architecte départemental démontre la nécessité des objets ci-dessus déterminés.

Je propose, en conséquence, au Conseil général, l'inscription au budget départemental de 1873 d'un crédit de 1,130 fr.

Sous-Préfecture de Dunkerque. — Remplacement du mobilier.

M. Develle, architecte départemental à Dunkerque, expose que le mobilier du salon de la Sous-Préfecture de cette ville, qui date d'une vingtaine d'années, est complètement défraichi et se trouve dans un assez mauvais état. Il propose de placer les différents objets mobiliers dans les chambres à coucher, qui sont insuffisamment meublées, et de les remplacer par des neufs. La dépense s'élèverait, d'après le devis produit, à 4,121 fr. 21 c. et le Conseil d'arrondissement consulté à ce sujet, a émis un avis favorable.

Le Conseil général voudra bien apprécier l'accueil qu'il convient de donner à cette affaire.

Sous-Préfecture d'Hazebrouck. — Renouvellement d'objets mobiliers.

Lors de l'inventaire du mobilier de la sous-préfecture d'Hazebrouck, qui a été fait par un des membres de la Commission départementale, il a été constaté que le mauvais état d'un certain nombre d'objets exigeait leur mise à la réforme. La dépense à résulter de leur remplacement doit s'élever, d'après le devis produit, à 2,610 fr.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget départemental de 1873 d'un crédit de 2,610 fr., pour le motif sus-énoncé. Je le prie de décider en même temps que les objets réformés seront vendus au profit du département.

Sous-Préfecture. — Entretien.

Des travaux sont à faire chaque année aux bâtiments des hôtels des sous-préfectures qui appartiennent au département.

Une somme de 1,800 fr. était affectée à ces travaux par les budgets précédents et était répartie d'une manière égale entre les sous-préfectures de Douai, Avesnes, Cambrai et Valenciennes ; les besoins étant à peu près les mêmes dans chacune d'elles, je pense qu'il y a lieu d'allouer un même chiffre de crédit pour 1873.

L'architecte départemental d'Hazebrouck signale la nécessité de faire dans les bâtiments de la Sous-Préfecture, certaines réparations de l'espèce dite réparations locatives, et demande, à cet effet, l'inscription au budget de 1873, d'un crédit de 250 fr. L'acte de location porte que l'administration municipale devra constamment entretenir en bon état l'hôtel loué et ses dépendances Le Conseil général jugera si les réparations dont il est question doivent être à la charge du département. Dans l'affirmative, je prie l'Assemblée de vouloir bien allouer au sous chapitre 1er du budget de 1873, un crédit de la somme de 2,050 fr. ainsi répartie :

Douai	450
Avesnes	450
Cambrai	450
Valencieunes	450
Hazebrouck	250
Total	2,050

Casernes de Gendarmerie. — Entretien.

Dans sa dernière session, le Conseil général a alloué, au budget de 1871, un crédit de 3,000 fr. pour l'entretien des casernes de gendarmerie appartenant au département

Semblable crédit a été inscrit, pour le même objet, au budget de 1872.

Une pareille somme étant nécessaire pour le service de 1873, je prie le Conseil de vouloir bien en inscrire le montant au sous-chapitre 1er du budget de cette année.

Gendarmerie. — Dépenses

J'ai rendu compte au Conseil général, dans sa session d'avril dernier, des dispositions qui avaient été prises concernant les brigades de gendarmerie et de la suite donnée aux vœux exprimés au sujet des nouvelles créations réclamées.

Il me reste à lui soumettre aujourd'hui des propositions concernant les casernements des brigades qui ont donné lieu à des mutations ou qui doivent en produire.

Le bail de la caserne de *Trélon*, appartenant à la ville, sera renouvelable le 30 septembre prochain. Le nouveau prix de location n'ayant pu encore être déterminé, figure sur le tableau qui suit, au même taux que celui qui a été payé jusqu'à présent ; mais en prévision d'une augmentation, je ferai figurer une somme à valoir sur le crédit spécial affecté à cet objet.

Le bail de *Merville* expirera dans le courant de 1873. Le Conseil général peut-être assuré que rien ne sera négligé pour obtenir son renouvellement aux conditions les plus avantageuses aux intérêts du département.

A *Hazebrouck*, les événements de 1870 et 1871 n'ayant pas permis de réaliser le projet de construction supplémentaire à la caserne actuelle qui appartient au département, la location

provisoire pour la brigade de gendarmerie à pied a dû être continuée pour une année encore.

Les deux nouvelles brigades concédées à la ville de Lille ont été installées depuis le 1er janvier 1872, dans le casernement qui leur avait été affecté, rue du Faisan, près les halles centrales Le prix du loyer, ainsi que je l'ai fait connaître au Conseil général dans sa session de 1871, a été fixé à 5,000 francs. Depuis lors, pour faciliter le service pendant la nuit et pour mettre le casernement dans les meilleures conditions possibles, la gendarmerie a demandé l'éclairage des dégagements, couloirs et écuries ainsi que cela est proposé pour la caserne de la rue de Thionville, appartenant au département. Elle a sollicité, en outre, le service des eaux nécessaires aux ménages des gendarmes et aux écuries. Le propriétaire se montre disposé à effectuer la dépense qui doit résulter de la pose de ces appareils. Mais, dans ce cas, il y aurait lieu de lui payer un supplément de loyer de 70 fr. pour l'indemniser de la perte d'intérêts du capital qu'il déboursera tout d'abord et des frais d'entretien de ces divers appareils qui seront laissés à sa charge. Par suite, le loyer se trouverait élevé à 5,070 fr.

L'abonnement pour l'éclairage est évalué à 400 fr. par an.

En ce qui concerne le service des eaux, la dépense annuelle serait de 30 fr.

J'inscris ces diveses sommes dans le résumé des dépenses qui suit, en proposant au Conseil général de vouloir bien les admettre comme utiles à la parfaite installation de la nouvelle caserne.

Le bail de la caserne de *Valenciennes*, expiré le 28 février 1872, a été renouvelé à partir de cette époque moyennant une augmentation de loyer de 200 fr. La contribution foncière reste à la charge du département.

Conformément aux dispositions de la loi du 18 juillet 1866, les baux de location passés depuis la session de 1871 du Conseil général, ont été soumis à la Commission départementale qui y a donné son approbation.

Chaque année le Conseil général inscrit au budget une somme de 300 fr. pour illumination, des casernes, frais de ramonage des cheminées et remplacement des drapeaux placés sur les bâtiments. La somme affectée à ce remplacement est de 200 fr. Elle a été reconnue insuffisante parce que les drapeaux en étoffe se détériorent très-facilement et sont, par conséquent, d'un mauvais usage. Pour obvier à cet inconvénient, on a fait l'essai de drapeaux en zinc, et ceux-ci ont été reconnus plus avantageux. Comme un certain nombre de drapeaux en étoffe sont à renouveler, je crois devoir proposer au Conseil général de vouloir bien augmenter le crédit, pour cette année, d'une somme de 200 francs qui sera affectée à cet emploi. La plus longue durée des drapeaux en zinc permettra, les années suivantes, de ramener le crédit au chiffre antérieur, voir même à le diminuer.

L'indemnité de logement pour les officiers qui demeurent dans les casernes, fixée à 1,440 fr., est inscrit en recette au budget de 1873.

Par suite du complément de l'effectif des brigades et de l'augmentation de leur nombre, la somme de 2,000 francs inscrite au budget de 1872 pour indemnité de literie aux gendarmes extraits de la ligne ou admis dans les six mois de leur congé, deviendra insuffisante. Il paraît nécessaire d'élever ce crédit à 2,500 francs.

Le relevé ci-après présente, par arrondissement, la désignation des casernes en location ainsi que le montant des loyers et autres dépenses relatives au service.

Arrondissements.	DÉSIGNATION des CASERNES.	DATE DES BAUX.	DURÉE DES BAUX. Nombre d'années	Époque d'entrée en jouissance.	Époque de fin de bail.	MONTANT des loyers annuels.	OBSERVATIONS.
Avesnes. . . .	Bavai	2 août 1867.	9	1 janvier 1868.	31 déc. 1877.	1,700 »	
	Berlaimont	25 juillet 1869.	9	1 octobre 1849.	30 sept. 1878.	1,650 »	
	Fourmies	25 février 1867.	9	15 juin 1870.	10 avril 1876.	1,500 »	
	Hautmont.	12 juillet 1865.	9	1 nov. 1865.	31 octobre 1874.	1,200 »	
	Landrecies.	25 juillet 1869.	9	1 janvier 1870.	31 déc. 1878.	1,200 »	
	Maubeuge.	6 novemb. 1865	9	1 janvier 1866.	31 déc. 1875.	2,100 »	
	Solre-le-Château. .	24 juin 1866.	9	1 janvier 1867.	31 déc. 1876.	900 »	
	Trélon. . . . . (1)	29 sept. 1863.	9	1 octobre 1863.	30 sept. 1872.	1,500 »	(1) Bail renouvelé en 1872.
Cambrai. . . .	Busigny	14 février 1865.	9	1 janvier 1865.	31 déc. 1874.	1,200 «	
	Carnières	16 juillet 1870.	12	1 octobre 1870.	15 juillet 1882.	900 »	
	Clary.	20 janvier 1867.	12	1 avril 1867.	31 mars 1879.	1,450 »	
	Le Câteau.	25 juillet 1867.	9	22 sept. 1868.	21 sept. 1877.	2,000 »	
	Masnières.	5 juillet 1866.	9	1 nov. 1866.	31 octobre 1875	1,500 »	
	Solesmes	11 juin 1866.	12	1 juillet 1866.	30 juin 1875.	1,600 »	
Douai.	Aniches.	20 juin 1866.	9	20 juin 1866.	19 juin 1875.	700 »	
	Aubigny-au-Bac. . .	1 août 1869.	9	1 sept. 1869.	31 août 1878.	1,200 »	
	Marchiennes	6 août 1868.	9	1 octobre 1868.	30 sept. 1877.	1,000 »	
Dunkerque. . .	Bergues	25 août 1871.	9	15 octobre 1871	14 octobre 1880.	2,000 »	
	Dunkerque. . . . (2)	1 août 1866.	15	1 janvier 1867.	31 déc. 1881	4,050 »	(2) Dont 50 fr. pour réparations locatives
	Hondschoote.	16 août 1869.	9	1 sept. 1869.	31 août 1878.	1,150 »	
	Watten.	10 août 1867.	12	1 sept. 1867.	31 août 1879.	1,200 »	
	Wormhoudt.	13 janvier 1868.	12	1 octobre 1868.	30 sept. 1880.	1,200 »	
Hazebrouck. .	Hazebrouck. . (3)	21 juillet 1870.	1	16 mars 1871.	16 mars 1872.	600 »	(3) Bail continué pour une année.
	Merville. . . . . (4)	25 juillet 1864.	9	15 sept. 1864.	14 sept. 1873.	1,000 »	
	Steenvoorde. . . .	27 avril 1871.	9	15 mars 1871.	14 mars 1880.	1,400 »	
	Cassel. . . . . (5)	31 août 1865.	9	1 octobre 1865.	30 sept. 1874.	75 »	(4) Bail à renouveler en 1873.
Lille.	Armentières	22 août 1867.	12	1 mars 1868.	28 février 1880.	2,500 »	
	Armentières. . . . (6)	27 février 1868.	1	1 mars 1868.	1 mars 1869.	400 »	(5) Location d'un jardin à l'usage de la brigade.
	Cysoing.	15 juin 1867.	9	1 avril 1868.	31 mars 1877.	1,000 »	
	Haubourdin.	22 août 1871.	12	1 octobre 1871.	30 sept. 1883.	1,400 »	
	La Bassée.	19 août 1868.	12	16 nov. 1868.	15 nov. 1880.	2,000 »	(6) Location d'un jardin. Bail continué par tacite reconduction.
	Lannoy.	16 juin 1865.	9	1 sept. 1865.	31 août 1874.	1,200 »	
	Quesnoy s/Deûle. .	29 juin 1865.	9	15 sept. 1865.	14 sept. 1874.	1,400 »	
	Roubaix.	16 novemb. 1871	9	15 déc. 1871.	14 déc. 1880.	1,800 »	
	Seclin.	20 mai 1871.	9	1 juin 1871.	31 mai 1880.	1,600 »	
	Tourcoing	19 sept. 1871.	9	1 juin 1870.	31 mai 1879.	1,800 »	
	Lille (section d'Esquermes)	26 mars 1871.	9	1 avril 1871.	31 mars 1880	1,600 »	
	Lille (rue du Faisan) . . . . . (7)	26 décemb. 1871	9	1 janvier 1872.	31 décem. 1880.	5,070 »	(7) Y compris un supplément de 70 fr. pour la pose des appareils à gaz.
Valenciennes .	Condé.	25 octobre 1865.	9	1 janvier 1866.	31 déc. 1875.	1,600 »	
	Saint-Amand.	24 mars 1853.	20	15 août 1854.	14 août 1874.	500 »	(8) Bail renouvelé en 1872.
	Valenciennes. . . (8)	10 janvier 1872.	9	1 mars 1872.	28 février 1881.	4,300 »	Augmentation de loyer de 200 fr. et 300 fr. pour la contribution foncière.
					TOTAL	63,845 »	
	Somme à valoir en prévision des augmentations de loyer qui pourront résulter des nouveaux baux à passer pour renouvellement ou appropriation de locaux à l'usage de chambres de sûreté suivant le detail consigné dans une note qui est annexée au dossier.					800 »	
					TOTAL	64,645 »	
	Il y a lieu d'ajouter :						
	1° Pour illumination des casernes et remplacement des drapeaux placés sur les bâtiments, frais de ramonage des cheminées. (9)					500 »	(9) Angmentation de 200 fr. pour drapeaux en zinc.
	2° Assurances des risques locatifs des casernes en location					100 »	
	3° Service des eaux de la caserne de Lille (10)					30 »	
	4° Id de la caserne de Valenciennes					105 »	(10) Crédit nouveau.
	5° Id. de la caserne d'Avesnes					30 »	
	6° Éclairage au gaz de la caserne de Lille (rue du Faisan) (11)					400 »	
	7° Id. Id. de la cour de la caserne de Douai.					90 »	(11) Crédit nouveau.
	6° Indemnité de literie aux gendarmes extraits de la ligne ou admis dans les six mois de leur congé (12)					2,500 »	(12) Augmentation 500 fr.
					SOMME TOTALE	68,400 »	

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'ouvrir, au budget départemental de 1873, un crédit égal à la somme de 68,400 fr., dont 2,500 fr. pour indemnité de literie à inscrire au sous-chapitre XIII.

J'ai fait valoir de nouveau auprès de l'autorité compétente tous les motifs d'utilité sur lesquels s'appuient les propositions faites pour la création d'une brigade de gendarmerie à Halluin ;

D'une seconde brigade à Armentières ;

id. id. à Bourbourg ;

il. id. à Dorignies (Douai).

J'ai insisté particulièrement dans ces derniers temps sur l'urgence de la création réclamée pour Halluin, ville qui compte aujourd'hui près de 15,000 habitants, dont 10,000 ouvriers environ, presque tous belges, et qui n'est séparée de la Belgique que par un pont ; la contrebande s'y exerce sur une grande échelle et, à tous égards, il y aurait un intérêt réel d'ordre public à la création d'une brigade sur ce point.

Le Conseil d'arrondissement de Lille vient d'émettre un nouveau vœu à cet égard et je crois devoir proposer au Conseil général de vouloir bien l'appuyer énergiquement. Je m'empresserai de le transmettre à MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Guerre, en renouvelant mes instances pour qu'il soit pris en sérieuse considération et qu'il y soit donné satisfaction dans le plus court délai possible.

Je joins au présent rapport les vœux émis par divers conseils d'arrondissement, au sujet de la création de nouvelles brigades.

Tribunaux. — Mobilier.

Les dépenses ci-après sont proposées pour achat ou renouvellement du mobilier des tribunaux :

Cambrai. — Renouvellement du mobilier du Tribunal civil. .	6,671 fr.	
et du Tribunal de commerce	7,409	
Ensemble.	14,080 fr.	

Le Conseil général a approuvé les devis de ces travaux dans sa dernière session et a alloué sur le budget de 1872, un crédit à valoir de 7,000 fr., à répartir par moitié, soit 3,500 fr.

La somme formant le complément du montant du projet pour le Tribunal civil s'élève donc à 6,671 fr. — 3,500 =.	3,171 fr.	
Celle pour le Tribunal de Commerce à 7,409 fr. — 3,500 =.	3,909	7,080 fr. »
Report.		7,080 fr. »

			A reporter	7,080 fr. »
Douai. — (Tribunal civil.) Renouvellement du mobilier . . .	1,700 fr.	»		
(Salle d'assises.) Renouvellement du tapis des jurés et d'une partie de celui de la tribune des juges. Renouvellement de 3 stores sur la cour. .	252	92	2,096	92
Acquisition et renouvellement du mobilier au Tribunal civil (salle d'enquêtes).	144	»		
Avesnes. — Acquisition d'objets pour le cabinet du juge d'instruction.			75	»
Total.			9,251 fr.	92

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire ces diverses sommes au sous-chapitre 1er du budget de 1873, ainsi que le crédit ordinaire de. . . . . 1,400 »
pour l'entretien du mobilier existant.

Ensemble. . . . . 10,651 fr. 92

Tribunaux. — Entretien des bâtiments.

Il est pourvu chaque année à l'entretien des bâtiments des tribunaux, au moyen d'un crédit collectif de 2,500 fr.

Je prie le Conseil général, de vouloir bien ouvrir un crédit de pareille somme au sous-chapitre 1er du budget de 1873.

Loyer des Tribunaux.

Un bail de dix-huit ans a été passé en 1858 entre le département et la ville d'Hazebrouck, pour la location, moyennant le prix annuel de 2,400 fr., d'une partie de l'Hôtel-de-Ville, où se trouve installé le Tribunal civil.

Afin d'assurer le paiement du loyer afférent à 1873, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget départemental de cet exercice du crédit nécessaire.

Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises, des Tribunaux, Justices-de-Paix et Tribunaux de police.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'allocation au budget départemental de 1873

des crédits suivants, pour menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises et des Tribunaux de 1re instance et de commerce, savoir :

Cour d'assises	2,200	»
Tribunal de première instance de Lille	4,700	»
Id. de Douai	1,600	»
Id. de Valenciennes	1,500	»
Id. de Cambrai	1,400	»
Id. de Dunkerque	1,600	»
Id. d'Avesnes	1,800	»
Id. d'Hazebrouck	1,350	»
Tribunal de commerce de Lille	2,000	»
Id. de Cambrai	700	»
Id. de Dunkerque	600	»
Id. de Valenciennes	700	»
Soit donc à inscrire au sous-chapitre 1er, une dépense de	20,150	»

Je propose également l'inscription au même budget d'un crédit de 6,290 francs pour menues dépenses des Justices-de-Paix et des Tribunaux de police, savoir :

1° 100 francs à chacun des Juges-de-Paix résidant à Lille, Dunkerque, Douai, Valenciennes, Cambrai, Avesnes, Hazebrouck, Roubaix, Tourcoing, Le Câteau, Clary, Solesmes, et Bouchain	2,700	»
2° 70 francs aux 34 autres Juges-de-Paix	2,380	»
3° Tribunal de simple police de Lille	200	»
4° Id. de Douai, Roubaix et Tourcoing, à raison de 160 francs chacun	480	»
5° Id. de Cambrai, Dunkerque et Valenciennes, à raison de 80 francs chacun	240	»
6° Id. de Bailleul et du Quesnoy, 70 francs chacun	140	»
7° Id. d'Avesnes, d'Hazebrouck et de Saint-Amand, à raison de 50 francs chacun	150	»
Somme pareille	6,290	»

Ces crédits sont conformes à ceux votés au buget de 1872.

Dépôts et Chambres de sûreté.

Le Conseil général, dans sa séance du 11 novembre 1871, appelé à s'occuper de la question des Dépôts et Chambres de sûreté a reconnu que, d'après les prescriptions de la loi du 28 germinal an VI, une chambre sûre doit exister dans chacune des stations de Gendarmerie; mais que

conformément à la pratique suivie jusqu'aujourd'hui ; les prisons municipales doivent être considérées comme appartenant à la catégorie des lieux de détention provisoire dont parle la loi et que dès lors, là où il en existe il n'y a pas à établir de nouvelles chambres de sûreté, mais que là, au contraire, où ce service n'existe pas, il importe d'y pourvoir.

Cette délibération a été transmise à M. le Ministre de l'Intérieur qui, à la date du 28 février 1872, en m'adressant sa décision approbative sur le budget des prisons départementales a fait les observations ci-aprèsreproduites.

« La somme de 1,900 fr. inscrite au budget de l'Etat pour rémunérer les gardiens des dépôts » de sûreté a été admise à titre purement provisoire. Les dépenses de cette nature n'incombant » pas au budget de l'Etat, n'ont été maintenues jusqu'à présent, que pour aider l'administration » à transformer les dépôts en chambres de sûreté. Il y a lieu, par conséquent, de ne pas différer » les améliorations réclamées. On ne doit pas, au surplus, perdre de vue que les dépenses rela- » tives au casernement des brigades de gendarmerie, sont obligatoires pour les départements ; » qu'il doit exister, dans chaque caserne de gendarmerie, des locaux pour y déposer les prison- » niers ; que l'Etat n'a à supporter que les frais d'entretien et de nourriture des détenus dans les » endroits où il existe une brigade de gendarmerie ; et qu'enfin, les détenus de simple police ne » sont pas admis à subir leur peine dans un simple dépôt.

» Le traitement des gardiens des dépôts de *Landrecies*, du *Quesnoy*, d'*Orchies*, de *Grave-* » *lines*, de *Bailleul* et de *Cassel*, cessera d'être payé sur les fonds des prisons à dater de l'année prochaine. Quant aux trois autres dépôts de *Condé*, du *Câteau* et de *Maubeuge*, on » recherchera les moyens d'arriver au même résultat dans le plus bref délai possible. »

En présence de cette décision, je crois devoir représenter les propositions que j'ai soumises au Conseil général, dans sa session de 1871, concernant l'établissement d'une chambre de sûreté dans chacune des casernes du *Quesnoy*, d'*Orchies* et de *Cassel*. Ces propositions sont contenues dans un second rapport sur les grosses réparations aux casernes de Gendarmerie appartenant au Département. Je rappelle ici que l'appropriation dont il s'agit a été votée l'année dernière pour *Gravelines et Bailleul*.

Il ne restera donc qu'à pourvoir à celle des casernes qui sont en location et dont les baux expirent pour *Maubeuge* en 1875, pour *Le Câteau* en 1877, pour *Landrecies* en 1878 et pour *Condé* en 1881.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien m'autoriser à m'entendre avec les propriétaires pour qu'ils fassent exécuter les travaux nécessaires, sauf à leur allouer une augmentation de loyer en rapport avec la dépense effectuée.

En prévision de la décision approbative du Conseil général, j'ai compris la dépense qui pourra résulter de ces appropriations dans la somme à valoir, pour renouvellement de baux, inscrits dans les rapports sur les dépenses de la gendarmerie. (Sous-chapitre 1er.)

Comme dans les autres casernes de gendarmerie du département, il existe des chambres sûres il ne me paraît pas y avoir lieu, quant à présent, de s'en occuper. Il est vrai que ces chambres sont en plus ou moins bon état ; que le plus grand nombre n'ont qu'un seul compartiment alors que, selon les recommandations contenues dans la circulaire ministérielle du 8 juillet 1871, des locaux séparés doivent exister pour les hommes et pour les femmes ; mais ces appropriations

pourront avoir lieu successivement, dans les casernes appartenant au département au moyen des crédits annuels d'entretien, et dans celles en location au fur et à mesure du renouvellement des baux.

Je joins au présent rapport, avec une lettre de M. le Directeur de la maison centrale de Loos et des prisons départementales, un état qui résume la situation des casernes de gendarmerie par rapport aux chambres de sûreté.

SOUS-CHAPITRE II.

Sous-Préfecture. — Grosses réparations.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les projets présentés par MM. les Architectes départementaux, des travaux de grosses réparations à exécuter, en 1873, aux hôtels des sous-préfectures du département.

Ces travaux sont les suivants :

Cambrai. — Renouvellement de la tenture, de la peinture et blanchîment des plafonds, des bureaux et du logement du concierge. 221 18

Douai. — Réparations diverses. . . . . 650 »

Hazebrouck. — Installation d'appareils de chauffage. 767 30

Avesnes. — Réparations diverses. . . . . 700 »

Valenciennes. — Dans sa dernière session, le Conseil général a voté des crédits s'élevant ensemble à 4493 fr. pour l'agrandissement de la salle des adjudications et la construction d'une salle d'archives. La dépense a été ajournée. — La situation de la sous-préfecture est telle qu'il serait, je crois, à tous égards, préférable d'y faire des agrandissements plus sérieux, à l'aide de la couverture du canal. J'ai, en conséquence, fait dresser un projet de restauration et d'agrandissement d'ensemble, dont le montant s'élève à une somme de 20,467 fr. 19 cent. Je pense qu'en raison de l'urgence des travaux et aussi de la difficulté de les diviser, il y a lieu de reporter sur 1873, le crédit de 4439 fr. indiqué ci-dessus, qui figure au budget de 1872, et d'allouer, cette année, pour 1873, le complément de la dépense à faire pour la réalisation du projet dont il s'agit, soit la somme de. 15.974 19

Toutefois, mon intention est d'inviter l'architecte à produire un rapport plus complet de façon à coordonner parfaitement l'agencement des bureaux et à leur donner une installation plus convenable sur la surface ajoutée à l'hôtel.

Réparations aux toitures et façade de l'hôtel. . . . . 1.984 » } 17.958 19

Total. . . . 20.296 67

Je prie le Conseil général de vouloir bien allouer ces diverses sommes au budget 1873, sous-chapitre 1er.

Casernes de gendarmerie. — Grosses réparations et travaux neufs.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général les propositions de MM. les Architectes départementaux, pour travaux neufs et de grosses réparations à faire, en 1873, aux casernes de gendarmerie appartenant au département.

Ces propositions sont ci-après analysées :

Cambrai. — Peinture et blanchiment des logements, peinture des châssis et porte de la façade sur rue, et établissement d'une armoire placard dans chacun des dix logements qui n'en possèdent aucune . . . . . 1,029 fr. 24

Orchies et Le Quesnoy. — (Dépôts de sûreté.) Appropriation d'une chambre de sûreté :

A Orchies. . . . . 220 fr.
Au Quesnoy. . . . 2,900

Dans sa dernière session, le Conseil général a éliminé ces articles par le motif que ces villes possèdent un dépôt de sûreté fort convenable, mais M. le Ministre de l'Intérieur, comme vous le remarquerez dans un autre rapport, revenant sur la question de l'établissement, dans chaque caserne, des locaux pour y déposer les prisonniers, je crois devoir communiquer de nouveau à l'Assemblée les projets présentés l'année dernière.

Cassel. — (Dépôt de sûreté.) Pour les mêmes motifs que ceux exposés ci-dessus, je prie le Conseil général de vouloir bien faire connaître ses intentions sur la question de savoir s'il y a lieu de faire une construction pour l'établissement d'une chambre de sûreté dans la caserne de gendarmerie de Cassel. Dans sa dernière session, le Conseil général s'est abstenu de toute décision à ce sujet, par la raison que Cassel possède déjà un dépôt de sûreté appartenant au département.

Le Quesnoy. — (Dépôt de sûreté.) Réparations diverses . . . . . 700 »
dans le cas, toutefois, où le Conseil général croirait

A reporter. . . . 1,729 fr. 24

	Report.	1,729 fr. 24
	ne pas devoir autoriser la construction d'une chambre de sûreté à la caserne de gendarmerie.	
Le Quesnoy. —	(Caserne de gendarmerie.) Réparations diverses.	1,100 »
Orchies. —	Réparations diverses.	140 »
Douai. —	Réparations diverses et construction, dans la grande écurie, de casiers à claires-voies pour y déposer la ration journalière des chevaux.	850 »
Roubaix. —	Badigeonnage extérieur et intérieur des murs et enduits 300 fr. Appropriation d'un logement. 200	500 »
	Divers travaux ont été exécutés, sans ordres, par l'entrepreneur. La dépense s'élève à 580 fr. Je prie le Conseil général de vouloir bien me faire connaître sa décision à cet égard.	
Lille. —	Substitution d'un plancher au carrelage de 2 petites chambres pour le logement du capitaine-trésorier. . . . . 270 fr. Etablissement d'une latrine dans le logement du capitaine-trésorier. . . . . 600 Appareils d'éclairage au gaz des couloirs et dégagements . . . . . 850 Frais d'éclairage au gaz. 800	2,520 »
Hazebrouck. —	Agrandissement de la caserne pour le logement de la brigade à pied, 18,000 fr. Le Conseil général a approuvé le devis de ces travaux, dans sa dernière session, et a alloué sur le budget de 1872, un crédit à valoir de 9,000 fr. Je pense donc qu'il convient d'inscrire au budget de 1873, le complément de la dépense, soit.	9,000 fr. »
	Total.	15,839 fr. 24

Je propose, en conséquence, au Conseil général, de vouloir bien allouer ces diverses sommes au sous-chapitre 1^er^ du budget de 1873.

Tribunaux: — Grosses réparations.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général les devis présentés par MM. les Architectes du département, des travaux de grosses réparations à exécuter, en 1873, aux bâtiments des tribunaux.

Ces propositions de travaux se résument ainsi qu'il suit :

Dunkerque. — Réparations diverses au palais-de-justice. . . . . 230 »

Lille. — Installation d'appareils au gaz pour la salle d'audience du tribunal civil.. . . . . 1.250 »

Valenciennes. — Peinture au tribunal de commerce	622	»	1.784 »
Peinture et platrages extérieurs du tribunal civil.	1.162	»	
Douai. Salle d'assises. — Restauration des peintures et réparations diverses aux bâtiments de la salle d'assises..	1.500	»	3.500 »
(Tribunal civil). — Restauration des façades.	1.600	»	
Reconstruction du trottoir en asphalte . .	400	»	

Total. . . . . 6.764 »

Je pense qu'il y a lieu d'inscrire ces dépenses au sous-chapitre 1^er^ du budget de 1873.

Maisons d'arrêt. — Grosses réparations.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les projets ci-après analysés, présentés par MM. les Architectes départementaux, des travaux de grosses réparations, à faire en 1873, aux bâtiments des maisons d'arrêt.

Cambrai. — Réparations diverses : 423 fr. 20. J'écarte ce qui concerne la fourniture de deux lavabos : 66 fr., dépense mobilière qui n'est pas à la charge du département. . . . . 423 fr. 20

Douai. — Le Conseil général a approuvé, dans sa session de 1871, un projet de divers travaux, dont le montant s'élève à 24,979 fr. 15 c. En raison de l'importance de cette somme, la dépense a été répartie sur 4 exercices et une somme de 6,200 fr. a été inscrite au budget de 1872. Je pense qu'il convient d'allouer pour 1873, un crédit de pareille somme, ci. . . . . 6,200 »

Lille. — Travaux aux murs de clôture pour empêcher les évasions. 898 12

Dunkerque. — Réparations diverses . . . . . 140 »

Avesnes. — Peinture de toutes les menuiseries. . . . . 1,100 »

Total. . . . . 8,761 fr. 32

Je propose au Conseil général d'allouer, au budget de 1873, sous-chapitre 1^er^, les cinq articles de dépenses ci-dessus, montant ensemble à la somme de 8,761 fr. 32.

Maisons d'arrêt. — Entretien.

L'entretien des bâtiments des maisons d'arrêt donne lieu à des dépenses auxquelles il a été pourvu chaque année au moyen d'un crédit de 3,200 fr.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire un pareil crédit de 3,200 fr. au budget de 1873, sous-chapitre 1er.

Archives départementales. — Entretien.

Un crédit de 650 fr. est affecté chaque année à l'entretien du bâtiment et du mobilier des archives départementales.

Une pareille somme étant nécessaire pour le prochain exercice, je prie le Conseil général de vouloir bien en allouer le montant au sous-chapitre 1er du budget de 1873.

Dépot de sûreté de Cassel.

Le département a pourvu jusqu'ici, au moyen d'un crédit spécial de 80 fr. à l'entretien du dépôt de sûreté de Cassel.

Si le Conseil général croyait ne pas devoir autoriser la construction d'une chambre de sûreté dans la caserne de gendarmerie, je le prierais de vouloir bien inscrire, comme l'année dernière, un crédit de 80 fr. au sous-chapitre 1er du budget de 1873.

Établissement thermal de Saint-Amand.

Dans sa session de 1869, le Conseil général sur le compte qui lui a été rendu par la commission spéciale chargée d'instruire la question des encouragements à accorder au concessionnaire de l'établissement thermal de Saint-Amand, a adhéré à la proposition faite par cette commission d'allouer au concessionnaire un subside de 20,000 francs en cinq annuités afin de l'aider à remettre l'établissement dans un état satisfaisant, et il a voté l'inscription au budget de 1870 du premier cinquième de cette subvention.

Cette première annuité a été payée sur la justification des travaux exécutés par le concessionnaire; la seconde a été inscrite au budget de 1871 et la troisième au budget de 1872.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'allocation au budget de 1873, sous-chapitre 2 d'un crédit de la somme de 4,000 fr. formant l'importance du quatrième cinquième du subside dont il s'agit.

Traitement des Architectes départementaux.

En conséquence de l'adhésion donnée par le Conseil général aux propositions qui lui avaient été soumises en 1867, le service des édifices départementaux a été organisé dans le système d'un architecte par arrondissement.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien allouer au sous-chapitre 1er du budget de 1873, un crédit de 5,000 fr. pour le traitement des architectes départementaux, lequel se répartit comme suit :

Lille.	1,000 f.	»
Dunkerque	600	»
Douai	800	»
Valenciennes	700	»
Cambrai	700	»
Avesnes	600	»
Hazebrouck.	600	»

Propriétés départementales. — Frais d'assurance.

Les primes d'assurance contre l'incendie des propriétés départementales sont fixées comme suit par les traités existants :

INDICATION DES PROPRIÉTÉS ASSURÉES.	DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT des PRIMES d'après les traités.	Augmentation résultant de la loi du 23 août 1871.	TOTAL.
Divers bâtiments	Nationale, Générale. Phénix, Union et Soleil	647 57	55 50	703 07
Sous-Préfecture et Palais-de-Justice de Valenciennes .	Phénix	53 20	4 56	57 76
Bâtiments et livres de la Sous-Préfecture de Cambrai.	Nationale	19 25	1 68	20 93
Archives, bâtiments et mobilier de la Préfecture . .	Nord	235 70	20 97	256 67
Mobilier de la Sous-Préfecture de Dunkerque . . .	Aigle	12 »	1 13	13 13
Id. id. d'Hazebrouck	Phénix	8 55	» 79	9 34
Id. id. de Cambrai	Phénix	9 60	» 90	10 50
Id. id. d'Avesnes	Soleil	6 25	» 59	6 84
Id. id. de Douai	Générale	10 40	» 97	11 37
Mobilier de la Sous-Préfecture et des Tribunaux de Valenciennes	La France	25 90	2 43	28 33
Bâtiments et mobilier du Palais-de-Justice de Dunkerque.	La Nationale	133 10	11 58	144 68
Mobilier du Tribunal civil d'Hazebrouck et Dépôts de sûreté de Bailleul et Cassel.	Le Phénix	6 60	0 61	7 21
Mobilier de la Cour d'Assises et du Tribunal civil de Douai	Générale	16 50	1 55	18 05
Bâtiments du nouvel hôtel de Préfecture	Paternelle, Union, Nord, Générale, Abeille, Union générale, Nationale, Phénix et Soleil .	999 90	90 »	1,089 90
	TOTAL . . .	2,184 52	193 26	2,377 78

J'ai l'honnenr de proposer au Conseil Général l'inscription au budget départemental de 1873 du crédit nécessaire au paiement des primes d'assurance ci-dessus détaillées, montant à 2,377 fr. 78 c.

Édifices départementaux. — Abonnements aux distributions d'eau.

Les taxes d'abonnement des édifices départementaux de Valenciennes à la distribution d'eau de cette ville s'élèveront, en 1873, à . . . . . 313 »

Savoir :

Sous-Préfecture	100	»
Tribunal civil.	23	»
Tribunal de commerce	23	»
Maison d'arrêt.	167	»

L'abonnement des établissements départementaux de Cambrai sera en 1873, comme les années précédentes, de . . . . . 560 »

Savoir :

Sous-Préfecture	100	»
Caserne de gendarmerie.	210	»
Maison d'arrêt.	250	»

Les abonnements pour l'arrondissement de Lille donneront lieu à une dépense de 371 »

Savoir :

Préfecture.	206	»
Corps-de--garde.	25	»
Archives départementales.	35	»
Caserne de gendarmerie de Lille	70	»
Caserne de Roubaix	35	»

Total . . . . . 1244 »

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire cette dernière somme au sous-chapitre 1^er^ du budget de 1873.

Maison d'arrêt de Cambrai.

Comme je l'ai fait connaître l'année dernière au Conseil général, M. l'architecte départemental a reproduit le projet de reconstruction de la maison d'arrêt après l'avoir modifié conformément aux instructions de l'administration supérieure tout en en maintenant les dépenses dans la limite des évaluations antérieures.

M. l'Inspecteur général qui doit visiter cette année les prisons du Nord a été chargé par M. le Ministre de l'Intérieur d'examiner sur place les plans et devis du projet. J'ai donné des instructions en conséquence à M. l'architecte. M. le Ministre me fera connaître la décision qu'il y aura lieu de prendre à la suite de cet examen.

Dans cet état de choses et comme des crédits montant ensemble à 178,000 fr. ont été inscrits aux budgets départementaux de 1869 et 1870, je n'ai pas d'allocation nouvelle à proposer pour cet objet au budget de 1873.

SOUS-CHAPITRE III.

Routes départementales.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général avec les rapports de MM. les Ingénieurs ordinaires et diverses autres pièces, le compte-rendu par M. l'Ingénieur en chef du département, du service des routes départementales, ainsi que ses propositions de travaux et de dépenses pour l'exercice 1873.

L'étendue totale de ces voies publiques est de 513 kilomètres 343 mètres; elles n'ont pas toutes été construites suivant le même mode: le système a varié suivant la nature du sol et l'espèce de matériaux en usage dans les localités. Celles pourvues de chaussées pavées forment les deux tiers du réseau, le reste est en empierrement. Les premières prédominent dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai; les routes empierrées sont principalement situées dans les arrondissements de Dunkerque, d'Hazebrouck et d'Avesnes.

Sauf quelques lignes d'une fréquentation médiocre, les routes départementales du Nord desservent généralement une circulation considérable qui exige les soins d'un entretien dispendieux. Il y a douze ans, ces grandes voies étaient arrivées par les effets d'un roulage sans limites à un état de dépérissement qui a vivement préoccupé l'administration et a déterminé le Conseil général à entreprendre la restauration complète pendant une série d'années. Les travaux commencés à cet effet en 1859 et surtout en 1863 se poursuivent successivement et ont produit de très-bons résultats. Comme le fait connaître M. l'Ingénienr en chef, l'étendue du réseau se divise comme suit par rapport à l'état de viabilité :

Bonne	435 k. 596
Médiocre	65 k. 590
Mauvaise	12 k. 130

En 1869, les longueurs étaient 419 k. 739, 73 k. 165 et 20 k. 409.

Comme on le voit il y a progrès et si l'amélioration qui en résulte n'est pas plus accentuée, c'est parce que l'usure des chaussées devient de plus en plus grande par l'accroissement de la circulation. Les renseignements contenus dans le rapport ci-joint, font connaître, en effet, que la moyenne diurne des coliers à charge qui était en 1859 de 312,2 s'est élevée en 1869 à 380,9 et que celle des coliers à charge et à vide a été portée dans la même période de 460 à 555.

En somme, la situation actuelle n'est pas mauvaise, mais elle montre que l'œuvre de la res-

tauration du réseau n'est pas encore arrivée à son terme et que plusieurs années de soins et de sacrifices sont encore nécessaires pour les compléter. Je m'efforcerai d'arriver à ce résultat si le Conseil général veut bien mettre à ma disposition les ressources nécessaires.

EXERCICE 1873.

Entretien.

M. l'Ingénieur en chef propose pour le service de l'entretien ordinaire des routes départementales des crédits montant ensemble à 400,400 francs y compris, suivant l'usage, 20,000 fr. de réserve pour travaux imprévus. Ces crédits sont conformes dans leur ensemble à ceux des exercices 1870 et 1871 ; ils en diffèrent toutefois dans le détail en ce qu'une augmentation de 8,000 fr. serait accordée à la route N° 6, de 200 fr. à la route N° 24 et de 300 fr. à la route N° 25, ensemble 8,500 fr. tandis que des diminutions d'égale importance seraient faites sur les routes N^{os} 4, 5, 9, 10, 14, 19, 21, et 23.

Grosses réparations.

Les dépenses de cette nature comprises dans le programme de restauration arrêté par le Conseil général en 1862 étaient évaluées à 1,789,800 fr. Ces dépenses ont été effectuées en grande partie ; en 1870, il restait pour 408,928 fr. 87 c. de travaux à faire sur lesquels des crédits montant ensemble à 249,650 fr. ont été alloués en 1871 et 1872. La somme nécessaire pour en assurer l'achèvement est de 133,278 fr. 67 c. J'en propose plus loin l'allocation. Ainsi le programme de 1862 aura reçu son entier accomplissement.

Mais d'autres travaux de grosses réparations ont été reconnus nécessaires. Ceux en cours d'exécution ou à exécuter donnent une evaluation de 311,608 fr. 09 c. et ont reçu en 1871 et 1872 une allocation totale de 111,733 f. 09 c., en sorte qu'il reste à dépenser sur cette seconde série de travaux une somme de 199,875 fr. M. l'Ingénieur en chef propose pour cette partie du service un crédit total de 143,375 fr.

En récapitulant, on trouve que les dépenses de grosses réparations à faire en 1873 s'élèvent savoir :

Pour l'achèvement des travaux compris dans le programme, à.	133.278 67
Pour les autres travaux à.	143.375 »
Total.	276.653 67

C'est une somme sensiblement égale à celle qui a été proposée au budget de 1872.

Frais généraux.

Ces frais se composent des articles suivants :

Traitement et frais fixes de résidence des conducteurs et agents secondaires.	60.455	»
Frais de découchers et déplacement.	4.500	»
Somme à valoir en prévision d'avancement et secours.	1.000	»
Frais d'impression	1.500	»
Gratifications aux conducteurs et agents secondaires	2.800	»

Honoraires des Ingénieurs sur une dépense de 677,053 fr. 67 c. dont entretien 400,400 fr.; grosses réparations, 276,653 fr. 67 c., savoir :

4 % sur les premiers 40,000 fr. ci.	1.600	»	
1 % sur le surplus.	6.371	»	7.971 »
Total. . . .			78.226 »

Cette dépense ne me paraît susceptible d'aucune observation.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'allouer au budget de l'exercice 1873 pour le service des routes départementales les crédits ci-après :

Budget ordinaire.

SOUS-CHAPITRE III.

Entretien.

Route N° 1 de Lille à Valenciennes.	11.500	»
— 2 de Lille à Ypres.	16.000	»
— 3 de Douai à Tournai	8.000	»
— 4 de Cambrai à Tournai	11.000	»
— 5 de d'Avesnes à Philippeville	11.000	»
— 6 de Landrecies à Chimay.	34.000	»
— 7 de Condé à Mons.	8.000	»
— 8 de Condé à Saint-Amand.	8.100	»
— 9 de Lille à Saint-Omer.	33.000	»
— 10 de Valenciennes à Bohain.	35.000	»
— 11 de Cambrai à Guise.	12 000	»
— 12 d'Avesnes au Quesnoy.	17.000	»
— 13 de Maubeuge à Maroilles.	11.000	»
— 14 de Lille à Courtrai	22.000	»
— 15 de Dunkerque à Furnes	9.000	»
— 16 d'Estaires à La Bassée.	5.500	»
— 17 d'Haverskerque à Aire.	7.500	»
— 18 de Béthune à Armentières.	5.000	»
A reporter. . . .		

		Report. . . .	
Route N°	19	de Roubaix à Saint-Amand.	26.000 »
—	20	de Cassel à la frontière.	8.000 »
—	21	de Bergues à Saint-Momelin	15.600 »
—	22	de Lille à Tourcoing.	8.500 »
—	23	de Cambrai à Malplaquet.	46.000 »
—	24	d'Hélesmes à Denain.	6.700 »
—	25	Ceinture de Maubeuge	2.300 »
—	26	Ceinture de Cambrai.	2 700 »
		Ensemble. . .	386.400 »
Réserve pour travaux imprévus.			20.000 »
		Total. . . .	400.400 »

Grosses réparations et améliorations.

TRAVAUX COMPRIS DANS LE PROGRAMME DE 1862.

Route N°	1	Remaniement.		10.000 »
—	3	Id.		15.000 »
—	4	Id.		23.000 »
—	8	Id.		7.378 67
—	18	Elargissement de la chaussée.		6.000 »
—	19	Remaniement.		56.500 »
—	23	Construction de pavage.		15.400 »
		Ensemble. . .		133.278 67

TRAVAUX EN DEHORS DU PROGRAMME.

Route N°	5	Rechargement		6.000 »	
—	6	Caniveaux pavés et bordures de trottoirs. .		5.500 »	
—	9	Restauration de la chaussée.		8.000 »	
—	10	Elargissement.		10.875 »	
—	11	Remaniement		25.000 »	
—	14	Amélioration dans la traversée des fortifications de Lille	41.000 »	56.000 »	
—		Restauration entre Roubaix et Tourcoing.	15.000 »		
—	20	Remaniement.		7.000 »	
—	21	Reconstruction d'un pont. Solde	500 »	5.000 »	
		Remaniement.	4.500 »		
—	23	Id. et relevés à bout.		20.000 »	
		Ensemble		143.375 »	143.375 »
		Total.			276.653 67

Frais généraux.

Ces frais ont été énumérés ci-dessus comme devant s'élever à 78.226 fr.

Résumé des dépenses proposées pour 1873.

Entretien.	400.400	»
Grosses réparations.	276.653	67
Frais généraux.	78.226	»
	755.279	67

Route départementale N° 14. — Amélioration dans la traversée des fortifications de Lille à la porte de Roubaix.

Dans sa session de 1871, le Conseil général, sur communication qui lui a été faite du projet d'amélioration de la route départementale N° 14, dans la traversée des fortifications de Lille, à la porte de Roubaix, a émis le vœu que l'Etat, par le département de la guerre, fût invité à contribuer à la dépense pour une part plus large que celle de 6,000 fr. qu'il avait consentie ; il a accepté l'offre faite par la ville d'un concours de 20,000 fr. pour l'ensemble des travaux, et il a inscrit au budget de 1872 un crédit de 28,000 fr. à valoir pour ce travail, à la condition que la proposition de M. le Maire de Lille, du 10 novembre 1871, au sujet du retranchement à faire du passage pour piétons, serait ratifiée par le Conseil municipal.

Les démarches que j'ai faites pour obtenir une augmentation de la part contributive de l'Etat n'ont pas eu le succès que j'en espérais ; M. le Ministre de la guerre, par dépêche du 22 février dernier a maintenu purement et simplement la subvention précitée de 6,000 francs.

D'un autre côté, M. le Maire de Lille produit une délibération du Conseil municipal du 12 juillet dernier portant que la subvention par lui votée est applicable à l'ensemble des travaux, mais n'est accordée qu'à la condition que les passages supprimés pour les piétons seront remplacés par des trottoirs d'une largeur suffisante pour donner passage à deux personnes de front. Cette délibération me paraît donner convenablement satisfaction à la réserve que le Conseil général a attachée à son vote de fonds.

Mais M. l'Ingénieur en chef du département, dans un rapport ci-joint du 17 mai dernier fait observer que, contrairement aux prévisions des ingénieurs civils et militaires, ce projet qu'ils avaient dressé de concert n'a été approuvé par M. le Ministre de la guerre que sous certaines réserves auxquelles a adhéré M. le Ministre des travaux publics, et que, parmi ces réserves, il en est une qui prescrit la substitution de ponts mobiles en dessous aux ponts-levis en flèche qui avaient été proposés. Cette modification aux dispositions du projet entraînerait une augmentation de 12,000 fr. sur les estimations du projet, en sorte que la dépense que le Conseil général a voulu restreindre à 69,000 fr, serait élevée à 81,000 fr.

A mes yeux, cette exigence de M. le Ministre de la guerre n'a aucun fondement ; il paraît de toute justice que si l'administration militaire veut améliorer les conditions de la défense de la place, c'est à elle et non au département à en supporter les frais.

Des conférences ont été ouvertes à ce sujet par MM. les Ingénieurs avec MM. les Officiers du génie, et la nouvelle instruction se poursuit. Dans cette situation, je ne puis que soumettre la question au Conseil général en le priant de vouloir bien se prononcer sur son objet.

SOUS-CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux ordinaires.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les documents à l'appui, le rapport présenté par M. l'Agent-Voyer en chef sur les chemins vicinaux ordinaires pour l'année 1871.

Le travail de M. l'Agent-Voyer en chef peut se diviser en deux parties distinctes ayant pour objet, l'une, les chemins du réseau subventionné, dont l'achèvement s'exécute en vertu de la loi du 11 juillet 1868, l'autre, les chemins non compris dans le réseau.

Je soumets, dans un rapport spécial au Conseil général, mes observations et propositions sur la première partie du travail concernant le réseau subventionné.

En ce qui concerne la seconde partie de ce travail comprenant la situation générale des chemins ordinaires et les travaux exécutés en dehors du réseau subventionné, les renseignements fournis par M. l'Agent-Voyer se résument ainsi qu'il suit :

Dépenses de l'année 1871 à		284,725 fr. 81
Répartition :		
Travaux d'entretien.	257,715 fr.	28
Id. de grosses réparations. . . .	3,886	52
Id. de construction.	15,087	41
Dépenses diverses.	8,036	30
Total égal. . . .	284,725 fr.	51

Ces travaux ont eu pour résultat d'amener à l'état d'entretien 3,172 mètres de chemins, et à l'état de viabilité 860 mètres.

Les chemins vicinaux ordinaires présentaient au 31 décembre 1870 un développement total de		6.089 kil. 052
Par suite de nouveaux classements, ce développement s'élevait au 31 décembre 1871, à	6,107	550
Différence en plus.		18 kil. 498

Le Conseil général alloue chaque année un fonds de subvention de 20,000 fr., en faveur des communes nécessiteuses qui ne peuvent, avec leurs seules ressources, pourvoir, soit à des

améliorations indispensables sur des voies vicinales ordinaires, soit même à l'acquittement de leurs contingents dans les dépenses des chemins de grande communication et d'intérêt commun. Je prie le Conseil général de vouloir bien accorder une pareille allocation pour l'année 1873 ; j'inscrirai dans cette prévision un crédit de 20,000 fr., au projet de budget, sous-chapitre IV, § 1er, art. 2. Je ferai remarquer que, depuis la loi du 18 août 1871, la répartition de ce fonds appartient à la Commission départementale permanente.

Le personnel de la petite vicinalité suffit aux besoins du service. M. l'Agent-Voyer en chef du département propose de le maintenir dans les mêmes conditions en 1873 et d'y appliquer, en conséquence, comme pour 1872, un crédit de 169,280 fr. se répartissant comme suit :

Fonds du département	129,280 fr.
Fonds des communes	30,000
	169,280 fr.

Je prie le Conseil général d'adopter ces propositions pour l'exécution desquelles j'ai inscrit les crédits nécessaires au projet de budget de 1873.

Chemins vicinaux de grande communication.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général avec diverses pièces à l'appui et les rapports de MM. les Ingénieurs d'arrondissement, le compte-rendu par M. l'ingénieur en chef du département, de la situation du service des chemins vicinaux de grande communication suivi de ses propositions pour le service de l'exercice 1873.

Ces documents contiennent des renseignements complets sur l'état des différentes lignes qui composent notre réseau de grande vicinalité. Les chaussées pavées prédominent dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai ; celles en empierrement sont particulièrement situées dans les arrondissements de Dunkerque, d'Hazebrouck et d'Avesnes. Les premières, sauf celles d'ancienne construction qui existent encore et qui exigent un remaniement complet, se maintiennent généralement et n'ont besoin que d'être consolidées par des zones latérales empierrées. Il n'en est pas de même des secondes qui, construites dans des conditions insuffisantes de largeur et d'épaisseur à leur origine se dégradent facilement, malgré les soins de l'entretien, sous les efforts d'un roulage pondérant et actif et nécessitent souvent sur beaucoup de points des rechargements.

Cependant les travaux de grosses réparations qui s'exécutent depuis 1859, au moyen des allocations votées par le Conseil général, joints à une application intelligente et attentive des ressources de l'entretien ont notablement amélioré la situation de ces grandes lignes. M. l'Ingénieur en chef constate, en effet, qu'elles sont aujourd'hui, pour la plupart, dans un état de viabilité satisfaisant, malgré la sécheresse des deux dernières années et les intempéries du dernier hiver. L'étendue des chemins en bon état d'entretien continue à s'accroître ; elle a augmenté de 13 kilomètres en 1871 ; les parties médiocres ont diminué de 19 pendant la même

année, et les parties mauvaises de 4. En résumé, la situation, à ce point de vue, se traduit par les chiffres suivants :

Chaussées bonnes		671	kilomètres.
—	médiocres	149	»
—	mauvaises	39	»

Ces nombres indiquent un progrès réel, mais ils montrent aussi que si l'œuvre de restauration entreprise depuis plus de douze ans, a reçu son exécution dans la mesure des neuf dixièmes environ des prévisions conçues à l'origine, l'amélioration complète du réseau de la grande vicinalité est loin d'être arrivée à son terme. D'autres besoins en effet se sont révélés et se révèlent successivement ; plusieurs années sont donc encore nécessaires pour que le but important que le Conseil général a eu en vue puisse être entièrement atteint. Je m'attacherai à seconder les intentions du Conseil général dans l'accomplissement de ce résultat.

OBJETS DIVERS.

Chemin N° 1. Dans sa session de 1871, le Conseil général a reconnu qu'il était équitable d'accueillir la réclamation de la 2e section des Watteringues, qui refuse de payer la part contributive qui lui a été attribuée dans les frais de construction d'un logement de pontier au pont Saint-Nicolas sur l'Aa, dépendant du chemin du même nom, classé comme annexe du chemin de grande communication N° 1, et a, en conséquence, adopté la proposition que je lui ai faite de prendre cette part de dépense à la charge du chemin. La dépense totale s'est élevée à 8050 fr. y compris l'entretien du pont. Le Pas-de-Calais en a à sa charge les deux-tiers soit 5366 fr. 67 c ; il reste à la charge du Nord 2683 fr. 33 c.. Suivant les règles établies les communes intéressées au chemin doivent intervenir dans le paiement de ce contingent pour un tiers et le département pour les deux autres tiers, s'élevant à 1789 fr.. D'accord avec M. l'Ingénieur en chef, je propose plus loin l'allocation d'un crédit de cette somme au budget de 1873.

Chemin N° 3. Le Conseil général, dans sa session de 1871, a décidé en principe et par exception que le département contribuera pour 4/5es, en dehors de la subvention de 8000 fr. à obtenir de l'État, dans la dépense évaluée à 43,000 fr. tant des travaux à faire que des terrains à acquérir pour l'établissement du chemin de ceinture de la ville de Bergues et a en même temps déterminé le quantum proportionnel des contingents â fournir par les communes dans le surplus de la dépense, s'élevant à 7000 fr. — La subvention de 8000 fr. ayant été obtenue de M. le Ministre des Travaux publics, j'ai appelé les communes à délibérer sur cette affaire conformément à l'art. 7 de la loi du 21 mai 1836. Quatre seulement d'entre elles, Bergues, Hoymille, Hondschoote et West-Cappel, sur quatorze, ont assuré leurs parts contributives montant ensemble â 4152 fr. ; les autres ont déclaré n'avoir aucun intérêt au chemin et ont refusé tout concours. Cet intérêt est cependant évident ainsi que le démontrent MM. les Ingénieurs dans leur rapport des 10 et 11 juin dernier. Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, a d'ailleurs partagé cet avis. L'enquête d'utilité publique est ouverte, j'en produirai les pièces dans le cours de la session.

Dans cette situation et le chemin de ceinture de Bergues étant d'une utilité réelle, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général :

1° De classer ce chemin comme annexe du chemin de grande communication N° 3, d'Hondschoote à Watten ;

2° De déclarer son exécution d'utilité publique ;

3° De désigner définitivement les communes de Bergues, Hoymille, Warhem, Rexpoede, Oost-Cappel, Killem, Hondschoote, Bambecque, West-Cappel, Les Moëres, Teteghem, Uxem, Ghyvelde et Coudekerque, comme intéressées au chemin dans les propositions fixées par la délibération du Conseil du 10 novembre 1871 et d'assigner des contingents d'office à celles qui persisteraient dans leur refus de concours.

4° D'inscrire au budget de 1873, la somme de 28,000 fr., formant la part de concours du département dans les dépenses de l'établissement du chemin.

Même chemin N° 3. Comme le Conseil général l'a rappelé dans sa session d'avril, la commune de Watten par une délibération du 27 juin 1871, a réclamé contre la répartition des contingents communaux afférents à l'entretien de cette ligne, en signalant comme trop élevée la part contributive de 11 centièmes, qui lui est attribuée. — Selon le vœu du Conseil, j'ai procédé à l'instruction de cette affaire et j'ai l'honneur de lui en soumettre les pièces. — Ainsi que l'Assemblée le remarquera, l'avis émis par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque n'est pas favorable à la demande de la commune de Watten. De leur côté, MM. les Ingénieurs y ont eté eux-mêmes contraires ; mais, comme ils le font connaître dans un rapport récent ci-annexé, leur opinion s'est, en quelque sorte, modifiée à cet égard ; une circonstance nouvelle, en effet, s'est produite par l'annexion proposée au chemin N° 3 du chemin de ceinture de Bergues, ce qui nécessitera la révision prochaine ou plutôt le remaniement du concours des communes dans l'ntretien des deux lignes réunies, travail dans lequel le dégré réel d'intérêt de la commune de Watten pourra être justement apprécié. Cette circonstance me paraissant une occasion utile à saisir pour élucider la question, je prie le Conseil général de vouloir bien se prononcer sur le principe du remaniement indiqué, dont les résultats, après instruction lui seront soumis à sa session de 1873.

Chemin N° 9. Le Conseil général a été saisi, dans sa session d'avril dernier, de la question de la rectification de ce chemin sur le territoire de Roubaix et a décidé que le département contribuerait à l'exécution de ce projet, pour une somme de 10000 fr., laissant à la charge de la ville, le surplus de la dépense des travaux montant à 21221 fr. 22 c. et toutes les indemnités de terrains. Le Conseil municipal ayant accepté cette charge et pris les mesures nécessaires pour y pourvoir, j'ai soumis le projet aux formalités d'enquête d'utilité publique. J'ai l'honneur de mettre les pièces de cette affaire sous les yeux de l'Assemblée, avec l'avis du Conseil d'arrondissement et le rapport de MM. les Ingénieurs. L'instruction étant complète, je prie le Conseil général de vouloir bien conformément à l'art. 44 de la loi du 10 août 1871, ordonner le redressement du chemin sur une largeur de 15 mètres, aux conditions ci-dessus rappelées et inscrire au budget 1873 le crédit de 10,000 fr. nécessaire au paiement de la subvention départementale, accordée en principe pour l'exécution de ce travail.

Chemin N° 10. Conformément aux intentions du Conseil général, j'ai insisté auprès de l'administration du Pas-de-Calais, pour obtenir que des soins plus attentifs fussent apportés au

maintien de la viabilité des parties situées sur le Nord du chemin de Douai à Bapaume, dont l'entretien était à sa charge, aux termes d'une convention intervenue en 1850 et pour que les réparations que leur état exigeait fussent exécutées. Cette satisfaction ne m'ayant pas été donnée, j'ai proposé à M. le Préfet de ce département d'abroger la convention précitée, ce à quoi il a acquiescé. Ainsi, l'Administration du Nord entretiendra désormais comme par le passé toutes les parties du chemin, situées sur son territoire et il pourra être satisfait aux légitimes et pressantes réclamations de la commune de L'Écluse.

Chemin N° 16. Les formalités nécessaires â l'acquisition des terrains à occuper pour la rectification du chemin dans la traverse de Viesly, ont été poursuivies. Le jugement d'expropriation a été rendu et le jury chargé de procéder au règlement des indemnités dues aux propriétaires dépossédés, a été réuni le 3 juillet dernier. Ces indemnités qui avaïent été évaluées dans leur ensemble à 5754 fr. 28 c., ont été fixées à une somme totale de 7680 fr. 42 c. Il en résulte un excédant de dépense de 1680 fr. 42 c.; des propositions me seront faites sur les moyens d'en couvrir le montant. Les travaux seront entrepris aussitôt que les indemnités de terrains auront pu être payées aux ayant-droit.

Chemin N° 34. Dans sa session de 1871, le Conseil général a, sur ma proposition, ajourné jusqu'â nouvelle instruction, sa décision sur la demande de la commune d'Abscon, pour que le chemin fût prolongé, par la rue d'Erre, jusqu'à la station d'Abscon, du chemin de fer d'Anzin à Somain. Comme le fait connaître M. l'Ingénieur en chef, la commune d'Abscon et les principaux intéressés offrent aujourd'hui de concourir pour une somme de 11000 fr., à la dépense du projet évaluée à 18500 fr.. Il ne reste ainsi à couvrir qu'une somme de 7500 fr. Les communes intéressées au chemin ont été entendues conformément à l'art. 7 de la loi du 21 mai 1836. Toutes ou presque toutes ont déclaré n'avoir aucun intérêt au projet. Mais aucun contingent ne leur est démandé et le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a émis sur cette affaire un avis favorable. J'ai donc l'espoir que le Conseil général prenant en considération l'importance du concours qui lui est offert, ainsi que l'utilité bien justifiée du raccordement proposé, voudra bien prendre à la charge du département ce complément de dépense très-inférieur, d'ailleurs, à la proportion des subventions qu'il est dans l'usage d'accorder pour les travaux des chemins de grande communication. — Je le prie, en conséquence, d'ordonner l'exécution du prolongement dont il s'agit, et d'allouer au budget de 1873, un crédit de la somme de 7500 fr. sus énoncée.

Chemin N° 38. Dans sa session de 1871, le Conseil général a décidé qu'il serait procédé à l'instruction d'un vœu du Conseil d'arrondissement de Lille, tendant à ce que les bases de répartition des contingents des communes dans l'entretien du chemin de grande communication N° 38, fussent révisées de manière à ce que la part contributive d'Armentières fût ramenée à 5 p. %.

La Commission de surveillance du chemin et les autres communes intéressées qui appartiennent à l'arrondissement d'Hazebrouck, ont eté appelées à se prononcer sur cette affaire. Toutes ont émis des vœux contraires à la demande de la ville d'Armentiéres. M. l'Ingénieur en chef, que j'ai aussi entendu, n'y est pas non plus favorable et n'admet même pas l'avis de M. l'Ingénieur ordinaire qui consiste à réduire le contingent d'Armentières de 20,75 à 18 p. %, comme il l'avait proposé en 1868.

Le Conseil d'arrondissement de Lille à qui cette affaire a été soumise de nouveau, est d'avis de réduire à 12 le concours d'Armentières et de fixer à 22,-27, 50,-6,50 et 32 les contingents de Bailleul, Estaires, Nieppe et Steenwerk. — Mais le Conseil d'Hazebrouck, de son côté, insiste pour le maintien du *statu quo*.

Dans cet état des choses je ne puis que soumettre l'affaire au Conseil général, en le priant de vouloir bien apprécier les motifs exposés de part et d'autre et prendre une décision.

Chemin N° 52. Le Conseil général a, dans sa session de 1871, classé comme prolongement de cette ligne la rue du marché aux chevaux, s'étendant dans l'intérieur de la ville de Cateau jusqu'à la route nationale N° 39. Les fonds nécessaires à la construction de ce prolongement doivent être fournis par la ville ; l'Administration municipale en inscrira le montant à son budget de 1873, en sorte que les travaux pourront être exécutés dans le cours de cette même campagne.

Chemin N° 55. Comme le rappelle M. l'Ingénieur en Chef, la commune de Boischêpe demande que le chemin vicinal ordinaire, dit grand chemin de Poperinghe, soit classé comme annexe du chemin de grande communication N° 55. — J'ai fait procéder à l'instruction de cette demande conformément à la loi et j'ai l'honneur de mettre les pièces de l'affaire sous les yeux du Conseil général. D'après le projet, la dépense à faire s'élèverait à 25,000 fr., outre 4756 f. pour acquisition de terrain. Le département contribuant uax travaux pour deux tiers, laisserait à la charge des communes, l'autre tiers s'élevant à 8333 fr., lequel serait réparti entre elles de la manière suivante : Bailleul pour 11,20 centièmes, Saint-Jans-Cappel pour 5,17, Berthen pour 3,63, Boeschêpe à raison de son intérêt exceptionnel dans cette affaire pour 80 centièmes. Mais la seconde et la troisième ont refusé de s'associer à cette demande et Boeschêpe qui aurait à fournir dans les travaux un contingent de 6,666 fr. et à payer 4,745 fr. d'indemnités de terrain, ensemble 11,411 fr. ne me paraît guère en mesure, d'après sa situation financière déjà grevée de 20 centimes extraordinaires, de supporter une charge aussi forte. Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck émet un avis favorable au projet ; toutefois, l'utilité générale de l'annexe n'étant pas suffisamment démontrée, je suis d'avis qu'il y a lieu, sinon d'écarter, au moins d'ajourne cette demande.

Chemin N° 62. J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un projet présenté par M. l'Ingénieur en chef du département pour la rectification de ce chemin dans la traversée du hameau de Don. — Cette rectification est devenue indispensable à cause de la profonde modification apportée à l'état des lieux par les travaux que le service de la navigation a exécutés sur ce point pour le redressement du canal de la Haute-Deûle et la reconstruction de l'écluse de Don. — Dans l'hypothèse probable de l'emploi dans les remblais à effectuer des terres en excès laissées par le service de la navigation, la dépense de la rectification est évaluée à 16,000 fr. y compris 4,000 fr. d'indemnités de terrains qui doivent rester à la charge des communes de Wavrin et de Sainghin en Weppes dont le hameau de Don fait partie. Le surplus montant à 12,000 fr. serait couvert à raison de 2/3 par le département et de 1/3 par les communes, uivant l'usage établi ; soit de 8000 fr. pour le premier et de 4000 fr. pour les secondes. Le

contingent de celles-ci, d'après les bases proportionnelles arrêtées par le Conseil général, se réglerait comme suit :

	BASES proportionnelles de répartition.	CONTINGENTS POUR LES TRAVAUX.	CONTINGENTS POUR LES INDEMNITÉS de TERRAINS	TOTAL.
Estaires	8	346 »	» »	346 »
Aubers	14,25	616 »	» »	616 »
Herlies	13,20	571 »	» »	571 »
Sainghin-en-Weppes	14,25	616 »	85 »	701 »
Provin	2	86 »	» »	86 »
Wavrin	8,20	355 »	3,915 »	4,270 »
Fromelles	4	173 »	» »	173 »
Marquillies	8,20	355 »	» »	355 »
Allennes-lez-Marais	2	86 »	» »	86 »
Annœullin	8,20	355 »	» »	355 »
Bauvin	2	86 »	» »	86 »
Fournes	8,20	355 »	» »	355 »
	92,50	4,000 »	4,000 »	8,000 »

Je mets sous les yeux du Conseil général, avec l'avis du Conseil d'arrondissement, les délibérations prises par les communes qui ont été appelées à se prononcer sur cette affaire, selon le vœu de l'art. 7 de la loi du 21 mai 1836. L'Assemblée remarquera que sur douze communes, quatre seulement, Sainghin, Provin, Allennes et Annœullin ont voté leurs contingents ; que cinq autres, Estaires, Aubers, Marquillies, Fromelles et Fournes ont décliné tout concours ; et que trois enfin n'ont pas encore fourni leurs délibérations. Celle de Wavrin est du nombre ; si elle refuse de prendre à sa charge les 3915 fr. d'indemnités de terrains qui lui incombent, ce sera, je ne puis le dissimuler, une cause de difficulté sérieuse. J'étudierai, toutefois, de concert avec M. l'Ingénieur en chef, si ce fait se produit, les moyens d'y obvier et j'espère y parvenir. Il serait à regretter dans tous les cas que l'affaire dût être ajournée pour cette cause ; une solution est d'autant plus urgente que des propriétaires demandent à bâtir sur les terrains destinés à la rectification du chemin et que d'un autre coté les terres de déblai provenant des travaux de la navigation pourraient disparaître en cas de retard, ce qui constituerait une autre difficulté non moins grave que la première, puisque l'Administration, forcée de se procurer d'autres terres, devrait augmenter d'une manière très-notable la dépense des travaux. Dans ces circonstances et pour permettre que les travaux

puissent être entrepris s'il y a lieu dans le cours de l'année 1873, je crois devoir demander au Conseil général de vouloir bien :

1° Approuver le projet des travaux de la rectification du chemin N° 62, s'élevant à 12,000 fr,

2° Approuver également la sous-répartition ci-dessus proposée du contingent des communes dans la dépense des travaux, montant à 4,000 fr.

3° Allouer au budget de 1873 la subvention départementale de 8,000 fr.

Le tout sous réserve de l'étude à faire au besoin de la question des indemnités de terrains, de quoi il sera rendu compte au Conseil dans sa session prochaine d'avril et sous la condition que les travaux ne recevront leur exécution que sur une nouvelle autorisation de l'Assemblée.

Chemin N° 71. Dans sa session de 1871, le Conseil général a accueilli la proposition que je lui ai faite pour l'achèvement du chemin de grande communication N° 71, dans la section de Jeumont à la frontière à Erquelines, restée inexécutée à son origine à défaut de ressources suffisantes, et m'a invité à proposer l'allocation d'un crédit à cet effet. La dépense à faire étant évaluée à 4,400 fr., je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1873 la somme de 2,934 fr., formant les deux tiers de cette dépense, et décider que celle de 1,466 fr. à laquelle s'élève l'autre tiers, restera à la charge des communes pour être répartie entre elles, conformément aux bases proportionnelles précédemment fixées.

COMPTABILITÉ.

EXERCICE 1871.

Conformément à l'art. 8 de la loi du 21 mai 1836, j'ai l'honneur de rendre compte au Conseil général de l'emploi des ressources mises à la disposition de l'administration par le budget de 1871, pour le service des chemins de grande communication. Les états détaillés que je lui soumets constatent les résultats suivants :

BUDGET ORDINAIRE. — SOUS-CHAPITRE. V.

Recettes.

Produit des 7 centimes spéciaux	791,654 81
Sur fonds libres des exercices antérieurs	86,952 03
Autres ressources du budget ordinaire	
Total	878,606 84

Dépenses.

Entretien des chemins de grande communication	470,747 »
Allocations pour le même service sur le fonds de réserve	10,791 80
Grosses réparations	46,015 03
Frais généraux, personnel etc.	120,398 82
Subvention aux chemins d'intérêt commun	179,604 »
Total	827,556 65
Les ressources étant de	878,606 84
Il est resté libre une somme de	51,050 19

qui a été inscrite au budget de report de 1872.

BUDGET EXTRAORDINAIRE. — SOUS-CHAPITRE XVIII.

Les crédits inscrits au budget extraordinaire de 1871, snr le produit des centimes additionnels pour le service de grosses réparations des chemins de grande communication s'élèvent à . . . . . 181,333 »

Les dépenses effectuées sur ces fonds, forment un total de 130,865 10

Les crédits ont conséquemment présenté un excédant de. 50,467 90

dont il sera fait emploi au budget de report de 1871 sur 1872.

FONDS DE COTISATIONS MUNICIPALES.

Recettes.

Les cotisations municipales qui restaient à recouvrer au 31 décembre 1870, s'élevaient à 120,292 65

Les contingents de l'année 1871 et les subventions industrielles, en vertu de l'art. 14 de la loi du 21 mai 1836, pour 1870, s'élevaient ensemble à 259,923 49

A déduire pour non-valeurs 1,205 79

= 258,717 70

Total à recouvrer pour 1871. . . . . 379,010 35

Les états présentés par M. le Trésorier général des finances constatent que les recettes se sont élevées au 31 décembre dernier, à. . . . . 254,290 »

En sorte que les recouvrements restant à effectuer étaient de 124,720 35

Le Conseil général a remarqué, l'année dernière, l'importance de l'arriéré existant à la fin de l'année 1870 et a exprimé le désir que des mesures fussent prises pour faire disparaître cette irrégularité. M. le Trésorier général des Finances, à qui j'ai fait part de ce vœu, m'a donné l'assurance qu'il tiendra la main à ce que les rentrées soient activement poursuivies. La nouvelle situation semble ne pas accuser un progrès, puisque l'arriéré était au 31 décembre 1871 augmenté de 4000 fr.; mais il résulte des notes inscrites en marge de l'état ci-joint, que 26620 fr. 20 c, ont été recouvrés en 1872 sur 1871, ce qui réduit le montant des somme dues à 98,100 fr. Je veillerai avec soin à ce que les mesures de l'Administration à ce sujet reçoivent leur entière et active exécution.

Dépenses.

Les ordonnances de délégation délivrées par M. le Ministre de l'Intérieur, sur les recouvrements des cotisations municipales de 1871 et années antérieures se sont élevées à 260,149 35

Sur quoi il a été payé :

Pour l'entretien.	232,857 35	
Pour grosses réparations	27,292 »	
	260,149 35	260,149 35

SERVICE DE 1873.

Entretien

M. l'Ingénieur en chef présente, pour l'entretien des chemins, un projet de budget s'élevant à 691,400 fr. inférieur de 2,300 fr. à ceux des années précédentes, qui, déduction faite des subventions industrielles de 1871 et des cotisations communales, laisse à la charge du département un contingent total de . . . . . 424,722 »

A quoi il y a lieu d'ajouter le crédit ordinaire à titre de réserve pour travaux imprévus. . . . . 25,000 »

Ensemble. . . . . 449,722 »

Grosses réparations.

Comme mes prédécesseurs et moi l'avons rappelé les années précédentes, les travaux de grosses réparations, compris dans le programme arrêté en 1862 par le Conseil général, étaient évalués à. . . . . 3,555,300 fr.

On y a compté en plus, depuis plusieurs années, des travaux d'amélioration pour les chemins N^os^ 32, 39 et 68 et s'élevant à. . . . . 85,000 »

Ce qui a fait un total de. . . . . 3,640,300 »

Comme l'indique le tableau (1^re^ partie), inséré dans le rapport de M. l'Ingénieur en chef, les crédits ouverts et dépenses faites, sur cette somme, de 1864 à 1872 inclusivement, forment un total de. 3,279,298 63

En sorte qu'il ne reste plus à dépenser pour compléter les prévisions du programme que 361,001 37

Mais on a reconnu depuis longtemps déjà que ces prévisions ne suffisaient pas pour atteindre le but que le Conseil général a eu en vue, c'est-à-dire pour mettre en parfait état le réseau de la grande vicinalité. D'autres besoins se sont produits et il y a été successivement donné satisfaction. Les travaux de cette catégorie, actuellement en cours d'exécution ou seulement en projet, sont indiqués dans la deuxième partie du tableau précité ; ils sont évalués ensemble à. 551,983 33

A quoi il y a lieu d'ajouter, en conséquence des observations que j'ai exposées plus haut, le montant des travaux à faire : 1° pour la rectification du chemin N° 9 dans Roubaix, 31,221 fr. 22 c., dont 21,221 fr. 22 c. à la charge de la ville ; 2° pour la rectification du chemin N° 62, 16,000 fr., dont 8,000 fr. à la charge des communes, ci 47,221 22

Total. 611,204 55

Les dépenses faites jusque et y compris 1872, sur cette seconde catégorie d'ouvrages, s'élevant à . . . . . 205,030 »

Il reste à dépenser. 406,174 55

L'ensemble des deux séries de travaux restant à faire forme ainsi un total de . 767,175 92

M. l'Ingénieur en Chef propose, pour le service de ces travaux en 1872, une dépense totale de 453,438 fr. 70 c. ainsi répartie :

1re section 221,355 fr. 37 c., somme qui, toutefois, se réduit de celle de 12,000 fr., M. l'Ingénieur en Chef retirant la proposition qu'il avait faite pour le remaniement du chemin N° 47, il reste 209,355 37
2e section. 244,083 33

Ensemble. 441,438 70

Dont 1/5 à la charge des communes et 4/5 à la charge du département sur 426,855 fr. 30, et 1/3 pour les communes et 2/3 pour le département sur 7,083 fr. Ci pour 4/5 et 2/3 . . . . . 346,206 28

A quoi s'ajoutent les subventions que je propose pour la rectification des chemins Nos 9 et 62 et le prolongement du chemin N° 34. . . . . 25,500 »

Total à la charge du département. 371,706 28

Frais généraux.

Ces frais, en ce qui concerne la grande vicinalité, sont les suivants :

Indemnités dues à MM. les Ingénieurs, frais de déplacement et gratifications des agents . . . . . 27,600 »
Frais d'impressions du service . . . . . 3,000 »

Ensemble. . . . . 30,600 »

Je crois devoir mentionner ici les traitements, gratifications et dépenses diverses du service vicinal ordinaire qui, comme pour la grande vicinalité, s'imputent sur le sous-chapitre IV du budget et dont le détail est donné dans un autre rapport ; ci, déduction faite des 40,000 fr. formant le concours des communes . . . . . 101,680 »

Total. . . . . 132,280 »

Ainsi le département aura à pourvoir, en 1873, aux dépenses ci-après :

Entretien. . . . . 449,722 »
Grosses réparations et améliorations. 371,706 28
Frais généraux . . . . . 132,280 »

Total des dépenses. 953,708 28

Les ressources dont il peut être disposé pour faire face à ces besoins sont celles ci-après :

Sept centimes spéciaux à imposer en 1873 en vertu de la loi du 21 mai 1836.	808,256	»
Partie des ressources extraordinaires dont le vote est proposé au Conseil général.	333,960	»
Ensemble.	1,114,216	»
A réserver pour le service des chemins d'intérêt commun et ordinaires . .	188,507	»
Total pour la grande vicinalité et les frais généraux.	953,709	»

BUDGET ORDINAIRE DE 1873.

Je prie le Conseil général de vouloir bien, suivant les prévisions de l'art. 46, N° 22, de la loi du 10 août 1871, allouer, à titre de subvention du département, les crédits ci-après, conformes aux propositions de M. l'Ingénieur en chef, déduction faite toutefois des contingents communaux et des subventions industrielles :

SOUS-CHAPITRE IV.

Entretien.

Chemin N°	1	de Dunkerque à Saint-Omer	7,066 »
—	3	d'Houdschoote à Watten.	10,466 »
—	4	de Bergues à Furnes.	3,634 »
—	6	de Lille à Lannoy.	4,534 »
—	7	de Lomme à Fournes	4,752 »
—	8	de Douai à Seclin.	11,546 »
—	9	de Mouveaux à la frontière	8,924 »
—	10	de Douai à Bapaume	1,388 »
—	11	de Cassel à Gravelines.	13,000 »
—	12	de Quesnoy à Linselles.	3,182 »
—	13	de Valenciennes à Somain	8,390 »
—	14	d'Armentières à Ypres.	4,616 »
—	15	d'Esnes à Busigny.	9,430 »
—	16	de Solesmes à Caudry	4,290 »
—	17	d'Houdschoote à Watten.	9,648 »
—	18	de Bailleul à Ypres	2,666 »
—	19	de Sainghin à Pont-à-Marcq	3,084 »
—	20	de Solre à Trélon, Rond-Buisson et Hirson.	22,558 »
—	21	de Saint-Amand à Hélesmes	5,356 »
—	22	d'Englos à Haubourdin	1,476 »

A reporter. . . . .

		Report.	
Chemin N°	23	de Bailleul à Estaires et Merville.	13,666 »
—	24	de Gussignies à Avesnes	11,574 »
—	25	d'Arleux à Orchies	7,840 »
—	27	de Maubeuge à Binch	5,886 »
—	28	de Maubeuge à Solre	2,902 »
—	30	de Carvin à Orchies.	3,600 »
—	32	d'Étrœungt à Landrecies.	5,560 »
—	33	d'Hazebrouck à Merris.	5,000 »
—	34	d'Auberchicourt à Abscon	2,640 »
—	35	De Douai à Saint-Amand.	6,226 »
—	36	de Tourcoing à Quesnoy-sur-Deûle.	7,038 »
—	37	de Lannoy à Néchin.	332 »
—	38	de Bailleul à Estaires et au Seau	10,000 »
—	39	de Seclin à La Bassée	5,730 »
—	40	de Neuf-Berquin à Haverskerque	5,000 »
—	41	d'Haubourdin à Carvin.	5,878 »
—	42	de Solre à Jeumont	10,566 »
—	43	de Landrecies à Solesmes.	6,810 »
—	44	de Ghyvelde à Hondschoote.	2,620 »
—	45	de Denain à Saint-Waast.	7,822 »
—	46	de Bailleul à Lederzeele	3,200 »
—	47	d'Auberchicourt à Bugnicourt.	2,426 »
—	48	de Lomme à Loos.	3,520 »
—	49	de Denain à Mastaing	4,816 »
—	50	de Fresnes à Jenlain.	12,794 »
—	51	de Seclin à Pont-à-Marcq.	6,248 »
—	52	du Câteau à l'Arbre-de-Guise.	3,854 »
—	53	de Courchelettes	1,020 »
—	54	de Landrecies au Nouvion	2,516 »
—	55	de Bailleul à l'Abeele	8,000 »
—	56	de Béthune à Estaires	1,000 »
—	57	de Caestres à Vieux-Berquin	5,000 »
—	58	d'Armentières à La Bassée	7,616 »
—	59	de Caudry à Aubencheul.	7,914 »
—	60	de Marquette à Neuville-Saint-Remi	5,460 »
—	61	de Cassel à Lederzeele.	4,000 »
—	62	d'Estaires à Don	9,064 »
—	63	de Cambrai à Metz-en-Couture.	5,890 »
—	64	d'Arras à Saint-Quentin	4,416 »

A reporter. . . . . .

		Report.	
Chemin N°	65	d'Etrœungt à Anor	8,380 »
—	66	de Wormhoudt à Zeggers-Cappel	3,984 »
—	67	de Steenvoorde à l'Hazewinde.	2,000 »
—	68	de Lomme à Quesnoy-sur-Deûle.	3,868 »
—	69	d'Armentières à Halluin.	8,666 »
—	70	de Vendegies à la pyramide de Denain.	5,170 »
—	71	de Maubeuge à Erquelines	5,278 »
—	72	de Prisches à Etrœungt	9,284 »
—	73	de Trélon à La Capelle.	1,930 »
—	74	de Solre à Sivry.	1,600 »
—	76	de Saint-Waast à la Guizette.	5,820 »
—	77	d'Oisy à Metz-en-Couture	1,626 »
—	78	ceinture de Valenciennes.	1,666 »
		Ensemble.	424,722 »
Réserve pour travaux imprévus			25,000 »
		Total.	449,722 »

Grosses réparations.

TRAVAUX COMPRIS DANS LE PROGRAMME.

Chemin N°	10.	Remaniement.	6,000 »
—	13.	Id.	19,600 »
—	21.	Id.	12,147 »
		Total.	37,747 »

Frais généraux.

D'après les chiffres indiqués plus haut, le montant de ces frais serait de. . . 132,280 »

RÉCAPITULATION DU SOUS-CHAPITRE IV.

Entretien.	449,722 »
Grosses réparations.	37,747 »
Frais généraux.	132,280 »
Totaux.	619,749 »

Budget extraordinaire.

SOUS-CHAPITRE XVII.

Dépenses à imputer sur les centimes extraordinaires à imposer pour l'exercice 1873.

Grosses réparations.

TRAVAUX COMPRIS DANS LE PROGRAMME.

Chemin N°	21.	Remaniement	5,213	»
—	25.	Id.	16,000	»
—	30.	Id.	8,000	»
—	35.	Zônes d'empierrement	16,000	»
—	39.	Remaniement	4,000	»
—	43.	Id.	16,000	»
—	49.	Id.	8,064	»
—	50.	Amélioration dans Fresnes	31,200	»
—	70.	Élargissement de chaussée	15,660	30
			120,137	30

TRAVAUX NON COMPRIS DANS LE PROGRAMME.

Chemin N°	1.	Construction d'une maison de pontier			1,789	»
—	3.	Chemin de ceinture de Bergues			28,000	»
—	4.	Rechargement			6,800	»
—	6.	Construction d'un aqueduc	3,200	»	7,200	»
		Reconstruction du tablier du pont de l'Empempont	4,000	»		
—	9.	Rectification sur Roubaix			10,000	»
—	10.	Reconstruction du pont de Férin			5,600	»
—	15.	Élargissement de la chaussée, etc.			16,000	»
—	16.	Élargissement d'un pont			5,600	»
—	17.	Reconstruction d'un pont			12,800	»
—	18.	Rechargement			6,400	»
—	33.	Id.	6,400	»	8,800	»
		Réparations d'ouvrages d'art	2,400	»		
—	34.	Prolongement et restauration			7,500	»
—	40.	Rechargement			11,200	»
—	44.	Id.			3,600	»
—	45.	Élargissement de chaussée			3,200	»
—	55.	Rechargement			10,400	»
—	57.	Id.			9,600	»
—	59.	Substitution de pavage à l'empierrement			24,000	»
—	60.	Élargissement de chaussée			8,000	»

A reporter . . . .

	Report.			
—	62. Réparations.	8,400	»	16,400 »
	Rectification au hameau de Don. .	8,000	»	
—	69. Rechargement.	8,000	»	
—	71. Prolongement vers Erquelines	2,934	»	
	Total.	213,823	»	

RÉSUMÉ DU SOUS-CHAPITRE XVII.

Travaux de la 1re série.	120,137	»
Id. 2e série.	213,823	»
Total.	333,960	»

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

Budget ordinaire.	619,749	»
Budget extraordinaire.	333,960	»
Total.	953,709	»

CONTINGENTS COMMUNAUX.

Je soumets au Conseil général, avec les diverses pièces relatives au service, les états dressés conformément à l'art. 65 de l'instruction générale du 6 décembre 1870, sur le service vicinal, des contingents à assigner aux communes dans l'entretien et les grosses réparations des chemins de grande communication en 1873.

Aux termes de l'article 46, N° 7, de la loi du 10 août 1871, il appartient au Conseil général de fixer ces contingents. D'après le travail que je lui soumets les cotisations communales, réglées au tiers des dépenses pour l'entretien et les travaux neufs, déduction faite sur chaque ligne du produit des subventions industrielles et au cinquième pour les grosses réparations, suivant les bases antérieures établies par le Conseil général. Elles forment ainsi une somme de, savoir :

Entretien sur une dépense de.		637,083 fr.
ci 1/3.		212,352 »
Travaux neufs, sur une dépense de 19,083 fr. 33, aussi un tiers. .	6,360 33	
Plus, pour indemnité de terrains.	4,000 »	
	10,369 33	10,360 33
Grosses réparations, sur une dépense de 426,855 fr. 37 c., un cinquième. . . .		85,371 07
Ensemble.		308,083 40
A quoi vient s'ajouter le montant des subventions industrielles applicables aux travaux de 1873.		54,317 33
Ce qui fait un total de.		362,400 73

à inscrire à l'art. 7 du sous-chapitre IV du budget.

Je signale parmi ces vœux ceux ci-après :

Le Conseil de Douai fait observer qu'il n'a pas été mis en mesure de se prononcer sur la nouvelle répartition proposée des bases de règlement des contingents communaux d'entretien du chemin de grande communication N° 8 sur laquelle le Conseil général a, en 1871, ajourné sa décision. Il aurait dû sans doute être appelé à en délibérer mais c'est un objet qui n'est pas très-urgent et le *statu quo* a été provisoirement maintenu selon le vœu de l'assemblée départementale. L'instruction sera d'ailleurs complétée de manière à ce que l'affaire puisse être de nouveau soumise au Conseil général à sa première session de 1873.

Le même conseil appuie une réclamation du Conseil municipal de Douai contre l'élévation des contingents mis à la charge de la ville en 1872 pour le service des chemins de grande communication. Ces contingents ont été fixés par le Conseil général conformément à la loi, mais il s'est produit en 1872 cette circonstance qu'outre les contingents ordinaires d'entretien les communes ont eu à supporter les contingents afférents aux grosses réparations des exercices 1871 et 1872, le budget de 1871 n'ayant été formé qu'à une époque trop avancée pour que les travaux pussent être exécutés pendant l'année, ce qui a donné lieu, en apparence, à une aggravation exceptionnelle des charges communales. Cet inconvénient, d'ailleurs, ne se produira plus puisque je soumets au Conseil général dans la présente session les projets de répartition des contingents à fournir pour les communes en 1873 tant pour l'entretien que pour les travaux d'amélioation et que je continuerai ultérieurement à suivre cette marche conformément au nouveau réglement sur le service vicinal.

Le même Conseil signale une erreur de chiffres dans l'état comparatif du produit des centimes départementaux et des dépenses du service de la grande vicinalité. Cette erreur, qui s'était glissée en effet dans le travail de l'an dernier, mais qui ne tire à aucune conséquence, est rectifiée dans le travail de cette année.

Chemins de grande communication. — États et situations de l'exercice 1871.

Conformément aux prescriptions de l'article 109 du règlement général sur le service vicinal, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général :

1° Une situation comparative des crédits ouverts et des dépenses faites pour les chemins de grande communication, avec distinction des chapitres du budget sur lesquels les dépenses ont été imputées (modèle n° 57.)

2° Un état des dépenses dont M. l'Ingénieur en chef rend personnellement compte (modèle N° 58) ;

3° Des états conformes aux modèles n^{os} 33, 34, 35 et 36, établis par ligne et présentant la situation des ressources et dépenses de l'exercice, ainsi que la situation de ces chemins à la fin de l'année.

Ces états seront, ainsi que le prescrit l'article 66 de la loi du 10 août 1871, communiqués à la Commission départementale, avec les pièces à l'appui, dix jours au moins avant l'ouverture de la session du Conseil.

Chemins vicinaux. — Tarif des prestations.

Aux termes de l'art. 4, de la loi du 21 mai 1836, la prestation en nature doit être appréciée en argent, conformément à la valeur qui aura été attribuée annuellement, pour la commune, à chaque espèce de journées par le Conseil général, sur la proposition des Conseils d'arrondissement.

Le Conseil général a adopté à cet égard, dans sa session de 1866, un tarif qu'il a maintenu chaque année et que je reproduis ci-après :

JOURNÉES	ARRONDISSEMENTS.						
	Dunkerque.	Hazebrouck.	Lille.	Cambrai.	Avesnes.	Douai.	Valenciennes.
Homme	1 50	1 25	1 50	1 25	1 50	1 25	1 50
Cheval	3 50	3 50	4 »	3 »	3 »	3 »	3 »
Bœuf	3 »	3 »	3 »	2 »	2 50	2 »	2 50
Vache de trait	2 »	2 »	2 50	1 50	2 »	1 50	2 »
Mulet	1 25	1 25	1 20	1 »	1 »	1 «	1 »
Ane	1 »	1 »	1 20	1 »	1 »	1 »	1 »
Voitures à 4 roues	2 »	2 »	3 »	2 »	2 »	2 »	2 »
Voitures à 2 ou 3 roues	1 25	1 25	1 50	1 50	1 25	1 50	1 25
Tombereau	1 25	1 25	1 50	1 25	1 25	1 50	1 25

M. le Directeur des contributions directes fait connaître qu'aucune plainte n'a été faite contre ce tarif et conclut à ce qu'il soit maintenu pour 1873.

Je ne puis également que conclure dans le même sens.

Ci-joint les avis des Conseils d'arrondissement.

Chemins vicinaux. — Achèvement.

L'œuvre d'achèvement des chemins vicinaux, qui avait subi un temps d'arrêt en 1871, a été reprise dès le commencement de 1872.

Le Conseil général ne s'étant pas reuni en 1870, aucune disposition n'avait été prise pour l'exécution des travaux de 1871.

M. l'Agent-Voyer en chef avait préparé ses propositions de travaux pour l'exercice 1871 et 1872; celles afférentes à 1871 n'ayant pu être mises à exécution, le Conseil général décida, dans sa session de 1871, que les premières seraient exécutées en 1872 et se réserva l'examen des secondes pour être exécutées pendant l'année 1873.

Un décret du 27 juillet 1870 avait fixé à 305,700 fr. le montant de la subvention de l'Etat afférente à l'exercice 1871. (3e annuité). Cette subvention a été intégralement maintenue. et un décret du 23 mars 1872 a fixé à 266,302 fr. le montant de la subvention de la 4e annnité correspondant à l'exercice 1872. Enfin par une dépêche du 6 avril dernier Son Excellence M. le Ministre de l'Intérieur répondait à ma demande que la caisse des chemins vicinaux était en mesure de répondre à toutes les demandes d'emprunt qui pourraient lui être adressées pour les travaux de la 4e annuité.

Dans cette prévision et dans sa séance du 4 avril 1872 le Conseil général approuva les états présentés par l'Agent-Voyer en chef tant pour la désignation des chemins sur lesquels les travaux de la 4e annuité seraient exécutés que pour la répartition des subventions de l'Etat et du département.

Le rapport de M. l'Agent-Voyer en chef, que je mets sous les yeux du Conseil général, fait connaître la situation des travaux exécutés pendant l'année 1871. Les dépenses faites se sont élevées à la somme de 1,942,984 fr. 02 cent., elles ont eu pour objet la continuation des travaux projetés pour 1869 et 1870, et que des circonstances imprévues n'avaient pas permis de terminer dans le courant de ces deux exercices.

Ainsi que cela s'est pratiqué pendant les années précédentes, il sera procedé dans chaque arrondissement par une commission composée de MM. les Conseillers généraux représentant les divers cantons, à la révision des états de propositions dressés par le service vicinal pour la désignation des chemins dont la construction sera entreprise en 1873 (5e annuité).

Les dépenses à faire se divisent ainsi par arrondissement.

Avesnes.	200,900
Cambrai	558,300
Douai	425,600
Dunkerque	274,300
Hazebrouck.	325,900
Lille.	884,200
Valenciennes	464,800
Total pour 1873. . .	3,134,000

Les ressources au moyen desquelles il sera pourvu à ces dépenses suivant les dispositions adoptées par le Conseil général en 1868 et 1869 sont :

1° Emprunts communaux subventionnés par le département.

2° Subvention du département fixée à 480,000 fr.

3° Cinquième annuité de la subvention de l'Etat dont le chiffre n'est pas encore connu.

4° Enfin, prestations en nature à fournir par les communes dans les limites fixées par délibération du Conseil général en date du 14 janvier 1869.

La sous-répartition de ces ressources sera présentée au Conseil général dans sa session d'avril prochain, époque à laquelle l'Etat aura fait connaître le chiffre de la subvention.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire : 1° à l'article du sous-chapitre du budget de 1873, les crédits suivants :

Subvention départementale pour les travaux de la 4e et sur la 5e annuité	100,000 fr. à valoir 580,000 fr. »
Secours aux communes pour l'amortissement de leurs emprunts à réaliser en 1872	175,070 »

Réseau subventionné complémentaire.

Dans ses diverses sessions le Conseil général a procédé à la répartition d'une partie des 288 kilomètres 944 mètres qui avaient été tenus en réserve sur l'étendue totale du réseau de 2,200 k attribué au département par l'arrêté ministériel du 8 décembre 1868.

Après la dernière répartition de 1871 il reste une longueur disponible de 40 kil. 418 mètres. D'autres communes se sont mises en instance à l'effet d'obtenir des additions dans leur réseau subventionné.

Leurs demandes ont été l'objet d'un examen attentif. M. l'Agent-Voyer en chef en rend compte dans des rapports spéciaux.

J'ai l'honneur de soumettre ces rapports à la décision du Conseil général; je ne puis qu'adhérer, en ce qui me concerne, aux propositions qu'ils contiennent et qui me paraissent justifiées.

Augmentation du réseau de 2,200 kilomètre.

Dans une circulaire du 27 mars dernier relative à l'exécution de la loi du 11 juillet 1868, M. le Ministre de l'Intérieur fait connaître qu'il est dans l'intention de répartir entre les départements qui en feront la demande, une réserve de 2,412 kilomètres sur les 142,500 kilomètres auxquels, suivant les déclarations faites lors de la discussion de la loi de 1868, pouvait s'élever le maximum de la répartition.

Les départements qui veulent concourir à cette répartition doivent d'abord justifier qu'ils possèdent, dès-à-présent, les ressources nécessaires pour achever dans le délai voulu la construction du réseau qui leur a été primitivement concédé. Ils doivent, en outre, s'engager à créer des ressources destinées à combler, au minimum, la moitié de la dépense d'exécution de la nouvelle longueur de chemin qui leur sera accordée.

Le Conseil général du Nord a assuré les ressources nécessaires pour la construction d'un réseau subventionné de 2,200 kilomètres avec le concours des subventions de l'Etat, de la caisse des chemins vicinaux et des ressources fournies par les communes.

En présence des besoins nombreux qui se manifestent chaque année dans la vicinalité et en prévision de ceux que la construction d'un nouveau réseau de chemin de fer ne manquera pas de provoquer, vous voudrez profiter de l'offre qui vous est faite pour augmenter la longueur de votre réseau dans les conditions si avantageuses de la loi du 11 juillet 1868. Vous le pouvez d'autant plus que la situation financière du réseau actuel tend à s'améliorer et n'exigera pas de sacrifices aussi considérables que ceux qui avaient été prévus dès l'origine.

Je mets sous les yeux du Conseil le rapport dans lequel M. l'Agent-Voyer en chef établit la situation financière du réseau subventionné telle qu'elle était au 1er janvier 1871, situation qui a peu changé depuis lors.

Elle présente le résultat suivant :

Dépense pour construction de 2,200 kilomètres à raison de 14,725 fr. 50 cent. le kilomètre, entretien pendant dix ans des chemins antérieurement contruits et entretien de ceux à construire pendant la même période. . . . . 42,310,500 »

Les ressources applicables a ces travaux, détaillée dans le même rapport, s'élèvent à . . . . . 42,958,800 »

Il est à remarquer d'une part que le prix moyen d'un kilomètre de chemin construit en 1869 et 1870 s'est élevé à 14,540 fr. au lieu de 14,725 fr. et que le montant des emprunts à la caisse des chemins vicinaux évalués en 1871 à 22,271,500 fr. est porté à 22,917,000 fr. dans le décret du 23 mars 1872.

M. l'Agent-Voyer en chef examine ensuite de quelle importance serait pour une longueur supplémentaire de 50 kilomètres, la dépense pour laquelle le Conseil général aurait à prendre l'engagement de créer des resssources.

Cette dépense est évalué à 336,650 fr.

Elle représente environ 0,67 de centimes pendant cinq ans.

Le Conseil examinera si, en présence des facilités données par la loi du 11 juillet 1868 et des besoins nombreux que réclament l'agriculture et l'industrie du département du Nord, il n'y aurait pas lieu de demander un supplément de 100 kilomètres, qui trouveraient un emploi très-utile, sans être une aggravation de charges bien sensible.

Chemins d'intérêt commun N^os 41, 50 et 112.
Entretien. — Désignation des communes intéressées. — Répartition proportionnelle des dépenses.

Les travaux de construction des chemins d'intérêt commun N° 41, de Fournes à Fromelles, N° 50 de Bargues à Ancoisne, et N° 112 de Roubaix à Mouscron sont terminés.

Il y a lieu, en conséquence, de pourvoir à l'entretien de ces chemins, à la désignation des communes qui devront contribuer aux dépenses, et à la fixation de leur concours respectif dans ces dépenses.

D'après les propositions de MM. les agents-voyers, la répartition des dépenses serait réglée suivant les bases ci-après indiquées.

1° Chemin N° 41 de Fournes à Fromelles.

La commune de Fournes.	0. 54
Id. de Fromelles	0. 46
Total	1. 00

2° *Chemin N° 50 de Bargues à Ancoisne.*

La commune de Houplin	. . . . .	353
Id.	Noyelles-lez-Seclin	288
Id.	Wattignies.	359
	Total.	1,000èmes.

3° *Chemin N° 112 de Roubaix à Mouscron.*

La commune de Roubaix.	. . . . .	53
Id.	de Tourcoing	29
Id.	de Wattrelos	18
	Total.	100ème.

Les Conseils municipaux de Fournes et de Fromelles, seules communes indiquées comme intéressées au chemin N° 41, ont implicitement donné leur adhésion aux bases de la répartition entre elles des dépenses, mais elles demandent que onze communes voisines soient appelées à contribuer aux dépenses. Les rapports de MM. les Agents-Voyers établissent que ces demandes, évidemment exagérées, ne sont, en réalité, aucunement fondées et maintiennent en conséquence leurs propositions.

Pour le chemin N° 50, une seule des trois communes intéressées, celle de Noyelles, a donné son adhésion aux propositions des agents-voyers. Celle d'Houplin a réclamé la réduction du contingent proposé. Celle de Wattignies s'est refusée formellement à contribuer aux dépenses, se réservant de faire faire au chemin, elle-même, sur son territoire, les réparations nécessaires, réserve inadmissible, vu que le chemin a été déclaré d'intérêt commun et doit, à ce titre, obligatoirement être entretenu à frais communs.

Par suite de ce désaccord, j'ai soumis l'affaire à l'examen et à l'avis d'une commission spéciale composée de MM. le Conseiller général et le Conseiller d'arrondissement du canton, et de MM. les Maires des trois communes intéressées. A la majorité de quatre voix sur cinq, la commission a adopté les propositions de MM. les agents-voyers, résumées d'autre part.

Pour le chemin N° 112, Roubaix et Wattrelos ont donné leur adhésion. Tourcoing seul, auquel on demande de concourir aux dépenses dans la proportion de 29 p. 0/0, a refusé son concours. Mais déjà, se fondant sur les mêmes motifs, cette ville s'était refusée à concourir aux dépenses de construction et le Conseil général reconnaissant les motifs invoqués, mal fondés et inadmissibles, a, dans sa session de 1871, imposé d'office le contingent justement réclamé pour la construction.

Le Conseil d'arrondissement a d'ailleurs adopté sans réserve les propositions de MM. les agents-voyers.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer par application de l'art. 46, § 7, de la loi du 10 août 1871.

Chemins d'intérêt commun. — Service général.

Les chemins d'intérêt commun sont au nombre de 124 dans le département du Nord.

Le développement de ces chemins, déduction faite de la partie déclassée du chemin N° 73, est de 745 kil. 229 mètres. Il se décomposait, à la fin de l'année 1870, de la manière suivante :

En pavage	291 kil.	471
En empierrement.	399	846
En construction ou en sol naturel.	53	912
Total égal.	745 kil.	229

Par suite des travaux exécutés dans la dernière campagne, il se décomposait au 31 décembre 1871 ainsi qu'il suit :

En pavage	295 kil.	175
En empierrement	411	»
En construction ou en sol naturel.	39	054
Total	745 kil.	229

Le rapport de M. l'Agent-Voyer en chef et les documents à l'appui contiennent tous les renseignements désirables sur la marche du service, la situation des ressources et des dépenses. Ces renseignements se résument ainsi :

1° Travaux de construction et de grosse réparation.

Arrondissement d'Avesnes. Les travaux entrepris pour la construction du chemin N° 104, de Felleries à Avesnes sont presque complètement terminés. Ceux de la rectification de la rampe d'Eppe-Sauvage, dépendant du chemin N° 7, le sont complètement.

Arrondissement de Cambrai. Les travaux de construction et de substitution de pavages aux empierrements, concernant les chemins N^os^ 14, 25, 52, 92, 103 et 118, sont, les uns en bonne voie d'exécution, les autres terminés. Quelques entraves relatives aux chemins 25 et 92 ne peuvent manquer d'être bientôt levées. Les travaux de grosse réparation des chemins N^os^ 28, 52 et 56 ne peuvent s'exécuter que lentement à raison des difficultés provenant du manque de matériaux.

M. l'Agent-Voyer en chef signale la nécessité de reconstruire sur une largeur de 4 mèt. 50, la chaussée pavée de l'importante ligne N° 85 de Solesmes à Haspres, chaussée qui, avec sa largeur actuelle de 3 m. ne peut résister à la circulation considérable qu'elle est appelée à desservir. Il en est de même pour une section de celui N° 118 d'Iwuy à Cattenières. M. l'Agent-Voyer en chef se borne toutefois à signaler ces faits, reconnaissant que la situation financière du département et des communes intéressées ne permet pas de remédier actuellement à la situation.

Arrondissement de Douai. Dans l'arrondissement de Douai les travaux de la chaussée et du pont de la Traitoire, concernant le chemin 87, d'Hornaing à Marchiennes ne tarderont pas à être terminés.

La reconstruction du pont de Palluel, détruit par l'ennemi, dépendant du chemin N° 65 et pour laquelle le Conseil général a alloué, dans sa dernière session, les fonds nécessaires, sera aussi prochainement terminée. L'État a décidé de prendre à sa charge la plus grosse part de la dépense.

Une dépense de 2,000 fr. a dû être faite d'urgence pour la reconstruction d'un aqueduc, dépendant du chemin N° 11, situé sur la rigole royale, à la limite des communes de Douai et de Roost-Warendin. Le syndicat de desséchement de la vallée de la Scarpe, intéressé à cette reconstruction, a refusé de fournir la moitié du contingent qui lui était demandé. J'aurai l'honneur de présenter des propositions spéciales au Conseil général, avec l'avis du Conseil d'arrondissement, pour la répartition de cette dépense.

M. l'Agent-Voyer en chef signale comme indispensable la restauration d'une partie de la chaussée du chemin N° 109 de ceinture de Douai. La dépense est évaluée à 19,050 fr. Les communes en ont voté la plus grande partie. Une subvention de 8,890 fr., nécessaire pour le complément de la dépense, est demandée au département. Elle est portée par prévision dans les propositions budgétaires pour 1873.

rrondissement de Dunkerque. Les chemins d'intérêt commun de l'arrondissement de Dunkerque sont tous terminés depuis longtemps et en bon état d'entretien.

rrondissement d'Hazebrouck. Les travaux de construction entrepris depuis plusieurs années sur les chemins N^{os} 51, 75, 77 et 89 de l'arrondissement d'Hazebrouck, ont été terminés en 1871 ou sont sur le point de l'être.

Arrondissement de Lille. Dans l'arrondissement de Lille, les travaux entrepris pour la construction du chemin N° 91, de Leers à Tourcoing, et 93, de Seclin à Haubourdin, ont éprouvé des difficultés, au sujet de tracés, aux territoires de Wattrelos, Emmerin et Noyelles. Ces difficultés viennent d'être levées pour Wattrelos, elles le seront bientôt pour les deux autres communes. Les chemins N^{os} 90, 94, 110 et 108, classés depuis longtemps, sont encore à construire. Des propositions spéciales sont présentées, à cet égard, à la fin du présent rapport.

rondissmeent Valenciennes. Dans l'arrondissement de Valenciennes, le chemin 60 réclame toujours, à raison de l'importance croissante de sa destination, la substitution d'un pavage à l'empierrement ; mais le Conseil général a refusé son concours, dans sa session de 1871, à la dépense évaluée à 113,000, et la raison financière qui a déterminé ce refus ne peut que faire encore conclure à l'ajournement.

La construction d'un pont sur l'Escaut et des formalités d'expropriation ont forcément retardé la construction du prolongement vers Hordain, du chemin d'intérêt commun N° 71. Les difficultés sont aujourd'hui levées. Les travaux sont en cours d'exécution et s'achèveront prochainement.

Le chemin N° 105, de Wallers à Hasnon, est aussi à construire. Ce chemin est compris dans des propositions spéciales consignées au présent rapport.

2° Travaux d'entretien.

Les travaux d'entretien ont été effectués sur un développement de 706 kil. 75 m., savoir :

Chemins pavés.	295 kil.	»
Chemins empierrés.	411	175

L'entretien des chaussées pavées a coûté 151,660 fr. — Celui des chaussées empierrées 324,824 fr. 68 c.

Ce qui fait ressortir le prix, par mètre courant :

à 0 fr. 51 pour la chaussée pavée.
à 0 79 pour la chaussée empierrée.

Soit un prix moyen de 0 fr. 67.

Le prix moyen pour l'année 1870 avait été de 0 fr. 66.

3° Ressources.

Les ressources de l'exercice 1871 se sont élevées, savoir :

Ressources propres à l'exercice 1871.

Contingents communaux	383.423 fr. 23	
Subventions industrielles	27,404 30	
Souscriptions particulières	38.7d 64	
Ensemble	419.591 fr. 17	
A déduire pour non-valeurs diverses	5.597 78	
Total des contingents communaux, subventions industrielles et souscriptions particulières	413.993 fr. 39	413.993 fr. 39
Subventions du département	268.083 fr. 21	
Id. de l'État	11.484 »	
Ensemble	279.567 fr. 21	279.567 21
Total des ressources propres à l'exercice 1871		693.560 fr. 60
Excédant des ressources à la clôture de l'exercice 1870		383.379 87
Ressources définitives de l'exercice 1871 pour dépenses à faire		1.076.940 fr. 47

4° Dépenses.

Les dépenses de l'exercice 1871 se sont élevées à 766.514 fr. 57

Savoir :

Entretien	476.484 fr. 68
Grosses réparations	15.229 79
Construction	166.809 83
Frais généraux, personnel, acquisitions de terrains, etc	107.990 27
Total égal	766.514 fr. 57

Comparaison des ressources et dépenses.

Les ressources sont de, comme il est indiqué ci-dessus	1.076.940 fr.	47
Mais il y a lieu d'ajouter comme affectés aux restes à payer de 1870. . .	67.487	52
Ce qui donne pour total des ressources.	1.144.427	99
Les dépenses, payées sur l'exercice 1871, étant de	751.136	66
L'exercice 1871 se règle définitivement par un excédant de ressources de.	393.291	33
s'appliquant aux dépenses autorisées, faites et à faire, jusqu'à concurrence de.	366.767	26
Reste libre sur fonds départementaux	26.524	07

PROPOSITIONS DE TRAVAUX POUR L'ANNÉE 1873.

Ces propositions peuvent se diviser en deux parties distinctes, savoir :

1re partie. Travaux d'entretien et de restauration sur les chemins construits.

2e partie. Travaux de construction sur des chemins qui ne sont pas encore à l'état d'entretien.

1re PARTIE. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RESTAURATION.

1° Travaux d'entretien.

Les dépenses sont évaluées à. . . . . 516,605 fr.

Elles se répartissent, conformément aux propositions de M. l'Agent-Voyer en chef, réglées sur les bases adoptées par le Conseil général dans sa dernière session, savoir :

Le département 1/3, déduction faite des subventions industrielles, ci	159.617 fr.	
Les communes 2/3, déduction faite aussi, des subventions industrielles.	319 234	
Subventions industrielles	37.754	
Total égal.	516 605 fr.	

2° Travaux de restauration sur le chemin N° 109 de ceinture de Douai, signalés par M. l'Agent-Voyer en chef comme indispensables, s'appliquant à une longueur de chaussée de 650 mètres.

Dépense évaluée à.	19.050 fr.	
Contingents votés par les communes.	10.160 fr.	
Subvention sollicitée du département.	8.890	
	19.050 fr. ci. .	19.050 fr.
Ensemble.		535.655 fr.

M. l'Agent-Voyer en chef rappelle à l'occasion de sa proposition relative au chemin N° 109, justifiée par des motifs d'extrême urgence, la nécessité de se préoccuper des chemins N° 57, de St-André à la Lys, N° 60 de Valenciennes à Orsinval, N° 87, de Gommegnies à Roisin, auxquels on peut ajouter celui N° 85 de Solesmes à Haspres. Les améliorations que réclame l'état de ces chemins nécessiteront des dépenses considérables pour lesquelles aucune proposition n'est faite sur les fonds de 1873, à raison de la situation financière du département. Mais ces améliorations, aujourd'hui nécessaires, deviendront extrêmement urgentes, et il faudra bien y pourvoir. Dans cette prévision, je prie le Conseil général de vouloir bien, conformément aux propositions de M. l'Agent-Voyer en chef, faire connaître dans quelles proportions il serait disposé à contribuer aux dépenses, et en même temps auxquels desdits chemins il accorderait la priorité.

2e Partie. TRAVAUX DE CONSTRUCTION SUR DES CHEMINS QUI NE SONT PAS ENCORE A L'ÉTAT D'ENTRETIEN.

Le Conseil général a consenti, dans sa session de 1869, à porter à la proportion de 78 %, le concours du département dans les dépenses de construction des cinq chemins, classés depuis 1861, Nos 90, 94, 105, 108 et 110. Les communes ayant refusé ou négligé de voter les contingents leur incombant, le Conseil général a décidé que de nouveaux et pressants appels leur seraient faits, et que, en cas de réponses négatives ou insuffisantes, les chemins seraient déclassés. J'ai la satisfaction d'annoncer à l'Assemblée départementale que les nouvelles instances de l'administration ont pu heureusement aboutir et que ces importantes voies pourront ainsi être bientôt rendues propres à leur destination.

Le premier de ces cinq chemins, celui N° 90, de Genech à Baisieux, présente une lacune de 3,300 mètres de longueur. Il s'agit de construire cette lacune en pavage. La dépense évaluée à 85,000 fr. serait répartie, d'après les propositions de MM. les Agents-Voyers, ainsi qu'il suit :

		Argent.	Prestations.	Total.
Le département 78 %.		66,300 fr.	»	66,300 fr.
Les communes 22 %, soit 18,700 fr., savoir :				
Cysoing.	535	7,000	3,000 fr.	10,000
Baisieux.	353	4,100	2,500	6,600
Gruson.	112	600	1,500	2,100
	1.000	78,000 fr.	7,000 fr.	85,000 fr.

Les Conseils municipaux des trois communes intéressées ont donné leur adhésion et voté leur part contributive dans la dépense.

Le chemin N° 94 de Seclin à Vendeville, construit, il y a quelques années, sur la section de Templemars à Vendeville, est à construire sur une longueur de 2,380 mètres entre Templemars

et Seclin. Le pavage à établir sur cette lacune donnera lieu à une dépense de 65,000 fr. que MM. les Agents-Voyers proposent de répartir ainsi qu'il suit :

		Argent.	Prestations.	Total.
Subvention départementale 78 %.		50,700 fr.	»	50,700 fr.
Les communes 22 %, soit 15,400 fr. savoir :				
Seclin.	74	7,897	2,685 fr.	10,582
Templemars.	21	1,003	2,000	3,003
Vendeville.	5	100	615	715
	100	59,700 fr.	5,300 fr.	65,000 fr.

Les Conseils municipaux ont anssi donné leur adhésion et voté les ressources nécessaires.

Le chemin N° 105, de Wallers à Hasnon est à construire en pavage sur une longueur de 2,542 mètres. La dépense évaluée à 70,000 fr. se répartirait de la manière suivante :

Le département 78 %, soit.			54,600 fr.
Les communes 22 %, soit 15,400 fr., savoir :			
Hasnon.	3,000 fr.	}	15,400
Wallers.	3,761		
Souscriptions particulières	8,639		
Total égal.			70,000 fr

Les Conseils municipaux des communes intéressées ont voté les ressources leur incombant.

Pour le chemin N° 108, sur lequel une dépense de 30,000 fr. est à faire, les deux communes intéressées, Lille et La Madeleine, ont aussi voté les contingents qui leur ont été demandés. Toutefois, une question essentielle reste à régler, celle de l'acquisition gratuite du sol du chemin qui appartient aux riverains. Le Conseil général sera d'avis, je pense, d'autoriser néanmoins les travaux, d'allouer la subvention et d'accepter les votes des communes, sous la réserve que, préalablement, l'acquisition gratuite des terrains serait assurée.

Les travaux, ayant pour objet la construction du chemin soit en pavage soit en empierrement, sont évalués à 30,000 fr. Cette dépense serait répartie comme suit :

Le département 78 %.				23,400 fr.
Les communes 22 %, savoir :				
Lille	9	3,126 fr.	}	6,600
La Madeleine.	10	3,474		
	19	Total égal.		30,000 fr.

Le cinquième des chemins dont il s'agit, conduisant de Wattignies à Faches, classé sous le N° 110, nécessite une dépense de 65,600 fr., ayant pour objet la construction de lacunes d'une longueur totale de 1,875 mètres, et l'amélioration des parties construites.

Cette dépense serait répartie, savoir :

		Argent.	Prestations.	Total.
Le département 78 %.		51,168 fr.	»	51,168 fr.
Les communes 22 %, soit 14,432 fr., savoir :				
Faches	50	2,932	4,284 fr.	7,216
Templemars.	5	»	722	722
Wattignies.	45	2,500	3,994	6,494
	100	56,600 fr.	9,000 fr.	65,600 fr.

Les Conseils municipaux de Faches et de Wattignies ont voté les contingents demandés à ces communes. Le Conseil de Templemars a demandé la réduction du contingent de cette commune, de 722 fr. à 422 fr., mais les Agents-Voyers démontrent que les propositions concernant Templemars ont été restreintes autant que possible et qu'elles ne sont susceptibles dès lors d'aucune réduction. Si le Conseil général partage cet avis, la somme nécessaire pour compléter le contingent de Templemars pourra être imposée d'office.

Les projets des travaux à faire sur les cinq chemins dont il s'agit sont joints au présent rapport accompagnés des propositions des Agents-Voyers, des votes des Conseils municipaux et des avis favorables des Conseils d'arrondissement.

En conséquence de l'exposé qui précède, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général :

1° D'approuver les projets de travaux présentés par M. l'Agent-Voyer en chef ;

2° D'arrêter la répartition des dépenses entre le département et les communes, conformément aux propositions dudit agent ;

3° De régler les subventions départementales à la somme de 414,675 fr. se répartissant comme suit :

Entretien.			159,617 fr.
Restauration du chemin N° 109, dit de ceinture de Douai.			8,890
Construction et achèvement du chemin N° 90 de Genech à Baisieux.			66,300
Id.	Id.	94 de Seclin à Vendeville	50,700
Id.	Id.	105 de Wallers à Hasnon.	54,600
Id.	Id.	108 de La Madeleine à la route départementale N° 14.	23,400
Id.	Id.	110 de Wattignies à Faches.	51,168 fr.
		Ensemble.	414,675 fr.

4° De régler les contingents communaux, subventions industrielles et souscriptions particulières, à la somme de :

Savoir :

	Prestations.	Argent.	Total.
Entretien, conformément à la répartition proposée par MM. les Agents-Voyers.	103,000 fr.	253,988 fr.	356,988 fr.
Restauration du chemin N° 109.	1,260	8,900	10,160
Construction et achèvement :			
Du chemin N° 90	7,000	11,700	18,700
Id. 94	5,300	9,000	14,300
Id. 105	2,639	12,761	15,400
Id. 108	»	6,600	6,600
Id. 110	9,000	5,432	14,432
Ensemble	128,199 fr.	308,381 fr.	436,580 fr.

Les travaux de construction et d'achèvement devant s'exécuter par tiers, en trois années, les dépenses à faire pour l'année 1873 se règleraient et répartiraient en conséquence, pour cette année, de la manière suivante :

	Département.	Communes.	Total.
Entretien.	159,617 fr.	356,988 fr.	516,605 fr.
Restauration du chemin N° 109.	8,890	10,160	19,050
Construction et achèvement du chemin N° 90 1/3.	22,100	6,233	28,333
Id. Id. 94 1/3.	16,900	4,766	21,666
Id. Id. 105 1/3.	18,200	3,254	21,454
Id. Id. 108 1/3.	7,800	2,200	10,000
Id. Id. 110 1/3.	17,056	4,810	21,866
	250,563 fr.	388,411 fr.	638,974 fr.
A déduire les prestations en nature. . . .	»	112,239	112,239
Reste à dépenser en argent.	250,563 fr.	276,172 fr.	526,735 fr.

Indépendamment des travaux d'entretien, de restauration et de construction dont il s'agit, d'autres importants travaux de construction et de grosse réparation seront à exécuter et à payer en 1873 et les années suivantes en continuation et achèvement d'entreprises autorisées, pour lesquelles les ressources nécessaires, départementales et communales ont été créées, et se trouvent créditées, sauf des annuités restant à échoir de ressources communales, au budget de 1871.

L'annuité des ressources communales à créditer pour 1873 se règle, cenformément aux indications du rapport de M. l'Agent-Voyer en chef, à la somme de 13,399 fr. 68 c., savoir : argent, 6,099 fr. 68, prestations, 7,300 fr.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général pour l'exécution des dispositions exposées ci-dessus, pendant l'année 1873, les propositions budgétaires suivantes :

Ressources.

Budget de 1871.	Crédits et portions de crédits des exercices 1871 et antérieurs restés sans emploi.		
	Sous-chapitre XVIII, § 1er, art. 2 du budget de 1871	99,600 fr. »	
	Id. 5, Id.	44,515 57	
	Id. 7, Id.	17,183 70	
	Id. 8, Id.	6,098 82	
		167,298 fr. 09	
	Sous-chapitre IV, § 1er. Subvention de l'État, année 1871, pour achèvement du réseau des chemins d'intérêt commun	11,484 »	
		178,782 fr. 09	
Budget de 1873.	Budget ordinaire. Prélèvement de	168,507 »	
	Budget extraordinaire. Sous-chapitre XVII. Prélèvement de	55,531 93	
	Total des ressources départementales	402,821 fr. 02	
	Contingents communaux, souscriptions particulières, subventions industrielles, etc., à recouvrer en 1873, en argent :		
	Pour entretien	253,988 fr. »	
	Pour restauration du chemin N° 109	8,900 »	
	Pour construction et achèvement des chemins Nos 90, 94, 105, 108 et 110	13,284 »	
	Pour continuation des travaux autorisés et entrepris en 1871 et années antérieures	6,099 68	
	Total des contingents communaux	282,271 fr. 68	282,271 68
	Total général des ressources		685,092 fr. 70

Dépenses.

				Allocations proposées.
Reports du budget de 1871 au budget de 1872.	Pour paiement des dépenses autorisées, faites et à faire :			
	Sous-chapitre XVIII, § 1er, art. 2	99,600 fr. »		152,258 fr. 02
	Id. § 5	44,415 57		
	Id. § 7	8,242 45		
	A reporter			

Pour les travaux nouvellement autorisés :

Sous-chapitre XVIII, § 7.		8,941 fr. 25	
Id. § 8.		6,098 82	
Sous-chapitre IV, § 1er. Subvention de l'Etat.		11,484 »	
Ensemble.		26,524 fr. 07	
Fonds libres à appliquer à la subvention départementale de 22,100 fr. proposée pour la construction du chemin N° 90, ci.	22,100 fr. »		
et à celle de 16,900 fr. pour le chemin N° 94.	4,424 07	26,524	07
		178,782 fr. 09	

Sous-chapitre IV, § 1er.

Budget de 1873.

Subventions pour entretien, suivant l'état de répartition présenté par M. l'Agent-Voyer en chef, ci	159,617	»
Subvention pour restauration du chemin N° 109	8,890	»

Sous-chapitre XVII.

Subvention pour construction et achèvement :

Du chemin N° 94. Complément du 1er tiers.	12,475	93
Id. 105. Id	18,200	»
Id. 108. Id	7,800	»
Id. 110. Id	17,056	»
Total des allocations proposées sur les fonds du département.	402,821 fr.	02
Contingents communaux, subventions industrielles, souscriptions particulières, etc., pour entretien, restauration et construction, ainsi qu'il est indiqué d'autre part, ci.	282,271	68
Total général des dépenses et allocations proposées pour 1873.	685,092 fr.	70
Imputables sur les fonds des exercices 1871 et antérieurs pour.	178,782 fr.	09
Sur les fonds de 1873, pour.	506,310	61
	685,092 fr.	70

Chemin d'intérêt commun n° 86 du Quesnoy au Câteau. — Traverse de Montay. — Réglement d'alignements.

Un projet a été dressé par MM. les agents-voyers pour le réglement des alignements du chemi d'intérêt commun N° 86, dans la traverse de la commune de Montay, au point de raccordement avec la route départementale N° 10.

Ce projet, justifié par les dangers que présente pour la circulation l'état actuel, a été soumis aux enquêtes voulues et n'a donné lieu à aucune réclamation. Le Conseil municipal de Montay, la Commission d'enquête et MM. les Ingénieurs ont émis des avis favorables.

Je ne puis, en conséquence, que prier le Conseil général de vouloir bien régler les alignements dont il s'agit, conformément au projet présenté par MM. les agents-voyers, en vertu de l'article 44 de la loi du 10 août 1871.

Chemin d'intérêt commun N°93. — Redressement et élargissement aux territoires d'Emmerin et de Wattignies.

Le projet de construction, en cours d'exécution, du chemin d'intérêt commun n° 93, de Seclin à Haubourdin, comporte un redressement au territoire d'Emmerin et un élargissement au territoire de Wattignies.

MM. les agents-voyers ont dressé le projet spécial de ces redressements et élargissements et ce projet, soumis à l'enquête dans les deux communes, a donné lieu à des oppositions tendant à ce que, au redressement projeté on substitue un détournement empruntant l'avenue du château de Guérmonez et le chemin du marais.

Un simple examen du plan démontre que le redressement projeté présente un parcours régulier abrégeant considérablement les communications, tandis que le détournement qu'on voudrait lui substituer aurait le double inconvénient d'allonger considérablement le parcours, et, par son tracé brisé, défectueux, d'apporter des entraves sensibles à la circulation.

Il est constaté d'ailleurs que les propriétés dans l'intérêt desquelles le détournement du chemin est demandé, sont déjà actuellement desservies d'une maniére satisfaisante par le chemin dont il s'agit auquel elles ont un accès facile.

Par ces divers motifs, le commissaire de l'enquête, les agents-voyers, et le Conseil municipal d'Emmerin estiment que le projet soumis à l'enquête répond le mieux à l'intérêt général et concluent de commun accord à son adoption. Je ne puis que partager cet avis.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer à cet égard par application de l'article 44 de la loi du 10 août 1871.

Ci-joint les pièces de l'affaire.

Chemin de grande communication N° 49, de Denain à Mastaing.
Plan d'alignement dans la traverse de Denain.

Aux termes de l'article 44 de la loi organique départementale du 10 août 1871, le Conseil général opère la reconnaissance, détermine la largeur et prescrit l'ouverture et le redressement des chemins vicinaux de grande communication ou d'intérêt commun. Les délibérations qu'il prend à cet égard produisent les effets spécifiés aux articles 15 et 16 de la loi du 21 mai 1836.

D'après les instructions contenues dans la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 23 septembre 1871, le droit d'homologuer les plans d'alignement concernant les chemins vicinaux de grande communication ou d'intérêt commun, est compris dans celui de fixer la largeur des chemins dont il s'agit. Ce droit appartient, dès lors, au Conseil général.

J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre au Conseil général, avec toutes les pièces de l'instruction, l'avant-projet présenté par MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées pour le règlement des alignements du chemin vicinal de grande communication N° 49, de Denain à Mastaing, dans la traverse de Denain.

Ce chemin dont la circulation importante atteint le chiffre de 432 colliers, a, en rase campagne, une largeur de 8 mètres entre fossés et de 11 m. y compris les fossés.

Les alignements en rase campagne sont donnés à 6 m. de l'axe.

Le plan de la traverse de Denain a été étudié de manière à régulariser les alignements en donnant partout une largeur d'au moins 10 m. 80.

Des alignements proposés il ne résulte aucun rescindement. Les justifications de détail de ces alignements sont données dans les rapports de MM. les Ingénieurs.

L'enquête ouverte dans la ville de Denain n'a donné lieu à aucune réclamation ni observation et le Conseil municipal propose d'approuver l'avant-projet, sous la réserve que les escaliers qui se trouvent frappés d'alignement seront conservés et que les propriétaires ne seront pas inquiétés à ce sujet.

Cette réserve indiquée par le Conseil municipal de Denain est adoptée depuis quelque temps par le Conseil d'État pour les traverses de grande voierie, et rien ne s'oppose à ce que cette disposition soit étendue aux traverses de voirie vicinale.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de fixer les alignements du chemin de grande communication N° 49, dans la traverse de Denain, conformément aux lignes rouges du plan ci-annexé, avec la réserve que les perrons, ou marches, en saillie sur l'alignement, existant au moment de l'émission de l'arrêté à intervenir, pourront être entretenus et, au besoin, reconstruits jusqu'à l'époque où seront réédifiés les bâtiments dont ils dépendent.

COMPTE D'EMPLOI des fonds départementaux, budget ordinaire, sous-chapitre V, affectés au service des chemins vicinaux, pour l'exercice 1871.

Crédit. 878,606 84

Ce crédit se compose :

1° Des fonds reportés de 1870 . . . . . 86,952 03

2° Des sept centimes spéciaux propres à l'exercice 1871. . . . . 791.654 81

Total égal. 878,606 84

1° *Chemins de grande communication.*

DÉPENSES.

Numéros de classement des CHEMINS	Construction et grosses réparations.	ENTRETIEN.	TOTAUX.	Numéros de classement des CHEMINS	Construction et grosses réparations.	ENTRETIEN.	TOTAUX.
				Report.	46015 03	271773 »	317788 03
1	»	7533 »	7533 »	42	»	10289 »	10289 »
3	»	10466 »	10466 »	43	»	6757 »	6757 »
4	»	3666 »	3666 »	44	»	2333 »	2333 »
6	11980 80	6435 »	18415 80	45	»	12632 »	12632 »
7	»	6703 »	6703 »	46	»	3200 »	3200 »
8	11066 23	15657 »	26723 23	47	»	2427 »	2427 »
9	»	11926 »	11926 »	48	»	3529 »	3529 »
10	4901 »	1217 »	6118 »	49	»	4863 »	4863 »
11	»	13000 »	13000 »	50	»	19019 »	19019 »
12	»	3176 »	3176 »	51	»	6217 »	6217 »
13	9600 »	12251 »	21851 »	52	»	2460 »	2460 »
14	»	5985 »	5985 »	53	»	953 »	953 »
15	8467 »	13417 »	21884 »	54	»	2595 »	2595 »
16	»	5583 »	5583 »	55	»	11000 »	11000 »
17	»	9648 »	9648 »	56	»	1000 »	1000 »
18	»	2667 »	2667 »	57	»	4667 »	4667 »
19	»	4422 »	4422 »	58	»	7608 »	7608 »
20	»	22729 »	22729 »	59	»	8283 »	8283 »
21	»	7423 »	7423 »	60	»	5053 »	5053 »
22	»	1411 »	1411 »	61	»	4000 »	4000 »
23	»	14333 »	14333 »	62	»	8606 »	8606 »
24	»	11132 »	11132 »	63	»	5717 »	5717 »
25	»	7640 »	7640 »	64	»	4240 »	4240 »
27	»	5938 »	5938 »	65	»	8322 »	8322 »
28	»	2633 »	2633 »	66	»	3984 »	3984 »
30	»	3567 »	3567 »	67	»	2000 »	2000 »
32	»	5382 »	5382 »	68	»	3620 »	3620 »
33	»	5000 »	5000 »	69	»	9992 »	9992 »
34	»	2353 »	2353 »	70	»	7171 »	7171 »
35	»	8237 »	8237 »	71	»	5253 »	5253 »
36	»	9323 »	9323 »	72	»	8804 »	8804 »
37	»	333 »	333 »	73	»	2134 »	2134 »
38	»	10000 »	10000 »	74	»	1792 »	1792 »
39	»	7730 »	7730 »	76	»	5167 »	5167 »
40	»	5000 »	5000 »	77	»	1620 »	1620 »
41	»	7857 »	7857 »	78	»	1667 »	1667 »
A reporter	46015 03	271773 »	317788 03	Ensemble	46015 03	470747 »	516762 03

Report.		516,762 03
2° Chemius d'intérêt commun.		
Subventions versées à la trésorerie générale, conformément à la répartition arrêtée par le Conseil général dans sa session de 1871, pour entretien des chemins d'intérêt commun		179,604 »
3° Chemins vicinaux ordinaires.		
Subventions à des chemins du réseau non subventionné		» »
4° Allocation sur le fonds de réserve, sauf approbation du Conseil général, à divers chemins de grande communication, dans la proportion de 2/3 des dépenses, pour travaux supplémentaires, urgents, d'entretien.		10,791 80
5e Dépenses du personnel.		
Service des chemins de grande communication dirigé par MM. les Ingénieurs :		
Traitement de MM. les Ingénieurs.	16,000 »	
Frais de découchers aux conducteurs, indemnités, etc.	10,564 »	
Service des chemins d'intérêt commun et ordinaires dirigé par MM. les Agents-Voyers :		106,277 88
Traitement et frais de bureau.	71,709 63	
Gratifications, impressions, etc.	8,004 25	
6° Dépenses diverses, impressions, etc.		14,120 94
TOTAL.		827,556 65
Le crédit étant de.		878,606 84
Il reste sans emploi à inscrire au budget de report de 1872, pour dépenses faites et à continuer, ci.		51,050 19

COMPTE D'EMPLOI du fonds subventionnel des chemins vicinaux, de 1837 *à* 1871 *inclusivement.*

Les 180 centimes 1/2 votés par le Conseil général, de 1837 à 1871 inclusivement, ont produit, savoir :

				FR.	C.
1° Les	5	centimes	de 1837	352,123	12
	5	—	1838	354,180	82
	2	—	1839	144,469	75
	5	—	1840	362,346	55
	5	—	1841	365,440	96
	5	—	1842	370,025	39
	5	—	1843	375,868	49
	5	—	1844	381,213	95
	5	—	1845	385,708	16
	5	—	1846	387,859	84
	5	—	1847	389,748	10
	5	—	1848	393,975	74
	5 1/2	—	1849	432,740	74
	5	—	1850	395,786	11
	5	—	1851	407,911	12
	5	—	1852	410,400	78
	5	—	1853	415,324	62
	5	—	1854	422,028	45
	5	—	1855	430,377	33
	5	—	1856	435,897	98
	5	—	1857	442,714	02
	5	—	1858	448,875	42
	5	—	1859	454,693	99
	5	—	1860	461,067	53
	5	—	1861	466,494	64
	5	—	1862	473,012	54
	5	—	1863	481,558	34
	5	—	1864	490,039	66
	5	—	1865	501,336	90
	5	—	1866	512,332	41
	5	—	1867	525,382	16
	7	—	1868	744,520	92
	7	—	1869	770,818	97
	7	—	1870	783,214	95
	7	—	1871	791,654	81
	180 1/2			15,961,145	26

Il y a lieu, pour ordre, d'ajouter au chiffre des recettes : 1° le montant de la subvention fournie par l'État en 1849, en vertu du décret du 22 septembre 1848, ci. 81,578 10

2° Les ressources diverses, ordinaires, allouées aux budgets départementaux de 1868, 1869 et 1871, pour le service de la vicinalité, ci. 316,289 71

397,867 81

16,359,013 07

ÉTAT D'EMPLOI de ce fonds jusqu'à la clôture de l'exercice 1871.

DÉSIGNATION DES CHEMINS. 1			CONSTRUCTION. 2	ENTRETIEN. 3	TOTAUX. 4
	Chemin N°	1....	»	184407 »	184407 »
	—	2....	»	120637 90	120637 90
	—	3....	»	242064 50	242064 50
	—	4.. .	2966 91	72539 »	75505 91
	—	5....	3100 »	59064 66	62164 66
	—	6....	11980 80	109745 66	121726 46
	—	7....	»	109482 34	109482 34
	—	8....	23066 23	245940 07	269006 30
	—	9....	25056 »	160644 33	185700 33
	—	10....	12267 »	46183 50	58450 50
	—	11....	9741 82	316141 75	325853 57
De Roubaix à Saint-Amand, classé route départementale.....	—	12....	388843 33	97307 78	486151 11
	—	12....	27477 »	49955 38	77432 38
	—	13....	127512 41	191888 78	319401 19
	—	14...	51738 34	148175 »	199913 34
	—	15....	178717 13	197663 72	376380 85
	—	16....	102402 »	116325 69	218727 69
	—	17....	110306 55	197553 34	307859 89
De Cassel à la frontière, classé route départementale	—	18....	60738 20	29281 »	90019 20
	—	18....	28790 88	41243 »	70033 88
	—	19....	4000 »	87622 »	91622 »
	—	20....	82650 32	440648 19	523398 51
	—	21....	45215 »	116109 50	161324 50
	—	22....	15155 31	19443 »	34598 31
	—	23....	119527 16	260491 92	380019 08
	—	24....	76507 19	286470 19	362977 38
	—	25....	98549 34	124216 89	222766 23
	—	26....	228733 14	46476 07	275209 21
	—	27....	74185 »	146841 71	221026 71
	—	28....	29243 »	74776 24	104019 24
	—	29....	30000 »	26004 »	56004 »
	—	30....	77394 42	40620 »	118014 42
	—	31....	143533 47	165234 13	308767 60
	—	32 ...	93000 »	214885 68	307885 68
	—	33....	76801 »	89482 79	166283 79
	—	34....	41000 »	44062 03	85062 03
	—	35....	15250 »	156681 »	171931 »
	—	36....	39610 31	87650 33	227260 64
	—	37....	10500 »	4912 »	15412 »
	—	38....	126169 »	178016 11	304185 11
	—	39....	97676 16	147051 »	244727 16
	—	40....	30000 »	78219 »	108219 »
	—	41....	20500 »	148938 15	169438 15
	—	42....	90300 »	184811 16	275111 16
	—	43....	159312 50	110250 85	269563 35
	—	44....	32877 48	43651 »	76528 48
De La Bassée à Estaires, classé route départementale.....	—	45....	50000 »	»	50000 »
	—	45. ..	146861 01	147192 53	294053 54
	—	46....	34273 88	56735 »	91008 88
	—	47....	95750 »	40118 »	135868 »
	—	48....	28162 16	53329 »	81491 16
	—	49....	76935 »	78499 »	155434 »
	—	50....	106374 89	196256 90	302631 79

DÉSIGNATION DES CHEMINS.	CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAUX.
1	2	3	4
Chemin N° 51....	30830 20	56020 18	86850 38
— 52....	24227 64	57715 82	82973 46
— 53....	»	10925 »	10925 »
— 54....	30856 55	45544 63	76401 18
— 55....	85569 16	126844 »	212413 16
— 56....	»	11111 »	11111 »
— 57....	28810 »	91152 »	119962 »
— 58....	38011 88	128740 »	166751 88
— 59....	74249 87	171132 25	245382 12
— 60....	123106 »	92875 34	215981 34
— 61....	38788 25	68144 »	106932 25
— 62....	18000 »	144739 79	162739 79
— 63....	58869 24	99249 05	158118 29
— 64....	22646 44	58353 10	80999 54
— 65....	53463 94	127362 27	180826 21
— 66....	»	52337 »	52337 »
— 67....	23570 32	52860 41	96430 73
— 68....	22866 »	63114 70	85980 70
— 69....	55564 87	121521 29	177086 36
— 70....	81116 »	70051 80	151167 80
— 71....	31437 27	76777 43	108214 70
— 72....	24296 »	87636 50	111852 50
— 73....	13730 »	31803 58	45533 58
— 74....	6300 »	27363 35	33663 35
— 75....	3076 52	3898 »	6974 52
— 76....	61112 31	33265 »	91717 31
— 77....	6293 »	17751 »	21011 »
— 78....	» »	1667 »	1667 »
Honoraires de MM. les Ingénieurs, de 1852 à 1871		288000 »	
Frais de découchers des conducteurs et agents secondaires.— Frais d'impressions		158665 41	
Réparation de dégâts causés par l'inondation d'août 1860		5583 09	
Restauration des ponts d'Hautmont (1850)		1705 05	
Subvention à la petite vicinalité		909006 16	2904104 17
Traitement des agents-voyers, piqueurs, etc		1488511 48	
Honoraires d'avocat (1839)		65 »	
Secours à la ville de Lannoy (1852 à 1855)		11737 »	
Frais d'impression et dépenses diverses		37830 98	
Total général des dépenses			16248971 73
Les ressources étant de			16359013 07
Il reste disponible			110041 34

ÉTAT COMPARATIF de la situation contributive, à la fin de l'année 1871, *des sept arrondissements du département, dans les fonds subventionnels des chemins de grande communication, relativement aux paiements effectués à la même époque pour le service de construction et d'entretien desdits chemins dans chacun de ces arrondissements.*

Les 180 centimes 1/2 votés de 1837 à 1871 inclusivement, ont produit une somme, y compris 81,579 fr. 10 cent., accordés par l'État au département en vertu du décret du 22 septembre 1848, et 316,289 fr. 71 cent. de ressources ordinaires	16,359,013 07
A déduire :	
Le traitement de MM. les Agents-Voyers pendant trente-quatre ans ; les honoraires de MM. les Ingénieurs à partir de 1852 ; les dépenses diverses d'impression, etc. ; les subventions allouées pour le service de la petite vicinalité et la somme restant disponible	2,904,104 17
Reste affecté aux travaux de la grande vicinalité.....	13,454,908 90

Cette somme, répartie entre les sept arrondissements dans la proportion des principaux de leurs quatre contributions directes, donne pour chacun d'eux les résultats suivants :

Arrondissements de Dunkerque.	1,201,590	»
— Hazebrouck	854,424	»
— Lille	5,739,642	»
— Cambrai	1,385,711	»
— Avesnes.....	1,522,570	»
— Douai	1,118,520	»
— Valenciennes.....	1,632,451	»
	13,454,908	»

Paiements effectués jusqu'à la clôture de l'exercice 1871, *par arrondissement, pour la construction des chemins terminés ou en cours d'exécution, ainsi que pour leur entretien.*

DÉSIGNATION DES Arrondissements.	CHEMINS	CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAUX.
DUNKERQUE.	1.....	» »	184407 »	184407 »
	2.....	» »	120637 90	120637 90
	3.....	» »	242064 50	242064 50
	4..	2966 91	72539 »	75505 91
	(Moitié de l'entretien).....11.....	9711 82	158081 37	167793 19
	17.....	110306 55	197553 34	307859 89
	44.....	32877 48	43651 »	76528 48
	46.....	34273 88	56735 »	91008 88
	66.....	» »	52337 »	52337 »
		190136 64	1128006 11	1318142 75
	Le contingent de l'arrondissement étant de.....			1201590 »
	L'arrondissement de Dunkerque est en avance de....			116552 75

DÉSIGNATION DES			CONSTRUCTION.		ENTRETIEN.		TOTAUX.	
Arrondissements.	CHEMINS.							
HAZEBROUCK.	(Moitié de l'entretien)	Nos 11. .	»		158081	38	158081	38
	(De Cassel à la frontière, aujourd'hui route départementale) .	18. .	60738	20	29281	»	90019	20
	(De Bailleul à Ypres).	18. .	28790	88	41243	»	70033	88
		23. .	119527	16	260491	92	380019	08
		33. .	76804	»	89482	79	166283	79
		38. .	126169	»	178016	11	304185	11
		40. .	30000	»	78219	»	108219	»
		55. .	85569	16	126844	»	212413	16
		56. .	»		11441	»	11441	»
		57. .	28810	»	91152	»	119962	»
		61. .	38788	25	68144	»	106932	25
	(Moitié)	62. .	9000	»	72369	89	81365	89
		67. .	23570	32	52860	41	76430	73
			627763	97	1257626	39	1885390	36
	Le contingent de l'arrondissement étant de						854424	»
	L'arrondissement d'Hazebrouck est en avance de . . .						1030966	36
LILLE.		Nos 5. .	3100	»	59064	66	62164	66
		6. .	11980	80	109745	66	121726	46
		7. .	»		109482	34	109482	34
	(Moitié).	8. .	11533	12	122970	03	134503	15
		9. .	25056	»	160644	33	185700	33
	(De Roubaix à St.-Amand, classé route départementale. Entretien et partie de la construction . .	12. .	388843	33	97307	78	486151	11
	(De Linselles à Quesnoy-sur-Deûle)	12. .	27477	»	49955	38	77432	38
		14. .	51738	34	148175	»	199913	34
		19. .	4000	»	87622	»	91622	»
		22. .	15155	31	19443	»	34598	31
		30. .	77394	42	40620	»	118014	42
		36. .	39610	31	87650	33	227260	64
		37. .	10500	»	4912	»	15412	»
		39. .	97676	16	147051	»	244727	16
		41. .	20500	»	148938	15	169438	15
	(De La Bassée à Estaires, classé route départementale)	45. .	50000	«	»		50000	»
		48. .	28162	16	53329	»	81491	16
		51. .	30830	20	56020	18	86850	38
		58. .	38011	88	128740	»	166751	88
	(Moitié).	62. .	9000	»	72369	90	81369	90
		68. .	22866	»	63114	70	85980	70
		69. .	55564	87	121521	59	177086	36
			1018999	90	1988677	03	3007676	93
	Le contingent de l'arrondissement étant de						5739642	»
	L'arrondissement de Lille possède un reliquat de . . .						2731965	07

DÉSIGNATION DES Arrondissements.	CHEMINS.	CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAUX.
CAMBRAI.	Nos 15. .	178747 13	197663 72	376380 85
	16. .	102402 »	116325 69	218727 69
	26. .	228733 14	46476 07	275209 21
	(1/4 de la construction première et de son entretien. . . . . 31. .	28164 03	41308 53	69472 56
	(1/3 seulement). . . . . 43. .	53104 16	36750 »	89854 16
	(1/4 seulement) . . . . . 45. .	36715 25	36798 13	73513 38
	52. .	24227 64	58745 82	82973 46
	59. .	74249 87	171132 25	245382 12
	60. .	123106 »	92875 34	215981 34
	63. .	58869 24	99249 05	158118 29
	64. .	22646 44	58353 10	80999 54
	75. .	3076 52	3898 »	6974 52
	76. .	61442 31	33265 »	94707 31
	77. .	6293 »	17751 »	24044 »
		1001746 73	1010591 70	2012338 43
	Le contingent de l'arrondissement étant de			1385711 »
	L'arrondissement de Cambrai est en avance de			626627 43
AVESNES.	Nos 20 .	82650 32	440748 19	523398 51
	24. .	76507 19	286470 19	362977 38
	27. .	74185 »	146841 71	221026 71
	28. .	29243 »	74776 24	104019 24
	(3/4 de la construction première et de son entretien; 4/4 de la construction et de l'entretien du prolongement). . . . . 31. .	115369 44	123925 60	239295 04
	32. .	93000 »	214885 68	307885 68
	2/3 seulement). . . . . 42. .	90300 »	184811 16	275111 16
	43. .	159312 50	110250 85	269563 35
	54. .	30856 55	45544 63	76401 18
	65. .	53463 94	127362 27	180826 21
	71. .	31437 27	76777 43	108214 70
	72. .	24196 »	87656 50	111852 50
	73. .	13730 »	31803 58	45533 58
	74. .	6300 »	27363 35	33663 35
		880651 21	1979117 38	2859768 59
	Le contingent de l'arrondissement étant de			1522570 »
	L'arrondissement d'Avesnes est en avance de			1337198 59

DÉSIGNATION DES Arrondissements.	CHEMINS.	CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAUX.
DOUAI.	Moitié..... ...Nos 8...	11533 12	122970 03	134503 15
	10...	12267 »	46183 50	58450 50
	(Construction 53/117; entretien 1/6)..13...	57762 03	87441 50	145203 53
	25...	98549 34	124216 89	222766 23
	(Moitié de l'entretien)..... ..34...	11000 »	22031 01	63031 01
	35...	15250 »	156681 »	171931 »
	47...	95750 »	40118 »	135868 »
	53...	» »	10925 »	10925 »
		332111 49	610566 93	942678 42
	Le contingent de l'arrondissement étant de...			1118520 »
	L'arrondissement de Douai possède un reliquat de.....			175841 58
VALENCIENNES.	(Partie de la construction).....Nos 12...	70000 »	» »	70000 »
	(Construction 64/117; entretien 5/6).13...	69750 38	104447 28	174197 66
	21...	45215 »	116109 50	161324 50
	29...	30000 »	26004 »	56004 »
	(1/2 de l'entretien).....34...	» »	22031 02	22031 02
	(3/4 construction et entretien).....45...	110145 76	110394 40	220540 16
	49...	76935 »	78499 »	155434 »
	50...	106374 89	196256 90	302631 79
	70...	81116 »	70051 80	151467 80
		589837 03	723793 90	1313630 93
	Le contingent de l'arrondissement étant de.....			1632451 »
	L'arrondissement de Valenciennes possède un reliquat de.			318820 07

ARRONDISSEMENTS.	CONTINGENTS.	DÉPENSES.	RELIQUATS.	DÉFICITS.
DUNKERQUE.....	1201590 »	1318142 75	» »	116552 75
HAZEBROUCK.....	851121 »	1885390 36	» »	1030966 36
LILLE.....	5739612 »	3007676 93	2731965 07	» »
CAMBRAI.....	1385711 »	2012338 43	» »	626627 43
AVESNES.....	1522570 »	2859768 59	» »	1337198 59
DOUAI...	1118520 »	912678 12	175811 58	» »
VALENCIENNES.....	1632151 »	1313630 93	318820 07	» »
	13151908 »	13139626 11	3226626 72	3111315 13

COMPTE D'EMPLOI du fonds des cotisations communales applicables aux travaux de construction et d'entretien des chemins vicinaux de grande communication en 1871. *(Sous-Chapitre V,* § 1^er^, *article* 7 *du budget départemental.)*

Crédit primitif	381,957 »
Report de 1870	1,071 55
Crédit total	383,028 55

DÉPENSES.

NUMÉROS de classement des chemins.	CONSTRUCTION ET GROSSES RÉPARATIONS.			ENTRETIEN.	TOTAUX.
	Travaux.	Indemnités de terrains.	Totaux.		
1	»	»	»	3767 »	3767 »
3	»	»	»	5534 »	5534 »
4	»	»	»	1925 »	1925 »
6	»	»	»	2457 39	2457 39
7	»	»	»	1445 18	1445 18
8	»	»	»	7245 76	7245 76
9	»	»	»	2430 96	2430 96
10	»	»	»	3242 38	3242 38
11	»	»	»	5979 »	5979 »
12	»	»	»	1475 40	1475 40
13	2400 »	»	2400 »	5201 77	7601 77
14	»	»	»	2992 83	2992 83
15	5225 »	»	5225 »	178 28	5403 28
16	3000 »	»	3000 »	2984 35	5984 35
17	»	»	»	2800 »	2800 »
18	»	»	»	1364 62	1364 62
19	»	»	»	1998 20	1998 20
20	»	»	»	14818 82	14818 82
21	2000 »	»	2000 »	3863 98	5863 98
22	»	»	»	810 28	810 28
23	»	»	»	8791 50	8791 50
24	»	»	»	7519 24	7519 24
25	»	»	»	6904 90	6904 90
27	»	»	»	3351 14	3351 14
28	»	»	»	2109 03	2109 03
30	»	»	»	1969 04	1969 04
32	»	»	»	2337 »	2337 »
33	»	»	»	2250 »	2250 »
34	»	»	»	4062 95	4062 95
35	»	»	»	5768 27	5768 27
36	»	»	»	4489 27	4489 27
37	»	»	»	»	»
38	»	»	»	3805 77	3805 77

NUMÉROS de classement des chemins.	CONSTRUCTION ET GROSSES RÉPARATIONS.			ENTRETIEN.	TOTAUX.
	Travaux.	Indemnités de terrains.	Totaux.		
39	»	»	»	1541 91	1541 91
40	»	»	»	1750 »	1750 »
41	»	»	»	8050 58	8050 58
42	»	»	»	7139 47	7139 47
43	2000 »	»	2000 »	2495 13	4495 13
44	»	»	»	1334 »	1334 »
45	2000 »	»	2000 »	3253 49	5253 49
46	»	»	»	1300 »	1300 »
47	»	»	»	2187 31	2187 31
48	»	»	»	1750 62	1750 62
49	»	»	»	7178 69	7178 69
50	5000 »	»	5000 »	3665 58	8665 58
51	1667 »	»	1667 »	1239 41	2906 41
52	»	»	»	2740 12	2740 12
53	»	»	»	1134 38	1134 38
54	»	»	»	1231 10	1231 10
55	»	»	»	3114 89	3114 89
56	»	»	»	»	»
57	»	»	»	2099 50	2099 50
58	»	»	»	3431 29	3431 29
59	4000 »	»	4000 »	3207 45	7207 45
60	»	»	»	3038 21	3038 21
61	»	»	»	950 »	950 »
62	»	»	»	4406 78	4406 78
63	»	»	»	3017 95	3017 95
64	»	»	»	2038 »	2038 »
65	»	»	»	5196 03	5196 03
66	»	»	»	1600 »	1600 »
67	»	»	»	565 80	565 80
68	»	»	»	»	»
69	»	»	»	7917 31	7917 31
70	»	»	»	1875 92	1875 92
71	»	»	»	1819 »	1819 »
72	»	»	»	6465 86	6465 86
73	»	»	»	1020 98	1020 98
74	»	»	»	816 75	816 75
76	»	»	»	3900 44	3900 44
77	»	»	»	605 »	605 »
78	»	»	»	833 »	833 »
	27292 »	»	27292 »	231785 80	259077 80

Le crédit étant de.....	383028 55
Il reste sans emploi	123950 75

ÉTAT des cotisations communales qui ont été recouvrées et ordonnancées pour la construction et l'entretien des chemins vicinaux de grande communication depuis 1838, *première année des mises en recouvrement jusques et compris l'exercice* 1871.

1838	»	»
1839	96,470	09
1840	149,079	66
1841	462,567	98
1842	447,821	20
1843	258,422	30
1844	321,445	35
1845	220,000	»
1846	312,400	»
1847	296,500	»
1848	280,000	»
1849	280,000	»
1850	280,000	»
1851	471,400	»
1852	280,000	»
1853	349,000	»
1854	386,000	»
1855	368,000	»
1856	476,000	»
1857	428,600	»
1858	378,400	»
1859	365,200	»
1860	291,600	»
1861	267,500	»
1862	250,000	»
1863	250,000	»
1864	300,000	»
1865	341,000	»
1866	292,000	»
1867	339,000	»
1868	317,000	»
1869	369,300	»
1870	399,300	»
1871	259,077	80
	10,583,084	38

COMPTE D'EMPLOI de ce fonds jusqu'à la clôture de l'exercice 1871.

DÉSIGNATION DES CHEMINS.	CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAUX.
Chemin N° 1	» »	143475 80	143475 80
— 2	» »	118302 75	118302 75
— 3	2961 72	183592 65	186554 37
— 4	6833 09	59702 26	66535 35
— 5	» »	63067 84	63067 84

DESIGNATION DES CHEMIS.		CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAUX.
	Chemin N° 6	739 30	82550 67	83289 97
	— 7	» »	76413 38	76413 38
	— 8	33928 49	186816 21	220744 70
	— 9	22091 »	110223 63	132314 63
	— 10 . . .	8456 80	59945 17	68401 97
De Roubaix à Saint-Amand, aujourd'hui route départementale	— 11	159309 50	220528 73	379838 23
	— 12	183827 20	97072 23	280899 43
	— 12	28260 65	34159 42	62420 07
	— 13	93930 28	157742 82	251673 10
	— 14	90948 93	87168 97	178117 90
	— 15	149934 45	143287 86	293222 31
	— 16	95864 22	96921 47	192785 69
De Cassel à la frontière, aujourd'hui route départementale.	— 17	64327 25	130041 82	194369 07
	— 18	58573 79	29352 50	87926 29
	— 18	26096 97	20592 41	46689 38
	— 19	11339 37	72772 28	84111 65
	— 20	50520 99	314640 93	365161 92
	— 21	49484 11	83127 88	132611 99
	— 22	18000 »	20739 46	38739 46
	— 23	106054 50	183482 80	289537 30
	— 24	81274 42	171476 20	252750 62
	— 25	93464 »	134350 41	227814 41
	— 26	235655 13	47355 65	283010 78
	— 27	35950 16	88305 68	124255 84
	— 28	19841 80	45551 92	65393 72
	— 29	9706 14	32899 77	42605 91
	— 30	75000 »	34267 28	109267 28
	— 31	104776 25	87926 52	192702 77
	— 32	59394 87	115061 40	174456 27
	— 33	80254 41	79401 87	159656 28
	— 34	33502 »	90293 21	123795 21
	— 35	33750 »	151052 30	184802 30
	— 36 . . .	38943 02	159935 69	198878 69
	— 37	10558 30	3180 »	13738 30
	— 38	119631 »	105821 44	225452 44
	— 39	96769 85	145496 80	242266 65
	— 40	29954 70	51615 38	81570 08
	— 41	17537 74	157623 85	175161 59
	— 42 . . .	59746 34	135213 43	194959 77
	— 43	99214 64	77408 05	176622 69
De La Bassée à Estaires, aujourd'hui route départementale.	— 44 . . .	32281 48	28397 »	60678 48
	— 45	25043 93	» »	25043 93
	— 45	113898 32	145460 61	259358 93
	— 46	50960 33	37967 65	88927 98

DESIGNATION DES CHEMINS.	CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAUX.
Chemin N° 47	95454 12	46352 77	141806 89
— 48	20578 »	37430 16	58008 16
— 49	73619 48	71090 90	144710 38
— 50	73807 37	141433 49	215240 86
— 51	31586 20	38664 86	70251 06
— 52	» »	78295 25	78295 25
— 53	» »	22464 71	22464 71
— 54	13349 23	22094 13	35443 36
— 55	87114 47	66721 02	153835 49
— 56	» »	7088 »	7088 »
— 57	29883 39	57649 69	87533 08
— 58	43701 56	82584 62	126286 18
— 59	49838 29	110587 76	160426 05
— 60	120998 79	53289 15	174287 94
— 61	45626 92	26869 30	72496 22
— 62	34747 80	100766 54	135514 34
— 63	23848 41	58478 20	82326 61
— 64	37276 50	34656 47	71932 97
— 65	51630 47	84817 92	136448 39
— 66	451 45	37743 51	38194 96
— 67	33170 05	33732 93	66902 98
— 68	18871 51	43594 39	62465 90
— 69	48340 96	73560 »	121900 96
— 70	87371 19	67019 61	154390 80
— 71	1763 73	35981 04	37744 77
— 72	16124 20	59344 71	75468 91
— 73	6943 28	18949 77	25893 05
— 74	12650 90	14111 99	26762 89
— 75	4223 48	4522 35	8745 83
— 76	92675 76	23247 16	115922 92
— 77	2929 83	7039 17	9969 »
— 78	» »	14950 25	14950 25
TOTAUX	3977168 78	6456912 09	10434080 87
Grosses réparations en 1870			77924 75
Restauration des ponts d'Haumont.			2400 »
TOTAL DES DÉPENSES.			1051440
Les ressources étant de			10583084 38
Il reste disponible			68678 76

ÉTAT COMPARATIF, par arrondissement, avec le principal des contributions directes, des dépenses effectuées de 1860 *a* 1871, *pour grosses réparations aux chemins vicinaux de grande communication.*

Les ressources extraordinaires votées par le Conseil général pour les grosses réparations aux chemins vicinaux de grande communication, de 1860 à 1871, s'élèvent à la somme de 4,134,992 fr. 65 cent., se répartissant comme suit :

(Loi du 11 juin 1859).	1860	Sous-chapitre	XXII, § 8.....	185,000 »	531,000 »
		—	XXIII, § 1.....	346,000 »	
Id.	1861	—	XXII, § 5.....	170,467 50	439,467 50
		—	XXIII, § 1.....	269,000 »	
Id.	1862	—	XXII, § 3. ...	152,851 11	409,851 11
		—	XXIII, § 1.....	257,000 »	
Id.	1863	—	XXII, § 3.....	190,269 36	437,858 36
(Loi du 6 juillet 1862)		—	XXII, § 5.....	68,705 »	
Id.		—	XXIII, § 1.....	178,884 »	
(Loi du 11 juin 1859.	1864	—	XXII, § 5.....	173,182 29	470,053 31
(Loi du 6 juillet 1862.		—	XXII, § 7.. ..	1,563 02	
(Loi du 2 mai 1863).		—	XXII, § 8... .	295,308 »	
(Loi du 11 juin 1859).	1865	—	XXII, § 4.....	18,878 70	311,254 74
(Loi du 6 juillet 1862).		—	XXII, § 6.....	1,969 04	
(Loi du 4 mai 1864).		—	XXII, § 8.....	290,407 »	
(Loi du 11 juin 1859).	1866	—	XXII, § 4.....	49,893 21	377,684 59
(Loi du 6 juillet 1862).		—	XXII, § 6.....	2,147 94	
(Loi du 2 mai 1863).		—	XXII, § 7.....	8,476 71	
(Loi du 4 mai 1864).		—	XXII, § 8.....	316,566 73	
(Loi du 11 juin 1859).	1867	—	XXII, § 3.....	36,466 48	373,916 67
(Loi du 6 juillet 1862).		—	XXII, § 6.....	3,564 93	
(Loi du 4 mai 1864).		—	XXII. § 7.....	10,395 14	
(Loi du 9 mai 1866).		—	XXII, § 11....	323,490 12	
(Loi du 18 juillet 1866).	1868	—	XVIII, § 1.....	43,595 06	88,108 95
		—	XVIII, § 6.....	20,168 18	
		—	XVIII, § 7.....	263 29	
		—	XVIII, § 9.....	11,326 01	
		—	XVIII, § 12....	12,756 41	
(Loi du 18 juillet 1866).	1869	—	XVIII, § 1.....	246,375 92	260,958 63
(Loi du 11 juin 1859).		—	XVIII, § 3... .	3,256 70	
(Loi du 4 mai 1864).		—	XVIII, § 6.....	11,326 01	
(Loi du 18 juillet 1866).	1870	—	XVIII, § 1.....	276,550 78	280,305 79
(Loi du 11 juin 1859).		—	XVIII, § 3.....	1,844 94	
(Loi du 4 mai 1864).		—	XVIII, § 6.....	1,910 07	
(Loi du 18 juillet 1866).	1871	—	XVIII, § 1.....	154,533 »	154,533 »
					4,134,992 65

Cette somme, répartie entre les sept arrondissements, dans la proportion de leurs quatre contributions directes, donne les résultats suivants :

Arrondissement de Dunkerque	369,517	»
— d'Hazebrouck	262,584	»
— de Lille	1,763,900	»
— de Cambrai.	425,851	»
— d'Avesnes	467,934	»
— de Douai.	343,517	»
— de Valenciennes	501,689	»
	4,134,992	»

Les dépenses effectuées de 1860 à 1871, au moyen des ressources dont il s'agit, se répartissent comme suit :

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

Chemin N°	1.	5,400 »	*Report*. . .	92,550	»
—	2.	» »	Chemin N° 17.	10,500	»
—	3.	52,400 »	— 44.	»	»
—	4.	» »	— 46.	»	»
—	11 (moitié) . . .	34,750 »	— 66.	»	»
A reporter. . . .		92,550 »		103,050	»

Le contingent de l'arrondissement, basé sur la contribution, étant de . . . . . 369,517 »

L'arrondissement de Dunkerque possède un reliquat de. . . . . 266,467 »

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

Chemin N°	11 (moitié) . . .	34,750 »	*Report*. . .	396,332	21
—	18.	5,600 »	Chemin N° 55.	28,000	»
—	23.	199,200 »	— 56.	»	»
—	33.	18,942 21	— 57.	26,000	»
—	38.	124,240 »	— 61.	6,200	»
—	40.	13,600 »	— 62 (moitié) . . .	94,600	»
			— 67.	114,305	59
A reporter. . .		396,332 21		665,437	80

Le contingent de l'arrondissement étant de . . . . . 262,584 »

L'arrondissement d'Hazebrouck est en avance. 402,853 80

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

Chemin N°	5	»	»
—	6	8,000	»
—	7	26,400	»
—	8 (moitié)	70,957	97
—	9	71,600	»
—	12	»	»
—	14	45,500	»
—	19	77,646	76
—	22	17,000	»
—	30	29,600	»
	A reporter	346,704	73

	Report	346,704	73
Chemin N°	36	54,000	»
—	37	»	»
—	39	256,750	»
—	41	183,792	»
—	48	8.000	»
—	51	35,898	91
—	58	48,200	»
—	62 (moitié)	97,200	»
—	68	»	»
—	69	6,000	»
		1,036,545	64

Le contingent de l'arrondissement étant de ..... 1,763,900 »

L'arrondissement de Lille possède un reliquat de 727,354 36

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Chemin N°	15	128,949	28
—	16	125,600	»
—	26	»	»
—	43 (1/3)	32,934	66
—	45 (1/4)	37,699	22
—	52	14,211	32
	A reporter	339,394	48

	Report	339,394	48
Chemin N°	59	226,000	»
—	60	»	»
—	63	42,001	34
—	64	»	»
—	75	»	»
—	76	83,618	18
		691,013	48

Le contingent de l'arrondissement étant de ..... 425,851 »

L'arrondissement de Cambrai est en avance de 265,162 48

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

Chemin N°	20	197,999	45
—	24	75,970	»
—	27	48,621	55
—	28	4,800	»
—	31	»	»
—	32	31,680	»
	A reporter	359,071	»

	Report	359,071	»
Chemin N°	42	84,400	»
—	43 (2/3)	65,865	34
—	54	»	»
—	65	88,000	»
—	71	12,157	»
—	72,	24,320	»
		633,813	34

Le contingent de l'arrondissement étant de ..... 467,934 »

L'arrondissement d'Avesnes est en avance de 165,879 34

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

Chemin N° 8 (moitié).....	70,957	97	*Report*.....	134,106	97
— 10.....	»	»	Chemin N° 34 (1/2).....	33,500	»
— 13 (1/6).....	18,949	»	— 35.....	54,092	»
— 25.....	44,200	»	— 47.....	45,200	»
			— 53.....	»	»
A reporter....	134,106	97		266,898	97

Le contingent de l'arrondissemsnt étant de..... 343,517 »

L'arrondissemsnt de Douai possède un reliquat de..... 76,618 03

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

Chemin N° 12.....	»	»	*Report*....	183,651	»
— 13 (5/6).....	92,751	»	Chemin N° 45 (3/4).....	113,100	78
— 21.....	57,400	»	— 49.....	41,900	»
— 29.....	»	»	— 50.....	164,000	»
— 34 (1/2).....	33,500	»	— 70.....	103,839	91
			— 78.....	1,910	07
A reporter....	183,651	»		608,401	76

Le contingent de l'arrondissement étant de..... 501,689 »

L'arrondissement de Valenciennes est en avance de 106,712 76

RECAPITULATION.

ARRONDISSEMENTS.	Contingents basés sur la contribution.	Dépenses effectuées.	Reliquat.	Déficit.
Dunkerque.....	369,517 »	103,050 »	266,467 »	» »
Hazebrouck.....	262,584 »	665,437 80	» »	402,853 80
Lille.....	1,763,900 »	1,036,545 64	727,354 36	» »
Cambrai.....	425,851 »	691,013 48	» »	265,162 48
Avesnes.....	467,934 »	633,813 34	» »	165,879 34
Douai	343,517 »	266,898 97	76,618 03	» »
Valenciennes.....	501,689 »	608,401 76	» »	106,712 76
	4,134,992 »	4,005,160 99	1,070,439 39	940,608 38

ÉTAT COMPARATIF, par arrondissement, des dépenses effectuées jusqu'à la clôture de l'exercice 1871, *d'une part, pour construction et entretien des chemins vicinaux de grande communication sur le fonds subventionnel alloué au chapitre* 1er *du budget départemental, d'autre part, pour grosses réparations aux mêmes chemins, sur les fonds extraordinaires alloués au chapitre* 2 *du même budget, par rapport au principal des contributions directes de chaque arrondissement.*

ARRONDISSEMENTS.	CONTINGENTS.	DÉPENSES.	RELIQUAT.	DÉFICIT.
Dunkerque	1,571,107 »	1,421,192 75	149,914 25	» «
Hazebrouck	1,117,008 »	2,550,828 16	» »	1,433,820 16
Lille	7,503,542 »	4,044,222 57	3,459,319 43	» »
Cambrai	1,811,562 »	2,703,451 91	» »	891,889 91
Avesnes	1,990,504 »	3,493,581 93	» »	1,503,077 93
Douai	1,462,037 »	1,209,577 39	252,459 61	» »
Valenciennes	2,134,140 »	1,922,032 69	212,107 31	» »
	17,589,900 »	17,344,887 40	4,073,800 60	3,828,788 »

Chemins de fer.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports présentés par M. Diday, Inspecteur général du contrôle de l'exploitation des chemins de fer du Nord, par M. Mahyer, Ingénieur en chef du contrôle des chemins de fer en construction ou à construire dans le département et par M. Raillard, Ingénieur en chef du contrôle des chemins de fer d'intérêt local.

Le premier de ces rapports fait connaître que les ouvrages qui avaient été détruits ou endommagés pendant la guerre ont été réparés avant la fin de l'année 1871 ; que les travaux de réfection de certaines parties de la voie que la difficulté d'amener les matériaux à pied d'œuvre avait ralentis pendant la crise des transports ont été repris et s'exécutent maintenant avec activité.

A la suite d'expériences favorables, la Compagnie du Nord s'est déterminée à demander à l'administration supérieure qui la lui a accordée, l'autorisation d'employer un rail d'acier fondu de 30 kilog. au lieu du rail en fer de 37 kilog. au mètre courant. Ce nouveau rail présente, paraît-il, des avantages réels au point de vue de la solidité, de la régularité, de l'usure et par suite de la sécurité des voyageurs. — Elle a aussi rétabli le service des signaux qui avait été désorganisé et celui des sonneries et a placé des sonneries tremblantes aux disques des stations comme signes de sûreté.

Comme le fait remarquer M. l'Inspecteur général, sauf la reconstruction aujourd'hui très-avancée de la station de Landrecies, incendiée pendant la guerre, on n'a pas à signaler des travaux bien importants entrepris dans les stations du département. Toutefois les aménagements ont été modifiés et améliorés et les bâtiments agrandis dans plusieurs d'entre elles afin de satisfaire aux besoins qui résultent de l'accroissement du trafic.

La Compagnie du Nord a présenté un projet pour l'agrandissement de la gare de Somain, mais comme le fait observer M. Diday, il ne comprend pas encore les aménagements dont le Conseil général a plusieurs fois réitéré la demande pour le service des voyageurs. L'étude de cette partie de la station sera faite lorsque le raccordement de la ligne de Somain à Tourcoing aura été fixé.

M. l'Inspecteur général mentionne le projet de modification du tracé du chemin de fer de Lille à Dunkerque et Calais aux abords de Lille. Ce projet a été transmis par mes soins, en juin dernier, à l'administration supérieure, mais j'ai dû faire remarquer qu'une décision immédiate sur son objet était peu opportune, attendu que la commission d'enquête de la station projetée par la Compagnie à la Madeleine a demandé l'établissement de deux gares, l'une à la Madeleine, l'autre à Saint-André et que l'examen de ce vœu pouvant faire reconnaître l'utilité d'un changement partiel dans la direction nouvelle du chemin, il paraissait convenable d'attendre pour approuver le tracé définitif qu'il eût été statué sur la proposition de la Commission d'enquête. Le dossier de cette dernière affaire est d'ailleurs, depuis quelque temps déjà, entre les mains de M. l'Inspecteur général Diday.

Ce fonctionnaire rappelle également l'affaire du passage à niveau de la route nationale N^{e} 45, à l'entrée de la station de Valenciennes, que la Compagnie demandait à supprimer pour la facilité de ses aménagements en vue du service de la ligne de Valenciennes à Aulnoye. Comme le dit M. l'Inspecteur général, la Compagnie accepte l'obligation de remplacer ce passage par un viaduc, pourvu qu'on ne lui impose pas l'obligation de construire de nouveaux ouvrages de for-

tification. La question a donc fait un grand pas ; il reste à obtenir l'adhésion de l'autorité militaire. Les conférences sont ouvertes ; j'espère qu'elles seront prochainement terminées.

La Compagnie du chemin de fer de Dunkerque à Furnes occupe provisoirement des terrains militaires sur lesquels elle a établi la première section de cette ligne. M. le Ministre de la guerre ayant fixé au 31 décembre prochain le terme de cette occupation et la Compagnie paraissant ne pas s'occuper des mesures qu'elle a à prendre à ce sujet, afin d'éviter une interruption forcée de son exploitation, j'ai demandé à M. le Ministre des travaux publics de la mettre en demeure d'exécuter sans aucun retard le raccordement qu'elle a proposé avec le chemin de fer du Nord et dont le projet a été approuvé par décision ministérielle du 18 novembre 1870.

M. l'Inspecteur général passe en revue dans son rapport la désorganisation que les services d'exploitation ont subie en 1871 par suite des événements de guerre, la crise des transports qui a été si funeste aux industries du pays et qui est heureusement terminée, l'affreuse catastrophe arrivée à Seclin et qui a fait 110 victimes, les autres accidents survenus pendant l'année, etc.

Il résulte des renseignements fournis par ce fonctionnaire sur les résultats de l'exploitation commerciale du réseau du Nord en 1871, que les produits des gares du département présentent, sur ceux de 1870, une augmentation de 4,868,091 fr. 50 c., ce qui en a porté le montant total à une somme de 37,685,232 fr. 88 c. égale à plus de 41 p. 0/0 du produit total du réseau.

M. l'Ingénieur en chef Mahyer donne de son côté des renseignements précis sur les nouvelles lignes en construction ou à construire dans le département. Je m'y réfère entièrement, en y ajoutant, toutefois, ceux ci-après :

RÉSEAU DU NORD.

Un décret intervenu en juin dernier a concédé à la Compagnie du Nord le chemin de fer de Cambrai à la frontière vers Dour par Solesmes, Le Quesnoy et Bavai.

RÉSEAU DU NORD-EST.

Ligne de Tourcoing à Menin.

Le service du contrôle a fourni ses rapports sur les résultats de l'enquête des stations et sur le projet de tracé définitif. Les dossiers de ces deux affaires sont actuellement soumis à M. le Ministre des travaux publics.

Ligne de Gravelines à Watten.

Les arrêtés de cessibilité des terrains à occuper définitivement pour l'établissement du chemin ont été délivrés à la Compagnie qui est ainsi en mesure de poursuivre l'émission des jugements d'expropriation et le règlement par le jury des indemnités dues aux propriétaires.

Ligne de Saint-Omer à Berguettes.

J'ai appuyé auprès de M. le Ministre des travaux publics le vœu du Conseil général tendant à ce que la modification demandée par la ville de Saint-Omer au raccordement de cette ligne avec celle de Boulogne ne soit pas adoptée et à ce que la gare de bifurcation soit établie à Arques suivant le projet de la Compagnie.

Ligne de Berguettes à Armentières.

Les enquêtes sur les emplacements des stations ont été faites, et une décision de M. le Ministre des Travaux publics du 31 juillet, a statué sur les résultats de ces enquêtes, conformément aux vœux des localités intéressées.

Ligne de Dunkerque à Calais.

Comme l'annonce M. l'Ingénieur en chef Mahyer, le projet de tracé définitif a été présenté par la Compagnie. Mais en présence des compétitions qui se sont produites au sujet de la partie de ce tracé comprise entre Bourbourg et Dunkerque, MM. les Ingénieurs ont éprouvé une certaine incertitude. Des mesures sont prises toutefois pour que l'instruction du projet soit activement poursuivie.

Ligne de Somain à Tourcoing.

Les enquêtes sur l'emplacement des stations ont été faites, et la commission d'enquête a délibéré sur les résultats de l'opération.

Ligne d'Erquelines à Fourmies ou Anor.

Une difficulté importante a surgi au sujet de cette ligne. Le tracé primitif partant d'Erquelinnes ayant été l'objet d'un veto absolu de la part de l'autorité militaire supérieure et la loi de concession du 15 septembre 1871 ayant ordonné que le chemin restât entièrement sur le territoire français, la commune de Cousolre qui devait être desservie directement par la section du chemin voisine de la frontière, aurait, suivant les intentions de la Compagnie, sa station à près de quatre kilomètres de son centre ; aussi, réclame-t-elle vivement contre la situation qui lui serait faite. Des difficultés de terrain existent, il est vrai, sur ce point, mais quelle que soit la dépense à faire, la commune de Cousolre, qui est importante par son industrie et son commerce, a le droit d'obtenir des facilités d'accès pour l'expédition de ses produits, conformément d'ailleurs à la loi que je viens de citer, laquelle porte expressément que le chemin passera par ou près Cousolre. J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'émettre un vœu formel dans ce sens.

La notice imprimée de la Compagnie fait connaître qu'à la date du 1er juillet, le projet de tracé définitif était en voie d'achèvement.

Convention du Nord-Est avec le Nord.

Dans sa session d'avril dernier, le Conseil général a prié le Gouvernement de mettre la Compagnie du Nord-Est en demeure de lui donner communication officielle, dans le délai d'un mois, des conventions intervenues entre elle et la Compagnie du Nord, pour être examinées et appréciées par lui, de concert avec les départements intéressés, en lui déclarant qu'à défaut par elle de se conformer à cette injonction, l'État, selon son droit, s'opposera à l'exécution desdites conventions. — J'ai insisté vivement auprès de M. le Ministre des travaux publics pour l'adoption de ces dispositions en lui transmettant la délibération du Conseil. M. le Ministre m'a fait connaître par lettre du 31 juillet que la Compagnie du Nord-Est lui a communiqué son traité avec le Nord, en faisant toutefois certaines réserves sur l'intervention de l'administration. Il ajoute qu'il fait étudier d'urgence par la Commission centrale du chemin de fer les questions de compétence que soulève la Compagnie, et qu'il espère être en mesure de m'informer dans le cours de la session du Conseil général de la décision qu'il aura prise à ce sujet.

CHEMIN DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.

Le rapport de M. l'Ingénieur en chef Raillard, chargé du contrôle des lignes de cette catégorie, contient des notions remarquables et utiles, non seulement sur le service de ces lignes, mais aussi sur la consistance et l'étendue des différents réseaux de chemins de fer établis ou projetés dans le département. Je le signale à l'attention du Conseil général.

Ce chef de service fait connaître que la Compagnie du Nord a revendiqué auprès du Gouvernement, comme lignes internationales, la concession des chemins de fer d'Armentières à Lens et de Douai à la frontière que le Conseil général a concédés à titre d'intérêt local, le premier jusqu'à la limite du Pas-de-Calais, le second jusqu'à Orchies.

Il est à examiner, je pense, si le Gouvernement pourrait légalement disposer de ces lignes qui ont été concédées par le département et qui d'ailleurs n'atteignent ni l'une ni l'autre la frontière. Quoi qu'il en soit, l'administration supérieure n'ayant pas encore tranché cette question, il y a lieu de continuer à considérer les deux lignes dont il s'agit comme faisant partie de notre réseau d'intérêt local.

Dans sa séance du 5 avril dernier, le Conseil général a sursis à statuer sur les demandes en concession formées par la Compagnie de Carpentier et la Compagnie de Lille à Valenciennes, d'un chemin de fer d'intérêt local de Maubeuge à Guise ou à Marles, jusqu'à ce qu'une entente se fût établie entre les départements intéressés ; il a nommé à cet effet une commission chargée de suivre les négociations dans l'Aisne sur cette affaire.

J'avais adressé des propositions à ce sujet à M. le Préfet de l'Aisne dès le 2 avril, mais le Conseil général de ce département n'a pas cru devoir s'y arrêter, et par une délibération du 7, il a concédé aux Compagnies de Lille à Valenciennes et du Nord-Central, outre la ligne de Saint-Erme vers le Câteau, une ligne partant d'un point pris sur le tronçon de Guise à Marles et se dirigeant sur Maubeuge, jusqu'à la limite des deux départements.

Il m'avait paru, dans cet état des choses, qu'aucune mesure n'était à prendre pour le moment. Toutefois, M. le Préfet de l'Aisne, en m'adressant, le 1er juin, les délibérations prises à ce sujet par le Conseil général de ce département, me dit que si je pensais que, dans la situation, une conférence entre les deux administrations était nécessaire, il se tenait à ma disposition pour saisir la commission permanente.

M. l'Ingénieur en chef que j'ai chargé d'examiner cette partie de l'affaire pense qu'il n'y a aucune utilité, en l'état, à ouvrir la conférence offerte par M. le Préfet de l'Aisne ; que puisque ce département a pris l'initiative du choix de la compagnie et du tracé, le Nord n'a plus qu'à agir de même en ce qui le concerne, sauf détermination ultérieure du point de passage unique à la limite des deux territoires ; que quant au choix de la compagnie, la liberté du Nord reste entière, et que le Conseil général aura à juger s'il veut donner la préférence à la Compagnie de Lille à Valenciennes, ce qui établirait un accord complet avec le département de l'Aisne, ou s'il entend concéder à la Compagnie de Carpentier un prolongement jusques vers Le Nouvion, de son embranchement de Maubeuge à Solre-le-Château, afin de donner à cette compagnie la vitalité nécessaire pour une bonne exploitation.

Je ne puis que m'associer à ces observations et prier le Conseil général de vouloir bien prendre une décision sur la question.

Comme je l'ai fait connaître au Conseil dans sa session d'avril, j'ai passé avec la Compagnie de Lille à Valenciennes l'acte de concession des lignes d'intérêt local qui lui ont été concédées par l'Assemblée.

J'ai également passé les actes de concession :

1° Avec la Compagnie de Picardie et Flandres, pour les chemins d'Epéhi à Cambrai et de Cambrai à Douai et pour l'embranchement d'Aubigny-au-Bac à Somain que l'assemblée lui a concédé dans sa session d'avril ;

2° Avec les Compagnies de Picardie et Flandres et de Lille à Valenciennes pour le chemin de Douai à Orchies ;

3° Avec la Compagnie de Carpentier pour la ligne de Valenciennes à Maubeuge par Bavai.

Les formalités légales ayant été remplies et les conférences avec le génie militaire régulièrement terminées, j'ai transmis les dossiers de ces diverses affaires à l'administration supérieure en réclamant l'émission des décrets déclaratifs d'utilité publique. Ces décrets ne sont pas encore intervenus ; la demande faite par la Compagnie du Nord de deux des lignes indiquées est peut-être une des causes de ce retard.

Quant aux chemins également classés par le Conseil général d'Haubourdin à Saint-André, retrocédé à la Compagnie de Valenciennes ; du Câteau à Saint-Erme, concédé à la même Compagnie ; de Maubeuge à Solre-le-Château et de la ligne de Maubeuge à la station de Saint-Waast-là-haut, concédés à la Compagnie de Carpentier, ils ont été soumis aux formalités d'enquête. Pour les trois premiers, les conférences avec le génie ont été prescrites ; pour le quatrième, la Compagnie a retiré son projet de tracé et en a présenté un nouveau qui a nécessité l'ouverture d'une nouvelle enquête.

En ce qui concerne ces quatre lignes, je pense qu'il y aurait lieu de déterminer le chiffre à stipuler dans les conventions des indemnités au paiement desquelles les compagnies devront être soumises en cas de retard, tant dans la présentation des projets définitifs que dans l'exécution des travaux. Il paraît juste, en effet, de n'imposer pour ces chemins que des chiffres d'amende en rapport avec leur faible importance, ainsi que le Conseil général l'a fait pour d'autres lignes dans sa séance du 5 avril dernier. — Je prie l'assemblée de vouloir bien prendre une decision à ce sujet.

Le Conseil général a été officieusement saisi par divers industriels, dans sa session d'avril, d'un avant-projet ayant pour objet l'établissement d'un chemin de fer de Carvin à Orchies. Les auteurs de ce projet que je remets sous les yeux de l'Assemblée, demandaient que la concession du chemin leur fût promise dans le cas où ils parviendraient à former une compagnie ; mais ce but n'est pas encore atteint. Le Conseil général jugera de la suite à donner à cette affaire, qui ne paraît pas se présenter dans les meilleures conditions de prospérité.

VŒUX DU CONSEIL GÉNÉRAL.

Le Conseil général a émis en 1871 les vœux suivants sur le service des chemins de fer :

Abrogation de l'arrêté ministériel du 5 avril 1871 sur les délais de transport des marchandises. Cet arrêté a cessé d'être en vigueur par l'effet d'un nouvel arrêté du Ministre, du 29 décembre 1871, qui a rétabli les délais ordinaires.

Établissement d'une passerelle à Hazebrouck, au passage à niveau de la route nationale n° 16. — Un décret du 16 octobre 1871 a approuvé le projet présenté par la Compagnie du Nord pour la construction de cette passerelle.

Établissement d'une station à Onnaing. — Le même décret a approuvé un projet de la Compagnie montant à 118,000 fr., pour l'agrandissement de cette station. Je compte que les travaux ne tarderont pas à être exécutés.

Substitution d'un passage supérieur au passage à niveau de la route départementale n° 12, près de la gare d'Aulnoye. — Ce passage à niveau a été construit, mais la commune a réclamé au sujet des rampes de 4 centimètres qui y accèdent, La Compagnie s'étant conformée aux dispositions du projet approuvé par l'administration supérieure et aux conditions de son cahier des charges, cette réclamation n'a pu être prise en considération.

Ouverture d'une station à Wasquehal. — Un décret du 6 juin dernier a approuvé un projet présenté par la Compagnie pour l'établissement d'une gare aux marchandises dans cette commune. Les travaux à faire sont évalués à 78,000 fr.

Établissement de haltes à Nomain et Landas. — La Compagnie de Lille à Valenciennes et les communes se sont entendues, et les haltes projetées seront prochainement exécutées.

Qu'en concédant à la Compagnie du Nord le chemin de fer de Cambrai à la frontière vers Dour, le gouvernement l'oblige à rendre communs aux autres lignes les avantages qu'elles a consentis à celles de la Compagnie de Picardie et Flandres. Ce vœu a été signalé à l'administration supérieure.

Que le chemin de Somain à Tourcoing passe entre Fenain et Erre, et qu'une station soit établie à l'Est de Fenain. M. l'Ingénieur en chef Mahyer explique dans son rapport pour quels motifs cette demande n'a pu être prise en considération.

D'autres vœux ont été formulés par l'assemblée :

1° Service postal vers Dunkerque.

2° Train express aussi sur Dunkerque.

3° Établissement d'un service de voyageurs sur le chemin de fer de Lourches à Denain ;

4° Demande pour la délivrance de billets d'aller et retour dans les stations de Roubaix et Tourcoing ;

5° Raccordement de la ligne d'Abbeville à Béthune, avec celle de Béthune à Lille, dans Béthune, au lieu dit le Marché-aux-Chevaux.

Ces vœux ont été recommandés à l'attention de MM. les Ingénieurs du contrôle. Les quatre premiers sont encore en instruction ; j'aurai soin d'informer l'assemblée de la solution dont ils auront pu être l'objet. — En ce qui touche le cinquième, M. l'Ingénieur en chef Mahyer fait connaître que d'après les propositions soumises à l'administration supérieure, la gare actuelle du Nord, à Béthune, deviendrait commune à la ligne de Lille à Béthune, ainsi qu'à celles de Béthune à Abbeville et des Houillères.

SOUS-CHAPITRE V.

Enfants assistés.— Situation du service.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur départemental des enfants assistés, et les divers documents à l'appui, sur la situation de ce service pendant l'année 1871.

Situation générale.

Les enfants assistés se divisent en trois catégories principales :

1° Enfants de un jour à 12 ans ;

2° Enfants de 12 à 21 ans, dits pupilles de l'assistance ;

3° Enfants secourus temporairement.

Au 31 décembre 1871, le nombre de ces enfants et sa comparaison avec celui qui a été constaté pour 1870, s'établissaient ainsi qu'il suit :

1re Catégorie. — *Enfants de un jour à 12 ans.*

	NOMBRE au 31 déc. 1870.	NOMBRE au 31 déc. 1871.	Augmentation pour 1871.
Enfants trouvés.	16	18	2
Enfants abandonnés	773	776	3
Orphelins pauvres.	180	244	64
	969	1038	69

2e Catégorie. — *Pupilles de l'assistance, âgés de 12 à 21 ans.*

Nombre au 31 décembre 1870 . . .	427
Nombre au 31 décembre 1871 . . .	493
Augmentation pour 1871 . . .	66

3e Catégorie. — *Enfants secourus temporairement.*

Nombre au 31 décembre 1870 . . .	429
Nombre au 31 décembre 1871 . . .	431
Augmentation pour 1871 . . .	2

Le total des enfants assistés par le département s'élevait ainsi, au 31 décembre 1871, à 1962.

SAVOIR :

1re catégorie	1038
2e catégorie	493
3e catégorie	431
Total égal.	1962

Placements des enfants. Instruction.

Les placements et les rapatriements se font dans des conditions satisfaisantes.
Les enfants fréquentent les écoles.

Soins médicaux.

Les soins médicaux sont toujours donnés gratuitement par les médecins des bureaux de bienfaisance qui, à part quelques rares exceptions, remplissent convenablement leurs obligations.

Mortalité.

La mortalité des enfants a augmenté sensiblement en 1871, mais l'augmentation est due principalement à la variole épidémique, qui a fait, à elle seule, 20 victimes parmi les enfants de moins de 12 ans.

Comités de patronage.

Les comités de patronage ont pour mission d'assurer à l'enfant une protection efficace, facilitée par une surveillance de toutes les heures, s'exerçant à côté même du nourricier ou du maître d'apprentissage. Aussi le concours de ces comités est-il particulièrement recommmandé par les instructions ministérielles qui le considèrent comme indispensable à l'Inspecteur départemental. Un certain nombre de comités ont cessé de fonctionner dès que sont survenus les événements de guerre ; mais partout où il s'est présenté, M. l'Inspecteur a reçu de MM. les Maires l'assurance qu'ils allaient s'occuper de la réorganisation de ces comités et veiller à l'exécution de leurs obligations. J'adresserai de mon côté dans le même but les recommandations nécessaires aux administrations locales qui négligeraient d'utiliser ces précieux auxiliaires.

Séjour aux hospices.

M. l'Inspecteur a remarqué qu'un certain nombre de sujets valides sont conservés dans les hospices dépositaires au-delà du temps nécessaire, au préjudice des intérêts de l'État et du département. Je veillerai à ce qu'il soit remédié à cette situation.

Filles-mères. — mariages.

Vingt-cinq filles-mères, jouissant de secours temporaires, ont contracté mariage en 1871. C'est dix de plus qu'en 1870. L'allocation de 60 francs que le Conseil général accorde depuis quelques années pour les actes de cette nature, n'aura pas été sans influence sur leur augmentation ; le secours temporaire, en prévenant l'abandon, aura aussi contribué à cet heureux résultat.

Situation financière.

La situation financière du service des enfants assistés est loin d'être satisfaisante. Ainsi que j'ai eu l'honneur de le signaler au Conseil général dans sa dernière session, un déficit considérable s'est produit sur les opérations de l'année 1871, et se reproduira dans une proportion à peu près égale sur celle de l'année 1872. Les allocations annuelles devront aussi à l'avenir être élevées au niveau des dépenses faites pendant chacune des deux années susdites, si l'on veut éviter de nouveaux mécomptes.

Aggravation des charges départementales. — Causes.

Cette situation est très-regrettable. Il est toutefois facile de l'expliquer et de la justifier. Deux causes principales l'ont créée, savoir : d'une part, les modifications apportées par la loi du 5 mai 1869 dans les conditions financières du service ; d'autre part, les malheureux événements de guerre.

En exonérant les hospices dépositaires des dépenses intérieures que leur imposait le décret de 1811, la loi du 5 mai 1869 a par cela même augmenté les charges du département. Cette aggravation de charges, les instructions ministérielles relatives à l'exécution de la loi l'avaient signalée. Elles avaient en même temps appelé l'attention de l'administration départementale, sur les compensations que lui offrait la loi, par le concours de l'État aux dépenses, et pa. l'attribution au département du produit des fondations, dons et legs spéciaux faits à tous les hospices du département au profit des enfants assistés. Or, de ces deux compensations, la première, le concours de l'État, représente le douzième, au plus, des dépenses totales. Quant à la seconde, le produit des fondations, legs et donations, elle se réduit à néant pour le département du Nord, et ce résultat est d'autant plus significatif que dans la discussion de la loi et sans doute aussi dans la pensée du législateur, on avait compté beaucoup sur cette ressource, à tel point qu'on la supposait susceptible de couvrir et au-delà, à elle seule, le montant des dépenses intérieures.

L'autre cause principale des aggravations de charges qui sont venues peser sur le département consiste, comme je viens de l'indiquer, dans les événements de guerre qui se sont produits pendant les deux premières années d'application de la nouvelle loi, en 1870 et 1871. L'appel sous les drapeaux de tous les hommes valides, le chômage des ateliers, la désorganisation des services administratifs, ont nécessairement facilité et multiplié les abandons, ainsi que les secours temporaires. L'inspection s'occupe de la révision de toutes les décisions prises à cet égard ; déjà sur sa proposition j'ai opéré des radiations ; il y a lieu d'espérer que de nouvelles mesures pourront être prises dans ce sens. Mais on est obligé d'opérer avec ménagement ; il n'est pas facile de toucher aux situations acquises. Le temps seul permettra de ramener les choses à l'état normal.

En dehors des deux causes principales d'aggravation des charges départementales que je viens de signaler, il en est une troisième qui n'a peut-être pas encore, jusqu'à ce jour, exercé une bien grande influence, mais qui menace de peser considérablement à l'avenir sur les finances du département. Je veux parler de l'assimilation aux enfants assistés et, par conséquent, de l'admission aux hospices dépositaires comme aux secours temporaires, des orphelins pauvres appartenant à des villes et à des communes qui ont à leur disposition les moyens de les assister.

Orphelins pauvres.

La question de l'assimilation des orphelins pauvres aux enfants trouvés et abandonnés, implicitement posée dans le décret de 1811 et dans la législation antérieure, a été résolue affirmativement par l'avis explicitement motivé du Conseil d'État, en date du 20 juillet 1842. Les instructions ministérielles, celles entre autres du 3 août 1869, concernant l'exécution de la loi du 5 mai précédent, ont recommandé de se conformer à cet avis. Cependant, de 1811 à 1842, l'assimilation avait toujours été interprétée dans un sens restrictif. Pour les communes rurales nécessiteuses, les orphelins étaient admis à l'assistance publique. Pour les villes et les communes ayant des ressources, les orphelins étaient laissés à la charge de l'assistance locale. Nonobstant les recommandations de la circulaire ministérielle du 5 mai 1869, l'un de mes

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

prédécesseurs a, dans son règlement du 21 mars 1870, art. 4, maintenu en ces termes l'interprétation restrictive suivie depuis longtemps dans le département : « Les orphelins pauvres » sont ceux qui n'ont ni père ni mère et sont sans moyens d'existence, soit dans leur famille, » soit par suite de l'insuffisance des ressources des établissements charitables des communes où » ils ont droit à l'assistance publique. » Le Conseil général a aussi lui-même admis cette interprétation, dans sa session de 1871, à l'occasion d'une réclamation de la ville du Câteau.

Dans cette situation, je ne puis que laisser au Conseil général le soin d'examiner à nouveau la question et de décider si l'interprétation donnée jusqu'à ce jour, à part quelques exceptions dans le département, au décret de 1811, en ce qui touche les orphelins, doit continuer à y être appliquée.

Les administrations hospitalières des villes et communes ayant des ressources, se sont conformées généralement sans opposition aux anciens errements, par ce motif que jusqu'à la promulgation de la loi de 1869, elles étaient chargées de toutes les dépenses intérieures, et qu'elles n'avaient pas grand interêt à revendiquer leurs droits à cet égard. Aujourd'hui qu'elles se trouvent légalement exonérées de ces dépenses, elles manifestent des dispositions contraires, et il est fortement à craindre, comme je l'ai indiqué ci-dessus, s'il leur est donné satisfaction, qu'avant peu les finances du département ne subissent un accroissement considérable de charges.

En résumé, on ne peut s'en prendre qu'à la loi des sacrifices considérables qui, depuis 1870, sont venus peser sur les finances du département et des aggravations de charges dont elles sont aussi menacées pour l'avenir. Le seul moyen de remédier radicalement à la situation, consisterait dans une révision de la loi assurant une répartition plus équitable des charges. Le Conseil général appréciera si cette révision serait réellement justifiée, et s'il serait opportun d'émettre un vœu dans ce sens.

Dépenses et recettes. — Année 1871.

Les dépenses de l'exercice 1871 se sont élevées, ainsi que le constate le rapport de M. l'Inspecteur départemental, à la somme de 235,984 fr. 13 c., savoir :

Dépenses intérieures.	45,012 fr.	23 c.
Dépenses extérieures.	181,349	77
Ensemble.	226,362	»
Dépenses d'inspection avancées à l'État par le département. . . .	9,622	13
Total égal.	235,984	13
Le crédit alloué au budget de 1871 pour pourvoir à ces dépenses, n'étant que de	174,600	»
Il y a insuffisance de crédit de.	61,384	13
Toutefois la situation budgétaire le permettant, on a payé en dehors du crédit, pour cause d'urgence, à divers, une somme de	16,396	34
De sorte que la somme restant à créditer pour solde des dépenses de 1871, se réduit à	44,987	79

Sur la dépense totale constatée ci-dessus de . . . . . 235,984 fr. 13 c.
Le département avait droit au remboursement, savoir :

De la part de l'Etat :

1° Du 5e des dépenses intérieures, soit. $\frac{45.012 \text{ fr. } 23 \text{ c.}}{5}$ = 9,002 44

2° Du montant des frais d'inspection, ci. 9,622 13

De la part des communes :

Du 5e des dépenses extérieures, soit. $\frac{181.349 \text{ fr. } 77 \text{ c.}}{5}$ = 36,270 »

Ensemble à déduire. . . . 54,894 57 54,894 57

La dépense de 1871 à la charge du département se réduit en conséquence à. 181,089 56

Année 1872.

Les dépenses de 1872 ne sont pas connues ; mais, d'après les prévisions, elles s'élèveront approximativement au chiffre de celles de 1871, déduction faite des frais d'inspection qui, cette année, seront payés directement par l'Etat, soit :

236,000 -- 10,000 = 226,000 »

Le crédit alloué n'étant que de. . . . . 162,400 »

Il reste à créditer pour solde. . . . . 63,600 »

Sur la dépense de. . . . . 226,000 »

Il y a lieu de déduire :

1° Le 5e des dépenses intérieures à la charge de l'État, soit. $\frac{45.000}{5}$ = 9,000 »

2° Le 5e des dépenses extérieures à la charge des communes, soit. $\frac{181.000}{5}$ = 36,000 »

Ensemble. . . . . 45,200 » 45,200 »

Reste net d'après les prévisions à la charge du département, pour 1872 180,800 »

Année 1873.

En ce qui concerne les dépenses à faire en 1873, M. l'Inspecteur départemental estime que les économies projetées sur les enfants actuellement assistés, pourront être compensées en partie par des admissions d'orphelins pauvres, et que les dépenses à faire pourront s'élever, déduction faite de 10,000 fr. pour frais d'inspection, à payer directement par l'Etat, à. . . . . 220,000 »

A reporter. . . . . 220,000 »

	Report. . . .	220,000 fr.

se répartissant approximativement, savoir :

Dépenses intérieures.	44,000 fr.	
Dépenses extérieures.	176,000	
	220,000	

Dont :

A la charge de l'Etat un cinquième des dépenses intérieures, ci.	8,800	
A la charge des communes, un cinquième des dépenses extérieures, ci	35,200	
Ensemble. . . .	44,000	44,000
Il restera ainsi définitivement à la charge du département, pour 1873 .		176,000

Résumé. En résumé, la situation se règle ainsi qu'il suit :

1° *Dépenses.*

Année 1871 (compris frais d'inspection)		235,984 fr. 13 c.
Année 1872 (par prévision, déduction faite des frais d'inspection) . .		226,000 »
Année 1873 (par prévision, frais d'inspection déduits).		220,000 »
		681,984 13

2° *Crédits alloués,*

Année 1871. — 174,600 + 16,396 34 = . . .	190,996	34	
Année 1872.	162,400	»	
Ensemble. . . .	353,396	34	353,396 34
Reste à créditer pour solde. . . .			328,587 79

Se décomposant comme suit :

Année 1871	44,987	79
Année 1872	63,600	»
Année 1873	220,000	»

3° *Ressources créées et à créer en atténuation des charges départementales.*

Année 1871. — Le cinquième incombant à l'Etat des dépenses intérieures, plus les frais d'inspection 9,002 44 + 9,622 13 = ...	18,624	57	54,894 fr. 57 c.
Le cinquième incombant aux communes, des dépenses extérieures	36,270	»	
Année 1872. — Le cinquième des dépenses intérieures à la charge de l'Etat.	9,000	»	45,200 »
Le cinquième des dépenses extérieures, à la charge des communes.	36,200	»	
Année 1873. — Le cinquième des dépenses intérieures, à la charge de l'Etat.	8,800	»	44,000 »
Le cinquième des dépenses extérieures, à la charge des communes.	35,200	»	
Total. . . .	144,094	57	

4° Dépenses à la charge du département.

Les dépenses totales s'élevant à.	681,984	13
Et les contingents de l'Etat et des communes à.	144,094	57
Il restera net à la charge du département, pour les trois années, une dépense de.	537,889	56

Se répartissant comme suit :

Année 1871.	181,089	56
Année 1872.	180,800	»
Année 1873.	176,000	»
Total égal. . . .	537,889	56

En conséquence de l'exposé qui précède, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général les propositions budgétaires suivantes :

Budget rectificatif de 1872.

Dépenses.

Année 1871.	235,984 fr.	13 c.		
Crédité au budget primitif.	190,996	34		
Reste à créditer. . . .	44,987	79	44,987	79
Année 1872.	226,000	»		
Crédité au budget primitif.	162,400	»		
Reste à créditer.	63,600	»	63,600	»
Total à créditer. . . .			108,587	79

Recettes.

A la charge de l'Etat :

1° Le cinquième des dépenses intérieures et les frais d'inspection pour 1871.	18,624	57		
A déduire comme déjà inscrit au budget de 1871, 7,000 + 8,000	15,000	»		
Reste. . . .	3,624	57	3,624	57
2° Le cinquième des dépenses intérieures de 1872 .	9,000	»		
A déduire, inscrits en recette au budget de 1872. .	3,200	»		
Reste. . . .	5,800	»	5,800	»

A la charge des communes :

1° Le cinquième des dépenses extérieures de 1871.	36,270	»		
A déduire, inscrits au budget de 1871.	26,200	»		
Reste. . . .	10,070	»	10,070	»
2° Le cinquième des dépenses extérieures de 1872.	36,200	»		
A déduire, inscrits au budget de 1872.	29,200	»		
Reste. . . .	7,000	»	7,000	»
Prélèvement sur les fonds libres de 1871			70,993	22
Prélèvement sur les ressources de 1873			11,100	»
Total des recettes. . . .			108,587	79

Budget de 1873.

Dèpenses.

1° Service intérieur :

Nourrices sédentaires et layettes ; frais de séjour à l'hospice . . . . . 44,000 fr.

2° Service extérieur :

Secours temporaires ; prix de pension et allocations réglementaires ou exceptionnelles concernant les enfants placés à la campagne ou dans les établissements spéciaux ; primes aux nourriciers ; frais d'école et fournitures scolaires ; frais de vêtures et de déplacement ; registres et imprimés ; frais de maladie et d'inhumation. 176,000

Total. . . . 220,000

Recettes.

Prélèvement sur les ressources du budget ordinaire.	176,000
Le cinquième à la charge de l'Etat des dépenses intérieures.	8,800
Le cinquième à la charge des communes des dépenses extérieures . .	35,200
Total. . . .	220,000

Le cinquième des dépenses extérieures à la charge des communes a été annuellement réparti, conformément aux précédents, avec l'adhésion du Conseil général, entre les communes ayant au moins 8,000 fr. de revenus ordinaires, chacune au prorata du chiffre de ses revenus. Le Conseil général appréciera, s'il y a lieu, de continuer ce mode de répartition pour 1873.

SOUS-CHAPITRE VI.

Aliénés indigents.

1° *Compte de* 1871.

Les dépenses d'entretien et de traitement des aliénés indigents à la charge du département du Nord, pendant l'année 1871, ont été réglées comme ci-après :

1° Pensions dans les asiles publics d'Armentières et de Bailleul	364,774	»
2° Frais de séjour temporaire dans les hospices, de transport et de conduite..	12,576	48
Total	377,350	48
A déduire :		
Fonds fournis par les familles.	17,322 63	
Id. par les communes.	112,273 51	129,596 14
Reste à la charge du département.	247,754	34
Il a été payé sur le crédit ouvert au sous-chapitre VII du budget dudit exercice	242,712	66
Il reste donc à pourvoir à une dépense de	5,041	68

pour séjour temporaire dans divers établissements tefrais de transport.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil d'inscrire un crédit de pareille somme au budget rectificatif de 1872.

2° *Situation des dcpenses de* 1872.

Les dépenses d'entretien des six premiers mois ont été comme suit :

Asile d'Armentières . . .	1er trimestre.	38,643 35
	2e trimestre.	39,244 90
Asile de Bailleul.	1er trimestre	55,080 80
	2e trimestre.	55,317 05
	Total	188,286 10

EXERCICE 1871.

TABLEAU du mouvement des aliénés indigents, des dépenses qu'ils ont occasionnées et des ressources qui ont couvert ces dépenses.

	NOMBRE DES ALIÉNÉS INDIGENTS.						DÉPENSE TOTALE.	NATURE DES RESSOURCES qui ont couvert les DÉPENSES.	SOMMES.	EXCÉDANT ou déficit.
	Existants au 1er janvier 1871.	Admis pendant l'année.	SORTIS. Guéris.	SORTIS. Pour autres causes.	SORTIS. Décédés.	Restant au 1er janvier 1872.				
Hommes .	376	148	35	37	62	390		1° Par les aliénés ou leurs familles.	17,322 63	
							377,350 48	2° Par les hospices. . .	» »	Déficit (*).
								3° Par les communes . .	112,273 51	5,041 68
Femmes. .	566	127	36	2	46	609		4° Par le département. .	242,712 66	
								Total.	372,308 80	

(*) Ce déficit fait l'objet d'une demande de crédit au budget rectificatif de 1872.

Ces dépenses présentent sur celles des six mois correspondants de 1871 une augmentation de 11,621 fr. 80 c.

3° *Prévisions pour* 1873.

Le nombre des aliénés à la charge du département était, au 1er juillet 1872, savoir :

1° Dans l'asile d'Armentières, de	389
2° Dans l'asile de Bailleul, de.	616
Total.	1,005

Les prévisions du budget de 1873 ont été établies sur un nombre moyen de 1,005 aliénés.

La dépense qu'occasionneront ces aliénés, à raison de 401 fr. 50 c., pour les hommes, et de 365 fr. pour les femmes, s'élèvera à		381,023 50
Mais si l'on tient compte :		
1° Des fonds qui seront fournis par quelques familles et qu'on peut évaluer, d'après les résultats de l'exercice 1871, à	18,000 »	131,000 »
2° De la quote-part des communes, estimée d'après le même compte à	113,000 »	
Il ne reste que		250,023 50
à la charge du département.		
A ajouter pour les frais de transport, de conduite, de nourriture en route et de séjour temporaire dans les hospices ou asiles d'aliénés des autres départements ; en raison des dépeuses faites en 1871, et pour éviter tout nouveau mécompte, une somme de		13,976 50
Total du crédit à porter en dépense au sous-chapitre VI du budget de 1873 . .		395,000 »
Et en recette		131,000 »

Le Conseil général est appelé chaque année à donner son avis sur la proportion du concours des communes. Je lui propose de la maintenir comme il suit :

	dangereux	non dangereux
1° Communes de 100,000 francs de revenus et au-dessus .	40 p. %	50 p. %
2° Id. de 50,000 à 100,000 francs.	32	40
3° Id. de 20,000 à 50,000 francs.	26	32
4° Id. de 5,000 à 20,000 francs.	20	26
5° Id. de 1,000 à 5,000 francs	16	
6° Id. au-dessous de 1,000 francs.	13	16

J'estime enfin qu'il y a lieu de fixer à 150, comme les années précedentes, le nombre des places qui seront réservées dans chacun des asiles de Bailleul et d'Armentières, pour les aliénés non-dangereux.

Un nouveau mode de comptabilité a été adopté, à partir de 1872, en ce qui concerne le service des aliénés. Précédemment les contingents payés par les communes et par les familles pour ce service, étaient centralisés à la Trésorerie générale et formaient un compte spécial. — Aujourd'hui, ces ressources constituent l'un des produits éventuels du budget départemental ordinaire.

Il résulte de ces nouvelles dispositions :

1° Qu'au lieu de déduire des dépenses afférentes au service des aliénés, comme on le faisait autrefois, les contingents des communes et des familles, on doit inscrire au budget départemental le montant intégral des susdites dépenses ;

2° Que les fonds non employés sur le service des cotisations, à l'époque du 31 décembre 1871, doivent être versées dans la caisse des produits éventuels du département, pour recevoir leur affectation propre ;

3° Que les titres de perception restant à recouvrer, à ladite époque du 31 décembre, doivent être pris en charge au compte de 1872.

Or, à la date du 31 décembre 1871, il existait un excédant de recette de . . . 22,285 81
et des titres de perception pour une somme de. 41,796 72

Soit en totalité. 64,082 53

qui doivent figurer en recette et en dépense au budget de 1872.

D'un autre côté, les dépenses propres à l'exercice courant, évaluées à 373,000 fr., n'ont été créditées que jusqu'à concurrence de 355,000 fr., à cause de l'insuffisance des ressources, soit 18,000 fr. de déficit.

J'ai l'honneur, en conséquence, de proposer au Conseil général l'inscription au budget restificatif de 1872 :

1° En recette et en dépense, d'une somme de 64,082 fr. 53 c.

2° En dépense seulement, à prélever sur les ressources disponibles de 1871, d'une autre somme de 18,000 fr.

Aliénés. — Statistique.

Le Conseil général, dans sa session de 1871, a entendu le savant rapport de M. Testelin, sur la statistique des aliénés.

Je me suis empressé d'adresser des exemplaires de ce rapport aux Directeurs des trois asiles du département en les invitant à le communiquer aux médecins afin qu'ils puissent tirer profit des observations qui y sont consignées.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports de ces praticiens pour chacun des asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet.

J'y joins des tableaux du mouvement, pendant l'année 1871, dans ces trois établissements.

Ces tableaux, établis d'après le modèle adopté par le ministère pour servir à la statistique générale de France, m'ont paru satisfaire, en grande partie au désidératum contenu dans le rapport fait au nom du 3e bureau.

Ils présentent :

1° Le mouvement d'entrée et de sortie pendant l'année et la situation de l'effectif au 1er janvier et au 31 décembre ;

2° Les admissions volontaires et d'office ;

3° La durée de la maladie avant l'admission des aliénés admis pour la première fois dans un asile ;

4° La durée de la maladie avant l'admission. . . . . } des aliénés guéris dans
La durée du séjour d'ans l'asile. . . . . } l'année ;

5° La durée de la maladie avant l'admission. . . . . } des aliénés décédés pendant
La durée du séjour dans l'asile. . . . . } l'année.

6° Les documents administratifs ;
7° Les recettes et dépenses de l'asile.

Dans la disposition des cadres, on a séparé les maladies mentales en quatre grandes divisions, savoir :

1° *La folie simple*, comprenant les différentes variétés de manie, lypémanie et de monomanie, les folies circulaires et à double forme, le délire des persécutions, la folie raisonnante, et la démence organique ou consécutive ;

2° *La folie* compliquée de paralysie ou d'épilepsie ;

3° *La démence sénile*, c'est-à-dire l'affaiblissement lent et progressif des facultés intellectuelles, par effet de l'âge ;

4° *L'idiotie et le crétinisme* qui, quoique dissemblables sur certains points, constituent toutes deux l'absence ou l'arrêt des développements des facultés intellectuelles ou morales.

Voici le résumé du mouvement des trois asiles :

	ASILE D'ARMENTIÈRES (Hommes).				ASILE DE BAILLEUL. (Femmes).				ASILE DE LOMMELET. (Hommes).				TOTAL GÉNÉ		
	Folie simple.	Folie compliquée de paralysie ou d'épilepsie.	Démence simple.	Idiotie et crétinisme.	Folie simple.	Folie compliquée de paralysie ou d'épilepsie.	Démence simple.	Idiotie et crétinisme.	Folie simple.	Folie compliquée de paralysie ou d'épilepsie.	Démence simple.	Idiotie et crétinisme.	Hommes.	Femmes.	Les deux sexes.
Aliénés existants au 1er janvier	135	86	240	127	672	56	11	49	284	48	16	96	1.032	788	1.820
— admis dans l'année	82	53	24	25	119	14	22	10	62	16	2	9	270	165	435
Total des existances et des admissions.	217	139	264	152	791	70	33	59	346	64	18	105	1.302	953	2.255
Aliénés sortis ou décédés pendant l'année.	83	55	11	26	81	13	16	4	78	11	4	8	306	114	420
— restant le 31 décembre au soir.	134	124	220	126	710	57	17	55	268	53	14	97	996	839	1.835
Total des sortis et des restants.	217	139	264	152	791	70	33	59	346	64	18	105	1.302	953	2.255

Aliénés. — Asiles de Bailleul et d'Armentières.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une lettre de M. le Directeur de l'asile public d'aliénés de Bailleul, en réponse aux observations contenues dans le rapport, qui lui a été fait dans sa séance du 8 novembre 1871, au nom de son 3e bureau, sur la situation de cet établissement.

M. le Directeur, en rendant compte des améliorations déjà réalisées, annonce que l'administration de l'asile se propose de solliciter l'autorisation de contracter un emprunt de 200,000 fr.

à l'aide duquel, elle pourrait achever les travaux nécessaires pour compléter l'organisation des divers services, déjà très-bonne, et qui se trouverait alors dans les conditions les plus parfaites.

M. le Directeur, en terminant, exprime le désir que le Conseil général veuille bien honorer l'établissement de sa visite.

M. le Directeur de l'asile d'Armentières, m'a adressé en réponse aux observations critiques que renfermait, en ce qui le concerne, le rapport ci-dessus rappelé, le mémoire également ci-annexé que je soumets à l'appréciation du Conseil général.

Asiles d'aliénés d'Armentières. — Prix de pension.

Après avoir entendu un rapport très-complet présenté par l'honorable M. Testelin, au nom du troisième bureau, le Conseil général dans sa séance du 13 novembre 1871, a consenti à maintenir à 1 fr. 10 c. pour l'année 1872, le prix de journée des aliénés indigents du Nord à l'asile d'Armentières.

J'ai transmis cette délibération au directeur de l'établissement en appelant son attention sur les observations qui y étaient consignées.

D'un autre côté, j'ai recommandé à toute la sollicitude de M. le Ministre de l'Intérieur la question des dépenses du personnel en lui faisant remarquer que si les diminutions signalées par le Conseil général n'étaient pas immédiatement réalisables, il serait du moins à désirer que les nouveaux titulaires d'emploi à envoyer à Armentières prennent place désormais dans les dernières classes et non dans les premières.

Jusqu'à ce jour, aucune disposition nouvelle, dans ce sens, n'a pu être réalisée. Les charges par conséquent n'ont pas diminué, et M. le Directeur, dans un rapport que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil, expose que par suite du renchérissement des denrées alimentaires, le prix de journée de 1 fr. 10 c. est devenu insuffisant et qu'il constitue même l'asile en perte

Par suite, il demande que le prix de journée soit élevé, pour 1873, à 1 fr. 20 c. sauf à l'établissement à tenir compte ultérieurement au département de la concession faite.

Cette proposition, se rattachant à la question du projet de déplacement de l'asile, qui fera l'objet d'un rapport spécial, je ne puis que la soumettre à l'appréciation du Conseil général.

SOUS-CHAPITRE VII.

Secours de route et moyens de transport aux voyageurs indigents.

Les dépenses pour frais de transport et de secours de route aux voyageurs indigents, se sont élevées, en 1871, à 3,377 80

Savoir :

Secours de route.	536	85
Transports en voiture	»	»
Id. par les voies rapides.	2,764	15
Remboursement aux départements des avances faites pour le compte du département du Nord. . .	76	80
Total égal.	3,377	80

A déduire :

Remboursements à effectuer par les départements traversés des avances faites par le Nord, et dont le montant entre dans les recettes éventuelles diverses du budget départemental	2,075 30
Reste :	1,302 50

La dépense se trouve donc réduite en réalité à 1,302 fr. 50 c., mais le crédit de 1,600 francs ouvert au budget de 1871, n'en a pas moins été absorbé jusqu'à concurrence de 1,599 fr. 78 c., et il existe même un déficit de 1,778 fr. 02 c., au sujet duquel je propose un crédit de 1,626 fr. 01 c. au sous-chapitre XIV du budget de 1873.

Ce déficit est dû, comme en 1870, aux circonstances d'alors ; de nombreuses allocations de secours de route et de moyens de transport par chemin de fer, ayant dû être accordées dans les premiers mois de l'année 1871 à des individus de diverses catégories déplacés en raison des événements, soit de la guerre, soit de la commune.

Ces circonstances ne se représenteront certainement pas en 1873 ; mais, en raison des motifs d'humanité que M. le Ministre de l'Intérieur a fait ressortir dans sa circulaire du 1er mai 1867, les transports d'indigents par chemin de fer tendent à se généraliser. Il est donc nécessaire que les besoins du service soient assurés et j'ai l'honneur, en conséquence, de proposer au Conseil général de maintenir au budget de 1873 le crédit de 1,600 francs qui a été inscrit au budget de 1872.

La plus grande partie de ce crédit devant être remboursée au département, il n'y a pas lieu de le considérer comme une dépense réelle, mais comme une mesure de comptabilité.

Sociétés de charité maternelle

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les comptes des sociétés de charité maternelle de Lille, Douai et Valenciennes, pour 1871.

Ces comptes qui ont reçu l'approbation de M. le Ministre de l'Intérieur, témoignent des services si utiles et si dignes d'être encouragés, que ces œuvres éminemment charitables, rendent à la classe ouvrière ; aussi ai-je été heureux d'adresser à Mesdames les Présidentes et sociétaires, les félicitations de M. le Ministre pour le zèle et le dévouement qu'elles apportent dans l'accomplissement de leur mission.

La Société de Lille a distribué à 1094 femmes des secours montant à 44,511 fr., 45 c.

La Société de Douai, outre 3,720 fr. 50 c. de secours remis à 141 mères de famille, a dépensé pour venir en aide aux pauvres malades une somme de 1022, fr. 20 c.

Enfin, la Société de Valenciennes a réparti 4069 fr. 45 c. entre 158 femmes.

Ces secours sont d'autant plus importants, que la plus grande partie des ressources des sociétés proviennent de souscriptions volontaires recueillies par les dames sociétaires.

J'ajouterai que les distributions qui sont faites avec le zéle le plus charitable, sont en raison du chiffre des recettes. Or, en ce qui concerne la quotité de l'allocation de l'État, M. le

Ministre craint de ne pouvoir la maintenir au chiffre des années antérieures, le crédit spécial inscrit au budget de 1872 ayant dû être réduit d'un septième. Mais il exprime en même temps l'espoir que le Conseil général voudra bien venir en aide à des institutions qui rendent de si incontestables services à la classe ouvrière et préviennent ainsi des abandons d'enfants qui tomberaient à la charge du département.

Pour les encourager dans leur œuvre, le Conseil général, depuis plusieurs années, veut bien accorder aux trois sociétés maternelles un subside de 2,000 fr. qui se répartit :

1,000 fr. à Lille,
500 fr. à Douai,
500 fr. à Valenciennes.

Je propose la même allocation au budget de 1873, en priant le Conseil général de vouloir bien en élever le chiffre, s'il est possible.

Sociétés de Secours mutuels.

Chaque année le Conseil général reçoit communication du rapport presenté par la Commission supérieure d'encouragement sur la situation des Sociétés de Secours mutuels.

Ce document, à cause des événements, n'a pas été publié depuis 1870.

Le tableau ci-après résume la situation des Sociétés de Secours mutuels du département :

ARRONDISSEMENTS.	Nombre de Sociétés	NOMBRE DE			Secours accordés aux malades.	Honoraires des médecins.	Frais pharmaceutiques.
		Membres honoraires.	Membres participants.				
			Hommes.	Femmes.			
Avesnes	4	230	466	34	3,789 30	1,277 »	1,000 79
Cambrai	6	384	606	48	4,809 25	1,273 30	4,035 15
Douai	11	622	1,376	917	14,131 75	3,664 05	5,126 65
Dunkerque	5	329	1,049	20	6,146 »	2,072 97	10,325 83
Hazebrouck	23	1,015	2,938	34	18,462 65	3,652 40	4,008 52
Lille	130	2,993	16,826	1,448	137,753 92	25,311 47	23,399 39
Valenciennes	16	870	4,925	172	35,645 40	2,414 20	3,670 01
Situation au 31 décembre 1871	195	6,442	28,186	2,673	220,738 27	39,665 39	51,566 34
Situation au 31 décembre 1870	195	6,434	26,327	2,614	198,944 43	39,219 41	42.150 45
Augmentation pendant l'année 1871	»	8	1,859	59	21,793 84	445 88	9,415 89

Le nombre des Sociétés est resté stationnaire en 1871, mais il y a eu une augmentation de 1,924 membres, dont 8 honoraires, 1,859 hommes et 59 femmes.

Pendant ladite année, ces Sociétés ont dépensé pour secours, honoraires de médecins et frais pharmaceutiques, une somme de . . . . . 311,970 »

Si l'on y ajoute les dépenses faites par les 123 Sociétés non approuvées qui ont fonctionné en 1871, et dont les opérations se sont élevées à 97,031 58

On a, pour les 318 Sociétés existant dans le département, un total de. . . 409,001 58

Malgré l'importance des secours distribués par les 195 Sociétés approuvées, leurs réserves, qui étaient, à la fin de 1870, de 1,194,648 fr. 85 c., se sont accrues de 96,702 fr 98 c.

Elles s'élevaient, au 31 décembre 1871, à 1,291,351 fr. 83 c., savoir :

En capitaux placés.	457,415 03
A la Caisse de retraite, y compris les subventions de l'État	833,936 80
Ensemble.	1,291,351 83

Dans sa session de 1871, sur les conclusions d'un rapport remarquable, présenté par l'honorable M. Clavon, le Conseil général a bien voulu élever de 1,500 à 3,000 francs, pour 1872, l'allocation inscrite annuellement au budget du département, pour aider à la propagation des Sociétés de Secours mutuels.

Le Conseil a décidé, en outre, de prier M. Ducrocq, Inspecteur général desdites Sociétés, de rédiger une brochure contenant les lois, décrets, réglements, modèles de statuts, etc., relatifs aux associations mutuelles, pour être envoyée dans toutes les communes du département, avec recommandation à MM. les Maires de chercher à propager ces institutions.

Il a de plus décidé de refuser tout subside aux Sociétés n'admettant pas les femmes à titre de sociétaires.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général la brochure confiée aux soins de M. Ducrocq

Cette brochure, qui me paraît répondre complètement à la pensée du Conseil général, reproduit en tête sa déliberation de 1871.

Elle contient ensuite les textes de la législation qui régit les Sociétés de Secours mutuels, ainsi que ceux relatifs à la Caisse de retraite pour la vieillesse.

Enfin, elle se complète par un projet de statuts, dont chaque chapitre est précédé d'un exposé des motifs.

Comme annexe, M. Ducrocq donne un excellent modèle de registre de comptabilité, un tableau indiquant toutes les recettes et dépenses d'une Société depuis 1856, date de sa fondation, jusqu'au 1er mai 1871, et un second tableau constatant les bénéfices annuels de ladite Société sur la cotisation des membres participants.

Cette Société est précisément celle de Marcq-en-Barœul, dont M. Ducrocq est président. Par son excellente organisation, et les soins non moins intelligents que dévoués qui président à sa direction, la Société de Marcq-en-Barœul me paraît, en effet, mériter d'être présentée comme exemple.

Non-seulement cette Société fait face à toutes ses dépenses avec le produit des cotisations des membres participants, mais son principe est basé sur une économie de 8 fr. par sociétaire, économie qu'elle a réalisée et qui lui permet aujourd'hui d'assurer une pension de 5 fr. par année de sociétariat, à tous les membres qui atteindront 60 ou 65 années. De cette façon, un sociétaire qui entrera dans la Société à l'âge de 20 ans, pourra, à 60 ans, obtenir une pension viagère de 200 fr. par an, après s'être assuré pendant 40 années des indemnités pour les jours de maladie, et gratuitement, les médicaments et les visites du médecin.

D'autres Sociétés du département ne sont pas dans de moins bonnes conditions que celle de Marcq-en-Barœul, et méritent également d'être signalées à tous les points de vue comme exemple de ce que peut produire l'association mutuelle.

Je citerai en première ligne la Société générale de la ville de Douai, présidée depuis vingt ans par l'honorable M. Maurice, Membre du Conseil général.

Cette Société compte 1,384 membres participants, dont 722 femmes, et 248 membres honoraires.

Son fonds de retraite est d'environ 50,000 fr. et outre les avantages assurés par les Sociétés les mieux organisées, elle procure gratuitement, lorsque les père et mère sont sociétaires, les visites du médecin et les médicaments à tous les enfants de la famille.

De pareils résultats ne sauraient être trop répandus à titre d'encouragrment; ils sont aussi de nature à venir puissamment en aide à l'administration pour la propagation des Sociétés de Secours mutuels.

Aussitôt que j'aurai reçu tous les exemplaires de la brochure de M. Ducrocq, je les adresserai à MM les Maires, avec des recommandations spéciales, et en nombre suffisant pour qu'il en soit remis un exemplaire à toutes les Sociétés du département.

J'ai l'honneur de mettre également sous les yeux du Conseil général le rapport très-judicieux par lequel M. l'Inspecteur départemental résume les opérations des Sociétés de Secours mutuels pour l'année 1871.

Sur les 195 Sociétés approuvées du département, 130, comprenant 20,340 membres, appartiennent à l'arrondissement de Lille. Les six autres arrondissement ne possèdent donc ensemble que 65 sociétés, comptant 15,035 membres.

M. Ducrocq pense que si l'on veut arriver à de bons résultats dans les arrondissements, il serait indispensable d'y constituer, comme cela a eu lieu en 1866, pour l'arrondissement de Lille, une Commission d'encouragement choisie principalement parmi les hommes qui ont fait preuve de zèle, d'activité et d'intelligence dans la fondation et la présidence des Sociétés de Secours mutuels; et il ajoute qu'il serait à désirer qu'un Membre du Conseil général voulût bien accepter la présidence de la Commission, et indiquer les hommes qui pourraient la composer

Je recommande particulièrement à la bienveillante attention du Conseil général les faits et les observations consignés dans l'excellent rapport de M. Ducrocq, et j'ai l'honneur de proposer l'inscription au budget départemental de 1873, d'une allocation de 3,000 fr. égale à celle de 1872, pour encouragement aux Sociétés de Secours mutuels qui admettent les femmes à titre de sociétaires.

Le nombre des Sociétés qui se trouvent dans ce cas est aujourd'hui de 48 seulement, sur les 195 associations approuvées.

Bureau d'Assistance judiciaire.

En 1870 et années antérieures, un crédit de 210 fr. a été voté au budget départemental pour frais de bureau d'Assistance judiciaire. Mais la somme de 30 fr. attribuée au greffier du Tribunal de Lille ayant paru insuffisante pour le couvrir des dépenses auxquelles donne lieu l'Assistance judiciaire au bureau de cette ville, en raison de l'importance de la classe ouvrière dans l'arrondissement, et de l'admission des étrangers au bénéfice de la loi du 22 janvier 1851, le Conseil général a cru devoir élever, pour 1872, de 30 à 100 fr. l'allocation afférente au susdit bureau et porter le crédit à 280 fr.

J'ai l'honneur de proposer l'inscription du même crédit au budget de 1873.

Maison de refuge du Bon-Pasteur.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le tableau annuellement produit par Madame la Supérieure de la maison de refuge du Bon Pasteur, sur l'état moral des jeunes filles qui ont été reçues dans son établissement, au moyen des bourses payées sur les fonds du département.

Le Conseil général, dans sa session de 1871, a reconnu que de bons résultats sont obtenus au Bon-Pasteur au point de vue de la moralisation des jeunes filles.

La situation est toujours satisfaisante, et j'ai l'honneur de lui proposer de vouloir bien inscrire au budget de 1873, un crédit de 9,000 francs nécessaire à la continuation de l'entretien des bourses dans cet établissement.

Je mets sous ses yeux la délibération prise par le Conseil d'arrondissement de Lille au sujet de cet établissement.

Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon.

Pendant l'année 1871, seize individus (hommes et femmes), à la suite de condamnations pour mendicité prononcées par les tribunaux du département, ont été admis au dépôt de Montreuil-sous-Laon.

Le nombre de journées de détention s'est élevé à 1 253, lesquelles, au prix de 96 c. l'une, ont occasionné une dépense de	1,202	88
Le crédit voté étant de.	6,000	»
Il est resté disponible.	4,797	12

La moyenne de la durée du séjour au dépôt de chaque individu a été de 78 jours.

La mesure prise en vue de réprimer la mendicité a amené de trés-bons résultats ; le nombre des délits constatés a diminué, surtout dans les grands centres industriels, où il est plus facile de se procurer du travail.

Ainsi que je l'ai fait connaître au Conseil général, lors de sa session de 1871, le prix de journée à Montreuil a été élevé, à partir du 1er janvier 1872, de 96 c. à 1fr. 05 c. — En raison

de cette augmentation et en prévision des circonstances qui pourraient se produire en 1873, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de continuer d'inscrire au budget de cet exercice la somme de 6,000 fr. pour l'entretien des mendiants du département au dépôt de Montreuil.

Secours aux malades indigents.

Depuis cinq années déjà le Conseil général a bien voulu inscrire à son budget un crédit de mille francs sous ce titre : secours aux malades indigents.

Dans l'emploi de cette somme pour l'exercice 1871, je me suis efforcé de l'appliquer le plus souvent aux personnes privées de toutes ressources qui, nouvellement installés dans une localité, ne remplissaient pas les conditions nécessaires pour y avoir leur domicile de secours. En plusieurs circonstances également, j'en ai disposé en faveur des militaires rentrés dans leurs foyers après la guerre, et qui, sans avoir droit aux secours spécialement destinés aux blessés, étaient dans un état de maladie qui ne leur permettait pas de reprendre leurs travaux.

Le crédit alloué au budget de 1871 a été complétement épuisé, et dans les circonstances où nous nous trouvons actuellement, j'ai lieu de penser que cette somme sera complétement utilisée en 1872.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire un crédit de 1,000 fr. au budget de 1873.

Sourds-muets et jeunes aveugles.

Le Conseil général a bien voulu, en 1869, élever de 42,800 fr. à 44,550 fr. le crédit applicable aux dépenses d'entretien d'élèves boursiers et demi-boursiers du département, dans les institutions de sourds-muets et de jeunes aveugles de Lille.

Au moyen de ce crédit, le nombre des élèves qui participent aux encouragements du département, est actuellement de 98, savoir :

Institution de garçons.

Sourds-muets :	20 boursiers à 550 fr. . . .	11,000 fr.
—	17 demi-boursiers à 275 fr. . .	4,675
Aveugles :	5 boursiers à 600 fr.	3,000
—	12 demi-boursiers à 300 fr. . .	3,600

Institution de filles.

Sourdes-muettes :	27 boursières à 550 fr. . . .	14,850
—	3 demi-boursières à 275 fr. . .	825
Aveugles :	8 boursières à 600 fr. . . .	4,800
—	6 demi-boursières à 300 fr. . .	1,800
	Total égal. . . .	44,550 fr.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports produits et qui me paraissent établir suffisamment que les deux institutions de Saint-Maurice et de Lille, continuent à être parfaitement tenues, et que les élèves y sont toujours l'objet des soins les plus intelligents et les plus dévoués.

Depuis longtemps, il était question de transférer l'institution des garçons sur un terrain assez grand pour y exercer les élèves aux travaux agricoles et horticoles.

A moins d'obstacle imprévu, ce projet va recevoir son exécution au mois d'octobre prochain. L'établissement sera installé à Ronchin, à une faible distance des remparts de Lille, et à proximité des chemins de fer de Paris et de Tournai. Il dominera le nouveau champ de mars et les vastes plaines de Ronchin, et sous le rapport hygiénique, on ne trouverait pas, dit le directeur, de meilleure situation dans toute la banlieue de Lille.

Quant aux conditions d'installation, elles me paraissent ne rien laisser à désirer, si l'on considère que, outre les belles dépendances déjà existantes, l'administration de l'établissement fait élever un corps de bâtiment spacieux pour les classes, les dortoirs, etc., sur un terrain de 2 hectares 30 ares.

Dans sa séance du 14 mai dernier, la commission départementale, frappée du degré d'intérêt que présentaient les demandes de bourse qui lui étaient soumises, dont plusieurs dataient depuis un an, décida qu'en raison des rares vacances qui se produisent, le Conseil général sera prié, dans sa prochaine session, de vouloir bien augmenter le nombre des bourses du département dans les deux institutions de sourds-muets et de jeunes aveugles de Lille.

Voici la situation par rapport aux bourses qui doivent devenir disponibles au 1er octobre, et aux demandes qui sont parvenues à l'administration :

INSTITUTION DE FILLES.

	Bourses vacantes au 1er octobre	Bourses sollicitées.
Sourdes-muettes.	3 1/2.	8
Aveugles.	» 1/2.	1

INSTITUTION DE GARÇONS.

Sourds-muets.	2 1/2.	6
Aveugles.	» 1/2.	» 1/2

RÉSUMÉ.

Sourds-muets	6	14
Aveugles.	1.	1 1/2

En ce qui concerne les aveugles, deux demi-bourses vont devenir vacantes, et il est produit deux demandes pour une bourse et demie ; mais une des deux demi-bourses est actuellement occupée par le sieur Cau, Louis, de Tourcoing, en faveur duquel une prolongation d'une année d'études est sollicitée. Cet élève, dont la conduite est très-bonne, est digne de toute la sollicitude du Conseil général.

Si donc, comme j'ai l'honneur de le proposer, cette demande de prolongation est accueillie, il manquera pour pouvoir faire droit à toutes les demandes qui seront mises sous les yeux du Conseil général :

8 bourses de sourds-muets à 550 fr.	4,400 fr.
1 bourse d'aveugle à 600 fr.	600
Total.	5,000

Le Conseil général appréciera la suite à donner au vœu de sa Commmission permanente, vœu qui me paraît mériter toute son attention.

J'inscris dans mes propositions du budget départemental de 1873, une somme égale à celle allouée pour 1872, soit 44,550 francs

Jeunes aveugles. — Isntitution spéciale de Paris.

Depuis plusieurs années, le Conseil général veut bien voter un crédit de 700 fr. pour l'entretien dans l'institution spéciale de Paris, de deux demi-bourses de perfectionnement en faveur de jeunes aveugles du département. Les deux demi-bourses complémentaires sont accordées sur les fonds de l'État.

Une seule demi-bourse est actuellement occupée par le jeune Boucq, ancien élève de l'établissement de Fives, qui, ayant perdu une année à cause des événements, n'aura terminé ses études qu'à la fin de la présente année scolaire.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil les notes reçues sur la conduite et les progrès de cet élève.

Dans sa session de 1871, et sur le rapport par lequel je faisais connaître la vacance des deux demi-bourses, le Conseil général les avait attribuées aux jeunes Dufresne (David), d'Avesnes-lez-Aubert, et Richard (Hippolyte), de Rosult.

L'élève Dufresne, a été assez heureux de pouvoir être opéré par l'oculiste de l'institution de Paris, d'une cataracte stratifiée, et il a été renvoyé à sa famille dans un état visuel qui lu permet de se livrer à la plupart des travaux des voyants.

Quant à l'élève Richard, étant atteint d'épilepsie, il n'a pu être conservé dans l'établissement.

Les deux demi-bourses vont ainsi être vacantes à la fin du mois d'août prochain.

En annonçant le renvoi des deux élèves Dufresne et Richard, M. l'Inspecteur général directeur a fait remarquer que le département du Nord choisissait, parmi les élèves de l'école des aveugles de Lille, pour les envoyer achever leurs études à Paris, des sujets peu intelligents et dont les études commencées sans méthode ne pouvaient être menées à bonne fin.

J'ai communiqué ces observations à M. le Directeur de l'institution de Lille, qui répond à cet égard que les bons élèves ne se soucient nullement d'aller à Paris, pouvant aussi bien, sinon mieux, compléter leurs études musicales à l'établissement de Lille, où de plus, ils peuvent recevoir fréquemment la visite de leurs parents. Il ajoute, qu'au point de vue de la prospérité de cet établissement, il serait très-peu encourageant de lui voir enlever ses meilleurs

élèves, lorsqu'étant parvenu à leur faire surmonter les premières difficultés, l'enseignement devient moins difficile.

Le chef d'établissement exprime en conséquence l'espoir que le Conseil général voudra bien favoriser de préférence son institution départementale, soit en y plaçant quelques élèves de plus, soit en accordant une prolongation d'une ou deux années d'études aux élèves qui en auraient besoin.

Ainsi que jai l'honneur de l'indiquer dans mon rapport relatif aux institutions de Lille, la commission départementale, frappée de l'impossibilité où elle se trouvait d'accueillir des demandes déjà anciennes et révélant des situations très-dignes d'intérêt, a dans sa séance du 24 mai dernier, décidé que le Conseil général serait prié de vouloir bien augmenter le nombre des bourses départementales de sourds-muets et de jeunes aveugles, entretenues dans ces institutions.

En présence de ce vœu de sa commission et des observations ci-dessus, le Conseil général appréciera, s'il y a lieu de maintenir le crédit de 700 fr. pour l'entretien de deux demi-bourses d'aveugles dans l'institution de Paris.

J'inscris la même somme de 700 fr. dans mes propositions du budget départemental de 1873.

Œuvre des orphelins de la guerre.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a bien voulu voter au profit de l'œuvre des orphelins de la guerre, une somme de dix mille francs, payable en dix années à partir de 1871.

J'inscris la 3e annuité au budget départemental de 1873.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le procès-verbal de la dernière réunion des dames patronesses, qui a eu lieu sous la présidence de Monseigneur l'Archevêque de Cambrai, président d'honneur.

Déjà 175 orphelins du département, appartenant à tous les arrondissements, reçoivent des secours de cette œuvre éminemment charitable et patriotique.

Ces secours s'élèvent annuellement à 25,000 fr. environ.

Les ressources acquises n'assurent pas encore la somme nécessaire pour donner aux orphelins secourus l'assistance dont ils ont besoin jusqu'à l'âge de 18 ans ; maisje ne fais aucun doute que grâce au zèle et au dévouement des dames patronesses, l'œuvre ne produise des résultats aussi complets qu'il est possible de l'espérer. Ces dames sont, d'ailleurs, encouragées non seulement par la sympathie générale dont l'œuvre est entourée, mais aussi par de généreux donateurs parmi lesquels je suis heureux de constater MM. Holden et Cie de Croix, pour une somme de 10,000 fr.

Le capital mis à la disposition du Comité est aujourd'hui de près de 140,000 fr. et, outre la subvention du Conseil général le montant des cotisations annuelles des dames patronesses s'élève à 4,000 francs.

C'est au moyen de ces ressources réunies, grâce surtout au but tout à la fois charitable et patriotique et à la belle organisation de l'œuvre, que, selon l'expression du Trésorier, M. Longhaye, le département du Nord pourra s'honorer d'avoir recueilli, secouru, arraché à la misère tous les enfants de ses pauvres soldats, morts glorieusement pour la défense de la patrie.

Secours en cas d'extrême misère.

L'année dernière le Conseil général a bien voulu, sur ma proposition, élever à 4,000 fr. le crédit qu'il accorde chaque année pour les secours en cas d'extrême misère.

En effet, j'avais pu déjà constater l'insuffisance des 3,000 fr. votés précédemment en présence du nombre de personnes qui, après la guerre, se sont trouvées dans le dénuement le plus complet. Aussi le crédit a-t-il été complétement épuisé. Cette année encore, les demandes sont très-fréquentes, et je me vois forcé chaque jour de refuser des secours pour ne pas dépasser la limite du crédit alloué.

Conformément au désir exprimé par le Conseil général dans sa session de 1871, je me suis attaché à n'accorder un secours qu'après m'être entouré de renseignements précis sur la situation des pétitionnaires et la véracité des motifs par eux invoqués.

Je demande au Conseil général de vouloir bien maintenir pour 1873, le chiffre de 4,000 fr. pour le crédit des secours en cas d'extrême misère.

Colonie agricole de Mettray.

M. de Metz, Conseiller doyen honoraire à la Cour d'appel de Paris, fondateur de la colonie agricole de Mettray, m'a écrit pour me demander de recommander de nouveau son œuvre à la sollicitude du Conseil général.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil la lettre de M. de Metz. Elle est accompagnée d'une notice sur le système pénitentiaire et de renseignements sur la situation actuelle des colons qui provenaient du département du Nord.

Je n'ai pas besoin d'exposer de nouveau au Conseil les titres qui recommandent à sa sollicitude la colonie de Mettray. Cette maison a rendu d'incontestables services en corrigeant et dirigeant dans la voie du bien des natures indisciplinées et à l'égard desquelles les tribunaux s'étaient trouvés dans la nécessité de sévir.

De pareils résultats méritent d'être encouragés et je n'hésite pas à proposer au Conseil général de maintenir au budget départemental de 1873 le crédit annuel de 500 fr.

Colonie agricole de Mesnil-Saint-Firmin. — Subvention.

Le Conseil général alloue chaque année, depuis 1843, une somme de 250 francs, à titre d'encouragement, à la Société d'adoption pour les enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres, dont le siége est à Mesnil-Saint-Firmin, près Breteuil (Oise).

En compensation, cette Société reçoit chaque année quelques orphelins du département du Nord. Deux de ces orphelinsse trouvent actuellement à la Colonie. L'un, appartenant à l'hospice de Cambrai, âgé de 15 ans, exerce la professoin de laboureur; l'autre, âgé de 18 ans, sorti de l'hospice de Lille, exerce celle de jardinier. Deux autres orphelins du Nord ont aussi été admis dans la Colonie. L'un est placé sous la surveillance de l'établissement chez un cultivateur de Juvignies; l'autre a dû être envoyé, en vertu d'un jugement, dans une maison de correction.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport de M. le Directeur de la Colonie, concluant à la continuation de l'encouragement annuellement accordé à son établissement. Je remets en même temps sous les yeux de l'Assemblée départementale un exemplaire des statuts de l'Orphelinat.

L'utilité de l'Œuvre, qui compte aujourd'hui 29 années d'existence, n'étant pas douteuse, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de lui accorder, comme les années precédentes, une allocation de 250 francs.

J'inscris, en conséquence, un crédit de 250 fr. au projet de budget de 1873, sous-chapitre VII.

Société de patronage des jeunes libérés.

La Société de patronage des jeunes libérés du département, après avoir complété son organisation, a continué l'œuvre de moralisation confiée à ses soins.

Le nombre des enfants patronés suit une progression marquée. Il s'élevait, au 1er mai 1872, à 224. Le relevé ci-après fournit, par arrondissement, les renseignements détaillés sur la situation de chaque patroné :

Arrondissements.	Très-bien.	Bien.	Assez bien.	Médiocres ou douteux.	Mal.	Ayant subi de nouvelles condamnations.	Libérés à titre provisoire et réintégrés dans l'établissement pour mauvaise conduite.	Militaires ou engagés volontaires.	Majeurs.	Ayant quitté le département ou disparus	Décédés.	Situation particulière.	Renseignements négatifs.	Mariés	Totaux.
Lille	39	17	6	5	7	8	2	8	15	20	1	3	8	2	141
Avesnes. . . .	3	2	2	2	3	»	»	3	3	»	»	»	»	»	18
Cambrai . . .	1	2	1	1	1	1	»	2	8	3	1	»	»	»	21
Douai.	1	»	2	»	1	1	»	»	3	»	»	»	»	»	8
Dunkerque. . .	3	3	1	»	»	1	»	1	5	1	»	»	»	»	15
Hazebrouck . .	5	»	»	2	1	1	»	2	»	1	1	»	»	»	13
Valenciennes. .	»	1	»	2	»	»	»	1	»	4	»	»	»	»	8
Totaux. . .	52	25	12	12	13	12	2	17	34	29	3	3	8	2	224

Il résulte de ce relevé que sur 224 patronés, 13 seulement étaient mal notés, et que l'on ne comptait que 12 récidivistes. De pareils résultats sont satisfaisants. Ils attestent la sollicitude de la société en faveur des jeunes gens dont elle s'occupe, et pour la mettre à même de continuer l'œuvre de bienfaisance et de moralisation, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire au budget de 1873 une nouvelle allocation de 1,000 *francs*, égale à celle votée pour les exercices antérieurs.

Société générale de patronage des orphelinats agricoles.

Depuis plusieurs années, le Conseil général veut bien allouer une subvention annuelle de 100 francs à la Société générale de patronage des orphelinats agricoles.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général la lettre par laquelle M. Drouyn de Lhuys, Président de la Société, sollicite la même allocation pour 1873.

Un assez grand nombre de jeunes gens ont déjà été placés par les soins de cette Société dans divers établissements ; de plus, elle a, par des secours pécuniaires, concouru à la fondation d'œuvres nouvelles.

Aujourd'hui ses ressources devront être consacrées en partie à offrir un asile aux orphelins venant de l'Alsace et de la Lorraine.

Cette Société ayant un but éminemment utile et charitable, je prie le Conseil général de vouloir bien lui continuer sa bienveillance en lui accordant l'allocation de 100 francs qu'elle sollicite pour 1873.

Société des prêts au travail.

Depuis plusieurs années le Conseil général veut bien allouer un crédit annuel de 200 fr. au profit de la Société des prêts au travail (ancienne société du prince impérial).

Par suite des événements, les comités existant dans le département n'ont fait aucun prêt en 1871; mais en présence du but utile de cette société, qui a déjà rendu de précieux services à des ouvriers honnêtes et courageux, je ne fais aucun doute que les comités institués à Cambrai, Hazebrouck, Douai, Valenciennes et Lille ne reprennent leurs opérations dès cette année.

J'ai l'honneur de proposer, en conséquence, au Conseil général, de vouloir bien inscrire en faveur de cette œuvre la même allocation de 200 fr. au budget départemental de 1873.

Société humaine de Dunkerque.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport par lequel la Société humaine de Dunkerque sollicite pour 1873, la continuation du subside de 500 fr. qu'elle reçoit depuis longues années sur les fonds du département.

Les sinistres maritimes n'ont pas été fréquents pendant le dernier hiver, mais l'un eux a été l'occasion de la mort du brave Tixier, qui a été déjà signalée au Conseil général dans sa session de 1871.

La Société continue son œuvre de dévouement avec la plus louable sollicitude. Des carabines et flèches porte-amarres ont été approvisionnées par ses soins sur divers points du port ; et c'est grâce à cette précaution que le navire auquel l'infortuné Tixier voulait porter secours, put être heureusement sauvé.

L'exploitation des bains de mer est aussi de la part de cette Société l'objet d'une active surveillance.

Elle se voit aujourd'hui dans la nécessité de renouveler la plus grande partie de son matériel et surtout son grand canot de sauvetage.

Ce renouvellement va occasionner une dépense de 14,000 à 15,000 fr., dont l'avance sera faite par la Société centrale de Paris moyennant, comme d'habitude, le remboursement de cette somme par annuités sans intérêts.

La Société humaine dont l'existence remonte à 1834, justifiant de ses titres aux encouragements du département, je propose au Conseil général l'inscription au budget de 1873, du subside de 500 fr. qui lui est alloué chaque année.

Société centrale de sauvetage des naufragés.

Depuis plusieurs années, le Conseil général veut bien, en raison de l'établissement d'une station à Gravelines, accorder un subside annuel de 500 fr. à la Société centrale de sauvetage des naufragés.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général : 1° la lettre par laquelle M. le Vice-amiral de la Roncière-le-Noury, Président du Comité, sollicite la continuation de ce subside pour 1873 ; 2° et le compte-rendu de la dernière Assemblée générale tenue le 8 mai 1872.

Les services rendus par cette société justifient au plus haut point les encouragements qui lui sont accordés. En effet, son origine ne remonte qu'à six années, et déjà elle a sauvé 784 personnes, 46 bâtiments, et secouru 249 autres bâtiments.

Je propose au Conseil général de vouloir bien lui accorder pour 1873, un subside de 500 fr. égal à celui des années précédentes.

Monts-de-Piété.

Le département du Nord compte six Monts-de-Piété qui sont établis à Dunkerque, Lille, Roubaix, Cambrai, Douai et Valenciennes.

Ces établissements fonctionnent généralement dans des conditions satisfaisantes.

Le taux des prêts, compris droits de prisée et tous autres droits et frais accessoires, est de 14 p. % à Dunkerque ; 9 p. % à Lille : 14 p. % à Roubaix ; 12 p. % à Cambrai ; 15 p. % à Douai ; et 7 1/2 p. % à Valenciennes, soit, en moyenne, de 12 p. % pour les six établissements.

Le Conseil général a exprimé le désir, dans ses dernières sessions, de voir réduire ces taux. La situation financière des établissements n'a pas encore permis d'adopter cette mesure.

Les opérations des six Monts-de-Piété, pendant l'année 1871, présentent les résultats suivants :

1° *Engagements.*

	NOMBRE des ARTICLES.	MONTANT des SOMMES prêtées.
Dunkerque.	28,537	274,473 fr.
Lille.	203,294	1,300,897
Roubaix.	19,752	214,209
Cambrai.	17,453	74,777
Douai.	24,058	133,317
Valenciennes	33,090	239,432
Totaux.	326,184	2,237,105 fr.

Valeur moyenne par article. . . 6 fr. 86 c.

Les résultats de l'année 1870 étaient, savoir :

Nombre d'articles : 328,736. — Sommes prêtées : 2,246,597. — Moyenne par article : 6 fr. 83.

2° *Dégagements.*

	NOMBRE des ARTICLES.	SOMMES qui avaient été PRÊTÉES.
Dunkerque.	28,424	279,658 fr,
Lille.	206,382	1,290,847
Roubaix.	10,572	99,561
Cambrai.	19,542	99,777
Douai	23,282	129,582
Valenciennes	32,424	233,687
Totaux.	320,626	2,133,112 fr.

Les dégagements effectués pendant l'année 1870, s'élevaient, savoir :

Nombre d'articles : 313,286. — Sommes prêtées : 2,128,120 fr.

3° *Ventes.*

	NOMBRE des ARTICLES.	PRODUITS. MONTANT des PRÊTS.	INTÉRÊTS et FRAIS.	BONIS.	TOTAL.
Dunkerque	1,856	19,133 fr.	2,966 fr.	6,737 fr.	28,836 fr.
Lille.	8,859	82,902	7,897	29,647	120,446
Roubaix..	»	»	»	»	»
Cambrai	2,116	16,875	2,426	1,762	21,063
Douai	1,401	7,155	1,386	3,025	11,566
Valenciennes	3,301	28,577	2,705	5,351	36,633
Total	17,533	154,622 fr.	17,380 fr.	46,522 fr.	218,544 fr.

Les ventes de l'année 1870 comprenaient 10,491 articles et ont produit 117,919 francs.

En résumé, le résultat des opérations de l'année 1871 se traduit :

Par un bénéfice, pour Dunkerque, de 8,092 fr.; pour Lille, de 25,203 fr.; pour Douai, de 2,275 fr.; pour Cambrai, de 6,871 fr., ensemble.	42,441 fr.
Par un déficit, pour Roubaix, de 11,380 fr.; pour Valenciennes, de 122 fr., ensemble	11,502
Excédant des bénéfices sur les déficits.	30,939

Pour Roubaix, le Mont-de-Piété est de création toute récente. Il n'a pu être ouvert que le 1er juin 1871, et il n'a ainsi fonctiouné que sept mois de l'année 1871. L'ouverture a donné lieu à des frais importants de première installation. Ces circonstances expliquent le déficit assez notable résultant des opérations de cet établissement, déficit qui peut du reste être facilement couvert avec le fonds dont il dispose.

En ce qui concerne Valenciennes, le déficit trouve son explication dans le taux relativement restreint (7 1/2 p. %) des prêts de cet établissement.

De notables améliorations sont en voie d'exécution aux Monts-de-Piété de Dunkerque et de Lille. A Dunkerque, l'extension considérable des opérations a fait reconnaître la nécessité d'installer l'établissement dans des conditions en rapport avec l'importance de sa destination.

A cet effet, des constructions d'une valeur de 112,000 fr. environ s'élèvent, et permettront d'abandonner bientôt les locaux insuffisants où l'on s'était installé à titre provisoire, il y a environ

dix ans, époque de la fondation de l'établissement. A Lille, un bureau auxiliaire vient d'être ouvert dans un des quartiers les plus populaires; on va y transférer le siége des ventes. Le maximum du prêt gratuit de la Fondation Masurel vient aussi d'être porté de 100 fr. à 150 fr. Les capitaux dont dispose la Fondation permettent de pourvoir facilement à l'exécution de cette mesure qui viendra, on l'espère, étendre les bienfaits de l'Institution.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général, avec les observations à l'appui, les tableaux des renseignements fournis par MM. Directeurs des Monts-de-Piété sur les opérations et la situation de ces établissements.

Assistance publique. — Questionnaire.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les avis des Conseils d'arrondissement, quelques exemplaires d'un questionnaire présenté par la Commission chargée, en vertu d'une décision de l'Assemblée Nationale, de l'étude des questions de l'Assistance publique dans les campagnes.

Je prie le Conseil général de vouloir bien répondre à chacune des demandes de la Commission, et indiquer en même temps, comme elle en exprime le désir, les diverses mesures utiles à l'organisation de l'assistance dans les campagnes, qui ne figureraient pas dans le questionnaire.

Etablissements de bienfaisance. — Secours sur les fonds de l'État.

Aux termes de l'article 68 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général est appelé à dresser un tableau collectif de propositions, en les classant par ordre d'urgence, pour la répartition des secours annuellement accordés, sur les fonds de l'État, aux établissements et institutions de bienfaisance.

Le Conseil général n'ayant pu être saisi en temps opportun du règlement des propositions relatives aux secours alloués pour 1872, la Commission départementale a été, conformément aux instructions ministérielles, chargée de ce soin.

Une somme de 8,000 fr. était allouée pour 1872. La Commission a cru devoir la répartir d'abord entre les arrondissements, au prorata de la population, et cette premiére opération faite, elle a sous-réparti le contingent de chaque arrondissement entre les établissements les plus nécessiteux. Elle a ainsi, d'après ces bases, réparti définitivement l'allocation de 8,000 fr. entre les bureaux de bienfaisance de 35 communes, conformément au tableau ci-annexé.

Il s'agit aujourd'hui d'arrêter les bases de la répartition à faire pour l'année 1873.

En exécution de la circulaire du 30 mars 1872, j'ai préalablement transmis à M. le Ministre de l'Intérieur une situation conforme à celle ci-jointe des établissements de bienfaisance du département, laquelle doit servir d'élément à l'administration supérieure pour la répartition générale, entre les départements, du fonds de secours inscrit au projet de budget de 1873. Je compte recevoir avis, avant l'ouverture de la session de l'assemblée départementale, de la

décision qui aura fixé la part de secours, et je m'empresserai de la communiquer à l'Assemblée en la priant de pourvoir à l'établissement du tableau de propositions, conformément à l'article 68 de la loi du 10 août 1871.

Il n'échappera pas au Conseil général que l'allocation de 8,000 fr., accordée les années précédentes, représente une bien faible moyenne pour un département comme celui du Nord, où des besoins si considérables sont à satisfaire. Le Conseil jugera sans doute à propos si le chiffre de cette allocation n'est pas sensiblement augmenté pour l'année 1873, d'émettre un vœu pour l'obtention d'un contingent qui soit plus en rapport avec l'importance des besoins.

Hospices et Hopitaux.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général avec les documents à l'appui, un tableau présentant la situation générale des hospices et hôpitaux du département, au 31 décembre 1871.

Ces établissements hospitaliers, au nombre de 67, sont situés dans 51 villes et communes.

Les ressources se sont élevées, pour l'année 1871, à 5,986,502 fr.43, savoir :

Recettes de toute nature propres à l'exercice 1871	4,214,454 24
Fonds disponibles de l'exercice 1870.	1,772,048 16
Ensemble	5,986,502 43
Dépenses	4,331,028 18
Reliquat	1,655,474 25

Le nombre des lits est de 9,051.

Les dons et legs faits pendant l'année 1871 représentent une valeur de 161,585 fr.; les aliénations d'immeubles pendant la même année ont produit une ressource de 483,015 fr.

J'ai eu l'honneur de rendre compte au Conseil général, dans sa session de 1871, conformément à ses recommandations, des améliorations générales obtenues notamment en ce qui concerne le régime alimentaire. Ces améliorations se sont continuées en 1871, dans la mesure des ressources disponibles. Les rapports des commissions administratives que je mets sous les yeux de l'Assemblée départementale, témoignent suffisamment à cet égard de leurs efforts, de leur constante sollicitude pour les intérêts qui leur sont confiés. Ils autorisent à compter que nos établissements hospitaliers sont administrés et continueront à l'être d'une manière aussi satisfaisante que possible.

Établissements hospitaliers du département du Nord, en 1881.

NOMS des VILLES ET COMMUNES.	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS.	RECETTES de toute nature.	DÉPENSES de toute nature.	FONDS actuellement disponibles.	NOMBRE DE LITS.			
					Malades des deux sexes.	Infirmes, vieillards et incurables.	Enfants.	Personnel.
Arrondissement de Dunkerque.								
1 Bergues	Hospice et hôpital.	50,228 99	43,858 46	5,190 93	28	80	40	18
2 Bollezeele	Id.	8,612 46	8,422 62	178 21	8	40	4	8
3 Bourbourg	Id.	29,034 »	27,329 86	2,697 85	13	50	44	11
4 Dunkerque	Id.	158,606 »	174,393 »	37,499 »	113	196	90	56
5 Gravelines	Id.	4,568 »	5,202 96	1,632 »	»	32	»	2
6 Hondschoote	Id.	9,623 74	10,611 17	5,165 »	9	32	4	3
		260,673 19	269,818 07	52,362 99	171	430	182	98
Arrondissement d'Hazebrouck.								
1 Bailleul	Hospice	29,749 82	24,081 09	» »	»	100	20	7
2 Bailleul	Hôpital	13,742 49	8,452 14	» »	40	»	»	2
3 Cassel	Hospice	15,774 32	13,735 62	» »	»	34	34	4
4 Cassel	Pauvre école							
5 Estaires	Hospice	5,896 87	5,518 22	200 »	»	14	»	11
6 Hazebrouck	Hôpital-Hospice	37,078 89	36,097 60	206 83	14	70	40	11
7 La Gorgue	Hospice	3,063 58	3,350 »	» »	»	15	»	1
8 Merville	Id.	6,005 48	13,967 59	11,124 76	»	17	»	5
9 Morbecque	Id.	3,718 02	3,407 22	310 80	»	22	»	2
10 Steenbecque	Hôpital-Hospice	1,215 »	1,215 »	» »	»	10	2	2
11 Steenwerck	Id.	12,746 45	11,794 30	2,519 85	6	14	»	4
12 Steenwoorde	Hospice	15,629 39	16,545 48	4,943 55	»	16	»	3
13 Vieux-Berquin	Id.	2,802 68	2,786 64	133 21	»	22	»	4
		147,422 99	137,950 90	19,439 »	60	394	96	56
Arrondissement de Lille.								
1 Armentières	Hôpital et hospice.	104,291 01	105,793 89	956 39	40	84	96	32
2 Bondues	Id.	13,258 06	14,139 02	6,164 »	»	46	14	5
3 Bousbecques	Hospice	2,051 24	1,999 45	279 14	»	11	»	1
4 Comines	Hôpital et hospice.	37,735 92	26,578 56	20,982 79	28	64	»	11
5 Halluin	Hospice	7,021 70	7,109 »	149 31	»	35	»	2
6 Haubourdin	Hôpital-Hospice	10,377 55	25,405 72	24,610 04	»	57	»	»
7 Houplines (1)	Hospice	» »	» »	» »	»	»	»	»
8 La Bassée	Id.	14,338 87	13,496 91	2,261 78	»	55	»	5
9 La Chap.-d'Armentières	Id.	2,371 05	6,680 09	4,582 19	2	11	»	1
10 Lille	Hospice-Général.				195	1141	100	105
11 Id.	Vieux-Hommes et Bleuets.				»	148	»	24
12 Id.	Gantois				»	165	»	18
13 Id.	Stappaert	1,841,835 44	2,028,842 66	979,560 95	»	»	60	10
14 Id.	Saint-Roch				35	»	»	6
15 Id.	Saint-Sauveur				499	»	»	68
16 Linselles	Hospice	10,156 19	10,865 75	1,100 81	»	32	»	3
17 Loos	Id.	11,699 20	11,501 45	» »	»	8	»	3
18 Marcq-en-Barœul (2)	Id.	» »	» »	» »	»	»	»	»
19 Quesnoy-sur-Deûle	Id.	9,493 41	8,691 01	2,235 35	»	31	»	»
20 Roncq	Id.	4,383 50	4,307 94	61 68	»	24	»	2
21 Roubaix	Hôpital	189,991 91	264,498 74	52,602 34	255	»	»	52
22 Id.	Hospice				»	142	166	23
23 Seclin	Hôpital-Hospice	102,223 14	77,540 83	18,479 41	80	78	»	1
24 Tourcoing	Hospice-Général.	90,316 60	103,158 09	» »	»	120	117	13
25 Id.	Hôpital	37,855 25	33,971 96	» »	78	»	»	6
26 Wambrechies	Hospice	6,750 »	6,740 »	1,650 »	»	36	»	4
27 Wattrelos	Id.	14,245 76	16,788 59	18,106 94	»	46	40	7
		2,510,395 80	2,768,109 58	1,133,783 12	1212	2334	593	402

(1) Nouvellement autorisé.
(2) Idem.

Établissements hospitaliers du département du Nord, en 1871.

NOMS des VILLES ET COMMUNES.	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS.	RECETTES de toute nature.	DÉPENSES de toute nature.	FONDS actuellement disponibles.	NOMBRE DE LITS. Malades des deux sexes.	Infirmes, vieillards et incurables.	Enfants.	Personnel.
Arrondissement de Douai.								
1 Douai	Hôtel-Dieu	» »	109,863 26	» »	385	»	»	»
2 Id.	Hospice	423,949 11	240,166 28	90,717 31	»	530	»	30
3 Orchies	Id.	29,000 »	37,000 »	21,700 »	20	28	48	7
		452,949 11	357,029 48	112,417 31	405	558	48	37
Arrondissement de Cambrai.								
1 Cambrai (1)	Fon Van der Burch	59,230 »	55,533 »	102,460 »	110	»	»	15
2 Id.	Hospice-Général	247,845 54	241,289 74	222,292 72	127	276	56	57
3 Id.	Hôpital St.-Julien							
4 Le Câteau	Hôpital-Paturle	13,696 85	14,310 93	4,408 14	30	»	»	6
5 Solesmes	Hôpital-Hospice	3,320 »	3.320 »	» »	2	17	»	1
		324,092 39	284,453 67	329,160 86	269	293	56	79
Arrondissement de Valenciennes.								
1 Condé	Hospice	4,055 65	4,903 70	927 03	»	20	»	»
2 Saint-Amand	Hôpital-Hospice	46,608 20	39,511 23	50,657 11	10	76	16	3
3 Valenciennes	Hospice-Général							
4 Id.	Hôtel-Dieu							
5 Id.	Hôtellerie	307,345 94	303,405 19	10,980 48	122	462	35	54
6 Id.	Chartriers							
7 Id.	Orphelins							
		358,009 79	347,820 12	62,564 62	132	558	51	57
Arrondissement d'Avesnes.								
1 Avesnes	Hôpital-Hospice	34,118 14	31,941 43	5,416 11	60	30	»	8
2 Bavai	Hospice	4,670 »	4,687 11	1,052 09	»	15	1	»
3 Landrecies	Hôpital-Hospice	30,190 69	17,551 53	8,439 48	2	47	»	3
4 Le Quesnoy	Id.	42,610 15	44,063 86	16,881 07	102	45	20	10
5 Maubeuge	Id.	48,787 31	66,931 90	29,778 50	25	55	72	7
6 Solre-le-Château	Hospice	534 71	670 53	753 01	»	8	»	»
		160,911 »	165,846 36	62,320 26	189	200	93	28

RÉCAPITULATION par arrondissements.

	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS.							
Dunkerque	6	260,673 19	269,818 07	52,362 99	171	430	182	98
Hazebrouck	13	147,422 90	137,950 90	19,439 »	60	394	96	56
Lille	27	2,510,395 80	2,768,109 58	1,133,783 12	1212	2334	593	402
Douai	3	452,949 11	357,029 48	112,417 31	405	558	18	37
Cambrai	5	324,092 39	284,453 67	329,160 86	269	293	56	79
Valenciennes	7	358,009 79	347,820 12	62,564 62	132	558	51	57
Avesnes	6	160,911 »	165,846 36	62,320 26	189	200	93	28
	67	4,214,454 27	4,331,028 18	1,772,048 16	2438	4767	1089	757
								9051

(1) Les chiffres inscrits pour cette fondation sont ceux de l'année 1870, l'état de 1871 n'ayant pas été fourni.

Société d'Alsace-Lorraine. — Demande de subside.

En 1871, la Société d'Alsace-Lorraine, présidée par M. Robinet de Cléry, Procureur de la République à Lille, a présenté une demande de subside sur les fonds du département qui n'a pu être mise, en temps utile, sous les yeux du Conseil général.

J'ai l'honneur de communiquer cette demande au Conseil général, avec la nouvelle lettre que je viens de recevoir de M. Robinet de Cléry, ainsi que les statuts de la Société.

L'œuvre patriotique d'Alsace-Lorraine a pour but d'assurer l'hospitalité et ensuite du travail et des secours, au besoin, à nos malheureux compatriotes venant des pays annexés à l'Allemagne.

Cette Société, sagement organisée en dehors de tout esprit politique, mérite d'autant plus d'être encouragée que les émigrants se dirigent principalement sur les centres industriels qui n'ont pas eu trop à souffrir des malheurs de la guerre, c'est-à-dire là où ils peuvent espérer trouver plus facilement du travail.

Déjà, d'ailleurs, les personnes originaires d'Alsace-Lorraine sont en grand nombre dans le département du Nord, à Lille notamment.

En effet, près de 2,000 déclarations d'option pour la nationalité française me sont parvenues jusqu'à ce jour.

Je prends donc la liberté de recommander à toute la bienveillante sollicitude du Conseil général la demande de subside formée en faveur de la Société d'Alsace-Lorraine.

SOUS-CHAPITRE VIII.

Cultes.

Conformément aux résolutions prises les années précédentes par le Conseil général, je propose l'inscription au sous-chapitre VIII du budget de 1873, des crédits dont le détail suit, égaux à ceux qui ont été alloués pour 1872 et années antérieures, savoir :

Culte Catholique.

Indemnité à Mgr l'Archevêque.	5,000	»
Supplément de traitement aux trois Vicaires-généraux, à raison de 1,200 fr. chacun	3,600	»
Supplément de traitement aux dix chanoines, à raison de 1,000 fr, chacun. . .	10,000	»

Cultes dissidents.

Subside au Consistoire de Lille, pour dépenses du culte protestant.	1,200	»
— à la communauté israélite de la même ville	1,000	»
— — de Valenciennes.	500	»

SOUS-CHAPITRE IX.

Archives départementales, communales, hospitalières.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les rapports présentés par M. l'abbé Dehaisnes, sur la situation des archives départementales, communales et hospitalières.

Malgré les travaux considérables qui restaient à faire pour l'achèvement du second volume de l'inventaire sommaire des archives du département, M. l'archiviste a pu arriver à en faire imprimer les sept dernières feuilles.

En effet, il restait à opérer l'analyse des dix-neuf derniers volumes de l'importante collection des registres des chartes, et il a fallu faire la copie d'environ 200 lettres d'anoblissement conservées dans les manuscrits du fonds des 182 Colbert de la bibliothèque nationale.

Les feuilles placées cette année sous les yeux du Conseil général comprennent l'analyse de 3200 pièces. Ces feuilles, dit M. l'Archiviste, sont fécondes en documents curieux pour l'histoire des familles, et celle des grandes industries du pays : verrerie, métallurgie, exploitation des mines et carrières etc., etc.

En outre, M. l'Archiviste a entrepris le triage d'un *cumulus* de 1879 liasses, et déjà il est en mesure de pouvoir en donner les résultats dans son rapport.

Grâce aux soins et aux démarches de M. l'abbé Dehaisnes, plusieurs réintégrations ont pu être opérées au dépôt des archives départementales, et d'autres se poursuivent avec les villes de Valenciennes et de Bergues.

La bibliothèque dont le catalogue a été dressé d'après la méthode prescrite par l'arrêté ministériel du 25 juin 1841, s'est accrue d'un certain nombre d'ouvrages provenant de dons ou d'échange.

57 personnes, françaises ou étrangères dont les noms sont donnés par ordre alphabétique, ont fait ou provoqué, de juillet 1871 à juillet 1872, des recherches d'intérêt historique.

224 recherches ont été opérées dans la section administrative par l'administration ou par les particuliers ; 14 seulement sont restées infructueuses.

Les droits d'expédition de documents réclamés par des particuliers ont produit 20 fr. 50.

Un très-grand nombre de liasses et de registres ont été déposés en 1871 dans la section administrative, et l'inventaire s'en poursuit activement.

En outre, grâce à une activité et un travail prodigieux, M. l'Archiviste a pu visiter un grand nombre de dépôts d'archives communales sur lesquels il donne des renseignements très-précis.

La tenue de beaucoup de dépôts est négligée ou laisse à désirer. M. l'Archiviste a donné partout à cet égard, des conseils et des indications dont il y a lieu d'attendre d'excellents résultats.

Plusieurs inventaires d'archives communales ont éte terminés, d'autres sont en cours d'exécution. Bientôt, dit M. l'Archiviste, les villes auxquelles ces inventaires se rapportent, pourront connaître leur histoire et celle de leur bourgeoisie d'après les documents et établir aussi, par des preuves irrécusables leurs droits de propriété sur les biens communaux, les marais, les routes, les cours d'eau et les plantations.

Ces précieux résultats méritent d'être encouragés pour toutes les communes, et M. l'Archiviste y emploie tous ses soins.

L'inventaire des archives de Bourbourg a été approuvé par M. le Ministre de l'Intéreur qui ai témoigné le désir de voir imprimer ce travail le plus tôt possible. M. le Maire de Bourbourg a répondu à ce sujet que le conseil municipal consentirait sans doute à voter la moitié de la dépense si le Conseil genéral voulait bien se charger de l'autre moitié. Cette dépense monterait à environ 700 francs.

Le Conseil général appréciera si cette demande est susceptible d'être accueillie.

Les travaux résumés ci-dessus, témoignent de l'érudition, du zèle intelligent et du dévouement remarquables que M. Dehaisnes apporte dans l'accomplissement des importants services qui lui sont confiés. Je suis heureux de lui en témoigner ici la reconnaissance et les remerciements de l'administration.

M. l'Archiviste donne aussi sur ses collaborateurs d'excellents témoignages auxquels je m'associe complètement.

Le crédit inscrit au budget départemental de 1872, pour le service des archives a été fixé à la somme de 12,350 fr. qui se répartit de la manière suivante :

Traitement de M. l'Archiviste en chef	4,000 fr.
Traitement du chef de bureau	2,800 fr.
Traitement de deux employés	2,300 fr.
Salaire du garçon de bureau concierge	1,100 fr.
Frais de bureau, achats d'ouvrages, cartons, etc.	900 fr.
Inspection des archives communales	500 fr.
Impresssion de l'Inventaire des archives anciennes	750 fr.
Total . .	12,350 fr.

J'ai porté cette somme dans les prévisions du projet de budget de 1873.

Lycées. — Élèves boursiers départementaux

Le département du Nord entretient dans chacun des Lycées de Lille et de Douai, six bourses qui peuvent se subdiviser.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les notes fournies par les Proviseurs sur les quatorze élèves titulaires des bourses départementales.

Ces notes sont généralement satisfaisantes. Cependant quelques élèves sont signalés comme pouvant mieux faire. Je me propose d'appeler, à cet égard, l'attention des familles, en ne leur laissant pas ignorer que les bourses du département imposent aux titulaires l'obligation de s'en montrer dignes sous tous les rapports.

L'entretien de ces bourses donne lieu à une dépense annuelle de 9,600 fr. J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire un crédit de pareille somme au budget départemental de 1873.

Archives départementales. — Achat de portefeuilles.

Dans sa séance du 5 avril dernier, le Conseil général a bien voulu admettre le principe d'une dépense de 2,680 francs pour l'achat de 2,000 portefeuilles destinés à renfermer de nombreux documents, provenant d'un *cumulus* d'environ deux mille liasses dont M. l'archiviste a entrepris le dépouillement. Le Conseil a décidé en même temps que le crédit nécessaire serait alloué au budget du prochain exercice.

J'inscris en conséquence ladite somme de 2,680 fr. au budget départemental de 1873.

SOUS-CHAPITRE X.

Bibliothèques administratives

Le Conseil général alloue chaque année un crédit de 600 francs pour achat d'ouvrages destinés à la Bibliothèque de la Préfecture et à celles des sous-Préfectures.

Cette allocation qui est nécessaire pour maintenir les collections au courant, est également affectée au paiement de la reliure des livres en service dans les bureaux.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire la même somme de 600 francs au budget départemental de 1873.

Je joins au présent rapport l'état détaillé des dépenses imputées sur le crédit de 1871, qui a été absorbé en totalité.

Sociétés savantes. — Allocation de subsides.

Depuis plusieurs années, le Conseil général veut bien accorder les subventions suivantes aux sociétés scientifiques du département.

1° A la société d'agriculture, sciences et arts de Lille, 1,500 fr. dont 1,000 fr. applicables à ses concours annuels et 500 fr. pour son musée industriel	1.500 »
2° A la société d'agriculture, sciences et arts de Douai.	500 »
3° A la société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes.	500 »
4° A la société d'émulation de Cambrai	500 »
5° A la société Dunkerquoise pour l'encouragement des lettres et des arts. . . .	500 »
TOTAL.	3.500 »

Ces savantes sociétés dont les travaux sont appréciés et méritent toute sollicitude, justifient du bon emploi des subsides qui leur sont accordés et sollicitent la continuation des encouragements du département.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire le même crédit de 3,500 fr. et avec la même répartition, au budget de 1873.

Sociétés de musique et d'orphéons

Dans sa session de 1866, le Conseil général a bien voulu, sur la proposition de l'un de mes prédécesseurs, voter, à partir de 1867, un crédit de 3,000 francs affecté à l'achat d'instruments de musique et de partitions, non seulement pour des sociétés de nouvelle création, mais aussi pour des sociétés déjà existantes qui ayant besoin d'instruments pour se compléter, éprouveraient des difficultés à se les procurer par suite de la pénurie des ressources locales.

Ce subside fut élevé à 4,500 francs en 1870, et la même somme qui a été votée par le Conseil général en 1872, figurait également au budget de 1871, mais elle est restée disponible en totalité.

Aux termes de la loi du 10 août 1871, il appartient à la Commission départementale d'accorder les subsides sollicités sur les fonds du département. J'ai, en conséquence, mis sous ses yeux, dans sa séance du 23 janvier, les cinq demandes qui m'étaient parvenues, et dont j'ai l'honneur de communiquer les dossiers au Conseil général.

Il n'a pas semblé à la Commission que la situation des cinq sociétés fut plus particulièrement digne d'intérêt que celle des autres sociétés existant en grand nombre dans le département.

La question a été, par suite, complétement réservée.

Le Conseil général appréciera si le crédit doit être maintenu, sauf à déterminer les conditions dans lesquelles les secours pourront être accordés.

J'inscris la même somme de 4,500 francs dans mes propositions du budget de 1873.

Société centrale de médecine.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, la lettre par laquelle M. le Président de la Société centrale de médecine du département, sollicite la continuation, pour 1873, du subside alloué à cette association depuis longues années.

La Société de médecine donne, tous les mercredis, des consultations gratuites en faveur des indigents de l'arrondissement de Lille; elle publie un recueil mensuel contenant les comptes-rendus de ses séances et des travaux scientifiques qui lui sont soumis; elle entretient une bibliothèque et décerne chaque année des prix aux meilleurs mémoires qui lui sont adressés sur des sujets de médecine et de chirurgie. Les cinq prix de 1872, représentant une valeur de 900 francs, ont été décernés à la suite d'un brillant concours.

Cette Société faisant ainsi un très-utile emploi du subside du département, je prie le Conseil général de vouloir bien lui accorder la même allocation de 800 francs pour 1873.

Ecole de Médecine et de Pharmacie de Lille.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport annuel de M. le Directeur de l'École de Médecine et de Pharmacie de Lille, sur les travaux de l'École pendant l'année 1871.

Il résulte de ce document que le nombre des inscriptions qui, en 1869, avait été de 268, en 1870, de 352, s'est élevé pour 1871 à 398, dont 172 pour le grade de docteur.

Le personnel a subi de notables changements qui sont indiqués par M. le Directeur. En outre, le Conseil municipal a bien voulu voter les fonds nécessaires pour le traitement d'un adjoint chargé des conférences de physique médicale, et pour le traitement d'un chef de clinique. La nomination des deux titulaires a été proposée à M. le Ministre de l'Instruction publique.

Il y aura, de plus, l'année prochaine, un cours d'hygiène et de médecine légale. L'enseignement, qui comptera alors treize chaires, sera aussi complet que celui des facultés.

Le nombre des examens pour les grades d'officier de santé et de pharmacien de 2e classe, a diminué en 1871, mais la cause doit en être attribuée aux événements de 1870, qui ont détourné de leurs études les jeunes gens de 4e année, lesquels ont tous été attachés aux ambulances des mobiles et des mobilisés ou dans les hôpitaux.

M. le Directeur signale une diminution de 12 %, depuis 1861, dans le nombre des médecins du département, et constate que les sages-femmes diplomées sont de plus en plus rares.

430 communes du département manquent aujourd'hui de médecin.

Le service médical étant mal assuré dans le département, il en résulte qu'à la plus légère épidémie, des élèves sont demandés à l'École de Lille pour suppléer aux praticiens ou les seconder.

Comme moyen d'atténuer cette situation, M. le Directeur réclame de nouveau la création d'une Faculté de Médecine à Lille.

La nécessité de cette création a été reconnue depuis longtemps par le Conseil général, et il est évident que Lille avec sa nombreuse population, avec ses nombreux hôpitaux et ses riches collections d'histoire naturelle, réunit les éléments de succès d'un enseignement médical du premier degré.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a émis de nouveau le vœu que l'École de Médecine de Lille soit érigée en Faculté.

J'ai recommandé ce vœu à toute la sollicitude de M. le Ministre de l'Instruction publique qui, par sa dépêche du 30 novembre 1871, a fait connaître que plusieurs villes sont en instance pour obtenir d'être désignées comme siége de la Faculté précédemment établie à Strasbourg, qu'une enquête a été faite, et que les résultats en seront communiqués à l'Assemblée Nationale, qui fera connaître ses intentions. M. le Ministre ajoute qu'il ne manquera pas de signaler en temps utile les demandes du Conseil général en faveur de la ville de Lille.

J'ai rappelé cette affaire à M. le Ministre.

De plus, le Conseil municipal a pris, à la date du 12 juillet dernier, une délibération très-motivée, dont une copie sera communiquée au Conseil général, et par laquelle il prie instamment le Gouvernement de créer une Faculté de Médecine à Lille, et vote à l'unanimité l'engagement de pourvoir à tous les frais nécessités pour l'établissement, l'entretien et le service annuel de cette institution, en un mot, d'en supporter toutes les charges.

J'ai transmis cette délibération à M. le Ministre de l'Instruction publique en la recommandant à son bienveillant intérêt.

J'aurai soin de mettre également sous les yeux du Conseil général la réponse de M. le Ministre.

Cette question étant très-importante pour le département, le Conseil général jugera, sans doute, devoir insister pour l'érection en Faculté de l'Ecole de Médecine de Lille.

Je dois ajouter que cette École, parfaitement dirigée, rend tous les services qu'il est permis d'en attendre. M. le Directeur, comme MM. les Professeurs, méritent à cet égard les témoignages de satisfaction que je me plais à leur exprimer ici.

Chaque année, le Conseil général vote une somme de 6,500 fr. pour la part du département dans les frais d'entretien de l'École de Médecine et de Pharmacie de Lille, savoir :

5,000 fr. pour subvention applicable à l'ensemble des services ;
1,500 fr. pour le traitement du professeur du cours d'accouchement.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire les deux mêmes allocations au budget départemental de 1873.

Faculté de Droit de Douai. — Distribution de médailles et prix.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un rapport de M. le doyen de la Faculté de droit de Douai, sur l'état et les travaux de la faculté pendant l'année scolaire 1870-1871.

Il ressort de ce document que malgré les douloureux événements de cette période, le développement et les travaux de la faculté n'ont subi aucune interruption.

Le chiffre des inscriptions correspondant à 293 élèves, a été de 972, soit 44 de plus que l'année précédente.

Les examens ont atteint le chiffre de 283 ; dont 238 ont été suivis d'admission.

Bien que les études de quelques-uns des meilleurs élèves aient été interrompues par les événements, la faculté a pu décerner presque toutes les récompenses, dont 10 médailles et 9 mentions.

Depuis le rétablissement de la faculté en 1865, le Conseil général veut bien inscrire chaque année au budget départemental un crédit de 500 francs pour achat de médailles et de livres de droit à décerner en prix aux meilleurs éleves, à la suite des concours de fin d'année. Je propose la même allocation au budget de 1873.

Élèves artistes.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a alloué au budget de 1872, un crédit de 7,000 fr. en faveur de sept élèves artistes qui avaient été antérieurement admis à prendre part aux encouragements du département.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les notes qui m'ont été adressées sur ces sept élèves.

Peinte, Henri, sculpteur, de Cambrai, — élève de M. Cavelier, — 5e et dernière année de pension en 1872.

Laoust, André, sculpteur, de Douai, — élève de M. Jouffroy, — 5e et dernière année de pension en 1872.

Cordonnier, sculpteur, de La Madeleine,—3e année de pension en 1872.—Titulaire à Rome de la pension Wicart.

Commerre, Léon, peintre, de Lille —élève de M. Cabanel,—1re année de pension. — Sujet des plus distingués,— a obtenu en 1872 une 3e médaille en composition, le prix de la demi-figure peinte, dite du torse, — et a été admis en loge pour l'exécution du concours définitif du grand-prix.

Thibeau, Ernest, d'Anzin, architecte,—1re année de pension,—élève de M. Coquart,—a obtenu trois mentions en 1872, — n'a plus à subir que les épreuves du concours de construction pour être reçu en 1re classe.

Frère, Jean, sculpteur, de Cambrai, — 1re année de pension, — élève de M. Cavelier.

Meyronnet, Auguste, chanteur, de Lille,—1re année de pension,—élève de M. Danhauser,— a passé d'une manière très-satisfaisante ses examens de fin d'année et a été admis à concourir pour le solfège, le chant et l'opéra-comique, — a obtenu la 1re médaille du concours de solfége.

En votant les bourses attribuées à ces sept élèves, le Conseil général a décidé qu'un concours serait ouvert pour l'attribution des cinq pensions qui, suivant les prévisions, seront disponibles pour 1873, afin de maintenir à dix le nombre des bourses départementales accordées aux élèves artistes.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les procès-verbaux des examens qui ont eu lieu du 22 au 27 juillet dernier.

Sur les 15 candidats qui ont pris part au concours, 10 ont d'abord été classés par catégorie ainsi qu'il suit :

Musique.

1° Melle Vergin, Eugénie ;
2° Queulain, Léon ;
3° Rousselle Alphonse.

Architecture.

1° Lemaire, Edmond ;
2° Vandenbulcke, Adolphe.

Sculpture.

1° Darcq, Albert, avec supériorité marquée.
2° Scalbert, Jules.

Peinture.

1° Dewinter, Pharaon ;
2° Weerts, Jean-Baptiste ;
3° Nonclercq, Géry.

Puis la Commission a procédé à un classement général qui a donné les résultats suivants :

1° Darcq, Albert, sculpteur, de Lille, âgé de 24 ans ;
2° Lemaire, Edmond, architecte, d'Anzin, âgé de 19 ans ;
3° Melle Vergin, Eugénie, chanteuse, de Lille, âgé de 18 ans ;
4° Dewinter, Pharaon, peintre, de Lille, âgé de 22 ans 1/2 ;
5° Queulain, Léon, chanteur, de Lille, âgé de 25 ans.

Si ce classement de la Commission est accepté par le Conseil général, ainsi que j'ai l'honneur de le proposer, les dix pensions du département en faveur d'élèves artistes seront réparties pour 1873, entre les cinq candidats ci-dessus dénommés, et les élèves Cordonnier, Commerre, Thibeau, Frère et Meyronnet, qui en sont déjà titulaires.

J'inscris pour ces dix pensions une somme de 10,000 fr. au projet de budget pour 1873.

Ce rapport était préparé et imprimé en épreuve lorsque j'ai reçu la demande par laquelle M. Laoust, André, sculpteur, qui est arrivé au terme des cinq années de pension, sollicite du Conseil général la continuation de sa pension pour 1873.

Cet élève est l'objet de témoignages très-favorables de la part de son professeur, M. Jouffroy, membre de l'Institut, et de M. Guillaume, directeur de l'Ecole des Beaux-Arts. Il a exposé cette année au salon une statue qui a été fort remarquée par le jury.

Dans ces conditions, il est désirable à tous les points de vue que M. Laoust puisse achever ses études si bien commencées, et je me joins bien volontiers à son professeur ainsi qu'à M. le directeur de l'Ecole des Beaux-Arts, pour recommander la demande de ce jeune artiste à toute la bienveillance du Conseil général.

Commission historique.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le compte-rendu annuellement présenté par la Commission historique du département.

La Commission historique est arrivée au XII^{e} volume de son bulletin, dont la première partie se trouve ci-jointe.

Cette nouvelle publication contient les procès-verbaux des séances, où il est fait mention d'importantes découvertes archéologiques des époques franque, gauloise et gallo-romaine, faites à Lille et à Bouvines.

On y trouve ensuite un très-intéressant travail de M. le comte de Resbecq, sur l'institution de la *Noble Famille*, fondée à Lille, en 1686, à l'instar de Saint-Cyr.

Le volume sera complété par la suite de la statistique féodale, en ce qui concerne le Carembaut, l'un des cinq quartiers de la châtellenie de Lille.

Pour donner à la Commission historique les moyens de continuer la mission qui a présidé à sa fondation et qu'elle accomplit avec autant de zèle que de fruit, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget de 1873 du subside de 700 francs qu'elle reçoit annuellement.

Ecole centrale des arts et manufactures. — Le jeune Detrois.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a bien voulu accorder, pour 1872, une subvention de 400 fr. au jeune Detrois, André, élève à l'école centrale des arts et manufactures.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une demande par laquelle M. Detrois père, Inspecteur Principal du service des bâtiments à la mairie de Lille, sollicite la même faveur pour 1873.

Cette demande est accompagnée d'une lettre de M. le Directeur de l'école qui donne d'excellents témoignages sur le travail, l'aptitude et la conduite du jeune Detrois.

Ainsi que je l'exposais l'année dernière, la situation de M. Detrois père, les services qu'il rend à l'administration depuis longues années, et ses efforts pour donner une instruction utile à ses enfants, militent en sa faveur.

Je propose, en conséquence, au Conseil général, de vouloir bien accorder une deuxième année de pension au jeune Detrois, André.

J'inscris la somme de 400 fr. dans les prévisions du budget de 1873.

Commission météorologique du département du Nord.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a bien voulu élever de 300 à 500 fr. pour 1872, le subside accordé à la Commission météorologique du département.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport par lequel M. Meurein, Vice-président, en faisant connaître l'état des travaux de la Commission, sollicite le même subside de 500 fr. pour 1873.

Le Conseil général verra que ces travaux, auxquels sont associés aujourd'hui MM. les instituteurs, se poursuivent avec zèle, intelligence et dévouement.

Les faits observés, pour chaque orage, sont consignés sur des cartes muettes, qui sont ensuite centralisées à l'Observatoire national de France, et servent à la confection de cartes générales indiquant la marche des divers météores dans le monde entier.

Les investigations de la Commission se sont aussi portées sur la répartition des pluies dans les différentes localités du département du Nord. Les observateurs de 13 stations relèvent sur leurs registres les quantités de pluie recueillies chaque jour avec les pluviomètres recommandés par la section météorologique de l'Association scientifique de France, à qui les résultats sont adressés ainsi qu'à l'Observatoire de Paris.

Grâce à l'ordre et au dévouement qui président aux travaux de la Commission, une certaine somme est actuellement disponible, et M. le Vice-Président demande l'autorisation de l'employer à acheter des médailles qui seraient décernées aux correspondants les plus zélés, au nombre desquels il cite dès maintenant MM. Zandyck, docteur en médecine à Dunkerque; Géry-Dantu, cultivateur et fabricant de sucre à Steene; Looten, instituteur à Noordpeene; Windrif, docteur en médecine à Cassel; De Baecker, pharmacien à Hazebrouck; Edm. Jeanson, pharmacien à Armentières; Boileux, pharmacien à Cambrai; Rousseau, pharmacien à Bavai; Brochet, agent de navigation à Landrecies, et Caverne, pharmacien à Avesnes.

Les travaux de la Commission météorologique étant de nature à rendre de précieux services à la science et à l'agriculture, je propose au Conseil général de vouloir bien lui accorder, pour 1873, une allocation de 500 fr. égale à celle de 1872, et de décider qu'une partie de ce subside pourra être employée à l'achat de médailles à décerner aux correspondants les plus zélés.

Élèves sages-femmes.

Les quatre bourses que le département entretient à l'école d'accouchement de Paris sont devenues disponibles le 30 juin dernier.

A la suite d'un concours qui a eu lieu entre les diverses postulantes, la commission départementale a, dans sa séance du 14 mai, conféré ces bourses aux dénommées ci-après :

1° Berriot, Estelle, d'Etrœungt;
2° Bailly, Émélie, de Douai;
3° Covin, Sophie, de Catillon;
4° Godécaux, Philippine, de Pommereuil.

Je joins au présent rapport le procès-verbal des examens, constatant que onze postulantes y ont pris part, ainsi qu'un extrait de la délibération de la commission permanente.

La dépense d'entretien des quatre bourses dont il s'agit montant annuellement à 2,791 fr. j'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription d'un crédit de pareille somme au budget départemental de 1873.

École spéciale d'architecture à Paris

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général, avec deux programmes, une lettre circulaire de M. le Directeur de l'école spéciale d'architecture à Paris, relative à la fondation de bourses dans cet établissement.

Cette circulaire renferme l'offre de mettre *à la disposition de tout département, qui entretiendra une bourse à l'école une seconde bourse une fois donnée.*

Par le fait, le prix de pension, qui est évalué pour la durée de trois années d'études à 2,550 fr. se trouverait réduit pour chacun des deux élèves à 1,275 fr.

Le Conseil appréciera la suite qu'il jugera à propos de donner à cette demande.

SOUS-CHAPITRE XI.

Associations agricoles.

Par suite des circonstances et du typhus des bêtes à cornes, les crédits que le Conseil général veut bien allouer annuellement pour les concours agricoles n'ont pas été inscrits au budget départemental de 1871.

Les quelques concours restreints qui ont eu lieu en 1871, n'ont eu qu'une faible importance ; cependant le Comice agricole de Lille, ayant distribué des primes dans la pensée que le subside départemental de 2,500 fr. lui serait accordé comme les années précédentes, il en est résulté un déficit dans sa caisse de 1,550 fr.

J'ai eu l'honneur de soumettre au Conseil général, à sa session d'avril, une demande de M. le Président du Comice de Lille, tendant à obtenir pour 1871, sinon le subside ordinaire de 2,500 fr du moins une allocation de 1,500 fr. pour couvrir le déficit.

Le Conseil général ayant remis à sa prochaine session pour statuer sur cette demande, je le prie de vouloir bien prendre une décision à ce sujet

Le crédit de 15,700 fr. alloué au budget départemental de 1872, en faveur des sociétés agricoles se repartit comme suit :

Comice agricole....	de Lille	2,500
—	de Cambrai	2,500
Société d'agriculture	de Douai	2,500
—	de Valenciennes	2,500
—	d'Avesnes et de Maubeuge	1,900
—	de Dunkerque ou de Bourbourg	1,900
—	d'Hazebrouck ou de Bailleul	1,900
	Total	15,700

Les Sociétés de Lille, Cambrai, Douai, Valenciennes, et Dunkerque ont déjà pris leurs dispositions pour l'emploi des subsides qui leur sont accordés, et je suis heureux de pouvoir dire que le typhus des bêtes à cornes, qui a complétement cessé de sévir dans le département, depuis le 13 juin dernier, ne semble pas devoir mettre obstacle à ces projets.

Les Sociétés d'Avesnes et de Maubeuge sont en voie de fusion ; si l'entente s'établit, ces sociétés ont l'intention d'organiser une solennité agricole qui aura lieu vers la fin de la saison. Dans le cas contraire, le crédit qui leur est alloué restera sans emploi.

Le subside du département est accordé alternativement aux deux sociétés d'Hazebrouck et de Bailleul. C'est cette dernière société qui devait cette année offrir le concours, mais par suite du typhus contagieux, elle a décidé que ce concours n'aurait lieu qu'en 1873. Elle demande, en conséquence, que le crédit de 1,900 fr. auquel elle a droit pour 1872 et qui restera sans emploi, lui soit compté pour 1873

De son côté, la Société d'Hazebrouck ayant aussi l'intention d'organiser un concours en 1873, c'est une somme de 1,900 fr. qui est demandée sur cet exercice pour chacune des deux sociétés.

Il résulte cependant de la délibération du Conseil d'Hazebrouck, en date du 15 juillet dernier, que la Société d'agriculture de cette ville organise pour le 21 septembre prochain un concours agricole à Merville, pour lequel un subside de 500 fr. est demandé sur les fonds du département, avec l'appui du Conseil d'arrondissement.

En raison de l'ajournement du concours de la Société de Bailleul, cette demande de subside me paraît susceptible d'être accueillie.

Pour 1874, il n'y aurait plus qu'uu seul concours pour l'arrondissement, et par suite qu'une seule somme à inscrire au profit de l'une ou l'autre des deux sociétés. Daprès l'ordre établi ce serait la société de Bailleul qui y aurait droit.

Si donc, comme j'ai l'honneur de le proposer, le Conseil général veut bien adopter cette combinaison, le crédit à allouer au budget de 1873 sera de 17,600 fr. à répartir ainsi qu'il suit :

Comice agricole....	de Lille	2,500
—	de Cambrai	2,500
Société d'agriculture	de Douai	2,500
—	de Valenciennes	2,500
—	d'Avesnes et de Maubeuge	1,900
—	de Dunkerque ou de Bourbourg	1,900
—	d'Hazebrouck	1,900
—	de Bailleul	1,900
	Total égal	17,600

J'inscris cette somme en prévision au projet de budget de 1873,

Si le Conseil général faisait droit à la demande de subside du comice agricole de Lille, et à celle relative au concours de Merville, les subsides sollicités pourraient être prélevés, à cent francs près, sur la somme accordée pour 1872 à la société de Bailleul et qui restera sans emploi.

M. le Ministre de l'agriculture et du commerce a bien voulu allouer pour 1872, les subventions suivantes sur les fonds de l'Etat :

Comice agricole....	de Lille	1,500
—	de Cambrai	600
Société d'agriculture	de Valenciennes	1,200
—	de Douai	1,000
—	de Bourbourg	600
	Total .. .	4,900

Ces subventions sont égales à celles qui étaient allouées aux mêmes sociétés les années précédentes.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les vœux qui lui sont soumis par les sociétés d'agriculture de Valenciennes et de Bourbourg,

Voici ceux de la société de Valenciennes :

1° Nomination des membres des chambres consultatives d'agriculture par les associations agricoles, sociétés et comices ;

Communication de leurs délibérations aux sociétés ou comices pour être comprises dans leurs publications ;

2° Vœu que les expositions et les concours departementaux d'agriculture aient lieu tous les ans et successivement dans chacun des sept arrondissements ;

3° Vœu que des terrains militaires soient mis à la disposition des douaniers pour la culture des légumes dont ils ont besoin ;

4° Vœu pour qu'il soit donné suite au canal de jonction projeté depuis longtemps, dela Sambre à l'Escaut, avec port et débarcadère à Valenciennes ;

5° Questions des impôts sur les sucres, cafés, chicorées et alcools ;

6° Instruction primaire gratuite et obligatoire.

Les vœux de la Société de Bourbourg portent sur les points suivants :

1° Race chevaline. Abandon du mode d'encouragement adopté, et son remplacement par de larges primes accordées aux meilleurs étalons de gros trait ;

2° Chemins vicinaux. — Prompt achèvement du réseau subventionné ;

3° Nouveaux droits sur le sucre et l'alcool ; — conséquences à craindre au point de vue agricole et de la production ; — vœu pour la réduction à 20 francs des droits sur l'alcool employé au vinage et aux usages industriels.

Le Conseil général appréciera la suite qu'il peut y avoir lieu de donner à ces différents vœux.

Bergues. — Concours d'animaux de boucherie.

Le Conseil général a décidé, en 1871, que le département continuerait à contribuer chaque année pour une subvention de 2,000 fr. dans les dépenses du concours d'animaux de boucherie qui, de temps immémorial, se tient à Bergues le dimanche des Rameaux.

Le concours de 1872 n'a pu avoir lieu à cause de la peste bovine, et par suite le crédit alloué est resté sans emploi.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire une même somme de 2000 fr. au budget départemental de 1873.

Chambres consultatives d'Agriculture.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les résumés des travaux des Chambres consultatives d'agriculture pour l'année 1871.

Ces utiles institutions, dont la création date de 1852, continuent à remplir leur mission avec zèle et dévouement, sauf la Chambre de l'arrondissement d'Avesnes dont les réunions ne sont pas assez régulières.

Le Conseil général a fixé à 1,700 fr. les frais de bureau attribués aux diverses Chambres d'Agriculture du département, savoir :

Lille.	500 fr.
Avesnes	200
Cambrai.	200
Douai	200
Dunkerque.	200
Hazebrouck	200
Valenciennes.	200
Total. . . .	1,700 fr.

Je propose au Conseil général l'inscription de la même somme au budget départemental de 1873.

Le crédit de 1871 a été dépensé jusqu'à concurrence de 941 fr. 50 c.

Exposition départementale d'agriculture.

En 1853, le Conseil général a décidé qu'il y aurait tous les deux ans, dans le département, une exposition départementale d'agriculture qui se tiendrait successivement dans chacune des villes de Valenciennes, Lille, Douai et Hazebrouck.

Dans sa session de 1871, l'assemblée a voté le subside ordinaire de 4,000 fr. pour cette exposition qui aura lieu à Valenciennes du 8 au 18 septembre prochain, plus 2,500 fr. pour le concours départemental d'animaux reproducteurs.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le programme de ces exposition et concours, organisés par les soins de la société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes.

Race chevaline

Depuis plusieurs années, le Conseil général alloue au budget du département :

1° 8,000 fr. pour achat et revente d'étalons ;
2° 3,000 fr. pour concours d'étalons de l'industrie privée ;
3° 600 fr. pour honoraires du vétérinaire départemental.

Ces opérations n'ont pu avoir lieu en 1870 et 1871, à cause des événements.

Pour 1872, elles auront lieu, comme d'habitude, vers la fin d'octobre. Les poulains que l'on achète ayant à peine trois ans, c'est lorsque le travail des champs est à peu près terminé qu'ils sont mis en vente. Cette époque est aussi la plus favorable pour le concours d'étalons de l'industrie privée, qui doit avoir lieu suivant les conditions déterminées par le Conseil général.

Les encouragements accordés pour l'amélioration de la race chevaline, ayant jusqu'ici produit de bons résultats, je propose au Conseil général l'inscription au budget de 1873, du même crédit de 11,600 fr, à répartir comme ci-dessus.

La monte, en 1872, a été faite par 65 étalons dont :

23 approuvés,
21 autorisés,
21 vendus ou primés par le département.

L'opération de la castration a dû être autorisée d'urgence le 2 juillet pour l'étalon *Tableau* confié à Mme veuve Desramaut, d'Hazebrouck, mais il était déjà trop tard ; l'animal, qui était atteint d'une hydrocèle double compliquée d'une hernie, a succombé quelques heures après l'opération.

A la suite d'une décision du Conseil général, cet étalon avait été concédé gratuitement, en 1866, à Madame Desramant, sous la condition de l'affecter à la monte pendant six ans.

Mme Desramaud allait donc pouvoir prochainement disposer de l'étalon tableau, et par suite la mort de cet animal lui cause un préjudice appréciable, mais il y a lieu de remarquer que le dépôt gratuit qui lui en avait été fait constituait une exception.

Cependant, à raison de ce préjudice, Mme Desramaut sollicite une indemnité du département. J'ai l'honneur de mettre sa demande sous les yeux du Conseil général avec la délibération prise par le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck.

Je joins au présent rapport :

1° Les délibérations prises par les Conseils d'arrondissement dans leur session de 1872, concernant la race chevaline ;

2° Les rapports de MM. les Conseillers généraux qui ont visité les étalons vendus ou primés par le département.

Neuf de ces derniers étalons ayant été vendus ou primés depuis cinq ans au moins, ne sont plus astreints à aucune visite et les propriétaires peuvent en disposer librement. Par suite, il n'est pas produit de rapports spéciaux pour ces neuf étalons qui ont été portés à tort au tableau mis sous les yeux du Conseil général.

La Société d'agriculture de Bourbourg soumet au Conseil général le vœu que le système d'achat et de revente d'étalons par le département, soit abandonné, et que la somme consacrée annuellement par le Conseil général pour l'amélioration de la race chevaline, soit distribuée en primes aux meilleurs étalons de l'industrie privée.

Ce vœu est appuyé par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque qui demande, en outre, l'interdiction pour la monte des étalons non approuvés, autorisés ou primés.

Le même Conseil émet l'avis que les sommes précédemment affectées aux courses de chevaux, soient consacrées à des primes aux chevaux carrossiers et aux coursiers au trot.

Société hippique française. — Demande de subside.

Depuis plusieurs années, la société hippique française, présidée par M. le marquis de Mornay, sollicite un subside sur les fonds du département.

Dans ses précédentes sessions, le Conseil général a rejeté les demandes qui lui étaient soumises en faisant observer que la société hippique française favorisait surtout l'élevage du cheval de luxe, tandis que le département du Nord avait un plus grand intérêt à encourager l'élevage du cheval de trait.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la nouvelle demande présentée par M. le marquis de Mornay, en le priant de vouloir bien examiner la suite qu'elle lui paraîtra possible de recevoir.

Soctété vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la demande par laquelle M. le Président de l'association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais, rend compte des dépenses de la Société en 1871, et sollicite la continuation du subside de 300 francs qui lui est accordé chaque année sur les fonds du département.

Ce subside qui supplée à l'insuffisance des cotisations, est employé à l'achat de médailles d'or et d'argent accordées aux meilleurs mémoires inédits, et à couvrir une partie des frais d'impression des bulletins des séances.

En outre, la Société se propose de faire insérer dans ses bulletins les mémoires couronnés et l'historique du typhus contagieux des bêtes à cornes dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Cette Société rendant d'utiles services et ses travaux méritant d'être encouragés, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire la même subvention de 300 francs au budget départemental de 1873.

École vétérinaire d'Alfort.

Depuis longtemps, le département entretient sept demi-bourses à l'École nationale vétérinaire d'Alfort.

Trois de ces demi-bourses sont actuellement attribuées aux jeunes :

Ahage (Alcide-Louis), de Marquillies,
Roger (Victor), de Lille,
Moutier, (Aimé-Henri), du Quesnoy.

Ces jeunes gens se conduisent bien, et les notes données sur leur instruction sont satisfaisantes.

La demi-bourse du sieur Moutier lui a été concédée par décision de la Commission départementale du 14 mai dernier.

Aucune autre demande n'a été présentée, mais il peut s'en produire qui soient dignes d'intérêt, six élèves du département étant en ce moment à l'école à leurs frais.

Je propose en conséquence au Conseil général d'inscrire au budget départemental de 1873, un crédit de 1575 fr. égal à celui alloué annuellement.

Comme précédemment, jai l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée :

1° Les engagements souscrits par les élèves titulaires de demi-bourses départementales suivant le modèle admis par le Conseil général ;

2° La note indicative de la situation des jeunes gens qui ont obtenu des bourses ou des demi-bourses du département, depuis 1848 jusqu'aujourd'hui ;

3° La liste des vétérinaires brevetés exerçant dans le département du Nord ;

4° Et les notes semestriellement fournies par M. le Directeur de l'École d'Alfort sur les élèves du département du Nord.

Épizooties.

Chaque année le Conseil général vote un crédit de 1,000 francs pour assurer le service des épizooties.

Malheureusement, ainsi que je le faisais pressentir au Conseil général en 1871, ce crédit sera bien loin d'être suffisant pour 1872.

J'aurai l'honneur de faire un rapport spécial au Conseil général sur la terrible maladie contagieuse qui a causé de si grands désastres dans le département.

La situation étant redevenue normale, je propose l'inscription, au budget du département pour 1873, du crédit ordinaire de 1,000 francs.

Animaux nuisibles. — Hannetonnage.

Un crédit de 300 fr. est alloué au budget départemental pour être affecté en primes à la destruction des animaux nuisibles ainsi qu'au hannetonnage.

Le crédit, pour l'exercice 1871, n'a été employé que jusqu'à concurrence de la somme de 60 fr.; mais afin que l'administration soit toujours en mesure d'acquitter, le cas échéant, les indemnités promises par le règlement du 20 août 1814, ainsi que les primes offertes, notamment pour la destruction des hannetons et des pies, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire une semblable allocation de 300 fr. au budget de 1873.

Courses de chevaux.

Le Conseil général dans sa session de 1871 , considérant les sociétés de courses de chevaux de Lille et de Valenciennes comme dissoutes , a cessé d'inscrire au budget départemental le crédit de 4,000 fr. qu'il accordait à chacune depuis plusieurs années.

La Société de Lille s'est reconstituée et M. le Ministre de l'agriculture et du commerce m'a informé par une lettre du 12 juillet, que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, qu'il a inscrit en sa faveur au budget de l'administration des haras une subvention de 5,000 fr.

Cette subvention qui n'est pas garantie comme devant rester permanente, formera deux prix qui seront concourus cette année à Lille , dans les mêmes conditions que le prix spécial et le prix principal offerts autrefois par le gouvernement sur l'hipprodome de Valenciennes.

J'ai pensé qu'il serait intéressant pour le Conseil général de connaître les dispositions de M. le Ministre de l'agriculture en vue de seconder la réorganisation des courses.

Le présent rapport était terminé lorsque j'ai reçu de M. le Comte d'Hespel , président de la Société des courses de Lille, la demande ci-annexée ayant pour objet d'obtenir que le crédit de 4,000 , antérieurement alloué, soit inscrit de nouveau au budget de 1873.

Je ne puis que prier le Conseil général de vouloir bien apprécier la décision à prendre à cet égard.

Exposition universelle de Vienne. — Demande de subside du Comice agricole de l'arrondissement de Lille.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général une lettre par laquelle le Président du Comice agricole de l'arrondissement de Lille, en faisant savoir que cette association a adopté en principe l'idée d'une exposition agricole collective du Nord , à l'exposition universelle de Vienne en 1873 , sollicite de la libéralité du département , un subside de 5,000 fr. nécessaire à la réalisation de ce projet.

M. le Président rappelle le précédent de 1867 , lors de l'exposition universelle de Paris.

Les produits agricoles du département ont obtenu alors un remarquable succès , consacré par une médaille d'or ; une nouvelle exposition collective réunissant toutes les richesses que le Nord doit à la fécondité de son sol , à l'excellence de ses procédés de culture et aux industries annexes qui les complètent ne pourrait amener qu'un nouveau succès , plus éclatant , puisque cette fois il aurait pour effet de mettre en relief , à l'étranger, l'agriculture française.

Le Comice agricole observe d'ailleurs que son intention n'est pas d'absorber seul le subside qui serait alloué ; sa demande est présentee au nom de toutes les associations agricoles du département dont il se chargerait de centraliser les envois.

Ne pouvant préjuger les intentions du Conseil général sur cette demande , j'ai cru devoir me borner à la soumettre à sa bienveillante appréciation.

Dans le cas où sa décision serait conforme au vœu exprimé , la somme de 5,000 fr. pourrait être inscrite au sous-chapitre XI du budget de 1873.

SOUS-CHAPITRE XII.

Pompes à incendie.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un relevé faisant connaître, par arrondissement, le nombre des communes du département qui sont pourvues de pompes à incendie.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre de communes.	Nombre de communes pourvues de pompes.	Nombre de pompes possédées par les communes.
Lille.	129	95	184
Avesnes.	153	55	75
Cambrai.	118	51	67
Douai	66	40	58
Dunkerque.	60	14	38
Hazebrouck	53	18	36
Valenciennes	81	65	95
Totaux	660	338	553
Précédente situation.	660	333	548
Augmentation pour l'année	0	5	5

Il résulte de ce relevé que cinq nouvelles communes se sont pourvues de pompes à incendie.

Cette amélioration continue est évidemment due aux subsides accordés sur les fonds du département, le Conseil général voulant bien allouer chaque année une somme de 4,000 fr. pour venir en aide aux communes dans leurs dépenses d'acquisition de pompes.

Cette somme étant suffisante, je propose l'inscription du même crédit de 4,000 francs au budget de 1872.

Je joins au présent rapport le détail de l'emploi du crédit de 1871, qui a été dépensé jusqu'à concurrence de 2,650 francs.

Malades indigents. — Subventions.

Le Conseil général alloue chaque année un crédit pour faciliter le placement dans les hospices et hôpitaux de malades ou incurables indigents.

Les allocations sont accordées aux communes pauvres qui sont dans l'impossibilité de pourvoir elles-mêmes à l'entretien de leurs malades, et aux hospices pour les malades dont le domicile réel de secours est resté inconnu

Le crédit de 6,000 fr. alloué pour l'année 1871, a été employé jusqu'à concurrence de 5,505 fr. répartis entre 26 communes ou hospices, appliqué à 32 malades ou incurables.

La nécessité de ces allocations étant justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien accorder, pour la même destination, en 1873, un crédit de 6,000 dont je propose l'inscription au sous-chapitre XII du budget.

Églises. — Travaux de construction et d'agrandissement. Secours alloués sur les fonds du département. — 2e annuité.

Le Conseil général a alloué des secours de 3,000 fr. chacun, payables en trois ans et par tiers, à compter de 1872, aux communes de Rieulay, Baisieux, Choisies, Wervicq-Sud et Villers-au-Tertre, pour la construction ou l'agrandissement de leurs églises.

La première annuité de ces subventions a été créditée au budget départemental de 1872.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'allouer au sous-chapitre XI, art. du budget départemental de 1873, pour le paiement de la deuxième annuité des subventions dont il s'agit, une somme de 5,000 fr. se répartissant comme suit :

Rieulay (2e tiers de la subvention)	. . . . .	1,000 fr.
Baisieux	(Id.).	1,000
Choisies	(Id.).	1,000
Wervicq-Sud	(Id.).	1,000
Villers-au-Tertre	(Id.).	1,000
	Total égal	5,000 fr.

Églises et presbytères. — Secours sur les fonds de l'État.

Le Conseil général a arrêté, dans ses sessions de novembre 1871 et avril 1872, des tableaux collectifs de propositions de secours sur les fonds de l'Etat, pour travaux d'églises et de presbytyres, s'appliquant à 20 communes.

Les demandes en obtention de ces secours ont été soumises, avec l'avis du Conseil général et les pièces à l'appui, sauf en ce qui concerne la demande relative à l'église d'Haubourdin pour laquelle les justifications nécessaires n'ont pu encore être obtenues, à la décision de M. le Ministre des Cultes.

Pour trois communes, celles de Neuville-sur-l'Escaut, Montigny et Courtaing, les secours sollicités ont été intégralement accordés.

Ccinq autres communes, Aubers, Merkeghem, Beaurain, Rubrouck et La Madeleine, ont obtenu une partie seulement des subventions sollicitées. Les allocations ont été, pour Aubers, de 4,000 fr. au lieu de 7,000 fr., pour Merkeghem, de 8,000 fr. au lieu de 12,000 fr., pour Rubrouck, de 3,000 fr. au lieu de 4,489 fr. 96, pour La Madeleine, de 3,000 fr. au lieu de 4.000 fr. Les communes ont, en conséquence, été invitées à pourvoir, par de nouvelles ressources, à l'insuffisance des allocations.

Pour Marcq-en-Barœul, il a été sursis à statuer. Le projet d'agrandissement de l'église a ét renvoyé à son auteur, conformément aux prescriptions de M. le Ministre des Cultes, pour modification.

Pour Steenbecque, qui demandait une subvention de 10,000 fr. pour réparations à son église, le projet a dû être renvoyé dans la commune, conformément à la décision de M. le Ministre des Cultes, d'une part, pour modification du système de consolidation des piliers du transcept, d'autre part, pour obtention d'un contingent communal, l'Etat ne pouvant se charger, comme on l'a demandé, de la presque totalité de la dépense. Le Conseil général a émis le vœu que la demande fût renouvelée auprès de l'Administration supérieure afin d'obtenir l'intégralité du secours sollicité. Je me conformerai à ce vœu de l'Assemblée départementale dès que le dossier, renvoyé à l'architecte pour modification de son projet, m'aura été retourné.

Pour les neuf autres communes, celles de Bettignies, Honnecourt, Ecuelin, Erquinghem-Lys, Englefontaine, Neuf-Mesnil, Proville, Marquillies et Lewarde, l'Administration supérieure n'a pas encore statué.

Quatre nouvelles demandes de secours ont été présentées par les communes de Ledringhem, Honnechy, Bantigny et Hantay.

Pour Ledringhem, il s'agit de réparations urgentes aux toitures de l'église. La dépense est évaluée à 9,400 fr.

La commune y affecte un emprunt remboursable au moyen d'une imposition extraordinaire de. . . . . 6,400 fr.
Et sollicite une subvention, sur les fonds de l'État, de. 3,000

La Fabrique ne peut d'ailleurs venir en aide.

Pour Honnechy, il s'agit d'aider le desservant à payer les frais de reconstruction du presbytère. La dépense, pour laquelle l'État a fourni une subvention de 2,800 fr., était évaluée à 8,696 23 Elle s'est élevée à 10,766 fr. 33 c., d'où résulte un déficit de 2,070 fr. 10.

M. le curé demande à être couvert d'une partie de ce déficit. Il fait valoir, d'une part, qu'il a dû, pour cause d'extrême urgence, vu l'insuccès d'une tentative d'adjudication publique, faire exécuter lui-même les travaux et accorder des prix supérieurs à ceux du devis qui étaient réellement insuffisants ; d'autre part, qu'il a lui-même construit à ses frais, il y a quelques années, le mur de clôture du jardin du presbytère qui lui a occassionné une dépense de 3,000 fr. La commune et la fabrique ne sont pas, d'ailleurs, en état de se charger du déficit.

Il paraît équitable, en l'état, ainsi que l'a estimé Mgr. l'Archevêque, d'accueillir favorablement la demande de M. le Desservant d'Honnechy. Je ne puis, en conséquence, que prier le Conseil général de vouloir bien comprendre cette demande dans le tableau de propositions qu'il est appelé à dresser, et indiquer le chiffre auquel le secours pourrait être réglé.

Pour Bantigny, il y a nécessité de restaurer le clocher de l'église paroissiale. La dépense est évaluée à 5,000 fr. Les deux communes intéressées, Bantigny et Cuvillers, y affectent, avec le concours de la Fabrique, des ressources d'ensemble 3,500 fr. Elles ne peuvent faire plus, et elles sollicitent, pour pourvoir au complément de la dépense, un secours de 1,500 fr. J'estime, d'accord avec Mgr. l'Archevêque, que cette demande mérite accueil favorable.

A Hantay, la reconstruction du presbytère est indispensable. La dépense est évaluée à 6,900 fr. La commune, déjà chargée d'impositions extraordinaires, affecte à cette dépense une nouvelle imposition de 4,700 fr. représentant 14 centimes pendant seize ans et qui, déduction faite des intérêts pour remboursement d'emprunt, constitue une ressource de 3,700 fr. pouvant être portée, avec l'aide de revenus ordinaires, à 3,900 fr.; elle sollicite, pour couvrir le déficit, un secours de 3,000 fr. J'estime, d'accord avec Mgr. l'Archevêque, que ce secours peut justement être accordé.

En conséquence de l'exposé qui précède, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien dresser le tableau des diverses demandes dont il s'agit qui lui paraissent susceptibles d'être admises, et de les classer dans ce tableau par ordre d'urgence, en y reproduisant celles admises dans les deux dernières sessions, sur lesquelles il n'a pas encore été statué définitivement.

SOUS-CHAPITHE XIII.

Commission départementale. — Frais de bureau.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a voté, au budget départemental de 1872, un crédit de 1000 fr., pour les frais de bureau de sa Commission permanente.

J'inscris la même somme au projet de budget de 1873.

Nivellement général du département.

M. l'Ingénieur en chef du département fait connaître dans le rapport ci-joint la situation des travaux entrepris pour le nivellement général du département en vertu des décisions du Ministre des Travaux publics, du 3 mars 1868 et du Conseil général du 28 août suivant.

Il résulte de cette situation que le nombre des repères posés est de 2942 et celui des kilomètres nivelés et vérifiés de 4,147 kil. 17.

Les dépenses de cette opération ont été évaluées à 90,000 fr., dont moitié à la charge du Tresor et moitié soit 45,000 fr. à la charge du département payables en cinq annuités. Les sommes portées pour cet objet au budget du département de 1869, 1870, 1871 et 1872 formant l'importance des quatre premières annuités; il reste ainsi à pourvoir à la cinquième et dernière annuité montant à 9,000 fr.

Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de cette somme au sous-chapitre XIII, du budget de 1873.

Prisons départementales. -- Indemnité de logement au Directeur.

Dans sa séance du 4 avril 1872, le Conseil général a bien voulu autoriser le paiement jusqu'au 30 juin suivant, de l'indemnité de logement attribuée à M. Montaigne, ancien directeur des prisons du Nord, appelé à la direction des prisons de l'Aisne et des Ardennes.

J'ai l'honneur d'informer le Conseil général que l'indemnité dont il s'agit a été payée à

M. Montaigne jusqu'au 30 juin dernier et qu'à partir de cette époque le service ayant été remis entre les mains de M. le Directeur de la prison centrale de Loos, conformément aux dispositions du décret en date du 31 mai 1872, il n'y a plus, par suite, d'indemnité à allouer pour cet objet.

Prisons départementales.-- Indemnité de logement aux aumôniers.

Le Conseil général a voté, l'année dernière, un crédit de 1,200 fr. pour être réparti, par moitié, à titre d'indemnité de logement entre MM. les Aumôniers des maisons d'arrêt de Lille et de Douai.

En raison des motifs qui ont déterminé le vote de cette indemnité, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'ouvrir un semblable crédit de 1,200 fr. au budget de 1873.

Tables décennales de l'état-civil.

Les tables décennales de l'état-civil, pour la période de 1863 à 1872, doivent, conformément au décret du 20 juillet 1807, être établies par les greffiers des tribunaux dans les six premiers mois de l'année prochaine. Cependant, en vue de faciliter le travail, M. le Ministre de l'Intérieur a reconnu, de concert avec son collègue le Garde des Sceaux, qu'il n'y avait aucun inconvénient à ce que l'expédition destinée à la Préfecture ne fût commencée qu'au mois d'octobre 1873, pour être terminée au mois d'avril suivant, et que la dépense à la charge du budget départemental portât, au besoin, sur deux exercices (1873 et 1874).

D'après les renseignements qui m'ont été fournis par les tribunaux, la dépense totale est évaluée à 26,336 fr. 23 c. savoir :

Pour l'arrondissement de	Lille à	9,772 fr. 40
Id.	Dunkerque à	1,700 »
Id.	Hazebrouck à	1,700 fr. »
Id.	Cambrai à	4,101 fr. 80
Id.	Avesnes à	3,640 fr. 80
Id.	Douai à	2,055 fr. 23
Id.	Valenciennes à	3,366 fr. »
	Total	26,336 fr. 23

J'ai l'honneur de proposer, en conséquence, au Conseil général de voter au budget départemental de 1873, un crédit de 13,200 fr. représentant la moitié de la dépense dont il s'agit.

Salubrité publique.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur départemental de la salubrité, sur la situation de son service pendant l'année 1871-1872.

Ce rapport très-développé et détaillé fait connaître l'état plus ou moins insalubre de certaines parties du département, les causes qui ont produit cette situation, les moyens employés pour les combattre et les résultats obtenus.

Au début de son rapport, M. l'Inspecteur constate que malgré les matières organiques et inorganiques altérables qu'y déverse notre industrie, nos quatre principaux cours d'eau, la Lys, la Scarpe, l'Escaut et la Sambre sont restés, grâce à l'importance de leur débit, dans des conditions de pureté relative qui n'ont occasionné aucun trouble dans la santé publique. L'eau de la Sensée est restée également bonne.

Malheureusement, il n'en est pas de même de tous les cours d'eau, et M. l'Inspecteur énumère une série de cours d'eau qui laissent plus qu'à désirer et offrent des dangers sérieux pour la santé. Mon attention a été dernièrement appelée d'une manière particulière sur l'état actue des eaux de la Deûle à Wambrechies, Quesnoy et Deûlémont. Ces eaux sont infectes et noires. M. Meurein attribue cette situation fâcheuse en grande partie aux charrées de soude qui servent à remblayer les terrains bas et marécageux longeant la rivière. Ces produits amènent un dégagement d'acide sulfhydrique dont l'odeur incommode les populations riveraines. M. l'Inspecteur se plaint aussi de ce que le service de la navigation se sert de pyrites grillées pour consolider les talus du chemin de halage et de ce que l'emploi de ces matériaux rend l'eau ferrugineuse et impropre au blanchiement des fils et des tissus.

J'ai signalé ces faits à M. l'Ingénieur en chef de la navigation qui a constaté de visu la justesse et le bien fondé des plaintes de M. l'Inspecteur, et m'a fourni à ce sujet un rapport que je communique également au Conseil Général.

Vous remarquerez, Messieurs, que dans l'opinion de M. l'Ingénieur en chef le mal est encore plus grand sur l'ancien canal de Roubaix et que l'odeur d'acide sulfhydrique y est plus prononcée que sur la Deûle. Ce canal est en effet le réceptacle obligé des eaux du canal de Roubaix, et ces dernières sont tellement infectes qu'elles suffiraient à les incommoder alors même que les causes d'altération attribuées par les charrées de soude auraient disparu. Le service de la navigation fait, en ce moment, effectuer des rigolages de manière à renouveler l'eau de la Deûle, mais il ne faut pas se dissimuler que les bienfaits de cette mesure seront de courte durée. Au bout de quelques jours, l'eau sera redevenue noire et infecte.

M. l'Inspecteur signale de très-graves abus qui proviennent surtout de l'inexécution des arrêtés d'autorisation, et se plaint vivement du mauvais vouloir de certains industriels et de ce que les moyens de coercition lui font défaut. Je conçois qu'il n'est pas toujours facile de faire l'application des remèdes qui sont proposés, vu la nécessité de concilier les exigences de la salubrité avec celles de l'industrie, mais il est essentiel que toutes les améliorations possibles soient apportées à des situations fâcheuses qui compromettent trop gravement la santé publique.

Dèjà, j'ai adressé de pressantes recommandations pour la complète exécution des conditions imposées aux industriels. Il faut que les règlements concernant la salubrité des eaux soient observés rigoureusement, et c'est par ce moyen seulement que l'on arrivera à concilier dans une juste mesure les intérêts de l'industrie et de la salubrité publique.

Je vais me faire rendre un compte exact des faits qui me sont signalés dans le rapport de M. l'Inspecteur. Cette question importante de la corruption des eaux me préoccupe, et j'ai la confiance qu'avec le concours des autorités locales et celui des industriels, nous parviendrons à y apporter un grand remède.

Je ne crois pas devoir analyser le rapport de M. l'Inspecteur. Les nombreux développements et renseignements qu'il contient m'en dispensent, et je ne puis qu'appeler sur ce travail toute l'attention du Conseil général.

Les vinasses qui, il y a quelques années, viciaient l'eau de nos rivières et de nos canaux sont aujourd'hni employées à l'irrigation des terres arables et leur restituent les matières minérales et azotées que les betteraves leur avaient enlevées. Cette précieuse amélioration agricole tend chaque jour à se généraliser et la salubrité publique et la fertilisation du sol n'auront qu'à y gagner.

Pour se résumer, M. l'Inspecteur constate qu'il y a de la part de certains industriels une tendance à mieux observer qu'autrefois les principes de l'hygiène et de la salubrité, mais que malheureusement l'intérêt particulier fait trop souvent perdre de vue l'intérêt général. Il ajoute que malgré les causes d'insalubrité résultant des contraventions de nombreux industriels aux prescriptions contenues dans leurs arrêtés d'autorisation, la santé publique n'a pas été sérieusement compromise. — Il importe essentiellement qu'une surveillance active et éclairée soit sans cesse exercée sur les industries classées, afin d'assurer l'exécution des mesures administratives prescrites pour sauvegarder les intérêts publics et ceux des tiers.

M. l'Inspecteur demande, comme les années précédentes, pour les gardes canaux chargés de l'aider dans ses opérations une gratification. Cette demande paraissant justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien allouer, comme les autres années, pour le service de la salubrité en 1873, un crédit de 5,500 fr. se divisant ainsi qu'il suit :

Traitement de l'Inspecteur.	5,000	»
Gratification aux gardes.	500	»
Total	5,500	»

Conseils d'hygiène et de salubrité.

Les Conseils d'hygiène et de salubrité, qui depuis si longtemps, fonctionnent dans le département, continuent à s'occuper de leurs travaux avec zèle, intelligence et dévouement.

Consultés sur toutes les demandes et sur toutes les questions concernant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, leurs avis sont toujours le fruit d'un examen aussi consciencieux qu'éclairé. Ils rendent ainsi les plus grands services à l'administration, en lui facilitant ses décisions sur ces importantes affaires.

Leurs rapports de 1871 s'impriment en ce moment. Les exemplaires destinés à MM. les Membres du Conseil général leur seront remis dans les premiers jours de la session.

Le Conseil général a fixé à 3660 fr. le crédit attribué pour frais de bureau aux différents Conseils d'hygiène et de salubrité du département, savoir :

Conseil central de Lille.		2,700	fr.
Conseil d'hygiène d'Avesnes		150	»
—	de Cambrai.	120	»
—	de Douai.	200	»
—	de Dunkerque.	120	»
—	d'Hazebrouck.	120	»
—	de Valenciennes.	250	»
	fr.	3,660	»

Je propose l'inscription de la même somme au budget départemental de 1873.

Épidémies.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, un rapport du Conseil central d'hygiène et de salubrité, sur l'ensemble du service des épidémies observées dans le département du Nord, pendant l'année 1871.

Les affections épidémiques consignées dans ce document sont la variole, la suette, la fièvre typhoïde et la rougeole.

Favorisée par les mouvements de troupes qui ont eu lieu dans le Nord pendant la guerre, ainsi que par le grand nombre de mobiles et de mobilisés qui retournaient dans leurs foyers déjà malades ou à peine convalescents, la variole s'est manifestée sur tous les points du départe ment. On a pu observer, à Lille notamment où elle a sévi avec une certaine intensité, que les non-vaccinés étaient les premiers atteints, et que pour eux la maladie a présenté le plus de gravité. Les sujets vaccinés n'ont eu généralement que la varioloïde légère. L'efficacité incontestable des revaccinations a été constatée une fois de plus : à Lille, sur 600 revacci-nations pratiquées pendant le cours de l'épidémie, il n'a été observé que quelques varioloïdes discrètes sans gravité.

L'humidité des habitations, la malpropreté, le défaut de soins hygiéniques sont toujours signalés comme la cause principale des affections de fièvre typhoïde, mais sous ce rapport il y a évidemment un progrès réel et constant.

Aujourd'hui la santé publique est dans de bonnes conditions.

Pour assurer le service des épidémies en 1873, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire au budget de cet exercice un crédit de 600 fr. égal à celui alloué depuis plusieurs années.

La dépense pour 1871 s'est élevée à 364 fr.

Frais d'impression.

Les frais d'impression à la charge du département se sont élevés, en 1871, à la somme de 13,856 fr. 40 cent., savoir :

Procès-verbal des délibérations du Conseil général et rapport du Préfet. . . .	10.665	05
Listes électorales, listes du jury et cartes d'électeurs.	3 191	35
Ensemble.	13.856	40
Le paiement effectué sur cette dépense n'étant que de.	13.291	30
il reste à pouvoir à un solde de	565	10

pour l'acquit duquel je propose l'inscription au budget rectificatif d'un crédit de pareille importance.

Les prévisions pour 1872 ont été établies de la manière suivante :

1° Procès-verbal des délibérations du Conseil général, rapports de la commission départementale et du Préfet.	11.000	»
2° Budgets et comptes départementaux	1.100	»
3° Délibérations des Conseils d'arrondissement et rapports des Sous-Préfets .	700	»
4° Cartes d'électeurs.	3.000	»
5° Formation des listes électorales et des listes du jury..	3.000	»

Ces prévisions me paraissant pouvoir répondre aux besoins actuels, je propose les mêmes allocations au budget de 1873.

Frais d'administration de la Préfecture et des Sous-Préfectures.

Depuis 1870, le Conseil général veut bien mettre à la disposition du Préfet, pour augmenter la part du fonds d'abonnement réservé aux employés, une somme de 16,000 fr., dant 10,000 fr. pour les employés de la Préfecture, et 6,000 fr. pour les employés des Sous-Préfectures,

Les employés, en raison du zèle et du dévouement qu'ils apportent généralement dans l'accomplissement de leurs devoirs, ont continué de mériter la bienveillance du Conseil général.

J'ai l'honneur de le prier de vouloir bien accorder la même allocation pour 1873.

Conformément aux prescriptions réglementaires, je mets sous les yeux du Conseil général les comptes d'emploi du fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures pour 1871.

Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves.

Je propose l'inscription au sous-chapitre XIII du budget de 1873, des crédits dont le détail suit, qui sont alloués depuis plusieurs années et qui n'ont pas cessé d'être nécessaires, savoir :

1° Secours à la veuve Carrez, dont le mari était employé à la préfecture. . .	300	»
2° — — Landrieu	200	»
3° — — Rains	300	»
4° — — Lerouge.	300	»
5° — — Desmulliez, dont le mari était garçon de bureau . . .	150	»
6° — — Boussemart, dont le mari était employé aux archives. .	300	»
7° — — Dugabelle — — — . .	200	»
Total	1,750	»

La veuve Botto, à qui un secours était accordé depuis plusieurs années, s'est remariée à la fin de 1871, et la veuve Delmotte est décédée, il y a quelque temps.

Frais de bureau et menues dépenses du Greffe du Conseil de Préfecture.

Un crédit de 1,200 fr. a été voté au budget départemental de 1871 pour l'acquit des menues dépenses et des frais de bureau du Greffe du Conseil de Préfecture, et il a été fait emploi de cette somme jusqu'à concurrence de 1,180 fr. 55 c.

Je prie le Conseil général de vouloir bien maintenir la même allocation au budget de 1873, qui figure également à celui de 1872.

Belles actions.

En inscrivant l'année dernière au budget de 1872 un crédit de 1,400 fr. pour récompenser les belles actions, le Conseil général avait exprimé le vœu de voir épuiser ce crédit.

De nombreux actes de courage ont été accomplis en 1871 et dans les premiers mois de l'année courante ; je n'ai pu cependant employer qu'une faible partie du crédit alloué pour 1871 comme de celui voté pour 1872. La plupart des auteurs des actes de courage signalés répugnent à accepter une récompense pécuniaire de leur dévouement, et lorsqu'ils ne sont pas dans le cas d'obtenir une médaille d'honneur, ils se montrent avant tout flattés de recevoir une lettre de félicitations. Toutefois en 1871, une somme de 470 fr. a été répartie entre 18 personnes : 15 d'entre elles avaient réussi à sauver des enfants qui se noyaient. Une autre a été blessée lors de l'explosion de la cartoucherie départementale au mois de mars 1871. Les deux dernières se sont également distinguées : la première, en sauvant d'un incendie un jeune enfant qui allait périr ; la seconde en arrêtant un cheval emporté, cette dernière avait eu l'épaule démise.

Je souhaite de trouver en 1873, l'occasion de disposer dans une plus large mesure des fonds votés par le Conseil général.

M. le Ministre de l'Intérieur a bien voulu accorder des médailles d'honneur à titre de récompense honorifique à plusieurs habitants du département.

Dix-neuf propositions faites avant la guerre ont reçu une suite favorable. En 1871, vingt-cinq personnes ont été présentées à M. le Ministre pour ces récompenses ; depuis ce temps quatre d'entre elles ont obtenu des médailles de première classe, et les autres des médailles de seconde classe.

Des demandes semblables ont été adressées en assez grand nombre, au Gouvernement, pendant l'année courante, et plusieurs ont été déjà suivies d'effet.

Dans ces circonstances et en raison du prix qu'attachent les populations à ces témoignages de la reconnaissance publique, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de maintenir au budget de 1873 le crédit de 1,400 fr.

Greffe du Tribunal civil d'Hazebrouck — Cartonnage des registres de l'État Civil. — Demande d'allocation.

Le Conseil général a voté au budget de l'exercice 1872 une allocation de 200 francs pour frais de cartonnage des registres de l'État-Civil déposés au Greffe du Tribunal d'Hazebrouck.

Cette somme a reçu son affectation, et par sa lettre ci-jointe, M. le Président dudit Tribunal demande une nouvelle allocation afin de pouvoir continuer l'œuvre commencée et non terminée.

En raison du caractère d'utilité de la dépense, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, l'inscription au budget de 1873 d'un crédit conforme à celui ci-dessus relaté.

Traitement des concierges des Palais-de-Justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget départemental de 1873 d'un crédit de 1,900 francs, pour le traitement des concierges des Palais-de-Justice de Lille de Dunkerque et de Valenciennes.

Ce crédit conforme à celui voté au budget de 1872, se répartit comme suit:

Concierge du Palais-de-Justice		de Lille	800 »
Id.	Id.	de Dunkerque.	600 »
Id.	Id.	de Valenciennes.	500 »
			1,900 »

Taxations pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers.

Conformément aux instructions ministérielles, un crédit de 20,000 fr. a été inscrit au budget de 1872, pour le paiement, à titre d'avance, des taxes de curage d'office des cours d'eau non navigables et des taxations dues aux Ingénieurs et Agents des Ponts-et-Chaussées et des Mines à raison de l'instruction des affaires relatives aux exploitations d'usines ou autres analogues, sauf recouvrement au profit du département à la charge des intéressés.

Ce crédit paraît devoir suffire pour le service de l'année. En conséquence, je prie le Conseil général d'allouer au budget de 1873, sous-chapitre XIII, un pareil crédit de 20,000 fr. qui se balancera par un article de recette de même somme inscrit parmi les produits éventuels départementaux de la même section.

Yacht club du Nord.

Depuis plusieurs années le Conseil général alloue un subside annuel de 300 fr. à la Société du Yacht club du Nord.

Par son but qui a principalement pour objet de développer le goût de la navigation de plaisance et de favoriser les progrès des constructions navales, cette Société continue à mériter les encouragements qui lui sont accordés.

Les régates n'ayant pu avoir lieu en 1870, ni en 1871, à cause des événements, le subside du département n'a pas été ordonnancé.

J'inscris au projet du budget de 1873, la même somme de 300 fr. en faveur de la Société du Yacht club du Nord.

Redevance pour une prise d'eau dans un canal communal.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget de 1873 du crédit ordinaire de 2 fr., pour le paiement de la redevance à payer à la ville de Lille, à raison d'une prise d'eau dans un canal lui appartenant et passant sous le jardin de la Préfecture ancienne.

Traitements des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget de 1873 du crédit ordinaire de 250 fr., pour le traitement des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing.

Service des Poids et Mesures.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports que m'ont adressés les Vérificateurs des poids et mesures du département sur la situation du service en 1872.

Les tournées de vérification ont eu lieu à partir du 1er janvier, elles seront terminées à la fin du mois ; 48,364 assujettis ont été exercés, ils ont produit un droit de vérification s'élevant à la somme de 118,896 fr. 08 c., soit une différence de 4,936 fr. 80 c. en plus sur l'année 1871.

Voici les résultats par arrondissement :

	ASSUJETTIS.		RECETTES.	
	1871.	1872.	1871.	1872.
Avesnes	5,268	6,200	13,244 40	15,000 »
Cambrai	4,501	4,210	11,991 27	11,310 »
Douai	3,192	4,321	7,599 18	7,867 »
Dunkerque	4,087	3,921	10,009 07	9,320 75
Hazebrouck	4,300	4,000	12,000 »	11,000 »
Lille	11,432	12,950	25,744 40	31,106 81
Roubaix	7,280	7,515	18,000 »	18,253 »
Valenciennes	6,533	6,447	15,370 96	15,038 52
	46,593	48,364	113,959 28	118,896 08

Le service de vérification fonctionne dans des conditions aussi satisfaisantes que possible.

Indépendamment des tournées réglementaires, les vérificateurs font des tournées extraordinaires et inopinées, afin de s'assurer que les marchands n'ont dans leurs boutiques ou magasins d'autres mesures ni d'autres poids que ceux qui ont été soumis à la vérification.

Le vérificateur d'Avesnes demande que les bascules des fabricants de sucre soient vérifiées chaque fois qu'elles ont subi des réparations, ce qui arrive fréquemment, en raison des fatigues qu'elles supportent, et que les frais qui résulteront du déplacement des agents soient supportés par les industriels.

Dans sa séance du 16 novembre 1871, le Conseil a bien voulu voter un crédit de 2,975 fr., à répartir entre les vérificateurs du département, pour améliorer le modeste traitement de ces fonctionnaires, je prie le Conseil de vouloir bien leur continuer cette faveur et augmenter le montant de ce crédit afin que le vérificateur-adjoint de Valenciennes puisse être compris dans la répartition.

MM. les vérificateurs, notamment celui de Lille et ses adjoints, se plaignent de la modicité de leurs traitements ; ils désireraient surtout que le taux de l'allocation qui leur est accordée pour frais de déplacement fût sensiblement augmentée.

Je m'occuperai, aussitôt la session du Conseil général, de tout ce qui peut intéresser ce service et j'aurai l'honneur d'en faire un rapport à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

Travail des enfants dans les manufactures. — Inspection.

Dans sa session d'avril dernier, le Conseil général a confié à sa commission permanente la nomination aux deux emplois vacants d'inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures dont la création avait été votée dans la séance du 10 novembre 1871.

Par décision du 14 mai, la Commission permanente a choisi pour occuper ces emplois :

A la résidence de Lille. — *M. Nadeau (Théodore)*, garde principal du génie en retraite, chevalier de la Légion-d'Honneur ;

A la résidence de Valenciennes. — *M. Pastour (Charles)*, capitaine d'infanterie en retraite, chevalier de la Légion-d'Honneur.

Les titulaires, qui offrent les meilleures garanties d'aptitude et de zèle sont entrés en fonctions au commencement de juin.

M. l'Ingénieur en chef des mines, dans le rapport inséré ci-après, fait connaître les dispositions prises pour l'organisation du nouveau service.

Cette organisation, qui se trouve indiquée d'une manière détaillée dans le projet d'ordre de service annexé au rapport, paraît avoir été parfaitement étudiée, et, il y a tout lieu d'espérer que sous l'active et intelligente direction de MM. les Ingénieurs ordinaires des arrondissements minéralogiques de Lille et de Valenciennes, l'exécution des mesures prescrites par l'observation régulière des obligations imposées aux chefs d'établissements industriels pour la loi du 22 mars 1841, après avoir été forcément en souffrances depuis quelque temps, sera désormais exactement assurée.

Convaincu que le Conseil général n'aura qu'à se féliciter de la résolution qu'il a prise de voter, l'année dernière, une dépense qui n'était pas obligatoire, mais qui doit profiter d'une manière si utile aux intérêts moraux et intellectuels des jeunes ouvriers du département, j'ai l'honneur de

lui proposer, en attendant que la nouvelle loi sur la matière dont s'occupe l'Assemblée nationale, ait été adoptée, de continuer d'inscrire au budget de 1873, le crédit de 5,200 francs destiné à remunérer les deux inspecteurs.

J'annexe au rapport de M. l'Ingénieur en chef un vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, ainsi que le rapport de M. l'Ingénieur ordinaire de cet arrondissement.

Demande de secours de la dame Dupont, veuve d'un ancien inspecteur du travail des enfants dans les manufactures.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général une demande de la dame Dupont, née Caulier, demeurant à Pont-à-Marcq, tendant à obtenir un secours sur les fonds du département à titre de veuve d'un ancien inspecteur du travail des enfants dans les manufactures.

La pétitionnaire, après avoir rappelé les antécédents de son mari, fait valoir les services qu'il a rendus dans l'exercice de ses fonctions.

Ces services ont été réels et des plus utiles. Le Conseil général les a appréciés à diverses reprises. M. Dupont était, en effet, un fonctionnaire entièrement dévoué à ses devoirs, d'un zèle et d'un dévouement éprouvés. La suppression de l'emploi qu'il occupait depuis un certain nombre d'années et dont les émoluments constituaient pour ainsi dire ses seules ressources pécuniaires, a été pour lui et sa famille une épreuve cruelle, qui a pu hâter la fin de son existence.

En raison de cette situation si digne d'intérêt, je crois devoir recommander la demande de Madame veuve Dupont à la bienveillante attention du Conseil général qui appréciera la suite à y donner.

Listes de recrutement — Frais de reliure.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande que le Conseil général vote un crédit de 100 francs pour la reliure des listes de recrutement des 20 dernières années, déposées aux archives de la Sous-Préfecture de Dunkerque.

Le Conseil général appréciera la suite à donner à cette demande qui, si elle est admise, sera sans doute reproduite par les autres arrondissements.

Les listes déposées à la Préfecture sont reliées successivement, et la dépense en est prélevée sur la partie du fonds d'abonnement affectée aux frais d'administration.

Société de géographie de Paris. — Demande de souscription.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux au Conseil général, une demande par laquelle la Société de Géographie de Paris sollicite une souscription à un certain nombre d'exemplaires de son Bulletin mensuel pour être répartis entre les bibliothèques publiques du département.

Le Conseil appréciera la suite qu'il jugera à propos de donner à cette demande.

Conseils d'arrondissement. — Impression des délibérations.

Dans sa séance du 15 novembre 1871, le Conseil général a décidé que les délibérations des Conseils d'arrondissement ainsi que les rapports de MM. les Sous-Préfets seraient imprimés, et il a voté à ce sujet un crédit de 700 fr. au budget départemental de 1872.

J'ai l'honneur de vous communiquer, Messieurs, une délibération par laquelle le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck signale l'insuffisance de ce crédit et émet le vœu qu'il soit augmenté de manière à ce que la somme afférente audit arrondissement s'élève à 250 fr.

Vous voudrez bien apprécier l'accueil qu'il convient de donner à cette proposition.

SOUS-CHAPITRE XIV.

Avesnes. — Hôtel de la Sous-Préfecture. — Dépense arriérée.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un mémoire s'élevant à la somme de 706 fr. 25 c., et relatif à divers travaux de réparation exécutés aux bâtiments de la sous-Préfecture d'Avesnes, en dehors des crédits votés et sans autorisation spéciale.

J'y joins un rapport de l'architecte départemental constatant que les travaux dont il est question ont été faits sans sa participation, mais que cependant leur nécessité n'était pas douteuse et que leur exécution a été faite avec soin.

Il semble, en effet, que l'hôtel de la sous-Préfecture avait le plus grand besoin d'être nettoyé et approprié, après l'occupation des gardes mobiles ou autres ; seulement il est regrettable que les travaux aient été exécutés sans autorisation préalable.

Je prie le Conseil général de vouloir bien examiner le mémoire dont il s'agit ainsi que les pièces y annexées et prendre à cet égard une décision. Dans le cas où l'Assemblée serait d'avis de solder cette dépense, je la prierais d'inscrire un crédit de 706 fr. 25 c., sur le sous-chapitre XIV du budget de 1873.

Roubaix. — Caserne de gendarmerie. — Dépense arriérée.

Une dépense de 30 fr. 42 c. a été faite pour fourniture d'eau à la gendarmerie de Roubaix, pendant l'année 1871. Le mémoire ayant été présenté après la clôture de l'exercice, n'a pu être acquitté sur le crédit ouvert à cet effet au budget de 1871. J'ai, en conséquence, l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien m'allouer, pour solder cette dépense, un crédit de 30 fr. 42 c., sur le sous-chapitre XIV du budget de 1873.

Aliénés. — Frais de transports. — Dépenses arriérées.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, deux mémoires s'élevant ensemble à 237 fr. 50 cent. pour le transport en voiture, pendant l'année 1871, de l'hôpital Saint-Sauveur

à la gare de cette ville, d'aliénés devant être dirigés sur les asiles d'Armentières et de Bailleul.

Ces mémoires ayant été présentés après la clôture de l'exercice n'ont pu être acquittés.

La dépense d'ailleurs étant justifiée, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget départemental de 1873 un crédit égal de 237 fr. 50 cent.

Frais d'impression — Dépenses arrièrées,

La formation des listes électorales et l'impression des cartes d'électeurs ont donné lieu, en 1870, à une dépense de 7,231 fr. 08 c., sur laquelle il n'a été payé qu'une somme de 2,800 fr., à cause de l'insuffisance du crédit porté au budget de cet exercice pour frais d'impression.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de voter au budget de 1873, un crédit de 4,431fr.08 pour solde de compte.

Gendarmeries. — Dépenses arriérées.

Le Conseil général, dans sa session de 1870, a voté un crédit de 30 fr. pour assurer le service des eaux de la caserne de gendarmerie d'Avesnes.

Les mémoires pour le paiement de cette somme ayant été présentés après la clôture de l'exercice, n'ont pu être acquittés; j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget départemental de 1873 un crédit égal de 30 fr.

Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon.— Dépenses arriérées.

M. le Directeur du dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon m'a adressé, le 29 avril 1872, un état de frais s'élevant à 77 fr. 76 c., occasionnés par le séjour dans cet établissement, du 12 octobre au 31 décembre 1870, de la nommée *Bacuée,* Adolphine, de la commune d'Aubry (Nord).

C'est par suite d'une confusion faite par le directeur de l'établissement au sujet du lieu d'origine de cette femme, que l'état dont il s'agit n'a été produit que tardivement, après la clôture de l'exercice.

La dépense, d'ailleurs, étant justifiée, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien ouvrir au budget de 1873 un crédit égal de 77 fr. 76 c.

SOUS-CHAPITRE XV.

Inspection académique. — Frais de bureau.

Depuis plusieurs années, le Conseil général a fixé à 1200 francs l'allocation annuelle attribuée pour frais de bureau à M. l'Inspecteur d'académie, en résidence à Lille.

Le Conseil général connaît les travaux considérables de l'inspection académique du Nord. Il a pu apprécier aussi, en maintes circonstances, le zèle éclairé et le dévouement sans bornes avec lesquels M. l'Inspecteur Jarry s'acquitte de ses importantes fonctions.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire le même crédit de 1200 fr. au budget départemental de 1873.

Lycées, colléges et école normale primaire. — Inspection.

Le Conseil général a bien voulu voter, pour 1870 et pour 1872, une allocation annuelle de 3,000 fr. destinée à indemniser les professeurs des deux facultés des sciences et des lettres, chargés de faire les examens du 5e mois. dits de Pâques, dans les deux lycées, les quinze colléges et l'école normale primaire du département.

J'ai l'honneur de communiquer un rapport de M. le Recteur de l'académie de Douai, faisant connaître que les intentions du Conseil général ont été scrupuleusement remplies, que les examens ont déjà produit d'excellents résultats, et que partout MM. les chefs d'établissement ont exprimé leur vive satisfaction pour une inspection aussi compétente et aussi complètement organisée.

En sollicitant la même allocation pour 1873, M. le Recteur demande l'autorisation de pouvoir prélever sur les 3,000 fr. une indemnité de 500 francs qui serait réservée à M. Malet, ancien professeur de dessin géométrique au lycée de Douai, et aujourd'hui professeur de fortifications à l'école de Vincennes, pour l'examen des divers cours de dessin géométrique dans les dix-sept établissements secondaires du département du Nord.

Cette branche de l'enseignement étant excessivement importante, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire le même crédit de 3,000 fr. au budget départemental de 1873, sous la réserve proposée par M. le Recteur.

Instruction Primaire.

En exécution de l'article 247 du règlement général de comptabilité du Ministère de l'Instruction publique, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général mes propositions pour la formation du budget des dépenses de l'Instruction publique à la charge du département pour 1873.

Ce budget, qui se divise en budget ordinaire, budget extraordinaire et budget rectificatif ne présente pas seulement les dépenses de l'instruction primaire, il s'étend aussi aux services de l'Administration académique, de l'instruction secondaire et de l'instruction supérieure.

Budget ordinaire.

Les dépenses du budget ordinaire sont réparties en quatre sous-chapitres.

Le premier comprend le service académique et les dépenses d'instruction supérieure et secondaire : il est doté par le Conseil général sur les centimes ordinaires départementaux autres que les trois centimes spéciaux. Chaque article de ce sous-chapitre a fait l'objet de propositions spéciales reportées autre part.

Les trois autres sous-chapitres, dont nous nous occuperons exclusivement ici, sont réservés aux dépenses de l'instruction primaire. Il est pourvu à ces dépenses au moyen des trois centimes additionnels autorisés par l'article 40 de la loi du 15 mars 1850 et par l'article 14 de la loi du 10 avril 1867. Le produit pour 1873 en est évalué à 346,395 fr. 78.

Je prie le Conseil de vouloir bien voter cette ressource, dont la répartition entre les sous-chapitres 2, 3 et 4 du budget ordinaire pourrait être faite ainsi qu'il est indiqué ci-après, selon les besoins prévus de l'exercice prochain.

SOUS-CHAPITRE II.

Dépenses ordinaires et obligatoires auxquelles il est pourvu avec le produit des trois centimes spéciaux.

1° *Ecole normale de Douai.*

Conformément aux instructons ministérielles du 10 juin 1856, j'ai l'honneur de placer sous les yeux du Conseil général, avec toutes les pièces qui doivent l'accompagner, le projet de budget de l'Ecole normale primaire de Douai pour 1873.

Il résulte de l'examen de ce document que les recettes et les dépenses s'élèvent à 52,178 francs. C'est une augmentation de 2,140 fr. sur l'exercice courant, applicable, jusqu'à concurrence de 380 fr., au traitement de deux maîtres chargés des cours accessoires et, pour le reste, soit 1,810 fr., aux dépenses du matériel.

En ce qui concerne les dépenses du matériel, la Commission de surveillance propose d'admettre à l'Ecole, après autorisation de M. le Ministre, quatre élèves en plus à partir du 1er janvier 1873 et, par suite, d'élever de 1,800 francs. le crédit relatif à la nourriture. Cette proposition, appuyée par le Conseil départemental de l'Instruction publique, est parfaitement justifiée par les besoins du service : elle assure d'ailleurs, en partie, l'exécution de dispositions arrêtées antérieurement d'aprés lesquelles, en raison de l'agrandissement des locaux, le personnel des élèves-maîtres doit être porté successivement, en trois années, de 60 à 72. Je m'empresse d'ajouter que cet accroissement d'élèves n'affecte en rien les ressources du département, attendu que les frais de pension de ces nouveaux élèves restent, cette année, à la charge des familles.

D'autre part, le crédit relatif au paiement des frais de timbre des diverses pièces de comptabilité étant devenu insuffisant — conséquence de la nouvelle loi—serait porté de 80 fr. à 90 fr.

Quant à l'augmentation de 380 fr., sollicitée en faveur des maîtres, elle se décompose ainsi qu'il suit :

1° 300 fr. au maître jardinier ;
2° 80 fr. au maître relieur.

La Commission de surveillance estime que ces maîtres doivent donner à l'instruction des élèves plus de temps que par le passé et demande, pour cette raison, une rémunération supplémentaire proportionnelle.

Le premier touche actuellement 500 fr. et le second 200 fr.

On sait que, selon les prescriptions d'une circulaire ministérielle du 14 octobre 1865, des ateliers de reliure et de cartonnage ayant été établis dans les écoles normales, les élèves-maîtres apprennent, sous la direction d'un maître relieur, à cartonner et à relier leurs collections de cahiers, leurs livres et ceux de l'école annexe. Ils peuvent ainsi plus tard, lorsqu'ils sont instituteurs, rendre des services dans les communes en ce qui concerne les bibliothèques scolaires confiées à leur garde ou les documents déposés dans les mairies.

Ces propositions me paraissent suffisamment justifiées et je suis d'avis qu'elles soient favorablement accueillies. Elles donneraient lieu, pour le département, à un excédant de dépense de 240 fr. seulement, car sur la somme de 390 fr., formant le total des augmentations de crédit

demandées par la Commission de surveillance, il convient de déduire celle de 150 fr. inscrite au budget de 1872 pour indemnité à l'instructeur militaire, qui est restée sans emploi, cette fonction ayant cessé d'être rétribuée.

A part ces dépenses nouvelles, les propositions de la Commission de surveillance ne diffèrent pas, pour l'année 1873, de celles que vous avez admises l'année dernière. Le budget qui vous est soumis, reconnu susceptible d'approbation par M. le Recteur de l'Académie et par le Conseil départemental de l'Instruction publique, présente donc les résultats suivants :

Ressources.

1° Revenus propres de l'établissement.		130 fr.
2° Allocation contributive de la ville de Douai pour l'entretien de l'école annexe qui tient lieu d'école communale		240
3° Complément des bourses à la charge des familles		3,600
4° Pensions des pensionnaires libres		2,700
5° Montant des bourses payées par l'État.		2,025
		8,695 fr.
Allocation du département. . . Dépenses générales. . . . . 19,458 fr.		
Bourses et 1/2 bourses . . . 21,825		
Traitement du directeur de l'école annexe. 1,800		43,483
Total des ressources.		52,178 fr.

Dépenses.

Personnel.		16,980 fr
Matériel.		34,798
Total des dépenses ordinaires.		51,778
Dépenses extraordinaires.		400
Total général des dépenses		52,178 fr.

Le crédit de 400 fr. pour dépenses extraordinaires est employé à l'acquisition d'engrais pour le jardin d'expérimentation ; je l'ai reporté, pour ordre, à l'article 2 du sous-chapitre 3.

Dépenses de la Commission d'examen.

Ce crédit, porté de 400 fr. à 1,000 fr. pour 1872, est destiné, non-seulement à payer les frais de registres, d'imprimés, les fournitures de bureau nécessaires à la Commission d'examen, mais il sert encore à dédommager les professeurs du Lycée, membres titulaires de la Commission, de la perte qu'ils éprouvent en consacrant aux examens le temps employé par eux en dehors des classes, à donner des leçons particulières.

Ce crédit permet aussi d'allouer une indemnité au secrétaire de la Commission, dont le travail d'écritures est considérable.

Pareille somme a été inscrite au budget de 1873.

Complément des dépenses des écoles primaires communales.

Aux termes des articles 37 et 40 de la loi du 15 mars 1850, 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 10 avril 1867, les dépenses obligatoires de l'instruction primaire, comprennent : 1° les frais de location des maisons d'école ; 2° les frais d'imprimés pour le service de l'instruction primaire ; 3° le traitement des instituteurs ; 4° le traitement des institutrices ; 5° le traitement des instituteurs-adjoints ; 6° le traitement des institutrices-adjointes ; 7° le traitement des instituteurs et institutrices-adjoints dirigeant des classes de hameau ; 8° l'indemnité à accorder à la personne chargée de l'enseignement des travaux à l'aiguille dans les écoles mixtes dirigées par des instituteurs. Ces dépenses, au moins jusqu'à concurrence des minima déterminés par la loi et par les divers décrets du Gouvernement, sont à la charge exclusive des communes. Le département ne doit intervenir que là où il est bien constaté que les ressources font complètement défaut, ou pour compléter le traitement des instituteurs et institutrices au minimum qui leur est assuré, dans le Nord, par le classement. Quelques administrations municipales se croient exonérées de toute obligation lorsqu'elles ont voté les 3 centimes spéciaux à ce service. Cette erreur doit être combattue ; car il résulte, je le répète, de la lettre et de l'esprit de la loi, que les dépenses dont nous nous occupons sont des charges essentiellement municipales et que les recettes ordinaires doivent d'abord y être affectées. Voici au surplus un extrait des dernières instructions adressées à ce sujet aux Préfets par M. le Ministre de l'Instruction publique : « Les dons et legs et les revenus ordinaires, telles sont les ressources » qui doivent tout d'abord être affectées à ces dépenses. Ce n'est qu'après les avoir épuisées » que, dans les communes subventionnées, les Conseils municipaux peuvent recourir a l'im- » position spéciale des trois centimes. Le concours du département ne peut être *réclamé et* » *accordé* que quand les communes sont dans l'impossibilité de remplir les engagements que » la loi leur impose..... Dans un certain nombre de localités, les Conseils municipaux » ne font aucun prélèvement sur les revenus ordinaires ou ne font que des prélèvements insi- » gnifiants en faveur des écoles dont l'entretien est obligatoire. Ils se bornent à voter les trois » centimes et ils réclament le concours du département pour compléter la dépense. Ce fait, » qui se produit même dans des communes très-importantes, prouve que les prescriptions » de la loi sont éludées..... Il ne doit être pourvu aux dépenses de l'instruction » primaire, au moyen d'une imposition spéciale de 3 centimes, votée par le Conseil muni- » cipal, qu'en cas d'insuffisance des revenus ordinaires et conséquemment après le prélèvement » de la part qui revient aux dépenses de l'instruction primaire dans les revenus ordinaires... » Le traitement des instituteurs-adjoints et des institutrices-adjointes, qui peut être prélevé » sur la rétribution scolaire où l'éventuel est nécessairement à la charge de l'instituteur ou » de l'institutrice, toutes les fois qu'un pensionnat est annexé à l'école. »

Cette partie du service a été, de ma part, l'objet d'une attention particulière et des mesures ont été prises pour que, selon les intentions exprimées précédemment par le Conseil général, les améliorations apportées par le département dans la position des instituteurs et des institutrices n'imposent pas de nouvelles charges aux communes.

Grâce au mouvement ascensionnel de nos ressources et, tout en donnant satisfaction à tous les besoins, il m'a été possible d'élever de 600 à 700, à partir du 1er janvier 1872, le traitement des institutrices de 5e classe et de tous les maîtres-adjoints et maîtresses-adjointes sortant des écoles normales, ou pourvus du brevet de capacité à l'âge de vingt ans accomplis; de sorte que, aucun fonctionnaire de l'enseignement primaire, offrant des preuves de capacité et de vocation, ne reçoit actuellement moins de 700 francs dans le Nord. J'ai la confiance que cette mesure, prise sur la proposition de M. l Inspecteur d'Académie, et qui gréve les seules ressources du département, répond aux sentiments du Conseil général et recevra votre approbation.

L'Administration ne cesse d'insister auprès des autorités locales pour obtenir: 1° la création d'écoles spéciales de filles dans les communes de plus de 500 habitants, qui en sont encore dépourvues; 2° la nomination d'instituteurs-adjoints dans les écoles qui ont un grand nombre d'élèves, et de maîtresses de couture dans les écoles mixtes dirigées par des instituteurs. Sous ces rapports, il y a lieu de prévoir pour l'exercice prochain une augmentation d'environ 11,333 fr. à la charge du département. Par conséquent, la dépense d'entretien des écoles, évaluée à 158,667 fr. en 1872, peut être estimée à 170,000 fr. pour l'exercice 1873.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien voter un crédit égal à cette dernière somme.

Je dois rappeler qu'il n'a existé jusqu'à présent au budget départemental aucun crédit permettant de venir en aide aux communes qui assurent la gratuité absolue de leurs écoles.

SOUS-CHAPITRE III.

Dépenses facultatives auxquelles il est pourvu avec l'excédant des trois centimes spéciaux.

1° *Subventions aux commnnes pour acquisitions, constructions ou réparations de maisons d'école de garçons, de filles, de salles d'asile et du mobilier scolaire.*

L'article 38 de la loi du 15 mars 1850 impose à toute commune l'obligation de fournir à l'instituteur un local convenable, tant pour son habitation que pour la tenue de l'école et un mobilier de classe. Cette disposition, d'après la loi du 10 avril 1867, est applicable aux institutrices publiques en exercice dans les communes d'une population supérieure à 500 habitants. Or, d'après les indications contenues dans les derniers états de situation des écoles dressés par les soins de MM. les Inspecteurs d'arrondissement, 1,040 maisons d'école appartiennent aux communes dans le Nord, et 214 sont louées ou prêtées par des particuliers. Sur ce nombre total, 1,059 locaux sont convenables, suivant le vœu de la loi et 195 ne répondent pas à leur destination. Du reste, 21 constructions nouvelles entreprises à l'aide des subventions de l'Etat et du département, ont diminué le nombre des bâtiments qui n'offraient pas les conditions désirables; 18 locaux ont, en outre, été réparés.Cette situation atteste des efforts réels de la part des communes. Mais il y a encore bien des progrès à réaliser. Il résulte d'un travail établi au mois de janvier dernier, sur la demande de M. le Ministre de l'Instruction publique, qu'il faudrait 2,911,500 fr. pour construire ou approprier des bâtiments convenables dans les communes qui en sont encore dépourvues.

C'est une charge onéreuse, sans doute, mais il n'est pas impossible d'y faire face si les communes et les particuliers, aidés du concours de l'Etat et du département veulent entrer résolument dans la voie des améliorations. Le Conseil départemental de l'instruction publique tient la main à ce que les projets de construction qui lui sont soumis soient conformes aux prescriptions réglementaires et rejette tout ce qui n'est pas commandé par une impérieuse nécessité. Au fur et à mesure des constructions nouvelles, nous verrons diminuer les frais de location qui, en s'ajoutant aux dépenses obligatoires, aggravent chaque année la charge du département.

Une allocation de 60.112 fr. 78 c. me paraît à peu près égale aux besoins en prévision. D'ailleurs fut-elle insuffisante, qu'il serait toujours possible de l'élever en cours d'exercice au moyen de l'inscription d'un crédit supplémentaire au budget rectificatif.

Il serait bien désirable que, selon le vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes, des salles d'asile fussent ouvertes dans les communes comptant une population agglomérée de deux mille habitants; malheureusement le défaut de ressources est un obstacle à ces fondations. L'administration ne peut qu'en recommander l'établissement aux conseils municipaux, là ou les revenus des communes le permettent.

2° *Dépenses extraordinaires de l'Ecole normale.*

Ce crédit dont il a été question à l'article 1^er^ du sous-chapitre II est de 400 fr.

3° *Allocation pour le cours normal d'institutrices de Douai.*

Le cours normal d'institutrices de Douai continue à fonctionner dans d'excellentes conditions. Le nombre des brevets obtenus par les élèves, leur rang dans le classement donnent la certitude que le travail y est sérieux et les études bien conduites. Les institutrices qui en sortent donnent partout l'exemple de l'ordre et de la régularité dans les mœurs. Cet établissement répond dignement à votre confiance et aux sacrifices que vous imposez au département pour son entretien.

Le nombre des élèves-maîtresses est toujours de 36 dont 30 boursières du département et 6 de l'Etat. Le prix de la bourse est de 450 francs. J'ai inscrit au budget le crédit ordinaire de 13,500 fr.

4° *Subvention pour achat de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres.*

Ce crédit me paraît mériter de la part du Conseil un intérêt spécial. En effet, la gratuité de l'instruction primaire, qui est libéralement accordée dans le département du Nord à tous les enfants pauvres, ne peut être une concession utile et pratique que si les élèves auxquels elle s'applique sont mis en mesure d'en profiter et reçoivent, en entrant à l'école, les livres et les fournitures de classe qui leur permettent de prendre part aux leçons.

A ne considérer que le chiffre de 2,500 fr. qui vous est proposé, cette somme peut paraître bien peu importante, mais il convient de remarquer que le crédit départemental n'est que le complément des sacrifices consentis à cet effet par les communes.

5° *Subvention pour achat de livres destinés aux bibliothèques scolaires.*

Les bibliothèques scolaires qui ont pour but de développer et de perfectionner l'instruction puisée dans les écoles primaires sont aujourd'hui dans le département au nombre de 341 pourvues de 34,396 volumes à prêter aux familles. Nous comptions, il y a cinq ans, 188 bibliothèques avec

19,526 volumes. C'est une augmentation de 153 bibliothèques et de 14,870 volumes. Le crédit ouvert au budget du département et d'un certain nombre de communes, les dons de l'Etat et de quelques particuliers bienfaisants ont contribué à cette augmentation à laquelle il serait si utile de donner encore plus de développements.

L'année dernière, vous avez bien voulu voter en faveur de cette œuvre un crédit de 1,500 fr., que j'ai maintenu au budget de 1873.

6°, 7°, 8° *et* 9°. *Encouragements aux instituteurs qui se sont le plus distingués. — Mêmes encouragements aux institutrices. — Mêmes encouragements aux directrices et surveillantes de salle d'asile. — Mêmes encouragements aux directeurs des classes d'adultes.*

Ces divers crédits ont été arrêtés pour l'exercice 1872 ainsi qu'il suit :

2,000 fr. employés à l'acquisition d'ouvrages de librairie pour les instituteurs ;
1,200 fr. répartis en un certain nombre d'institutrices ;
600 fr. répartis de la même manière entre les directrices et surveillantes d'asile ;
Et 3,000 fr. pour encouragements et récompenses aux directeurs et directrices des cours d'adultes.

Les instituteurs et institutrices admis à prendre part à la répartition de ces crédits sont choisis parmi les plus méritants sur des états de propositions dressés par MM. les Inspecteurs des écoles primaires.

Il est toujours utile de récompenser les maîtres et les maîtresses qui se sont distingués par la bonne tenue de leurs classes et les progrès qu'ils font faire à leurs élèves.

10°-11° *Subventions pour venir en aide aux instituteurs qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin. — Mêmes subventions aux institutrices.*

Le Conseil veut bien, chaque année, inscrire à son budget ces deux allocations, l'une de 2,000 fr., l'autre de 1,500 fr., en vue de fournir à l'administration le moyen de venir en aide à des situations éprouvées par des circonstances imprévues.

Cette pensée généreuse n'a rien perdu de sa valeur; vous n'hésiterez pas à en maintenir l'application.

12° *Secours à d'anciens instituteurs retraités et à des parents d'anciens instituteurs dans le besoin.*

C'est le chiffre des années précédentes ; des besoins aussi nombreux que dignes d'intérêt continuent de réclamer vos subsides.

Une partie du crédit est employé pour venir en aide aux instituteurs dépourvus de ressources personnelles pendant le délai assez long qu'exige la liquidation de leurs pensions de retraite. Tous les anciens maîtres et les anciennes maîtresses, sans exception, reçoivent, au moment de la cessation de leurs fonctions, une indemnité de 100 fr.

13° *Indemnité à M. l'Inspecteur d'Académie, au Directeur de l'Ecole normale et aux Inspecteurs primaires.*

MM. les Inspecteurs primaires continuent à remplir leur mission d'une manière très-connveable,

sous la direction éclairée, active et pleine de dévouement de M. l'Inspecteur d'Académie. Nous avons la satisfaction d'annoncer au Conseil que M. le Ministre de l'Instruction publique a augmenté cette année les allocations pour frais de tournées de ces fonctionnaires. Les écoles seront ainsi plus fréquemment visitées et le personnel enseignant recevra avec profit, d'une manière plus suivie, des directions, des conseils, des encouragements utiles.

L'allocation de 10,400 fr. que vous accordez, chaque année, à titre d'indemnité, à M. l'Inspecteur d'Académie, à MM. le Directeur de l'Ecole normale de Douai et les Inspecteurs primaires est toujours parfaitement méritée et j'ai l'honneur de vous en proposer le maintien en 1873. Elle se répartit comme suit :

MM. l'Inspecteur d'Académie	2,000 fr.
l'Inspecteur primaire à Lille.	1,400
le Directeur de l'Ecole normale.	1,000
les Inspecteurs primaires des arrondissements autres que celui de Lille	6,000
Total égal.	10,400 fr.

14° *Subvention à la Déléguée des salles d'asile de l'Académie de Douai.*

En reconnaissance des services rendus au département du Nord par Mme la Déléguée spéciale des salles d'asile de l'Académie de Douai, le Conseil général a bien voulu lui allouer depuis quelques années une indemnité de 500 fr. Vous jugerez sans doute convenable de continuer cette indemnité pour 1873.

15° *Traitement des employés de la Section de l'Instruction primaire et frais généraux d'impression.*

Crédit porté de 8,350 fr. à 12,000 fr. à la session d'avril. Je n'ai qu'à me louer de la nouvelle organisation du service des bureaux et je prie le Conseil de vouloir bien me donner les moyens de la conserver en maintenant au budget de 1873 le crédit nécessaire à cet effet.

16° *Achat de machines à coudre pour écoles de filles.*

Une somme de 1,000 fr. figure depuis plusieurs années au budget pour acquisition de quatre machines à coudre destinées à être placées dans les écoles de filles. Les machines acquises sur les fonds de 1871, ont été attribuées à l'ouvroir de Cassel et aux écoles de Hautmont, Wattrelos et Walincourt.

L'usage s'en généralise de plus en plus et il nous paraît utile que les jeunes filles des écoles des nombreuses communes industrielles du Nord, sans négliger les travaux de couture à la main que rien ne peut remplacer pour les ménagères, soient initiées à la pratique de ces appareils expéditifs de travail. C'est dans le but de leur en faciliter les moyens que ce crédit a pris place au budget et que j'ai l'honneur de vous en proposer le maintien pour 1873.

17° *Ecoles du dimanche. — Subvention en faveur de ceux qui les tiennent.*

Les réunions du dimanche qui existent dans les écoles primaires publiques sous la direction des instituteurs ou institutrices, rendent des services incontestables. Une subvention de 3,000 fr.

est portée depuis plusieurs années au budget départemental en vue de récompenser et d'encourager ceux qui les tiennent. Je pense qu'il y a lieu de la continuer.

Il est bien entendu que ce subside, ayant comme tous les autres une destination spéciale, ne doit pas être confondu avec celui des classes d'adultes et ne doit profiter qu'à ceux qui ouvrent des classes de dimanche et qui font preuve de plus de zèle et de dévouement.

18° *Bulletin de l'Instruction primaire.*

Un bulletin contenant les actes, avis et instructions de l'administration, est envoyé gratuitement à tous les instituteurs et institutrices publics du département. Les titulaires doivent en donner communication à leurs adjoints et adjointes, et il reste la propriété de l'école.

Le crédit de 500 fr. dont il s'agit, permet de faire face à la dépense à laquelle cette publication, dont l'utilité n'a pas besoin d'être démontrée, donne lieu.

19° *Indemnité au Secrétaire ds l'Académie de Douai.*

Vous accordez depuis quelques années au Secrétaire de l'Académie, en résidence à Douai, une indemnité de 500 fr. en raison des travaux relatifs à l'instruction primaire, qui lui incombent en ce qui concerne le département du Nord.

Vous jugerez sans doute convenable de maintenir l'inscription de ce crédit en 1873.

20° *Entretien de deux bourses à l'école normale de l'enseignement secondaire spécial de Cluny.*

Depuis que l'école de Cluny, destinée comme vous le savez, au recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire spécial a été fondée, vers la fin de 1866, le département du Nord y a entretenu deux élèves boursiers choisis, selon la décision du Conseil, parmi les anciens élèves de l'école normale de Douai, pourvus du brevet complet. Les cours de l'école sont de deux années. Les jeunes gens qui les ont suivis sont tous sortis de l'école munis du brevet de capacité.

Une seule bourse est occupée en ce moment par l'élève Lefebvre, autorisée l'année dernière à faire une troisième année d'études en vue de l'agrégation et va devenir disponible à la prochaine rentrée des classes..

L'autre est restée vacante, cette année, par suite du manque de candidats remplissant les conditions exigées.

Le Conseil appréciera s'il convient de maintenir ce crédit au budget de 1873, ou de le réduire de moitié.

21° *Traitement de l'Inspectrice départementale des écoles de filles et des salles d'asile, et frais de tournées.*

En 1867, le Conseil général, sur la demande de M. le Recteur et conformément à la proposition de l'un de mes prédécesseurs, a décidé la création d'un emploi d'inspectrice départementale des écoles de filles et et des salles d'asile à partir du 1er janvier 1868 et il a voté, à titre de

rémunération à la titulaire de ce nouvel emploi, une somme de 1,500 fr. qui devait être répartie ainsi qu'il suit :

Traitement	1,200 fr.
Frais de tournées	300

On a exposé, à l'appui de cette proposition, que le nombre des écoles de filles s'était accru d'une manière notable dans ces dernières années, qu'il s'accroîtrait encore par suite de la mise à exécution de la loi du 10 avril 1867, et qu'il y avait utilité et convenance à confier la surveillance et la visite de ces établissements à une inspectrice spéciale.

Les motifs qui ont déterminé la création de l'emploi n'ont pas cessé de subsister et je propose le maintien du crédit.

22° *Gymnastique. — Sabventions aux communes pour établissement de gymnases, acquisition d'appareils de gymnastique et encouragements aux instituteurs.*

L'enseignement de la gymnastique étant devenu obligatoire dans les écoles primaires du Nord par suite d'une décision du Conseil départemental de l'Instructisn publique, vous avez bien voulu, dans votre session d'avril, inscrire au budget de 1872, conformément à ma proposition, un crédit de 3,000 fr. destiné à suppléer à l'insuffisance des ressources des communes dans l'établissement de gymnases ou d'acquisitions d'agrès et appareils gymnastiques et à encourager les instituteurs qui obtiendront les meilleurs résultats dans cet enseignement.

Plusieurs communes ont déjà obtenu des subventions du département, et de nouvelles demandes ne tarderont pas à se produire.

J'ai l'honneur de vous proposer pareil crédit au budget de 1873.

Budget extraordinaire.

Les ressources du budget extraordinaire se composent du produit des impositions extraordinaires spécialement affectées à l'instruction publique et d'allocations prélevées sur des impositions extraordinaires ou d'emprunts affectés à des dépenses d'intérêt général départemental.

Les besoins de service ordinaire de l'instruction primaire étant suffisamment assurés par le produit des 3 centimes, je n'ai aucune proposition à faire en ce qui concerne le budget extraordinaire.

Budget rectificatif.

Le budget rectificatif comprend les fonds qui n'ont pas reçu d'emploi dans le cours de l'exercice précédent et qui, étant annulés, peuvent recevoir une affectation nouvelle du Conseil général, cumulativement avec les ressources de l'exercice en cours d'exécution.

Le reste disponible de l'exercice 1871 est de 158,180 fr. 87 c. Je prie le Conseil de vouloir bien appliquer cette ressource savoir : 70,180 fr. 87 c. au sous-chapitre II, article 4 du budget ordinaire de 1872 qui a pour titre : Complément des dépenses des écoles communales, et 88,000 fr. à l'article 1er du sous-chapitre III ; subventions aux communes pour constructions et appropriations de maisons d'école de garçons et de filles, etc.

	BUDGET DE 1871.		SOMMES
	Sommes proposées pour 1872.	Sommes allouées par M. le Ministre.	votées pour 1873.
Recettes.			
Trois centimes additionnels..	334011 48	334011 48	346395 78
CHAPITRE Ier			
Dépenses obligatoires.			
1° Dépenses ordinaires de l'École normale :			
Subvention du département *(a)*... 21,258 »			
Entretien de 43 bourses à 450 fr... 19,350 »	43975 »	42843 »	43083 »
— de 11 demi-bourses à 225 2,475 »			
2° et 3° Frais de la Commission d'examen et du service de MM. les délégués cantonaux. . .	1000 »	1000 »	1000 »
4° Complément des dépenses ordinaires des écoles communales de garçons, de filles et mixtes, indemnités aux directeurs et directrices de cours d'adultes, complément du traitement des instituteurs-adjoints, etc.	157535 »	158667 »	170000 »
	202510 »	202510 »	214083 »
CHAPITRE II.			
Dépenses facultatives.			
1° Subventions aux communes pour acquisitions, constructions ou réparations de maisons d'école de garçons, de filles et de salles d'asile, et de mobilier scolaire.	59301 48	59301 48	60112 78
2° Dépenses extraordinaires de l'École normale . .	400 »	400 »	*(b)* 400 »
3° Allocation pour le cours normal d'institutrices.	13500 »	13500 »	13500 »
4° Subvention pour l'achat de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres	2500 »	2500 »	2500 »
5° Subventions pour achat de livres destinés aux bibliothèques communales	1500 »	1500 »	1500 »
A REPORTER.	77201 48	77201 48	78012 78

(a) Allocation départementale pour les dépenses générales de l'École . . . . . 19,458 »
— — pour le traitement du Directeur de l'École annexe. . . 1,800 » } 21,258 »

(b) Achat d'engrais pour le jardin d'expérimentation. . . . . 400 » } 400 »

	BUDGET DE 1871.		SOMMES
	Sommes proposées pour 1872.	Sommes allouées par M. le Ministre.	votées pour 1873.
REPORT.	77201 48	77201 48	78012 78
6° Encouragements aux instituteurs qui se sont le plus distingués.	2000 »	2000 »	2000 »
7° Mêmes encouragements aux institutrices . .	1200 »	1200 »	1200 »
8° Mêmes encouragements aux directrices et surveillantes des salles d'asile.	600 »	600 »	600 »
9° Mêmes encouragements aux directeurs des classes d'adultes.	3000 »	3000 »	3000 »
10° Subvention pour venir en aide aux instituteurs qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin. . . .	2000 »	2000 »	2000 »
11° Subvention pour venir en aide aux institutrices qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin	1500 »	1500 »	1500 »
12° Secours à d'anciens institut^rs retraités et à des parents d'anciens institut^rs dans le besoin..	10000 »	10000 »	10000 »
13° Indemnité à M. l'Inspecteur d'Académie, au Directeur de l'École normale, et frais de bureau aux sept Inspecteurs primaires . .	10400 »	10400 »	10400 »
14° Subvention à l'Inspectrice des salles d'asile..	500 »	500 »	500 »
15° Traitements et indemnités des employés de la section de l'instruction primaire et frais généraux d'impression	12000 »	12000 »	12000 »
16° Achat de machines à coudre pour écoles de filles	1000 »	1000 »	1000 »
17° Écoles du dimanche. — Subvention pour ceux qui les tiennent.	3000 »	3000 »	3000 »
18° Bulletin de l'Instruction primaire	500 »	500 »	500 »
19° Indemnité au Secrétaire de l'Académie de Douai	500 »	500 »	500 »
20° Entretien de deux bourses à l'école normale de l'enseignement secondaire spécial de Cluny.	1600 »	1600 »	1600 »
21° Traitement de l'inspectrice départementale des écoles de filles et des salles d'asile et frais de tournée.	1500 »	1500 »	1500 »
22° Gymnastique. Subventions aux communes et encouragements aux instituteurs.	3000 »	3000 »	3000 »
TOTAL.	131501 48	131501 48	132312 78
RÉCAPITULATION.			
Chapitre I^er — Dépenses obligatoires	202510 »	202510 »	214083 »
Chapitre II — Dépenses facultatives	131501 48	131501 48	132312 78
TOTAL.	334011 48	334011 48	346395 78
Les ressources s'élèvent à	334011 48	334011 48	346395 78
BALANCE.	» »	» »	» »

SOUS-CHAPITRE XVI.

Cadastre. — Situation des travaux: — Subventions aux communes.

J'ai l'honneur de rendre compte au Conseil général de la situation des travaux du cadastre dans le département du Nord.

Canton d'Avesnes-Nord.

Le renouvellement du cadastre est achevé dans les 14 communes du canton d'Avesnes-Nord ; le dernier rôle cadastral de ce canton, celui de la commune d'Avesnes, a été émis pour 1872.

Canton d'Avesnes-Sud.

Deux des communes de ce canton, qui en comprend douze, ont eu leur nouveau rôle cadastral émis pour 1872. L'expertise qui vient d'être terminée dans trois communes va être entreprise dans deux autres, et les nouveaux rôles de ces cinq communes seront mis en recouvrement pour 1873. Dans les cinq dernières, l'arpentage sera terminé à la fin de l'été.

Canton d'Orchies et de Roubaix (moins la ville de Roubaix).

La triangulation du canton d'Orchies est terminée, et l'arpentage sera entrepris cette année dans quelques-unes des neuf communes qui le composent. Les travaux y marcheront plus rapidement que dans les deux cantons d'Avesnes, qui présentaient pour l'arpentage certaines difficultés, et l'on pourra sans doute commencer dès l'année prochaine l'arpentage des trois communes de Croix, Wasquehal et Wattrelos.

D'après le budget que j'ai approuvé pour 1872, les frais de renouvellement des deux cantons d'Orchies et de Roubaix s'élèvent à la somme de	43,693,32
Cette dépense est couverte par les sommes votées jusqu'à ce jour par le Conseil, jusqu'à concurrence de celle de	17,872,59
Il reste donc à pourvoir pour l'achèvement de ces deux cantons à une dépense évaluée à	25,820,73

Pour faire face à cette dépense, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget départemental de 1873 une somme de 20,000 fr., à titre de subvention aux communes des cantons d'Orchies et de Roubaix, pour frais de renouvellement de leur cadastre.

SOUS-CHAPITRES XVII, XVIII ET XIX.

Emprunt départemental de 15 *millions.*

Aux termes du traité passé concernant l'emprunt de 15 millions pour la défense nationale, l'amortissement doit en être effectué moyennant cinq annuités de 975,000 fr. et trente annuités de 1,150,000 fr. chacune. La première de ces annuités a été payée en 1871, et la première

moitié de l'annuité de 1872 a été versée à l'échéance du 1er mai dernier. D'un autre côté, sur les 220,000 obligations émises, il en est resté 107,143 en la possession du département. Parmi ces dernières, 875 sont sorties aux quatre tirages qui ont eu lieu en 1871, et leur remboursement ainsi que les intérêts et primes obtenues ont produit une somme de 471,458 fr.

Le service dudit emprunt a donné lieu, en 1871, aux dépenses suivantes :

Amortissement	975,000	»
Frais de timbre	20,538	85
Droits de transmission	8,277	09
Indemnité à M. Kiener, pour change	3,650	72
Frais d'impression relatifs aux tirages des obligations	444	»
	1,007,910	66

La dépense présumée de 1873 s'élèvera, savoir :

3e annuité de l'amortissement	975,000	»
Abonnement pour frais de timbre des obligations	13,230	57
Droits établis sur les titres nominatifs et au porteur	36,400	»
Frais d'impression	500	»
Le crédit à inscrire au budget de cet exercice est donc de	1,025,130	57

En même temps il y a lieu de voter en recettes une somme de 460,000 fr. représentant le produit des intérêts, remboursements et primes des obligations non placées.

Les prévisions pour 1872, en ce qui concerne le même emprunt, avaient été bien établies à l'exception, toutefois, des droits sur les titres qui n'ont pas été prévus, et un crédit de 988,335 fr. 37 c. se trouvait inscrit, pour cet objet, au budget dudit exercice ; mais l'imposition extraordinaire de 17 c. 11 d.-m., portée en recette, n'ayant été autorisée que jusqu'à concurrence de 12 c., ce crédit a dû être réduit de 427,934 francs 45 c., afin de renfermer les dépenses dans la limite des ressources.

Pour combler ce déficit, je propose au Conseil le prélèvement de pareille somme de 427,934 fr. 45 c., plus celle de 32,065 fr, 55 c., destinée à l'acquit des droits de timbres et autres, sur la portion de l'emprunt non encore ordonnancée et s'élevant à 850,000 fr.

CHEVAUX RÉQUISITIONNÉS. — OBLIGATIONS ÉMISES.

Les chevaux réquisitionnés pour l'artillerie de la garde nationale mobilisée ont donné lieu à une dépense de 635,717 fr. 03 c., sur laquelle il a été donné, en attendant le paiement effectif, des obligations pour une somme de 631,475 fr. Ces obligations, remboursables dans un délai de cinq ans, sont productives d'un intérêt de 5 9 % l'an.

Les remboursements, qui ont pu être effectués au moyen des ressources de l'exercice 1871, s'élèvent à	444,897	20
de telle sorte que la dette en question se trouve réduite actuellement à	186,581	80

Indépendamment de la somme de.	444,897	20
ci-dessus, représentant le montant des remboursements, il a été payé :		
Pour l'acquit des intérêts	9,412	»
Et pour droits de timbre et autres.	332	33
Ensemble. . . .	454,641	53

Pour assurer, en 1873, le service des obligations dont il s'agit, je propose l'inscription au budget de cet exercice d'un crédit de. 9,329 09
auquel il convient d'ajouter, pour permettre de satisfaire aux demandes de remboursement qui peuvent se produire, une somme de . . . . . 10,000 »

Soit en totalité. 19,329 09

FOURNITURE POUR LA GARDE MOBILISÉE. — BONS DÉPARTEMENTAUX.

Des bons remboursables dans un délai de un à trois ans et s'élevant à . . 715,843 73
ont été également émis au sujet des fournitures faites pour la garde nationale mobilisée.

Sur cette somme, ... 624,288 73
ont été remboursés et les intérêts payés avec les ressources de 1871, de sorte que la dette en question se trouve réduite présentement à. . . . . 91,555 »

A l'exception de deux de ces bons, s'élevant en totalité à 14,000 fr. environ, ils sont remboursables dans les premiers mois de 1873. Dans ces conditions, j'estime donc qu'il y a lieu d'en liquider l'intégralité ;

Je propose, en conséquence, au Conseil général, de voter un crédit à cet effet au budget de ce dernier exercice, savoir . . . . . } 91,555 »
pour le remboursement du capital, et . . . . . }
pour les intérêts, droits de timbre et de transmission. 47 80

96,335 »

Préfecture. — Nouvel hôtel.

Le Conseil général a bien voulu dans sa session d'avril dernier, adopter les mesures que je lui ai proposées pour mettre la partie affectée aux services administratifs du nouvel hôtel de Préfecture en état de recevoir sa destination et m'a autorisé en principe à disposer à cet effet d'une somme de 145,000 fr., tant pour les travaux à faire, que pour l'acquisition du mobilier nécessaire.

Ces travaux et fournitures ont été effectués et les divers services de l'Administration départementale sont actuellement installés dans les locaux qui ont été disposés pour les recevoir.

D'après le rapport ci-joint de M. l'Architecte du département, les dépenses d'appropriation et d'ameublement, ces dernières faites sous le contrôle de MM. les Conseillers généraux, délé-

gués par la Commission départementale, se sont élevées à une somme de. . . . 136,150 fr.
Sur laquelle il a été payé, au moyen des fonds du budget de 1871. . . . . 32,000 »

En sorte qu'il reste dû. . . . . 104,150 »

D'un autre côté, la somme de 40,000 fr., votée en 1871, pour la réparation des dégâts occasionnés par l'occupation de l'Hôtel par les troupes, n'a pas été inscrite au budget de 1872. Ce fait a été porté à la connaissance du Conseil général. J'ai demandé à M. le Ministre de l'intérieur de la faire rattacher au budget par une décision spéciale, mais l'insuffisance des ressources de l'exercice n'a pas permis à l'Administration supérieure d'accueillir ma demande. Cette somme est en conséquence à porter au budget de 1873 sauf partie au budget rectificatif de 1872 — 40,000 fr.

Les services administratifs étant établis dans le nouvel hôtel, il est nécessaire de pourvoir sans retard à l'achèvement complet de l'édifice, pour que les locaux affectés à l'habitation reçoivent aussi au plus tôt leur destination. Les dépenses à faire à cet effet sont évaluées comme suit dans le rapport précité de M. l'Architecte départemental :

Travaux . . . . . 200,000 fr.

Ameublement des appartements et des salons, d'après le devis fait sous le contrôle de MM. les Conseillers généraux délégués 215,000 »

Ensemble . . . . . 415,000 »

M. l'Architecte signale en outre la nécessité de l'établissement d'une serre pour la conservation des plantes actuellement existantes dans le jardin de l'ancienne Préfecture et destinées à être transportées dans la nouvelle ; le devis qu'il présente pour ce travail s'élève à. . . . . 17,850 »

Enfin, M. l'Architecte fait remarquer qu'il reste dû à l'entrepreneur sur les travaux qu'il a exécutés jusqu'en 1870, une somme d'environ 242,000 fr., ormant l'importance du dixième qui lui a été retenu à titre de garantie et sur lequel aucun à-compte ne lui a été délivré. Il propose de pourvoir également au paiement de cette somme, ci . . . . . 242,000 »

Ces diverses dépenses forment un total de. . . . . 819,000 »

Ces dispositions me paraissant susceptibles de recevoir l'adhésion du Conseil général, il y a lieu de déterminer les ressources au moyen desquelles le paiement des dépenses pourra avoir lieu.

Comme première ressource, il existe un excédant de recettes de 129,350 fr., provenant de l'exercice 1871 et inscrit au budget de report. Je propose à l'Assemblée d'imputer sur cette somme : 1° celle de 104,150 fr. restant due sur les travaux et dépenses effectués en 1872 ; 2° celle de 25,200 fr. à valoir sur les 40,000 fr., formant le montant des dégâts causés par les

troupes, et d'inscrire au sous-chapitre XVII du budget de 1873, comme imputable sur le produit des centimes extraordinaires, à imposer pour cet exercice :

1° Le complément de la somme de 40,000 fr. précités	14,800 fr.
2° Les autres dépenses ci-dessus énumérées relatives à l'achèvement de l'habitation, l'établissement de la serre et le remboursement de la retenue de garantie fait à l'entrepreneur, montant ensemble à	674,850 fr.
Total.	689,650 fr.

Préfecture. — Nouvel hôtel. — Entretien.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un rapport de M. l'Architecte du département, pour l'entretien, en 1873, du nouvel hôtel de Préfecture.

M. l'architecte a compris que le service d'un édifice aussi vaste exige des dépenses importantes pour que toutes les parties qui le composent soient toujours maintenues dans un état satisfaisant de propreté et de convenance en rapport avec la destination du monument. — Cette prévision est très-fondée. Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que le personnel actuel est insuffisant pour le service d'entrètien ; que des gens de service supplémentaires sont nécessaires ; que l'éclairage au gaz, le chauffage des calorifères, les soins à prendre et les ouvrages à faire pour la conservation des toitures, des grandes salles, des corridors, escaliers, bureaux, le service des eaux, etc., donneront lieu à une dépense élevée. M. l'Architecte départemental l'évalue à 21,000 fr. et cette somme ne me semble pas exagérée Je ne puis, toutefois, donner à cet égard de renseignements précis ; il s'agit d'une expérience à faire. Les résultats de cette expérience nous indiqueront la nature des besoins auxquels il y aura lieu ultérieurement de satisfaire.

Je prie, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien inscrire au sous-chapitre 1er du budget de 1873, un crédit de la somme de 21,000 fr. précitée, pour l'entretien du nouvel hôtel de la Préfecture.

En outre, et tout d'abord, il y a lieu de pourvoir à l'entretien de l'hôtel, pendant les cinq mois qui restent à courir de l'année 1872. Au début surtout la dépense sera élevée, attendu qu'il faudra faire face aux frais de déménagement, aux frais d'installation, à l'achat du matériel nécessaire, etc. Je ne puis prévoir quel en sera le chiffre ; je sais seulement qu'elle sera importante. Dans cette situation, je prie le Conseil général, de vouloir bien, pour me mettre en mesure d'assurer cette partie du service, m'autoriser de confiance à disposer, pour cet objet, d'une somme de 20,000 fr. sur les fonds au budget rectificatif de 1872, sauf justification de son emploi.

Nouvel hôtel de Préfecture. — Logement de M. le Secrétaire général.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un rapport par lequel M. l'Architecte du département propose de pourvoir, au moyen d'un crédit de . . . . . 1,200fr. à l'entretien de la partie du nouvel hôtel de Préfecture, affectée au logement de M. le Secrétaire général, et fait connaître qu'il a été dépensé en 1869 et 1870 dans ce logement :

Pour l'entretien.	150 fr.
Ponr consommation de gaz	479 »
Ensemble	629 »

Les propositions de M. l'Architecte me paraissant bien justifiées, je prie l'Assemblée de vouloir bien allouer au sous-chapitre 1er la somme précitée de 1,200 fr. et inscrire celle de 629 fr., au budget rectificatif de 1872.

Ancien hôtel de Préfecture. — Entretien.

Depuis plusieurs années un crédit de 6,000 fr., est inscrit au budget départemental pour l'entretien de l'ancien hôtel de Préfecture. Bien que les services administratifs soient aujourd'hui transférés dans le nouvel hôtel, il sera nécessaire de continuer à entretenir l'ancien, qui restera habité pendant encore une année au moins ; mais la dépense pourra être moindre et je suis d'avis qu'un crédit de 5,000 fr., soit inscrit pour cet objet au prochain budget.

Je prie le Conseil général de vouloir bien allouer ce crédit.

Bibliothèque militaire.

M. le Ministre de la Guerre a désigné la ville de Lille comme le principal centre militaire du Nord, pour recevoir une bibliothèque destinée aux études des officiers. Je n'ai pas besoin d'insister sur l'utilité de cette création qui frappera tous vos esprits.

L'autorité militaire m'a fait part des difficultés qu'elle rencontrait dans l'exécution de ce projet. Aucun des bâtiments militaires ne se prêtait à l'établissement de la bibliothèque. Les uns sont trop exigus ; les autres trop éloignés du centre de la garnison.

Ainsi, cette organisation nouvelle qui peut rendre de si utiles services se trouvait arrêtée par un obstacle purement matériel.

J'ai pensé, Messieurs, que vous comprendriez trop l'intérêt qui s'attache à la fondation d'une bibliothèque de garnison, dans les circonstances actuelles, pour ne pas venir en aide à l'autorité militaire. J'ai visité avec M. le Général de division les locaux de la nouvelle Préfecture, et nous y avons trouvé une série de quatre pièces sans destination, isolées des bureaux, indépendantes et parfaitement propres à l'affectation dont il s'agit. L'installation très-simple de la bibliothéque militaire pourrait y être faite sans dépense et le département du Nord aurait ainsi rendu un service que reconnaît d'avance la lettre de M. le Général, commandant la Division, que j'ai l'honneur de placer sous les yeux du Conseil. Ce serait, pour les officiers de la garnison, un avantage sérieux et que, j'en suis certain, vous ne vous refuserez pas à leur donner.

Lignes télégraphiques.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les renseignements qui me sont fournis par M. l'Inspecteur des lignes télégraphiques, sur la situation et le service de ces lignes dans le département.

Ces renseignements constatent que les bureaux ouverts à la correspondance privée sont au nombre de 86, dont :

Bureaux de l'Etat, y compris trois stations sémaphoriques.	18
Bureaux à service municipal.	45
Bureaux établis dans les gares de chemins de fer	23
Total. . . .	86

C'est-à-dire sept de plus qu'en 1871, pour les bureaux municipaux et un pour les bureaux de l'État. Ce dernier est Armentières, précédemment bureau municipal. Les nouveaux bureaux municipaux sont: Croix, Marquette, Saint-André, Templeuve, Les Moëres, Orchies et Renescure, qui sont de récente création et qui sont ou seront bientôt définitivement établis.

M. l'Inspecteur produit un état comparatif du service pendant les six premiers mois des années 1871 et 1872. Il résulte de cet état que le nombre des dépêches qui avaient été, dans la première période de 1871, de 104 484, dont pour les correspondances intérieures 85 954, et 225 30 pour les dépêches internationales, a été, dans celle de 1872, de 43 832 seulement, dont pour les correspondances intérieures 27 959, pour les correspondances internationales 15 873, ce qui fait ressortir une diminution : pour les dépêches intérieures de 57 995, et de 6 657 pour les dépêches internationales, et au total une diminution effective de 64 652.

Les taxes appliquées se sont élevées, pendant le premier semestre de 1871, à 185,012 fr. 45, et pendant le premier semestre de 1872, à 194,872 fr. 05. Il y a en plus, pour les dépêches intérieures, 53,441 fr. 45, et en moins pour les dépêches internationales, 43,581 fr. 85. En résumé, l'augmentation a été de 9,859 fr. 60

Je communique également au Conseil général un état comparatif du produit des taxes depuis l'application de la surtaxe, calculée à raison de deux décimes par franc pour les dépêches départementales, et à raison de quatre décimes par franc pour les dépêches internationales.

Pendant le mois de mars 1872, ancien tarif, le nombre des dépêches départementales interdépartementales et internationales s'est élevé à.	24,216	»
Pendant le mois de mai, nouveau tarif, à	22,143	»
Soit une différence en moins de	2,073	»
Les taxes appliquées se sont élevées pendant le mois de mars à. . . .	30,238	85
Et pendant le mois de mai à.	33,419	30
Soit une différence en plus de.	3,180	45

J'ai l'honneur de mettre en outre sous les yeux du Conseil général une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur, du 25 avril dernier, en réponse à la communication qui lui a été faite des vœux émis par le Conseil, dans sa session de 1871, sur la situation de ce service.

Les renseignements contenus dans cette dépêche sont favorables presque en tous points; plusieurs des vœux émis ont été accueillis et les autres paraissent susceptibles de recevoir prochainement une suite utile. J'ai mis la commune d'Arleux sur la voie d'une demande en établissement d'un bureau télégraphique sur son territoire.

La Commission départementale a eu communication de cette dépêche dans sa séance du 14 mai dernier.

Le service télégraphique fonctionne dans tout le département d'une manière satisfaisante et continue à prendre plus d'extension.

Service des Postes.

J'ai l'honneur de résumer ci-après le rapport de M. le Directeur des postes indiquant les améliorations réalisées dans le service postal du département pendant les années 1871-1872, améliorations qui répondent à des vœux exprimés par le Conseil général dans ses précédentes sessions.

Un second emploi de contrôleur a été créé à la direction du département. La recette simple de Lille (quartier de la place Saint-Martin) a été convertie en recette composée. Des distributions ont été établies à Baisieux, Quiévy, Roncq et Villers-Sire-Nicole. Un même établissement, créé à Arnèke, sera mis prochainement en activité.

Des propositions ont été soumises à l'examen de l'administration générale des postes pour la création de bureaux de distribution dans les communes d'Artres et Préseau, arrondissement de Valenciennes; Aubigny-au-Bac et Raimbeaucourt, arrondissement de Douai, Avesnes-lez-Aubert, Honnechy, Saint-Aubert et Viesly, arrondissement de Cambrai; Bollezeele, arrondissement de Dunkerque; Cartigny, arrondissement d'Avesnes; La Gorgue, arrondissement d'Hazebrouck; et Wattrelos, arrondissement de Lille.

Les études relatives à Cartigny, La Gorgue et Wattrelos, ont été spécialement recommandées. Ces deux dernières communes sont déjà dotées de deux distributions journalières.

Les communes de Caëstre, Glageon et Phalempin jouissent aussi d'une double distribution, mais il n'a pas été possible d'accueillir leurs demandes d'établissement de bureau, à raison de la proximité du bureau qui les dessert et de l'insuffisance des crédits alloués.

Un nouveau service de transport des dépêches, établi entre Douai et Flines-lez-Raches, a doté cette dernière commune, ainsi que celle de Raches, d'une double expédition et réception des dépêches.

Un train express, établi entre Dunkerque et Hazebrouck, prend maintenant, à dix heures du matin, les dépêches de Dunkerque à destination de l'ambulant de Lille à Calais, qui étaient dirigées précédemment à 6 heures 55 du matin.

La création d'un train de nuit sur la section du chemin de fer d'Aulnoye à Hirson, a permis de doter d'un service rapide et régulier pour l'échange des dépêches, les bureaux d'Avesnes, Beugnies, Solre-le-Château, Etrœungt, Sains, Fourmies, Trélon, Wignehies et Anor.

La ligne du chemin de fer direct de Lille à Valenciennes, sera utilisée, dans un bref délai, pour le transport des dépêches de et pour Templeuve.

Une seconde correspondance journalière a été établie entre les bureaux suivants :

Lille avec Annœullin, Crespin, Jeumont et Steenwerck ;

Berlaimont avec Anor, Sains, Trélon et Wignehies ;

Douai avec Crespin, Calais, Dunkerque, Hazebrouck et Saint-Omer ;

Iwuy avec Douai et Valenciennes ;

Annœullin avec l'ambulant de Calais à Lille.

Des boîtes mobiles adaptées aux voitures des courriers d'Avesnes à Solre-le-Château, de Bergues (station) à Hondschoote, de Caudry (station) à Walincourt, permettent aux habitants des localités situées sur le parcours, de déposer leurs correspondances au moment du passage des courriers.

Des boîtes aux lettres mobiles ont été établies dans les gares d'Armentières et de Fourmies.

Enfin, dix-huit boîtes aux lettres supplémentaires ont été concédées à diverses communes, et deux nouveaux emplois de facteurs de ville, créés dans chacune des villes de Dunkerque et Roubaix, et un à Tourcoing, ont permis de faire opérer plus rapidement la distribution des correspondances.

De nombreuses communes sont desservies dans des conditions beaucoup plus satisfaisantes et et des secondes levées de boîtes sont effectuées partout où il a été possible de prescrire la mesure.

Toutes ces améliorations témoignent du zèle intelligent et dévoué au service qui préside à l'importante direction du Nord.

En ce qui concerne les facteurs, en faveur desquels le Conseil général a bien voulu demander une amélioration de position, 212 ont obtenu des augmentations de traitement s'élevant ensemble à la somme de 12,390 fr., et une indemnité éventuelle de 2,650 fr. a été répartie entre 170 de ces sous-agents.

Le service de la distribution des correspondances est partout effectué aux heures normales, sauf à Dunkerque où l'arrivée tardive des trains ne permet pas d'assurer la distribution dans des conditions satisfaisantes et réglementaires. Cet état de choses ne pourra être modifié que si la Compagnie du chemin de fer du Nord accélère la marche des trains entre Arras et Dunkerque.

Quant aux recettes, elles ont produit en 1871, une somme de	3.510.566 »
soit une augmentation sur 1869, de	654.379 »
et sur 1870, de.	1.283.000 »
Elles se sont élevées pendant les cinq premiers mois de 1872, à	1.357.634 »
d'où une augmentation sur la période correspondante de 1870, de	252.447 »
et sur celle de 1871, de	307.501 »

La progression constante des recettes doit être attribuée non-seulement à l'élévation des tarifs, mais encore à l'augmentation incessante du nombre d'objets de correspondance confiés au service des postes.

Postes. — Bureau d'Armentières.

La Chambre consultative des arts et manufactures et le Conseil municipal d'Armentières demandent la conversion en bureau composé de la recette des postes de cette ville.

Dans sa récente session, le Conseil d'arrondissement a émis un vœu favorable à cette demande.

A la suite de ce vœu, je me suis empressé de recommander de nouveau cette affaire à toute l'attention de M. le Directeur des postes du département.

Par la lettre en date du 1er août courant, que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, M. le Directeur reconnaît que le bureau d'Armentières occupe le premier rang parmi les recettes simples de 2e classe, à laquelle il appartient, et réunit, dès à présent, les conditions et produits réglementaires pour devenir composé, mais qu'il se trouve primé par les 64

recettes simples de 1re classe. Ensuite, à cause sans doute des nécessités budgétaires, le crédit qui avait pour but la création, chaque année, de dix bureaux composés, ne figure pas au budget de 1872.

L'administration des postes ne peut, dès lors, prévoir l'époque à laquelle la transformation du bureau d'Armentières pourra avoir lieu.

Toutefois la demande de cette ville étant reconnue justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien l'appuyer également d'un vœu favorable.

Justices de paix. — Traitement des greffiers.

Dans ses précédentes sessions, le Conseil général a exprimé un vœu pour l'augmentation du traitement des greffiers de justice de paix, qui était fixé à 600 fr.

J'ai l'honneur de faire connaître au Conseil général qu'à partir du 1er janvier 1872, le traitement des greffiers de justice de paix a été porté à 650 francs et celui des greffiers de police à 700 francs.

Ces augmentations sont évidemment insuffisantes, mais eu égard surtout aux nécessités budgétaires, elles témoignent de la sollicitude du gouvernement en faveur de ces modestes fonctionnaires.

Inspection des pharmacies.

Le Conseil général s'est occupé, en 1869 et 1871, de la question relative à l'inspection des pharmacies et des magasins de drogueries et d'épiceries.

En 1871, il a émis le vœu que l'arrêté du 25 thermidor au XI soit modifié en ce sens, qu'à l'avenir l'inspection des pharmacies soit considérée comme un service départemental tant au point de vue de la recette que de la dépense

J'ai recommandé ce vœu à toute la sollicitude de M. le Ministre de l'agriculture et du commerce ; mais la question est très-importante. En effet, si, dans le Nord, les taxes produisent une somme supérieure aux dépenses, le produit total pour toute la France est insuffisant pour couvrir les frais occasionnés par le service d'inspection. De cette façon la modification demandée, qui ne peut avoir lieu que par mesure générale en vertu d'une loi, aurait pour résultat d'augmenter considérablement la quotité des taxes dans certains départements.

En 1871, le nombre d'établissements visités dans le département du Nord a été de 7,347 répartis entre 360 communes ; 1897 ont été exemptés du droit de visite à raison de leur peu d'importance.

Le montant total des rôles a été de 22,164 fr. et les sommes allouées à MM. les Inspecteurs se sont élevées à 16,000 fr., chiffre fixé d'avance par M le Ministre comme ne pouvant être dépassé.

Cette somme est évidemment insuffisante, si l'on considère que pour les Inspecteurs de l'arrondissement de Dunkerque l'allocation ne représente que 10 fr. 38 c. par journée de tournée. — La moyenne est de 20 fr. environ, pour tous les arrondissements. La différence dans les indemnités accordées provient de ce que la répartition de la somme allouée est la même depuis plusieurs années, tandis que l'inspection s'étend chaque année davantage. M. le Ministre a demandé des

renseignements afin d'établir, pour l'inspection de 1873, des bases de rémunération aussi générales et aussi équitables que possible.

Je crois utile de faire connaître au Conseil général que M. le Ministre de l'agriculture et du commerce vient de décider que MM. les Maires recevront, à l'avenir, communication des rapports de MM. les Inspecteurs sur les résultats de leurs visites.

Abattage prématuré des veaux.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a émis l'avis que dans les villes ou communes populeuses possédant un abattoir public, la vente de la viande de veaux ne soit permise qu'autant que ces animaux auront atteint le poids de 100 kilog. brut ou de 60 kilog. net de viande.

J'ai transmis cet avis à MM. les Maires des localités désignées en les priant de prendre un arrêté dans ce sens.

La mesure est aujourd'hui mise à exécution dans les principales villes du département savoir : Lille, Roubaix, Tourcoing, Valenciennes, Cambrai, Douai, Armentières, Le Câteau, Fourmies, Solesmes, Le Quesnoy, Avesnes et Lannoy.

Quelques villes possédant des abattoirs publics ne l'ont pas encore adoptée. J'appelle de nouveau à ce sujet l'attention de MM. les Maires de ces villes.

Marchés aux bestiaux.— Fresnes.

Par une délibération du 20 novembre 1871, le Conseil municipal de Fresnes demande la création dans cette commune : 1° d'un marché aux bestiaux le lundi de chaque semaine, à l'exception du 1er lundi d'août, du 3e lundi de septembre et des lundis qui auront pour date les 10, 20 ou 30 ; 2° d'un franc-marché le 4e lundi de chaque mois.

Cette demande a été soumise à l'instruction réglementaire.

Sur 113 conseils municipaux qui ont été consultés, 97 se sont prononcés affirmativement, 12 se sont abstenus et 4 ont émis un avis contraire : ce sont ceux de Landas, Maulde, Curgies et Condé.

L'avis de Landas est basé sur ce que les marchés projetés tomberaient le même jour que ceux d'Orchies ; mais cette ville est éloignée de plus de 23 kilomètres de Fresnes.

Maulde déclare que les marchés ne lui seraient d'aucune utilité.

Curgies fait observer que ces marchés coïncideraient avec ceux de Valenciennes, ce qui n'est pas exact, ces derniers se tenant le mardi.

Condé expose que les marchés de Fresnes ne répondraient à aucun besoin réel, et qu'ils ne pourraient que nuire à ceux de Condé; toutefois, en cas d'acceptation de la demande, le Conseil municipal de Condé propose que les marchés n'aient jamais lieu le 19 de chaque mois, ni le 18 lorsque le 19 serait un jour férié.

Le Conseil d'arrondissement donne un avis favorable à la demande du Conseil municipal de Fresnes, sous la condition d'ajouter aux exceptions spécifiées, le 19 de chaque mois et le 18 lorsque le 19 serait un jour férié.

M. le Sous-Préfet de Valenciennes se prononce dans le même sens.

La commune de Fresnes qui compte près de 6,000 habitants est entourée d'autres communes également populeuses ; elle est déjà dotée d'un marché aux légumes qui y a pris une réelle importance. La création de marchés aux bestiaux dans cette commune paraît donc suffisamment justifiée.

Quant aux oppositions faites à la demande, trois ne sont susceptibles de recevoir aucune suite, et il sera donné satisfaction à la ville de Condé, en évitant une coïncidence qui serait également défavorable aux marchés de Fresnes.

J'ai l'honneur de proposer, en conséquence, au Conseil général de décider l'établissement à Fresnes :

1° De marchés aux bestiaux qui se tiendront le lundi de chaque semaine, à l'exception du 1er lundi d'août, du 3e lundi de septembre, et des lundis qui auront pour date les 10, 19, 20 ou 30, et le 18 lorsque le 19 sera un jour férié ;

2° D'un franc-marché le 4e lundi de chaque mois.

Steenvoorde. — Création de deux foires aux chevaux.

Par délibération en date du 11 février 1872, le Conseil municipal de Steenvoorde a voté la création dans cette commune de deux foires aux chevaux qui se tiendraient la première, le samedi précédant la St-Jean, la seconde le samedi après le 15 novembre, ou le 15 novembre lorsqu'il tombera un samedi.

Cette demande a été communiquée à l'avis de 75 conseils municipaux ; 55 ont donné un avis favorable et 20 n'ont pas répondu.

Les avis exprimés par le Conseil d'arrondissement et par M. le Sous-Préfet d'Hazebrouck, sont également favorables.

La ville de Steenvoorde, chef-lieu de canton, possède déjà des marchés aux vaches qui sont très-suivis ; par sa situation au milieu d'un canton agricole important, deux foires aux chevaux ne pourraient être qu'avantageuses aux éleveurs, propriétaires et cultivateurs des localités environnantes où il n'en existe pas actuellement.

J'ai donc l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien autoriser la création à Steenvoorde de deux foires aux chevaux qui se tiendront, la première le samedi précédant la Saint-Jean, et la seconde le samedi après le 15 novembre, ou le 15 novembre lorsqu'il tombera un samedi.

Caestre. — Rétablissement de deux foires aux chevaux et aux vaches.

Par délibération en date du 18 mai 1872, le Conseil municipal de Caestre sollicite l'antorisation de rétablir deux foires aux chevaux et aux vaches tombées en désuétude et qui se tiendraient la première le dernier mercredi du mois d'avril, et l'autre le premier mercredi de septembre.

Cette demande a été soumise à l'instruction réglementaire. Sur 38 conseils municipaux consultés, 31 ont répondu favorablement et 7 se sont abstenus.

Le Conseil d'arrondissement et M. le Sous-Préfet d'Hazebrouck sont également favorables à ladite demande qui ne rencontre ainsi aucune opposition.

Les deux foires ont d'ailleurs existé pendant longtemps à Caestre, et rien ne paraît s'opposer à leur rétablissement aux dates indiquées.

J'ai l'honneur de proposer, en conséquence, au Conseil général, de vouloir bien décider que les deux foires aux chevaux et aux vaches qui se tenaient autrefois à Caestre seront rétablies, et qu'elles se tiendront la premiere, le dernier mercredi d'avril, et l'autre le premier mercredi de septembre.

Tribunal civil de Lille. — Création d'une 3e Chambre

Dans sa session de 1871, le Conseil général, s'associant à un vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement, a demandé la création d'une 3e Chambre au Tribunal civil de Lille.

J'ai transmis ce vœu à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en le recommandant à toute son attention.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une lettre de M. le Ministre de la Justice, en date du 15 juillet dernier, relative à cette affaire.

Le projet de création d'une 3e Chambre près le Tribunal de Lille a déjà été examiné en 1869, et à la suite de l'enquête qui eut lieu à cette époque, un troisième poste de substitut fut créé par décret du 14 février 1870, pour assurer le service du Parquet.

M. le Ministre rend justice au zèle avec lequel MM. les Magistrats du Tribunal de Lille, suffisent à la lourde tâche qui leur est imposée.

Il ajoute que si la progression signalée dans le chiffre des affaires continue, le jour n'est pas éloigné où la création de la 3e Chambre demandée deviendra une nécessité, mais que le moment ne lui paraît pas encore venu de donner satisfaction à cette demande qui semble plutôt devoir être réservée jusqu'au jour où le législateur sera appelé à se prononcer sur les modifications utiles dans la réorganisation des Cours et Tribunaux.

Tribunaux de Commerce. — Révision des listes d'électeurs

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, une circulaire en date du 3 juillet, de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la justice, à MM. les Procureurs Généraux, relative à la désignation à faire de trois membres de cette assemblée chargés de procéder à la révision annuelle de la liste électorale pour les tribunaux de Commerce.

Je prie le Conseil de vouloir bien procéder à cette désignation pour chacun des tribunaux de Lille, Roubaix, Cambrai, Valenciennes et Dunkerque.

Les membres qui ont été désignés au commencement de cette année pour faire partie de la Commission spéciale chargée, aux termes de la loi du 21 décembre 1871, de dresser la première liste des électeurs étaient pour :

Lille,	MM. Dansette, Dutilleul et Roussel-Defontaine.
Roubaix,	MM. Descat, Brame, Deregnaucourt.
Cambrai,	MM. Telliez, Macarez, Seydoux.
Valenciennes,	MM. Ed. Hamoir, de Marsilly, et Carlier-Bracq.
Dunkerque,	MM. Gustave Lemaire, Tristram, Joos.

Tourcoing. — Tribunal de Commerce

Dans ses deux dernières sessions, le Conseil général a émis un vœu pour l'établissement d'un Tribunal de Commerce à Tourcoing, qui aurait pour circonscription les deux cantons dont cette ville est le chef-lieu.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général une lettre de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, faisant connaître que l'affaire sera soumise au Conseil d'État, aussitôt la constitution de ce corps, et que selon toute vraisemblance, il lui proposera la création d'un tribunal de commerce particulier à Tourcoing. L'expérience dira, ajoute M. le Ministre, s'il ne serait pas mieux de rattacher Tourcoing à la juridiction du tribunal de Roubaix.

Il y a donc lieu d'espérer une solution conforme au vœu exprimé par le Conseil général.

École de maîtres mineurs à Douai.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a émis un vœu pour la création d'une école de maîtres mineurs à Douai, suivant la demande formulée par le Conseil municipal de cette ville; qui offre non seulement de mettre à la disposition de l'Etat pour la dite école, l'hôtel du Dauphin situé au centre de la ville, mais qui est aussi dans l'intention d'assurer les frais d'installation et d'entretien de l'établissement.

De plus, en prenant l'engagement de faire les frais de 19 bourses annuelles de 500 fr., les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais y ont mis pour condition que l'école serait installée à Douai.

J'ai transmis toutes les pièces de l'affaire à M. le Ministre des travaux publics qui, par sa lettre du 12 avril dernier, a chargé M. l'Ingénieur en chef des mines de se livrer à un examen sérieux de la question, en vue d'arriver le plus promptement possible à une solution. L'attention de ce haut fonctionnaire a été surtout appelée sur les trois points suivants :

1° Installation matérielle de l'École dans le local cédé par la ville de Douai;

2° Organisation administrative de l'école ;

3° Programme des études et des cours.

Par lettre du 21 juin M. l'Ingénieur en Chef des mines fait connaître que le dossier de l'affaire est entre les mains de M. Duporcq, Ingénieur des mines à Valenciennes, lequel a demandé des renseignements à son collègue d'Alais, chargé de la direction de l'école établie dans cette ville.

Ces renseignements seront communiqués à M. le Maire de Douai, pour savoir si la ville est en mesure de fournir un local convenable, et des propositions seront ensuite adressées à M. le Ministre des Travaux publics.

Caisse départementale des retraites.— Liquidation de la pension de la veuve Strub.

M. Strub, (Antonie-Ferdinand-Léopold,) ancien chef de bureau à la Préfecture, est décédé le 10 mai dernier en jouissance d'une pension de 630 fr. sur la caisse départementale des retraites, et sa veuve, la dame Zélie Delhaye, sollicite la reversibilité de la portion de la sus-dite

pension à laquelle elle peut prétendre. Elle joint à sa demande, conformément aux instructions : l'acte de décès de son mari ; son acte de mariage et un certificat constatant que lesdits époux n'ont jamais été séparés judiciairement.

Il résulte de ces pièces que la dame Zélie Delhaye réunit les conditions voulues pour la pension qu'elle sollicite, laquelle, aux termes de l'article 12 du règlement sur la caisse départementale des retraites, doit être fixée au quart de celle dont jouissait son mari.

Je propose en conséquence au Conseil général de liquider à la somme de 157 francs 50 cent. la pension de la dame Zélie Delhaye, veuve Strub.

Caisse départementale des retraites. — Liquidation de la pension de M. Jougleux.

M. Jougleux (Louis), agent-voyer cantonal de 3e classe en résidence à Valenciennes, sollicite la liquidation de sa pension de retraite, pour cause d'infirmités.

Un certificat délivré par M. le docteur Garçon constate, en effet, que cet agent est atteint de tumeurs hémorroïdales et de douleurs rhumatismales qui le mettent dans l'impossibilité de continuer ses fonctions.

M. Jougleux, né le 2 mai 1837, est entré en fonctions dans le service vicinal le 2 mai 1857 et comptera, conséquemment, le 1er septembre prochain, 15 ans, 3 mois et 4 jours de services. Son traitement moyen des trois dernières années a été de 1,644 fr. 44 c.

Aux termes des articles 6, 7 et 10 du règlement sur la caisse départementale des retraites, sa pension doit être liquidée de la manière suivante :

Pour 10 ans, 1/6 de son traitement de 1,644 fr. 44 c.	274 07
Prorata pour 5 ans, 3 mois et 4 jours, à raison de 1/60 par année de ce même traitement	144 19
Total.	418 26

C'est à ce chiffre que je prie la Conseil général de fixer la pension du sieur Jougleux, avec jouissance à partir du 1er septembre prochain.

Caisse départementale des retraites. — Liquidation de la pension de la dame Dubremoy, veuve Renard.

M. Renard (J.-B.-Joseph), ancien agent-voyer à Denain, qui jouissait d'une pension de retraite de 839 fr. depuis le 1er janvier 1869, est décédé le 16 juillet dernier, et sa veuve, la dame Sophie Dubremoy, demande que la portion de cette pension à laquelle elle peut prétendre, lui soit attribuée. Elle produit à l'appui de sa demande :

1° Une copie du décret portant réglement de la pension de son mari ;
2° L'acte de décès de M. Renard ;
3° Son acte de mariage avec la Dame Sophie Dubremoy ;
4° Un certificat constatant que les époux dénommés n'ont jamais été séparés judiciairement.

Les droits de la veuve Renard étant suffisamment établis, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de fixer, conformément à l'article 12 du réglement sur la caisse départementale des retraites, à la somme de 209 fr., le montant de sa pension, soit le 1/4 de celle qui avait été concédée à son mari.

Service vicinal. — Personnel. — Caisse des retraites.

M. Ternant, Agent-Voyer principal, à Dunkerque, expose que dans ses sessions de 1869 et 1871, le Conseil général a admis les Agents-Voyers à faire valoir leurs services antérieurs, soit comme piqueurs, soit comme agents auxiliaires, pour la liquidation de leur retraite, à charge par eux de verser les retenues afférentes auxdits services.

Le Conseil général, en effet, dans ses sessions de 1869 et de 1871, a décidé qu'il serait tenu compte aux Agents-Voyers des services antérieurs rendus par eux, soit à l'État, soit dans d'autres départements, pour la liquidation de leur retraite, et, dans sa séance du 25 août 1869, cette Assemblée a décidé que les Agents-Voyers cantonaux qui auraient de tels services à faire valoir, verseraient la moitié seulement des retenues afférentes à ces services, le département s'étant chargé de verser l'autre moitié.

C'est par suite d'une erreur que M. Ternant n'a pas été compris dans la liste des Agents qui étaient admis à profiter de ces avantages. Il y a lieu de réparer cette omission.

M. Ternant a été nommé Agent auxiliaire, piqueur de 2e classe, par arrêté du 29 octobre 1860, et est entré en fonctions le 1er janvier 1861.

Il a été nommé Agent-Voyer cantonal de 3e classe le 10 octobre 1862 et à partir de ce jour il a versé à la Caisse des retraites.

Il demande que ses services lui soient comptés pour la Caisse des retraites, à partir du 1er janvier 1861. Cette demande est justifiée, car M. Ternant étant né le 18 octobre 1840, avait plus de 20 ans accomplis au 1er janvier 1861, et il y a lieu de l'admettre à verser à la Caisse des retraites la moitié des retenues afférentes à ses services, depuis le 1er janvier 1861 jusqu'au 10 décembre 1862 exclusivement, c'est-à-dire pendant 1 an, 11 mois, 9 jours.

Le traitement fixe attaché aux fonctions d'Agent auxiliaire piqueur de 2e classe était de 800 fr. et la retenue à 4 p. % est égale à 32 fr. par an.

La retenue pour 1 an, 11 mois et 9 jours sera :

Pour 1 an.	32 fr.
Pour 11 mois $\frac{32 \times 11}{12}$	29 333
Pour 9 jours.	» 80
Total. . . .	62 133
Intérêts du 1er janvier 1863 au 1er janvier 1873, soit pendant 10 ans.	31 067
Ensemble.	93 20
dont la moitié est de.	46 60

En conséquence de ce qui précède, j'ai l'honneur de proposer de décider que les services pour la retraite seront comptés à M. Ternant, Agent-Voyer principal à Dunkerque, à partir du 1er janvier 1861, à la charge par lui de verser à la Caisse des retraites la somme de 46 fr. 60, montant de la moitié des retenues y compris intérêt jusqu'au 1er janvier 1873, afférentes à ses services antérieurs.

Industrie minérale.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un rapport de M. l'Ingénieur en chef des Mines, sur la situation de l'industrie minérale dans le département, pendant l'année 1871.

Les faits qui se sont produits pendant le premier semestre de 1871 ont justifié les pressentiments de M. l'Ingénieur en chef des Mines, et la production du bassin houiller du Nord, qui avait diminué pendant l'année 1870 de 561,997 q. m., comparativement à celle de 1869, ne s'est élevée, pendant le premier semestre 1871, qu'au chiffre de 11,843,012 q. m. Mais le chiffre du deuxième semestre qui est de 15,321,270 q. m., est venu changer la situation. En résumé,

l'extraction de 1871 s'est élevée à	27,164,282 q. m.
Celle de 1870 a été de	24,907,577 q. m.
Soit une différence, en plus pour 1871 de.	2,256,705 q. m.

L'extraction de la houille dans le bassin du Nord a donc repris sa marche ascensionnelle, qui est si importante pour l'industrie du département, et tout fait prévoir que cette marche s'accentuera encore plus en 1872.

Les prix de vente, en 1871, ont augmenté pour les houilles grasses de 0 fr. 13 c. par quintal métrique, et ont diminué de 0 fr. 02 c. par quintal métrique pour les houilles maigres. Le bassin houiller est très-riche en houilles maigres, d'une exploitation facile, et les Compagnies ont tout intérêt à favoriser la consommation de ces houilles. L'industrie a d'ailleurs le même intérêt à entrer dans cette voie.

M. l'Ingénieur en chef des Mines rend compte, dans son rapport, des travaux de chacune des Compagnies, et je ne puis que m'y référer entièrement.

Le bassin houiller du Nord a employé, en 1871, 16,766 ouvriers se divisant ainsi :

Ouvriers du fond	13,757
Ouvriers du jour	3,009
Total.	16,766

En 1870, le nombre des ouvriers était de 16,089, soit :

Ouvriers du fond	13,382
Ouvriers du jour	2,707
Total.	16,089

Le salaire moyen par ouvrier, a augmenté, en 1871, de 5 1/2 p. %, comparativement à celui de 1870. La main-d'œuvre par quintal de houille abattue a augmenté de 18 %, comparativement à l'année 1870.

La consommation de houille du département du Nord a été, en 1869, de 32,868,360 q. m.
Celle de 1870 ne s'est élevée qu'à . . . . . 32,449,180 q. m.

Soit une différence en moins de . . . . . 419,180 q. m.

Cette différence porte entièrement sur les usines à fer qui, en 1870, ont consommé 416,070 q. m. de moins qu'en 1869. La diminution de consommation s'explique par l'impossibilité de pouvoir faire venir des fontes des départements de l'Est, pendant le second semestre de 1870.

Depuis le second semestre de 1871, l'industrie houillère, dans le Nord comme dans le Pas-de-Calais, est entrée dans une ère de grande prospérité, et je ne puis que faire des vœux, comme M. l'Ingénieur en chef, pour que cette industrie, qui est une des richesses de ce département, prospère de plus en plus.

Je signale également à l'attention de l'Assemblée les détails que contient le travail de M. l'Ingénieur en chef, sur la situation de l'industrie métallurgique. La métallurgie est aussi entrée, depuis le commencement de 1872, dans une ère de prospérité inespérée.

Ports maritimes.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Ingénieur en chef du service des ports maritimes du département, sur la situation de ce service.

M. l'Ingénieur en chef décrit la consistance et l'importance des attributions confiées à ses soins, tant en ce qui touche les ports en eux-mêmes, la composition de la côte, la marche des alluvions, les courants de marée, qu'en ce qui concerne le balisage de la rade, service qui a reçu depuis quelques années un développement considérable et d'une grande utilité et qui s'étend actuellement dans toute la zône du littoral, sur une longeur d'environ 30 milles marins.

M. l'Ingénieur en chef rappelle l'utilité des manœuvres des écluses à la mer pour le service des desséchements, l'irrigation des terres et l'alimentation du pays, ainsi que la connexité constante qui existe entre la navigation maritime et la navigation intérieure, les deux ports de notre littoral, Dunkerque et Gravelines, étant, en effet, reliés l'un et l'autre au réseau des canaux du Nord de la France et de la Belgique.

Le premier seul de ces ports jusqu'à présent est en communication directe avec les chemins de fer français et belges ; le second sera prochainement rattaché aux voies ferrées du Nord par le chemin de fer concédé de Gravelines à Watten.

A Dunkerque, les bassins à flot sont au nombre de trois : bassin du commerce, bassin de la marine, bassin de l'arrière-port; quatre écluses y correspondent; les principales sont l'écluse à sas de la citadelle et l'écluse simple de barrage du bassin du commerce, adjacente à la première. Les deux autres sont l'écluse de la marine et celle de l'arrière-port, sur le canal de Bergues, ouverte à la navigation intérieure.

Il y a lieu de mentionner en outre le bassin des chasses, de 30 hectares de superficie. L'écluse de ce bassin fonctionnant simultanément avec celles de la Cunette et du fort Revers, réunit une force d'écoulement rapide qui permet, par l'entraînement des sables, d'entretenir dans le port d'échouage, dans le chenal et dans la passe d'entrée, le tirant d'eau nécessaire à la navigation maritime.

Je me réfère, au surplus, aux renseignements détaillés et pleins d'intérêt, contenus dans le rapport de M. l'Ingénieur en chef.

Les transports de marchandises diverses momentanément rallenties pendant la guerre ont repris leur activité ordinaire.

Le nombre des navires entrés et des navires sortis en 1871, au port de Dunkerque, a été de 6,553, d'une capacité totale de 1,134,789 tonneaux et portant 901,000 tonnes de marchandises. Il en résulte une augmentation sur 1870 de 940 navires, de 128,703 tonneaux de jauge, et de 197,000 tonnes de marchandises.

Ce nombre de 6,553 navires entrés et sortis se divise ainsi qu'il suit : français 2,559 ; étrangers 3,994. Ces derniers, comme on le voit, l'emportent de beaucoup sur les premiers par le nombre et surtout par le tonnage.

Aux transports de marchandises se sont ajoutés, dans la première partie de l'année 1871, de nombreux transports de vivres, de munitions, d'armes, pour les besoins de l'armée du Nord, ainsi que des embarquements considérables de troupes, d'artillerie et de matériel, nécessités par les évènements de cette époque. Le port de Dunkerque a pu ainsi, dans ces tristes circonstances, rendre de grands services à la défense du pays.

M. l'Ingénieur en chef signale de nouveau l'insuffisance des crédits affectés à l'entretien des ports. Ces crédits restent chaque année fixés au chiffre de 120,000 fr. bien que le nombre et l'importance des ouvrages d'art à entretenir aient à peu près triplé depuis vingt ans. — Les fonds alloués pour les grosses réparations sont également insuffisants ; ils ne comprennent, pour 1872, qu'une somme de 41,911 fr. 23 c. Je pense avec M. l'Ingénieur en chef qu'il serait à propos de signaler de nouveau à l'administration supérieure les besoins réels du service sur ces deux points, ainsi que je l'ai fait déjà en appelant l'attention de M. le Ministre des travaux publics sur les vœux que le Conseil général a émis à ce sujet dans sa dernière session.

Les grands travaux d'amélioration prescrits par le décret du 14 juillet 1861 suivent leur cours au moyen des avances que la ville de Dunkerque s'est engagée à faire à l'État. Ces travaux avec divers accessoires autorisés par des décisions ministérielles, sont évalués à une somme de 21,263,051 fr. 16 c, sur laquelle il aura été dépensé, à la fin de cette année, environ 7,700,000 fr. Les ouvrages restant à faire, évalués à 13,500,000 fr. environ, consistent dans la continuation des travaux de l'écluse à sas du bassin de l'Ouest, dans la démolition des anciennes fortifications de l'ouest, dans la construction du bassin à flot correspondant avec une partie de ses quais, dans l'achèvement des fossés de la nouvelle enceinte, dans l'addition de 300 m. de quais au bassin du commerce et dans l'établissement de deux formes de radoub.— Il est à espérer que malgré les charges énormes qui pèsent sur le Trésor, l'administration supérieure pourra, grâce aux combinaisons financières de la loi du 20 mai 1868, mettre le service du port en mesure d'achever les importantes améliorations commencées dans une période de temps normale.

A Gravelines, deux séries de travaux extraordinaires ont été entrepris : les uns autorisés par décret du 5 juin 1861 pour l'affectation des fossés de la place à l'écoulement des eaux du pays et auxquels ont été joints, en vertu de décisions ministérielles, la construction du barrage éclusé 63 bis et la reconstruction de l'écluse Vauban, autorisée par décret du 18 janvier 1871. Sur ces divers travaux évalués ensemble à 1,753,021 fr. 85 c., il aura été dépensé au 31 décembre prochain 1,250,000 fr., en sorte que les travaux restant à faire et que l'on espère pouvoir terminer en 1873, représentent une somme de 503,021 fr. 85 c. — La seconde série de travaux autorisée

par décret du 16 septembre 1867 a pour objet l'amélioration intérieure du port, comprenant l'organisation des moyens de halage et l'établissement de quais. Ces travapx, estimés 788,000 fr. et sur lesquels on aura dépensé à la fin de cette année 410,000 fr., s'exécutent au moyen des fonds que la ville de Gravelines, à l'exemple de celle de Dunkerque, s'est engagée à faire l'avance au Trésor.

Dans la dernière partie de son rapport, M. l'Ingénieur en chef répond par des renseignements précis aux observations et aux vœux que le Conseil général a émis dans sa session de 1871. Je prie l'assemblée de vouloir bien s'y reporter.

Navigation intérieure.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports présentés par M. Bertin Ingénieur en chef de la navigation intérieure et par M. Lermoyez, Ingénieur en chef de la navigation de la Belgique sur Paris.

Ces rapports contiennent des renseignements dignes de l'attention du Conseil.

Les canaux et rivières existant dans le département sont au nombre de 17 et ont ensemble un développement de 477 kilomètres 039 m. dont :

Lignes de l'intérieur	315 k. 210
Lignes de la Belgique vers Paris	161 k. 819

M. l'Ingénieur en chef, Bertin, rappelle que de graves perturbations se sont produites en 1871, dans le fonctionnement des voies de transport par eau. Les chemins de fer ayant été impuissants, lors de la reprise des affaires, à pourvoir aux besoins du commerce, les expéditeurs ont eu recours plus que d'ordinaire à la navigation qui, elle-même s'est trouvée paralysée, en partie, par diverses causes et notamment parce qu'un grand nombre de bateaux étaient retenus dans les ports du littoral pour servir provisoirement d'abri aux marchandises qui attendaient leur expédition par les voies ferrées. Il en est résulté momentanémunt une grande élévation des prix du frêt. Malgré ces circonstances, le mouvement de la navigation des canaux du Nord, qui avait été en 1869 de 3,478,801 tonnes et qui était descendu à 2,912,960 en 1870, s'est relevé en 1871 jusqu'à 3,112,942. Cette augmentation, qui est de 200,000 tonnes comparativement à 1870 appartient tout entière à la grande ligne navigable de Paris à Dunkerque. La Deûle et le canal de Bourbourg qui forment dans le département les artères essentielles de cette ligne ont contribué à cet accroissement, la première jusqu'à concurrence de 33 et le second à raison de 43 p. 0/0. La Sensée et la Moyenne Scarpe qui font aussi partie de cette grande ligne ont réalisé, de leur côté, une augmentation sensible de leur trafic. Le mouvement de tous les autres canaux intérieurs a été, en 1871, inférieur à celui de 1870 et plus encore au mouvement de 1869.

L'activité relative signalée en ce qui concerne la ligne de Paris à Dunkerque semble ne s'être pas produite au même degré sur celle de la Belgique vers Paris, dont, cependant, les sections supérieures sont la continuation de la première. Il faut tenir compte, sans doute, des déficits du canal de Mons et de la partie Nord de l'Escaut. Quoi qu'il en soit, M. l'Ingénieur Lermoyez fait connaître que le mouvement des lignes de son service situées dans le département a été, pendant les cinq premiers mois de 1872, très-supérieur à celui des mêmes périodes de 1869 et

1870, et s'est même élevé presque au double de celui de 1871. Il est à espérer que cette situation s'améliorera encore ou au moins se continuera.

MM. les Ingénieurs en chef passent en revue les diverses lignes navigables confiées à leur direction. Ces lignes sont généralement dans un état satisfaisant; celles-ci après, seulement, laissent plus ou moins à désirer.

Le canal de Dunkerque à Furnes est considérablement envasé à défaut d'un entretien suffisant. Depuis 1861, la Compagnie sollicite le rachat de sa concession par l'État, mais sa demande n'a pu jusqu'ici être accueillie. L'administration supérieure a fait connaître qu'elle ne pourrait y donner suite que quand la situation du trésor permettrait de soumettre à la législature le rachat de plusieurs lignes parmi lesquelles elle serait alors comprise.

La partie actuellement exploitée du canal de Roubaix n'est pas, depuis plusieurs années, l'objet d'un entretien suffisant de la part de la ville de Roubaix qui en est concessionnaire. Malgré les instances réitérées de l'administration, la ville s'abstient de pourvoir aux travaux de curage nécessaires. Elle est tenue cependant, par ses engagements de maintenir le canal en bon état et elle aura un compte sérieux à régler avec le gouvernement lorsqu'apres l'achèvement de la partie nouvelle en construction, viendra le moment d'effectuer la remise de la partie actuelle au service de la navigation.

Le canal de Seclin, incomplétement achevé, ne rend que peu de services à cause de son insuffisante profondeur. La Compagnie est dans un état de pénurie qui ne lui permet aucun sacrifice pour améliorer cette situation.

La Scarpe inférieure a perdu la majeure partie de son trafic par le rachat et l'amélioration du canal de la Sensée et par la réduction de droits qui en a été la conséquence. Aussi, la Compagnie de la Scarpe est-elle, par l'effet de cette perte, dans une situation qui explique, si elle ne la justifie, la parcimonie qu'elle apporte à l'entretien de la voie navigable. Le rachat de la concession a été proposé au gouvernement, mais par les causes ci-dessus énoncées, en ce qui concerne le canal de Dunkerque à Furnes, cette demande n'a pu, jusqu'ici, être prise en considération.

Les travaux les plus importants naguères ou encore aujourd'hui en cours, sur nos lignes navigables sont :

1° L'achèvement du canal de Roubaix. Cette entreprise est presque achevée. La construction des portes d'écluses a été récemment adjugée et le travail s'exécute activement. Il reste toutefois à résoudre la question d'alimentation des biefs. Une décision ministérielle de 1870 avait prescrit d'utiliser à cet effet les eaux de desséchement des marais de la Haute-Deûle prises à St-André, mais son exécution a dû être ajournée par suite d'une proposition incidente d'une société de Roubaix ayant pour objet une alimentation au moyen d'une prise d'eau à l'Escaut belge. La question a dû, en conséquence, être de nouveau soumise à l'administration supérieure dont la decision est attendue.

2° La reconstruction de l'écluse de Don sur la Haute-Deûle. Cet important travail vient d'être terminé. Son exécution était indispensable à plusieurs points de vue notamment en ce que le niveau trop élevé du radier de l'ancienne écluse formait obstacle au passage des bateaux naviguant avec un enfoncement de 1 m. 85 c. Cet obstacle est aujourd'hui disparu et la circulation s'effectuer aujourd'hui sans entraves dans toute l'étendue du canal de la Deûle qui forme la principale artère de la navigation du Nord et qui a été dans cette prévision approfondi à 2 mètres, depuis plusieurs années.

D'autres grands travaux sont projetés par l'administration supérieure. Suivant les instructions de M. le Ministre des travaux publics, j'ai soumis aux formalités d'enquête réglementaire deux projets ayant pour objet l'approfondissement de la partie de la Lys qui s'étend entre St-Vincent et l'écluse de Cense à Witz, et du canal de Neuffossé qui relie la Haute-Lys à la rivière de l'Aa.

Les vœux émis par l'Assemblée en 1871, ont été recommandés à l'attention de l'Administration supérieure. MM. les Ingénieurs répondent en ce qui les concerne à ces vœux et font connaître les dispositions qu'ils ont prises pour y donner satisfaction dans la mesure restreinte des ressources mises à leur disposition par l'administration supérieure. Ils indiquent les travaux exécutés dans le cours de cette campagne ainsi que ceux qu'ils signalent comme nécessaires et dont ils se proposent de présenter les projets.

Au nombre des vœux émis par le Conseil général est celui de la réorganisation du service du halage qui avait été établi de 1855 à 1860 afin d'obvier aux difficultés que la traction des bateaux éprouvait et qui a été supprimée à cette dernière époque comme contraire à la liberté du travail. Mon avis est que le Ministre a cédé, en cette circonstance, à un scrupule exagéré. L'Etat, en effet, est le maître sur les chemins de halage qui font partie du domaine public ou qui lui appartiennent à titre de servitude ; il ne doit pas aliéner sa propre volonté pour l'abandonner à des intérêts privés au grand préjudice de l'intérêt général. La liberté pour les riverains ne doit consister que dans la faculté qu'ils avaient, et qui ne peut leur être refusée, de concourir à l'adjudication des relais. Suivant le désir exprimé par la Commission départementale, j'ai insisté à plusieurs reprises auprès de M. le Ministre des Travaux Publics pour qu'une désision fût prise sur cet important sujet. La décision de l'administration supérieure ne m'étant pas encore parvenue, je propose au Conseil général de réitérer son vœu à ce sujet.

Comme le fait connaître M. l'Ingénieur en chef Lermoyez, des études ont été faites pour l'établissement d'un système de touage à vapeur sur l'Oise et sur le canal latéral à l'Oise, et ont été, suivant les instructions de l'administration supérieure, soumises à des enquêtes dans les divers départements intéressés à la navigation du Nord sur Paris. L'enquête du Nord a eu pour résultat un vœu pour l'approbation du projet sous certaines modifications et réserves. Ce système qui paraît promettre célébrité et économie aux transports serait mis en adjudication. En cas de succès, l'administration songerait probablement à l'appliquer aux autres parties de la grande ligne vers Paris et peut-être même aux principales artères de la navigation du Nord.

J'ai recommandé à l'attention spéciale de M. le Ministre des Travaux Publics le vœu du Conseil général tendant à ce que le gouvernement fasse étudier à nouveau l'achèvement du canal de jonction de la Marne à la Saône, et donne suite au projet d'un canal de l'Oise à l'Aisne afin de compléter la nouvelle ligne navigable du Nord au midi. M. le Ministre m'a répondu, en mai dernier, qu'un avant projet a en effet, été étudié par les Ingénieurs pour la jonction de l'Oise à l'Aisne au moyen d'un canal qui abrégerait de 58 kilomètres le parcours navigable entre le Nord et l'Est de notre territoire ; que cet avant projet a été pris en considération et que l'administration, en attendant que les possibilités financières se prêtent à la déclaration d'utilité publique a autorisé MM. les Ingénieurs à préparer les projets définitifs de cette entreprise. Quant au prolongement de la Haute-Marne jusqu'à la Saône, M. le Ministre fait connaître que, sans préjuger en rien la décision à intervenir en ce qui touche la jonction de la Moselle à la Saône et à la Meuse, l'administration a cru devoir autoriser MM. les Ingénieurs à faire l'étude de ce travail.

Service hydraulique.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport présenté par M. l'Ingénieur en chef des Ponts-et-chaussées sur la situation du service hydraulique dans le département.

Les renseignements complets que contient ce travail me dispensent d'entrer dans le développement des diverses parties du service ; je me bornerai, en conséquence, à donner une courte analyse de ce rapport et à mentionner les points qui méritent plus particulièrement l'attention de l'assemblée.

Le rapport de M. l'Ingénieur en chef constate que les divers dessèchements établis sont au nombre de 14, qu'ils embrassent une superficie de 59 692 hectares 21 ares, et que tous sont terminés et à l'état d'entretien normal, à l'exception du dessèchement des marais de Bourlain et de Trith, dont les travaux projetés, qui consistaient dans le curage d'une partie de la rigole principale, n'ont pu être exécutés par suite de l'inondation des marais, ordonnée et exécutée par l'autorité militaire pour la défense de la ville de Valenciennes.

La vanne de desséchement de l'Association des Prairies de Mortage et de Château-L'Abbaye est dans un état de délabrement complet et il est de toute nécessité qu'elle soit refaite à neuf. Sur les propositions de MM. les Ingénieurs et conformément à ma lettre du 29 novembre 1871, le Syndicat a voté un crédit de 100 fr. au projet de budget de 1871 pour la mise en bon état de cette vanne sise à l'amont du pont jeté sur le courant des Balles, mais afin d'équilibrer le budget, qui présentait un déficit de 88 fr. 34, j'ai dû réduire cette somme de 100 fr. à 11 fr. 66 et inviter le Syndicat à inscrire au budget de 1872 un crédit complémentaire de 88 fr. 34 c. J'ai l'espoir que cette vanne est actuellement dans un bon état et je viens d'écrire à M. le Sous-Préfet de Valenciennes pour m'en assurer.

Le projet de réorganisation de l'Association des Marais de la Vergne est en voie d'instruction. Par un arrêté du 31 octobre 1871, j'ai nommé quatre membres supplémentaires du Syndicat des propriétaires des terrains compris dans ce desséchement, et les syndics, tant anciens que nouveaux, sont appelés à proposer le règlement d'administration publique destiné à régir le service d'entretien du desséchement. A la date du 31 janvier 1872, j'ai transmis à M. le Sous-Préfet de Valenciennes les pièces relatives à l'organisation projetée et ces documents sont en ce moment sous les yeux du Syndicat provisoire des propriétaires intéressés au desséchement.

Par lettre du 12 juillet j'ai rappelé cette affaire.

Le développement du desséchement de la vallée de la Scarpe dépasse 150 kilom. On y rencontre 111 ponts, 34 vannes et 10 syphons, non compris les ouvrages de même nature appartenant aux riverains. Cette longue étendue de canaux et ces nombreux ouvrages réclament une attention constante et des soins très-assidus d'entretien dont il importe essentiellement que le Syndicat ne perde pas un instant de vue, sous peine de voir le desséchement gravement compromis.

Plusieurs questions très-importantes sont à l'étude et se recommandent à l'attention de l'administration de cette association.

M. le Président du Syndicat de la Vallée de la Scarpe m'a soumis un projet comme préparatoire à la modification du réglement de la Vallée, mais j'ai dû, suivant l'avis conforme de MM. les Ingénieurs, inviter M. le Président du Syndicat à restreindre le réglement dans les limites tracées dans la dépêche de M. le Ministre des Travaux publics en date du 11 septembre

1871. Les modifications à apporter au règlement étant vivement désirées, j'ai de nouveau, par lettre du 4 juillet 1872, rappelé et réclamé ce travail avec la délibération de la Commission syndicale qui doit intervenir à cet égard.

Le projet, montant à 24,000 fr. et relatif à la restauration de la digue gauche du ruisseau de l'Escrebieux, appartenant à cette commune, a été transmis, le 14 juin dernier à l'Administration supérieure. En considération des extrêmes difficultés auxquelles la situation actuelle de l'Escrebieux à donné lieu, depuis quatre ans, j'ai prié M. le Ministre des Travaux publics de vouloir bien donner son approbation à ce projet et mettre à ma disponition les fonds nécessaires à l'exécution immédiate des travaux.

L'Association desWaeteringues continue à marcher d'une manière satifaisante. Elle est divisée en quatre sections, qui sont dirigées chacune par un Conseil d'administration séparé. L'alimentation de la première, de la troisième et de la quatrième section est bonne ; celle de la deuxième section, sans être tout-à-fait satisfaisante, ne laisse pas trop à désirer.

L'œuvre du desséchement des marais de la Haute-Deûle, concédée à des propriétaires le 31 octobre 1858 et reçue en 1866, est terminée. Conformément à la loi de 1807, les rôles de plus-value ont été rendus exécutoires le 27 juillet 1870 et les contestations qui se sont élevées ont été déférées au Conseil de préfecture en exécution de l'article 26 de la loi du 21 juin 1865. Deux arrêtés de ce tribunal administratif ont déjà été rendus et les parties en cause sont en ce moment devant la juridiction compétente pour en obtenir la révision. L'emprunt de 300,000 fr,. contracté à la caisse des dépôts et consignations préoccupe justement l'association syndicale. Cette question est soumise à l'administration supérieure.

Les curages des cours d'eau se font toujours avec soin chaque fois que le besoin en est démontré. Ces opérations sont exécutées soit par application de l'article 1er de la loi du 14 florcal an XI, combiné avec une ordonnance du Parlement de Flandre, du 14 août 1780, soit par l'intervention d'associations syndicales régulièrement autorisées. Les curages de la première sorte, effectués en 1871, sous la direction des Ingénieurs du service hydraulique, ont embrassé une étendue de 544,048 m

Les associations syndicales organisées pour assurer le curage de quelques cours d'eau du département sont au nombre de trois : le syndicat de Solre-le-Château, celui de l'Espierre et du Trichon, qui fonctionnent d'une manière satisfaisante et celui de la rivière des Laies et du Courant des Breux, qui a été organisé par décret du 12 juillet 1865, mais qui ne fonctionne pas encore. L'entretien se fait provisoirement par application de la loi du 14 floréal, an XI.

L'Administration a tenté l'organisation d'un quatrième Syndicat pour la vallée de la Marque, dont le bassin a une superficie de 22,168 hectares. Le projet de règlement a subi les formalités d'enquête ; mais les adhésions ont été rares et il est à craindre qu'on n'arrivera jamais à réunir le nombre d'intéressés voulu par la loi du 21 juin 1865. L'entretien des cours d'eau principaux et des affluents se fait par application de la loi du 14 floréal an XI.

La superficie des terres drainées dans le département est de 39757 hectares 68 ares.

Je me réfère entièrement, en ce qui concerne les autres parties du service, aux renseignements précis insérés dans le rapport de M. l'Ingénieur en Chef.

Sur la question des irrigations, le Conseil général a émis le vœu, dans sa session de 1871, que les articles 9 et suivants de la loi du 21 juin 1865, sur les associations syndicales, s'appliquassent aux travaux d'irrigation et de colmatage énumérés au paragraphe 6 de l'article 1er de ladite loi. J'ai soumis à l'administration supérieure la délibération du Conseil général avec un

rapport de M. l'Ingénieur en Chef, en date du 15 février 1872, relatif à la question de l'irrigation, et j'ai appelé toute l'attention de M. le Ministre des Travaux publics pour que le vœu du Conseil fût pris en sérieuse considération.

Quant au vœu émis sur le mode d'exécution des curages des cours d'eau non navigables ni flottables, je me borne à mettre sous les yeux du Conseil général le rapport spécial de M. l'Ingénieur en Chef, qui s'est livré à un examen approfondi de la question et qui base ses appréciations sur des considérations sérieuses que je signale tout particulièrement à l'attention de l'Assemblée.

Colonie agricole de Saint-Bernard. — Commission de surveillance.

Aux termes de l'article 8 de la loi du 5 août 1850, sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, la commission de surveillance de la colonie agricole de Saint-Bernard doit comprendre dans son sein deux délégués du Conseil général.

J'ai l'honneur de prier le Conseil de vouloir bien procéder à cette désignation.

Les deux membres du Conseil qui faisaient antérieurement partie de la Commission de surveillance de Saint-Bernard étaient M. Desrousseaux et M. le comte d'Hespel.

Police de la chasse. — Répression du braconnage.

Pour satisfaire au vœu exprimé par le Conseil général dans sa session de 1871, j'ai adressé, par la circulaire dont un exemplaire est ci-joint, des instructions à MM. les Sous-Préfets, Maires et commandant de la gendarmerie, afin de leur recommander de faire exercer la surveillance la plus attentive en vue d'arriver à la répression du braconnage, ainsi que de la vente et du colportage du gibier en temps prohibé.

Cette question avait déjà fixé l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur, qui, de son côté, avait adressé des recommandations à ce sujet.

Carte du département par arrondissement.

Conformément à la résolution prise par le Conseil général dans sa séance du 10 novembre dernier, j'ai invité M. l'Ingénieur en chef du service ordinaire des ponts-et-chaussées à formuler ses propositions pour l'établissement d'une carte du département par arrondissement à l'échelle de 50 millièmes, devant servir d'annexe et de complément au travail du nivellement général qui s'effectue sous sa direction.

Ce chef de service ayant déféré à ma demande, j'ai l'honneur de déposer entre les mains du Conseil général le rapport qu'il vient de présenter à ce sujet.

Ce rapport, ainsi que l'assemblée le verra, indique tous les détails et toutes les conditions à adopter pour assurer une bonne exécution de la carte. La dépense à faire pour l'établissement de la première épreuve s'éleverait à 25,000 fr., mais il y a espoir que l'Etat, qui a pris à sa charge la moitié des frais du nivellement, consentirait à intervenir aussi pour moitié dans cette dépense nouvelle, en sorte qu'il resterait au compte du département 12,500 fr.

M. l'Ingénieur en chef suppose que 1700 exemplaires seront distribués gratuitement aux membres du Conseil général, aux chefs de service et aux Maires. En admettant qu'on en tienne en outre 300 en réserve on aurait à faire un tirage de 2,000 exemplaires qui coûtera 18,600 fr., somme qui réunie à celle de 12,500 fr. formant la part contributive du département dans les frais de premier établissement donnera un total de 31,100 fr.

Quant aux exemplaires à tirer pour la livrer au public à prix d'argent, M. l'Ingenieur en chef pense qu'on répondrait à tous les besoins du présent et de l'avenir en en fixant le nombre à 2,000 ; le département aurait à faire en ce cas l'avance d'une somme de 18,600 fr. Le prix de vente pourrait être fixé à 10 fr. l'exemplaire complet de six cartes et à 1 fr. 90 c. l'exemplaire d'une carte d'arrondissement.

Ces dispositions me paraissant répondre d'une manière convenable aux vues du Conseil général, je suis d'avis qu'il y a lieu de les adopter et je prie en conséquence l'assemblée de vouloir bien prendre une décision conforme aux conclusions du rapport ci-joint.

Culture du Tabac

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. le Directeur des Tabacs sur la situation actuelle de la culture dans le département du Nord.

Je le transcris ci-après en me référant entièrement aux renseignements qu'il contient:

Culture de 1871. En terminant le rapport de l'année dernière sur le même objet, je vous faisais connaître que la récolte de 1871 avait une fort belle apparence à la fin de juillet, et qu'à moins d'accidents imprévus elle pourrait compenser par son abondance la médiocrité des années précédentes.

Mes prévisions se sont en grande partie réalisées : la température ayant été favorable jusqu'au moment de la cueillette, les tabacs ont pu être récoltés dans des conditions convenables. Toutefois, les produits cueillis en dernier lieu eurent à souffrir, pendant le temps de la dessication, des pluies tombées à la fin de septembre et au commencement d'octobre ; il en est résulté un affaiblissement dans la qualité des tabacs appartenant à cette catégorie. C'est le seul accident qui soit survenu et il n'a atteint qu'une très-faible partie de la récolte.

Livraisons. Suit dans le cadre ci-après le résultat des dernières livraisons :

NOMS des ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DE planteurs	NOMBRE DE hectares.	QUANTITÉS livrées.	VALEUR.	RENDEMENT DE L'HECTARE EN kilogrammes.	RENDEMENT DE L'HECTARE EN argent.	PRIX MOYEN des 100 kilog.
Lille	654	355	887.377	788,033 30	2.500	2,220 75	89 04
Hazebrouck	22	8	18.566	15,992 10	2.166	1,865 79	86 65
Dunkerque	20	2	4.516	3,029 50	1.839	1,234 24	67 08
Total	696	365	910.459	807,054 90	2.491	2,208 66	88 88
Récolte de 1870	896	473	1.258.891	1,053,360 40	2.661	2,227 17	83 83
Différence en plus. . .	»	»	»	»	»	»	5 05
Différence en moins . .	200	108	348.432	246,305 50	170	18 51	»

Il ressort des données ci-dessus une augmentation dans les prix payés, elle provient principalement de la qualité supérieure des produits et de ce que les planteurs déférant aux recommandations du service, ont apporté plus de soin dans l'assortiment des feuilles. Ce point important a permis aux Commissions d'expertise d'établir des classements mieux en rapport avec la valeur des tabacs.

Quant à la faible diminution constatée dans le rendement à l'hectare, elle ne peut être attribuée qu'à des circonstances atmosphériques ; le nombre des pieds manquants, ainsi que celui des pieds présentés en destruction ayant été inférieur à celui reconnu les années précédentes.

Les essais de culture effectués dans l'arrondissement de Dunkerque ont été suivis de résultats un peu plus rémunérateurs que ceux de l'année dernière, quelques planteurs ont livré des produits déja remarquables. Cette année les débuts de la culture ayant été heureux, on peut espérer de cette partie du département des produits avantageux et pour les planteurs et pour l'administration.

Déclarations pour la culture de 1872.

Les déclarations admises pour la culture de 1872 présentent l'importance suivante :

NOMS des ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE de déclarants.	CONTENANCE DÉCLARÉE. hectares.	ares.
Lille.	822	468	92
Hazebrouck.	108	39	66
Dunkerque	52	12	23
Total.	982	520	81
Culture autorisée en 1871. . .	890	477	81
Différence en plus.	92	43	00

Contrairement à ce qui s'est passé les années précédentes, une augmentation qui porte principalement sur l'arrondissement d'Hazebrouck résulte de la comparaison qui précède J'ai, de plus, à vous faire remarquer que 194 cultivateurs autorisés l'année dernière pour une superficie de 112 hectares, n'ont pas fait usage de leurs permis, tandis que, cette année, les renonciations de la même nature sont bien au-dessous de ces chiffres, ce qui ajoute encore à l'accroissement de culture constaté. J'attribue cette augmentation à la réussite de la dernière récolte et à la baisse survenue dans les prix des engrais oléagineux.

Exportation

32 cultivateurs ont été admis à planter une contenance de 23 hectares pour l'exportation. Sur ce nombre, 26 ont fait la remise de leurs permis et ont demandé et obtenu l'autorisation de cultiver, pour la régie, une superficie de 18 hectares, ce qui n'indique guère de tendance pour l'exportation. Dans mon rapport fourni l'année dernière, j'avais déjà prévu ce mouvement rétrograde dans la culture pour cette destination.

Apparence de la récolte.

Par suite du froid et des pluies qui ont duré pendant tout le mois d'avril et une partie du mois suivant, les semis ont été un moment compromis, mais la situation ayant changé à la fin de mai, les planteurs ont pu effectuer le repiquage dans des conditions tout-à-fait convenables. Grâce aux alternatives de pluie et de beau temps, la reprise s'est opérée rapidement. Actuellement l'état des plantations est on ne peut plus satisfaisant et tout fait espérer une bonne récolte.

Jury d'expropriation.

Aux termes de l'article 29 de la loi du 3 mai 1841, le Conseil général doit, dans sa session annuelle, désigner pour chaque arrondissement de sous-préfecture, tant sur la liste des électeurs que sur la seconde partie de la liste du jury, 36 personnes au moins, et 72 au plus, ayant leur domicile réel dans l'arrondissement, et parmi lesquelles seront choisis, jusqu'à la session suivante du Conseil général, les membres du jury spécial, appelés, le cas échéant, à régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Je prie le Conseil général de vouloir bien procéder à la formation de ce travail; je lui remets à cet effet un cadre en blanc, préparé pour recevoir les noms des jurés à désigner pour le service de 1872-1873, ainsi que le tableau arrêté en 1871, sur lequel j'ai rayé le nom des jurés qui, ayant siégé pendant les années 1871-1872, doivent être éléminés de la nouvelle liste.

En raison des expropriations qu'il pourra y avoir lieu de faire pour l'établissement de nouveaux chemins de fer, etc., il est très-important que cette liste soit dressée avec un grand soin, et notamment que les noms et prénoms, qualités et domicile des jurés y soient inscrits exactement sans lacune. J'ai l'espoir que MM. les Membres de l'Assemblée voudront bien tenir compte de cette observation.

Bureaux de bienfaisance.

Le nombre des bureaux de bienfaisance du département est de 637, se répartissant entre les arrondissements ainsi qu'il suit :

Arrondissement de	Dunkerque.	60
—	Hazebrouck.	53
—	Lille.	129
—	Cambrai.	109
—	Avesnes.	141
—	Douai	64
—	Valenciennes	81
	Total égal. . . .	637
Le département se composant de 661 communes, ci.		661
Il en résul e que 24 communes seulement sont privées de bureaux de bienfaisance.		24

Dans ces 24 communes les malheureux sont aidés nécessairement soit directement par l'administration locale, soit par la charité privée.

Les recettes des bureaux de bienfaisance se sont élevées, en 1871, ainsi que le constatent les relevés annexés au présent rapport, à la somme de 5,358,250 fr., se répartissant de la manière suivante :

	RECETTES.	FONDS LIBRES.	TOTAUX.
Arrondissement de Dunkerque	321.634	103.040	424.674
— Hazebrouck.	330.084	62.955	393.039
— Lille	1.922.119	163.289	2.085.408
— Cambrai	501.339	423.268	924.607
— Avesnes.	339.858	217.911	557.769
— Douai.	173.164	122.833	295.997
— Valenciennes.	476.101	200.655	676.756
	4.064.299	1.293.951	5.358.250

Les résultats correspondants de *l'*année 1870 étaient de

SAVOIR :

Recettes.	3,276,798	4,238,860 »
Fonds libres	962,062	

Les dépenses de l'année 1871 se sont élevées à, savoir :

Arrondissement de Dunkerque	296,818 »
— Hazebrouck	316,877 »
— Lille	1,819,827 »
— Cambrai	507,008 »
— Avesnes	302.265 »
— Douai.	151,643 »
— Valenciennes	444,656 »
Total.	3,839,594
Elles s'étaient élevées en 1870 à.	2,952,016 »
Excédant de 1871 sur 1870.	887,078 »

Les placements faits en 1871 s'élèvent, savoir :

Valeurs d'acquisitions d'immeubles.	88,866	»
Sommes placées en rentes	403,456	»
Total. . . .	492,322	»
Le montant des placements était, pour 1870, de	411,582	»
Excédant des placements de 1871 sur ceux de 1870	80,740	»
Le nombre des individus régulièrement secourus, en 1871, s'est élevé à	256,078	
Il était, en 1870, de	207,643	
Différence. . . .	48,435	

Ces résultats et les éléments dont ils se composent, détaillés aux étafs ci-joints, témoignent tout à la fois, comme les années précédentes, de l'importance considérab des besoins àle satisfaire et des sacrifices faits pour y répondre.

Octrois. — Tarifs et réglements. — Prorogation et révision.

De nouvelles demandes m'ont été adressées à fin de prorogation et de révision de tarifs et règlements d'octrois municipaux. Ces demandes, au nombre de quatre, concernent les villes de Bourbourg-Campagne, Douai, Valenciennes, Roubaix. J'ai l'honneur de les soumettre avec les pièces à l'appui et mes observation au Conseil général.

Bourbourg-Campagne.

1° La demande formée par l'Administration municipale de Bourbourg-Campagne a pour objet la prorogation et la révision, pour une durée de cinq années, à partir du 31 décembre 1872, des tarif et règlement de l'octroi. Le Conseil général avait, par délibération du 10 novembre 1871, autorisé ces mesures, mais un décret du 18 février dernier suspendu cette délibération sur le motif, d'une part, que le tarif n'était pas conforme au tarif général fixé par le décret du 12 février 1870, d'autre part que le règlement dont l'existence remonte à 1822, n'était pas non plus conforme aux lois et règlements en vigueur.

L'Administration municipale a fait établir de nouveaux projets de tarif et de règlement dont les dispositions sont en harmonie avec la législation actuelle. Elle en demande l'adoption pour la période quinquennale de 1873 à 1877. D'accord avec M. le Directeur des Contributions indirectes, j'estime que cette demande est susceptible de recovoir l'approbation départementale.

Douai.

2° La ville de Douai avait demandé :

1° Que le périmètre de l'octroi fût étendu à la banlieue ;

2° Que des taxes supplémentaires fussent établies sur les perdreaux ;

3° Qu'une surtaxe fût imposée sur les alcools et les vins en bouteille ;

4° Que des formalités fussent établies à la circulation des bières.

Le Conseil général a donné son adhésion à ces divers points, sauf en ce qui concerne les formalités à la circulation des bières.

Sur le premier point, l'Administration supérieure avait réclamé un complément d'instruction qui n'était point terminée trois mois après la clôture de la session du Conseil général. En conséquence, la délibération du Conseil général est devenue exécutoire, en vertu de l'art. 49 de la loi du 10 août 1871, faute d'annulation ou de suspension dans le délai sus-indiqué. L'Administration locale n'a pas manqué de revendiquer le bénéfice de cette disposition et elle en fait par conséquent usage.

Sur les deuxième et troisème point, un décret est intervenu à la date du 3 avril, qui a annulé la délibération du Conseil général, mais seulement en tant qu'elle n'a pas limité à cinq ans la durée de la perception de l'octroi, suivant le nouveau tarif, et qu'elle a autorisé le maintien des taxes différentielles, suivant la provenance et le lieu de fabrication, sur les bières, les tuiles et autres objets en terre cuite. Une lettre de M. le Directeur général des contributions indirectes, en date du 22 juin, dont copie est jointe au présent rapport, donne sur le sens et la portée de ce décret, les explications nécessaires.

Bières. Sur le quatrième point concernant les formalités à la circulation des bières, l'Administraiion supérieure a conclu comme le Conseil général, au rejet des prétentions de l'Administration municipale. Toutefois, M. le Directeur général a cru devoir faire remarquer que si l'Administration municipale persistait dans ses prétentions, et que le Conseil général se décidait à les appuyer, le Gouvernement pourrait alors examiner s'il n'y aurait pas lieu de s'écarter du principe qui a toujours été consacré en la matière.

Or, l'Administration municipale de Douai renouvelle ses demandes. La délibération du Conseil municipal et les deux lettres du Maire que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, reproduisent et complètent les arguments précédemment invoqués. Il s'agit, fait remarquer M. le Maire de Douai, d'assurer le recouvrement d'un impôt régulièrement établi sur le produit duquel a compté la ville pour pourvoir à ses besoins ; il s'agit, à cet effet, d'employer des moyens de contrôle sans lesquels, le fait n'est que trop prouvé, des abus considérables se commettent, l'impôt produit à peine les deux tiers de sa valeur. On a objecté que le l'exercice de ce contrôle pourrait tourner au détriment du consommateur ; l'absence du contrôle serait plutôt de nature, comme le fait remarquer M. le Maire, à amener un tel résultat, car si l'impôt ne produit pas à beaucoup près ce que l'on est en droit d'en attendre, la ville pourra se trouver dans la nécessité, pour compenser le déficit, de recourir à une augmentation de droits. On a vu aussi dans les moyens de contrôle proposés un caractère vexatoire devant indisposer les contribuables, d'autant plus que l'État y a renoncé pour le recouvrement de son impôt. Ce caractère qu'à tort ou à raison on attribuait aux moyens de contrôle exercés par les agents du Trésor, perd évidemment de son importance, s'il ne disparait pas complètement, lorsqu'il s'agit du recouvrement d'un impôt local, librement voté par les représentants de la commune, accepté par tous comme une nécessité, lorsqu'il s'agit surtout, dans l'intérêt bien entendu de la commune, gravement compromis, dans l'état actuel, par la fraude, de faire produire à l'impôt ce qu'il doit produire. Ce que l'on demande pour Douai se pratique d'ailleurs régulièrement, sans difficulté à Cambrai. L'Administration supérieure n'a pas à la vérité autorisé le régime suivi dans cette dernière ville, mais elle le tolère et elle a exprimé l'intention de n'en provoquer la suppression que dans quelques années, à l'expiration de la durée des tarif et règlement en vigueur dans cette ville. J'ajouterai qu'elle pourrait bien alors, après nouvel examen, autoriser le main-

tien de ce régime, puisque pour Douai M. le Directeur général se montre disposé, comme je l'ai exposé ci-dessus, a faire admettre l'exception à la règle.

Par les motifs et considérations qui précèdent, j'estime que les moyens de contrôle dont l'Administration municipale de Douai demande à faire usage sont légitimes et nécessaires. Je ne puis dès lors que prier le Conseil général de vouloir bien accueillir favorablement cette demande.

Alcool. — Augmentation de droit.

Le Conseil municipal de Douai demande d'ailleurs, par une délibération spéciale du 19 avril, que le droit d'octroi par hectolitre d'alcool pur soit porté de 10 fr. à 15 fr. Il expose à l'appui de cette demande, d'une part, que la ville a besion de ce supplément de ressources, d'autre part, que le droit à percevoir au profit du Trésor, a été fixé par la loi du 26 mars 1872, art. 5, de 15 à 20,000 âmes. Cette demande paraissant justifiée, je prie le Conseil général, d'accord avec M. le Directeur des Contributions indirectes, de vouloir bien y donner son approbation.

Valenciennes. — Alcool. Augmentation de droit.

3° Le Conseil municipal de Valenciennes a formé une pareille demande pour l'octroi de cette ville. Je ne puis également que proposer, conformément à l'avis de M. le Directeur des contributions indirectes, l'approbation de cette demande.

Roubaix. — Prorogation et révision.

Le Conseil général a approuvé, dans sa session de 1871, une demande de l'Administration municipale de Roubaix en prorogation pour un an et en révision des tarif et règlement de son octroi. L'Administration supérieure a reconnu que le vote du Conseil général était susceptible de recevoir son application. Toutefois elle a recommandé d'apporter aux tarif et règlement quelques modifications ayant pour objet de les mettre en harmonie avec la législation existante. Le Conseil municipal s'est conformé à cette recommandation et il propose, de plus : 1° de proroger les tarif et règlement jusqu'au 31 décembre 1877 ; 2° d'y comprendre divers objets classés dans la catégorie des fourrages. Ces propositions paraissant juetifiées, je prie le Conseil général, conformément à l'avis du Directeur des contributions indirectes, de vouloir bien les approuver.

Quelques autres demandes ayant pour objet la prorogation et la révision des tarifs d'octroi, ont été formées et sont soumises à l'instruction voulue. Je compte être mis à même de les présenter au Conseil général sous peu de jours avec mon avis.

Vaccine.

Par suite de la difficulté qu'éprouve l'Administration à réunir les registres de vaccination, M. le docteur Rey, secrétaire du comité central de vaccine, n'a pu encore me remettre son rapport annuel sur le travail des vaccinations en 1871, mais ce document, qui se termine, sera mis sous les yeux du Conseil général.

Je ne fais aucun doute que ce rapport ne soit présenté avec tout le soin que le Conseil général a bien voulu reconnaître les années précédentes.

Voici toutefois le relevé numérique des registres de vaccinations, qui sont parvenus à l'Administration, ainsi que les noms des quatre principaux vaccinateurs pour chaque arrondissement :

Le nombre des naissances en 1871, a été	42,498
Celui des vaccinations et revaccinations de	42,612
Nombre d'individus atteints de la variole.	13,168
Dont, morts.	2,767
Défigurés	1,952

Ces chiffres ne sont exacts que quant aux naissances. En effet, malgré ses efforts, l'administration éprouve encore le regret de ne pas recevoir les registres d'un assez grand nombre de vaccinateurs.

On peut dire aujourd'hui que bien peu d'enfants échappent à la vaccine, mais les revaccinations sont bien loin d'être pratiquées sur une grande échelle. Cependant il y a amélioration sous ce rapport, et la variole, qui a sévi en **1870** et **1871**, avec une certaine intensité sur tous les points du département n'est pas étrangère à ce résultat.

Le Comité central de vaccine et l'Administration ne négligent rien pour encourager ou imposer les vaccinations, et revaccinations. J'ai eu l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, dans sa session d'avril, les instructions qui ont été envoyées aux Maires, aux instituteurs et à tous les vaccinateurs, et le Conseil général a bien voulu reconnaître que ses intentions avaient été bien interprétées.

Pour **1871**, les revaccinations n'ont pu être consignées à part, mais le vœu exprimé à cet égard par le Conseil général, ne sera pas perdu de vue pour **1872**.

La liste des quatre principaux vaccinateurs de chaque arrondissement s'établit comme suit :

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

Dourlet, Stéphanie, sage-femme, à Sars-Poteries	165	vaccinations.
Dame Cazaux, sage-femme, à Fourmies	165	id.
Hainaut, Emile, officier de santé, à Ferrière-la-Grande	158	id.
Cauchy, Aimé, officier de santé, à Bousies.	141	id.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Robert, Noël, docteur, à Bertry.	1609	id.
Coursier, officier de santé, à Honnecourt	637	id.
Dame Brière, sage-femme, à Caudry.	426	id.
Béal, officier de santé, à Avesnes-lez-Aubert	389	id.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

Dame Dupret, sage femme, à Douai.	700	id.
Buisson, Etienne, docteur, à Auberchicourt.	301	id.
Lorthioir, officier de santé, à Lallaing	299	id.
Herbo, Marie, sage-femme, à Sin	117	id.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

Faucon, docteur, à Dunkerque.	851	id.
Demeunynck, docteur, à Bourbourg.	304	id.
Berhollet, officier de santé, à Bollezeele	218	id.
Becour, officier de santé, à Herzeele.	178	id.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

Plouvier, Henri, docteur en médecine, à Méteren	746	id.
Delbecq, Charles, docteur en médecine, à Estaires	410	id.
Smagghe, Auguste, docteur en médecine, à Hazebrouck.	368	id.
Prevost, Emile, docteur en médecine, à Hazebrouck.	312	id.

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

Desplanque-Dumoulin, sage-femme, à Tourcoing	765	id.
Hennion, sage-femme, à Lille	615	id.
Carette, Charlotte, sage-femme, à Halluin.	614	id.
Vuylsteke-Vermandère, sage-femme, à Roubaix	519	id.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

Perriquet, docteur, à Anzin	564	id.
Briffaut-Mailliez, sage femme, à Trith-Saint-Léger	364	id.
Blottiaux-Bail, sage-femme, à Aulnoy.	324	id.
Ravez-Véron, sage-femme, à Saint-Amand	311	id.

En 1871, le Conseil général a bien voulu élever de 2,400 à 4,500 fr. le crédit affecté au service de la vaccine.

Ce crédit va permettre de multiplier les moyens de propagation de la vaccine, et de délivrer des récompenses à un plus grand nombre de vaccinateurs.

J'ai l'honneur de proposer l'allocation d'une même somme au budget de 1873.

Chemin de grande communication N° 78. — Ceinture de Valenciennes. — Prolongement.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général : 1° une délibération du Conseil municipal de Valenciennes, tendant à ce que le chemin de grande communication N° 78, formant ceinture à l'est de cette ville, soit prolongé jusqu'à la route nationale N° 45, en avant de la porte de Lille, 2° accompagné d'un procès verbal de conférence avec le Génie militaire, le projet d'exécution de ce prolongement dressé par MM. les Ingénieurs des ponts et chaussées.

D'après ce projet que M. l'Ingénieur en chef considère comme utile, la dépense à faire est évaluée à 47,644 fr. 50 c. y compris 6,644 fr. 50 c. d'indemnités de terrains ; une subvention de 7,800 fr. serait sollicitée sur les fonds de l'État, le département contribuerait dans le surplus du montant des travaux, jusqu'à concurrence de deux tiers, soit d'une somme de 22,133 fr., l'autre tiers et les indemnités de terrains s'élevant ensemble à 17,711 fr. 50 c. seraient à la charge des communes.

Cette affaire n'a encore été soumise à aucune des formalités d'instruction nécessaires. Avant de les ordonner, je prie le Conseil général de vouloir bien se prononcer en principe sur la suite qui devra y être donnée.

Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum des centimes.

Aux termes de l'article 42 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général arrête, chaque année, à la session d'août, dans les limites fixées annuellement par la loi de finance, le maximum du nombre des centimes extraordinaires que les Conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Le Conseil général a adopté, depuis plusieurs années, pour ces centimes extraordinaires, le maximum de 20 fixé par la loi des finances. J'ai l'honneur de lui proposer, d'accord avec M. le Directeur des Contributions directes, le maintien de ce maximum pour 1873.

La situation des communes, au point de vue des impositions extraordinaires, se résume pour l'année 1871-1872, conformément aux indications fournies par M. le Directeur des Contributions, de la manière suivante :

Des 665 communes dont se compose le département 142 seulement n'ont pas eu recours à l'imposition extraordinaire.

Les 523 communes qui ont fait usage de cette ressource ont eu à supporter des centimes dont la quotité se répartit ainsi qu'il suit :

De 0,0012	à	0,01	pour 102	communes.
De 0,01	à	0,05	pour 62	—
De 0,05	à	0,10	pour 34	—
De 0,10	à	0,15	pour 50	—
De 0,15	à	0,20	pour 101	—
De 0,20 et au-dessus,			173	—

Indépendamment des impositions pour dépenses extraordinaires, les communes ont eu à supporter, savoir :

527, pour dépenses obligatoires par suite d'insuffisance de revenus communaux, des impositions variant de 0,005 à 1,99.

596, pour traitement des gardes-champêtres, des impositions variant de 0,0125 à 0,57.

17, 4 centimes extraordinaires votés par application de la loi du 10 avril 1867, pour l'instruction primaire.

Les impositions qui excédent le maximum de 20 c., fixé par le Conseil général, n'ont été établies, bien entendu, que conformément à la loi, en vertu d'autorisations spéciales du Gouvernement.

Le Conseil remarquera que pour 102 communes, l'imposition extraordinaire annuelle est de moins de 1 centime. Cette exceptionnelle quotité d'imposition a pour cause, d'une part, l'importance également exceptionnelle des subventions alloués par l'État et notamment par le département pour l'achèvement des chemins vicinaux, d'autre part, les facilités accordées aux communes par la loi de 1868 pour le remboursement de leurs emprunts à la caisse des chemins vicinaux, remboursement s'effectuant en trente années.

Je joins au présent rapport le relevé des impositions communales autorisées, des emprunts et des dettes contractées par les communes du département, du 1er septembre 1871 au 1er juillet 1872. Ce relevé forme le complément des relevés arrêtés au 31 août 1871 et au 1er juillet 1870 qui ont été soumis au Conseil général dans sa session de novembre 1871.

Ces documents permettront au Conseil géuéral de se rendre compte de la situation générale des communes au point de vue des impositions extraordinaires, et de l'opportunité de maintenir au taux de 20 c. le maximum des impositions que les Conseils municipaux peuvent être autorisés à voter, sans l'intervention du Gouvernement, en exécution des articles 3 et 5 de la loi du 24 juillet 1867.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES COMMUNALES

autorisées et arrêtés préfectoraux, ou votées par les Conseils municipaux du 1er septembre 1871 au 1er juillet 1872.

DESIGNATION DES COMMUNES (par ordre alphabétique en les groupant par arrondissement).	CENTIMES EXTRAORDINAIRES POUR DÉPENSES OBLIGATOIRES NON ANNUELLES. (Lois des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1867.)			CENTIMES EXTRAORDINAIRES POUR DÉPENSES FACULTATIVES NON ANNUELLES. (Lois des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1864.)			TOTAL du nombre des centimes extraordinaires.	Principal des quatre contributions directes	MAXIMUM du nombre des centimes extraordinaires fixé par le Conseil général en vertu de la loi du 13 juillet 1866 (art. 4).
	Nature et date des actes d'autorisation.	Nombre de centimes	Durée.	Nature et date des actes d'autorisation.	Nombre de centimes	Durée.			
ARRONDISSEMENT D'AVESNES.									
Bavay	»	»	»	Arr. préf. 10 mai 1872.	20	12 ans de 1872.	20	»	20
Englefontaine	»	»	»	Arr. préf. du 9 oct. 1871	8	En 1872.	8	»	20
Felleries	»	»	»	Décret 20 novemb. 1871	8	1872, 1873, 9 c. en 1874.	8	»	20
Mecquignies	»	»	»	Arr. préf. 6 juillet 1872.	20	9 ans de 1873.	20	»	20
Rainsart	»	»	»	Arr. préf. 27 déc. 1871.	20	En 1872.	20	»	20
Ruesnes	»	»	»	Décret 30 janvier 1872.	12	11 ans de 1872.	12	»	20
Sains	»	»	»	Arr. préf. 14 juin 1872.	5	10 ans de 1873.	5	»	20
Saint-Waast	»	»	»	Arr. préf. 9 octob. 1871.	6	En 1872.	6	»	20
Semeries	»	»	»	Arr. préf. 6 déc. 1871.	5 55/100	2 ans de 1872.	5 55/100	»	20
ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.									
Bazuel	»	»	»	Décret 20 novemb. 1871	8	8 ans de 1872. 20 c de 1873 à 1885.	8	»	20
Boursies	Décret 3 novemb. 1871.	3	9 ans de 1872.	»	»	»	3	»	20
		17 1/2	de 1881 à 1884.						
Id	Décret 6 juin 1872.	30	4 ans de 1873.	»	»	»	30	»	20
Câtillon	Déerct 10 novemb. 1871	42	En 1872.	»	»	»	42	»	20
Doignies	Arr. préf. 6 janv. 1872.	20	10 ans de 1873.	»	»	»	20	»	20
Forenville	»	»	»	Arr. préf. 30 mars 1872.	12	10 ans de 1873.	12	»	20
Ligny	Décret 6 juin 1872.	143	En 1872.	»	»	»	143	»	20
Montigny	»	»	»	Décret 7 décemb. 1871.	28	10 ans de 1872.	28	»	20
Rumilly	Décret 11 mars 1872.	13 1/2	14 ans de 1873.	»	»	»	13 1/2	»	20
Thun-L'Evêque	»	»	»	Décret 20 décemb. 1871,	24	10 ans de 1872.	24	»	20
Viesly	»	»	»	Décret 30 avril 1872.	13	En 1882, 1883.	13	»	20
ARRONDISSEMENT DE DOUAI.									
Bugnicourt	Arr. préf. 15 déc. 1871.	9	4 ans de 1872.	»	»	»	9	»	20
Fenain	»	»	»	Décret 20 mars 1872.	16	15 ans de 1873.	16	»	20
Montigny	»	»	»	Décret 5 octobre 1871.	10	10 ans de 1872.	10	»	20
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.									
Broxeele	Arr. préf. 4 juin 1872.	»	En 1872.	»	»	«	26	»	20
Ghyvelde	»	26	»	Arr. préf. 25 mars 1872.	20	12 ans de 1884,	20	»	20
ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.									
Ebblinghem	»	»	»	Décret 1er décemb. 1871.	5	5 ans de 1872.	5	»	20
La Gorgue	»	»	»	Décret du 10 nov. 1871.	15	En 1872.	15	»	20
ARRONDISSEMENT DE LILLE.									
Haubourdin	»	»	»	Décret 20 décemb. 1871.	4 3/4	14 ans de 1872.	4 3/4	»	20
Illies	»	»	»	Décret 20 mars 1872.	4	17 ans de 1872.	4	»	20
La Bassée	»	»	»	Arr. préf. 6 juillet 1872	20	6 ans de 1879.	20	»	20
Louvil	»	»	»	Arr. préf. 18 févr. 1872.	20	6 ans de 1883.	20	»	20
Marcq-en-Barœul	»	»	»	Décret 1er décemb. 1871	6	4 ans de 1875.	6	»	20
Neuville-en-Ferain	»	»	»	Décret 12 septemb. 1871	4.3	4 ans de 1872.	4.3	»	20
Phalempin	»	»	»	Arr. préf. 12 juin 1872.	4	4 ans de 1873.	4	»	20
					20	8 ans de 1876.			
Wicres	»	»	»	Décret 11 mai 1872.	20	13 ans de 1873.	20	»	20
ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.									
Abscon	»	»	»	Arr. préf. 13 octob. 1871	8.93	9 ans de 1872.	8.93	»	20
Noyelles-sur-Selle	»	»	»	Arr. préf. 14 déc. 1871.	20	3 ans de 1876.	20	»	20
Raismes	»	»	»	Arr. préf. 25 mars 1872.	7 1/2	4 ans de 1873.	7 1/2	»	20

EMPRUNTS ET DETTES *contractés par les communes, du* 1[er] *septembre* 1871 *au* 1[er] *juillet* 1872.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

DÉSIGNATION DES COMMUNES par ordre alphabétique.	EMPRUNTS — Nature et date des actes d'autorisation	DESTINATION.	Montant des emprunts.	Durée de l'amortissement.	Ressources affectées à l'amortissement.	Remboursements effectués sur le capital.	Reste à rembourser.
Armbouts-Cappel	D. 10 décembre 1868.	Achèvem. des chem. vicin.	3600	30 ans de 1872.	Imposition et subvent.	»	3600
Bousbecque	Id.	Id.	22500	Id.	Id.	»	22500
Bergues	»	»	»	»	»	»	»
Bollezeele	Acte du 25 août 1871.	Construction d'une école.	7600	8 ans de 1871.	Imposition de 8 cent.	»	7600
Id.	Acte du 26 août 1871.	Achèvem. des chem. vicin.	7800	30 ans.	Imposition et subvent.	»	7800
Dringham	D. du 29 mai 1872.	Id.	6306	30 ans.	Id.	»	6306
Dunkeruue	Loi du 20 mai 1868.	Travaux du port.	1600000	10 ans de 1872.	Annuit. payées p.l'Etat	»	1600000
Fort-Mardyck	D. 10 décembre 1868.	Achèvem. des chem. vicin.	2000	30 ans de 1872.	Reven. ordin. et subv.	»	2000
Ghyvelde	Arr. préf. 5 mars 1872.	Reconetruction de l'église.	38000	12 ans de 1873.	Imposition.	»	38000
Gravelines	Loi 20 mai 1868.	Amélioration du port.	194257	10 ans de 1872.	Fonds libres.	»	194257
Herzeele	D. 10 décembre 1868.	Achèvem. des chem. vicin.	2000	30 ans id.	Imposition et subvent.	»	2000
Mardick	Id.	Id.	6300	30 ans id.	Id.	»	6300
Pitgam	Id.	Id.	3300	30 ans de 1874.	Id.	»	3300
Rexpoëde	Id.	Id.	15100	30 ans.	Id.	»	15100
Saint-Georges	D. 29 mai 1872.	Id.	12612	30 ans de 1873.	Id.	»	12612
Uxem	D. 10 décembre 1872.	Id	17900	30 ans de 1872.	Id.	»	17900
Volkerinchove	D. 22 juillet 1869.	Id.	2000	Id.	Id.	»	2000

DÉSIGNATION DES COMMUNES	AUTRES DETTES résultant d'acquisitions, marchés, décisions judiciaires ou administratives, etc. — Nature et date des actes qui les constatent.	Nature de chacune des dettes.	Montant de chacune d'elles.	Termes stipulés pour le remboursement.	Nature des ressources affectées au remboursement.	Remboursements effectués	Reste à rembourser.	OBSERVATIONS
Armbouts-Cappel	»	»	»	»	»	»	»	
Bousbecque	»	»	»	»	»	»	»	
Bergues	Abonnement à l'enreg. 24 juin 1862.	Droits de timbre sur obligations de l'emprunt.	1192	30 ans de 1863.	Revenus ordinaires.	630	662	
Bollezeele	»	»	»	»	»	»	»	
Id.	»	»	»	»	»	»	»	
Dringham	»	»	»	»	»	»	»	
Dunkeruue	Soumiss. 25 sept 1871	Extension de la distr. d'eau.	160000	8 ans de 1872.	Revenus ordinaires.	20000	140000	
Fort-Mardyck	»	»	»	»	»	»	»	
Ghyvelde	»	»	»	»	»	»	»	
Gravelines	»	»	»	»	»	»	»	
Herzeele	»	»	»	»	»	»	»	
Mardick	»	»	»	»	»	»	»	
Pitgam	»	»	»	»	»	»	»	
Rexpoëde	»	»	»	»	»	»	»	
Saint-Georges	»	»	»	»	»	»	»	
Uxem	»	»	»	»	»	»	»	
Volkerinchove	»	»	»	»	»	»	»	

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

DÉSIGNATION DES COMMUNES par ordre alphabétique.	EMPRUNTS — Nature et date des actes d'autorisation	DESTINATION.	Montant des emprunts.	Durée de l'amortissement.	Ressources affectées à l'amortissement.	Remboursements effectués sur le capital.	Reste à rembourser.
Bailleul	Délibér. municipale 20 juin 1871	Salle d'asile, travaux communaux, divers.	50000	12 ans de 1872.	Ressources ordinaires.	»	50000
Borre	D. du 10 déc. 1868.	Achèv. des chemins vicin.	3400	30 ans.	Imposition et subvent.	»	3400
Ebblinghem	Id.	Id.	5300	Id.	Id.	»	5300
Id.	D. 1[er] décembre 1871.	Agrandiss. du presbytère.	1500	Id.	Imposit. de 5 cent 1/2.	»	1500
Flètre	D. 10 décembre 1862.	Achè.. des chemins vicin.	10700	3 ans de 1873.	Imposition et subvent.	»	10700
Godewaersvelde	Id.	Id.	11800	30 ans.	Id.	»	11800
Lynde	Id.	Id.	47500	Id.	Id.	»	47500
Merris	Id.	Id.	18900	Id.	Id.	»	18900
Meteren	Id.	Id.	29034	Id.	Id.	»	29034
Oxelaere	Id.	Id.	4400	Id.	Id.	»	4400
Pradelles	Arr. préf. 5 janv. 1870.	Id.	1600	Id.	Id.	»	1600
Sercns	D. 10 décembre 1872.	Id.	4400	Id.	Id.	»	4400
Steenbecque	D. 21 août 1871.	Hospice, école, mairie.	26000	25 ans de 1872.	Imposition de 16 cent.	»	26000
Steenvoorde	D. 10 décembre 1868, 5 janvier 1870.	Achèv. des chemins vicin.	11600	30 ans.	Imposition et subvent.	»	11600
Strazeele	D. 10 décembre 1868.	Id.	7300	Id.	Id.	»	7300
Vieux-Berquin	Id.	Id.	9300	Id.	Id.	»	9300
Wemaers-Cappel	Id.	Id.	3300	Id.	Id.	»	3300
Wimezeele	Id.	Id.	4500	Id.	Id.	»	4500
Zermezele	Id.	Id.	2000	Id.	Id.	»	2000

DÉSIGNATION DES COMMUNES	AUTRES DETTES — Nature et date des actes qui les constatent.	Nature de chacune des dettes.	Montant de chacune d'elles.	Termes stipulés pour le remboursement.	Nature des ressources affectées au remboursement.	Remboursements effectués	Reste à rembourser.	OBSERVATIONS
Bailleul	»	»	»	»	»	»	»	
Borre	»	»	»	»	»	»	»	
Ebblinghem	»	»	»	»	»	»	»	
Id.	»	»	»	»	»	»	»	
Flètre	»	»	»	»	»	»	»	
Godewaersvelde	»	»	»	»	»	»	»	
Lynde	»	»	»	»	»	»	»	
Merris	»	»	»	»	»	»	»	
Meteren	»	»	»	»	»	»	»	
Oxelaere	»	»	»	»	»	»	»	
Pradelles	»	»	»	»	»	»	»	
Sercns	»	»	»	»	»	»	»	
Steenbecque	»	»	»	»	»	»	»	
Steenvoorde	»	»	»	»	»	»	»	
Strazeele	»	»	»	»	»	»	»	
Vieux-Berquin	»	»	»	»	»	»	»	
Wemaers-Cappel	»	»	»	»	»	»	»	
Wimezeele	»	»	»	»	»	»	»	
Zermezele	»	»	»	»	»	»	»	

DÉSIGNATION DES COMMUNES par ordre alphabétique.	EMPRUNTS							AUTRES DETTES résultant d'acquisitions, marchés, décisions judiciaires ou administratives, etc.						OBSERVATIONS.
	Nature et date des actes d'autorisation.	DESTINATION.	Montant des emprunts.	Durée de l'amortissement.	Ressources affectées à l'amortissement.	Remboursements effectués sur le capital.	Reste à rembourser.	Nature et date des actes qui les constatent.	Nature de chacune des dettes.	Montant de chacune d'elles.	Termes stipulés pour le remboursement.	Nature des ressources affectées au remboursement.	Remboursements effectués	Reste à rembourser.	
ARRONDISSEMENT DE LILLE.															
Ascq	D. 10 décembre 1867.	Achèv. des chem. vicinaux.	3300	30 ans.	Imposition et subvenv.	»	3300	»	»	»	»	»	»	»	
Baisieux	Id-	Id.	9900	id.	Id.	»	9900	»	»	»	»	»	»	»	
Bersée	Id.	Id.	10200	Id.	Id.	»	10200	»	»	»	»	»	»	»	
Bouvines	Arr. P. 5 janvies 1870.	Id.	2500	Id.	Id.	»	2500	»	»	»	»	»	»	»	
Cappelle	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelle-d'Armentières	D. 10 décembre 1868.	Id.	1300	Id.	Id.	»	1300	Contrat du 1er août 1870	Pour école ; mairie et presbytère.	1840	En 1872.	Imposition extraord.	»	1840	
Cobrieux	Id.	Id.	5200	Id.	Id.	»	5200	»	»	»	»	»	»	»	
Ennevelin	Id.	Id.	5600	Id.	Id.	»	5600	»	»	»	»	»	»	»	
Flers	Id.	Id.	15200	Id.	Id.	»	15200	»	»	»	»	»	»	»	
Genech	Id.	Id.	5400	Id.	Id.	»	5400	»	»	»	»	»	»	»	
Gruson	Id.	Id.	14800	Id.	Id.	»	14800	»	»	»	»	»	»	»	
Haubourdin	Id.	Id.	11400	Id.	Id.	»	11400	»	»	»	»	»	»	»	
Id.	D. 20 décembre 1871.	Dépenses diverses.	35000	7 ans de 1880.	Imposition extraordin.	»	35000	»	»	»	»	»	»	»	
Ilies	D. 20 mars 1872.	Travaux à l'église.	8000	17 ans de 1872.	Id.	»	8000	»	»	»	»	»	»	»	
Lambersart	D. 19 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	2100	30 ans.	Ressourc. ord. et subv.	»	2100	»	»	»	»	»	»	»	
Lomme	D. 10 décembre 1868.	Id.	24300	Id.	Imposition et subvent.	»	24300	»	»	»	»	»	»	»	
Lys-lez-Lannoy	D. 18 mai 1872.	Id.	2300	Id.	Id.	»	2300	»	»	»	»	»	»	»	
Marcq-en-Barœul	Arr. préf. 1er déc. 1871.	Construction d'un hospice.	9000	8 ans de 1879.	Imposition extraordin.	»	9000	»	»	»	»	»	»	»	
Monchaux	D. 10 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	13276	30 ans.	Imposition et subvent.	»	13275	»	»	»	»	»	»	»	
Mons-en-Pévèle	Id.	Id.	6100	Id.	Id.	»	6100	»	»	»	»	»	»	»	
Nouveaux	Id.	Id.	5900	Id.	Id.	»	5900	»	»	»	»	»	»	»	
Noyelle	Id.	Id.	4300	Id.	Id.	»	4300	»	»	»	»	»	»	»	
Ostricourt	Id.	Id.	11900	Id.	Id.	»	11900	»	»	»	»	»	»	»	
Pérenchies	Aut. P. 13 octob 1871.	Construction de l'église.	7000	2 ans de 1872.	Subv et ressourc. ord.	»	7000	»	»	»	»	»	»	»	
Id	D. 10 décembre 1870.	Achèv. des chemins vicin.	1700	30 ans de 1872.	Ressourc ord. et subv.	»	1700	»	»	»	»	»	»	»	
Phalempin	Arr. préf. 12 juin 1872.	Établis. d'une école de filles	17100	12 ans de 1873.	Imposition extraordin.	»	17100	»	»	»	»	»	»	»	
Sailly-lez-Lannoy	D. 10 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	1300	30 ans.	Imposition et subvent.	»	1300	»	»	»	»	»	»	»	
Sainghin-en-Weppes	Id.	Id.	6600	Id.	Id.	»	6100	»	»	»	»	»	»	»	
Salomé	D. du 12 septemb. 1871	Maison d'école.	12000	13 ans de 1877.	20 cent. additionnels.	»	12000	»	»	»	»	»	»	»	
Santes	D. du 10 décemb. 1868	Achèv. des chemins vicin.	7600	30 ans.	Imposition et subvent.	»	7600	»	»	»	»	»	»	»	
Templemars	Id.	Id.	16700	Id.	Id.	»	16700	»	»	»	»	»	»	»	
Templeuve	Id.	Id.	21400	Id.	Id.	»	21400	»	»	»	»	»	»	»	
Toufflers	Arr. pr. 13 octob. 1870	Reconstruction de l'église	2600	5 ans de 1877.	Imposition extraordin.	»	2600	»	»	»	»	»	»	»	
Tourcoing	Loi 14 septemb. 1871.	Secours aux ouv. sans trav.	100000	7 ans de 1877.	Revenus ordinaires.	»	100000	»	»	»	»	»	»	»	
Vendeville	D. 10 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	11800	30 ans de 1872.	Imposition et subvent.	»	11800	»	»	»	»	»	»	»	
Wahagnies	Id.	Id.	9000	Id.	Id.	»	9000	»	»	»	»	»	»	»	
Id	Arr. pr. 29 juill. 1871.	Pompes à incendie.	920	En 1872.	Imposition extraordin.	»	920	»	»	»	»	»	»	»	
Warnêton-Sud	D 10 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	4200	3 ans.	Subvent et reven. ord.	»	4200	»	»	»	»	»	»	»	
Wattignies	Id	Id	12100	Id.	Id.	»	12100	»	»	»	»	»	»	»	
ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.															
Bazuel	Acte du 7 mai 1865.	Achèv. des chemins vicin.	14600	30 ans.	Subvent. de l'État, du départ, imposition.	»	14600	»	»	»	»	»	»	»	Contracté les 27 novemb. 1871 e. 26 mars 1872.
Beauvois	Arr. préf. 9 oct. 11871.	Habillement des pompiers.	1200	Indéterminé.	Fonds communaux.	»	1200	»	»	»	»	»	»	»	
Bertry	Lettr. préf. 30 déc. 1871	Achèv. des chemins vicin.	15300	30 ans.	Imposition et subvent.	»	15300	»	»	»	»	»	»	»	
Id.	Id. 16 avril 1872.	Id.	17100	id.	Id.	»	17100	»	»	»	»	»	»	»	
Bertencourt	Id. 27 mai 1872.	Id.	4700	Id.	Id.	»	4700	»	»	»	»	»	»	»	
Bevillers	»	»	»	»	»	»	»	Marché.	Pavage de rues.	700	31 décembre 1872	Imposition à voter.	»	700	
Boursies	D. 10 décembre 1868.	Id.	3300	Id.	Imposition extraordin.	»	3300	»	»	»	»	»	»	»	

DÉSIGNATION DES COMMUNES par ordre alphabétique.	EMPRUNTS. Nature et date des actes d'autorisation.	DESTINATION	Montant des emprunts.	Durée de l'amortissement.	Ressources affectées à l'amortissement.	Remboursements effectués sur le capital.	Reste à rembourser.
Boursies	D. 3 novembre 1871	Construction d'une église.	4000	4 ans de 1881.	Imposition extraordin.	»	4000
Id.	D. 6 juin 1872.	Réquisition de guerre.	10000	6 ans de 1873.	Id.	»	10000
Boussières	D, 29 mai 1872.	Achèv. des chemins vicin.	9777	30 ans.	Subv., imp. et rev. ord.	»	9777
Busigny	»	»	»	»	»	»	»
Cambrai	»	»	»	»	»	»	»
Cantaing	D. 5 mai 1869.	Achèv. des chemins vicin.	4500	30 ans.	Subv., imp. et rev. ord.	»	4500
Carnières	D. 3 janvier 1872.	Contribution de guerre.	37700	3 ans de 1872.	Imposition de 1,30 c.	»	37700
Câtillon	D. 10 novembre 1871.	Id.	8000	En 1872.	Imposition de 0,42 c.	»	8000
Doignies	D. 6 janvier 1872.	Id.	11000	En 1873.	Imposition extraordin.	»	11000
Forenville	D. 10 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin	1600	30 ans.	Imposition de 0,0266.	»	16000
La Groise	»	»	»	»	»	»	»
Ligny	»	»	»	»	»	»	»
Id.	»	»	»	»	»	»	»
Marcoing	D. 10 décemb. 1868.	Achèv. des chemins vicin.	55038	30 ans de 1872.	Imposition et subvent.	»	55038
Mazinghien	D. 7 mai 1879.	Id.	6000	Id.	Id.	»	6000
Mœuvres	D. 18 décembre 1868.	Id.	3400	Id.	Id:	»	3400
Moutay	D. 25 janvier 1871.	Contribution de guerre.	10911	9 ans de 1873.	25 cent. additionnels.	»	10911
Naves	Arr. P. du 28 juill. 1871	Id.	5778	7 ans de 1872.	Imposition de 0,19 1/2.	»	5778
Ors	D. 10 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	4100	30 ans de 1872.	Imposition et subven.	»	2900
Paillencourt	Id.	Id.	9100	30 ans de 1873.	Id.	»	9100
Bomeries	Id.	Id.	6300	30 ans de 1871.	Id.	»	6300
Rumilly	D. 11 mai 1872.	Réquisition de guerre.	21546	10 ans de 1877.	Imp 9 c. 1/2, 13 1/2, 35	»	21546
Saint-Python	Arr pr. 31 août 1871.	Agrandissem. de l'école.	9000	10 ans de 1872.	Imposition.	»	9000
Thun-Saint-Martin	D. 10 décembre 1870.	Achèv. des chemins vicin.	3500	30 ans de 1872.	Imposition et subveut.	»	3500
Thun-Lévêque	D. 10 décembre 1871.	Constr d'une école de filles.	9000	9 ans de 1872.	Imposition de 24 cent.	»	9000
Trois-Villes	Id.	Achèv. des chemins vicin.	2400	30 ans de 1872.	Imposition et subvent.	»	2400
Viesly	»	Id.	»	»	»	»	»

ARRONDISSEMENT

Avesnelles	D. 19 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	1300	30 ans.	Impositisn et subvent.	»	1300
Bachant	D. 10 décembre 1868.	Id.	4100	Id.	Id.	»	4100
Bavay	Arr. préf. 13 mai 1872	École de filles.	33000	13 ans de 1872.	Imposition de 20 c.	»	33000
Beaufort	D. 24 avril 1872.	Achèv. des chemins vicin.	2400	30 ans.	Imposition et subvent	»	2400
Bersillies	»	»	»	»	»	»	»
Boulogne	D. 29 mai 1872.	Id.	8891	Id.	Id.	»	8891
Choisies	D. 10 décembre 1868.	Id.	500	Id.	Id.	»	500
Colleret	Id.	Id.	2298	Id.	Id.	»	2298
Coulsore	D. du 18 mai 1872.	Id.	6306	Id.	Id.	»	6306
Eclaibes	D. 29 mai 1872.	Id.	3985	Id.	Id.	»	3985
Elesmes	D. 18 mai 1872.	Id.	2655	Id.	Id.	»	2655
Englefontaine	Lettr. pr. 13 janv. 1872	Clôture du cimetière.	6000	5 ans de 1872.	Concess. d. le cimetière	»	6000
Eth	»	»	»	»	»	»	»
Id.	»	»	»	»	»	»	»
Floursies	»	»	»	»	»	»	»
Gussignies	D. 10 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	2600	30 ans.	Imposition et subvent.	»	2600
Louvignies-Bavay	D. 10 janvier 1869.	Id.	2100	Id.	Id.	»	2100
Loüvignies-Quesnoy	Id.	Id.	7300	Id.	Id.	»	7300
Marbaix	Id.	Id.	1300	Id.	Id.	»	1900
Mecquignies	D. 30 avril 1872.	Const. d'une école de filles.	6000	9 ans de 1872.	Imposition de 20 c.	»	6000
Priches	D. 10 décsmbre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	8225	30 ans.	Imposition et subvent.	»	8225

Nature et date des actes qui les constatent.	AUTRES DETTES résultant d'acquisitions, marchés, décisions judiciaires ou administratives, etc. Nature de chacune des dettes.	Montant de chacune d'elles.	Termes stipulés pour le remboursement.	Nature des ressources affectées au remboursement.	Remboursements effectués	Reste à rembourser.	OBSERVATIONS.
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	«	»	
»	Emprunts pour réquisitions de guerre.	11000	»	A créer.	«	11000	Les réquisitions en nature ne sont pas régularisées.
Délibér. approuvée le 15 février 1868.	Reconst. de l'hôtel-de-ville,	1122914	De 1867 à 1872.	Subventions, imposit. taxes add. d'octroi.	768929	353985	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
Réquisition.	En argent.	5000	»	Fonds libres.	3500	1500	
Acte 8 et 19 avril 1872.	Acquisition de terrain.	1720	En 1872.	Aliénation de terrain et fonds libres.	»	1720	
Adjud. du 22 juin 1872.	Chemins vicinaux.	7400	1 an.	Subention départem.	»	7400	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	Réquisition de guerre.	17261	A payer.	Non désignés.	»	17261	Contribution de guerre en nature non encore réglée.
»	Id.	15000	Id.	Id.	»	15000	

D'AVESNES.

»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
Jugem. 1er juillet 1871.	Frais de procès.	713	1872 et 1873.	Fonds lib. et vente d'arb	»	713	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
Adjud. 28 juillet 1870.	Chemin N° 3.	9500	En 1872.	Souscrip. et subvent.	»	9000	
Id.	Chemin N° 50, contingent.	621	En 1872.	Id.	»	»	
Délib. min. 23 oct. 1871	Mobilier de l'instituteur.	600	En 1872.	Fonds libr. et subvent.	»	600	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	

DÉSIGNATION DES COMMUNES par ordre alphabétique.	EMPRUNTS. Nature et date des actes d'autorisation.	DESTINATION.	Montant des emprunts.	Durée de l'amortissement.	Ressources affectées à l'amortissement.	Remboursements effectués sur le capital.	Reste à rembourser.	AUTRES DETTES résultant d'acquisitions, marchés, décisions judiciaires ou administratives, etc. — Nature et date des actes qui les constatent.	Nature de chacune des dettes.	Montant de chacune d'elles.	Termes stipulés pour le remboursement.	Nature des ressources affectées au remboursement.	Remboursements effectués	Reste à rembourser.	OBSERVATIONS.
Ramousies	D. 19 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	7200	30 ans.	Imposition et subvent.	»	7200	»	»	»	»	»	»	»	
Roursies	»	«	»	Id.	«	»	«	D. 14 janvier 1871.	Divers.	11309	En 1872.	Revenus ord. et subv	»	11309	
Saint-Waast	D. 8 juin 1872.	Id.	11041	Id.	Id.	»	11041	»	»	»	»	»	»	»	
Salesches	D. 10 janvier 1869.	Id.	3700	»	Id.	»	3700	»	»	»	»	»	»	»	
Semeries	Arr. pr. du 23 mai 1872	Construction d'un ponceau.	700	2 ans de 1873.	Imposition extraordin.	»	700	»	»	»	»	»	»	»	
Villerspol	D. 10 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	8500	30 ans.	Imposition et subvent.	»	8500	»	»	»	»	»	»	»	
Waltignies	Id.	Id.	5300	Id.	Id.	»	5300	»	»	»	»	»	»	»	
ARRONDISSEMENT DE DOUAI.															
Anhiers	D. 29 mai 1882.	Achèv. des chemins vicin.	4423	30 ans.	Imposition et subvent.	»	4423	»	»	»	»	»	»	»	
Aniche	Arr. préf. 2 août 1871.	Ecole, mairie, église.	25000	10 ans de 1871.	Imposition de 20 c.	»	25000	»	»	»	»	»	»	»	
Arleux	D 22 février 1870.	Achèv. des chemins vicin.	6000	30 ans.	Imposition et subvent.	»	6000	»	»	»	»	»	»	»	
Bouvignies	D. 29 mai 1872.	Id.	6419	Id.	Id.	»	6419	»	»	»	»	»	»	»	
Bugnicourt	Arr. pr. 15 déc. 1871.	Dettes.	2000	4 ans de 1873.	Imposition.	»	2000	»	»	»	»	»	»	»	
Coutiches	D. 3 mai 1859.	Pavage.	5000	5 ans de 1872.	Id.	»	5000	»	»	»	»	»	»	»	
Dechy	D. 27 janvier 1872.	Achèv. des chemins vicin.	11500	30 ans.	Ressources et subvent.	»	11500	»	»	»	»	»	»	»	
Erre	D. 28 décembre 1898.	Id.	10900	Id.	Id.	»	10500	»	»	»	»	»	»	»	
Estrées	E 29 mai 1872.	Id.	25888	Id.	Id.	»	25888	»	»	»	»	»	»	»	
Fenain	Id.	Id.	7600	Id.	Id.	»	7600	»	»	»	»	»	»	»	
Id.	D. 2 mars 1872,	Ecole.	17000	15 ans de 1872.	Imposition.	»	1700	»	»	»	»	»	»	»	
Hornaing	D. 20 décembre 1868.	Achèv. des chemins vicin.	5800	30 ans.	Imposition et subvent.	»	5800	»	»	»	»	»	»	»	
Marchiennes-Campag.	Id.	Id.	28300	Id.	Id.	»	28300	»	»	»	»	»	»	»	
Marchiennes-Ville	Id.	Id.	34435	Id.	Id.	»	34435	»	»	»	»	»	»	»	
Masny	Id.	Id.	21000	Id.	Id.	»	21000	»	»	»	»	»	»	»	
Orchies	D. 1er mai 1869.	Rapproch de la gare.	40000	15 ans de 1872.	Imposition de 10 c.	»	40000	»	»	»	»	»	»	»	
Pecquencourt	D. Mle. 14 juin 1871.	Dettes communales.	12000	8 ans de 1875.	Revenus ordinaires.	»	12000	»	»	»	»	»	»	»	
Tilloy	D. 29 mars 1872.	Achèv. des chemins vicin.	13183	30 ans.	Imposition et subvent.	»	13185	»	»	»	»	»	»	»	
Villers-Campeau	D. du 8 mai 1872.	Id.	3900	Id.	Id.	»	3900	»	»	»	»	»	»	»	
ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.															
Abscon	Arr. préf. 13 févr. 1871	Etablissement d'un nouveau cimetière.	8000	21 avril 1872 au 21 avril 1881.	Imposition extraordinaire par addition aux 4 contributions.	»	8000	Acte notarié du 21 novembre 1871.	Acquisition d'une parcelle de terrain pour le nouveau cimetière.	3500	Après l'accompl. des formalités de la purg. lég.	Emprunt.	»	3500	
Anzin	»	»	»	»	»	»	»	Acte notarié en date du	Achat d'un terrain pour l'agrandissem. du cimetière.	4000	De 1872 à 1873.	Ressources ordinaires de la commune.	»	4000	
Astres	D. 12 mai 1866.	Constr. d'une mais. d'école.	7500	11 ans de 1868.	Imposition extraordin.	3400	4100	Acte sous seing privé du 13 mars 1872.	Achat de candelabres et consoles.	8000	De 1873 à 1880.	Id.	»	8000	
Avesnes-le-Sec	D. 9 avril 1870.	Pavés.	6000	5 janv. 1873-1876	Centimes addltionnels.	»	6000	»	»	»	»	»	»	»	
Denain	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Escaudain	D. 30 juin 1866.	Construc. du chem. N° 119.	12500	31 déc. 1872-1876	Imposition extraordin.	»	12500	Jugem. du Tribunal civil de Valenciennes du 30 août 1871.	Indemn. pour l'expropr. des terr. nécess. au prolong. de la rue des Dames.	18700	Exigibles immédiatement.	Taxes addit. de l'octr. La somme est disponib. d. la caisse mnnicip.	»	18700	
Fresnes	D. 28 novembre 1866.	Constr. de l'église et autres travaux s'y rattachant. Agrandissem. de la mairie.	150000 3 annuit de 50000 francs	26 ans de 1868.	Revenus ordin. de la commune y compris l'octroi.	7000	143000	»	»	»	»	»	»	»	
Hasnon	D. 6 juillet 1867.	Constr. d'une salle d'asile.	20000	6 ans de 1868.	Revenus ordinaires.	15260 96	7630 48	»	»	»	»	»	»	»	
Nivelles	D. 15 février 1866.	Construction d'un pont.	11500	13 ans de 1872.	Centimes additionnels.	»	11500	»	»	»	»	»	»	»	
Noyelles-sur-Selles	D. 18 décembre 1871.	Constr d'une maison d'école	2430	3 ans de 1876.	Centimes communaux.	»	2430	»	»	»	»	»	»	»	
Quarouble	Acte notar. 5 oct. 1871	Dettes communales.	9508 44	5 ans de 1871.	Imposition extraordin.	»	9508 44	»	»	»	»	»	»	»	

Préfecture. — Corps-de-garde.

Un crédit de 500 fr. est alloué chaque année pour chauffage et éclairage du corps-de-garde de la Préfecture. Je propose le maintien de cette allocation au budget de 1873.

Préfecture. — Entretien du mobilier.

En 1872 et années antérieures, une somme de 5,425 fr. a été inscrite au budget départemental, pour l'entretien du mobilier de l'hôtel de la Préfecture.

Les dispositions prises pour l'habitation et l'ameublement du nouvel hôtel, bien que ne pouvant s'effectuer, selon toute probabilité, qu'à la fin de la campagne prochaine, font prévoir une réduction sur ce chiffre de dépense, en 1873. Je propose cependant, pour cet objet, un crédit de 4,500 fr et je prie en même temps le Conseil général de vouloir bien déléguer deux de ses Membres, pour procéder, pendant sa session, au récolement dudit mobilier, conformément à l'ordonnance du 7 août 1841.

Concierges de la Préfecture.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'allocation, au budget de 1873, du crédit ordinaire de 1,400 fr. pour le traitement des concierges de la Préfecture, savoir :

Concierge de l'hôtel actuel	1,200 »
Concierge des bureaux	200 »
	1,400 »

Dépenses imprévues.

Le budget départemental comprend, chaque année, un crédit de 1,000 francs pour dépenses imprévues.

En préparant mes propositions pour 1873, j'ai cru convenable de laisser à la disposition du Conseil général un fonds qui lui permette d'accorder les allocations dont il désirait prendre l'initiative.

A cet effet, j'ai laissé sans affectation un crédit de 14,350 fr. 61 c. dont 2,000 fr. seraient maintenus pour dépenses imprévues. Le complément, si le Conseil général ne jugeait pas à propos de l'employer, resterait disponible.

Mesures de défense nationale.— Dépenses arriérées.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec un rapport de M. l'Architecte du département des états de dépenses, faites en 1870, dans l'intérêt de la défense nationale et qui restent à payer.

Ces dépenses ont pour objet :

D'une part, l'appropriation des locaux du nouvel hôtel de Préfecture, pour le logement des troupes qui y ont été casernées ; elles se sont élevées à 16,938 fr. 10 c., sur quoi il a été payé 6,300 fr. ; il reste dû. . . . . 10,638 10 fr.

D'autre part, des travaux d'arrangement de bureaux, de remises provisoires, etc, dans l'ancienne Préfecture ; la dépense a été de. . . . . 6,261 80 »

Total. . . . . 16,899 90 »

Je ne puis que proposer au Conseil général de vouloir inscrire ces dépenses au budget rectificatif de 1873.

Lille, le 9 août 1872.

Le Préfet du Nord,

SÉGUIER.

RAPPORTS

DES

CHEFS DE SERVICE.

SERVICE SPÉCIAL DE LA NAVIGATION ENTRE LA BELGIQUE ET PARIS.

Situation de ce service dans le département du Nord.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

Les rivières et canaux dépendant du service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris, présentent, dans le département du Nord, un développement de 161,819 m., ainsi répartis :

		LONGUEUR.
		k
LIGNE de MONS.	1° Canal de Mons à Condé	5.058
	2° Rivière de l'Escaut.	63.065
	3° Canal de Saint-Quentin	26.048
LIGNE de CHARLEROY.	4° Rivière de Sambre.	54.446
	5° Canal de jonction de la Sambre à l'Oise. . . .	13.202
	TOTAL.	k 161.819

Les trois premières de ces voies navigables sont exploitées par l'État, les deux autres sont concédées à des Compagnies.

L'état matériel de ces voies navigables ne s'est pas ressenti des manœuvres d'eau opérées pour la défense des places fortes qu'elles traversent, et les crédits ordinaires d'entretien ont permis de conserver partout un mouillage de 2 mèt. suffisant pour les bateaux naviguant avec un enfoncement de 1 m. 80

Les ouvrages d'art sont dans une situation très-satisfaisante ; mais les berges, constamment corrodées par le batillage des eaux et par le frottement des bateaux vides, réclament impérieusement des travaux de défense et de consolidation. Bien que les ressources mises à notre disposition ne permettent de réaliser cette amélioration que d'une manière très-lente, cependant en présence des charges nouvelles qui incombent à l'État, nous n'osons ni solliciter ni espérer une augmentation dans les crédits d'entretien.

Travaux neufs.

Le canal de Mons à Condé est dans une excellente situation, qui n'exige aucune espèce de travail d'amélioration.

Sur l'Escaut un crédit de 12,000 fr. nous a donné le moyen d'approfondir le bief de La Folie, et d'abaisser le plan d'eau réglementaire pour permettre aux bateaux de franchir aisément le grand pont du chemin de fer du Nord qui était devenu trop bas depuis l'époque où le mouillage de l'Escaut avait été porté à 2 mèt.

Les travaux de 1872 comprendront la reconstruction du pont-fixe de Fresnes, et le renouvellement des portes de l'écluse de Selles à Cambrai.

Nous demandons en outre, d'accord avec les communes intéressées, la reconstruction du pont-levis de Mortagne, qui est arrivé à un état de vétusté inspirant de sérieuses appréhensions pour la sécurité de la circulation ; et le relèvement du pont Jacob, à Valenciennes, pour affranchir la navigation des entraves et des retards que lui occasionne journellement l'insuffisance de hauteur du tablier de cet ouvrage.

Sur le canal de Saint-Quentin, nous nous sommes borné, en 1871, à reconstruire les ponts détruits par l'armée allemande ; mais nous comptons profiter du chômage de 1872 et des crédits spéciaux qui ont été ouverts pour réaliser les principales améliorations qu'exige cette importante voie de communication.

En premier lieu, nous terminerons la construction des aqueducs à clapet accolés à toutes les écluses, et destinés à rendre plus rapides et plus faciles les manœuvres, en procurant l'échappement du volume d'eau refoulé dans les sas par l'introduction des bateaux chargés. La dépense de ce travail est évaluée à 60,000 fr.

Un crédit de 75,000 fr. a été alloué pour exhausser et réparer les maçonneries d'étanchement, afin d'empêcher toute filtration des eaux à travers les terrains crayeux.

Un autre crédit de 20,000 fr. est affecté au relèvement de ponts trop bas qui empêchent la circulation des grands bateaux vides, ou des bateaux naviguant avec la hauteur de chargement qu'autorisent les règlements.

Enfin, les portes d'écluses de Proville, Bracheux et Tordoir, arrivées à la limite extrême de leur existence, seront remplacées.

VOIES NAVIGABLES CONCÉDÉES.

La Sambre française est entretenue très-convenablement, et la Compagnie remplit parfaitement toutes les obligations imposées par son cahier dos charges.

Les ponts de la Sambre, entretenus à frais communs par la Compagnie, le département et les communes sont en bon état, sauf le pont de Marpent pour la reconstruction duquel nous venons d'obtenir l'allocation d'un crédit de 15,000 fr.

Le pont à péage établi à Boussoir a été livré à la circulation le 1er mai 1872.

Des projets sont présentés pour l'établissement de nouveaux ponts réclamés, l'un par la commune de Louvroil, l'autre par la commune de Boussières.

Le canal de jonction de la Sambre à l'Oise, concédé jusqu'au 1er novembre 1837, éprouve chaque année des dégâts très-sérieux par suite des fortes gelées. Les maçonneries, mal établies dans le principe, sont attaquées par la gelée, et les parements se détachent par surfaces concidérables. La Compagnie effectue les réparations au fur et à mesure qu'elles deviennent nécessaires ; et la marche des bateaux ne souffre pas de cette situation.

Le service de l'alimentation du canal a été complété par l'installation de nouvelles machines, et il peut aujourd'hui satisfaire à tous les besoins de la circulation.

Mouvement commercial.

Le trouble apporté dans les transactions commerciales par les tristes événements survenus en 1870-1871, a produit une réduction sensible dans le tonnage des lignes navigables, ainsi qu'on peut l'apprécier en comparant le mouvement de l'année 1871 à celui de l'année 1869.

DÉSIGNATION DES VOIES NAVIGABLES.	ANNÉES.	TONNAGE DANS LES DEUX SENS DE NAVIGATION	
		Absolu.	Réduit au parcours total.
CANAL DE MONS A CONDÉ	1869	951,562	949,248
	1871	795,104	787,365
Diminution en 1871		156,458	161,883
RIVIÈRE DE L'ESCAUT	1869	2,758,198	1,446,443
	1871	2,319,883	1,200,070
Diminution en 1871		438,315	246,373
CANAL DE SAINT-QUENTIN.	1869	2,593,688	1,718,661
	1871	2,191,009	1,353,913
Diminution en 1871		402,679	364,748
RIVIÈRE DE SAMBRE.	1869	702,431	623,584
	1871	682,101	610,413
Diminution en 1871		20,330	13,171
CANAL DE JONCTION.	1869	629,029	557,287
	1871	604,865	546,003
Diminution en 1871		24,164	11,284

Le prix du fret a subi des variations considérables en raison d'abord de l'irrégularité de la navigation, et ensuite des besoins urgents de l'industrie Le prix de transport d'une tonne de houille, de Mons à Paris, qui est moyennement de 6 fr. 50 c., a dépassé 11 fr. et les frais de halage se sont accrus de la même proportion.

Actuellement le fret revient à un taux plus modéré, bien que l'activité de la navigation ait augmenté dans une proportion considérable. Mais la marche des bateaux est devenue plus régulière, et elle n'est plus entravée que par l'insuffisance ou le défaut d'organisation des moyens de traction.

Le tableau ci-dessous indique le mouvement comparatif qui a eu lieu sur les canaux de Mons, de Saint-Quentin, et sur la rivière de l'Escaut pendant les cinq premiers mois de 1872 et des trois années antérieures. Il montre le développement considérable que la navigation a pris et qu'elle paraît devoir conserver.

ANNÉES.	CANAL de MONS.	RIVIÈRE de L'ESCAUT.	CANAL de SAINT-QUENTIN.	OBSERVATIONS.
5 premiers mois de				
1869	356.327	739.771	710.429	
1870	381.996	772.173	723.844	
1871	251.660	482.774	428.442	
1872	445.975	869.410	826.140	

Halage. — Touage.

Quelques tentatives ont été faites pour établir des relais sur la ligne de Mons à Pars ; mais elles n'ont produit jusqu'ici aucun résultat appréciable. Les Compagnies houillères de Belgique, lésées gravement dans leurs intérêst par le séjour prolongé de leurs bateaux sur le canal de Mons, séjour causé par le manque de traction, ont essayé d'organiser un relai entre Condé et Valenciennes ; mais elles n'ont réussi qu'imparfaitement et ont depuis quelque temps déjà renoncé à leur entreprise.

Sur le canal de Saint-Quentin les charretiers ont formé une association et créé des relais qui fonctionnent avec assez de régularité depuis quelques mois. Toutefois cette organisation ne repose pas sur des assises sérieuses, et le moindre incident peut la dissoudre.

Dans le bief de partage le touage à vapeur, établi et exploité par l'État, donne les résultats les plus excellents, et a fait succéder l'ordre et la régularité au désordre et à la confusion que la liberté du halage avait amenés dans cette partie de la voie navigable. Bien que les prix de traction soient excessivement faibles, puisque les bateaux chargés ne paient que 0,0025 par tonne et par kilomètre, et que les bateaux vides sont remorqués gratuitement, cependant l'État réalise des bénéfices considérables relativement aux dépenses de premier établissement.

Des études sont faites et des cahiers des charges ont été préparés pour installer un service de touage à vapeur sur l'Oise entre Chauny et la Seine, et tout porte à espérer que l'entreprise sera fructueuse et procurera à la batellerie la régularité si nécessaire à son existence. Toutefois il ne paraît pas facile d'organiser un remorquage à vapeur dans la partie de la ligne comprise entre la frontière belge et Chauny ; car les biefs ont une trop faible longueur, et le temps perdu pour l'éclusage des convois ferait disparaître tout l'avantage obtenu par une marche plus rapide dans les biefs.

La traction par chevaux paraît devoir être encore le seul moyen pratique et économique de traction, et il convient dès lors de l'organiser de façon à ce qu'il satisfasse en tout temps aux besoins de la circulation.

Les Compagnies concessionnaires de la Sambre et du canal de jonction, pour éviter les très-graves inconvénients qu'engendre la liberté illimitée du halage, ont résolu d'effectuer elles-mêmes

a traction des bateaux sur leurs lignes. A cet effet, elles ont créé des relais parfaitement desservis qu'elles ont mis gratuitement à la disposition de la batellerie, et elles se couvrent de leurs frais en supprimant la réduction de droits qu'elles avaient consentie au profit des bateaux parcourant le canal en transit. Grâce à cette installation, jamais on ne constate sur la ligne de Charleroy les encombrements de bateaux, qui se produisent si fréquemment sur la ligne de Mons.

L'organisation du halage est une question qui s'impose très-sérieusement à l'attention de l'Administration supérieure, et après toutes les tentatives infructueuses qui ont été faites, l'expérience a démontré d'une manière irréfutable que le seul moyen de rendre la navigation régulière et rapide était de confier la traction des bateaux à des entrepreneurs, ainsi que cela se pratique avec tant de succès sur les principaux canaux de Belgique.

Les entrepreneurs mis, par l'adjudication publique, à l'abri de toute concurrence, n'hésiteraient pas à se munir des chevaux propres à assurer le service de la manière la plus complète.

Le cahier des charges armerait d'ailleurs les agents de l'État du pouvoir de suppléer à l'insuffisance ou à l'incurie des entrepreneurs, de prendre des chevaux d'office, et de rendre la marche des bateaux continue.

Les canaux et rivières qui forment la ligne de Mons appartiennent à l'État qui les entretient et qui, dès lors, peut et doit les exploiter de la manière la plus profitable.

Déjà la plupart des Commissions d'enquête instituées pour émettre leur avis sur l'utilité de l'établissement du touage à vapeur de l'Oise, ont demandé que tous les modes de traction des bateaux fussent l'objet d'adjudication publique.

Nous espérons que le Conseil général du Nord voudra bien prêter son appui à cette proposition qui intéresse si vivement l'industrie des transports par eau.

Saint-Quentin, le 17 juin 1872.

L'Ingénieur en Chef,

LERMOYEZ.

PONTS-ET-CHAUSSÉES.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

Sur la situation et les besoins du service des voies navigables du Nord en juillet 1872.

Le service spécial des voies navigables du Nord, comprend :

	Longueur totale.
Le canal de la Sensée	25k. 04
La Scarpe moyenne	6 91
La Scarpe inférieure	36 15
Le canal de la Deûle	65 59
Le canal de Roubaix	19 06
La Lys	52 97
Les canaux d'Hazebrouck	24 65
Le canal de Bourbourg	20 84
Le canal de la Colme	38 24
Le canal de Bergues à Dunkerque	8 06
Le canal de Dunkerque à Furnes	13 30
Le canal de Seclin	4 40
LONGUEUR TOTALE	315k. 21

Renseignements généraux.

Élévation du frêt en 1871.

De grandes perturbations se sont produites pendant l'année 1871 dans le fonctionnement des voies de transport par eau.

Lors de la reprise des affaires qui a suivi le rétablissement de la paix, les chemins de fer ont été impuissants à satisfaire les besoins du commerce et n'ont pu expédier que dans des proportions infimes les marchandises qui leur étaient offertes.

L'industrie surprise par cette défection inattendue s'est retournée vers la navigation intérieure.

Mais elle, non plus, il faut le reconnaître, n'a pas répondu à ce qu'on croyait pouvoir en attendre.

Les bateaux faisaient défaut sur les canaux, comme les wagons sur les chemins de fer.

Ils étaient retenus dans les ports du littoral pour servir de magasins provisoires ou sur les rivages de l'intérieur, parce qu'on manquait de bras pour la manutention, que l'enlèvement des marchandises se faisait lentement et qu'en un mot tout le service était encombré.

Les défectuosités de l'organisation actuelle du halage ont encore aggravé cette situation. Les chevaux faisaient généralement défaut, si bien que la durée ordinaire d'un voyage était souvent doublée.

Sous l'influence de ces différentes causes, le frêt a atteint des proportions sans précédent.

Celui de Mons à Paris, s'est élevé de 6 fr. à 12 fr. 50 c. la tonne.
Celui de Mons à Lille, de 25 c. à 46 c. l'hectolitre
Celui de Lens à Paris, de 5 fr. 50 c. à 10 fr. 50 c. la tonne.

Comme résultats financiers les conséquences peuvent se déduire comme il suit :

Pour les exploitations houillères, défaut d'écoulement de leurs produits, emmagasinements considérables et réduction d'extraction.

Pour les établissements métallurgiques, manque de combustible, obligation d'éteindre, exagération des prix de production par suite de l'accroissement des frais de transport de matières premières.

Pareilles circonstances ne se reproduiront sans doute plus de longtemps et il ne serait pas raisonnable de prétendre organiser le service en vue d'y faire face.

Mais elles portent néanmoins avec elles un enseignement qu'on ne devrait pas négliger. Elles prouvent que l'action des chemins de fer n'est pas illimitée et qu'il est nécessaire que la navigation soit soutenue et améliorée de manière à participer, dans une plus large proportion, au mouvement général des marchandises.

Crédits alloués pour 1872.

L'état des finances du pays ne permet malheureusement pas d'entrevoir l'époque où cette utile transformation pourra être reprise et conduite à bonne fin.

Les principales économies realisées sur le budget de 1872, ont porté sur le département des travaux publics et les crédits mis à la disposition des ingénieurs ont dû être réduits dans une proportion notable, ainsi que le montre le tableau suivant :

Crédits de grosses réparations . . .	En 1870. . . .	77,050fr.	»c.
	En 1872. . . .	55,098	16
Travaux neufs	En 1870. . . .	761,297	90
	En 1872. . . .	418,214	31

Les crédits d'entretien n'ont pas été sensiblement diminués. Ils permettront de faire le nécessaire pour que la navigation ne soit entravée sur aucun point.

Mais les améliorations de toute nature et notamment l'approfondissement des canaux vont être forcément ralentis.

Cent mille francs seulement ont pû être affectés sur le présent exercice à l'augmentation du tirant d'eau de la grande ligne de Paris à Dunkerque qui doit coûter quatre millions.

Des ressources aussi restreintes commandent plus que jamais de diriger les travaux d'une manière suivie, avec des vues d'ensemble, sans chercher à donner satisfaction à tous les intérêts à la fois.

Mouvement de la navigation en 1871.

Le tableau suivant fait connaître le mouvement comparatif de la navigation en remonte et en descente pendant les trois dernières années. Le tonnage absolu indique la somme des marchandises chargées sur les bateaux. Le tonnage moyen qui permet une appréciation plus exacte de l'utilité respective des différentes lignes, est un chiffre fictif qui s'obtient en multipliant le tonnage réel de chaque bateau par la distance qu'il a parcourue et en divisant la somme de ces produits par la longueur totale du canal.

	TONNAGE ABSOLU.			TONNAGE MOYEN.		
	En 1869.	1870.	1871.	En 1869.	1870.	1871.
Canal de la Sensée	694.658	591.253	635.049	657.116	546.690	571.470
Scarpe moyenne.	807.855	703.889	785.100	709.833	638.849	671.885
Scarpe inférieure	428.751	386.427	344.612	277.178	252.762	245.863
Canal de la Deûle	1.541.873	1.581.736	2.119.766	666.636	620.499	687.127
Canal de Roubaix	116.047	82.879	94.312	110.605	33.496	57.724
La Lys	382.960	340.866	308.521	178.476	155.099	135.488
Canaux d'Hazebrouck	53.078	47.093	35.532	19.963	18.859	13.909
Canal de Bourbourg.	392.754	357.195	510.940	345.203	304.795	448.318
Canal de la Haute-Colme. . . .	193.045	195.047	162.252	146.946	147.898	123.173
Canal de Bergues à Dunkerque . .	98.401	124.519	93.796	96.088	116.624	93.198
Canal de Dunkerque à Furnes. . .	68.789	61.858	57.337	67.789	53.816	44.547
Canal de la Basse-Colme	53.350	54.475	44.780	23.268	23.573	20.240

Ce tableau montre les perturbations qui se sont produites en 1871, dans les transports par eau et dont les causes ont été précédemment signalées.

Le mouvement de la grande ligne de Paris à Lille et à Dunkerque a reçu une augmentation importante.

Il s'est élevé pour la Deûle à 33 p. $^0/_0$ et pour le canal de Bourbourg à 43 p. $^0/_0$.

Par contre le trafic des lignes secondaires a diminué ; cela provient de ce que le matériel disponible se portait de préférence sur les canaux où la navigation était plus facile et où l'on réalisait des bénéfices plus grands, en raison de la possibilité de prendre de plus forts chargements.

Les marchandises transportées en 1871, se répartissent comme il suit sur tout le réseau :

Houilles et cokes	38,20c.	p. %
Céréales	19.59	id.
Bois et matériaux de construction	15,56	id.
Betteraves, fourrages et engrais	12,17	id.
Minéraux	3,26	id.
Marchandises diverses	11,22	id.
TOTAL	100fr.	»

Comparativement à l'année 1869, les principales variations portent sur les céréales dont le tonnage a augmenté de près de 50 p. %, et sur les bois et matériaux de construction dont le tonnage a fléchi de 32 p. %.

Les canaux du Nord (à l'exception de ceux de Roubaix et de la Basse-Colme), sont placés dans des conditions d'exploitation les plus avantageuses, en ce que le mouvement dans les deux sens, est à peu près égal, de telle sorte que les bateliers sont rarement forcés de revenir à vide.

Renseignements particuliers sur chaque canal.

Canol de la Sensée.

Des crédits ont été accordés sur les fonds de 1871 pour la reconstruction des ponts d'Arleux et de Hem-Lenglet. Mis trop tardivement à la disposition des Ingénieurs, ils n'ont pu être employés qu'en approvisionnements. L'exécution des travaux est malheureusement suspendue, faute d'allocation sur le présent exercice.

On a terminé dans la campagne dernière, la consolidation des talus, le rechargement de la chaussée empierrée, et le relèvement de la digue Nord entre le Pond-Rade et le Pont de Paillencourt.

Le syphon de Fressies a été l'objet d'une réparation importante.

Scarpe moyenne.

On comprend sous cette dénomination la partie de la rivière comprise entre les canaux de la Deûle et de la Sensée, qui font partie de la grande ligne de navigation de Paris à la mer.

Elle est en excellent état de navigabilité.

Elle ne réclame que les deux améliorations suivantes :

1° La reconstruction de la décharge de l'écluse des Augustins dont le projet a été approuvé le 18 août 1870 ;

2° La construction d'un mur de quai dans la traversée de Douai entre les ponts du Rivage et de Tournai dont le projet a été approuvé le 22 décembre 1868.

Scarpe inférieure.

Elle comprend la partie de la rivière qui s'étend depuis le canal de la Deûle jusqu'à son confluent dans l'Escaut. Elle est concédée à une Compagnie qui a été ruinée par l'abaissement des droits et l'augmentation du mouillage du canal de la Sensée, mesures qui ont eu pour

résultat de détourner dans cette direction une partie des transports de houilles expédiées de Mons à Lille.

L'état d'entretien laisse à désirer. Il faut toutefois reconnaître que la Compagnie fait le nécessaire pour que la navigation ne soit entravée sur aucun point et pour que le desséchement ne soit pas en souffrance.

Elle sollicite depuis plusieurs années comme un acte de réparation et de justice, le rachat de sa concession par l'Etat. L'Administration s'était montrée favorable à sa réclamation. Mais on comprend qu'il lui sera impossible d'ici à quelques années de donner suite à ce projet.

Le dernier bief de la Scarpe-Inférieure est entretenu sur les fonds du Trésor, bien que les droits de navigation soient perçus au profit du concessionnaire. Il vient d'être l'objet d'un approfondissement général qui a porté son mouillage à $2^{m}\cdot 00$. Il serait désirable que cette amélioration fût étendu au reste de la rivière. Malheureusement la Compagnie n'est pas dans une situation assez prospère pour pouvoir l'aborder, bien qu'elle ne doive entraîner qu'une dépense de 500,000 fr.

Le projet de reconstruction du Pont-de-Raches qui a été approuvé par décision ministérielle du 30 novembre 1868, sera reconstruit dans le cours de cette campagne.

Canal de la Deûle.

Cette voie navigable occupe le septième rang sur le tableau par ordre d'importance commerciale des 42 canaux et rivières canalisées du territoire français.

La partie comprise entre Douai et Lille a reçu depuis 1862 de grandes améliorations pour porter son mouillage à $2^{m}\cdot 00$ et augmenter le débouché des ponts. Elle laisse peu de choses à désirer.

Les travaux de reconstruction de l'écluse de Don sont terminés.

Un pont tournant pour voitures va être substitué à l'ancienne Passerelle des Ansereuilles ainsi que les communes riveraines en avaient fait la demande.

L'Administration n'a pas encore statué sur le projet d'élargissement du débouché du Pont de Loos et de construction d'une banquette de halage sous la travée marinière. Cette amélioration n'a point d'ailleurs un caractère d'urgence.

Le pont de Quesnoy sur la Basse-Deûle vient d'être achevé. Il a été remplacé par un pont-levis en fer avec passerelle fixe pour les piétons.

L'Administration a approuvé, le 16 mars 1870, le projet présenté pour la reconstruction des portes amont des écluses de Saint-André, Quesnoy et Deûlemont, et le 19 novembre 1869, le projet de consolidation des berges de la Basse-Deûle. Ils sont actuellement en cours d'exécution.

Des études avaient été entreprises pour porter à $2^{m}\cdot 00$ le mouillage de cette voie navigable depuis l'écluse Saint-André à Lille jusqu'à son confluent. Mais elles sont suspendues parce que l'Administration a fait connaître qu'elle ne serait point en mesure d'y donner suite d'ici à quelques années. Les ressources dont elle pourra disposer devront, en effet, être affectées tout d'abord à l'achèvement de l'amélioration analogue en cours d'exécution sur la grande ligne de Paris à la mer, et comme il y a encore de ce chef près de quatre millions à dépenser, il est difficile de prévoir l'époque où on pourra songer à aborder de nouvelles entreprises.

Canal de Roubaix.

Les travaux de construction se poursuivent en vertu du décret du 1er juillet 1861, par lequel le Gouvernement a déclaré accepter l'offre faite le 21 avril 1858 par le Conseil municipal de Roubaix d'abandonner à l'État la propriété de ce canal, telle qu'elle a été achetée par la ville

à l'ancienne Compagnie concessionnaire sous la condition de son achèvement aux frais du Trésor.

Les terrassements et les travaux d'art sont terminés. Il ne reste plus que les portes d'écluse à poser. Elles ont été récemment adjugées.

Le mode d'alimentation du canal a donné lieu à des études qui ont duré dix ans. Toutes les combinaisons possibles ont été présentées par les Ingénieurs. Prises d'eau à l'Escaut, à la Marque, à la Lys, à la Deûle ont été successivement présentées et l'on s'était enfin arrêté à la proposition d'utiliser les eaux du dessèchement des marais de la Deûle prises dans les fortifications de Lille en aval de l'écluse Saint-André. Ce projet avait été approuvé le 13 juin 1870, et allait être mis en adjudication lorsque tout a été remis en question par suite de la présentation par une société d'Industriels de Roubaix, d'un nouveau projet d'alimentation au moyen de l'Escaut belge, et de l'offre qu'elle a faite à l'État de se charger de cette entreprise à des prix modérés, sous la condition de pouvoir vendre de l'eau à l'Industrie. Cette affaire très-complexe et très-délicate est en ce moment soumise à l'avis du Conseil général des ponts-et-chaussées. Si elle devait recevoir une solution conforme au vœu des pétitionnaires, elle aurait tout au moins l'inconvénient de retarder beaucoup la mise en exploitation du canal, à cause des formalités nombreuses à remplir tant pour obtenir l'autorisation du Gouvernement belge, que pour faire voter par l'Assemblée nationale la loi qui est nécessaire pour régulariser cette concession.

Si le Conseil général croyait devoir émettre un vœu à ce sujet, il serait désirable qu'il voulût bien l'ajourner jusqu'après les enquêtes auxquelles cette proposition devra être soumise, afin de s'entourer de tous les renseignements utiles pour éclairer sa religion.

Les deux parties du canal de Roubaix déjà livrées à la navigation sur les versants de la Deûle et de l'Escaut sont exploitées et entretenues par la ville de Roubaix qui ne remplit ses obligations que d'une manière très-imparfaite. Le lit est tellement envasé que les bateaux ne peuvent pas naviguer avec un enfoncement de plus de 1^{m} 40. L'état des chemins de halage, et des ouvrages d'art laisse également beaucoup à désirer. L'extrême parcimonie que la ville apporte dans l'entretien est d'autant moins excusable que les péages qu'elle perçoit lui procurent chaque année des bénéfices importants. L'attention de l'administration supérieure vient d'être appelée sur cette situation, qui menace de faire peser de lourdes charges sur le Trésor à l'expiration prochaine de la concession.

Mais en admettant même que la ville soit contrainte à remplir ses enganements, l'Etat n'en aura pas moins à supporter une dépense de 600,000 fr., pour mettre les anciens tronçons en harmonie avec le nouveau. Le projet de ces travaux est terminé et sera soumis à l'approbation de l'administration aussitôt que le moment paraîtra opportun.

Le projet de rectification de la Lys aux abords d'Armentières a été soumis aux enquêtes en 1870. L'administration ne prévoyant pas l'époque à laquelle il sera possible d'attaquer ces travaux a refusé de provoquer le décret déclaratif d'utilité publique qui est indispensable pour procéder à l'expropriation des terrains.

Elle a également repoussé l'offre qui avait été faite par les principaux manufacturiers de la localité, d'avancer à l'Etat sans intérêts la somme nécessaire pour l'exécution immédiate.

On a présenté, le 24 juillet 1870, l'avant-projet d'augmentation du tirant d'eau des biefs de

Merville et de Saint-Venant, de manière à leur donner comme aux autres biefs un mouillage de 2m,00. Il est en ce moment soumis aux enquêtes; sa dépense s'élève à 760,000 fr.

La reconstruction de l'estacade de halage en aval de l'écluse de Merville sera entreprise dans quelques jours à l'aide du crédit accordé sur les fonds de 1872.

Canaux d'Hazebrouck.

Les canaux d'Hazebrouck ne présentent qu'un intérêt local et restreint auquel ils suffisent. Leur mouvement commercial reste stationnaire parce que le pays qu'ils traversent est essentiellement agricole, et aussi parce que les bateaux de petites dimensions qui peuvent seuls les parcourir deviennent de plus en plus rares.

Le pont qui livre passage à la route départementale N° 9 sur le canal de Préaven et dont l'état de vétusté était compromettant pour la sécurité publique, sera reconstruit dans le courant du mois prochain, aux frais communs de l'Etat et du département.

Une décision du 15 juin 1870 a donné satisfaction au vœu émis par le Conseil général, à l'effet de faire déboucher la Bourre non navigable à l'aval de l'écluse du grand Dam : Le projet présenté par les Ingénieurs est adopté en principe. Mais il n'a encore été l'objet d'aucune allocation.

Canal de Bourbourg.

L'état matériel du canal de Bourbourg continue à être satisfaisant. — Mais il laisse toujours à désirer sous le rapport de la navigabilité, par suite des variations de niveau qu'il éprouve à son confluent avec l'Aa lors des tirages effectués aux écluses de Gravelines pour le desséchement de la 7e section des Wateringues du Pas-de-Calais.

Pendant la période des crues qui se sont échelonnéees du 18 janvier au 1er août, et du 19 du même mois au 31 octobre, le mouillage de 1m 57 nécessaire pour que les bateaux à 1m 50 d'immersion puissent franchir l'écluse du Guindal, n'a pu être obtenue que pendant 48 jours pleins — sur les 220 jours restant, il y a eu 114 jours durant lesquels il a été insuffisant toute la journée et 106 durant une partie de la journée seulement .

Comme d'habitude la période d'étiage a succédé brusquement à celle des crues. Elle a duré du 1er au 18 août. Pendant ce laps de temps, les bateaux d'un enfoncement de 1m 40 ont pu seuls franchir l'écluse du Guindal.

Les côtes extrêmes, observées à l'amont de cet ouvrage pendant les tirages à la mer sont les suivantes :

Côte la plus haute 2m 30.
Côte la plus basse 0m 82.
Pendant l'étiage la côte la plus basse a été de 1m 44.
La côte normale est 1m 57.

603 bateaux ont été arrêtés dans leur marche par suite des variations de niveau .Sur ce nombre 98 ont dû alléger. Le temps d'arrêt moyen a été de 13 heures à l'écluse du Guindal et de 28 h. à celle de Bourbourg.

Un grand nombre d'autres bateaux a dû prendre la voie de la Haute Colme.

Il est passe sur le canal de Bourbourg, en 1870, 7199 bateaux chargés. Si le nombre de ceux qui ont été arrêtés dans leur marche n'est pas plus considérable cela provient de ce que les chargements sont faibles. Ils n'atteignent effectivement en moyenne que 70 tonnes. La charge maximum possible à l'immersion de 1m 50 est de 220 tonneaux.

De pareilles entraves sont intolérables sur une ligne qui met le port le plus important du Nord en communication avec l'intérieur du pays.

Le projet des travaux à exécuter pour les faire disparaître est terminé. Les dépenses à faire sur l'ensemble des canaux de Saint-Omer rayonnant sur les ports de Dunkerque, Gravelines et Calais, s'élèvent à 4 millions.— Il serait inutile d'aborder ces améliorations, tant que celles analogues entreprises sur les canaux d'Aire à la Bassée et de Neuffossé ne seront pas terminés. — Il reste encore de ce chef 1,500,000 francs à dépenser. L'exiguité des allocations annuelles (100,000 f. seulement pour 1872), fait craindre malheureusement que le terme de ces travaux soit encore bien éloigné.

Canal de la Haute-Colme.

Le canal de la Haute-Colme exigerait de grandes dépenses pour pouvoir suppléer commodément le canal de Bourbourg lorsque l'insuffisance du tirant d'eau ne permet pas aux grands bateaux de naviguer sur cette partie de la ligne principale de Paris à Dunkerque.

Parmi les améliorations à exécuter pour arriver à ce résultat, il faut mettre en première ligne la création de nouvelles gares de croisement, de manière à parer à l'insuffisance de largeur de la cunette et l'ouverture dans les fortifications de Bergues d'une dérivation qui permette aux bateaux d'éviter les entraves de toute nature que présente la traversée de cette ville.

Ces projets qui n'entraîneront pas de dépenses bien considérables sont actuellement à l'étude.

Comme toutes les voies navigables de l'arrondissement de Dunkerque, le canal de la Haute-Colme est un émissaire du desséchement des wateringues du littoral. Les tirages opérés pour l'écoulement des eaux déterminent des abaissements de niveau et des courants qui gênent la navigation. Mais ces inconvénients se produisent sur une échelle beaucoup moins grande que pour le canal de Bourbourg.— C'est là ce qui explique l'importance que conserve le canal de la Haute-Colme comme ligne de transit, malgré les défectuosités de ses ponts et de ses écluses.

Canal de la Basse-Colme

On désigne sous cette dénomination la partie comprise entre la ville de Bergues et la frontière de Belgique. Ce canal n'a qu'une utilité restreinte et locale et sert exclusivement au transport des engrais et des matériaux de construction. Il est dans un état de navigabilité en rapport avec son importance. Mais l'embranchement d'Hondschoote présente des parties étroites et sinueuses qui rendent difficiles les évolutions des grands bateaux et ne leur permettent pas d'accéder au port de cette ville.

Avant 1870 le prolongement du canal sur le territoire belge était tellement envasé qu'il n'était praticable que pour les bateaux de 0^m 60 à 0^m 70 d'enfoncement. — Il a été curé en 1870 principalement en vue du desséchement. Depuis lors, les bateaux qui se rendent de Bergues à Furnes peuvent prendre une immersion de 1^m 20.

Il est sans utilité de pousser plus loin cette amélioration. Le canal de Dunkerque à Furnes, qui prolonge la ligne de Paris à la mer du Nord, est la voie naturelle des échanges entre la France et la Belgique le long du littoral et elles n'ont pas assez d'importance pour motiver une double voie entre Watten et Furnes.

Canal de Bergues à Dunkerque.

Ce canal reste dans de bonnes conditions de navigabilité.

Les manœuvres d'eau opérées pour le desséchement du pays, pas plus que la pénurie d'eau en temps d'étiage n'ont d'effet nuisible sur la marche des bateaux, ce qui provient de ce qu'il a un

mouillage de 2^{m} 00 et qu'il n'est parcouru que par des bateaux ayant un enfoncement maximum de 1^{m} 50.

Aucun projet n'est à l'étude. Il n'y a de vraiment utile que celui qui aurait pour but d'assurer la continuité du halage dans la traversée de Bergues. Mais la question est subordonnée au parti que l'on prendra pour l'amélioration de la Haute-Colme dans la traversée des fortifications de cette ville.

Canal de Dunkerque à Furnes.

Ce canal est concédé. La Compagnie, malgré la menace de déchéance qui pèse sur elle, n'a entrepris aucun des travaux qui lui sont prescrits depuis plusieurs années pour procurer à la navigation un tirant d'eau suffisant et permettre le croisement des bateaux chargés Elle laisse également les ouvrages dans le plus triste état d'abandon.

Depuis 1861 elle sollicite le rachat de sa concession. Elle doit abandonner aujourd'hui l'espérance qu'elle avait conçue de voir ses démarches couronnées de succès.

Les difficultés de la navigation sont toujours plus grandes sur la partie belge que sur la partie française. C'est là ce qui explique la tolérance dont l'Administration use vis-à-vis du concessionnaire. Les dépenses qu'on l'obligerait à faire pour mettre le lit en meilleur état seraient sans profit pour lui et sans intérêt pour le public. Il n'y aura lieu de modifier cette attitude que le jour où le gouvernement belge aura mis à exécution le programme des travaux qui a été arrêté de concert entre les Ingénieurs des deux pays et qui a été approuvé par la décision ministérielle du 11 janvier 1866.

Canal de Seclin.

Ce canal est concédé. Il ne rend que des servicse très-restreints, parce qu'il n'a jamais été complètement achevé et qu'il n'admet pas les bateaux prenant 1^{m} 80 d'enfoncement comme la grande ligne avec laquelle il est en communication. La Compagnie est dans un état de détresse qui lui interdit absolument de nouveaux sacrifices. Elle s'était adressée à Monsieur le Ministre des Travaux publics pour obtenir un secours. Mais quelque digne d'intérêt que soit sa situation, on comprend qu'il sera difficile de lui donner quant à présent cette satisfaction.

Vœux émis par le Conseil général.

Construction d'un chemin carrossable joignant la route de Lille à la porte de sortie des eaux à Douai.

La construction d'une route carrosable joignant la route Nationale n° 17 à la porte de sortie des Eaux à Douai a été admise en principe lors de la reconstruction de ce dernier ouvrage en 1866. Elle est destinée à former chemin de ceinture autour de Douai, et à épargner aux voitures un long détour lorsque la circulation est interceptée dans le défilé des fortifications. Elle serait établie en partie sur le terrain militaire et en partie sur la digue de la Scarpe. Des difficultés soulevées par le génie militaire au sujet des inconvénients que présenterait pour la défense le remblai à former dans le bassin d'inondation de la place, ont empêché jusqu'à ce jour de donner suite à ce projet qui serait d'une réalisation peu coûteuse. Il convient de l'ajourner jusqu'au moment où l'on aura modifié les servitudes militaires, d'après l'expérience acquise pendant la dernière guerre. Il est probable en effet que les inondations actuelles qui ne s'étendent qu'à deux kilomètres de la place seront jugées sans utilité, aujourd'hui que la puissance de l'artillerie permet d'établir

les batteries de siége, à une distance triple. Elles seront probablement abandonnées, ou tout au moins l'autorité militaire se relâchera de la rigueur avec laquelle elle s'oppose maintenant à tout ce qui peut les contrarier.

Établissement de chemins de contre-halage sur la Lys.

L'ordonnance de 1669 donne incontestablement le droit d'exiger qu'une zone de 3^m 25 soit laissée libre le long de la Lys pour l'établissement d'un chemin de contre-halage. Mais l'application rigoureuse de ce règlement rencontrerait une grande résistance de la part des propriétaires riverans, parce qu'ils seraient contraints de construire des clotures longitudinales pour renfermer les bestiaux qui paissent sur leurs prairies. Le besoin d'un double chemin de halage ne se faisant pas sentir sur cette rivière, il paraît plus sage de leur continuer la tolérance dont ils ont joui jusqu'à ce jour. Elle ne peut créer des droits à leur profit ; elle sera toujours révocable à la volonté de l'administration.

Construction du mur de quai du rivage à Douai.

L'Etat n'a jamais pris envers la ville de Douai l'obligation de construire un mur de quai le long du port qui a été créé en 1863 sur la place du Rivage. Le contrat intervenu entr'eux comportait seulement l'acquisition des immeubles nécessaires à son ouverture. Les deux parties ont payé leur part contributive s'élevant, pour la première, à 180,000 francs, et pour la seconde à 45,000 fr. Elles ont donc satisfait à leurs engagements respectifs. Quoi qu'il en soit il est incontestable que le mur de quai réclamé forme le complément indispensable de cette amélioration. Le projet présenté par les Ingénieurs pour sa contruction a été approuvé par décision ministérielle du 22 décembre 1868. — La dépense est évaluée à 84,000 fr. Mais dans l'état de pénurie du Trésor, il n'est pas possible d'espérer que des fonds soient de sitôt affectés à ce travail. Les berges ont du reste été convenablement appropriées en 1871, et cette partie de la ville n'a plus l'aspect délabré qui provoquait principalement les plaintes du Conseil municipal.

Rachat de la concession de la Scarpe.

L'administration supérieure a plusieurs fois déclaré que cette mesure était à la fois un acte d'équitable réparation envers le concessionnaire et d'un intérêt sérieux pour le pays. Elle est disposée à la provoquer aussitôt que l'état des finances le permettra. — Ce n'est plus qu'une qnestion d'opportunité.

Augmentation du tirant d'eau de la Scarpe-Inférieure

Les recettes du concessionnaire de la Scarpe qui s'élevaient à 363,600 fr. en 1859, sont tombées en 1871 à 97,870 fr. Déduction faite des frais d'entretien et de salaires des agents; il n'a été possible de distribuer aux actionnaires qu'un intérêt de quarante centimes pour cent. La Compagnie se trouve dans l'impossibilité absolue d'exécuter à ses frais cette utile amélioration qui doit entraîner une dépense d'environ 500,000 fr.

Une décision ministérielle du 21 novembre 1866 a, d'un autre côté, rejeté laproposition de la faire exécuter sur les fonds du Trésor, tant que le rachat de cette voie navigable n'aura pas été opéré.

Elle semble donc menacée d'un assez long ajournement.

Cette situation est très-regrettable. Car ainsi que l'a fait observer avec raison M. Maurice, cette dépense relativement minime, ouvrirait immédiatement au commerce un débouché sur la mer du Nord, et rien ne s'opposerait plus à ce que les bateaux prenant 1^m 80 d'enfoncement, pussent gagner le port d'Anvers, par l'Escaut ou par la Dendre, attendu que ces canaux présentent, dès à présent, un tirant d'eau de 2^m 10.

Quant au vœu du Conseil d'arrondissement de Valenciennes tendan orter le mouillage de la Scarpe à 2m 30, il n'est motivé ni par l'intérêt de la navigation, puisque toutes les lignes françaises avec lesquelles elle est en communication n'ont qu'un mouillage de 2m 00, ni par l'intérêt du desséchement, parce que la section actuelle suffit et au-delà à assurer le facile écoulement des crues.

Augmentation du tirant d'eau des canaux des communes de Dunkerque.

Il est décidé en principe, et sera opéré exclusivement par voie d'approfondissement sans aucun relèvement de niveau. Mais ces travaux sont subordonnés à l'achèvement de l'amélioration analogue entreprise sur les canaux d'Aire à La Bassée et de Neuffossé, laquelle comporte une dépense de près de deux millions. Le crédit affecté à cette dernière entreprise sur l'exercice 1872 ne dépassent pas cent mille francs, il n'est pas possible de prévoir l'époque où le creusement des canaux de Dunkerque pourra être attaqué. Du reste les études se poursuivent et les Ingénieurs seront en mesure de mettre immédiatement la main à l'œuvre, si des ressources inattendues le permettent.

Canalisation du Vliet.

Il existe à partir de Saint-Omer deux lignes navigables qui conduisent à Dunkerque, le canal de Bourbourg et le canal de la Haute-Colme. Le Conseil d'arrondissement demande qu'il en créé une troisième par le Vliet. Au point de vue des intérêts du port de Dunkerque, l'utilité de ce travail n'est pas contestable. Mais il est combattu par les wateringues comme nuisible au desséchement du pays. L'enquête à laquelle ce projet sera prochainement soumis permettra de reconnaître ce que ces appréhensions peuvent avoir de fondé. Il convient d'ajourner jusque-là toute appréciation.

Quai du Jeu-de-Mail.

L'établissement d'un quai de déchargement le long du canal de Bourbourg près de l'écluse du Jeu-de-Mail et l'ouverture d'un chemin de contre-halage sur la rive droite en amont des fortifications de Dunkerque ont été compris par les Ingénieurs dans le projet d'ensemble d'amélioration des canaux de cet arrondissement qui va être mis aux enquêtes.

Pont du moulin de Spycker.

Le projet de ce pont a été approuvé par décision ministérielle du 28 juillet 1870. L'État a généreusement consenti à payer la moitié de la dépense, soit 10,500 fr. Mais les communes appelées à payer l'autre moitié n'ont pu jusqu'à ce jour se mettre d'accord sur la fixation de leurs contingents respectifs.

Amélioration de la Basse-Colme et du canal de Bergues à Dunkerque.

Les diverses améliorations de la Basse-Colme réclamées par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, ont une utilité incontestable. Mais dans l'impossibilité où l'on se trouve de faire face à toutes les dépenses que comporte le réseau des voies navigables du Nord, il ne serait point sage d'affecter à la restauration des lignes secondaires les ressources restreintes dont on peut disposer.

Faucardement de la Deûle.

Les herbes poussent dans le canal de la Deûle avec d'autant plus d'abondance que leurs racines sont préservées de l'atteinte des bateaux, attendu qu'ils n'ont qu'un enfoncement maximum de 1m 80 et que le lit présente partout un mouillage de 2m 00. C'est un inconvénient très-sérieux parce qu'il paralyse l'écoulement des eaux et que l'alimentation de la ville de Lille se trouve en souffrance.

Les Ingénieurs ne négligent rien pour s'en affranchir. Les faucardements sont faits avec le plus grand soin et d'une manière continue pendant la période des chaleurs. Mais l'amélioration obtenue n'a qu'une durée éphémère. La croissance des herbes est même d'autant plus rapide qu'elles sont plus souvent fauchées. Le seul remède efficace consisterait à extraire les racines par des curages multipliés. Nous venons à cet effet de solliciter de l'administration supérieure l'acquisition d'une dragueuse à vapeur. C'est une dépense de 50,000 fr.

Unification des tarifs de péage.

Cette unification serait très-désirable pour rendre plus clair et plus facile le calcul des frais de transport sur les voies d'eau. Il n'y a vraiment pas de raison pour ne pas soumettre toutes les marchandises au même tarif et pour maintenir des péages différents sur les canaux et sur les rivières canalisées. Mais dans l'état actuel des finances, on ne peut raisonnablement demander à l'État une réduction quelconque sur les droits qu'il perçoit. L'unification ne saurait donc être obtenue aujourd'hui qu'en adoptant pour toutes les marchandises et pour toutes les lignes le tarif le plus élevé. Dans ces conditions le Conseil général jugera certainement que le maintien provisoire du *statu quo*, tout défectueux qu'il soit, est préférable.

Diminution progressive des péages.

J'ai exposé dans mon rapport de l'an dernier, les raisons qui me font penser qu'il faudrait aller plus loin encore et rendre la circulation sur les rivières et sur les canaux entièrement gratuite. Mais cette réforme doit être ajournée à des temps meilleurs.

Chômages.

La question de réglementation des chômages dans le sens du vœu émis par le Conseil général avait été mise à l'étude par l'Administration supérieure au moment où la guerre éclata. Elle sera reprise vraisemblablement lorsque les choses auront repris leur cours régulier.

Les chômages de cette année ont été portés comme d'habitude à la connaissance du public par des affiches apposées en grand nombre dans les localités que cette mesure peut intéresser, — Le budget de 1872 n'ayant été voté par l'Assemblée nationale qu'à la fin de mars, il n'a pas été possible de les régler plus tôt.

Maintien de la navigation de la Lawe.

Une décision ministérielle du 17 avril 1872 a rejeté la proposition de soumettre à une enquête la suspension de la navigation de la Lawe, et de procéder à une étude comparative de l'amélioration générale de l'état de choses actuel, au moyen de perfectionnement de la voie existante, ou de la création d'un canal latéral. Elle a prescrit de se borner, quant à présent, à faire le strict nécessaire pour maintenir la navigabilité sans chercher à l'améliorer.

Pont de la route départementale N° 14, à Roubaix.

Les rampes du pont qui livre passage à la route départementale N° 14 sur le canal à Roubaix ont été achevées conformément à la décision du 22 juin 1870. Elles n'ont point entraîné la réduction habituelle des chargements comme on paraissait le redouter. — Elles ont si peu d'étendue que les chevaux les franchissent sans difficulté sérieuse en donnant un coup de collier. La diminution de la déclivité actuelle entraînerait une dépense considérable, qu'on ne peut raisonnablement demander au Trésor dans les circonstances présentes, alors que les ressources restreintes dont il dispose ne lui permettent pas de faire face aux besoins les plus urgents.

Digues de l'Escrébieux.

Les difficultés pendantes depuis plusieurs années au sujet de la restauration des digues de l'Escrébieux ont été tranchées par une décision ministérielle du 16 février 1872. Elle a autorisé leur reconstruction aux frais de l'Etat. Ce projet est ce moment soumis à l'approbation de l'adminis-

tration supérieure. Le batardeau qui avait été construit au confluent de ce cours d'eau avec la Deûle sera supprimé et les choses seront rétablies dans leur état ancien aussitôt qu'un crédit aura été ouvert pour l'exécution de ce travail.

Augmentation du débit de la Deûle.

La Scarpe qui forme aujourd'hui le principal affluent de la Deûle fournit, même dans les courtresses, un volume d'eau suffisant pour opérer dans des conditions convenables l'assainissement des canaux de la ville de Lille. Si dans les chaleurs leur état de salubrité laisse parfois à désirer, c'est qu'alors le lit de la Deûle est obstruée par des plantes aquatiques, et que l'écoulement des eaux se trouve paralysé. On a expliqué plus haut les mesures prises pour remédier à cet inconvénient.

Insalubrité du canal de Roubaix.

L'attention du Conseil général a été appelée sur l'état d'insalubrité dans lequel se trouve la portion de l'ancien canal de Roubaix, comprise dans l'intérieur de cette ville, entre le pont de l'Union et le confluent du canal, près du Galon-d'Eau. Il tient d'une part, au défaut de renouvellement des eaux, et d'autre part, au déversement de lessives de laines d'établissements du quartier Sainte-Élisabeth, sur la rive droite. Cette situation s'est améliorée depuis l'année dernière, par l'effet des curages opérés par l'Administration municipale et de la vidange complète du bief du Sartel.

Le projet de comblement de cette partie du canal et de son remplacement par un boulevard est à l'étude et sera prochainement soumis à une enquête.

Demande de Crédit.

Une décision ministérielle du 19 mars 1872, a approuvé le projet de reconstruction du pont de Saint-Momelin sur l'Aa. La dépense est évaluée à 30,000 francs, dont :

A la charge de l'État	15,000fr.	»
A la charge du département du Pas-de-Calais .	9,000	»
A la charge du département du Nord	6,000	»
TOTAL	30,000fr.	»

Le Conseil général du Nord avait inscrit à son budget de 1872, sous-chapitre III, § 2, la somme de 6,000 francs, nécessaire pour acquitter son contingent.

Le crédit restera sans emploi, parce qu'aucune allocation sur les fonds du Trésor, exercice 1872, n'a été accordée.

Je propose, en conséquence, de le reporter au budget de 1873.

Douai, 1er juillet 1872.

L'Ingénieur en Chef,

BERTIN.

SERVICE SPÉCIAL

DES

PORTS, PHARES ET BALISES DU NORD.

Compte-rendu résumé du service pendant l'année 1871,
pour la session du Conseil général de 1872.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

Étendue et organisation du service.

Le service spécial des ports, phares et balises du Nord comprend tout le développement des plages françaises de la mer du Nord, qui s'étend de la frontière de Belgique à la limite occidentale du département du Nord, sur une longueur de 32 à 33 kilomètres, ainsi que le balisage et l'éclairage de toute la zone du littoral, qui s'étend depuis la limite des eaux françaises, à 16 ou 17 milles au large, jusque par le travers de la pointe de Walde, à 6 ou 7 milles au large, sur une longueur totale d'environ 30 milles marins, ou 55 à 56 kilomètres, en allant à peu près du NE au SO.

Ce service comprend aussi l'entretien, l'amélioration et les manœuvres continues des écluses et des canaux, constituant les artères de débouché à la mer, qui servent à l'évacuation des eaux du pays en temps de pluie et à la communication régulière entre les voies navigables de l'intérieur et des ports maritimes. Cette partie du service, qui ajoute des sujétions notables à toutes les questions purement maritimes, se rapporte presque exclusivement aux intérêts de l'agriculture *(Service hydraulique du département)* et aux intérêts de la batellerie *(Service de la navigation intérieure)*.

Depuis le 1er août 1857 jusqu'au 1er janvier 1867, ce service n'avait formé qu'un seul arrondissement d'ingénieur ordinaire, sous la direction d'un ingénieur en chef spécial résidant à Dunkerque, et dont les attributions ne s'étendaient à aucun autre service que celui de l'ingénieur ordinaire.

Du 1er janvier 1867 au 1er octobre 1868, la résidence de l'Ingénieur en chef avait été transférée à Lille et ses attributions avaient été augmentées de tout le service spécial des voies navigables

des départements du Nord et du Pas-de-Calais, le service des ports, phares et balises du Nord ne formant toujours qu'un seul arrondissement d'Ingénieur ordinaire, annexé alors aux arrondissements des sept ingénieurs ordinaires, entre lesquels est partagé le service de la navigation des canaux du Nord et du Pas-Calais.

Depuis le 1er octobre 1868, par arrêté ministériel en date du 24 septembre précédent, ce service général de navigation intérieure et maritime qui comprenait ainsi huit arrondissements d'Ingénieurs ordinaires, dont sept pour la navigation intérieure des canaux des deux départements et un pour le service des ports, phares et balises du département du Nord, a été divisé en deux services spéciaux d'Ingénieurs en chef, et celui des ports, phares et balises du Nord s'est trouvé ainsi rétabli, comme il était avant 1867, sous la direction d'un Ingénieur en chef, en résidence à Dunkerque.

Enfin, par une dernière décision ministérielle en date du 24 octobre 1868, ce service a été définitivement organisé et divisé en deux arrondissements maritimes d'ingénieurs ordinaires, avec résidence distinctes, savoir :

« L'arrondissement maritime de Dunkerque, comprenant le service du port avec celui des » études, de l'éclairage et du balisage de la rade et des bancs de Flandre ;

» Et l'arrondissement maritime de Gravelines, comprenant le service du port avec celui de » l'organisation, l'entretien et les manœuvres des ouvrages à la mer destinés au dessèchement » et à l'hygiène du littoral. »

Et les Ingénieurs ordinaires titulaires, nommés par la même décision du 24 octobre 1868, l'un, M. Guillain, en résidence à Dunkerque, et l'autre, M. Jacquet, en résidence à Gravelines, sont aujourd'hui très-complètement au courant de leurs arrondissements, dont la marche des affaires est très-satisfaisante.

Composition de la côte.

Sur tout le développement de la côte maritime du département du Nord, on rencontre d'abord une première zone inférieure de 350m à 500m de largeur, sur laquelle se produisent deux fois par jour, en tous temps, les mouvements verticaux alternatifs de la marée et dont l'inclinaison varie entre 0m,01 et 0m,02 par mètre, puis une seconde zone, qui n'est couverte par la mer que dans la période des vives eaux, dont la largeur varie entre 800 et 1000 mètres, pour les parties voisines des ports et anciens chenaux et sujettes à formation de dépôt limoneux, et entre 20 et 100 mètres pour les autres parties, où le régime des sables règne d'une manière absolue.

Enfin, dans quelques parties, on remarque l'existence d'une troisième zone comprise entre les laisses de hautes mers de vives eaux ordinaires et de vives eaux maximum. Cette troisième zone se trouve principalement à l'ouest des ports de Dunkerque et de Gravelines et constitue ce qu'on appelle les relais de mer.

En arrière de cette zone, on trouve tantôt les endiguements tant anciens que nouveaux des parties limoneuses de la côte, et tantôt de grandes accumulations de dunes, sur les points où le régime des sables règne exclusivement.

Causes de la marche des alluvions.

Les phénomènes qui déterminent la marche des alluvions sablonneuses sur les côtes du département du Nord peuvent se résumer ainsi :

Action directe des courants de marée,
Action directe des vents,
Actions combinées des vents et des courants.

Les alluvions limoneuses sont une conséquence de l'écoulement, pendant la durée des basses mers, des eaux douces du pays, qui arrivent dans les temps de pluie par les canaux de dessèchement de l'intérieur.

On remarque aussi à l'ouest du port de Dunkerque quelques effets locaux dûs à des courants de basse mer sur la plage, qui tendent à produire, à l'entrée du chenal, des apports de sable plus ou moins sensibles suivant l'amplitude des marées.

Courants de marée.

Tous ces effets sont, en résumé, produits par le régime des courants de marée qui présentent, au point de vue nautique, les caractères suivants :

Directement alternatifs dans la région du large;

Giratoires inverses (de droite à gauche en passant par le nord) dans le voisinage du littoral français;

Présentant en général, dans les marées moyennes de vives eaux, des vitesses de flot comprises entre un maximum de 2^m 15 et un minimum de 1^m 50 par seconde et des vitesses de jusant de 2^m à 1^m 30;

La durée du jusant étant, quand l'action des vents n'influe pas sur le régime spontané des courants, supérieure de une heure et demie à deux heures à la durée du flot;

Les renversements ou étales de courants se produisant après les heures de pleine et basse mers au rivage, avec des retards qui varient :

de 3 heures à 3 heures 1/2 dans la zone du littoral français,

de 4 heures à 6 heures 1/2 dans la région du large.

PHARES ET BALISES.

Phares, fanaux, feux-flottants bouées, balises et amers.

Dans ces conditions, l'usage de nos parages pour la navigation maritime nécessite, avant tout, un bon système de balisage et de feux-flottants combiné avec les phares et amers de terre.

Les travaux complémentaires d'améliorations du balisage et des feux-flottants, comprenant dix bouées en plus à la mer et un troisième feu-flottant sur la lisière septentrionale des bancs de Flandre, ont été terminés dans le courant des années 1869 et 1870.

Crédit d'entretien de 1872.

Le crédit affecté à leur entretien, sur les fonds de l'exercice 1872, s'élève à. . 114,330 fr.
Ce crédit suffit et l'état des édifices et de tout le matériel peut être considéré comme satisfaisant
Il est d'ailleurs supérieur à celui qui avait été affecté à ce service jusqu'en 1869, d'environ. . . . . 9,000 fr.
pour faire face aux nouveaux besoins du balisage, qui se compose depuis trois ans de dix bouées à la mer et d'un troisième feu-flottant, sur la lisière septentrionale des bancs de Flandre, ajoutés depuis lors aux anciennes conditions de balisage et de l'éclairage flottants.

Composition du matériel.

Indépendamment des édifices des phares et fanaux des ports de Dunkerque et Gravelines, le matériel du balisage et l'éclairage comprend :

4 feux-flottants,
1 vapeur « baliseur »
60 bouées de diverses espèces et dimensions;

Dont,
A la mer, en service constant,
3 feux-flottants,
le vapeur « baliseur »,
26 bouées;
Dans le port ou en magasin,

Le reste de ce matériel, toujours paré pour assurer les rechanges en cas d'accidents ou aux périodes fixées par les règlements, aussi bien pour les feux-flottants de nos parages que pour celui des « Minquiers » près de Granville.

Composition du personnel.

Indépendamment des gardiens des phares et fanaux à terre des deux ports, le personnel marin correspondant au matériel du balisage et de l'éclairage flottant se compose de 45 hommes, savoir :

8 officiers, capitaines et seconds,
4 maîtres d'équipage,
1 mécanicien,
1 chauffeur,
31 matelots;
Dont,
A la mer, en service constant,
4 officiers, capitaines et seconds,
et les deux tiers au moins des équipages.

Travaux d'améliorations et de grosses réparations.

Un crédit d'à peu près . . . . . 20,000 fr.
est alloué sur les fonds de la 2e section du budget de 1872, pour des travaux d'améliorations accessoires complémentaires et pour des ouvrages de grosses réparations à effectuer à bord du matériel flottant, pontons et vapeur « baliseur ».

Résultats effectifs comme usage de la rade.

Dans l'état actuel de ce service général des phares et balises du Nord, sauf l'achèvement des signaux de marée pour la nuit, toute l'organisation du balisage et de l'éclairage de la rade de Dunkerque et des bancs de Flandre est complétement terminée et en bon état de fonctionnement, et les résultats que l'on a obtenus ont bien répondu au but que l'on s'était proposé, en ce qui concerne l'accès et l'usage de cette rade.

Les visites de la division cuirassée de l'escadre de la Manche, qui était restée chaque année, en 1868, 1869 et 1870, avant la guerre, mouillée pendant plusieurs jours sur rade, en face de Dunkerque, étaient une démonstration bien patente de l'existence et de la capacité de cette rade, dont l'éclairage était une condition d'usage *sine quâ non*. Mais pendant la durée de la guerre, la force des choses a complété cette expérience dans des conditions que l'on n'aurait

sans doute jamais pu songer à réaliser sans passer par ces désastreuses périodes. Les escadres cuirassées se sont sans cesse succédé sur rade et les plus gros vaisseaux, *Solférino* et *Océan*, y sont restés avec tous les autres, pendant des semaines et des mois, sans y éprouver la moindre avarie ou gêne, sans aucun embarras pour la marine marchande et sans que les navires de guerre eussent eu le moindre conflit ou déposé la moindre plainte contre les services du commerce, remorquage, balisage, etc.

Des embarquements de toute espèce, vivres, munitions, combustibles, artillerie, cavalerie et troupes de toutes armes s'y sont opérés sans aucun accident.

On peut donc dire aujourd'hui que la rade de Dunkerque existe sans conteste, et, si la triste période qui vient de se passer a eu les plus pénibles et les plus désastreux résultats pour notre malheureuse France, il en ressortira, du moins, en ce qui concerne les côtes de la Flandre française, la démonstration matérielle *ipso facto*, que la profondeur, la tenue et le calme relatif de cette rade sont bien naturellement ce que nous avions cru pouvoir affirmer depuis longtemps.

Il est maintenant hors de doute, que le *Great-Eastern* lui-même peut y venir et y embarquer à coup sûr, en une fois, une division de 10,000 à 12,000 hommes quand on voudra, car son tirant d'eau ne dépasse pas celui du *Solférino*.

Ces résultats sont dus exclusivement à la création et à l'entretien constant et attentif du balisage et des feux-flottants.

L'organisation des signaux de marée pour la nuit, à l'entrée du port de Dunkerque, aura pour effet de compléter aussi largement que possible les améliorations nécessaires à la navigation du large dans le Pas-de-Calais et à l'entrée méridionale de la mer du Nord, comme aux communications entre le port et la rade. Mais cette organisation est subordonnée à des réparations importantes à faire au musoir de la jetée de l'ouest, sur lequel doivent être établis les appareils et pavillon nécessaires aux signaux; et les faibles ressources actuelles du budget en entraînent ainsi l'ajournement pour quelque temps encore.

Service des dessèchements et de l'alimentation du pays en connexité constante avec la navigation maritime et intérieure.

Service hydraulique des dessèchements et de l'alimentation du pays et service de la navigation intérieure.

D'autre part, le pays, constitué comme nous l'avons dit plus haut par des alluvions séculaires en formation constante, a été peu à peu soustrait à l'influence des marées par des travaux d'endiguements dont l'exécution a toujours été entreprise avant que les terrains n'eussent atteint spontanément un niveau convenable pour dominer les plus grandes hauteurs de la mer. De là résulte l'organisation de toute la contrée du littoral en syndicats de desséchements dits wattringues et moëres, dont toute l'existence et la richesse dépendent de la plus ou moins grande régularité des manœuvres des écluses à la mer et des combinaisons plus ou moins pratiques et rationelles adoptées dans les études et des améliorations des ouvrages des ports à tous les points de vue.

Ces manœuvres, études et améliorations constituent une autre partie du service des ports

maritimes du Nord, qui a reçu beaucoup d'extension et de perfectionnement depuis une quinzaine d'années et qui doit encore en recevoir, tant par suite des nouveaux travaux d'amélioration en cours de préparation à Dunkerque, que par suite des perfectionnements à l'étude sur le régime des cours d'eau qui sillonnent tout le pays wattringué dans le Nord et dans le Pas-de-Calais. Le service des ports maritimes est appelé constamment à veiller, par ses manœuvres de tous les jours, à la satisfaction des intérêts de l'agriculture et de la navigation intérieure de cette contrée riche et exigeante; il n'est pas en rapport direct avec les représentants de ces intérêts; c'est par l'intermédiaire du service hydraulique et du service de la navigation intérieure qu'il connaît les besoins de l'agriculture et de la batellerie, quelquefois en opposition entre eux et par suite difficiles à apprécier et à satisfaire simultanément en temps opportun.

Nombre et conditions générales des ports du département.

Deux ports, Dunkerque et Gravelines, [desservis par une même rade

Le littoral du département du Nord comprend deux ports, Dunkerque et Gravelines, reliés tous deux au réseau des canaux de navigation de la France et de la Belgique.

Le premier, seul jusqu'à présent, est en relation direct avec les chemins de fer français et belges, jusqu'à ce que l'exécution des travaux autorisés et concédés récemment ait pu réaliser la jonction de ces deux ports entre eux et avec le double réseau des voies ferrées de la Belgique et de la France.

La rade de Dunkerque, qui peut desservir ces deux ports, s'étendant depuis la frontière de Belgique presque jusque par le travers de Gravelines, parallèlement à la côte, sur une longueur de plus de 20 kilomètres et sur une largeur de plus de 1 kilomètre, et présentant de très-bonnes conditions de mouillage avec un tirant d'eau de 12^m à 15^m de basse mer, est accessible par deux passes, celle de l'est et celle de l'ouest; mais le régime des courants de marée du littoral fait que l'on n'attaque guère cette rade que par la passe de l'ouest, avec des navires dont le tonnage est supérieur à 200 tonneaux.

Les renversements de courants ont lieu à mi-marée et, par suite, les maximum de vitesse du courant de flot par le travers de l'entrée des ports se produisent au plein de la mer, circonstance qui s'ajoute défavorablement aux embarras des bancs de Flandre pour constituer les difficultés que présentent les parages maritimes du Nord. Mais l'organisation d'un bon service de remorquage, combinée avec l'éclairage flottant et le balisage depuis une dizaine d'années, a considérablement aplani ces difficultés en facilitant notablement l'entrée et la sortie des ports pour les grands navires et en rendant la rade accessible et usuelle en tous temps aux bâtiments du plus fort tonnage.

Port de Dunkerque.

Chenal, avant-port et port d'échouage.

La première partie du port de Dunkerque, en l'abordant par la mer, se compose d'un chenal, d'un avant-port et d'un port d'échouage, qui sont, sur toute leur étendue, soumis à l'action des mouvements alternatifs des marées diurnes.

Jetées et quais correspondants.

La longueur totale ensemble du chenal, de l'avant-port et du port d'échouage est de 2.100^{m}, la largeur moyenne de 60^{m} à 70^{m}, le tirant d'eau est de 5^{m} à 6^{m} suivant les marées.

Le chenal proprement dit a environ 800 mètres de long, bordé de chaque côté par des jetées en charpente, partie mi-coffrées, partie à claire-voie.

L'avant-port a environ 650^{m}, de long, bordé de chaque côté par des estacades en charpente. Des terre-pleins bordés de talus perreyés existent en arrière de ces estacades. La superficie de l'avant-port susceptible d'être affectée au stationnement des navires, peut-être évaluée à 3 hectares.

Le port d'échouage est séparé de l'avant-port par le débouché des deux écluses du Fort-Revers et de la Cunette. Sa longueur est de 670^{m},00 et il comprend à peu près 900^{m}, 00 de quais, dont 600^{m}, 00 en pierres et 300^{m}, 00 en bois. La superficie du port d'échouage susceptible d'être affectée au stationnement des navires peut être estimée à 4 hectares. La surface correspondant aux quais susceptible d'être affectée au mouvement des marchandises est d'environ 11,000^{m}.

Bassins à flot.

Dans le fond du port d'échouage débouchent deux écluses de navigation maritime, qui établissent la communication entre le port et les bassins à flot.

Superficie d'eau et de quais, développement des quais correspondants.

Les bassins à flot sont au nombre de trois, savoir :

Le bassin à flot, dit du commerce;
Le bassin à flot, dit de la Marine;
Le bassin à flot, dit de l'arrière-port;

Les deux derniers communiquent avec celui du commerce au fond de ce dernier, l'un par une écluse simple et l'autre par un pertuis non-éclusé.

Le bassin à flot du commerce présente une superficie d'eau de 5 hectares 1/2, 500^{m}, 00 de long sur 110,^{m} 00 de large; il est bordé de 800^{m}, 00 de quais en pierre comportant environ 12,000$^{m\ q}$,. de surface de quais affectée au mouvement des marchandises; le reste de ses rives sert de chantiers de constructions navales.

Le bassin à flot de la marine présente une superficie d'eau de 3 hectares, 300^{m}, 00 de long sur 100^{m}, 00 de large; il est bordé de 700^{m}, 00 de quais en pierres, sur tout son pourtour comportant environ 10,000$^{m\ q}$,. de surface de quais affectée au mouvement des marchandises.

Le bassin à flot de l'arrière-port présente une superficie d'eau de 2 hectares 1/2, 300^{m},00 de long sur 80^{m}, 00 de largeur moyenne; il est bordé de 125^{m}, 00 de quais en bois; comportant environ 1,500$^{m\ q}$., de surface de quais affectée au mouvement des marchandises; le reste de ses rives sert à l'industrie de la construction et de la réparation des navires.

Ces bassins à flot communiquent directement avec les canaux de navigation intérieure par une écluse à sas située au fond du bassin de l'arrière-port.

Écluses correspondant aux bassins à flot.

Les écluses qui desservent les bassins à flot sont ainsi au nombre de quatre :
Deux pour les mouvements de la navigation maritime avec le port d'échouage, écluses de la citadelle et de barrage;

Une pour la communication des bassins du commerce et de la marine, écluse de la marine;

Une pour la navigation intérieure avec les canaux, écluse de l'arrière-port, dite aussi écluse de Bergues.

L'écluse de la citadelle est une écluse à sas présentant $50^{m},00$ de longueur, franche et $13^{m},00$ de largeur pour son sas.

L'écluse de barrage est une écluse simple de $21^{m},00$ de large.

L'écluse de la marine est une écluse simple de $16^{m},00$ de large.

Ces trois écluses ont leurs buscs établis à $0^{m},90$, en contre-bas des basses-mers de vives eaux moyennes et donnent $6^{m},35$ de tirant d'eau en vives eaux et $5^{m},20$ en mortes eaux. Elles sont munies de portes-valets, avec des vannes dans les portes d'Ebe; elles n'ont pas de portes de flot.

L'écluse de l'arrière-port, dite aussi écluse de Bergues, est une écluse à sas présentant $33^{m},00$ de longueur franche et $8^{m},12$ de largeur pour son sas.

Le busc de l'arrière-port est établi à $0^{m},30$ en contre-haut des basses-mers de vives eaux moyennes, ce qui donne pour la batellerie, par rapport au niveau normal des canaux d'amont (qui est de $2^{m},60$ au-dessus des hautes mers), un tirant d'eau de $2^{m},30$ sur le busc d'amont de cette écluse. Elle est munie de deux paires de portes d'Ebe et deux paires de portes de flot.

Résumé des bassins à flot : 3 bassins à flot, 4 écluses correspondantes.

En résumé, le port de Dunkerque comprend trois bassins à flot, communiquant avec la mer et les canaux intérieurs et entr'eux par quatre écluses, dont une affectée exclusivement à la batellerie, et donne en tout 18 hectares de superficie affectable au stationnement des navires, dont 11 hectares à flot et 7 hectares d'échouage, 2,525 mètres courants de quais dont $16,25^{m}.c.$ à flot et $900^{m}.c.$ de port d'échouage, avec 34,500 mètres quarrés de surface de quais affectée au mouvement des marchandises, dont $23,500^{m}.q.$ pour les quais à flot et $11,000^{m}.q.$ pour les quais d'échouage.

Communication entre les bassins à flot et les voies navigables de l'intérieur.

Une condition avantageuse très-importante, que présente le port de Dunkerque, consiste dans la communication facile et continue des bassins à flot maritimes avec les voies navigables de l'intérieur de la France et de la Belgique.

Canaux et écluses de navigation intérieure.

Les bélandres arrivent à Dunkerque par les trois canaux de Bourbourg, de Bergues et de Furnes.

Les deux premiers sont des canaux de l'État, à grande section, dépendant du service des voies navigales du Nord et du Pas-de-Calais.

Le canal de Furnes est un canal concédé, exploité sous le contrôle du même service des voies navigables.

Le canal de Bourbourg amène à Dunkerque toute la batellerie de l'intérieur de la France.

Le canal de Bergues dessert une navigation plus restreinte, entre Dunkerque et divers points de l'arrondissement qui se trouvent disséminés sur la Haute et la Basse-Colme.

Le canal de Furnes dessert les communications entre le port de Dunkerque et les voies navigables de la Belgique.

Les bateaux qui arrivent par le canal de Bourbourg entrent dans le canal de ceinture, dépendant du service du port de Dunkerque, par l'écluse à sas du Jeu-de-Mail, composée d'un sas de 20^{m} à 24^{m} de largeur sur 65^{m} de longueur entre deux têtes éclusées larges de 5^{m} 20 et munies de portes busquées vers l'amont, avec buscs à la cote 0^{m}, 78 et 0^{m}, 72 (rapportée aux basses mers de vives eaux).

Ceux qui arrivent par le canal de Bergues entrent dans le canal de ceinture, par l'un ou l'autre des deux pertuis sans sas de l'écluse du Pont-Rouge, dont l'un a 8^{m}, 00 et l'autre 6^{m}, 00 de largeur et dont les buscs sont à la cote 0^{m}, 33 (rapportée au même niveau).

Les bateaux qui arrivent par le canal de Furnes entrent dans le canal de ceinture par l'écluse à sas octogonal, dont la forme et les dimensions sont celles d'un octogone régulier de 40^{m}, 00 de diamètre, en traversant celle des quatre écluses qui forme tête du canal de Furnes et celle qui forme tête du canal de ceinture : La première large de 6^{m}, 00 avec busc à la cote 1^{m}, 18; la seconde, large de 8^{m}, 00 avec busc à la cote 0^{m}, 21; chacune d'elles étant munie de deux paires de portes busquées en sens contraire.

Les sassements de l'écluse du Jeu-de-Mail se font sous une dénivellation moyenne de 0^{m}, 88;
Ceux de l'écluse à sas octogonal sous une dénivellation moyenne de 0^{m}, 34;

Et la navigation par l'écluse du Pont-Rouge, qui n'a pas de sas, se fait par niveau étale entre le canal de Bergues et le canal de ceinture, ce dernier n'étant, à vrai dire, qu'un prolongement du bief inférieur du canal de Bergues, dont l'existence est maintenue ou suspendue par les manœuvres des portes busquées en sens contraire, suivant que les besoins du service du port permettent de laisser le niveau du canal de ceinture suivre celui du canal de Bergues ou nécessitent soit l'exhaussement, soit l'abaissement du premier au-dessus ou au-dessous du second, sans que celui-ci doive y participer.

Rendus dans le canal de ceinture, les bateaux peuvent stationner dans les emplacements dits « Port-au-bois » et « Reck-à-voleurs » espèces de ports de navigation intérieur, où s'opèrent les mouvements de marchandises qui correspondent au commerce local et à la consommation de la ville, tels que bois et matériaux de construction, charbons, etc.

Le port au bois est garni sur sa rive septentrionale d'un quai en bois de 200^{m} de longueur, avec une surface de 2,000$^{m.q.}$, affectée au mouvement des marchandises. Tout le reste des emplacements du canal de ceinture est bordé de talus avec terre-pleins correspondants, donnant environ 2,000 mètres courants de rives et 11,000 mètres quarrés de surface affectée au mouvement des marchandises.

La plus grande partie des bateaux qui sont en destination pour les bassins à flots, se rendent directement des écluses qu'ils viennent de franchir vers l'écluse de Bergues par laquelle ils entrent dans le bassin de l'arrière-port, et de là dans les bassins du Commerce et de la Marine, où les transbordements s'opèrent bord-à-bord, avec les navires, dans des conditions telles que l'on voit ainsi se former en quelque sorte, une ligne artificielle intérieure de quais, auxiliaire puissant et économique du mouvement commercial des bassins à flot du port de Dunkerque.

Les niveaux des bassins maritimes variant suivant les âges de la lune, entre 4^{m}, 45 et 5^{m} 45, les sassements de l'écluse de Bergues se font par une dénivellation qui varie généralement

entre $1^m,81$ et $2^m,81$ et peut quelquefois attendre accidentellement $3^m\,50$ à $4_m\,00$ dans les cas exceptionnels des plus fortes marées d'équinoxes favorisées par les vents.

Communication directe entre les canaux et l'avant-port.

Les bateaux de la navigation intérieure peuvent aussi communiquer directement avec l'avant-port et le port d'échouage par le canal de dérivation et le canal de la Cunette, qui complètent, avec le canal de ceinture et le canal de Mardyck, le réseau des canaux intérieurs dépendant du service du port de Dunkerque.

Mais en temps ordinaire, le canal de dérivation (appendice du bief inférieur du canal de Bergues en communication spontanée avec le canal de ceinture) n'est que très-peu fréquenté par la batellerie, bien qu'il soit terminé par une écluse de débouché dans l'avant-port, écluse du Fort-Revers, qui a un beau sas de $40^m,00$ de longueur, compris entre deux têtes éclusées de $9^m,00$ de largeur avec buscs à la cote $0^m,10$ au-dessus des basses mers de vives eaux et munies de portes de flot qui permettent les sassements en temps ordinaire, tant que la mer est au-dessus du niveau de navigation, $2^m,64$, du canal de dérivation, c'est-à-dire, pendant environ 5 heures, partagées par moitié avant et après chaque pleine mer. Le canal de dérivation est toutefois un auxiliaire fort utile et précieux, dans les cas de chômage forcé que nécessite quelquefois l'écluse de Bergues pour son entretien et ses réparations.

En temps ordinaire, le canal de la Cunette, compris entre le sas octogonal et son écluse de débouché dans l'avant-port, écluse de la Cunette, ne sert pas non plus à la navigation et ne peut être jamais employé à cet usage que d'une manière essentiellement précaire, incommode et dangereuse pour la batellerie, en même temps que nuisible à la tranquillité et à la sécurité des populations agricoles des Moëres et de la 4e section des Wattringues du Nord. Il a bien fallu cependant s'en servir quelquefois, dans le cas de chômages forcés de l'écluse de Bergues et des organes divers du canal de dérivation; et alors le canal de la Cunette devient une ressource extrêmement précieuse pour la navigation intérieure.

Le canal de dérivation a $2{,}000^m,00$ de longueur, pourvu d'un chemin de halage continu sur l'une de ses rives, sans surface affectée aux mouvements des marchandises sur aucun point de ses terre-pleins.

Le canal de la Cunette a $2{,}200^m,00$ de longueur, pourvu d'un chemin de halage contenu tantôt sur l'une tantôt sur l'autre de ses rives, sans surface affectée aux mouvements des marchandises sur aucun point de ses terre-pleins.

Enfin, le canal de Mardyck est un appendice du canal de ceinture, long de $3\,600^m,00$ et navigable sur une partie de son étendue. C'est un ancien canal maritime, aujourd'hui envasé et ne pouvant servir qu'à la batellerie qui dessert quelques usines établies sur une partie de ses rives.

Résumé des canaux et écluses correspondantes.

En résumé, le service du port de Dunkerque comprend, outre les bassins à flot et les trois écluses de navigation maritime qui leur correspondent, quatre canaux communiquant avec le réseau des voies navigables de la France et de la Belgique et avec les bassins à flot ou le port d'échouage à l'aide de six autres écluses de navigation intérieure, dont quatre à sas et deux sans sas; ces quatre canaux, tous de très-grande section, de 15^m à 20^m en plafond, et de $2^m,50$ de mouillage, donnant un développement total de neuf kilomètres avec $200^m,00$ de quais et $11{,}000^{m.q}$. de surface de terre-pleins, affectée au mouvement des marchandises.

Rôle des canaux et écluses dans le dessèchement du pays wattringué de l'arrondissemt de Dunkerque.

Ces canaux et leurs écluses servent aussi aux dessèchements du pays wattringué du Nord, dont le service du port de Dunkerque doit assurer en tout temps, aussitôt qu'il pleut, l'écoulement des eaux à la mer par les écluses de débouché des canaux de dérivation et de la Cunette, écluses du Fort-Revers et de la Cunette.

Rôle des canaux et écluses dans le système des chasses du port de Dunkerque.

Enfin ces mêmes canaux et écluses, organisés pour la navigation intérieure et le déssèchement du pays, le sont aussi, en quelque sorte spontanément pour coopérer aux chasses artificielles du port à l'aide de l'eau salée, toutes les fois qu'en vives eaux les eaux de pluie n'affluent pas dans la contrée.

Et, à ce dernier point de vue, le fonctionnement de ces organes mixtes s'ajoute à celui des organes spéciaux de l'écluse et du bassin des chasses à l'effet d'entretenir dans le port d'échouage, l'avant-port, et le chenal et la passe extérieure de l'entrée du port, le plus de tirant d'eau possible pour les besoins de la navigation martime.

Le bassin spécial affecté aux chasses présente une superficie de 30 hectares, correspondant à une écluse de chasses spéciale, qui donne en cinq pertuis un débouché linéaire de $21^{m}, 00$, avec une chute de $4^{m},50$ à $5^{m},00$ suivant la puissance d'ascension des marées.

Le système des chasses du port de Dunkerque, ainsi combiné avec le fonctionnement des organes de dessèchement des Wattringues du Nord, présente un ensemble assez remarquable, existant depuis plus d'un demi siècle et composé de trois étages de chasses, échelonnées sur toute la longueur du port d'échouage, de l'avant-port et du chenal. Le premier étage, en commençant par l'aval, constitué par le bassin des chasses et son écluse spéciale: le second étage constitué par la retenue du canal de la Cunette et des fossés d'une partie des anciens fronts de l'est, présentant une superficie d'environ 12 hectares et lançant ses eaux sous une chute de $4^{m}, 50$ à $5^{m}, 00$ par l'écluse de la Cunette, large de $10^{m}, 00$; le troisième étage constitué par la retenue des bassins à flot, présentant une superficie de 11 hectares, sur laquelle on dispose en vives eaux, d'une tranche d'eau de $1^{m}, 00$ de hauteur à lancer par les 12 vannes des portes des écluses de barrage et de la citadelle et par une vanne de chasse spéciale, présentant toutes ensemble une surface totale d'environ 14 mètres quarrés, sous une charge de $3^{m}, 00$ à $4^{m}, 00$.

La puissance des chasses est ainsi mesurée, dans l'état actuel des choses, par un volume d'eau total de. . . . . 1,050,000$^{m.c}$ 00
lancé moyennement dans l'espace de trois quarts d'heure et ainsi décomposée :

1er étage — écluse de chasse.	750,000$^{m.c}$, 00
2^{e} étage — écluse de la Cunette	200,000, 00
3^{e} étage — vannes des bassins à flot	100,000, 00
soit, en moyenne, par minute	23,333, 33
ou par seconde.	388, 88

De plus, dans les prévisions de la loi du 16 juillet 1845, ces ressources devaient être augmentées par l'utilisation comme retenue de chasses d'environ 30 hectares, des anciens fossés de la place de l'ouest en communication spontanée avec les canaux de dérivation, de ceinture et de Mardyck, à l'aide de l'écluse du Fort-Revers comme écluse de chasse présentant un débouché linéaire total de $16^{m}, 00$ en deux pertuis, l'un de 9^{m},00 et l'autre de 7^{m}; 00

sous une chute de 5m, 00 à 5m, 50. Mais les projets de 1859 et 1860, qui ont abouti au décret du 14 juillet 1861, ayant été mis à l'étude conformément aux prescriptions ministérielles des 14 mars 1859, 14 avril et 5 mai 1860, vers l'époque où ces prévisions de la loi de 1845 allaient recevoir leur réalisation, on a dû ajourner les travaux d'appropriation des anciens fossés de l'ouest et l'utilisation de l'écluse du Fort-Revers aux améliorations des chasses, en présence de la probabilité de la suppression de ces fossés, à remplacer par d'autres, dont la construction n'est pas même encore terminée aujourd'hui.

La navigation maritime a ainsi, en fait, perdu plus de 10 ans pour profiter de l'amélioration qui devait à coup sûr résulter vers 1859 et 1860, de la loi de 1845, en ce qui concernait une première augmentation de la puissance des chasses, laquelle se serait dès lors traduite par une augmentation de volume d'eau lancé en 3/4 d'heure, d'environ. 800,000m.c.00

ou, en moyenne, par minute de 17,777, 77

ou par seconde de. 296, 30

Résumé général des ouvrages du port de Dunkerque. Chenal, bassins, canaux et écluses.

3 bassins à flot,
1 bassin de chasses,
4 canaux,
10 écluses, dont
5 écluses à sas.

En définitive, le port de Dunkerque comprend, outre son chenal, son avant-port et son port d'échouage, trois bassins à flot, quatre canaux et un bassin des chasses, le tout servant à la navigation maritime et fluviale, aux dessèchements du pays et aux chasses, à l'aide de dix écluses de diverses dimensions, dont cinq à sas et cinq sans sas, une seule, l'écluse de chasses, ne servant qu'à l'usage exclusif des chasses.

Utilisation commerciale du port de Dunkerque en 1871.

Dans ces conditions, l'utilisation effective du port de Dunkerque s'est mesurée en 1871 par un tonnage moyen de 173 tonneaux de jauge, correspondant à une charge moyenne de 230 tonnes, et par les chiffres de 227 tonneaux de jauge à l'entrée, par mètre-courant de quai, et de 357 tonnes de marchandises manutentionnées annuellement, tant à l'entrée qu'à la sortie, par mètre-courant de quai.

Les transports de guano, de fontes d'Écosse, de fers bruts ou travaillés, de machines et outils divers, de charbon anglais, bois du nord, matières textiles, céréales, alcools, huiles, pétroles, et autres, grains et graines de toute espèce, résines, fruits, etc,... ont recommencé, après la guerre, à se produire avec une extrême affluence.

A ces trafics se sont ajoutés aussi, dans une grande proportion, des transports de vivres de toute espèce, de munitions, d'armes, etc... correspondant aux mouvements et aux besoins de l'armée du Nord, et même des embarquements de troupes de cavalerie, envoyées des armées de l'Ouest et de la Loire pour renforcer celle du Nord; puis, après l'armistice, l'embarquement de toute l'armée du Nord, avec son artillerie et tout son matériel, envoyée à Cherbourg pour former le noyau primitif de l'armée de Versailles, qui a sauvé peu de temps après le pays et la société contre les folies anti-sociales et sacriléges de la Commune de Paris; et enfin, pendant et après la guerre, des services de voyageurs et autres par vapeurs entre Dunkerque, Cherbourg, Brest et Bordeaux, pour parer à l'interruption absolue des communications par terre entre le Nord et le reste de la France à la suite de la bataille d'Amiens et de l'occupation de Rouen.

Les anciens services de cabotage à vapeur se sont par suite à *fortiori* continués, sans inter-

ruption, entre Dunkerque et Londres, Hull, Goole, Middlesbroo, Edimbourg, Glascow, Rotterdam, St.-Pétersbourg, Le Hâvre, Brest, Bordeaux, Marseille, etc.

La possibilité de ces résultats, qui a permis à Dunkerque de rendre de grands services à la défense nationale et au salut de la société, menacé par la Commune, pendant ces périodes néfastes dont nous ressentons encore les funestes effets, est le fruit des travaux d'améliorations réalisés et terminés depuis huit ou dix ans au moyen de l'allocation de la loi du 16 juillet 1845, en même temps que du développement de l'usage des chemins de fer, ainsi que de la création et de l'exploitation du service de remorquage à vapeur.

On sait bien, en effet, que, pour qu'un port soit dans de bonnes conditions d'exploitation, il faut que ses relations avec les canaux et les voies ferrées, d'une part, par le secours des locomotives et de la batellerie, et avec la mer, d'autre part, par le secours du balisage et du remorquage, soient assurées en même temps que les conditions de bassins à flot et de tirant d'eau.

Mais il faut donner aux quais des superficies convenables, des abris et des outillages de manutention commodes, rapides et économiques, avec de vastes terrains annexes pour le dépôt temporaire des marchandises, et enfin utiliser le mieux possible les étendues d'eau retenues à flot.

C'est ce qui reste à faire à Dunkerque, indépendamment de la création des espaces et outillages nécessaires à l'industrie de la construction et de la réparation des navires.

Renseignements statistiques.

Quoi qu'il en soit, dans les conditions actuelles des bassins et du port de Dunkerque, le mouvement général du commerce maritime a donné les résultats suivants :

Entrés :	3,282	navires jaugeant	572,808	tx. et portant	655,000	tonnes de marchandises.
Sortis :	3,271	—	561,981	—	246,000	—
Totaux :	6,553	—	1,134,789	—	901,000	—

Dont :

1° *En navire français, entrés et sortis :*

2,559 navires jaugeant 335,675 tx. et portant 255,000 tonnes de marchandises.

2° *En navires étrangers, entrés et sortis :*

3,994 navires jaugeant 799,114 tx. et portant 646,000 tonnes de marchandises.

La différence avec l'année 1870 est, sur la totalité des navires entrés et sortis, en plus, de 940 navires, de 156,584 tonneaux de jauge et de 124,000 tonnes de marchandises.

C'est ainsi que le tonnage moyen, en tonneaux de jauge, qui était de 174 tonneaux en 1870, est resté à peu près le même en 1871.

Dans ces nombres ne sont pas compris les mouvements d'entrée et de sortie des bateaux de la navigation intérieure, qui se sont produits comme suit :

A l'entrée dans les bassins :

4,520 bateaux jaugeant 504,433 tx. et portant 120,980 tonnes de marchandises.

A la sortie des bassins :

4,480 bateaux jaugeant 500,683 tx. et portant 300,918 tonnes de marchandises.

Totaux 9,000	—	1,005,116	—	421,898	—

Le nombre des navires entrés en relâche à Dunkerque, en 1871, a été de 7 navires jaugeant ensemble 915 tonneaux.

Le nombre des navires affectés à la pêche de la morue d'Islande, en 1871, a été de 111 ;

leur tonnage, de..... 11,000 tonneaux de jauge,
leurs équipages ont été, en total, de .. 1,738 hommes,
et leurs produits de..... .. 47,000 quintaux métriques ;
d'une valeur de..... 2,940,000 francs.

Les bateaux affectés à la pêche côtière ont été, en 1871, au nombre de 78 :

leur tonnage, de..... 2,341 tonneaux de jauge,
leurs équipages, de..... 545 hommes,
et leurs produits, de..... 6,834 quintaux métriques,
et de..... 683,478 francs.

Le nombre des navires construits ou réparés dans le port et lancés, en 1871, a été de 2., jaugeant ensemble 252 tonneaux.

Le nombre des navires naufragés ou échoués, en 1871, a été de 5, jaugeant ensemble 822 tonneaux. La perte qui en est résultée en valeur a été de..... 45,200 fr.

On n'a eu à déplorer la perte d'aucun des hommes qui composaient les équipages de ces navires. Mais deux hommes distingués du port ont trouvé la mort dans deux de ces sinistres : l'un, le capitaine Wittevronghel, capitaine d'armement du balisage et des feux-flottants, a malheureusement péri, tombé à la mer, dans l'abordage du baliseur en rade, en service commandé, le 14 février 1871 ; l'autre, le sauveteur Tixier (François), a péri victime de son dévouement en se jetant à la mer pour sauver l'équipage du navire Norwégien « Catherine-Christine », en perdition sur la plage de l'est par une forte tempête le 30 septembre 1871.

Situation des travaux exécutés, à exécuter et projetés.

Le crédit alloué pour l'entretien du port de Dunkerque, en 1872, est, comme les années antérieures, de..... 100,000 fr.

Travaux d'entretien.

Les ouvrages à entretenir ont à peu près triplé en nombre et en importance depuis vingt ans et l'usage qu'en ont fait le commerce et l'agriculture a toujours suivi, depuis dix ans surtout, une proportion supérieure.

Insuffisance des crédits d'entretien.

L'entretien des écluses de chasse, des jetées et des estacades laisse toujours à désirer, parce que les fonds affectés à cet usage sont depuis longtemps très-insuffisants.

Travaux de grosses réparations.

La somme totale affectée aux travaux de grosses réparations du port de Dunkerque, en 1872, n'est encore que de 41,911 fr. 29 c.

Jusqu'en 1868, nous nous étions efforcé, comme ingénieur ordinaire du port de Dunkerque, d'appeler l'attention de qui de droit sur les conséquences fâcheuses que devra entraîner l'insuffisance des ressources affectées à l'entretien et aux réparations des ports du Nord, surtout en ce qui concerne Dunkerque.

Il nous paraissait impossible que ces conséquences ne devinssent pas de plus en plus patentes; et il faudrait indubitablement organiser les allocations de 2e catégorie sur le pied de 200 à 300 mille francs par an, pendant cinq ou six ans, pour remettre le port dans les conditions favorables que l'on était parvenu à peu près à réaliser dans les années antérieures, mais qu'il n'est véritablement plus possible d'entretenir convenablement sans augmentation de ressources Il importe que nos observations antérieures soient reproduites maintenant, que le service spécial d'ingénieur en chef qui se trouve réorganisé à Dunkerque par suite des décisions ministérielles des 24 septembre, 24 octobre 1868, est en plein fonctionnement régulier et normal depuis près de quatre ans.

Travaux de la 2e section du budget.

Les travaux d'améliorations autorisés au port de Dunkerque par le décret du 14 juillet 1861 et par diverses autres décisions ministérielles ultérieures comprennent :

L'exécution d'un nouveau bassin à flot;

L'élargissement du port d'échouage et la construction d'un quai en bois à l'aval de l'écluse d'entrée du nouveau bassin à construire;

La construction de deux formes de radoub, l'une au fond du nouveau bassin, l'autre entre le bassin des chasses et l'avant-port, cette dernière éclusée en amont, de manière à permettre l'entrée du bassin des chasses soit pour les navires désarmés, soit pour ceux des constructeurs qui désireraient établir leurs chantiers sur les rives de ce bassin;

La construction du pont-tournant de la citadelle et l'achèvement des quais du bassin du commerce;

Le déplacement des fortifications;

Des améliorations et extensions des quais des bassins actuels et des chantiers de construction des bassins de l'arrière-port et du commerce.

L'organisation des fossés de la nouvelle enceinte en vastes réservoirs de chasses, pour l'approfondissement du port et de la passe, une des parties du programme d'ensemble qui n'avait pas été comprise dans le décret du 14 juillet 1861 comme chiffre de dépenses;

Et enfin quelques travaux de réparations et reconstructions partielles de divers ouvrages du port, qui tombaient en ruines par excès de vétusté.

L'ensemble de ces ouvrages est estimé à.	21,263,051 fr.	16
Dont :		
à exécuter par le service civil.	15,651,551	16
à exécuter par le service militaire.	5,611,500	»

Les quatre premiers articles du précis sommaire ci-dessus ainsi que les trois dernier rapportent aux travaux à exécuter par les ingénieurs du service maritime.

Le cinquième article comprend tous les travaux à exécuter par les ingénieurs milit

L'exécution de tout cet ensemble, en préparant l'avenir du port dans de très-large au point de vue de la navigation du Nord et de l'agriculture de l'arrondissement ville de Dunkerque une extension de superficie considérable, en harmonie avec l' du port et de ses bassins; et les industries nouvelles, qui s'y développent années, trouveront les ressources dont elles ont besoin, en même temps c construction navale, avec tous les accessoires qu'elle entraîne, trouvera

et de prospérer. Ces additions de superficie urbaine produiront, par leurs aliénations successives sur une étendue totale de plus de 25 hectares, un rendement final de huit à dix millions, qui justifiera sans doute, dans une certaine période, les sacrifices que l'État s'est imposés en dotant le port de Dunkerque de cette large allocation, portée tout d'abord à 15 millions par le décret du 14 juillet 1861:

Mais le montant total, même augmenté et porté, comme il a été dit plus haut, à. . . . . 21,263 051 fr. 16

ne comprend pas l'utilisation du bassin de l'arrière-port à l'aide de quais sur son pourtour, ni la réunion du nouveau bassin de l'ouest avec les canaux pour tirer tout le parti que l'on doit attendre de cette position au point de vue des communications directes et faciles entre les bassins maritimes de Dunkerque et les voies navigables du Nord de la France et de la Belgique.

Dépenses au 31 décembre 1872.

Les dépenses faites au 31 décembre 1871 et en cours d'exécution sur l'exercice 1872, s'élèveront à environ. . . . . 7,700,000 fr.

Les résultats des travaux d'améliorations exécutés jusqu'à présent peuvent se résumer ainsi :

1° Expropriations réalisées et terrains utilisés tant pour la création d'une voie de circulation générale, au travers de l'ancien parc de la marine, entre le quai des Hollandais et l'écluse de Bergues, qu'en vue de la pose des voies ferrées qui viennent d'être établies par la Compagnie du Nord en raccordement de la gare avec les 300^{m} de quais existant sur la rive droite du bassin du commerce et avec les quais de rive droite du port d'échouage à l'intérieur de l'ancienne enceinte fortifiée; terrains préparés pour l'exécution des 300^{m} de quais complémentaires à construire en prolongement des précédents sur la même rive droite du bassin du commerce, ce dernier travail ne devant s'exécuter qu'à l'abri de batardeaux sans gêner la navigation ou la batellerie, quand la petite portion des chantiers de construction qui se trouve à cet endroit pourra être remplacée ailleurs, suivant les convenances variées des industriels correspondants;

2° Élargissement et pavage du quai ouest du bassin de la marine, par la démolition de l'ancienne corderie et l'annexion des anciennes rues militaires au domaine public de la grande voirie du port du commerce;

3° Achèvement par le service du port et par le service militaire, de l'exécution des travaux mixtes du canal de dérivation, indispensables pour ajouter de nouvelles améliorations effectives à celles de la loi du 16 juillet 1845 dans le tirant d'eau du port;

4° Continuation, dans la limite du possible, des améliorations commencées en 1862, avec le système des chasses et guideaux sur les fonds de la loi du 16 juillet 1845, et entretien du tirant d'eau, réalisé sur 1^{m} d'augmentation par rapport à l'ancien état du port. Malheureusement, cette amélioration ne s'est pas maintenue dans les années dernières, par suite de la réduction momentanée de la puissance des chasses, faute de fonds d'entretien et de grosses réparations appliqués en temps opportun aux écluses de chasses;

5° Commencement d'améliorations à l'est du port, par suite de la suppression de quelques ouvrages militaires, tombés dans un accident survenu fortuitement en 1864, et de l'exécution du pavage des quais de rive droite du port d'échouage;

6° Exécution des travaux et fossés de la nouvelle enceinte de l'ouest, dont l'état d'avancement permettra de prendre, l'année prochaine, possession des anciennes fortifications

de l'ouest et, par suite, d'entreprendre enfin la construction du nouveau bassin à flot proprement dit;

7° Commencement des travaux des fossés de la nouvelle enceinte de l'est;

8° Commencement des travaux de construction de l'écluse à sas d'entrée du nouveau bassin à flot, dit « bassin de l'ouest N° 1 »;

9° Travaux de reconstruction et reparations aux jetées et estacades, aux portes des écluses de chasses; de reconstruction de quais en bois et en maçonnerie, dans le port d'échouage, et du pont-tournant de la citadelle, en attendant sa reconstruction définitive avec l'achèvement des quais du bassin du commerce; de dragages dans les bassins à flot et le chenal; de réparations des avant-radiers et murs en retour de l'écluse de chasse; tous ces travaux entrepris sur la 2e section du budget conformément à des décisions ministérielles spéciales;

10° Dépenses annuelles et diverses de personnel, impressions, etc., réglées conformément aux décisions ministérielles spéciales correspondantes.

Ouvrages restant à faire

Les ouvrages restant à faire sur l'allocation du décret du 14 juillet 1861 et sur les dépenses autorisées par d'autres décisions ministérielles spéciales, en addition à cette allocation, s'élèveront, à la fin de 1872, à environ. . . . . 13,500,000 fr.

Les crédits ouverts actuellement depuis 1862 n'avaient pas permis, pendant les six premières années qui avaient suivi la promulgation du décret de 1861, de donner aux travaux une impulsion supérieure à celle qui avait été antérieurement pratiquée à Dunkerque. Dans le but d'en hâter l'achèvement, la ville de Dunkerque a offert à l'État de lui fournir en six ou sept années une avance de. . . . . 12,000,000 fr.

Cette offre a été acceptée par une loi spéciale du 20 mai 1868 et la ville a commencé en 1869 et continué depuis, sauf les interruptions ou irrégularités inhérentes aux désordres de 1870-71, à opérer ses versements trimestriels, à l'aide desquels on a pu entamer les travaux de manière à les mener avec toute l'activité possible, au fur et à mesure que les ouvrages de la nouvelle enceinte fortifiée permettent d'attaquer les anciennes fortifications et lunettes défensives de l'ouest, sur l'emplacement desquelles doivent s'exécuter les nouveaux ouvrages ainsi que le nouveau bassin.

Dans l'état actuel des choses, les ouvrages restant à faire peuvent se résumer ainsi :

La continuation des travaux de l'écluse à sas du bassin de l'ouest N° 1;

La démolition des anciennes fortifications de l'ouest;

La construction du bassin à flot correspondant avec une partie de ses quais et son écluse simple d'amont;

L'achèvement des fossés de la nouvelle enceinte de l'ouest et de l'est;

L'addition de 300^{m} de quais dans le bassin du commerce;

Deux formes de radoub;

Deux écluses de chasse nouvelles, correspondant aux vastes réservoirs des fossés de l'ouest et de l'est, le tout combiné au double point de vue de l'augmentation de la puissance des chasses et de l'amélioration des conditions du dessèchement du pays wattringué de l'arrondissement de Dunkerque.

Malgré la dette écrasante dont le Trésor se trouve obéré par suite de la guerre de 1870-71,

il y a lieu d'espérer que, grâce aux combinaisons financières de la loi du 20 mai 1868, on pourra arriver à la réalisation des améliorations projetées dans une période de temps telle, que les besoins du présent ne se trouveront pas, en fait, sacrifiés aux prévisions de l'avenir.

Mais il est prudent de ne pas oublier que l'on devra, sans doute, compléter ces améliorations en exécutant dans le nouveau bassin tous les quais qu'il comportera, soit 600^{m} à 700^{m} de plus que n'en ont prévu les dépenses autorisées et, dans les anciens bassins, tous ceux que le développement des rives permet de réaliser, soit encore 700^{m} à 800^{m} à ajouter à ceux qui existent actuellement, en assurant la communication du nouveau bassin de l'ouest avec les canaux dans les meilleurs conditions possibles, dont la réalisation est ménagée par les dispositions générales du programme d'ensemble.

Ces travaux complémentaires, dont l'exécution sera vraisemblablement nécessaire, ajouteront encore au moins 5 millions aux dépenses autorisées jusqu'à présent.

Il reste à étudier le meilleur mode à adopter pour l'aliénation des terrains à provenir de l'extension de l'enceinte fortifiée et de l'agrandissement du port et de la ville. C'est au point de vue de l'hygiène et du développement de la richesse du pays, une question de la plus haute importance.

Le tracé de la nouvelle enceinte, combiné de manière à donner des réservoirs et des pertuis d'évacuation considérable pour les dessèchements du pays, comme pour les chasses du port, a été proposé définitivement d'un commun accord entre les représentants des intérêts du pays, le maire, les associations de dessèchements, Wattringues et Moëres, les Ingénieurs militaires et civils, à tous les degrés, dans une conférence du 12 mai 1868. Des études complémentaires ont éte demandées par une délibération de la Commission mixte du 8 mars 1869 et une décision du Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 30 mars 1869. Ces études ont été expédiées le 23 avril 1869, arrêtées d'un commun accord entre les Ingénieurs militaires et civils, conformément au programme de la Commission mixte, qui faisait droit à tous les vœux et désirs des représentants des intérêts civils, municipaux, agricoles et maritimes.

Ces dispositions ont été définitivement sanctionnées par une délibération de la Commission mixte des travaux publics en date du 21 juin 1869, à laquelle ont adhéré les ministères compétents, et notamment celui des travaux publics par une décision en date du 15 juillet 1869.

Une étude dressée en conséquence relativement au détail des fronts de l'est a été présentée dans une conférence spéciale des 12 avril, 12 mai 1870, à laquelle a pris part, avec les services du port et du génie militaire, le service ordinaire territorial représentant les intérêts municipaux. Cette étude comprend une porte de ville avec ponts à double voie au bout de la rue des Vieux-Remparts prolongée de 200^{m} environ. Tous les services ont été d'accord avec la ville pour proposer l'organisation de cette porte dans les conditions réclamées par la municipalité et l'exécution sur les fonds du Trésor, sans subvention spéciale de la ville; et ces propositions ont donné lieu à une délibération favorable de la Commission mixte, en date du 25 juillet 1870, à laquelle le Ministre des travaux publics a adhéré par décision du 4 août 1870.

Mais la guerre et les changements successifs dans le personnel des officiers du génie ont retardé la présentation des projets définitifs d'exécution de cette partie de la nouvelle enceinte; et ce n'est qu'en janvier et mai 1872 que l'on a pu expédier les premières conférences de détail concernant : 1° les emménagements de chaussées de circulation, pour voitures et pour

piétons, sur la digue de contrescarpe des fronts de mer de l'est; 2° le creusement des fossés et l'organisation des parapets correspondants.

Il reste à arrêter en conférence l'étude des projets définitifs concernant le raccordement des fronts de mer avec les anciennes fortifications de l'est à conserver et les dispositions à adopter pour l'exécution des portes d'eau et de terre, dont le principe a été explicitement posé et admis par les délibérations antérieures de la Commission mixte.

Les Ingénieurs seront donc ainsi prochainement en mesure d'attaquer les travaux sur tous les points possibles et, par suite, d'assurer l'exécution des ouvrages si impatiemment attendus, avec les ressources que la ville continuera vraisemblablement à avancer successivement et régulièrement à l'État, et dans le délai convenu de six à sept ans, si, comme il faut l'espérer, de nouvelles entraves, résultant d'événements politiques, comme celles des années dernières, ne viennent pas encore gêner la marche des affaires générales du pays et retarder les améliorations du port de Dunkerque.

Travaux de réparations et reconstructions nécessaires à prévoir.

Enfin, en dehors de ces améliorations, il y a lieu aussi de se préoccuper de divers travaux importants et urgents pour assurer l'usage constant et convenable des ouvrages et bassins anciens du port, tels que :

Remplissage et réparations des jetées coffrées ;

Reconstruction de certaines parties de quais en bois, estacades et jetées de l'avant-port et du chenal ;

Revêtements des talus des canaux intérieurs pour le service des dessèchements et des chasses.

Ces reconstructions et réparations indispensables pourront s'élever à environ. 3,500,000 fr.

Il y aura lieu d'examiner si ces dépenses devront s'ajouter à celles des travaux d'améliorations et s'exécuter sur la 2e section du budget, ou si les ressources des fonds de 2e catégorie de la 1re section du budget permettront d'en assurer la réalisation, d'ici à cinq ou six ans, dans les conditions ordinaires des travaux de grosses réparations.

Port de Gravelines.

Chenal et port d'échouage.

La première partie du port de Gravelines, en l'abordant par la mer, se compose d'un chenal extérieur, d'un chenal intérieur et d'un port d'échouage, qui sont, sur toute leur étendue, soumis à l'action des mouvements alternatifs des marées diurnes.

La longueur totale ensemble du chenal, extérieur et intérieur, et du port d'échouage, est de 3,900m ; la largeur moyenne, de 50m à 60m. Le tirant d'eau est de 4m à 5m suivant les marées.

Le chenal extérieur a environ 1,500m de long, bordé de chaque côté de jetées en enrochements, partie insubmersibles, partie submersibles.

Le chenal intérieur a environ 1,800^{m} de long, bordé de chaque côté par des digues en terre, dont les talus intérieurs sont perreyés jusqu'au niveau des plus hautes marées. Il comprend environ 3 hectares de superficie d'avant-port susceptible d'être affectée au stationnement des navires.

Le port d'échouage, dont la direction est à angle droit par rapport à celle du chenal, a environ 600^{m} de long; et il compred 325^{m} de quais, dont 130^{m} en pierres et le reste en bois. La superficie du port d'échouage susceptible d'être affectée au stationnement des navires peut-être estimée à 1 hectare 1/2. La surface correspondant aux quais susceptible d'être affectée au mouvement des marchandises est d'environ 3,250^{m} carrés.

Bassin à flot.

Dans le fond du port d'échouage débouche une écluse de navigation maritime, en reconstruction, qui établira la communication entre le port d'échouage et le bassin à flot en voie de création.

Ce bassin à flot présentera une superficie d'eau de 2 hectares 1/2, bordée de talus au droit desquels on pourra établir des quais en charpente sur environ 600^{m} de développement, comportant à peu près 10,000^{m} carrés de surface susceptible d'être affectée au mouvement des marchandises.

Il communique directement avec la rivière de l'Aa, par l'amont, au moyen d'une écluse qui vient d'être construite tout récemment.

Écluses correspondant au bassin à flot.

Les écluses qui desservent ce bassin à flot sont ainsi au nombre de deux.

L'une pour les mouvements de la navigation maritime avec le port d'échouage, écluse 63 ou écluse Vauban, en reconstruction;

L'autre, pour la navigation intérieure avec l'Aa, écluse 63bis terminée l'hiver dernier.

Toutes deux sont des écluses simples, munies de portes d'èbe et de flot.

L'écluse Vauban se construit avec deux pertuis, l'un de 10^{m},00 et l'autre de 8^{m},00 de large, avec ses buscs établis au niveau des basses-mers de vives eaux, donnant 5^{m},50 de tirant d'eau en vives eaux et 4^{m}, 50 en mortes eaux.

L'écluse 63bis a trois pertuis de 6^{m},00 de largeur chacun, avec buscs établis à 0,50 au-dessus du niveau des basses-mers de vives eaux, donnant un tirant d'eau de 3^{m} à 3^{m},50 au plus bas étiage de la rivière.

Résumé : 1 bassin à flot, 2 écluses correspondantes.

En résumé, le port de Gravelines va avoir un bassin à flot, communiquant avec la mer et les voies navigables de l'intérieur par le moyen de deux écluses et donnera ainsi en tout 7 hectares de superficie affectable au stationnement des navires, dont 2 hectares 1/2 à flot et 4 hectares 1/2 d'échouage, 325 mètres courants de quais de port d'échouage et 3,250 mètres carrés de superficie correspondante pour le mouvement des marchandises; et il pourra donner au fur et à mesure des besoins et ressources à y appliquer 600^{m},00 de quais à flot desservis par 10,000 m. carrés de surface susceptible d'être affectée au mouvement des marchandises.

Communication entre le bassin à flot et les voies navigables de l'intérieur.

La même condition avantageuse, que nous avons signalée pour le port de Dunkerque, existera ainsi également à Gravelines, en ce qui concerne la communication facile du bassin à flot maritime avec les voies navigables de l'intérieur de la France et de la Belgique.

Les bélandres arrivant à Gravelines par la rivière de l'Aa, pourront entrer directement dans

le bassin à flot ou stationner dans la partie du cours de l'Aa, en amont de ce bassin, qui dépend du service du port de Gravelines, sur une longueur de 300^{m}, 00.

Communication directe entre les canaux et le port d'échouage.

Les petits bateaux, de faible largeur, peuvent aussi se rendre directement dans le port d'échouage par une dérivation du cours de l'Aa, dépendant aussi du service du port et empruntant une partie des fossés extérieurs de la place pour atteindre le canal sas et l'écluse de la Tuerie, tous ouvrages qui ont passé dans ces dernières années des attributions du service militaire, dans celles du service maritime de Gravelines.

Cette dérivation du cours de l'Aa, qui sert aussi à la navigation intérieure, à une longueur d'environ 500^{m}, 00.

Résumé des canaux et écluses correspondantes.
2 branches de canaux ensemble 800 m.
2 écluses.

En résumé le service du port de Gravelines comprend outre le bassin à flot en construction avec son écluse de navigation maritime, deux branches de canaux de navigation en communication directe et spontanée avec l'Aa et avec le bassin à flot ou le port d'échouage, par deux autres écluses de navigation intérieure dont une à sas.

Ces deux branches de canaux donnant un développement total de 800^{mj}, 00, sans quais ni surface de terre-plein affectée au mouvement des marchandises.

Rôle complexe des canaux, écluses et fossés de la Place dans le dessèchement de la vallée de l'Aa et des wattringues du littoral du Nord et du Pas-de-Calais et dans le système des chasses du port de Gravelines.

Indépendamment de ces ouvrages, considérés au point de vue de la navigation, maritime et intérieure, le service du port de Gravelines comprend encore quatre écluses et un certain nombre de vannes ou éclusettes dont le jeu combiné avec les précédentes, sert à assurer les besoins du desséchement des Wattringues du Pas-de-Calais et d'une partie de celles du Nord, dans des conditions très-complexes, en même temps qu'à pourvoir à l'entretien du port d'échouage et du chenal à l'aide des chasses d'eaux salées quand les eaux du pays n'affluent pas et n'ont pas lieu d'être jetées à la mer pour éviter les inondations des environs de Saint-Omer et d'une partie du littoral du Nord et du Pas-de-Calais.

Ces ouvrages qui servent exclusivement aux dessèchements et aux chasses sont :

L'Écluse de chasse, écluse simple à deux pertuis de 7^{m}, 00 chacun, débouchant au sommet de l'angle droit formé par le port d'échouage et le chenal. et dans la direction de ce dernier.

L'écluse 71, écluse simple se manœuvrant avec une vanne de 4^{m}, 00 d'ouverture.

L'écluse 71 bis, écluse simple à deux pertuis de 6^{m} 50 de largeur chacun ;

L'écluse de la Gérence ;

L'écluse 57 ;

L'écluse 57 bis, etc . . ., etc. . . .

Résumé général des ouvrages du port de Gravelines : chenal, bassin, canaux et écluses.
1 bassin à flot,
1 bassin de chasse,
2 branches de canaux,
7 écluses dont 1 écluse à sas,
10 éclusettes de dessèchement ou chasses.

En définitive, le port de Gravelines comprend, avec son chenal, son port d'échouage et son bassin à flot, deux branches de l'Aa et tous les fossés de la Place, qui constituent un ensemble d'ouvrages extrêmement complexe, dont les usages multiples sont d'une importance énorme pour les desséchements de la Vallée de l'Aa ; et les écluses, éclusettes ou vannes à l'aide desquelles fonctionne tout ce système sont au nombre de dix-sept, dont sept écluses proprement dites et dix éclusettes d'importance secondaire.

Utilisation commerciale du port de Gravelines en 1871.

Dans ces conditions, l'utilisation effective du port de Gravelines s'est mesurée en 1871, par un tonnage moyen de 83 tonneaux de jauge, correspondant à une charge moyenne de 100 tonnes, et par les chiffres de 95 tonneaux de jauge à l'entrée, par mètre courant de quai, et de 114 tonnes de marchandises manutentionnées annuellement, tant à l'entrée qu'à la sortie, par mètre courant de quai.

Le tonnage du port de Gravelines varie peu ; celui des marchandises est toujours un peu plus de la moitié du tonnage de jauge : le lestage comble le reste de la capacité des navires en mouvement, soit sur ceux qui vont en Angleterre porter des œufs et des fruits et reviennent à vide, soit sur les navires norwégiens et anglais qui apportent des bois ou des charbons et repartent sur lest. Quand Gravelines sera relié par les voies ferrées au réseau du Nord et de la Belgique et aux houillères du Pas-de-Calais et de la Belgique, il est probable que, le secours de son bassin à flot y venant de plus en aide, ces circonstances déplorables éprouveront quelques modifications avantageuses.

Renseignements statistiques.

Quoi qu'il en soit, dans les conditions actuelles du port de Gravelines, sans bassin à flot, le mouvement général du commerce maritime a donné les résultats suivants :

Entrées :	373	navires jaugeant	30,859	tx.	et portant 28,000	tonnes de marchandises.
Sorties :	360	—	30,329	—	9,000	—
Totaux :	733	—	61,188	—	37,000	—

Dont :

1° *En navires fraçais, entrés et sortis :*

666 navires, jaugeant 51,158 tx. et portant 29,000 tonnes de marchandises.

2° *En navires étrangers, entrés et sortis :*

67 navires, jaugeant 10,030 tx. et portant 8,000 tonnes de marchandises.

La différence avec l'année 1870 sur la totalité des navires entrés et sortis, en plus, de 20 navires, de 4,526 tonneaux de jauge et de 6,000 tonnes de marchandises.

Il en résulte que le tonnage moyen, en tonneaux de jauge, qui était de 80 tonneaux en 1870, a été de 83 tonneaux en 1871.

Le nombre des navires entrés en relâche à Gravelines en 1871, a été de 5 navires jaugeant ensemble 290 tonneaux.

Le nombre de navires affectés à la pêche de la morue d'Islande, en 1871, a été de 8 ;

leur tonnage de. . . . . 857 tonneaux de jauge,
leurs équipages ont été en total, de . . . . 134 hommes,
et leurs produits, de . . . . . 3,000 quintaux métriques ;
d'une valeur, de. . . . . 180,000 francs.

Les bateaux affectés à la pêche côtière ont été, en 1871, au nombre de 76 ;

leur tonnage, de. . . . . 1,672 tonneaux de jauge ;
leurs équipages, de. . . . . 600 hommes ;
et leurs produits, de . . . . . 25,876 quintaux métriques,
et de . . . . . 752,954 francs.

Le nombre de navires construits ou réparés dans le port et lancés en 1871, a été de 6, jaugeant ensemble 434 tonneaux.

Le nombre des navires naufragés ou échoués en 1871, dans la circonscription de l'arrondissement maritime de Gravelines, a été de 3, jaugeant ensemble 411 tonneaux.

La perte en valeur, qui en est résultée, a été de . . . . . 6,150 fr.

On n'a eu à déplorer la mort d'aucun des hommes qui composaient les équipages des navires naufragés.

Situation des travaux exécutés, à exécuter et projetés. — Travaux d'entretien. — Insuffisance des crédits d'entretien.

Le crédit alloué pour l'entretien du port de Gravelines en 1872, ett comme les années antérieures, de . . . . . 20,000 fr.

On peut appliquer au port de Gravelines des observations analogues à celles qui concernent le port de Dunkerque. Les ouvrages existants sont anciens; leur usage est constant et multiple comme à Dunkerque, car ils servent à la fois à la navigation maritime et intérieure; aux desséchements de la Vallée de l'Aa et de Saint-Omer et aux chasses.

Travaux de grosses réparations.

La somme totale affectée aux travaux de grosses réparations du port de Gravelines en, 1872, est de. . . . . 24,770 fr.

Elle est relativement plus forte que celle affectée au port de Dunkerque; mais il ne faut pas oublier qu'une portion de ces travaux, celle qui se rapporte aux parties supérieures des revêtements et défenses des digues du chenal intérieur, protégeant les anciens domaines des Hems-Saint-Pol, est exécutée à l'aide des ressources provenant du budget spécial du Ministère des Finances, Administration des Domaines.

Travaux de la 2e section du budget. — Décrets du 5 juin 1861 et du 18 janv. 1871.

Les travaux d'améliorations autorisés au port de Gravelines par le decret du 5 juin 1861, augmentés de ceux qui résultaient de diverses autres décisions ministérielles ultérieures, comprenaient :

L'élargissement de la dérivation de l'Aa 79 bis et la régularisation des fossés autour de l'îlot 48, avec pont en charpente sur cette dérivation;

La construction de l'écluse 63 bis et divers travaux accessoires nécessités par la chute de l'écluse Vauban, survenue le 5 juillet 1868;

La construction des écluses 71 bis et 57 bis, et divers travaux dans les fossés de la place, à exécuter par le service militaire, pour assurer l'usage de tous ces fossés et ouvrages au profit des manœuvres d'eau du pays pour les desséchements et la navigation en temps de paix, et pour les inondations militaires de la contrée en temps de guerre;

Et enfin quelques travaux de réparations et reconstructions partielles de divers ouvrages du port, qui tombaient en ruines par excès de vétusté.

L'ensemble de ces ouvrages était estimé à. . . . . 906,021 fr. 85.

Dont :

à exécuter par le service civil. . . . . 731,319 fr. 94

à exécuter par le service militaire. . . . . 174,701 fr. 91

L'exécution des travaux prévus au décret du 5 juin 1861, devait assurer à la vallée de l'Aa, qui se desséche par le port de Gravelines, tous les moyens d'évacuation nécessaires, en même temps qu'améliorer dans une certaine limite les moyens de chasses du port.

Ces travaux devaient aussi réaliser dans de bonnes conditions la solution pratique de la communication de la navigation entre l'Aa et le port, tout en préparant la possibilité ultérieure des chargements et transbordements directs, effectués à flot entres les bélandres et les petits navires.

Toutefois ces dernières améliorations ne pouvaient guère s'appliquer qu'à la communication de la batellerie entre le port et la rivière de l'Aa ; l'écluse 63 bis n'était pas munie de portes de flot d'après les projets primitifs et les prévisions du décret du 5 juin 1861 ; et l'écluse Vauban (63), avec ses radiers trop hauts et ses pertuis trop étroits, ne pouvait donner passage qu'à de petits navires.

L'accident survenu à l'écluse Vauban le 5 juillet 1868, a justifié les dispositions prévues par le décret du 5 juin 1861, et déjà exécutées depuis cinq ans, en ce qui concerne l'amélioration des chasses et la sécurité des desséchements, pour le cas de chômages forcés sur l'un ou l'autre des organes du double système de pertuis d'évacuation ; l'hiver, le printemps et l'automne de 1869, ont été pluvieux ; des crues très-sensibles se sont manifestées à plusieurs reprises ; et les débouchés, tels qu'ils ont été organisés par suite de ces ouvrages, ont permis d'y parer aussi complètement que si les débouchés de l'écluse Vauban avaient pu fonctionner. Cela tient, du reste, à ce que, en fait, le cours d'eau de l'Aa présente sur un certain nombre de points et surtout dans ses parties d'amont, des sections insuffisantes et telles que son débit régulier est loin d'être en rapport avec celui de ses débouchés, même réduits aux pertuis d'évacuation actuellement disponibles.

Enfin l'expérience de l'automne et de l'hiver de 1870 et de 1871, pendant la durée des hostilités avec la Prusse, a prouvé de plus que tout ce système assurait dans de bonnes conditions pratiques, même sans le secours de l'écluse Vauban, les manœuvres d'eau pour la défense militaire aussi bien que celles des desséchements de la vallée de l'Aa en temps de paix. Nous avons même reçu, à ce sujet, des remerciements tout spontanés des autorités du pays qui constatent très-exceptionnellement ces bons résultats.

Modifications et additions avantageuses à la suite de l'accident du 5 juillet 1868, approuvées et arrêtées par la décision ministérielle du 6 août 1868 et sanctionnées par un décret du 18 janv. 1871.

L'accident de l'écluse Vauban aura eu encore l'avantage de permettre de satisfaire aux améliorations que réclament les besoins de la batellerie et du commerce maritime mieux que ne l'aurait comporté la conservation de l'ancienne écluse Vauban, combinée avec l'écluse 63 bis, telle que celle-ci avait été prévue primitivement par le décret du 5 juin 1861.

En effet, les décisions du 6 août 1868 et des 14 juillet 1870 et 25 janvier 1871, en approuvant les mesures prises d'urgence immédiatement après l'accident du 5 juillet 1868 et en autorisant le commencement de l'exécution de l'écluse 63 bis par la voie de la régie, avaient de plus indiqué les prescriptions suivantes :

1° Améliorer le projet primitif du barrage auxiliaire 63 bis, en y plaçant des portes de flot, de telle sorte que l'espace compris entre ce barrage, transformé ainsi en une véritable écluse, et l'écluse Vauban (63) à reconstruire le plus en aval possible, puisse servir de bassin à flot pour la navigation fluviale et maritime entre la rivière et le port d'échouage, sans crainte d'introduction d'eau salée dans le pays pendant la saison d'été ;

2° Organiser cet ouvrage, écluse 63 bis, de manière à pouvoir au besoin assurer le passage de la route nationale N° 40, sur cette écluse, afin de laisser libre pour le commerce les abords

de la rivière du côté de la ville et de sauvegarder la route contre les inconvénients momentanés du passage d'un pont-tournant maritime, tel que sera celui des pertuis de navigation de la nouvelle écluse Vauban ;

3° Reconstruire l'écluse Vauban (63) en y comprenant un pertuis de navigation de $10^{m},00$ de largeur, dont le radier sera établi à la profondeur convenable pour le passage en vives eaux de navires de 500 à 600 tonneaux, et de telle sorte que le débouché total soit de $18^{m},00$.

Telles sont les modifications, très-avantageuses à tous les points de vue, qui se sont ainsi trouvées apportées au programme du décret du 5 juin 1871, par suite de l'accident survenu en 1868, à l'écluse Vauban.

Décret du 18 janv. 1871.

Le projet de réédification de cette écluse, dans les conditions qui précèdent, a été approuvé par décision ministérielle du 25 janvier 1871 ; et la dépense montant à . . . 847,000 fr. a été autorisée par un décret spécial en date du 18 janvier 1871.

Les travaux ont été aussitôt entrepris, pendant l'hiver et malgré la guerre, par la voie de la régie, vu l'impossibilité où l'on se trouvait alors de passer sérieusement une adjudication de cette importance. Aussitôt que les événements l'ont permis, on a procédé à l'adjudication, qui a été passée à Lille avec succès le 28 juin 1871 ; et les travaux ont depuis lors été poussés avec toute l'activité désirable.

Dépenses au 31 décembre 1872.

Les dépenses faites au 31 décembre 1871 et en cours d'exécution sur l'exercice 1872, s'élèveront à environ . . . . . 1,250,000 fr.
pour l'ensemble des deux décrets du 5 juin 1861 et du 18 janvier 1871, savoir :

Sur le décret de 1861 et les décisions additionnelles.	906,021 fr.	85
Et sur le décret du 18 janvier 1871.	343,978	15

Les résultats des travaux d'améliorations ainsi exécutés peuvent se résumer ainsi :

1° Achèvement des ouvrages à exécuter par le service civil en amont de la fortification, pour assurer l'affectation définitive des fossés de la place de Gravelines à l'usage complet de réservoir de chasses, de réservoir d'appel pour les crues de l'Aa, pendant le temps des hautes mers et d'émissaire d'évacuation pendant les basses mers ;

2° Achèvement des ouvrages à exécuter par le service militaire dans la traversée de la fortification pour atteindre le but ci-dessus défini ;

3° Achèvement des travaux exécutés d'urgence à la suite de l'accident de l'écluse Vauban, comprenant les batardeaux qui ont sauvegardé le pays et entre lesquels ont été réalisés les travaux de construction de l'écluse 63 bis à l'amont du bassin à flot, dont la nouvelle écluse Vauban constituera l'écluse d'entrée à la mer ;

4° Achèvement des démolitions de l'ancienne écluse Vauban, ainsi que des fouilles et battages d'enceinte des fondations de la nouvelle écluse Vauban à reconstruire ; commencement des maçonneries de cette écluse ainsi que des terrassements et revêtements de talus du bassin à flot (ces derniers ouvrages correspondant exclusivement au dernier décret du 18 janvier 1871) ;

5° Dépenses annuelles et diverses du personnel, impressions, etc., réglées conformément aux décisions ministérielles spéciales correspondantes.

Ouvrages restant à faire.

Les ouvrages restant à faire pour réaliser le programme du décret du 5 juin 1861, complété par la décision ministérielle du 6 août 1868, rendue à la suite de l'accident du 5 juillet 1868 et par le décret du 18 janvier 1871, s'élèveront désormais à la somme de . . 503,021 fr. 85

En résumé, tous les ouvrages approuvés antérieurement au décret du 18 janvier 1871, sont terminés: il ne reste plus qu'à terminer la reconstruction de l'écluse Vauban et à régler les talus et le fond du bassin compris entre les écluses 63 et 63 bis, pour réaliser, à Gravelines, les améliorations approuvées jusqu'ici relativement aux intérêts du desséchement de la Vallée de l'Aa, des chasses du port et de la navigation fluviale et maritime, pour ce qui concerne l'intérieur du port et la partie approuvée des projets présentés.

Ces travaux pourront être terminés en 1873, si les crédits sont suffisants.

Travaux complémentaires à prévoir suivant projets expédiés le 31 mars 1870.

Mais avec le projet de réédification de l'écluse Vauban se trouvaient les avant-projets relatifs à divers travaux annexes concernant la route Nationale, les fossés de la place pour les chasses et les dessèchements, les magasins du service du port, la navigation fluviale et l'emménagemet des rives du bassin à flot en exécution spontanée, appuyés d'une conférence en règle avec le service militaire et le service ordinaire et hydraulique du département.

Ces projets expédiés à la date du 31 mars 1870, s'élevaient à une évaluation totale de . . . . . 1,121,000 fr.
sur laquelle le décret du 18 janvier 1871 a compris seulement une première fraction de. 847,000
de telle sorte qu'il reste encore 274,000
de dépenses à autoriser aussitôt que possible.

Ce sont, en fait, des dépenses d'intérêt purement civil et maritime.

Il reste donc à soumettre à la Commission mixte l'ensemble ou au moins le complément des avants-projets dont il s'agit, pour assurer la solution des autres questions qui y sont traitées et les compléments de crédits nécessaires à leur exécution.

Décret du 16 sept. 1867.

Avance de 788,000 fr. de la ville

Loi du 20 mai 1868.

Indépendamment des travaux d'améliorations indiqués ci-dessus pour l'intérieur du port de Gravelines, un autre projet d'ensemble, montant à. . . . . 788,000 fr.
a été présenté en 1861, et a donné lieu au décret du 16 septembre 1867, et la loi de finance du 20 mai 1868, qui a autorisé la ville de Gravelines à faire à l'État les avances nécessaires à la prompte exécution des travaux.

Les ouvrages ainsi autorisés se résument comme suit :

L'organisation des moyens de halage pour l'entrée et la sortie du chenal et du port d'échouage.

La construction de murs de quai dans le port d'échouage et le déplacement des chantiers de construction.

Dépenses au 31 décembre 1872.

Les dépenses faites au 31 décembre 1872, s'élèveront approximativement à la somme de . . . . . 410,000 fr.
comprenant :

L'exécution des 4/5 environ des travaux à exécuter pour réaliser les moyens de halage à l'Est du chenal ;

Le commencement de ceux qui doivent assurer les moyens de halage à l'Ouest du chenal ;
Le déplacement des chantiers de construction ;

Les acquisitions et installations de machines, matériel et magasins nécessaires à l'exécution des travaux autorisés au port de Gravelines ;

Et enfin les dépenses annuelles et diverses de personnel, impressions, etc...., réglées conformément aux décisions ministérielles spéciales correspondantes.

Dépenses restant à faire au 1er janv. 1873.

Les dépenses qui resteront à faire au 1er janvier 1873, pour l'épuisement des crédits autorisés par le décret du 16 septembre 1867, s'élèveront à environ. . . . . 378,000 fr.
comprenant :

L'achèvement des moyens de halage pour l'entrée et la sortie du chenal et du port d'échouage.

La construction de quais dans l'intérieur du port.

Augmentation des dépenses à prévoir pour l'achèvement des améliorations décidées.

Il est prudent de prévoir que ce crédit ne sera pas suffisant pour terminer les travaux entrepris, ainsi qu'il résulte des comptes-rendus explicites fournis à cet égard au fur et à mesure de la rédaction et de la présentation des projets de détail ; et l'on peut, dès à présent, estimer à environ . . . . . 300,000 fr.
l'augmentation totale à laquelle on doit s'attendre.

Situation des projets de détail.

Les projets de détail, pour l'exécution des ouvrages restant à faire, sont à peu près tous expédiés, de telle sorte que le service du port de Gravelines est en mesure d'assurer en temps opportun l'emploi des ressources, au fur et mesure que la ville réalisera ses emprunts pour pourvoir aux avances qu'elle doit faire à l'État.

Parmi les projets expédiés, les trois plus importants sont ceux des digues et jetées de l'Est et de l'Ouest du chenal et des quais de l'intérieur du port; ils donnent lieu ensemble à une augmentation d'environ . . . . . 260,000 fr.
résultant de ce que, pendant la période de douze ans qui s'est écoulée entre l'étude des avant-projets et l'exécution, les anciennes digues sur lesquelles devaient s'élever les nouvelles jetées, n'ont pas pu être convenablement entretenues faute de fonds d'entretien et qu'il faut maintenant les refaire presqu'à neuf en même temps que les travaux d'améliorations, auxquels elles doivent servir de base, et aussi de ce que les prix des matériaux et mains d'œuvre se sont sensiblements élevés de 1860 à 1872.

Ce sont évidemment des circonstances auxquelles il fallait s'attendre, indépendamment des causes inhérentes aux phases critiques et désastreuses par lesquelles nous devons passer à la suite des guerres néfastes, étrangères et civiles, qui viennent de désoler notre malheureux pays.

Rôle du service des ports maritimes au point de vue des intérêts et des manœuvres des desséchements et de la navigation intérieure dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Conditions générales.

C'est par les ports de Dunkerque et de Gravelines que se dessèchent les terrains wattringués

de l'arrondissement de Dunkerque, ainsi que la 7e section et une partie des 1re et 2e sections des wattringues du Pas-de-Calais.

Dessèchements par le port de Dunkerque.

On peut admettre approximativement que les 7/10 des eaux des terrains wattrigués de l'arrondissement de Dunkerque arrivent dans les canaux de ceinture du port de Dunkerque par le canal de Bergues, qui dépend du service ordinaire de l'arrondissement, et par l'écluse du Pont-Rouge, qui dépend du service de ce port.

De là, cette fraction des eaux se rend à la mer par le canal de dérivation et l'écluse du Fort-Revers, dépendances du service du port.

Le reste des terrains wattringués de l'arrondissement de Dunkerque, amène ses eaux par le canal des Moëres dans le sas octogonal, d'où elles se rendent à la mer par le canal de la Cunette et l'écluse du même nom, formant débouché de ce canal sur la rive droite du chenal, en face de l'écluse du Fort-Revers, disposé symétriquement comme embouchure du canal de dérivation de l'Ouest sur la rive gauche du chenal.

L'écluse à sas octogonal, le canal et l'écluse de la Cunette, dépendent du service du port.

Connexité des organes de dessèchements avec la navigation intérieure et les chasses.

Tous ces organes de desséchements servent aussi à la navigation intérieure pour assurer la communication des canaux français et belges entre eux, avec le port et les bassins.

Le tout est combiné, d'ailleurs, et les manœuvres sont constamment dirigées et réglées de manière à faire servir tous ces canaux et écluses au dévasement et à l'entretien du port et du chenal, en remplissant d'eau salée tous les canaux et fossés dépendant du port, quand les eaux des crues du pays ne forcent pas, de telle sorte, qu'en tout temps, ils servent à faire des chasses, soit d'eaux douces en temps de pluie, soit d'eau de mer en temps de sécheresse.

Dessèchements par le port de Gravelines.

Le port de Gravelines sert principalement de débouché à la rivière de l'Aa, par laquelle se dessèche la 7e section des watteringues du Pas-de-Calais, constituée par les marais de Saint-Omer; il reçoit aussi une partie des eaux de la 1re section des watteringues du Nord, et une partie de celles des 1re et 2e sections des watteringues du Nord et du Pas-de-Calais.

Les manœuvres des écluses de Gravelines sont délicates et réclament beaucoup de soin et de précision dans la direction journalière, comme celles de Dunkerque; mais la mesure appliquée depuis la fin de l'année 1867 sur notre demande, consistant à nous adresser chaque matin, par le télégraphe, la cote de l'Aa à Saint-Omer, nous permet maintenant de régler et diriger le service, de concert avec l'Ingénieur de l'arrondissement de Dunkerque, beaucoup plus sûrement et utilement qu'il n'avait été possible de le faire jusqu'alors.

D'après le systême ainsi mis en pratique, on avait passé les saisons d'hiver et la période des abaissements de niveau du printemps de 1868, sans entendre de plaintes d'aucun côté ni de la part de la navigation, ni de la part des représentants de l'agriculture ou des watteringues.

Des mesures concertées de la même façon pendant l'été de 1868, nous avaient aussi permis de parer dans une certaine mesure, aux excès de sécheresse qui s'étaient produits; nous avions pu ainsi, avec le concours des Ingénieurs ordinaires de Calais, Saint-Omer et de l'arrondissement de Dunkerque, aidés momentanément du secours des Ingénieurs de la vallée de la Lys, empêcher l'abaissement du plan d'eau du pays wattringué d'atteindre à 0,30 près les limites qu'il avait atteintes en 1868, et par conséquent obvier un peu aux inconvénients graves qui en

résultent dans tout le pays pour l'hygiène et la santé publique, en même temps que pour la navigation intérieure.

Depuis la réorganisation du service spécial des ports, phares et balises du Nord, le même système a continué à fonctionner : chaque matin, le conducteur chargé de l'Aa à Saint-Omer, adresse la cote de l'Aa, prise à Saint-Omer à l'écluse du Haut-Pont, à l'Ingénieur en chef des ports, résidant à Dunkerque, qui règle le service des manœuvres à la mer entre les Ingénieurs des ports de Dunkerque et de Gravelines, avec le concours de l'Ingénieur de l'arrondissement chargé du service hydraulique et de la navigation des canaux des watteringues du Nord.

On arrive ainsi à réaliser, en fait et partiellement, un peu plus d'unité qu'autrefois dans les manœuvres, du moins en ce qui concerne les watteringues de la rive droite de l'Aa et la 7e section du Pas-de-Calais : et les intérêts du pays paraissent s'en bien trouver, tant en ce qui concerne l'expérience de la sécheresse extraordinaire de l'été de 1868, qu'en ce qui concerne les résultats des crues sensibles que nous avons eu à évacuer pendant le printemps et l'automne de 1869.

Manœuvres d'eau défensives pendant la durée de la guerre.

Les manœuvres et le tirage des eaux du pays pendant la guerre, ont trouvé aussi dans cette unité de direction une garantie parfaite, qui nous aurait permis d'assurer l'inondation générale du pays, à l'eau, douce en peu de jours, si l'ennemi s'en était sérieusement approché. La délégation qui avait été donnée à cet effet à l'Ingénieur en chef des ports par le colonel du génie, nous laissait la certitude de tenir prêtes à tout instant toutes les mesures d'inondation générale à l'eau douce ; et, par suite, nous avons pu passer toute cette période sans voir l'inquiétude et l'anxiété se répandre dans les campagnes, qui n'ont en effet prononcé aucune plainte en présence de la certitude que nous avons pu leur affirmer de ne pas les exposer à une inondation par l'eau de mer.

Considérations générales sur les conditions nécessaires à la bonne marche du service.

La présence d'un Ingénieur à Gravelines, avec un personnel et un service d'arrondissement bien organisés, ne contribue pas peu non plus, il faut le constater, à assurer la prompte et ponctuelle exécution des ordres envoyés de Dunkerque ; et il est hors de doute, à cet égard comme à tous les autres points de vue, que cette création est très-avantageuse à tous les intérêts du pays et de l'État.

Le rôle du service des ports, dans ces questions fort complexes, s'est toujours réduit, sans contredit, à la manœuvre des organes de débouché à la mer, tant à Gravelines qu'à Dunkerque. Mais, pour remplir ce rôle aussi bien que possible, il était bon que l'Ingénieur ordinaire du service des deux ports dans l'ancienne organisation, ou l'Ingénieur en chef du service spécial des ports, dans celle qui a été rétablie en 1868, avec deux ingénieurs ordinaires, à Dunkerque et à Gravelines, fût instruit chaque jour du niveau régulateur d'amont, et que l'on ne se bornât plus à transmettre ce niveau de temps en temps et sans régularité absolue aux éclusiers et agents en résidence à Gravelines, qui ne pouvaient agir que par inspiration momentanée et suivant des traditions routinières généralement erronées.

Il résulte de tout cet ensemble de manœuvres, tant à Gravelines qu'à Dunkerque, on le comprend facilement, une grande responsabilité et une sujétion de tous les instants de nuit comme de jour, pour le personnel du service des ports,

C'est pourquoi, sans entrer dans les détails mixtes et complexes du fonctionnement et de

l'organisation des canaux intérieurs, qui sont en dehors de nos attributions, il est toujours néanmoins opportun de mentionner la part qui incombe au personnel des ports dans le service hydraulique des dessèchements et de l'alimentation des watteringues de Saint-Omer et du littoral du Nord et du Pas-de-Calais, comme dans le service de la navigation intérieure de toute cette contrée.

Vœux émis par le Conseil général du département du Nord, dans sa session de 1871, *et suites qui y ont été données*

Vœux du Conseil général dans sa session de 1871.

En ce qui concerne le port de Dunkerque :

1° Que la loi sur la marine marchande du 19 mai 1866, soit modifiée en vue de protéger l'industrie maritime et la construction navale ;

2° Que les fonds d'entretien et de grosses réparations du port de Dunkerque soient portés à . . . . . 500,000 fr. annuellement; et, dans le cas où cette allocation ne serait pas immédiatement possible sur le budget de l'État, que le Conseil général charge sa Commission permanente d'étudier les moyens de prêter, au besoin, à l'État, la somme nécessaire aux réparations du port de Dunkerque dans la limite des ressources extraordinaires que le reliquat de l'emprunt fait pour la guerre met à sa disposition ;

3° Que le Ministère de la Guerre et le Ministère des Travaux publics s'entendent au plus tôt pour que les travaux du bassin de l'Ouest N° 1, puissent être vigoureusement commencés et continués sans interruption.

En ce qui concerne le port de Gravelines;

1° Que la loi sur la marine marchande du 19 mai 1866, soit modifiée en vue de protéger l'industrie maritime et la construction navale;

2° Que les fonds d'entretien et de grosses réparations du port de Gravelines soient portés à 100,000 fr. annuellement, dans le cas où cette allocation ne serait pas immédiatement possible sur le budget de l'État, que le Conseil général charge sa Commission permanente d'étudier les moyens de prêter au besoin à l'État la somme nécessaire à l'entretien et aux grosses réparations du port de Gravelines, dans la limite des ressources extraordinaires que le reliquat de l'emprunt pour la guerre met à sa disposition.

Pour chaque port, les deux premiers vœux formulés ci-dessus, sont les mêmes.

L'un était du ressort du Ministère du Commerce et de l'Assemblée nationale. Il y a été satisfait par une loi nouvelle, promulguée depuis quelques mois, modifiant la loi sur la marine

marchande du 19 mai 1866, comme l'avait demandé le Conseil général du département du Nord.

L'autre était du ressort du Conseil général lui-même. Nous ne pouvons qu'espérer qu'il y aura été donné suite et que le Ministère des Travaux publics aura pu accueillir favorablement l'offre qui lui aurait été ainsi faite.

Le troisième vœu relatif au port de Dunkerque a été suivi d'effet en ce sens que, par décision en date du 19 février 1872, les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Travaux publics ont adhéré à une délibération de la Commission mixte du 5 du même mois, fixant au 1er mars 1873, au plus tard, la date définitive du déclassement des anciennes fortifications de l'Ouest et de la remise au service du port de commerce, de tous les terrains militaires compris dans l'intérieur de la nouvelle enceinte fortifiée de ce côté.

Il en résulte que c'est enfin à partir de l'année 1873, irrévocablement, on peut l'espérer, que les travaux du bassin de l'Ouest N° 1, pourront être vigoureusement commencés et continués sans interruption.

Dunkerque, le 2 juillet 1872.

L'Ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, chargé du service spécial des Ports, Phares Balises du département,

A. PLOCQ.

PONTS-ET-CHAUSSÉES.

SERVICE HYDRAULIQUE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

Exposé sommaire de la situation.

La situation géographique du département du Nord, la grande richesse de son agriculture et l'immense développement de son industrie y donnent une extrême importance aux attributions confiées aux Ingénieurs des ponts-et-chaussées, sous le nom de service hydraulique.

Ce service fonctionne d'une manière très-satisfaisante, malgré le grand nombre d'affaires qui s'y rattache et la nature délicate des questions qu'il soulève, tant au point de vue du droit administratif qu'en ce qui touche l'art de l'Ingénieur.

Dans le département du Nord, toutes ces questions se rapportent à sept groupes distincts que l'on peut, à l'exemple de l'Administration supérieure des travaux publics, classer en deux séries, comprenant :

La première : *Les dessèchements, les curages, les irrigations et la mise en valeur des terrains communaux;*

La seconde : *Les usines à eau, le drainage et le service de la pêche fluviale.*

C'est l'ordre qui sera adopté dans le présent compte-rendu.

1re PARTIE.

I. — Desséchements.

Desséchemsnts exécutés ou en cours d'exécution.

Les associations de desséchement, établies dans le département du Nord, sont au nombre de 14, embrassant une étendue de 59,692 hectares 21 ares.

Les dépenses que onze d'entre-elles ont faites, se sont élevées, en 1871, comme il suit :

Entretien. — Pour 58,668 hectares, 149,167 fr. 49 c., soit par hectare 2 fr. 55.

Travaux neufs — Pour 23,879 hectares, 49,870 fr. 71 c., soit par hectare 2 fr. 06.

Ces dessèchements sont compris dans le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES TERRAINS.	Superficie	S'il y a un Syndicat	DATE de L'ORGANISATION.	DÉPENSES EN 1871. ENTRETIEN Total.	ENTRETIEN par hectare	Travaux neufs.	Observations.
	h. a.			fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1° Prairie de Château-l'Abbaye et de Mortagne.....	120 »	Syndicat	24 octobre 1838.	235 »	1 95	» »	
2° Vallée de la Hayne et de l'Escaut.	3697 «	Id.	23 thermidor an VII. 2 octobre 1837.	11111 58	3 »	1870 71	
3° Marais de Bruay et de l'Epaix...	340 »	Id.	14 octobre 1846.	1225 15	3 63	» –	
4° Prairies de Flines-les-Mortagne. .	140 »	Id.	14 mai 1850.	280 »	2 »	» »	
5° Marais de la Vergne.	113 »	Id.	7 juillet 1856.	» »	» »	» »	
6° Vallée de la Naville.....	416 »	Id.	16 août 1859.	1630 »	3 91	» »	
7° Vallée de la Scarpe	10792 »	Id.	16 novembre 1834.	(1)54600 »	5 14	» »	(1) Cette somme s'applique au budget présenté.
8° Vallée de la Sambre. — Haute-Sambre (rive droite).	722 87	Id.	Ordonnance royale du 19 juin 1837. Décret du 14 mai 1851. Décret du 28 déc. 1867.	» »	» »	» »	
8° Vallée de la Sambre. — Id. (rive gauche	64 18	Id.	Ordonnance royale du 19 juin 1837. Décret du 14 mai 1851.	» »	» »	» »	
8° Vallée de la Sambre. — Moyenne-Sambre.....	74 16	Id.	Décret du 14 mai 1851.	» »	» »	» »	
8° Vallée de la Sambre. — Basse-Sambre	« »	Id.		» »	» »	» »	
9° Waeteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 1re section..	9298 »	Id.	Ordonnance du 8 février 1870 et décret du 29 janvier 1852.	9400 »	1 04	9000 »	
9° Waeteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 2e id....	10189 »	Id.		17100 »	1 68	» »	
9° Waeteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 3e id,...	8509 »	Id.		11500 »	1 35	» »	
9° Waeteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 4e id....	10884 »	Id.		13500 »	1 42	39000 »	
10° Grande et Petite Moëres.....	2091 »	Id.	17 avril 1806.	9300 »	4 94	» »	
11° Marais de Lauwin-Planque.....	250 »	Id.	»	» »	» »	» »	
12° Prés Duhem.....	70 »	Id.	9 avril 1856.	300 »	4 28	» »	
13° Marais de Bourlain et Trith.	192 »	Id.	3 février 1864.	3985 76	20 75	» »	
14° Marais de la Deûle.....	1730 »	Id.	17 février 1866.	15000 »	8 67	» »	
TOTAUX.....	59692 21			149167 49		49870 71	

Toutes ces entreprises sont terminées et à l'état d'entretien plus ou moins normal, à l'exception de l'avant-dernière, dont les travaux projetés, qui consistaient dans le curage d'une partie de la rigole principale, n'ont pu être exécutés par suite de l'inondation des marais, ordonnée et exécutée par l'autorité militaire pour la défense de la ville de Valenciennes.

Les détails qui suivent suffiront pour donner une idée exacte de la situation actuelle de ces utiles associations.

1° *Prairies de Mortagne et de Château-l'Abbaye.* — Dans un rapport du 30 décembre 1869, sur le projet de budget présenté par le syndicat pour 1870, les ingénieurs ont proposé d'inscrire à ce budget une somme de 100 fr. pour réparer, conformément aux arrêtés préfectoraux des 7 mars et 15 septembre 1868, la vanne de dessèchement de l'association, située à l'amont du pont jeté sur le courant des Balles, à la rencontre du chemin de Château-l'Abbaye à Mortagne. Aucun travail n'a été exécuté et aujourd'hui il serait urgent que cette vanne fût refaite à neuf.

2° *Vallée de la Hayne et de l'Escaut.* — De tous les syndicats existant dans l'arrondissement de Valenciennes, le Syndicat de la Hayne et de l'Escaut est celui qui fonctionne dans les meilleures conditions. Les travanx d'entretien de 1871 ont consisté en curages et faucardements, réparations d'ouvrages d'art et consolidation des talus du canal de Bruay.

3° *Marais de l'Epaix et de Bruay.* — Tous les canaux de dessèchement des marais de Bruay et de l'Epaix sont en mauvais état.

Un arrêté en date du 30 novembre 1870, pris sur les propositions des ingénieurs, a imposé au Syndicat l'exécution de divers travaux, tout en les ajournant à une époque indéterminée en raison des circonstances

Dans son budget de 1872, le syndicat a inscrit des crédits suffisants pour commencer ces travaux par la réparation de la vanne à clapet située en amont du barrage d'irrigation de M. Lecuyer et par le curage d'une partie de la rigole principale du dessèchement.

4° *Prairies de Flines-lez-Mortagne.* — Ce dessèchement est dans un état satisfaisant et ne donne lieu à aucune observation.

5° *Marais de la Vergne.* — Les ingénieurs ont étudié, pour ce syndicat, un projet de réorganisation en prenant pour type du décret à proposer, celui du 17 février 1866, relatif à l'entretien du dessèchement des marais de la Deûle, recommandé en pareille circonstence par l'Administration supérieure. Ces propositions ont été produites par l'Ingénieur en chef, le 12 novembre 1870. Elles n'ont encore été l'objet d'aucune décision.

Les ouvrages sont dans un état assez satisfaisant d'entretien, mais il serait extrêmement urgent de poursuivre la réorganisation de l'association.

6° *Vallée de la Naville.* — Depuis longtemps ce syndicat ne fonctionnait plus. Des propositions de réorganisation faites par M. le Sous-Préfet de Valenciennes et appuyées par les Ingénieurs dans un rapport en date du 30 novembre 1869 ont été adoptées en 1871. Ce Syndicat, aujourd'hui réorganisé, fonctionne d'une manière régulière et satisfaisante.

7° *Vallée de la Scarpe.* — Le dessèchement de la vallée de la Scarpe s'opère par deux émissaires principaux : la Traitoire, située sur la rive droite de la Scarpe, et le Décours, situé

sur la rive gauche. Ils reçoivent les eaux d'un grand nombre d'affluents creusés de mains d'hommes et dont le développement dépasse 150 kilomètres. On y rencontre 111 ponts, 34 vannes et 10 syphons, non compris les ouvrages de même nature appartenant aux riverains.

Cette longue étendue de canaux et ces nombreux ouvrages réclament une attention continuelle et des soins assidus d'entretien dont il importe que le Syndicat ne se départe à aucun instant, sous peine de voir le dessèchement sérieusement compromis.

Un grand nombre de questions dont plusieurs sont fort importantes se recommandent à l'attention des administrations de cette association. Ces questions sont les suivantes :

1° Modification du règlement ;

Les projets présentés, tant par la Commission syndicale que par les Ingénieurs du Contrôle, pour la modification du règlement constitutif du syndicat ont été soumis à l'Administration supérieure, et, par décision du 11 septembre 1871, M. le Ministre a arrêté qu'un nouveau projet doit être rédigé sur certaines bases qu'il indique, et qu'il appartient à la Commission syndicale de préparer ce travail qui sera présenté à la sanction ministérielle, après examen, par les Ingénieurs, et avis de M. le Préfet du Nord. La Commission n'a pas encore produit son nouveau projet.

2° Dérivation de la Rache en aval de l'écluse de Lallaing ;

Le projet de cette amélioration présenté par la Commission le 12 novembre 1869, a été approuvé par décision ministérielle du 16 février 1872, sous la réserve des modifications proposées par les Ingénieurs du contrôle le 5 novembre 1870. Le Syndicat peut donc, dès aujourd'hui, exécuter les travaux, s'il a en caisse des fonds suffisants.

3° Elargissement de la Rache entre Dorignies et Anhiers ;

Projet à produire par la Commission syndicale.

4° Dérivation du filet Morand dans la Deûle ;

Projet à produire par la Commission syndicale, quand elle se sera entendue avec un certain nombre de propriétaires intéressés aux travaux et non compris dans l'association.

5° Dérivation du courant du Gros-Caillou ;

Projet à produire par la Commission syndicale.

6° Dérivation du Bouchard ;

Dans la même situation que la question précédente.

7° Dérivation de la Traitoire au Rivage-Noir ;

Le projet présenté par la Commission syndicale a été approuvé, sous certaines réserves, par une décision ministérielle du 9 septembre 1871. Rien n'empêche donc le syndicat d'exécuter en ce moment les travaux, s'il peut faire face à la dépense qu'ils entraîneront.

8° Rétablissement des digues de l'Escrébieux ;

Une décision ministérielle du 16 février 1872 a arrêté qu'une subvention de 24,000 fr. serait allouée sur les fonds du Trésor et à titre gracieux, pour la réalisation de ce travail qui est à la charge des riverains. MM. les Ingénieurs de la navigation sont chargés de dresser et de diriger l'exécution du projet.

8° *Vallée de la Sambre.* — La Vallée de la Sambre, depuis Landrecies jusqu'à la frontière belge, a été divisée en quatre syndicats, savoir :

Haute-Sambre, rive droite, siégeant à Maroilles.
Haute-Sambre, rive gauche, siégeant à Hachette.
Moyenne-Sambre, siégeant à Berlaimont.
Basse-Sambre, siégeant à Maubeuge.

Le Syndicat de la Haute-Sambre, rive droite, s'occupe à régulariser sa situation par l'accomplissement de toutes les formalités voulues par la loi du 16 septembre 1808 et omises depuis la constitution de cette association.

Le Syndicat de la Haute-Sambre, rive gauche, fonctionne convenablement. Il y a lieu cependant de procéder à une réélection générale des Membres de la Commission administrative.

Le Syndicat de la Moyenne-Sambre ne s'est constitué que pour la partie en amont de Berlaimont. Ce syndicat s'occupe de l'étude des moyens de dessèchements du reste du périmètre jusqu'à Maubeuge Il y a lieu aussi de procéder à une réélection de la Commission administrative dont les pouvoirs sont actuellement expirés.

Le syndicat de la Basse-Sambre, bien qu'autorisé par décret, n'est pas encore arrivé à une constitution régulière. Mais comme les intéressés ne demandent aucun travail, la prolongation de cet état de choses est sans grand inconvénient.

9° *Association des Waëteringues du Nord.* — L'association des Waëteringues du Nord continue à marcher d'une manière satisfaisante.

Elle est divisée en quatre sections, qui sont dirigées chacune par un Conseil d'administration séparé.

La situation des waeteringues doit être considérée à deux points de vue, car elle comporte deux opérations inverses et d'une égale importance : le desséchement, par l'évacuation des eaux surabondantes à la mer, et l'alimentation du pays wateringué, où l'eau douce fait complètement défaut au moment des sécheresses.

1re Section. — Dans la première section comprise entre la côte, la rivière d'Aa et le canal de Bourbourg, la situation laisse à désirer, sous le rapport de l'écoulement des eaux : plusieurs parties basses du territoire, dans les bassins du Schelfvliet et du Nord-Gracht souffrent de la stagnation trop prolongée des eaux, après les pluies persistantes et les fontes des neiges.

Mais on a tout lieu d'espérer que l'amélioration générale de la navigation du bassin de l'Aa fournira très-prochainement le moyen de réaliser, dans des conditions également avantageuses aux intérêts du commerce et à ceux de l'agriculture, la création du débouché direct à la mer, dans le chenal de Gravelines, des eaux du bassin de Schelfvliet, travail qui sera, pour la première section, le début d'une amélioration de premier ordre, et auquel on pourra probablement rattacher le desséchement du bassin du Nord-Gracht, par l'établissement d'un syphon sous la Mardyckgracht.

L'alimentation de la première section est satisfaisante.

2e Section. — Le desséchement de la deuxième section, circonscrite par la rivière d'Aa et par les canaux de la Haute-Colme, de Bourbourg et de Bergues à Dunkerque, est dans d'assez bonnes conditions. Cette section pourra profiter, pour une partie notable de son étendue, des travaux d'amélioration de la navigation de l'Aa et des ouvrages qui en seront la conséquence. Il lui suffira, pour cela, de construire un ou deux syphons sous le canal de Bourbourg, ce qui

établira, dans des conditions satisfaisantes de desséchement, le bassin de la Vieille-Colme, celui du Duycker-Gracht et le bassin du Langhegracht. Quant au bassin du Rocamerdyck, d'une superficie de 900 hectares, il est probable qu'il pourrait être amélioré au moyen de l'ouverture d'un écoulement à la mer, par le canal maritime de Mardyck, où le déversement serait obtenu par la construction d'un troisième syphon sous le canal de Bourbourg. C'est un projet à étudier

L'alimentation de la deuxième section, sans être tout-à fait satisfaisante, ne laisse pas trop à désirer.

3e Section. — La troisième section, limitée par la route nationale N° 16, le canal de la Haute-Colme et les collines de Watten à Quaedypre, est dans d'assez bonnes conditions, tant sous le rapport du desséchement que sous celui de l'alimentation au moment des basses eaux. Les travaux d'élargissement et d'approfondissement des principales voies d'écoulement dans le canal de Bergues à Dunkerque, ont notablement amélioré cette section; cependant son desséchement est encore un peu lent, en raison du long trajet qu'ont à faire les eaux d'évacuation.

L'alimentation de la troisième section est satisfaisante.

4e Section. — Le desséchement de la quatrième section des waeteringues, comprise entre les dunes du littoral, à l'est de Dunkerque, le canal de Bergues à Dunkerque, la route nationale N° 40, et le versant nord du bassin de l'Yser, s'opère généralement dans des conditions assez convenables, et les projets présentés pour l'extension de l'enceinte fortifiée de Dunkerque contiennent des dispositions qui permettront d'améliorer encore l'état de choses actuel.

Toutefois, il est une partie de cette section qui réclame une attention toute particulière, c'est le grand bassin, d'une superficie de 7 à 8,000 hectares, compris entre le canal de la Basse-Colme, au sud, et celui de Dunkerque à Furnes, au nord, et qui, outre la servitude du desséchement par le canal des Moëres, des eaux des Moëres-Françaises, se trouve grevé de celle de l'écoulement par la même voie, des eaux des Moëres-Belges (environ 1,500 hectares), ainsi que d'une superficie de terrains belges d'une contenance à peu près équivalente, compris entre le Ringsloot des Moëres et les parties belges des canaux ci-dessus. En ce qui concerne ce bassin, tous les efforts de la quatrième section auraient été réduits à néant, si l'on n'avait pas obtenu du Gouvernement belge l'exécution, sur son territoire, de l'endiguement d'une partie de la Basse-Colme. En effet, ce canal reçoit en Belgique, entre la frontière française et le sas d'Houthem, qui forme le point de partage des eaux s'écoulant vers la France, à Dunkerque, et en Belgique, à Nieuport, c'est-à-dire sur trois kilomètres environ de longueur, les eaux d'une assez grande superficie, qui constitue comme une annexe du deuxième bassin de la quatrième section française. Il arrive parfois que le niveau des eaux de la Basse-Colme, à la suite des crues qui se produisent lors de la fonte des neiges, s'élève subitement de 1 m. 50 au-dessus de la cote normale. Les berges sont alors surmontées rapidement, puis, comme il n'existe pas de digues sur la rive nord, en Belgique, et qu'en France, sur certains points, les digues sont encore un peu basses, les eaux se répandent en abondance dans la Ringsloot des Moëres, dont les digues spéciales sont exposées à être surmontées ou rompues, en même temps que l'inondation envahirait directement les terres du bassin correspondant de la quatrième section. L'administration de la quatrième section a fait exhausser et compléter, en 1867, les digues de la Basse-Colme, sur le territoire français; mais ce travail ne peut avoir qu'un effet relatif, et le

remède ne pourra être complet qu'après l'achèvement d'une opération analogue entre la frontière et le sas d'Houthem. Ce travail a été fait sur le territoire belge dans le courant de 1870. Malheureusement, il est conçu dans des proportions si exiguës, qu'il est à craindre qu'il ne remplisse pas son rôle d'une manière satisfaisante et peut-être les syndicats français seront-ils forcés pour vaincre l'inertie de nos voisins, d'en venir à une nouvelle menace d'action judiciaire comme celle qui a obtenu l'exécution du premier travail de 1869.

L'alimentation de la quatrième section qui se fait concurremment avec celle des Moëres est satisfaisante.

10° *Grande-Moëre.* — La situation des Moëres est assez bonne, depuis l'addition, aux cinq moulins à vent primitivement existants, d'une machine à vapeur, qui permet le déversement des eaux hors du bassin, nonobstant l'absence du vent. Elles pourront user plus largement de leurs moyens de desséchement artificiel, sans compromettre celui de la quatrième section des waëteringues, borné jusqu'ici par le débouché, un peu insuffisant, des eaux communes aux deux syndicats, lorsque les travaux des fortifications de Dunkerque auront permis d'augmenter les moyens d'évacuation des eaux des deux territoires.

Les mesures prises en 1870-1871 par le service hydraulique, de concert avec l'autorité militaire, pour préparer sur le territoire waeteringué la tension de l'inondation défensive des places de Bergues, Gravelines et Dunkerque, ont été fécondes en enseignements d'une haute valeur pour le service du contrôle et pour l'organisation intérieure des waeteringues. Elles ont mis notamment en évidence les deux faits suivants :

1° En dehors du temps de sécheresses exceptionnelles et moyennant certaines précautions dont l'exécution ne saurait rencontrer aucun embarras sérieux, l'inondation défensive peut être réalisée avec plus de facilité, de promptitude et d'efficacité en employant les eaux douces du territoire, qu'en faisant un emprunt à la mer ;

2° Après une inondation défensive, totale ou partielle, ainsi conduite, le desséchement du pays peut s'opérer dans les mêmes conditions de durée, de facilité et de manœuvres que l'évacuation normale des eaux ordinaires pendant la saison humide.

Des rapports spéciaux des Ingénieurs du service hydraulique, en date des 23 mars et 26 avril 1871, sur cette intéressante question, ont été adressés à l'administration supérieure.

11° *Marais de Lauwin-Planque.* — Ce petit desséchement, exécuté en 1850 par la commune de Lauwin-Planque, est sans importance et ne donne lieu à aucune observation.

12° *Prés Duhem.* — Ce desséchement, à l'état complet d'entretien depuis 17 ans, se trouve dans une situation satisfaisante.

13° *Marais de Bourlain et de Trith.* — Ce syndicat est organisé. Il ne reste à exécuter que des travaux de curage dans les rigoles de premier et deuxième ordre. Ceux d'une partie de la rigole principale, prévus au budget de 1870, et qui n'avaient pu être faits par suite de la tension de l'inondation défensive autour de la place de Valenciennes sont aujourd'hui en cours d'exécution.

14° *Marais de la Haute-Deûle.* — L'entreprise du desséchement des marais de la Vallée de la Deûle a été concédée à une partie des propriétaires des marais par un décret du 31 août 1858, rendu par application des articles 4, 5 et 6 de la loi du 16 septembre 1807. Les travaux sont

terminés et ont été l'objet d'une réception définitive, le 14 mars 1866. L'entretien est organisé par un decret du 7 février 1866. L'expertise de classement et d'estimation après le desséchement, retardée par des difficultés litigieuses, est achevée. La Commission spéciale l'a homologuée le 23 mars 1870. L'évaluation de la plus-value immédiate atteint près de 1,400,000 fr. Enfin, le 28 juillet 1870, M. le Préfet a rendu exécutoires, conformément à l'article 20 de la loi du 16 septembre 1807, les rôles dressés par application de l'art. 19. Un grand nombre de réclamations ont été produites; le Conseil de Préfecture en a été saisi et a rendu, le 31 janvier 1872, un jugement que la Société des concessionnaires vient de déférer au Conseil d'Etat.

Dessséchements à l'étude.

Aucun desséchement n'est à l'étude dans le département du Nord, mais comme on vient de le voir, de nombreux et dispendieux travaux sont encore à faire, notamment dans le pays waëteringué et dans la vallée de la Scarpe, non pour étendre le territoire des associations, mais pour compléter les ouvrages existants, pour les mieux approprier à leur destination, pour perfectionner, en un mot, le jeu du desséchement, et le rendre, autant que possible, indépendant de la navigation, suivant le vœu unanime et très-accentué des populations du pays waëteringué.

Toutefois, ces travaux, on le comprend facilement, pour être l'objet d'une détermination quelconque de la part des intéressés, demandent absolument une étude d'ensemble et les syndicats ont, jusqu'à présent, reculé devant cette nécessité.

Le nivellement général du département, qui s'exécute en ce moment, et qui comprend, dans son réseau, les principales artères des desséchements du pays, donnera de grandes facilités pour faire cette étude, qui, dès lors, n'exigera plus, sur le terrain, que des opérations de rattachement relativement peu considérables et peu coûteuses. Les Syndicats pourront donc, sans doute, aborder avec leurs propres ressources, les dépenses de ce travail préliminaire, pour lequel ils savent tous que le concours empressé des Ingénieurs leur sera donné, dès qu'ils l'invoqueront.

II. — Curages.

Le service des curages, si essentiel dans le département du Nord, où généralement les cours d'eau ont très-peu de pente et servent d'émissaires aux eaux vannes d'innombrables établissements industriels; se fait avec le plus grand soin et avec un succès très-marqué dans tous les arrondissements.

Ces opérations s'exécutent, soit par application de l'article 1er de la loi du 14 floréal an XI, combiné avec une ordonnance du Parlement de Flandre du 14 août 1780, soit par l'intervention d'associations syndicales régulièrement autorisées.

Curages exécutés par application de l'article 1er de la loi du 14 floréal an XI.

Les curages de la première sorte, exécutés en 1871, sous la direction des Ingénieurs et Agents du service hydraulique, ont embrassé une étendue de 544,048 mètres. Les cours d'eau qui en ont été l'objet sont les suivants :

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK (232,525 mètres).

Méterenbecque et ses affluents	18,950m
Grande-Melde	14,500
Crombecque, Becque du Dail, la Petite-Melde et leurs affluents. . .	10,100

Borrebecque et ses affluents.	20,000
Becques de Saint-Jans-Cappel et de Steenwerck et leurs affluents . .	24,650
Steenbecque, Tries-douanes et leurs affluents	11,550
Dole-Becque, Loge-Becque et Plate-Becque.	6,275
Fossés de desséchement de la vallée de la Lys, dans le département du Nord	35,000
Fossés de desséchement de la vallée de la Lys dans le département du Pas-de-Calais	20,000
Courant-Delbecque, formant la limite des communes de Lestrem et de Merville	9,325
Fossés de desséchement communiquant avec le Syphon Flamingues et fossés de périmètre de la forêt de Nieppe.	37,150
Courant Rinchon, Grand-Courant et ses affluents.	4,375
Courants Bayard, de la Maladrerie, du Doulieu, Vilaine, de la Chapelle, de l'Oduel, et courant formant la limite des communes de Merville et d'Estaires.	20,650

ARRONDISSEMENT DE LILLE (285,923 mètres).

Becques du pont Bertin, de la Chapelle, du Créchet et de Vez-Macquart	21,800
Becque de la Prévoté et ses affluents	14,850
Grande rigole d'Halluin et courant de la Viscourt, du Ham, des Quatre-Chênes et de Warneton.	29,000
Becque de Sequedin.	2,500
Courant de Ligny.	5,500
Becque de Wattignies..	3,000
Longue-Marcq, courant du Chien et du Nostope	14,600
Becques de Bois-Parquet, du Marquis de Croix, du Château, du Corbeau, de la Pichotte, des Bois, rigole des Champs, Becques de Saint-André et de Lambersart	24,500
Becque du Halot et courant Meurillon	10,500
La Marque et ses affluents	92,400
Becque de Marcq-en-Barœul, courant de la Pilaterie et du Rouge-Bart	3,800
Rivière des Laies et courant des Breux	63,473

ARRONDISSEMENT DE DOUAI (22,200 mètres).

Cours d'eau de la commune de Sin.	16,600
La branche de l'Ecaillon à Pecquencourt	1,800
Cours d'eau de la commune d'Erre.	1,700
Cours d'eau de la commune de Fenain	2,100

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI (3,400 mètres).

Ravin de Blécourt	3,400

Tous ces travaux, exécutés par les riverains, ou à leurs frais, n'ont donné lieu à aucune difficulté. Les intéressés apportent partout un empressement remarquable à s'acquitter des tâches qui leur incombent, conformément aux dispositions de l'ordonnance du Parlement de Flandre.

Plusieurs curages ont été étudiés et prescrits en 1871 dans les arrondissements de Dunkerque, de Valenciennes et d'Avesnes, mais diverses circonstances ont entravé l'exécution des travaux et ceux-ci ont été ajournés à 1872.

Le curage de l'Helpe-Majeure, qui est à exécuter à Avesnes. a soulevé des diffiçultés, qui ont exigé un supplément d'instruction. M. l'Ingénieur de l'arrondissement espère parvenir à établir à l'amiable, entre les groupes intéressés, une répartition des dépenses à faire dans la proportion de 1/3 à la ville d'Avesnes, 1/3 à l'usinier, M. Aubry, et 1/3 à l'ensemble des riverains, ce dernier tiers au prorata de la dépense faite au devant de chaque propriété et dont il sera tenu attachement distinct.

Curages en cours d'éxécution, par applicatton de l'article 1er de la loi du 14 floréal an XI.

Aucun curage de cette espèce n'est actuellement en cours d'exécution.

Curages exécutés par voie d'associations syndicales.

Les associations syndicales organisées pour assurer le curage de quelques cours du département, ne sont qu'au nombre de quatre, comme il suit :

Syndicat de Solre-le-Château. — Ce syndicat, qui ne comprend que le curage de la Solre, dans la traversée de Solre-le-Château, ainsi que la répartition des eaux entre la partie haute et la partie basse de la ville, a terminé ses travaux et fonctionne très-bien. La ville a pris à sa charge les dépenses, du reste minimes, que le syndicat peut avoir à faire.

Syndicat de l'Espierre et du Trichon. — Ce syndicat, organisé pour le curage de l'Espierre et du Trichon, sur les territoires de Roubaix et de Tourcoing, marche d'une manière satisfaisante. Le dépenses sont faites aux frais des deux villes précitées, qui versent toutes leurs eaux vannes à ces rivières. La dépense faite en 1871 a été de 5,500 fr. La longueur ensemble de ces cours d'eau, y compris le Riez Saint-Joseph, est de 20,025 mètres.

Syndicat de la rivière des Laies et du courant des Breux. — Ce syndicat a été organisé par décret du 12 juillet 1865, mais il ne fonctionne pas encore. L'entretien se fait provisoirement par application de la loi du 14 floréal an XI. La superficie à améliorer est de 7,221 hectares. La dépense faite en 1871 a été de 6,347 fr. 30 c.

Syndicat de la vallée de la Marque. — Le projet de règlement prescrit par la loi du 21 juin 1865 a subi les formalités d'enquête, conformément à l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1866.

Mais les adhésions ont été rares, et il n'est pas présumable que l'on puisse arriver promptement à réunir le nombre d'intéressés voulu par la loi. L'amélioration à réaliser serait cependant importante, car elle s'appliquerait à une superficie que l'on évalue à 22,168 hectares.

III. — Irrigations.

Les irrigations sont peu pratiquées dans le département du Nord, ou du moins elles ne résultent que d'entreprises individuelles et isolées.

Ce fait s'explique aisément par l'humidité constante du climat, la planité générale du sol, et le caractère essentiellement intensif et industriel de l'agriculture.

Dans l'arrondissement de Dunkerque, une bande de 40,971 hectares, bordant le littoral et dont le niveau est inférieur à celui des hautes mers, forme le pays waeteringué. Dans toute cette contrée, où l'on rencontre l'eau saumâtre à moins de 1 m. 50 c. de profondeur, la seule préoc cupation de la population est, pendant l'hiver, d'assurer le desséchement par des tirages à la mer, à Gravelines, Dunkerque et Nieuport ; et, pendant l'été, de se procurer, par des emprunts aux canaux navigables, la quantité d'eau indispensable pour les besoins domestiques. Aucune irrigation n'est possible dans ces conditions. Quant au surplus de l'arrondissement qui touche à celui d'Hazebrouck, il se trouve dans la même situation que ce dernier.

L'arrondissement d'Hazebrouk, composé de terrains très-bas, comprend une grande quantité (près du cinquième de sa superficie) d'herbages en pâtures, bordés et parsemés d'arbres forestiers. Ces terrains sont très-froids, à cause du rapprochement de la nappe d'eau sous-jacente, qui s'élève jusqu'à moins d'un mètre du niveau du sol. L'irrigation n'y est donc ni pratiquée, ni praticable, mais les pâtures reçoivent des fumures énergiques, au moyen de répandages fréquents d'engrais humains.

Dans l'arrondissement de Lille, on rencontre des superficies considérables de terrains tourbeux, qui n'admettent pas l'irrigation, et de terrains limoneux fort bas, qui n'en ont pas besoin. Les herbages y sont rares et sans intérêt agricole, en raison de l'abondance des ressources alimentaires qu'offrent au bétail les résidus des brasseries, des sucreries, des distilleries de betteraves et des huileries de colza. La culture, dans cette contrée, est essentiellement intensive et industrielle.

Dans l'arrondissement de Douai, et pour les mêmes motifs que dans celui de Lille, l'on tire un meilleur parti des terres arables que des prairies, et comme le sol pèche en général par un excès d'humidité, les irrigations sont excessivement rares.

Il en est de même dans l'arrondissement de Valenciennes, qui comprend de nombreux marais et des terres très-basses, où l'humidité ne manque pas.

Quant à l'arrondissement de Cambrai, où le sol se relève et accuse déjà un certain relief, les cours d'eau y sont rares en raison de la nature perméable du terrain crétacé qui y prédomine, et le développement considérable que l'industrie sucrière a pris dans cette contrée, y dirigent tous les efforts agricoles vers les assolements qui n'admettent pas l'irrigation.

L'arrondissement d'Avesnes est le seul, qui, par la nature de son sol et l'agencement de son réseau hydraulique, pourrait tirer un profit marqué de la pratique des arrosages, mais c'est

aussi la région la plus boisée du département, et les populations n'y sont pas douées de l'esprit d'association, indispensable dans l'état de morcellement de la propriété, pour réaliser des améliorations de ce genre.

En somme, la superficie totale des terrains arrosés au moyen d'irrigations régulières dérivées des cours d'eau non navigables ni flottables, n'atteint, dans le département du Nord, que le chiffre minime de 56 hectares 24 ares.

Syndicat de Noyelles. — Un syndicat libre s'est cependant organisé en 1865, à Noyelles, par acte sous seing privé, pour une partie de la vallée de la Sambre, rive droite. L'acte d'association a été publié dans le Recueil des Actes de la Préfecture et dans un journal d'annonces légales, ce qui assure au syndicat les avantages stipulés par l'article III de la loi du 21 juin 1865.

Cette association a été autorisée, sur sa demande, par un arrêté préfectoral du 31 décembre 1866, à établir les barrages nécessaires pour les arrosages qu'elle avait en vue, et elle a commencé ses travaux. Mais des difficultés, qui se sont élevées à plusieurs reprises dans le sein de la Commission syndicale, ont mis, jusqu'à présent, obstacle à l'achèvement des ouvrages et au fonctionnement régulier de l'association ; situation regrettable, car le but de ce syndicat est très-sérieux, et l'opération pourrait parvenir à de très-importants résultats. L'association peut-être certaine d'obtenir le concours dévoué des Ingénieurs quand elle le réclamera; mais son caractère de syndicat libre, interdit à l'Administration toute intervention qui n'est pas formellement invoquée par les intéressés.

IV. — Mise en valeur des terrains communaux.

Une enquête très-consciencieuse, accomplie, il y a quelques années, dans toute l'étendue du département, a fait connaître qu'il n'existe dans le Nord aucun terrain auquel on puisse appliquer utilement la loi du 28 juillet 1860, sur la mise en valeur des communaux incultes.

2e PARTIE.

I. — Usines à eau.

Le service des affaires d'usines continue à marcher régulièrement et avec toute la célérité que comporte l'accomplissement des formalités d'enquête et d'instruction prescrites par les règlements. Les réclamations, en petit nombre, qui se sont produites, ont été traitées dans un bref délai.

Les récolements, qui ont pour objet d'assurer la stricte exécution des conditions réglementaires imposées, à chaque usine, se font toujours en temps utile, pour les usines nouvelles, comme pour les établissements anciens auxquels il est apporté quelques changements.

Le nombre de ces affaires n'est d'ailleurs pas considérable ; aucune n'a soulevé de difficultés sérieuses et n'est en retard.

II. — Drainage.

Le concours des Ingénieurs dans les projets et les opérations de drainage, souvent invoqué au début de cet utile mode d'amélioration, n'est plus demandé aujourd'hui que dans un petit nombre de cas, bien qu'il continue à être gratuit et aussi empressé que par le passé. La Belgique fournit au département, et il s'est même formé dans celui-ci des ateliers de draineurs expérimentés dans la théorie et dans la pratique de cette opération ; ils s'offrent aux propriétaires dont ils méritent d'ailleurs la confiance, et ils rendent moins utile et quelquefois superflue l'intervention des Ingénieurs.

Aucun propriétaire n'a réclamé cette intervention en 1871.

D'après les instructions d'une circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, en date du 29 novembre 1869, les Ingénieurs du service hydraulique du Nord ont procédé à une minutieuse enquête sur l'influence du drainage dans le département. Ce travail a été fourni le 6 avril 1870. Les renseignements qu'il contient s'appliquent à plus de 6,000 opérations de drainage et se résument de la manière suivante :

ARRONDISSEMENTS.	SURFACE TOTALE de chaque arrondissement.	SURFACE DRAINÉE.	
		Drainage scientifique.	Autres modes.
	h. a.	h. a.	h. a.
Dunkerque	72160 42	» »	9908 76
Hazebrouck	69320 07	1368 33	11181 07
Lille	87438 78	2738 45	4019 19
Douai	47205 85	1117 11	11 88
Valenciennes	62978 29	1329 33	19 48
Cambrai	89260 33	1332 67	168 52
Avesnes	139723 24	5716 69	545 79
TOTAUX pour le département	568086 88	13903 08	25854 59
		h a. 39757 68	
Prix moyen par hectare		251 fr.	132 fr.
Plus-values moyennes par hectare... En capital		794	278
Plus-values moyennes par hectare... En revenu		27	19

Conformément à la circulaire précitée de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, on a compté comme drainages scientifiques ceux « exécutés avec des tuyaux en terre cuite, et, suivant un plan régulier dressé par des hommes de l'art, » et l'on a porté dans la colonne réservée aux autres modes de drainage, non-seulement ceux qui ont été faits « au moyen de » tranchées avec empierrement ou de tranchées construites avec des fascines recouvertes de terre » mais encore les opérations, très-communes dans les arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, qui ont eu simplement pour but et pour effet de supprimer les fossés périmétriques de desséchement, en les remplaçant par une file de tuyaux en terre cuite.

La superficie des terrains susceptibles d'être drainés dans le département du Nord, c'est-à-dire celles des terres à labour, prés, pépinières, jardins et cultures diverses, est de 465,712 hectares et la superficie des terrains, dans lesquels le drainage produirait une amélioration sérieuse est évaluée à 200,000 hectares.

La surface des terrains drainés n'atteint que les 0,08 de la première, dont 0.03 par le drainage scientifique et 0.05 par les autres modes, et elle ne dépasse pas les 0.20 de la seconde, dont 0.07 par le drainage scientifique et 0.13 par les autres modes.

Dans le nord de l'arrondissement de Dunkerque, la zône plate et sablonneuse de 40,971 hectares, que l'on appelle le pays wateringué, est soumise à un système particulier de dessé-chement. Cette région exécute relativement peu de drainages et toutes ces opérations y consistent uniquement en remplacement de fossés par des files de tuyaux.

Dans le sud de l'arrondissement de Dunkerque, dans tout celui d'Hazebrouck et dans le nord de l'arrondissement de Lille, pays de pâtures bordées et parsemées d'arbres, et où la pierre manque, tous les drainages se font avec des tuyaux de terre cuite. Dans les parties basses, on se borne à substituer des drains de ce genre aux fossés périmétriques de desséchement; mais lorsque l'altitude et la déclivité du sol se relèvent, le drainage scientifique est appliqué avec beaucoup de succès. Aussi voit-on, à mesure que l'on s'avance du Nord au sud, augmenter la proportion des drainages systématiques et réguliers, et diminuer le nombre des drainages non-scientifiques.

Au sud de la ville de Lille, le nombre des drainages non-scientifiques continue à diminuer dans une progression rapide, et il devient insignifiant dans les arrondissements de Douai, Valenciennes et Cambrai. En même temps, la perméabilité du sous-sol augmente graduellement, et, par suite, les drainages, de moins en moins utiles, deviennent de moins en moins fréquents, de sorte que la superficie des terrains drainés, qui atteint les 8 centièmes de la superficie totale de la circonscription dans l'arrondissement de Lille, n'en embrasse que les 3 centièmes dans celui de Douai, les 2 centièmes dans celui de Valenciennes et les 17 millièmes seulement dans les terrains crayeux et perméables de l'arrondissement de Cambrai.

L'arrondissement d'Avesnes, relativement mouvementé, se compose de terrains d'une nature géologique très-variée. La pierre et le bois n'y sont pas rares et les sous-sols rétentifs s'y rencontrent assez communément. Aussi les pierrées et les drains en fascinage, à peu près inconnus dans tout le reste du département, commencent-ils à s'y montrer, et la surface des terrains drainés y dépasse-t-elle les 4 centièmes de la superficie totale de l'arrondissement, bien qu'une partie considérable du sol y soit occupée par des forêts.

Telle est aujourd'hui la situation du drainage dans le département du Nord.

Quant aux lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858, relatives au prêt de 100 millions de francs autorisé en vue de faciliter les opérations de drainage, elles n'ont encore reçu aucune application dans le département.

III. — Pêche fluviale.

Police. — L'organisation de la pêche fluviale, dans les cours d'eau non navigables ni flottables du département du Nord, n'a été l'objet d'aucune modification depuis l'année dernière.

Les cours d'eau soumis à la surveillance présentent un développement total de 523 kilomètres et sont placés sous l'inspection de 41 agents assermentés. Ce personnel est amplement suffisant, en raison des circonstances particulières dans lesquelles se trouve le département.

Presque tous les cours d'eau servent d'émissaires aux eaux industrielles; aussi sont-ils extrêmement pauvres en poisson. Il en résulte que la population se livre peu à l'exercice de la pêche et que le maraudage ne saurait prendre, dans le Nord, de proportions quelque peu sérieuses.

Pisciculture. — On trouve bien quelques truites dans l'Escaut non navigable, ainsi que dans la petite rivière de la Solre, mais ce poisson y est si rare que l'on ne peut pas dire que l'espèce précieuse des salmonides ait pénétré dans le Nord.

L'anguille est relativement commune, notamment dans les arrondissements d'Avesnes et de Cambrai; certains poissons d'étangs, tels que la carpe et le brochet ne sont pas très-rares dans ces régions. Mais il est des contrées entières, comme les arrondissements de Lille et de Douai et une partie de celui de Valenciennes, d'où le poisson a presque complètement disparu, du moins dans les cours d'eau non navigables.

Aucune opération de pisciculture n'est possible dans les cours d'eau non navigables du département du Nord.

3e PARTIE.

Vœux.

Les vœux émis par le Conseil général, en 1871, sur les questions ressortissant au service hydraulique ont fait l'objet de deux rapports spéciaux produits, dans le courant de la présente année, par l'Ingénieur en chef et auxquels il ne peut que se référer.

L'un, du 15 février 1872, est relatif à la question de l'irrigation et aux mesures à prendre pour en propager l'usage dans la partie du département qui comporte la pratique de cette opération.

L'autre, en date du 16 mars 1872, traite de divers objets et principalement du mode d'exécution des curages des cours d'eau non navigables ni flottables, question qui avait déjà attiré l'attention du Conseil général en 1869 et sur laquelle l'Ingénieur en chef avait produit un rapport daté du 27 décembre de cette même année.

Lille, le 2 juillet 1872.

L'Ingénieur en Chef,

EM. RAILLARD.

PONTS-ET-CHAUSSÉES.

ROUTES NATIONALES.

SITUATION DU SERVICE.

RAPPORT DE L'INGENIEUR EN CHEF.

I. — Ensemble du service.

Les routes nationales qui traversent le département du Nord sont au nombre de quinze, et présentent un développement total de 592,211 mètres, ainsi réparti :

Chaussées pavées.	535,428 m.	ou 91 %
Chaussées empierrées	56,783 m.	ou 9 %.

Les empierrements forment, comme on le voit, l'exception. Ils se trouvent sur la route N° 2, entre Avesnes et la limite de l'Aisne ; sur la route N° 16, à sa rencontre avec la route départementale N° 17 ; sur la route N° 39, entre le Cateau et la Groise ; sur la route N° 42, à la limite du Pas-de-Calais ; sur la route N° 44, vers la limite de l'Aisne ; sur la route N° 45, entre Le Quesnoy et Landrecies et sur la route N° 49, entre Maubeuge et la frontière Belge.

La situation générale des routes nationales dans le département du Nord, n'a pas sensiblement changé depuis l'année dernière ; elle reste mauvaise et périclitante. L'hiver n'a pas été rigoureux et les chaussées n'ont pas éprouvé les désordres profonds qu'entraînent toujours après eux les dégels ; mais quoique les dégradations constatées aient été moins générales et moins graves que pendant la période correspondante des exercices précédents, elles l'ont cependant été dans une mesure telle qu'elles ne pourront pas être complètement réparées à l'aide de crédits ouverts, et que la détérioration du réseau continuera à suivre sa marche progressive.

Celles de ces voies de communication qui laissent généralement le plus à désirer, sont les routes N° 2 de Paris à Mons; N° 17, dans la section de Lille, vers la frontière; N° 41, de Saint-Pol à Lille et à Tournai; N° 42 entre Bailleul et Nieppe; N° 43, de Bouchain à Calais; N° 45, de Marles à Saint-Amand et Tournai et N° 48, de Valenciennes à Condé; notamment les routes N^{os} 41, 45 et 48, où il se produit chaque hiver de graves désordres qui compromettent la sûreté de la circulation.

La dotation de l'entretien qui était de 515,000 francs en 1871 est maintenue pour 1872 ci	515.000 f »
Pour travaux de grosses réparations, l'ensemble des crédits sur la seconde catégorie du budget ordinaire qui était, en 1871, de 78,620 fr. est pour le présent exercice, de	99.430 »
Le montant total des crédits affectés aux routes nationales sur le budget ordinaire pour le département du Nord est donc de.	614.430 »

En 1871 on avait, sur la 1re et la 2^{e} catégories du budget ordinaire, une somme totale de 593,620 fr. encore bien inférieure au chiffre ancien de 700,000 fr. que le Conseil général a toujours demandé depuis la brusque réduction opérée, en 1865, sur le budget des routes nationales du département. Le service se trouve ainsi dans l'impossibilité la plus absolue d'avancer avec l'activité désirable dans la voie des améliorations poursuivies autrefois et spécialement recommandées à sa vigilance. Les rechargements et remaniements de chaussées, la réduction du bombement excessif et dangereux qu'elles présentent encore sur un grand nombre de points, l'établissement de zônes empierrées le long des pavages, et les assainissements des traverses; toutes ces améliorations, qui répondent à des besoins de premier ordre, ne pourront être réalisées qu'avec une extrême lenteur, et l'on ne doit pas compter que l'on pourra réparer l'usure et les dégradations de l'année courante.

Le Conseil général avait également insisté pour que l'on entreprît immédiatement et que l'on continuât, avec activité, l'exécution des nombreux projets présentés depuis longtemps pour l'amélioration des routes nationales, dans la traversée des places militaires. Le déclassement des places d'Avesnes et du Quesnoy, en 1865, avait déjà répondu indirectement au vœu du Conseil, et l'élargissement des passages de la porte de Gand, à Lille, sur la route nationale N° 17, terminé en 1868, avait donné à ce vœu un commencement de satisfaction. La question a fait un pas décisif en 1869 par la promulgation d'un décret, en date du 6 janvier, qui a définitivement approuvé les projets présentés en 1865 et décidé que ces travaux, dont le montant total s'élève à la somme de 813,000 fr. y compris 25,000 de fonds de concours des villes et du génie militaire, seront exécutés sur les fonds affectés aux rectifications des routes nationales sur le budget extraordinaire des Ponts-et-Chaussées. Des allocations montant ensemble à 98,500 fr. y compris les réserves pour travaux militaires et une subvention de la ville de Valenciennes, ont été accordées sur l'exercice 1869 pour entreprendre ces améliorations sur les routes N^{os} 16 et 40, à Bergues; sur la route N° 29 à Valenciennes; sur la route N° 43, à Douai, et pour solder les travaux faits antérieurement sur la route nationale N° 17, à la porte de Gand et dans les anciennes fortifications de Lille.

En 1870, les allocations se montaient ensemble à la somme de 151,500 francs pour continuer les travaux précités et pour commencer ceux relatifs à l'élargissement de la porte de Tournai, à Lille, sur la route nationale N° 41, ainsi que la rectification de la même route, entre la nouvelle porte de Béthune et la Grand'Place, à Lille.

En 1871, un crédit de 8,000 fr. a été alloué pour terminer, à la porte de Tournai, les travaux extérieurs au corps de place et une allocation de 42,000 fr. a permis à la ville de Lille, chargée de l'exécution des travaux, de commencer la rectification, dans ses murs, de la route nationale N° 41.

L'on a, sur l'exercice 1872, un crédit total de 60,000 fr. dont 30,000 fr. applicables à la porte de Tournai et 29,708 fr. 52 c. à la rectification de la route N° 41, dans Lille.

II. — Situation de chaque route.

Pour compléter l'exposé général qui précède, l'Ingénieur en chef croit devoir donner, sur la situation de chaque route en particulier, quelques détails rapides qui paraissent de nature à intéresser le Conseil général.

Route N° 2, de Paris à Mons, par Avesnes et Maubeuge. — Entre la limite du département de l'Aisne et Avesnes, sur 10 kilomètres de longueur, la chaussée est empierrée, excepté dans la traverse d'Etrœungt, qui est pavée sur une étendue de 865 mètres.

L'empierrement entre Etrœungt et Avesnes avait beaucoup souffert, dans ces dernières années, de la grande circulation et de l'extrême insuffisance des allocations.

On a dû demander des crédits pour le recharger sur les parties les plus usées.

La traverse d'Etrœungt, comme la plupart des sections pavées de l'arrondissement d'Avesnes, reste défectueuse sous le rapport de la chaussée et de ses accessoires. L'exécution du projet dressé en 1870 pour l'élargissement du pont sur l'Helpe, avait dû être ajournée à cause de la guerre. Ce travail, commencé en 1871, sera terminé cette année.

Entre Avesnes et Maubeuge, la route est pavée ; son profil longitudinal présente une suite non interrompue de pentes et de rampes dont les déclivités sont très-fortes. On avait entrepris sur cette partie, depuis plusieurs années, des travaux d'amélioration consistant en relevés de bordures, pour faire disparaître l'exagération dangereuse du bombement traversal du pavé, et en construction de zônes empierrées pour consolider ce dernier et augmenter la largeur de la voie. Un mieux très-sensible avait été obtenu, mais il restait encore considérablement à faire pour arriver à un état satisfaisant, et l'on doit déplorer qu'aucun crédit spécial n'ait été alloué depuis 1863 pour continuer cette amélioration indispensable.

Deux projets de remaniement des pavages des traverses d'Avesnes et de Maubeuge, montant à 10,000 fr. et 16,000 fr. ont été approuvés par décisions ministérielles des 12 novembre 1866 et 6 mars 1869. Ces travaux commencés en 1870 seront terminés dans le courant de la présente campagne.

La traversée des fortifications de Maubeuge, dont l'amélioration est approuvée, reste dans l'état le plus déplorable ; elle soumet la circulation aux entraves les plus intolérables et à des dangers sérieux. Les projets d'exécution de ces travaux sont terminés. L'un est approuvé depuis

1863, l'autre a été soumis le 19 août 1870 à l'administration supérieure, qui n'a pas encore statué. Le montant total de ces deux projets est de 90,000 fr.

En présence du décret déclassant la ville d'Avesnes comme place de guerre et de l'exécution du chemin de fer d'Aulnoye à Anor, la rectification de la rue de Mons, à Avesnes, jusqu'au passage à niveau du chemin de fer, est devenue urgente. L'insuffisance de largeur des ponts militaires de la porte de Mons et leurs sinuosités rendent la circulation, qui s'est accrue, plus difficile et plus dangereuse. Le projet de cette rectification est approuvé en principe, les travaux ont été déclarés d'utilité publique par un décret du 7 mai 1870 et le projet de détail vient d'être approuvé par une décision ministérielle du 4 juin 1872. Le montant total des dépenses est évalué à 58,000 fr. Le recensement de la circulation de 1869 n'accuse qu'une diminution de 38 colliers sur la route nationale N° 2. La fréquentation moyenne est aujourd'hui de 349 colliers par jour.

Route N° 16, de Paris à Dunkerque, par Saint-Venant, Hazebrouck, Cassel et Bergues. — Entre Saint-Venant et Morbecque, la route a été construite avec des matériaux tendres et le sous-sol est formé d'argile glaiseuse de la pire espèce. Entre Morbecque et Hazebrouck la chaussée est viable, mais elle présente généralement un bombement trop considérable. A la rencontre de cette route et de la route départementale N° 17, il y a encore une section empierrée. La construction, dans cette partie, d'une chaussée en pavage serait très-utile. Le projet de ce travail montant à 8,000 fr. a été approuvé en 1863. La reconstruction du pont à Pourceaux, commencée en 1870, a été terminée l'année dernière.

D'Hazebrouck à l'Hazewinde, la chaussée, qui est pavée sur 4 mètres seulement, a été élargie et consolidée, au moyen de zônes empierrées; ce travail a mis la route dans un état satisfaisant qui se maintient.

De l'Hazewinde à Dunkerque, la circulation est faible et presque entièrement agricole ; la situation de la route y reste satisfaisante. Les ressources de l'entretien suffisent à peu près aux besoins et permettent même de poursuivre quelques améliorations nécessaires, notamment l'établissement de zônes empierrées le long du pavage sur les rampes de Cassel et la construction de trottoirs dans les parties fréquentées par les piétons. L'amélioration de la traverse de Wormhoudt, entreprise en 1868, a été terminée en 1870.

Un crédit de 14,900 fr. a été accordé, en 1869, pour l'amélioration des passages militaires dans la traversée des fortifications de Bergues. Le remaniement de la chaussée, qui est mauvaise dans cette partie de route, était compris dans les travaux à faire. Il a été alloué en 1870 un crédit de 10,600 fr. pour terminer ces travaux.

La traverse de Dunkerque demanderait également des réparations importantes. Mais il est impossible de songer à les exécuter sur le crédit d'entretien.

La circulation moyenne a augmenté de 28 colliers depuis 1864, sur la route nationale N° 16, elle est aujourd'hui de 254 colliers par jour.

Route N° 17, de Paris à Lille et Menin, par Cambrai, Douai et Pont-à-Marcq. — Cette route est dans un état assez satisfaisant depuis son origine dans le département jusqu'à Cambrai; il faut en excepter toutefois la traverse de Masnières, où il est urgent de remplacer un cassis dangereux par un aqueduc ; un crédit de 3,000 fr. est alloué sur l'exercice 1872, pour entreprendre ce travail. La chaussée pavée dans la traverse de Cambrai demandait des réparations partielles.

Un travail de remaniement montant à 9,000 fr. a été commencé dans cette partie en 1870 et terminé en 1871.

Entre Cambrai et Douai, la chaussée se maintient dans un état assez satisfaisant, excepté dans l'enclave du Pas-de-Calais, où elle renferme un grand nombre de pavés tendres dont il est urgent de la débarrasser. La traverse de Douai réclame toujours d'importantes et urgentes améliorations qui sont approuvées depuis longtemps en principe, mais dont l'exécution a été ajournée jusqu'ici.

La partie comprise entre Raches et Cantin est fortement rouagée chaque hiver, à cause de la circulation importante qu'elle subit; mais la viabilité n'y est jamais compromise.

De Pont-à-Marcq à Lille, la chaussée, renouvelée en grande partie de 1840 à 1850, est dans un état assez satisfaisant; toutefois, le développement des traverses nécessite un surcroît de main-d'œuvre d'entretien qui ne permet pas d'introduire assez de matériaux neufs dans les pavages.

Entre Lille et la frontière de Belgique, où se forme l'un des centres industriels les plus importants du département, et où la circulation est considérable, l'état de la route est déplorable; la chaussée, sur de grandes longueurs, est étroite et ruinée; son tracé présente des irrégularités que rien n'explique et ne justifie, son profil tranversal est défectueux.

Un projet de grosses réparations montant à 40,000 fr. pour le remaniement de la chaussée entre Marcq-en-Barœul et Roucq, commencé en 1870, a été terminé l'année dernière.

Les améliorations à exécuter sur la route Nationale N° 17, dans la traversée des fortifications de Douai et de Cambrai sont comprises dans le décret du 6 janvier 1869.

La circulation a subi une diminution assez notable sur la route 17 depuis 1864; elle s'est abaissée de 596 à 503 colliers par jour pour l'ensemble de la route.

Route N° 25, du Havre à Lille, par Carvin et Seclin. — L'exploitation des houillères de Carvin et de Meurchin a augmenté la circulation de cette route, surtout entre Seclin et Lille. La chaussée laisse partout beaucoup à désirer, mais particulièrement dans cette dernière partie. Un projet de restauration partielle, au territoire de Wattignies, est approuvé, mais son exécution est ajournée par suite de l'insuffisance des ressources. Les dépenses sont évaluées à 25,000 fr. La circulation n'est cependant pas compromise; elle se trouve protégée par un bon sous-sol crayeux.

La fréquentation moyenne de cette route s'est élevée de 613 à 641 colliers depuis 1864.

Route N° 29, de Rouen à Valenciennes et à Mons, par Cambrai et Bouchain. — De la limite du département à Cambrai, la route est en bon état, excepté dans la traversée des fortifications de cette ville.

De Cambrai à Bouchain, bien que la circulation ait augmenté de 170 colliers depuis le recensement de 1869, la chaussée se trouve dans des conditions moins mauvaises de viabilité que par le passé, et s'améliore même quant à l'aspect général. Mais sa constitution est très-faible et sa situation restera toujours très-précaire, tant qu'elle n'aura pas été complètement remaniée. La partie la plus mauvaise se trouve aux abords de la gare de Bouchain. Un crédit de 3,000 francs permettra d'entreprendre, cette année, dans cette partie de route, un projet montant à 10,000 fr.

Entre Bouchain et Valenciennes, la circulation locale a aussi considérablement augmenté et soumet la chaussée à des épreuves qu'elle supporte difficilement. Les parties les plus compromises ont cependant pu être remaniées pendant ces denières années.

De Valenciennes à la frontière, les travaux sont considérables et l'on ne peut que regretter l'ajournement des projets approuvés depuis longtemps pour y faire face. Toutefois un crédit de 8,000 francs inscrit au budget de 1872, pemettra de commencer dans le courant de la campagne l'exécution d'un projet de 39,500 fr. pour le remaniement du pavage à l'extrémité de St.-Saulve.

L'amélioration de la traversée des fortifications de la porte de Cantimpré, à Cambrai, est approuvée en principe par le décret du 6 janvier 1869.

La circulation qui avait augmenté de 169 colliers de 1859 à 1864, a continué à s'accroître; elle a gagné 271 colliers depuis 1864, et atteint aujourd'hui le chiffre élevé de 1202 colliers par jour pour l'ensemble de la route.

Route N° 39 de Montreuil à Mézières, par Cambrai et Le Cateau. — La partie pavée de cette route s'étend de la limite du département jusqu'au Cateau; elle est dans un état satisfaisant; on poursuit les travaux entrepris il y a plusieurs années pour en rectifier le profil transversal qui présentait un bombement excessif et dangereux, et pour l'amélioration des accotements qui étaient généralement très-démaigris. Ces travaux sont assez avancés et ils ont réalisé une amélioration précieuse.

La partie empierrée comprise entre le Cateau et la Groise, a été complètement restaurée et se maintient dans un état de solidité qui résiste avec succès aux épreuves d'un roulage considérable.

Dans les traverses d'Inchy, de Catillon et de la Groise, l'écoulement des eaux est défectueux et insuffisant. Des projets approuvés depuis longtemps pour remédier à cet état de choses, et dont le montant est de 9,500 fr. pour Inchy et de 15,000 fr. pour Catillon, vont être mis à exécution cette année au moyen de crédits de 5,000 et de 6,000 fr. inscrits au budget de 1872.

La fréquentation de la route nationale N° 39 a diminué de 156 colliers depuis 1864; elle est revenue au chiffre de 1859 qui était de 686 colliers en moyenne pour l'ensemble de la route.

Route N° 40, de Calais à Ypres, par Gravelines, Dunkerque, Bergues et Rexpoëde. — Sur l'étendue de 6 kilomètres, entre Gravelines et Loon, en dehors des traverses, qui ont été sensiblement améliorées par les travaux d'entretien en 1868, et le seront encore cette année, la chaussée est dure et d'une circulation pénible; les pavés sont irréguliers, mal taillés et constamment dégarnis de sable dans leurs joints par le vent de mer. Cette portion de route est parfaitement disposée pour être économiquement entretenue à l'état de chaussée empierrée, ainsi que cela existe dans le département du Pas-de-Calais, de manière à assurer une circulation commode et facile.

L'expérience faite à l'entrée de Gravelines, par suite de l'écroulement de l'écluse Vauban, permet de conclure que la substitution de l'empierrement au pavage sur une plus grande échelle serait une bonne opération.

Entre Loon et Grande-Synthe, la chaussée est encore dans un état défectueux, mais elle peut être améliorée par un bon entretien avec établissement de zônes empierrées et d'un trottoir sur l'un des accotements.

Entre Grande-Synthe et Dunkerque, la chaussée a beaucoup gagné depuis quelques années sous le rapport de la viabilité, par suite des efforts de l'entretien, et ses principales imperfections auront bientôt disparu.

Dans la 2e section, entre Bergues et la frontière de Belgique, la chaussée, bien que composée presque exclusivement de matériaux de faibles dimensions, se maintient assez bien depuis qu'elle a été remaniée sur 6 kilomètres 500 mètres de longueur entre Bergues et Rexpoëde.

Les travaux d'élargissement des fortifications de la place de Bergues sont terminés.

Le projet d'abaissement du pont des glacis, sur la Basse-Colme montant à 6,000 fr. a été approuvé par décision ministérielle du 8 avril 1871. Celui de l'élargissement de l'ouvrage 77 et du pont à la suite a été soumis à l'administration supérieure, le 24 mai dernier.

La fréquentation de la route nationale N° 40, n'a gagné que 21 colliers depuis 1864, elle est aujourd'hui en moyenne de 190 colliers.

Route N° 41, de Saint-Pol à Lille et à Tournai. par Béthune, La Bassée, Annappes et Baisieux. —La situation de cette route importante est depuis longtemps très-mauvaise. Les parties qui étaient autrefois les plus défectueuses se trouvaient situées entre Fournes et la limite du département, à La Bassée. Elles sont améliorées maintenant, et c'est surtout entre Fournes et Lille que le mal existe. La chaussée ne renferme que des matériaux petits et difformes et la fondation de sable a perdu ses qualités les plus essentielles, par suite de son mélange avec le sous-sol composé d'une argile plastique. Cette section de route, qui ne constitue qu'une traverse continue, emprunte aux localités qu'elle dessert, et notamment au chef lieu, une importance exceptionnelle, et l'on ne peut que déplorer l'état de ruine et d'abandon dans lequel elle se trouve. Des crédits spéciaux sont alloués chaque année et leur continuation est nécessaire.

Un projet d'amélioration du pavage dans les traverses de Loos et d'Haubourdin est en cours d'exécution. Le montant des dépenses approuvées est de 55,821 fr. 68 c. Un crédit de 2,956 f 51 c. est inscrit au budget de 1872 pour terminer ce travail.

Un décret du 10 mars 1869 a approuvé, en principe, la rectification de cette route, dans la traverse de Lille, et a allouée à la ville de Lille une subvention de 135,000 fr. pour l'exécution des travaux. Un crédit de 42,000 fr. a été dépensé en 1871. On a sur 1872 une seconde allocation de 29,708 fr. 51 c.

Entre Lille et la frontière de Belgique, la chaussée et ses accessoires ont été améliorés dans les parties les plus dégradées ; l'état général de cette section reste encore cependant peu satisfaisant, mais le chemin de fer de Lille à Tournai lui a enlèvé une partie de son importance, et il y a lieu de penser qu'elle se trouvera désormais dans des conditions tolérables, à moins qu'une circulation locale ne remplace celle de transit qui la soumettait à de rudes épreuves.

Une décision ministérielle du 28 juillet 1869, a approuvé un projet de 172,000 pour l'amélioration du passage de la porte de Tournai à Lille. Un crédit de 50,000 fr. a été alloué par le Ministre des Travaux publics en 1870, et le Ministre de la Guerre a ajouté 16,000 fr. pour travaux à sa charge. Les travaux sont exécutés par le service militaire. La ville de Lille les subventionne d'une somme de 19,500 fr. Un crédit de 8,000 fr. a été ouvert en 1871 pour rembourser les avances qui seront faites par le département de la guerre, pour terminer les travaux extérieurs au corps de place, et l'on a, sur 1872, un troisième à-compte de 30,000 fr.

La fréquentation de cette route s'est abaissée de 769 à 625 colliers depuis 1864. Le projet d'élargissement de la rue des Manneliers, à Lille, a été adressé à l'Administration supérieure. La ville de Lille, qui a pris l'initiative de cette amélioration, sollicitait de l'État une subvention de 300,000 fr. qui lui a été accordée par décision ministérielle du 26 décembre 1871. Le projet est en ce moment à l'enquête.

Route N° 42, de Lille à Boulogne, par Armentières, Bailleul, Cassel et Bavinchove. —

Malgré l'ouverture du chemin de fer du Nord, cette route doit à sa circulation locale une très-grande importance entre Lille et Lomme. La situation de cette section, est assez convenable, mais son entretien est fort difficile, à cause de la vétusté des matériaux et de l'activité de la circulation.

De Lomme à Armentières, la chaussée est dans un état médiocre, elle éprouvait chaque année des désordres dans la section de Prémesques, où le sous-sol est formé d'argile plastique. Des travaux de drainage exécutés récemment ont amélioré la situation.

Un projet montant à 25,000 fr. présenté pour l'établissement de zônes en gravier le long de la chaussée où elle n'a que cinq mètres de largeur, a été approuvé par l'Administration supérieure le 19 juin 1871.

D'Armentières à Bailleul, et principalement de Nieppe à Bailleul, la chaussée est excessivement défectueuse comme composition et comme forme. La réparation des ouvrages d'art dont le projet se monte à 8,000 fr., va être entreprise dans le courant de la présente campagne au moyen d'une allocation de 6,000 fr. inscrite au budget de 1872.

Il serait à désirer que l'on pût également commencer bientôt un projet de 24,500 fr. approuvé depuis dix ans, pour le remaniement de la chaussée à Nieppe à et l'entrée de Bailleul.

Sur le reste de la route, de Bailleul à l'Hazewinde et de Cassel au département du Pas-de-Calais, la composition de la chaussée est plus que médiocre. Cependant un entretien bien fait et une légère augmentation de circulation permettent de la maintenir dans un état satisfaisant de viabilité. Les parties les plus défectueuses ont pu être améliorées au moyen de crédits spéciaux.

Il existe sur cette route, à la limite du département, vers le Pas-de-Calais, une partie empierrée de 2,500 mètres de longueur seulement, dont l'état de viabilité laisse beaucoup à désirer en hiver. La présence d'un mauvais sous-sol, la nature des matériaux dont elle est composée, et un défaut d'aération, rendent son entretien très-difficile. L'on pensait jusqu'ici que cet état de choses ne pourrait s'améliorer que par un convertissement de l'empierrement en pavage, et l'on reculait devant la dépense à faire. Mais l'expérience tentée, il y a un an, démontre qu'il suffit de substituer les pierrailles de porphyre au gravier des Fontinettes employé jusqu'ici. Ce procédé d'entretien a sauvé la situation.

La circulation a augmenté de 86 colliers sur la route nationale N° 42, depuis 1864; elle est aujourd'hui en moyenne de 436 colliers.

Route N° 43, de Bouchain à Calais, par Douai. — L'extension donnée à l'exploitation des houillères, dont la route N° 43 est un débouché, et la création d'un grand nombre d'établissements industriels entretiennent sur cette route une circulation extrêmement active. La chaussée, de construction très-ancienne, assise sur un mauvais terrain et composée de matériaux informes, subit un dépérissement dont les progrès rapides et inquiétants ne peuvent être combattus efficacement avec les ressources insuffisantes de l'entretien.

La traversée du village d'Aniches laissait extrêmemcnt à désirer. L'exécution d'un projet de remaniement et de construction de trottoirs, montant à 34,018 fr., a été entrepris en 1869, continué en 1870 et 1871 et sera terminé en 1872, au moyen d'une allocation de 5,547 fr. 30, inscrite au budget de cette année.

Une décision ministérielle du 1er mai 1869, a accordé à la ville de Douai une subvention de 87,000 fr., pour l'élargissement de la rue de la Cloris, et un décret du 16 mars 1870 à déclaré

ce travail d'utilité publique. Cette somme sera versée à la ville lorsque les terrains à exproprier auront été incorporés à la route. Cette entreprise n'est pas encore commencée.

Les travaux d'élargissement de cette route dans la traversée des fortifications de Douai, à la porte de Bouchain, ont été terminés en 1871 et soldés en 1872.

La fréquentation de cette route qui, en 1864, était déjà en augmentation de 188 colliers sur 1,869; a reçu dans la dernière période quinquennale, une nouvelle augmentation qui atteint 487 colliers; elle est aujourd'hui de 1,196 colliers en moyenne, pour l'ensemble de la route.

Route N° 44, de Chalons à Cambrai. — L'état de viabilité de cette route reste satisfaisant; toutefois la chaussée empierrée dépérit d'une manière sensible, parce qu'elle n'est pas suffisamment entretenue. Il y a lieu de se préoccuper très-sérieusement de cette situation, bien que la circulation se soit abaissée, sur cette route, de 546 à 484 colliers depuis 1864.

Route N° 45, de Marles à Saint-Amand et Tournai, par La Groise, Le Quesnoy et Valenciennes. — Cette route, qui est la plus importante du département, est aussi l'une de celles dont l'état laisse le plus à désirer. La chaussée exigerait un remaniement général. Elle est, chaque année, l'objet de quelques travaux d'amélioration, mais leur effet est à peine sensible en présence des besoins qui restent à satisfaire et de ceux qu'un entretien incomplet fait naître incessamment.

Parmi les parties, en grand nombre, qui sont complètement ruinées, on doit citer comme la plus défectueuse de toutes, la section comprise entre Saint-Amand et Vicoigne : Sur la plus grande partie de cette section, l'état de la chaussée est déplorable, et l'on ne peut trop regretter que les travaux nécessaires pour l'améliorer, ne reçoivent pas une plus vive impulsion. Le remaniement de la chaussée entre la Drève-d'Hasnon et la Traitoire, montant à 62,535 fr. 40, sera terminé en 1872 et soldé en 1873. On a, cette année, pour cet objet un crédit de 6,635 fr. 92. De plus, trois crédits s'élevant ensemble à la somme de 23,000 fr., vont permettre d'entreprendre trois remaniements entre les points kilométriques 31.1 et 34; 48.8 et 50.5; 53, 9 et 55, 2; projets dont les montants cumulés forment un total de 256,800 fr.

De Valenciennes au Quesnoy, la chaussée ne peut résister aux fatigues du roulage, qui est considérable dans cette section. L'irrégularité et les petites dimensions des matériaux qui la composent, la rendent complètement inhabile à remplir sa destination. Aussi est-elle constamment remplie de flâches plus ou moins profondes.

La fréquentation de cette route a subi une légère diminution de 45 colliers, depuis 1864; elle atteint encore aujourd'hui le chiffre élevé de 817 colliers en moyenne.

La traversée des fortifications de Valenciennes présente toujours les mêmes entraves pour la circulation. Les travaux à faire pour l'améliorer sont au nombre de ceux qui ont été approuvés par décret du 6 janvier 1869, mais le défaut de crédits n'a pas encore permis de les entreprendre.

Un projet de rectification à opérer à l'entrée du Quesnoy a été produit le 18 août 1871. La décision de l'Administration supérieure n'a pas encore été rendue. Les ingénieurs ont également produit, le 11 mai dernier, un projet pour la substitution d'un tablier métallique au tablier en charpente du pont de la porte Ferrand, à Valenciennes, qui tombe en ruines. Enfin, un projet pour la suppression du passage à niveau au chemin de fer, à la sortie de Valenciennes, est actuellement en cours d'instruction entre les divers services intéressés.

Route N° 48, de Valenciennes à Condé et à Gand. — Rien ne peut donner une idée de l'état déplorable dans lequel se trouve la chaussée de cette route, entre l'extrémité de la traverse d'Anzin et Condé, et depuis cette ville jusqu'à la frontière de la Belgique. Elle ne renferme plus que des pavés difformes et extrêmement petits, de véritables cailloux bruts, et il ne reste plus de traces de la fondation de sable. Aussi, chaque hiver est-il signalé par les plus grands désordres. On poursuit, mais beaucoup trop lentement, l'exécution des projets importants qui ont été approuvés pour remédier à ce triste état de choses.

Un projet de remaniement entre Anzin et la frontière, montant à 165,700 fr., est en cours d'exécution depuis plusieurs années. Il sera continué cette année au moyen d'une allocation de 5,712 fr. 45 c., inscrite au budget de 1872, mais il restera à dépenser 68,460 fr. 76 c. pour achever ce travail.

Il y aurait à faire un travail du même genre dans la traverse de Bruay. Le projet montant à 73 000 fr. a été approuvé par décision ministérielle du 21 octobre 1870.

La circulation s'est élevée de 646 à 1,096 colliers, en augmentation de 450 colliers depuis 1864.

Route N° 49, de Valenciennes à Maubeuge et à Philippeville, par Jenlain, Bavai et Cousolre. — De Jenlain à Maubeuge, cette route est peu fréquentée; son état de viabilité, quoique médiocre, suffit à peu près aux besoins. Les parties de chaussée trop bombées, sont toujours très-nombreuses et les relevés de bordure annuels sont impuissants pour les réduire d'une manière notable. Grâce aux banquettes de sûreté et aux trottoirs en terre, maintenant terminés, il n'y a plus d'accotements dangereux.

De Maubeuge à Ferrière-la-Grande, la circulation reste encore considérable, malgré l'établissement du chemin de fer qui lui est parallèle, et la chaussée qui est empierrée subit un dépérissement rapide qui appelle impérieusement des travaux de rechargement. Un projet de restauration de cette section, montant à 9,000 fr. a été approuvé le 18 février 1869; mais aucun crédit n'y a encore été affecté.

De Ferrière à la frontière, la chaussée est réduite à la fondation en blocage; la circulation y est heureusement insignifiante, excepté entre Colleret et Cousolre, où un rechargement est indispensable. Le projet de ce dernier travail, montant à 18,000 fr. et approuvé le 21 octobre 1864, n'a pas encore été entrepris faute d'allocation.

La fréquentation de la route nationale N° 49 a gagné 42 colliers depuis 1864; elle est aujourd'hui en moyenne de 373 colliers.

Route N° 50, de Douai à Arras. — Cette route, dont la longueur dans le département n'est que de quatre kilomètres, se trouve dans un état relativement satisfaisant pour la circulation assez faible qu'elle reçoit, circulation qui ne se compose que de transports agricoles, et qui reste de 386 colliers en perte de 42 colliers sur le chiffre de 1864.

III. — Crédit d'entretien.

Le tableau ci-après donne la longueur de chaque route, la circulation qu'elle subit et les chiffres de la répartition du crédit d'entretien de la somme de 515,000 fr. affecté à l'exercice 1871.

Il en résulte que le prix d'entretien par kilomètre a été comme il suit :

Maximum : 1,314 fr. pour la route N° 39, très-fréquentée et qui offre 10 kilomètres en empierrement.

Minimum : 541 fr. pour la route N° 49 très-peu fréquentée.

Moyenne : 822 fr. pour les quinze routes nationales du réseau, qui supportent une fréquentation moyenne de 614 colliers par jour, répondant à un tonnage utile de 2,412,640 tonnes par an.

DÉSIGNATION DES ROUTES NATIONALES.	LONGUEURS			CIRCULATION.		Crédits d'entretien en 1871.	
	Empierrée.	Pavée.	TOTALES.	Nombre de colliers par jour.	Tonnage annuel non compris le poids du véhicule.	par route.	par kilomètre.
	m	m	m		tonnes.	fr. c.	fr. c.
Nos 2, de Paris à Mons	9.763	27.158	36.924	349	86.680	35780 85	969 12
16, de Paris à Dunkerque	110	54.292	54.402	254	64.605	35029 60	643 90
17, de Paris à Lille	»	96.361	96.361	503	121.545	65300 »	677 67
25, du Hâvre à Lille	»	15.611	15.611	641	184.690	10700 »	685 44
29, de Rouen à Valenciennes et à Mons	»	58.441	58.441	1202	301.125	47348 »	811 02
39, de Montreuil-sur-Mer à Mézières	10.292	30.051	40.343	686	169.360	53000 »	1313 73
40, de Paris à Dunkerque et à Menin	867	33.404	34.271	190	39.420	21274 15	620 76
41, de Saint-Pol à Lille et à Tournai	»	40.367	40.367	625	148.190	37700 »	936 38
42, de Lille à Boulogne	2.440	52.939	55.349	436	122.275	37737 32	681 98
43, de Bouchain à Calais	»	27.911	27.911	1196	302.220	23200 »	831 90
44, de Châlons-sur-Marne à Cambrai	2.391	4.298	6.689	484	125.925	5000 »	747 50
45, de Marles à St-Amand et à Tournai	13.879	46.791	60.670	817	198.195	65114 02	1073 24
48, de Valenciennes à Condé et à Gand	»	18.230	18.230	1096	257.325	23000 »	1261 65
49, de Maubeuge à Philippeville	17.071	25.628	42.699	373	93.805	23097 44	540 92
50, de Douai à Arras	»	3.946	3.946	386	99.280	2500 »	633 55
	m	m	m		tonnes.	fr. c.	fr. c.
TOTAUX	56.783	535.522	592.211	»	2.412.640	485781 38	»
MOYENNES	»	»	»	614	»	»	822 02
A ajouter pour dépenses diverses et réserves, frais de déplacements, traitements d'agents secondaires, impressions, etc.						29218 62	
CRÉDIT TOTAL D'ENTRETIEN EN 1869						515000 »	

IV. — Travaux neufs et de grosses réparations.

Les projets approuvés pour travaux neufs et de grosses réparations, sur les routes nationales du Nord, se montent à la somme totale de 2,028,409 fr. 42 c., qui se répartit de la manière suivante :

Projets approuvés et en cours d'exécution	Budget ordinaire (2e catégorie)	796,917 94	1,084,309 fr. 42
	Budget extraordinaire	287,391 48	
Projets non commencés	Budget ordinaire (2e catégorie)	249,600 »	944,100 »
	Budget extraordinaire	694,500 »	
TOTAL PAREIL			2,028,409 42
Sur le montant total de tous ces projets :			
Les crédits alloués antérieurement à 1872 s'élèvent à		444,914 95	604,344 95
Les crédits de l'exercice 1872 sont de		159,430 »	
Il reste donc à allouer une somme de			1,424,064 47
dont 479,962 fr. 47 c. pour terminer les travaux en cours d'exécution.			

Tous ces projets sont présentés en détail dans les deux tableaux composant l'état récapitulatif ci-après :

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS EN COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

N°s des routes.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des dépenses.	CRÉDITS antérieurs à 1872.	CRÉDITS de 1872.	CRÉDITS Totaux.	CRÉDITS restant à allouer.	OBSERVATIONS.
	1° *Travaux en dehors des fortifications des places de guerre* (Budget ordinaire). — 2e *Catégorie.*						
2	Restauration du pavage entre Avesnes et Maubeuge. . .	30000 »	» »	» »	» »	30000 »	Projet approuvé le 12 décembre 1863.— Il consiste en relevés de bordures pour effacer l'excès du bombement transversal et en construction de zônes empierrées de 1 m. de largeur, pour consolider et élargir la chaussée et prévenir les débords.
	Remaniement de la chaussée dans la traverse d'Avesnes.	10000 »	9756 55	243 45	10000 »	» »	Projet approuvé le 12 novembre 1866. — La chaussée est complètement ruinée.
	Remaniemenl de la chaussée pavée dans Maubeuge . . .	16000 »	11972 12	3697 85	15669 97	330 03	Projet approuvé le 6 mars 1869. — Travail terminé.
	Rectification et élargissement du pont d'Étrœungt. . . .	7400 »	4000 »	2620 16	6620 16	779 84	Projet approuvé le 8 février 1870. — A terminer en 1872.
16	Reconstruction du Pont-à-Pourceaux, près St.-Venant . .	9929 89	8947 40	982 49	9929 89	» »	Projet approuvé le 5 janvier 1865. — Travail terminé.
	Remplacement de l'empierrement par un pavage à Morbecque.	8000 »	» »	» »	» »	8000 »	Projet approuvé le 6 décembre 1863. — L'empierrement à remplacer est le seul qui existe sur la route nationale, N° 16. Il est situé au centre d'une traverse où son entretien est difficile.
17	Restauration entre le pont de Marcq et le Nazaro, et entre Roncq et Halluin	40000 »	33644 76	5837 24	39452 »	548 »	Projet approuvé le 14 janvier 1869. — Travail terminé.
	Remaniement sur la Grande-Place de Cambrai	9000 »	8803 37	196 63	9000 »	» »	Projet approuvé le 30 décembre 1863. — Soumission approuvée le 28 mai 1870. Travail terminé.
	Suppression d'un cassis dans la traverse de Masnières. .	5000 »	» »	3000 »	3000 »	2000 »	Projet approuvé le 6 janvier 1864 — Le cassis à supprimer et à remplacer par un aqueduc est très-dangereux.
25	Remaniement au territoire de Wattignies.	25000 »	» »	» »	» »	25000 »	Projet approuvé le 7 décembre 1863. — Il comprend le remaniement d'une des parties les plus défectueuses de la route, qui est généralement dans un mauvais état.
29	Remaniement à l'extrémité de St.-Saulve.	39500 »	» »	8000 »	8000 »	31500 »	Projet approuvé le 19 décembre 1861. — La chaussée présente, en ce point, un bombement excessif. Sa composition est défectueuse. L'écoulement des eaux est imparfait.
	Remaniement aux abords de Bouchain.	10000 »	» »	7000 »	7000 »	3000 »	Projet approuvé le 15 janvier 1864. — Cette partie de chaussée est ruinée.
39	Remaniement dans la traverse d'Inchy.	9500 »	» »	5000 »	5000 »	4500 »	Projet approuvé le 5 janvier 1863.— Il a pour objet le remaniement de la chaussée, qui est ruinée, et l'assainissement d'une traverse, au moyen de revers pavés destinés à faciliter l'écoulement des eaux.
	Remaniement dans la traverse de Châtillon	15000 »	» »	6000 »	6000 »	9000 »	Projet approuvé le 31 janvier 1863. — Travaux identiques à ceux du projet précédent.
40	Construct. de canivaux pavés dans la traverse de la Groise	12000 »	» »	» »	» »	12000 »	Projet approuvé le 4 juillet 1853. — Travaux identiques à ceux des deux projets précédents.
	Reconstruction du tablier du pont des glacis sur le canal de la Basse-Colme, à Bergues	7500 »	» »	» »	» »	7500 »	Projet approuvé le 8 avril 1872. — Travail très-utile pour réduire les rampes d'accès de ce pont assez fortes dans une partie à double courbure en plan, et, par suite, dangereuses pour les attelages du pays.
41	Amélioration dans les traverses de Loos et d'Haubourdin.	56131 47	52865 17	2956 51	55821 68	309 79	Travail terminé.
42	Plantations entre Bailleul et le Pas-de-Calais	5100 »	» »	» »	» »	5100 »	Projet approuvé le 28 juillet 1856. — La plantation de cette route est belle. Le projet a pour but de combler des lacunes produites par la vétusté et les coupes.
	Remaniement de la chaussée à Nieppe et à l'entrée de Bailleul	24500 »	» »	» »	» »	24500 »	Projet approuvé le 25 novembre 1862. — La chaussée est ruinée et présente un bombemeni excessif.
	Restauration des ouvrages d'art entre Nieppe et Bailleul.	8000 »	» »	4000 »	4000 »	4000 »	Projet approuvé le 6 décembre 1863. — Il s'agit de reconstruire des ouvrages d'art en ruine qui menacent la sûreté de la circulation.
	Construction de zônes empierrées entre Lille et Armentières	25000 »	» »	» »	» »	25000 »	Projet approuvé le 19 juin 1871. — Travaux à exécuter dans une rampe de 0m 04 par mètre, où les accotements en terre sont rouagés par les voitures et forment des débords très-dangereux.
43	Remaniement de la chaussée dans la traverse d'Aniches.	34048 »	25039 31	5547 30	30586 61	3461 39	Projet approuvé le 26 novembre 1866. — La chaussée est ruinée.
45	Remaniement entre la drève d'Hasnon et la Traitoire . .	67908 58	55889 48	6635 92	62525 40	5383 18	Projet approuvé le 4 novembre 1864. — Remaniement de portions de chaussées pavées entièrement ruinées.
	Remaniement sur 1,500 mèt., à partir du point kilom. 49.	90000 »	» »	8000 »	8000 »	82000 »	Projet approuvé le 13 octobre 1870. — Id. id.
	Remaniem. de la chaussée entre les points kil. 34.1 et 34.5	85800 »	» »	8000 »	8000 »	77800 »	Projet approuvé le 31 mai 1863. — Id. id.
	Remaniement sur 1,300 mèt., à partir du point kil. 53.900.	84000 »	» »	7000 »	7000 »	74000 »	Projet approuvé le 29 octobre 1870 — Id. id.
48	Remaniement sur 1,000 mèt. dans la traverse de Bruay .	73000 »	» »	» »	» »	73000 »	Projet approuvé le 21 octobre 1870. — Remaniement de portions de chaussées ruinées.
	Remaniement entre Anzin et la frontière.	165700 »	91526 79	5712 45	97239 24	68460 76	Projet approuvé le 27 août 1863. — Id.
	Consolidation dans la traverse de Bruay.	4500 »	» »	» »	» »	4500 »	Projet approuvé le 16 novembre 1866. — Consolidation à faire au-dessus d'anciennes carrières abandonnées. Peu urgent.
49	Restauration de l'empierrement entre Colleret et Cousolre.	18000 »	» »	» »	» »	18000 »	Projet approuvé le 21 octobre 1864. — Chaussée entièrement ruinée. Le blocage est partout à découvert. La circulation est compromise.
	Rechargement de la chaussée empierrée entre Maubeuge et Ferrière-la-Grande	9000 »	» »	» »	» »	9000 »	Projet approuvé le 18 février 1869. — Chaussée ruinée.
	Nivellement général du département.	45000 » (1)	27000 »	9000 »	36000 »	9000 »	Soumission approuvée le 5 février 1869. — L'entreprise doit être complètement terminée en 1874.
	Totaux pour les travaux neufs et de grosses réparations à exécuter sur les fonds du budget ordinaire (2e cat.).	1046517 94	329444 95	99430 »	428844 95	617672 99	(1) Non compris 45,000 fr. à la charge du départemen

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS EN COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

N^{os} des routes.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des dépenses.	CRÉDITS antérieurs à 1872.	CRÉDITS de 1872	CRÉDITS Totaux.	CRÉDITS restant à allouer.	OBSERVATIONS.
	2° Améliorations dans la traversée des fortifications des places de guerre et rectifications (BUDGET EXTRAORDINAIRE).						NOTA. — *Tous les travaux compris au présent tableau, à l'exception de la route nationale N° 41, dans Lille, et de l'élargissement de la route N° 43 (rue de la Cloris) à Douai, ont été approuvés en principe par le décret du 6 janvier 1869. Ils sont évalués en totalité à la somme de* 843,000 *fr., dont* 788,000 *fr. à la charge du service des Ponts-et-Chaussées.*
2	Élargissement des ponts et passages militaires dans la ville de Maubeuge, à la porte de France.	55000 »	» »	» »	» »	55000 »	Projet approuvé par décision ministérielle du 20 mai 1863. — Travail des plus utiles et à entreprendre prochainement.
	Élargissement des ponts et passages militaires dans la ville de Maubeuge, à la porte de Mons.	35000 »	» »	» »	» »	35000 »	Projet approuvé en principe le 24 mai 1865. — Le projet d'exécution, dont les détails sont à régler de concert par le Directeur des fortifications et l'Ingénieur en chef, a été adressé à M le Préfet, le 19 août 1870, pour être transmis à l'Administration supérieure. Aucune décision n'est encore intervenue.
17	Élargissement de la porte de Selles, à Cambrai	80000 »	» »	» »	» »	80000 »	Projet d'exécution approuvé par décision ministérielle du 31 mars 1853. — Les travaux à exécuter par le service civil, lesquels sont évalués à la somme de 25,000 fr., devront faire l'objet d'un projet spécial propre à être mis en adjudication.
	Élargissement de la porte de Lille, à Douai.	44000 »	» »	» »	» »	44000 »	Projet d'exécution approuvé par décision ministérielle du 29 juin 1865. — Les travaux à exécuter par le service civil devront faire l'objet d'un projet spécial propre à être mis en adjudication.
	Élargissement de la porte de Paris, à Douai	45000 »	» »	» »	» »	45000 »	Projet approuvé par décision ministérielle du 29 juin 1865. — L'étude complémentaire prescrite par la commission mixte, par décision du 22 mai 1865, a fait l'objet d'une conférence ouverte le 22 juin 1869.
29	Amélioration des passages militaires dans la traversée de la porte Cantimpré, à Cambrai.	110500 »	» »	» »	» »	110500 »	La ville de Cambrai et le service militaire fourniront chacun une subvention : la première de 10,000 fr. et le second de 10,500 fr. Le projet d'exécution est approuvé par décisions des 13 août 1864 et octobre 1866. Les travaux à exécuter par le service civil, lesquels sont évalués à 12,000 fr., devront faire l'objet d'un projet spécial propre à être mis en adjudication.
41	Élargissement à la porte de Tournai, à Lille.	136600 »	58000 »	30000 »	88000 »	48600 »	Le projet d'exécution, approuvé le 28 juillet 1869, élève la dépense à la somme de 172,000 fr.; la ville de Lille prend en charge 19,400 fr., et le génie militaire 16,000 fr. Les travaux sont faits par le service militaire. Il reste à la charge du budget des Ponts-et-Chaussées une somme de 136,600 francs.
	Rectification à Lille, entre la nouvelle porte de Béthune et la Grande-Place	135000 »	42000 »	29708 52	71708 52	63291 48	Projet approuvé par décret impérial du 10 mars 1869. — La somme de 135,000 fr. constitue une subvention accordée à la ville de Lille, qui est chargée de l'exécution des travaux.
43	Amélioration des passages militaires, à Douai, à la porte de Béthune.	62000 »	» »	» »	» »	62000 »	Ce projet est dans la même situation et compris dans la même conférence que celui relatif à l'amélioration de la route nationale N° 17, à la porte de Paris, à Douai. L'étude complémentaire du 22 juin 1869 a été approuvée le 22 mai 1870.
	Amélioration des passages militaires, à Douai, à la porte de Bouchain	15791 48	15500 »	291 48	15791 48	» »	Tous les travaux sont terminés.
	Élargissement de la rue de la Cloris, à Douai	87000 »	» »	» »	» »	87000 »	Amélioration déclarée d'utilité publique par décret du 16 mars 1870. La somme de 87,000 fr. constitue une subvention de l'État qui sera versée à la ville de Douai, chargée de l'exécution des travaux, lorsque les terrains à exproprier par la ville seront réunis à la voie publique. *(Décision et dépêche ministérielles des 1er juin 1869 et 16 mars 1870.)*
45	Élargissement à la porte de Lille, à Valenciennes. . . .	72000 »	» »	» »	» »	72000 »	Projet approuvé en principe par décision du 10 juillet 1865. — Le projet d'exécution est à dresser par le Chef du Génie, de concert avec l'Ingénieur des Ponts-et-Chaussées.
	Élargissement à la porte du Quesnoy, à Valenciennes. . .	90000 »	» »	» »	» »	90000 »	Projet d'exécution approuvé par décision ministérielle du 2 avril 1870.
50	Élargissement dans la traversée des fortifications de Douai.	14000 »	» »	» »	» »	14000 »	Projet d'exécution approuvé par décision ministérielle du 29 juin 1865. Les ouvrages à exécuter par le service civil devront faire l'objet d'un projet propre à être mis en adjudication.
	TOTAUX pour les travaux de rectifications à exécuter sur les fonds du budget extraordinaire	981894 48	115500 »	60000 »	175500	806391 48	

V. — Objets divers.

Le recensement quinquennal de la circulation, opéré en 1869, accuse une légère augmentation de 29 colliers par jour depuis 1864, sur l'ensemble des routes nationales du département du Nord. La fréquentation a diminué sur les routes N^os^ 2, 17, 39, 41, 44, 45 et 50, et elle a augmenté sur les routes N^os^ 16, 25, 29, 40, 42, 43, 48 et 49. Il est à remarquer que les chiffres qui expriment la fréquentation moyenne en colliers, sur les chemins de grande communication, sur les routes départementales et sur les routes nationales, sont entre eux sensiblement comme les nombres 5, 9 et 10.

On continue la grande opération du nivellement général du département du Nord, elle embrassera, sur les routes nationales, un développement total de 591,894 mètres, et y donnera lieu à la pose d'environ 420 repères métalliques

Il existe, sur les routes nationales du Nord, 125 traverses proprement dites de villes et villages, dont les plans d'alignements se trouvaient au 31 décembre 1871 dans la situation suivante :

Nombre de plans homologés		74
Projets étudiés et entre les mains	de l'Administration supérieure	32
	des Ingénieurs	13
Projets à l'étude		6
Projets à étudier		»
TOTAL PAREIL		125

Des mesures avaient été prises pour que tous les plans à l'étude ou à étudier fussent soumis à l'Administration supérieure avant le 1^er^ janvier 1871, mais les circonstances politiques ne l'ont pas permis. Ce travail sera accéléré le plus qu'on le pourra.

Lille, le 5 juillet 1872.

L'Ingénieur en chef du département du Nord,

Em. RAILLARD.

DÉPARTEMENT DU NORD.

ROUTES DÉPARTEMENTALES.

Situation du Service.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

I. — Situation générale.

Exposé de l'ensemble du service.

Les routes départementales du Nord sont au nombre de 26, et, à la fin de 1871, elles présentaient un développement de 513 kilomètres 316 mètres, ainsi répartis :

Chaussées pavées	349 kil. 822 m. ou 68 %
Chaussées empierrées, ...	163 kil. 494 m. ou 32 %

Les chaussées pavées prédominent dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai, tandis que les chaussées empierrées sont situées principalement dans les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Avesnes.

A part un très-petit nombre de routes de l'arrondissement de Dunkerque, dont la fréquentation est médiocre, et de l'arrondissement d'Avesnes, qui sont assises sur un bon sol et entretenues avec des matériaux de qualité convenable, ces voies de communication sont d'un entretien coûteux, et toutes, d'ailleurs, exigent des soins très-intelligents et très-assidus. La circulation y

est généralement considérable, et elle devient énorme et écrasante sur quelques-unes, comme les routes N° 2, de Lille à Ypres, 10 de Valenciennes à Bohain, 14 de Lille à Courtrai, et 24 d'Hélesmes à Denain. La plupart de ces voies de communication sont établies sur un sol glaiseux et se développent dans des régions plates, où l'écoulement des eaux est très-difficile. Enfin, un grand nombre d'entre elles, construites primitivement avec des matériaux défectueux de formes, de nature et de dimensions, demanderaient un entretien confortatif que l'exiguité des ressources ne permet pas de leur appliquer dans la limite nécessaire.

Aussi le Conseil général a-t-il admis, il y a neuf ans, que l'on n'arriverait à établir cet important réseau dans une situation normale qu'au moyen de ressources du budget extraordinaire, distribuées avec une prudente libéralité.

Des progrès très-sensibles et très-vivement appréciés par les populations ont été réalisés, mais il reste encore beaucoup à faire, et il est indispensable de poursuivre avec persévérance l'accomplissement de ce système de réparation.

Les routes départementales du Nord qui laissent le plus à désirer sous le rapport de la viabllité sont : Les routes N° 2, de Lille à Ypres, dans ses vieilles parties; N° 4 de Cambrai à Tournai, tout entière; N° 7 de Condé à Mons, tout entière; N° 8 de Condé à Saint-Amand, tout entière; N° 10 de Valenciennes à Bohain entre Solesmes et la limite du département; N° 11 de Cambrai à Guise, principalement entre Cambrai et Esnes; N° 14 de Lille à Courtrai, sauf dans les traverses; N° 19 de Roubaix à Saint-Amand, dans ses vieilles parties; N° 20 de Cassel à la frontière, sur 3 kilomètres vers la frontière; N° 21 de Bergues à Saint-Momelin, sur un tiers de sa longueur; N° 23 de Cambrai à Malplaquet, principalement entre Cambrai et Solesmes.

On peut présumer que la mise en service des chemins de fer, actuellement en construction ou concédés, viendra soulager certaines routes. Mais il serait imprudent de conclure de là à une diminution de l'importance générale du réseau. L'expérience prouve que si les voies parallèles aux lignes de chemin de fer sont souvent déchargées, les voies transversales reçoivent un supplément de transport, et la balance se rétablit promptement, si même il n'y a pas augmentation sur l'ensemble.

Quoi qu'il en soit, les relevés de la circulation accomplis en 1869, accusent une augmentation de 63 colliers sur la fréquentation de 1864, qui elle-même était en avance de 33 colliers sur celle de 1859.

II. — Entretien.

ENSEMBLE DU SERVICE.

Exercice 1871. Le crédit total dépensé, en 1871, pour l'entretien des routes départementales du Nord, a été de 388,479 fr., correspondant à une dépense moyenne de 757 fr. par kilomètre et il a reçu l'emploi qu'indique le tableau ci-après :

	EXERCICE 1869.	EXERCICE 1870.	EXERCICE 1871.
1° *La dépense totale a été de :*	387,600 fr.	390,450 fr.	388,479 fr. 82
Dont pour fourniture de matériaux..	176,246 fr. soit les 0.455	175,112 64 soit les 0.448	179,067 83 soit les 0.461
» pour main-d'œuvre.	184,784 » 0.473	190,448 40 » 0.487	190.450 58 » 0.491
» pour frais généraux.	20,392 » 0.052	24,888 96 » 0.064	18,961 41 » 0.048
2° *La fourniture comprend :*			
Pavés.	252,473 fr. et par kil. 719	239,140 fr. et par kil. 683	242,586 fr. et par kil. 693
Sable.	7,937 » 23	8,121 » 23	7,998 » 23
Matériaux d'empierrement.	18,611 » 115	11,443 » 69	10,227 » 63
3° *La main-d'œuvre comprend :*			
Chaussées pavées. — Pavages.	86,058 fr. et par kil. 245	82,150 fr. et par kil. 234	74,154 fr. et par kil. 212
Chaussées pavées. — Parties accessoires. .	48,345 » 138	53,449 » 153	65,788 » 188
Chaussées pavées. — Frais généraux. . .	14,961 » 42	18,432 » 53	11,220 » 32
	149,364 » 425	154,031 » 440	151,162 » 432
Chaussées empierrées. — Chaussées.	39,413 fr. et par kil. 243	36,893 fr. et par kil. 225	29,784 fr. et par kil. 182
Chaussées empierrées. — Parties accessoires. .	17,085 » 105	17,956 » 110	20,724 » 127
Chaussées empierrées. — Frais généraux. . .	5,491 » 35	6,457 » 40	7,742 » 47
	61,989 » 383	61,306 375	58,250 » 356
4° *En résumé, le prix d'entretien par kilomètre a été, savoir :*			
Fourniture.	 343	 341	 350
Main-d'œuvre.	. . . . . 412 — 755.	. . . . . 419 — 760	. . . . . 407 — 757.

	EXERCICE 1869.	EXERCICE 1870.	EXERCICE 1871.

5° *On a pour les longueurs correspondantes à une viabilité :*

Bonne.	449 kil. 739 m	434 kil. 978 m.	435 kil. 596 m.
Médiocre.	73 165	65 034	65 590
Mauvaise.	20 409	13 304	12 130
	543 kil. 313 m.	543 kil. 316 m.	543 kil. 316 m.

6° *Enfin la circulation moyenne en colliers, par jour, a été :*

	D'APRÈS LE RECENSEMENT OPÉRÉ		
	En 1859.	En 1864.	En 1869.
Nombre de colliers à charge	312.2	335.2	380.9
Id. à vide.	148.1	157.6	174.8
Id. à charge et à vide.	460.3	492.8	555.7
Circulation réduite (les colliers vides étant comptés pour un quart) . .	349.0	374.6	424.6

Exercice 1872. Le budget d'entretien, pour l'exercice 1872, s'élève au chiffre total de 378,100 fr., non compris une réserve de 22,300 fr., pour besoins imprévus. La somme de 378,100 fr. qui correspond à une moyenne de 736 fr. par kilomètre, sera régulièrement et utilement dépensée. Aucun prélèvement n'a encore été fait sur la réserve ; mais il est impossible de prévoir, dès ce moment, s'il ne sera pas nécessaire d'y puiser d'ici au 31 décembre prochain.

Exercice 1873. Le crédit demandé par l'Ingénieur en chef pour l'entretien des routes départementales du Nord, pendant l'exercice 1873 est de 380,400 fr., « non compris une réserve de 20.000 fr. » de sorte que l'ensemble des prévisions atteint pour 1873 le chiffre total de 400,400 fr., égal à celui des crédits de 1872.

Ce crédit de 380,400 fr. fait ressortir le prix du kilomètre comme il suit :

Maximum : 1,274 fr. pour la route N° 25 assez récente et dont le crédit doit être graduellement diminué à partir de 1873.

Minimum : 443 fr. pour la route N° 1, de Lille à Valenciennes, qui est en bon état et peu fréquentée.

Moyenne : 741 fr. pour les 26 routes départementales du réseau.

On verra à l'article suivant que ce prix moyen ne saurait être réduit sans danger.

Quant aux propositions par route, elles se résument de la manière suivante :

Propositions pour l'entretien en 1873.

DÉSIGNATION DES ROUTES.	LONGUEURS en empierrement.	LONGUEURS en pavés.	LONGUEURS TOTALES.	Nombre total de colliers par jour.	TONNAGE annuel non compris le poids du véhicule.	CRÉDITS proposés pour 1873.	Dépense totale par kilomèt. en 1873.
	m	m	m			fr.	fr.
N° 1, de Lille à Valenciennes. . . .	»	25.980	25 980	253	67.525	11,500	443
2, de Lille à Ypres.	»	15.322	15.322	1116	389.820	16,000	1,044
3, de Douai à Tournai	»	16.038	16.038	189	48.180	8,000	499
4, de Cambrai à Tournai. . . .	»	18.624	18.624	624	143.080	11,000	591
5, d'Avesnes à Philippeville. . .	15.500	560	16.060	134	32.850	11,000	685
6, de Landrecies à Chimay . . .	35.420	6.208	11.628	265	68.255	34,000	817
7, de Condé à Mons	»	9.025	9.025	460	99.280	8,000	886
8, de Condé à Saint-Amand. . .	»	12.210	12.210	282	27.270	8,100	663
9, de Lille à Saint-Omer. . . .	»	32.800	46.320	451	121.545	24,000	712
	»	13.520				9,000	
10, de Valenciennes à Bohain. . .	»	20.000	42.135	1598	364.805	20,000	831
	»	22.135				15,000	
11, de Cambrai à Guise.	»	18.663	18.663	115	100.010	12,000	643
12, d'Avesnes au Quesnoy. . . .	19.188	8.463	27 651	306	83.220	17,000	615
13, de Maubeuge à Maroilles. . .	20.176	»	20.176	233	58.100	11,000	545
14, de Lille à Courtrai	»	22.302	22.302	1190	390.185	22,000	986
15, de Dunkerque à Furnes . . .	12.938	702	13.610	144	27.010	9,000	660
16, d'Estaires à La Bassée. . . .	3.800	1.190	5.290	576	138.700	5,500	1,010
17, de Morbecque à Aire.	7.086	»	7.086	268	70.810	7,500	1,058
18, de Béthune à Armentières . .	2.650	2.230	4.880	329	84.680	5,000	1,025
19, de Roubaix à Saint-Amand. .	»	24.761	43.567	434	104.390	11,000	574
	»	18.806				15,000	
20, de Cassel à la frontière . . .	»	11.323	11.323	98	21.900	8,000	707
21, de Bergues à St-Momelin. . .	18.093	3.851	21.944	111	26.280	15,600	711
22, de Lille à Tourcoing.	»	9.112	9.112	739	191.910	8,500	933
23, de Cambrai à Malplaquet. . .	»	19.352	52.910	594	112.715	11,000	869
	25.071	8.187				32,000	
24, d'Hélesmes à Denain.	»	7.118	7.118	1235	278.195	6,700	911
25, Ceinture de Maubeuge. . . .	1.525	280	1.805	323	82.125	2,300	1,271
26, Ceinture de Cambrai.	2.017	160	2.507	281	70.125	2,700	1,077
	m	m	m			fr.	fr.
TOTAUX	163.191	319.822	513.316	556	3.281.865	380,100	711
Réserve pour besoins imprévus.						20,000	
						fr. 100,100	

II^bis — Entretien par route.

Dans les rapports qu'ils ont produits pour les délibérations des commissions de surveillance et dans ceux qu'ils ont spécialement fournis pour la prochaine session du Conseil général. MM. les Ingénieurs ordinaires ont exposé avec des développements étendus, pour chaque route en particulier, tout ce qui se rattache à leur service, et justifié l'emploi des crédits dépensés en 1871, à dépenser en 1872, et à allouer en 1873.

L'Ingénieur en chef peut donc se borner à résumer ici leurs appréciations, en les complétant au besoin, d'après les renseignements qu'il a pris lui-même sur les lieux, et en s'attachant à ne négliger aucun point essentiel.

Route N° 1, de Lille à Valenciennes. — L'état de viabilité de cette route, revêtue d'une chaussée pavée dans toute sa longueur, reste satisfaisant en toute saison. Mais la chaussée éprouve un dépérissement qui, pour être lent, n'en est pas moins réel et progressif. Cette situation n'a rien d'inquiétant ni de très-grave, surtout en présence de l'état sensiblement stationnaire de la circulation qui n'a augmenté que de 22 colliers de 1864 à 1869. Mais il prendrait promptement d'alarmantes proportions si l'on réduisait le crédit ordinaire de l'entretien fixé depuis plusieurs années à 11,500 fr. et qui ne représente qu'une dépense de 443 fr. par kilomètre. Ce crédit n'atteint, en effet, que les 0,60 du crédit moyen afférent à l'ensemble du réseau, et, pour qu'il permette d'obtenir la situation existante, il faut, ce qui a lieu en effet, que les soins les plus assidus et les plus consciencieux président à son emploi.

Les Ingénieurs demandent donc instamment que le crédit de 11,500 fr. soit maintenu, car la mise en service du chemin de fer de Lille à Valenciennes n'a pas encore suffisamment sonlagé cette route.

Ils réclament également sur l'exercice 1873 (travaux neufs et de grosses réparations) une allocation de 10,000 fr. pour terminer les travaux de remaniement de la chaussée dans les 19^e, 20^e, 21^e, 22^e et 24^e kilomètres, parties qui sont dans le plus déplorable état, et pour lesquelles un crédit de 10,000 fr. est ouvert sur 1872.

Route N° 2, de Lille à Ypres.—Lors de l'élaboration du programme des travaux de 1862, on constata que la chaussée de cette route, pavée dans toute son étendue, d'origine très-ancienne et construite avec parcimonie, était complètement ruinée sur une grande partie de sa longueur; que les pavés étaient informes et de dimensions insuffisantes, qu'enfin la fondation de sable avait perdu ses qualités les plus essentielles. Le sous-sol est d'ailleurs généralement de mauvaise nature; aussi la sûreté elle même de la circulation aurait-elle été compromise, si des allocations spéciales n'étaient venues suppléer tous les ans, depuis 1863, à l'insuffisance de la dotation de l'entretien que des économies faites sur d'autres routes moins besoigneuses permettent de porter de 14,500 fr. à 16,000 fr.

Cette dotation est relativement élevée pour une route pavée, puisqu'elle atteint le chiffre de 1,044 fr. par kilomètre. Mais bien que son emploi doive être fait de la manière la plus judicieuse, elle ne permettra pas encore d'obtenir le nécessaire, car aux causes radicales énumérées plus haut, il faut ajouter les frais qn'entraînent le service et l'entretien de ponts mobiles importants, les

exigences de la présence du chef-lieu que cette route traverse et dessert directement, et enfin l'influence d'une circulation écrasante, car la fréquentation de cette route, bien que diminuée de 304 colliers depuis 1864, reste encore en moyenne de 1,416 colliers.

Dans cette situation, et en attendant que la construction du chemin de fer de Lille à Comines vienne décharger cette voie de terre, l'on est forcé, comme par le passé, de s'adresser aux ressources du budget extraordinaire, sur lequel un crédit total de 33,499 fr. 75 c. a été alloué en 1871, pour le remaniement de la chaussée entre Lille et Quesnoy, travail aujourd'hui terminé.

La partie de la route comprise entre Quesnoy et le Pont-Rouge n'a été encore l'objet d'aucun travail de grosses réparations, c'est une lacune qu'il faudra se décider à combler tôt ou tard.

Route N° 3, de Douai à Tournai. — Cette route, pavée sur toute sa longueur, se maintient dans une situation satisfaisante à toutes les époques de l'année. Le peu de largeur de la chaussée, qui n'a que 4 [m]. et l'excès de bombement de la route, imposent aux voitures la nécessité de suivre toujours à peu près la même piste ; d'un autre côté, la circulation présente une assez grande importance. Ces deux circonstances créent à l'entretien des difficultés très-sensibles que l'on parvient cependant à surmonter, malgré des ressources restreintes, au moyen de soins très-assidus qui arrivent même à réaliser des améliorations réelles.

On peut donc se borner à maintenir le crédit de 499 fr. par kilomètre alloué les années précédentes à cette route, qui a perdu 111 colliers depuis 1864. Mais il est indispensable d'y ajouter quelques allocations empruntés au budget extraordinaire.

Les Ingénieurs demandent, sur l'exercice 1873, un crédit de 15,000 fr. pour terminer les travaux de remaniement de la chaussée dans les 3e, 8e et 16e kilomètres, et pour construction de trottoirs à Flines et à Coutiches, ouvrages prévus au programme de 1862, et pour lesquels un crédit de 15,000 fr. est alloué sur 1872.

Route N° 4, de Cambrai à Tournai. — Cette ligne, entièrement pavée, malgré d'utiles améliorations déjà réalisées, est encore, parmi toutes les routes départementales de l'arrondissement de Douai, celle qui laisse le plus à désirer. Elle dessert les mines d'Aniches, la station de Somain et le port de Marchiennes, qui y entretiennent une circulation importante ; quelques-unes de ses parties ont été primitivement construites avec un profil et des matériaux défectueux ; enfin son entretien, rendu plus difficile par la présence de terrains marécageux et mouvants qu'elle traverse sur une très-grande étendue, a été longtemps tout-à-fait insuffisant. Toutes ces circonstances concourent à lui créer des besoins sérieux auxquels il est satisfait, depuis plusieurs années, par des allotions spéciales qui ont permis de mettre son état de viabilité en voie de progrès réel. C'est surtout dans la traversée des villes de Somain et de Marchiennes, dans la section qui les sépare, et dans la partie comprise entre Marchiennes et Orchies, que l'on s'est attaché d'abord à porter le remède.

Le crédit d'entretien de 1872 est de 11,000 fr. Il est indispensable de le maintenir en 1873, car il ne répond qu'au chiffre modeste de 591 fr. par kilomètre et se trouve plus que justifié par l'importance de la circulation qui atteint 624 colliers par jour.

Les Ingénieurs demandent, en outre, deux allocations de 8,000 et de 15,000 fr. sur le budget extraordinaire de 1873, pour terminer les travaux de remaniement de la chaussée dans le 15e kilomètre au Sec-Marais, ainsi que dans les 16e, 18e et 19e kilomètres, conformément au

programme de 1862, travaux pour lesquels deux crédits de 10,000 et de 15,000 sont ouverts sur 1872.

Route n° 5, *d'Avesnes à Philippeville.* — La viabilité de cette route, construite en empierrement sur toute sa longueur, sauf une étendue de 560m à Solre-le-Château, est excellente en toutes saisons. Depuis son origine jusqu'à Solre-le-Château, la chaussée est assise sur une fondation, mais au-delà jusqu'à la frontière, la fondation manque, et dans ces deux sections l'épaisseur de l'empierrement est devenue insuffisante. La fréquentation de cette route avait diminué, en 1869, mais depuis cette époque, la mise en service de la gare d'Avesnes et la création d'une importante verrerie dans le voisinage exigent impérieusement tout à la fois le maintien de l'ancien crédit d'entretien de 11,000 fr. (soit 685 fr. par kilomètre) et l'exécution d'un rechargement pour lequel les Ingénieurs ont obtenu un crédit de 5,000 fr. sur le budget extraordinaire de 1872, et qui sera terminé au moyen de l'allocation de 6,000 fr. demandée sur l'exercice 1873.

Route n° 6 *de Landrecies à Chimay.*— Cette route est pavée sur la sixième partie environ de sa longueur. La section empierrée, qui a été l'objet de rechargements assez importants de 1863 à 1866, est en bon état. Quant à la chaussée pavée, elle n'est composée, dans les portions anciennes, que de matériaux très-irréguliers qui y rendent la circulation difficile et extrêmement désagréable. L'amélioration de l'empierrement a permis en 1867 de reporter les ressources dont on pouvait disposer sur les pavages, et cette section a reçu, de 1867 à 1869, des allocations qui, bien qu'assez modestes, ont permis cependant d'arriver à une situation très-sensiblement améliorée. L'ouverture du chemin de fer d'Aulnoye à Anor a très-notablement soulagé cette route ; aussi le crédit d'entretien, qui était dans ces dernières années de 841 fr. par kilomètre, peut-il être abaissé à 817 fr. en 1873, ce qui répond à une allocation totale de 34,000 fr., allocation qui devra être graduellement réduite d'année en année jusqu'au chiffre de 25 à 26,000 fr. Une allocation spéciale de 7,000 est allouée en 1872 pour commencer le long du chemin de ceinture d'Avesnes un travail de caniveaux pavés et de trottoirs instamment réclamé par le public et par les administrations locales. Un crédit de 5,500 fr. est sollicité pour 1873, afin de terminer cette amélioration.

Route n° 7, *de Condé à Mons.*— L'on poursuit, dans la mesure où les ressources le permettent, les améliorations nombreuses que réclame cette route qui est pavée sur toute sa longueur. Mais son état général laisse tant à désirer et les crédits alloués chaque année sont si faibles que les progrès du bien, quoique réels et sensibles, sont cependant très-lents. La construction de la chaussée est ancienne, elle a été faite en dehors de toutes les règles de l'art et l'on n'y a employé que des matériaux de rebut. Le vice originel, en même temps qu'il explique le mal constaté, ne permet pas l'espoir d'un remède prochain qui exigerait des sacrifices supérieurs aux ressources budgétaires. La circulation, aujourd'hui de 460 colliers, a gagné 86 colliers depuis 1864. L'on ne saurait songer à réduire le crédit d'entretien qui est de 886 fr. par kilomètre.

Un crédit de 7,200 fr. a été alloué en 1871 pour achever les travaux de remaniement de la chaussée. Une allocation de 13,800 fr. accordée sur 1872 permettra d'exécuter les travaux de remaniement d'un nouveau projet continuatif du précèdent, suivant le programme de 1862.

Route n° 8, *de Condè à Saint-Amand.*— Cette route, entièrement pavée comme la précé-

dente, offre sur quelques points le vice originel qui vient d'être signalé pour la route n° 7, et, ce qui est très-fâcheux, c'est que le mal existe aux deux extrémités de cette voie de communication, dans les parties mêmes où la circulation est rendue très-active par le voisinage d'exploitations houillères et les rivages de la Scarpe et de l'Escaut. On en poursuit du reste le remède avec persévérance et des résultats satisfaisants ont été obtenus. La route s'est bien maintenue dans les parties où la chaussée est en bon état; sur les parties ruinées, le dégel et les pluies ont rendu la chaussée flâcheuse.

Bien que la circulation sur cette route ait diminué de 137 colliers depuis 1864, par suite de l'abandon de plusieurs fosses de la Compagnie d'Anzin, il est tout-à-fait indispensable de maintenir, au moins pour 1873, le crédit d'entretien de 1872, lequel fait revenir le prix du kilomètre à 663 fr., taux inférieur à la moyenne générale du réseau.

L'Ingénieur en chef a obtenu en 1872, une allocation spéciale de 10,000 fr. pour commencer les travaux de remaniement entre les points kilométriques 3 et 3k 4. Il demande, pour 1873, un crédit de 7,378 fr. 67 c. pour terminer ces travaux, conformément au programme de 1862.

Route n° 9, *de Lille à Saint-Omer*.— La viabilité de cette route, pavée sur toute sa longueur, laisse encore à désirer dans la section comprise entre Armentières et Merville. Cette situation provient des conditions dans lesquelles elle a été construite. L'argile grasse sur laquelle elle est fondée ne peut procurer une assiette suffisante que par l'intermédiaire d'une couche très-épaisse de sable ou de matériaux solides fortement comprimés par le cylindrage. Une économie mal entendue a fait négliger cette mesure. La largeur de 3m 50 donnée au pavage ne pouvait pas non plus créer un obstacle efficace aux mouvements de surface et à l'altération du profil transversal. Les zônes en empierrement, construites pour remédier à ces mouvements, l'ont été trop tardivement pour atteindre complètement le résultat voulu. Les pavés, dont les joints s'étaient élargis et les bordures déversées, n'avaient plus la solidarité nécessaire pour la répartition des pressions dans toute l'étendue d'une même rangée transversale. Enfin le sable, pénétré par la glaise du sol, avait perdu ses qualités les plus essentielles.

Aussi, dès l'origine, l'entretien a-t-il présenté des difficultés qui resteraient insurmontables avec les ressources qu'on y consacre, si ces ressources n'étaient pas augmentées chaque année par des crédits spéciaux applicables à des remaniements.

Entre Merville et Renescure, où la circulation est moins grande, la chaussée a pu être maintenue dans un état assez satisfaisant de viabilité, grâce à la construction, en temps opportun, de zônes empierrées. On a pu entreprendre, en 1871, la plantation projetée depuis longtemps à Ebblinghem, latéralement au chemin de fer, afin de masquer aux chevaux la marche des trains et éviter les accidents; elle sera continuée avec les ressources disponibles.

Dans cet état de choses, et tant que la construction du chemin de fer d'Armentières à Berguettes ne sera pas venue soulager cette route, qui a gagné 106 colliers depuis 1864, il sera nécessaire de maintenir le crédit d'entretien à 33,000 fr., ce qui représente une moyenne de 712 fr. par kilomètre, mais ce chiffre est encore insuffisant et on ne peut se dispenser de suppléer à cette insuffisance par des allocations applicables à des travaux de grosses réparations.

On a obtenu, dans ce but, pour 1872, un crédit spécial de 7,000 fr. afin de commencer un remaniement de pavage sur le territoire de La Gorgue, et trois autres crédits: l'un, de

20,000 fr. pour la rcconstruction du pont de la Meuse ; l'autre, de 2,000 fr. pour la reconstruction des flèches du pont-levis d'Estaires ; et un troisième, de 13,333 fr. pour la reconstruction du pont de Préaven, sur les canaux d'Hazebrouck. Ces trois dernières allocations étaient indispensables, il y avait péril en la demeure. On demande sur 1873 un crédit de 8,000 fr. pour terminer les travaux de restauration de la chaussée sur le territoire de la Gorgue.

Route n° 10 *de Valenciennes à Bohain.* — Cette route, entièrement pavée, est la plus importante du réseau départemental du Nord. Son mouvement commercial, déjà énorme, reçoit chaque année un développement plus considérable, sa fréquentation moyenne a augmenté de 213 colliers et s'est élevée à 1,598 colliers depuis 1864. La section comprise entre Solesmes et la gare du Câteau participe depuis plusieurs années à ce développement qui reste cependant beaucoup plus grand entre le Câteau et le département de l'Aisne; les charges de l'entretien s'en augmentent tous les ans, et l'on ne saurait songer à diminuer le crédit d'entretien admis depuis longues années, lequel est de 35,000 fr. et répond au chiffre très-modéré de 831 fr. par kilomètre.

La chaussée, du reste, supporte difficilement les épreuves auxquelles la soumet une circulation énorme et écrasante.

Les matériaux anciens, dont la nature est plus que médiocre, s'écrasent en grande quantité sous l'action combinée du dégel et de la pression des voitures, et leur remplacement entraîne une dépense élevée de fourniture et de main-d'œuvre.

Il est donc bien essentiel de continuer à demander aux ressources extraordinaires le complément de crédits nécessaires pour assurer, à la fois, la conservation du capital compromis de la chaussée et la sûreté de la circulation. Aussi les Ingénieurs ont-ils obtenu, en 1871, deux allocations spéciales : l'une, de 10,000 fr. pour terminer les travaux commencés en 1870, aux abords de Busigny; l'autre, de 25,000 fr. pour travaux du même genre à faire dans la traverse de Solesmes, le tout d'après le programme de 1862.

Un crédit de 18,000 fr. alloué en 1872, permettra d'achever cette dernière entreprise.

Route N° 11, *de Cambrai à Guise.* — La construction des zônes empierrées a fait disparaître un des plus graves inconvénients que rencontrait la circulation des voitures sur cette route, puisqu'elle a supprimé les ornières et les débords qui sillonnaient les accotements, consolidé le pavage et étendu le champ de croisement des voitures. Les crédits spéciaux alloués ont également permis d'élargir à 5 mètres, dans les traverses, la chaussée primitivement construite sur une largeur de 3 mètres seulement.

Malgré ces améliorations, la route ne peut pas encore être considérée comme amenée à l'état normal d'entretien, bien que la circulation se soit réduite de 596 à 415 colliers depuis 1864.

La route départementale N° 11, a subi pendant la guerre, de fortes dégradations :

Les routes nationales N^{os} 17 et 44 ayant été coupées pour les besoins de la défense, toute la circulation s'est reportée sur la route départementale N° 11, et a dû être tolérée même pendant le dégel. De profondes ornières se sont produites; elles ont été réparées en 1871 avec les fonds de l'entretien, mais la chaussée est restée faible, et il est certain que le crédit ordinaire d'entretien de 12,000 fr., qui d'ailleurs ne répond qu'à 643 fr. par kilomètre, est tout-à-fait insuffisant pour réparer les dégradations. Aussi l'Ingénieur en chef présente-t-il cette année un projet de grosses réparations, dont le montant total s'élève à 52,000 fr. et pour l'exécution duquel il sollicite un crédit de 25,000 fr. sur l'exercice 1873.

Route N° 12, d'Avesnes au Quesnoy. — La viabilité de cette route qui, sur une longueur de 29 kilomètres, n'a que 8 kilomètres de pavage, est restée satisfaisante pendant toute l'année. La circulation qui, en 1869, au moment de la construction du chemin de fer d'Aulnoye à Avesnes, avait augmenté de 69 colliers, subit, entre Avesnes et Berlaimont depuis la mise en service de cette voie ferrée, une diminution telle qu'il y a lieu de commencer à réduire le crédit d'entretien pour reporter la diminution sur d'autres routes beaucoup plus besoigneuses. L'Ingénieur en chef demande pour 1873 une allocation de 17,000 fr. répondant à 615 fr. par kilomètre.

Quant aux allocations spéciales pour travaux neufs et de grosses réparations, on a obtenu, pour 1871, 5,150 fr. pour achever l'exhaussement de la chaussée dans la traverse d'Aulnoye.

Les travaux de rectification à l'entrée du Quesnoy, suspendus par la guerre, seront repris dès que le budget de report de 1871 sur 1872 sera approuvé. Aucun autre travail de grosses réparations n'est en cours d'exécution ni projeté sur cette route.

Route N° 13, de Maubeuge à Maroilles. — Cette route, en empierrement sur toute sa longueur, est dans un état très-satisfaisant de viabilité, sauf un peu de fatigue aux abords de la station d'Aulnoye. Les sondages annuels constatent que la chaussée conserve son épaisseur, qui est d'ailleurs suffisante pour une circulation assez restreinte. La circulation s'est augmentée sur cette route, de 50 colliers depuis 1864.

Dotée, il y a quelques années, d'un crédit d'entretien de 570 fr. par kilomètre, cette route a été réduite à 545 fr. Cette allocation est suffisante, mais il serait dangereux de la diminuer encore.

Le Pont de Noyelles sur l'Helpe-Majeure était dans un état de ruines tel qu'il y avait danger pour la sécurité publique. On s'est trouvé contraint de demander un crédit pour le reconstruire. Les travaux seront exécutés dans le courant de 1872.

Route n° 14, de Lille à Courtrai et au Blanc-Four, par Roubaix et Tourcoing. — Cette route dessert la région du Nord la plus dense en population et la plus riche en industrie. Les villes et les villages, se succédant sans solution de continuité sur tout son parcours, ne forment en quelque sorte qu'une seule traverse de 22 kilomètres de longueur, et donnent lieu à une circulation tout-à-fait exceptionnelle de voitures de roulage, de voitures suspendues et de piétons. C'est pour satisfaire aux exigences de cette situation que le Conseil général a prescrit l'établissement d'un profil mixte, composé d'une chaussée pavée de 5 mètres de largeur, bordée d'un côté par un empierrement de 2 mètres à 2 mètres 50, et de l'autre par un trottoir.

Cette disposition, que complète une plantation bien réussie sur chaque rive, est incontestablement parfaite ; mais on conçoit qu'elle entraîne un entretien très-coûteux. A cette cause de dépense s'en ajoute une autre résultant de l'état de ruine dans lequel se trouvent certaines parties très-importantes et très-fréquentées, telles que la section comprise entre les villes de Roubaix et Tourcoing. Le crédit de 22,000 fr. affecté en 1870 et 1871 à l'entretien, est encore inférieur de 6,000 fr. à celui qu'exigerait cet entretien pour être normal. La ville de Tourcoing a demandé instamment que ce crédit soit augmenté ; mais les nécessités budgétaires ne permettent pas de satisfaire à ce désir pour le moment. Il faut attendre pour cela que la construction des chemins de fer projetés ait soulagé d'autres routes de manière à permettre des virements.

La circulation a gagné 577 colliers depuis 1864; elle est aujourd'hui de 1490 colliers.

Un crédit de 8,200 fr. a été alloué en 1871 pour achever les travaux de remaniement de chaussée entre Roubaix et Tourcoing. L'on a pour 1872 deux crédits, l'un de 2,700 fr., l'autre de 10,000 fr., destinés à compléter, par des travaux analogues, la mise en état de cette route si fatiguée et si importante. Le budget départemental contient également un crédit de 28,000 fr. pour commencer les travaux d'élargissement des passages militaires à la porte de Roubaix, à Lille. Pour 1873, deux allocations de 15,000 fr. et 41,000 fr. sont demandées pour continuer ces travaux.

Route n° 15 *de Dunkerque à Furnes.* — Cette route, qui n'offre que 702 mètres de pavage sur une étendue totale de 14 kilomètres, est en bon état de viabilité. Elle est fort exposée aux vents de mer et l'empierrement s'y désagrége promptement et facilement. Néanmoins, comme le sous-sol est sec est solide, comme aussi ia route est établie à un niveau notablement supérieur aux terres riveraines et bordée d'un canal, comme enfin la circulation diminue un peu (elle s'est réduite de 35 colliers depuis 1864) la route se conserve bien.

Il est nécessaire cependant d'y veiller de près; d'ailleurs, entre Dunkerque et le pont de Leffrinckouke, où la circulation est exceptionnelle, il y aura lieu d'ici, à peu de temps, de faire un rechargement partiel pour compenser l'usure qui est résultée, depuis un certain nombre d'années, de la faiblesse du crédit annuel d'entretien qui n'est que de 660 fr. par kilomètre.

Route n° 16 *d'Estaires à la Bassée.*— Cette route présente aujourd'hui un kilomètre et demi de pavage contre près de 4 kilométres d'empierrement, la chaussée est établie sur un terrain glaiseux et humide, et la construction du chemin de fer de Lille à La Bassée a augmenté la circulation de 227 colliers, en la portant à 576 colliers. Son état de viabilité est satisfaisant surtout depuis 1868, époque où l'on a remplacé l'empierrement par un pavage à la sortie de La Bassée, section le long de laquelle les fabriques de sucre mettent en silos les approvisionnements de betteraves qu'elles réservent pour les moments critiques de la mauvaise saison, pendant lesquels les champs sont inabordables pour les voitures.

Le crédit d'entretien fixé depuis plusieurs années à 1,040 fr. par kilomètre, ne saurait absolument être réduit. Aucun travail de grosses réparations n'est en cours d'exécution, ni projeté sur cette route.

Route N° 17, *d'Hazebrouck à Aire.* — La chaussée de cette route, qui est tout entière en empierrement, a été construite avec des matériaux très-impurs qui se désagrègent facilement sous l'influence d'une humidité ou d'une sécheresse prolongée; elle repose, sans l'intermédiaire d'une fondation de blocage, sur un terrain d'argile plastique; enfin, la culture de la betterave a pris, depuis quelques années, une certaine extension dans la région qu'elle traverse. Ces conditions sont des plus défavorables pour l'entretien, aussi, malgré l'élévation des dépenses annuelles, qui atteignent le chiffre de 1,058 fr. par kilomètre, et les soins extrêmes que l'on apporte dans leur emploi, et bien que la circulation moyenne soit restée stationnaire, l'empierrement éprouve-t-il une usure telle que l'on se trouve obligé de lui restituer son épaisseur normale par des rechargements périodiques opérés en moyenne tous les quatre ans. Le crédit

alloué pour l'entretien durant les exercices précédents, doit donc être tout au moins maintenu, L'entretien de la rampe de Boëseghem est particulièrement coûteux. Il a fallu multiplier les drainages pour assainir la chaussée et les accotements. Les talus ont dû être péreyés.

On a obtenu pour 1872 un crédit de 3,650 fr. pour recharger la chaussée empierrée, conformément au programme de 1862, que cette dépense épuisera pour cette route.

Route N° 18, d'Armentières à Béthume. — La partie pavée de cette route, qui a une étendue de 2,230 mètres, a été sensiblement améliorée par des travaux d'élargissement et de construction de trottoirs; mais comme elle a été primitivement construite avec des matériaux imparfaits et aujourd'hui fort anciens, elle ne peut être conservée dans un état suffisant de viabilité, qu'à l'aide d'un entretien difficile et coûteux. La circulation a augmenté, sur cette route, de 193 colliers depuis 1864; elle est aujourd'hni de 329 colliers.

La partie empierrée, de 2,650 mètres de longueur, est établie sur un terrain bas, composé d'argile glaiseuse et maintenu dans un état constant d'humidité par le voisinage des eaux qui remplissent les fossés jusqu'au niveau des accotements. Cette situation, essentiellement mauvaise, se trouve aggravée, d'un côté, par les faibles dimensions de l'empierrement qui n'a que 3 mètres de largeur, et, de l'autre, par la présence d'une fondation de marne qui passe à l'état de laitance au dégel, et tend à s'infiltrer à travers la chaussée de manière à en altérer la constitution intime. Le rechargement qui s'est achevé en 1869 a rétabli partout l'épaisseur normale de la chaussée; mais on ne saurait, sans de très-graves dangers, réduire le crédit d'entretien, bien qu'il atteigne le taux élevé de 1,025 fr. par kilomètre pour les deux sections.

Un crédit de 10,000 fr. est alloué pour 1872, afin de continuer les travaux d'élargissement de la chaussée pavée entre Armentières et le hameau de l'Armée, conformement au programme de 1862; on demande, sur l'exercice 1873, une allocation de 6,000 fr. pour achever ce travail.

Route N° 19, de Roubaix à Saint-Amand. — Cette route, entièrement pavée, doit être divisée au point de vue de sa viabilité, en trois sections.

La section de Roubaix à la frontière belge, par Lannoy et Toufflers, est extrêmement fréquentée. Les transports de matériaux de construction expédiés de Tournai y constituent une circulation très-considérable et écrasante, et l'activité industrielle y appelle en outre un mouvement considérable de piétons. Le Conseil général a reconnu depuis longtemps que, dans de semblables conditions, la viabilité ne pouvait être suffisamment garantie qu'à l'aide d'une chaussée pavée de 5 mètres, bordée d'un côté par une zône empierrée d'un mètre au moins, et de l'autre par un trottoir. Un premier projet dressé à cet effet a été terminé en 1871, au moyen d'une allocation spéciale de 20,000 fr. et deux nouveaux projets ont été présentés en 1871 pour continuer les travaux au moyen de deux allocations montant ensemble à 30,000 fr. On demande deux allocations de 29,100 fr. qui permettront de continuer ces travaux en 1873.

Dans la section de Lannoy à Ascq et à Mouchin, la chaussée se compose de la réunion d'un certain nombre d'anciens pavages communaux, construits d'une manière très-parcimonieuse, sur des dimensions insuffisantes et avec des matériaux défectueux. Elle laisse beaucoup à désirer sous le rapport du tracé et du profil, et il n'est pas possible de l'entretenir convenablement avec les ressources ordinaires. Les travaux de remaniement, poursuivis avec persévérance depuis plusieurs années, constituent de très-précieuses améliorations.

On demande, sur l'exercice 1873, deux crédits s'élevant ensemble à 19,000 fr. pour achever ces travaux dans les 23e, 24e et 25e kilomètres.

Ces projets, aussi bien que ceux qui s'appliquent à la première section, sont compris au programme de 1862.

Sur la dernière section, comprise entre Mouchin et Saint-Amand, la chaussée a été construite en 1847 pour une ligne vicinale de grande cemmunication; elle n'a que 3 mètres de largeur, mais, jusqu'à ce moment, elle suffit aux besoins, qui sont restreints, et son état de viabilité reste satisfaisant.

Le crédit d'entretien a été fixé, pendant les dernières années, à la somme de 26,000 fr., qui ne représente qu'une dépense de 574 fr. par kilomètre. Cette moyenne est très-faible, aussi ne doit-on pas perdre de vue qu'elle serait tout-à-fait insuffisante, si l'on n'avait, comme complément, la ressource des crédits spéciaux.

Route N° 20, de Cassel à la frontière belge. — Cette route, toute en pavage, est en bon état entre Cassel et Steenworde; mais de cette dernière localité à la frontière belge, la chaussée éprouve des dégradations fréquentes depuis plusieurs années, en raison de la nature glaiseuse du sous-sol, et du manque d'épaisseur de la couche de sable sous le pavage; elle a besoin d'un remaniement général que l'on pourra heureusement commencer en 1872, à l'aide du crédit spécial de 8,000 fr. ouvert à cet effet, et pour lequel on demande 7,000 fr. sur 1873.

Les ouvrages d'art, endommagés assez fortement par les gelées de 1870-1871, ont été à peu près remis en état et le seront complètement en 1872. La circulation est restée sensiblement stationnaire depuis 1864.

Un crédit de 3,200 fr. alloué en 1870, a permis de terminer, dans de bonnes conditions, la construction de zônes en empierrement latérales à la chaussée pavée.

Route N° 21, de Bergues à Saint-Momelin. — Cette route est dans un état satisfaisant. La chaussée pavée est assez bonne, sauf vers Socx où se trouvent quelques parties en pavés calcaires que l'on fait disparaître peu à peu avec les ressources de l'entretien, et pour le remplacement complet desquels il faudra encore quelques années, et le pavage des abords de Saint-Momelin, mal construit sur un terrain plein de sources et dont les mouvements ne seront arrêtés que par un assainissement complet. Le projet de cette amélioration est présenté. Il ne peut-être exécuté que sur un crédit spécial, le crédit annuel ne pouvant être employé qu'à remettre en état les parties raboteuses de la chaussée, qui sont assez nombreuses. La chaussée empierrée est en voie d'amélioration. Entre Socx et Lederzeele, elle se laisse entamer facilement, vu son peu de consistance, mais elle suffit aux besoins de la circulation; entre Lederzeele et le chemin de Nieurlet en deçà de Saint-Momelin, chaque hiver lui cause quelques dégradations assez sérieuses, promptement réparées, et malgré le rechargement partiel de la cote de l'Haenebergh, exécuté en 1869, cette partie de route exige des soins extrêmement minutieux, et donne lieu à des ébouages considérables. L'emploi de matériaux plus purs et surtout de pierrailles concassées de Lessines dont on a commencé l'expérience, en 1871, permettra de corriger ce vice capital; mais pour cela il ne faudrait pas réduire le crédit d'entretien au dessous du chiffre de 15,600 fr. demandé précédemment.

Route N° 22, de Lille à Tourcoing. — Cette route, entièrement pavée, est d'un entretien difficile et coûteux. Entre la route nationale N° 17 et Marcq, elle est établie sur un terrain maintenu dans un grand état d'humidité par le voisinage de la Marque canalisée; sa circulation est très-forte ; les usines et les bâtiments s'y multiplient. De Marcq à Mouveaux, la circulation reste considérable, et, sur plus de 1,600 mètres, la chaussée est composée de vieux pavés mal taillés et sous lesquels la couche de sable n'existe plus. Enfin, de Mouveaux à Tourcoing, les bâtiments se succèdent presque sans interruption et l'écoulement des eaux est difficile. La circulation moyenne pour toute la route s'est élevée de 514 à 739 colliers, en augmentation de 225 colliers depuis 1864.

Ces diverses circonstances expliquent et justifient le crédit relativement élevé qui est consacré à l'entretien. Ce crédit représente une dépense de 933 fr. par kilomètre. On propose de le maintenir pour 1873 ; mais il est à peine suffisant, et toute réduction compromettrait sérieusement la sûreté de la circulation.

Une allocation spéciale de 6,000 fr. est destinée à exécuter cette année les travaux de remaniement de la chaussée dans la traverse de Tourcoing, conformément au programme de 1862.

Route n° 23, de Cambrai à la frontière, par Solesmes, Bavay et Malplaquet.— La section comprise entre Cambrai et Solesmes est pavée sur toute sa longueur; sa chaussée n'a en général que 3 mètres de largeur ; elle a été construite avec une extrême parcimonie, pour un chemin vicinal et pour un état de choses que le développement de l'industrie et l'établissement du chemin de fer des houillères ont profondément modifié. Cette circonstance se trouve aggravée par la présence d'une quantité considérable de pavés tendres que l'action des gels et dégels désagrége, et par l'existence de rampes nombreuses, sur lesquelles on ne peut prévenir, ni souvent réparer les débords qui se forment le long de la chaussée, et qui ne sont pas moins compromettants pour sa conservation que pour la sûreté de la circulation. L'établissement des zônes empierrées, qui se poursuit depuis plusieurs années, a déjà très-sensiblement atténué ce dernier et grave inconvénient. Il est évident d'ailleurs que dans de semblables conditions l'entretien ne peut être que très-difficile et très-coûteux.

La section comprise entre Solesmes et Bavay a été l'objet de travaux importants de consolidation ; mais, comme la nature argileuse du terrain sur lequel la chaussée empierrée est établie, ne lui procure pas une assiette suffisamment solide et résistante, comme aussi l'usure de l'empierrement est loin de se trouver compensée par les emplois annuels de matériaux, l'entretien exige beaucoup de travaux et de dépenses, et l'on doit s'attendre en outre à être dans l'obligation de renforcer prochainement cette route par un rechargement général.

Sur la dernière section de Bavay à la frontière, la chaussée est plus que compromise par une usure considérable dont il est impossible d'arrêter les progrès avec les ressources actuelles de l'entretien ; aussi a-t-on dû prendre le parti de convertir l'empierrement en pavage entre le chemin de Longueville et la frontière.

La circulation moyenne sur l'ensemble de la route a gagné 43 colliers depuis 1864, elle est aujourd'hui de 594 colliers.

Le crédit de 45,000 fr. alloué pendant les années précédentes représente une dépense de 702 fr. par kilomètre sur la première section, et de 938 fr. sur les deux autres. Malgré l'élévation relative de ces chiffres, la situation anormale dans laquelle se trouve une grande partie de la route les rend

insuffisants. Il convient de les augmenter cette année en portant le chiffre total à 46,000 fr., somme qui répond à 869 fr. par kilomètre sur l'ensemble de la route. Mais on doit s'attendre, néanmoins, à recourir en outre aux allocations spéciales pour grosses réparations, et peut-être même au fonds de réserve en cours d'exercice, en ce qui touche la 2e section.

Une allocation spéciale de 25,000 fr. a été allouée en 1872 pour continuer les remaniements et les zônes dans les rampes de Saint-Pithon, de Saint-Waast et de Rieux. On demande pour 1873 un crédit da 15,400 fr. pour achever ces ouvrages, plus une allocation spéciale de 20,000 fr. pour commencer les travaux de remaniement du pavage sur les parties les plus défectueuses entre Cambrai et Solesmes.

Route n° 24, d'Hélesmes à la Pyramide de Denain.— Cette route, totalement pavée, dessert l'un des centres industriels les plus importants du département et reçoit une circulation considérable de lourds transports. La chaussée, établie sur 3 mètres seulement de largeur, ne pouvait résister à de semblables fatigues et sa viabilité laissait à désirer pendant la mauvaise saison. Les travaux de réparations exécutés depuis plusieurs années sur cette route l'ont très sensiblement améliorée.

Le crédit d'entretien demandé pour 1873 est de 6,700 fr., ce qui donne une moyenne de 941 fr. par kilomètre.

Aucun travail de grosses réparations n'est en cours d'exécution ni projeté snr cette route.

Route n° 25, dite de ceinture de Maubeuge. — Cette route, de création récente, a été établie en partie sur des remblais qui, par l'effet de leur tassement, avaient altéré le profil transversal de la chaussée. Aussi réclama-t-elle pendant quelque temps un entretien confortatif, et dut-elle absorber pendant quelques années, un crédit annuel de 3,500 fr. Cette allocation fut réduite d'abord de 300 fr en 1866, puis de 200 fr. et enfin de 500 fr. en 1870. Il n'y a aucune espèce de danger à diminuer encore de 200 fr. le crédit d'entretien, car il restera à cette route 1,274 fr. par kilomètre, c'est-à-dire près du double de la moyenne générale du réseau.

La circulation de la route n° 25 s'est élevée de 278 à 323 colliers, en augmentation de 45 colliers depuis 1864.

Route n° 26, ceinture de Cambrai.— Cette route, formant le chemin de ceinture de Cambrai, se compose de trois tronçons, dont deux en chaussée d'empierrement sur 2047 mètres de longueur et le troisième couvert d'un pavage sur une longueur de 460 mètres.

La situation de cette route est maintenant partout très-satisfaisante. Le crédit supplémentaire de 2,500 accordé en 1871, pour le rechargement de la partie empierrée comprise entre les routes nationales nos 17 et 29, a permis d'augmenter de 0m,10 l'épaisseur de la chaussée qui se trouve maintenant en d'excellentes conditions de viabilité.

L'active circulation qui règne sur cette voie de communication rend indispensable l'allocation d'un crédit de 2,700 fr. pour son entretien.

III. — Travaux neufs et de grosses réparations.

Les développements étendus et très-consciencieux qui viennent d'être présentés sur la question du service d'entretien, semblent de nature à édifier complètement le Conseil général sur la

situation de ce service. Ils montrent jusqu'à l'évidence combien il serait désirable que la dotation de l'entretien pût atteindre au moins le chiffre de 420,000 fr. considéré comme normal il y a dix ans, et combien sont indispensables les ressources extraordinaires au moyen desquelles on supplée à son insuffisance actuelle et aux effets désastreux qu'il aurait inévitablement produits sans cette sage et intelligente mesure.

Exercice 1871. Les allocations imputées sur ces ressources pour travaux neufs et de grosses réparations se sont élevées, en 1871, à la somme totale de 183,550 fr.

Ces allocations ont été réparties comme suit :

Route N° 2, de Lille à Ypres	Remaniement entre Lille et Quesnoy	33,500	»
— 6, *de Landrecies à Chimay*	Élargissement du chemin de ceinture d'Avesnes	500	»
— 7, *de Condé à Mons*	Remaniement de la chaussée et convertissement en pavage de la chaussée mixte	7,200	»
— 8, *de Condé à Saint-Amand*	Remaniement des chaussées pavées près de Saint-Amand	10,000	»
— 10, *de Valenciennes à Bohain*	Elargissement entre Famars et Valenciennes	25,000	»
—	Élargissement du pont de Montay et remaniement de la chaussée le long de la rampe des Essarts	10,000	»
— 11, *de Cambrai à Guise*	Elargissement de la chaussée avec construction de trottoirs à Esnes et Walincourt. Établissement de zônes empierrées le long des rampes d'Esnes	10,000	»
— 12, *d'Avesnes au Quesnoy*	Exhaussement de la chaussée dans la traverse d'Aulnoye, au moyen de pavage	5,150	»
— 13, *de Maubeuge à Maroilles*	Reconstruction du pont de Noyelles	20,000	»
— 14, *de Lille à Courtrai*	Construction d'un aqueduc à Croix, part du département. Les riverains ont contribué pour 7,331 fr. 65	9,000	»
—	Continuation des travaux de remaniement entre Roubaix et Tourcoing	8,200	»
— 19, *de Roubaix à St.-Amand*	Remaniement entre Roubaix et Lannoy	20,000	»
— 23, *de Cambrai à la frontière*	Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée. Elargissement de la rampe de St-Python. Construction de zônes empierrées à St.-Waast et Rieux	25,000	»
TOTAL GÉNÉRAL des crédits alloués pour l'exercice 1871		183,550	»
Les dépenses se sont élevées à la somme de		133,649	99
D'où il résulte une différence en diminution de		49,900	01

Cette différence provient de ce que le Conseil général n'ayant pu fixer que le 16 novembre 1871 les crédits de grosses réparations de l'exercice 1871, il a été matériellement impossible, vu la saison avancée, d'utiliser complétement les crédits des entreprises qui se terminaient par les allocations ouvertes en 1871.

Les dépenses faites ont consisté en approvisionnements de matériaux, la main-d'œuvre sera effectuée en 1872, au moyen des reliquats de crédits à reporter sur cet exercice.

La somme non dépensée en 1871, forme un total qui devra être compris au budget de report de 1871 sur 1872 conformément à la répartition suivante :

1°	*Route N°*	2.	— Remaniement entre Lille et Quesnoy	7,000	»
2°	—	10.	— Remaniement dans Busigny.	8,468	11
3°	—	11.	— Elargissement de la chaussée	5,231	90
4°	—	19.	— Remaniement entre Roubaix et Lannoy	6,000	»
5°	—	13.	— Reconstruction du pont de Noyelles.	20,000	»
6°	—	14.	— Remaniement entre Tourcoing et Roubaix	3,200	»
			TOTAL des crédits non dépensés en 1871, pour travaux à reporter sur 1872.	49,900	01

Le budget de report de 1870 sur 1871 comprenait deux crédits applicables aux routes ci-après :

Route N°	12.	— Rectification à l'entrée du Quesnoy	6,000	»
—	19.	— Remaniement entre les bornes kilométriques 20 , 150 et 20 k. 900. — Indemnités de terrain par suite de ces travaux.	586	87
		TOTAL.	6,586	87

En ce qui concerne les rectifications à l'entrée du Quesnoy, le crédit y afférent n'a pu être utilisé parce que la question du reclassement de la place du Quesnoy n'a reçu une solution négative qu'en 1872.

L'Ingénieur en chef a demandé par un rapport spécial en date du 13 avril 1872 l'autorisation d'imputer, sur ce crédit de 6,000 fr. une somme de 4,000 fr. , montant du proje dressé pour la mise en état de cette rectification. Il attend la décision pour commencer les travaux.

Route n° 19.— Une partie des indemnités a été soldée, mais il en reste à payer une somme de 247 fr 61 c.

Les actes de vente n'ont pu être passés en 1871 par suite de la mort de l'un des propriétaires et de la maladie de l'autre. Ils viennent de l'être en 1872 ; la somme de 247 fr. 61 c. devra donc être comprise au report de 1871 sur 1872.

Récapitulation.

Crédits de 1871 non dépensés et à reporter sur 1872	49,900	01
Crédits du budget de report de 1870 id.	6,247	61
TOTAL des sommes non dépensées à comprendre au budget de report de l'exercice 1872	56,147	62

Il est à remarquer, enfin, que la très-grande partie des crédits employés en 1871 dans les travaux autres que les ouvrages d'art, a été appliquée à des dépenses de matériaux. Les relevés spéciaux faits à ce sujet constatent en effet ce qui suit :

Fournitures.	Pavés.	321,555	représentant une dépense de. .	111,898 52
	Sable.	4,408		
	Empierrement . .	2,142		
Main-d'œuvre.				12,751 47
Travaux d'art.				10,839 26
TOTAL				135,589 25

Exercices 1872 et 1873.

Les travaux autorisés pour 1872 continuent les indispensables améliorations dont le programme a été approuvé en principe par le Conseil général en 1862, et dont on est près d'accomplir l'achèvement. Les crédits recevront l'emploi pour lequel ils ont été ouverts. On s'attache à diriger cet emploi de manière à reconstituer le capital appauvri des chaussées, et à ne faire que des travaux solides et durables. Rien n'est donné au luxe, et la plus rigoureuse économie est apportée dans toutes les dépenses.

L'importance et la destination de ces crédits, ainsi que la situation des travaux auxquels ils se rapportent, se trouvent d'ailleurs rappelées dans les deux tableaux ci-après qui présentent en même temps les propositions de l'Ingénieur en chef pour 1873.

Ces propositions sont divisées en deux parties, suivant le désir manifesté antérieurement par le Conseil général. La première partie comprend les travaux prévus au programme de 1862, et la deuxième partie les travaux non compris dans ce programme, mais que l'on a été ou que l'on sera contraint d'entreprendre, pour obéir à des nécessités imprévues et auxquelles on ne saurait se dérober.

La première partie de ces travaux se résume de la manière suivante :

Propositions pour les travaux de grosses réparations en 1873. (1re Partie).

Nos des articles.	DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des projets.	CRÉDITS ALLOUÉS avant 1872.	CRÉDITS ALLOUÉS en 1872.	CRÉDITS proposés pour 1873.	RELIQUATS à solder ultérieurement.	OBSERVATIONS.
	Route N° 1, de Lille à Valenciennes.						
1	Remaniement dans les 19e, 20e, 21e, 22e et 24e kilomètres. .	20,000 »	»	10,000 »	10,000 »	»	Partie de route en très-mauvais état. Sable disparu, bordures déversées, pavage à énormes joints. Il est urgent de terminer les travaux.
	Route N° 3, de Douai à Tournai.						
2	Remaniement dans les 3e, 8e et 16e kilomètres. Construction de trottoirs à Flines et à Coutiches.	30,000 »	»	15,000 »	15,000 »	»	Mêmes observations que pour la route N° 1.
	Route N° 4, de Cambrai à Tournai.						
3	Remaniement dans le 15e kilomètre, au Sec-Marais.	18,000 »	»	10,000 »	8,000 »	»	Travail urgent en continuation de ceux qui ont été terminés en 1869. Il est nécessaire de terminer les travaux le plus promptement possible.
4	Remaniement dans les 16e, 18e et 19e kilomètres	30,000 »	»	15,000 »	15,000 »	»	Il s'agit de mettre en état une section de route où le pavage est déplorable et supporte une circulation énorme. Amélioration très-urgente.
	Route N° 7, de Condé à Mons.						
5	Remaniement de la chaussée entre les points kilométriques 2,075 et 2,375	13,800 »	»	13,800 »	»	»	Ces travaux seront achevés en 1872.
	Route N° 8, de Condé à Saint-Amand.						
6	Remaniement de la chaussée entre les points kilométriques 3 et 3.4.	17,378 67	»	10,000 »	7,378 67	»	Travail urgent ; continuation des travaux prévus au programme de 1862, et qu'il importe de terminer en 1873.
	Route N° 10, de Valenciennes à Bohain						
7	Consolidation et assainissement de la traverse de Solesmes ; substitution d'un pavage à la zône empierrée entre Valenciennes et la Briquette, sur 1,300 mètres de longueur. — Elargissement entre Famars et Valenciennes	55,000 »	37,000 »	18,000 »	»	»	Les travaux seront terminés en 1872.
	Route N° 11, de Cambrai à Guise.						
8	Élargissement de la chaussée, construction de trottoirs et établissement de zônes empierrées entre les points kilométriques 15.7 et 16.3, ainsi qu'entre les points 16.6 et 17.1	8,500 »	»	8,500 »	»	»	Tous ces travaux seront exécutés en 1872.
	Route N° 14, de Lille à Courtrai et au Blanc-Four, par Roubaix et Tourcoing.						
9	Reconstruction de la chaussée en face de la succursale de la Banque de France, à Roubaix	2,700 »	»	2,700 »	»	»	Ces travaux seront exécutés en entier en 1872
	A reporter	. . . . .	. . . . .	103,000 »	55,378 67	»	

Propositions pour les travaux de grosses réparations en 1873. (1re Partie).

Nos des articles.	DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des projets.	CRÉDITS ALLOUÉS avant 1872.	CRÉDITS ALLOUÉS en 1872.	CRÉDITS proposés pour 1873.	RELIQUATS à solder ultérieurement.	OBSERVATIONS.
	Report	. . . . .	. . . . .	103,000 »	55,378 67	»	
	Route N° 17, de Morbecque à Aire.						
10	Rechargement de la chaussée	3,650 »	»	3,650 »	»	»	Les travaux seront exécutés en entier en 1872.
	Route N° 18, de Béthune à Armentières.						
11	Élargissement à 3 m. 50 de la chaussée pavée entre Armentières et le hameau de l'Armée sur 2,050 m.	16,000	»	10,000 »	6,000 »	»	L'urgence de ce travail a été constatée par le syndicat. Il sera commencé en 1872. Le crédit est nécessaire pour le terminer pendant la campagne de 1873.
	Route N° 19, de Roubaix à Saint-Amand.						
12	Remaniement de la chaussée dans les 24e et 25e kilomètres. Construction de trottoirs à Lecelles	21,000 »	»	10,000 »	11,000 »	»	Continuation des travaux prévus au programme de 1862. Amélioration urgente. Il est très-désirable que les travaux puissent être achevés en 1873.
13	Remaniement dans le 23e kilomètre, entre Bourghelles et Bachy	18,000 »	»	10,000 »	8,000 »	»	Chaussée bouleversée chaque hiver. Matériaux informes, sable disparu, bordures déversées, pavage à joints énormes. Il est urgent d'achever ce remaniement en 1873.
14	Achèvement du remaniement et de l'élargissement de la chaussée entre Roubaix et la Belgique.	48,400 »	»	20,000 »	28,400 »	»	Travail très-nécessaire qui épuisera le programme de 1862. A terminer en 1873.
15	Élargissement entre Hem et Forest.	19,100 »	»	10,000 »	9,100 »	»	Amélioration des plus urgentes. La route n'a qu'une largeur de 5 à 6 mètres entre crêtes, et se trouve bordée de fossés très-profonds. Il est urgent de terminer ce travail en 1873.
	Route N° 22, de Lille à Tournai.						
16	Remaniement de la chaussée	6,000 »	»	6,000 »	»	»	Ce travail très-nécessaire est prévu au programme de 1862, qui se trouvera ainsi épuisé. Les travaux seront terminés en 1872.
	Route N° 23, de Cambrai à la frontière, par Solesmes et Bavay.						
17	Construction d'un pavage de 3 m. 50 de largeur sur une longueur de 840 mètres	30,400 »	»	15,000 »	15,400 »	»	Travaux continuatifs de ceux qui ont été terminés en 1870, jusqu'au poste de la douane. A terminer en 1873.
18	Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée. Elargissement de la rampe de Saint-Python. Zônes empierrées le long des rampes de Saint-Waast et de Rieux	45,000 »	40,000 »	5,000 »	»	»	Ces travaux seront achevés en 1872.
	Totaux pour travaux.	. . . . .	. . . . .	192,650 »	133,278 67	»	
19	Honoraires des Ingénieurs à raison de 1 p. %			1,926 50	1,332 79		
20	Indemnités aux conducteurs.			1,000 »	1,000 »		Cette allocation de 1,000 fr. est conforme aux précédents admis par le Conseil général.
	Total des crédits alloués en 1872 pour travaux de grosses réparations, compris au programme de 1862.			195,576 50			
	Total des crédits demandés pour 1873, pour les travaux prévus dans ce même programme				135,611 46		

Le crédit total demandé pour travaux de grosses réparations compris au programme de 1862, est donc sensiblement inférieur au crédit alloué pour le même objet en 1872.

Le programme de 1862 comportait une dépense de 1,789,800 fr. sur laquelle il reste à allouer, à partir de 1873 inclusivement, une somme de 239,278 fr. 67. Mais, depuis 1862, les besoins ont augmenté avec le développement commercial, les dépenses se sont accrues par suite du renchérissement continu des matériaux, ainsi que de la main-d'œuvre, et, il faut bien le dire, les exigences du public ont grandi en étendue et en intensité au fur et à mesure que ses désirs se sont réalisés. Ainsi un certain nombre de travaux qui n'étaient pas prévus à cette époque ont dû être étudiés.

Le Conseil général n'a pas hésité à reconnaître l'urgence de ces travaux, et il a approuvé depuis cinq ans, quatre de ces projets seront terminés cette année. Plusieurs projets dont douze sont en cours d'exécution ou à entreprendre La nécessité s'est révelée d'y ajouter trois projets nouveaux. On a donc, en dehors du programme de 1862, onze entreprises pour lesquelles des crédits sont demandés sur l'exercice 1873.

Ces quinze entreprises représentent une dépense totale de 311,608,09 dont 205,608,09 pour projets anciens et 106,000 fr. pour projets nouveaux, savoir :

PROJETS APPROUVÉS ANTÉRIEUREMENT.

Route N° 5.	— Rechargement entre les bornes 2 k. 5 et 5 k. 2	11,000	»
— 6.	— Etablissement de caniveaux pavés et de bordures de trottoirs.	14,400	09
— 9.	— Restauration de la chaussée sur le territoire de La Gorgue . .	15,000	»
— 9.	— Reconstruction du pont de la Meuse.	20,000	»
— 9.	— Reconstruction des flêches du pont d'Estaires.	2,000	»
— 9.	— Reconstruction du pont de Préaven.	13,333	»
— 10.	— Elargissement dans la traverse de Solesmes.	10,875	»
— 14.	— Elargissement des ponts et passages militaires à la porte de Roubaix, à Lille.	69,000	»
— 14.	— Restauration de la chaussée entre Roubaix et Tourcoing . .	25,000	»
— 20.	— Remaniement de la chaussée pavée entre Steenwoorde et la frontière	15,000	»
— 21.	— Reconstruction du pont de l'Yser.	4,000	»
— 21.	— Reconstruction du pont de Saint-Momelin.	6,000	»
	A reporter	205,608	09

Report		205,608 09

PROJETS NOUVEAUX.

Route N° 11. — Remaniement et élargissement de la chaussée entre Cambrai et Esnes.	52,000	»	
— 21. — Remaniement et assainissement de la chaussée aux abords de Saint-Momelin . . .	9,000	»	
— 23. — Remaniement de la chaussée dans les parties les plus défectueuses entre Cambrai et Solesmes	45,000	»	
TOTAL.	106,000	»	106,000 »
TOTAL GÉNÉRAL			311,608 09

La justification des projets nouveaux est donnée dans les mémoires annexés à chaque projet.

Le tableau ci-après produit la liste de tous ces projets, en indiquant les crédits qui ont été alloués antérieurement pour parvenir à l'exécution des anciens projets, ainsi que ceux qui sont demandés, sur l'exercice 1873, tant pour continuer les travaux de cette catégorie que pour entreprendre ceux qui font l'objet des projets nouveaux.

Propositions pour les travaux d

Nos des articles.	No de la route.	INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des projets à la charge du département.	CRÉDITS ALLOUÉS Antérieurement à 1872.	CRÉDITS ALLOUÉS en 1872.	CRÉDITS ALLOUÉS TOTAUX.
21	5	Rechargement entre les bornes 2.5 et 5.2.	11,000 »	»	5,000 »	5,000 »
22	6	Établissement de caniveaux pavés et de bordures de trottoirs.	14,400 09	1,900 09	7,000 »	8,900 09
23	9	Restauration de la chaussée sur le territoire de La Gorgue.	15,000 »	»	7,000 »	7,000 »
24	id.	Reconstruction du pont de la Meuse .	20,000 »	»	20,000 »	20,000 »
25	id.	Reconstruction des flèches du pont d'Estaires et restauration du pont.	4,000 / 2	»	2,000 »	2,000 »
26	id.	Reconstruction du pont de Préaven sur le canal d'Hazebrouck. . . .	20,000×2 / 3	»	13,333 »	13,333 »
27	10	Elargissement dans la traverse de Solesmes.	10,875 »	»	»	»
28	11	Remaniement et élargissement de la chaussée entre Cambrai et Esnes .	52,000 »	»	»	»
29	14	Elargissement des ponts et passages militaires à la porte de Roubaix, à Lille.	69,000 »	»	28,000 »	28,000 »
30	14	Restauration de la chaussée entre Roubaix et Tourcoing. Rechargement des zônes empierrées entre Lille et Roubaix	25,000 »	»	10,000 »	10,000 »
31	20	Remaniement de la chaussée pavée entre Steenwoorde et la frontière. .	15,000 »	»	8,000 »	8,000 »
32	21	Reconstruction du pont de l'Yser . .	4,000 »	»	3,500 »	3,500 »
33	21	Part du département du Nord dans la reconstruction du pont tournant de Saint-Momelin.	6,000 »	»	6,000 »	6,000 »
		A reporter	245,608 09	. . . . .	97,833 »	. . . .

rosses réparations en 1873. (2e Partie).

DÉPENSES restant à faire.	CRÉDITS demandés pour 1873.	OBSERVATIONS.
6,000 »	6,000 »	Achèvement du projet en cours d'exécution. — Travail urgent. — La circulation de cette route a considérablement augmenté depuis la mise en service de la gare d'Avesnes et la construction d'une verrerie importante dans le voisinage.
5,500 »	5,500 »	Achèvement du projet en cours d'exécution. — Travail des plus utiles, nécessité par le déclassement de la place d'Avesnes et vivement réclamé par le public et les administrations locales
8,000 »	8,000 »	Achèvement du projet en cours d'exécution. — Travail urgent et vivement réclamé par le public.
»	»	Un crédit de 20,000 fr. alloué en 1872 sera à reporter sur 1873, conformément au rapport spécial des Ingénieurs, en date des 22-23 mai dernier.
»	»	Réparation urgente. L'État paie la moitié de la dépense. Les travaux seront exécutés en 1872.
»	»	L'Etat paie un tiers de la dépense. Les travaux seront exécutés en 1872.
10,875 »	10,875 »	Projet approuvé par le Conseil général dans sa séance du 8 novembre 1871. Le montant total du projet est de 14,500 fr., somme sur laquelle la commune de Solesmes fournit un subside de 3,625 fr. Projet produit le 9 août 1871.
52,000 »	25,000 »	Travail urgent, nécessité par la trop faible largeur et la mauvaise constitution de la chaussée (Voir le projet ci-joint montant à 52,000 fr.).
41,000 »	41,000 »	Le montant du projet s'élève à 95,000 fr., somme sur laquelle le service militaire prend à sa charge 6,000 fr. et la ville de Lille 20,000 fr.
15,000 »	15,000 »	Achèvement du projet en cours d'exécution. Travail urgent. Chaussée déformée qui supporte une énorme circulation. Il faut recharger les zônes empierrées entre Lille et Tourcoing, sous peine d'en compromettre l'existence.
7,000 »	7,000 »	Travail urgent nécessité par les dégradations des derniers hivers. On ne saurait en reculer l'achèvement ajourné à regret par suite des événements politiques.
500 »	500 »	Les travaux seront commencés en 1872.
»	»	Les travaux seront exécutés en 1872
. . . . .	118,875 »	

Propositions pour les travaux de grosses réparations en 1873. (2e Partie).

Nos des articles.	No de la route.	INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des projets à la charge du département.	CRÉDITS ALLOUÉS — Antérieurement à 1872.	CRÉDITS ALLOUÉS — en 1872.	CRÉDITS ALLOUÉS — TOTAUX.	DÉPENSES restant à faire.	CRÉDITS demandés pour 1873.	OBSERVATIONS.
		Report . .	245,608 09	. . . . .	97,833 »	. . . . .	. . . . .	118,875 »	
34	21	Remaniement et assainissement de la chaussée pavée aux abords de St.-Momelin	9,000 »	»	»	»	9,000 »	4,500 »	Voir le projet ci-joint montant à 9,000 fr. — Travail urgent.
35	23	Remaniement de la chaussée et relevés à bout à effectuer dans les parties des plus défectueuses entre Cambrai et Solesmes	45,000 »	»	»	»	45,000 »	20,000 »	Chaussée déformée et bouleversée chaque hiver. Matériaux informes et tendres. Pavage à joints énormes. (Voir le projet ci-joint montant à 45,000 fr.)
		TOTAUX	314,608 09					143,375 »	
		TOTAL des crédits alloués en 1872 pour travaux non prévus au programme de 1862.			109,833 »				
		D'autre part, TOTAL des crédits alloués pour travaux compris au programme de 1862.			192,650 »				
		TOTAL GÉNÉRAL des crédits alloués pour grosses réparations, en 1872 (non compris 56,147 fr. 62, à porter au budget de report de 1871 sur 1872).			302,483 »				
		Honoraires des ingénieurs à raison de 1 p. %.					. . . . .	1,433 75	
		TOTAL des crédits demandés pour travaux en dehors du programme de 1862					. . . . .	144,808 75	
		D'autre part, Travaux compris au programme.					. . . . .	135,611 46	
		TOTAL GÉNÉRAL des crédits demandés pour travaux de grosses réparations en 1873...					. . . . .	280,420 21	

IV. — Résumé, par année, des dépenses faites sur le programme de 1862.

Les travaux et les dépenses, qui restaient à faire à partir de 1863 pour l'amélioration générale du réseau, ont été l'objet, on le sait, d'une étude approfondie et détaillée pour chaque ligne, ainsi que d'une instruction très-attentive de la part des Commissions syndicales et du Conseil général. Il est utile de reproduire ici le résumé de cette étude en indiquant, pour chaque article de dépenses, les crédits ouverts sur les fonds des neuf exercices qui composent la période de 1863 à 1872 inclusivement, ainsi que les allocations qui sont proposées pour 1873. L'on pourra suivre ainsi les changements successivement apportés à la situation générale et avoir la mesure dans laquelle les prévisions de dépenses ont pu être réalisées.

DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des DÉPENSES. par article.	MONTANT des DÉPENSES. par route.	DÉPENSES faites sur les fonds de toute nature de 1863 à 1870 inclus.	DÉPENSES faites en 1871.	CRÉDITS ouverts en 1872.	CRÉDITS ouverts et DÉPENSES faites de 1863 à 1872 inclus.	CRÉDITS proposés pour 1873.	CRÉDITS restant à allouer à partir de 1873.
N° 1, de Lille à Valenciennes								
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et amélioration des traverses..	82000 »	82000 »	19000 »	»	10000 »	29000 »	10000 »	43000 »
N° 2, de Lille à Ypres.								
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée ..	116500 »	116500 »	83000 »	26500 »	7000 »	116500 »	»	Programme épuisé.
N° 3, de Douai à Tournai.								
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et amélioration des traverses ...	58000 »	58000 »	»	»	15000 »	15000 »	15000 »	28000 »
N° 4, de Cambrai à Tournai.								
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et établissement d'un trottoir entre Somain et Orchies.....	116000 »	116000 »	33000 »	»	25000 »	58000 »	23000 »	35000 »
N° 5, d'Avesnes à Philippeville.								
Rechargement de la chaussée empierrée	16200 »	19200 »	19200 »	»	»	19200 »	»	Programme epuisé.
Restauration d'ouvrages d'art...	3000 »							
N° 6, de Landrecies à Chimay								
Remaniement de la chauss. pavée	18200 »	48200 »	49200 »	»	»	49200 »	»	Augmentation de dépenses prévues.
Restauration de la chaussée empierrée.....	30000 »	(49200 »)						
N° 7, de Mons à Condé.								
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée ..	62500 »	62500 »	44500 »	7200 »	13800 »	62500 »	»	Programme épuisé.
N° 8, de Condé à St.-Amand								
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée...	65100 »	65100 »	37721 33	10000 »	10000 »	57721 33	7378 67	Id.
N° 9, de Lille à St-Omer.								
1re Section.								
Amélioration des parties les plus défectueuses de la chaussée...	62000 »							
Restauration d'ouvrages d'art...	10000 »							
2e section, d'Hazebrouck à Renescure.		88000 » (92250 »)	92250 »	»	»	92250 »	»	Programme épuisé.
Établissement de zônes et de plantations.....	16000							

DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des DÉPENSES par article.	MONTANT des DÉPENSES par route.	DÉPENSES faites sur les fonds de toute nature de 1863 à 1870 inclus.	DÉPENSES faites en 1871.	CRÉDITS ouverts en 1872.	CRÉDITS ouverts et DÉPENSES faites de 1863 à 1872 inclus.	CRÉDITS proposés pour 1873.	CRÉDITS restant à allouer à partir de 1873.
N° 10, de Valenciennes à Bohain.								
1re section, de Valenciennes à Solesmes								
Amélioration des parties les plus défectueuses de la chaussée et des traverses de Famars, Quérénaing, Vendegies et Solesmes.	104200 »		63000 »	25000 »	18000 »	106000 »	»	
2e section, de Solesmes à la limite du département.								Augmentation de dépenses prévues.
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et établissement de zônes.....	70600 »	178000 » (205500)	89500 »	1531 89	8468 11	99500 »	»	
Allongement du pont de Selles ..	6400 »		»	»	»	»	»	
N° 11, de Cambrai à Guise.								
Élargissement à 6 mètres de la chaussée dans les traverses de Saint-Ladre, Forenville, Esnes, Walincourt et Deheries, et construction de zônes sur les rampes.....	78500 »	78500 »	60000 »	4768 10	13731 90	78500 »	»	Programme épuisé.
N° 12, d'Avesnes au Quesnoy.								
Rechargement de la chaussée...	16500 »							
Établissement de gares, restauration d'ouvrages d'art et dépenses diverses.....	11900 »	28400 » (36500 »)	36500 »	»	»	36500 »	»	Id.
N° 13, de Maubeuge à Maroilles.								
Rechargement de la chaussée et réparations d'ouvrages d'art..	8000 »	8000 »	8000 »	»	»	8000 »	»	Id.
N° 14, de Lille à Courtrai.								
Amélioration des parties les plus défectueuses de la chaussée...	144700 »	144700 »	144700 »	»	2700 »	144700 »	»	Id.
N° 15, de Dunkerque à Furnes.								
Amélioration du pavage et établissement de trottoirs.....	1790 »							
Élargissement dans la traversée des fortifications et sur le pont du sas octogonal à Dunkerque.	10400 »	12700 »	12700 »	»	»	12700 »	»	Id.
Plantations.....	510 »							

DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des DÉPENSES. par article.	MONTANT des DÉPENSES. par route.	DÉPENSES faites sur les fonds de toute nature de 1863 à 1870 inclus.	DÉPENSES faites en 1871.	CRÉDITS ouverts en 1872.	CRÉDITS ouverts et DÉPENSES faites de 1863 à 1872 inclus.	CRÉDITS proposés pour 1873.	CRÉDITS restant à allouer à partir de 1873.
N° 16, de La Bassée à Estaires								
Substitution d'un pavage à l'empierrement du côté de La Bassée et remaniement dans cette traverse	38000 »	38000 »	38000 »	»	»	38000 »	»	Programme épuisé.
N° 17, de Morbecque à Aire.								
Rechargement des parties les plus usées de la chaussée.....	18000 »	20800 »	17150 »	»	3650 »	20800 »	»	Id.
Reconstruction du pont de la Melde et plantations	2800 »							
N° 18, de Béthune à Armentières.								
Élargissement et rechargement de la chaussée.....	29000 »	29000 »	13000 »	»	10000 »	23000 »	6000 »	Id.
N° 19, de Roubaix à Saint-Amand.								
1° de Roubaix à Toufflers.								
Remaniement et élargissement de la chaussée à 5 mètres....	139100 »	284500 »	158000 »	14000 »	56000 »	228000 »	48100 »	8400 »
2° de Lannoy au chemin N° 6.								
Établissement de zônes et relevé de bordure	10800 »							
3° du chemin N° 6 à la route nationale N° 41								
Élargissement de la chaussée à Hem et à Forest	19200 »							
4° de la route nationale N° 41 au chemin N° 19.								
Amélioration de la chaussée....	11500 »							
Adoucissement de la rampe à Sainghin	15900 »							
5° du chemin N° 19 à St.-Amand								
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et amélioration des traverses de Cysoing, de Bourghelles, Mouchin, Rumegies, Lecelles et St-Amand	88000 »							
N° 20, de Cassel à la frontière.								
Établissement de zônes empierrées sur les rampes.....	16000 »	24000 »	32869 99	»	»	32869 99	»	Augmentation de dépenses prévues.
Allongement du pont de Steenwoorde	8000 »							

DÉSIGNATION DES ROUTES et INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des DÉPENSES. par article.	MONTANT des DÉPENSES. par route.	DÉPENSES faites sur les fonds de toute nature, de 1863 à 1870 inclus.	DÉPENSES faites en 1871.	CRÉDITS ouverts en 1872.	CRÉDITS ouverts et DÉPENSES faites de 1862 à 1872 inclus.	CRÉDITS proposés pour 1873.	CRÉDITS restant à allouer à partir de 1873.
N° 21, de Bergues à Saint-Momelin.								
Remaniement du pavage et construction de zones	26400 »							
Élargissement de la route entre Socx et le chemin de Bierne	3050 »	33000 »	33000 »	»	»	33000 »	»	Programme épuisé.
Bornages et divers	3850 »							
N° 22, de Lille à Tourcoing.								
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée	31000 »							
Élargissement sur la branche de Marcq	37000 »	31000 » (68000 »)	62000 »	»	6000 »	68000 »	»	Id.
N° 23, de Cambrai à Malplaquet.								
1re partie, de Solesmes à la frontière.								
Remplacement de l'empierrement par un pavage dans les traverses	26900 »							
Reconstruct. du pont de Romeries	4300 »							
2e partie, de Solesmes à Cambrai								
Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée et amélioration dans les traverses de Saint-Waast, Saint-Pithon et Solesmes	115800 »	152000 »	121174 22	25000 »	20000 »	166174 22	15400 »	Programme épuisé. Augmentation de dépenses prévues.
Élargissement du pont de Selle à St.-Pithon	5000 »							
N° 24, d'Hélesmes à la pyramide de Denain.								
Élargissement de la chaussée pavée et établissement de zônes.	21000 »	21000 » (30470 »)	30470 »	»	»	30470 »	»	Id.
N° 25, route dite chemin de ceinture de Maubeuge.								
Travaux de consolidation et construction de fils d'eau	10000 »	10000 »	10000 »	»	»	10000 »	»	Id.
N° 26, route dite chemin de ceinture de Cambrai.								
Construction	38000 »	38000 »	38000 »	»	»	38000 »	»	Id.
TOTAUX	»	1789800 »	1342935 54	113999 99	219350 01	1676285 54	124878 67	114400 »

Les renseignements fournis par ce tableau et par celui qui précède permettent de constater les résultats suivants :

La somme totale, reconnue nécessaire pour réaliser les améliorations les plus urgentes que réclamait le réseau des routes départementales à partir de 1863, a été fixée à.	1,789,800	»
Si l'on y ajoute, pour travaux en dehors du programme, approuvés antérieurement à 1867 (1)	54,570	»
Et pour augmentation de dépenses sur travaux compris au programme (2) .	71,194	21
On aura un total de.	1,915,564	21
Sur lequel il aura été alloué à la fin de 1872, à l'aide des ressources créées. .	1,676,285	54
Il restera à dépenser, à partir de 1873, inclusivement. . .	239,278	67

V. — Frais généraux.

Pour compléter les propositions budgétaires relatives au service des routes départementales, en 1873, il reste à faire connaître et à justifier les dépenses relatives aux frais généraux :

1° Traitement et frais fixes de résidence des conducteurs et agents secondaires.	60,455	»

Cette dépense se trouve détaillée dans l'état ci-annexé, pièce N° 3. Il importe de remarquer qu'elle concerne le service des routes départementales et celui des chemins vicinaux de grande communication. En fait, le nombre des agents n'a pas augmenté depuis quinze ans au moins, malgré l'extension du réseau, le développement donné aux travaux, la multiplicité et l'importance beaucoup plus grande des affaires.

A reporter.	60,455	»

(1) Routes N°s 12. . . . 8,100 »
— 22. . . . . 37,000 »
— 24. . . . 9,470 »
} 54,570 »

(2) Routes N°s 6. . . . . 1,000 »
— 9. . . . . 4,250 »
— 10. . . . . 27,500 »
— 20. . . . . 8,869 99
— 23. . . . . 29,574 22
} 71,194 21

Report.		60,455 »
2° Frais de découchers et de déplacements		4,500 »

On propose, pour 1873, le même crédit que celui qui a été accordé pour les années 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871 et 1872, bien qu'il soit à peine suffisant et qu'il rende tout au moins très-difficile le règlement des dépenses.

3° Somme à valoir en prévision d'avancements et secours.		1,000 »

Cette réserve est nécessaire pour faire face à des dépenses dont le chiffre seulement est incertain et que les décisions ministérielles qui les provoquent rendent obligatoires.

4° Frais d'impression, comme en 1872		1,500 »

On reconnaîtra combien ce crédit est minime pour un service qui exige l'emploi d'un aussi grand nombre de formules imprimées.

5° Indemnités proportionnelles calculées d'après les bases posées dans les circulaires ministérielles des 2 juillet 1817 et 20 août 1840, savoir :

4 % sur les premiers 40,000 fr.	1,600 »	
1 % sur la somme de 360,400 fr. formant le reste du crédit applicable aux travaux d'entretien.	3,604 »	7,970 54
1 % sur la somme de 276,653 fr. 67 pour travaux de grosses réparations	2,766 54	

6° Gratifications de fin d'année pour les conducteurs et agents secondaires. (Entretien et grosses réparations).		2,800 »

Cette dépense est consacrée par tous les précédents, elle a exclusivement pour but de récompenser, chez les agents les plus méritants, le zèle et le dévouement qu'ils ont apportés dans des services difficiles, pénibles et onéreux.

TOTAL.		78,225 54

VI. — Résumé des propositions budgétaires pour 1873.

Les propositions budgétaires qui précèdent se trouvent résumées dans le tableau ci-après pour ce qui concerne l'exercice 1873.

Numéros des Routes.	ENTRETIEN.	DÉPENSES ordinaires et facultatives.
1	De Lille à Valenciennes	11,500 »
2	De Lille à Ypres	16,000 »
3	De Douai à Tournai	8,000 »
4	De Cambrai à Tournai	11,000 »
5	D'Avesnes à Philippeville	11.000 »
6	De Landrecies à Chimay	34,000 »
7	De Condé à Mons	8,000 »
8	De Condé à Saint-Amand	8,100 »
9	De Lille à Saint-Omer — 1re section.	24 000 »
	— 2e section.	9 000 »
10	De Valenciennes à Bohain — 1re section.	20,000 »
	— 2e section.	15,000 »
11	De Cambrai à Guise	12,000 »
12	D'Avesnes au Quesnoy	17,000 »
13	De Maubeuge à Marcilles	11,000 »
14	De Lille à Courtrai	22,000 »
15	De Dunkerque à Furnes	9,000 »
16	De La Bassée à Estaires	5,500 »
17	D'Hazebrouck à Aire	7,500 »
18	D'Armentières à Béthune	5,000 »
19	De Roubaix à St.-Amand — 1re section.	11,000 »
	— 2e section.	15,000 »
20	De Cassel à la frontière	8,000 »
21	De Bergues à Saint-Momelin	15,600 »
22	De Lille à Tourcoing	8,500 »
23	De Cambrai à la frontière — 1re section.	14.000 »
	— 2e section.	32,000 »
24	D'Hellesmes à la pyramide	6,700 »
25	Route de ceinture de Maubeuge	2,300 »
26	Id. de Cambrai	2,500 »
	TOTAL	380,400 »
	Réserve pour faire face aux besoins imprévus.	20,000 »
	TOTAL pour les travaux d'entretien	400,400 »

Numéros des Routes.	GROSSES RÉPARATIONS.	DÉPENSES imputables sur le produit d'impositions extraordinaires.
1	Remaniement dans les 19, 20, 21 et 24e kilom.	10,000 »
3	Remaniement et construction de trottoirs	15 000 »
4	Remaniement dans le 15e kilomètre	8,000 »
4	— dans le 16e, 18e et 19e kilomèt.	15,000 »
5	Rechargement entre les bornes 2 k.5 et 5 k.2	6,000 »
6	Établissement de bordures de trottoirs	5,500 »
8	Remaniement de la chaussée	7,378 67
9	Restauration de la chaussée	8,000 »
10	Élargissement dans la traverse de Solesmes	10,879 »
11	Remaniement et élargissem. de la chaussée	25,000 »
14	Élargissement de la porte de Roubaix, à Lille	11,000 »
14	Restauration entre Roubaix et Tourcoing	15,000 »
18	Élargissement entre Armentières et le hameau de l'Armée	6,000 »
19	Remaniement dans les 24e et 25e kilomètres	11,000 »
19	Id. dans le 23e kilomètre	8,000 »
19	Id. et élargissement entre Roubaix et la Belgique	28,400 »
19	Élargissement entre Hem et Forest	9,100 »
20	Remaniem. entre Steenvoorde et la frontière	7,000 »
21	Remaniement et assainissement	4,500 »
21	Restauration du pont de l'Yser	500 »
23	Remaniement de la chaussée	20,000 »
23	Construction d'un pavage de 3 m. 50 de largeur sur une longueur de 840 mètres	15,400 »
	TOTAL pour les travaux de grosses réparations	276,653 67

FRAIS GÉNÉRAUX.

Traitements et frais de déplacements des conducteurs; réserve d'avancements et secours	65,955 »
Indemnités extraordinaires aux conducteurs	2,800 »
Frais d'impressions	1,500 «
Indemnités proportionnelles aux Ingénieurs	7,970 54
TOTAL pour les frais généraux	78,225 54

VII. — Objets divers.

Aucune route départementale n'est en construction.

Comptabilité

Le service de la comptabilité s'opère scrupuleusement dans tous ses détails, suivant les règles prescrites par l'administration supérieure. Il ne soulève jamais de difficultés de la part, soit des ayants-droit, soit des administrations appelées à y participer ou à le contrôler.

On a achevé, en 1869, de supprimer dans tout le service le mode de paiement par voie de régie Tout fait de dépense est aujourd'hui l'objet d'un mandat individuel remis à l'ayant droit qui va en toucher le montant aux caisses publiques. Cet excellent système fonctionne sans aucune espèce de difficultés.

Personnel.

Le service des cantonniers est l'objet d'une attention particulière de la part des Ingénieurs et des Agents sous leurs ordres. Aucune mesure n'est négligée pour assurer leur exactitude, stimuler leur zèle et imprimer à leurs travaux une bonne direction. Les bons ouvriers paveurs se recrutent difficilement et cette circonstance éveille spécialement l'attention de l'Ingénieur en chef.

Plantations.

Aucun crédit n'a été alloué, en 1872, pour plantations nouvelles, et l'on s'est borné à l'entretien des anciennes, entretien extrêmement difficile aux abords des grands établissements industriels, et particulièrement des exploitations houillères.

Nivellement général.

Le nivellement général du département est en cours d'exécution dans tout le département. Cette opération embrassera le développement total de 512,735 mètres des routes départementales et donnera lieu, sur ces voies, à la pose d'environ 360 repères métalliques.

Relevé de la circulation.

Le recensement général de la circulation a été effectué en 1869 sur les routes nationales et départementales. Les résultats en sont consignés dans un tableau joint au rapport de l'année 1870.

Plans d'alignement.

Il existe, sur les routes départementales du Nord, 85 traverses proprement dites de villes et de villages, dont les plans d'alignements se trouvaient, au 31 décembre 1871, dans la situation suivante :

DÉSIGNATION des SERVICES.	Traverses homologuées.	PROJETS ÉTUDIÉS et entre les mains de l'administration supérre	PROJETS ÉTUDIÉS et entre les mains des ingenieurs.	Projets à l'étude.	Projets à étudier.	TOTAUX.
Service de Dunkerque . . .	1	6	1	»	»	8
— Lille.	5	3	4	9	»	21
— Douai.	11	3	3	»	»	17
— Valenciennes. . .	8	7	»	»	»	15
— Cambrai	12	»	»	»	»	12
— Avesnes.	11	1	»	»	»	12
TOTAUX . . .	48	20	8	9	»	85

Ce travail, si important depuis l'établissement de la nouvelle jurisprudence consacrée par le Conseil d'État, se poursuit avec activité, conformément aux prescriptions de la circulaire de M. le Ministre des Travaux publics en date du 16 novembre 1869.

Police de la voirie.

La police de la voirie s'exerce avec facilité et régularité. Les contraventions sont, du reste, peu nombreuses. L'intervention, toujours conciliante, des agents a pour résultat de satisfaire les besoins et les exigences légitimes du public, sans porter atteinte au respect dû aux règlements. Il serait bien utile que les agents des ponts et chaussées pussent obtenir partout de MM. les Maires, un concours actif et énergique pour entretenir les traverses dans un état convenable de propreté et en rapport avec les travaux d'assainissement exécutés depuis plusieurs années.

Vœux.

Les vœux émis ou appuyés par le Conseil général dans sa session de 1871, ont tous été, soit accomplis, soit l'objet de rapports spéciaux qui ont été adressés à M. le Préfet.

VIII. — **Annexes.**

Au présent rapport sont annexés :

1° Six rapports dans lesquels MM. les Ingénieurs exposent, avec des détails complets, la situation générale de leur service, et celle de chaque route en particulier;

2° Trois projets qui s'énumèrent comme il suit :

Remaniement et élargissement de la chaussée de la route départementale N° 11, entre Cambrai et Esnes.

Remaniement et assainissement de la chaussée pavée aux abords de Saint-Momelin, sur la route départementale N° 21.

Remaniement des parties les plus défectueuses de la chaussée de la route départementale N° 23, entre Cambrai et Solesmes.

Lille, le 3 juillet 1872.

L'Ingénieur en chef du département du Nord,

Em. RAILLARD.

DÉPARTEMENT DU NORD.

CHEMINS VICINAUX DE GRANDE COMMUNICATION

SITUATION DU SERVICE AU 1er JUILLET 1872.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

I. — Situation générale.

Exposé de l'ensemble du service.

Les chemins vicinaux de grande communication du département du Nord étaient, à la fin de 1871, au nombre de 72, et présentaient un développement total de 859,931 mètres, dont la moitié environ revêtue de chaussées pavées, prédomine dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai; tandis que l'autre moitié, avec chaussées empierrées, est située principalement dans les arrondissement de Dunkerque, d'Hazebrouck et d'Avesnes.

Parmi les chaussées pavées, un certain nombre, de construction relativement récente, n'ont besoin que d'être élargies et consolidées par l'établissement de zônes latérales d'empierrement. Mais il existe encore quelques vieilles chaussées, et celles-ci, construites primitivement avec des matériaux informes, que l'usure a achevé de dénaturer, et dont les joints sont presque complètement dégarnis, demandent un remaniement complet.

Quant aux chaussées empierrées, elles ont été originairement établies avec des matériaux de qualité

médiocre, sur de faibles épaisseurs, presque partout sans fondation, même sur les terrains les plus fluides et avec une largeur tout-à-fait insuffisante. Aussi exigent-elles encore des rechargements généraux, sur un assez grand nombre de points, et réclament-elles des soins infinis de la part du service d'entretien dans les régions plates et ombragées des arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, et dans les terrains glaiseux de l'arrondissement d'Avesnes.

Toutefois les travaux de grosses réparations dont ces voies de communications sont l'objet depuis huit ans, joints à l'entretien fortifiant qui leur est appliqué avec une assiduité sans relâche, ont très-notablement amélioré leur situation, et elles présentent généralement aujourd'hui une viabilité assez satisfaisante, malgré la sécheresse exceptionnellement prolongée de l'été et les gelées de l'hiver dernier.

Cette amélioration graduelle des chemins de grande communication du département, est attestée par les chiffres suivants :

La longueur des parties en bon état d'entretien, qui avait augmenté de 10 kilomètres en 1870, en a gagné 13 en 1871 ; celles des parties médiocres, qui avait été réduite de 6 kilomètres en 1870, l'a été de 9 kilomètres en 1871 ; enfin, la longueur des parties mauvaises, diminuée de 4 kilomètres en 1870, a encore diminué de 4 kilomètres en 1871. En somme, les longueurs des portions en bon, médiocre ou mauvais état, étaient respectivement au début de la présente année de 671,149 et 39 kilomètres, et si l'on compare ces chiffres aux nombres similaires afférents à l'année 1863, avant le commencement des grands travaux, dont plus des neuf dixièmes sont terminés aujourd'hui, on voit que 168 kilomètres de chaussées médiocres ou mauvaises ont été ramenés, dans cet intervalle de huit ans, à l'état normal d'entretien.

II. — Entretien.

ENSEMBLE DU SERVICE.

Exercice 1871.

Le crédit total dépensé en 1871, pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication du Nord, a été de 751,258 francs 20 cent., correspondant à une dépense moyenne de 873 francs par kilomètre.

Ce crédit comprend une somme de 50,000 francs allouée sur les fonds du budget rectificatif de 1871, à valoir sur les crédits d'entretien de 1872.

Les faits les plus saillants qui ressortent de l'emploi du crédit d'entretien sont résumés ainsi qu'il suit, et mis en regard des faits analogues constatés en 1869, en 1870 et en 1871.

	EXERCICE 1869.			EXERCICE 1870.			EXERCICE 1871.		
1° *La dépense totale a été de..*		720,258 f.			687,498 f.			751,258 f.	
Elle se décompose comme il suit :									
Fourniture de matériaux.....	370,673 fr.	soit les	0,515	368,595 fr.	soit les	0,536	425,423 fr.	soit les	0,566
Main-d'œuvre.....	328,661	»	0,456	299,687	»	0,436	300,034	»	0,399
Frais généraux, ouvrages d'art, etc..	20,924	»	0,029	19,216	»	0,027	25,800	»	0,034
2° *Les fournitures comprennent :*									
Pavés.....	402,476 f.	soit par kil.	942	346,615 f.	soit par kil.	808	592,189 f.	soit p. kil.	3379
Sable.....	11,958	»	28	11,333	»	26	11,391	»	27
Matériaux d'empierrement.....	30,029	»	69	27,428	»	64	27,275	»	63
3° *La main-d'œuvre, les travaux d'art et les frais généraux ont été :*									
Chaussées pavées. Pavages.....	109,089 f.	soit par kil.	251	95,997 f.	soit par kil.	224	97,519 f.	soit par kil.	228
Chaussées pavées. Parties accessoires..	67,384	»	157	61,568	»	143	75,506	»	175
Chaussées pavées. Frais généraux....	6,077	»	14	7,413	»	17	10,841	»	25
Chaussées empierrées. Chaussées.....	94,052 f.	soit par kil.	217	91,070 f.	soit par kil.	212	76,515 f.	soit par kil.	178
Chaussées empierrées. Parties accessoires..	60,136	»	140	50,051	»	117	50,494	»	117
Chaussées empierrées. Frais généraux....	14,847	»	34	11,802	»	29	14,959	»	34
4° *En résumé, le prix d'entretien par kilomètre a été, savoir :*									
Fournitures.....	431	838 f.		429	800 f.		494	873 f.	
Main-d'œuvre.....	382			349			349		
Divers.....	25			22			30		
5° *Les chemins envisagés dans leur ensemble se répartissent comme il suit :*									
LONGUEURS QUI SE TROUVENT DANS UN ÉTAT :									
Bon.....	648	859 k.		658	859 k.		671	859 k.	
Médiocre.....	164			158			149		
Mauvais.....	47			43			39		

6° *Enfin la circulation moyenne en colliers, par jour, a été d'après le recensement de* 1869 :

Nombre de colliers à charge.....	206,9
Id. à vide.....	106
Nombre total à charge et à vide.....	312,9
Circulation réduite. (Le nombre total des colliers à charges, plus le quart du nombre des colliers à vide)..	233

Ces chiffres établissent, comme on l'a vu précédemment, qu'en 1871, la longueur des chaussées mauvaises a été réduite de 4 kilomètres et celle des chaussées médiocres de 9 kilomètres.

Ils établissent aussi que la part de la main-d'œuvre, dans l'ensemble de la dépense, se maintient a un taux satisfaisant. Ce résultat est dû aux améliorations obtenues dans l'état des chaussées et aux efforts sérieux et persistants des Ingénieurs ; on peut espérer qu'il n'a pas atteint sa dernière limite; toutefois l'extension donnée à l'établissement des zônes empierrées et des trottoirs si nécessaires dans l'intérêt de la viabilité, de la conservation des chaussées et de la salubrité ; l'agrandissement continu des traverses ; les besoins et les exigences toujours croissantes du public, que les facilités actuelles des relations ne laissent étranger à aucun perfectionnement et rendent beaucoup plus difficile ; toutes ces circonstances contribuent puissamment à augmenter plutôt qu'à diminuer les frais de main-d'œuvre et il serait téméraire de laisser espérer, pour l'avenir, de très-notables réductions sur cet article de dépenses.

Exercice 1872. C'est dans le même esprit que sont dirigés et que se poursuivent les travaux entrepris pendant la campagne de 1872, conformément aux états d'indication approuvés par M. le Préfet.

Le budget d'entretien, pour l'exercice 1872, s'élève au chiffre total de 688,700 francs, non compris une réserve de 25,000 fr. pour besoins imprévus, afférente aux chemins d'intérêt commun, aussi bien qu'aux chemins de grande communication. La somme 688,700 fr. sera régulièrement et utilement dépensée ; on y ajoutera, sur la réserve, les crédits qu'exigeront les besoins qui se révèleront d'ici à la fin de l'exercice.

Le crédit de 688,700 fr. appliqué à une longueur de 861,681 mètres correspond à un prix moyen de 80 c. par mètre courant.

Exercice 1873. Le crédit total demandé par l'Ingénieur en chef, pour l'entretien pendant l'exercice 1873, est de 686,600 fr., non compris une réserve de 25,000 fr., égale en quantité et de même application que celle qui est inscrite au budget de 1872 et une annuité de 5,000 fr. applicable à l'amélioration du chemin N° 51.

Ce crédit est sensiblement égal à celui de 1872, et fait remonter le prix d'entretien du mètre courant de chemin, comme il suit :

Maximum : 1 fr. 43 c. pour le chemin N° 72, de Landrecies au Nouvion, établi sur un sol glaiseux et fluide et très-fréquenté;

Minimum : 0 fr. 42 c. pour le chemin N° 3 d'Hondschoote à Watten;

Moyenne : 0 fr. 80 c. pour les 72 chemins de grande communication du département. On verra, à l'article suivant, que ce prix moyen ne saurait absolument être réduit.

II bis. — Entretien.

PAR SERVICE D'INGÉNIEUR ORDINAIRE.

Les renseignements nécessaires sur la situation de chacun des chemins de grande communication du département sont exposés en détail et avec toute la précision désirable dans les rapports de MM. les Ingénieurs ordinaires. L'Ingénieur en chef croit donc, pour éviter des rédites inutiles, devoir se référer à ces rapports, et se borner à résumer, dans le présent travail, les faits généraux relatifs à chaque service.

Arrondissement de Dunkerque, comprenant la partie Nord de l'arrondissement d'Hazebrouck, — Les chemins compris dans ce service sont au nombre de dix, et présentent ensemble une longueur de 162 kilomètres, 583 mètres dont 34 kilomètres en chaussées pavées et 128 kilomètres en chaussées empierrées

En 1871, on accusait pour leur étendue le chiffre de 161 kilomètres 583 mètres ; sur cette longueur, 125 kilomètres sont en bon état, 33 sont dans un état désigné comme médiocre et 7 en mauvais état.

Les chemins dont la viabilité laisse le plus à désirer sont les chemins N° 4 de Bergues à Furnes, 11 de Cassel à Gravelines, 17 d'Hondschoote à Wormhoudt, 44 d'hondschoote à Ghyvelde et 66 de Wormhoudt à Zeggers-Cappel

Les ressources ordinaires de l'entretien suffiront probablement pour améliorer les parties défectueuses de ces voies de communication, sauf certaines sections qui réclameront peut être, en automne, un crédit supplémentaire sur les fonds de réserve.

On peut dire en général que la situation des chemins dans l'arrondissement de Dunkerque est aussi satisfaisante que permettent de l'espérer les conditions de ces voies, qui se développent dans un pays plat et ombragé, qui sont assises sur un sol glaiseux et construites, sur de faibles épaisseurs, avec des matériaux de mauvaise qualité. Leur entretien exige des soins assidus et beaucoup d'attention dans le choix des matériaux, notamment en ce qui concerne les matériaux d'empierrement.

Le crédit d'entretien demandé pour 1873, est sensiblement égal à celui de 1871. Il s'élève à 89,900 fr., et il fait ressortir le prix du mètre courant, comme il suit :

Maximum : 0 fr. 90 c. pour le chemin N° 66 de Wormhoudt à Zeggers-Cappel, établi sur un sol glaiseux et mal aéré, mal construit et d'ailleurs très-fréquenté;

Minimum : 0 fr. 42 c. pour le chemin N° 3 d'Hondschoote à Watten;

Moyeune : 0 fr. 56 c. pour les dix chemins du service.

Ce prix moyen n'atteint que les deux tiers de celui qui est applicable à l'ensemble du réseau. Il serait très-périlleux pour divers motifs, et surtout à cause de la valeur relativement élevée des matériaux d'empierrement, de chercher à le diminuer, malgré la faible importance de la circulation presque exclusivement agricole, et bien que l'on apporte la plus grande économie dans le service des chaussées, ainsi que des ouvrages accessoires (fossés, ougrages d'art, plantations, bornages), qui sont d'ailleurs dans un état satisfaisant.

Arrondissement de Lille et partie sud de celui d'Hazebrouck. — Les chemins compris dans ce service sont au nombre de 24 et présentent ensemble une longueur de 227 kilomètres 547 mètres, dont 121 kilomètres en chaussèes pavées et 106 en chaussées empierrées.

Les longueurs des parties en bon, médiocre ou mauvais état sont respectivement de 164, 49 et 15 kilomètres.

Cette portion du réseau accuse encore de très-grands besoins, malgré les améliorations importantes qu'elle reçoit chaque année, et qui, en 1871, ont ramené à l'état normal d'entretien, une étendue de 15 kilomètres.

Les voies dont la viabilité est la moins bonne sont, en les classant dans l'ordre de leur situation, sous ce rapport, les chemins N° 40 de Neuf-Berquin à Haverskerque, 41 d'Haubourdin à Carvin, 55 de Bailleul à l'Abeele, 51 de Seclin à Pont-à-Marcq, 62 d'Estaires à Don, 57 de Caestre à Vieux-

Berquin, 33 d'Hazebrouck à Merris, 68 de Lomme à Quesnoy, 38 de Bailleul à Estaires et 36 de Quesnoy-sur-Deûle à Tourcoing.

La plupart des chemins de ce service, ont totalement changé, depuis leur création, de caractère et de destination. Leur importance augmente tous les jours dans une progression considérable, et leurs chaussées, construites en grande partie par les communes, avec une extrême parcimonie, doivent être mises en rapport avec les conditions nouvelles de leur circulation. On est largement entré dans cette voie depuis plusieurs années, et pour atteindre le but, il faudra y persévérer, on ne doit pas se le dissimuler, au delà de la limite des sacrifices prévus en 1862.

Le crédit d'entretien proposé pour 1873, s'élève à 203,800 fr., non compris une somme de 5,000 fr. applicable aux travaux de remplacement des pavés calcaires du chemin N° 51 entre Avelin et Pont-à-Marcq. Ce chiffre est égal à celui du crédit de 1872. Il fait ressortir le prix du mètre courant, comme il suit :

Maximum : 1 fr. 44 c. pour le chemin N° 48, de Lomme à Loos, établi sur un sol très-mauvais et subissant une circulation énorme et écrasante;

Minimum : 0 fr. 55 c. pour le chemin N° 36 de Quesnoy-sur-Deûle à Tourcoing,

Moyenne : 0 fr. 92 c. pour les vingt-quatre chemins du service.

Ce prix moyen dépasse de 0 fr. 12 c. la moyenne générale du réseau, mais il trouve son explication et sa justification dans les circonstances anormales qui viennent d'être exposées.

Arrondissement de Douai. — Les chemins compris dans ce service, sont au nombre de neuf, et offrent ensemble un développement de 119 kilomètres 862 mètres. Ils sont tous revêtus de chaussées pavées.

Les parties en bon, médiocre ou mauvais état, ont respectivement des longueurs de 78, 35 et 7 kilomètres.

Les exploitations houillères, les fabriques de sucre et les distilleries, c'est-à-dire les industries du Nord, qui comportent les transports les plus lourds et les plus écrasants et qui les provoquent dans les circonstances les plus défavorables à la conservation des chaussées, ont continué à prendre, dans l'arrondissement de Douai, un développement très-considérable ; elles ont appelé sur cette partie du réseau de la grande vicinalité une circulation très-active, qui n'entrait nullement dans les prévisions de son premier établissement et qu'elle était complètement inhabile à supporter. Des chemins tout entiers se sont trouvés ainsi amenés à l'état de viabilité le plus déplorable. Les ressources spéciales, qui sont consacrées depuis plusieurs années au service des travaux de grosses réparations, ont permis de conjurer les conséquences les plus graves d'un pareil état de choses et d'y remédier dans une mesure très-précieuse ; mais les prévisions de l'étude présentée en 1862, pour l'amélioration de l'ensemble du réseau, devront être atteintes pour que l'on puisse obtenir un résultat déjà satisfaisant et durable, et même il faut s'attendre à les dépasser, si l'on veut arriver à un résultat complet.

Les chemins dont la viabilité demande à être améliorée sont ceux qui sont désignés sous les N^os^ 8 de Douai à Seclin, 25 d'Arleux à Orchies, 19 de Sainghin à Pont-à-Marcq et 35 de Douai à Saint-Amand.

Le crédit d'entretien que les Ingénieurs demandent pour 1873, est égal à celui de 1872. Ce crédit pour l'ensemble du service est de 74,100 fr. et donne pour coût du mètre courant :

Maximum : 1 fr. 27 c. applicable au chemin N° 34, de Auberchicourt à Abscon, énormément fréquenté ;

Minimum : 0 fr. 44 c. pour le chemin N° 35 de Douai à Saint-Amand ;

Moyenne : 0 fr. 62 c. pour les neuf chemins du service.

Ce prix moyen est très-faible, eu égard aux besoins, et l'on ne saurait l'abaisser sans danger.

Arrondissement de Valenciennes. — Les chemins compris dans ce service, sont au nombre de huit, présentant ensemble une longueur de 101 kilomètres 459 mètres, dont 91 kilomètres en chaussées pavées et 10 kilomètres en chaussées empierrées.

En 1871, leur éteudue était de 99 kilomètres 759 mètres.

Les parties en bon, médiocre ou mauvais état, sont respectivement de 60, 30 et 9 kilomètres d'étendue.

Ces chemins sont peut être ceux de tout le réseau dont la construction première laisse le plus à désirer et sur lesquels les causes perturbatrices qui concourent si puissamment à la dégradation des chaussées dans le Nord, ont agi et continuent d'agir avec le plus d'intensité.

Leur circulation est excessive, et, dans un très-grand nombre de points, la nature du terrain sur lequel la chaussée est assise, est éminemment défavorable à la stabilité ; aussi la restauration de ce petit groupe de lignes, qui ne représente en étendue que les 0, 11 du réseau, comprend-elle les 0,25 de la dépense totale dans l'étude générale.

Celles de ces voies de communication, dont la viabilité appelle le plus l'attention, sont les chemins N° 50 de Fresnes à Jenlain, 70 de la Pyramide à Vendegies, 21 de Saint-Amand à Hélesnes, 43 de Landrecies à Solesmes, 49 de Denain à Mastaing et 13 de Valenciennes à Somain.

Le crédit d'entretien, proposé pour 1873, est de 95,000 fr. égal à celui de 1872.

Il fait revenir le prix d'entretien du mètre courant comme il suit :

Maximum : 1 fr. 18 c. pour le chemin N° 50, de Fresnes à Jenlain en butte à une circulation écrasante ;

Minimum : 0 fr. 75 c. pour le chemin N° 13, de Valenciennes à Somain;

Moyenne : 0 fr. 94 c. pour les huit chemins du service.

Ce prix moyen est relativement élevé, mais il restera cependant inférieur aux besoins jusqu'aux moment où les améliorations, prévues et à prévoir, auront pu être réalisées.

Arrondissement de Cambrai. — Les chemins compris dans ce service sont au nombre de neuf et ont ensemble une étendue de 93 kilomètres 866 mètres, dont 61 kilomètres en chaussées pavées et 33 kilom. en chaussées empierrées.

Les longueurs des parties en bon, médiocre ou mauvais état, sont respectivement de 87, 5 et 1 kilom. 400 mètres.

Les améliorations obtenues depuis neuf ans sur les chemins de l'arrondissement de Cambrai, sont importantes et vivement appréciées par le public. Ces améliorations ayant été appliquées aux parties des chaussées qui se trouvaient le plus gravement atteintes, les désordres profonds que l'on signalait autrefois chaque année, ont cessé graduellement de se produire et la circulation se trouve maintenant affranchie des entraves intolérables et des dangers sérieux auxquels elle était éxposée sur un grand nombre de points. Mais, plus les résultats acquis sont réels et précieux, plus les populations réclament avec instances les perfectionnements qui sont à obtenir encore, et l'on ne saurait donner une attention trop sérieuse à ce vœu légitime.

Les parties en mauvais état se rencontrent, savoir : 1 kilomètre sur la 3e section du chemin N° 59, de Caudry à Aubencheul-au-Bois, 200 mètres sur la 1re section du chemin N° 15, d'Esnes à Busigny et 200 mètres sur la 1re section du chemin N° 16, de Solesmes à Caudry.

Le crédit d'entretien nécessaire pour 1873, est de 82,900 fr. égal à celui de 1872.

Il correspond, pour le prix d'entretien, du mètre courant, aux chiffres suivants :

Maximum : 1 fr. 20 c. applicable au chemin N° 76, de Saint-Waast à la Guisette;

Minimum : 0 fr. 59 c. applicable au chemin N° 60, de Marquette à Neuville-Saint-Remy ;

Moyenne : 0 fr. 87 c. pour les neuf chemins du service.

Ce prix moyen est justifié par l'expérience. On ne saurait le réduire sans s'exposer à perdre le bénéfice des améliorations obtenues.

Arrondisssment d'Avesnes. — Les chemins compris dans ce service sont au nombre de douze, offrant ensemble une longueur de 157 kilomètres, construits presqu'entièrement avec des chaussées empierrées. Il n'existe plus de partie mauvaise.

Depuis plusieurs années, les Ingénieurs signalent les chemins de l'arrondissement d'Avesnes, comme présentant une viabilité satisfaisante, même pendant la mauvaise saison. Mais ils font remarquer aussi que l'état réel de ces voies de communications est rendu inquiétant par l'insuffisance de largeur et d'épaisseur que présentent les chaussées, par la nature du terrain sur lequel elles sont établies, sans l'intermédiaire d'une fondation en blocages, et par l'activité de la circulation. Elles ne se maintiennent qu'à l'aide d'un entretien coûteux, et qui exige les plus grands soins. La moindre négligence amène tout de suite un désordre profond ; et, sans l'extrême vigilance du service, sans de puissantes ressources, l'état de viabilité serait bien vite compromis. Ces réserves sont applicables à tous les chemins de l'arrondissement, sans exception. Elles le seraient également, il est vrai, à toute chaussée empierrée en général, mais à un degré moindre qu'en ce qui concerne l'arrondissement d'Avesnes.

Le crédit d'entretien proposé pour 1873, est de 143,299 fr. égal à celui de 1872. Ce chiffre fait ressortir le prix de l'entretien du mètre courant, comme il suit :

Maximum : 1 fr. 43 c. pour le chemin N° 72, de Landrecies au Nouvion, assis sur un sol glaiseux et fluide et très-fréquenté;

Minimum : 0 fr. 52 c. pour le chemin N° 73, de Trélon à la Capelle;

Moyenne : 0 fr. 89 c. pour les douze chemins du service.

Ce prix moyen est relativement élevé, mais, d'après ce qui précède, la moindre réduction sur ce chiffre aurait immédiatement les plus graves conséquences.

En résumé, l'exposé qui précède établit que l'amélioration générale du réseau se poursuit conformément aux prévisions de l'étude d'ensemble prescrite en 1862. Les Ingénieurs croient être en droit d'affirmer qu'elle est reconnue et très-appréciée par tout le monde. Les faits sont d'ailleurs manifestes et l'empressement de plus en plus grand que les communes apportent à acquitter leurs contingents et à prêter leurs concours, témoigne hautement du prix qu'elles attachent à l'achèvement du programme. Les résultats acquis sont d'autant plus sensibles qu'ils consistent dans le perfectionnement de la partie du réseau sur laquelle la circulation rencontrait le plus d'entraves. Ils mettent plus visiblement en relief tous les points défectueux des lignes qui restent à améliorer encore, et provoquent ainsi de

toutes parts des réclamations pressantes, qui tendent non seulement à obtenir le prompt et complet achèvement de ces travaux, mais encore l'exécution de travaux complémentaires dont la nécessité s'imposera vraisemblablement dans quelques années.

III. — Travaux neufs et de grosses réparations.

Exercice 1871. Les travaux exécutés, en 1871, ont absorbé une somme totale de 201,791 fr. 13 c., comprenant un contingent communal de 30,911 fr..

Les crédits votés par le Conseil général avaient été répartis comme il suit :

Nos des chemins	NATURE DES TRAVAUX ET INDICATION DES LIEUX OU ILS S'EXÉCUTENT.	CRÉDITS alloués en 1871 sur les fonds de toute nature.
6	Achèvement du remaniement de la chaussée sur les territoires de Fives et de Flers.	24000 »
8	Achèvement du remaniement de la chaussée à Raimbeaucourt et entre Thumeries et Seclin . .	26700-36
10	Achèvement du remaniement dans la traverse de Férin.	9000 »
13	Remaniement sur 2,850 mètres de longueur.	12000 »
15	Achèvement de l'amélioration de la traverse de Maretz. — Élargissement en rase campagne entre Esne et Ligny.	31250 »
16	Élargissement de la chaussée. — Restauration des rampes de Viesly à Briastre, et de Viesly à Préelle	15000 »
19	Achèvement du remaniement de la chaussée sur 940 mètres de longueur.	6000 »
21	Achèvement du remaniement et consolidation de la chaussée entre le bois d'Hasnon et Hélesmes.	10000 »
39	Achèvement des travaux d'élargissement et d'amélioration de la chaussée entre Bauvin et le Pas-de-Calais	6000 »
41	Achèvement des travaux d'élargissement entre la route nationale N° 41 et Don.	15250 »
43	Achèvement du remaniement de la chaussée	10000 »
45	Élargissement entre les bornes 13 et 15.	10000 »
47	Achèvement du remaniement de la chaussée dans la traverse d'Auberchicourt.	20000 »
50	Achèvement de l'amélioration dans la traverse de Fresnes et de la construction d'une chaussée neuve entre Rombies et Curgies	25000 »
51	Achèvement de l'amélioration de la chaussée pavée aux abords de Seclin et d'Avelin.	9000 »
59	Achèvement de la substitution d'un pavage à l'empierrement entre Caullery et Walincourt . .	20000 »
63	Achèvement des améliorations dans les traverses de Proville, Noyelles, Marcoing et Ribécourt. — Remaniement de la chaussée pavée à Noyelle. — Construction de zônes empierrées entre Proville et la croix d'Hermène.	8750 »
70	Achèvement de l'élargissement de la chaussée actuelle	10000 »
	TOTAL GÉNÉRAL des crédits alloués pour l'exercice 1871 . . .	267950 36
	LES DÉPENSES se sont élevées à la somme de . . .	201791 13
	D'où il résulte une différence en diminution de	66159 23

L'époque si tardive à laquelle le budget de 1871 a été réglé par le Conseil général (16 novembre 1871) n'a pas permis de connaître, avant le mois de février suivant, la répartition, entre le départe-

ment et les communes, des contingents assignés pour les travaux de grosses réparations de l'exercice 1871.

Cette situation a mis les Ingénieurs dans le plus sérieux embarras.

L'hiver rigoureux qui sévissait ne permettait que d'employer la portion des crédits afférente aux approvisionnements de matériaux, la main d'œuvre ne pouvant être effectuée avantageusement dans cette saison. On a donc utilisé la plus grande partie possible des crédits ouverts. Celle qui n'a pu être employée, le sera en 1872, et devra être comprise au budget de report de cet exercice.

Ainsi qu'on vient de le voir, le montant des crédits non employés sur l'exercice 1871, s'élève à. . . . . 66,159 fr. 23 c.

Ils se compose comme il suit, par chemins et par sous-chapitres et articles du budget.

INDICATION DES TRAVAUX.	FONDS DU DÉPARTEMENT sous-chap. 5, art. 1er.	FONDS DU DÉPARTEMENT sous-chap. 18, art. 1er, § 1er.	FONDS des communes, sous-chap. 5, art. 7.	TOTAUX généraux par chemin.
Chemin N° 6. Remaniement de la chaussée sur les territoires de Fives et de Flers.	7219 20	»	4800 »	12019 20
— 8. Remaniement de la chaussée à Raimbeaucourt et entre Thumeries et Seclin. . .	10044 13	»	4806 »	14850 13
— 10. Remaniement dans la traverse de Férin. .	2299 »	»	1800 »	4099 »
— 19. Remaniement de la chaussée sur 940 mét. de longueur	»	953 24	1200 »	2153 24
— 39. Achèvement des travaux d'élargissement et d'Amélioration de la chaussée entre Bauvin et le Pas-de-Calais	»	1000 »	996 »	1996 »
— 41. Achèvement des travaux d'élargissement entre la route nationale N° 41 et Don . .	»	4208 »	1777 »	5985 »
— 47. Remaniement de la chaussée dans la traverse d'Auberchicourt	»	9808 »	4000 »	13808 »
— 51. Amélioration de la chaussée pavée aux abords de Seclin et d'Avelin.	»	1700 »	1800 »	3500 »
— 63. Amélioration dans les traverses de Proville, Marcoing et Ribécourt.— Construction de zônes, etc..	»	5998 66	1750 »	7748 66
TOTAL des crédits non employés en 1871, à reporter sur 1872.	19562 33	23667 90	22929 »	66159 23
Il convient d'ajouter à la somme ci-dessus de.				66159 23
celle de 33,739 f. 24 provenant de crédits non dépensés en 1870 et compris au budget de report de 1871, pour la continuation des travaux du chemin N° 78, dit de ceinture de Valenciennes, ci.				33739 24
TOTAL GÉNÉRAL des sommes à comprendre au budget de report de 1872. . .				99898 47

Les travaux de construction du chemin de ceinture de Valenciennes ont été interrompus pendant la guerre de 1870-71, et n'ont pu être repris par suite du manque de crédit, le budget de report de 1870, qui comprenait le crédit de 33,739 fr. 24 c. n'étant pas approuvé.

Les travaux seront exécutés en 1872 et soldés sur les fonds du budget de report de 1871 , sur lequel le crédit compris au budget de report de 1870 , devra être inscrit.

Quant au crédit de 4800 fr. ouvert en 1869 , pour rectification du chemin N° 16 , dans la traverse de Viesly et reporté successivement sur 1870 et 1871 , par suite des circonstances énumérées dans les comptes-rendus antérieurs , il restera disponible. La part du département dans cette amélioration est fixée à 4,000 fr. et comprise au budget de l'exercice 1872 , celle des communes l'a été définitivement par l'arrêté du 13 mars 1871.

Les terrains nécessaires à la rectification seront sans doute occupés très-prochainement , le jugement d'expropriation ayant été rendu le 8 mai 1872 , et le travail pourra être terminé cette année.

Tous les autres crédits ont reçu très-exactement la destination qui leur avait été assignée par le Conseil. Les rapports de MM. les Ingénieurs ordinaires, rendent un compte détaillé de leur emploi et des résultats obtenus.

L'on a continué , en 1871 , à réduire autant que possible la main-d'œuvre au profit des matériaux. En effet, la somme de 201,791 fr. 13 c. dépensée pour travaux de grosses réparations des chaussées, se répartit ainsi qu'il suit :

Fournitures de matériaux	195,570	43 fr.
Main-d'œuvre et divers	5,874	35
Ouvrages d'art	346	35
Total pareil.	201,791	13

Exercice 1872.

Les crédits ouverts au budget de 1872 , s'élèvent à la somme de . . . . . 460,880 fr.
(y compris 5000 fr. pour améliorations du chemin N° 51 , imputés sur l'entretien).

Dont :

A la charge du département.	376,533	fr.
A la charge des communes	84,347	»

La répartition détaillée du crédit total est faite comme l'indique le tableau suivant :

N^os^ des chemins	NATURE DES TRAVAUX ET INDICATION DES LIEUX OU ILS DOIVENT S'EXÉCUTER.	CRÉDITS alloués en 1872 sur les fonds de toute nature.
4	Rechargement de la chaussée empierrée.	9000 »
6	Construction d'un aqueduc à Fives	4500 »
6	Remaniement de la chaussée pavée à Fives et à Flers.	9000 »
8	Remaniement entre Moncheaux et Thumeries. — Construction de zônes entre la Neuville et le Petit-Attiches	27500 »
10	Bemaniement dans les quatrième et sixième kilomètres	7500 »
11	Élargissement de la chaussée et drainage des accotements entre les bornes kilométriques N^os^ 14 et 18 — Achèvement.	10500 »
	A reporter.	68000 »

Nos des chemins	NATURE DES TRAVAUX ET INDICATION DES LIEUX OU ILS DOIVENT S'EXÉCUTER.	CRÉDITS alloués en 1872 sur les fonds de toute nature.
	Report.	68000 »
13	Remaniement de la chaussée.	24000 »
15	Achèvement des travaux d'élargissement de la chaussée entre Esnes et Ligny.	2750 »
15	Élargissement de la chaussée pavée entre le moulin de Ligny et Maretz	21250 »
16	Élargissement de la chaussée entre Viesly et Préelle, ...	8000 »
16	Rectification de la traverse de Viesly.	6880 »
18	Rechargement de la chaussée empierrée.	8000 »
19	Remaniement dans le premier et le quatrième kilomètres	6000 »
21	Remaniement de la chaussée sur 1,400 mètres de longueur	21000 »
25	Remaniement dans le dix-septième kilomètre, entre l'abbaye d'Anchin et Vred.	17000 »
30	Construcfion de zones d'empierrement entre Thumeries et et Mons-en-Pévèle. — Élargissement de la chaussée dans la traverse de Thumeries	10000 »
32	Exhaussement du pont de Boulogne.	6500 »
33	Rechargement de la chaussée empierrée.	7000 »
35	Construction de zones et de trottoirs entre Waziers et Lallaing.	14000 »
38	Reconstruction du pont de La Becque de Steenwerck	7000 »
40	Rechargement de la chaussée empierrée.	6000 »
41	Remaniement entre Annœullin et le Pas-de-Calais.	15000 »
43	Remaniement de la chaussée sur 1,600 mètres de longueur.	20000 »
45	Élargissement de la chaussée entre les points kilomètriques 12 k. 920 et 13 m. 755	8000 »
47	Remaniement de chaussée et construction de trottoirs à Fressain.	20000 »
48	Remaniement de la chaussée et élargissement sur 225 mètres de longueur.	6100 »
49	Remaniement de la chaussée.	10000 »
50	Construction d'une chaussée pavée entre le point kilomètrique 12,300 et 14,500 mètres, et élargissement à l'entrée de Curgies	40000 »
50	Remaniement et élargissement de la chaussée pavée à Fresnes et substitution d'un pavage à l'empierrement entre Rombies et Sebourg (solde de l'entreprise)	18000 »
51	Remplacement des pavés calcaires par des pavés porphyriques entre Avelin et Pont-à-Marcq (compris au budget d'entretien)	5000 »
54	Établissement d'une haie à la rampe des Écrequilles	1000 »
54	Construction d'un mur formant parapet à Floyon.	1700 »
55	Rechargement de la chaussée empierrée.	7000 »
55	Reconstruction du pont de l'Abeele	3700 »
58	Rechargement en matériaux porphyriques entre Herlies et Fromelles.	6000 »
59	Substitution d'un pavage à l'empierrement entre Villers-Outréaux et la route nationale N° 44. .	31500 »
61	Rechargement de la chaussée empierrée entre la borne kilométrique N° 10 et la route départementale N° 21.	5000 »
66	Achèvement du convertissement de la chaussée empierréeen pavage	5300 »
66	Établissement de gares pour le dépôt de matériaux.	4200 »
70	Élargissement de la chaussée pavée sur une longueur totale de 1,700 mètres.	20000 »
	TOTAL.	460880 »

Exercice 1873.

Les propositions des Ingénieurs pour 1873, en ce qui touche les travaux neufs et de grosses réparations, sont résumées dans les tableaux ci-après, qui présentent la situation particulière de chaque chemin. Les propositions inscrites au 1^er^ tableau se rapportent toutes à des projets adoptés en principe par le Conseil général, dans la session de 1863, à la condition acceptée d'ailleurs par toutes les communes, qu'elles participeraient à la dépense pour un cinquième.

PROJET DE BUDGET POUR 1873.

TRAVAUX NEUFS

ET DE

GROSSES RÉPARATIONS.

1re PARTIE.

NUMÉROS DES CHEMINS.	DÉSIGNATION DES CHEMINS.	MONTANT DES PROJETS approuvés en principe. Dépenses à la charge du département les 0,80.	Dépenses à la charge dee communes les 0,20.	TOTAL.	Dépenses faites sur les fonds de toute nature de 1864 à 1870 inclus	Dépenses faites en 1871	Crédits ouverts en 1872	Crédits ouverts et dépenses faites de 1864 à 1872 inclusivement.	Crédits restant à ouvrir à partir de 1873	CRÉDITS PROPOSÉS pour 1873. Fonds du département les 0,80.	Fonds des communes les 0,20.	TOTAUX.	OBSERVATIONS ET INDICATION DE LA NATURE ET DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX PROJETÉS pour 1873.
6	De Lille à Lannoy	31200 »	7800 »	39000 »	6000 »	11980 80	21019 20	39000 »	»	»	»	»	Programme épuisé. Le chiffre de 21,019 fr. 20 c. comprend le report sur 1872 du crédit non dépensé en 1871, qui forme une somme de 12,019 fr. 20 c.
7	De Lomme à Fournes	45600 »	11400 »	57000 »	57000 »	»	»	57000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
8	De Douai à Seclin	188800 »	47200 »	236000 »	181799 64	11850 23	42350 13	236000 »	»	»	»	»	Programme épuisé, Le chiffre de 42,350 fr. 13 c. comprend le report sur 1872, des crédits non dépensés en 1871, qui forment une somme de 14,850 fr. 13 c.
9	De Mouveaux à la frontière	60800 »	15200 »	76000 »	76000 »	»	»	76000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
10	De Douai à Bapaume	38400 »	9600 »	48000 »	16000 »	4901 »	11599 »	32500 »	15500 »	6000 »	1500 »	7500 »	Remaniement dans les quatrième et sixième kilomètres. (Travail en cours d'exécution) Le chiffre de 11,599, comprend le report sur 1872, des crédits non dépensés en 1871, qui forment une somme de 4099 fr.
11	De Cassel à Gravelines	29440 »	7360 »	36800 »	36800 »	»	»	36800 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
13	De Valenciennes à Somain	114000 »	28500 »	142500 »	82000 »	12000 »	24000 »	118000 »	24500 »	19600 »	4900 »	24500 »	Remaniement sur 1,000 mètres de longueur, travail en cours d'exécution. Dépenses prévues 48,500 fr.
14	D'Armentières à Ypres	104000 »	26000 »	130000 »	130000 »	»	»	130000 »	»	»	»	»	Programme épuisé
15	D'Esnes à Busigny	137600 »	34400 »	172000 »	138000 »	31250 »	2750 »	172000 »	»	»	»	»	Id.
16	De Solesmes à Caudry	100800 »	25200 »	126000 »	126000 »	»	»	126000 »	»	»	»	»	Id.
18	De Bailleul à Ypres	7840 »	1960 »	9800 »	9800 »	»	»	9800 »	»	»	»	»	Id.
19	De Sainghin à Pont-à-Marcq	37600 »	9400 »	47800 »	35000 »	3846 76	8153 24	47000 »	»	»	»	»	Id. Le chiffre de 8,153 fr. 24 c., comprend le report sur 1872 de la somme de 2,153 fr. 24 c. non dépensée en 1871.
20	De Solre le-Chateau à Trélon et Rond-Buisson,	32000 »	8000 »	40000 »	40000 »	»	»	40000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
21	De Saint-Amand à Hélesmes	94960 »	23740 »	118700 »	66000 »	1000 »	21000 »	97000 »	21700 »	17360 »	4340 »	21700 »	Remaniement sur 4,400 mètres ee longueur. Travail en cours d'exécution. Dépenses prévues 42,700 fr.
23	De Bailleul à Estaires et Merville	35200 »	8800 »	44000 »	44000 »	»	»	44000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
24	De Gussignies à Avesnes	24000 »	6000 »	30000 »	30000 »	»	»	30000 »	»	»	»	»	Id.
25	D'Arleux à Orchies	84000 »	21000 »	105000 »	58000 »	»	17000 »	75000 »	30000 »	16000 »	4000 »	20000 »	Remaniement dans le sixième, onzième et dix-septième kilom. (*Voir le projet ci-joint montant à 30,000 fr.*)
30	De Carvin à Orchies	16000 »	4000 »	20000 »	»	»	10000 »	10000 »	10000 »	8000 »	2000 »	10000 »	Construction de zônes entre Thumeries et Mons-en-Pévèle. Elargissement de la chaussée dans la traverse de Thumeries. (Travail en cours d'exécution) Dépenses prévues 20,000 fr.
32	D'Etrocungt à Landrecies	56000 »	14000 »	70000 »	7600 »	»	»	7600 »	62400 »	»	»	»	Les travaux prévus au programme de 1862 ont toujours été ajournés. On n'a dépensé que 7,600 fr. Rien n'est à faire sur ce chemin en suite du remaniemeut de classement dont il a été l'objet. Des propositions de virement seront présentées en 1873.
33	D'Hazebrouck à Merris	22400 »	5600 »	28000 »	28000 »	»	»	28000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
35	De Douai à Saint-Amand	72000 »	18000 »	90000 »	41004 »	»	14000 »	55004 »	34996 »	16000 »	4000 »	20000 »	Construction de zônes empierrées entre Douai et Waziers. Remaniement dans la traversée du marais des Six-Villes et dans l'avenue du pont Monchaux. (*Voir le projet ci-joint montant à 34,996 fr.*)
36	De Quesnoy-sur-Deûle à Tourcoing	56000 »	14000 »	70000 »	70000 »	»	»	70000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
	De Bailleul à Estaires	70400 »	17600 »	88000 »	88000 »	»	»	88000 »	»	»	»	»	Id.
39	De Seclin à la Bassée	133600 »	33400 »	167000 (1)	156000 »	4004 »	1996 »	162000 »	5000 »	4000 »	1000 »	5000 »	Le chiffre de 162,000 fr. comprend 1,996 fr de report de l'exercice 1871 sur 1872. (*Voir le projet ci-joint montant à fr.* 5,000). (1) Le chiffre primitif était de 182,000 fr. il a été réduit à 167,000 fr. par le Conseil général en 1871; une somme de 15,000 fr. a été reportée sur le chemin N° 41. Il restera encore 5,000 fr. disponibles sur le chemin N° 39.
	A reporter	1592640 »	398160 »	1990800 »	1523003 64	89832 79	173867 57	1786704 »	204096 »	86960 »	21740 »	108700 »	

NUMÉROS DES CHEMINS.	DÉSIGNATION DES CHEMINS.	MONTANT DES PROJETS approuvés en principe. — Dépenses à la charge du département les 0,80	Dépenses à la charge des communes les 0,20.	TOTAL.	Dépenses faites sur les fonds de toute nature de 1864 à 1870 inclus.	Dépenses faites en 1871	Crédits ouverts en 1872	Crédits ouverts et dépenses faites de 1864 à 1872 inclusivement.	Crédits restant à ouvrir à partir de 1873.	CRÉDITS PROPOSÉS pour 1873. — Fonds du département les 0,80.	Fonds des communes les 0,20.	TOTAUX.	OBSERVATIONS ET INDICATION DE LA NATURE ET DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX PROJETÉS pour 1873.
	Report.	1592640 »	398160 »	1990800 »	1523003 64	89832 79	173867 57	1786704 »	204096 »	86960 »	21740 »	108700 »	
40	De Neuf Berquin à Haverkerque	9600 »	2400 »	12000 »	12000 »	»	»	12000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
41	D'Haubourdin à Carvin.	156000 »	39000 »	195000 (1)	164750 »	9265 »	20985 »	195000 »	»	»	»	»	Programme épuisé. Le chiffre de 195,000 fr., comprend 20,985 fr. à dépenser en 1872, dont 5,985 fr de report de 1871. (1) Ce chiffre a été porté par le Conseil général en 1871 à 195,000 fr. au moyen d'un virement de 15,000 fr., pris sur le chemin N° 39. Le chiffre primitif était de 180,000 fr.
42	De Solre-le-Chtâeau à Trélon.	16000 »	4000 »	20000 »	20000 »	»	»	20000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
43	De Landrecies à Solesnes	94400 »	23600 »	118000 »	68000 »	10000 »	20000 »	98000 »	20000 »	16000 »	4000 »	20000 »	Remaniement entre les points kilom. 1,000 et 2,600 sur 1.600 mètres. Travail en cours d'exécution. Dépenses prévues 40.000 fr.
45	De Denain à Saint-Waast.	37616 »	9404 »	47020 »	47020 »	»	»	47020 »	»	»	»	»	Programme épuisé. Les 80 fr. disponibles ont été reportés sur le chemin 49.
47	D'Auberchicourt à Bugnicourt.	98400 »	24600 »	123000 »	60000 »	6192 »	33808 »	100000 »	23000 »	9600 »	2400 »	12000 »	Remaniement et construction de trottoirs à Fressain. (*Voir le projet ci-joint montant à* 23,000 *fr.*)
48	De Lomme à Loos	4880 »	1220 »	6100 »	»	»	6100 »	6100 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
49	De Denain à Mastaing.	37664 »	9416 »	47010 »	27000 »	»	10000 »	37000 »	10080 »	8064	2016 »	10080 »	Remaniement entre les points kilom. 8,000 et 8,500 sur 500 mètres. Travail en cours d'exécution. Montant du projet 20,080 fr. Une somme de 80 fr. disponible sur le chemin N° 45 est reportée sur le chemin N° 49.
50	De Fresnes à Quaroube.	235200 »	58800 »	294000 »	133000 »	25000 »	58000 »	216000 »	78000 »	31200 »	7800 »	39000 »	Amélioration de la traverse de Fresnes et construction entre Rombies et Curgies, en cours d'exécution. Dépense 118,000 fr. Construction d'une chaussée pavée de 3 mètres de largeur sur une longueur de 2,200 mètres entre les points kilom. 12,300 fr. et 14,500 fr. et de 4 mètres sur 250 mètres, entre 15,230 m. et l'extrémité. Dépenses prévues 118,000 fr. En cours d'exécution.
51	De Seclin à Pont-à-Marcq.	13600 »	3400 »	17000 »	8000 »	5500 »	3500 »	17000 »	»	»	»	»	Programme épuisé. Le chiffre 17,000 fr. comprend 3,500 fr. de report de l'exercice 1871 sur 2872.
		24000 »	6000 »	30000 »	30000 »	»	»	30000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
52	Du Cateau à l'Arbre de Guise	14400 »	3600 »	18000 »	18000 »	»	»	18000 »	»	»	»	»	Id.
55	De Bailleul à l'Abeele.	32400 »	8100 »	40500 »	40500 »	»	»	40500 »	»	»	»	»	Id.
57	De Caestre à Vieux-Berquin.	16000 »	4000 »	20000 »	20000 »	»	»	20000 »	»	»	»	»	Id.
58	D'Armentières à la Bassée	15200 »	3800 »	19000 »	19000 »	»	»	19000 »	»	»	»	»	Id.
59	De Caudry à Aubencheul-au-Bois.	108000 »	27000 »	135000 »	114750 »	20000 »	»	134750 »	250	»	»	»	Programme épuisé. Les 250 fr. formant la différence entre le montant du programme de 135.000 fr. et les crédits alloués 134,750 fr., seront reportés sur un autre chemin.
62	D'Estaires à Don.	109600 »	27400 »	137000 »	137000 »	»	»	137000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
63	De Cambrai à Metzen-Couture.	60000 »	15000 »	75000 »	66250 »	1001 34	7748 66	75000 »	»	»	»	»	Programme épuisé sur les 8,750 fr. alloués en 1871, il n'a pu être dépensé que 1001,34. La somme de 7748 fr. 66 à dépenser en 1872, provient du report de 1871 sur 1872.
67	De Steenworde à l'Hazewinde	67200 »	16800 »	84000 »	84000 »	»	»	84000 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
68	De Lomme à Quesnoy sur-Deûle	4800 »	1200 »	6000 »	»	»	»	»	6000	»	»	»	Les travaux peuvent être ajournés.
70	De Vendegies à la Pyramide de Denain	135720 »	33680 »	169400 »	119824 63	10000 »	20000 »	149824 63	19575 37	15660 30	3915 07	19575 37	Elargissement de la chaussée pavée sur une longueur de 1,700 mètres. Travail en cours d'exécution. Dépenses prévues 39,575 fr. 37.
72	De Prisches au Nouvion.	29120 »	7280 »	36400 »	36400 »	»	»	36400 »	»	»	»	»	Programme épuisé.
	TOTAUX.	2912240 »	728060 »	3640300 »	2748498 27	176791 13	354009 23 (2)	3279298 63	361001 37	167484 30	41871 07	209355 37	

(2) Crédit à employer en 1872.

Budget de 1872.	287,850 »
Report sur l'exercice 1872 des crédits non employés sur l'exercice 1871. . .	66,159 23
Total pareil	354,009 23

Le crédit total demandé pour travaux de grosses réparations compris au programme de 1862 , est inférieur à celui des années précédentes.

Le programme de 1862 comportait une dépense totale de.	3,640,300 f. 00 c.
Il a été alloué jusqu'à 1872 inclusivement	3,279,298 63
Il reste donc à allouer.	361,001 37

Mais depuis 1862 , les besoins ont augmenté avec le développement commercial , et les dépenses se sont accrues par suite du renchérissement continu de la main-d'œuvre et des matériaux. Des faits imprévus se sont produits , par l'établissement de nouvelles industries et la construction de nouvelles voies ferrées. Aussi , un certain nombre de travaux qui n'étaient pas prévus à cette époque , ont dû être entrepris.

Le Conseil général n'a pas hésité à reconnaître l'urgence de ces travaux , et il a approuvé antérieurement dix projets aujourd'hui en cours d'exécution et qui seront à continuer en 1872.

La nécessité s'est révelée , depuis l'année dernière , d'y ajouter douze nouveaux projets. On présente donc , pour 1873 en dehors du programme de 1862 , 22 entreprises représentant une dépense prévue de 514,083 fr. 33 c. dont 375,083 fr. 33 c. pour projets anciens et 139,000 fr. pour projets nouveaux , savoir :

Projets approuvés antérieurement, à entreprendre ou à continuer en 1873.			
Chemin N° 1.	Construction d'une maison de pontier et grosses réparations au pont Saint-Nicolas	2683 33	
— 3.	(Annexe). Construction du chemin de ceinture de Bergues.	35000 »	
— 4.	Rechargement de la chaussée empierrée.	17500 »	
— 6.	Construction d'un acqueduc à Fives	8500 »	
— 15.	Elargissement de chaussée entre le moulin de Ligny et Maretz.	58000 »	
— 18.	Rechargement de la chaussée empierrée.	16000 »	
— 33.	Rechargement de la chaussée empierrée.	15000 »	
— 40.	Rechargement de la chaussée empierrée.	20000 »	
— 45.	Elargissement entre les bornes kilométriques N^os 13 et 15	32000 »	
— 51.	Renouvellement de la chaussée entre Seclin et Pont-à-Marcq	50000 »	
— 55.	Rechargement de la chaussée empierrée.	20000 »	
— 59.	Substitution d'un pavage à l'empierrement entre Villers-Outréaux et la route nationale N° 44.	96000 »	
— 71.	Prolongement entre Jeumont et Erquelines.	4400 »	375083 33
Projets nouveaux à entreprendre en 1873,			
Chemin N° 6.	Reconstruction du tablier du pont de l'Emponpont	6000 »	
— 10.	Reconstruction du pont de Férin, sur la Petite-Sensée.	7000 »	
— 16.	Réparation et élargissement du pont de Briastre sur la Selle.	7000 »	
— 17.	Reconstruction du pont de la Peene-Becque à Wormoudt.	17500 »	
— 33.	Réparation de onze ouvrages d'art.	3000 »	
— 34.	Classement et restauration de la rue d'Erre, à Abscon.	7500 »	
— 44.	Rechargement de la chaussée empierrée entre les Moëres et Ghyvelde.	8500 »	
— 57.	Rechargement entre la gare et le bourg de Strazeele.	12000 »	
— 60.	Elargissement de la chaussée pavée, construction de zones et de trottoirs.	50000 »	
— 62.	Réparation entre le Pas-de-Calais et la route départementale N° 9 . . .	10500 »	
— 69.	Rechargement en matériaux porphyriques entre Halluin et Wervicq. .	10000 »	139000 »
	TOTAL.		514083 33

Le tableau ci-après , reproduit la liste de ces projets et donne celle des projets terminés ou à terminer en 1872, en indiquant les crédits qui ont été alloués antérieurement pour parvenir à leur exécution , ainsi que ceux qui sont demandés pour l'exercice 1873.

PROJET DE BUDGET POUR 1873.

TRAVAUX NEUFS

ET DE

GROSSES RÉPARATIONS.

2e PARTIE.

Nos des Chemins	DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	Montant des dépenses à la charge du département et des communes	DÉPENSES FAITES antérieurement à 1871.	DÉPENSES FAITES en 1871.	Crédits alloués en 1872.	Total des crédits alloués et dépenses faites.	Crédits restant à allouer.	CRÉDITS Fonds du département les 0,80.	PROPOSÉS POUR 1873. Fonds des communes les 0,20.	PROPOSÉS POUR 1873. TOTAUX.	OBSERVATIONS ET INDICATION DE LA NATURE ET DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX PROJETÉS POUR 1873.
1	Construction d'une maison de pontier et grosses réparations du pont Saint-Nicolas	2683 33	» »	» »	» »	» »	2683 33	1789 »	894 33	2683 33	Part contributive du département du Nord dans ces travaux qui ont été exécutés par le département du Pas-de-Calais. Dépenses approuvées par le Conseil général en 1871.
3	Chemin de ceinture de Bergues	35000 »	» »	» »	» »	» »	35000 »	28000 »	7000 »	35000 »	Le montant total du projet est de 43,000 fr. L'État interviendra pour 8000 fr. La répartition des 35,000 fr. restant, entre le département et les communes, a été approuvée par le Conseil général en 1871.
4	Rechargement de la chaussée empierrée	17500 »	» »	» »	9000 »	9000 »	8500 »	6800 »	1700 »	8500 »	Travail en cours d'exécution, dépenses prévues 17,500 fr.
6	Construction d'un aqueduc à Fives	8500 »	» »	» »	4500 »	4500 »	4000 »	3200 »	800 »	4000 »	La ville de Lille contribue pour un contingent de 8,500 fr. à l'exécution du projet, dont le montant total est de 17,000 fr.
6	Reconstruction du tablier du pont de l'Empempont	6000 »	» »	» »	» »	» »	6000 »	4000 »	1000 »	5000 »	Tablier du pont en vétusté (*Voir le projet ci-joint montant à 6,000 fr.*)
10	Reconstruction du pont de Férin, sur la petite Sensée	7000 »	» »	» »	» »	» »	7000 »	5600 »	1400 »	7000 »	Cet ouvrage a une largeur tout-à-fait insuffisante pour la circulation (*Voir le projet ci-joint montant à 7,000 fr*)
11	Elargissement de la chaussée et drainage des accotements entre les bornes kilom. Nos 14 et 18. Achèvement	10500 »	» »	» »	10500 »	10500 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront exécutés en 1872.
15	Elargissement de la chaussée à 4 mètres 50, entre le moulin de Ligny et Maretz. Sur 2,400 de longueur	58000	» »	» »	21250 »	21250 »	36750 »	16000 »	4000 »	20000 »	travail en cours d'exécutien.
16	Rectification dans la traverse de Viesly	12000 »	» »	» »	6880 »	6880 »	5120 »	» »	» »	» »	Ces travaux seront exécutés en 1872, si les formalités nécessaires pour les expropriations sont prochainement terminés. Les indemnités de terrain sont à la charge des communes.
16	Elargissement de la chaussée à 5 mètres. Restauration des rampes de Viesly à Briastre et de Viesly à Preelle	25000 »	2000 »	15000 »	8000 »	25000 »	» »	» »	» »	» »	Ces travaux seront termines en 1872.
16	Elargissement et réparation du pont de Briastre	7000 »	» »	» »	» »	» »	7000 »	5600 »	1400 »	7000 »	Le pont tombe en ruines ; il est à une seule voie de voiture. On propose de profiter de sa réparation pour le mettre à deux voies comme les autres ponts sur la Selle. (*Voir le projet ci-joint montant à 7,000 fr.*)
17	Reconstruction du pont sur la Peene-Becque à Wormhoudt	17500 »	» »	» »	» »	» »	17500 »	12800 »	3200 »	16000 »	Travail urgent. Le pont tombe en ruines (*Voir le projet ci-joint montant à 17,500 fr.*)
18	Rechargement de la chaussée empierrée	16000 »	» »	» »	8000 »	8000 »	8000 »	6400 »	1600 »	8000 »	Travail en cours d'exécution. Dépenses prévues, 16,000 fr.
32	Exhaussement du pont de Boulogne	6500 »	» »	» »	6500 »	6500 »	» »		» »	» »	Ce travail sera exécuté en 1872.
33	Rechargement de la chaussée empierrée	15000 »	» »	» »	7000 »	7000 »	8000 »	6400 »	1600 »	8000 »	Travail en cours d'exécution. Dépenses prévues 15,000 fr.
33	Réparation d'ouvrages d'art	3000 »	» »	» »	» »	» »	3000 »	2400 »	600 »	3000 »	Les ouvrages d'art, au nombre de onze, ont besoin de sérieuses réparations (*Voir le projet ci-joint montant à 2,000 fr.*)
34	Classement et restauration de la rue d'Erre à Abscon sur une longueur de 440 mètres	7500 »	» »	» »	» »	» »	7500 »	7500 »	» »	7500 »	Le montant total du projet est de 18,500 fr. ; mais la commune d'Abscon et les principaux intéressés offrent de concourir aux dépenses pour une somme de 11,000 fr. L'élévation de ce chiffre fait penser que le département voudra bien prendre à sa charge le surplus dont les autres communes intéressés à l'entretien du chemin N° 34, refusent de se charger (*Voir les rapports et avis des Ingénieurs des 23 et 25 mai 1872.*)
38	Reconstruction du pont de la Becque de Steenwerck	7000 »	» »	» »	7000 »	7000 »	» »	» »	» »	» »	Ce travail sera exécuté en 1872.
40	Rechargement de la chaussée empierrée	20000 »	» »	» »	6000 »	6000 »	14000 »	11200 »	2800 »	14000 »	Travail en cours d'exécution. Dépenses prévus 20,000 fr.
44	Rechargement de la chaussée empierrée entre les Moëres et Ghyvelde	8500 »	» »	» »	» »	» »	8500 »	3600 »	900 »	4500 »	Travail urgent pour assurer la circulation (*Voir le projet ci-joint montant à 8,500 fr.*)
45	Elargissement entre les bornes kilom., Nos 13 et 15	32000 »	10000 »	10000 »	8000 »	28000 »	4000 »	3200 »	800 »	4000 »	Travail en cours d'exécution. Remaniement et élargissement de 700 mètres de chaussée.
	A reporter	322183 33	12000 »	25000 »	102630 »	139630 »	182553 33	124489 »	29694 33	154183 33	

Nos des Chemins	DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	Montant des dépenses à la charge du département et des communes	DÉPENSES FAITES antérieurement à 1871.	DÉPENSES FAITES en 1871.	Crédits alloués en 1872.	Total des crédits alloués et dépenses faites.	Crédits restant à allouer.	CRÉDITS PROPOSÉS POUR 1873. Fonds du département les 0,80.	Fonds des communes les 0,20.	TOTAUX.	OBSERVATIONS ET INDICATION DE LA NATURE ET DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX PROJETÉS POUR 1873.
	Report. . . .	322183 33	12000 »	25000 »	102630 »	139630 »	182553 33	124489 »	29694 33	154183 33	
51	Renouvellement de la chaussée entre Seclin et Pont-à-Marcq	50000 »	p. mémoire	p. mémoire	p. mémoire	p. mémoire	p. mémoire	p. mémoire	p. mémoire	p. mémoire	Travail en cours d'exécution. Ces travaux sont imputés sur les fonds d'entretien et les crédits demandés se trouvent inscrits au projet de budget d'entretien. Les dépenses faites au 31 décembre 1871, s'élèvent à 20,000 fr. On a un crédit de 5.000 fr. et l'on en demande un de pareille somme, sur 1873.
52	Prolongement dans la ville du Cateau	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Ce projet dont le montant total est de 13,500 fr, sera exécuté par la ville de Cateau à ses frais.
54	Etablissement d'une haie à la rampe des Ecrequilles. . .	1000 »	» »	» »	1000 »	» »	» »	» »	» »	» »	Ce travail sera exécuté en 1872.
	Construction d'un mur formant parapet à Floyon . . .	1700 »	» »	» »	1700 »	» »	» »	» »	» »	» »	Id.
55	Rechargement de la chaussée empierrée.	20000 »	» »	» »	7000 »	7000 »	13000 »	10400 »	2600 »	13000 »	Travail en cours d'exécution.
55	Reconstruction du pont de l'Abeele.	3700 »	» »	» »	3700 »	3700 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront exécutés en 1872.
57	Rechargement entre la gare et le bourg de Strazeele . . .	12000 »	» »	» »	» »	» »	12000 »	9600 »	2400 »	12000 »	Partie de route tout-à-fait usée. (*Voir le projet ci-joint montant à* 12.000 *fr.*)
58	Rechargement en matériaux porphyriques, entre Herlies et Fromelles	6000 »	» »	» »	6000 »	6000 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront exécutés en 1872.
59	Substitution d'un pavage à l'empierrement entre Willers-Outréaux et la route nationale N° 44	96000 »	» »	» »	31500 »	31500 »	64500 »	24000 »	6000 »	30000 »	Travail en conrs d'exécution.
60	Elargissement de la chaussée. Construction de trottoirs et de zônes empierrées.	50000 »	» »	» »	» »	» »	50000 »	8000 »	2000 »	10000 »	Travail urgent, qui terminerait la mise en état du chemin N° 60. (*Voir le projet ci-joint montant à* 50,000 *fr.*)
61	Rechargement de la chaussée empierrée sur 1,095 mètres, vers Lederzeele.	5000 »	» »	» »	5000 »	5000 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront exécutés en 1872.
62	Réparation entre le Pas-de-Calais et la route départementale N° 9	10500 »	» »	» »	» »	» »	10500 »	8400 »	2100 »	10500 »	Section considérablement fréquentée et qu'il est indispensable de reconstruire. (*Voir le projet ci-joint montant à* 10,500 *f.*)
63	Réparation du pont de Noyelles.	5000 »	» »	» »	p. mémoire	p. mémoire	» »	» »	» »	» »	Un crédit de 5,000 fr. est alloué sur les fonds de l'État, pour réparer cet ouvrage dont l'armée Allemande avait détruit deux arches.
66	Achèvement du convertissemeat de la chaussée empierrée en pavage dans la traverse de Wormhoudt.	5300 »	» »	» »	5300 »	5300 »	» »	» »	» »	» »	Les travaux seront exécutés en 1871.
66	Etablissement de gares pour le dépôt des matériaux. . .	4200 »	» »	» »	4200 »	4200 »	» »	» »	» »	» »	Id.
69	Rechargement en matériaux porpyriques entre Halluin et Wervicq	10000 »	» »	» »	» »	» »	10000 »	8000 »	2000 »	10000 »	La circulation sur cette section est considérable pour ce chemin ouvert, dans une vallée humide et plate. Un recharge ment est indispensable (*Voir le projet ci-joint montant à* 10,000 *fr.*)
71	Prolongement de Jeumont à Erquelines.	4400 »	» »	» »	» »	» »	4400 »	2934 »	1466 »	4400 »	Projet approuvé en princtpe par le Conseil général dans sa session de 1872.
		606983 33	12000 »	25000 »	168030 »	205030 33	346953 33	195823 »	48260 33	244083 33	
	TOTAUX DE LA 2e PARTIE (y compris 5,000 fr. à imputer sur les fonds d'entretien) .								» »	244083 33	
	A ajouter les crédits demandés pour travaux compris au programme de 1862								. . . . .	209355 37	
	TOTAL GÉNÉRAL des crédits demandés sur 1873 pour travaux de grosses réparations								. . . . .	453438 70	Total inférieur de 7,000 fr. (en nombre rond) au montant total des crédits de 1872.

IV. — Travaux neufs.

Dans sa session de 1867, le Conseil général a classé au nombre des chemins vicinaux de grande communication le chemin de ceinture autour de Valenciennes.

Les travaux de ce chemin, retardés par les événements de 1870 1871, seront terminés complètement en 1872, et il pourra être livré à la circulation, à la fin de cet exercice, sur toute son étendue.

Aucun autre chemin n'est, en ce moment, en construction.

V. — Chemins à l'étude. — Classements.

Chemin de ceinture de Bergues.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a classé comme annexe du chemin N° 3, le chemin de ceinture à construire autour de la ville de Bergues pour réunir, en dehors de la place, les routes nationales N^os^ 16 et 40. Le montant du projet est de 43,000 fr. Une décision ministérielle du 8 avril 1872, a adopté le principe d'une subvention de 8000 fr. sur les fonds de l'état. Il restera à fournir 35,000, dont le Conseil général a décidé, le 13 novembre 1871, qu'il prendrait les quatre cinquièmes à la charge du département, le dernier cinquième devant tomber à celle des 14 communes intéressées à l'amélioration. Le projet est entre les mains de l'Administration supérieure, qui aura à l'approuver en raison de la participation du Trésor. Si donc le crédit de 35,000 fr. demandé précédement, est accordé sur l'exercice 1873, les travaux pourront être exécutés l'année prochaine.

Rectification du chemin N° 9 sur le territoire de Roubaix.

Dans sa session d'avril 1872, le Conseil général, saisi de la question de la rectification du chemin N° 9, sur le territoire de Roubaix, a décidé que le département participerait pour une somme de 10,000 fr. à l'exécution de ce travail évalué à 31,221 fr. 22 c., non compris les indemnités de terrains. Comme il est impossible d'imposer, pour cette œuvre, d'autres communes que Roubaix, les Ingénieurs ont proposé dans leurs rapports et avis des 18-19 avril 1872, d'inviter l'Administration municipale de cette ville à faire connaître si elle entend prendre à sa charge, en outre des indemnités de terrains, la somme de 21, 221 fr. 22 c. nécessaire pour parfaire l'estimation des travaux.

Chemin N° 10. — Traverse de Lécluse.

Les négociations entamées avec le département du Pas-de-Calais, au sujet de la mise en état des portions du chemin N° 10, dont l'entretien lui incombe, d'adrès la convention conclue, en 1850, entre les deux départements, ont prouvé que le département du Pas-de-Calais est totalement impuissant pour satisfaire aux légitimes et persistantes réclamations de la commune de Lécluse sur ce point. En conséquence, par leurs rapports et avis des 13, 18 mai 1872, les Ingénieurs ont proposé d'abroger purement et simplement cette convention bien plus dommageable qu'utile au département du Nord.

Chemin N° 20. — Rectification du Pont-Vert à Fourmies.

L'exécution du projet de rectification du Pont-Vert, sur le chemin N° 20 à Fourmies, a été ajournée par le Conseil général dans sa session de 1871, par le motif que cette amélioration serait comprise ultérieurement dans un travail plus important. Le moment n'est pas encore venu de s'en occuper.

Chemins N^os^ 20 et 65. — Substitution d'un pavage à l'empierrement, à Fourmies.

La commune de Fourmies fait valoir l'énorme circulation (2300 colliers), qui emprunte les chemins N^os^ 20 et 65, dans cette localité, pour demander que ces deux voies soient pavées sur une longueur de 1060 mètres et sur une largeur de 8 et 9 mètres, qui est celle régnant entre trottoirs. La

dépense à faire pour ce travail s'élèverait à 93,000 fr. Dans un rapport motivé en date du 25 avril 1872, l'Ingénieur en chef a proposé que le département participât à la dépense, pour une somme de 46,500 fr., que la commune de Fourmies prît à sa charge une première somme de 34,875 fr. et que la somme de 11,625 fr. restante, fut partagée entre les communes intéressées à l'entretien des deux chemins, y compris celle de Fourmies, dans la proportion de leurs contingents d'entretien.

Chemin N° 20. — Élargissement au-dessous et aux abords du passage inférieur du chemin de fer à Fourmies.

Ce travail demandé par la commune de Fourmies, porterait à 12 mètres la largeur du passage dont il s'agit. Les Ingénieurs attendent que la Compagnie du Nord ait terminé les travaux qui lui restent à faire aux abords de cet ouvrage, suivant les rapports de MM. les Ingénieurs du contrôle, en date des 24 janvier, 23 mai 1872, pour préparer le projet de cette amélioration. La dépense probable doit-être évaluéeà 5000 fr. et il semble qu'elle doit incomber tout entière à la commune de Fourmies.

Chemin N° 34. — Prolongement à Aniche.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a ajourné la solution de cette affaire qui ne lui paraissait pas suffisamment préparée et justifiée. On en poursuit l'instruction.

Chemin N° 52. — Prolongement dans la ville du Câteau.

Le Conseil général a accordé, en 1871, à la ville du Cateau le classement du prolongement du chemin N° 52, dans cette localité, entre son origine, au tunnel du chemin de fer, et la route nationale N° 39, sous la réserve, acceptée par la ville, que la dépense de 13,500 fr. à faire pour mettre cette section à l'état normal d'entretien serait supportée tout entière par le Cateau. L'Administration municipale se propose d'inscrire cette somme à son budget de 1873, et il est à présumer que les travaux seront exécutés dans la même année.

Chemin N° 55. — Classement du chemin vicinal ordinaire dit : *Grand chemin de Poperinghe*.

La commune de Boescheppe a demandé que le chemin vicinal ordinaire dit : Grand chemin de Poperinghe fut classé comme annexe du chemin de grande communication N° 55. La dépense à faire pour mettre cette voie en état, doit être évaluée à 25,000 fr. non compris les indemnités de terrain. Les Ingénieurs ont produit le 31 janvier-8 février 1872, le projet de ce travail et proposé de prendre l'avis de la Commission de surveillance, du chemin N° 55.

Chemin N° 62. — Rectification à Don.

M. le Maire et plusieurs conseillers municipaux d'Annoeullin, ont signalé la nécessité de rectifier le chemin N° 62, aux abords de la nouvelle écluse de Don. Les Ingénieurs ont fourni les 23-26 mars et 5-15 avril 1872, leurs rapports, avec un projet, duquel il résulte que la dépense à faire pour réaliser cette amélioration s'élèverait à 16,000 francs, y compris les indemnités de terrains. L'affaire est, en ce moment, soumise à l'instruction prescrite par l'article 7 de la loi du 21 mai 1836.

VI. — Objets divers.

Comptabilité.

Le service de la comptabilité s'opère scrupuleusement dans tous les détails, d'après les règles prescrites par le titre IV du nouveau réglement annexé à la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 5 décembre 1869. Il se fait de la manière la plus régulière et ne soulève jamais de difficultés de la part des administrations appelées à y concourir et à le contrôler.

On a achevé en 1869 de supprimer dans tout le service le mode de paiement par voie de régie. Tout fait de dépense est aujourd'hui l'objet d'un mandat individuel remis à l'ayant droit qui va en toucher le montant aux caisses publiques.

Subvention industrielles.

On continue d'apporter, dans l'opération si délicate du réglement des subventions industrielles, la prudence et l'esprit d'équité nécessaires pour prévenir les conflits, sans cependant sacrifier le revenu de cet impôt, qui constitue une ressource indispensable pour faire face aux besoins du service. Les subventions industrielles de 1871, ont été presque toutes réglées à l'amiable.

Il serait bien désirable, tant pour le bon emploi des ressources que pour faciliter la tâche des contribuables, que les arrêtés fixant les contingents communaux acquittables en nature fussent émis dans le courant de janvier et les rôles de répartition dans le courant de février.

Nivellement général.

Le nivellement général du département est en cours d'exécution dans tout le département. Cette opération embrassera le développement total de 859 kilomètres 931 mètres des chemins de grande communication, et donnera lieu, sur ces voies, à la pose d'environ 600 repères métalliques.

Relevé de la circulation.

Le récensement quinquinnal de la circulation a été effectué en 1869 sur les routes nationales et départementales. M. le Préfet a décidé, sur la proposition de l'Ingénieur en chef, que cette opération serait étendue aux chemins de grande communication.

On a ainsi, pour la première fois, des renseignements fort utiles dans une multitude de circonstances du service.

Ces renseignements ont été produits dans un tableau spécial annexé au rapport de 1870. Il se résument, comme il suit, pour l'ensemble des chemins de grande communication du département, savoir :

Nombre moyen de colliers par jour { A charge . . . . 207 colliers. / A vide . . . . . 106 id. / Total. . . . . 313 id.

Nombre moyen de tonnes par jour { Tonnage brut . . . . . 334 tonnes. / Tonnage utile . . . . . 209 id.

Il est a remarquer que les chiffres qui expriment la fréquentation moyenne sur les chemins de grande communication, sur les routes départementales et sur les routes nationales du Nord, sont entr'eux très-sensiblement comme les trois nombres 5, 9 et 10

Plan d'alignement des traverses.

La réglementation des plans d'alignements des traverses est en bonne voie.

Il existe, sur les chemins de grande communication du département 201 traverses de villes et de villages, dont les plans se trouvaient, au 31 décembre 1871, dans la situation suivante :

DÉSIGNATION DES SERVICES.	TRAVERSES homologuées.	PROJETS ÉTUDIÉS et entre les mains		PROJETS à l'étude.	PROJETS à étudier.	TOTAUX.
		de l'Administration supérieure.	des Ingénieurs.			
Dunkerque.	10	4	3	2	7	26
Lille	12	»	»	44	»	56
Douai.	27	»	»	3	»	31
Valenciennes.	25	1	1	»	»	30
Cambrai.	26	1	»	»	»	27
Avesnes.	31	1	»	»	»	31
TOTAUX.	131	10	4	49	7	201

Ce travail si important depuis l'établissement de la nouvelle jurisprudence consacrée par le Conseil d'État en matière d'alignement, se poursuit avec activité, conformément aux prescriptions de la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 12 mai 1869.

Voirie. La police de la voirie s'exerce avec facilité et régularité. Les contraventions sont, du reste, peu nombreuses ; l'intervention toujours conciliante des Agents a pour résultat de satisfaire les besoins et les exigences légitimes du public sans porter atteinte au respect qui est dû aux réglements.

Il serait bien utile que les Agents des Ponts-et-Chaussées pussent obtenir de MM. les Maires un concours actif et énergique pour entretenir les traverses dans un état convenable de propreté, afin d'éviter de voir neutraliser une partie des excellents résultats qu'ont procurés les travaux d'assainissement exécutés depuis plusieurs années.

Vœux. L'Ingénieur en chef a répondu soit dans le courant de ce rapport, soit par des rapports spéciaux, qui sont entre les mains de M. le Préfet, à tous les vœux qui ont été exprimés.

VII. — Annexes.

Au présent rapport sont annexés, savoir :

1° Le projet de budget des dépenses d'entretien pour 1873.

2° Six rapports dans lesquels MM. les Ingénieurs exposent avec des détails complets, la situation générale de leur service et celle de chaque chemin en particulier.

Enfin 15 projets qui s'énumèrent comme il suit :

3° Reconstruction du tablier du pont de l'Empempont sur le chemin N° 6 ;

4° Reconstruction du pont de Férin, sur la Petite Sensée, chemin N° 10 ;

5° Elargissement et réparation du pont de Briastre, sur le chemin N° 16 ;

6° Reconstruction du pont sur la Peene-Becque à Wormhoudt ;

7° Remaniement du chemin N° 25, dans les 6e, 11e et 17e kilomètres ;

8° Réparations des ouvrages d'art sur le chemin N° 33;

9° Construction de zônes empierrées sur le chemin N° 35, entre Douai et Waziers, remaniement dans la traverse du marais des Six-Villes et dans l'avenue du pont de Moncheaux;

10° Remaniement et élargissement du chemin N° 39, entre Annœullin et la limite du Pas-de-Calais ;

11° Rechargement de la chaussée empierrée entre les Moëres et Ghyvelde, sur le chemin N° 44;

12° Remaniement et construction de trottoirs à Fressain, sur le chemin N° 47 ;

13° Rechargement du chemin N° 57, entre la gare et le bourg de Strazeele ;

14° Elargissement de la chaussée du chemin N° 60, construction de trottoirs et de zônes empierrées ;

15° Réparation du chemin N° 62, entre le Pas-de-Calais et la route départementale N° 9 ;

16° Rechargement en matériaux porphyriques du chemin N° 69, entre Halluin et Wervicq ;

17° Prolongement du chemin N° 71, de Jeumont à la frontière.

Dressé par l'Ingénieur en chef soussigné,

Lille, le 1er juillet 1872

L'Ingénieur en chef du département du Nord,

EM. RAILLARD.

DÉPARTEMENT DU NORD.

SERVICE VICINAL.

CHEMINS VICINAUX ORDINAIRES ET D'INTÉRÊT COMMUN.

Exercice 1871.

RAPPORT A M. LE PRÉFET.

1re PARTIE.

Chemins vicinaux d'intérêt commun.

Les ressources de toute nature applicables aux chemins vicinaux d'intérêt commun, créées pendant l'année 1871, se sont élevées à la somme de. 699,158 38

Savoir :

Ressources en nature	125,029 69
Ressources en argent	574,128 69
Total.	699,158 38

Les ressources se décomposent ainsi qu'il suit :

Ressources communales.

RESSOURCES ORDINAIRES.

Revenus ordinaires et produits divers.			174,117 37
Prestations	acquittées en nature.	101,874 73	129,745 59
	exigibles en argent	27,870 86	
Produit des centimes spéciaux ordinaires.			62,747 15
A reporter			366,610 11

Report			366,610 11

RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

Impositions extraordinaires		16,119 92
Produits divers extraordinaires.		693 20
Total des ressources communales.		383,423 23

RESSOURCES PROVENANT DES PARTICULIERS.

Subventions industrielles :			
Acquittées en nature	14,726 62	27,404 30	
Exigibles en argent	12,674 68		
Offres particulières : en nature. . . .	5,000 »	8,763 64	
Offres particulières : en argent.	3,763 46		
Total des ressources provenant des particuliers . .		36,167 94	36,167 94

SUBVENTIONS SUR LES FONDS DÉPARTEMENTAUX ET DE L'ÉTAT.

Fonds départementaux : Centimes spéciaux facultattfs. .	254,980 »	279,567 21	
Fonds départementaux : Centimes extraordinaires . . .	13,103 21		
Fonds de l'État, loi du 11 juillet 1868.	11,484 »		
Total des ressources de l'exercice 1871			699,158 38
A déduire :			
Le dégrèvement des cotes irrécouvrables et les non-valeurs accordées sur l'exercice.			5,597 78
Ressources définitives de l'exercice 1871.			693,560 60
Excédants à la clôture de l'exercice 1870 des ressources définitives sur les dépenses. : faites.			383,379 87
Excédants à la clôture de l'exercice 1870 des ressources définitives sur les dépenses. : payées.			450,867 39
Ressources définitives pour dépenses : à faire.			1,076,940 47
Ressources définitives pour dépenses : à payer.			1,144,427 99

DÉPENSES FAITES.

Les dépenses faites sont réparties conformément aux détails qui suivent :

DÉPENSES FAITES, PAYÉES OU NON PAYÉES.

Entretien : en nature.	103,178 12	476,484 68	
Entretien : en argent : Cantonniers	81,882 42		
Entretien : en argent : Autres dépenses.	291,424 14		
A reporter			476,484 68

		Report	476,484 68
Grosses réparations	en nature	1,080 »	15,229 79
	en argent.	14,149 79	
Construction. . . .	en nature	17,346 23	166,809 83
	en argent.	149,463 60	
Pour terrains occupés à titre onéreux.			9,302 90
Pour dommages et dépenses diverses			8,445 83
Pour frais généraux, impression et personnel.			90,241 54
		Total des dépenses faites.	766,514 57
Rappel des ressources disponibles pour dépenses à faire			1,076,940 47
Excédant à la clôture de l'exercice sur les dépenses faites			310,425 90
Montant des dépenses payées, prestations et souscriptions comprises. . .			751,136 66
Rappel des ressources définitives pour dépenses à payer.			1,144,427 99
Excédant à la clôture de l'exercice des ressources définitives sur les dépenses payées			393,291 33

Travaux exécutés.

Le détail des travaux exécutés sur chacun des 124 chemins vicinaux d'intérêt commun est consigné dans le tableau N° 35. Ces travaux peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

13k,615 mètres ont été amenés à l'état d'entretien,

Savoir :

9k,938	provenant	des parties à l'état de viabilité ;
3,117	—	des parties en construction ;
560	—	des parties en lacune,

5k,464 mètres courants ont été amenés à l'état de viabilité provenant,

Savoir :

4k,742 des parties en construction ;
722 des parties en lacune.

Résumés sous cette forme les travaux exécutés ne se prêtent pas à une comparaison avec les dépenses qui, dans les tableaux se décomposent en dépenses pour construction, grosses réparations et entretien ; sous cette dénomination les travaux de l'année 1871 se divisent ainsi qu'il suit :

1° *Travaux de construction neuve.*

Il a été construit :

3,704 mètres courants de chaussées pavées ;
11,154 mètres courants de chaussées en empierrement.

Total. . . 14,858.

La dépense correspondant à ces travaux est évaluée à 166,810 fr., savoir :

77,050 fr. pour les chaussées pavées.
89,760 fr. pour les chaussées empierrées.

Il ressort de ces chiffres que la dépense moyenne par mètre courant a été

de 20 fr. 80 c. pour les chaussées pavées,
de 8 fr. 05 c. pour les chaussées empierrées.

2° *Travaux de grosses réparations.*

Des travaux de grosses réparations ont été exécutés sur une longueur de 4,716 mètres,

Savoir :

1,774 mètres de chaussées pavées.
2,942 mètres de chaussées empierrées.

La dépense s'est élevée à 15,220 francs.

3° *Travaux d'entretien.*

Les travaux d'entretien ont été effectués sur :

295,000 mètres de chaussées pavées ;
411,000 mètres de chaussées empierrées.

Total. . . 706,000.

La dépense s'est élevée à 476,500 fr., elle s'est répartie entre les chaussées pavées et empierrées dans la proportion suivante, savoir :

151,660 fr. pour les chaussées pavées.
324,840 fr. pour les chaussées empierrées.

Les ouvrages d'art construits en 1871, consistent en 32 aqueducs.

Situation générale des travaux.

La situation comparée des travaux au 1er janvier 1871, et au 1er janvier 1872, est consignée par chemin dans le tableau N° 35 annexé à ce rapport.

Elle est résumée dans le tableau ci-après :

DATE de la SITUATION.	LONGUEUR à l'état d'entretien	LONGUEUR à l'état de viabilité.	LONGUEUR totale à entretenir	LONGUEUR en construction.	LONGUEUR en lacune.	TOTAL à construire et à entretenir	OBSERVATIONS.
	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	
1er janvier 1872. .	674.278	31.897	706.175	15.082	23.972	745.229	La diminution de 4 k. 200 mètres provient du déclassement d'une portion du chemin N° 73, d'Arnêke au Ménégat et à Noordpeene.
1er janvier 1871. .	666.529	31.071	697.600	21.771	30.058	749.429	
Différence en plus . .	k. m. 7.749	k. m. 0.826	k. m. 8.575	»	»	»	
Différence en moins..	»	»	»	k. m. 6.689	k. m. 6.086	k. m. 4.200	

Les dépenses faites et les travaux exécutés se répartissent par arrondissement conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION des Arrondissements	TRAVAUX EXÉCUTÉS. Construction. Pavage.	Construction. Empierrement.	Grosses réparations. Pavage.	Grosses réparations. Empierrement.	DÉPENSES POUR TRAVAUX DE Construction. Pavage.	Construction. Empierrement.	Grosses réparations.	Entretien.	DÉPENSE totale.
	m.	m.	m.	m.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Avesnes.....	»	730	»	70	»	4.680	590	119.940	125.240
Cambrai.....	1.897	2.654	774	2.872	52.770	37.330	4.330	97.350	191.780
Douai.....	236	»	»	»	3.410	»	110	31.350	34.870
Dunkerque	»	»	»	»	»	»	»	38.150	38.150
Hazebrouck.....	»	7.770	»	»	»	47.750	3.000 (1)	58.940	109.690
Lille...	560	»	1.000	»	17.710	»	2.690	86.640	107.040
Valenciennes	1.011	»	»	»	3.160	»	4.500 (2)	44.130	51.790
TOTAUX.....	m. 3.704	m. 11.154	m. 1.774	m. 2.942	fr. 77.055	fr. 89.760	fr. 15.220	fr. 476.500	fr. 658.530

(1) Reconstruction d'un pont.

(2) Solde des travaux exécutés par le sieur Marlière.

Situation des chemins par arrondissement.

La situation au 1er janvier 1872 des chemins vicinaux d'intérêt commun est consignée dans la tableau ci-après :

DÉSIGNATION des ARRONDISSEMENTS.	LONGUEUR à l'état d'entretien.	LONGUEUR à l'état de viabilité.	LONGUEUR totale à entretenir	LONGUEUR en construction.	LONGUEUR en lacunes	TOTAL à construire et à entretenir.
	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.
Avesnes	147.041	»	147.041	»	»	147.041
Cambrai	104.619	20.421	125.040	2 153	953	128 146
Douai	65.402	1.000	66.402	»	2.286	68.688
Dunkerque	64.549	»	64.549	5.939	»	70.488
Hazebrouck	91.223	»	91.223	5.990	146	97.359
Lille	137.181	4.576	141.757	1.000	14.776	157.533
Valenciennes	64.263	5.900	70.163	»	5.811	75.974
TOTAUX	k. m. 674.278	k. m. 31.897	k. m. 706.175	k. m. 15.082	k. m. 23.972	k m. 745.229

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES A QUELQUES CHEMINS.

Arrondissement d'Avesnes.

Des travaux de construction et de grosses réparations avaient été entrepris, il y a quelques années, sur les chemins Nos 7, 104 et 106.

Chemin N° 7, de Trélon à Eppe-Sauvage.

Les travaux de rectification de la rampe d'Eppe-Sauvage sont entièrement terminés, les ressources pour les solder sont assurées. La dépense pour les travaux s'est élevée à 18,307 fr. non compris les acquisitions de terrain.

Chemin N° 104, de Felleries à la gare d'Avesnes.

Le chemin peut être considéré comme terminé, il reste seulement 1,637 mètres courants à compléter, mais la viabilité est assurée même sur cette longueur.

Chemin N° 106, de Solrinnes à Dimechaux.

On a amélioré l'entrée du chemin dans le village de Dimechaux à son embranchement avec le chemin de grande communication N° 27. Ces travaux ont eu pour objet l'élargissement d'une tranchée et la construction d'un aqueduc.

Arrondissement de Cambrai.

Les travaux de grosses réparations des chemins d'intérêt commun N° 28, 52 et 56 marchent lentement par suite des difficultés qui résultent du manque de matériaux.

Les travaux de construction du chemin N° 14, ceux de substitution de pavage à l'empierrement et de construction des chemins N° 25, 52, 92, 103 et 108, ont suivi leur cours sans qu'ils donnent lieu à des observations particulières. Le chemin N° 52, de Gonnelieu à Epéhy, dans la partie prolongée jusqu'à la limite du département de la Somme, est terminé et on peut considérer la ligne entière comme étant à l'état d'entretien.

Il en est de même du chemin N° 103, de Busigny à Vaux.

En ce qui concerne le chemin N° 25, de Châtillon à Ribeauville, la question du tracé définitif dans la traversée de Mazinghien reste en suspens.

Chemin N° 85, de Solesmes à Haspres.

Les transports industriels et autres incombant à la population locale ont occasionné des dommages considérables que l'on a grand'peine à réparer.

Le roulage et les lourds chargements prennent une extension remarquable qui profite au pays, mais qui devient inquiétante au point de vue de la conservation du chemin.

La chaussée en pavage construite primitivement sur 3 mètres de largeur et sur un sol de médiocre qualité, n'offre pas une résistance suffisante malgré les zônes empierrées que l'on établit sur certains points.

L'élargissement de la chaussée à 4^{m} 50 serait nécessaire pour remédier à cet état de choses. Néanmoins et en présence des besoins que nécessite l'achèvement du réseau des chemins d'intérêt commun, le moment paraît mal choisi pour entreprendre l'élargissement d'une chaussée. — Nous nous contenterons de signaler cette situation.

Chemin N° 92, du Câteau à Landrecies.

Il reste à entreprendre les travaux d'améliorations sur le territoire de la commune de Pommereuil. Avant d'y procéder, il y a à obtenir le déplacement d'un puits communal; il y a de plus à construire un mur de soutènement le long d'une mare d'eau. Cet ouvrage n'avait pas été prévu au devis, toutefois la dépense pourra être couverte par les économies faites sur d'autres parties du projet.

Chemin N° 118, d'Iwuy à Cattenières.

Ce chemin est aujourd'hui ouvert à la circulation sur toute son étendue. Une section anciennement construite par la commune d'Iwuy, en pavés calcaires de 12 à 14 centimètres, pouvait autrefois supporter les transports de la localité, elle est maintenant insuffisante, sa réparation n'est plus guère possible et la viabilité sur ce point paraît compromise. Cet état de choses est d'autant plus regrettable que la section dont il s'agit est placée à l'origine du chemin entre le chemin d'accès à la gare d'Iwuy et le pont du chemin de fer, sa longueur est de 450 mètres. La reconstruction en pavés français y compris un remblai nécessaire entraînerait une dépense de 15,000 fr. environ.

Comme pour le chemin N° 85, nous nous contentons de signaler le fait, en attendant qu'une situation meilleure des ressources des communes et du département permette de faire des propositions à cet égard.

Arrondissement de Douai.

Chemin N° 11, de Douai à Roost-Warendin.

Le mauvais état dans lequel se trouve l'aqueduc qui livre passage aux eaux de la rigole royale à la limite des communes de Douai et de Roost-Warendin, a obligé l'administration à reconstruire d'urgence cet ouvrage pour éviter des dangers et une interruption de la circulation.

Le dossier de l'affaire sera soumis au Conseil général avec l'avis du Conseil d'arrondissement et en ce qui concerne le projet de répartition de la dépense entre les intéressés à la reconstruction de cet ouvrage. Une seule des parties intéressées; l'association de la vallée de la Scarpe, n'a offert que la moitié du contingent de 1.000 fr. que le service vicinal avait proposé de lui assigner,

Ces dépenses avaient été ainsi réparties :

La ville de Douai.	1/4	500 »
La commune de Roost-Warendin	1/4	500 »
L'association de la vallée de la Scarpe	1/2	1,000 »
Total.		2,000 »

Chemin N° 65, de Douai à Oisy.

Le projet de reconstruction du pont de Palluel, près d'Arleux, a été approuvé et les travaux soumis à l'adjudication en janvier dernier seraient terminés aujourd'hui si l'adjudicataire avait mis plus d'activité à se procurer les fers spéciaux dont se compose le tablier du pont. La mise en demeure dont l'entrepreneur a été l'objet et la crainte qu'il de voir exécuter les

travaux en régie à ses risques et périls, paraissent avoir stimulé son zè l est permis d'espérer que cet ouvrage pourra être terminé très-prochainement.

Le pont de Palluel avait été détruit dans l'intérêt de la défense ; bien que le crédit nécessaire à sa reconstruction ait été voté l'an dernier par le Conseil général, l'État prend à sa charge la plus grosse part de la dépense.

Chemin N° 81, d'Hornaing à Marchiennes.

Le Conseil général a accordé les subventions nécessaires pour, concurremment avec les ressources communales, subvenir aux dépenses de restauration de la chaussée et d'établissement d'un tablier en fer et en maçonnerie sur les culées du pont de la Traitoire. Ces travaux ne tarderont pas à être terminés.

La reconstruction du pont de la Traitoire est fort avancée et le service vicinal sera prochainement en mesure de faire entreprendre la réparation des chaussées dans la traverse de Wandignies.

Chemin N° 109, de Ceinture de Douai.

Le hameau de Dorignies traversé par le chemin N° 109, de ceinture de Douai, acquiert un développement tellement considérable, les établissements industriels s'y multiplient à tel point, que la chaussée n'offre plus une solidité suffisante pour résister aux transports de charbons et de matériaux qui s'y effectuent dans la partie anciennement construite.

Les ressources de l'entretien ne permettent pas de rétablir la chaussée complètement dégradée pendant l'hiver 1870-71. Il a paru indispensable de préparer un projet de restauration de l'ancienne chaussée sur une longueur de 630 mètres. — Le projet s'élève à 19,500 fr.

La dépense peut-être couverte au moyen des ressources votées par les communes et par une subvention à demander au département, de la somme de 8,890 fr., subvention que nous avons inscrite, par prévision, dans nos propositions de budget :

Arrondissement de Dunkerque.

Les chemins d'intérêt commun de l'arrondissement de Dunkerque sont depuis longtemps terminés ; les ressources qui leur sont affectées suffisent pour les maintenir en bon état de viabilité.

Il n'y a aucune observation particulière à signaler à leur égard.

Arrondissement d'Hazebrouck.

Chemin N° 51, d'Hazebrouck à Sainte-Marie-Cappel.

Les travaux neufs de ce chemin ont été terminés dans le courant de 1871 ; ils sont reçus provisoirement et ne tarderont pas à l'être définitivement.

Chemin N° 75, de Zermezeele à Cassel et à Ledringhem.

Les travaux de construction neuve ont été terminés, en 1871, sur la section comprise entre Zermezeele et Ledringhem, ils ne donnent lieu à aucune observation.

Chemin N° 77, d'Estaires à Steenwerck

On a reconstruit sur la Méteren-Becque un ponceau de 3^m 50 d'ouverture. La dépense s'est élevée à 3,000 francs.

Chemin N° 89, de Bailleul au Mont-Noir.

On a complété, en 1871, la construction de cette ligne, les travaux seront reçus définitivement dans le courant de 1872. Ce chemin paraît destiné à prendre une importance plus grande qu'on ne l'avait cru primitivement; la circulation y devient fort active depuis son achèvement.

Arrondissement de Lille.

Deux chemins d'intérêt commun étaient en construction en 1871, le chemin N° 91 de Leers à Tourcoing et le chemin N° 93, de Seclin à Haubourdin.

Chemin N° 91, de Leers à Tourcoing.

Depuis quelques années, les travaux sont suspendus par suite d'abord de difficultés toujours renaissantes au sujet du tracé entre Vieille-Place et Tourcoing, et aujourd'hui encore par suite de l'accomplissement des formalités relatives aux expropriations.

Enfin, après de nouvelles enquêtes, le décret déclaratif d'utilité publique a été rendu à la date du 20 mars dernier. Les enquêtes parcellaires se terminent en ce moment, l'expropriation s'en suivra et les travaux seront repris immédiatement après le règlement des indemnités.

Chemin N° 93, de Seclin à Haubourdin.

Ce chemin a été commencé en 1871, on a construit sur le territoire d'Emmerin toute la partie ouverte comprise entre l'origine du chemin et la 1^{re} sectiou en redressement sur une longueur de 520 mètres. Des approvisionnements de matériaux ont été faits sur Noyelles et Seclin. Il n'est pas probable, toutefois, que les travaux puissent être terminés en moins de trois campagnes.

Le tracé de cette ligne comporte plusieurs redressements ; les formalités à remplir sont des causes de retard dont on ne peut prévoir la durée. Deux projets de redressement ont été

préparés et soumis aux enquêtes, l'un pour la traversée d'Emmerin et l'autre pour la traversée de Noyelles. Ces projets, nous l'espérons, pourront être soumis au Conseil général.

Chemin N° 57, de Saint-André à la Lys.

La longueur de ce chemin est de.	11ᵏ014 mètres.
dont, en pavage	625 mètres.
en cailloutis.	10.389 mètres.

Ce chemin représente un des plus fâcheux spécimen de la moyenne vicinalité. Construit par les communes dans des conditions à peine suffisantes pour une desserte exclusivement agricole, il n'a pas tardé à acquérir une importance exceptionnelle due à son parallélisme avec la route départementale N° 2, et à son voisinage de communes, hameaux ou établissements considérables. A cause de sa grande étendue rectiligne, il est devenu le puissant auxiliaire des routes circonvoisines en abrégeant les distances vers Lille, et, comme toutes les voies qui aboutissent à ce centre, il supporte une fatigue considérable. La bonne viabilité de ce chemin ne pourra être assurée que par la construction d'une chaussée pavée depuis la route départementale N° 2 jusqu'aux environs de la Croix de Verlinghem.

Un devis estimatif de la dépense a été préparé pour cette restauration.

Arrondissement de Valenciennes.

Chemin N° 60, de Villers-Pol à Valenciennes.

Ce chemin, construit en empierrement, ne peut supporter la fatigue à laquelle le soumettent les nombreuses voitures lourdement chargées qui le parcourent. Son entretien est très-dispendieux et néanmoins tout-à-fait insuffisant. Un projet de restauration, substituant un pavage à l'empierrement et s'élevant à 113,000 fr. avait été préparé, mais il a été rejeté par le Conseil général.

Chemin N° 71, de Paillencourt à Hordain.

Il reste à construire une lacune entre le bassin rond et le village d'Hordain. Le vieil Escaut doit être franchi sur un pont métallique dont le projet a été soumis au Conseil général dans sa session d'avril 1872. Les travaux ont été adjugés, ils seront entrepris à l'époque du chômage des canaux. Les travaux du chemin sont en cours d'exécution; ayant été soumissionnés depuis quelques années, ils n'ont été retardés que par l'état de guerre et des formalités d'expropriation des terrains compris entre l'Escaut et Hordain.

SERVICE DE L'ENTRETIEN.

Le nombre des chemins d'intérêt commun est toujours de 124. Leur longueur qui, l'an dernier, était de 749^{k} 427 est réduite aujourd'hui à 745 kilomètres 229 mètres par suite du déclassement de la partie du chemin N° 73 d'Arnêke au Ménégat et à Noordpeene, comprise entre Noordpeene et la limite du territoire du département du Pas-de-Calais. Ce déclassement a été prononcé par le Conseil général dans sa séance du 11 novembre 1871.

Sur les 745^{k} 229 formant la longueur totale des chemins d'intérêt commun, 706^{k} 175^{m} sont à l'état de viabilité.

La dépense affectée à l'entretien s'est élevée à la somme de 476,484 fr. 68 c., savoir :

En prestations en nature			103,178 12
En argent	Cantonniers	81,822 42	373,306 56
	Autres dépenses	291,424 14	
Total égal			476,484 68

Cette dépense s'est répartie sur une longueur de chaussée de, savoir :

Chaussées pavées	295^{k} 000
Chaussées empierrées	411 175
Total	706^{k} 175

L'entretien des chaussées pavées a coûté	151,660 »
Celui des chaussées empierrées a coûté	324,824 68

Ces éléments font ressortir le prix de l'entretien :

à 0 fr. 51 c. par mètre courant de chaussée pavée,
à 0 fr. 79 c. par mètre courant de chaussée empierrée.

soit un prix moyen de 0.67 pour toutes les chaussées.

Le prix moyen afférent à l'exercice 1870 avait été de 0 fr. 66.

Les chemins vicinaux d'intérêt commun ont été construits, en général, avec les ressources fournies par les communes; le département y est intervenu pour une part sans doute, mais les communes ont dû faire de grands efforts et grever leur budget pour plusieurs années pour acquitter les contingents relativement considérables qu'elles s'imposaient. De cette situation, il est résulté que les travaux ont dû nécessairement s'exécuter avec une économie presque toujours onéreuse pour l'avenir. Nous pourrions citer des communes qui, pour leurs chemins vicinaux ordinaires du réseau subventionné, trouvent insuffisants des pavés de qualité supérieure à ceux qu'elles ont voulu employer pour les chemins d'intérêt commun. A la vérité, l'État et le département payent à peu près l'entière dépense des premiers, tandis qu pour les derniers la commune en payait une grosse part.

L'intervention du département pour un tiers dans la dépense de l'entretien des chemins d'intérêt commun, a permis de réaliser plusieurs améliorations sur la plupart de ces sortes de chemins. Les travaux de grosses réparations qui, en définitive, ne devraient pas se séparer des travaux d'entretien, sont beaucoup moins fréquents et si l'on excepte un très-petit nombre de lignes qui auraient besoin d'une reconstruction à peu près complète sur certaines parties, les ressources actuelles de l'entretien suffiront pour améliorer successivement les portions qui peuvent laisser à désirer.

Les rapports de MM. les agents-voyers principaux d'arrondissement contiennent des renseignements sur la situation et l'état de viabilité des chemins d'intérêt commun compris dans leur arrondissement. J'en extrait les détails suivants :

Arrondissement d'Avesnes.

La longueur des chemins vicinaux d'intérêt commun qui traversent l'arrondissement d'Avesnes est de 147 kilomètres, tous amenés à l'état d'entretien. Ces voies sont généralement dans un bon état, il n'y a d'exception que pour celles qui, dans la partie occidentale de l'arrondissement, sont placées dans le voisinage des sucreries, ou près des grands centres industriels.

Les dépenses pour l'entretien se sont élevées, en 1871, à 119,940 fr.

Ce qui fait ressortir à 0 fr. 816 le prix moyen du mètre courant d'entretien.

Les prix minimums ont été de 0 fr. 36 sur le chemin N° 7, de Trélon à Eppe-Sauvage, de 0 fr. 34 sur le chemin N° 106, de Solrinnes à Dimechaux.

Le prix maximum de 1 fr. 55 doit être attribué, comme en 1870, au chemin d'intérêt commun N° 111, d'Englefontaine à la Balance.

Arrondissement de Cambrai.

La viabilité des chemins d'intérêt commun a été maintenue sur presque tous les points ; les cantonniers ont, généralement, fait leur service d'une manière convenable.

Il résulte des renseignements statistiques produits par M. l'agent-voyer principal que les frais d'entretien ont présenté des prix moyens variant de 0 fr. 24 jusqu'à 1 fr. 14 c. par mètre courant. Le prix minimum de 0 fr. 24 a été obtenu sur le chemin N° 70, sur une ligne n'ayant que 1,260^{m} de longueur, le prix immédiatement supérieur est celui de 0 fr. 41 et s'applique chemin d'intérêt commun N° 22, de 7^{k}. 500 de longueur. Enfin le prix maximum de fr. 14 a été atteint sur les chemins N^{os} 25 et 92, nouvellement construits en cailloutis.

Arrondissement de Douai.

Les chemins d'intérêt commun de l'arrondissement de Douai, sont au nombre de 12 ; ils mesurent une longueur de 68^{k}. 688^{m}. Les dépenses d'entretien se sont élevées, en 1871, à la somme de 31,350 fr., ce qui fait ressortir le prix moyen du mètre courant d'entretien à 0 f. 456.

La viabilité des chemins de cet arrondissement s'est considérablement améliorée depuis quelques années, et, si elle laisse encore à désirer sur les chemins N° 20 et N° 109, c'est que sur le premier, la chaussée a été construite avec de très-petits matériaux et sur le deuxième la circulation industrielle est excessive.

Le prix minimum du mètre courant d'entretien s'est élevé à 0 fr. 32 pour le chemin N° 32, de Roost-Warendin à Auby. Le prix maximum a été de 0 fr. 81 pour le chemin N° 109, de ceinture de Douai.

Arrondissement de Dunkerque.

L'arrondissement de Dunkerque comprend 11 chemins vicinaux d'intérêt commun, mesurant 70 kilomètres et demi. — Tous ces chemins sont dans un état très-satisfaisant de viabilité.

Le prix moyen de l'entretien s'est élevé, en 1871, à 0 fr. 54 par mètre courant, ce prix avait été de 0 fr. 50 en 1869 et 1870.

Le prix maximum s'est élevé à 1 fr. 04 sur le chemin N° 69, de Wulverdinghe à Bollezeele.

Le prix minimum est descendu à 0 fr. 36 sur le chemin N° 1, de la route départementale N° 15 à Téteghem.

Arrondissement d'Hazebrouck.

Les travaux d'entretien ont été appliqués sur une longueur de 89 kiiomètres 222 mètres et ont coûté 58,937 francs, ce qui fait ressortir un prix moyen de 0 fr. 66 comme pour l'exercice 1870.

Le prix minimum a été de 0 fr. 378 sur le chemin N° 114, le plus voisin des carrières de gravier.

Le prix maximum a été de 0 fr. 978 sur le chemin N° 23, de Steenworde à Winnezeele, l'un des plus éloignés des carrières d'approvisionnement.

Ces prix comprennent de nombreuses améliorations apportées et consistant en placement de bornes kilométriques, construction de gares pour dépôts de matériaux, accessoires qui ont leur importance.

On trouve dans le rapport de M. l'agent-voyer principal des détails fort intéressants sur la situation de la viabilité de chacun des chemins d'arrondissement d'Hazebrouk et sur les épaisseurs des chaussées constatées par des sondages.

Arrondissement de Lille.

L'arrondissement de Lille comprend 27 chemins d'intérêt commun, mesurant 157 kilomètres 1/2 sur lesquels 141^{k} 757 sont à l'état de viabilité

Les travaux d'entretien ont absorbé, en 1871, une dépense de 86,640 fr., ce qui fait revenir le prix moyen d'un mètre courant d'entretien à 0 fr. 61 c.

Le rapport de M. l'agent-voyer principal contient des renseignements nombreux et intéressant sur la situation de chacun des chemins de l'arrondissement. Nous nous contenterons ici de faire remarquer que, parmi les chemins, les uns sont construits en cailloutis, les autres en pavage et que parmi ces derniers, il en est beaucoup qui ont été construits par les

communes en pavés calcaires de fort mauvaise qualité, d'où résulte la nécessité de remplacer annuellement un grand nombre de pavés. De là résulte aussi un écart considérable entre les deux limites du prix de revient des travaux d'entretien.

Le prix minimum a été de 0 fr. 33 sur le chemin N° 31, de Tourmignies à Avelin.

Et le prix maximun s'est élevé à 1 fr. 14 sur le chemin N° 54, de Quesnoy-sur-Deûle à la Prévôté.

Arrondissement de Valenciennes.

Le nombre des chemins de l'arrondissement de Valenciennes est de 14, ayant une longueur de 75^{k}. 974 mètres sur lesquels 70^{k}. 163 sont à l'état de viabilité.

Les travaux d'entretien ont coûté 44,130 fr.

Le prix moyen d'un mètre courant d'entretien a été de 0 fr. 63 c.

Le prix minimum est descendu à 0 fr. 33 c. sur le chemin d'intérêt commun N° 61, d'Haveluy à Wallers et le prix maximum a été de 1 fr. 50 sur le chemin N° 60, de Valenciennesà Orsinval.

Parmi les 14 chemins de cet arrondissement; 6 sont dans un bon état d'entretien, 6 autres sont dans un état satisfaisant de viabilité qui tend à s'améliorer de plus en plus.

Enfin deux chemins, les N^{os} 59 et 60 laissent beaucoup à désirer. Le chemin N° 60, de Valenciennes à Orsinval est dans un très-mauvais état, surtout pendant et après le transport des produits industriels des usines qu'il dessert. Malgré une dépense annuelle de 10,500 fr. sur un parcours 6,700 mètres, il est à peu près impossible de maintenir une bonne viabilité dans la saison pluvieuse.

Achèvement du réseau des chemins d'intèrêt commun.

Parmi les chemins d'intérêt commun, il y en a cinq dont la construction a été jusqu'ici retardée pour diverses causes et dont la principale était le refus par les communes intéressées de fournir la part de ressources qui leur était demandée.

Ce sont les chemins :

N° 90, de Genech à Baisieux ;
N° 94, de Seclin à Vendeville;
N° 105, de Wallers à Hasnon ;
N° 108, de la Madeleine à la route départementale N° 14;
N° 110, de Wattignies à Faches.

Dans leur état actuel, ces chemins ne pouvant répondre à leur destination, le Conseil général a décidé dans sa session de 1871, que de nouveaux et pressants appels seront faits aux communes intéressées, et que, en cas de nouveaux refus, les chemins seront déclassés.

Les projets de construction de ces chemins ont subi une nouvelle instruction, ils ont été communiqués aux Conseils municipaux des communes intéressées; les délibérations intervenues constatent l'acceptation des contingents demandés, dès lors il y a lieu d'aviser à la création des ressources pour entreprendre la construction des cinq derniers chemins d'intérêt commun qui nous restent à construire sur le réseau actuel.

La dépense totale est évaluée à 315,000 fr. pour une longueur de 13 kilomètres 137^{m} et se répartit ainsi qu'il suit :

1° Chemin N° 90, de Genech à Baisieux.	85,000	»
2° Chemin N° 94, de Seclin à Vendeville.	65,000	»
3° Chemin N° 105, de Wallers à Hasnon.	70,000	»
4° Chemin N° 108, de la Madeleine à la route départementale N° 14. . . .	30,000	»
5° Chemin N° 110, de Wattignies à Faches.	65,000	»
Total	315,000	»

Le Conseil général voulant faire profiter ces chemins des avantages dont jouissent les chemins vicinaux ordinaires du réseau subventionné, a décidé, dans sa session de 1869, qu'il interviendrait dans la dépense, dans la proportion de 78 centièmes dans la dépense totale et que les communes auraient à fournir 22 centièmes. — Dans ces conditions, la part du département serait de 3,150 × 78, soit . . . . . 245,700 »

Pour la plupart de ces chemins la réalisation des ressources communales ne peut se faire en une seule année à cause de l'importance des prestations en nature à réclamer pour le transport des matériaux. Trois ans au maximun nous paraissent suffisants pour la réalisation des ressources et il serait à désirer que le Conseil général voulût bien allouer, pour 1873, un crédit de 81,900 fr. représentant le tiers de la somme qu'il prend à sa charge; les travaux seraient entrepris simultanément sur les cinq lignes, dès-lors, il n'y aurait pas de choix à faire pour la détermination de l'ordre de priorité.

En ce qui concerne l'exercice 1873, il ne serait pas néessaire d'inscrire au budget départemental un crédit de 81,900 fr. pour cet objet, parce que le budget de report des exercices antérieurs laisse libre pour les chemins d'intérêt commun, mais sans affectation spéciale de

ligne une somme de.	18,046	07
à cette somme, il y aura lieu d'ajouter le montant de la subvention de l'État relative à l'exercice 1871.	11,484	»
celle de l'exercice 1872 s'élevant à	7,905	»
Total.	37,435	07

Le crédit a inscrire au bndget de 1873 sera réduit à la somme totale de . . 44,464 93

Les crédits à affecter en 1873 aux chemins dont ils s'agit seraient ainsi répartis :

Chemin N° 90, de Genech à Baisieux	22,100	»
— N° 94, de Seclin à Vendeville	16,900	»
— N° 105, de Wallers à Hasnon	18,200	»
— N° 108, de la Madeleine à la route départementale N° 14.	7,800	»
— N° 110, de Wattignies à Faches.	16,900	»
Tolal.	81,900	»

L'affectation de 22,100 fr. au chemin N° 90 serait prélevée sur les ressources du budget supplémentaire pour. 18,046 07

Le complément serait prélevé sur le crédit de 11,484 fr. provenant des fonds de l'État jusqu'à concurrence de 4,053 93

Total. . . . . 22,100 »

Pour le chemin N° 94, une somme de 7,430 fr. 07 serait prélevée sur le disponible du crédit de 11,484 des fonds de l'Etat, ci. 7,430 07

Il y serait affecté le crédit de 7,905 fr. provenant des fonds de l'Etat alloués en 1872, ci. . . . . 7,905 »

Le complément serait inscrit au budget départemental de 1873, pour une somme de. 1,564 93

Total. . . . . 16,900 »

Il resterait à inscrire au budget départemental de 1873, une somme de 44,464 fr. 93 qui serait répartie ainsi qu'il suit :

1°	Chemin N° 94, complément d'allocation.	1,564	93
2°	— N° 105.	18,200	»
3°	— N° 108.	7,800	»
4°	— N° 110.	16,900	»
	Total.	44,464	93

PROJET DE BUDGET POUR 1872.

Aux termes du deuxième paragraphe de l'article 68 du règlement général du 16 mars 1872, je dois remettre, pour être soumis au Conseil général, des propositions pour la fixation du contingent de chaque commune pour l'allocation de subventions par le département et pour la répartition sur chaque chemin de ces subventions et de celles de l'État, tant pour les travaux d'entretien que pour les travaux neufs et de grosses réparations.

Les propositions pour la fixation des contingents vous ont été adressées le 25 avril dernier pour être soumises aux Conseils municipaux des communes intéressées; il ne me reste plus qu'à produire les propositions pour la répartition sur chaque chemin, des subventions à demander au Conseil général sur les fonds départementaux. C'est là l'objet du projet de budget joint à ce rapport.

Ce projet se divise en deux parties distinctes :

1° Travaux d'entretien ;

2° Travaux neufs et de restauration.

Travaux d'entretien.

Il est demandé une somme de. . . . . 516,605 fr. »
pour les travaux d'entretien d'une longueur de 734 kilomètres. Sur cette somme, les communes doivent, aux termes d'une décision du Conseil général, contribuer pour 2/3 dans cette dépense, abstraction faite du montant des subventions industrielles. Ces dernières sont prévues pour une somme de. . . 37,754 »

Reste à la charge des communes et du département. . . . . 478,851 »

Les deux tiers à la charge des communes est de. . . . . 319,234 »
Le tiers restant à prendre en charge par le département est de . . . . . 159,617 »

Total égal. . . . . 478,851 »

Travaux neufs et de restauration.

La somme à demander aux communes pour les travaux neufs ou de restauration est évaluée à. 13,399 68
elle est relative à des contingents à mettre en recouvrement pour des travaux terminés ou en cours d'exécution et dont les ressources sont réalisables par annuités. Il n'est rien demandé à cet égard au Conseil général parce que les crédits qui y sont affectés ont fait l'objet de votes antérieurs et figurent en bloc au budget supplémentaire départemental.

Une inscription dans la colonne des observations fait connaître le noms des communes qui ont à fournir les ressources et leur importance.

Il est en outre demandé aux communes une somme de . . . . . 10,160 »
et au Conseil général, une somme de . . . . . 8,890 »
pour des travaux de restauration sur le chemin N° 109, entre Douai et Dorignies.

Total. 32,449 68

Nous ne pouvons terminer cette partie du rapport concernant les chemins vicinaux d'intérêt commun, sans appeler l'attention du Conseil général sur la nécessité de prendre bientôt des mesures pour assurer le bon état de viabilité de certains chemins d'intérêt commun, dont l'importance a considérablement grandi et a dépassé les prévisions qui avaient présidé à leur construction primitive.

Trois chemins se distinguent en particulier, ce sont les chemins N° 57, de St.-André à La Lys, N° 60, de Valenciennes à Orsinval et N° 87, de Gommegnies à Roisin, situés, le premier dans l'arrondissement de Lille, le second dans celui de Valenciennes et pour une faible partie dans celui d'Avesnes et enfin le troisième, situé en entier dans l'arrondissement d'Avesnes. Ces trois lignes ont leur chaussée construite en cailloutis et, en cet état, ne peuvent offrir une viabilité passable en toute saison, il devient indispensable de leur substituer sinon en tout, du moins en partie, une chaussée pavée.

Un premier projet avait été dressé pour le chemin d'intérêt commun N° 60, il s'élevait à

114,000 fr. environ, on sollicitait une subvention du département, de 57,000 fr.; cette subvention a été refusée.

Nous avons fait dresser pour le chemin N° 57 un détail estimatif de la dépense à faire pour la substitution d'une chaussée pavée à la chaussée d'empierrement, sur une longueur d'environ 3 kilomètres; la dépense s'élève à 78,500 fr.

Avant de soumettre ce dernier projet aux Conseils municipaux, il a paru utile de savoir dans quelle proportion le Conseil général serait disposé à intervenir dans la dépense.

Enfin, pour le chemin N° 87, aucun avant-projet n'a été dressé. Si le Conseil général adoptait en principe la substitution pour ce chemin, le projet serait produit lors de la session d'août 1873.

Dommages causés par la guerre.

Dans sa dernière session, le Conseil général a alloué un crédit de 15,000 fr. nécessaires pour la reconstruction du pont de Marcoing sur le chemin N° 56, que l'ennemi à fait sauter par la mine, un avant-projet de cet ouvrage a été produit au ministère de l'Intérieur avec un projet complet de reconstruction du pont dans son état primitif; ces pièces avaient pour objet de permettre d'évaluer la part de subvention que l'État prendra à sa charge; cette part n'est pas encore connue.

Dans la même session, un crédit de 6,600 fr. a été alloué pour la reconstruction du pont de Palluel sur le chemin N° 65. Cet ouvrage avait été détruit pendant la guerre dans l'intérêt de la défense. L'État a promis une subvention de 3,800 fr., représentant la valeur de l'ouvrage au moment de sa destruction.

2e PARTIE.

Chemins vicinaux ordinaires.

Le service des chemins vicinaux ordinaires, qui a pris une grande extension par la mise à exécution de la loi du 11 juillet 1868, a subi, plus que tout autre, le contre-coup des événements de 1870-1871.

Pendant l'année 1870, les travaux afférents à la deuxième année de la période décennale ont été poussés avec activité et n'ont été ralentis que pendant la durée des hostilités.

Dès le mois de septembre, Paris s'étant trouvé investi, la caisse des chemins vicinaux n'a pu fonctionner et les travaux exécutés sont restés impayés pour la très-grande part. Pendant le second siége de Paris, le ministère des finances fut brûlé et avec lui les dossiers qui avaient été transmis au ministère pour la réalisation de la portion d'emprunt afférente à la deuxième annuité, et ce n'est que vers la fin l'année 1871 que les sommes d'emprunt réalisées ont pu être mises à la disposition des communes et que les travaux exécutés ont pu être payés.

Le montant des emprunts réalisés ainsi à la fin de l'année dernière ne s'élève pas à moins de 1,920,600 francs. Il n'avait été perçu en 1870, avant l'investissement de Paris, qu'une somme de 469,900 francs. Aussi, au début de la campagne 1871, avions-nous pour le réseau subventionné un déficit de 1,167,255 fr. 80 c.

L'année 1871 a été à peu près perdue pour le réseau subventionné, aucune ressource n'a été créée ni par l'État ni par le département en l'absence du Conseil général.

Le compte-rendu ne pourra comprendre que les travaux neufs exécutés en 1871, comme continuation de ceux qui avaient été précédemment entrepris et les travaux d'entretien.

Les ressources de 1871 dont les Agents-Voyers ont eu à surveiller l'emploi se sont élevées à la somme de. . . . . 3,850,974 fr. 98

Dont :

3,567,970 fr. 65 pour le réseau subventionné.
283,004 33 pour le réseau non-subventionné.

Ces ressources ont les provenances détaillées ci-après :

	RÉSEAU subventionné.	RÉSEAU non subventionné.
Ressources communales.		
Ressources ordinaires.		
1° Revenus et produits divers ordinaires.	272,576 96	43,629 29
2° Prestations — acquittés en nature.	721,906 06	197,067 24
2° Prestations — acquittées en argent.	165,286 06	24,181 25
3° Centimes spéciaux ordinaires	264,285 »	39,457 41
Ressources extraordinaires.		
1° Centimes spéciaux extraordinaires	9,345 59	108 »
2° 4e journée de prestations — acquittées en nature.	3,037 75	» »
2° 4e journée de prestations — exigibles en argent.	» »	» »
3° Impositions extraordinaires.	35,920 06	1,687 95
4° Emprunts — à la caisse des chemins vicinaux.	1,920,600 »	» »
4° Emprunts — à d'autres caisses.	36,740 »	1,500 »
5° Produits divers extraordinaires.	24,219 70	6,257 19
TOTAL des ressources communales	3,453,917 18	313,888 33
Ressources provenant des particuliers.		
1° Subventions industrielles — en nature.	1,819 72	155 »
1° Subventions industrielles — en argent.	2,942 29	1,581 14
2° Offres particulières — terrains	» »	241 38
2° Offres particulières — en nature	44,744 61	450 »
2° Offres particulières — en argent	8,728 01	» »
TOTAL des ressources provenant des particuliers. . . .	58,234 63	2,427 52
A reporter.	3,512,151 81	316,315 85

	RÉSEAU subventionné.	RÉSEAU non subventionné.
Report	3,512,151 81	316,315 85
Subventions sur les fonds départementaux et de l'État.		
Fonds départementaux.		
1° Centimes spéciaux et facultatifs	2,783 20	» »
2° Centimes extraordinaires, etc.	94,348 20	» »
Fonds de l'État.		
3° Loi du 11 juillet 1868 (1).	» »	» »
4° Autres fonds	» »	» »
TOTAL des subventions.	97,131 40	» »
TOTAL GÉNÉRAL des ressources.	3,609,283 21	316,315 85
A déduire :		
Les dégrèvements, cotes irrécouvrables et les non-valeurs. . . .	41,312 56	33,311 52
RESTE pour les ressources de l'exercice 1871. . . .	3,567,970 65	283,004 33
Excédants à la clôture de l'exercice 1870 :		
des ressources sur les dépenses faites	413,939 20	188,597 48
des ressources sur les dépenses payées.	745,224 82	217,951 19
des dépenses faites sur les ressources définitives	1,167,255 80	27,424 06
des dépenses payées sur les ressources définitives . . .	67,996 51	14,789 46
Ressources définitives comparées aux dépenses faites.	2,814,654 05	444,177 75
Ressources définitives comparées aux dépenses payées	4,245,198 96	486,166 06

Dépenses. Les dépenses faites se sont élevées à la somme de. . . . . 2,227,709 fr. 53

Dont : 1,942,984 fr. 02 pour le réseau subventionné.
284,725 51 pour le réseau non subventionné.

TOTAL égal. . . 2,227,709 fr. 53

(1) La subvention de l'État n'a été répartie qu'en 1872, elle figurera au prochain exercice.

Les dépenses se sont réparties conformément au tableau ci-après :

	RÉSEAU subventionné.	RÉSEAU non subventionné.
1° *Pour travaux d'entretien.*		
En prestations en nature	718,361 99	194,618 69
En argent	490,213 51	63,096 59
TOTAL	1,208,575 50	257,715 28
2° *Pour travaux de grosses réparations.*		
En prestations en nature	1,250 »	830 »
En argent	11,143 14	3,056 52
TOTAL	12,393 14	3,886 52
3° *Pour travaux de construction.*		
En prestations en nature	51,896 15	2,223 55
En argent	402,568 59	12,863 86
TOTAL	454,464 74	15,087 41
4° *Pour acquisition de terrain.*		
Cédé gratuitement	» »	241 38
Occupé à titre onéreux	9,149 66	» »
TOTAL	9,149 66	241 38
5° Pour dommages et dépenses diverses	1,501 92	240 46
6° Pour frais généraux, personnel, remises aux comptables	53,535 29	7,554 46
7° Pour remboursement d'emprunts, intérêts	203,363 77	» »
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses faites	1,942,984 02	284,725 51
Montant des dépenses payées, prestations et souscriptions comprises	3,113,335 48	298,720 20
Rappel des ressources définitives comparées aux dépenses : faites	2,814,654 05	444,177 75
Rappel des ressources définitives comparées aux dépenses : payées	4,245,198 96	486,166 06
Excédant à la clôture de l'exercice 1871 :		
des ressources définitives réalisées ou non sur les dépenses : faites	977,633 43	166,629 02
des ressources définitives réalisées ou non sur les dépenses : payées	1,157,203 94	190,768 07
des dépenses : faites sur les ressources définitives	105,963 40	7,176 78
des dépenses : payées sur les ressources définitives	25,340 46	3,322 21

Les dépenses que nous venons d'énumérer se sont réparties entre les arrondissements dans les proportions indiquées dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION des ARRONDISSEMENTS.	RÉSEAU SUBVENTIONNÉ. DÉPENSES FAITES.			RÉSEAU NON SUBVENTIONNÉ. DÉPENSES FAITES.		
	Argent.	Nature.	TOTAL.	Argent.	Nature.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Avesnes.	164.715 27	137.369 32	302.084 59	36.623 22	26.906 97	63.530 19
Cambrai	206.064 88	124.751 36	330.816 24	16.368 50	47.469 76	63.838 26
Douai.	103.966 41	80.712 35	184.678 76	5.835 17	18.765 46	24.600 63
Dunkerque	68.232 65	104.762 59	172.995 24	2.190 91	3.732 06	5.922 97
Hazebrouck.. . . .	139.391 17	72 519 06	211.910 23	9.965 50	12.661 67	22.627 17
Lille	356.855 75	170.419 94	527.275 69	3.126 90	29.138 02	32.264 92
Valenciennes. . . .	132.249 75	80.973 52	213.223 27	12.943 07	58.998 30	71.941 37
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
TOTAUX. . . .	1.171.475 88	771.508 14	1.942.984 02	87.053 27	197.672 24	284.725 51

Travaux exécutés.

Les travaux exécutés en 1871 sont résumés dans le tableau ci-après :

	RÉSEAU subventionné.	RÉSEAU non subventionné.
Longueurs amenées à l'état d'entretien :		
	k. m.	k. m.
Des parties à l'état de viabilité.	33.376	1.895
Des parties en construction	29.551	400
Des parties en lacune	7.026	877
Longueurs amenées à l'état de viabilité :		
	k. m.	m.
Des parties en construction	11.823	»
Des parties en lacune	1.636	860
	k. m.	m.
Longueurs des parties en construction.	3.278	240

Situation. La situation des chemins vicinaux ordinaires présentait au 1er janvier 1872, et par arrondissement, le résultat consigné dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION des ARRONDISSEMENTS.	Longueurs à entretenir en dehors du réseau subventionné.	RÉSEAU SUBVENTIONNÉ. LONGUEURS à entretenir.	en construction.	en lacune.	TOTALE.	RÉSEAU NON SUBVENTIONNÉ. LONGUEURS à entretenir.	en construction.	en lacune.	TOTALE.
	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.
Avesnes	567.036	37.472	2.781	155.049	195.302	192.019	851	128.427	321.297
Cambrai	229.845	74.802	5.377	364.686	444.865	112.985	»	315.710	428.695
Douai	178.763	39.131	640	157.481	197.252	14.633	»	137.393	152.026
Dunkerque	277.932	57.608	4.042	218.223	279.873	12.460	»	136.916	149.376
Hazebrouck	224.205	55.570	18.002	284.656	358.228	16.357	240	289.484	306.081
Lille	399.884	105.445	420	333.660	439.525	15.201	»	233.622	248.823
Valenciennes	173.845	46.058	2.114	196.365	244.537	150.648	»	142.572	293.220
	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.
Situation au 1er janvier 1872	2 048.450	416.086	33.376	1.710.120	2.159.582	514.303	1.091	1.384.124	1.899.518
Situation au 1er janvier 1871	2.049.350	356.407	81.504	1.710.730	2.148.641	510.620	851	1.379.590	1.891.061
		k. m.			k. m.	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.
DIFFÉRENCE en plus..	»	59.679	»	»	10.941	3.683	0.240	4.534	8.457
DIFFÉRENCE en moins.	k. m. 0.900	»	k. m. 48.128	k. m. 0 610	»	»	»	»	»

La longueur du réseau subventionné a été augmentée de 10k. 941m. par suite des admissions prononcées par le Conseil général dans sa session de 1871.

Le réseau attribué au département du Nord par l'arrêté ministériel du 8 décembre 1868, a été fixé à 2,200 kilomètres. Le réseau actuel étant de 2,159 k. 582 m., il reste une longueur de 40 k. 418 m. disponible pour faire face aux besoins qui se manifesteront ultérieurement.

La longueur actuelle des chemins vicinaux ordinaires se décompose ainsi :

1° Réseau subventionné proprement dit	2,159 k.	582 m.
2° Longueur des chemins à entretenir en dehors du réseau subventionné	2,048	450
3° Longueur du réseau non subventionné	1,899	518
TOTAL	6,107 k.	550 m.
Ce réseau total était au 1er janvier 1871, de	6,089	052
DIFFÉRENCE	18 k.	498 m.

La longueur totale des chemins vicinaux ordinaires était :

au 1er janvier 1869, de.	5,900	kilomètres.
au 1er janvier 1870, de.	6,051	»
au 1er janvier 1871, de.	6,089	»
au 1er janvier 1872, de.	6,107	kilomètres 500 mètres.

C'est une augmentation de 207 kilomètres 1/2 en trois années.

Sur cette longueur, 2,979 kilomètres sont à l'état d'entretien.

RÉSEAU SUBVENTIONNÉ PROPREMENT DIT.

Situation.

Le réseau subventionné tel que le Conseil général l'avait primitivement arrêté présentait une longueur de 2,003 k. 224 m., dont la construction était évaluée à. . . . . 29,678,866 fr.

Depuis, et principalement dans la session de 1869, cette longueur a été portée à 2,159 k. 582 m., dont la dépense pour construction est évaluée à. . . . . 31,770,779 fr.

Ce réseau est réparti entre les arrondissements, conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES ARRONDISSEMENTS.	LONGUEUR.	ÉVALUATION de la DÉPENSE.	
	k. m.	fr. c.	
Avesnes	195.302	1.416.834 »	
Cambrai	444.865	5.605.100 »	
Douai..	197.252	3.938.453 »	
Dunkerque	279.873	2.357.510 »	
Hazebrouck.	358.228	3.584.277 »	
Lille.	439.525	9.890.280 »	
Valenciennes.	244.537	4.978.325 »	
	k. m.	fr. c.	
TOTAUX.	2.159.582	31.770.779 »	

Les travaux exécutés en 1871 ont été la continuation de ceux qui, projetés et entrepris dès 1870 pour la deuxième année de la période, avaient été retardés par la guerre de 1870-1871.

La situation des travaux au 1er juin 1872 des deux années de la période décennale est consignée dans les tableaux joints à ce rapport ; ces tableaux font connaître par cantons :

1° Les travaux reçus définitivement ;

2° Les travaux terminés mais dont la réception n'avait pas eu lieu au 1er juin 1872 ;
3° L'importance des travaux en cours d'exécution ;
4° Celle des travaux ajournés ou qui n'étaient pas commencés à cette époque.

En voici le résumé pour le département :

	LONGUEUR.	DÉPENSE.
	k. m.	fr.
1° Travaux terminés..	403.420	5,870,087
2° Travaux en cours d'exécution.	138.091	1,960,432
3 Travaux ajournés.	99.204	1,502,317
Total.	640.715	9,332,836

Cette situation par arrondissement est consignée dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION des Arrondissements.	TRAVAUX							
	TERMINÉS.		EN CONSTRUCTION.		AJOURNÉS.		TOTAUX.	
	Longueur.	Dépense.	Longueur.	Dépense.	Longueur	Dépense.	Longueur.	Dépense.
	k. m.	fr. c.	k. m.	fr. c.	k. m.	fr.	k. m.	fr. c.
Avesnes.....	34.127	220.886 »	11.951	86.267 »	8.744	74.400	54.822	381.553 »
Cambrai	74.238	1.108.896 »	38.622	504.797 »	10.916	132.265	123.776	1.745.958 »
Douai	38.924	716.842 »	18.684	360.648 »	2.660	49.608	60.268	1.127.098 »
Dunkerque	48.400	406.464 »	26.600	236.620 »	4.380	37.710	79.380	680.794 »
Hazebrouck....	64.950	690.141 »	5.643	53.600 »	34.521	368.848	105.114	1.112.589 »
Lille	90.867	1.795.228 »	27.671	518.700 »	20.896	486.600	139.434	2.800.528 »
Valenciennes...	51.914	931.630 »	8.920	199.800 »	17.087	352.886	77.921	1.484.316 »
Totaux...	403.420	5.870.087 »	138.091	1.960.432 »	99.204	1.502.317	640.715	9.332.836 »

Nous avons résumé dans ce tableau tous les travaux exécutés depuis l'origine jusqu'au 1er juin dernier ; s'y trouvent compris aussi les travaux de la troisième annuité qui n'ont pu être exécutés en 1871 et qui, dès le commencement de 1872, ont été mis en cours d'exécution.

Travaux de 1872.

Dans la session du mois d'août 1871, le Conseil général décida que les travaux de la troisième annuité seraient exécutés en 1872 et ceux de la quatrième annuité seraient reportés à 1873. Pendant la session du mois d'avril dernier, l'État ayant fait connaître que la caisse des chemins vicinaux était en mesure de fournir les ressources, non-seulement, de la troisième mais aussi de la quatrième annuité, et que les

subventions qui étaient afférentes à ces deux annuités étaient à la disposition du département, le Conseil décida que les travaux de la quatrième annuité serait entrepris simultanément avec ceux de la troisième annuité.

Des mesures ont été prises pour assurer l'exécution aussi prompte que possible des travaux de ces deux annuités.

Néanmoins peu de communes pourront exécuter, en 1872, les deux annuités ; pour la plupart d'entre elles les devis n'ont pas pu être dressés assez tôt pour que les entrepreneurs pussent avoir leurs approvisionnements préparés au moment de l'emploi de la prestation ; pour un très-grand nombre, les entrepreneurs des travaux de la troisième annuité n'ont pas consenti à exécuter ceux de la quatrième annuité aux mêmes conditions, enfin, dans l'arrondissement de Lille surtout, et même pour la troisième annuité, un très-grand nombre de lots, mis en adjudication, n'ont pas trouvé de soumissionnaire pour les travaux de pavage principalement.

La cause de cet état de choses ne peut être que passagère, les maîtres de carrières belges qui fournissent les pavés avaient ralenti leur extraction dans l'incertitude où ils étaient que les travaux fussent repris avec activité, on dit encore que des commandes plus importantes leur sont venues de la Hollande et de la Belgique. Il est à présumer que l'on mettra plus d'activité dans les extractions de pavés et que dans quelques mois, ou pendant l'hiver, les directeurs de carrières pourront plus facilement prendre des engagements.

Telles sont les circonstances qui ne permettent pas de pousser les travaux avec toute l'activité désirable.

Cylindrage des chaussées empierrées.

L'importance des chaussées en empierrement qui s'exécutent annuellement sur nos chemins vicinaux et les inconvénients qu'offre à la circulation une chaussée de cette nature, lorsque sa consolidation est laissée à l'action du roulage, a fait penser à l'emploi du rouleau compresseur pour le cylindrage des chaussées immédiatement après leur construction.

Des chaussées exclusivement en empierrement s'exécutent dans les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Avesnes. A Lille et à Cambrai on construit des chaussées pavées et des chaussées empierrées ; enfin, dans les arrondissements de Douai et de Valenciennes, on construit peu de chaussées en empierrement.

L'emploi du rouleau compresseur paraît utilisable dans les arrondissements d'Avesnes, Cambrai, Dunkerque, Hazebrouck et Lille.

Quelque avantage qu'il puisse y avoir à comprimer les chaussées au moyen du cylindre, on ne peu se dissimuler que l'emploi d'un même rouleau sur un très-grand nombre de points à la fois présente bien des difficultés ; on pourrait les atténuer par l'acquisition d'un certain nombre de rouleaux dans chaque arrondissement, mais la dépense d'acquisition serait considérable et viendrait s'ajouter aux frai de cylindrage qui alors pourraient, dans certains cas, devenir une dépense onéreuse.

Le mieux serait d'avoir un seul cylindre et d'expérimenter son emploi pendant un an dans un arrondissement, il serait possible après cette expérience, de mieux prévoir les avantages et les inconvénients de leur emploi.

M. l'Agent-Voyer principal de l'arrondissement d'Hazebrouck a manifesté le désir de cylindrer les chaussées qui se cronstruisent dans son arrondissement ; le Conseil d'arrondissement a émis un vœu conforme à ce désir. Je m'associe à ce vœu et je désire que le Conseil général veuille bien autoriser l'acquisition d'un cylindre compresseur dont la dépense s'élèvera de 1,500 à 2,000 francs et pourra être imputée sur les fonds destinés à l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires.

RÉSEAU COMPLÉMENTAIRE SUBVENTIONNÉ.

Dans une circulaire du 27 mars 1872, M. le Ministre de l'Intérieur s'exprime ainsi :

« La longueur du réseau subventionné qui, suivant les déclarations faites lors de la discussion de la » loi de 1868, pouvait s'élever jusqu'au maximum de 142,500 kilomètres, n'a pas dépassé jusqu'ici » 137,200 kilomètres.

» Les fixations limitatives de cet arrêté ayant soulevé des réclamations fondées pour la plupart, je m'étais demandé s'il ne serait pas possible de combler, à l'aide des 2,808 kilomètres provenant des » territoires cédés à l'Allemagne, ce que pouvait avoir eu d'insuffisant les prévisions primitives. Mais, » quelque latitude qui m'eût été laissée à cet égard, j'ai préféré, dans une pensée d'économie et pour » prévenir toute objection, ne disposer que de la réserve de 2,412 kilomètres qu'il m'appartient encore » de répartir, abstraction faite des longueurs kilométriques attribués à l'origine aux portions de terri- » toire cédées aujourd'hui. Mon administration pourra ainsi donner satisfaction aux vœux des Conseils » généraux sans engager aucun principe.

» Les départements qui voudraient concourrir à cette répartition devront d'abord justifier qu'ils » possèdent, dès-à-présent, les ressources nécessaires pour achever, dans le délai voulu, la construction » du réseau qui leur a été primitivement concédé. Ils devront, en outre, s'engager à créer des ressources » destinées à combler, au minimum, la moitié de la dépense d'exécution de la nouvelle longueur de » chemins qui leur sera accordée. »

Sur les 2,200 kilomètres attribués au département du Nord, il ne reste plus en réserve que 40 k. 418 mètres. Des demandes d'admission se présentent chaque année et le Conseil général, dans sa dernière session, en a rejeté un certain nombre afin de conserver une réserve pour faire face aux nouveaux besoins que les nombreux chemins de fer en cours d'exécution ou en projet vont nécessairement créer pour la vicinalité dans le Nord.

Dans cette situation il m'a paru utile, indispensable même, que le Conseil général du Nord profitât des offres d'augmentation du réseau qui sont faites, pour être en mesure de satisfaire les nouveaux besoins.

Une autre circonstance qu'il n'est pas inutile de rappeler, milite en faveur d'une demande d'accroissement du réseau subventionné. La Commission départementale, nommée en 1868 pour répartir le réseau des chemins à subventionner, proposa, et le Conseil général adopta, l'élimination du réseau de tous les chemins qui avaient été pavés ou empierrés en quelqu'état, bon, médiocre ou mauvais qu'ils se trouvassent à cette époque. Cette mesure générale a eu pour résultat, dans certaines communes, d'éliminer du réseau et de priver de subventions les chemins les plus importants et qui avaient le plus besoin de ressources. Le Conseil général trouverait dans une augmentation de la longueur attribuée au département, le moyen d'améliorer la situation fâcheuse que cette mesure générale a créée à un certain nombre de communes.

La situation financière du réseau subventionné de 2,200 kilomètres a été donnée dans mon rapport de l'an dernier. Les travaux ayant été suspendus en 1871, cette situation est restée la même, il me suffira de la reproduire.

Les travaux de 1869 et 1870 ont fait ressortir à 14,725 fr. 60 c. le prix moyen du kilomètre de chemin. Il y a lieu de le prendre pour base des évaluations totales.

La dépense pour 2,200 kilomètres est de	32,395,000	fr.
La longueur des parties construites antérieurement à 1869 par les communes ayant un réseau subventionné, est de 2,107 k. 050. L'entretien de cette longueur, pendant la période décennale, est évaluée à raison de 315 fr. par kilomètre, soit.	6,637,000	»
L'entretien du réseau subventionné pendant la période de construction, est évalué à.	3,118,500	»
Frais généraux, indemnités diverses.	160,000	»
Total.	42,310,500	»

Les ressources applicables à ces travaux peuvent s'évaluer ainsi :

1° Revenus ordinaires, produit des journées de prestation pouvant être affectées par chaque commune (moyenne des exercices 1868, 1869 et 1870).	15,526,000	fr.
A déduire les excédants de recettes sur les dépenses (moyennes des années 1868, 1869 et 1870).	1,850,600	»
Reste disponible.	13,675,400	»
2° Subvention de l'État (moyenne des années 1868, 1869 et 1870).	3,013,700	»
3° Subvention départementale.	4,800,000	»
4° Emprunts à contracter à la caisse des chemins vicinaux	22,271,500	»
Total.	43,760,600	»
A déduire :		
L'importance des ressources communales à réserver pour l'amortissement pendant la période de construction	801,800	»
Reste pour les ressources.	42,958,800	»
La dépense présumée étant de.	42,310,500	»
Reste un excédant de ressources de . . .	648,300	»

Soit en nombres ronds un excédant de 600,000 fr.

Il suit de là que l'exécution du réseau actuel de 2,200 kilomètres est complétement assurée dans les conditions de la loi du 11 juillet 1868.

La longueur supplémentaire à demander par le département du Nord pour satisfaire aux nouveaux besoins ne me paraît pas devoir être moindre de 50 kilomètres.

Dans les conditions imposées par la circulaire ministérielle, le département doit prendre l'engagement de créer des ressources destinées à combler, au minimum, la moitié de la dépense d'exécution de la nouvelle longueur.

La moyenne du prix de revient des travaux de construction de 1869 et 1870 a été de 14,540 fr.

par kilomètre ; ceux de 1870 ont coûté 14,666 fr., prenant ce dernier chiffre pour l'évaluation du complément du réseau, nous aurons :

50 kilomètres à 14,666 fr. . . . . 733,300 fr.
Dont la moitié est de . . . . . 366,650 fr.

et forme l'importance des ressources que le Conseil général aurait à prendre l'engagement de créer.

Les travaux devant s'exécuter dans l'espace des cinq années qui restent à courir de la période décennale, cette somme équivaut à une annuité de 73,330 fr. et représente environ 0,67 de centime. A raison de 0,67 de centime par chaque 50 kilomètres, le Conseil général verra dans quelle proportion il peut augmenter sa demande.

Il est utile d'examiner à quel point une augmentation de 50 kilomètres dans le réseau subventionné engagera réellement les finances du département dans les conditions adoptées pour l'achèvement des chemins.

La construction de 50 kilomètres entraînera une dépense évaluée à la somme de . .	733,300	fr.
Les communes fournissent en prestations 1/10e du montant des travaux, soit. . .	73,330	»
L'emprunt à demander à la caisse des chemins vicinaux s'élèvera environ à. . . .	500,000	»
La subvention du département devra s'élever à.	159,970	»
Total.	733,300	»

Indépendamment d'une subvention de 159,970 fr. à fournir en cinq ans, le département aura à payer annuellement et pendant 30 ans une somme de 22,760 fr. à titre de subvention aux communes pour remboursement de l'emprunt de 500,000 francs.

Il suit de là que les charges nouvelles qui seraient imposées au département pour une augmentation de 50 kilomètres sont :

1° Subvention annuelle de 31,994 fr. pendant 5 ans, représentant en centimes.	0,29
1° Subvention annuelle et pendant 30 ans de 22,760 fr. représentant environ.	0,21

En résumé, il y aurait à inscrire au budget pour chaque 50 kilomètres à comprendre dans le réseau subventionné 29/100e de centimes pendant 5 ans et 21/100e de centimes pendant 30 années.

Ces charges sont des maximums qui ne seront jamais dépassés. On peut ajouter que la subvention pour travaux ne sera pas atteinte par suite de la diminution constatée, pendant deux ans, dans le prix moyen des travaux sur les évaluations primitives.

BUDGET DÉPARTEMENTAL.

Service du réseau subventionné.

Le budget départemental de l'exercice 1871 ne comprend pas la subvention de 480,000 francs relative aux travaux de la troisième annuité de la période décennale correspondant à l'année 1871. Cette subvention n'a pas été inscrite au budget par la raison que ces travaux n'ont pas été exécutés.

Le Conseil général, dans sa session de 1871, a incrit cette subvention au budget de 1872 dans la prévision qu'il s'agissait de construire en 1872 une seule annuité, la troisième. Mais, comme je l'ai déjà dit, l'État ayant alloué les deux annuités de subvention afférentes aux années 1871 et 1872 et le Conseil général ayant décidé, dans la session du mois d'avril dernier, que les travaux de la quatrième

annuité seraient entrepris dès 1872, il devient nécessaire d'inscrire au budget de 1873, deux annuités de subventions, soit. . . . . 960,000 fr.

Savoir : 480,000 fr. pour la quatrième annuité (1872).
480,000 fr. pour la cinquième annuité (1873).

Le département vient en aide aux communes par des subventions affectées spécialement au remboursement des emprunts réalisés par elles à la caisse des chemins vicinaux ; la somme nécessaire pour assurer le remboursement des annuités déjà réalisées et de celles à réaliser en 1872, est de 175,070 » qu'il y a lieu d'inscrire au budget de 1873.

Cette somme de 175,070 fr. se déduit des calculs ci-après :

Le montant des subventions à verser en 1870, pour les emprunts réalisés dès 1869, était de.	59,811 20	
Le montant à verser en 1871 était de	74,639 20	
Id. en 1872 était de	136,377 60	
La somme à prévoir pour 1873 est de.	206,002 »	
Total.	476,830 »	
Il a été crédité :		
Au budget de 1870.	75,440 »	301,760 »
Id. de 1871.	75,440 »	
Id. de 1872.	150.880 »	
Reste à inscrire au budget de 1873.	175,070 »	

En résumé le service des subventions à allouer au réseau subventionné et à inscrire au budget départemental de 1873, s'élève à. . . . . 1,135,070 »

Savoir :

1° Subvention pour la quatrième et la cinquième annuités des travaux.	960,000 »	
2° Subvention pour amortissement d'emprunt	175,070 »	
Total.	1,135,070 »	

Tarif des prestations.

Aucune réclamation ne s'est élevée contre le tarif de conversion des journées de prestation en argent, bien que son adoption remonte à cinq ans.

Il y a lieu d'en proposer le maintien.

Personnel.

Depuis la session de 1871, le personnel des Agents-Voyers a subi une perte regrettable, celle de M. Bodvin, attaché à l'arrondissement de Douai. Cet agent est décédé dans sa famille à Brunémont, à la fleur de son âge ; il avait su, par son zèle et son intelligence, s'attirer l'estime de ses chefs.

Cet agent n'a pas été remplacé et sa circonscription a été répartie entre deux autres Agents-Voyers contonaux dont le service était peu chargé.

Il y a quelques jours à peine, le 26 juillet, M. Delarre, Agent-Voyer de 1re classe, de l'arrondissement de Lille, s'éteignait après une maladie de quelques mois, contractée dans l'exercice de ses fonctions.

Cette perte est d'autant plus grande, que M. Delarre joignait à une grande modestie un dévouement et un zèle à toute épreuve dans l'accomplissement des fonctions qu'il a remplies pendant 20 ans avec beaucoup d'intelligence, à la grande satisfaction de ses chefs et des administrations municipales des communes comprises dans sa circonscription.

M. Delarre laisse un grand vide dans le personnel du service vicinal autant que dans sa famille ; il était le soutien d'un père octogénaire et d'une sœur incapable de se livrer à d'autres soins qu'à ceux qu'exige le grand âge de son père.

Dans cette situation douloureuse pour cette famille, et en raison des vingt années de service pendant lesquelles le fils a versé à la caisse des retraites, il m'a semblé qu'il y avait lieu de solliciter du Conseil général un secours de 200 francs, à inscrire au budget de 1873, pour le père de notre regretté collaborateur.

M. Jougleux, agent-voyer à Valenciennes vient d'être admis à faire valoir ses droits à la retraite par suite de son état d'infirmité qui ne lui permet plus de rendre des services à l'administration.

Depuis la nouvelle réorganisation de vos bureaux, vous avez bien voulu, Monsieur le Préfet, autoriser la centralisation dans mon bureau de toutes les opérations concernant l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires. Ce nouveau service a marché avec toute la régularité possible et l'expérience de quelques mois m'a confirmé les avantages qu'il y avait à réunir, dans un seul bureau, les affaires concernant la réalisation des emprunts à contracter à la caisse des chemins vicinaux, et l'exécution des travaux auxquels ces ressources étaient destinées.

Ces avantages ont suffisamment compensé l'accroissement de travail qui en est résulté. Vous avez bien voulu m'adjoindre un commis appointé de plus pour satisfaire aux besoins de ce nouveau service ; cette augmentation de personnel a pu s'opérer sans augmentation du crédit affecté, par le Conseil général, au personnel des Agents-Voyers.

Je n'ai aucune augmentation à demander pour le personnel du service vicinal ; le Conseil général a bien voulu augmenter de 200 fr. le traitement de ces agents à partir de 1872. Ils ont été bien sensibles à cette marque de bienveillance et l'ont, en général, prouvé par le zèle qu'ils emploient à satisfaire à toutes les exigences de leur service.

Je sollicite pour eux, comme les années précédentes, l'indemnité de 15,000 fr. à prélever sur les fonds d'achèvement pour être répartie, en 1873, entre les Agents-Voyers, en raison des travaux extraordinaires que ce service leur occasionne.

Les pièces détaillées ci-après sont annexées à ce rapport :

1° Sept rapports de MM. les Agents-Voyers principaux ;

2° Quatre tableaux portant les N^os^ 33, 34, 35 et 36 concernant les chemins vicinaux d'intérêt commun ;

3° Quatre tableaux, N^os^ 1, 2, 3 et 4. Compte-rendu annuel pour l'ensemble du service vicinal ;

4° Sept états d'avancement, au 1^er^ juin 1872, des travaux exécutés sur les chemins vicinaux du réseau subventionné ;

5° Projet de budget de 1872.

Lille, le 25 juillet 1872.

L'Agent-Voyer en Chef,

ROMAIN.

PONTS-ET-CHAUSSÉES.

NIVELLEMENT GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

Demande d'un credit de 9,000 *francs sur les fonds du département (Exercice* 1873*).*

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

La soumission présentée le 17 août 1867 pour l'exécution du nivellement général du département du Nord, par M. Leclère, conducteur principal des Ponts-et-Chaussées, chargé de la conservation des archives du nivellement général de la France, a été approuvée le 5 février 1869 par M. le Préfet du Nord, conformément à deux décisions, l'une de M. le Ministre des Travaux publics, en date du 3 mars 1868, l'autre du Conseil général du département du Nord en date du 28 août suivant.

La dépense de l'entreprise est évaluée, en nombre rond, à la somme de 90,000 fr., dont moitié à la charge du Trésor et moitié à celle du département, et cette somme doit être payée en cinq annuités à partir de 1869, pour le solde être définitivement réglé en 1873.

Les travaux à exécuter consistent dans la fourniture et la pose d'environ 3 000 repères métalliques, le nivellement d'environ 4280 kilomètres et la fourniture de 300 exemplaires du texte descriptif.

Les dépenses faites et à faire sont comme il suit :

	FONDS		TOTAUX.
	du Trésor.	du département.	
Dépenses faites sur les exercices 1869, 1870 et 1871	27,000 »	27,000 »	54,000 »
Crédits alloués sur l'exercice 1872.	9,000 »	9,000 »	18,000 »
TOTAUX.	36,000 »	36,000 »	72,000 »
Dépenses autorisées.	45,000 »	45,000 »	90,000 »
Sommes restant à créditer.	9,000 »	9,000 »	18,000 »

L'opération, commencée en 1869, est terminée en ce qui concerne les opérations de terrain; il ne reste qu'à calculer les cotes définitives de nivellement qui en résultent, à sceller les plaques altitudinales dans les disques métalliques déjà posés et à fournir les exemplaires du texte descriptif.

La dernière situation des travaux exécutés a donné les résultats suivants :

Nombre de repères posés, non compris la plaque altitudinale. . . . 2942 repères;

Nombre de kilomètres nivelés et vérifiés sur le terrain . . . . . 4147^{k}017

Les dépenses faites en 1871 sont soldées et l'état d'avancement du travail ne laisse pas de doute sur l'emploi, en temps utile, des annuités ouvertes sur les fonds du Trésor et du département en 1872.

Dès lors l'Ingénieur en chef propose de demander au Conseil général d'inscrire, au budget départemental de l'exercice 1873, un crédit de 9,000 fr. destiné à former le solde et la 5^{e} annuité à la charge du département.

Un crédit de pareille somme sera demandé sur les fonds du Trésor, exercice 1873, pour solde de la part contributive de l'État dans cette opération.

Lille, le 18 juillet 1872.

L'Ingénieur en chef du département du Nord,

EM. RAILLARD.

PONTS-ET-CHAUSSÉES.

NIVELLEMENT GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT.

Carte du département du Nord par arrondissement.

(Annexe complémentaire du nivellement général.)

RAPPORT ET PROPOSITIONS

DE L'INGÉNIEUR EN CHEF DES PONTS-ET-CHAUSSÉES.

Dans sa séance du 10 novembre 1871, le Conseil général du Nord a adopté les résolutions suivantes qui lui étaient proposées par son 4e bureau, savoir :

« Le travail d'une carte du département par arrondissement à l'échelle de $\frac{1}{50.000}$ sera commencé le plus promptement possible ;

L'Ingénieur en Chef des Ponts-et-Chaussées sera invité par M. le Préfet à présenter au Conseil général des propositions à ce sujet ;

Il sera demandé au Trésor de consentir à la dépense dans la même proportion que pour le nivellement général du département ;

Le tirage de cette carte sera considérable et son prix de vente réduit, de façon à ce qu'elle devienne d'un usage général dans le département. »

Désireux de répondre de son mieux à la confiance que le Conseil général veut bien lui témoigner, l'Ingénieur en chef soussigné est entré en relations avec un graveur qui lui était naturellement désigné par les travaux qu'il a faits pour le Nord (*), et après avoir longuement étudié la question dans tous ses détails, il croit devoir s'arrêter aux propositions développées ci-après.

(*) M. Erhard, rue Duguay-Trouin, 12, à Paris, qui a gravé, en 1870, la carte routière du Nord, dressée par M. l'Agent-Voyer en chef Romain, et, cette année, même, celle de l'arrondissement de Dunkerque, éditée par M. l'Agent-Voyer principal Ternant.

Grandeur et nombre des feuilles de la carte.

La grandeur des feuilles de la carte, l'échelle ayant été fixée par le Conseil général, est déterminée par la superficie de l'arrondissement d'Avesnes, qui est, de beaucoup, le plus étendu des sept arrondissements du département (*). Pour circonscrire, à l'échelle de $\frac{1}{50.000}$ cette superficie, qui est de 139,723 hectares, en observant l'orientation obligée de la verticalité de la ligne nord-sud, et en laissant les marges strictement nécessaires, il faut un rectangle de 0^m 90 de hauteur sur 1^m 12 de largeur. Telles seront les dimensions de la feuille d'Avesnes, et comme, par une heureuse coïncidence, ce sont celles des plus grandes pierres employées dans l'industrie de la gravure, il s'en suit que l'on sera dispensé des difficultés et des inexactitudes des raccords résultant de la trop grande multiplication des pierres pour l'impression d'une même feuille.

Ces dimensions, dites : *Grand Monde*, pourront être appliquées, sans laisser trop de blanc, aux arrondissements plus petits de Cambrai, de Lille, d'Hazebrouck et de Dunkerque. Mais si l'on passe à ceux de Valenciennes, 62,978 hectares, et de Douai, 47,206 hectares, l'on voit qu'en s'astreignant à les établir chacun, sur une feuille séparée, l'on serait conduit, ou à donner à ces feuilles des dimensions moitié moindres qu'aux autres, ou à laisser en blanc la moitié des feuilles de 0^m90 sur 1^m12 sur lesquelles ils seraient portés. L'un et l'autre partis sont également mauvais, et l'Ingénieur en chef pense que le seul moyen de sortir d'embarras est de faire une exception à la règle posée par le Conseil général, en réunissant ces deux arrondissements sur une seule et même feuille ayant les dimensions précitées, laquelle les contiendra parfaitement bien.

D'après cela, la carte du département se décomposerait en six feuilles *grand monde* de 0^m 90 sur 1^m 12, marges comprises, dont chacune comprendrait un arrondissement seul, à l'exception de l'une d'elles, qui renfermerait, dans son cadre, les deux arrondissements réunis de Valenciennes et de Douai.

Indications.

La carte reproduirait toutes les indications que présente celle du Dépôt de la Guerre, à l'exception du relief, c'est-à-dire des courbes et hâchures, qui, sur la carte de l'Etat-Major, désignent les collines et les vallées.

L'on y verrait donc :

1° Toutes les constructions, c'est-à-dire les villes, villages, hameaux, habitations isolées, usines et moulins à vent ;

2° Les chemins de fer et leurs stations ;

3° Les voies de communication par terre : routes nationales, routes départementales, chemins vicinaux des divers ordres et chemins ruraux ;

4° Les rivières, les canaux de navigation, de desséchement et d'irrigation, les cours d'eau non navigables ni flottables, les étangs et les sources pérennes ;

5° La végétation, c'est-à-dire les forêts, bois, bosquets, prairies, pâtures et marais ;

(*) Superficie de l'arrondissement d'Avesnes . . . . . 139,723 hect. 24
Id. de Cambrai. 89,260 33
Id. de Lille 87,438 78
Id. de Dunkerque 72,160 32
Id. d'Hazebrouck 69,320 07
Id de Valenciennes 62,978 29
Id. de Douai. 47,205 85

Superficie totale du déartement . . . . . 568,086 hect. 88

6° Les dunes ;

7° Les repères métalliques du nivellement général actuellement en cours d'exécution, et l'indication de l'altitude de chaque repère au-dessus du niveau de la mer ;

8° Les limites de départements, d'arrondissements, de cantons et de communes ;

9° Enfin le tracé des méridiens et des parallèles de 10 en 10 minutes sur la carte, et de minute en minute sur le cadre, en grades et en degrès, comme sur la carte du Dépôt de la Guerre au 80 millième.

Les signes conventionnels, écritures et dessins, seraient ceux adoptés par le Dépôt de la Guerre. Ces types sont clairs, précis et ont passé tout à fait dans les usages pour les cartes locales.

Chaque feuille serait couverte, sauf l'espace nécessaire pour les titres et légendes, jusqu'au cadre, de manière que, sur une seule carte, l'on puisse suivre, jusqu'à une certaine distance, les indications géographiques d'un arrondissement à l'autre (*), Seulement ces indications seraient réduites aux principales en dehors des limites de l'arrondissement auquel se rapporterait spécialement la feuille, en imitant ce qui a été fait sur celles des feuilles de la carte de l'État-Major, où se trouvent des fragments des pays limitrophes de la France.

La suppression des courbes et hâchures indiquant le relief sur les cartes du Dépôt de la Guerre est motivée par le désir de rendre la carte plus claire et d'en réduire la dépense, qui, sans cela, s'élèverait à un chiffre très-considérable. Ces indications, d'ailleurs, auxquelles on peut reprocher de ne pas être suffisamment graduées, ne donnent pas toujours une idée très-exacte du relief du sol dans les pays peu mouvementés comme le Nord, et elles seront avantageusement remplacées par les cotes des repères métalliques, dont le nombre ne sera pas moindre que 3,000 pour l'ensemble du département, soit environ 500 sur chaque feuille d'arrondissement. Ces repères métalliques sont écartés, en moyenne, sur les lignes nivelées, de 1,425 mètres La distance moyenne des indications qui s'y rapporteront sera donc, sur la carte, de 0^m 0285. Cette distance est nécessaire et suffisante pour la clarté des écritures ; et c'est cette considération, jointe au manque relatif de fixité des repères naturels (seuils de portes, appuis de fenêtres, sommets de bornes, dessus de parapets, etc.), qui doit faire éliminer de la carte toute indication relative à ces derniers.

En résumé, l'on voit que, d'après ces dispositions, la carte projetée ne serait pas autre chose qu'une reproduction de celle du Dépôt de la Guerre, portée de l'échelle de $\frac{1}{80.000}$ à celle de $\frac{1}{50.000}$ (échelle commode pour les mesurages, puisque 0^m 02 représenteraient un kilomètre), puis rectifiée et complétée par la suppression des objets naturels et artificiels disparus, et par l'addition de ceux dont le département s'est enrichi depuis la confection de cette carte ; et enfin débarrassée des hâchures indicatives du relief, qui seraient remplacées par les cotes des altitudes de 3,000 points situés le long des voies de communication de fer, de terre et d'eau du département.

Couleurs des indications de la carte.

Parmi les personnes que leurs goûts pour les études géographiques ou des nécessités professionnelles ont familiarisées avec les cartes à grande échelle du département, qui sont toutes imprimées uniquement en noir, il en est peu qui n'aient été désappointées, impatientées même, par la difficulté, et, la plupart du temps, par l'impossibilité de distinguer les cours d'eau des

(*) Les cartes au $\frac{1}{50.000}$ par arrondissement de la maison Robaut, de Douai, fort estimables d'ailleurs, présentent sous ce rapport, une lacune dont l'incommodité frappe toutes les personnes qui ont à les manier.

chemins vicinaux et ruraux, principalement dans les contrées soumises à un système régulier de desséchement, comme, par exemple, le pays waëteringué, c'est-à-dire la plus grande partie de l'arrondissement de Dunkerque, et les grandes vallées de la Scarpe, de la Deûle et de l'Escaut. dans les arrondissements de Douai, Lille et Valenciennes. La confusion qui résulte du tracé rectiligne des chemins et des cours d'eau, dans une bonne moitié du département, ne peut être prévenue que par l'emploi de couleurs différentes dans les indications des uns et des autres, et, dès lors, le noir étant admis pour la couleur générale de la carte, c'est, suivant l'usage généralement adopté, le bleu qui doit être choisi pour les cours d'eau, rivières, canaux de toutes sortes, étangs et ruisseaux. Il en résultera, sans doute, une augmentation de dépense, mais le département ne saurait s'y dérober (*).

En second lieu, la carte dont il s'agit étant l'annexe et le complément du nivellement général, il semble naturel qu'elle mette en relief, et que l'on puisse y lire, au premier coup d'œil et sans recherches, les résultats de cette opération, ce qui implique l'emploi d'une troisième couleur, le rouge, pour les signes indiquant les emplacements des repères métalliques (un cercle de un millimètre et demi de diamètre) et pour les nombres donnant la hauteur de ces repères au-dessus du niveau moyen de la mer.

Enfin, dans le but d'augmenter encore la clarté d'une carte qui doit, suivant le désir du Conseil général, devenir d'un usage commun dans le département, il paraît nécessaire d'accuser par une quatrième couleur, aux yeux les moins expérimentés, les signes conventionnels qui représentent la végétation (forêts, bois, bosquets, prairies, pâtures et marais) et naturellement c'est la couleur verte qui doit être choisie (**). Il est certain que cette disposition s'impose moins rigoureusement que les deux précédentes, mais comme elle n'entraînera qu'à une dépense supplémentaire de 4,300 fr., il semble qu'il n'y ait pas lieu d'hésiter.

D'après ces considérations, l'Ingénieur en chef propose que la carte projetée soit tirée en quatre couleurs, en adoptant, savoir :

Le Noir, pour les bâtiments de toute nature, les voies de communication de fer et de terre, les dunes et les limites territoriales (traits et écritures);

Le Bleu, pour les rivières, canaux de navigation, de desséchement et d'irrigation, cours d'eau non navigables ni flottables, étangs et sources pérennes (traits et écritures);

Le Rouge, pour les indications et les cotes des repères métalliques (traits et écritures);

Le Vert, pour les forêts, bois, bosquets, prairies, pâtures et marais (traits seulement, écritures en noir) (***).

Évaluation de la dépense.

Dans les conditions qui viennent d'être énoncées, la dépense à faire serait comme il suit :

1° Reproduction photographique agrandie de la carte du Dépôt de la Guerre, portée de l'échelle de $\frac{1}{80.000}$ à celle de $\frac{1}{50.000}$ et fourniture de 18 épreuves (3 par arrondissement) . . . . . 1,000 fr. »

A reporter. . . . . 1,000 »

(*) Ces dispositions ont été adoptées par MM. Romain et Ternant dans leurs cartes précitées.

(**) La carte routière de M. Romain, au $\frac{1}{160000}$, offre cette disposition qui y produit un très-heureux effet qu'une carte plus de dix fois plus grande en surface, comme celle projetée, fera encore mieux ressortir.

(***) Les écritures vertes ne ressortent pas suffisamment sur les cartes.

Report.	1,000 fr.	»
2° Fourniture de 24 pierres pour 6 feuilles en 4 couleurs	5,328	»
3° Gravure.	17,500	»
Dépense prévue	23,828 fr.	»
Somme à valoir pour dépenses imprévues.	1,172	»
Dépense totale pour l'établissement de la première épreuve. . .	25,000 fr.	»
Tirage : pour 1,000 exemplaires ou 6,000 feuilles.	9,360	»
soit par exemplaire de 6 feuilles.	9	36 c.

Concours de l'État.

L'Administration supérieure des Travaux publics, qui a bien voulu prendre à sa charge la moitié de la dépense du nivellement général, consentira probablement aussi à participer aux frais que nécessitera la confection de la carte qui doit compléter cette grande opération.

Cette participation peut être évaluée à la moitié de la dépense d'établissement de la première épreuve, soit à la somme de 12,500 fr. Il n'est pas probable que, dans la situation du Trésor, l'État porte sa subvention à un chiffre plus élevé, et l'on ne voit pas trop, d'ailleurs, sur quelles bases on pourrait justifier une augmentation de cette somme.

Nombre d'exemplaires à tirer.

Le Conseil général décidera, sans doute, qu'un certain nombre d'exemplaires du département seront délivrés gratuitement aux Membres des Conseils généraux et d'arrondissement, à la Préfecture, aux Sous-Préfectures, aux chefs des services administratifs et militaires du département, aux Sociétés scientifiques et agricoles, et aux fonctionnaires divers qui auront concouru, comme il sera dit ci-après, à la confection de ce travail.

Peut-être, aussi, jugera-t-il convenable et juste de pourvoir chacune des 661 communes du Nord de deux exemplaires de ce document, l'un pour la Mairie, l'autre pour l'École.

Dans cette double hypothèse, l'on ne peut évaluer à moins de 1,700 exemplaires, le nombre de cartes à distribuer ainsi gratuitement dès leur confection, et, si l'on y ajoute une réserve de 300 exemplaires pour l'avenir, l'on aura la quantité de 2,000 exemplaires à tirer aux frais exclusifs du département, et par conséquent une dépense, de ce chef, de . . . . . 18,600 fr.
qui s'ajoutera à celle mentionnée plus haut, réduction faite du subside de l'État, laquelle est de . . . . . 12,500 »

Soit en tout. . . . . 31,100 fr.

Quant au nombre d'exemplaires à tirer pour les livrer au public à prix d'argent, il est plus difficile à déterminer. Toutefois l'Ingénieur en chef pense qu'en le fixant à 2,000, on répondra à toutes les nécessités du présent et aux besoins de l'avenir qui sont naturellement limités à l'époque, où, en raison des modifications survenus par la suite des temps, les cartes ne représenteront plus qu'imparfaitement les lieux.

Dans ce cas, le département aurait à faire l'avance d'une somme de 18,600 fr. qui reviendrait ultérieurement et partiellement dans sa caisse.

Prix de vente des cartes au public.

L'Ingénieur en chef propose de fixer le prix de vente de ces 2,000 exemplaires au taux nécessaire pour que le département rentre sans intérêt, dans dans la somme qu'il aura déboursée

pour le tirage seul, en y ajoutant la remise à faire aux libraires qui effectueront cette vente soit à Lille seul, soit dans tous les chefs-lieux d'arrondissement du Nord.

Sur ces bases, le prix serait établi comme il suit :

	PRIX	
	DES SIX CARTES formant celle du département	D'UNE CARTE d'arrondissement.
Prix de revient du tirage	9 fr. 36	1 fr. 56
Remise aux intermédiaires (13 1/2 pour 100) (*) .	1 26	0 21
Totaux.	10 62	1 77

Mais ces prix ne sont pas commerciaux. L'Ingénieur en chef propose de les arrondir, en diminuant le premier de 0,62 et augmentant le second d'environ le sixième de ce chiffre, afin qu'il y ait à peu près compensation. D'après cela, les prix s'établiraient de la manière suivante :

	PRIX	
	DES SIX CARTES formant celle du département	D'UNE CARTE d'arrondissement.
Recette du département.	8 fr. 65	1 fr. 65
Remise aux intermédiaires.	1 35	0 25
Prix de vente	10 »	1 90

Ces prix, si on les compare à ceux des autres cartes du département actuellement dans le commerce, paraîtront bien réduits et de nature à répondre très-suffisamment aux intentions du Conseil général.

En effet, la carte routière du département en quatre couleurs, dressée par M. l'Agent-voyer en chef, en 1870, à l'échelle de $\frac{1}{160,000.}$ se vend, au profit du département, 6 fr. l'exemplaire.

Celle de l'arrondissement de Dunkerque, à l'échelle de $\frac{1}{50,000.}$ et en deux couleurs, mise en vente, cette année, par M. l'Agent-voyer principal Ternant, est également du prix de 6 fr.

(*) C'est la proportion accordée à M. Quarré, libraire, pour la carte routière dressée par M. l'Agent-Voyer en chef du Nord. Il reçoit 0 fr. 75 par exemplaire vendu 6 fr. non colorié, et 6 fr. 75 colorié.

Enfin la maison Robaut, de Douai, vend :

6 fr. chacune, les cartes des arrondissements de Douai et de Valenciennes au $\frac{1}{50,000}$;

8 fr., celle de l'arrondissement d'Avesnes à la même échelle;

3 fr. chacune, celles des arrondissements de Lille et de Dunkerque au $\frac{1}{80,000}$,

0,75 Celle de l'arrondissement de Cambrai au $\frac{1}{160,000}$ (*)

Travail des minutes.

On a u précédemment que le premier article de la dépense à faire consisterait dans le tirage photogr hique, à l'échelle voulu, de trois épreuves, par arrondissements, de la carte du dépôt de la gu re. L'on prendra naturellemeet pour types les feuilles les plus récentes; mais il est évident que ces feuilles présenteront encore un très-grand nombre d'inexactitudes et de lacunes, et, en un mot, qu'il faudra les mettre au courant. Ce travail, s'il était confié à une seule personne, serait très-difficile, très-long et très-dispendieux; mais il est possible de faciliter et d'accélérer cette opération, ainsi que de la rendre presque gratuite, en demandant leur concours à quelques uns des services administratifs qui fonctionnent dans le département, et pour lesquels l'établissement de la carte dont il s'agit sera de la plus haute utilité.

Dans cet ordre d'idées, MM. les Maires des villes en voie d'agrandissement telles que Lille, Roubaix, Tourcoing et Armentières, se chargeraient de faire rectifier les dispositions de ces importantes agglomérations.

L'Administration des forêts voudrait bien mettre au courant la situation forestière, dont la repr ésentation exacte est d'un si grand intérêt à tous les points de vue.

L s services de la navigation des canaux du Nord et de la Belgique sur Paris, rectifieraient et c plèteraient les tracés des voies d'eau qui rentrent dans leurs attributions.

c ervice vicinal ferait un travail analogue, en ce qui touche les chemins vicinaux d'intérêt com un et ordinaires et les chemins ruraux.

Enfin, le service ordinaire et hydraulique, dont la direction est confiée à l'Ingénieur en chef soussigné, prendrait à sa charge toutes les autres voie de communication par terre, les chemins de fer, les desséchements et irrigations, et les cours d'eau non navigables ni flottables, avec les usines qu'ils alimentent.

Époque du travail.

Le Conseil général désire, et il est en effet fort désirable, que cette carte puisse être livrée au public dans un avenir très-prochain.

Mais il est à remarquer que, aux termes de son traité, l'entrepreneur du nivellement général du département a un délai de quatre ans à partir de 1870, pour terminer son travail, et que si les opérations sur le terrain sont aujourd'hui achevées dans quelques arrondissements, l'on n'est pas encore bien certain qu'il n'y ait pas à y faire quelques rectifications, et il est nécessaire que les altitudes des repères métalliques soient définitivement arrêtés avant de les inscrire sur la carte.

D'autre part, le Conseil général a concédé, en 1871 et 1872, un réseau de 15 lignes de chemins de fer d'intérêt local, embrassant une étendue de 293 kilomètres, dont les tracés ne sont indiqués que par leurs principaux points de passage, et ne se trouveront déterminés qu'après l'approbation des projets définitifs, c'est-à-dire dans le courant de l'année prochaine.

Dès lors, et pour éviter les interruptions et reprises, toujours très-nuisibles à l'exactitude dans des travaux délicats, comme celui dont il s'agit, il semble qu'il n'y aura utilité d'entreprendre l'établissement des minutes que dans le courant de l'année 1873.

(*) Le prix de revient total de la carte projetée sera encore très-sensiblement inférieur à ces chiffres, puisqu'il ne lèvera qu'à 62,200 fr. pour 24,000 cartes, soit 2 fr. 60 par carte au $\frac{1}{50.000}$

Direction du travail.

Il conviendra enfin que le Conseil général confie à un homme de l'art la mission de préparer le projet de traité avec le graveur, réviser les minutes, et les mettre en état d'être copiées sur pierre, corriger les épreuves, faire la réception des cartes ; émettre les propositions de paiement ; en un mot de diriger le travail et d'en centraliser les éléments, la comptabilité et les produits.

Résumé.

En ésumé, l'Ingénieur en chef soussigné est d'avis qu'il y a lieu, sur la question qui fait l'objet du présent rapport, de prendre les résolutions suivantes :

1° Il sera procédé le plus promptement possible à l'exécution d'une carte du département du Nord, à l'échelle de 1 à 50,000, divisée en six feuilles du format dit : *grand-monde*, de 0,90 sur 1,12, marges comprises ;

2° Chaque feuille sera affectée à un arrondissement distinct, à l'exception d'une seule sur laquelle seront réunis les arrondissements de Douai et de Valenciennes ;

3° Cette carte reproduira toutes les indications de celle du dépôt de la guerre au 80 millième, à l'exception des indications représentant le relief, lesquelles seront remplacées par la désignation de l'emplacement et de l'altitude de chacun des repères métalliques du nivellement général du département ;

4° Chaque feuille, sauf l'espace à réserver aux titres et légendes, sera couverte jusqu'au cadre ; seulement les indications seront réduites aux principales en dehors des limites de l'arrondissement auquel se rapportera spécialement la feuille, en imitant ce qui a été fait sur celles des feuilles de la carte du dépôt de la guerre, où figurent des fragments des pays limitrophes de la France.

5° Cette carte sera tirée en quatre couleurs affectées, savoir : le *noir* aux titres, bâtiments, voies de communication de fer et de terre et limites territoriales ; le *bleu* aux rivières, canaux, étangs et cours d'eau quelconques ; le *rouge* aux repères métalliques ; le *vert* à la végétation;

6° Il en sera tiré 4,000 exemplaires complets, soit 24,000 feuilles d'arrondissements ; 2,000 exemplaires seront mis en réserve à la Préfecture pour être distribués aux divers services publics sur la désignation du Conseil général, et les 2,000 exemplaires restants seront vendus au profit du département ;

7° La dépense totale de ce travail, évaluée à 62,200 fr., sera prise en charge par le département, qui sollicitera, à cet effet, du gouvernement, un subside de 12,500 fr. comme complètement naturel et nécessaire de la dépense du nivellement général du Nord ;

8° Les 2,000 exemplaires livrés au publics seront vendus aux prix de 10 fr. l'exemplaire complet des six feuilles distinctes d'arrondissements et de 1 fr. 90 la feuille séparée ; le produit de ces ventes, déduction faite de la remise accordée aux intermédiaires, sera versé à la Trésorerie-générale du Nord, au compte du département ;

9° Il sera fait appel, pour la mise au courant des minutes, d'après le dépôt de la guerre, au concours de MM. les Maires des localités récemment agrandies ou en voie d'agrandissement, de MM. les Agents de l'Administration forestière, de MM. les Ingénieurs et Agents des services de navigation du département, de MM. les Agents-voyers et des Ingénieurs et Agents du service ordinaire et du service hydraulique du Nord.

Lille, le 17 juillet 1872.

L'Ingénieur en Chef des Ponts-et-Chaussées, chargé des services ordinaire et hydraulique et de la direction du nivellement général du département,

EM. RAILLARD.

RAPPORT

DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL CHARGÉ DU CONTROLE DU CHEMIN DE FER DU NORD, SUR LA SITUATION DU SERVICE DANS LE DEPARTEMENT DU NORD, PENDANT L'ANNÉE 1871.

§ 1er Voie et Stations.

Les ouvrages qui avaient été détruits ou endommagés pendant la guerre ont été complètement réparés avant la fin de l'année 1871.

Les travaux de réfection de certaines parties de la voie ont été un peu ralentis par suite de la difficulté que l'on éprouvait pour amener les matériaux à pied d'œuvre, pendant la période à laquelle on a donné le nom de *crise des transports*. Aujourd'hui ces travaux ont pu être repris et poussés avec toute l'activité désirable.

A la suite d'expériences faites sur les parties les plus fatiguées de la ligne, et d'après un avis conforme de la Commission des inventions et des règlements des chemins de fer, la Compagnie du Nord a été autorisée à employer un rail d'acier fondu de 30 kilogrammes, au lieu du rail en fer de 37 kilogr. le mètre courant. Cette substitution, qui rend économiquement possible l'emploi des rails d'acier, aura de grands avantages pour la commodité et la sécurité de la circulation. Non seulement, en effet, l'acier s'use plus lentement, mais, en outre, l'usure en est régulière; et l'on n'a jamais à craindre ces déchirements, ces exfoliations des rails en fer, qui peuvent être une cause d'accidents.

Le service des signaux et celui des sonneries allemandes ont aussi été rétablis, et fonctionnent bien. La Compagnie s'est fait autoriser à placer des sonneries dites trembleuses à tous les disques des stations : c'est une mesure de sûreté qui aura de très-bons résultats.

Quelques éboulements se sont encore manifesté dans les remblais et les tranchées de la section d'Aulnoye à Hirson. Ils sont surveillés avec attention et n'ont pas créé de difficultés pour la marche des trains.

A l'exception de la gare de Landrecies, incendiée le 25 janvier 1871, et dont la reconstruction est aujourd'hui très-avancée, on n'a pas à signaler de travaux très-importants dans les gares du département du Nord. Mais, dans beaucoup de ces gares, les aménagements ont été modifiés, les bâtiments agrandis, de nouvelles voies posées, afin de satisfaire aux besoins qui résultent du développement du trafic.

Parmi les travaux de ce genre, les plus considérables sont ceux qui sont en cours d'exécution à la station d'Aulnoye, et qui ont été approuvés par décret du Président de la République du 4 mars 1872. Ils ont principalement pour objet la création d'un dépôt de machines et d'ateliers destinés à desservir cette partie du réseau. On a, en outre, construit un passage supérieur pour remplacer le passage à niveau qui existait à l'entrée de la gare.

Un projet a été présenté pour l'agrandissement de la gare de Somain : mais il ne comprend pas encore les aménagements que le Conseil général a demandés plusieurs fois pour le service des voyageurs. On attend, pour étudier cette partie de la station, que le raccordement de la ligne de Somain à Roubaix et Tourcoing soit définitivement fixé.

Enfin il convient de mentionner le projet d'établissement d'une gare à Wasquehal, soumis en ce moment à l'approbation du Ministre.

Les conférences relatives à la modification du tracé de la ligne du littoral, aux abords de Lille, sont terminées ; et le projet présenté par la Compagnie a été approuvé par tous les services intéressés. La décision ne pourrait être retardée que par les difficultés auxquelles donne lieu le choix de l'emplacement de la station à établir à la Madeleine ou à Saint-André.

La question de la suppression du passage à niveau de la route Nationale, 45, à l'entrée de la station de Valenciennes, a également fait un grand pas. La Compagnie a accepté l'obligation de remplacer ce passage par un viaduc, à la condition toutefois qu'on ne lui imposerait pas la construction de nouveaux ouvrages de fortifications. L'affaire est actuellement soumise à l'examen du Génie militaire.

Le projet de raccordement de la ligne de Dunkerque à Furnes avec le réseau du Nord a été approuvé ; mais l'exécution n'en est pas commencée. Le Génie militaire vient de notifier à la Compagnie propriétaire de cette petite ligne une décision du Ministre de la guerre, d'après laquelle elle devra remettre, au 31 décembre prochain, les terrains sur lesquels elle a été autorisée à établir provisoirement sa gare de Dunkerque. Le Ministre des Travaux publics a été informé de cette situation, qui pourrait donner lieu à des difficultés sérieuses, si l'exécution des travaux approuvés était retardée plus longtemps.

§ 2me Exploitation technique et Matériel.

Les conditions générales de l'exploitation ont été très-difficiles pendant toute l'année 1871. Pendant le premier semestre, les difficultés ont résulté spécialement de la désorganisation amenée par la guerre ; et, bien que le département du Nord ait eu à en souffrir moins que quelques autres il a cependant ressenti, dans une certaine mesure, les effets de cette situation. D'une part, des ouvrages détruits remplacés par des travaux provisoires, plusieurs gares totalement ou par-

tiellement hors de service ; des locaux réservés pour le service militaire allemand. D'une autre part, les communications télégraphiques interrompues, les postes de secours et les sonneries ne fonctionnant pas, le matériel roulant en grande partie détourné de son service ; enfin un peu de relâchement introduit parmi certaines catégories d'agents. Tel est l'état de choses que la guerre avait créé, et que l'insurrection de la Commune a prolongé et aggravé.

Après le rétablissement de l'ordre est immédiatement survenue la crise des transports. Un immense développement du commerce et de l'industrie, en vue du renouvellement des approvisionnements épuisés pendant la guerre, stimulé d'ailleurs par le désir de mettre à profit les délais d'application des nouveaux impôts ; et, parallèlement, pendant quelques mois, les exigences des services généraux de l'Etat et de l'occupation allemande ont donné lieu à une exubération du trafic, auquel n'ont pu se prêter ni les aménagements des gares, ni les moyens d'évacuation et de magasinage à la disposition des particuliers.

Des mesures spéciales ont été prises à ce sujet ; les unes d'ordre matériel, tels que l'agrandissement d'un grand nombre de garages ; des importations de matériel étranger; les autres d'ordre administratif, comme la fermeture momentanée de certaines gares, les rectrictions apportées à certaine catégorie de transports, la suspension des délais légaux, le camionnage d'office, une surveillance active du mouvement et du stationnement des wagons, etc, etc.

Mais ni les unes ni les autres ne pouvaient remédier complètement aux inconvénients d'une semblable situation. Elles n'ont pu qu'y apporter un certain soulagement ; et, à ce point de vue restreint, elles ont eu une influence utile.

Aujourd'hui cet encombrement a complètement cessé ; et le matériel roulant, bien qu'il n'ait pu être augmenté que dans une proportion encore trop faible, demeure en partie sans emploi.

Les retards des trains de voyageurs n'ont pu être signalés régulièrement qu'à partir du 1er mai. Ils ont été nombreux, comme il est facile de le supposer, et se sont élevés jusqu'à 12, 6 p. % du nombre des trains. A l'exception de ceux du mois de décembre, qui ont été en général causés par des circonstances atmosphériques, la plupart doivent être attribués au développement exceptionnel du trafic.

En vue de remédier à cette irrégularité, la Compagnie a établi, à partir du 1er janvier 1872, des primes de régularité en faveur des agents des stations et des trains. Les effets de cette mesure ont été immédiats ; dès le mois de janvier la proportion des retards n'était plus que de 3, 6 p.%; en avril, elle était de 0,9 ; et, en mai, elle s'est encore abaissée jusqu'à 0,4.

L'année 1871 a été signalée, dans le département du Nord, par un des plus affreux accidents que les annales des chemins de fer aient eu à enregistrer. Les circonstances du désastre de Seclin sont trop connues pour que j'aie à les retracer ; je me bornerai à rappeler qu'il a fait 110 victimes, dont 25 morts et 85 blessés. Un aiguilleur et le chef de gare ont été condamnés par le Tribunal correctionnel de Lille, l'un pour négligence, et l'autre pour défaut de surveillance.

En dehors de cet accident, et en laissant de côté un certain nombre d'agents qui ont reçu des contusions ou des blessures sans gravité, il y a eu, en 1871, dans le département du Nord, 10 agents de la Compagnie et 3 individus étrangers au service, tués ; 8 voyageurs, 32 agents et 4 étrangers blessés.

La plus grande partie de ces accidents peuvent être attribués à l'imprudence des victimes elles-mêmes. Quelques blessures cependant ont été le résultat des fautes commises par des agents, qui ont été déférés à la Justice.

J'ajoute que, sur les 8 voyageurs et les 4 étrangers blessés, 3 seulement ont eu une incapacité de travail de plus de 20 jours.

La Compagnie a donné, dans une certaine mesure, satisfaction au vœu du Conseil général relatif au service des trains entre Lille et Dunkerque. Contre la demande d'un second train-express et d'une amélioration dans le service postal, elle fait valoir l'insuffisance du mouvement des voyageurs et le défaut d'entente avec l'Administration des postes. Ces questions ont fait l'objet de rapports spéciaux.

L'entretien du matériel roulant a laissé beaucoup à désirer pendant la première partie de l'année ; cette situation était la conséquence forcée des événements.

Pendant le 2e semestre, l'accroissement du trafic n'a pas toujours permis, non plus, de donner à cet entretien tous les soins désirables. Ce n'est que vers la fin de l'année qu'il a été possible de l'améliorer réellement.

Les commandes de matériel faite avant la guerre, n'ont pu, on le comprend, être exécutées en temps utile : on en presse actuellement l'achèvement, et de nouvelles commandes importantes ont été données.

Pendant l'année 1871, il a été livré :

39 machines locomotives, dont 25 à voyageurs et 14 à marchandises ;
31 voitures à voyageurs ;
59 fourgons à bagages ;
3 wagons-postes ;
1437 wagons à houille ;
366 wagons à bestiaux ;
et 79 wagons divers.

La Compagnie a en outre loué, en Angleterre, 42 voitures et 250 wagons. Mais, d'un autre côté, elle a perdu pendant la guerre, 281 voitures, et 3,846 wagons, qui n'étaient pas encore retrouvés vers la fin de l'année ; et elle a dû, en outre, en vertu de la convention de Ferrières, fournir 650 wagons pour l'évacuation allemande.

En comprenant ces véhicules, qu'elle espère encore voir rentrer, au moins en partie, son matériel se compose actuellement de :

794 locomotives ;
2,098 voitures ou wagons des trains de voyageurs ;
19,916 wagons à marchandises.

§ 3e Exploitation commerciale.

Les explications données plus haut font comprendre combien le service de l'Exploitation commerciale a été irrégulier en 1871. Peu développé pendant les cinq premiers mois de l'année, il a pris, au contraire, un développement excessif pendant les sept derniers.

Le tableau ci-joint donne les produits des stations situées dans le département du Nord, comparés à ceux qui avaient été constatés en 1870. L'augmentation est de 4,868,091 fr. 50 cent., soit près de 15 °/₀ ; et le produit de ces stations s'élève ainsi à 37,685,232 fr. 88 cent.; ce qui représente un peu plus de 41 p. °/₀ du produit total du réseau. Cette dernière proportion est notablement plus faible qu'en 1870, époque où la partie du réseau comprise dans le département du Nord s'était trouvée dans une position exceptionnelle par rapport aux autres lignes.

L'Inspecteur général chargé de la direction du Contrôle.

DIDAY.

CHEMINS DE FER.

LIGNES NOUVELLES DU NORD.

RAPPORT de l'Ingénieur en Chef du Contrôle des Travaux sur la situation des lignes comprises dans ce service.

RÉSEAU DU NORD.

Ligne de Valenciennes à Aulnoye.

Concédée à la Compagnie du Nord par décret du 6 juillet 1862. Délai d'exécution de huit ans, prorogé jusqu'au 15 septembre 1871 par décret du 29 juin 1870. longueur : 33,855 mètres.

Tous les projets sont approuvés, à l'exception de ceux des tabliers métalliques qui viennent d'être communiqués au service du contrôle.

Le plan parcellaire de la commune de Valenciennes, comprenant une déviation de la Route Nationale N° 45, dont le passage à niveau était reporté à l'extrémité de la gare, avait été approuvé par une décision du 21 juillet 1871, mais une autre décision du 12 août suivant, a prescrit de surseoir a l'exécution de la précédente afin de laisser à l'autorité municipale de Valenciennes, le temps de présenter de nouvelles observations. La ville a alors soumis à l'Administration un projet d'après lequel le passage à niveau serait remplacé par un passage supérieur construit dans le même emplacement et la gare des voyageurs serait reportée sur l'esplanade de la citadelle. Ce projet et celui de la Compagnie ont fait l'objet de conférences qui ne sont pas encore terminées. Le Génie militaire admet le passage supérieur et la Compagnie consent à l'établir, mais certaines dissidences de détail existent encore tant avec le

service militaire qu'avec le service ordinaire du département. Quant au déplacement de la gare des voyageurs, la demande de la ville de Valenciennes n'a pas paru susceptible d'être accueillie.

Par suite d'un dissentiment qui s'était élevé entre la Compagnie et le Génie militaire au sujet du déplacement du parc à fourrages de Valenciennes, une nouvelle conférence avait eu lieu sur cette affaire. Par une décision du 18 octobre 1871, M. le Ministre de la Guerre a accepté l'offre, faite à son département par la Compagnie, d'un subside de 29,000 fr. pour la réinstallation du parc à fourrages.

Les travaux sont poussés très-activement. Les terrassements, les ouvrages d'art, les travaux d'assainissement dans la traversée de la forêt de Mormal, les stations, les maisons de garde sont presque terminés. La voie est posée et ballastée en première couche sur 9,500^{m} de longueur, et il y a des approvisionnements considérables de traverses et de ballast. La mise en exploitation pourra avoir lieu dans un délai de deux à trois mois.

Ligne d'Aulnoye à Anor.

Longueur : 31,657 mètres.

Ligne Soissons à la frontière.

Longueur dans le département du Nord : 7,346 mètres.

Les travaux de ces deux lignes sont terminés et elles sont en exploitation. Les ouvrages qui avaient été détruits ou avariés pendant la guerre ont été refaits ou réparés. Les récolements ont été ordonnés par un arrêté préfectoral du 6 mars 1872; ils ne sont pas encore achevés.

RÉSEAU DU NORD-EST.

Les lignes de ce réseau, situées en totalité ou en partie dans le département du Nord, sont celles :

1°	De Lille à Comines, longueur.	15,500	mètres environ
	De Tourcoing à Menin.	13,000	»
	De Gravelines à Watten	19,843	»

concédées définitivement par décret du 22 mai 1869, avec un délai d'exécution de six ans;

2°	De St.-Omer à Berguette, longueur. . .	19,600	mètres environ.
	De Berguette à Armentières	33,714	»
	De Calais à Dunkerque	43,500	»
	De Somain à Roubaix et à Tourcoing. . .	48,805	»
	D'Erquelines à Fourmies ou à Anor. . . .	37,000	»

comprises dans la convention du 22 mai 1869 entre M. le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du Nord-Est, comme concédées éventuellement et dont la concession a été rendue définitive par la loi du 15 septembre 1871, qui en a déclaré l'utilité publique, le délai d'exécution étant de six ans à partir de cette dernière date.

Ligne de Lille à Comines. — Le projet de tracé et de terrassements et les emplacements des stations sont approuvés, mais sous réserve de la fixation définitive, par une convention internationale, du point de passage à la frontière et de la décision à intervenir sur la rectification de la ligne de Lille au littoral avec laquelle le nouveau chemin de fer doit se raccorder. La Compagnie a, d'ailleurs, été autorisée par une décision du 19 janvier 1872, à travailler à ses risques et périls dans la partie comprise entre le raccordement du Nord et un ou deux kilomètres en avant de la frontière, mais elle n'a pas encore profité de cette faculté.

L'enquête parcellaire a eu lieu et les dossiers viennent d'en être communiqués au service du Contrôle.

La conférence internationale est commencée.

Ligne dn Tourcoing à Menin. — La Compagnie avait présenté le projet de tracé et de terrassements dès le mois de février 1870, mais le tracé qu'elle proposait au Sud de Tourcoing avait suscité, de la part du Conseil municipal, une opposition à la suite de laquelle l'Administration avait ordonné de procéder à l'enquête des stations. Les événements survenus bientôt après ont forcément suspendu cette partie de l'instruction et ce n'est qu'à la fin du mois d'octobre 1871, que les dossiers de l'enquête ont été communiqués au service du Contrôle. D'autres incidents ont surgi depuis; notamment, par suite des résultats de l'enquête, la Compagnie a dû refaire son projet; ce n'est donc que tout récemment que l'instruction des deux affaires a pu être terminée.

D'accord avec la Commission d'enquête et les deux Compagnies du Nord-Est et du Nord, les Ingénieurs du contrôle de construction ont proposé d'approuver le tracé Sud à l'exclusion du tracé Nord réclamé par le Conseil municipal de Tourcoing. Quant à la nouvelle station de Tourcoing, la Commission a demandé qu'elle fût immédiatement organisée pour les services des voyageurs et des marchandises; nous avons proposé de n'installer d'abord que le premier de ces services, avec voies de garage pour la réception des charbons, mais en achetant les terrains pour une station complète qui serait établie dès que la nécessité en aurait été constatée.

La conférence internationale est commencée.

Ligne de Gravelines à Watten. — Le projet de tracé et de terrassements est approuvé ainsi que les plans parcellaires et les projets de détail des ouvrages d'art relatifs au service hydraulique. Les emplacements des trois stations sont également approuvés, toutefois une conférence est actuellement en cours au sujet de la fixation définitive de celui de la station de Gravelines et de la voie de raccordement de cette station avec le port.

La Compagnie a présenté les projets de détail des passages à niveau et ceux des barrières, des bâtiments des stations et des maisons de garde. La première de ces affaires est actuellement soumise à l'Administration, la seconde sera prochainement expédiée.

Les terrassements et les ouvrages d'art sont presque terminés; la pose et le ballastage de la voie sont fort avancés, le gros œuvre de tous les bâtiments est achevé, sauf pour la station de Gravelines et deux loges de garde qui restent à entreprendre, et l'on s'occupe des aménagements d'intérieur. La mise en exploitation pourra avoir lieu dans un délai de deux à trois mois.

Ligne de Saint-Omer à Berguette. — Le tracé de cette ligne est subordonné à celui de la ligne de Boulogne à Saint-Omer. La décision du 17 août 1871, sur le projet de tracé et

de terrassements de celle-ci a sursis à statuer sur le raccordement avec la ligne de Lille à Calais jusqu'à production d'un contre-projet que la ville de Saint-Omer était autorisée à faire étudier à ses frais. Ce contre-projet avait été présenté, il avait fait l'objet de conférences avec les services intéressés et l'affaire allait être expédiée, lorsque, sur la demande de la ville de Saint-Omer, l'Administration a prescrit une nouvelle étude en vue d'opérer le raccordement au Nord de la place. Cette étude est achevée depuis assez longtemps déjà, mais les conférences auxquelles elle a dû être soumises en ont retardé le renvoi. Terminées au premier degré, ces conférences sont maintenant en cours au deuxième; l'affaire pourra donc être prochainement adressée à l'Administration supérieure.

La Compagnie attend qu'une décision soit intervenue à ce sujet pour présenter le projet de tracé et de terrassements de la ligne de Saint-Omer à Berguette.

Ligne de Berguette à Armentières. — Le projet de tracé et de terrassements a été approuvé par une décision du 10 février 1872, qui réserve la partie du tracé située au droit d'Estaires.

L'enquête des stations a eu lieu dans les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais et les dossiers ont été renvoyés à l'Administration avec les rapports des Ingénieurs du Contrôle, concluant, d'accord avec la Commission d'enquête, à l'adoption de l'emplacement proposé par la Compagnie pour la station de la Gorgue-Estaires, à mi-distance entre ces deux localités.

Les travaux viennent d'être entrepris aux abords de Saint-Venant où un chantier de terrassements assez important est installé.

Ligne de Calais à Dunkerque. — La Compagnie a présenté le projet de tracé et de terrassements. L'instruction de cette affaire n'est pas encore terminée, mais les conférences sont faites au 1er degré et en cours au 2^{e}; elle pourra donc être prochainement expédiée.

Dans la partie située sur le territoire du Pas-de-Calais, le projet n'a donné lieu à aucune objection. Il n'en est pas ainsi dans le Nord où le tracé de la section du Bourbourg à Dunkerque est vivement controversé. D'une part, la commune de Loon avait demandé qu'il fût rapproché de son agglomération, mais elle y a renoncé et elle se rallie maintenant au projet de la Compagnie; d'autre part, au nom des intérêts industriels du pays, on demande que le tracé soit reporté vers Coppenaxfort. Dans un autre ordre d'idées, cette dernière direction serait plus favorable pour le desséchement du pays. La question ne pourra être définitivement tranchée qu'après l'enquête des stations.

Ligne de Somain à Roubaix et à Tourcoing. — Le projet de tracé et de terrassements a été approuvé par une décision du 4 juin 1872, sous la réserve habituelle des résultats de l'enquête des stations.

Contrairement au vœu exprimé par le Conseil général pour que le tracé passât entre Fenain et Erre, le tracé de l'avant-projet soumis à l'enquête d'utilité publique a été maintenu. La Compagnie déclare que l'affirmation faite au Conseil général était le résultat d'une erreur; sur le fond, elle a fait observer qu'une station destinée à desservir Fenain et Erre, serait mieux placée sur la ligne du Nord et que, dans ce cas, elle changerait volontiers le point de raccordement de sa ligne avec celle de Douai à Valenciennes, mais la Compagnie du Nord refuse de construire une nouvelle station à 2 kilomètres de la gare de Somain. D'un autre côté, la modification demandée occasionnerait un allongement d'environ 800 mètres que ne paraît

pas motiver l'importance des deux localités en cause, déjà desservies par la gare de Somain. Ces raisons paraissent bonnes ; les intéressés auront d'ailleurs toute faculté de présenter leurs observations à l'enquête des stations qui se fait actuellement.

Ligne d'Erquelines à Fourmies ou à Anor. — La loi du 15 septembre 1871 a fixé le tracé qui, partant d'un point situé entre les stations de Jeumont et d'Erquelines, doit rester constamment sur le territoire français en passant à ou près Cousolre, Sorle-le-Château, Glageon, et Trélon, mais elle a laissé indécise la question de l'arrivée à Fourmies ou à Anor. La Compagnie n'a encore présenté aucun projet.

La commune de Cousolre a fait connaître récemment qu'une subvention de 100,000 fr. lui était réclamée pour que la station fût placée sur son territoire, faute de quoi elle en serait éloignée de trois à quatre kilomètres. La commune résiste à cette exigence, mais elle a demandé en même temps que l'on revînt au tracé de l'avant-projet soumis à l'enquête d'utilité publique et dont une partie, de sept kilomètres environ de longueur, était située sur le territoire belge.

Sur ce dernier point, il faudrait une loi nouvelle pour modifier le tracé fixé par celle du 15 septembre 1871 ; nous rappelons d'ailleurs que dans les conférences sur l'avant-projet, tous les services ont été d'accord sur le point de départ à Jeumont ; enfin le Conseil général ne paraît point favorable au changement demandé.

Quant à la station de Cousolre, l'emplacement indiqué dans l'étude faite par le service ordinaire du département, est à fort peu près le même que dans l'avant-projet présenté par la Compagnie en 1870 ; il peut donc y avoir une question de dépense, mais il n'y a pas d'impossibilité. L'affaire sera examinée à l'occasion du projet de tracé et de terrassements dont la Compagnie annonce la présentation prochaine.

LIGNES CONCÉDÉES A DIVERSES COMPAGNIES.

Ligne de Lille à Béthune.

Concédée à MM. Boitelle et Compagnie, par deux décrets des 29 août 1863 et 8 mars 1865.
Longueur : 37,970 mètres.

La ligne entière est en exploitation entre Lille et la gare provisoire de Béthune, mais il reste à la raccorder avec le chemin de fer des houillères. L'avant-projet présenté par la Compagnie en 1870 et d'après lequel le raccordement devait se faire au garage d'Annezin, a été soumis à une enquête d'utilité publique en même temps que les autres combinaisons étudiées pour le tracé, aux abords de Béthune, de la ligne en construction de Béthune à Abbeville. D'après la solution adoptée par la Commission d'enquête, la gare actuelle du Nord, à Béthune, deviendrait commune aux trois lignes ; l'Administration n'a pas encore statué.

Les récolements de la section de Lille à Violaisnes viennent d'être terminés.

Ligne de Dunkerque à la frontière belge.

Concédée actuellement à la Compagnie anonyme du chemin de fer de Dunkerque à Furnes.

Longueur de la partie exploitée, 13,537 mètres ; du raccordement avec le Nord, 4,800 mètres environ.

La ligne est en exploitation entre la gare provisoire, établie sur les terrains militaires à l'Est du port de Dunkerque, et la frontière.

Le projet de tracé et de terrassements du raccordement avec la ligne du Nord, a été approuvé par une décision du 18 novembre 1870, mais les travaux ne sont pas commencés et la Compagnie ne paraît avoir pris, jusqu'à présent, aucune mesure pour satisfaire à l'injonction qu'elle a reçue de M. le Ministre de la Guerre, d'évacuer pour le 31 décembre 1872, l'emplacement occupé par sa gare provisoire. La décision de M. le Ministre à été notifiée par M. le Directeur des fortifications aux services de contrôle d'exploitation et de construction qui en ont informé M. le Préfet du Nord.

Ligne directe de Lille à Valenciennes.

Concédée actuellement à la Compagnie anonyme du chemin de fer de Lille à Valenciennes et ses extensions. Longueur : 42,947 mètres.

La ligne est en exploitation depuis le 22 juin 1870. La Compagnie a fait mettre en culture les terrains achetés pour l'établissement de la seconde voie.

La Compagnie n'a pris encore aucune mesure pour apporter à plusieurs tabliers métalliques les modifications prescrites par la décision du 27 juin 1871, sur les projets des ouvrages d'art et qui devaient, d'après cette décision, être exécutées dans le délai d'un an ; elle n'a pas non plus présenté divers projets qui restent à fournir.

Elle a soumis à l'Administration le plan des modifications par elle apportées, en cour d'exécution, aux dispositions approuvées pour la station de Saint-Amand et ses abords. De nouveaux renseignements ont dû lui être demandés au sujet de cette affaire dont l'instruction n'est pas encore terminée.

Une décision du 20 décembre 1871 a autorisé la substitution d'une halte à la station de Beuvrages, en réservant le droit de l'Administration d'imposer l'établissement d'une station si la nécessité venait à en être reconnue.

Un décret du 26 février 1872, a déclaré d'utilité publique l'établissement d'un embranchement destiné à relier la ligne de Lille à Valenciennes à celle d'Anzin à la frontière belge, dans la station de Bruay.

Ligne de Saint-Amand à Blanc-Misseron.

Concédée à la Compagnie de Lille à Valenciennes par un décret du 26 octobre 1871. Délai d'exécution, 31 décembre 1877.

La Compagnie a présenté le projet de tracé et de terrasssements. Les conférences au sujet des raccordements de la ligne avec celle d'Anzin à la frontière et du Nord, sont faites et l'affaire sera prochainement expédiée.

Ligne de Saint-Amand vers Tournai.

Concédée à la Compagnie de Lille à Valenciennes par un décret du 26 octobre 1871. Délai d'exécution, 31 décembre 1877.

Aucun projet n'a encore été présenté.

Ligne d'Hazebrouck à la frontière belge.

Concédée par décret du 19 décembre 1866 à la Compagnie belge des chemins de fer de la Flandre-Occidentale. Longueur : 13,779 mètres.

La situation est la même qu'en 1871. La ligne est en exploitation, mais la Compagnie n'a pas encore présenté le projet pour l'établissement d'une station à l'Abeele, dont la production a été prescrite par une décision du 4 juin 1870, et elle n'a pas demandé qu'il fût procédé aux récolements.

Ligne d'Armentières à la frontière belge.

Concédée par décret du 26 mai 1866, à la Compagnie belge du chemin de fer d'Ostende à Armentières. Longueur : 2,344 mètres.

La situation n'a pas changé depuis un an. La ligne est en service, mais les plans parcellaires ne sont pas approuvés et la Compagnie n'a pas fourni les projets de détail dont la production a été prescrite par la décision du 16 août 1870, qui a autorisé la mise en exploitation.

Ligne d'Anzin à la frontière belge.

Concédée par décret du 24 octobre 1868, à la Compagnie des mines d'Anzin. Délai d'exécution, 31 décembre 1876. Longueur : 18,967 mètres, y compris le raccordement avec le chemin de fer du Nord.

Le projet de tracé et de terrassements est approuvé, ainsi que les emplacements des stations, les plans parcellaires et les projets de détail des ouvrages d'art. La Compagnie a présenté les projets des modifications qui, par suite de la construction du raccordement avec le chemin de fer du Nord, devront être apportées à deux passages à niveau de cette ligne et pour l'établissement sur le canal du Jard, d'un pont destiné à donner passage à l'embranchement de la fosse de Vieux-Condé. Il lui reste à présenter ses propositions pour l'établissement, aux abords de Condé, d'une halte destinée au service des voyageurs et des articles de messageries et les projets de détail des stations.

Les travaux sont entrepris dans la traversée d'Anzin et entre Vieux-Condé et la frontière.

Les terrassements sont assez avancés sur cette dernière section que la Compagnie paraît vouloir livrer la première à l'exploitation ; la voie y est posée sur première couche de ballast dans une longueur de 1,600 mètres environ ; des rails et des traverses sont approvisionnés pour continuer ce travail. La Compagnie compte profiter du prochain chômage pour faire les fondations du pont sur l'Escaut, à Condé ; quant aux autres ouvrages d'art, il n'a encore été construit que trois aqueducs. Les travaux ne pourront être terminés qu'en 1863, au plus tôt.

Embranchement de Denain à Lourches.

Concédé par décret du 18 juin 1863, à la Société des forges et hauts-fourneaux de Denain et d'Anzin. Longueur : 4,386 mètres.

Il n'a pas encore été statué sur le procès-verbal de reconnaissance des travaux et les récolements ne sont pas faits ; mais la Compagnie a, conformément aux prescriptions du cahier des charges, organisé le service public des marchandises.

Paris, le 17 juillet 1872.

L'Ingénieur en Chef du Contrôle,

MAHYER.

PONTS-ET-CHAUSSÉES.

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.

RAPPORT

DE L'INGÉNIEUR EN CHEF DU CONTROLE.

Bien que les chemins de fer d'intérêt général, concédés dans le département du Nord, ne rentrent pas dans les attributions du service ordinaire des Ponts-et-Chaussées du département ; à qui le Conseil général a bien voulu confier le contrôle des lignes d'intérêt local, l'Ingénieur en Chef soussigné croit néanmoins devoir en rappeler très-brièvement la situation, non seulement à cause de l'influence que ces lignes sont destinées à exercer sur le tracé et l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local, mais encore parce que ces voies ferrées ne sont pas totalement étrangères au service ordinaire, qui a eu la tâche de l'instruction préparatoire à laquelle les demandes de concessions de ce genre ont été soumises en vue de la déclaration d'utilité publique, et qui a à veiller journellement à ce que les intérêts qu'il représente soient sauvegardés dans la construction et l'exploitation de ces chemins de fer.

Dans cet ordre d'idées, et en laissant de côté les voies ferrées industrielles et les embranchements particuliers, qui, au 31 décembre 1869, date de la dernière statistique officielle, embrassaient ensemble dans le Nord, une longueur en service de 44,820 mètres, l'Ingénieur en Chef passera en revue, dans le présent rapport, tous les chemins de fer publics en exploitation, en construction ou en projet dans le département, en les divisant en quatre catégories distinctes, savoir :

1° Les lignes d'intérêt général concédées ;
2° Les lignes d'intérêt général projetées ;
3° Les lignes d'intérêt local concédées ;
4° Les lignes d'intérêt local projetées.

I. — Lignes d'intérêt général concédées.

Depuis la session du Conseil général de novembre 1871, le Gouvernement a concédé trois nouvelles lignes dans le Nord, savoir :

A la Compagnie de Lille à Valenciennes, la ligne de Saint-Amand à la frontière belge vers Tournai, d'une longueur approximative de	6 000m
Et la ligne de Saint-Amand à Blanc-Misseron, longueur	19 250
A la Compagnie du Chemin de fer du Nord, la ligne de Cambrai à la frontière belge, vers Dour, par Solesmes, Le Quesnoy, Bavai et Bellignies, d'une longueur de.	52 700
Soit en tout.	77 950m

Il résulte de là que les chemins de fer d'intérêt général concédés dans le Nord sont aujourd'hui entre les mains de huit compagnies et offrent un développement total de 779 478 mètres, qui se divise comme il suit :

Chemins de fer d'intérêt général	en exploitation	493 926m
Idem	en construction	69 021
Idem	à construire.	216 531
	Longueur totale concédée.	779 478m

La répartition de ces lignes, entre les huit compagies concessionnaires, est donnée par le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES concessionnaires.	LONGUEURS DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD. en exploitation.	en construction.	à construire.	TOTALE concédée.	OBSERVATIONS.
	m	(a) m	(b) m	m	
Nord	377 536	33 855	52 700	464 091	(a) Valenciennes à Aulnoye
Nord-Est	»	(c) 20 000	138 581	158 581	(b) Cambrai à Dour.
Lille à Valenciennes	42 760	«	(d) 25 250	68 010	(c) Gravelines à Watten.
Lille à Béthune	25 055	»	«	25 055	(d) St-Amand à la frontière, vers Tournai et à Blanc-Misseron.
Anzin	18 525	(f) 15 166	»	33 691	(f) Anzin à Péruwelz.
Flandre occidentale	(g) 13 768	»	«	13 768	(g) Hazebrouck à Poperinghe.
Furnes à Dunkerque	(h) 13 522	»	«	522	(h) Dunkerque à Furnes.
Ostende à Armentières	(k) 2 760	»	«	2 760	(k) Armentières à Ypres.
	m	m	m		
TOTAUX	493 926	69 021	216 531	779 478	
LONGUEUR CONCÉDÉE par myriamètre carré.			779 478 / 56 8087	m 13 721	
LONGUEUR CONCÉDÉE par 10 000 habitants.			779 478 / 139 2044	5 600	

II. — Lignes d'intérêt général projetées.

Dans le rapport présenté par le Conseil d'administration de la Compagnie du chemin de fer du Nord à l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 30 avril 1872, on lit (page 25), ce qui suit :

« Plusieurs demandes nouvelles nous ont paru nécessaires, soit pour assurer l'intégrité de l'exploitation du réseau attribué à notre Compagnie, soit pour mieux répondre aux besoins des populations que nous traversons et faciliter notre service de transport.

« C'est ainsi que nous avons demandé au gouvernement deux lignes de Lens à Armentières et de Douai à Tournai, que leur caractère international ne nous semble pas permettre de classer parmi les lignes d'intérêt local. Ces lignes doivent compléter utilement l'ensemble de nos rapports avec les chemins de fer belges, et contribuer à dégager les gares de Lille des encombrements qu'y ont amenés les marchandises de transit. »

Ligne d'Armentières à Lens.

Le groupe de voies ferrées classées d'intérêt local par le Conseil général, dans ses séances des 31 août et 1er septembre 1869, se composait des huit lignes suivantes :

1° Hazebrouck à Templeuve ou Orchies par Don ;
2° Armentières à Don et au-delà vers les houillères du Pas-de-Calais, vers Lens, d'une part et Hénin-Liétard, de l'autre ;
3° Raismes à Valenciennes et au Câteau ;
4° Artres à Denain ;
5° Epéhi à Cambrai ;
6° St-Amand à la frontière vers Tournai ;
7° St-Amand à Blanc-Misseron.
8° Cambrai à la frontière vers Dour.

Le gouvernement ayant attribué le caractère d'intérêt général aux trois dernières de ces lignes, qu'il concéda ultérieurement, comme il a été dit plus haut, à la Compagnie de Lille à Valenciennes et à celle du chemin de fer du Nord, le Conseil général était fondé à penser que les autres ne soulevaient aucune objection de la part de l'administration supérieure. Il procéda donc à l'adjudication qu'il avait décidée dans sa session de 1869. Une seule Compagnie, celle de Lille à Valenciennes, avait présenté une soumission, et c'est à elle que fut adjugée, avec cinq autres voies ferrées, la ligne indiquée ci-dessus sous la dénomination d'Armentières à Don et au-delà vers les houillères du Pas-de-Calais, vers Lens, d'une part, et Hénin-Liétard, de l'autre, qui n'est pas autre chose que la ligne à laquelle le Conseil d'administration de la Compagnie du chemin de fer du Nord donne la désignation de ligne d'Armentières à Lens.

L'Administration supérieure n'a pas encore tranché la double question relative, tant au caractère à attribuer à cette voie ferrée, qu'au choix à faire entre les deux compagnies qui s'en disputent la concession. Dès lors il y a lieu de continuer à la comprendre, comme l'a fait le Conseil général, dans le réseau des chemins de fer d'intérêt local du Nord.

Ligne de Douai à Tournai.

La ligne de Douai à Tournai, que la Compagnie du chemin de fer du Nord sollicite aujourd'hui d'annexer à son réseau, constitue une portion d'un chemin de fer plus étendu, dont la Compagnie de Picardie et Flandre avait demandé, le 10 mai 1870, la concession au Gouvernement, et qui, partant de la limite des départements du Nord et de la Somme, près d'Epéhi, devait aller aboutir à la frontière belge près Mouchain, en passant par ou près Marcoing, Cambrai, Arleux, Douai et Orchies.

En 1871, cette compagnie modifia ses projets, et abandonnant la section comprise entre Orchies et la frontière, elle se borna à solliciter du Conseil général du Nord, la concession, à titre d'in-

térêt local , de la section d'Epéhi à Douai pour elle seule, et celle de la section de Douai à Orchies, au même titre , mais conjointement avec la Compagnie de Lille à Valenciennes.

Ces propositions furent accueillies favorablement par l'assemblée départementale, qui, dans sa séance du 14 novembre 1871 , accorda les deux concessions demandées.

Il résulte de là que la demande présentée récemment au Gouvernement par la Compagnie du chemin de fer du Nord , embrasse :

1° La ligne de Douai à Orchies , concédée le 10 novembre 1871 , par le Conseil général aux compagnies de Lille à Valenciennes et de Picardie et Flandre , laquelle , d'aprés les avant-projets offre une longueur de 16 840m

2° La ligne d'Orchies à la frontière vers Tournai , antérieurement comprise dans une demande de la Compagnie de Picardie et Flandre , et qui d'après l'avant-projet de cette compagnie avait un développement de 6 350m

L'Administration supérieure n'ayant pas encore statué sur la demande de la Compagnie du Nord il convient de continuer à classer la section de Douai à Orchies parmi les chemins de fer d'intérêt local du département, en portant seulement dans la catégorie des lignes d'intérêt général projetées celle d'Orchies à la frontière belge vers Tournai.

III — Lignes d'intérêt local concédées.

Les lignes de chemin de fer d'intérêt local concédées par le Conseil général du Nord composent un réseau de 293 130 mètres d'étendue qui se divise comme il suit :

Concessions du 14 novembre 1871.	250 655 m.
Concessions du 5 avril 1872.	42 475
Total pareil. . . .	293 130

Ce réseau est aux mains de quatre compagnies distinctes qui se le partagent de la manière suivante :

Lille à Valenciennes et Nord-Central solidairement. .	159 120 m.
Picardie et Flandres	63 130
De Carpentier et Compagnie	54 040
Lille à Valenciennes et Picardie et Flandre conjointement	16 840

Les lignes sont au nombre de 15 et aucune d'elles n'a encore été l'objet du décret qui doit en déclarer l'utilité publique. Mais l'instruction préparatoire locale est terminée pour la plupart d'entre elles , et se trouve plus au moins avancée pour les autres. Sous ce rapport elles se subdivisent comme il suit :

	NOMBRE de LIGNES.	LONGUEUR ensemble.
1° Lignes pour lesquelles l'instruction locale préparatoire à la déclaration d'utlité publiques est complètement terminée	11	260 925 m.
2° Lignes pour lesquelles les formalités d'enquêtes ont été accomplies et qui sont en ce moment soumises aux conférences avec le service militaire . . .	2	13 000
3° Lignes en ce moment aux enquêtes.	2	19 205
Totaux	15	293 130 m,

Le tableau ci-après donne en détail la situation de toutes ces voies ferrées.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES concessionnaires.	INDICATION DES LIGNES.	DATES des CONCESSIONS.	LONGUEURS approximatives des tracés dans le département du Nord. d'après les avant-projets.		SITUATION DE L'INSTRUCTION.
	1. — Hazebrouck, à un point intermédiaire à déterminer entre Templeuve et Orchies, par Don.	14 novembre 1871.	54 170 m		Toutes les formalités d'enquêtes et de conférences sont accomplies. L'instruction locale est terminée. Il ne reste plus qu'à émettre le décret déclaratif de l'utilité publique.
	2. — Armentières à Don et au-delà, vers les houillères du Pas-de-Calais, vers Lens, d'une part, et Hénin-Liétard de l'autre.	Idem.	18 900		Idem.
Lille à Valenciennes et Nord-Central solidairement.	3 — Raismes à Valenciennes et au Câteau par Trith-Saint-Léger.	Idem.	42 000	159 420 m	Idem.
	4. — Artres à Denain.	Idem.	11 050		Idem.
	5. — Denain à Saint-Amand	Idem	15 200		Idem.
	6. — Lourches à la ligne d'Artres à Denain	Idem.	4 800		Idem.
	7. — Haubourdin à Saint-André.	14 novembre 1871 et 5 avril 1872.	8 000		Les formalités d'enquêtes sont accomplies. Les conférences avec le service militaire sont en cours.
	8. — Le Câteau à Saint-Erme	5 avril 1872.	5 000		Idem.
	9-— Epéhi à Cambrai.	14 novembre 1871.	18 300		Toutes les formalités d'enquêtes et de conférences sont accomplies. L'instruction locale est terminée. Il ne reste plus qu'à émettre le décret déclaratif de l'utiliié publique.
Picardie et Flandres.	10. — Cambrai à Donai.	Idem.	26 560	63130	Idem.
	11. — Aubigny-au-Bac à Somain, avec raccordement sur Abscon	5 avril 1872.	18 270		Idem.
	12. — Valenciennes à Maubeuge par Bavai.	14 novembre 1871.	34 835		Idem.
De Carpentier et Cie	13. — Maubeuge à Solre-le-Château . . .	5 avril 1872.	15 205	54040	L'avant-projet est en ce moment aux enquêtes.
	14. — Embranchement sur Saint-Waast-là-Haut, près Anzin	Idem.	4 000		Idem.
Lille à Valenciennes et Picardie et Flandres	15. — Douai à Orchies	14 novembre 1871.		16840	Toutes les formalités d'enquêtes et de conférences sontaccomplies. L'instruction locale est terminée. Il ne reste plus qu'à émettre le décret déclaratif de l'utilité publique.
	Longueur ensemble des lignes concédées			293130 m	

IV. — Lignes d'intérêt local projetées.

Cette catégorie ne renferme que deux lignes qui, dans le département du Nord, desservent les mêmes localités, de sorte que l'adoption de l'une emportera nécessairemeut le rejet de l'autre.

Ce sont les lignes de Maubeuge à Marle et de Maubeuge à Guise qui offrent, dans le Nord, la première une longueur de 32 kilomètres, la seconde une étendue de 38 kilomètres.

Ligne de Maubeuge à Marle.

La Compagnie de Lille à Valenciennes, ultérieurement fusionnée avec la Compagnie du Nord-Central, a demandé aux Conseils généraux du Nord et de l'Aisne, au cours de leurs sessions de novembre 1871, et d'avril 1872, la concession d'un réseau de quatre lignes de chemin de fer d'intérêt local d'une longueur approximative de 186 kilomètres, dont 37 kilomètres dans le département du Nord et 149 kilomètres dans celui de l'Aisne. Sur ces quatre lignes, deux sont entièrement comprises dans l'Aisne, et les deux autres se développent sur les territoires de deux départements. Ces dernières sont :

1° Une ligne du Câteau à St-Erme. par Wassigny, Guise, Marle et Sissonne, d'une étendue totale de 75 kilomètres, dont 5 kilomètres dans le Nord.

2° Une ligne de Maubeuge à Marle, par Avesnes, Le Nouvion, et Sains, d'une longueur de 64 kilomètres dont 32 dans notre département.

Ligne de Maubeuge à Guise.

Concurremment à cette demande, MM. de Carpentier et Compagnie ont sollicité des mêmes Conseils généraux, mais seulement dans la session d'avril 1872, la concession d'un réseau de trois lignes d'un développement total de 108 kilomètres, dont 38 kilomètres dans le département du Nord et 70 kilomètresdans celui de l'Aisne. Deux de ces lignes ne sortent pas du département de l'Aisne, mais l'une d'elles s'étend sur les deux départements.

C'est une ligne de Maubeuge à Guise, par Solre-le-Château, Avesnes et le Nouvion, d'une longueur totale de 63 kilomètres dont 38 seraient à construire dans le Nord.

Dans sa séance du 9 avril 1872, le Conseil général du Nord prit les résolutions suivantes :

Il concéda à la Compagnie du Nord-Central, avec la signature solidaire de la Compagnie de Lille à Valenciennes, la ligne du Câteau à St-Erme pour la portion de 5 kilomètres comprise dans le département du Nord, et à la Compagnie de Carpentier la ligne de Maubeuge à Solre-le-Château.

Il ajourna l'octroi de la concession de la partie restante de la ligne de Maubeuge à Guise, et conséquemment celui de la concession de la ligne de Maubeuge à Marle, jusqu'à ce qu'une entente se fût établie, au sujet de ces deux voies rivales, entre les départements du Nord et de l'Aisne, et, à cet effet, il choisit dans son sein une commission qu'il chargea de suivre les négociations dans l'Aisne et d'en rendre compte au Conseil dans sa session d'Août.

Sur l'invitation du Conseil général, M. le Préfet du Nord fit connaître ces décisions, et adressa des propositions dans ce sens à M. le Préfet de l'Aisne. Mais le Conseil général de ce département ne crut pas devoir s'y arrêter. Dans sa session du 7 avril 1872, écartant la Compagnie de Carpentier par le motif que les tarifs qu'elle demandait étaient plus élevés que ceux des Compagnies de Lille à Valenciennes et du Nord-Central, et aussi parce que les chemins de fer projetés par M. de Carpentier avaient des directions moins avantageuses, pour l'intérêt général et local, que ceux des deux compagnies concurrentes, le Conseil général de l'Aisne concéda à ces deux dernières le réseau qu'elles avaient demandé, et par suite, non seulement le prolongement de la ligne du

Câteau à St-Erme déjà concédée dans le Nord sans l'intervention de l'Aisne, mais encore celui de la ligne de Maubeuge à Marle, lequel se trouve défini dans cette décision de la manière suivante : « une ligne partant d'un point pris sur le tronçon de Guise à Marle, par ou près Sains et le Nouvion, et se dirigeant sur Maubeuge jusqu'à la limite du département.

Telle est aujourd'hui la situation de cette affaire. »

Il eût été désirable sans doute que les deux départements s'entendissent sur le choix à faire entre les compagnies et les tracés qui s'offraient à eux. Mais puisque l'Aisne a choisi la Compagnie et le tracé qui lui paraissaient le mieux répondre aux intérêts de son territoire, le Nord n'a plus qu'à agir de même en ce qui le concerne, ce qui lui sera d'autant plus facile que les tracés rivaux aboutissant à la limite des deux départements dans des points très-voisins, il n'y aura aucune impossibilité à déterminer ultérieurement un point de passage unique quel que soit le tracé adopté dans le Nord. Quant au choix de la Compagnie exploitante, la liberté du Nord reste également entière. Si le Conseil général donne la préférence à la Compagnie de Lille à Valenciennes, fusionnée avec le Nord-Central, l'accord le plus complet sera établi entre les deux départements et toute difficulté aura disparu. Si, au contraire, il pense que la concession qu'il a faite, de l'embranchement de Maubeuge à Solre-le-Château, à la Compagnie de Carpentier, ne suffit pas pour assurer à cette Compagnie la vitalité nécessaire pour une bonne exploitation, bien que cette concession lui assure une ligne continue de 54 à 55 kilomètres depuis le chemin de fer du Nord à Valenciennes, jusqu'au chemin de fer du Nord-Est à Solre-le-Château, il pourra prolonger le domaine de la Compagnie de Carpentier jusqu'à la limite du département du Nord vers le Nouvion, sans qu'il en résulte d'autre inconvénient que l'augmentation de frais afférente à la transmission du mouvement entre deux Compagnies différentes, pour les transports entre l'Aisne et les localités du Nord jusqu'à Maubeuge.

En ce qui touche le détail et le choix des tracés proposés par les deux Compagnies rivales, l'Ingénieur en chef n'a rien à ajouter aux considérations développées dans les rapports spéciaux qu'il a dressés à la date du 25 mars 1872, sur les avant-projets produits par ces Compagnies.

V. — Questions diverses.

Ligne de Carvin à Orchies.

Le 3 avril 1872, MM. Desmoutiers, Vallois et plusieurs autres industriels et propriétaires ont soumis à M. le Préfet du Nord l'avant-projet d'un chemin de fer reliant directement Carvin à Orchies, en passant par ou près Thumeries, Mons-en Pévèle, Bersée et Auchy. Ils demandaient que la concession de cette ligne leur fût promise pour le cas où ils parviendraient à former une Compagnie. Mais cette compagnie n'est pas encore constituée, et d'après l'examen que les Ingénieurs ont fait de cette affaire, dans leurs rapports et avis des 13 et 26 juin 1872, il y a lieu de penser que la ligne dont il s'agit serait peu productive, et que les intéressés devront se résigner à s'imposer de très-sérieux sacrifices s'ils veulent parvenir à la faire construire et exploiter.

Voies ferrées à traction de chevaux.

Deux demandes d'établissement et d'exploitation de voies ferrées à traction de chevaux, sont en cours d'instruction.

La première émane de l'Administration municipale de Lille. Elle embrasse, dans la ville et sa banlieue, un réseau d'une étendue totale de 24,404 m. dont 7,844 m. se développeraient sur le domaine de la grande voirie. Ces tramways feraient un service public pour le transport des voyageurs et des marchandises.

La seconde a été présentée par la Société des forges de Denain et Anzin et de Vezin-Aulnoye. Elle est d'intérêt purement privé. La voie, à petite section, serait établie sur des propriétés privées et sur trois chemins vicinaux et ruraux de la commune d'Ohain. Elle servirait à transporter les produits de la minière d'Ohain jusqu'au chemin de fer d'Ohain à Momignies.

Voies ferrées à traction de machines sur routes et chemins

De plus, MM. Dufrane, Finet et Compagnie, de Bruxelles, ont adressé, le 31 mars 1872, à M. le Préfet du Nord, une pétition tendant à obtenir l'autorisation d'établir et d'exploiter, sur les routes et chemins qui relient Condé à Valenciennes, ainsi que Valenciennes à Cambrai et à Raismes une voie ferrée à traction de machines, du système Larmanjat, pour le service des voyageurs et des marchandises. Communiquée à l'Ingénieur en Chef, le 27 mai dernier, cette demande a été l'objet d'un rapport des 22 et 25 juin tendant à inviter les pétitionnaires à produire les pièces nécessaires pour l'examen de l'affaire et pour les enquêtes, conformément aux réglements sur la matière et à la marche suivie dans le département de l'Yonne à l'égard d'une demande identique du sieur Larmanjat lui-même, demande qui jusqu'à présent n'a pas été suivie d'effet, malgré l'accueil favorable qu'elle a reçu des administrations supérieure et locale.

Autres demandes

Enfin le 17 avril 1872, un sieur Demesmay, demeurant à Arras, hôtel de l'Univers, a présenté à M. l Préfet du Nord une demande de concession d'un nouveau chemin de fer d'intérêt local à établir entre Béthune et Armentières, avec embranchement sur Hem ou Ascq, par Wasquehal et Croix. Cette pétition, basée sur des motifs inadmissibles et accompagnée uniquement d'une carte du Dépôt de la Guerre, a été examinée par les Ingénieurs, qui, dans leurs rapport et avis des 6 et 7 mai dernier, ont émis l'opinion qu'elle n'était susceptible d'aucune suite sérieuse.

VI. — Résumé.

En résumé, si l'on néglige les quatre dernières affaires indiquées précédemment, l'on voit que la situation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local, concédées ou projetées dans le département du Nord, se récapitule comme il suit :

		LONGUEUR DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD				
		en exploitation.	en construction.	à construire.	TOTALE.	
LIGNES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.	Concédées.....	493 926 m	69 021 m	216 531 m	779 478 m	785 828 m
	Projetées.....	»	»	6 350	6 350	
LIGNES D'INTÉRÊT LOCAL...	Concédées.....	»	»	293 130	293 130	325 130
	Projetées.....	»	»	32 000	32 000	
TOTAUX.....		493 926 m	69 021 m	548 011 m		1 110 958 m

Lorsque tous ces chemins de fer seront exécutés, le département possèdera :

Par myriamètre carré : $\frac{1\,110\,958}{56\ 8087} = 19\,556$ mètres de voies ferrées ;

Par 10 000 habitants : $\frac{1\,110\,958}{139\ 2041} = 7\,981$ —

Les moyennes afférentes à l'ensemble de la France, en ce qui touche les chemins de fer concédés, étaient, au 31 décembre 1869, d'après la statistique officielle des chemins de fer :

Par myriamètre carré, de. . . 4 470 metres ;

Par 10 000 habitants, de . . . 6 318

Lille, le 10 juillet 1872.

L'Ingenieur en Chef du Contrôle des chemins de fer d'interêt local du Nord,

E. RAILLARD.

DÉPARTEMENT DU NORD.

SERVICE DES MINES.

Année 1871.

RAPPORT

A Monsieur le Préfet du département.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Dans mon rapport de l'année dernière, je vous signalais que la production du bassin houiller du Nord avait diminué, pendant l'année 1870, de 561,997 q. mét. comparativement à celle de 1869, et j'ajoutais que les événements de cette douloureuse année justifiaient ce résultat. Les faits qui se sont produits, pendant le premier semestre de 1871, devaient nous faire craindre la continuation de cette fâcheuse situation; et, en effet, la production de ce premier semestre ne s'est élevée qu'au chiffre de 11,843,012 q. mét.

Mais celui du second semestre, qui est de 15,321,270 q. mét., est venu changer la situation et porter l'extraction de 1871 à . . . . . 27,164,282 q. mét.

Celle de 1870 ayant été de 24,907,577

il en résulte une augmentation de . . . . . 2,256,705 q. mét.

pour 1871 comparativement à 1870, et de 1,694,906 q. mét. comparativement à 1869.

La conclusion qui découle naturellement de ces chiffres, est que dès 1871, l'extraction de la houille dans le bassin du département du Nord, a repris la marche ascensionnelle qui est si importante pour l'industrie du département.

Tout, jusqu'à présent, fait prévoir que cette marche ascendante s'accentuera encore plus en 1872.

Le tableau suivant donne pour les deux années, 1871 et 1870, les chiffres d'extraction de chacune des Compagnies.

NOMS DES COMPAGNIES.	EXTRACTION de **1871.**	EXTRACTION de **1870.**
Anzin	16,897,137 q. mét.	15,870,368 q. mét.
Aniche.	5,281,849	4,376,206
Douchy	1,519,889	1,539,171
Escarpelie	1,486,296	1,287,449
Vicoigne.	1,150,927	1,011,509
Fresnes-Midi	495,848	494,759
Azincourt.	332,336	328,165
TOTAUX.	27,164,282 q. mét.	24,907,577 q. mét.

Ce tableau montre que les Compagnies d'Anzin et d'Aniche ont augmenté chacune, en 1871, leur extraction de près de un million de quintaux métriques, comparativement à 1870; que la Compagnie de l'Escarpelle l'a augmentée de 200,000 q. mét., celle de Vicoigne de 150,000 q. mét., et qu'enfin les Compagnies de Douchy, Fresnes-Midi et Azincourt sont restées stationnaires.

Prix de vente.

En 1871, les prix de vente ont augmenté, pour les houilles grasses, de 0 fr. 13 par q. m.; pour les houilles maigres, au contraire, les prix de vente ont diminué de 0 fr. 02 par q. m. Ce résultat, qui paraît anormal de prime abord, s'explique par cette circonstance que le bassin houiller du Nord, étant très-riche en houilles maigres, d'une exploitation facile, les Compagnies ont intérêt à favoriser la consommation de ces houilles, et, pour atteindre ce but, elles les donnent à meilleur marché.

L'industrie a, du reste, intérêt à entrer dans cette voie; elle y trouvera économie, et ne produira plus ces torrents de fumée qui donnent lieu à tant de plaintes. Tout se réduit pour elle à une meilleure construction de fourneaux et à un tirage plus énergique.

Travaux.

Comme dans mes rapports précédents, je vais vous parler brièvement, Monsieur le Préfet, des travaux de chacune des Compagnies.

Compagnie d'Anzin.

La Compagnie des mines d'Anzin a eu, en 1871, 19 fosses en exploitation, comme en 1870. Le produit moyen, par fosse, a été, en 1871, de 900,519 q. mét. au lieu de 802,547 q. mét., chiffre de 1870, et 784,363 q. mét., chiffre de 1869.

Cette Compagnie continue à restreindre le nombre de ses fosses et à augmenter son extraction en agrandissant le champ d'exploitation des fosses.

C'est par suite de ce système que M. le Directeur-Général de la Compagnie, après avoir étudié en Angleterre les divers systèmes de trainage mécanique, va essayer ce moyen de transport dans les travaux de la fosse Thiers.

La Compagnie d'Anzin n'a pas entrepris, en 1871, le creusement de nouvelles fosses, mais elle a approfondi plusieurs de celles existantes.

Elle a remis en parfait état de marche la fosse Dutemple qui est destinée à remplacer une de celles qui marchent aujourd'hui.

Compagnie d'Aniche.

La Compagnie d'Aniche a eu huit fosses en activité pendant l'année 1871. Le produit moyen par fosse s'est élevé à 660,230 q. mét. contre 547,025 en 1870 ; aussi son extraction a-t-elle augmenté dans cette année de près de un million de quintaux métriques.

La Compagnie d'Aniche a sermenté, en 1871, la fosse d'Aoste qui lui était devenue inutile.

E'le a repris le creusement de sa fosse de Vaziers, près Douai.

Compagnie de Douchy.

La Compagnie des mines de Douchy a eu, en 1871, six fosses en activité, et a eu la même extraction qu'en 1870.

Elle travaille toujours au changement de la machine de la fosse Saint-Mathieu, et va commencer cette année le creusement de sa nouvelle fosse.

Compagnie de l'Escarpelle.

La Compagnie de l'Escarpelle a approfondi, en 1871, sa fosse de Dorignies; sa nouvelle fosse N° 4 est entrée en exploitation le 1er juillet 1871, aussi avons-nous vu que son extraction a augmenté, en 1871, de 200,000 q. mét.

Compagnie de Vicoigne.

Cette Compagnie s'occupe également de la transformation de ses deux fosses Nos 1 et 2. Il n'y a rien de particulier à dire des travaux de la Compagnie de Vicoigne ; ils sont en bon état et peuvent produire plus qu'ils ne le font.

Cette Compagnie n'exploite que des houilles maigres ; il faut donc que la consommation de cette qualité augmente pour que Vicoigne produise plus.

Compagnie de Fresnes-Midi.

Cette Compagnie a suspendu ses travaux de recherche dans la concession de Thivencelle ; elle ne travaille plus que dans sa concession d'Escaupont, et une seule fosse y est en activité.

Elle se propose d'approfondir la seconde fosse et d'y placer une machine nouvelle pour l'extraction.

Cette Compagnie n'exploite aussi que des charbons maigres.

Compagnie d'Azincourt.

La Compagnie d'Azincourt a approfondi sa fosse Saint-Auguste et réparé sa machine, mais elle n'y a pas encore placé des guides et des cages, ce qui serait une très-bonne amélioration.

Ouvriers.

Le bassin houiller du Nord a employé, en 1871, 16,766 ouvriers se divisant ainsi :

Ouvriers du fond	13,757
Ouvriers du jour	3,009
TOTAL	16,766

Il y avait, en 1870 :

Ouvriers du fond	13,382
Ouvriers du jour	2,707
TOTAL	16,089

Il y a donc eu, en 1871, 677 ouvriers de plus.

Le produit, par ouvrier du fond, a été, en 1871, de 1,974 q. mét. de houille, contre 1,861 quintaux métriques, chiffre de 1870.

Cette augmentation considérable de produit par ouvrier du fond provient du second semestre de 1871.

La demande a été tellement grande que les Compagnies ont employé à l'abattage de la houille bon nombre d'ouvriers occupés précédemment au rocher.

31 ouvriers ont péri en 1871, dans les mines, par suite d'accidents; beaucoup sont dus à l'imprudence des victimes ou à des causes fortuites; aucun ne provient de négligence dans la conduite et la surveillance des travaux.

148 ouvriers ont, en outre, été blessés.

29 cas de blessures ont été assez graves pour nécessiter des enquêtes; les Ingénieurs des mines ont donc fait, en 1871, soixante procès-verbaux d'enquête à la suite d'accidents.

En 1870, 23 ouvriers seulement avaient péri dans les mines.

Il y en avait eu 28 en 1869.

L'année 1870 a donc été un peu exceptionnelle; il serait à désirer que cette exception devînt la règle.

Les Compagnies houillères continuent à construire des maisons d'habitation pour leurs ouvriers : c'est le meilleur moyen d'attirer à elles la population; cette augmentation de personnel leur est indispensable, car tout fait prévoir que la demande de houille ne se ralentira pas. On peut bien un moment arrêter les travaux préparatoires pour employer les bras à l'abattage de la houille, mais cette manière de travailler ne peut durer longtemps, car on ne tarderait pas à avoir épuisé toutes les ressources et à voir l'extraction s'arrêter faute de travaux.

Le tableau suivant résume les chiffres principaux des années 1871 et 1870.

	1871.	1870.
Concessions exploitées.	13	13
Id. inexploitées.	8	8
Houille extraite	27,164,282 q. mét.	24,907,577 q. mét.
Fosses en extraction	45	47
Id. en réserve.	20	18
Id. en fonçage.	3	5
Extraction par fosse.	603,650 q. mét.	529,900 q. mét
Ouvriers du fond	13,757	13,382
Id. du jour.	3,009	2,707
Salaires totaux.	13,881,507 fr. 29 c.	12,621,128 fr. 13 c.
Extraction par ouvrier du fond. .	1,974 q. mét.	1,861 q. mét.
Salaire moyen par ouvrier. . . .	827 fr. 95 c.	784 fr. 45 c.
Main-d'œuvre par quintal métrique de houille extraite.	0 fr. 511	0 fr. 506

Le salaire moyen par ouvrier a augmenté, en 1871, de 5 1/2 p. 100 comparativement à celui de 1870; aussi voit-on que la main-d'œuvre par quintal de houille abattue a augmenté de 1 p. 100 comparativement à l'année 1870.

Les salaires continuent donc aussi leur marche ascendante

Consommation du département.

Dans mon rapport de l'année dernière, le chiffre que j'ai donné pour la consommation de houille du département du Nord, pendant l'année 1870, n'était qu'une approximation; n'ayant point des documents bien exacts, je le rectifie cette année et donne en même temps les chiffres de 1869.

En 1869, le département du Nord a consommé 32,868,360 q. mét. de houilles ayant les provenances suivantes :

Houilles du bassin du Nord.	13,969,630 q. mét.
Id. du bassin du Pas-de-Calais	7,689,110
Id. Anglaises	118,170
Id. de Mons et du Centre.	7,585,230
Id. de Charleroi	3,506,220
TOTAL.	32,868,360 q. mét.

Cette quantité a été consommée comme suit :

Par les mines	1,147,850 q. mét.
Par les usines à fer.	5,169,300
Par usines diverses	11.854,380
Par les chemins de fer	535,000
Usages domestiques.	14,161,830
TOTAL.	32,868,360 q. mét.

En 1870, la consommation de houille du département du Nord s'est élevée à 32,449,180 q. métriques, des provenances suivantes :

Houilles du bassin du Nord.	14,450,860 q. mét.
Id. du Pas-de-Calais.	7,753,190
Id. Anglaises.	195,710
Id. de Mons et du Centre.	6,742,860
Id. de Charleroi.	3,306,560
TOTAL.	32,449,180 q. mét.

Cette quantité a été consommée comme suit :

Par les mines :	1,194,190 q. mét.
Par les usines à fer	4,753,230
Par usines diverses.	11,627,400
Par chemins de fer.	545,000
Usages domestiques.	14,329,360 q. mét.
TOTAL.	32,449,180 q. mét.

La consommation du département a donc diminué, en 1870 sur 1869, de 419,180 q. mét. Cette diminution porte entièrement, on peut le dire, sur les usines à fer qui, en 1870, ont consommé 416,070 q. mét. de moins qu'en 1869. Ces usines ne pouvant, pendant le second semestre de 1870, faire venir des fontes des départements de l'Est, ont dû restreindre leur production de fer qui, de 2,312,458 q. mét., chiffre de 1869, est descendue en 1870 à 1,534,457 q. mét.. Leur moindre consommation de houille s'explique donc naturellement.

Cette diminution de consommation n'a pas été supportée par les houilles françaises mais par les houilles étrangères.

En effet, en 1869, le département du Nord consommait 11,209,620 q. m, de houille étrang.
en 1870, il en consommait. 10,245,130

Diminution, en 1870 . . . . . 964,490 q. mét.

Soit, 545,210 q. mét. de plus que la diminution de consommation du département.

Le bassin houiller du Nord est entièrement lié à celui du Pas-de-Calais, qui n'est que son prolongement; il est donc intéressant pour le Nord de connaître la marche du Pas-de-Calais, aussi vais-je donner ici les chiffres de production et de consommation de ce département.

En 1871, le Pas-de-Calais a produit. . . . . 22,033,438 q. mét.
En 1870, sa production houillère était. 20,377,836

Augmentation, pour 1871. 1,655,602

Elle est moindre que l'augmentation du bassin du Nord; mais si on obsesve que dans le Pas-de-Calais la production de 1870 avait crû sur celle de 1869, tandis que le fait inverse s'était produit dans le Nord, on s'explique ce résultat en comparant, dans les deux bassins, l'année 1871 à l'année 1869.

On trouve que pour le bassin du Nord l'augmentation d'extraction de 1871, comparativement à 1869, a été de 1,694,906 q. mét., tandis que pour le bassin du Pas-de-Calais l'augmentation d'extraction de 1871, comparativement à celle de 1870, a été de 2,705,768 q. mét., c'est-à-dire bien plus considérable que dans le Nord.

Ce résultat n'est point surprenant, car le bassin du Pas-de-Calais étant encore un bassin neuf, doit se développer pendant un certain laps de temps plus rapidement que le bassin du Nord exploité depuis bien plus longtemps.

Le département du Pas-de-Calais a consommé :

En 1869. . . . . 8,840,130 q. mét.
Et en 1870. 11,552,440

Augmentation, en 1870 . . . . . 2,712,310 q. mét.

La consommation du Nord a, au contraire diminué. Mais ici encore l'explication est facile : le département du Pas-de-Calais n'a pas une industrie métallurgique qui ait été placée dans les mêmes conditions que celle du département du Nord.

L'industrie est loin d'avoir dans le Pas-de-Calais le même développement que dans le département du Nord ; elle ne fait que s'y implanter sérieusement depuis la découverte du bassin houiller ; il n'est donc pas étonnant qu'elle semble y marcher actuellement plus vite.

En résumé, depuis le second semestre de 1871, l'industrie houillère, soit dans le département du Nord, soit dans celui du Pas-de-Calais, est entrée dans une ère de grande prospérité, et l'on doit espérer qu'avec la tranquillité publique, elle continuera. Il faut s'en réjouir, car l'extraction, et par conséquent la consommation de la houille, donnent la mesure de l'activité industrielle du pays.

MÉTALLURGIE.

Voici les productions des usines à fer du département du Nord pendant les années 1871 et 1870.

Année 1871.

Fonte brute	1,067,305 q. mét.	8 fr.	15 c.
Fers marchands.	555,879	21	»
Fers spéciaux	240,236	22	»
Rails	447,100	20	»
Tôles	68,580	27	»
TOTAL	1,311,795 q. mét.		

Année 1870.

Fonte brute	1,075,170 q. mét.	7 fr.	50 c
Fers marchands	705,727	19	85
Fers spéciaux	295,630	20	»
Rails	453,490	19	»
Tôles	79,600	26	50
TOTAL	1,534,447 q. mét.		

Ces tableaux montrent que dans les deux années 1871 et 1870, la production de la fonte s'est maintenue au même chiffre, dans le département du Nord ; mais en 1871, la production du fer en barres a encore diminué comparativement à celle de 1870, et la cause de cette

diminution est le manque des fontes venant de l'Est ; ce n'est qu'après le rétablissement complet des communications que ces usines ont pu se remettre en marche régulière et expédier leurs produits aux forges du Nord.

La métallurgie, depuis le commencement de 1871, est entrée aussi dans une ère de prospérité inespérée.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Préfet, avec respect,

Votre obéissant et dévoué serviteur,

L'Ingénieur en chef des Mines,

J. DE CLERCK.

Valenciennes, le 10 juillet 1872.

RAPPORT

A MONSIEUR LE PRÉFET DU NORD

SUR L'ÉTAT DE LA SALUBRITÉ PUBLIQUE DANS LE DÉPARTEMENT

pendant l'année 1871-72.

Lille le 14 juillet 1872.

Monsieur le Préfet,

Comme les années précédentes, j'ai l'honneur de vous faire connaître les situations plus ou moins insalubres du département, les causes qui les ont produites, les moyens employés pour les combattre et les résultats obtenus.

Attendu que l'influence hygiénique exercée par les cours d'eau est prépondérante tant à cause de la production constante de la vapeur, des gaz qui se dégagent avec elle, des germes organiques infectieux qui recherchent ce milieu hygrométrique favorable à l'accomplissement des fonctions de leur vie, que par la facilité avec laquelle ils transportent au loin les causes d'insalubrité qu'ils recèlent, c'est par eux que je commencerai.

Heureusement, malgré les matières organiques et inorganiques altérables qu'y déverse notre industrie, si active et si peu soucieuse des intérêts hygiéniques des populations, nos quatre principaux cours d'eau, la Lys, la Scarpe, l'Escaut et la Sambre sont restés, grâce à l'importance de leur débit, dans des conditions de pureté relative qui n'ont occasionné aucun trouble dans la santé publique. L'eau de la Sensée est restée bonne également.

Il n'en a pas été de même de la Deûle dont l'eau, souvent viciée par les liquides industriels de la distillerie de Courrières, a occasionné, dans le bief amont de Don, une fréquente mortalité de poissons. En aval de Don l'eau est restée dans des conditions satisfaisantes par suite des précau-

tions prises par les fabricants de sucre et de produits chimiques, les blanchisseurs et les distillateurs dont les établissements industriels sont situés sur l'une ou l'autre rive. Dès qu'on arrive aux teintureries d'Esquermes, on remarque, jusqu'à Lille, une différence sensible entre la nuance de l'eau d'amont transparente, jaune-verdâtre et celle d'aval teintée sensiblement en noir.

Quelquefois des chlorures de manganèse sont déversés par une importante blanchisserie de toiles et de fils, en aval du pont de Canteleu, ce qui cause aux blanchisseurs de linge un préjudice incontestable en tachant les tissus par l'oxyde de manganèse, très-difficile à enlever. J'aurai l'honneur de vous proposer des mesures capables de mettre un terme à un pareil état de choses.

La Moyenne-Deûle reçoit des résidus industriels qui, en vingt-quatre heures, l'altérent bien plus que les eaux ménagères de toute la population pendant une semaine. Les faits l'ont parfaitement démontré l'année dernière. L'industrie, en chômage, ne déversait rien ou peu de chose dans nos canaux; l'eau y était pure ou incolore et cependant elle recevait toujours les eaux ménagères et d'égoût qui y passaient inaperçues. Cette observation s'applique, du reste, à tous les cours d'eau; partout les choses se sont passées et se passent d'une manière identique.

En aval de Lille, l'eau de la Basse-Deûle est assez claire, quand le débit est grand; mais, lorsqu'il se réduit, les matières organiques et inorganiques contenues dans l'eau réagissent les unes sur les autres, la colorent en noir et souvent la rendent infecte. Les résidus de *charrées de soude,* qui ont imprudemment été employés à remblayer les parties basses et marécageuses situées le long de la rivière, ainsi que les pyrites déposées sur les voies de halage et la base des talus contribuent aussi à la coloration et à l'altération de l'eau, effets qui motivent les plaintes des habitants de Wambrechies, de Quesnoy et de Deûlémont.

L'eau du canal de Roubaix, versant de la Deûle, est noire comme de l'encre, par le fait des teinturiers de Flers et de Wasquehal. Depuis que l'important peignage de Croix évapore presque toutes ses lessives, les odeurs infectes qu'on avait remarquées antérieurement ne se produisent plus. A Marcq, l'eau est dans d'assez bonnes conditions et les plaintes des habitants de la commune ne se sont plus reproduites.

Mais en aval de l'écluse de Marcq, les eaux de la papeterie, quoique traitées par la chaux, amènent encore dans le canal des matières organiques à l'état de division moléculaire qui, réagissant sur les sulfates dissous et provenant des industries d'amont, donnent naissance à une grande quantité d'acide sulfhydrique dont l'odeur incommode les habitants de Marquette.

Aussi longtemps que la Marque débite, les réactions dont je viens de parler ne s'accomplissent pas; mais, dès que le débit a cessé et que l'eau stagnante du canal ne reçoit que les résidus industriels, tout se décompose et le bief devient un foyer d'émanations insalubres.

La partie du même canal, versant de l'Escaut, recevant les eaux chaudes de condensation des établissements situés sur les deux rives, eaux chaudes contenant souvent des lessives de laine ou des produits tinctoriaux, a répandu partout l'infection et a motivé les récriminations d'un grand nombre d'habitants de Roubaix. Pour améliorer cet état on a éliminé du bief une couche d'eau d'un mètre d'épaisseur, qui a été déversée dans le *Trichon*, et on l'a remplacée par de l'eau pure élevée du bief aval du *Sartel*. Cette manœuvre n'a été qu'un palliatif au mal qui ne tardera pas à se reproduire par suite de la persistance de la cause. Le seul moyen réellement efficace con-

sistera à recevoir toutes les eaux chaudes dans un aqueduc collecteur spécial qui les conduira au *Trichon*, en aval du *Sartel*. Alors, mais seulement alors, Roubaix sera affranchi de la cause permanente d'insalubrité qui exerce son influence fâcheuse sur les populations agglomérées des deux rives du canal.

L'ancien lit de l'Escaut a aussi été altéré profondément par les sucreries de Fresnes qui ne doivent cependant pas y envoyer leurs eaux de lavage de noir animal, essentiellement nuisibles. Malgré les avis réitérés qui ont été donnés aux directeurs de ces établissements, malgré la surveillance aussi active que possible exercée sur eux, des écoulements clandestins ont lieu et la corruption de l'eau qui en est la conséquence provoque des plaintes très-vives de la part des habitants d'Escaupont surtout. Je m'efforcerai de conjurer le mal pour la campagne prochaine et il sera convenable, Monsieur le Préfet, de prescrire à M. le Maire de Fresnes de faire exécuter les arrêtés d'autorisation qui indiquent à quelles conditions les fabricants de sucre de cette commune peuvent exercer leur industrie. Nous voyons quelles sont les conséquences de la négligence de ces industriels.

Le canal de la Colme n'a pas été gâté par les eaux de la sucrerie-distillerie de Steene, comme autrefois, et les habitants de Bergues n'ont pas eu lieu de se plaindre ni de l'odeur de l'eau, ni de la mortalité des poissons.

Le canal d'Aire à La Bassée n'a pas joui de cette immunité. Malgré les arrêtés qui interdisent formellement aux propriétaires des fabriques de sucre de Salomé et de La Bassée de faire écouler dans ledit canal les eaux de lavage de noir, ils se sont opiniâtrés à ne tenir aucun compte des prescriptions administratives. Comme les années antérieures, l'eau du canal, si pure hors le temps de fabrication du sucre, a été profondément gâtée et rendue infecte. On use envers ces industriels d'une tolérance et d'une longanimité qu'ils considèrent peut-être comme de la faiblesse ou de l'impuissance et qui leur permet de persévérer dans des errements préjudiciables aux intérêts des populations. Il y aura lieu, cette année, de mettre un terme à de semblables abus.

L'eau du canal de Bourbourg n'a pas été corrompue par les résidus industriels des sucreries et distilleries établies sur ses rives.

Il en a été de même du canal de la Sensée.

Parmi les cours d'eau non navigables, le *Décours*, sur la rive gauche de la Scarpe, a été altéré par les eaux profondément impures du *Marichon*, qui reçoit les résidus liquides des sucreries de Flines et du *Faux-Vivier*. Ces deux dernières paraissent conserver leurs eaux de lavage de noir sur leurs terres, mais en réalité les laissent couler au-dehors. En outre, ce ruisseau reçoit le trop plein de l'eau de rouissage de lin de la mare appelée *Mer de Flines*, les liquides provenant du rouissage de lin à l'eau chaude pratiqué dans deux établissements de la même commune, les eaux infectes du rouissage du chanvre ; son lit est très-mal entretenu et envasé de boue composée de matières organiques et inorganiques très-altérables. Je m'efforce de modifier cette situation, une des plus mauvaises de l'arrondissement de Douai ; mais cela est bien difficile, car je ne rencontre que le mauvais vouloir des industriels : il n'y a plus de police dans les campagnes et les moyens de coercition me font défaut.

Des vinasses s'étaient écoulées de la distillerie de Montigny dans le courant qui vient de Lewarde et de Masny et menaçaient de le vicier ; heureusement j'ai pu mettre un terme à cette

situation contraventionnelle avant que les habitants de Pecquencourt aient pu recevoir les mauvaises eaux.

La séparation des eaux de lavage de noir s'écoulant dans la Scarpe et des eaux de lavage des betteraves sortant de la sucrerie de Pecquencourt, au pont de Vred, et se rendant dans la grande *Traitoire*, a donné de bons résultats dont s'est ressenti ce dernier canal de desséchement.

La *Naviette*, égoût de Seclin, dont l'eau n'est pas mauvaise pendant les deux tiers de l'année, a été altérée par les eaux de lavage des betteraves, mélangées d'un peu de vinasses de la distillerie de Phalempin. En outre, ce mélange, facilement décomposable, donne lieu, par sa stagnation autour de la propriété du distillateur, à des odeurs infectes dont se plaignent habitants. J'espère qu'ils seront affranchis, cette année, de cette cause si puissante d'insalubrité. L'eau du *Burgaut*, qui se rend aussi dans la *Naviette*, considérablement améliorée par la conservation des eaux de lavage de noir, de la sucrerie de ce hameau, a repris ses propriétés nuisibles par le mélange de vinasses de la distillerie de Seclin. Une autre sucrerie de cette commune a complètement gâté l'eau des pompes de deux maisons de la rue d'Houplin, devant lesquelles s'écoulaient les liquides impurs non séparés. Des mesures sont prises pour que des faits semblables ne se reproduisent plus pendant la campagne prochaine.

Des mesures sont prises aussi pour que les distilleries d'Aubers n'infectent plus, par leurs vinasses, et la commune elle-même et celle de Fleurbaix, traversée par la rivière des Layes, qui les reçoit.

De grandes améliorations ont été apportées dans les errements des distillateurs d'Illies, dont les eaux n'ont plus gâté celles du haut-courant d'Estaires. Malheureusement la négligence des propriétaires de la distillerie d'Herlies a compromis un peu les bons resultats obtenus à Illies.

La rigole qui reçoit les eaux des sucreries de Douvrin (Pas-de-Calais) et qui les conduit dans les marais de Sainghin, a encore apporté son contingent d'infection au ruisseau confluent venant de la sucrerie de Marquillies, de la distillerie de Sainghin et de celle de Fournes, tout aussi infect, parceque le propriétaire de la sucrerie de Marquillies s'obstine à ne pas vouloir comprendre la nécessité de séparer les eaux de lavage de noir des eaux de lavage des betteraves et de conserver les premières sur des terres arables, comme le prescrit un arrêté spécial à cette fabrique, et parce que les distillateurs de Fournes et de Sainghin, tout en conservant sur leurs terres les vinasses comme matières fertilisantes, en perdent, par leur négligence et leur indifférence, une certaine quantité qui, mélangée aux eaux de lavage des betteraves et de condensation, détermine des réactions dont les acides sulfhydrique, butyrique, valérianique, etc., sont des produits ultimes.

Ces décompositions, disons-nous, donnent naissance à de l'acide sulfhydrique, lequel, en présence de l'oxygène de l'air, est décomposé à son tour en eau et en soufre. Ce métalloïde, maintenu en suspension dans un état de division moléculaire, donne à l'eau une couleur ardoisée; l'odeur a disparu et peu à peu le soufre, se précipitant, l'eau redevient claire et limpide. Mais les conséquences de ce dépôt sont dommageables à l'industrie du rouissage du lin. En effet, le soufre précipité se brûle peu à peu sous l'influence de l'oxygène dissous dans l'eau et donne naissance à des produits acides qui énervent la fibre du lin; par suite il y a plus de freinte au teillage et à la filature; les fibres vrillent et le fil, moins résistant, casse et ne peut servir qu'à la confection des trames et jamais aux chaînes. Cette dépréciation cause un

grave préjudice à l'industrie du rouissage ; c'est pourquoi le routoir de Sainghin a été abandonné ; c'est par la même raison que les rouisseurs de Wavrin se plaignent du dommage que leur causent les eaux de la sucrerie du maire de Bauvin.

Ce fonctionnaire industriel, en vertu d'un arrêté spécial, doit conserver sur ses terres les eaux de lavage de noir de sa fabrique de sucre et de sa raffinerie, ce qui lui est facile moyennant certaines dépenses compensées par la fertilisation du sol. Il trouve plus convenable à ses intérêts d'enfreindre les prescriptions de l'Administration et d'envoyer toutes ses eaux dans la rigole de desséchement des marais de la Deûle qui traverse les routoirs de Wavrin et y laisse préciplter, sous l'influence de la stagnation, le soufre que l'agitation du courant avait jusqu'alors maintenu en suspension. Maire, il est investi des attributions de police de la commune ; contrevenant aux arrêtés préfectoraux, il trouve, dans ses fonctions mêmes, l'impunité ; car, je le répète, les commissaires cantonaux n'existant plus, il n'y a plus de police dans les campagnes et trop souvent les maires sont les premiers à enfreindre les prescriptions administratives, qu'ils ont pour premier devoir de faire respecter. Il importe donc de prendre, contre M. le maire de Bauvin, un arrêté d'injonction le mettant en demeure de se conformer aux arrêtés qui réglementent l'écoulement de ses eaux industrielles.

Il y a lieu aussi de réclamer auprès de M. le Préfet du Pas-de-Calais un arrêté qui impose à ses administrés, les fabricants de sucre de la commune de Douvrin, l'obligation de conserver en totalité, sur leurs terres arables, les eaux de lavage de noir de leurs fabriques et de ne laisser écouler au-dehors que les seules eaux de lavage des betteraves, éclaircies, par depôt préalable, dans des bassins fréquemment curés.

Les habitants de Vicq ont aussi éprouvé, depuis longtemps, un sérieux préjudice par l'écoulement, au travers de leur commune, des eaux de la fabrique de sucre de Quarouble. Il y a, dans l'arrêté d'autorisatiou pris pour cette usine, une anomalie : Dans les considérants on vise les inconvénients qui résulteraient, pour les habitants, du passage de l'eau industrielle le long du chemin traversant l'agglomération des habitations, puis on impose cette direction exclusivement à toute autre. Il en résulte que les caves sont inondées d'eaux infectes qui s'y sont infiltrées et que les puits, par la même cause, ne contiennent plus qu'une eau inutilisable pour les besoins domestiques.

Comme les eaux de la sucrerie de Quarouble peuvent recevoir une direction autre que celle qu'elles ont aujourd'hui, il est temps de rectifier une erreur et de mettre un terme aux griefs dont les habitants de Vicq se plaignent avec raison, et de les faire amener au courant *Malolin*, qui doit les recevoir, par une autre voie que celle qui les y conduit aujourd'hui en traversant la commune.

J'ai dû indiquer aussi au directeur de la fabrique de sucre de Sebourg, certaines modifications à l'écoulement de ses eaux industrielles, afin de ne pas altérer L'*Aunelle* qui reçoit, depuis quelques années, les eaux des sucreries de Frasnoy et de Wargny le Grand, sans en éprouver les fâcheux effets qui s'étaient produits autrefois. La cause de ce résultat satisfaisant est la conservation des eaux de lavage de noir sur des terres dépendant de ces sucreries.

L'influence facheuse de ce déversement des deux espèces d'eaux est si incontestable qu'à Salesches les habitants de la commune se servaient, pour abreuver les bestiaux et pour les besoins domestiques, de l'eau du canal Saint-Georges, qui était d'une pureté remarquable, avant les travaux de la sucrerie d'Englefontaine. Contrairement aux arrêtés, tous les résidus liquides

sont déversés dans le cours d'eau ; et, malgré la rapidité de l'écoulement, malgré l'agitation conséquence des pentes et de l'irrégularité du courant, la réduction des sulfates s'opère et la décomposition des sulfures se produit ; de là acide sulfhydrique dont l'odeur éloigne les bestiaux et les hommes. Ces faits sont assez concluants pour démontrer la sagesse des prescriptions de l'administration et pour engager toutes les autorités à ne pas les considérer comme lettres mortes.

De grandes améliorations ont été introduites dans les dispositions prises à la distillerie de Merville et les eaux de la *Bourre* ont pu passer la campagne sans occasionner de mortalité de poissons comme les années précédentes.

Des mesures efficaces ont été prises également pour assurer le desséchement des prairies submergées d'où émanent des miasmes paludéens, compromettant la santé des habitants. Peut-être pendant quelques années, au retour de chaque printemps, y aura-t-il lieu d'y revenir de nouveau.

La distillerie de La Gorgue a donné les mêmes résultats satisfaisants, relativement à la rivière de la Lawe.

La Selle recevant les eaux des sucreries de Montay, de Neuvilly, de Solesmes, d'Haspres, ainsi que les lessives de laines du Cateau est arrivée à son confluent avec l'Escaut, à Douchy, sans avoir éprouvé d'altération sensible.

Il en a été de même de l'Ecaillon qui se jette dans l'Escaut à Thiant, après avoir reçu les eaux des sucreries et distilleries de Ghissignies, de Capelle, de Saint-Martin, de Salesches, de Vendegies, de Verchin, de Thiant.

La sucrerie de Wavrechain sous Denain n'a plus causé à l'eau du canal de dessèchement de la vallée de l'Escaut les mêmes dommages.

Les sucreries et distilleries d'Inchy, de Trois-Villes, de Saint-Aubert, de Saint-Waast, n'ont déterminé dans le ravin de l'Erclin, qui reçoit leurs eaux, aucune cause d'insalubrité.

Le courant Brunel, ainsi que l'Escrebieux, ont conservé pendant toute la fabrication un état satisfaisant. La sucrerie de Roost-Warendin, qui avait si souvent provoqué des plaintes, m'a paru à la fin de la fabrication avoir moins altéré le courant des Vanneaux et le filet Morand qu'autrefois.

Les sucreries de Raches et de Frais-Marais, ont fonctionné dans de bonnes conditions.

La Rhonelle qui reçoit les eaux des sucreries d'Artres, de Famars, d'Aulnoy, de Marly, etc... n'a pas offert d'altération sensible.

La sucrerie de Douchy et celle d'Haulchin, ont laissé à désirer pour la purification de leurs résidus liquides. Je compte pour la campagne prochaine sur les améliorations que j'ai réclamées.

Telles sont les principales observations que j'ai à vous soumettre sur les causes d'insalubrité provenant des liquides des distilleries et des sucreries déversés dans les cours d'eau.

Je constate ici avec satisfaction que l'irrigation des terres au moyen des vinasses des distilleries d'alcool de betteraves, tend à se généraliser ; la salubrité publique et la fertilisation du sol, n'auront qu'à y gagner.

Les cours d'eau peuvent encore éprouver des dommages par les résidus qu'y font écouler divers établissements industriels. Ainsi les teintureries leur sont très-préjudiciables, comme nous l'avons vu plus haut, par les matières colorantes, les oxydes et les sels métalliques qu'elles y envoient. Cette question est loin d'être jugée comme on l'a dit ; et quand elle le sera, ce ne pourra être que dans le sens de la vérité, de l'équité et de la justice et non sous l'influence

d'intérêts puissants et actifs qui ne négligent aucune démarche pour présenter les couleurs sous un jour qui leur soit favorable. Moi qui connaîs à fond la question et qui suis complètement désintéressé, je puis dire qu'il s'est passé dans tout cela des choses bien regrettables pour les intérêts généraux des populations. Heureusement encore, Monsieur le Préfet, que vous n'avez pas consenti à ce que le décret en date du 31 décembre 1866, fût complètement annihilé.

Les peignages de laines altèrent aussi beaucoup les eaux par les lessives qu'ils y font couler. Des peigneurs se conforment aux mesures qui leur ont été prescrites pour sauvegarder la domaine public, mais d'autres ne font absolument rien.

Ainsi depuis 1859, je n'ai jamais trouvé la Petite Helpe dans des conditions aussi mauvaises que cette année. Dans Fourmies et au sortir de Fourmies la rivière est envasée par les résidus des lessives de laines ; à Wignehies et à Rocquignies elle est couverte d'écumes épaisses produites par des fermentations donnant lieu en même temps à des produits gazeux infects. A Etrœungt l'eau était ordinairement claire et inodore; cette année elle répand une très-mauvaise odeur ; c'est cette eau qui va se jeter dans la Sambre à Maroilles et qui, complètement désoxygénée par les matières organiques qui y sont contenues en dissolution, est impropre à la vie des poissons et à l'abreuvement des bestiaux. De là préjudice pour les populations qui perdent une ressource alimentaire et dépréciation des propriétés riveraines, généralement en pâtures où les propriétaires ou occupeurs doivent porter l'eau nécessaire aux besoins de leurs bestiaux.

Pour la Grande Helpe, la situation est un peu moins mauvaise; mais comme elle reçoit à Sepmeries le ruisseau amenant les eaux de Sains et que les peigneurs de cette dernière commune ne font rien pour purifier leurs lessives, il en résulte qu'au moment des grandes pluies on fait une chasse générale et que les poissons meurent partout. A Avesnelles la purification d'une partie des lessives était opérée, mais on laissait couler à la rivière, sans aucune préoccupation, les eaux de désuintage ; il en résultait que l'eau était troublée jusqu'à Avesnes. Comme cette eau est utilisée pour les bestiaux et les besoins domestiques, l'odeur que lui ont communiquée les lessives rend son emploi désagréable et souvent les chevaux ou autres animaux la refusent.

La purification des lessives du peignage de Glageon était mieux faite que l'année dernière, mais elle laissait encore à désirer. Cependant comme elles se rendent dans l'étang du pont de Sains, il importe qu'elles ne sortent du terrain des industriels que dans un état où elles ne puissent nuire aux poissons qui y sont très-nombreux.

Le peignage d'Anor était dans d'excellentes conditions ; je ne puis que former le vœu que cela dure.

La papeterie d'Anor, installée depuis peu, a pris des dispositions convenables paur la purification de ses eaux, afin de ne pas gâter l'étang de Milourd, qui alimente une aciérie; j'ai indiqué au Directeur les moyens à employer pour obtenir ce résultat. Je ne doute pas qu'ils soient employés, parce que cet industriel est honnête et consciencieux.

Monsieur le Maire de Fourmies, l'année dernière, m'avait fait espérer qu'on serait arrivé cette année à l'emploi de procédés analogues à ceux mis en usage au grand et remarquable peignage de Croix. Il n'en a rien été, personne n'a rien fait et tout est abandonné au plus complet laisser-aller. La salubrité publique et le respect des propriétés des tiers nécessiteraient néanmoins que tous les peigneurs tinssent compte des arrêtés administratifs et du droit commun.

Il serait convenable aussi que les lessives de laines sortant des ateliers de peignage du

Câteau fussent mieux purifiées, surtout pendant la période des chaleurs, alors que les décompositions des matières organiques sont facilitées par la haute température de l'air et de l'eau, et que le débit des cours d'eau est sensiblement diminué. Dans le plus important des deux établissements du Câteau, la purification des lessives est faite à demi, dans l'autre on ne fait rien. Aussi la rivière se ressent de cette situation.

Les tanneries, les teintureries et les filatures de laines de Solre-le-Chateau, ne purifient pas leurs résidus industriels, il en résulte que la Solre est dans un état d'envasement et d'infection remarquable.

Les laveurs de déchets de filatures de lin gâtent beaucoup les eaux dont ils se servent. Il est heureux que cette industrie spéciale à l'arrondissement de Lille, omise dans le classement du 31 décembre 1866, soit de nouveau rangée dans la 3e classe, ce qui permettra de la réglementer.

La fabrique de produits chimiques d'Hautmont, tend à améliorer ses procédés de fabrication. La condensation des vapeurs d'acide chlorhydrique est mieux faite ; des précautions sont prises pour affranchir les ouvriers des vapeurs d'acide sulfurique produites au moment du défournement des sulfates ; ces vapeurs se répandent moins dans les halles qu'auparavant parcequ'elles sont dirigées vers la grande cheminée qui les élève dans l'air. Mais lorsqu'il est humide il se produit un brouillard épais, lourd, acide, irritant vivement les organes respiratoires. J'ai conseillé au Directeur de rechercher le moyen pratique de se débarrasser de ces vapeurs, non en les dirigeant dans l'air, mais en les neutralisant, ainsi que toutes les autres vapeurs et gaz acides, de sorte qu'il ne se dégage des cheminées que les seuls produits de la combustion de la houille. Le problème n'est pas insoluble et je ne doute pas du succès des tentatives.

Un moyen entre autres consisterait à faire traverser par les vapeurs acides une gargouille dans laquelle serait injectée ou tomberait spontanément sous forme de pluie une dissolution alcaline.

On a cessé dans cet établissement la revivification du soufre contenu dans les *charrées de soude*, par suite la production et la dissémination dans l'air du gaz acide sulfhydrique qui avaient si vivement affecté les habitants de la commune et provoqué des plaintes universelles, n'existaient plus.

Je crains qu'il n'y ait encore dans la Sambre des déversements clandestins de chlorure de manganèse qui a taché les linges de tous ceux qui ont employé au blanchissage l'eau ordinairement si pure de la rivière. Sous ce rapport les plaintes subsistent encore. Il importe cependant que cela cesse sans retard. Ce qu'on fait à l'usine de Loos on peut le faire à Hautmont.

Je ne dirai rien du *Triehon*, égoût de Roubaix et de Tourcoing, son état n'est pas amélioré. Un jour viendra où par suite de la modification de la navigation de l'Escaut, les plaintes de la Belgique seront si vives, qu'il faudra bien s'occuper sérieusement de la question de purification de l'eau et la résoudre.

Des industries qui altèrent les eaux, nous passons à celles dont les produits gazeux vicient l'air,

De ce nombre sont les fabriques de potasse brute de mélasses de betteraves qui ne décomposent pas, en les brûlant, les gaz provenant de la calcination. On se plaint beaucoup de ces usines dont les gaz carburés et azotés portés à de grandes distances incommodent par leur odeur désagréable et fatiguent les organes respiratoires. Il est vrai que les industriels qui, pour simplifier les formalités d'enquête et être rangés dans la 2e classe, avaient déclaré devoir brûler les produits gazeux, n'en font absolument rien.

Les fabriques de noir animal qui pourraient atténuer les inconvénients de l'odeur des produits de la carbonisation des os, en retenant les gaz ammoniacaux et en brûlant progressivement les carbures combustibles, ce qui donnerait lieu à une grande économie de houille, procèdent d'une manière peu méthodique et contraire à leurs interêts.

Les distilleries de pétrole ont considérablement amélioré leurs procédés de fabrication; les dangers d'incendie sont moins grands et dans le cas où ils se déclarent, ils sont concentrés et ne peuvent prendre d'extension; les odeurs, par suite des perfectionnements apportés dans les appareils, sont atténuées et à peine incommodes pour le voisinage.

Parmi les ateliers d'équarrissage, il y en a où les soins de propreté sont parfaitement observés et où les odeurs n'ont rien de repoussant, d'autres, au contraire, surtout les anciens, laissent beaucoup à désirer et sont de vrais foyers d'infection.

Les ateliers de crêmage des fils ont souvent les bacs à chlorure de chaux dans des emplacements mal ventilés, de sorte que le chlore respiré pendant longtemps par les ouvriers dans un trop grand état de concentration, occasionne des hémoptysies qui forcent à abandonner le travail. Une large aération sous de simples hangars est la disposition la plus favorable à l'hygiène. C'est heureusement celle qu'on rencontre le plus fréquemment.

Les abattoirs publics s'établissent dans les villes; mais dans les communes rurales, quelquefois très-importants par le nombre des habitants, les tueries particulières existent encore, augmentent leurs travaux et incommodent par suite leurs voisins. Il serait important que les Maires ne tolérassent pas ces établissements insalubres sans autorisation préalable, indiquant les mesures a prendre pour atténuer les inconvénients. Souvent les viscères des animaux dépecés sont jetées sans précautions sur les fumiers et attirent des mouches qui peuvent par leurs piqures inoculer les affections charbonneuses.

La tendance qui porte les communes à opérer la translation des cimitières se généralise. Souvent cette excellente mesure hygiénique rencontre des oppositions qui n'ont aucun fondement réel. Votre appui, Monsieur le Préfet, en pareille circonstance, est nécessaire pour donner à ce mouvement une impulsion plus grande encore et assurer aux populations les meilleures conditions de salubrité.

Malgré les instructions que vous avez données aux Maires, par suite de mon rapport de l'an dernier, les abreuvoirs publics des communes rurales laissent beaucoup à désirer et sont par leur mauvais entretien de véritables foyers d'infection. Des plaintes fondées relativement à l'abreuvoir de Neuville sur Escaut vous ont été adressées. Je me suis rendu dans cette commune et après avoir conféré avec M. le Maire, j'ai appelé son attention sur les réformes à apporter à l'état de choses qui existait alors.

On construit un assez grand nombre d'églises nouvelles : je ne sais si le projet de recueillir les eaux pluviales tombant sur les toits, au moyen de chénaux et de tuyaux de descente qui les porteraient dans des citernes pour être utilisées en cas d'incendie ou pour les besoins domestiques des habitants des communes, a été appliqué. J'ai été informé par vous qu'il avait reçu l'approbation de l'autorité ecclésiastique : je crois que l'idée ne doit pas être abandonnée.

J'arrive enfin aux établissements où l'application des lois de l'hygiène aux ouvriers est indispensable.

Dabord les fabriques de céruse, malgré les améliorations apportées dans le travail et la disposition des machines ou appareils, occasionnent encore de nombreuses coliques saturnines. Un

seul établissement, celui de MM. Th. Lefebvre et C^ie à Lille, section des Moulins, a réalisé, au point de vue hygiénique, de véritables progrès. Aussi le nombre des malades y a-t-il diminué d'une manière sensible. Il serait désirable que les autres fabricants s'inspirassent de ces procédés.

Les nouveaux ateliers de filature ou de tissage sont généralement vastes, mais l'air n'y est pas suffisamment renouvelé. La perfection du travail a certes ses exigences, mais on exagère certaines nécessités industrielles et il en résulte qu'en sortant de ces ateliers on éprouve un grand bien-être à respirer l'air pur du dehors. Les ouvriers sont forcés de subir cette situation pendant douze heures, avec de courtes intermittences, il est vrai, mais ils ressentent les influences fâcheuses de la respiration d'un air confiné et que beaucoup de causes tendent à vicier, telles que l'expiration pulmonaire, l'oxydation des corps gras lubrifiant les machines, les émanations des cabinets d'aisance, etc.

Dans les fabriques de sucre et les distilleries l'aération et la ventilation sont suffisamment ménagées.

Dans les verreries il y a fréquemment un excès de renouvellement de l'air qui établit des courants préjudiciables aux ouvriers souvent baignés de sueur ; il y aurait, dans ce cas, des dispositions à prendre pour assurer la ventilation sans courants directs et actifs.

Les nouveaux métiers montés dans les filatures ou tissages, les machines de diverses natures et appliquées à différents usages sont disposés de manière à garantir les ouvriers des différents accidents auxquels les exposent leurs travaux ; aussi, lorsque malheureusement ces accidents se produisent, on peut, le plus souvent, en accuser l'imprudence de l'ouvrier qui a méconnu les conseils donnés. Ainsi, par exemple, il est formellement interdit de replacer les courroies pendant la marche des poulies, et, dans ce cas, il y a des perches armées de crochets pour pratiquer, sans danger, cette opération. Ces précautions sont jugées inutiles ; on monte sur une échelle appuyée souvent sur l'arbre de transmission et en replaçant la courroie à la main, le membre ou les vêtements sont pris, et tout le corps, entraîné dans le mouvement de rotation, se brise contre les solides qu'il vient heurter.

Enfin, pour me résumer, je dirai qu'il y a, de la part de certains industriels, une tendance à mieux observer les principes de l'hygiène et de la salubrité qu'autrefois, mais, malheureusement, l'intérêt particulier fait trop souvent perdre de vue l'intérêt général. Malgré les causes d'insalubrité résultant des contraventions de nombreux industriels aux prescriptions contenues dans leurs arrêtés d'autorisation, la santé publique n'a pas été sérieusement compromise. Mais il importe qu'on ne considère pas comme la règle, ce qui n'est qu'une heureuse exception, et que, par la persuasion et la force de la loi, au besoin, les industriels soient amenés à l'accomplissement de leurs devoirs envers la société. Dans un pays plat comme le nôtre, il est nécessaire qu'en présence du grand développement de l'industrie on évite, par tous les moyens possibles, la stagnation de l'eau dans nos canaux, si on veut qu'ils ne deviennent pas semblables à ceux de Bradfort. Il importe qu'une surveillance active et éclairée soit sans cesse exercée sur les industries classées, afin d'assurer l'exécution des mesures administratives prescrites pour sauvegarder les intérêts publics et ceux des tiers.

Pour arriver à ce résultat le concours de MM. les Ingénieurs et des Agents du service des Ponts-et-Chaussées est précieux et je suis heureux de reconnaître l'indispensable utilité de leur intervention, car tous nos efforts tendent vers le même but.

Votre appui, Monsieur le Préfet, nous est plus que nécessaire et nous espérons qu'il ne nous fera pas défaut dans l'accomplissement de notre ingrate mission.

Pour rémunérer les gardes-canaux, dont les services nous ont été si utiles, j'ai l'honneur de vous inviter à proposer au Conseil général, dans sa session de 1872, de voter en leur faveur, comme les années précédentes, une gratification de 500 fr.

Agréez, Monsieur le Préfet,

l'assurance de ma respectueuse considération.

L'Inspecteur,

VICTOR MEUREIN.

ENFANTS ASSISTÉS.

RAPPORT

SUR LA SITUATION DU SERVICE.

ANNÉE 1871.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Conformément aux instructions, j'ai l'honneur de vous adresser ci-après un rapport sur la situation du service des enfants assistés du département, pendant l'année 1871.

Mouvement en 1871. (1)

1° ENFANTS D'UN JOUR A 12 ANS.

Au 1er janvier 1871, ces enfants au nombre de 969 (2), se répartissaient de la manière suivante :

---

1) Le présent rapport ne donne qu'en bloc les chiffres du mouvement des enfants assistés. Le travail statistique pour 1871 et comparatif avec l'année précédente qui y est annexé, fournit des renseignements détaillés par catégories d'enfants. Ce travail comprend 6 états récapitulatifs des enfants ressortissant aux cinq hospices de Lille, Cambrai, Douai, Dunkerque et Valenciennes.

(2) Une erreur de 100 enfants *en plus* s'était glissée l'année dernière dans le rapport de M. le Préfet. L'inspection qui venait d'être organisée ne possédait pas encore, à cette époque, les éléments nécessaires pour relever l'erreur dont il s'agit, et elle ne put la reconnaître qu'après la production des renseignements statistiques par les hospices pour l'année 1870, renseignements qui furent donnés très-tardivement et généralement d'une manière fort inexacte.

Enfants trouvés.	16		
Enfants abandonnés	773		
Orphelins pauvres.	180		
Total.	969	ci.	969

Pendant l'année 1871 , les cinq hospices dépositaires de Lille, Cambrai, Douai, Dunkerque et Valenciennes, en ont reçu. 418

Total. 1387

Dans la même année, ont été rayés des contrôles pour les causes ci-après, savoir :

Par l'effet de l'âge.	99		
Remis à leurs parents ou à des bienfaiteurs.	154		
Décédés	96		
Total.	349	ci.	349

Les enfants restants s'élevaient en conséquence au 31 décembre 1871, à. . . . 1038
et se répartissaient de la manière suivante :

Enfants trouvés.	18
Enfants abandonnés	776
Orphelins pauvres	244
Total.	1038

En rapprochant ces derniers de ceux qui existaient dans les hospices au 1er janvier 1871, l'on remarquera que l'augmentation des 69 *enfants* pour l'année 1871, porte entièrement sur la catégorie des *orphelins*, et que les deux autres catégories sont restées stationnaires.

2° PUPILLES DE L'ASSISTANCE.

Les pupilles de l'assistance, c'est-à-dire les enfants âgés de 12 à 21 ans, étaient au 1er janvier 1871, au nombre de. 427

Les enfants qui ont atteint l'âge de 12 ans pendant l'année, se sont élevés à. . . 128

Le nombre des pupilles en 1871, était donc de 555

62 pupilles ont été affranchis de la tutelle hospitalière pour les causes ci-après, avoir :

A reporter..... 555

		Report.	555
Remis à leurs parents.	30		
Arrivés à la majorité.	22		
Fugitifs	3		
Décédés	7		
Total.	62	ci.	62

Les pupilles restants au 31 décembre 1871, s'élevaient en conséquence au nombre de 493

Soit une augmentation de 66 sur l'époque correspondante de 1870.

3° ENFANTS SECOURUS TEMPORAIREMENT.

Les enfants secourus temporairement au 1er janvier 1871, étaient au nombre de.	429
Les admissions pendant l'année ayant atteint le chiffre de.	289
Le nombre des enfants secourus pendant ladite année s'est, par suite, élevé à. .	718

En déduisant de ce chiffre :

191	enfants rayés des contrôles ;
96	enfants décédés ;
287	ci. 287

Les restants au 31 décembre 1871, s'élevaient à 431

qui représentent un chiffre égal, à 2 enfants près, à celui de l'année précédente à pareille époque.

En récapitulant les trois catégories d'enfants ci-après, savoir :

1° Enfants de 1 jour à 12 ans.	1038
2° Enfants de 12 ans à 21 ans	493
3° Enfants secourus temporairement.	431
on obtient un total de	1962

enfants dont les *deux premières* catégories sont soumises à la fois à la tutelle hospitalière et administrative, et la *troisième* exclusivement à la tutelle administrative.

Sur ce nombre, les enfants de la *première* et de la *troisième catégorie*, soit 1469 enfants, se trouvaient au 31 décembre dernier à la charge du budget départemental. Les enfants de la seconde catégorie ne sont plus, à raison de leur âge, et sauf de rares exceptions, une cause de dépense pour le département.

Placement des enfants. — Situation.

En général, les enfants de tout âge se trouvent placés dans des conditions assez satisfaisantes.

En m'exprimant ainsi, je ne prétends pas dire que les personnes auxquelles ils sont confiés jouissent toutes d'une certaine aisance, c'est là malheureusement l'exception qui est loin encore de

devenir la règle si tant est qu'elle puisse jamais y arriver ; mais j'ai en vue surtout de faire connaître qu'en raison de l'affection que portent les nourriciers aux enfants, affection dont j'ai été à même de me convaincre et qui, pour un certain nombre d'élèves, revêt même le caractère d'un réel dévouement, la situation de ces derniers n'est pas mauvaise.

Il eût été par suite surprenant de souvent rencontrer un manque absolu de soins et de surveillance, et c'est en effet ce qui n'est pas arrivé, comme il est facile de s'en assurer en jetant les yeux sur les feuilles de tournées qui accompagnent le présent rapport.

En portant spécialement à ma connaissance les observations qui se sont produites au sein du Conseil général, dans sa session de l'année dernière, relativement au placement d'enfants assistés *dans des familles secourues par les bureaux de bienfaisance*, vous m'avez recommandé, Monsieur le Préfet, de veiller attentivement à l'exacte observation des prescriptions règlementaires sous ce rapport.

J'ai profité de mes tournées pour appeler sur ce point l'attention de MM. les Maires, et je les ai instamment priés en même temps de se garder de délivrer des certificats de complaisance, qui auraient pour effet de tromper la religion des administrations hospitalières sur la situation et la moralité des nourriciers et, par suite, de nuire essentiellement à l'intérêt des enfants. — J'ai l'espoir que mes démarches obtiendront de bons résultats.

Qu'il me soit permis à ce sujet, Monsieur le Préfet, de vous soumettre quelques réflexions.

Certes, je suis loin de méconnaître qu'il peut y avoir de sérieux inconvénients à confier des enfants à des familles qui ont recours à l'assistance publique ; mais ne serait-il pas à craindre qu'en repoussant systématiquement les demandes de ces familles on ne rendît, à un moment donné, le recrutement des nourriciers excessivement difficile. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le placement des garçons, surtout de ceux qui sont âgés de 10 à 12 ans, n'offre pas toujours toutes les facilités désirables.

D'un autre côté, la différence de ressources qui existe entre les familles dont il s'agit et la presque généralité de celles qui sont actuellement en possession d'élèves, se trouve si peu sensible, qu'il faudrait un œil bien exercé pour établir une distinction.

J'ajouterai que dans quelques localités disposant de revenus relativement considérables, il n'est pas rare de rencontrer parmi les familles qui participent à l'assistance publique, un assez grand nombre de personnes pour qui les secours ne sont pas d'absolue nécessité. — Ce renseignement m'a été donné par MM. les Maires eux-mêmes.

Je suis donc amené à penser qu'il y aurait peut-être lieu de ne pas se montrer trop rigoureux dans l'application des dispositions réglementaires à ce sujet.

Au surplus, Monsieur le Préfet, j'ai vérifié la situation des enfants, en nombre relativement très-restreint, qui se trouvent actuellement confiés à des familles *assistées*, et je puis vous donner l'assurance que ces enfants ne sont pas les plus mal placés.

Centres de placements.

Dans le but de faciliter la surveillance, on a maintes fois cherché, je crois le savoir, à réduire les centres de placements.

Y a t-on pleinement réussi? Il est peut-être permis d'en douter, car le nombre des communes où se trouvent actuellement placés les enfants assistés dans le département, ne s'élève pas à moins de 220. — Mais en supposant même que les tentatives à ce sujet aient été couronnées de succès,

si pour l'obtenir, il a fallu arriver à l'agglomération des enfants dans certaines localités, je me crois autorisé à dire qu'il n'y aurait pas trop lieu de s'en féliciter, au point de vue du moins de l'efficacité de la surveillance, et partant de l'intérêt des enfants. Est-il possible en effet d'admettre que dans les communes où se trouvent réunis jusqu'à 30, 40, 50 enfants et plus, les visites puissent se faire inopinément, seule manière cependant de les rendre profitables ? Poser cette question, c'est, je pense, la résoudre, et il ne me paraît pas dès lors nécessaire d'insister autrement.

Mon opinion est donc, et l'on ne m'accusera pas dans tous les cas de chercher à me désintéresser dans la question, qu'il faut avant tout s'enquérir des bons placements et les prendre partout où ils se trouvent dans le département.

Enfants conservés dans les hospices.

Les instructions ministérielles prescrivent de ne conserver dans les hospices dépositaires que les enfants atteints d'infirmités ou de maladies graves mettant complètement obstacle à leur placement. Les autres ne doivent y séjourner que pendant le temps strictement nécessaire.

Ces prescriptions sont généralement suivies. Cependant, je dois le dire, il m'a été donné de constater, et j'ai pris la liberté, Monsieur le Préfet, de vous le faire remarquer lors de la présentation des états de frais, qu'un certain nombre de sujets valides, par leur séjour prolongé dans les établissements hospitaliers, sont une cause permanente de dépenses assez élevées pour l'État et le Département.

Je me suis activement employé et ne cesserai de le faire pour arriver à modifier complètement cette situation.

Enfants placés dans des établissements spéciaux.

Les enfants placés, par mesure disciplinaire, soit à la Colonie de Saint-Bernard, soit aux Maisons du Bon Pasteur de Lille et de Loos, se trouvaient au nombre de 8 au 1er janvier 1871.

Depuis lors, 7 nouveaux enfants ont dû être renfermés dans ces différents établissements ; mais il a été possible d'en faire sortir 4, de sorte qu'il en reste actuellement 11 dont 3 à la Colonie, 5 au Bon Pasteur de Lille et 3 au Bon Pasteur de Loos.

Je veillerai à ce que leur séjour soit abrégé le plus possible.

Les 4 élèves qui sont sortis ont été assez avantageusement placés et leur conduite n'a donné lieu jusqu'ici à aucune observation.

En outre, les hospices de Lille, Douai, Cambrai et Dunkerque avaient, chacun, placé un orphelin à la Colonie agricole du Mesnil Saint-Firmin (Oise). — Deux de ces enfants âgés de 14 et de 18 ans s'y trouvent encore. Ils savent lire, écrire et calculer et s'exercent, l'un à la profession de laboureur, l'autre à celle de jardinier. Leur santé est excellente et leur conduite ne laisse rien à désirer. — Le troisième, âgé de 16 ans et qui sait également lire, écrire et calculer, est actuellement placé, bien que restant sous la surveillance du directeur de la Colonie, chez un cultivateur de la commune de Juvigny (Oise). — Quant au quatrième, âgé de 18 ans, il a été envoyé dans une maison de correction par suite d'un jugement du Tribunal de Clermont en date du 24 octobre 1868, pour sévices envers des animaux domestiques. Ce jeune homme, dès son entrée à la Colonie en 1863, avait manifesté des instincts de méchanceté très-prononcés.

L'hospice de Douai enfin, en février 1870, avait envoyé un de ses élèves âgé alors de 17 ans, dans la Colonie agricole de Mettray (Indre et Loire). Ce jeune homme en est sorti il y a environ 4 mois et a été placé par les soins mêmes du directeur de cet établissement chez un chaudronnier-ferblantier à Paris qui a pour lui une sollicitude toute paternelle.

Enfants d'origine étrangère. — Rapatriement.

Les événements de guerre ont eu pour effet de mettre momentanément obstacle aux négociations tendant au renvoi, dans leur pays d'origine, des enfants étrangers au département que certains hospices sont parfois appelés à recevoir. C'est ce qui explique qu'en 1871, 7 de ces enfants seulement ont pu être renvoyés, soit en Belgique, soit dans les départements auxquels ils appartenaient.

Le transport de ces 7 enfants a occasionné une dépense de 246 fr. 40 c.

Depuis le 1er janvier dernier, 26 enfants ont été rapatriés en Belgique et la dépense qui en est résultée, s'est élevée à 220 fr. 65 c.

Comme s le savez", Monsieur le Préfet, c'est le personnel de l'Inspection qui est actuellement chargé de la conduite desdits enfants.

Mortalité.

On avait constaté en 1870, 53 décès sur 1246 enfants âgés de 1 jour à 12 ans, et 8 décès seulement sur 479 enfants de 12 à 21 ans.

Les décès s'étaient élevés pour la même année à 32 sur 515 enfants secourus temporairement.

Voici les proportions dans lesquelles la mortalité a sévi en 1871 sur les trois catégories d'enfants précitées :

1° Enfants de 1 jour à 12 ans : 96 décès sur 1387 enfants,
soit environ 7 p. %.

2° Enfants de 12 à 21 ans : 7 décès sur 555 enfants,
soit 1 1/5 p. %.

3° Enfants secourus temporairement : 96 décès sur 718 enfants,
soit environ 13 p. %.

La mortalité, parmi les enfants admis dans les hospices, a porté surtout sur les enfants de 1 jour à un an, et au moment de l'abandon. La misère que les derniers événements ont occasionnée dans le pays n'est certainement pas étrangère à l'accroissement du chiffre des décès en 1871. Outre cette cause majeure, la variole épidémique a fait à elle seule 20 victimes parmi les enfants de 1 jour à 12 ans.

Soins médicaux.

Les médecins des bureaux de bienfaisance sont tenus, en leur dite qualité, de donner gratuitement leurs soins aux enfants assistés.

Je n'ai reçu de la part des nourriciers aucune plainte à cet égard. — J'en conclus que ces praticiens remplissent exactement leurs obligations.

Instruction.

Il est prescrit aux nourriciers d'envoyer régulièrement aux écoles communales les enfants qui ont accompli leur sixième année.

Cette prescription est généralement observée. En effet, je n'ai eu à sévir que contre quelques nourriciers qui avaient complètement méconnu leurs devoirs sous ce rapport, et le nombre de ceux à qui il a fallu adresser des observations au sujet du défaut d'assiduité aux classes des enfants, n'a pas été non plus bien considérable.

D'un autre côté, je me plais du moins à le penser, les enfants assistés fréquentant les écoles communales sont l'objet, de la part des instituteurs, des mêmes soins et des mêmes attentions que les autres élèves.

Ce n'est donc pas sans un pénible étonnement que j'ai rencontré bon nombre d'enfants de l'âge de 10 à 12 ans, sachant à peine lire et écrire.

L'instruction religieuse laisse moins à désirer, car il est assez rare de trouver un enfant parvenu à sa 12me année sans avoir fait sa première communion.

Comités de patronage.

La circulaire ministérielle du 3 août 1869 relative à l'exécution de la loi du 5 mai précédent sur le service des enfants assistés, dit ceci au sujet des comités de patronage : « Le concours de ces comités est indispensable à l'Inspecteur. »

J'ai le regret de vous le faire connaître, Monsieur le Préfet, l'œuvre des comités de patronage ne fonctionne que dans les arrondissements de Cambrai, de Dunkerque, de Valenciennes et dans 14 communes seulement sur les 85 de l'arrondissement de Lille où se trouvent actuellement placés des enfants.

Je ne désespère pas cependant de voir cette œuvre si utile progresser comme il conviendrait, car partout où je me suis rendu, j'ai reçu de MM. les Maires la promesse formelle qu'ils s'occuperaient de la question.

Les derniers bulletins de visite fournis par les comités sont annexés au présent rapport.

Secours temporaires.

Cette partie du service se trouve actuellement dans des conditions très-satisfaisantes. Quelques chiffres que je vous demande la permission de citer, Monsieur le Préfet, en donneront la preuve.

En 1870, le nombre des enfants secourus temporairement qui n'était au 1er janvier que de 249, s'élevait au 31 décembre à 429, *soit une augmentation de* 180 *enfants.*

En 1871, un équilibre presque parfait s'est produit entre les admissions et les radiations, et ce chiffre de 429 représentant le nombre des enfants secourus au 1er janvier, ne s'est trouvé dépassé que de 2 au 31 décembre de ladite année.

Depuis lors, les secours n'ont pas cessé de diminuer, et leur nombre ne s'élevait plus au 30 juin de cette année qu'à 371.

Au commencement de 1871, 4000 francs par mois suffisaient à peine au paiement des secours dont il s'agit. Aujourd'hui, ce paiement s'effectue largement en y consacrant une somme de 2600 francs.

J'ajouterai qu'un nouveau travail de révision auquel il vient d'être procédé, amènera d'ici au 1er janvier prochain la suppression de 95 secours qui, en supposant qu'ils eussent été maintenus au-delà de cette époque, auraient occasionné une dépense mensuelle de 764 francs.

Ces derniers résultats, il est vrai, n'ont pu être obtenus qu'en touchant parfois à des situations très-dignes d'intérêt, je veux parler des enfants légitimes appartenant à des familles indigentes. Mais, tout en vous proposant, Monsieur le Préfet, le retrait des secours qui avaient été accordés à ces enfants et auxquels, il faut bien le reconnaître, ils n'avaient aucun droit de participer, puisque leur assistance incombe exclusivement aux bureaux de bienfaisance, j'ai sollicité en leur faveur la continuation des allocations pendant quelques mois encore, afin de ne pas priver immédiatement les familles des ressources sur lesquelles elles avaient compté jusqu'ici, et pour permettre en même temps auxdits bureaux de bienfaisance d'aviser en temps utile aux moyens de leur venir efficacement en aide.

De cette façon, aucune atteinte ne sera portée aux sentiments d'humanité que l'on doit à ces malheureux enfants et il aura été donné satisfaction aux légitimes intérêts du département.

Mariage des filles-mères. — Allocations.

La fille-mère qui contracte mariage pendant la durée du secours accordé à son enfant peut obtenir une allocation de 60 francs qui lui est payée sur la production d'une expédition de l'acte de mariage constatant la reconnaissance de l'enfant par le père.

25 allocations de cette nature ont été accordées en 1871. C'est 10 de plus qu'en 1870.

On voit par là l'heureuse influence qu'exerce le secours temporaire sur la légitimation de enfants.

Orphelins pauvres.

En rendant compte au commencement de ce rapport du mouvement des *Enfants assistés*, j'ai fait ressortir que l'augmentation des 69 enfants pour l'année 1871 portait entièrement, sauf déduction de 5 enfants, sur la catégorie des *Orphelins pauvres.*

Déjà l'année dernière, le Conseil général, saisi de la question d'admission de ces enfants à la suite d'une réclamation de M. le Maire du Câteau, a émis l'avis qu'il n'y avait rien à changer à la marche suivie jusqu'alors, et que les secours que le département donne aux enfants assistés continueraient à être renfermés dans les limites indiquées par l'article 4 du règlement général du 21 mars 1870, ainsi conçu :

« Les orphelins pauvres sont ceux qui n'ont ni père ni mère et sont sans moyens d'existence, » soit dans leur famille, soit *par suite de l'insuffisance des ressources des établissements chari-* » *tables des communes où ils ont droit à l'assistance publique.* »

Tout en reconnaissant que la réserve insérée dans cet article et qui subordonne l'admission de ces enfants *à l'insuffisance des ressources des établissements charitables*, n'a pu être que favorable au département en diminuant ses charges, je dois dire cependant que cette réserve est en contradiction formelle avec la législation existante et la jurisprudence établie concernant les *Enfants assistés.*

Pour bien comprendre la situation qui est faite actuellement aux *Orphelins pauvres* par la loi du 5 mai 1869, permettez-moi, Monsieur le Préfet, de rappeler ici en quelques mots les principales phases par lesquelles a passé la réglementation concernant ces enfants.

Les *Enfants assistés* se divisent actuellement en quatre catégories :

1° Les enfants trouvés;

2° Les enfants abandonnés;

3° Les orphelins pauvres;

4° Les enfants secourus temporairement conservés par leurs mères.

Ces quatre catégories d'enfants sont les seules qui puissent être comprises sous la dénomination d'*Enfants assistés.* Ce qui les distingue des autres enfants indigents, c'est que la loi a créé pour leur entretien des ressources spéciales; que la dépense était même autrefois obligatoire pour le département et la commune, ce qui constituait au profit de ces enfants un véritable *droit* à l'assistance, tandis que pour les enfants de familles indigentes comme pour les pauvres en général, l'assistance est *facultative*, qu'elle soit donnée par les bureaux de bienfaisance, par la commune ou même par les hospices institués dans ce but.

Les *trois premières catégories* datent du décret du 19 janvier 1811, bien que des doutes se

soient plus tard élevés sur le point de savoir si le décret avait entendu mettre les *orphelins pauvres* à la charge obligatoire des départements et des communes, comme les enfants trouvés ou abandonnés. (Voir législation et jurisprudence sur les enfants assistés, par M. Léon Morgand, chef de bureau au Ministère de l'Intérieur).

Les uns prétendaient que l'entretien des orphelins pauvres était une charge exclusivement communale; c'est le système qui a prévalu en Belgique; d'autres ont classé ces enfants avec ceux des familles indigentes, et voici en quels termes s'exprimait l'Instruction du 8 février 1823 rendue pour l'exécution de l'Ordonnance du 31 octobre 1821 relative à l'administration des hospices et des bureaux de bienfaisance :

« On ne doit comprendre au rang des enfants abandonnés, assimilés, pour leur régime et le » mode de paiement de leur dépense, aux enfants trouvés, que les enfants délaissés dont les » père et mère sont disparus, détenus ou condamnés pour faits criminels, ou de police correc- » tionnelle. L'indigence ou *la mort naturelle des père et mère* ne sont pas des circonstances qui » puissent faire admettre leurs enfants au rang des enfants abandonnés; ils ne peuvent être » classés que parmi les *orphelins pauvres* et les enfants de familles indigentes à la charge exclu- » sive des hospices ou secours à domicile. »

Cette élimination des *Orphelins* des secours alloués aux *Enfants assistés*, provoqua, le 18 avril 1842, un rapport très-détaillé du Conseil d'État à M. le Ministre de l'Intérieur, sur la question de savoir si les dépenses *extérieures* des Orphelins pauvres devaient être à la charge des départements comme celles des enfants trouvés et abandonnés.

Sur le renvoi ordonné par M. le Ministre de l'Intérieur, le Conseil d'État reconnut, dans un avis du 20 juillet 1843, *que les orphelins pauvres devaient être assimilés aux enfants trouvés et abandonnés et que les dispositions du décret du* 11 *janvier* 1811 *devaient être également appliquées aux uns et aux autres de ces enfants.*

Dans cet avis, le Conseil d'État, après avoir fait ressortir ce que la distinction dont il s'agit a d'arbitraire, s'exprime dans l'un de ses *considérants* de la manière suivante :

« En appréciant la situation des Orphelins pauvres, on ne voit aucun motif qui ait pu les » faire éloigner des secours publics que l'on destinait aux enfants trouvés et abandonnés; ils » semblent, au contraire, avoir plus de titres à la charité publique, puisque leur position n'est » pas comme celle des autres enfants, le résultat presque constant de l'immoralité et de » l'inconduite. »

D'après l'exposé qui précéde, il me paraît démontré que l'article 4 du règlement général du 21 mars 1870 énoncé plus haut et qui fait intervenir les *établissements charitables* dans l'assistance à donner aux orphelins dans le département du Nord est, ainsi que je l'ai dit déjà, en contradiction formelle avec la législation actuelle.

Cela posé au point de vue légal, il semble difficile d'admettre que l'intérêt des orphelins qui domine en réalité toute la question, n'aurait pas à souffrir de l'inapplication des règles établies. En effet, si jusqu'ici cet intérêt a pu ne pas être trop lésé en raison de ce que les règlements antérieurs mettaient l'entretien de ces orphelins à la charge des hospices, peut-on affirmer qu'il en sera toujours de même, aujourd'hui que la loi du 5 mai 1869 a entièrement exonéré ces éta-

blissements des dépenses relatives aux enfants assistés. Les orphelins incomberaient nécessairement et uniquement aux bureaux de bienfaisance et courraient le risque de ne recevoir parfois qu'une assistance illusoire, ces bureaux ne possédant pas généralement de bien grandes ressources.

D'un autre côté, comme la loi du 5 mai 1869 a mis *un cinquième des dépenses extérieures* des enfants assistés à la charge des communes, il se pourrait, dans l'hypothèse de l'assistance des *Orphelins pauvres* par le Bureau de bienfaisance, c'est-à-dire de l'assistance locale, que la commune, tout en payant son contingent pour le service des enfants assistés en général, fut encore recherchée en cas d'insuffisance des revenus dudit bureau, pour l'entretien des *orphelins de la localité*, et il arriverait dans ce cas que cette commune serait appelée à contribuer deux fois à la même dépense.

Une autre considération, sans contredit d'une importance réelle parce qu'elle repose sur l'égalité devant la loi, c'est que cette situation créerait deux sortes de *catégories d'orphelins*, ceux de la *ville* et ceux de la *campagne*. — En effet, il existe dans presque toutes les villes des hospices qui ont des *fondations spéciales* en faveur des orphelins *de la localité*, tandis qu'il n'en existe pas ou très-peu pour ceux de la campagne. Avec les errements actuellement suivis, les premiers jouiraient d'un privilége résultant uniquement du fait de l'existence d'une *fondation* dans le lieu où ils sont nés, et, abstraction faite de l'équité qui commande la même protection pour tous les orphelins, on enlèverait à ceux de la campagne non seulement l'assistance à laquelle ils ont les mêmes droits, mais encore tous les avantages qu'ils *peuvent et doivent retirer de la tutelle hospitalière*.

Par tous ces motifs, j'estime, Monsieur le Préfet, qu'il convient d'appliquer aux *Orphelins pauvres* les dispositions qui régissent les *enfants assistés*, et de les admettre en conséquence à l'assistance départementale.

Mais afin d'alléger autant que possible les charges qui en résulteront évidemment pour le département, il sera indispensable d'apporter la plus grande circonspection dans les admissions des *enfants légitimes indigents* qui paraissent avoir été effectuées jusqu'à ce jour avec beaucoup trop de facilité *dans la catégorie des enfants abandonnés*. — On ne saurait à cet effet assez recommander à MM. les Maires et Commissaires de police la plus sérieuse attention dans la rédaction des procès-verbaux et de n'en délivrer, pour les *enfants légitimes indigents* qu'autant que l'abandon sera bien et dûment constaté et aura pour cause, soit *la disparition réelle des parents*, soit *leur emprisonnement* ou *leur admission dans un établissement hospitalier*.

Situation financière.

En abordant la partie financière du service des enfants assistés, je crois devoir rappeler que la loi du 5 mai 1869 a complètement changé la répartition des dépenses. Cette loi a eu pour but principal d'exonérer les hospices dont la plupart ne pouvaient, faute de ressources, remplir leurs obligations. Elle a transféré toutes ces obligations des budgets hospitaliers aux budgets départementaux, et pour diminuer un peu une charge sous laquelle les départements eussent eux-mêmes plié, elle a admis le concours de l'État qui, désormais, subvient aux dépenses *d'inspection et de surveillance* et *au cinquième des dépenses intérieures; un cinquième des dépenses extérieures* incombe aux communes ; et, enfin, sauf déduction du produit des *fondations spéciales*

et des *amendes de police correctionnelle*, les *quatre cinquièmes* restant dans les deux ordres de dépenses *intérieures* et *extérieures* sont mis à la charge du budget départemental.

Mais il y a lieu de remarquer d'une part, que le produit des *fondations spéciales* est nul dans le département du Nord pour le service des *enfants assistés* proprement dits, attendu que les seules fondations qui existent sont affectées à des *orphelins légitimes* de quelques localités importantes et privilégiées, et dont les hospices se sont réservé exclusivement jusqu'à ce jour, l'administration et, par suite, la surveillance des enfants en faveur desquels elles ont été instituées; d'un autre côté, la quote-part dans le contingent des amendes de police correctionnelle est de peu d'importance.

Les correctifs indiqués ci-dessus faisant défaut ou à peu près, il est évident que la nouvelle loi a eu pour effet d'augmenter sensiblement les charges du département. Cependant il y a lieu de croire qu'il n'a pas été tenu compte, malgré cela, des exigences croissantes du service si l'on compare entr'eux les chiffres des prévisions et des dépenses des années antérieures. — C'est ainsi que le crédit des dépenses intérieures et dont l'insuffisance s'était traduite par un excédant de dépense en 1870, a été diminué encore en 1871; de sorte que l'on restreignait les ressources d'un côté, tandis que de l'autre les besoins du service augmentaient d'autant plus qu'ils étaient encore aggravés par les malheureux événements survenus dans le pays.

Les inconvénients que je viens de signaler se reproduiront nécessairement encore dans les dépenses de 1872, attendu que le budget de cette année a été établi sur les mêmes bases que celui de 1870.

Il ressort en conséquence de l'examen des comptes des deux dernières années que les excédants de dépenses qui se sont produits, proviennent simultanément des causes suivantes :

1° De l'insuffisance des prévisions depuis l'application de la loi du 5 mai 1869;

2° De l'élévation notable du chiffre des *orphelins pauvres* admis au nombre des *enfants assistés* et qui, comme on l'a vu plus haut, représente la différence de 64 enfants en plus sur une augmentation totale de 69 enfants au 31 décembre 1871;

3° De la facilité avec laquelle ont été admis jusqu'à présent, au nombre des *abandonnés*, les *enfants légitimes indigents* dont l'entretien incombe exclusivement aux bureaux de bienfaisance ou aux communes en cas d'insuffisance de ressources desdits bureaux;

4° Enfin, de l'augmentation considérable des allocations de *secours temporaires* en 1870 et 1871 nécessitées par la misère due à l'interruption du travail dans les ateliers et à la cherté des vivres.

Dépenses de 1871

Les dépenses du service se sont élevées en 1871 à la somme totale de 235,984 fr. 03 c. qui se répartissent de la manière suivante entre les différents articles énoncés dans la loi du 5 mai 1869, savoir :

I. Dépenses intérieures.

1° Frais occasionnés par le séjour des enfants dans les hospices. . .	41,608 fr.	20 c.
2° Layettes	3,404	03
Total des dépenses intérieures. . . .	45,012	23

II. Dépenses extérieures.

1° Secours temporaires.	44,746	13
2° *(a)* Prix de pensions et allocations réglementaires ou exceptionnelles pour les enfants placés à la compagne ; primes aux nourriciers. . . .	98,209	30
(b) Prix de pensions pour les enfants placés dans des établissements spéciaux	1,105	93
(c) Frais d'école et fournitures scolaires	2,608	90
3° Frais de vêtures.	32,533	47
4° Frais de voyages et de déplacements.	586	72
5° Frais de registres et d'imprimés	982	45
6° Frais de maladie et d'inhumation	576	87
Total des dépenses extérieures. . . .	181,349	77

III. Dépenses d'Inspection.

Traitements et frais de tournées de l'inspecteur et du sous-inspecteur .	9,622	13

RÉCAPITULATION.

I. Dépenses intérieures.	45,012	23
II. Dépenses extérieures	181,349	77
III. Dépenses d'inspection.	9,622	13
Total général des dépenses. . . .	235,984	13

Sur cette somme de 235,984 fr. 13 c., 180,000 fr. environ incombent à la charge du département.

Les ressources prévues au budget de 1871 n'étant que de 174,000 fr., il y a donc un déficit de 61,984 fr. 13 c., qui provient tout à la fois, ainsi que cela vient d'être dit, de *l'insuffisance des prévisions*, de *l'augmentation des enfants orphelins* et du *chiffre élevé des secours temporaires*, chiffre qui a dépassé de 14,000 fr. celui de l'année précédente.

Prévisions pour le budget de 1873.

En ce qui concerne la fixation approximative de la dépense pour l'année 1873, elle reste subordonnée, on le comprendra, à la décision qui sera prise par le Conseil général dans la question

des *orphelins pauvres*. Mais en supposant même que cette Assemblée maintienne la résolution prise à cet égard dans sa session de l'année dernière, et en tenant compte aussi de la réduction notable qui se produira d'ici au 1er janvier prochain dans le chiffre des secours temporaires, je ne pense pas que le crédit à affecter au service pour ladite année puisse être inférieur à 230,000 fr., somme égale à peu près à celle dépensée en 1871. — L'augmentation croissante de la population, la cherté de la vie et, il faut bien le dire aussi, le relâchement des mœurs sont autant de causes qui, à mon avis, ne laissent guère espérer de voir diminuer sensiblement le nombre des enfants assistés.

Telle est, Monsieur le Préfet, dans son ensemble, la situation du service. Vous l'apprécierez.— Et si de cet examen pouvait ressortir la preuve que les efforts de l'Inspection en vue d'améliorer le service n'ont pas été tout-à-fait stériles, mon collaborateur et moi en serions pleinement satisfaits.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mon respectueux dévouement.

L'Inspecteur des Enfants assistés,

J. BERNARD.

Hospices dépositaires de LILLE, CAMBRAI,

RÉSUMÉ DES REGISTRES

ENFANTS ASSISTÉS de 1 jour à 12 ans. — CLASSEMENT PAR CATÉGORIES	RESTANT AU 31 DÉCEMBRE 1870. à la campagne. Garçons.	Filles.	à l'hospice. Garçons.	Filles.	TOTAL.	ADMIS EN 1871. placés en nourrice. Garçons.	Filles.	conservés à l'hospice. Garçons.	Filles.	TOTAL GÉNÉRAL.	RAYÉS DES CONTROLES. remis à des parents ou bienfaiteurs Garçons.	Filles.	ayant atteint l'âge de 12 ans Garçons.	Filles.	décédés. Garçons.	Filles.	TOTAL DES RADIATIONS.	RESTANT AU 31 DÉCEMBRE 1871. à la campagne. Garçons.	Filles.	à l'hospice. Garçons.	Filles.	TOTAL GÉNÉRAL. Garçons.	Filles.
Enfants trouvés.....	6	10	»	»	16	4	»	1	»	21	»	»	»	»	3	»	3	8	10	»	»	8	10
																						18	
Enfants abandonnés — dès la naissance.....	29	35	»	»	64	18	12	4	5	103	2	2	»	»	10	12	26	38	37	1	1	39	38
																						77	
Enfants abandonnés — dans la 1re année de la naissance.....	26	44	1	2	70	14	13	3	3	103	2	5	»	»	11	14	32	30	39	1	1	31	40
																						71	
Enfants abandonnés — postérieurement à la 1re année.....	206	191	44	26	467	43	53	26	22	611	46	40	34	23	9	13	165	189	195	42	20	231	216
																						446	
Enfants de détenus.....	23	26	7	3	59	17	18	11	7	112	19	19	6	6	3	»	53	19	25	11	4	30	29
																						59	
(1) Hospice de Douai. Enfants abandonnés et enfants de détenus....	48	43	13	9	113	19	23	»	»	155	7	4	4	7	3	7	32	55	43	11	14	66	57
																						123	
Orphelins pauvres.....	92	75	8	5	180	42	39	15	6	282	5	3	11	8	8	3	38	115	100	18	11	133	111
																						244	
TOTAL GÉNÉRAL...	430	424	73	45	969	157	158	60	43	1387 »	81	73	56	43	47	49	349	454	449	84	51	538	500
																						1038	

(a) Malgré des instances réitérées, tous les hospices du département ont compris les *frais de vêtures* dans les dépenses *intérieures*, sous prétexte que le cadre du présent état n'a pas été changé et mis en harmonie avec les dispositions de la loi du 5 mai 1869.

DOUAI, DUNKERQUE et VALENCIENNES.

MATRICULES (2, 2 bis & 2 ter.)

DÉPENSES.

EXTÉRIEURES.

PENSIONS. 1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	FRAIS DIVERS. École.	Médecine.	Inhumation.	INDEMNITÉS. du 1er âge	de 50 fr.	de trousseau à 12 ans.	Frais divers et dépenses de voyages des nourrices et patrons.	TOTAL.
fr. c. 405 53	fr. c. 420 73	fr. c. 548 69	fr. c. 470 63	fr. c. 63 50	fr. c. 40 20	fr. c. 10 »	fr. c. 24 20	fr. c. »	fr. c. » »	fr. c. » 80	fr. c. 4924 28
2,153 33	2,285 63	2,431 49	2,451 88	58 25	55 85	65 »	398 69	» »	» »	7 31	9,907 43
1,924 15	2,101 31	2,218 51	2,088 06	131 »	42 50	90 »	222 52	» »	» »	16 93	8,834 98
10,104 21	9,845 19	10,108 06	9,824 12	1,456 25	132 27	85 »	» »	200 »	1,673 71	439 94	43,868 75
1,074 65	1,200 45	1,136 29	1,093 10	126 75	13 »	10 »	20 93	50 »	161 25	56 64	4,943 06
2,425 25	2,223 80	2,406 55	2504 90	123 55	» »	35 »	97 95	» »	» »	» »	9,817 »
4,142 13	4,720 80	5,314 98	5,302 31	649 60	13 05	15 »	73 84	» »	2,389 48	65 10	22,686 29
22,229 25	22,797 91	24,134 57	23,735 »	2,608 90	266 87	310 »	838 13	250 »	4,224 44	586 72	104,981 79

INTÉRIEURES.

Frais de layettes et de vêtures. (a)	Frais de séjour à l'hospice.	Subventions pour enfants infirmes.	Frais divers.	TOTAL.
fr. c. 523 62	fr. c. 54 60	jr. c. »	fr. c. »	fr. c. 575 22
2,796 12	267 »	» »	» »	3,063 12
1,833 44	624 60	2 »	31 »	2,488 04
13,677 46	15,403 60	108 »	428 »	29.617 06
1,647 79	3,063 »	» »	40 »	4,750 79
» »	» »	» »	» »	» »
6,460 06	3,831 60	17 »	429 »	10,737 66
26,938 49	23,238 40	127 »	928 »	54,231 89
				13,282 44 (2)
				64,514 30

(1) Dans l'hospice de Douai, toutes les trois catégories d'*Enfants abandonnés* et celle des *Enfants de détenus*, ont été confondues en une seule. — Le même hospice n'a pas donné le détail de ses dépenses *intérieures*. (Voir ci-dessous (2).

(2) Chiffre en bloc des dépenses *intérieures* de l'hospice de *Douai*.

RÉSUMÉ DU LIVRE DE TUTELLE (N° 3).

PUPILLES ayant atteint leur 12e année.			PUPILLES DE 12 A 21 ANS																	
			PLACÉS EN APPRENTISSAGE				Maintenus ou rentrés à l'hospice dépositaire.		Remis à la famille ou à des bienfaiteurs.		Entrés au service militaire.	Mariés.		Ayant atteint leur majorité dans le courant de l'année.		Élèves fugitifs.		Décédés dans le courant de l'année.		Restant au 31 décembre 1871.	
			chez leurs nourriciers.		chez des patrons.															
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Antérieurement à 1871.	(1) 250	(2) 177	129	94	94	61	27	22	8	7	»	»	»	11	10	2	1	5	2	224	157
En 1871.....	72	56	35	31	23	14	14	11	6	9	»	»	»	1	»	»	»	»	»	65	47
	322	233	164	125	117	75	41	33	14	16	»	»	»	12	10	2	1	5	2	289	204
	555		Garçons..... 322 Filles..... 233 } 555											62 { 33 29						493	

(1) 6 garçons à la colonie de Saint-Bernard, à Loos.
1 garçon à la colonie de Mesnil-St.-Firmin.
1 garçon à la colonie de Mettray.

(2) 4 filles au Bon-Pasteur, à Lille.
1 fille au Bon-Pasteur, à Loos.

RÉSUME DU REGISTRE RÉCAPITULATIF (N° 5).

DIVISION PAR CATÉGORIE.	ENFANTS																					
	SOUMIS A LA TUTELLE HOSPITALIÈRE, PLACÉS :											AFFRANCHIS DE LA TUTELLE HOSPITALIÈRE PAR :										décédés dans le courant de l'année.		Restant au 31 décembre 1871.	
	à l'hospice.		en nourrice.		EN APPRENTISSAGE chez des cultivateurs.		EN APPRENTISSAGE chez des artisans.		comme domestiques.		TOTAL.	réclamation des familles ou des bienfaiteurs.		mariage.		engagement militaire.	ayant atteint leur majorité dans le courant de l'année.		élèves fugitifs.		TOTAL.				
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Pupilles immatriculés antérieurement au 1er janvier 1871.....	93	59	457	427	57	36	126	81	18	31	751	654	32	25	»	»	»	8	9	1	»	41	34	12	21	698	579
Enfants trouvés.....	1	»	4	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	2	«
Enfants abandonnés ...	42	39	109	119	5	1	17	11	»	2	173	172	57	61	»	»	»	5	8	»	»	62	69	26	27	85	76
Hospice de Douai (1) — Tutelle. — Enfants confiés.	»	»	9	9	»	»	»	»	»	»	9	9	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	8	9
Orphelins pauvres.....	20	6	32	39	»	»	»	»	»	«	52	45	4	3	»	»	»	3	4	»	»	7	4	9	3	36	38
TOTAUX.....	156	104	611	594	62	37	143	92	18	33	990	860	93	89	»	»	»	17	18	1	»	111	107	50	51	829+702 = 1531 (2)	

(1) L'hospice de Douai à confondu les 3 catégories d'enfants de 12 *à* 21 *ans* en une seule, sous la rubrique *d'enfants confiés*.

(2) Ce total comprend les *enfants confiés* qui font l'objet de la note ci-contre.

RESUMÉ DU LIVRE-JOURNAL (N° 1).

MOIS de L'ADMISSION.	NOMBRE DES ADMISSIONS PAR CATÉGORIE.									TOTAL GÉNÉRAL par mois.	OBSERVATIONS. (Indiquer dans cette colonne les faits principaux ou exceptionnels et la série des numéros matricules.)
	ENFANTS TROUVÉS.			ENFANTS ABANDONNÉS			ORPHELINS PAUVRES.				
	Garçons	Filles.	TOTAL.	Garçons	Filles.	TOTAL.	Garçons	Filles.	TOTAL.		
Janvier.	»	»	»	8	17	25	1	3	4	29	
Février.	»	»	»	13	10	23	3	5	8	31	
Mars.	»	»	»	18	19	37	6	6	12	49	
Avril	»	»	»	9	19	28	10	10	20	48	
Mai	1	»	1	9	18	27	4	6	10	38	
Juin	2	»	2	23	16	39	4	3	7	48	
Juillet	»	»	»	14	14	28	5	3	8	36	
Août.	»	»	»	13	10	23	2	1	3	26	
Septembre	»	»	»	15	7	22	10	1	11	33	
Octobre	2	»	2	9	10	19	6	2	8	29	
Novembre	»	»	»	9	9	18	3	1	4	22	
Décembre	»	»	»	15	9	24	3	4	7	31	
TOTAL par SEXE. Garçons.	5	»	»	155	»	»	57	»	»	217	420
TOTAL par SEXE. Filles . .	»	»	»	»	158	»	»	45	»	203	

RÉSUMÉ DU REGISTRE DES DÉCÈS (N° 4).

DÉCÈS PAR AGE.	DÉCÈS PAR CATÉGORIE. — 1° ENFANTS TROUVÉS — décédés à l'hospice par suite — de maladie. 1	d'accident. 2	d'épidémie. 3	décédés à la campagne par suite — de maladie. 4	d'accident. 5	d'épidémie. 6	2° ENFANTS ABANDONNÉS — décédés à l'hospice par suite — de maladie. 7	d'accident. 8	d'épidémie. 9	décédés à la campagne par suite — de maladie. 10	d'accid nt. 11	d'épidémie. 12	3° ORPHELINS PAUVRES — décédés à l'hospice par suite — de maladie. 13	d'accident. 14	d'épidémie. 15	décédés à la campagne par suite — de maladie. 16	d'accident 17	d'épidémie. 18		OBSERVATIONS.	
GARÇONS.																				1 Carreau.	4
Dans le premier mois.	»	»	»	1 (x)	»	»	4 (8, 17, 20, 22)	»	»	4 (17, 15)	»	»	2 (12, 19)	»	1 (24)	»	»	»		2 Cholérine	2
D'un mois à 1 an...	1 (23)	»	»	»	»	1 (24)	4 (5, 9, 2)	»	»	9 (1, 4, 5, 10, 21)	»	»	»	»	»	2 (3)	»	»		3 Convulsions	6
De 1 à 2 ans .	»	»	»	»	»	»	1 (10)	»	2 (24)	»	»	»	»	»	»	»	»	»		4 Coqueluche	4
2 à 3 ..	»	»	»	»	»	»	1 (21)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		5 Croup	1
3 à 4 ..	»	»	»	»	»	»	1 (3)	»	»	1 (15)	»	»	1 (15)	»	»	»	»	»		6 Dépérissement progressif spécifique	1
4 à 5 ..	»	»	»	»	»	»	1 (3)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		7 Éclampsie.	1
5 à 6 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (13)	»	»	»	»	»	»	»	»		8 Entérite.	2
6 à 7 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (27)	»	»	»	»	»		9 Entérite aigue . . .	1
7 à 8 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (25)	»	»	»	1 (27)	»	»		10 Entérite chronique .	2
8 à 9 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 (21)	»	2 (24)	»	»	»	»	»	»		11 Éruption papuleuse.	1
9 à 10 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		12 Faiblesse de constitution	4
10 à 11 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (27)	»	»	»	»	»	»	»	»	»		13 Gastro-entérite chronique	2
11 à 12 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (21)	»	»		14 Hydrocéphale . . .	1
TOTAL.....	1	»	»	1	»	1	12	»	3	17	»	3	4	»	1	4	»	»	47	15 Méningite	6
FILLES.																				16 Mésentérite tubercul.	1
Dans le premier mois.	»	»	»	»	»	»	3 (2, 12)	»	1 (24)	»	»	»	»	»	»	1 (18)	»	»		17 Muguet	3
D'un mois à 1 an...	»	»	»	»	»	»	4 (6, 15, 16, 27)	»	1 (24)	10 (1, 2, 3, 4, 8, 13)	»	2 (24)	1 (11)	»	»	»	»	»		18 Muguet et diarrhée.	1
De 1 à 2 ans..	»	»	»	»	»	»	1 (x)	»	»	7 (1, 21, 15)	»	»	»	»	»	»	»	»		19 Phthisie méningée .	1
2 à 3 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 (3)	»	1 (27)	»	»	»	»	»	»		20 Phthisie pulmonaire.	4
3 à 4 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (14)	»	1 (24)	»	»	»	»	»	»		21 Pneumonie et bronch.	9
4 à 5 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 (15, 24)	»	1 (26)	»	»	»	1 (24)	»	»		22 Syphilis.	1
5 à 6 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	2 (24)	»	»	2 (24)	»	»	»	»	»	»		23 Tuberculose de l'espace perforé antér.	1
6 à 7 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (x)	»	»	»	»	»	»	»	»		24 Variole	18
7 à 8 ..	»	»	»	»	»	»	1 (20)	»	»	»	»	1 (24)	»	»	»	»	»	»		25 Variole hémorrhag.	1
8 à 9 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (24)	»	»	»	»	»	»		26 Variole rubéolique .	1
9 à 10 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		27 Fièvre typhoïde . .	5
10 à 11 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (20)	»	»	»	»	»	»	»	»		x Inconnus	12
11 à 12 ..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
TOTAL.....	»	»	»	»	»	»	9	»	4	24	»	9	1	»	»	2	»	»	49	TOTAL . . .	96
RÉCAPITULATION :																					
Garçons.....	1	»	»	1	»	1	12	»	3	17	»	3	4	»	1	4	»	»	47		
Filles.....	»	»	»	»	»	»	9	»	4	24	»	9	1	»	»	2	»	»	49		
TOTAL GÉNÉRAL..	1	»	»	1	»	1	21	»	7	41	»	12	5	»	1	6	»	»	96		

4774

RÉSUMÉ DU REGISTRE DES SECOURS TEMPORAIRES (N° 6).

MOUVEMENT.

ADMIS.	ENFANTS SECOURUS.						RAYÉS des contrôles.		DÉCÉDÉS dans le courant de l'année				TOTAL.		RESTANT au 31 décembre 1871.		ENFANTS LÉGITIMÉS postérieurement à l'allocation du secours temporaire.		
	élevés à la maison maternelle		élevés en nourrice.		TOTAL.				chez leurs mères.		en nourrice.								
	Garçons	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Total.
(a) Inscrits au 31 décembre 1868.	139	175	»	»	139	175	85	101	»	»	»	»	85	101	54	74	»	»	»
1869.	75	78	»	»	75	78	6	12	5	9	»	»	11	21	64	57	7	8	15
1870.	127	139	»	»	127	139	44	13	12	20	»	»	53	33	74	106	6	9	15
TOTAL...	341	392	»	»	341	392	132	126	17	29	»	»	149	155	192	237	13	18	30
En 1871 ..	157	132	»	»	157	132	85	106	49	47	»	»	134	153	23	en moins 21 à retrancher.	7	18	25
TOTAL.-.	498	524	»	»	498	524	217	232	66	76	»	»	283	308	215	216	20	35	55
					1022								591		431				

DÉPENSES.

FRAIS OBDINAIRES.				FRAIS ACCESSOIRES.					
1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Layettes et vêtures.	Assistance médicale.	Frais d'inhumation.	Légitimation de l'enfant. Indemnité réglementaire.	Frais divers.	TOTAL.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3791	4136	4750	4870	1398 60	»	»	(b) 1500	»	20445 60
5498	5677	6233	8092	3250 70	»	»	(c) 1000	»	29750 70
9289	9813	10983	12962	4649 30	»	»	2500	»	50196 30
10302	10922	10014	8965	3043 13	»	»	(d) 1500	»	(e) 44746 13
19591	20735	20997	21927	7692 43	»	»	4000	»	94942 43

(a) Les inscriptions incomplètes du registre ne permettent pas de donner un détail exact de 1863 au mois de *mars* 1871, époque à laquelle l'inspection a été organisée. Les renseignements postérieurs à cette date y sont portés avec la plus rigoureuse exactitude.

Les erreurs signalées depuis la production du travail du travail statistique de 1870 ont même nécessité une rectification complète des chiffres présentés l'année dernière.

(b) Cette somme représente 15 allocations de 100 fr. chacune.

(c) Cette somme représente 3 allocations de 100 fr., une de 40 fr. et 11 de 60 fr.

(d) Cette somme représente 25 allocations de 00 fr.

(e) La dépense totale de 1871 dépasse de 14,995 fr. 43 c. celle de 1870. Cette différence reprérésente bien le montant des allocations payées *en plus* en 1871. — En effet, *pendant l'année* 1870, les secours se sont élevés à 515; tandis que *pendant l'année* 1871, il en a été payé 718, soit une différence de 203 *en plus*. — Toutefois par suite de radiations effectuées pendant cette dernière année, le nombre des secours au 31 décembre était reduit à *deux près* à celui de l'année précédente à pareille époque.

TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

RAPPORT

A MONSIEUR LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DU NORD.

Valenciennes, le 16 juillet 1872.

MONSIEUR LE PRÉFET.

J'ai l'honneur de vous adresser le projet d'ordre de service que MM. les Ingénnieurs ordinaires des Mines du département du Nord ont rédigé pour organiser le service de MM. les Inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures.

Cet ordre de service est accompagné des modèles de registres et de rapports que ces fonctionnaires devront tenir et adresser à l'Administration.

Je n'ai point, Monsieur le Préfet, à vous présenter des observations sur ce travail, par ce motif qu'avant sa rédaction définitive, je me suis mis d'accord avec MM. Duporcq et Matrot.

Je le soumets donc purement à votre examen, et si vous l'appréciez, nous le transmettrons à MM. les Inspecteurs afin qu'ils aient à s'y conformer.

Je crois qu'avec cette organisation, ce service si important pour le département du Nord marchera d'une manière satisfaisante, et que vous n'ignorerez aucun des faits essentiels.

Je devrais vous faire actuellement, Monsieur le Préfet, mon rapport sur ce service de surveillance pendant l'année 1871 ; malheureusement je n'ai aucun renseignement nouveau à vous fournir, et faute de personnel, la surveillance de MM. les Ingénieurs des Mines a été plutôt moins grande pendant l'année 1871.

Cette situation s'explique parfaitement.

Dans le sous-arrondissement minéralogique de Valenciennes, l'accroissement continu que prend l'extraction de la houille rend la surveillance des travaux plus grande, et exige plus de temps pour les enquêtes à la suite d'accidents et de blessures.

Dans le sous-arrondissement minéralogique de Lille, le développement de l'industrie augmente le travail de surveillance des appareils à vapeur, et, en 1871, ainsi que pendant les premiers mois de 1872, par suite de l'encombrement qui existait sur les chemins de fer, le service du contrôle du chemin de fer du Nord a exigé beaucoup de travail de la part de l'Ingénieur des Mines en résidence à Lille. Ces MM. n'ont pu donner que peu de temps au service de surveillance du travail des enfants, et ont constaté que la loi n'était pas mieux observée que dans les années précédentes.

Il y a tout lieu de croire qu'avec le concours des deux Inspecteurs que le Conseil général du Nord a bien voulu nommer, cette situation va changer, et que la loi sera rigoureusement observée par tous les industriels.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Préfet, avec respect, votre obéissant et dévoué serviteur

L'Ingénieur en chef des Mines,

J. DE CLERCQ.

ORGANISATION DU SERVICE DES INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX DU TRAVAIL DES ENFANTS.

Ordre de service N° 1.

I. — Les inspecteurs départementaux du travail des enfants dans les manufactures exercent leurs fonctions sous les ordres des ingénieurs ordinaires des mines chargés des sous-arrondissements minéralogiques auxquels ils sont attachés. Ils adressent leurs rapports à ces ingénieurs qui les transmettent, s'il y a lieu, à l'ingénieur en chef.

2. — Les inspecteurs du travail des enfants visitent le plus souvent possible, et au moins une fois chaque année, tous les établissements soumis à leur surveillance.

Ils adressent avant le 15 de chaque mois aux ingénieurs sous les ordres desquels ils sont placés le projet des tournées qu'ils se proposent de faire dans le cours du mois suivant. Ce projet leur est renvoyé avant la fin du mois avec les modifications jugées nécessaires par les ingénieurs. *(Voir le modèle de projet de tournées ci-joint : modèle* ***L****.)*

3. — Les inspecteurs tiennent un carnet de service sur lequel ils inscrivent, séance tenante, un procès-verbal détaillé de toutes les constatations faites dans chaque établissement visité. Ce carnet est soumis tous les mois au visa des ingénieurs.

4. — Les inspecteurs signalent immédiatement par rapports spéciaux adressés aux ingénieurs les faits d'une gravité exceptionnelle constatés dans les visites. Ces rapports sont transmis par les ingénieurs ordinaires à l'ingénieur en chef qui les transmet à son tour au Préfet.

5. — Les inspecteurs rendent régulièrement compte des visites par eux faites dans les établissements industriels au moyen de rapports hebdomadaires adressés aux ingénieurs. Ces rapports contiennent, outre les observations générales suggérées aux inspecteurs par les constatations faites pendant la semaine écoulée, un état nominatif des établissements visités donnant pour chacun d'eux les renseignements s atistiques les plus essentiels, un résumé des constata-

tions relatives à l'emploi des enfants et une appréciation sommaire de la situation de l'établissement au point de vue de la sécurité, de la salubrité, de la décence et de la moralité. (*Voir le modèle de rapport hebdomadaire ci-joint : modèle A.*)

6. — A la fin de chaque trimestre, les inspecteurs dressent, pour chacun des arrondissements de sous-préfecture compris dans leur circonscription, un relevé nominatif de tous les établissements visités pendant le trimestre écoulé. Cet état, qui reproduit intégralement les renseignements contenus dans les états hebdomadaires, est accompagné d'un rapport d'ensemble sur la situation du service dans l'arrondissement. *(Modèle A, dans lequel les mots : hebdomaire et semaine sont remplacés par les mots : trimestriel et trimestre).*

Les rapports et états trimestriels sont remis par les inspecteurs aux ingénieurs ordinaires et transmis par ceux-ci, avec leurs observations, à l'ingénieur en chef qui les transmet à son tour au Préfet.

7. — Les procès-verbaux de contraventions dressés par les inspecteurs (1) sont affirmés par eux, dans les trois jours, devant le juge-de-paix ou le maire, soit du lieu de la contravention, soit de la résidence de l'inspecteur, visés pour timbre, enregistrés en débet et adressés aux ingénieurs ordinaires qui les transmettent aux Procureurs de la République.

Les inspecteurs doivent établir tous les trois mois, pour chacun des arrondissements compris dans leur circonscription, un relevé des procès-verbaux dressés pendant le trimestre écoulé. Ces relevés sont joints aux rapports trimestriels. (*Voir le modèle de relevé des procès-verbaux modèle B.)*

Les procès-verbaux sont transcrits sur un registre spécial tenu par chaque inspecteur *(Modèle C.)*

8. — Les contraventions légères ou excusables, qui ne sont pas déférées à l'autorité judiciaire, donnent lieu à des avertissements écrits des ingénieurs. Ces avertissements préparés par les inspecteurs sont soumis par eux à la signature des ingénieurs et adressés aux contrevenants par l'intermédiaire des maires. La remise en est constatée au moyen de bulletins qui sont renvoyés par les maires aux ingénieurs. Tous les avertissements sont inscrits sur un registre spécial tenu par chaque inspecteur pour sa circonscription. (*Voir le modèle de registre des avertissements ci-joint : modèle D, ainsi que les spécimens d'avertissements, de lettres d'envoi aux maires et de bulletins de modification, modèles E, F et G.)*

9. — Outre les registres des procès-verbaux et des avertissements ci-dessus mentionnés, chaque inspecteur tiendra un registre d'entrée et de sortie, un registre de correspondance et un registre d'inventaire *(Voir les modèles H, I et J).*

10. — Les inspecteurs tiendront également un registre renfermant la liste générale des manufactures soumises à la loi sur le travail des enfants. Celles-ci seront mentionnées par com-

---

(1) Voir ci-joint le modèle de procès-verbal (modèle P.)

mune et par arrondissement. A la fin du registre, un tableau résumé par genre d'industrie indiquera le nombre d'établissements relatifs à chaque industrie.

Ce registre sera constamment mis au courant. Il en sera tenu un double dans les bureaux des ingénieurs ordinaires par les soins des inspecteurs. Le tableau récapitulatif sera renouvelé à la fin de chaque année. *(Voir les modèles M et N.)*

11. — Les inspecteurs établiront pour chacune des manufactures une feuille individuelle sur laquelle ils reporteront, après chaque visite, les renseignements statistiques recueillis et le résumé des constatations faites. Ces feuilles, déposées aux archives du bureau des inspecteurs, seront classées par commune et par arrondissement. Les procès-verbaux de contraventions et les avertissements y seront exactement mentionnés *(Voir le modèle K.)*

12. — En dehors des tournées de service approuvées par les ingénieurs, les inspecteurs ne devront pas s'absenter de leur résidence sans une autorisation spéciale.

Les permissions d'absence de moins de cinq jours pourront leur être accordées par les ingénieurs ordinaires. Celles de cinq à dix jours pourront être accordées par l'ingénieur en chef. Au-delà de dix jours les permissions d'absence ne seront accordées que par le Préfet.

Dans tous les cas, les demandes de permissions seront adressées par les inspecteurs aux ingénieurs ordinaires qui les transmettront, s'il y a lieu, à l'ingénieur en chef.

13. — Les détails d'exécution qui ne sont pas prévus par le présent ordre de service seront réglés par les ingénieurs ordinaires sous réserve de l'approbation de l'ingénieur en chef et du Préfet.

Proposé par les Ingénieurs soussignés :

Lille et Valenciennes, le 10 juillet 1872.

E. DUPORCQ. A. MATROT.

Vu et approuvé :

Valenciennes, le 15 juillet 1872,

L'Ingénieur en chef des Mines,

J. DE CLERCQ.

RAPPORT DE L'INGENIEUR DES MINES

sur le travail des enfants dans les manufactures du sous-arrondissement minéralogique de Valenciennes, pendant l'année 1871.

Pendant l'année **1871**, il a été consacré pour l'inspection du travail des enfants dans les manufactures du sous-arrondissement minéralogique de Valenciennes, 4 jours de tournées par mon prédécesseur et **27** par moi ; le Garde-Mines de Valenciennes a fait également quelques tournées en vue de cette inspection. Ces tournées, opérées dans le double but de l'inspection des appareils à vapeur et du travail des enfants, ont permis la visite d'environ **120** établissements. Les résultats généraux de ces visites ont été consignés dans mon rapport du **21** octobre **1871**, rédigé en vertu de la circulaire ministérielle du **28** février **1870** ; j'en rappellerai ici les traits essentiels.

Les établissements soumis au régime de la loi du **22** mars **1871**, sont au nombre de **313**, savoir :

	Nombre d'établissements.	Ouvriers.	Enfants.
Arrondissement de Valenciennes. . . .	158	15,274	2,160
Id. d'Avesnes	106	12,552	2,040
Id. de Cambrai	49	7,727	1,393
TOTAL. . . .	313	35,553	5,593

Outre ces établissements, il s'en trouve quelques-uns qui emploient des enfants, sans être soumis à la loi de **1841** parce qu'ils n'occupent pas **20** ouvriers, ou n'ont pas de moteur, et ne

sont pas à feu continu. Un nouveau tableau, dressé le 22 novembre 1871, en exécution de la circulaire ministérielle du 12 septembre 1871, a donné les résultats suivants pour tous les établissements occupant des enfants :

	NOMBRE d'établissements.	ADULTES.		ENFANTS.	
		Hommes.	Femmes.	Garçons.	Filles.
Arrondissement de Valenciennes	182	13,696	1,768	1,491	746
Id. d'Avesnes	143	10,937	1,761	1,509	584
Id. de Cambrai.	75	5,206	2,703	865	639
TOTAUX	400	29,839	6,232	3,865	1,969
		36,071		5,834	

D'une manière générale on peut dire que la loi du 22 mars 1841 n'est observée nulle part ; j'en excepte les mines qui ne sont pas régies par cette loi. Dans les grands établissements, la loi est observée ordinairement quant à son esprit, on y entoure les enfants de sollicitude et on se préoccupe suffisamment de leur instruction et de leur moralité. C'est dans les petits établissements que les abus les plus sérieux sont commis. On sait déjà que, faute de personnel, il a été jusqu'ici impossible à l'Administration des mines de poursuivre d'une manière efficace le redressement des abus.

Les enfants ont la plupart du temps des livrets ; ceux-ci sont assez bien tenus dans les grands établissements ; ils le sont très-mal dans les petits, et souvent ils n'existent pas. Nulle part les livrets, quand ils existent, ne renferment les indications complètes exigées par la loi.

Il n'y a que dans quelques grands établissements, qu'on peut être assuré que les enfants âgés de moins de douze ans suivent l'école, et qu'ils n'en sont dispensés de douze à seize ans qu'autant qu'ils connaissent les éléments de l'instruction primaire. En général, les patrons ne se préoccupent pas assez et quelquefois pas du tout de la question d'instruction des enfants qu'ils emploient.

La durée du travail et le travail de nuit ne sont pas réglementés conformément à la loi. Le dimanche est peu observé.

Il est excessivement rare que la loi soit affichée, et nulle part il n'existe de règlement intérieur destiné à en assurer l'exécution.

On voit, par ce résumé général, combien peu la loi est observée, et combien est utile la mesure prise par le Conseil général du Nord d'adjoindre aux ingénieurs des mines des inspecteurs spéciaux du travail des enfants dans les manufactures.

L'inspecteur de Valenciennes est installé et a déjà commencé ses visites d'inspection ; je l'ai dernièrement présenté dans plusieurs grands établissements métallurgiques de Maubeuge. Il a parcouru plusieurs établissements de Valenciennes et d'Anzin, et je ne doute pas qu'il remplisse ses fonctions avec zèle et avec l'exactitude qui doit assurer le succès et amener les fruits de son inspection. Un ordre de service est présenté par mon collègue de Lille et moi pour régler le travail de ces inspecteurs, et il sera mis à exécution dès qu'il sera approuvé par M. le Préfet. On peut voir par cet ordre de service que, chaque trimestre, un rapport sera rédigé par arrondissement et donnera la liste détaillée et nominative des établissements visités et des contraventions constatées dans chacun d'eux ; l'Administration sera donc dorénavant toujours au courant de la situation de tous les établissements du Nord en ce qui concerne le travail des enfants, et pourra provoquer les mesures qu'elle jugerait utiles pour réprimer des fautes et des abus.

En même temps l'ordre de service prescrit aux inspecteurs de poursuivre toutes les contraventions, soit par avertissements, soit par procès-verbaux de contravention.

On peut donc considérer le service de l'inspection du travail des enfants dans les manufactures comme devant se faire désormais avec régularité, et au besoin avec sévérité ; et il pourra à l'avenir être mis sous les yeux du Conseil général le résultat des travaux accomplis, la liste détaillée des établissements visités, des contraventions constatées, des procès-verbaux dressés.

Valenciennes, le 17 juillet 1872.

L'Inspecteur des Mines,

E. DUPORCQ.

Vu : Valenciennes, le 22 juillet 1872

L'Ingénieur Chef des Mines,

J. DE CLERCQ.

INSTRUCTION PRIMAIRE

RAPPORT

DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Sur la situation du service de l'instruction primaire
pendant l'année scolaire 1871-1872.

(Art. 46 de la loi du 15 mars 1850).

CHAPITRE Ier.

Statistique

Nous donnons ci-dessous l'état statistique des écoles et de leur population au 1er janvier 1872.

							Différences avec 1871-1872.
Nombre des écoles publiques.	Garçons.	Laïques	503	568	1251		
		Congréganistes	65				
	Mixtes.	Laïques	168	175			
		Congréganistes	7				
	Filles.	Laïques	256	508			
		Congréganistes	252				
							+ 9
Nombre des écoles libres.	Garçons.	Laïques	61	98	359		
		Congréganistes	37				
	Mixtes.	Laïques	5	5			
		Congréganistes	»				
	Filles.	Laïques	107	256			
		Congréganistes	149				
							— 17

			Payants.	Gratuits.	Total.			Différences avec 1870-71
Nombre des élèves des écoles publiques.	Garçons.	Laïques.	28 109	36 036	64 145	87 173	171 684. . .	— 12 473
		Congréganistes	2 890	20 138	23 028			
	Mixtes. .	Laïques.	4 884	5 010	9 894	10 572		
		Congréganistes	319	359	678			
	Filles. . .	Laïques.	12 468	15 038	27 506	73 939		
		Congréganistes	15 095	31 338	46 433			
Nombre des élèves des écoles libres.	Garçons.	Laïques.	3 157	652	3 809	9 088	33 585. . .	— 1 992
		Congréganistes	2 971	2 308	5 279			
	Mixtes. . .	Laïques	50	96	146	146		
		Congréganistes	»	»	»			
	Filles. . .	Laïques	7 267	217	7 484	24 351		
		Congréganistes	11 641	5 226	16 867			

SALLES D'ASILE.

Nombre de salles d'asile.	Publiques	Laïques	40	135	+	2
		Congréganistes	95			
	Libres. . .	Laïques	28	106	+	2
		Congréganistes	78			
		Total des salles d'asile.		241	+	4
Nombre d'enfants reçus dans les salles d'asile.	Publiques	Laïques	851	4 028	4 879	33 550	+	2 955
		Congréganistes	10 231	18 440	28 671			
	Libres. . .	Laïques	1 212	176	1 388	9 820	—	930
		Congréganistes	5 261	3 171	8 432			
		Total.				43 370	+	2 025

COURS D'ADULTES.

Cours d adultes .	Publics. .	Hommes.	439	553	—	22
		Femmes	99			
	Libres. . .	Hommes	6	11	+	2
		Femmes	5			
		Total.		549	—	20
Auditeurs des cours.	Publics. .	Hommes.	15 134	18 081	—	931
		Femmes.	2 947			
	Libres. . .	Hommes.	464	614	—	50
		Femmes	150			
		Total.		18 695	—	981

Total des établissements scolaires réguliers (écoles et asiles). . .	1.851	—	4
Total général des élèves	267.334	—	15.421
Enfants encore privés de toute instruction	10.000 environ.		

Ce chiffre désolant est peut-être au-dessous de la réalité. N'est-il point, à lui seul, une preuve irréfragable de la nécessité des modifications à apporter à la loi de 1841 sur le travail des enfants? Ne sommes-nous pas amenés à constater, une fois de plus, que la gratuité la plus large pour ceux qui ne peuvent payer et l'obligation pour tous sont, comme l'a reconnu le Conseil général, d'une urgence évidente?

Bien que nous ayons neuf écoles publiques nouvelles, nous trouvons une diminution de 12 473 enfants. Nous attribuons cette différence considérable à deux causes: 1° au lieu de prendre, comme les années précédentes, le nombre d'inscriptions, c'est-à-dire le chiffre des enfants ayant passé plus ou moins de temps à l'école, nous avons pensé qu'il était préférable d'établir la situation exacte des élèves présents au 1er janvier, c'est-à-dire comptant un tri mestre au moins de fréquentation; 2° le chômage des manufactures avait produit, l'année dernière, une grande augmentation (12.358) sur la fréquentation ordinaire; cette année, les enfants étant retournés à leurs ateliers, nous revenons à peu près au chiffre normal (170,000).

De nouvelles mesures ont été prises en faveur des fonctionnaires de l'enseignement. Traitements.

1° A partir du 1er janvier dernier, toute institutrice, tout instituteur admis à faire valoir ses droits à la retraite reçoit immédiatement une allocation de 100 fr. sur le budget départemental de l'instruction. Cette somme, si modeste qu'elle soit, aide nos vieux serviteurs à traverser la période difficile qui s'écoule entre le jour où ils cessent de toucher le traitement d'activité et celui où leur arrive enfin la pension.

2° Nos cadres de classement ont été élargis.

Dans le cours de l'année, nous avions accordé des promotions à un certain nombre d'instituteurs recommandables, lorsque les municipalités s'engageaient à leur garantir le minimum afférent à la classe supérieure. Il nous avait paru qu'en ratifiant de tels votes nous encouragions les communes pourvues de ressources suffisantes, à suivre, dans leur propre intérêt, un exemple libéral et intelligent: en effet, disions-nous, les changements multipliés du personnel nuisent à l'instruction et à l'éducation des élèves; les municipalités doivent donc consentir à quelques sacrifices pour s'attacher les bons maîtres et leur assurer l'avancement sur place. Nous pouvons croire que nous avons touché juste, car nos réflexions ont été reproduites par plusieurs journaux en France, en Belgique, même au Canada. Notre classement et nos procédés d'avancement sont donc choses enviables. Il faut conserver ce système, l'étendre et l'affermir, stimuler le bon vouloir des communes et les largesses des conseils municipaux, sans le con cours éclairé desquels nos arrangements ne subsisteraient plus, devancer et dépasser les exigences légales, répéter en toute circonstance que le Nord a eu l'honneur d'une initiative généreuse, d'une décentralisation utile, et que nous ne saurions, sans déchoir, nous en tenir ici, pour les traitements, à la lettre stricte de la loi.

Au 1er janvier, pour régulariser la situation générale, nous avions porté:

De 80 à 90 le nombre des instituteurs de 1re classe (1500 fr.);

De 80 à 100 celui des instituteurs de 2e classe (1200 fr.) ;

De 140 à 150 celui des instituteurs de 3e classe (1000 fr.) ;

De 240 à 300 celui des instituteurs de 4e classe (800 fr.),

réduisant ainsi, à un chiffre peu considérable, la 5e classe, dont le traitement n'est que de 700 fr.; nous avons en même temps élevé le nombre des institutrices

De 1re classe (1200 fr.), de 30 à 35 ;

De 2e classe (1000 fr.), de 35 à 45 ;

De 3e classe (800 fr.), de 55 à 70,

Et de 4e classe (700 fr.), de 65 à 80.

3° Au mois de mars, la 5e classe des institutrices a été supprimée et le traitement minimum de 700 fr. garanti à toute institutrice titulaire. Même traitement à tout élève-maître sortant de l'École Normale, par conséquent lié envers le département, et à tout adjoint breveté au moment où il contracte l'engagement décennal. Même traitement à toute élève-maîtresse sortant du Cours Normal et à toute maîtresse-adjointe brevetée au moment d'entrer dans sa vingt-unième année.

De l'ensemble de ces dispositions qui répondent, nous en avons la confiance, aux sentiments du Conseil général, et qui s'appuient sur les sympathies des municipalités, sans lesquelles, encore une fois, nous ne pourrions rien faire, il résulte qu'aucun fonctionnaire de l'enseignement primaire, offrant des preuves de capacité et de vocation, ne reçoit moins de 700 francs dans le Nord.

Notre plus vif désir est de ne pas avoir dit notre dernier mot.

Matériel. 39 projets de construction et d'appropriation ont été examinés, à savoir : écoles de garçons 21 ; écoles de filles 12 ; salles d'asile 6.

17 mobiliers personnels ont été acquis par les communes, savoir : 4 pour instituteurs, 6 pour instituteurs-adjoints, 5 pour institutrices, 2 pour institutrices-adjointes.

Nous sommes heureux d'enregistrer ces améliorations, qui attestent un progrès continu ; — M. le Ministre a mis, cette année, à la disposition de M. le Préfet, pour solde de secours accordés antérieurement sur les fonds de l'État, une somme de 225,725 fr., sans préjudice des subventions concédées journellement pour constructions nouvelles ; — mais combien il nous reste à faire !

150 classes au moins réunissent encore 90, 100, 120, 150 élèves et même plus. Peu de communes, relativement, paraissent disposées à diminuer le fardeau dont leurs instituteurs sont surchargés. On objecte que, dans ce département où beaucoup d'enfants travaillent aux champs et aux fabriques, la fréquentation des classes n'est régulière qu'une partie de l'année, un trimestre peut-être ; et les conseils municipaux, s'appuyant sur la fréquentation d'été, repoussent ou ajournent les propositions qui leur sont adressées. Il s'en faut donc que nous réalisions le vœu du Conseil départemental : 80 élèves, au maximum, pour un seul maître. Au surplus, la pénurie du personnel nous a contraints, cette année, de modérer nos instances.

Nous avons encore bien des locaux (une trentaine) dans un état d'insuffisance tel qu'il faudrait, pour les modifier, appliquer les mesures d'autorité et de rigueur. Plusieurs (douze ou quinze)

sont absolument malsains et présentent un véritable danger au point de vue hygiénique ; ceux-là, il n'y aurait d'autre parti que de les condamner. Nous ne voulons pas les citer ici ; mais l'administration les connaît et elle agit de toute son influence auprès des municipalités retardataires ou récalcitrantes.

Ajoutons que trop peu de communes offrent un logement aux adjoints. Nos jeunes maîtres devraient toujours habiter la maison d'école ou le voisinage immédiat de l'instituteur. Obligés de prendre le vivre et le couvert dans les auberges, ils échappent à la surveillance des titulaires et sont exposés à des dangers qu'ils ne savent pas tous éviter.

CHAPITRE II.

Enseignement.

Inspection.

Un changement vient de se produire dans le personnel de l'inspection primaire. M. Foucault, sur notre demande, a été appelé au poste de Cambrai. Chargé pendant quatorze années de l'important arrondissement d'Arras, M. Foucault y a acquis une haute expérience dont nous profiterons, en même temps que son caractère, ferme et loyal, inspirera confiance à ses subordonnés.

Une augmentation de frais de tournées, accordée à chacun des inspecteurs primaires, permettra de visiter plus complètement les écoles, et de voir, à intervalle, les classes en souffrance. Nous en témoignons notre reconnaissance à M. le Ministre. Il serait à désirer, comme corollaire de cette mesure, que la diminution d'écritures, si souvent annoncée et promise, devînt effective et réelle. Le Conseil académique de Douai a formulé, par exemple, au sujet de l'énorme travail des états de situation, un vœu dont l'adoption nous causerait une véritable joie. En ce qui nous concerne, du moins, nous nous efforçons de simplifier la correspondance administrative entre les arrondissements et le centre et de ne demander que l'indispensable.

Des difficultés qui paraissent avoir surgi, dans d'autres départements, au sujet de l'examen des classes de filles par des déléguées spéciales, ont motivé une circulaire spéciale qui a suspendu cette inspection jusqu'à décision du Conseil supérieur. Madame Monternault n'a pas fait, à nos écoles, ses visites annuelles qui, nous devons le dire, étaient partout bien accueillies et ne laissaient que d'heureuses impressions. De même, notre inspectrice départementale, dont l'esprit est si sage et le langage si réservé, a consacré plus particulièrement son attention aux salles d'asile.

Délégations.

Quelques délégations nous adressent leurs rapports périodiques. Toutes nous fournissent, à l'occasion, des renseignements précieux.

Personnel des instituteurs.

Par leur dévouement soutenu, par leurs qualités professionnelles, par leur conduite prudente et digne au milieu des agitations du moment, les instituteurs, en majorité, justifient la bienveillance dont le Conseil général ne cesse de leur donner des preuves, et l'estime sympathique qui leur est assurée auprès de leurs chefs administratifs. « Soyez tout à vos classes, tout à vos élèves, » ainsi se résument nos conseils : il est rare que nous ne soyons pas entendus.

Trois peines disciplinaires seulement ont été infligées : la révocation, à deux instituteurs-adjoints débauchés ; la réprimande, à un instituteur-titulaire coupable d'ivrognerie avec récidive. En outre, plusieurs maîtres ont dû être mis en disponibilité, trois titulaires pour

fréquentation du cabaret; trois adjoints pour légèreté de conduite. Lorsque des débutants montrent peu d'aptitude et de soumission, nous nous séparons d'eux sans regret : mais quand des hommes d'un âge mûr, des pères de famille, vainement avertis, tombent et retombent dans de scandaleuses habitudes de boisson, lassent notre indulgence et nous obligent à sévir, nous en avons le cœur serré. Nous leur cherchons des excuses dans les entraînements auxquels ils sont exposés; le jour arrive pourtant où il faut faire un exemple et sauvegarder l'honneur du personnel. En revanche, nous avons eu la satisfaction de ramener au bien quelques coupables. Ceux-là ne seront pas, nous l'espérons, les moins zélés de nos subordonnés.

L'administration a décidé l'admission d'office, à la retraite, d'un certain nombre d'instituteurs âgés de plus de soixante ans, dont les forces trahisssent la bonne volonté ou dont les habitudes pédagogiques ne répondent plus aux besoins de l'enseignement : douze à quinze écoles seront ainsi, à la rentrée prochaine, rajeunies et transformées. Les crédits votés par le Conseil général nous permettront, d'ailleurs, de venir en aide à ceux de nos vieux serviteurs qui, dépourvus de ressources personnelles, ne trouveraient pas dans la pension garantie par l'État, de quoi faire face à leurs charges.

Matières d'enseignement.

Les procédés d'instruction varient peu d'une année à l'autre et nous sommes condamnés à des redites fastidieuses en vous parlant, si sommairement que ce soit, des diverses matières de l'enseignement primaire.

L'étude du catéchisme et de l'évangile est l'objet de soins scrupuleux, et les instituteurs secondent bien, en ce point, Messieurs les ecclésiastiques qui ont presque toujours à se féliciter de cette collaboration. Pour l'histoire sainte, où l'initiative du maître a le champ plus libre, on laisse trop à faire à la mémoire et l'on ne profite pas assez des récits du livre pour éveiller ou cultiver les bons sentiments de l'enfance.

Nous avons fréquemment recommandé aux instituteurs d'expliquer le sens des mots et des expressions du texte lu en classe : accentuée avec justesse et accompagnée de commentaires très-simples, de digressions courtes et rationnelles, la lecture est l'exercice scolaire par excellence. Mais cette pratique féconde n'a pas pris partout le dessus, soit à cause du travail considérable qu'impose à certains maîtres un nombre excessif d'élèves, soit à cause de l'habitude contractée pendant une longue suite d'années de ne voir dans la lecture qu'un exercice purement mécanique et nullement destiné à développer l'esprit, soit enfin à cause de la difficulté que l'on rencontre, dans les communes flamandes, à se faire comprendre en français par des enfants qui n'ont entendu et parlé, jusqu'à leur arrivée en classe, que l'idiôme flamand. Quant aux livres, il n'y a que l'embarras du choix.

Une lecture intelligente contribue pour moitié à l'enseignement de la langue française; quelques explications au tableau noir et de petits devoirs écrits doivent achever l'œuvre. Les analyses interminables, les pages de grammaire apprises par cœur sont des procédés justement condamnés et auxquels nous faisons la guerre.

L'enseignement par l'aspect et les leçons de choses, comme on les appelle, sont encore peu répandus. Afin d'en généraliser l'usage, nous avons invité les inspecteurs primaires à démontrer, dans leurs conférences, combien il est aisé et avantageux d'intéresser les enfants aux scènes et aux phénomènes de la nature, aux faits dont ils sont témoins souvent sans les observer, aux objets d'art, d'utilité, d'agrément, etc. La première condition du progrès, c'est que les écoliers se

plaisent à l'école. Or, rien ne les attache plus que ces exercices familiers, où le maître tâche de placer les objets à la portée de chacun et de rendre la science aimable. Rien, faut-il ajouter, ne demande plus de patience et de talent. Nous espérons, grâce aux programmes et aux emplois du temps récemment exigés, obtenir bientôt de la majorité des instituteurs qu'une partie du temps de classe soit consacrée à ces petites leçons en commun, adressées à l'auditoire entier, appelant l'attention de tous sur un sujet spécial, sujet d'autant mieux compris que des gravures ou des représentations matérielles, des esquisses même au tableau, en faciliteront l'intelligence. Qu'est-ce là autre chose, après tout, que la méthode de l'asile étendue à l'école ?

Le genre d'écriture française, professé à l'École normale et au Cours normal, par M. Flament, gagne beaucoup de terrain. Il a l'immense avantage de donner en peu de temps des résultats marqués, d'affermir la main, et de contraindre l'enfant à former si nettement les lettres que son écriture, même imparfaite, restera lisible. Il va sans dire que l'écriture française ne dispense pas les écoliers d'apprendre l'anglaise, toujours recherchée par le commerce.

Le calcul marche ordinairement bien et les enfants y ont du goût. Mais le système métrique, surtout dans quelques écoles de filles, est médiocrement enseigné. Nous citerions des institutrices qui ne le connaissent peut-être pas assez elles-mêmes, et qui, pour se tirer d'embarras, font apprendre par cœur, un traité quelconque sans jamais s'aventurer à l'emploi du tableau.

Il est peu d'écoles maintenant où les notions d'histoire et de géographie ne figurent au programme. Néanmoins, cet enseignement, inauguré en 1868, ne présente pas les résultats attendus. On se contente trop généralement de la récitation textuelle d'un chapitre d'histoire ; le maître ne développe pas ; en géographie, il ne se sert pas de cartes. Les efforts tentés jusqu'ici pour prouver la nécessité des leçons orales et familières, avec résumés par les élèves, sont demeurés à peu près vains, sauf, bien entendu, auprès des maîtres intelligents et en particulier des anciens élèves de nos institutions normales. Nous convenons que l'enseignement par récits est, pour beaucoup d'instituteurs, chose très-difficile ; car combien possèdent les détails qui rendraient leurs leçons attrayantes ? Pour l'histoire donc, il faut souvent passer condamnation et borner nos exigences. Mais, en géographie, avec les grandes cartes (les instituteurs dévoués les tracent eux-mêmes sur les murailles ou sur du papier goudronné), avec les atlas, les livres à prix réduit, et toujours le tableau noir, il suffit d'un peu de bonne volonté pour réussir, et nous trouvons qu'on ne fait pas assez.

Les notions d'agriculture et d'horticulture théoriques et pratiques se donnent en classe et dans le jardin de l'école. Les instituteurs zélés les complètent par des promenades dans les champs et des visites dans les fermes. Plusieurs Comices, notamment celui de Lille, distribuent des récompenses aux maîtres et aux écoliers les plus méritants. Les élèves de l'École Normale, en exécution d'un vœu qui avait été exprimé ces années dernières, suivent un cours élémentaire et expérimental de botanique et d'histoire naturelle. Ils ont répondu d'une manière très-satisfaisantes aux questions de M. le professeur Gosselet, de la Faculté des Sciences.

Nous ne pouvons passer sous silence l'heureuse innovation essayée à Lille pour un enseignement plus rationnel et mieux gradué du dessin, par M. Vandenberg, l'habile architecte. Le cours, fait gratuitement, le lundi de chaque semaine, aux instituteurs titulaires et adjoints, puis répété par eux à leurs élèves, offre des résultats que les moins compétents pourraient apprécier. Si M. Vandenberg se décide à éditer sa méthode et ses modèles, nous n'hésiterons pas à les recommander en connaissance de cause.

L'enseignement du chant, facultatif comme celui du dessin, devrait être plus général dans un pays où le goût de la musique est si prononcé. Ce sont les maîtres qui font défaut. Il n'y a qu'à entendre, dans telle école du chef-lieu, les enfants exécuter des chœurs à deux et à trois parties, pour se convaincre de leur facilité à apprendre la musique vocale et du plaisir qu'ils y trouvent. Le zèle toujours ardent du vénérable M. Danel n'est sans doute pas étranger à ce succès.

Une circulaire préfectorale, appuyée sur une décision du Conseil départemental, a rendu la gymnastique obligatoire dans toutes les écoles de garçons, dès le mois d'octobre dernier. La moitié des instituteurs ont entendu cet appel, et bon nombre d'entr'eux, sans être des gymnastes, sans même disposer d'appareils, ont formé aux exercices préliminaires des pelotons qu'ils pourraient présenter à l'examen d'hommes du métier. Le Conseil général a bien voulu voter, en avril, un crédit grâce auquel nous encouragerons les communes qui feront des dépenses pour l'installation de petits gymnases et les maîtres qui se seront distingués dans l'enseignement de la gymnastique. Si l'on considère que cette étude, amusante par elle-même, a pour effet immédiat d'habituer les enfants à l'ordre, à la bonne tenue, à la discipline, on ne comprend pas que certains instituteurs, du reste intelligents et désireux du progrès, n'y attachent pas plus d'importance.

Classes d'apprentis.

Le Conseil général, dans sa session de novembre, s'est occupé, à deu reprises, du sort des jeunes enfants employés dans les manufactures. La question étant à l'ord du jour, nous l'avons examinée au point de vue scolaire et nous sommes amenés à constater d nouveau, plus douloureusement encore que les années précédentes, l'insuffisance ou l'inexécution de la loi du 21 mars 1841.

Dans telles fabriques, pas un enfant ne fréquente l'école : plus de dix fois, pour un seul arrondissement, l'inspecteur primaire nous en a avertis ; dans telles autres, la fréquentation est si peu régulière qu'elle est comme nulle ; dans celles où l'on a un reste de souci des prescriptions légales, les progrès des enfants sont d'une complète insignifiance. Et comment en serait-il autrement ? Si l'on visite une de ces classes dites d'apprentis ou de fabrique, qu'y trouve-t-on ? 60 à 70 enfants de huit à seize ans, appartenant à cinq ou six maisons différentes et ne se pressant pas d'arriver à l'heure, parce qu'à leurs yeux le temps passé à l'école, c'est autant de perdu ; la classe dure donc 45 minutes. D'autre part, quelle attention espérer d'enfants occupés sans relâche pendant toute la matinée ? La classe, pour eux, est un moment de récréation, de dissipation. Nous transcrivons textuellement une note qui accompagne un rapport du 13 juillet sur les ouvriers et ouvrières d'un établissement de S... (arrondissement d'Avesnes) : « Les élèves, qui étaient plus nombreux aujourd'hui, dit l'instituteur, n'ont apporté à l'école que l'évaporation et la légèreté. Il ne peut résulter de cet état de choses que l'indiscipline, le désordre pour le moment, et quelque chose de pire pour plus tard. » Si vigilant que soit le maître, le succès ne vient donc jamais le dédommager de ses peines. Quel remède à un tel mal ? Le Conseil a émis le vœu que les enfants ne soient pas admis dans les filatures avant l'âge de onze ans. Il faudrait y ajouter le vœu que les enfants fussent tenus de produire, à leur entrée dans les ateliers, un certificat d'études primaires élémentaires, et de suivre, jusqu'à leur seizième année, une classe d'au moins deux heures par jour, faite, autant que possible, par un instituteur spécial ; car nos instituteurs, qui ont déjà six heures de classe réglementaires, auxquelles il convient d'ajouter les deux heures de cours d'adultes, pourraient-ils supporter un nouveau surcroît de fatigue ?

Cours d'adultes.

Les cours d'adultes, moins florissants que les années précédentes, devraient être le complément nécessaire des classes du jour, rémunéré par un traitement légal. Partout où il y a des instituteurs-adjoints, les leçons du soir leur seraient confiées, moyen excellent d'augmenter les ressources et d'occuper les loisirs de nos jeunes maîtres. Quant aux réunions dominicales, ce ne sont pas des classes proprement dites, mais elles ont une certaine influence morale et nous continuons à les encourager.

Bibliothèques.

Les bibliothèques scolaires sont destinées principalement aux adultes. L'an passé, le Nord en comptait 285; grâce aux dons du département et à l'obligation imposée aux communes qui bâtissent de porter au devis une bibliothèque-armoire, le chiffre monte aujourd'hui à 341, — augmentation 56. — Toutes ne sont pas suffisamment pourvues. Les bons instituteurs les tiennent avec soin et travaillent, non sans quelque succès, à répandre le goût de la lecture.

CHAPITRE III.

Recrutement.

La Commission chargée de constater l'aptitude au brevet de capacité a examiné, aux deux sessions de juillet 1871 et de mars 1872 :

1° 196 candidats, dont 26 ont obtenu le brevet simple, 27 le brevet facultatif, 2 le brevet complet et 18, déjà brevetés, l'addition d'une ou de plusieurs séries facultatives ;

2° 234 aspirantes, dont 36 ont reçu le brevet de second ordre, 43 le brevet de second ordre et la mention d'une ou de plusieurs parties facultatives, 8 le brevet de premier ordre et 36 complété le brevet précédemment obtenu.

La session de juillet offre, pour les jeunes gens, un niveau d'examens supérieur à celle de mars, en raison de la présence des élèves de l'École normale. La différence est moins sensible pour les aspirants, dont la plupart, en mars comme en juillet, viennent des meilleurs pensionnats et se font du brevet un titre d'honneur.

Nous exprimons notre reconnaissance aux personnes de Lille et de Douai qui s'acquittent avec tant d'obligeance du travail considérable des examens. Nous remercions aussi le Conseil général d'avoir bien voulu ouvrir un crédit destiné à dédommager les professeurs qui, pour seconder la Commission, sacrifiaient des leçons particulières.

Les examens des jeunes filles nous fournissent peu d'aspirantes-institutrices, et parmi les jeunes gens, à la session de mars, beaucoup sont des maîtres-adjoints en exercice. C'est donc en juillet, par les promotions de l'École normale et du Cours normal que s'opère presque tout le recrutement.

L'éloge de notre École normale n'est plus à faire. Nous pouvons résumer la situation en deux mots : très-bonne installation, très-bonne direction. Plusieurs Conseillers généraux du Pas-de-Calais, ainsi que M. le Préfet de ce département, ont visité l'École au mois de mars : nous savons qu'ils en ont emporté l'impression la plus favorable. M. l'Inspecteur général Gandon ne s'est pas montré moins satisfait. Nous mentionnons d'autant plus volontiers ces diverses appréciations, toutes concordantes, que nos rapports avec M. le Directeur sont empreints de la plus affectueuse estime. Nous pensons aussi que la Commission de surveillance, si dévouée aux intérêts de l'école, y verra avec plaisir la confirmation de ce qu'elle observe à chacune de ses réunions.

L'esprit des élèves est généralement bon. Quoique nous les connaissions tous au moment de la sortie, nous nous concertons cependant avec M. le Directeur pour les placer plus sûrement selon leurs convenances.

Le Conseil général ayant trouvé le chiffre de la dernière promotion (20) un peu faible, nous avons choisi deux nouveaux élèves sur la liste supplémentaire; puis, pour cette année, le chiffre de 25 a été fixé. Malheureusement, le nombre des candidats décroît d'une façon inquiétante : au lieu de 91 inscrits en 1870, nous n'en avions qu'une soixantaine l'an passé, et cette fois nous en comptons seulement 47. On ne peut expliquer cette diminution par les incertitudes qui planaient sur la dispense du service militaire pour les instituteurs : aucun de nos jeunes gens ne regretterait d'être soldat pendant six mois ou un an. D'ailleurs, une baisse analogue s'est produite dans le recrutement du Cours normal ; 38 aspirantes en 1870, 33 en 1871, une vingtaine cette année; pourtant l'institution n'a point changé de direction, et les Dames de Flines, si modestes, si distinguées, forment toujours nos meilleures institutrices. Sans doute les charges qui pèsent sur le pays ont pu empêcher quelques familles de continuer des sacrifices pour la préparation de leurs enfants. Mais là n'est pas non plus la cause de la diminution signalée. L'un des motifs réels, croyons-nous, c'est que le dur métier de l'instruction procure à peine le nécessaire et que, dans notre région industrielle surtout, les comparaisons ne sont pas à son avantage. Les difficultés de la vie matérielle vont croissant : fait-on assez pour aider les instituteurs à les supporter? Le département a pris l'initiative de mesures excellentes et d'améliorations auxquelles arrive à peine le projet de loi que nous lisions récemment dans les journaux. Nous en avons maintes fois témoigné aux Conseils municipaux notre profonde gratitude. Il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin; et quant à nous, nous avons pris pour devise cette pensée de l'honorable rapporteur du 3e bureau (session de 1868) : « Le plus sûr moyen de donner aux fonctionnaires de l'enseignement du zèle et de l'ardeur, et de fortifier en même temps leur considération aux yeux du public, c'est de mieux assurer leur position en leur accordant des rémunérations plus élevées. »

L'autre motif, c'est l'incertitude et l'inquiétude que jettent dans les esprits les nouveaux projets de loi sur l'enseignement primaire et les commentaires que les journaux éditent à ce propos. Les instituteurs ne savent ce qu'il adviendra d'eux, entre quelles mains ils passeront, si l'instruction continuera de leur offrir une carrière laborieuse, mais à peu près sûre, ou si, en prétendant les soustraire à une autorité centrale, que l'on croit trop puissante, on ne les livrera pas aux influences locales les plus variables et les plus capricieuses. Ils craignent pour leur sécurité et pour leur dignité. Nous ne pensons pas nous tromper en affirmant que, dans le Nord, le personnel demanderait peu de modifications à l'état actuel, en ce qui regarde la dépendance et la hiérarchie. En revanche, nous redoutons que certaines réformes, si elles sont acceptées, n'amènent des désertions nombreuses et n'éloignent encore plus les jeunes gens.

La pénurie du recrutement aurait embarrassé grandement l'Inspection, si beaucoup d'instituteurs d'Alsace-Lorraine ne s'étaient adressés à nous pour obtenir des emplois qui leur permissent d'emigrer et de conserver la nationalité française. Une trentaine de nos malheureux compatriotes ont reçu l'hospitalité dans le Nord. Pères de famille ou jeunes gens, ce sont des maîtres sérieux, d'une tenue parfaite, d'un caractère honorable et dont les bons services paieront notre département qui les adopte.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

SESSION DE 1872.

ANALYSE DES VŒUX.

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

Aulnoye. — *Création d'un bureau télégraphique.* — Renouvellement du vœu précédemment exprimé par le Conseil pour l'établissement d'un bureau de télégraphie privée à la gare d'Aulnoye.

Boussières. — *Construction d'un pont sur la Sambre .* — Vœu pour qu'un secours soit accordé à la commune pour l'aider à payer la dépense de construction d'un pont sur la Sambre.

Vœu demandant l'admission dans le réseau subventionné du chemin vicinal N° 4 , dit de Notre-Dame , aboutissant au pont projeté.

Chaussée Brunehaut. — *Traversée d'Englefontaine.* — Vœu tendant à ce que la somme de 5,102 francs , affectée à la construction du chemin vicinal N° 3 d'Hecq à Englefontaine , soit appliquée au remaniement de la Chaussée Brunehaut , dans la traversée de cette dernière commune.

Chemins vicinaux de grande communication. — 1° Chemin N° 20. — 2,500 fr. pour la part contributive du département dans la dépense prévue que nécessitera l'élargissement des talus sur le pont du chemin de fer d'Aulnoye à Anor dans la traversée de Fourmies.

2° Même chemin. — 13,200 fr. pour la part du département dans les travaux de rectification et d'élargissement à exécuter aux abords du Pont-Vert.

3° Chemin N° 71. — 4,000 fr. pour travaux de construction à faire entre Jeumont et Erquelines.

Le Conseil exprime le désir que des renseignements aussi précis que possible sur l'état des routes soient à l'avenir, soumis à son examen, 15 jours au moins avant l'époque présumée pour sa réunion.

Que ces mêmes renseignements soient aussi produits au syndicat ;

Que la partie du service comprenant l'entretien des talus ou berges qui n'est pas confié actuellement à l'entreprise le soit à l'avenir ;

Et que, dans un but d'économie et en vue d'une surveillance plus efficace, les cantonniers et leurs auxiliaires soient sous la direction immédiate des entrepreneurs et payés par eux. Le tout, bien entendu sous le contrôle de l'Administration des Ponts-et-Chaussées.

Chemins vicinaux d'intérêt commun. — Vœu pour l'inscription au budget de 1873 d'une somme de 40,095 fr. montant des subventions demandées au département pour sa part dans la dépense d'entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun.

Vœu tendant à ce que l'état de propositions présenté par M. l'Agent-voyer en chef pour la répartition des contingents à fournir par les communes pour l'entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun, en 1873, soit approuvé dans son entier.

Chemins vicinaux d'intérêt commun, N^os 38 et 60. — *Fixation des contingents.* Vœu tendant à ce que les conclusions de la Commission syndicale du chemin d'intérêt commun N° 38, rapportées dans sa délibération en date du 16 février 1872, soient adoptées.

Chemin vicinal N° 2 d'Aulnoye à Avesnes. — *Classement d'intérêt commun.* — Renouvellement du vœu déjà exprimé dans les sessions de 1870 et 1871, lequel demandait :

1° Le classement comme chemin d'intérêt commun du chemin vicinal, N° 2, de la commune d'Aulnoye ;

2° L'instruction dans un bref délai, de l'affaire en vue du classement du même chemin comme annexe des routes départementales N° 12 et 13, dont il est, en quelque sorte, une dépendance naturelle.

Chemins de fer. — *Ligne de Maubeuge à Solre-le-Château.* — Vœu demandant la prompte solution de l'affaire du chemin de fer concédé de Maubeuge à Solre-le-Château.

Vœu pour que la concession d'un prolongement de ce même chemin de Solre-le-Château à la limite du département de l'Aisne, soit accordée par le Conseil général à la Compagnie de Carpentier.

Ligne de Saint-Quentin à Erquelines. — *Demande d'un arrêt à Hachette.* — Le Conseil émet le vœu qu'il soit fait droit, au plus tôt, à la demande d'établissement d'une halte, instamment et justement réclamée par la commune de Maroilles.

Déviation de la route départementale N° 13 près de la gare d'Aulnoye. Vœux : 1° Qu'il soit établi de chaque côté de la nouvelle route, dans le but de prévenir de nouveaux accidents, des murailles avec garde-corps de 1 mètre de hauteur ;

2° Que la largeur de la route soit portée à 12 mètres ;

3° Que les pentes de cette route soient adoucies et les courbes rectifiées.

Ecuelin. — *Reconstruction du clocher.* — Vœu sollicitant la concession du secours demandé par la commune.

Edifices départementaux. — Vœu tendant à ce que les crédits demandés par l'Architecte pour l'entretien des bâtiments et mobiliers départementaux, soient accordés.

Vœu demandant divers crédits pour travaux de grosses réparations à exécuter à la Sous-Préfecture, à la maison d'arrêt et au tribunal d'Avesnes, à la caserne de gendarmerie et au dépôt de sûreté du Quesnoy.

Gendarmerie. — Le Conseil estime qu'il serait utile de rétablir la brigade à cheval qui existait autrefois à Trélon, et qui a été, depuis, transformée en brigade à pied.

Le Conseil sollicite très-instamment la création et l'installation, dans un bref délai, à Jeumont et à Sous-le-Bois (section de Maubeuge), de deux demi-brigades de gendarmerie, composée chacune, de trois hommes.

Instruction primaire. — Vœu : 1° Que les locaux scolaires encore mal disposés reçoivent une appropriation convenable et que des écoles soient construites partout où les établissements d'instruction sont en location.

2° Qu'il soit nommé des adjoints et des adjointes dans toute école dont la population excède quatre-vingts élèves :

3° Que des salles d'asile soient créées dans toutes les communes ayant une population agglomérée de 2,000 habitants.

Louvroil. — *Distraction de territoire.* — Le Conseil, vu la demande adressée à l'autorité supérieure, par un grand nombre d'habitants du hameau dit Sous-le-Bois à Louvroil, à l'effet d'obtenir la distraction de ce hameau de Louvroil et sa réunion au territoire de Maubeuge, dans lequel elle forme enclave, émet un avis favorable à ladite demande.

Mairieux. — *Demande de secours.* — Vœu tendant à ce que le secours demandé par la commune de Mairieux, pour l'aider à solder la dépense de reconstruction de son église lui soit accordé.

Rousies. — *Demande de secours.* — Le Conseil émet le vœu que le secours exceptionnel de 3,000 fr. demandé par la commune de Rousies lui soit accordé.

Routes Nationales. — Vœu tendant à l'allocation des crédits ci-après, demandés par le service des Ponts-et-Chaussées.

1° Crédit de 779 fr. 84 c. pour solder des travaux d'élargissement et d'amélioration du pont d'Etrœung sur l'Helpe ;

2° Crédit de 332 fr. 03 c. pour payer le solde des garantie de travaux de remaniement du pavage dans la traverse de Maubeuge.

3° Crédit de 20,000 fr. pour travaux de rectification à exécuter sur la route N° 2 entre la porte de Mons et le passage à niveau du chemin de fer d'Aulnoye à Anor, (gare d'Avesnes).

4° Crédit de 16,000 fr. pour l'exécution de travaux de rectification à la porte de France, à Avesnes, sur la même route :

5° Allocation des crédits ordinaires pour l'entretien des routes N° 2, 45 et 49.

Routes départementales. — Vœu tendant à l'obtention des crédits suivants :

1° Crédit de 7,000 fr. pour rechargement de la route N^os^ 5 , d'Avesnes à Philippeville ;

2° Crédit de 5,500 fr. pour travaux d'amélioration au chemin de ceinture d'Avesnes (annexe de la route N° 6, de Landrecies à Chimay) ;

3° Crédit de 1,000 fr. pour établissement d'une gare de dépôt à Trélon ;

4° Crédit de 32,000 fr. pour entretien et maintien en état de viabilité convenable de la route N° 23 de Cambrai à la frontière ;

5° Crédit de 15,400 fr. pour achever la construction d'un pavage sur la même route aux abords de la frontière ;

Sous-Préfecture d'Avesnes. — *Elévation de classe.* — Le Conseil émet le vœu que la Sous-Préfecture d'Avesnes soit au plus tôt élevée de la 2^e^ à la 1^re^ classe, et il appelle à cet égard l'attention spéciale de l'autorité supérieure.

Tarif des prestations. — Vœu pour le maintien en 1873 , du tarif de la conversion en argent des prestations en nature , ainsi qu'il a été établi par le Conseil général en 1866.

Voierie. — Le Conseil émet le vœu que l'attention du gouvernement soit appelée sur les dispositions des lois qui permettent d'accorder aux entrepreneurs de travaux publics l'autorisation d'extraire des matériaux dans les propriétés privées. Le Conseil reconnaît la nécessité de faire prévaloir l'intérêt général sur l'intérêt privé , mais il croit qu'il y aurait lieu d'apporter certains adoucissements auxdites lois et il demande que les autorisations accordées aux entrepreneurs ne le soient qu'après examen fait par l'Administration des Ponts-et-Chaussées de la nécessité de la mesure et en circonscrivant les limites du terrain à fouiller ou à occuper d'après les besoins des travaux à exécuter.

Wignehies. — *Demande de subvention ponr construction de deux écoles.* — Vœu tendant à ce l'administration accorde le plus tôt possible l'autorisation de commencer les travaux de construction de deux écoles et de contracter l'emprunt nécessaire à leur exécution. Le Conseil demande de plus que l'Etat et le département accordent à la commune de Vignehies la subvention de 15,000 fr. qu'elle a sollicitée.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Assistance publique. — Le Conseil déclare qu'il ne lui est pas possible, dans un temps aussi restreint que celui qui lui est accordé, de répondre au questionnaire dressé par la Commission d'assistance publique dans les campagnes. Le Conseil estime que ce questionnaire, qui exige une étude sérieuse et approfondie , devrait d'abord être soumis aux maires des communes pour avoir leur opinion.

Banque de France. — Vœu pour la création à Cambrai d'une succursale de la Banque de France.

Bâtiments départementaux. — *Renouvellement du vœu émis en* 1871 *pour la prompte exécution du projet de reconstruction de la maison d'arrêt de Cambrai.* — Avis favorable aux propo-

sitions faites pour grosses réparations et travaux d'entretien aux bâtiments de la Sous-Préfecture, de la Maison d'arrêt et de la Caserne de gendarmerie de Cambrai, pour compléter le mobilier de la Sous-Préfecture et celui des tribunaux civils et de commerce, ainsi que pour l'abonnement au service des eaux.

Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai.— Vœu pour la conversion de cette Chambre en Chambre de Commerce.

Chemins de fer. — Le Conseil émet les vœux suivants :

1° Que l'exécution de la ligne d'intérêt local d'Epehy à Douai, par Cambrai, ait lieu le plus tôt possible ;

2° Que la station de cette ligne, projetée aux environs de Masnières et de Marcoing, soit placée dans Masnières même à l'endroit où elle est indiquée dans l'avant-projet qui a été dressé par MM. les Ingénieurs de l'État ;

3° Que l'achèvement du réseau départemental ne subisse aucun retard ;

4° Que le Conseil général accepte la proposition qui lui a été faite, dans sa séance du 13 novembre 1871, de s'opposer, par toutes les voies de droit, et au nom du département du Nord, au traité d'exploitation consenti par la Compagnie du Nord-Est au profit de la Compagnie du Nord, tel qu'il résulte des procès-verbaux des assemblées d'actionnaires de ces deux compagnies ; et que l'on s'oppose, en outre, à toute rétrocession sous quelque prétexte et dénomination que ce soit ; ces sortes d'actes étant contraires à l'intérêt général du pays, et propres seulement à conserver à la Compagnie du Nord le monopole désastreux qu'elle n'exerce déjà que trop.

Chemins de grande communication. — Avis favorable aux allocations demandées par MM. les Ingénieurs pour les travaux d'entretien et de grosses réparations à exécuter sur les chemins de grande communication.

Chemin de grande communication N° 60, de Marquette à la Neuville Saint-Remy, demande de prolongement.— Renouvellement du vœu émis dans les deux dernières sessions pour que le chemin de ceinture de Cambrai, compris entre la route de Douai et celle de Valenciennes, soit classé comme prolongement du chemin de grande communication N° 60.

Chemin d'intérêt commun N° 56, d'Esnes à Marcoing. — Renouvellement du vœu émis en 1871 pour son classement comme ligne de grande communication.

Chemin d'intérêt commun N° 85, de Solssmes à Haspres.— Renouvellement du vœu émis en 1871 pour son élargissement en pavage.

Chemin d'intérêt commun N° 86, du Quesnoy au Câteau — Avis favorable au projet présenté par l'administration voyère pour le règlement des alignements de ce chemin dans la traverse de Montay.

Chemin d'intérêt commun N° 118, d'Iwuy à la gare de Cattenières, demande de prolongement.— Avis favorable au classement, comme prolongement du chemin d'intérêt commun, 118, du chemin de la gare de Cattenières à Haucourt, à l'allocation d'une subvention départementale de 23,300 fr., et à la désignation des communes de Cattenières et d'Haucourt comme devant contribuer à la dépense.

Chemins d'intérêt commun, fixation des contingents communaux pour leur entretien en 1873.— Avis favorable aux propositions faites à cet égard, par M. l'agent-voyer en chef.

Comice agricole.— Renouvellement du vœu exprimé, chaque année, pour l'allocation départementale de 2,500 fr. attribués au Comice.

Dommages causés par l'invasion allemande.— Renouvellement du vœu émis en 1871 et tendant à ce que le Conseil général vienne en aide aux communes de l'arrondissement qui ont été occupées par l'ennemi, et qui ont subi des réquisitions s'élevant en argent et en nature, à 1,677,484 fr.

Frais d'administration de la Sous-Préfecture. — Vœu pour la continuation de l'allocation départementale que le Conseil général a bien voulu accorder aux employés de la Préfecture et des Sous-Préfectures.

Instruction primaire. — Vœu pour la création d'une école au moins dans la commune de Montay, qui n'en possède aucune.

Navigation. — Vœu pour l'exécution, aussi prompte que possible, des projets mis à l'étude pour l'amélioration du service de la navigation, notamment de celui concernant l'aqueduc à construire sous la culée du pont-tournant de Selles. — Avis favorable aux conclusions du rapport de M. l'Ingénieur tendant à l'augmentation des crédits d'entretien des voies navigables de l'arrondissement.

Poids et mesures.— Vœu pour une sévère répression des infractions aux règlements sur les poids et mesures.

Routes nationales.— Avis favorable aux propositions de M. l'Ingénieur des ponts-et-chaussées pour les travaux d'entretien et de grosses réparations à exécuter, en 1873, sur les routes nationales.

Routes départementales.— Avis favorable aux propositions faites par MM. les Ingénieurs pour les travaux d'entretien et de grosses réparations à exécuter, en 1873, sur ces voies de communication.

Société d'Emulation de Cambrai. — Renouvellement du vœu exprimé, chaque année, pour l'allocation départementale de 500 fr., attribuée à cette société.

Tarif des prestations.— A maintenir tel qu'il était fixé pour 1872.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

Chemins vicinaux.— Le Conseil émet le vœu que les sommes demandées par M. l'Agent-voyer principal pour l'entretien des chemins vicinaux de l'arrondissement soient accordées et réparties conformément au tableau indiqué ci-après :

N° 10, d'Aubigny-au-Bac à Wasnes-au-Bac.	1,222 fr.	» c.
N° 11, de Douai à Roost-Warendin.	2,000	»
N° 18, de Lewarde à Fenain.	2,000	»
N° 20, de Somain à Vred.	1,600	»

N° 32, de Roost-Warendin à Auby	1,400	»
N° 33, d'Aniche à Pecquencourt	2,000	»
N° 40, de Douai à Esquerchin	2,000	»
N° 65, de Douai à Arleux	2,400	»
N° 66, de Marcq à Marquette	344	»
N° 81, de la route de Somain à Douai	2,366	»
N° 109, chemin de ceinture de Douai, indépendamment de 1,200 fr. promis par les mines de l'Escarpelle	1,780	»

Classement de chemin.— Le Conseil demande le classement :

1° Du chemin de ceinture de la ville de Douai entre la porte de Lille et la sortie des eaux ;

2° Que le chemin conduisant d'Orchies à la Belgique soit classé comme chemin d'intérêt local ;

3° Que celui d'Auby, ancien chemin N° 21, (déclassé) soit reclassé comme chemin d'intérêt commun.

Remplacement de M. Bodvin.— Le Conseil émet en outre le vœu qu'il soit pourvu au remplacement de M. Bodvin, Agent-voyer en résidence à Douai, décédé en 1871.

Bâtiments départementaux. — Le Conseil approuve les plans et devis présentés par M. l'Architecte du département pour l'entretien en 1873 des bâtiments publics de l'arrondissement ; il demande que les crédits suivants soient accordés :

650 fr. pour réparations à la Sous-Préfecture de Douai.

6,200 fr. pour réparations de toitures à la Maison d'arrêt de Douai.

750 fr. pour réparations à la Caserne de gendarmerie de Douai.

100 fr. pour casiers de la grande écurie à la Caserne.

140 fr. pour réparations à la Caserne de la gendarmerie d'Orchies.

451 fr. 44 c., pour dépenses de clôture de la Caserne de ladite gendarmerie et de séparation d'avec la propriété de M. Warocquier.

220 fr. pour réparations à la maison d'arrêt d'Orchies.

1,600 fr. pour raccord de la façade du Tribunal civil de Douai.

400 fr pour trottoirs en asphalte dudit Tribunal.

144 fr. pour calorifère audit Tribunal.

1,500 fr. pour plafonds et autres réparations à la salle d'assise.

252 fr. 92 c. pour tapis dans la salle des jurés.

Le Conseil insiste surtout sur les travaux à faire aux façades de la Sous-Préfecture et aux trottoirs du Tribunal dont l'urgence n'est pas contestée.

Prison. — *Traitement de la surveillante.* — Le Conseil émet le vœu que le traitement de la surveillante des femmes à la Maison d'arrêt de Douai soit porté de 300 à 500 fr. en raison de la cherté des objets de première nécessité.

Douane.— *Réarmement des agents et répression de la contrebande.*— Le Conseil émet le vœu que les employés des douanes soient réarmés le plus tôt possible dans l'intérêt du service et de leur sûreté personnelle.

Il émet également le vœu que des mesures énergiques soient prises pour la répression de la fraude et pour l'arrestation des contrebandiers.

Routes nationales et départementales. — Le Conseil maintient les crédits relatifs à l'entretien des routes nationales et départementales proposés par MM. les Ingénieurs.

Chemins de fer.— Le Conseil émet le vœu que le Conseil général du Nord et le Gouvernement se refusent à rectifier le traité par lequel la Compagnie du Nord-Est a concédé à la Compagnie du Nord l'exploitation de son réseau.

Augmentation du personnel des gares.— Qu'il soit fait droit aux nombreuses réclamations des industriels sur l'insuffisance du nombre des ouvriers aux gares du chemin de fer afin d'éviter des retards considérables dans le chargement et déchargement des marchandises.

Gares à Nomain et à Beuvry.— Que la Compagnie du chemin du Nord-Est soit tenue d'établir des gares à Nomain et Beuvry.

Ligne d'Orchies à Douai.— Le Conseil renouvelle le vœu que le Gouvernement déclare d'utilité publique la ligne d'Orchies à Douai qui a été classée d'intérêt local par le Conseil général dans sa dernière session.

Déclaration d'utilité publique. — Émet en outre le vœu que toutes les lignes en projet dans le département du Nord soient déclarées d'utilité publique. Il insiste surtout à l'égard de la ligne de Douai à Cambrai passant par Arleux.

Ligne de Somain à Roubaix.— Le Conseil demande que le passage du chemin de fer de Somain à Roubaix ait lieu entre Fenain et Erre de manière à desservir un plus grand nombre d'interêts et que le pont à établir sur la Scarpe par la Compagnie du Nord-Est soit disposé de façon à permettre un passage pour les piétons.

Gare de Douai.— *Pose d'une horloge.*— Le Conseil demande qu'une horloge soit placée à l'extérieur de la gare de Douai. Il manifeste également le vœu que des billets d'aller et retour pour Paris, valables pour 4 jours, soient délivrés dans toutes les grandes gares de la ligne, notamment à celles de Douai et Somain.

Chemin d'intérêt commun.— Le Conseil est d'avis qu'un aqueduc soit établi à Roost-Warendin sur le chemin N° 11; la dépense est évaluée à 2,100 fr.; il adopte les conclusions du rapport de M. l'Agent-voyer pour la répartition de la dépense.

Le Conseil demande que les grosses réparations reconnues nécessaires soient exécutées au chemin N° 109; la dépense doit s'élever à 19,050 fr.

Chemin N° 109. — *Annexe de Dorignies.*— Le Conseil émet le vœu que la commission syndicale du chemin d'intérêt commun N° 109, de Douai à Roost-Warendin, y compris l'annexe de Dorignies, soit nommée le plus tôt possible afin qu'elle donne son avis sur la répartition des dépenses d'entretien de ce chemin entre les communes intéressées.

Chemin de grande communication N° 34. — Le Conseil émet le vœu que les communes seulement qui ont intérêt au prolongement vers Abscon du chemin de grande communication N° 34, soient appelées à contribuer à son établissement sans y faire participer celles qui paient déjà l'entretien.

Le Conseil demande le maintien du *statu quo* de la répartition établie des dépenses d'entretien des chemins de grande communication N^os^ 34 et 35.

Le Conseil repousse les prétentions de l'arrondissement de Valenciennes et adopte les conclusion de la délibération du Conseil municipal de la ville de Douai, en date du 4 juillet 1870.

Le Conseil appuie les réclamations de la ville de Douai concernant l'augmentation considérable qui lui a été imposée dans la fixation de son contingent pour les chemins de grande communication.

Le Conseil réclame le tiers auquel l'arrondissement de Douai a droit dans les fonds restés libres en 1870 pour grosses réparations des routes.

Impression des délibérations du Conseil d'arrondissement et du rapport.— Le Conseil émet le vœu qu'un crédit de 300 fr. soit inscrit au budget départemental pour l'impression de ses délibérations et du rapport de M. le Sous-Préfet.

Logement de l'Aumônier de la prison.— Le Conseil émet le vœu que l'Aumônier de la prison réside dans l'établissement afin de pouvoir plus facilement prodiguer les secours de la religion et moraliser les détenus.

Commissaire spécial de police à Somain et brigade de gendarmerie.— Le Conseil appuie énergiquement la nomination d'un Commissaire de police à la gare de Somain et sollicite l'établissement dans cette commune d'une brigade de gendarmerie.

Vallée de la Scarpe. — *Réorganisation de la Commission.* — Le Conseil renouvelle les vœux suivants :

1° Qu'il soit procédé le plus tôt possible à la réorganisation de la Commission syndicale de la vallée de la Scarpe.

2° Qu'il soit procédé au rachat de la Scarpe-Inférieure et à l'approfondissement de cette rivière.

3° Que le Conseil général ne perde pas de vue une amélioration ou le dessèchement de la vallée de la Scarpe.

Plan d'alignement et numérotage.— 4° Qu'il soit dressé des plans d'alignement des communes, que les rues soient dénommées et les maisons numérotées.

Cadastre.— 5° Que les actes et contrats portent la section et le N° du cadastre des propriétés transmises.

Succursale de la Banque de France.— 6° Qu'une succursale de la Banque de France soit établie à Douai.

Police des cabarets. — 7° Que les reglements sur la police des cabarets soient strictement observés.

École de maîtres-mineurs.— 8° Qu'il soit établi à Douai une école de maîtres-mineurs.

Fonds départementaux.— Le Conseil émet le vœu qu'il soit procédé d'une façon équitable à la répartition des fonds départementaux pour l'entretien des routes et chemins.

Non-valeurs. — Le Conseil donne acte à M. le Sous-Préfet du tableau des non-valeurs pour l'exercice 1871 ainsi que de l'emploi du fond d'abonnement affecté au traitement des employés de la Sous-Préfecture.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

Instruction primaire. — Vœu pour l'allocation aux communes de subventions égales à la moitié des dépenses de construction de maisons d'école et de salles d'asile.

Le Conseil demande une observation plus complète de la loi sur le travail et l'instruction des enfants dans les manufactures.

Caisses d'épargne. — Vœu renouvelé :

1° Pour que les déposants soient autorisés à verser 1,000 francs en une fois au lieu de 300 fr.;

2° Pour que les percepteurs soient autorisés à recevoir, dans leurs tournées, des mains des contribuables les fonds destinés à la Caisse d'épargne lorsqu'il n'en existe pas dans les communes ;

3° Pour que ces mêmes fonctionnaires puissent, dans les communes où il existe une caisse d'épargne, et où il n'y a pas de caisse de dépôts et consignations, recevoir des mains du caissier local les sommes versées par les déposants pour les transmettre à la recette particulière.

Agriculture. — Vœu pour le maintien des subsides annuellement accordés aux comices agricoles sur les fonds de l'Etat et du département ainsi que des subventions attribuées au concours d'animaux de boucherie de Bergues.

Le Conseil demande que le système d'achat et de revente d'étalons par le département soit aboli et que la somme consacrée annuellement par le Conseil général à l'amelioration de l'espèce chevaline soit répartie proportionnellement entre les divers arrondissements pour être distribuée en primes aux meilleurs reproducteurs.

Il demande l'interdiction de la circulation des étalons tarés et l'emploi en primes aux chevaux carrossiers et coursiers au trot des fonds destinés aux courses au galop.

Il insiste pour la reprise des travaux d'achèvement du réseau vicinal subventionné.

Il émet le vœu que l'importation et la fabrication des engrais artificiels soient facilitées, soit par abaissement des droits, soit par des primes aux fabricants d'engrais indigènes.

Chemins de fer. — Le Conseil exprime le vœu que les compagnies du chemin de fer soient mises en demeure d'avoir un matériel et un personnel suffisants pour les transports et qu'elles soient tenues d'accomplir rigoureusement les conditions des cahiers des charges.

Il demande de nouveau que le chemin de fer projeté de Dunkerque à Calais passe par Bourbourg.

Le Conseil s'associe au projet d'établissement d'un chemin de fer d'Hazebrouck à Furnes.

Canaux. — Le Conseil émet le vœu :

1° Que les crédits d'entretien soient plus élevés ;

2° Que le tirant d'eau soit augmenté et porté à deux mètres sur tout le réseau des canaux du Nord, mais uniquement par voie d'approfondissement afin de ne pas nuire au dessèchement du pays.

Canal de la Basse Colme. — Vœu tendant à l'augmentation du crédit d'entretien et à l'exécution des travaux d'amélioration, notamment pour faire disparaître les sinuosités de ce cours d'eau.

Vœu pour :

La prompte rectification de la becque ou embranchement d'Hondschoote ;

L'établissement d'une passerelle de halage dans les fortifications de Bergues ;

La substitution de tabliers métalliques à ceux en bois des ponts de ce canal ;

L'amélioration de la partie belge de cette voie navigable.

Canal de Bourbourg. — Le Conseil demande :

L'établissement d'un quai de déchargement sur la rive gauche du Jeu de Mail et la construction d'un chemin de contre-halage en amont des fortifications.

La construction d'un pont au lieu dit le moulin de Spycker.

La disparition des dépôts de cailloux effectués sur le chemin de halage.

Canal de la Haute-Colme. — Le Conseil espère qu'on exécutera prochainement le projet relatif à la mise en communication, au moyen d'un sas, des canaux de la Haute-Colme et de Bergues à Dunkerque.

Canal de Dunkerque à Furnes. — Vœu renouvelé pour :

Le rachat par l'État du privilége de concession de ce canal ;

Le rachat du pont de Ghyvelde ;

La construction d'un pont sur le canal de Furnes au lieu dit ancien pont tournant.

Ports maritimes. — *Port de Dunkerque.* — Le Conseil demande que les crédits d'entretien soient élevés à 500,000 fr. et que l'avance en soit faite par le département dans le cas où l'État ne serait pas en mesure de les allouer annuellement.

Vœu renonvelé pour :

1° La construction du bassin de l'ouest et l'application des moyens les plus énergiques pour parvenir conjointement avec le drague à vapeur, à l'approfondissement de la passe d'entrée du port.

2° La prompte exécution des deux écluses projetées tant à l'Est qu'à l'Ouest du port à l'extrémité des fossés de la nouvelle enceinte fortifiée.

Port de Gravelines.—Vœu émis pour l'allocation d'un crédit d'entretien annuel de 100,000 fr avancé à l'Etat, le cas échéant, par le département.

Canalisation du Vliet. — Vœu réitéré pour l'exécution de cet important travail.

Chemins vicinaux d'intérêt commun. — Le Conseil approuve les propositions de M. l'agent-voyer en chef relatives à la fixation des contingents communaux dans les dépenses à faire en 1873.

Il émet le vœu que l'établissement sur les fossés, sans nuire à l'écoulement des eaux, de gares pour dépôt de matériaux soit pratiquée sur toutes les routes indistinctement.

Waeteringues. — Le Conseil exprime le vœu que les eaux du pays aient une voie d'écoulement indépendante des canaux de navigation.

1re *Section.* — Vœu pour la construction d'une écluse d'écoulement en aval de l'écluse du bassin des chasses à Gravelines.

2e *Section.* — Le Conseil demande que cette section cesse d'intervenir dans les dépenses d'entretien des chemins dépendant des communes comprises dans sa circonscription et que celles-ci soient mises en demeure de les classer.

Vœu pour l'exécution rigoureuse des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1822, relatif au curement et à l'approfondissement par les propriétaires ou occupeurs des fossés communiquant avec les Waetergangs.

Compte d'emploi du fonds d'abonnement et du fonds de non valeurs. — Le Conseil donne acte à M. le Sous-Préfet de la communication de ces documents.

Allocation en faveur des employés de Sous-Préfecture. — Vœu tendant au maintien et, autant que possible, à l'augmentation de 1,000 fr. accordée en faveur des employés de la Sous-Préfecture de Dunkerque.

Société humaine. — Le Conseil demande le maintien et même l'augmentation du subside de 500 fr. annuellement accordé à la Société humaine.

Société Dunkerquoise. — Vœu émis pour le maintien du subside de 300 fr. alloué à cette Société.

Création d'une brigade de Gendarmerie à pied à Bourbourg. — Vœu pour la création de cette brigade et l'inscription au budget départemental du crédit nécessaire à la location de cette caserne.

Chemins vicinaux. — Le Conseil admet les propositions de M. l'Ingénieur d'arrondissement et de M. l'Agent-Voyer en Chef.

Il insiste de nouveau pour la création d'un agent-voyer à Hondschoote et pour l'augmentation du traitement de ces agents.

Postes. — Vœu renouvelé pour la création d'un bureau de distribution de lettres à Bollezeele.

Coudekerque Branche. — *Création d'un bureau d'État-civil.* — Le Conseil appuie la demande des habitants de Coudekerque-Branche, tendant à obtenir la création d'un bureau spécial d'état-civil pour les sections D et C.

Chemin de ceinture de Bergues. — Le Conseil est d'avis qu'il y a lieu d'imposer d'office les communes qui ont refusé de voter le contingent qui leur a été demandé pour l'exécution de ce chemin.

Reliure des listes de recrutement déposées aux archives de la Sous-Préfecture. — Demande d'un crédit de 100 francs pour frais de reliure des listes des 20 dernières années.

Edifices départementaux. — Le Conseil approuve les dépenses projetées par M. l'Architecte.

Chemin de grande communication N° 3. — *Demande en réduction du contingent de la commune de Watten.* — Le Conseil est d'avis qu'il y a lieu de rejeter la demande.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

Agriculture. Vœu tendant à obtenir, dans les écoles normales, la création d'un cours d'économie rurale.

Bâtiments départementaux. Vœu tendant à obtenir les crédits suivants pour assurer l'entretien du mobilier et des bâtiments départementaux.

Caserne de gendarmerie de Bailleul	200 fr.
Id. de Cassel	100
Id. d'Hazebrouck	150
Maison d'arrêt d'Hazebrouck	200
Mobilier du tribunal	150
Mobilier de la Sous-Préfecture	500
Dépôt de sûreté de Bailleul	50
Id. de Cassel	50

Chambre consultative d'agriculture. — Vœu tendant à obtenir l'inscription, sur le budget départemental, d'un crédit de 200 fr. pour payer les frais de bureau de la chambre consultative d'agriculture.

Compte d'emploi du fonds d'abonnement. — Vœu tendant à obtenir l'inscription sur le budget départemental, de l'allocation de 1,000 fr. afin d'augmenter le traitement des employés de la Sous-Préfecture.

Vœu tendant à ce que le fonds d'abonnement de la Sous-Préfecture soit augmenté et porté au même chiffre que pour Avesnes.

Conseil d'hygiène publique et de salubrité. — Vœu tendant à obtenir pour le Conseil d'hygiène publique et de salubrité, l'inscription sur le budget départemental d'un crédit de 120 fr. pour payer les frais de bureau de cette association.

Eglise de Sainte-Marie-Cappel-Secours. — Vœu tendant à obtenir du département et de l'État, un secours de 14,000 fr. pour la reconstruction de l'église de Ste-Marie-Cappel, détruite par un incendie.

Eglise succursale du hameau de Nieppe (commune de Renescure. — *Secours.* — Vœu tendant à obtenir sur les fonds de l'État en faveur de l'église succursale du hameau de Nieppe (territoire de Renescure) un secours de 8,055 fr.

Epidémies. — *Travaux d'assainissement à Merville.* — Le Conseil d'arrondissement prie MM. les ingénieurs de hâter autant que possible, les travaux d'assainissement de Merville afin de prévenir le retour des épidémies qui affligent si souvent cette localité.

Etalons départementaux. — Vœu tendant à obtenir deux étalons départementaux dont l'un serait placé à Flètre, et l'autre à Hazebrouck ou dans les environs de cette ville. Vœu tendant à choisir ces étalons parmi les chevaux de la race percheronne.

Foires et marchés, Caestre. — Avis favorable à la demande formée par le Conseil municipal de Caestre, tendant à obtenir l'autorisation de rétablir deux foires aux chevaux et aux vaches tombées en désuétude. La première se tiendrait le dernier mercredi du mois d'avril et l'autre le premier mercredi de septembre.

Foires et marchés, Steenvoorde. — Avis favorable à la demande formée par le Conseil municipal à Steenvoorde tendant à créer deux marchés aux chevaux le premier, le premier jeudi précédant la Saint-Jean, le deuxième, le samedi après le 15 novembre, et ce jour là, si c'était un 15.

Foires et marchés, Steenwerck. — Avis favorable à la demande formée par le Conseil municipal de Steenwerck tendant à reporter au 12 décembre la foire aux chevaux qui se tient annuellement le 20 novembre.

Impression du rapport et des délibérations. — Vœu tendant à obtenir, pour l'arrondissement d'Hazebrouck un crédit plus élevé nécessaire à l'impression du rapport du Sous-Préfet, les délibérations du Conseil et les rapports des chefs du service.

Instruction primaire. — Vœu tendant à obtenir des écoles mixtes aux hameaux du Souverain à Hazebrouck ; de St-Laurent, à Steenvoorde ; du Sec Bois, à Vieux Berquin ; de la Basse Rue, à la Gorgue ; et du Nieppe à Renescure.

Vœu tendant à créer des écoles spéciales de filles dans les communes de Merris, Buysscheure, Zuytpeene, Lynde, Wallon-Cappel, Strazeele et Merris.

Vœu tendant à augmenter les volumes des bibliothèques scolaires et à créer des bibliothèques dans les communes où il n'y en a pas encore.

Navigation. — Vœu tendant à ce que les travaux de l'approfondissement de la rivière de la Lys soient entrepris sans retard.

Vœu tendant à obtenir la prompte exécution des travaux de dérivation de la Lys à Armentières.

Vœu tendant à ce que les travaux de la canalisation de la Lawe ne soient pas négligés dans le département du Pas-de-Calais.

Postes. — Vœu tendant à obtenir un bureau de poste aux lettres à la Gorgue.

Service hydraulique. — Vœu tendant à ce que la Borre-Becque soit détournée près de l'écluse du Grand-Dam pour être rejetée en aval de cette écluse.

Société du prêt au travail. — Vœu tendant à ce que le comité local d^{a} Hazebrouck fasse connaître par la publicité les conditions des prêts et les avantages qui y sont attachés.

Société d'agriculture. — Vœu tendant à reporter sur l'exercice 1873, les subventions de l'Etat et du département accordées à la Société d'Agriculture de Bailleul qui a cru devoir, par suite du typhus contagieux remettre son concours d'animaux reproducteurs à l'année prochaine.

Vœu tendant à obtenir, sur l'exercice 1873, les subventions de l'Etat et du département sollicitées par la Société d'Agriculture d'Hazebrouck pour l'exposition agricole de 1873.

Vœu tendant à obtenir sur les fonds du département une allocation de 500 fr. pour aider à payer la dépense de l'exposition agricole de Merville organisée par la Société d'Agriculture d'Hazebrouck et qui aura lieu le 21 septembre 1872.

Sous-Préfecture. — *Mobilier.* — Vœu tendant à obtenir les crédits nécessaires à l'achat d'appareils de chauffage, de divers meubles et pourvoir à diverses réparations locatives.

Vœu tendant à faire adopter la proposition faite par le Sous-Préfet touchant l'emploi du fonds d'entretien du mobilier de la Sous-Préfecture.

Télégraphie. — Vœu tendant à retirer le service télégraphique des agents municipaux et à le confier à l'administration des postes pour les bureaux municipaux.

Voirie. — *Routes nationales.* — Vœu tendant à établir le long des routes nationales des garde-fous ou des talus en terre devant tous les endroits où les routes sont construites sur des remblais.

Routes départementales. — Vœu tendant à obtenir les crédits suivants destinés à l'entretien :

25,000 pour la route départementale N° 9 d'Armentières à St-Omer ;

5,500 pour la route départementale N° 16, d'Estaires à La Bassée ;

9,500 pour la route départementale N° 17, d'Hazebrouck à Aire ;

La somme nécessaire à l'entretien de la route départementale N° 67 de Steenvoorde l'Hazewinde.

Chemins de grande communication. — Vœu tendant à obtenir les crédits d'entretien pour les chemins de grande communication de l'arrondissement d'Hazebrouck pendant l'année 1873.

Vœu tendant à recharger en porphyre concassé la partie du chemin de grande communication N° 23 entre Vieux-Berquin et la Branche au lieu du pavage projeté.

Vœu tendant à obtenir le pavage de la partie empierrée du chemin de grande communication N° 55 de Bailleul à l'Abeele comprise entre la ville et la caserne des douanes, sur une longueur de 180 mètres environ.

Avis tendant à rejeter la demande formée par la ville d'Armentières à l'effet de réviser le contingent du chemin de grande communication N° 38.

Avis favorable à la demande du Conseil municipal de Boeschêpe tendant à obtenir le classement du chemin vicinal N° 4 comme annexe du chemin de grande communication N° 55 de Bailleul à l'Abeele.

Vœu tendant à recharger avec du porphyre concassé la partie du chemin de grande communication N° 57 de Caestre à Vieux-Berquin dans la portion située entre cette commune et la gare du chemin de fer de Strazeele.

Vœu tendant à ce que la commune d'Estaires intervienne dans la dépense que doit occasionner la rectification, projetée à Don, le long du chemin de grande communication N° 62.

Avis favorable à la demande du Conseil municipal de Bailleul tendant à obtenir le classement de la rue des Poissons comme annexe du chemin de grande communication N° 18, de Bailleul à Ypres.

Chemins d'intérêt commun. — Vœu tendant à la prompte exécution du projet de rectification du chemin N° 73, de Steenbecque à Elblinghem à la sortie de Lynde.

Vœu tendant à faire payer des subventions par les industriels qui exploitent les carrières de sable le long du chemin d'intérêt commun N° 89, de Bailleul au Mont-Noir.

Avis favorable du Conseil d'arrondissement sur le travail présenté par MM. les agents-voyers relatif au contingent à fournir en 1873 pour l'entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun.

Voirie. — *Réseau subventionné.* — Vœu tendant à ce que le Conseil répartisse l'économie réalisée sur la construction du réseau subventionné entre les communes de l'arrondissement en suivant une base de répartition indiquée.

Vœu tendant à acheter pour l'arrondissement d'Hazebrouck, cinq rouleaux compresseurs.

Vœu tendant à obtenir la substitution du chemin à ouvrir en prolongement du chemin N° 10, dit du Temple à une partie de 700 mètres du chemin N° 3 dit de St-Omer à Noordpeene et à obtenir du Conseil général une subvention de 4,000 fr. pour payer, avec d'autres ressources, la construction de ce chemin qui doit relier la commune de Noordpeene à la ville de St-Omer.

Voirie. — *Conversion en argent des prestations en nature.* — Avis du Conseil d'arrondissement relatif au tarif de la conversion en argent des prestations à acquitter en nature.

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

Asile d'aliénés d'Armentières. — *Translation.* — Le Conseil donne acte à M. le Préfet de la communication qu'il lui a faite à ce sujet et émet le vœu qu'une solution favorable, impatiemment attendue, intervienne cette année.

Bureaux de Bienfaisance. — Par suite d'un vœu déjà présenté à une précédente session tendant à ce que l'article de la loi de frimaire an IV (qui donne aux seuls membres des congrégations religieuses la distribution des secours) soit modifié, le Conseil est d'avis d'accorder aux administrations communales la faculté de nommer de notables citoyens chargés de rechercher les nécessiteux, les pauvres honteux, etc., qui pourraient se trouver dans leur quartier.

Caisses d'Épargne. — Le Conseil recueille de l'un de ses membres des détails intéressants sur la situation financière des caisses d'épargne de l'arrondissement.

Chambre consultative des Arts et Manufactures à Halluin. — Le Conseil émet l'avis qu'il n'y a pas lieu d'établir une Chambre consultative à Halluin.

Chambre de Commerce de Roubaix et Tourcoing.— Le Conseil donne acte à M. le Préfet de sa communication au sujet de l'érection des Chambres consultatives de Roubaix et Tourcoing en Chambres de commerce. L'avis du dernier Conseil d'arrondissement n'avait point été favorable à cette transformation.

Chambres syndicales. — Le Conseil exprime le vœu :

1° Que l'administration supérieure encourage la formation de syndicats de patrons et de syndicats d'ouvriers organisés, soit par corps de métiers, soit par groupes de métiers concourant à la même industrie, selon les besoins ;

2° Qu'une ou plusieurs Chambres syndicales de patrons et d'ouvriers soient établies à Roubaix où elles seront particulièrement utiles.

Chemins de fer nouveaux.— Vœu relatif au chemin de fer direct de Lille à Lyon, demandé en concession :

Le Conseil désire que, dans l'intérêt général, le Ministre des travaux publics concède le plus tôt possible ledit chemin.

Recommande tout spécialement à l'attention du Conseil général la création d'une ligne ferrée réunissant les stations d'Orchies et de Carvin, qui doit mettre le canton de Pont-à-Marcq en communication directe avec les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais, et desservir les communes importantes de Mons-en-Pévèle, Haumont, Monchaux, Thumeries, Wahagnies, etc., encore dénuées de toutes voies ferrées.

Émet aussi l'avis qu'il serait utile qu'une station fût établie à la Posterie, la distance entre les stations d'Orchies et de Cysoing étant d'environ 12 kilomètres.

Chemins de fer nouveaux concédés dans l'arrondissement de Lille à la Compagnie du Nord.— Le Conseil donne acte à M. le Préfet de sa communication et émet le vœu que l'administration fasse tous ses efforts auprès des Compagnies concessionnaires pour que les travaux de construction de leurs voies soient au plus vite commencés et activés dans le plus bref délai.

Chemin de fer de Béthune à Roubaix Tourcoing. — Une concession devant être demandée au Conseil général dans sa prochaine session, le Conseil émet un vœu favorable à la création de cette nouvelle ligne.

Chemin de fer de Don à Laventie Estaires.— Vœu tendant à ce que le tracé projeté du chemin de Don à Laventie, à Estaires, Merville, etc., soumis actuellement aux enquêtes, soit modifié de manière à passer au lieu dit la Maladrie, gare, terrain d'Herlies, à l'embranchement de la route nationale, 41, et et du chemin de grande communication de la Bassée à Armentières et d'Estaires à Don.

Chemin de fer de Menin à Somain.— Émet le vœu que ledit chemin soit dirigé vers Somain par la voie la plus économique et la plus rapide, et que des embranchements et des stations soient établis pour les localités intéressées comme par exemple : Hempenpont, etc.

Chemin de fer de Lens à Armentières. — Émet le vœu :

1° Que la ligne de Lens à Armentières soit déclarée immédiatement d'utilité publique ;

2° Que la concession en soit maintenue à la Compagnie de Lille à Valenciennes, qui est la mieux à même de l'exploiter utilement dans l'intérêt public.

Chemins de fer, ligne du Nord-Est. — Appuie un vœu analogue à celui qui vient d'être émis par le Conseil municipal de Lille, par la Chambre consultative d'Armentières et par la Chambre de commerce de Dunkerque, à savoir : que l'acte de rétrocession de la ligne du Nord-Est au Nord ne soit pas ratifié par le Gouvernement et par le Conseil général.

Ligne de Lille à Menin.— Renouvelle le vœu qu'il a émis ainsi que le Conseil général en 1869 et 1870 de la mise à l'étude d'un chemin de fer direct de Lille à Menin en passant par Marcq-en-Barœul, Bondues, Linselles, Bousbecque et Halluin.

Chemins de grande communication. — Le Conseil émet les vœux suivants :

Que le chemin de grande communication N° 14 d'Armentières à Ypres, soit classé en route départementale, vu la fréquence des transports qui excèdent en utilité les transports par la route de Lille à Dunkerque ;

Vu le développement de l'industrie, qu'un certain nombre de chaussées empierrées soient transformées en chaussées pavées ;

Que la route de grande communication N° 9, soit achevée, en classant de grande communication la partie de ce chemin allant de la Croix Blanche à Linselles.

Le Conseil émet un avis favorable au projet de redressement du chemin N° 9 ;

Un avis également favorable appuie les réclamations de MM. les Maires de Croix et Wasquehal au sujet des chemins à terminer le plus promptement possible dans leurs communes respectives.

Le Conseil approuve en leur entier, les propositions faites par MM. les Agents-voyers concernant l'entretien des chemins de grande communication Nos 41, 50, 112. Il est d'avis que les motifs invoqués par Tourcoing pour ne pas payer les dépenses d'entretien du chemin 112, soient écartés comme non valables.

Chemins vicinaux et d'intérêt commun.— A la suite d'un rapport sur les chemins vicinaux ordinaires et d'intérêt commun, le Conseil constate avec satisfaction que l'ensemble des chemins dont l'exécution avait été décrétée en 1868 et qu'on aurait pu croire compromise par nos malheurs est assurée par le plus grand bien de notre contrée.

Vu l'accroissement des charges, pour les communes, causé par les nombreux transports qui s'effectuent sur les chemins vicinaux avoisinant les stations du chemin de fer, le Conseil émet le vœu que la route conduisant de Fretin à la route nationale N° 17 dans toute sa longueur, ainsi que celle de Moncheaux à Leforest, soient classées chemins d'intérêt commun dans la prochaine session du Conseil général.

Approuve un projet de rectification pour le chemin de grande communication N° 62, dans la traversée du hameau de Don.

Routes départementales.— Appréciant le rapport de M. l'Ingénieur des ponts-et-chaussées sur le service des routes départementales de l'arrondissement de Lille, le Conseil remercie M. le Préfet de sa communication et de sa sollicitude pour les routes départementales.

Émet le vœu que la route N° 36, de Quesnoy-sur-Deûle à Comines soit déclarée route départementale.

Concours d'animaux de boucherie. — Le Conseil donne acte à M. le Préfet de la

communication qui lui est faite de pièces desquelles il résulte que les subsides alloués pour le concours d'animaux de boucherie seront accordés à l'avenir aux concours d'animaux reproducteurs.

Création d'une nouvelle commune. — Vœu pour la formation d'une nouvelle commune qui comprendrait le territoire de la banlieue de Lille, depuis la rive gauche du canal de la Deûle, de la route de Dunkerque à la planche à Quesnoy, le marais de Lomme, la Carnois, la partie de Lambersart longeant la route de Dunkerque, le pont de Canteleu jusqu'au chemin de grande communication de Lambersart.

Comme appendice au vœu ci-dessus, le Conseil appelle l'attention de M. le Préfet sur les dispositions à prendre afin que dans un temps aussi rapproché que possible, il n'y ait plus dans l'arrondissement de Lille, de mairies installées dans une salle dépendante de maison à usage de cabaret.

Ecole spéciale des arts industriels de Lille. — Le Conseil exprime le vœu que la Commission nommée par le Conseil général pour préparer le travail d'organisation de l'École industrielle et des mines résolve promptement le problème, et son espoir de voir faire par la ville de Lille et par le département tous les sacrifices nécessaires pour mettre cet établissement à la hauteur des besoins toujours croissants de l'industrie.

École des mines. — Bien que la municipalité de Lille n'ait point répondu à l'appel qui lui a été fait, et n'ait point formulé de proposition, le Conseil, considérant les avantages qui résulteraient de la fondation en cette ville d'une ecole de maîtres-mineurs, persiste dans ses conclusions antérieures.

Enfants assistés. — Le Conseil exprime le vœu que l'assistance qui a été accordée aux orphelins pauvres leur soit continuée comme par le passé, afin de ne pas créer deux catégories d'orphelins : ceux des villes pour qui il y a presque toujours des hospices prêts à les recevoir et ceux des campagnes, qui le plus souvent courraient le risque de se trouver sans asile.

Le Conseil constate d'ailleurs que c'est aux Maires qu'il appartient de veiller à ce que les enfants assistés reçoivent une instruction suffisante en même temps qu'ils reçoivent l'instruction religieuse.

Épizooties. — Le Conseil considérant que des abus se sont glissés dans la répartition des indemnités allouées aux propriétaires d'animaux abattus, soit comme estimation trop élevée des bêtes, soit comme évaluation trop basse des restes, débris, etc., soit encore par négligence de l'observation des prescriptions sanitaires pour que le fléau ne s'étende pas, émet le vœu que de nouvelles mesures engageant la responsabilité des communes soient prises et qu'un contrôle plus étroit soit organisé.

Faculté de médecine et de pharmacie à Lille. — Le Conseil, à l'unanimité, émet le vœu qu'une faculté de médecine et de pharmacie soit instituée à Lille.

Gendarmerie. — Le Conseil remercie M. le Préfet de ses communications et des efforts qu'il a faits pour la satisfaction des vœux du Conseil tendant à la création d'une brigade à Halluin et d'une deuxième brigade à Armentières.

Hospices et Hôpitaux. — Le Conseil exprime ses félicitations sur la situation excellente de cet important service public.

Lignes télégraphiques. — Vœu tendant à ce que les communes de Baisieux, Cysoing et Pont-à-Marcq soient dotées de lignes télégraphiques. Il serait à désirer que les voyageurs soient avertis, par affiches, qu'ils peuvent déposer des dépêches dans les gares d'Armentières, Don, Lille, Roubaix et Tourcoing.

Maison de refuge du Bon pasteur. — Le Conseil après avoir reconnu qu'il n'a pas à se préoccuper de l'administration de l'établissement du *Bon Pasteur,* renouvelle le vœu que dorénavant, il ne soit plus accordé de bourses pour cette maison, sans pouvoir contrôler comment ces fonds sont employés et de quelle manière l'éducation est donnée aux 45 boursières départementales.

Mendicité. — Le Conseil appuie le vœu que la répression de la mendicité ne soit pas poursuivie tant que des dépôts ne seront pas établis en nombre suffisant dans le département ou sans que la loi qui en ordonne la mesure, ne soit pas abrogée.

Mont-de-Piété. — Le Conseil émet le vœu de voir réduire le taux de l'intérêt et des frais auxquels les prêts donnent lieu.

Race chevaline. — Le Conseil donne acte à M. le Préfet de la communication des pièces relatives aux fonds alloués 1° pour achat et revente d'étalons ; 2° pour concours d'étalons de l'industrie privée ; 3° pour honoraires du médecin vétérinaire départemental.

Ces opérations qui n'ont pu avoir lieu en 1870-71, auront lieu vers la fin d'octobre 1872.

Un crédit de 11,600 fr. est proposé comme encouragement accordé pour l'amélioration de la race chevaline. Le Conseil approuve et remercie M. le Préfet de sa sollicitude pour cet important service.

Service hydraulique. — *Dérivation de la Lys.* — Le Conseil émet le vœu que la dérivation de la Lys à Armentières soit exécutée avant les grands travaux d'amélioration qui viennent d'être mis à l'enquête.

Service des Postes. — Le Conseil émet les vœux suivants :

Que le bureau de distribution de Linselles soit converti en bureau de poste avec deux distributions par jour ;

Que le bureau d'Armentières, actuellement recette simple, soit converti en bureau composé ;

Le Conseil insiste pour que la commune de Wattrelos, qui compte 15,000 âmes, obtienne dans le plus bref délai possible un bureau de distribution ;

Renouvelle le vœu qu'un bureau de distribution soit établi à Phalempin, les raisons données par l'administration des postes ne paraissant pas admissibles ;

Émet le vœu que le nombre des facteurs ruraux soit mis en rapport avec les besoins des campagnes, où le service laisse à désirer, et que leur traitement soit augmenté dans des proportions vraiment rémunératrices.

Sociétés de Secours mutuels. — Le Conseil émet le vœu que la loi en discussion sur les associations soit la plus large possible pour faciliter l'établissement des sociétés si utiles de secours mutuels. Il serait à désirer que certaines prescriptions de la loi qui, régit la matière, fussent modifiées afin de laisser plus de liberté à l'initiative des ouvriers qui veulent s'associer.

Subventions spéciales industrielles. — Émet le vœu 1° que les chemins vicinaux en général soient traités sur le même pied d'égalité que les routes départementales par rapport aux

subventions industrielles; 2° que les subventions spéciales pour dégradations extraordinaires soient supprimées sur toutes les catégories de chemins.

Travail des enfants dans les manufactures. — *Nominvtion d'Inspecteurs.* — Le Conseil en donnant acte à M. le Préfet de l'avis de la nomination de deux Inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures, émet le vœu que l'Administration continue de s'occuper de cette question avec sollicitude, et que des améliorations soient apportées à la situation des enfants qui travaillent dans les fabriques et qui fréquentent les écoles d'une manière trop incomplète.

Vaccination.— Après avoir pris connaissance du tableau de la situation de l'arrondissement au point de vue du service de la vaccination et constaté que cette situation s'est améliorée, le Conseil s'en félicite et appuie vivement les conclusions du rapporteur tendant à démontrer la nécessité de veiller à la stricte observation des prescriptions si sagement édictées dans une circulaire préfectorale et dans le rapport du comité de vaccine et de persévérer dans la voie dans laquelle on est entré cette année en multipliant les ressources pour obtenir de plus grands effets.

En remerciant M. le Préfet de sa communication, le Conseil appelle son attention sur la nécessité de combattre spécialement une fâcheuse croyance qui pénètre malheureusement les populations, c'est-à-dire que la vaccination et la revaccination en temps d'épidémie vient accroître les dangers de la contamination et ajouter à la nocuité du fléau.

Le Conseil propose en outre d'engager les municipalités à donner une prime aux familles des vaccinés.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

Bâtiments départementaux. — Le Conseil d'arrondissement appuie les demandes de crédits ayant pour objet les travaux suivants : 1° Couverture de la rivière des Viviers, 20,467 fr. 19 ; 2° Peinture des façades de la Sous-Préfecture, et réparation des toitures, 1,983 fr. 59 ; 3° Peinture des façades du tribunal civil, 1,161 fr. 38 c.; 4° Peinture des façades du tribunal de commerce, 622 fr. 16.

Il demande le report, sur l'exercice de 1873, du crédit de 4,493 fr. ouvert en 1872, pour l'agrandissement de la salle des adjudications et la construction d'une salle d'archives.

Il émet un vœu pour l'augmentation des crédits annuels affectés à l'entretien des bâtiments départementaux et des mobiliers.

Il appuie de son avis favorable la demande de M. Beauvois, ayant pour but d'obtenir du Département une reconnaissance régulière que le jour pratiqué, en 1858, dans le mur mitoyen entre son jardin et la Sous-Préfecture ne constitue nullement une servitude.

Chemins de fer. 1° *Station de Valenciennes.* — Le Conseil renouvelle le vœu de l'établissement d'un viaduc au-dessus du passage à niveau de la route nationale N° 45. — A l'unanimité, il ajourne son avis sur le projet, présenté par la ville de Valenciennes, pour le déplacement de la station des voyageurs, jusqu'à ce que cette question ait été examinée, à tous ses points de vue et qu'une enquête ait permis à tous les intéressés de se prononcer sur le plus ou moins d'utilité de ce déplacement.

2° *Ligne d'Anzin à la frontière.* — Il émet le vœu qu'une entente se fasse au plus tôt entre la Compagnie concessionnaire et celle du Nord, pour le raccordement de la ligne d'Anzin à la frontière avec la station de Valenciennes.

3° *Projets à l'étude.* — Il demande aussi que l'utilité publique ou l'expropriation soit prononcée au plus tôt, sur les projets de lignes ferrées, de St-Amand à Blanc Misseron, de St-Amand à Tournay, et de Valenciennes à Maubeuge.

Chemins de grande communication. — Le Conseil donne un avis favorable aux demandes de MM. les Ingénieurs pour les crédits d'entretien et de grosses réparations à ouvrir au budget de 1873.

Chemin de ceinture de Valenciennes. — Il émet le vœu que la construction du chemin 78, dit de ceinture soit terminée le plus tôt possible, et que cette route soit complétée par le classement du chemin des Alliés, demandé par le Conseil municipal de Valenciennes.

Chemin N° 34, prolongement. — En présence des nouveaux sacrifices que se sont imposés la commune d'Abscon et les principaux industriels de cette localité, le Conseil renouvelle le vœu émis l'année dernière, que le Conseil général autorise le classement de la rue d'Erre, comme prolongement du chemin N° 34 et que le département prenne à sa charge la somme de 7,500 fr.

Le Conseil demande une étude sérieuse des détériorations des chemins 34, 45 et 85.

Il demande également une étude sur la possibilité de classer au nombre des routes vicinales, le chemin d'intérêt commun N° 119.

Chemins d'intérêt commun. — Le Conseil appuie la demande de maintien des crédits d'entretien pour 1873.

Chemin N° 60. — Il appuie les propositions ayant pour but la construction en pavage du chemin N° 60 qui n'est qu'empierré, et la répartition, proposée par le service vicinal, des contingents d'entretien à assigner aux communes.

Chemin N° 105. — Il émet le vœu que la construction de ce chemin soit faite au plus tôt, et qu'à cet effet, le Conseil général veuille bien voter, en une seule fois, sur l'exercice 1873, la portion, montant à 54,600 fr. qui doit être mise à la charge du département.

Chemins empierrés. — Le Conseil serait d'avis qu'une étude fut faite pour établir s'il ne serait pas préférable d'abandonner définitivement le système des empierrements.

Contingents de 1873. — Le Conseil déclare n'avoir aucune observation à présenter sur le projet de répartition des contingents pour 1873.

Chemins vicinaux ordinaires. — *Drève d'Escaupont.* — Le Conseil émet le vœu que l'étude du classement de la Drève de Notre-Dame-au-Bois soit poussée activement et reçoive une suite favorable.

Chemin d'Hérin à Prouvy. — Il demande le classement au réseau subventionné du chemin N° 3, d'Hérin, afin de permettre la construction du chemin d'Hérin à Prouvy.

Chicorée. — Le Conseil émet le vœu qu'une amélioration soit apportée, à bref délai, au mode actuel de perception de l'impôt sur la chicorée.

Communauté israélite — *Subvention.* — Le Conseil appuie la demande de subvention de 500 fr. sur les fonds du département pour 1873.

Condé. *Surtaxes— d'octroi.* — Le Conseil émet un avis favorable à la demande du Conseil municipal de Condé, ayant pour but l'élévation à 5 fr. des droits sur le vin et à 10 francs, des taxes sur l'alcool pur.

Division du canton de Bouchain. — Le Conseil maintient son avis favorable à la demande du Conseil municipal de Denain, il émet le vœu que l'étude de ce projet soit poussée avec activité.

Frais d'administration de la Sous-Préfecture. — Le Conseil émet le vœu : 1° que l'allocation votée par le Conseil général, depuis quelques années, en faveur des employés, soit continuée; 2° que le fonds d'abonnement affecté à la Sous-Préfecture de Valenciennes soit élevé au même taux que celui des autres Sous-Préfectures de première classe les mieux favorisées.

Fresnes. — *Création de marchés.* — Le Conseil donne son avis favorable à la demande du Conseil municipal de Fresnes, tendant à obtenir la création de marchés aux bestiaux, tous les lundis, et un franc-marché chaque mois, mais à condition que ces marchés ne coïncideront pas avec ceux de Valenciennes et Condé.

Instruction primaire. — Le Conseil s'associe au vœu émis l'année dernière par le Conseil général pour que l'instruction primaire soit rendue obligatoire pour tous. Il insiste pour que les communes dont la population excède 500 habitants soient de nouveau mises en demeure de créer une école de filles. Il demande que les administrations municipales votent, chaque année, un traitement pour les directeurs et directrices des cours d'adultes.

Navigation. — Le Conseil appuie les demandes de crédits, de 9,000 fr. pour l'entretien du canal de Mons à Condé, et de 125,000 fr. pour l'entretien de l'Escaut. Il recommande l'adoption des projets présentés par les Ingénieurs, et notamment ceux de restauration du pont levis de Mortagne et de l'exhaussement du tablier du pont du Mouton-Noir à Valenciennes.

Chômage des canaux, insalubrite. — Il appelle l'attention de l'Administration sur la situation faite aux villes par le chômage des canaux.

Service de halage. — Il s'associe au désir exprimé par le Conseil général, en 1872, de l'établissement d'un service de halage régulier sur les voies navigables du Nord de la France.

Routes départementales. — Le Conseil appuie les demandes de crédits pour entretien et travaux en 1873.

Il renouvelle le vœu émis l'année dernière du classeement, comme routes départementales, du chemin d'intérêt commun 21 et de la partie du chemin de grande communication comprise entre Denain et Haspres.

Il propose également le classement du chemin de grande communication N° 50.

Routes nationales. — Le Conseil appuie les demandes de crédits pour l'entretien de ces routes et les travaux à continuer en 1873. Il recommande le système des portes doubles à l'entrée des villes, permettant la circulation des voitures sans encombrement. Il sollicite l'allocation, chaque année, de sommes assez élevées pour poursuivre l'élargissement, dans Valenciennes, de la rue de Paris près de l'église St-Nicolas et du marché aux herbes, de la rue de Lille près du marché aux poissons, et de la rue du Quesnoy au coin de la place et à la jonction des rues de Mons, Delsaulx et du Quesnoy.

Scarpe-Inférieure. — Le Conseil renouvelle les vœux émis par lui les années précédentes, du rachat de la concession de la Scarpe par l'Etat et de l'approfondissement du lit de cette rivière à 2 mètres au moins de tirant d'eau. Il demande aussi que les niveaux actuels de navigation soient abaissés de 30 centimètres tout en assurant un mouillage de 8 mètres.

Société d'Agriculture. — Le Conseil émet les vœux suivants : 1° que le secours accordé par l'État en 1872, soit augmenté de 400 fr.; 2° que le Conseil général continue en 1873, l'allocation annuelle de 3,000 fr.; 3° qu'à l'avenir pour les concours agricoles, les Comices nomment chacun et à l'avance ses délégués en nombre égal, et ce pour chaque nature de concours.

Société de charité maternelle. — Le Conseil donne un avis favorable à la demande de subvention sur les fonds du département.

Tabac. — Le Conseil appelle la sérieuse attention de l'Administration sur les points suivants : 1° Le prix du tabac est trop élevé pour la zône frontière ; 2° les débitants, restreints à des quantités moindres, sont souvent dépourvus du tabac le plus généralement demandé. Cette situation a pour effet, à la fois, d'encourager la contrebande et de diminuer la consommation.

Télégraphie. — Le Conseil renouvelle le vœu, émis l'année dernière, que le tarif des dépêches pour l'étranger soit ramené à un chiffre correspondant aux prix des télégrammes dans les deux pays.

Travail des enfants dans les manufactures. — Le Conseil renouvelle le vœu que l'âge minimum d'admission des enfants dans les ateliers soit fixé à 11 ans, pourvu qu'ils justifient de l'instruction primaire, et que le travail de nuit soit autorisé sous la surveillance des inspecteurs, de façon qu'il n'excède pas les forces de l'enfant tout en se pliant aux nécessités industrielles.

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

SUPPLÉMENTS AU RAPPORT DU PRÉFET

Chemins de fer. — Nouvelles lignes demandées.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, accompagnée de diverses pièces et d'un rapport de MM. les Ingénieurs des Ponts-et-Chaussées, une délibération par laquelle le Conseil municipal d'Halluin, réitère la demande qu'il a faite en 1869, pour l'établissement d'un chemin de fer direct, de Lille à Halluin, par Marcq, Bondues, Linselles et Bousbecques.

MM. les Ingénieurs sont d'avis que ce chemin n'aurait qu'un caractère d'utilité très-restreint, attendu qu'il n'abrégerait que de deux kilomètres le parcours de Lille à Menin, et que les localités qu'il serait destiné à traverser seront convenablement desservies par les lignes de Lille à Comines et de Tourcoing à Menin, concédées avec garantie d'intérêt, lignes auxquelles il ne pourrait que faire concurrence au préjudice du département et de l'État. M. l'Ingénieur en chef fait remarquer, d'ailleurs, qu'aucun avant-projet n'est présenté et que jusqu'à ce qu'une demande en Commission soit produite par une Compagnie offrant les garanties nécessaires, aucune mesure n'est à prendre à ce sujet.

Je soumets également au Conseil général avec un avant-projet à l'appui une demande de la Compagnie du chemin de fer d'Achiet à Bapaume (Pas-de-Calais) tendant à obtenir la concessioni de la partie à ouvrir sur le territoire du Nord d'un chemin de fer d'intérêt local de Bapaume à Marcoing, se rattachant ainsi au chemin de fer d'Epéhi à Courtrai, concédé à la Compagnie de Picardie et Flandres. Elle sollicite en même temps une subvention de 50,000 fr. par kilomètre égale à celle qu'elle a obtenu, dans le Pas-de-Calais pour la ligne d'Achiet à Bapaume et qui pour les5,700 mètres d'étendue sur le Nord s'élèverait à 285,000 fr.

M. l'Ingénieur en Chef du département à qui cette demande a été communiquée et dont le rapport est également ci-joint, considère la nouvelle ligne projetée comme utile non-seulement pour la desserte des localités du Nord, mais surtout en ce qu'elle procurerait une abréviation de parcours de 40 kilomètres par les voies ferrées entre Cambrai et Amiens, abréviation dont profiteraient également les cantons de Solesmes, le Quesnoy et Bavai. En conséquence, il est d'avis que

le chemin dont il s'agit pourrait être concédé aux conditions proposées par la Compagnie, mais sans subvention ni garantie d'intérêt du département.

Je viens de recevoir et j'ai l'honneur de mettre entre les mains du Conseil général, avec un avant projet à l'appui, une demande présentée par M. C. Dathis, banquier à Lille, à l'effet d'obtenir la concession de la partie à établir sur le Nord d'un chemin de fer d'intérêt local de Béthune à Roubaix et Tourcoing par Armentières, Quesnoy-sur-Deûle et Linselles.

Je n'ai pu, à défaut de temps, prendre sur cette demande l'avis de M. l'Ingénieur en chef.

Je prie néanmoins le Conseil général de vouloir bien se prononcer sur cette affaire comme sur les précédentes.

Emprunts départementaux. — Recette au budget de 1873.

Il a été réalisé, sur l'emprunt de 15 millions autorisé pour la défense nationale, une somme de 7,500,000 fr.; mais les besoins du service n'ayant exigé en 1870, qu'un capital de 6,650,000 fr. il est resté dans la caisse des produits éventuels départementaux un reliquat disponible de 850,000 fr,

Pour combler le déficit existant au budget de l'exercice courant, j'ai proposé, dans un rapport spécial le prélèvement sur ce reliquat de 460,000 fr. Le complément, soit 390,000 fr., étant nécessaire pour équilibrer le budget de 1873, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien le comprendre en recette dans ce dernier document.

Produits éventuels extraordinaires.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription, à l'article 3 du budget extraordinaire de 1873, des recettes dont la désignation suit, à titre de produits éventuels:

Cession de terrains ou de bâtiments	600 »
Vente de mobilier hors de service.	100 »
Produit des chevaux cédés au Ministère de la guerre et provenant des réquisitions faites pour l'artillerie de la garde mobilisée	137,731 »
Intérêts et primes des obligations non placées de l'emprunt de 15 millions.	460,000 »
Total.	598,431 »

Impositions extraordinaires départementales

J'ai proposé au Conseil général, dans mes rapports spéciaux, d'inscrire au sous-chapitre XVI du budget de 1873 les crédits suivants :

Subvention pour travaux neufs et de grosses réparations des routes et des chemins de grande communication			395,450 »
Subvention pour la construction des chemins d'intérêt commun.			55,531,93
Nouvel hôtel de préfecture. — Achèvement et ameublement			689,650 »
Subvention pour l'exécution des chemins vicinaux ordinaires, de la première et de la deuxième catégories	580,000 »		
Secours aux communes pour l'amortissement de leurs emprunts en vue de l'achèvement de ces chemins	175,070 »		755,070 »
Emprunt de 15 millions. — Amortissement. à valoir			153.130 57
		Total	2,048,842,50

Cette somme, comparée au principal des quatre contributions directes représente 17 centimes 75/100.

Je prie, en conséquence, le Conseil général de décider qu'une imposition extraordinaire départementale de 17 centimes 75/100 sera établie en 1873, pour être appliquée aux dépenses ci-dessus mentionnées.

Mesures de défense nationale. — Dépenses relatives à l'instruction judiciaire et aux procès.

L'instruction judiciaire et les différents procès qui ont eu lieu relativement aux fournitures faites pendant la guerre ont occasionné des dépenses assez importantes, tant comme honoraires d'avocats que comme frais de sténographie, d'expédition de pièces, etc.

Par sa lettre ci-jointe, que j'ai l'honneur de communiquer au Conseil général, M. le Ministre de l'Intérieur fait connaître qu'il consent à prendre à la charge de l'Etat les honoraires des avocats et la moitié des autres frais, soit en totalité 6,210 fr., mais que le paiement ne pouvant être effectué présentement, il y a lieu d'en imputer le montant sur les fonds départementaux, sauf remboursement ultérieur.

Je propose, en conséquence, au budget rectificatif de 1872, l'inscription d'un crédit de 10,000 francs, destiné à l'acquit des frais dont il s'agit et à faire face aux besoins qui peuvent encore se produire.

Sous-préfecture d'Avesnes. — Elévation de classe.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a exprimé le vœu que la Sous-Préfecture soit élevée de la seconde à la première classe.

La superficie de l'arrondissement, qui représente le quart de la superficie totale du département, sa richesse agricole, son importance industrielle qui se developpe chaque jour et en fait l'un des marchés lainiers et métallurgiques les plus importants, sa population toujours croissante s'élevant, d'après le dernier recensement, à près de 180,000 habitants, enfin le nombre de ses communes, qui est de 153, motivent suffisamment ce vœu.

Je ne puis que proposer au Conseil général de vouloir bien s'y associer.

Tribunaux de Lille.—Mobilier.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général deux rapports de M. l'Architecte du département signalant la nécessité de renouveler quelques parties du Mobilier des Tribunaux civil et de commerce de Lille.

Les dépenses à faire sont les suivantes :

Tribunal correctionnel.— Remplacement du tapis du bureau du Tribunal. . .	180	»
Tribunal de commerce.— Renouvellement du tapis de la salle des délibérations et remplacement de chaises dans la salle des faillites.	183	»
Total.	363	»

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire ces dépenses au sous-chapitre 1^er^ du budget de 1873, en addition à celles déjà proposées.

Menues dépenses et frais de parquet de la cour d'assises des tribunaux.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général une lettre par laquelle M. le Ministre de l'Intérieur fait connaître que son collègue de la Justice a reconnu la nécessité d'élever de 4,700 fr. à 7,000 fr., à partir de 1873, le crédit alloué au budget départemental, pour les menues dépenses et les frais de parquet du tribunal de 1^re^ instance de Lille, en raison de l'augmentation du nombre des affaires et de la durée des audiences.

Déjà le projet de budget de 1873 était établi lorsque cette lettre m'est parvenue : il ne m'a donc pas été possible de comprendre dans mes propositions l'augmentation de crédit dont il s'agit.

Je prie le Conseil de vouloir bien avoir égard à la décision de M. le Ministre de la Justice, pour l'allocation relative aux menues dépenses et frais de parquet de la cour d'assises et des tribunaux.

Maison de refuge du Bon-Pasteur. — Attribution d'une bourse départementale.

Une bourse départementale se trouve vacante dans la maison du Bon-Pasteur, depuis le 7 juillet dernier.

Diverses demandes, au nombre de sept, pour l'obtention de cette bourse ont eté soumises à la Commission permanente dans sa séance du 6 Août courant ; mais la Commission, en présence des termes de la délégation qui lui a été attribuée par le Conseil général le 4 avril dernier, et en raison de l'époque rapprochée de la session, n'a pas cru devoir statuer.

J'ai l'honneur, en conséquence, de mettre ces demandes sous les yeux du Conseil général, en le priant de vouloir bien pourvoir à la vacance.

Les dites demandes sont accompagnées d'une notice qui établit la situation des jeunes filles en faveur desquelles la bourse est sollicitée.

Irrigations.

J'ai soumis à M. le Ministre des Travaux publics, avec prière de la prendre en sérieuse considération, la délibération en date du 15 novembre 1871 par laquelle le Conseil général a émis le vœu que les articles 9 et suivants de la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales s'appliquassent aux travaux d'irrigation et de colmatage énumérés au paragraphe 6 de ladite loi.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil une lettre en date du 8 août, par laquelle M. le Ministre en m'accusant réception de ce vœu, explique les motifs qui ont déterminé la législature lors du vote de la loi précitée, à ne pas admettre l'application aujourd'hui sollicitée, et fait connaître que la distinction établie à ce sujet lui paraît trop rationnelle et trop bien justifiée pour qu'il croie opportun de provoquer la mesure législative proposée par le Conseil général.

Chemin d'intérêt commun N° 11 de Douai à Roost-Warendin. — Aqueduc sur la rigole royale. — Reconstruction et entretien. — Répartition des dépenses.

Un projet a été dressé en 1870, par MM. les agents-voyers, pour la reconstruction d'un aqueduc, dépendant de l'un des canaux de desséchement de la vallée de la Scarpe dit Rigole royale, et du chemin d'intérêt commun N° 11.

La dépense évaluée à 2,000 fr. devait se répartir, d'après les évaluations de MM. les agents-voyers, de la manière suivante :

Le syndicat de la vallée de la Scarpe, 1/2, ci		1,000 fr.
Les communes intéressées, l'autre moitié, savoir :		
Douai 1/2	500	1,000 »
Roost-Warendin 1/2	500	
Total égal.		2,000 »

Le syndicat de la vallée de la Scarpe et les conseils municipaux ont été entendus. Ces derniers ont donné leur adhésion, et voté les contingents attribués aux deux communes. Le syndicat a aussi reconnu la nécessité de la reconstruction de l'aqueduc; toutefois, il a prétendu n'avoir aucun intérêt serieux à l'exécution de cette mesure et il s'est borné à accorder moitié seulement, à titre de conciliation, du contingent qui lui était demandé, soit 500 fr. au lieu de 1,000fr.. sous la réserve d'être exonéré pour l'avenir de toute dépense d'entretien et de réparétion de l'aqueduc.

MM. Les agents-voyers ne partagent pas l'opinion du syndicat. Ils font remarquer que l'aqueduc et le chemin lui-même ont été établis à l'origine, dans l'intérêt du dessèchement, et n'ont pas perdu cette destination, que s'il est juste que les communes interessées contribuent à l'entretien tant de l'aqueduc que du chemin, au point de vue de l'intérêt général de la circulation, il ne l'est pas moins que le syndicat du dessèchement intervienne dans les dépenses proportionnellement à

ce que lui auraient coûté la reconstruction et l'entretien de l'ouvrage, si cet ouvrage était resté, suivant la destination primitive, exclusivement affecté au service du dessèchement. Les évaluations des agents-voyers établissent, à cet égard, que la proportion du concours du syndicat serait équitablement réglée à la moitié; ils persistent en conséquence dans leurs premières propositions.

Le Conseil d'arrondissement a aussi émis un avis conforme aux conclusions des agents-voyers.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer sur cette affaire, par application de l'art. 46, § 7, de la loi de 10 août 1871.

Je ferai remarquer d'ailleur, que vu l'extrême urgence, j'ai dû autoriser l'exécution des travaux, qui est aujourd'hui terminée.

Route départementale N° 14. — Amélioration dans la traversée des fortifications de Lille à la porte de Roubaix. — Rapport supplémentaire.

Dans un premier rapport, j'ai appelé l'attention du Conseil général sur ce fait que M. le Ministre de la Guerre n'a donné son approbation au projet d'amélioration de la route départementale N° 14, dans la traversée des fortifications à la porte de Roubaix, qu'à la condition que l'on substituerait des ponts mobiles en dessous, aux ponts-levis à flêche que comportait ce projet, et j'ai en même temps fait connaître à l'Assemblée que de nouvelles conférences avaient été ouvertes à ce sujet par MM. les Ingénieurs des Ponts-et-Chaussées avec le Génie militaire.

Les deux services ont été pleinement d'accord dans cette opération pour demander la suppression de la condition sus-relatée, qui devait avoir pour effet d'augmenter de 12,000 fr. la dépense à la charge du département; il y avait ainsi quelque espoir que les réclamations de l'Administration recevraient une solution favorable. Mais M. le Ministre de la Guerre a fait connaître à M. le Ministre des Travaux publics; par une lettre du 26 juillet dernier, que, d'après l'avis du Comité des fortifiations, il ne pouvait que maintenir sa première décision et que rejeter conséquemment les modifications qui y ont été proposées dans la conférence précitée. Il a adhéré seulement à la proposition, faite par MM. les Ingénieurs dans cette conférence, d'exhausser les voûtes des passages sous le corps de place afin de faciliter la circulation des voitures hautement chargées.

Tel est donc définitivement l'état de cette affaire. Pour mettre le Conseil général en mesure d'en apprécier toutes les circonstances, j'ai l'honneur de mettre sous ses yeux la dépêche que M. le Ministre des Travaux publics vient de m'adresser sous la date du 9 août, accompagnée du nouveau projet dressé par le Génie militaire, du procès-verbal de la nouvelle conférence de la délibération de la Commission mixte du 4 septembre 1871 et de la lettre de M. le Ministre de la Guerre du 26 juillet. Je joins à ces documents le rapport que MM. les Ingénieurs viennent de présenter sur le même objet.

M. l'Ingénieur en chef examine dans ce rapport les combinaisons auxquelles la situation actuelle du projet peut donner lieu.

Il fait remarquer que la dépense à faire d'après le projet primitif, y compris le passage spécial pour piétons, dont il demande d'ailleurs le maintien, était de . . . . . 119,000 fr.

Et que si on y ajoute pour la modification du système des ponts-levis une somme de. 12,000

On a un total de dépense de. . . . . 131,000 fr.

qui se réduit toutefois à 125,000 fr. par l'allocation de la subvention de 6,000 fr. sur le budget de la guerre, et il propose, dans le cas où, malgré l'incident signalé, le Conseil général continuerait à admettre en principe l'exécution du projet, de répartir cette dépense entre le département et la ville de Lille, dans les proportions de concours consenties en 1871, c'est-à-dire à raison de 69/89 pour le premier et de 20/89 pour la seconde, ce qui donnerait pour contingent :

Au département.	97,000 fr.
A la ville.	28,000
Somme égale	125,000 fr.

Dans la même hypothèse, le crédit de 28,000 fr. alloué au budget de 1872 et qui, en l'état des choses, ne peut être dépensé cette année, se cumulerait avec celui de 41,000 fr. demandé sur l'exercice 1873 et permettrait de commencer les travaux dans le cours de la prochaine campagne.

Si, au contraire, le projet est rejeté par le Conseil général, le crédit de 28,000 fr. devra rester sans emploi, et il n'y aura pas lieu d'allouer celui de 41,000 fr. proposé pour 1873.

Ecole spéciale des arts industriels de Lille.

Le Conseil général, dans sa dernière session d'avril, a renvoyé à sa commission permanente, l'étude d'un projet de réorganisation de l'école des arts industriels de Lille, en lui conférant le pouvoir de faire appel pour cette étude au concours d'hommes spéciaux.

La Commission spéciale à qui l'examen de la question a été confiée s'en est occupée avec beaucoup de zèle et d'activité. Un projet complet d'organisation selon les vues émises par le Conseil général doit lui être soumis et sans prejuger sa décision, j'ai lieu de penser qu'il répondra à son attente.

En conséquence, il m'a paru qu'il n'y avait pas lieu de maintenir dans les prévisions du budget de 1873, la somme de 10,000 fr. pour l'entretien d'élèves boursiers. — Par suite ce crédit a été supprimé.

Typhus contagieux. — Dépenses.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de la Commission spéciale des vétérinaires, instituée fin décembre 1871, pour pourvoir à la direction et à la surveillance des mesures sanitaires nécessitées par le typhus contagieux.

La Commission rend compte d'une manière détaillée de la marche du fléau, des mesures prises pour le combattre, des difficultés rencontrées et des résultats obtenus.

Ce rapport est complet et je n'ai à y ajouter qu'un témoignage de satisfaction pour le zèle intelligent, l'activité constante et le dévouement complet dont MM. Chieus, président de la Commission, et Pollet, secrétaire, ont fait preuve dans l'accomplissement de leur difficile et pénible mission.

A diverses reprises, au moment de l'intensité du fléau, M. Bouley, inspecteur général des écoles vétérinaires, et M. Leblanc, médecin vétérinaire à Paris, délégué du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, se sont rendus sur les lieux plus particulièrement atteints. Leur présence a été fort utile et j'ai toujours trouvé auprès d'eux le plus précieux concours.

Depuis le 13 juin, aucun cas de typhus contagieux n'a été constaté. On peut donc espérer que le fléau a complètement disparu du département. Cependant, par mesure de prudence, je ne crois pas devoir rétablir les marchés de bestiaux avant quelque temps encore et jusqu'au moment, d'ailleurs prochain, où les transports de fumiers, qui doivent servir à la préparation des terres, auront été effectués.

Ainsi que je l'ai fait pressentir au Conseil général dans sa session d'avril, les dépenses occasionnées par le typhus contagieux depuis le mois de janvier ont été élevées.

La multiplicité des déplacements des membres de la Commission et des vétérinaires d'arrondissement dont le concours a dû être souvent réclamé expliquent ces dépenses dont voici le relevé :

MM.	Bouley,	vétérinaire	à Avesnes.	fr. 296 95
	Lefebvre,	id.	au Cateau	206 75
	Obled,	id.	à Cambrai	1000 »
	Coolen,	id.	à Bergues	225 »
	Geerssen,	id.	id.	265 »
	Baelde,	id.	à Cassel	14 60
	Hurtrez,	id.	à Hazebrouck.	45 50
	Huart,	id.	à Valenciennes	374 50
	Chieus,	id.	à Roubaix, président de la Commission spéciale.	5000 »
	Pollet,	id.	à Lille, secrétaire de la Commission. . . .	5000 »
	Deleplanque,	id.	à Douai, membre de la Commission. . . .	2000 »
				fr 14,428 30

Il reste à prévoir quelques dépenses dont il n'a pas encore été justifié.

Afin d'être à même d'y pourvoir je crois devoir faire figurer, comme somme à valoir, sauf justification régulière ultérieure. . . . . 800 »

Quelques uns des mémoires compris dans le relevé qui précède ont été établis d'après le tarif fixé par le décret du 18 juin 1811 ; mais ceux de MM. Obled, Chieus, Pollet et Delplanque, en raison même des missions spéciales et multiples qu'ils ont remplies, n'ont pu être réglés de cette façon.

La situation de ces praticiens s'est trouvée sous ce rapport la même que

A reporter. 15,228 30

Report. . . . . fr. 15,22 30

celle de M. Charles, dont le Conseil général a admis le mémoire dans les mêmes conditions.

Le nombre de kilomètres parcourus par M. Obled s'élève à plus de deux mille.

MM. Chieus et Pollet, qui ont toujours opéré de concert, justifient de leur côté avoir parcouru près de dix mille kilomètres, opéré 56 autopsies, rédigé 69 rapports, et émis avis sur 2000 demandes.

Leurs débours s'élèvent en réalité à 2,200 fr. et la différence de 2,800 fr. jusqu'à 5,000 fr. représente leurs honoraires qui paraissent justifiés par l'importance des services accomplis.

Les débours de M. Delplanque ont été de 849 fr. Les distances qu'il a parcourues comportent 2,215 kilomètres et, comme ses collègues de la Commission spéciale, il a été fréquemment appelé à pratiquer des autopsies et à émettre des avis,

Depuis l'invasion du typhus contagieux dans le département, les prescriptions sanitaires ont donné lieu à des dépenses extraordinaires d'affiches et d'imprimés divers. Ces dépenses, en raison de leur caractère exceptionnel ne rentrant pas dans la catégorie de celles qui sont à la charge de l'abonnement, j'ai l'honneur de demander au Conseil général de vouloir bien les admettre au compte du département.

En voici le relevé :

Tirage de 200 exemplaires de la carte des chemins vicinaux préparée pour établir les situations fournies périodiquement à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce et suivre la marche journalière du fléau. Note de M. Lefebvre-Ducrot, à Lille		fr. 200 »	
Note d'imprimés de MM.	Danel, imprimeur à Lille	1690 70	
Id.	David, id., à Hazebrouck	40 »	
Id.	Benjamin Kien, id., à Dunkerque . .	12 »	
Id.	Du même	30 10	
	TOTAL	fr. 1972 80	fr. 1972 80
	TOTAL		fr. 17,201 10

Dans la pensée que le Conseil général trouvera que ces dépenses, dont les pièces justificatives se trouvent annexées, sont régulières et admissibles, j'ai l'honneur de lui proposer d'autoriser l'ouverture au budget rectificatif de 1872 d'un crédit de ladite somme de fr. 17,201 10.

Le vœu émis par le Conseil général tendant à ce que le règlement d'administration publique nnoncé par la loi de 1866 soit rendu le plus tôt possible a été transmis au Gouvernement avec prière de le prendre en sérieuse considération.

Coudekerque-Branche. — Demande de création d'un bureau d'état-civil.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, dans sa dernière session, a renouvelé un vœu favorable à une demande présentée, pour la première fois, en novembre dernier, pour un certain nombre d'habitants de Coudekerque-Branche à l'effet d'obtenir la création, dans cette commune, d'un second bureau d'état-civil pour les sections D et C.

Cette demande a été soumise à l'instruction réglementaire : un plan indiquant la situation des deux sections par rapport aux autres parties de la commune a été produit et le Conseil municipal a émis son avis.

Les délibérations prises par cette Assemblée, le 15 février dernier et le 7 août courant, sont contraires à la demande. M. le maire de la commune et M. le sous-Préfet de Dunkerque, pour des motifs déduits dans ces délibérations, expriment eux-mêmes l'avis que le projet n'est pas susceptible d'être accueilli.

Dans cette situation, je me borne à communiquer au Conseil général le dossier de l'affaire.

Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai. — Projet d'érection en Chambre de Commerce

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une délibération par laquelle la Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai déclare s'associer au vœu émis par le Conseil d'arrondissement tendant à ce que cette Chambre soit érigée en Chambre de commerce.

J'y joins l'avis émis par le Conseil municipal et qui est favorable.

Cette demande, qui est datée du 7 août courant, m'est parvenue trop tardivement pour qu'il soit possible de réclamer l'avis du Conseil municipal de Lille ainsi que celui de la Chambre de commerce de cette ville, qui est directement intéressée dans cette question puisqu'il s'agit pour elle d'un nouveau démembrement.

J'ai lieu de croire, d'après des informations recueillies, qu'aucune opposition, d'ailleurs, ne se produira, de sa part, au projet dont s'agit.

Par suite de la création d'une Chambre de commerce à Douai, une solution de continuité existe en effet, désormais entre Lille et Cambrai, et la distance qui sépare ces deux villes, rend difficiles et gênants les déplacements des délégués de la Chambre consultative ; d'un autre côté, l'industrie de l'arrondissement de Cambrai a pris depuis plusieurs années un développement considérable, notamment dans les cantons du Câteau et de Solesmes, où de très-importantes fabriques de tissus de laine occupent plus de 30,000 ouvriers. Plusieurs de ces manufactures n'ont pas de similaires dans l'arrondissement de Lille.

Pour ces motifs, le vœu exprimé par la Chambre consultative de Cambrai, me paraît très-justifié, et je pense que le Conseil général voudra s'y associer. Sa délibération, à cet égard, sera jointe au dossier que je soumettrai ensuite, après l'avoir complété, à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce

Chemin de fer de Denain à Lourches. — Service de voyageurs.

Le Conseil général, dans sa session de 1871, a insisté pour que, suivant le vœu émis dans sa session de 1869, un service de voyageurs fût établi sur la ligne ferrée de Denain à Lourches.

Le service du contrôle auquel j'ai signalé les observations de l'Assemblée en l'invitant à faire une nouvelle étude de la question, vient de m'adresser sur cette affaire un rapport que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général.

MM. les Inspecteurs de l'exploitation commerciale font remarquer que le chemin de fer de Denain à Lourches a son point de départ dans l'intérieur des usines à fer de Denain ; qu'il n'est relié avec les autres lignes ni du côté de Denain ni du côté de Lourches, en sorte qu'il forme une double impasse, et qu'une voie ferrée aussi incomplète que celle dont il s'agit est peu propre à faire un service de voyageurs. M. l'Inspecteur général du contrôle annonce qu'il ne voit dans les résultats de cette seconde instruction aucune indication de nature à modifier l'opinion qu'il avait émise précédemment à ce sujet, et en conclut que le transport des personnes de Denain à Lourches ne peut être plus convenablement établi que par un service d'omnibus.

Je ne puis, en l'état des choses, que prier le Conseil général de vouloir bien examiner de nouveau cette affaire et émettre son avis sur la suite qui pourra y être donnée.

Caisse départementale des retraites. — Liquidation de la pension de M. Musin, receveur de l'Asile d'Aliénés d'Armentières.

M. Musin, Receveur de l'Asile d'Aliénés d'Armentières, sollicite la liquidation de sa pension de retraite, à compter du 1er octobre prochain.

M. Musin (Melchior-Nicolas-Joseph), né à Bavai, le 8 février 1798, a été nommé économe-comptable du susdit établissement par arrêté du 25 avril 1837. Il comptera conséquemment, le 30 septembre prochain, 35 ans, 5 mois et 6 jours de services. Son traitement des trois dernières années lui a été payé à raison de 3,500 francs.

Aux termes des articles 6, 8 et 9 du règlement sur la Caisse départementale des retraites, sa pension doit être liquidée comme suit :

Pour 30 ans de service, la moitié du traitement de 3,500 francs.	1,750 fr.
Prorata pour 5 ans, 5 mois et 6 jours, à raison de 1/40 par année du même traitement.	475 41
Total	2,225 41

Je prie le Conseil général de vouloir bien fixer à ladite somme de 2,225 francs la pension de M. Musin, avec jouissance à partir du 1er octobre prochain.

L'Assemblée appréciera en même temps si, suivant le désir qu'elle a exprimé dans sa session de l'année dernière, il n'y aurait pas lieu de réunir la recette à l'économat, afin de réaliser un économie sur les dépenses du personnel.

Enfants assistés. — Renseignements complémentaires.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, comme suite à mon rapport sur les enfants assistés, avec les observations de M. l'Inspecteur, le tableau dressé par ce chef de service, sur la demande de la Commission départementale, des communes auxquelles appartiennent les enfants assistés par le département, âgés de 1 jour à 12 ans.

Ce document est produit, comme élément d'appréciation, pour la répartition à faire par le Conseil général de la part des dépenses incombant aux communes.

OBSERVATIONS DE M. L'INSPECTEUR.

« Monsieur le Préfet,

» Conformément aux prescriptions contenues dans votre lettre du 11 juillet dernier, j'ai l'honneur de vous transmettre un tableau faisant connaître le nombre des *enfants assistés* appartenant à chaque commune et dont la production a été demandée par la Commission départementale pour servir à la répartition entre les communes de la quote-part des dépenses qui leur incombent.

» La loi du 5 mai 1869 ayant fixé le contingent des communes au *cinquième* des dépenses *extérieures*, j'ai dû éliminer de ce travail les pupilles de l'assistance, c'est-à-dire les enfants de 12 à 21 ans qui, à raison de leur âge, n'occasionnent plus que rarement et dans des circonstances exceptionnelles, des *frais de séjour* dans les hospices, frais qui rentrent dans la catégorie des dépenses *intérieures* à la charge exclusive de l'Etat et du département.

» Le tableau ci-joint, dressé par arrondissement, comprend donc, pour *chaque commune*, et dans le même cadre :

» 1° Le nombre d'enfants *trouvés*, *abandonnés* et *orphelins* pauvres, de 1 *jour à* 12 *ans*, admis dans les hospices ;

» 2° Le nombre des enfants secourus temporairement.

» Il ressort de ce travail qu'au 1er juillet 1872 les enfants ci-dessus indiqués étaient au nombre de **1315** et appartenaient à 190 *communes* du département du Nord.

» Par votre lettre du 11 juillet dernier, vous m'avez fait l'honneur de me demander en outre mon avis sur la question de la répartition de la dépense entre les communes. Je ne crois pouvoir mieux faire que rappeler ici les différentes instructions concernant la répartition dont il s'agit :

» Les lois de finances des 17 juillet 1819 et 31 juillet 1821 avaient appelé les communes à concourir à la dépense des enfants assistés. La loi du 18 juillet 1837 a maintenu cette disposition dans son art. 30 :

« Est classé parmi les dépenses obligatoires des communes, le contingent qui leur est assigné,
» conformément aux lois dans la dépense des enfants trouvés et abandonnés. »

Aux termes de l'article 4 de la loi du 10 mai 1838, « les conseils généraux sont appelés à
» délibérer sur la part contributive à imposer aux communes et sur les bases de la répartition
» à faire entre elles. »

» Mais la loi ne précisait aucune espèce de règle pour l'exercice de cette attribution. Elle s'en rapportait à la sagesse des Conseils généraux, sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur.

» Pour suppléer au silence du législateur, le Ministre de l'Intérieur avait adressé, le 21 août 1839, aux préfets, une circulaire contenant les instructions suivantes :

« Il ne faut pas perdre de vue que la dépense des enfants trouvés est, avant tout, départe-
» mentale, de telle sorte qu'en en faisant supporter au budget départemental les quatre cin-
» quièmes au moins, c'est exécuter la loi dans son véritable esprit.

» C'est dans cette limite que les Conseils généraux auront à déterminer, dans la session qui
» va s'ouvrir, la quotité du concours des communes. Ils pourront, sauf mon approbation défi-
» nitive, appeler les communes à concourir, soit jusqu'à concurrence d'un cinquième de la
» dépense totale, soit seulement dans une proportion moins forte, soit enfin les dispenser de
» tout concours. Cependant le droit de dégrever entièrement les communes ne devra être
» exercé qu'avec une certaine réserve : il faut éviter que les communes restent sans aucun inté-
» rêt dans la dépense de leurs enfants trouvés. Il est utile, au contraire, qu'elles soient inté-
» ressées à surveiller les expositions, à en restreindre le nombre et à ne pas favoriser des abus
» dont on n'a que trop d'exemples. Il suffit, en maintenant le *principe du concours*, de le
» réduire dans des proportions équitables et *n'exempter que les communes qui sont réellement*
» *hors d'état de subvenir à la dépense.*

» Quant à la répartition à opérer entre les communes de la somme totale, à fournir par
» elles, les bases n'en ont guère été arrêtées d'après des principes uniformes, dans tous les
» départements. Les uns ont fixé les sommes à demander à chaque commune proportionnelle-
» ment à la population ; d'autres proportionnellement aux revenus bruts ; d'autres proportion-
» nellement aux revenus restant libres après les dépenses obligatoires acquittées. Sans pros-
» crire précisément ces divers modes de fixation, je n'hésite pas à penser que, sauf des cir-
» constances toutes particulières, la meilleure base à prendre est celle du revenu ordinaire de
» chaque commune combiné avec le chiffre de la population.

» Cette base me paraît réunir les deux éléments naturels de l'opération, puisque par le
» chiffre de la population, on fait contribuer la commune à raison du nombre probable des
» enfants trouvés qu'elle produit, et par le chiffre du revenu ordinaire, on ne lui impose qu'un
» sacrifice proportionné aux moyens qu'elle a de le supporter. C'est donc cette base que je vous
» invite, M. le Préfet, à proposer au Conseil général d'adopter pour la généralité des communes.

» ..... En résumé, je pense que la meilleure marche à suivre consiste à déterminer d'abord
» quelles sont les communes qui doivent, s'il y a lieu, être exemptées de tout concours, puis
» après cette première distinction établie, à diviser les communes susceptibles de concourir en
» diverses catégories, et à fixer la proportion du concours à exiger des communes placées dans
» chacune de ces catégories, en prenant pour base le chiffre de la population combiné avec le
» montant des revenus ordinaires.

» Ces conseils ont aujourd'hui encore leur application, car si la loi du 5 mai 1869 a fixé au cinquième des dépenses extérieures, le *maximum* du concours des communes, elle n'a pas imposé de *minimum* et, comme la législation précédente, elle a laissé au Conseil général le soin

de déterminer, comme il l'entendrait, le mode de répartition à faire entre les communes. Il y a lieu de noter cependant que le Conseil général règle aujourd'hui cette partie du service par sa délibération, tandis qu'autrefois ses propositions devaient être approuvées par le Préfet ou par le Ministre.

» Enfin la circulaire ministérielle du 3 août 1869 s'exprime de la manière suivante :

« Un dernier moyen, le plus efficace de tous, est offert au département pour alléger ses sacri-
» fices. De même que l'Etat contribue aux dépenses intérieures dans la proportion d'un cinquième,
» la loi autorise les Conseils généraux à mettre à la charge des communes un cinquième des
» frais du service extérieur. Cette imputation se justifie à tous égards. En pareille matière, la
» première obligation échoit à la commune ; il est utile et moral de la faire intervenir particu-
» lièrement dans la dépense et de combiner les ressources de tous pour solder les frais d'en-
» tretien et d'éducation de ces pauvres enfants qui, n'appartenant à personne, appartiennent à
» tout le monde.....
».... Quelques départements alléguant le défaut de ressources de leurs communes, les
» dispensaient de tout concours. Dans les conditions qui résultent de la nouvelle loi, cette
» exonération ne se justifierait plus, et les départements qui la prononceraient, s'exposeraient à
» voir diminuer leur part d'allocation dans le fonds de secours créé par la loi du 18 juillet 1866.»

» D'après l'exposé qui précède, j'estime, Monsieur le Préfet, qu'il serait préférable d'adopter, conformément aux recommandations de M. le Ministre de l'Intérieur, une répartition aussi générale que possible, entre *toutes* les communes, du contingent qui leur incombe et qui s'élève à environ 35,000 francs.

» En effet, dans une population aussi variable et aussi mobile que celle des enfants assistés, il peut arriver qu'une commune qui a des enfants aujourd'hui n'en aura plus demain, et réciproquement. A cet égard le système proposé par la Commission départementale, de ne faire contribuer à la dépense que les communes qui ont des enfants, aurait pour résultat de restreindre considérablement le nombre des communes et d'augmenter par conséquent la quote-part de celles qui seraient appelées à y participer ; cette combinaison présenterait en outre, pour la mobilité même du service, beaucoup de critiques et de réclamations.

» Sous le bénéfice des observations qui précèdent, j'estime, Monsieur le Préfet, que *l'insuffisance constatée des ressources* est la seule cause qui doive, à mon avis, dispenser complètement une commune de concourir à une dépense dont le caractère obligatoire ressort du texte même de la loi du 5 mai 1869.

» Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mon respectueux dévouement.

» *L'Inspecteur des Enfants assistés,*

» BERNARD. »

TABLEAU DES COMMUNES AUXQUELLES APPARTIENNENT LES ENFANTS ASSISTÉS

AGÉS DE 1 JOUR A 12 ANS. (Situation au 1er juillet 1872

Nos D'ORDRE.	COMMUNES.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS abandonnés	ORPHELINS	TOTAL.	ENFANTS SECOURUS tempo-rairement.	TOTAL GÉNÉRAL.
	ARRONDISSSEMENT D'AVESNES.						
1	Amfroipret	»	1	»	1	»	1
2	Anor	»	2	1	3	»	3
3	Bavai	»	4	»	4	»	4
4	Beaufort	»	1	»	1	»	1
5	Englefontaine	»	2	»	2	»	2
6	Eppe-Sauvage	»	»	»	»	1	1
7	Etrœungt	»	2	»	2	»	2
8	Ferrière-la-Grande	»	1	»	1	»	1
9	Fourmies	»	3	1	4	»	4
10	Gommegnies	»	2	»	2	»	2
11	Landrecies	»	2	1	3	»	3
12	Maubeuge	»	1	»	1	»	1
13	Mecquignies	»		»	1	»	1
14	Obies	»	»	1	1	»	1
15	Petit-Fayt	»	1	»	1	»	1
16	Poix	»	1	2	3	»	3
17	Ruesnes	»	1	2	3	»	3
18	Saint-Remi-Mal-Bâti	»	«	1	1	»	1
19	Saint-Waast	»	1	»	1	»	1
20	Sars-Poteries	»	1	»	1	»	1
21	Villereau	»	1	»	1	»	1
22	Wargnies-le-Petit	»	1	»	1	»	1
	ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.						
23	Awoingt	»	»	2	2	»	2
24	Banteux	»	»	1	1	»	1
25	Bazuel	»	»	1	1	»	1
26	Beaumont	»	»	2	2	»	2
27	Cambrai	2	28	1	31	13	44
28	Carnières	»	»	4	4	»	4
29	Cattenières	»	»	3	3	1	4
30	Caudry	»	»	1	1	»	1
31	Caullery	»	1	»	1	»	1
32	Escaudœuvres	»	»	1	1	»	1
33	Etrun	»	1	»	1	»	1
34	Flesquières	»	1	»	1	»	1
35	Fontaine-Notre-Dame	»	5	1	6	»	6
36	Gonnelieu	»	»	1	1	»	1
37	Hem-Lenglet	»	2	»	2	»	2
38	Honnechy	»	»	1	1	»	1
39	Le Câteau	»	5	15	20	1	21
40	Marcoing	»	3	»	1	»	1
41	Masnières	»	2	6	8	»	8
42	Neuville-Saint-Remy	»	»	2	2	»	2
43	Neuvilly	»	»	2	2	»	2
44	Niergnies	»	»	2	2	»	2
	A reporter	2	75	55	132	55	148

N^{os} D'ORDRE.	COMMUNES.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS abandonnés	ORPHELINS	TOTAL.	ENFANTS SECOURUS tempo-rairement.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	2	75	55	132	16	148
45	Proville.....	»	1	4	5	1	6
46	Quiévy.....	»	3	»	3	»	3
47	Ramillies.....	»	»	1	1	»	1
48	Saint-Aubert.....	»	»	2	2	»	2
49	Saint-Martin.....	»	1	»	1	»	1
50	Saint-Souplet.....	»	1	2	3	»	3
51	Saint-Vaast.....	»	1	1	2	»	2
52	Saulzoir.....	»	1	»	1	»	1
53	Selvigny.....	»	1	»	1	»	1
54	Séranvillers.....	»	»	2	2	»	2
55	Troisvilles.....	»	2	»	2	»	2
56	Vertain.....	»	1	»	1	»	1
57	Viesly.....	»	1	1	2	»	3
	ARRONDISSEMENT DE DOUAI.						
58	Aniche.....	»	»	3	3	»	3
59	Arleux.....	»	3	»	3	»	3
60	Auberchicourt.....	»	»	1	1	»	1
61	Bouvignies.....	»	1	2	3	»	3
62	Courchelettes.....	»	»	2	2	»	2
63	Cuincy.....	»	»	1	1	2	3
64	Douai.....	1	83	»	84	7	91
65	Erchin.....	»	1	»	1	»	1
66	Esquerchin.....	»	2	»	2	»	2
67	Faumont.....	»	»	1	1	»	1
68	Fenain.....	»	»	1	1	»	1
69	Flers.....	»	5	1	6	»	6
70	Flines-les-Raches...	»	2	1	3	»	3
71	Gœulzin.....	»	»	2	2	»	2
72	Lambres.....	»	1	»	1	»	1
73	Lauwin-Planque....	»	2	1	3	»	3
74	Lewarde.....	»	2	»	2	»	2
75	Loffre.....	»	»	1	1	»	1
76	Marchiennes-Ville..	»	1	»	1	1	2
77	Id. Campagne	»	1	»	1	»	1
78	Raches.....	»	1	11	12	»	12
79	Raimbeaucourt....	»	2	»	2	»	2
80	Roost-Warendin....	»	1	4	5	»	5
81	Sin.....	»	5	5	10	2	12
82	Somain.....	»	»	1	1	»	1
83	Waziers.....	»	»	1	1	»	1
	ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.						
84	Bollezeele.....	»	1	»	1	»	1
85	Bourbourg-Ville....	»	3	»	3	»	3
86	Id. Campagne.	»	2	»	2	1	3
87	Cappelle.....	»	»	2	2	»	2
88	Cappelle-Brouck..	»	»	2	2	»	2
89	Coudekerque-Branc.	»	1	»	1	»	1
90	Dunkerque.....	»	17	»	17	3	20
	A reporter...	3	000	000	000	000	000

Nos D'ORDRE.	COMMUNES.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS abandonnés	ORPHELINS	TOTAL.	ENFANTS SECOURUS tempo-rairement.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	3	000	000	000	900	000
91	Grande-Synthe.....	»	1	»	1	»	1
92	Hoymille.....	»	»	3	3	»	3
93	Looberghe.....	»	»	»	»	2	2
94	Loon.....	»	»	3	3	»	3
95	Oost-Cappel.....	»	»	»	»	2	2
96	Rosendaël.....	»	2	»	2	»	2
97	Saint-Georges.....	»	»	1	1	»	1
	ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.						
98	Arnêke.....	»	–	1	1	»	1
99	Bailleul.....	»	4	1	5	»	5
100	Blaringhem.....	»	»	4	4	»	4
101	Bœseghem.....	»	»	4	4	»	4
102	Caëstre.....	»	1	»	1	»	1
103	Eecke.....	»	»	»	»	3	3
104	Estaires.....	»	»	3	3	»	3
105	Hazebrouck.....	»	»	2	2	»	2
106	Houtkerque.....	»	»	1	1	»	1
107	La Gorgue.....	»	»	3	3	»	3
108	Merville.....	»	1	1	2	»	2
109	Morbecque.....	»	»	2	2	»	2
110	Nieppe.....	»	»	7	7	»	7
111	Oxelaere.....	»	»	»	»	3	3
112	Renescure.....	»	1	»	1	»	1
113	Sercus.....	»	1	»	1	»	1
114	Steenbecque.....	»	»	2	2	1	3
115	Steenwoorde.....	»	»	»	»	1	1
116	Steenwerck.....	»	1	»	1	»	1
117	Wemaers-Cappel...	»	»	1	1	»	1
118	Zermezeele.....	»	»	1	1	»	1
	ARRONDISSEMENT DE LILLE.						
119	Annœullin.....	»	1	»	1	»	1
120	Armentières.....	1	5	1	7	»	7
121	Ascq.....	»	1	»	1	»	1
122	Avelin.....	»	»	»	»	1	1
123	Bachy.....	»	2	»	2	»	2
124	Bois-Grenier.....	»	»	4	4	»	4
125	Bondues.....	»	1	»	1	»	1
126	Camphin-en-Pévèle.	»	»	»	»	1	1
127	Chapelle-d'Arment..	»	1	»	1	»	1
128	Chemy.....	»	»	4	4	»	4
129	Chéreng.....	1	»	»	1	»	1
130	Croix.....	»	»	1	1	»	1
131	Deûlémont.....	»	»	1	1	»	1
132	Ennevelin.....	»	1	2	3	»	3
133	Erquinghem-Lys...	»	»	4	4	»	4
134	Faches.....	»	2	3	5	»	5
135	Fretin.....	»	1	1	2	»	2
136	Genech.....	»	1	»	1	»	1
137	Gondecourt.....	»	»	»	»	1	1
	A reporter.....	5	000	000	090	000	000

Nos D'ORDRE.	COMMUNES.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS abandonnés	ORPHELINS	TOTAL.	ENFANTS SECOURUS tempo-rairement.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	5	253	172	430	49	486
138	Haubourdin.....	»	7	2	9	2	11
139	Hellemmes-Lille...	»	»	2	2	»	2
140	Houplines.....	»	3	2	5	»	5
141	La Madeleine.....	»	2	»	2	»	2
142	Lambersart.....	»	4	2	6	»	6
143	Leers.....	»	2	»	2	»	2
144	Lezennes.....	»	2	»	2	»	2
145	Lille.....	9	312	17	338	284	649
146	Linselles.....	»	2	»	2	»	2
147	Lomme.....	1	3	1	5	1	6
148	Lompret.....	»	1	»	1	»	1
149	Marcq-en-Barœul...	»	»	3	3	»	3
150	Marquette.....	»	3	»	3	»	3
151	Moncheaux.....	»	»	»	»	2	2
152	Péronne.....	»	1	»	1	»	1
153	Ronchin.....	»	1	»	1	»	1
154	Roncq.....	»	1	»	1	»	1
155	Roubaix.....	1	23	2	26	»	26
156	Sailly-lez-Lannoy...	»	1	»	1	»	1
157	Saint-André.....	»	2	3	5	»	5
158	Santes.....	»	»	1	1	»	1
159	Seclin.....	»	3	1	4	»	4
160	Thumeries.....	»	»	1	1	»	1
161	Tourcoing.....	»	1	»	1	»	1
162	Verlinghem.....	»	»	1	1	1	2
163	Wambrechies.....	»	2	1	3	»	3
164	Wasquehal.....	1	»	3	4	»	4
165	Wattignies.....	»	»	»		3	3
166	Wavrin.....	»	2	1	2	2	4
	ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.						
167	Anzin.....	»	2	2	4	»	4
168	Aulnoye.....	»	1	»	1	»	1
169	Bellaing.....	»	»	3	3	»	3
170	Bruay.....	»	»	1	1	»	1
171	Condé.....	»	2	»	2	»	2
172	Curgies.....	»	2	»	2	»	2
173	Denain.....	»	3	»	3	»	3
174	Escaupont.....	»	2	»	2	»	2
175	Hasnon.....	»	2	»	2	»	2
176	Haspres.....	»	1	»	1	»	1
177	Hélesmes.....	»	»	3	3	»	3
178	Hergnies.....	»	1	»	1	»	1
179	Hérin.....	»	1	»	1	»	1
180	Hordain.....	»	»	1	1	»	1
181	Marly.....	»	1	»	1	»	1
182	Marquette.....	»	»	1	1	»	1
183	Onnaing.....	»	1	»	1	»	1
184	Préseau.....	»	»	2	2	»	2
185	Prouvy.....	»	»	2	2	»	2
186	Saint-Amand.....	»	2	2	4	»	4
187	Thiant.....	»	1	»	1	»	1
188	Trith-Saint-Léger...	»	1	»	1	»	1
189	Valenciennes.....	»	67	1	68	2	70
190	Wavrechain s.-Faulx	»	2	2	2	»	2
	TOTAL.....	17	722	233	972	343	1315

Églises et presbytères. — Secours sur les fonds de l'État. — Rapport supplémentaire.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec les pièces à l'appui, de nouvelles demandes de secours sur les fonds de l'État, formées par les communes de Ste.-Marie-Cappe. et Thun-St.-Amand, pour travaux d'églises et de presbytères.

Sainte-Marie-Cappel.

La première de ces demandes concerne la commune de Ste-Marie-Cappel. Il s'agit de pourvoir à la reconstruction de l'église, détruite en novembre 1871, par un incendie.

La dépense est évaluée à		55,650 »
La commune y affecte :		
1° Un emprunt de 14,650 fr., remboursable au moyen d'impositions extraordinaires de 12 centimes pendant trois ans, et de 32 centimes pendant dix autres années, ci	14,650 »	
2° Le produit de souscriptions particulières, s'élevant à . . .	27,000 »	
Ensemble.	41,650 »	41,650 »
Reste à couvrir.		14,000 »
qui sont demandés à l'État et au Département.		
En admettant que le Conseil général accorde sur le fonds départemental le maximum de secours fixé par lui pour les travaux d'églises, ci.		3,000 »
Il resterait à demander à l'État		11,000 »

La commune de Ste.-Marie-Cappel est déjà grevée de 55 centimes spéciaux et extraordinaires. Les nouveaux sacrifices qu'elle s'impose pour la reconstruction de son église vont aggraver considérablement sa situation, et ils méritent d'autant plus d'être pris en considération qu'un malheureux événement, l'incendie, en est venu créer la nécessité. Mgr l'Archevêque a aussi émis un avis favorable.

Ces circonstances semblent devoir justifier non-seulement l'allocation du secours de 11,000 f., sollicité sur les fonds de l'État, mais encore l'inscription de la demande au premier rang d'urgence dans le tableau des demandes de l'espèce que le Conseil général est appelé à dresser.

Les pièces du dossier constatent un désaccord entre l'architecte diocésain et l'auteur du projet sur quelques dispositions du projet. Ce désaccord sera réglé par l'Administration supérieure, conformément aux instructions, lorsqu'elle sera appelée à statuer sur la demande de secours.

Thun-St.-Amand

Le presbytère de Thun-St.-Amand est dans un état de délabrement et d'insalubrité tel que sa reconstruction est indispensable. Le projet de cette reconstruction s'élève à 11,795 fr. La commune affecte à sa dépense une imposition extraordinaire de 15 centimes pendant douze ans, devant produire environ 9,000 fr.; elle sollicite, pour pourvoir au complément de la dépense, un secours de 3,000 fr. Mgr l'Archevêque a aussi émis, en considération de la nécessité de la dépense et des sacrifices que s'impose la commune, un avis favorable.

Je prie le Conseil général de vouloir bien, en conformité de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871, accueillir favorablement les deux demandes dont il s'agit et les classer suivant leur degré d'urgence au tableau des demandes de l'espèce.

Églises. — Demande de secours sur les fonds du département.

Les communes de Sainte-Marie-Cappel, Tressin, Rousies, Mairieux, Rieulay et Marchiennes-Campagne, sollicitent des secours à l'effet de pourvoir les deux premières, avec d'autres ressources, à la reconstruction de leur église; les autres au paiement des dépenses supplémentaires résultant aussi de l'exécution de semblables travaux.

Sainte-Marie-Cappel.

Pour Sainte-Marie-Cappel, il s'agit de reconstruire l'église, détruite en novembre 1871 par un incendie.

La dépense est évaluée 55,650

La commune y affecte : 1° une imposition extraordinaire de 12 centimes pendant trois ans et de 32 centimes pendant dix autres années devant produire . . 14,650
2° Le produit de souscriptions particulières . . . . . 27,000 } 41,650
et elle sollicite des subventions d'ensemble 14,000 fr. sur les fonds de l'Etat et du département 14,000

Total égal 55,650

Comme je l'ai exposé dans mon rapport relatif aux demandes de secours sur les fonds de l'État, la commune de Sainte-Marie-Cappel, déjà grevée de 55 centimes spéciaux et extraordinaires contrainte aujourd'hui de s'imposer encore des sacrifices considérables par suite de l'incendie de son église, se trouve dans une situation qui mérite d'être prise en sérieuse considération.

Tressin.

La commune de Tressin se trouve aussi dans la nécessité absolue de reconstruire son église, au double point de vue de l'exignité et de l'insalubrité de cet édifice.

La dépense à faire est évaluée à 35,000

Les ressources s'élèvent à 32,000 fr., savoir :

Produit de souscriptions particulières . . . . . 30,800 } 32,000
Produit de la vente des vieux matériaux de l'église actuelle . . . . . 1,200 }
Il reste à pourvoir à un déficit de 3,000
dont la commune sollicite l'imputation sur les fonds départementaux.

Total égal 35,000

La commune de Tressin vient de s'imposer extraordinairement 20 centimes extraordinaires pendant douze ans et d'engager toutes les ressources dont elle pouvait disposer, pour la construction d'un presbytère. Il lui est réellement impossible de s'imposer aucune nouvelle ressource pour l'église. Sa demande de secours paraît donc aussi bien justifiée.

En conséquence de cet exposé, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général, conformément aux avis exprimés par Mgr. l'Archevêque, d'allouer à chacune des deux communes de Sainte-Marie-Cappel et de Thun-Saint-Amand, pour la reconstruction de leur église, un secours de 3,000 fr. qui serait payé, suivant l'usage en trois annuités égales. Dans la prévision d'une décision favorable de l'assemblée départementale, j'ai inscrit, au projet de budget de 1873, pour le paiement de la première annuité des deux secours dont il s'agit, une somme de 2,000 fr.

Les demandes formées par les communes de Rousies, Mairieux, Rieulay et Marchiennes-Campagne ont pour objet, ainsi que je l'ai exposé ci-dessus, le paiement de dépenses supplémentaires.

Rousies.

La reconstruction de l'église de Rousies devait coûter 34,800 fr., chiffre des ressources créées pour y pourvoir. La nécessité de travaux supplémentaires dont la plupart ne pouvaient guère être prévus., s'est révélée en cours d'exécution. Ces travaux paraissent avoir été autorisés par le Conseil municipal, mais on a omis de voter les moyens de faire face aux nouvelles dépenses. Il est résulté de là un excédant de dépenses sur les prévisions, s'élevant, compris intérêts, à la somme de 8,186 fr. 60 c. dont les entrepreneurs réclament instamment le paiement.

La commune de Rousies, grevée de 51 centimes spéciaux et extraordinaires, et ne pouvant disposer d'aucune ressource pour couvrir un déficit aussi considérable, va se trouver obligée de recourir à une nouvelle et importante imposition extraordinaire ; d'instants appels vont aussi être faits à la générosité des habitants, mais il lui serait bien difficile de sortir d'une telle situation, si le département ne lui venait sérieusement en aide. Elle sollicite par ce motif un secours de 3,000 fr.

La situation de cette commune paraît très-digne d'intérêt. Conformément aux avis émis par Mgr. l'Archevêque et par le Conseil d'arrondissement, je prie le Conseil général de vouloir bien accueillir favorablement la demande de secours qui lui est faite.

Mairieux.

La commune de Mairieux sollicite aussi un secours, pour pourvoir à un déficit d'environ 3,000 fr., résultant de l'exécution des travaux de reconstruction de son église, et sa demande est également appuyée par Mgr l'Archevêque et par le Conseil d'arrondissement. Cette commune étant chargée de centimes spéciaux et extraordinaires et ne pouvant absolument disposer d'aucune ressource pour se libérer de ce déficit, je ne puis que prier également le Conseil général d'accueillir favorablement sa demande.

Rieulay et Marchiennes-Campagne.

Les Conseils municipaux de Rieulay et de Marchiennes-Campagne demandent un secours de 1,000 fr. pour, avec des souscriptions particulières recueillies, d'environ 3,000 fr., pourvoir à l'etablissement du clocher de la nouvelle église paroissiale de ces communes, dont la construction, évaluée à 32,000 fr., s'exécute avec l'aide de subventions de l'Etat et du département d'ensemble 11,000 fr. La demande de ces Conseils municipaux vient seulement de me parvenir ; j'en renvoie en double pour instruction dans la commune. Je compte recevoir le résultat de l'instruction sous peu de jours et être mis ainsi à même de le soumettre en temps utile au Conseil général, qui appréciera s'il y a lieu d'accorder le secours sollicité.

Aucun crédit n'est inscrit au projet de budget de 1873, en ce qui concerne les demandes présentées par les communes de Rousies, Mairieux, Rieulay et Marchiennes-Campagne. Il y

aurait lieu, dès lors, si le Conseil général accueillait favorablement ces demandes, d'augmenter en conséquence, le chiffre total des allocations proposées pour secours relatifs aux constructions d'églises.

Établissements de bienfaisance. — Secours sur les fonds de l'État.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général, comme suite à mon rapport concernant les secours annuellement accordés aux établissements de bienfaisance sur les fonds de l'Etat, une circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 8 de ce mois, faisant connaître que la part afférente au département du Nord, pour l'année 1873, est fixée à 8,000 fr., et contenant des indications sommaires sur les éléments qui doivent servir de base à la répartition des secours.

Les états détaillés de la situation de chacun des établissements de bienfaisance du département ont été annexés à mon rapport.

L'allocation accordée pour 1873 est de 8,000 fr., comme celle des années précédentes. Ainsi que j'ai eu l'honneur de le faire remarquer au Conseil général, cette somme paraît bien restreinte pour un département où des besoins si considérables sont à satisfaire; le Conseil jugera peut-tre a propos d'émettre un vœu pour l'obtention d'un contingent qui soit plus en rapport avec importance des besoins.

Je joins au présent rapport deux demandes spéciales de secours présentées l'une par le Conseil d'administration de la crèche dite de Sainte-Eugénie à Dunkerque, l'autre, par les membres du Conseil municipal et du bureau de bienfaisance de la commune de Reumont.

Chemin d'intérêt commun N° 38, de Berlaimont au Préseau, et N° 60, de Villers-Pol à Valenciennes. — Communes intéressées. — Répartition des dépenses.

Par délibération, en date du 31 août 1869, le Conseil général a décidé, conformément au vœu émis par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes, que les trois chemins d'intérêt commun, N^os^ 38, de Villereau à Orsinval; 60, de Valenciennes à Orsinval, et 96, de Berlaimont à Villereau, seraient réunis, pour les parties comprises dans ledit arrondissement, en une seule ligne sous le N° 38, et qu'ils n'auraient dorénavant qu'un seul syndicat.

En conséquence de cette décision j'ai, par arrêté du 14 décembre 1871, divisé les trois chemins dont il s'agit en deux lignes distinctes, désignées ainsi qu'il suit :

1° Chemin N° 38, de Berlaimont au Préseau, par Villereau, Orsinval, Villers-Pol et La Chapelle-Saint-Hubert. Longueur, 20,336 mètres.

2° Chemin N° 60, de Villers-Pol à Valenciennes, par Préseau et Marly.

MM. les Agents-voyers ont présenté des propositions pour la désignation des communes intéressées à chaque ligne et pour la répartition entre elles des dépenses de l'entretien. Ces propositions, réglées sur les bases de répartition des dépenses d'entretien des trois chemins, avant leur réunion en deux lignes distinctes, se trouvent établies de telle façon que chaque commune

est appelée à fournir annuellement un contingent absolument égal à celui qu'elle fournissait avant la réduction des trois chemins à deux.

Les propositions ont été soumises à des commissions syndicales composées de conseillers généraux et d'arrondissement et des maires des communes intéressées, ainsi qu'aux Conseils d'arrondissement de Valenciennes et d'Avesnes. Elles ont été odoptées par ces diverses assemblées.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de donner également son adhésion aux propositions de MM les Agents-voyers et d'arrêter, en conséquence, la répartition proportionnelle des dépenses d'entretien des deux lignes, ainsi qu'il suit :

1° *Chemin N° 38, de Berlaimont à Préseau.*

Aulnoye	18
Berlaimont	157
Locquignol	121
Gommegnies	133
Potelle	24
Villereau	178
Frasnoy	24
Le Quesnoy	35
Orsinval	81
Villers-Pol	130
Maresches	99
	1,000

2° *Chemin N° 60, de Villers-Pol à Valenciennes.*

Valenciennes	247
Marly	132
Aulnoye	66
Saultain	66
Préseau	384
Maresches	52 50
Villers-Pol	52 50
	1,000 »

Ci-joint les pièces de l'affaire.

Estourmel. — Chemin vicinal du réseau subventionné. — Dépense supplémentaire. — Demande de secours.

Le Conseil municipal de la commune d'Estourmel sollicite un secours du Conseil général pour couvrir des dépenses faites en dehors des prévisions du devis, pour la construction du chemin vicinal N° 2, de cette commune, compris au réseau subventionné.

Le devis montant à 11,360 fr, prévoyait la construction du chemin, partie en pavage, partie en empierrement. L'administration locale a, sans autorisation, d'accord avec l'entrepreneur, construit le tout en pavage. De là est résulté un excédant de dépenses de 8,078 fr. 08 c., qui a été couvert au moyen de ressources particulières et communales jusqu'à concurrence de 2,434 fr. 14 c. seulement. Il y a ainsi déficit de 5,643 fr. 94 c. et c'est pour y pourvoir qu'un secours est sollicité.

Si la dépense supplémentaire a été faite sans autorisation en dehors des règles de la comptabilité, on ne saurait toutefois en contester l'utilité. Il est également incontestable que la commune d'Estourmel est dans l'impossibilité de s'en libérer.

Dans cette situation, M. l'agent-voyer en chef suppose que le Conseil général consentirait à venir en aide à la commune, et il indique, comme susceptibles d'être adoptés, à cet effet, les moyens suivants : 1° Augmentation du crédit attribué au chemin N° 2 dans le réseau subventionné d'une somme égale au déficit constaté, crédit dont, bien entendu, la commune aurait à supporter sa part proportionnelle d'environ 22 0/0 ; 2° Prélèvement du déficit sur les ressources destinées à son autre chemin repris au réseau subventionné ; 3° Allocation sur le fonds de 20,000 fr. mis annuellement a la disposition de la Commission départementale en faveur des communes nécessiteuses pour le service de la vicinalité.

Je prie le Conseil général de statuer sur cette affaire ainsi qu'il appartiendra.

Je joins au présent rapport la demande du Conseil municipal d'Estourmel et les pièces de l'instruction dont elle a été l'objet.

Routes nationales.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport de M. l'Ingénieur en chef des ponts-et-chaussées sur la situation des routes nationales dans ce département.

La situation générale de ces routes n'a pas sensiblement changé depuis l'année dernière. L'hiver n'a pas été rigoureux et les chaussées n'ont pas éprouvé les désordres profonds qu'entraînent toujours après eux les dégels ; néanmoins, les dégradations causées ne pourront pas être complètement réparées à l'aide des crédits ouverts.

L'entretien des routes nationales est difficile à cause de la vétusté des pavés et de l'activité de la circulation. Le développement des traverses nécessite aussi généralement un surcroît de main-d'œuvre qui ne permet pas d'introduire autant de matériaux neufs que le comporterait un bon et large entretien. Malheureusement les fonds mis à la disposition de l'Administration ne permettent pas de faire toutes les réparations nécessaires, et les circonstances ne m'ont pas laissé, cette année, la faculté d'insister auprès de l'Administration supérieure pour obtenir des crédits plus en rapport avec les besoins.

Comme le fait remarquer M. l'Ingénieur en chef, la dotation de l'entretien, qui était de

515,000 fr. en 1871, est maintenue pour 1872, ci.	515 000
Pour travaux de grosses réparations, l'ensemble des crédits sur la seconde catégorie qui était, en 1871, de 78,620, est pour le présent exercice, de.	99,430
montant total des crédits affectés aux routes nationales sur le budget ordinaire est donc de.	614,430

En 1871, un crédit de 8,000 fr. a été alloué pour terminer, à la porte de Tournai, les travaux

extérieurs au corps de place et une allocation de 42,000 fr. a permis à la ville de Lille, chargée de l'exécution des travaux, de commencer la rectification, dans ses murs, de la route Nationale, N° 41.

Sur l'exercice 1872, il y a un crédit total d'environ 60,000 fr, dont 30,000 fr. applicables à la porte de Tournai et 29,708 fr. 52 cent. à la rectification de la route Nationale, N° 41, dans Lille.

M. l'Ingénieur en chef passe en revue la situation de chacune des routes ; il rappelle les travaux d'amélioration qu'il serait désirable de pouvoir y exécuter et l'utilité qu'il y aurait à poursuivre les travaux d'élargissement des ponts et passages dans la traversée des places de guerre en exécution du décret du 6 janvier 1869. Son rapport contient d'ailleurs des détails pleins d'intérêt sur les diverses parties du service, et je ne puis que prier le Conseil général de vouloir bien s'y référer.

Etablissement thermal de Saint-Amand. — Bail de la portion de forêt y annexée.

En vertu d'une délibération du Conseil général, du 28 août 1861, et par acte en date du 31 janvier 1862, le département a pris à bail de l'État, pour neuf ans, moyennant une redevance de 50 fr. et à titre de concession précaire et révocable, une partie de 7 hectares 55 ares de la forêt domaniale de Saint-Amand, pour être annexée à l'établissement thermal, afin d'obvier à l'étendue trop restreinte des promenades à l'usage des baigneurs.

L'établissement était alors concédé pour 50 ans, à partir de 1856, à M. le docteur Charpentier, qui, par acte notarié du 12 mai 1868, a rétrocédé son droit de jouissance à M. Prévost. Le Préfet, en donnant son approbation à cet acte y a mis pour condition que le nouveau concessionnaire paierait, à la décharge du département, la redevance de 50 fr. due au domaine pour la location de la partie de forêt indiquée, ce qui a été acceptée par M. Prévost.

Il est question aujourd'hui de renouveler le bail de cette portion de forêt qui a pris fin au 31 décembre 1870.

Aux termes d'une décision du Ministre des Finances, du 1er février dernier, ce renouvellement aurait lieu aux conditions suivantes :

1° La jouissance des pelouses et sentiers, établis sur une surface de 54 ares 20 centiares, à l'intérieur d'une parcelle de 7 hectares 9 ares dépendant de la forêt domaniale de St-Amand et attenant à l'établissement thermal de ce nom, est concédée au département du Nord à titre de simple tolérance toujours révocable, sauf renouvellement, s'il y a lieu, pour trois, six ou neuf années, à courir du 1er janvier 1871 au 1er janvier 1880.

2° Le département versera annuellement et d'avance une redevance de 80 fr. à la caisse du receveur des domaines de Saint-Amand.

3° A toute réquisition, le département sera obligé d'exécuter les travaux nécessaires pour réparer les dégradations provenant de l'exercice de la tolérance.

4° En cas d'extinction de la tolérance, sans renouvellement de bail ou de révocation prononcée avant l'échéance du terme fixé, le département sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif et de les replanter en bois. En cas d'inexécution dans le mois qui suivrait la mise en

demeure, les agents forestiers feraient exécuter les travaux par voie de régie, et le recouvrement de la dépense serait poursuivi dans la forme déterminée par l'article 41 du code forestier.

5° Il sera passé en la forme administrative, devant le Préfet ou son délégué, un acte constatant l'acceptation par le concessionnaire (le département), des clauses et conditions imposées. Ce dernier supportera les frais dudit acte ainsi que ceux de deux expéditions qui seront délivrées l'une sur papier timbré au Directeur des Domaines, l'autre sur papier libre, à l'Inspecteur des forêts.

M. Prévost, concessionnaire de l'établissement thermal, à qui j'ai donné connaissance de ces dispositions, notamment en ce qui concerne la fixation de la redevance à 80 fr., y acquiesce, mais en faisant des objections sur l'utilité de l'annexe et sur d'autres points. Sa réponse à mes dernières communications venant seulement de me parvenir, je n'ai pas eu le temps de faire vérifier les faits qu'il signale. Dans cette situation, je prie le Conseil général de vouloir bien, après avoir examiné les pièces que je lui soumets, faire connaître la suite qu'il y a lieu de donner à cette affaire.

Cysoing. — Marchés aux bestiaux.

La ville de Cysoing possède actuellement un marché aux bestiaux qui se tient le deuxième jeudi de chaque mois.

Par délibération en date du 21 mai 1872 le conseil municipal demande que ce marché ait lieu le premier et le troisième mardi de chaque mois. La ville de Cysoing aurait ainsi deux marchés aux bestiaux par mois.

Cette demande m'est parvenue le 13 juillet et je me suis empressé de la soumettre à l'instruction règlementaire.

Sur 115 conseils municipaux consultés, 81 délibérations favorables m'ont été adressées. La demande me paraît, d'ailleurs, ne devoir soulever aucune réclamation.

Cette demande a pour but, en effet, de faire coïncider, à Cysoing, les marchés aux bestiaux avec les marchés aux grains, beurre, œufs, etc., qui ont lieu tous les mardis.

En outre, les marchés d'Orchies se tenant le lundi, les marchés de Cysoing, fixés au lendemain, deviendraient un point intermédiaire entre Orchies et Lille.

J'ai l'honneur de proposer, en conséquence, au Conseil général de vouloir bien décider que le marché aux bestiaux de Cysoing se tiendra, à l'avenir, le premier et le troisième mardi de chaque mois.

Sapeurs-Pompiers. — Secours.

Le Conseil général alloue au budget départemental un crédit de 1000 fr. afin de venir en aide aux officiers, sous-officiers et sapeurs-pompiers qui seraient blessés dans leur service, ou à leurs veuves et enfants, en cas de décès.

Cette somme n'est engagée jusqu'ici que jusqu'à concurrence de 150 fr. en faveur de la veuve Cavro, demeurant actuellement à Douai, dont le mari, sapeur-pompier, a été tué dans un incendie à Douchy.

Mais une demande est présentée en faveur de la veuve Bisiaux, Adolphe, née Bara, Honorine, demeurant à Monchaux, dont le mari, sapeur-pompier de cette commune, est mort des suites d'une maladie qu'il a contractée, en 1868, dans un incendie à Thiant.

Aux termes de l'article 1er de la loi du 5 avril 1851, les veuves et enfants des sapeurs-pompiers morts des suites de maladies contractées dans leur service, ont droit à des secours ou à des pensions qui sont accordés, par délibération du Conseil municipal, dans la proportion des besoins de ceux qui les réclament et des ressources de la commune où l'accident est arrivé.

L'article 7 de la même loi dispose que les Conseils généraux peuvent accorder une subvention aux communes pour lesquelles le service des secours et pensions paraîtrait une charge trop onéreuse.

La demande en faveur de la veuve Bisiaux a été soumise au conseil municipal de Thiant le 8 d'avril dernier ; mais, malgré mes instances, n'ayant pas encore reçu la délibération qui a dû être prise, j'ignore si la commune a l'intention de solliciter une subvention du département pour lui venir en aide dans la circonstance.

Le crédit de 1.000 fr. étant suffisant, même en prévision d'une nouvelle demande de subvention, j'inscris la même somme au budget départemental de 1873.

École nationale d'Arts et Métiers de Châlons.

Le département entretient à l'Ecole nationale d'Arts et Métiers de Châlons trois bourses qui peuvent se subdiviser. Cinq quarts de bourse seulement sont actuellement concédés à trois élèves.

Ces bourses, au prix de 600 francs l'une, donnent lieu à une dépense annuelle de 1,800 fr, dont je propose l'inscription au budget départemental de 1873. L'excédant, s'il s'en produit, pourra, comme le Conseil général l'a décidé en 1869, servir à accorder des dégrèvements ou des remises de trousseau à des élèves qui s'en rendraient dignes par leur conduite, leur travail ou leurs efforts.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général :

1° Une note présentant le résultat des examens qui ont eu lieu les 1er et 2 août à la Préfecture, pour l'admission à l'École de Châlons ;

2° Des notes sur la conduite et les progrès des élèves du département qui suivent en ce moment les cours de l'École.

Lycée de Lille. — Bourses départementales.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le tableau des boursiers départementaux au lycée de Lille, dont la pension expire le 30 septembre prochain.

Aucune vacance ne doit avoir lieu dans les bourses entretenues au lycée de Douai.

Une prolongation de pension est sollicitée en faveur du jeune Gravet, Albert, boursier à trois quarts de pension au lycée de Lille.

M. le Proviseur donne d'excellents témoignages sur cet élève, qui est inscrit au tableau d'honneur.

Si cette demande de prolongation est admise, ainsi que je prends la liberté de le proposer au Conseil général, pour ne pas laisser inachevées les études très-bien commencées par le jeune Gravet, qui se destine soit à l'Ecole normale supérieure, soit à l'Ecole centrale des Arts et Manufactures, il n'y aura à concéder que la demi-bourse occupée actuellement par M. Cerf Henri.

J'aurai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les demandes de bourse départementale qui me parviendront.

Octrois. — Tarifs et règlements. — Prorogation et révision.

Dans un premier rapport, j'ai eu l'honneur d'entretenir le Conseil général de demandes formées pas les villes de Bourbourg, Douai, Valenciennes et Roubaix, en prorogation et révision des tarifs et règlements de leurs octrois.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général sept demandes de même nature formées par les villes et communes de La Bassée, Hazebrouck, Armentières, La Madeleine, Lille, Flines-lez-Raches et Hautmont.

La Bassée. La ville de La Bassée demande la prorogation pour cinq ans, et la révision des tarifs et règlement, comportant, pour quelques taxes principales, une augmentation de plus d'un décime, le tout dans les limites du tarif général annexé au décret du 12 février 1870.

La demande est appuyée des justifications voulues et de l'avis favorable de M. le Directeur des Contributions indirectes.

Hazebrouck. La ville d'Hazebrouck demande aussi la prorogation, avec révision, des tarifs et règlement de son octroi.

Les dispositions du nouveau projet sont aussi en harmonie avec les règlements existants, sauf, ainsi que le fait remarquer M. le Directeur des Contributions indirectes, en ce qui concerne les taxes des viandes, lesquelles sont notablement supérieures au maxima du tarif général de 1870.

Armentières. La ville d'Armentières propose : 1° la prorogation avec révision, pour dix années, du 1er janvier 1873 au 31 décembre 1872, du tarif principal et de son règlement ; 2° la prorogation pour le même nombre d'années, avec augmentation, en ce qui concerne les vins, des surtaxes existant sur les boissons.

Les propositions en ce qui concerne le tarif principal et son règlement sont renfermées dans les limites et conditions du tarif général, sauf en ce qui concerne la durée de la prorogation dont le maximum est fixé à cinq ans.

J'aurai l'honneur de soumettre au Conseil général, dans un rapport spécial, les propositions relatives à la prorogation et à l'augmentation des surtaxes.

La Madeleine. La Madeleine demande simplement la prorogation pour cinq ans, à partir du 1er janvier 1873, des tarifs et règlements. D'après les renseignements fournis par M. le Directeur des Contributions, les dispositions de ces tarifs et règlements sont renfermées dans les limites voulues, sauf en ce qui concerne les vins et les absinthes, à l'égard desquels il y a lieu, conformément à la loi du 1er septembre 1871, pour les vins, de stipuler au tarif le degré d'alcoolisation ; pour les

absinthes, de les mentionner spécialement comme classées, pour la perception de l'impôt, avec l'alcool pur.

Lille. La ville de Lille demande aussi la prorogation et la révision de son octroi de ville et de banlieue, pour dix années. Les nouveaux projets de tarif présentent plusieurs taxes excédant celles fixées par le tarif général. Les bières y sont aussi l'objet de taxes différentielles, bien que le tarif général n'admette pas de distinction de taxe sur cette matière. M. le Directeur des Contributions signale aussi la nécessité d'insérer au projet de règlement l'article 7 du décret du 12 février 1870, concernant les concessions aux marchands en gros et en demi-gros, et de modifier l'article 99, en ce sens que l'on devra se référer, pour les cas non prévus dans le projet de règlement, aux lois et règlements en vigueur sur les octrois.

Flines-lez-Raches. Le Conseil municipal de Flines-lez-Raches sollicite l'établissement d'un octroi dans cette commune. Le projet présenté à cet égard paraît bien établi et susceptible d'être approuvé, sous réserve de quelques modificaiions concernant les vins, l'alcool, les absinthes et les cas imprévus.

Hautmont. Le Conseil municipal d'Hautmont demande la prorogation, pour dix ans, des tarifs et règlements de cette commune qui prennent fin le 31 décembre 1872. Sur quelques points signalés par M. le Directeur des contributions, il y a désaccord avec les dispositions du tarif général. Sous la réserve des modifications à apporter à cet égard, le projet présenté paraît susceptible de recevoir l'approbation du Gouvernement.

Les sept demandes dont il s'agit sont appuyées des justifications réglementaires. Les observations dont elles ont été l'objet de la part de M. le Directeur des contributions indirectes ont été communiquées aux Conseils municipaux, dont je compte recevoir sous peu de jours les réponses que j'aurai soin de mettre immédiatement sous les yeux du Conseil général.

Aux termes des articles 46 et 48 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général est appelé, soit à statuer définitivement, soit à délibérer sur ces diverses demandes. Je crois devoir reproduire ci-après le texte de ces articles :

Article 46. — « Le Conseil général statue définitivement sur les objets ci-après désignés, » savoir :

. . . . . .

» § 25. Délibérations des Conseils municipaux, ayant pour objet la prorogation des taxe » additionnelles d'octroi actuellement existantes, ou l'augmentation des taxes principales au-delà » d'un décime, le tout dans les limites du maximum des droits et de la nomenclature des objets » fixés par le tarif général, établi conformément à la loi du 24 juillet 1867. »

Article 48. — « Le Conseil général délibère :

. . . . . .

» § 4. Sur les demandes des Conseils municipaux : 1° pour l'établissement ou le renouvelle- » ment d'une taxe d'octroi sur des matières non comprises dans le tarif général, indiqué à » l'article 46 ; 2° pour l'établissement ou le renouvellement d'une taxe excédant le maximum » fixé par ledit tarif ; 3° pour l'assujétissement à ces taxes d'objets non encore imposés dans le » tarif local ; 4° pour les modifications aux règlements ou aux périmètres existants. »

Caisses d'épargne. — 1870-1871.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les états à l'appui, trois

tableaux résumant la situation et les opérations des caisses d'épargne du département, pour les années 1870 et 1871.

Les caisses d'épargne sont au nombre de 27 et leurs succursales de 35, soit ensemble 62 établissements dans le département.

Le capital des fonds de dotation et de réserve qui était, au 1er janvier 1870, de 934,228 fr., s'élevait, le 31 décembre 1871, à 1,064,625 fr.

Les versements et remboursements se répartissent comme suit :

	VERSEMENTS.		REMBOURSEMENTS.	
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.
Année 1870	64.929	7,691,101 fr.	47.821	11,653,194 fr.
— 1871	37.087	4,655,060	34.116	5,833,887
	102.016	12,346,161 fr.	81.937	17,487,081 fr.
Moyenne par année	51.008	6,173,080	40.968	8,743,540

Soit une moyenne, par déposant, pour le versement, de. . . . 121 fr.
Id. Id. remboursement de . . 213

Le nombre de livrets existants au 1er janvier 1870 était de. 90.107
Au 31 décembre 1871, il s'élevait à. 89.465

Excédant de 1870 sur 1871 642

Ces résultats peuvent encore être considérés comme satisfaisants, si l'on tient compte des malheurs qui sont venus peser si exceptionnellement sur le pays pendant ces dernières années.

Le Conseil général et les Conseils d'arrondissements de Lille et de Dunkerque ont émis le vœu, l'an dernier, que le maximum des crédits des déposants aux caisses d'epargne, fût élevé à 1,500 fr. et que diverses autres améliorations fussent apportées au régime actuel de ces établissements.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, auquel ces vœux ont été soumis, a fait connaître qu'il en sera tenu compte lors de l'examen des diverses questions relatives au régime des caisses d'épargne, examen interrompu par les événements et qui sera repris aussitôt que les circonstances le permettront.

Élections municipales. — Sections électorales.

Aux termes de l'article 43 de la loi du 10 août 1871, chaque année, dans sa session d'août, le Conseil général, par un travail d'ensemble, comprenant toutes les communes du département, procède à la révision des sections électorales et en dresse le tableau.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le tableau arrêté en 1871.

D'après les réclamations présentées par le Conseils municipaux de Douai et de Dunkerque, c'est par suite d'une fausse interprétation des instructions que ces deux villes ont été divisées

en sections. En faisant la proposition de division, on avait pensé qu'il s'agissait de la formation de bureaux électoraux et non de sections ; de là l'erreur.

Je prie, en conséquence, le Conseil général, de vouloir bien décider que les élections municipales auront lieu à Douai et à Dunkerque comme par le passé, par scrutin de liste.

Les vœux suivants ont été émis dans la session de 1871 :

1° Division de la ville de Maubeuge en deux sections ; l'une comprenant le chef-lieu, l'autre le hameau de Sous-le-Bois. Depuis, il a été présenté une demande pour l'établissement d'une troisième section au hameau de Douzies.

2° Etablissement d'une section électorale au hameau de Saint-Pol, commune de Petite-Synthe.

3° Formation d'une section au hameau d'Ovillers, dépendant de Solesmes

Les conseils municipaux de Petite-Synthe et de Solesmes ont émis un vœu contraire à la division.

Le conseil municipal de Maubeuge s'est prononcé pour l'établissement d'une section au hameau de Sous-le-Bois. Son avis sur la demande relative à Douzies ne m'est pas encore parvenu, mais il résulte d'une lettre de M. le maire de Maubeuge, du 12 août, que cet avis sera vraisemblablement favorable.

Si cette demande est admise par le Conseil général, les trois sections de la ville de Maubeuge seront formées ainsi qu'il suit :

1re section, comprenant le chef-lieu :

7 366 habitants. . . . . 18 conseillers.

2e section, comprenant le hameau de Sous-le-Bois :

2500 habitants. . . . . 6 conseillers.

3e section, comprenant le hameau de Douzies :

1011 habitants. . . . . 3 conseillers.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a décidé :

1° De maintenir pour la ville de Roubaix le principe de la division en sections électorales

2° De réviser les sections actuellement existantes.

J'ai demandé des propositions à M. le maire de Roubaix en vue d'une nouvelle et meilleure révision.

Je mets sous les yeux du Conseil général :

1° La délibération du 26 juillet 1872, par laquelle le conseil municipal a émis le vœu que la division n'ait pas lieu ; 2° Une copie du tableau indiquant la division qui a eu lieu pour les dernières élections municipales à Roubaix.

Enfin M. le Maire d'Hondschoote propose la division de cette ville en trois sections, composées comme suit :

1re section, comprenant la ville, moins la Prévôté et la partie de la rue de l'Ouest au-dessus du Wazendaele :

1,659 habitants . . . . . 10 conseillers à élire.

2e section, comprenant toute la banlieue au sud du chemin de Loo :

987 habitants . . . . . 6 conseillers à élire.

3e section, comprenant le reste de la rue de l'Ouest, la Prévôté et la banlieue à l'ouest, au nord et à l'est :

1,042 habitants . . . . . 7 conseillers à élire.

Cette division est la même que celle qui a été adoptée pour les élections précédentes.

Tableau des sections électorales arrêtées par le Conseil général en exécution de l'article 43 *de la loi du* 10 *août* 1871, *dans sa session de* 1871.

COMMUNES	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	Nombre de Conseillers à élire par section.	La division en sections a-t-elle eu lieu aux dernières élections municipales?
CATILLON	1re	La principale agglomération, les fermes qui en dépendent, les hameaux du Bois-de-l'Abbaye et du Petit-Cambresis	1,961	15	Oui.
	2e	Les hameaux de La Laurette, de La Louvière et du Rejet-de-Beaulieu	735	6	
RAILLENCOURT	1re	Raillencourt, chef-lieu de la commune	462	6	Oui.
	2e	Le hameau de Sainte-Olle	545	6	
SAINT-SOUPLET	1re	Le chef-lieu de la commune formant la principale agglomération	2,583	19	Non.
	2e	Le hameau de la Haie-Menneresse	230	2	
DOUAI	1re	Douai-Nord	9,228	10	Non.
	2e	Douai-Ouest	9,215	10	
	3e	Douai-Sud	5,662	7	
COUDEKERQUE-BRANCHE	1re	Comprenant les électeurs des différentes sections de la commune, à l'exception de la section D	565	5	Non.
	2e	Comprenant les électeurs de la section D	900	7	
DUNKERQUE	1re	Électeurs du canton Ouest	17,564	16	Non.
	2e	Électeurs du canton Est	15,519	14	
LILLE	1re	Comprenant l'ancienne ville	73,401	18	Oui.
	2e	Comprenant les quartiers de Wazemmes, Esquermes et des Moulins	57,342	14	
	3e	Comprenant les faubourgs de Fives et de Saint-Maurice	16,200	4	
ESTAIRES	1re	Comprenant l'agglomération	5,408	18	Oui.
	2e	Comprenant le hameau de Doulieu	1,618	5	

COMMUNES.	Nombre de section. s	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	Nombre de Conseil-lers à élire par section.	La division en sections a-t-elle eu lieu aux dernières élections municipales ?
MORBECQUE.....	1re	Morbecque.....	2,732	16	Non.
	2e	La Motte-au-Bois.....	1,099	7	
TOURCOING.....	1re	Rue et route de Roubaix, Cœur-Joyeux, rue de la Dîme, sentier de Roubaix, ruelle des Biches, ruelle de La Folie, Cinq-Voies, rue des Carliers, les Carliers, rue des Molles-Briques, rue des Bonnes-Femmes, rue des Bons-Hommes, Touquet, des Maches-Femmes, Blanc-Seau, Le Fresnoy, Le Hulot, chemin de La Tossée et Blanc-Pinson.....	6,968	5	Non.
	2e	Petite-Place, rue de la Mairie, contour Saint-Christophe, rue du Curé, rue Notre-Dame, rue de Bocquet, rue Motte, rue Saint-Henri, rue du Midi, rue des Nonnes, rue du Poully, rue Martine, rue Sainte-Ursule, rue des Anges, rue des Urselines, rue du Sentier, rue du Niot, impasse du Poully, rue Neuve-des-Nonnes, rue des Bons-Enfants, Blanche-Porte, sentier de Mouveaux, Épinette, la Glaine, le Flocon, sentier du Petit-Village, Petit-Village, rue de Lille, de la Grande-Place à la rue de Wailly, rue du Dragon, rue Neuve, rue des Coulons et cour Fresnoy	6,972	5	
	3e	Rue de Lille, de la rue de Wailly à la rue de Paris, les Francs, Beau-Séjour, Bois-de-la-Vigne, Clinquet, Brun-Pain, rue des Poutrains, rue Nationale, rue du Calvaire, rue des Moulins, Vingt-Ballots, Fin-de-la-Guerre, rue Saint-Roch, rue Delobel et rue de Wailly	7,096	5	
	4e	Rue et place Saint-Roch, chemin Delattre, rue de Menin, pré de La Buelle, sentier de Roncq, sentier de Neuville, Orions, Phalempin, Haute-Voie, rue du Casino, voie Motte, rue de Gand, Bourgogne, route de Courtrai, pont de Neuville et rue des Champs.....	7,287	5	
	5e	Grande-Place, rue de Tournai, rue d'Havré, rue des Orphelins, rue de l'Industrie, Capellerie, rue Verte, Pré-du-Bus, rue du Nord, rue du Haze, Malcense, rue de la Cloche, rue du Mont-à-Leux, rue Gaspard, rue des Jardins, rue Sainte-Barbe, rue Verte, Moulin-Fagot, ruelle Jean-Legrand, rue du Collége et issue Thaon	7,314	5	
	6e	Rue du Tilleul, rue du Château, rue de la Station, pont des Piats, rue des Princes, rue de Renaix, Chêne-Houplines, Croix-Blanche, Croix-Rouge, l'Épine, Marlière, sentier de la Marlière, chemin des Trois-Pierres, Potence, Trois-Baudets, sentier Mont-à-Leux	7,435	5	

COMMUNES.	Nombre des sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	Nombre de Conseillers à élire par section.	La division en sections a-t-elle eu lieu aux dernières élections municipales?
DENAIN.....	1re	Population agglomérée et éparse du côté Sud jusques et y compris la droite de la route de la Croix-Sainte-Marie, et la gauche de la rue de la Station et du chemin d'Escaudain.	4,772	12	Non.
	2e	Le reste de la ville et de la banlieue	5,993	15	
TRITH-SAINT-LÉGER	1re	Trith et Saint-Léger.	1,571	9	Oui.
	2e	Sentinelle, Démézières, Vignoble et les maisons bâties le long de la route Nationale, N° 29.....	2,352	14	
GOMMEGNIES.....	1re	Les électeurs du Centre	2,286	14	Oui.
	2e	Les électeurs du hameau du Carnoye	1,200	7	
SEMERIES.....	1re	Les électeurs du Centre	479	8	Non.
	2e	Les électeurs du hameau de Zorées.	272	4	
VILLEREAU	1re	Le village.	344	4	Oui.
	2e	Le hameau d'Herbignies.....	668	8	

Asile d'aliénés d'Armentières. — Projet de déplacement.

J'ai eu l'honneur d'informer le Conseil général, dans sa session d'avril dernier, que la question du déplacement de l'asile d'Armentières avait été instruite conformément aux conclusions adoptées ; que l'affaire allait être soumise à l'examen de M. le Ministre de l'Intérieur, et que je serais sans doute à même de mettre sous ses yeux, dans sa session d'août, un projet complètement élaboré, tant au point de vue des constructions d'un nouvel asile qu'à celui des voies et moyens pour faire face à la dépense.

Le projet en question, présenté par le Directeur, a été, en effet, transmis à M. le Ministre de l'Intérieur au commencement de mai dernier ; mais, par suite de l'examen qui en a été fait par le Conseil de l'Inspection générale, ce projet m'a seulement été renvoyé à la *date du* 14 *août courant*.

Le temps manque donc absolument pour présenter au Conseil général une analyse détaillée du projet, ainsi que des observations auxquelles il a donné lieu à Paris.

La lettre du 14 août de M. le Ministre, qui se trouve au dossier ci-annexé, résume d'ailleurs les points principaux de l'affaire.

Il en résulte que le terrain de la ferme, d'une superficie de 21 hectares, sur lequel le nouvel asile s'élèverait, est jugé insuffisant, le terrain d'assiette et les dépendances exigeant, selon l'avis de M. le Ministre, une contenance superficielle de 50 hectares.

Dès lors la dépense, évaluée dans le projet du Directeur à *douze cent cinquante mille francs*, s'élèverait à *quinze ou seize cent mille francs*, et, en raison de la situation financière de l'établissement, il deviendrait indispensable que le Département lui vint en aide en se faisant son prêteur jusqu'à concurrence de six cent mille francs.

La dotation mobilière de l'asile qui, d'après l'évaluation de M. le Ministre, représente un million, lui servirait de gage. Ce serait ainsi une sorte de prêt hypothécaire.

En raison même du caractère particulier que l'asile d'Armentières tient de sa fondation, M. le Ministre ne se dissimule pas, d'ailleurs, ce que cette proposition pourra soulever d'observations dans le sein du Conseil général ; mais comme il s'agit d'une institution de bienfaisance, à l'existence et à la prospérité de laquelle le département est lui-même intéressé, au moins individuellement, M. le Ministre se plaît à espérer que l'Assemblée ne lui refusera pas son concours.

Il ne saurait d'ailleurs être question d'un vote de fonds immédiat ; il faudra résoudre d'abord la question de principe et M. le Ministre tient à ajouter qu'il se prêtera volontiers à toute autre combinaison qui paraîtrait propre à amener le résultat désiré par tous, c'est-à-dire la reconstitution de l'établissement d'Armentières sur des bases plus conformes à sa destination spéciale.

L'affaire, en raison de son importance exige un examen très-sérieux, et je ne puis que laisser à l'appréciation du Conseil général le soin de se prononcer sur la résolution à prendre,

Le Conseil d'arrondissement de Lille a émis le vœu qu'une solution intervienne cette année.

Régime pénitentiaire. — Enquête.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 17 août courant et qui m'est parvenue le 19.

M. le Ministre exprime le désir que le Conseil général veuille bien se prononcer sur la question suivante :

« Quel est l'état actuel des prisons du département et quelles modifications le Conseil général » voudrait-il voir apporter dans leur organisation ? »

Le résultat de la délibération du Conseil sera transmis à la Commission parlementaire chargée par la loi du 25 mars 1872 de l'enquête générale sur les établissements pénitentiaires.

Elèves artistes. — Le jeune Queulain.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général une demande de bourse du département au conservatoire de Paris, présentée en faveur du jeune Queulain (Léon), chanteur de Lille.

Ce jeune artiste a pris part au concours dont les résultats sont communiqués au Conseil général, et il a été classé le 5e sur quinze concurrents.

Si, selon les prévisions, au moment du concours, cinq pensions départementales devaient être vacantes au 31 décembre prochain, M. Queulain viendrait en rang pour en obtenir une, mais, les deux titulaires de pension qui sont arrivées à leur 5e et dernière année, sollicitent une prolongation de pension afin de pouvoir achever leurs études.

M. Queulain qui a obtenu cette année le 1er prix au conservatoire de Lille, mérite à tous égards la bienveillance du Conseil général, et à raison de ses facultés musicales, il est vivement à désirer qu'il puisse obtenir la pension qu'il sollicite.

Je prends donc la liberté de recommander à la bienveillante attention du Conseil général, la demande présentée en faveur de ce jeune artiste.

Concours spécial d'instruments agricoles nouveaux et perfectionnés.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a exprimé le vœu de faire participer à l'avenir, dans une plus large part, les instruments agricoles perfectionnés au bénéfice des primes affectées aux concours agricoles.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le compte-rendu du concours spécial d'instruments agricoles nouveaux et perfectionnés qui a eu lieu à Valenciennes les 28 et 29 juillet dernier par les soins de la Société d'Agriculture de cette ville.

Ce concours a réussi aussi complètement qu'on pouvait l'espérer et la Société d'agriculture mérite des remerciements à cet égard.

Steenwerck. — Foire aux chevaux. — Changement de date.

Par délibération en date du 18 mai 1872 le Conseil municipal de Steenwerck demande qne la foire aux chevaux qui se tient dans cette commune le 20 novembre soit reportée au 12 décembre.

Cette demande est motivée sur ce qu'à l'époque du 20 novembre les travaux des champs n'étant pas encore terminés, les propriétaires ne peuvent vendre leurs chevaux.

Sur 82 Conseils municipaux consultés, 37 sont favorables et 44 se sont abstenus.

Un seul a emis un avis contraire, celui d'Estaires, par le motif que la foire aux chevaux de cette ville ayant lieu le 15 décembre, celle de Steenwerck se tenant trois jours auparavant, serait de nature à causer à la ville d'Estaires un préjudice considérable.

Les avis exprimés par le Conseil d'arrondissement et par M. le Sous-Préfet d'Hazebrouck sont favorables à la demande, en faisant valoir que l'opposition du Conseil municipal d'Estaires ne paraît pas fondée.

En outre, l'instruction de l'affaire s'étant étendue dans le Pas-de-Calais, le Conseil général de ce département a été appelé à se prononcer et son avis est également favorable.

Dans ces conditions je propose au Conseil genéral de vouloir bien décider que la foire aux chevaux de Steenwerck, fixée au 20 novembre, se tiendra désormais le 12 décembre de chaque année.

Armentières. — Société chorale des enfants de la Lys. — Demande de subside.

La Société chorale des enfants de la Lys, à Armentières, ayant sollicité un subside du Conseil municipal, cette assemblée, par délibération du 29 juillet dernier a exprimé le regret de ne pouvoir accueillir ladite demande, et elle a émis le vœu qu'une subvention puisse être accordée à cette société, à titre d'encouragenent sur les fonds départementaux.

J'ai l'honneur de mettre cette délibération sous les yeux du Conseil général.

École pratique d'irrigation et de drainage du Lézardeau.

J'ai mis sous les yeux du Conseil général dans sa session de 1871, le programme de l'Ecole d'irrigation et de drainage du Lézardeau (Finistère) ainsi qu'une lettre par laquelle le Directeur de l'École demandait que le Conseil général voulût bien fonder dans cette institution une bourse départementale dont le prix est de 600 fr.

Tout en appréciant les avantages qui découleront pour l'agriculture de cette utile institution, le Conseil général décida que l'état des ressources départementales ne lui permettait point pour le moment, d'accueillir cette demande.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la circulaire que vient de m'adresser dans le même but que M. le Directeur de l'école du Lézardeau, M. le Ministre de l'agriculture et du Commerce.

Je le prie en même temps de vouloir bien examiner de nouveau la question.

Sapeurs-pompiers. — Secours. — La veuve Bisiau.

Un crédit de 1,000 fr. est alloué au budget de 1872, et le Conseil général a bien voulu voter la même somme au budget de 1873, pour secours aux sapeurs-pompiers blessés dans un incendie ou à leurs veuves et enfants.

Ce crédit n'est engagé jusqu'ici que pour 150 fr., mais ainsi que je l'ai annoncé dans mon rapport relatif au vote de 1873, une demande est présentée en faveur de la veuve Bisiau, née Bara demeurant à Monchaux, dont le mari est mort des suites d'une maladie qu'il a contractée dans un incendie à Thiant, en 1868.

Le dossier de cette demando vient de me parvenir. et je m'empresse de le soumettre au Conseil général.

Tout en rendant hommage au dévouement que le sieur Bisiau montra dans l'incendie qui fut cause de sa mort, le Conseil municipal de Thiant regrette de ne pouvoir voter un subside en faveur de sa veuve, à raison de la situation obérée de la commune, qui va se trouver dans la nécessité de s'imposer de plus 80 centimes pour faire face à ses charges.

Le Conseil municipal de Thiant se borne, en conséquence, à recommander la demande de la veuve Bisiau à la bienveillante sollicitude du Conseil général.

La position de cette malheureuse veuve qui est mère d'un enfant en bas âge, est digne d'intérêt. Je prie le Conseil général de vouloir bien examiner si, comme j'ai l'honneur de le proposer, il ne lui serait pas possible d'accorder à ladite veuve Bisiau, un secours annuel de 150 fr. à prélever sur le crédit spécial de 1,000 fr., inscrit au budget départemental.

Dans l'affirmative, le Conseil général est prié de fixer à partir de quelle époque le secours sera accordé.

Landrecies. — Eglise communale. — Dégâts causés par l'ennemi. Réparations. — Demande de secours.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général avec les pièces à l'appui, une demande du Conseil municipal de Landrecies tendant à obtenir un secours de 7,570 fr. sur les fonds du département pour pourvoir à la réparation des dommages causés aux orgues et à l'escalier de l'église communale par le bombardement de janvier 1871.

L'insuffisance des allocations accordées au département du Nord, par l'Etat pour la réparation des dommages résultant de la guerre, n'a permis de réparer qu'une faible partie de ces dommages. La ville de Landrecies qui figurait pour une somme de 57,421 fr. dans l'état des demandes de secours, à raison de vols, incendies etc., n'a pu ainsi obtenir que 8,749 fr. 50, et ainsi que l'a disposé la Commission départementale, cette somme a dû servir à dédommager les victimes les plus nécessiteuses du bombardement.

La ville de Landrecies dont les ressources suffisent à peine à ses besoins ordinaires, n'est point en état de pourvoir à la nouvelle dépense dont il s'agit. La fabrique dont le dernier budget s'est réglé avec un déficit de 500 fr. ne peut non plus venir en aide.

Dans cette situation, la demande du Conseil municipal de Landrecies me paraît très-digne d'intérêt, et je ne puis que prier le Conseil général de vouloir bien l'accueillir favorablement.

Béthencourt. — Achèvement de l'église. — Demande de secours.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec les pièces de l'instruction dont elle a été l'objet, une nouvelle demande de secours sur les fonds de l'État et du département, formée par le Conseil municipal de Béthencourt pour la construction du clocher de l'église communale.

La dépense est évaluée à 8,688 fr. 90. c. La commune, chargée d'impositions extraordinaires, ne peut affecter à cette dépense que 4,688 fr. 90 c., se composant de souscriptions particulières et d'économies à réaliser sur les budgets de 1872 et 1873. Elle sollicite des secours d'ensemble 4,000 fr. pour pourvoir au complément de la dépense. Je prie le Conseil général de vouloir bien donner à cette demande la suite qu'elle comporte.

Haucourt.— Demande de secours pour l'église.

Les dépenses faites pour la reconstruction de l'église d'Haucourt s'élèvent à 31,385 fr. 09 c., et excèdent par suite de 2,980 fr. 58 c., les dépenses prévues ainsi que les ressources créées.

Le Conseil municipal sollicite un nouveau secours de l'Etat et du département qui, avec la seule ressource de 616 fr. 63 c. dont la commune puisse disposer, permette de pourvoir au déficit.

La commune d'Haucourt, surchargée d'impositions extraordinaires, est réellement dans l'impossibilité de se libérer de la dette dont il s'agit.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer sur sa demande ainsi qu'il appartiendra.

Ci-joint les pièces de l'affaire.

Cantaing.— Restauration de l'église.— Demande de secours.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général une demande de secours présentée par M. le maire de Cautaing, pour la restauration de l'église de sa commune.

Une dépense de 7,000 f. environ est à faire. La commune a voté 2,000 f., la fabrique, 1,000 f. Il est permis d'espérer que M. le curé consentira à intervenir pour une somme d'environ 2,000 fr. Il resterait à pourvoir à une somme de 2,000 fr. qui est demandée à l'Etat et au département.

Je prie le Conseil général de statuer sur cette demande ainsi qu'il appartiendra.

Les pièces du projet des travaux, les votes du Conseil municipal et de la fabrique ne me sont pas encore parvenus. Je les réclame, je compte les recevoir sous peu de jours et les mettre en temps utile sous les yeux du Conseil général.

Loos.— Octroi.— Prorogation avec modification.

Par délibération du 20 mai dernier, le Conseil municipal de Loos sollicite la prorogation pour cinq ans, du 1er janvier 1873 au 31 décembre 1877, des tarif et règlement de l'octroi de cette commune qui expirent le 31 décembre prochain.

Ces tarif et règlement sont renfermés dans les limites et dispositions du tarif général annexé au décret du 12 février 1870, sauf en ce qui concerne les bières, taxées, celles de l'intérieur à 1 fr. 60 c., celles de l'extérieur à 2 fr. 00 c.; mais le Conseil municipal a régularisé cette partie du tarif en votant la conversion des taxes différentielles en une taxe unique de 2 fr., d'où résulte pour les bières de l'intérieur une augmentation de 40 centimes, soit de plus d'un décime, qui nécessite l'intervention du Conseil général.

Je prie l'Assemblée départementale de vouloir bien statuer définitivement sur cette affaire par application de l'article 46, § 25 de la loi du 10 août 1871.

Je joins au présent rapport la délibération du Conseil municipal de Loos, l'exemplaire des tarif et règlement à proroger et l'avis favorable de M. le Directeur des contributions indirectes.

Octroi.—La Chapelle-d'Armentières.— Prorogation.

Le Conseil municipal de La Chapelle-d'Armentières a voté la prorogation pour cinq ans, à partir du 1er janvier 1874, des tarif et règlement de l'octroi de cette commune.

L'examen de ce vote a fait reconnaître qu'il nécessitait une modification ayant pour objet la conversion en une taxe unique, conformément au tarif général, des taxes différentielles proposées en ce qui concerne les bières. Par une nouvelle délibération qui vient de me parvenir, le Conseil municipal a voté cette conversion.

J'ai en conséquence l'honneur de soumettre les pièces de l'affaire au Conseil général, en le priant de vouloir bien statuer, par application de l'article 46 § 25 de la loi du 10 août 1871.

Octroi de Maubeuge.— Projet de prorogation et de révision.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général avec les pièces de l'instruction et l'avis de M. le Directeur des contributions indirectes, une demande du Conseil municipal de Maubeuge ayant pour objet 1° la prorogation pour cinq ans à partir du 31 décembre 1875, des tarif et règlement de l'octroi de cette ville ; 2° l'augmentation des taxes sauf celles afférentes aux vins et spiritueux, dans la proportion d'un dixième.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer sur cette affaire ainsi qu'il appartiendra.

Octrois.—Etablissement, prorogation et révision.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les pièces de l'instruction dont elles ont été l'objet, de nouvelles demandes d'établissement de prorogation de tarifs et de règlements d'octroi, formées par les communes de Bergues, Louvroil, Estaires, Denain et Le Cateau.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer sur ces demandes ainsi qu'il appartiendra.

Travaux communs.— Secours du département.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général, avec une lettre de M. le Sous-Préfet d'Hazebrouck, une délibération du Conseil municipal d'Estaires, tendant à obtenir un secours du département pour l'exécution de divers travaux communs.

Je prie le Conseil général de statuer sur cette demande ainsi qu'il appartiendra.

Feignies. — Hameau des Guides. — Demande de la commune de Neuf-Mesnil en réunion de ce hameau à son territoire.

Par délibération du 4 avril dernier le Conseil général a sursis à statuer sur la demande en réunion à la commune de Neuf-Mesnil, du hameau dit des Guides dépendant de la commune de Feignies, par le motif que, contrairement à la loi, les Conseils municipaux avaient délibéré sans l'assistance des plus imposés.

Cette irrégularité a été réparée. Les Conseils municipaux ont délibéré avec l'assistance des plus imposés. Les nouveaux votes sont d'ailleurs conformes aux votes primitifs, en ce sens que Neuf-Mesnil donne son contentement à l'annexion et Feignies le refuse.

J'ai l'honneur de mettre le dossier sous les yeux du Conseil général, en le priant de donner son avis conformément à l'art. 50 § 1er de la loi du 10 août 1871.

Établissement d'une succursale de la Banque de France à Douai.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a émis le vœu qu'une succursale de la Banque de France soit établie à Douai.

J'ai l'honneur d'informer le Conseil général que j'ai transmis ce vœu à M. le Ministre des finances, qui m'a informé, le 5 janvier dernier, qu'il avait transmis ce document ainsi que ma lettre à M. le Gouverneur de la Banque de France.

Taxe sur les chiens.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une délibération du Conseil municipal de la commune de Sains, (arrondissement d'Avesnes) demandant que la taxe sur les chiens de la 2e catégoriesoit élevée de 2 à 5 fr.

J'y joins le rapport de M. le Directeur des contributions directes.

Je prie le Conseil général de prendre la décison qu'il jugera convenable sur cette demande.

Sous-Préfecture d'Avesnes. — Réparations de la toiture du logement du concierge.

Dans sa dernière session, le Conseil général a voté un crédit de 1,600 fr. pour l'appropriation de la partie de la maison sise à Avesnes appartenant au département, qui doit continuer à servir de logement au concierge de la Sous-Préfecture.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'Assemblée un devis supplémentaire montant à 380 fr. pour réparations de la toiture du logement du concierge de la Sous-Préfecture.

Ainsi que l'exposent M. l'architecte départemental et M. Mailliet, conseiller général, la maison dont il s'agit, tombée depuis trois ans dans un état complet de dépérissement faute d'entretien, devait être restaurée par suite de la suppression des servitudes militaires dont elle se trouvait grevée. Cet état de vétusté ne permettait pas, au moment de la confection du devis de reconstruction, de prévoir toutes les dépenses qu'il y aurait lieu de faire pour l'appropriation de la maison.

Dans cette situation, je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer sur le budget rectificatif de 1872 un crédit supplémentaire de 380 fr. pour réparations de la toiture du logement du concierge de la Sous-Préfecture d'Avesnes.

Caserne de gendarmerie du Quesnoy. — Stalles des écuries.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un rapport par lequel M. l'architecte départemental de l'arrondissement d'Avesnes signale la nécessité de remplacer les stalles des écuries de la caserne de gendarmerie du Quesnoy. M. Mailliet, conseiller général, a visité la caserne du Quesnoy, et certifie que le devis proposé est exact et que la dépense est de la plus grande urgence.

La dépense s'élève à 300 fr.

M. l'architecte départemental expose qu'il sera possible de faire une économie de 150 fr. sur le devis de 700 fr. dont le crédit a été voté par le Conseil général dans sa dernière session, pour travaux aux toitures de cette caserne de gendarmerie.

Je prie en conséquence l'Assemblée de vouloir bien appliquer cette somme de 150 fr., aux travaux des stalles des écuries de la caserne du Quesnoy, et m'allouer, un crédit de pareille importance sur le budget rectificatif de 1872 pour subvenir à la dépense projetée.

Édifices départementaux de l'arrondissement d'Hazebrouck. Dépenses arriérées.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général divers mémoires présentés par les fournisseurs ou ouvriers pour travaux exécutés aux édifices départementaux de l'arrondissement d'Hazebrouck.

Ces mémoires viennent de m'être transmis et le temps qui nous sépare de la clôture de la présente session ne me permet pas de me livrer à une vérification complète des dépenses dont la liquidation est demandée.

J'examinerai ultérieurement ces mémoires et je m'entourerai de tous les renseignements nécessaires pour m'assurer de la légitimité de la dette.

Malheureusement l'arrondissement d'Hazebrouck a été, pendant un certain temps, sans architecte départemental, par suite du décès du titulaire, et c'est ce qui est cause du retard qui a été apporté dans la production de ces mémoires.

Les dépenses se résument ainsi :

Tribunal d'Hazebrouck. — Achat de meubles	557 »
Maison d'arrêt d'Hazebrouck. — Réparations diverses	218.70
Tribunal d'Hazebrouck. — Réparations diverses	189.08
Caserne de gendarmerie. — Réparations diverses	457.41
Ensemble . . .	1422.19

En présence des légitimes réclamations des fournisseurs qui attendent avec impatience le paiement de leurs factures, j'ai l'honneur de prier l'Assemblée de vouloir bien m'allouer un crédit de pareille importance (1422 fr. 19) sur le budget rectificatif de 1872.

Je prends l'engagement de ne mandater les dépenses dont il s'agit qu'après m'être soigneusement assuré de leur régularité et de leur exactitude.

Édifices départementaux de l'arrondissement d'Avesnes. — Réparations diverses.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un rapport par lequel M. l'architecte départemental de l'arrondissement d'Avesnes expose qu'il n'a fait exécuter en 1871 des travaux d'entretien que pour ce qui ne pouvait absolument être retardé sans péril, et demande à affecter

le surplus des crédits qui n'ont pas été employés et qui se trouvent annulés par la clôture de l'exercice, savoir :

Aux réparations des stalles de l'écurie de la gendarmerie d'Avesnes et à un drainage dans la cour pour conduire les eaux dans un aqueduc, ci.	236	03
Aux réparations des vieux murs d'enceinte qui en ont besoin, aux toitures, aux pompes et surtout à la grande pompe de la maison d'arrêt d'Avesnes.	382	»
Ouvrages à faire aux toitures et aux gouttières du tribunal d'Avesnes.	193	40
Réparations des meubles du tribunal.	70	11
Ensemble	881	54

M. Mailliet, conseiller général, appuie avec une vive insistance les propositions de M. l'architecte départemental, et propose de faire revivre des crédits alors que, comme dans l'espèce, ils rencontrent des applications dont la convenance est pleinement justifiée.

Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien m'allouer sur le budget rectificatif de 1872, un crédit de 881 fr. 54 c. qui sera réparti ainsi qu'il est indiqué ci-dessus.

Routes départementales et Chemins de grande communication. Empierrements et pavages.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, accompagné d'une carte et d'un rapport, un tableau comparatif que M. l'Ingénieur en chef du département présente à titre de renseignement, en exécution de la promesse qu'il en a faite l'année dernière au 5e bureau de l'Assemblée, du prix de revient d'un pavage et d'un empierrement en porphyre concassé de Lessines pour toutes les sections non pavées des routes départementales et des chemins de grande commnnication du Nord.

J'appelle l'attention du Conseil sur cet excellent et utile travail, ainsi que sur les considérations savantes et pleines d'intérêt qu'il contient au double point de vue du choix à faire parmi les divers modes de construction et de l'économie des dépenses.

Chemin d'intérêt commun. — Demandes de classement.

Le Conseil général s'est prononcé dans sa session de 1869, pour l'ajournement de tout nouveau classement de chemin d'intérêt commun jusqu'à l'époque où le réseau subventionné approchant de son achèvement et les budgets départementaux étant allégés dans leurs charges les plus lourdes, on pourra, en pleine connaissance de cause, après une étude approfondie, pourvoir au complément du réseau des chemins d'intérêt commun.

Des demandes de classement ont été présentées, appuyées d'avis des conseils d'arrondissement. Le Conseil général persistant dans sa décision de 1869; a, dans sa session de 1871, conclu de nouveau à l'ajournement.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les pièces à l'appui et les avis favorables des Conseils d'arrondissement de nouvelles demandes de classement concernant :

1° Le chemin vicinal N° 2 de la commune d'Aulnoye ;

2° Le chemin vicinal de Templemars qui conduit à la route nationale N° 25, lequel formerait annexe du chemin d'intérêt commun N° 94 ;

3° Le chemin vicinal de Rubrouck à la route départementale N° 21 ;

5° Id. de Monchaux à Leforest ;

5° Id. de Fretin à la route nationale N° 17 ;

6° Id. de l'abbaye de Marquette ;

7° Les rues des Capucines, à Merville, et de La Gorgue, à Estaires, formant annexe du chemin d'intérêt commun N° 122 de Merville à Estaires ;

8° Le chemin vicinal de Cattenières à Haucourt, formant prolongement du chemin d'intéret commun N° 118.

Je prie le Conseil général de statuer sur ces nouvelles demandes ainsi qu'il appartiendra.

Chemin d'intérêt commun N° 109 dit de ceinture de Douai. — Entretien. — Répartition des dépenses.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec les pièces de l'instruction dont elles ont été l'objet, des propositions de MM. les agents-voyers ayant pour objet la désignation des communes intéressées au chemin d'intérêt commun N° 109, et la fixation des bases de leur concours respectif dans les dépenses.

La Compagnie des mines de l'Escarpelle s'est engagée à entretenir à ses frais la partie du chemin d'une longueur de 1,320 m. comprise entre le pont de Dorignies et le chemin d'intérêt commun N° 11.

L'autre partie du chemin présentant un développement de 6,460 m, devait être entretenue, d'après les premières propositions de MM. les agents-voyers, aux frais de quatre communes, conformément à la répartition ci-après :

Auby	10
Douai	32
Flers	56
Lauwin-Planque	2
Total	100

Les conseils municipaux ont réclamé au sujet de cette répartition et par suite de leurs réclamations MM. les ageuts-voyers ont modifié leurs propositions ainsi qu'il suit :

Auby	10
Douai	32
Lauwin-Planques	2
Flers	50
Port-Warendin	6
Total	100

Cette répartition est conforme d'ailleurs à l'avis émis par le Conseil d'arrondissement dans sa session de 1870.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer, en exécution de l'article 46 § 7 de la loi du 10 août 1871.

Ci-joint les pièces de l'affaire.

Chemins de fer.— Nouvelles lignes demandées.

J'ai l'honneur de transmettre au Conseil général deux demandes formées par la Compagnie de Lille à Valenciennes à l'effet d'obtenir la concession :

1° D'un embranchement de Templeuve à Cysoing du chemin de fer d'Hazebrouck à Seclin, Don, etc., qui lui est concédé ;

2° D'un chemin de fer d'Armentières à Roubaix et Tourcoing passant par Quesnoy-sur-Deûle et entre Linselles et Bondues.

Je prie le Conseil général de vouloir bien statuer sur cette demande.

École de Cluny. — Concession d'une bourse.

M. Manesse, pensionnaire libre à l'École normale de l'enseignement secondaire spécial de Cluny, sollicite la concession de l'une des deux bourses entretenues dans cet établissement par le département du Nord.

M. Manesse, dont la famille habite Frasnoy (arrondissement d'Avesnes) est un ancien élève-maître de l'Ecole Normale de Douai où il a passé trois ans avec jouissance d'une bourse du département. Il en est sorti au mois d'août 1871, pourvu du brevet supérieur.

Voici le résumé des notes fournies sur son compte par M. le Directeur de l'École de Cluny, pour l'année scolaire 1871-1872, en ce qui concerne l'enseignement, section littéraire, à laquelle il appartient.

Morale	Assez bien
Histoire et géographie . . .	Médiocre
Littérature	Passable
Langues vivantes. — (Anglais)	Assez bien
Législation	Bien.

Sa conduite a été très-bonne, son travail soutenu et il n'a été l'objet d'aucun rapport disciplinaire.

J'ajoute que ce candidat, qui a satisfait aux examens d'admission à l'ecole de Cluny, remplit toutes les conditions imposées par le Conseil général aux boursiers départementaux.

Aux termes de l'article 45 de la loi du 10 avril 1871, c'est au Conseil général qu'il appartient de statuer sur cette demande.

Instruction primaire. — École normale d'instituteurs et cours normal d'institutrices, à Douai.

Les Commissions de surveillance établies près de l'École normale d'instituteurs et du cours normal d'institutrices de Douai présentent, conformément à l'article 10 du décret du 2 juillet 1866, un travail pour la répartition des bourses entretenues par l'État et le département en faveur des élèves-maîtres et des élèves-maîtresses de ces établissements.

L'article 45 de la loi du 10 août 1871, confère au Conseil général le droit de nommer et de révoquer les titulaires de ces bourses.

De l'examen attentif des délibérations des Commissions de surveillance, il résulte :

1° Que pendant l'année scolaire 1872-73, le nombre des élèves-maîtres présents à l'École normale sera de 67, à savoir : 19 pour la troisième année, 23 pour la deuxième et 25 pour la première ;

2° Que le Cours normal d'institutrices comptera 36 élèves-maîtresses, dont 14 en troisième année, 12 en deuxième, 10 en première.

Dans les deux établissements les examens d'entrée et de passage ont présenté des résultats satisfaisants.

Le nombre des bourses vacantes par suite du départ des élèves sortants est de 22 à l'École normale et de 10 au Cours normal.

Les Commissions préposées à la surveillance de ces deux établissements, proposent de les répartir ainsi qu'il est indiqué ci-après :

1° École Normale.

1° Les élèves de 1re année, c'est-à-dire ceux qui comptent déjà une année d'études, demi-boursiers ou pensionnaires libres seraient tous promus, selon l'usage suivi dans le Nord, à une bourse entière du département, savoir :

Dordain, de Bantigny	Demi-boursiers.
Cloez, d'Obies	
Pavot, de Grand-Fayt	
Bodard, de Colleret	
Moreau, de Verchain	
Rousseau, de Gommegnies	
Leduc, de Wervick-Sud	
Dehove, de Vendegies-au-Bois	
Dinoire, de Gognies-Chaussée	
Lebeau, de Recquignies	
Jouvenaux, de Poix	
Cousin, de Sains	

Desmarets, de Mecquignies. . . . . }
Glaise de Monceau-Saint-Waast . . . . . }
Monier, de Frasnoy. . . . . } Pensionnaires libres.
Balleux, de Crespin. . . . . }
Vermersch, de Pitgam. . . . . }

Les bourses restantes et les demi-bourses devenues disponibles par la promotion des élèves de première année à une bourse entière seraient attribuées aux nouveaux élèves-maîtres

2° Seraient nommés élèves-maîtres.

1° Avec jouissance d'une bourse du département :

Patin, Léon-Coriodor, de Villers-Outréaux ;
Dumont, Édouard-Fernand, d'Aubencheul-au-Bac ;
Teillier, Charles-Henri-Hubert, de Rumilly ;

2° Avec jouissance d'une demi-bourse de l'État :

Colot, Albert-Joseph, de Gussignies.

3° Avec jouissance d'une demi-bourse du département :

Lefebvre, Charles-Joseph, de Fontaine-au-Bois :
Lesne, Clovis-Joseph, de Vertain ;
Mascart, Alphonse, de Wallers ;
Caroulle, Silvain-Émile-Amédée, de Serques (Pas-de-Calais) ;
Deudon, Florent-Pierre, d'Haussy ;
Sizaire, Marcel, d'Onnaing ;
Caudmont, Antoine-Amédée, de Forest ;
Mairesse, Léon, de Neuvilly ;
Bertiau, François-Louis, de Gognies-Chaussée ;
Dambrine, Anatole-Félicien, de Catillon :
Havart, Eugène-Felix, de Louches (Pas-de-Calais) ;
Dormignies, Noël-Arthur, d'Haussy ;
Demolon, Omer-Léopold, du Cateau ;
Rembry, Émile-Auguste-Joseph, de Comines ;
Lempire, Richard-Arthur, de Merville.

4° A titre de pensionnaires libres :

Manet, Florian-Auguste, de Saint-Python ;
Marchand, Léon-Isidore, du Sart (Aisne) ;
Gombert, Henri-Antoine-Joseph, de Fournes ;
Vaillant, Gustave-Louis, de Thun-Lévêque ;
Crouy, Auguste, de Flines ;
Coton, Anthime-Joseph, d'Écaillon.

2° Cours Normal.

Seraient nommées élèves-maîtresses avec jouissance d'une bourse du département :

Talma, Abethzie, de Poix ;
Marouzé, Élise, d'Haspres ;
Gigon, Julie-Fanny, de Maubeuge ;
Colard, Mélanie, de Clary ;
Lambert, Jeanne, de Dourlers ;
Baudoux, Marie-Louise, d'Haussy :
Lenne, Irma-Adolphine, d'Artres ;
Taisne, Anna-Célestine, de Walincourt ;
Autier, Marie-Herminie, de Thilay (Ardennes) ;
Fontignies, Zoé, de Feignies.

Toutefois, deux élèves-maîtresses, M^lles^ Adéle Roger et Irma Deltour, qui ont échoué aux examens du brevet de capacité, à la fin de leur cours triennal d'études, sollicitent la faveur de continuer à suivre les cours de l'établissement avec jouissance de la bourse du département qui leur a été accordée lors de leur entrée à l'école, jusqu'aux prochains examens qui auront lieu au mois de mars 1873.

Ces deux élèves sont très-méritantes à tous égards, et il résulte des renseignements fournis par M. l'Inspecteur d'Académie, que leur échec aux examens n'est qu'un accident.

Dans le cas où le Conseil général accueillerait la demande de ces jeunes personnes que je recommande à toute sa sollicitude, M^lles^ Autier et Fontignies, inscrites les dernières sur la liste d'admission, ne seraient mises en possession de leur bourse qu'après le départ de M^lles^ Roger et Deltour, et, jusque là, les frais de leur pension resteraient à la charge de leurs familles.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien sanctionner, par votre approbation, ces projets de répartition étudiés avec soin et qui paraissent justifiés par la conduite, l'application et les progrès des élèves-maîtres et des élèves-maîtresses qui en sont l'objet.

Je joins, à ce rapport, les renseignements qui m'ont été fournis et copie des délibérations des Commissions de surveillance.

Le Préfet du Nord,
SÉGUIER.

COMPTE

DES RECETTES ET DES DÉPENSES DÉPARTEMENTALES

DE L'EXERCICE 1871.

L'article 66 de la loi du 10 août 1871 porte que le Conseil général entend et débat les comptes d'administration qui lui sont présentés par le Préfet, pour les recettes et les dépenses effectuées en vertu des budgets du département.

La comptabilité de l'exercice 1871 a été close le 31 mai 1872, en vertu de dispositions spéciales.

J'ai l'honneur, en conséquence, Messieurs, de vous remettre le compte définitif de cet exercice, et je l'accompagne, suivant les instructions de M. le Ministre de l'Intérieur, des doubles de toutes les pièces justificatives restées entre mes mains.

Les résultats généraux de ce compte sont récapitulés dans le tableau suivant :

INDICATION DES OPÉRATIONS.	Service ordinaire.	service de la vicinalité.	Service de l'instruction primaire.	Service extraordinaire	TOTAUX.
Recettes effectuées	1,890,256 66	2,250,765 97	421,577 87	4,540,711 56	9,103,312 06
Dépenses faites et acquittées. . .	1,476,446 65	1,765,032 41	262,997 »	3,337,896 10	6,842,372 16
Reliquats	413,810 01	485,733 56	158,580 87	1,202,815 46	2,260,939 90
Sommes inscrites au budget de report, pour crédits restant à employer et pour dépenses restant à acquitter	256,295 26	379,620 49	400 »	534,613 73	1,170,929 48
Restes libres à cumuler avec les ressources du budget de 1872..	157,514 75	106,113 07	158.180 87	668,201 73	1,090,010 42

Je prie le Conseil général de vouloir bien donner sa sanction à ces résultats, par une délibération spéciale.

Je crois devoir faire connaître à cette occasion, à l'Assemblée, que divers crédits ont été insuffisants et qu'en raison du caractère d'urgence que présentaient certaines dépenses, je me suis trouvé dans la necessité de les faire solder sans autorisation préalable. Les excédants de paiement portent sur les services ci-après :

BUDGET ORDINAIRE.

1° Dépenses des chemins d'intérêt commun imputables sur les contingents communaux, les souscriptions particulières, etc.

Par suite d'un nouveau mode de comptabilité, les ressources disponibles des exercices antérieurs auraient dû être rattachées au budget de 1871, pour permettre l'acquit des dépenses arriérées concernant ce service, mais cette mesure a été omise et il en est résulté un déficit de. 28,766 13

2° Dépenses des enfants assistés. — Mois de nourrices et secours temporaires. — Paiement dont l'ajournement aurait jeté une grande perturbation dans le service 16,396 34

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

1° Avance pour frais de surveillance dans le département.

Pendant l'insurrection de Paris, des troupes ont été envoyées à Tourcoing, pour surveiller la frontière, et d'après une décision ministérielle il a été accordé un supplément de solde aux soldats et il a été pourvu à leur logement ainsi qu'à d'autres menus frais. — Dépenses excédant de. 2,405 40

Le crédit de 1,000 fr. inscrit au budget et concernant lesquelles le département a été appelé à faire l'avance des fonds nécessaires à leur acquit.

2° Dépenses relatives à l'armement du département.

Un crédit de 2,067,809 fr. 73 c. a été inscrit pour l'acquit des susdites dépenses au sous-chapitre 20 intitulé : Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires ; mais les recettes prévues appartenant pour une part à l'État et certaines ne s'étant pas réalisées, il a fallu, pour maintenir l'équilibre du budget, rattacher 770,681 41

au sous-chapitre 18, § 1, art. 9 (produit des centimes extraordinaires) et . . 359,509 96

au sous-chapitre 19 (fonds d'emprunts.)

Afin de régulariser la situation, je prie également le Conseil de voter les divers crédits d'ordre dont le montant se trouve ci-dessus relaté.

Compte d'administration rendu par le Préfet du Nord pour les dépenses et les recettes départementales de l'exercice 1871.

Nos du sous-ch. du budget. 1	INDICATION DES DÉPENSES. 2	MONTANT des dépenses. 3	MONTANT des crédits alloués au budget primitif. 4	MODIFICATIONS faites par décisions ministérielles et préfectorales. en plus. 5	MODIFICATIONS faites par décisions ministérielles et préfectorales. en moins. 6	MONTANT des crédits définitifs. 7	EXCÉDANT de dépenses sur les crédits. 8	RELIQUATS de crédit sur les dépenses. 9
	Crédits et dépenses ordinaires.							
1	Dépenses obligatoires. .	102,183 04	106,599 »	1.555 08	»	108,154 08	»	5,971 04
2	Propriétés départementales immobilières. .	55,772 33	37,837 90	185,622 06	»	223 459 96	8 68	167,696 31
3	Mobilier départemenial.	8,193 35	8,785 »	»	»	8,785 »	»	591 65
4	Routes départementales	595,442 24	660,364 50	6,638 97	»	667,003 47	»	71,561 23
6	Enfants assistés. . . .	235,673 53	174,600 »	»	»	174,600 »	61,073 53	»
7	Aliénés.	247,754 34	242,714 50	»	»	242,714 50	5,039 84	»
8	Assistance publique. .	70,112 60	77,080 »	450 »	»	77,530 »	1,625 79	9,043 19
9	Cultes.	21,300 »	21,300 »	»	»	21,300 »	»	»
10	Archives départementles	10,441 30	11,450 »	64 40	»	11,514 40	»	1,073 10
11	Encourag.t aux lettres, aux sciences et aux arts.	24,837 59	37,291 »	1,500 »	»	38,791 »	»	13,953 41
12	Encouragement à l'agriculture et à l'industrie	12,531 »	22,475 »	4,000 »	»	26,475 »	»	13,944 »
13	Subventions aux communes.	19,304 97	33,000 »	16,000 »	»	49,000 »	»	29,695 03
14	Dépenses diverses. . .	85,524 71	96,132 «	»	»	96,132 »	565 05	11,172 34
15	Dettes départementales.	29,754 03	949 06	40,633 42	11,826 51	29,755 97	»	1 94
16	Instruction publique : (Dépenses afférentes au ministère de l'intérieur).	13,800 »	13,800 »	»	»	13,800 »	»	»
17	Cadastre	»	20,000 «	»	»	20,000 »	«	20,000 »
	TOTAUX. . .	1,532.625 03	1,564,377 96	256,463 93	11,826 51	1,809,015 38	68,312 89	344,703 24
	Crédits et dépenses de la vicinalité.							
5	Chemins vicinaux et chemins de fer d'intérêt local.	1,767,486 43	1,898,136 »	372,284 16	»	2,271,420 16	28,766 13	532,699 86

N.os du sous-ch. du budget. 1	INDICATION DES DÉPENSES. 2	MONTANT des dépenses. 3	MONTANT des crédits alloués au budget primitif. 4	MODIFICATIONS faites par décisions ministérielles et préfectorales. en plus. 5	MODIFICATIONS faites par décisions ministérielles et préfectorales. en moins. 6	MONTANT des crédits définitifs. 7	EXCÉDANT de dépenses sur les crédits. 8	RELIQUATS de crédit sur les dépenses. 9
	Crédits et dépenses de l'instruction primaire.							
10	Service de l'instruction primaire (Dépenses imputables sur le produit des 3 centimes spéciaux)..... ..	249,597 »	334,011 48	54,759 73	»	388,771 21	— »	139,174 21
	Crédits et dépenses extraordinaires.							
18	Dépenses imputables sur le produit de centimes extraordinaires.....	2,286,626 41	1,550,691 21	484,125 97	»	2,034,817 18	773,086 81	524,277 58
19	Dépenses imputables sur fonds d'emprunt.....	369,353 93	»	9,843 97	»	9,843 97	359,509 96	»
20	Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires.....	699,614 81	2,068,009 73	»	»	2,068,009 73	»	1,368,394 92
	TOTAUX.....	3,355,595 15	3,618,700 94	493,969 94	»	4,112,670 88	1,132,596 77	1,889,672 50
	RÉCAPITULATION.							
	Service ordinaire	1,532,625 03	1,564,377 96	256,463 93	11,826 51	1,809,015 38	68,312 89	344,703 24
	Service de la vicinalité.....	1,767,486 43	1,898,136 »	373,284 16	»	2,271,420 16	28,766 13	532,699 86
	Service de l'instruction primaire.....	249,597 »	334,011 48	54,759 73	»	388,771 21	»	139.174 21
	Service extraordinaire.....	3,355,595 15	3,618,700 94	493,969 94	»	4,112,670 88	1,132,596 77	1,889,672 50
	TOTAUX.....	6,905,303 61	7,417,226 38	1,178,477 76	11,826 51	8,581,877 63	1,229,675 79	2,906,249 81

RÉCAPITULATION DES RECETTES.

Recettes ordinaires (centimes et produits éventuels)	1,890,256 66
Recettes de la vicinalité (idem).	2,250,765 97
Recettes de l'instruction primaire (idem).	421,577 87
Recettes extraordinaires (centimes, emprunts et produits éventuels) . .	4,540,711 56
Total.	9,103,312 06
Dépenses acquittées.	6,842,372 16
Excédant de recettes . . .	2,260,959 90

Cette somme de 2,260,959 fr. 90 c., moins celle de 158,180 fr. 87 c. représentant le reliquat des recettes de l'instruction primaire, a été reproduite au budget de report de 1871 sur 1872, pour être affectée jusqu'à concurrence de 1,159,312 fr. 45 c. au paiement de certaines dépenses autorisées et non effectuées, ainsi qu'à celles faites et non soldées :

Partant, les ressources disponibles de 1871 sont de	931,829 55

Qui se divisent, ainsi qu'il suit, entre les divers services :

1° Service ordinaire.	157,514 75
2° Service de la vicinalité	106,113 07
3° Service extraordinaire.	668,201 73
Total égal.	931,829 55

Aux termes de l'article 9 de la loi du 8 juillet 1866, ces ressources doivent être cumulées, suivant la nature de leur origine, avec celle de l'exercice en cours, pour recevoir l'imputation nouvelle qui pourra leur être donnée par le Conseil général. — Vous trouverez, Messieurs, dans mon rapport, diverses propositions pour une partie de leur emploi.

Ressources du budget de 1873.

	BUDGET ORDINAIRE.			BUDGET extraordinaire.	TOTAUX.
Centimes additionnels ordinaires, savoir :	Service ordinaire.	Service de la vicinalité.	Service de l'instruction primaire.		
Produit des 0,25 centimes au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière, et 0,01 centime au principal des quatre contributions, pour les dépenses ordinaires..	1,714,383 01	» »	» »	» »	1,714,383 01
Produit des 0,07 centimes au principal des quatre contributions directes, pour la vicinalité.....	» »	808,256 82	» »	» »	808,256 82
Produit des 0,03 centimes au principal des quatre contributions, pour l'instruction primaire..... ..	» »	» »	346,395 78	» »	346,395 78
Centimes extraordinaires.					
Produit des 17 centimes 75 dix-millièmes extraordinaires aux quatre contributions, pour édifices, routes, chemins, le service de l'emprunt et les dépenses relatives à la défense nationale, etc.....	» »	» »	» »	2,049 508 40	2,049,508 40
PRODUITS DIVERS.					
Produit d'emprunt.....	» »	» »	» »	390,000 »	390,000 »
Vente de propriétés départementales, de matériaux et d'arbres abattus, de mobilier hors d'usage, subventions communales et industrielles, etc.....	211,690 »	684,672 41	» »	598,431 »	1,494,793 41
TOTAUX.....	1,926,073 01	1,492,929 23	346,395 78	3,037,939 40	6,803,337 42

DÉPARTEMENT DU NORD.

RÉSUMÉ

DU BUDGET DÉPARTEMENTAL DE L'EXERCICE 1873

Proposé par le Préfet au Conseil général dans sa session d'août 1872.

DÉSIGNATION DES RECETTES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS DU PRÉFET. par articles	par sous-chapitres	OBSERVATIONS.
BUDGET ORDINAIRE.				
RECETTES DE 1873.				
Produit des 25 centimes additionnels aux deux premières contributions et 1 centime additionnel aux quatre contributions directes	1,704,849 41	1,714,383 01		
Produit des 7 centimes applicables au service vicinal	779,360 12	808,256 82	2,869,035 61	
Produit des 3 centimes applicables à l'instruction primaire	334,011 48	346,395 78		
Produits éventuels du budget ordinaire.				
Loyer de terrains et de bâtiments	2,000 »	2,000 »		
Revenus d'établissements d'eaux minérales	100 »	100 »		
Vente d'arbres abattus ou élagués	600 »	400 »		
Vente de cartes topographiques	2,000 »	200 »		
Produit d'expédition d'actes de la Préfecture	50 »	50 »		
Amendes pour contraventions au roulage	1,000 »	1,000 »		
Amendes et confiscations affectées au servicedes enfants assistés	8,000 »	6,500 »		
Contingent des communes pour le service des enfants assistés	29,200 »	35,200 »		
Subvention de l'État pour le même service	3,200 »	8,800 »	896,362 41	
Contingent des communes pour le service des aliénés	112,000 »	113,000 »		
Contingent des familles pour le même service	17,000 »	18,000 »		
Indemnité à recevoir du Ministre de la guerre pour le logement des officiers de gendarmerie	1,440 »	1,440 »		
Contingent des communes pour le service vicinal de grande communication	370,862 »	362,400 73		
Subvention de l'État pour les chemins	274,207 »	»		
Contingent des communes pour les chemins d'intérêt commun	448,866 »	322,271 68		
Remboursement d'avances	32,000 »	25,000 »		
Total des Recettes ordinaires	4,120,716 01	3,765,398 02	3,765,398 02	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE Ier.				
DÉPENSES OBLIGATOIRES.				
Entretien des bâtiments de l'hôtel et des bureaux de la Préfecture.	6,000 »	27,200 »		Préfectures ancienne et nouvelle
Entretien des hôtels et des bureaux de Sous-Préfectures	1,800 »	2,050 «		
Loyers des hôtels et des bureaux de Sous-Préfectures	7,200 »	7,200 »		
Entretien des casernes appartenant au département	3,000 »	3,000 »		
Entretien du mobilier de la Préfecture.	5,425 »	4,500 »		
Acquisition de mobilier pour les Sous-Préfectures, ...	5,236 75	4,160 35		
Entretien du mobilier des Sous-Préfectures	3,360 »	3,360 »		
Loyer des casernes au nombre de 35	65,925 »	64,845 »		
Éclairage des casernes. — Remplacement des drapeaux placés sur ces bâtiments. — Assurance des risques locatifs. — Ramonage des cheminées. — Service des eaux	625 »	1,255 »		
Entretien des bâtiments des tribunaux.	2,500 »	2,500 »		
Loyer des bâtiments occupés par les tribunaux	2,400 »	2,400 »		
Entretien du mobilier de la cour d'assises et des tribunaux (non compris le greffe et ses accessoires).	1,400 »	1,400 »		
Achat de meubles pour les tribunaux	8,080 »	9,251 92		
Menues dépenses de la cour d'assises et des tribunaux	20,150 »	20,150 «		
Menues dépenses des justices de paix et des tribunaux de police. .	6,290 »	6.290 »		
Frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales et des listes du jury.	3,000 »	3,000 »		
DETTES AFFÉRENTES AUX DÉPENSES OBLIGATOIRES.				
Néant	»	»		
Total du Sous-Chapitre Ier . .	142,391 75	162,562 27		
SOUS-CHAPITRE II.				
Propriétés départementales immobilières. — Travaux.				
Réparations aux bâtiments des Sous-Préfectures.	11,227 »	20,296 67		
Réparations aux casernes de gendarmerie départementales . . .	16,127 15	15,839 24		
Réparations aux bâtiments des tribunaux	3,775 »	6,764 »		
Réparations aux maisons d'arrêt	15,261 »	8,761 32		
Id. des prisons	3,200 »	3,200 »		
Id. des bâtiments des archives départementales	650 »	650 »		
Entretien du dépôt de sûreté de Cassel	80 »	80 »		
Établissement thermal de St-Amand. — Subside au concessionnaire pour son appropriation	4,000 »	4,000 »		
Traitement des architectes du département.	5,000 »	5,000 »		
A reporter . . .	»	64,591 23		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report.	»	64,591 23		
Assurance des propriétés départementales contre les risques de l'incendie.	2,188 02	2,377 78		
Chauffage et éclairage du corps de garde de la Préfecture . . .	2,250 »	500 »		
Abonnement aux distributions d'eau des édifices départementaux de Valenciennes, Cambrai et Lille.	1,214 »	1,244 »		
Total du Sous-Chapitre II.	66,952 17	68,713 01		
SOUS-CHAPITRE III.				
Routes départementales.				
§ 1er — ENTRETIEN.				
Entretien de la route N° 1, de Lille à Valenciennes	11,500 »	11,500 »		
Id. 2, de Lille à Ypres.	16,000 »	16,000 »		
Id. 3, de Douai à Tournai,.	8,000 »	8,000 »		
Id. 4, de Cambrai à Tournai.	11,600 »	11,000 »		
Id. 5, d'Avesnes à Philippeville.	12,000 »	11,000 »		
Id. 6, de Landrecies à Chimay.	26,000 »	34,000 »		
Id. 7, de Condé à Mons.	8,000 »	8,000 »		
Id. 8, de Condé à Tournai.	8,100 »	8,100 «		
Id. 9, de Lille à Saint-Omer.	34,000 »	33,000 »		
Id. 10, de Valenciennes à Bohain. . . .	35,500 »	35,000 »		
Id. 11, de Cambrai à Guise.	12,000 »	12,000 »		
Id. 12, d'Avesnes au Quesnoy	17,000 »	17,000 »		
Id. 13, de Maubeuge à Maroilles.	11,000 »	11,000 »		
Id. 14, de Lille à Courtrai.	24,000 »	22,000 »		
Id. 15, de Dunkerque à Furnes.	9,000 »	9,000 »		
A reporter	»	246,600 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report	»	246,600 »		
Entretien de la route N° 16. de La Bassée à Estaires.	5,500 »	5,500 »		
Id. 17, d'Haverskerque à Aire	7,500 »	7,500 »		
Id. 18, de Béthune à Armentières	5,000 »	5,000 »		
Id. 19, de Roubaix à St-Amand.	28,000 »	26,000 »		
Id. 20, de Cassel à la frontière.	8,000 »	8,000 »		
Id. 21, de Bergues à St-Momelin	16,000 »	15,600 »		
Id. 22, de Lille à Tourcoing	8,500 »	8,500 »		
Id. 23, de Cambrai à la frontière	47,000 »	46,000 »		
Id. 24, d'Hélesmes à Denain	6,500 »	6,700 »		
Id. 25, Ceinture de Maubeuge	2,000 »	2,300 »		
Id. 26, Ceinture de Cambrai.	2,700 »	2,700 »		
§ 2.				
Construction, grosses réparations, travaux neufs, amélioration des routes départementales.				
Indemnités pour dépossessions d'immeubles; indemnités aux ingénieurs et conducteurs, personnel des conducteurs et agents secondaires.				
Route N° 1, de Lille à Valenciennes. — Remaniement	10,000 »	10,000 »		
Id. N° 3, de Douai à Tournai — Remaniement	15,000 »	15,000 »		
Id. N° 4, de Cambrai à Tournai. — Remaniement	25,000 »	23,000 »		
Id. N° 5, d'Avesnes à Philippeville. — Rechargement	5,000 »	6,000 »		
Id. N° 6, de Landrecies à Chimay. — Caniveaux, pavés et bordures de trottoirs.	7000 »	5,500 »		
Id. N° 8, de Condé à Saint-Amand. — Remaniement . . .	10,000 »	7,378 67		
Id. N° 9, de Lille à Saint-Omer. — Restauration de chaussée	42,333 »	8,000 »		
Id. N° 10, de Valenciennes à Bohain. — Elargissement . . .	18,000 »	10,875 »		
A reporter . . .	»	466,153 67		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report	.....	466,153 67		
Route N° 11, de Cambrai à Guise. — Remaniement	8,500 »	25,000 »		
— 14, de Lille à Courtrai. — Amélioration dans la traverse des fortifications de Lille . . 41,000 »	40,700 »	56,000 »		
Restauration de la chaussée entre Roubaix et Tourcoing . . . . . 15,000 »				
— 18, de Béthune à Armentières. — Élargissement de chaussée	10,000 »	6,000 »		
— 19, de Roubaix à St.-Amand. — Remaniement	50,000	42,400 »		
Réserve pour travaux imprévus	20,000 »	20,000 »		
Traitements, salaires et frais de déplacement des conducteurs et autres agents attachés au service des routes départementales	64,655 »	65,955 »		
Frais d'impression	1,500 »	1,500 »		
Indemnités proportionnelles des Ingénieurs	7,974 »	7,971 »		
Indemnités extraordinaires pour les ingénieurs et conducteurs .	2,800 »	2,800 »		
Total du Sous-Chapitre III . . .	779,812 »	693,779 67		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.

SOUS-CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux, chemins de fer d'intérêt local.

§ Ier. — CHEMINS VICINAUX.

Chemins de grande communication.

ARTICLE PREMIER.

NUMÉROS des chemins.	ENTRETIEN.	TRAVAUX NEUFS.	TOTAL.
1	7,066 »	«	7,066 »
3	10,466 »	»	10,466 »
4	3,634 »	»	3,634 »
6	4,534 »	»	4,534 »
7	4,752 »	»	4,752 »
8	11,546 »	»	11,546 »
9	8,924 »	»	8,924 »
10	1,388 »	6,000 »	7,388 »
11	13,000 »	»	13,000 »
12	3,182 »	»	3,182 »
13	8,390 »	19,600 »	27,990 »
14	4,616 »	»	4,616 »
15	9,430 »	»	9,430 »
16	4,290 »	»	4,290 »
17	9,648 »	»	9,648 »
18	2,666 »	»	2,666 »
19	3,084 »	»	3,084 »
20	22,558 »	»	22,558 »
21	5,356 »	12,147 »	17,503 »
22	1,476 »	»	1,476 »
23	13,666 »	»	13,666 »
24	11,574 »	»	11,574 »
25	7,840 »	»	7,840 »
27	5,886 »	»	5,886 »
28	2,902 »	»	2,902 »
30	3,600 »	»	3,600 »
32	5,560 »	»	5,560 »
33	5,000 »	»	5,000 »
34	2,640 »	»	2,640 »
35	6,226 »	»	6,226 »
36	7,038 »	»	7,038 »
37	332 »	»	332 »
38	10,000 »	»	10,000 »
A reporter	224,370 »	37,747 »	259,117 »

A reporter . . . . . .

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.

Chemins de grande communication. (Suite).

NUMÉROS des chemins.	ENTRETIEN.	TRAVAUX NEUFS.	TOTAL.
Report.	221,370 »	37,747 »	259,117 »
39	5,730 »	»	5,730 »
40	5,000 »	»	5,000 »
41	5,878 »	»	5,878 »
42	10,566 »	»	10,566 »
43	6,810 »	»	6,810 »
44	2,620 »	»	2,620 »
45	7,822 »	»	7,822 »
46	3,200 »	»	3,200 »
47	2,426 »	»	2,426 »
48	3,520 »	»	3,520 »
49	4,816 »	»	4,816 »
50	12,794 »	»	12,794 »
51	6,248 »	»	6,248 »
52	3,854 »	»	3,854 »
53	1,020 »	»	1,020 »
54	2,516 »	»	2,516 »
55	8,000 »	»	8,000 »
56	1,000 »	»	1,000 »
57	5,000 »	»	5,000 »
58	7,616 »	»	7,616 »
59	7,914 »	»	7,914 »
60	5,460 »	»	5,460 »
61	4,000 »	»	4,000 »
62	9,064 »	»	9,064 »
63	5,890 »	»	5,890 »
64	4,416 »	»	4,416 »
65	8,380 »	»	8,380 »
66	3,984 »	»	3,984 »
67	2,000 »	»	2,000 »
68	3,668 »	»	3,868 »
69	8,666 »	»	8,666 »
70	5,170 »	»	5,170 »
71	5,278 »	»	5,278 »
72	9,284 »	»	9,284 »
73	1,930 »	»	1,930 »
74	1,600 »	»	1,600 »
76	5,820 »	»	5,820 »
77	1,626 »	»	1,626 »
78	1,666 »	»	1,666 »
otal.	424,722 »	37,747 »	462,469 »

		451,841 »	462,469 »
A reporter. . . .	. . . . .		462,469 »

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report	. . .	462,469 »		

Chemins d'intérêt commun.

ARTICLE 2.

NUMÉROS des chemins.	ENTRETIEN.	TRAVAUX NEUFS.	TOTAL.
1	534 »	»	534 »
2	1,000 »	»	1,000 »
4	2,200 »	»	2,200 »
5	873 »	»	873 »
6	100 »	»	100 »
7	1,100 »	»	1,100 »
8	826 »	»	826 »
9	210 »	»	210 »
10	870 »	»	870 »
11	650 »	»	650 »
12	1,667 »	»	1,667 »
13	1,033 »	»	1,033 »
14	1,866 »	»	1,866 »
15	1,600 »	»	1,600 »
16	1,800 »	»	1,800 »
17	2,000 »	»	2,000 »
18	922 »	»	922 »
19	2,800 »	»	2,800 »
20	693 »	»	693 »
21	567 »		567 »
22	850 »	»	850 »
23	1,900 »	»	1,900 »
24	1,666 »	»	1,666 »
25	1,800 »	»	1,800 »
26	264 »	»	264 »
27	3,697 »	»	3,697 »
28	1,965 »	»	1,965 »
29	2,186 »	»	2,186 »
30	2,400 »	»	2,400 »
31	467 »	»	467 »
32	640 »	»	640 »
33	853 »	»	853 »
34	1,335 »	»	1,335 »
35	1,090 »	»	1,090 »
36	1,000 »	»	1,000 »
37	2,032 »	»	2,032 »
38	743 »	»	743 »
39	240 »	»	240 »
40	833 »	»	833 »
41	700 »	»	700 »
42	872 »	»	872 »
43	180 »	»	180 »
44	1,600 »	»	1,600 »
45	1,300 »	»	1,300 »
46	1,190 »	»	1,190 »
47	230 »	»	230 »
48	2,400 »	»	2,400 »
49	2,222 »	»	2,222 »
50	600 »	»	600 »
51	2,100 »	»	2,100 »
52	2,236 »	»	2,236 »
53	1,200 »	»	1,200 »
54	1,485 »	»	1,485 »
55	1,400 »	»	1,400 »
56	3,679 »	»	3,679 »
57	3,073 »	»	3,073 »
58	1,000 »	»	1,000 »
59	433 »	»	433 »
60	4,852 »	»	4,852 »
61	270 »	»	270 »
A reporter	84,794 »	»	84,794 »

A reporter	. . . . .	462,469 »	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report	. . . . .	462,469 »		
Chemins d'intérêt commun. (Suite).				

NUMÉROS des chemins.	ENTRETIEN.	TRAVAUX NEUFS.	TOTAL
Report..	81,794 »	»	81,794 »
62	2,467 »	»	2,467 »
63	2.173 »	»	2,173 »
64	1,600 »	»	1,600 »
65	1,039 »	»	1,039 »
66	190 »	»	190 »
67	1,926 »	»	1,926 »
68	340 »	»	340 »
69	1,100 »	»	1,100 »
70	80 »	»	80 »
71	700 »	»	700 »
72	1,300 »	»	1,300 «
73	900 »	»	900 »
74	932 »	»	932 »
75	1,200 »	»	1,200 »
76	400 »	»	400 »
77	1,700 »	»	1,700 »
78	2,000 »	»	2,000 »
79	1,800 »	»	1,800 «
80	2,172 »	»	2,172 »
81	1,087 »	»	1,087 «
82	348 »	»	348 »
83	621 »	»	621 »
84	1,692 »	»	1,692 »
85	1,650 »	»	1,650 »
86	4,563 »	»	4,563 »
87	3,100 »	»	3,100 «
88	500 »	»	500 »
89	833 »	»	833 »
90	750 »	»	750 »
91	1,400 »	»	1,400 »
92	3,166 »	»	3,166 »
94	900 »	»	900 »
95	3,074 »	»	3,074 »
96	3,322 »	»	3,322 »
97	766 »	»	766 »
98	590 »	»	590 »
99	700 »	»	700 »
100	764 »	»	764 »
101	270 »	»	270 »
102	1,700 »	»	1,700 »
103	400 »	»	400 «
104	1,440 »	»	1,440 7
105	366 »	»	366 »
106	400 »	»	400 »
107	1,700 »	»	1,700 »
108	156 »	»	156 »
109	1,934 »	8,890 »	10,824 »
110	334 »	»	334 »
111	2,494 »	»	2,494 »
112	620 »	»	620 »
113	1,400 »	»	1,400 »
114	300 »	»	300 »
115	2,175 »	»	2,175 »
116	1,383 »	»	1,383 »
117	400 »	»	400 »
118	2,523 »	»	2,523 »
119	704 »	»	704 »
120	267 »	»	267 »
121	266 »	»	266 »
122	1,500 »	»	1,500 »
123	600 »	»	600 «
124	666 »	»	666 »
Total ..	159,617 »	8,890 »	168,507 »

		187,878 50	168,507 »	
A reporter	. . . . .		630,976 »	75

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report.	. . . . .	630,976 »		
Subventions pour les travaux des chemins ordinaires :				
Réseau subvent. en vertu de la loi du 11 juillet 1868. » »	286,302 »	20,000 »		
Réseau non subventionné. . . . . 20,000 »				
Réserve pour travaux imprévus.	25,000 »	25,000 »		
Traitements des Ingénieurs et des agents-voyers.	129,280 »	129,280 »		
Frais d'impression pour le service de la grande vicinalité. . . .	3,000 »	3 000 »		
Dépenses des chemins vicinaux de grande communication imputables sur les contingents communaux, les souscriptions particulières el les prestations rachetées en argent. . . . . : .	370,862 »	362,400 73		
Dépenses des chemins d'intérêt commun imputables sur les contingents communaux, les souscriptions particulières, etc. . .	448,866 »	322,271 68		
§ 2. — CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.				
Études de chemins de fer d'intérêt local	2,000 »	»		
Total du Sous-Chapitre IV.	1,905,029 50	1,492,928 41		
SOUS-CHAPITRE V. *Enfants assistés.*				
Dépenses du service des enfants trouvés, enfants abandonnés, orphelins pauvres, enfants temporairement secourus	162,400 »	220,000 »		
SOUS-CHAPITRE VI. *Aliénés.*				
Dépenses des aliénés à la charge du département.	355,000 »	395,000 »		
SOUS-CHAPITRE VII. *Assistance publique.*				
Secours de route et frais de transport pour les voyageurs indigents.	1,600 »	1,600 »		
Indemnité pour la propagation ou la conservation de la vaccine.	4,500 »	4,500 »		
Secours aux Sociétés maternelles.	2,000 »	2,000 »		
Subvention aux Sociétés de secours mutuels (1)	3,000 »	3,000 »		
Bureau d'assistance judiciaire.	280 »	280 »		
Dépôt de mendicité, maison de refuge, de secours ou hospice départemental, établi à Lille, pour les filles repenties. — Subvention du départem. pour contribuer aux dépenses ordinaires.	9,000 »	9,000 »		
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. — Entretien de mendiants du Nord.	6,000 »	6,000 »		
Secours aux malades indigents.	1,000 »	1,000 »		
A reporter	. . . . .	27,380		

(1) Lille. . . . . fr. 1,000 »
Douai. . . . . » 500 »
Valenciennes. » 500 »

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report	. . . . .	27,380 »		
Entretien de jeunes aveugles dans l'Institution impériale de Paris.	700 »	700 »		
Entretien de sourds-muets et jeunes aveugles, à Lille et Fives....	44,550 »	44,550 »		
Subside à l'œuvre des orphelins de la guerre	1,000 »	1,000 »		
Secours dans le cas d'extrême misère, de disette locale ou d'accident.	4,000 »	4,000 »		
Subventions aux colonies de Mettray et de Mesnil-Saint-Firmin .	750 »	750 »		
Id. à la Société de patronage des jeunes libérés. . . .	1,000 »	1,000 »		
Id. à la Société de patronage des orphelinats agricoles.	100 »	100 »		
Id. à la Société des prêts au travail	200 »	200 »		
Id. à la Société humaine de Dunkerque.	500 »	500 »		
Id. à la Société Centrale des naufragés de Gravelines .	500 »	500 »		
Total du Sous-Chapitre VII. . . .	80,680 »	80,680 »		
SOUS-CHAPITRE VIII.				
CULTES.				
Culte catholique.				
Indemnité à Mgr l'Archevêque 5,000				
— aux trois vicaires-généraux. 3,600	18,600 »	18,600 »		
— aux dix chanoines. 10,000				
Cultes non catholiques.				
Secours pour concourir aux frais des cultes { protestant. 1,200 / israélite . . 1,500 }	2,700 »	2,700 »		
Total du Sous-Chapitre VIII	21,300 »	21,300 »		
SOUS-CHAPITRE IX.				
Archives départementales.				
Appointements du conservateur des Archives et des employés auxiliaires.	10,200 »	10,200 »		
Dépouillement extraordinaire des Archives; achats de cartons et établissement des tablettes.	900 »	3,580 »		
Publication de l'inventaire	750 »	750 »		
Inspection des archives communales.	500 »	500 »		
Total du Sous-Chapitre IX	12,350 »	15,030 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE X.				
Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts.				
Achat et reliure d'ouvrages d'administration pour la Préfecture et les Sous-Préfectures.	600 »	600 »		
Subvention à la Société d'émulation de Cambrai	500 »	500 »		
Id. à la Société des sciences et arts de Valenciennes. . .	500 »	500 »		
Id. id. de Douai.	500 »	500 »		
Id. id. de Dunkerquoise. . .	500 »	500 »		
Id. id. de Lille.	1,500 »	1,500 »		
Id. aux Sociétés de musique et d'orphéons.	4,500 »	4,500 »		
Id. à l'École des arts industriels et des mines de Lille. .	10,000 »	»		
Id. à la Faculté de droit de Douai pour prix et médailles aux étudiants.	500 »	500 »		
Id. à la Société centrale de médecine de Lille.	800 »	800 »		
Id. aux élèves artistes	7,000 »	10,000 »		
Subvention à la Commission historique établie à Lille.	700 »	700 »		
Entretien d'élèves aux écoles des arts et métiers de Châlons et à l'école centrale des arts et manufactures	2,200 »	2,200 »		
Service des observations météorologiques.	500 »	500 »		
Élèves sages-femmes envoyées à Paris, pour y suivre les cours d'accouchement.	2,791 »	2,791 »		
Cours d'accouchement; traitement du professeur.	1,500 »	1,500 »		
Total du Sous-Chapitre X	34,591 »	27,591 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XI.				
Encouragements à l'agriculture et à l'industrie.				
Chambres d'agriculture	1,700 »	1.700 »		
Sociétés d'agriculture	10,700 »	12,600 »		
Comices agricoles	5.000 »	5,000 »		
Concours d'animaux de boucherie	2,000 »	2,000 »		
Exposition départementale d'agriculture	6,500 »	»		
Élève de chevaux	11,600 »	11,600 »		
Encouragement aux artistes vétérinaires (Société du Nord et du Pas-de-Calais)	300 »	300 »		
Entretien d'élèves à l'école vétérinaire d'Alfort	1,575 »	1,575 »		
Mesures contre les épizooties	1,000 »	1,000 »		
Primes pour la destruction des animaux nuisibles	300 »	300 »		
Total du Sous-Chapitre XI	40,675 »	36,075 »		
SOUS-CHAPITRE XII.				
Subventions aux communes				
Établissement des pompes à incendie	4,000 »	4,000 »		
Subventions pour le service des secours et pensions aux sapeurs-pompiers	1,000 »	1,000 »		
Subventions pour le traitement des malades et incurables indigents des communes privées d'établissements hospitaliers	6,000 »	6,000 »		
Subventions pour les écoles secondaires de médecine et de pharmacie	5,000 »	5,000 »		
Subventions pour réparations d'églises ou autres édifices communaux ; acquisitions, etc	15,000 »	7,000 »		
Total du Sous-Chapitre XII	31,000 »	23,000 »		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XIII. *Dépenses diverses.*				
Nivellement du département et des chemins.	9,000 »	9,000 »		
Indemnité de literie aux gendarmes extraits de la ligne	2,000 »	2,500 »		
Id. de logement aux aumôniers des prisons.	1,200 »	1,200 »		
Frais de confection des tables décennales de l'état-civil.	»	13,200 »		
Reliure des actes de l'état-civil déposés au Greffe du Tribunal d'Hazebrouck.	200 »	200 »		
Dépenses du Conseil de salubrité	9,160 »	9,160 »		
Mesures contre les épidémies	600 »	600 »		
Frais d'impression du procès-verbal des délibérations du Conseil général et du rapport du Préfet.	11,000 »	11,000 »		
Frais d'impression des budgets et des comptes départementaux.	1,100 »	1,100 »		
Frais d'impression des listes électorales, des listes du Jury et des cartes d'électeurs.	3,000 »	3,000 »		
Frais d'impression du procès-verbal des délibérations des Conseils d'arrondissements et des repports des Sous-Préfets	700 »	700 »		
Allocation aux employés de la préfecture et des sous-préfectures	16,000 »	16,000 »		
Secours à d'anciens employés ou à leurs familles	2,250 »	1,750 »		
Menues dépenses et frais de bureau du greffe du Conseil de préfecture	1,200 »	1,200 »		
Traitement des concierges de la Préfecture.	1,400 »	1,400 »		
Gratifications pour belles actions	1,400 »	1,400 »		
Traitement des concierges des Palais-de-Justice.	1,900 »	1,900 »		
Avances pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers	20,000 »	20,000 »		
Frais de division des cotes de contributions directes entre propriétaires et fermiers	6,440 »	6,480 »		
Réserve pour dépenses diverses et imprévues.	1,000 »	14,350 64		
Redevance pour une prise d'eau dans un canal communal . .	2 »	2 »		
Traitement des concierges des pyramides de Denain et de Cysoing	250 »	250 »		
Subside au Yacht-Club	300 »	300 »		
Allocation aux vérificateurs des poids et mesures	2,975 »	3,075 »		
Frais de surveillance du travail des enfants.	5,200 »	5,200 »		
Frais de bureau de la Commission départementale	»	1,000 »		
Total du Sous-Chapitre XIII . . .	100,724 34	125,967 64		
SOUS-CHAPITRE XIV. *Dettes départementales afférentes à des dépenses non-obligatoires et appartenant aux exercices* 1871 *et antérieurs.*				
Dépenses des enfants assistés antérieurement à 1872.	»	11,100 »		
Id. des aliénés.	»	5,279 18		
Frais d'impression des listes électorales et des cartes d'électeurs, en 1870	»	4,431 08		
Frais d'entretien des mendiants du Nord, en 1870.	»	77 76		
Service des eaux à la caserne de gendarmerie d'Avesnes, en 1870.	»	30 »		
Secours de route et frais de transport de voyageurs indigents. . .	»	1,626 01		
Service des eaux à la caserne de gendarmerie de Roubaix, en 1871	»	30 42		
Total du Sous-Chapitre XIV. . . .	»	22,574 45		

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISINN du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XV. *Instruction publique.*				
Frais d'inspection des Lycées, des Colléges et de l'Ecole normale.	3,000 »	3,000 »		
Frais de bureau de l'Inspecteur de l'Académie.	1,200 »	1,200 »		
Entretien de bourses dans les Lycées de Lille et de Douai. . . .	9,600 »	9,600 »		
Entretien d'élèves à l'École normale de Cluny	1,600 »	1,600 »		
Dépenses ordinaires de l'École normale :				
Subvention du departement (*a*) . . . . . 21,258 »				
Entretien de 43 bourses à 450 francs. . . . . 19,350 »	42,843 »	43,083 »		
— de 11 demi-bourses à 225 fr.. . . . . 2,475 »				
Frais de la Commission d'examen et du service de MM. les délégués cantonaux.	1,000 »	1,000 »		
Complément des dépenses ordinaires des écoles communales de garçons, mixtes, indemnités aux directeurs et directrices de cours d'adultes, complément de traitement des instituteurs-adjoints, etc	165,317 »	170,000 »		
Subventions aux communes pour acquisitions, constructions ou réparations de maisons d'école de garçons, de filles, de salles d'asile et de mobilier scolaire.	59,301 48	60,112 78		
Dépenses extraordinaires de l'École normale (*b*).	400 »	400 »		
Allocation pour le cours normal d'institutrices	13,500 »	13,500 »		
A reporter	. . . . .	303,495 78		

(*a*) Allocation départementale pour les dépenses générales de l'École. . . . . 19,458 »
Id. pour le traitement du directeur de l'École annexe. 1,800 »
= 21,258 »

(*b*) Achat d'engrais pour le jardin d'expériences. . . . . 400 »

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report	. . . . .	303,495 78		
Subvention pour l'achat de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres.	2,500 »	2,500 »		
Subvention pour achat de livres destinés aux bibliothèques communales	1,500 »	1,500 »		
Encouragements aux instituteurs qui se sont le plus distingués.	2,000 »	2,000 »		
Mêmes encouragements aux institutrices.	1,200 »	1,200 »		
Mêmes encouragements aux directrices et surveillantes des salles d'asile	600 »	600 »		
Mêmes encouragements aux directeurs des classes d'adultes. . .	3,000 »	3,000 »		
Subventions pour venir en aide aux instituteurs qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin.	2,000 »	2,000 »		
Id. aux institutrices..	1,500 »	1,500 «		
Secours à d'anciens instituteurs retraités.	10,000 »	10,000 »		
Indemnité à M. l'Inspecteur d'Académie, au Directeur de l'École normale, et frais de bureau aux sept Inspecteurs primaires.	10,400 »	10,400 »		
Subvention à l'Inspectrice des salles d'asile.	500 »	500 »		
Traitement des employés de la section de l'instruction primaire et frais généraux d'impression.	8,350 »	12,000 »		
Achat de machines à coudre pour les écoles de filles	1,000 »	1,000 »		
Écoles du dimanche.— Subvention pour ceux qui les tiennent. .	3,000 »	3,000 »		
Bulletin de l'instruction primaire.	500 »	500 »		
Indemnité au Secrétaire de l'Académie de Douai.	500 »	500 »		
Traitement de l'Inspectrice départementale des salles d'asile et frais de tournée.	1,500 »	1,500 »		
Subventions aux communes pour établissement de gymnases et encouragements aux instituteurs	»	3,000 »		
Total du Sous-Chapitre XV.	347,811 48	360,195 78		

SOUS-CHAPITRE XVI.

Cadastre.

Subvention pour le renouvellement du cadastre	40,000 »	20,000 »		

DÉSIGNATION DES RECETTES ET DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
BUDGET EXTRAORDINAIRE.				
RECETTES.				
Imposition extraordinaire de 12 centimes additionnels	1,336,045 92	1,385,583 15		
Id. de 5 — 75 dix-mill.	»	663.925 25		
Emprunt	»	390,000 »		
Produits éventuels extraordinaires.				
Cession de terrains ou de bâtiments	700 »	600 »		
Vente de mobilier hors de service		100 »		
Produit des chevaux cédés à l'État	»	137,731 »		
Intérêts et primes des obligations non placées de l'emprunt départemental	460,000 »	460,000 »		
TOTAL GÉNÉRAL des recettes extraordinaires	1,796,745 92	3,037,939 40		
DÉPENSES.				
SOUS-CHAPITRE XVII.				
DÉPENSES IMPUTABLES SUR LE PRODUIT DE CENTIMES EXTRAORDINAIRES.				
§ 1.er				
Édifices départementaux.				
Constr. de la nouvelle Préfecture (achèvement et ameublement).		689,650 »		
Routes départementales.				
19	44,100 »	44,100 »		
20	7,000 »	7,000 »		
21	5,000 »	5,000 »		
23	35,400 »	35,400 »		
TOTAL..	61,500 »	61,500 »	» 61,500 »	
Chemins de grande communication.				
1	1,789 »	1,789 »		
3	28,000 »	28,000 »		
4	6,800 »	6,800 »		
6	7,200 »	7,200 »		
9	10,000 »	10,000 »		
10	5,600 »	5,600 »		
15	16,000 »	16,000 »		
16	5,600 »	5,600 »		
17	12,800 »	12,800 »		
18	6,400 »	6,400 »		
24	5,213 »	5,213 »		
25	16,000 »	16.000 »		
30	8,000 »	8,000 »		
33	8,800 »	8,000 »		
34	7,500 »	7,500 »		
35	16,000 »	16,000 »		
A reporter			» 751,150 »	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.			SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
Report			»	751,150 »		
Chemins de grande communication (Suite).						
39	»	4,000 »	4,000 »			
40	»	11,200 »	11,200 »			
43	»	16,000 »	16,000 »			
44	»	3,600 »	3,600 »			
45	»	3,200 »	3,200 »			
49	»	8,064 »	8,064 »			
50	»	31,200 »	31,200 »			
55	»	10,400 »	10,400 »			
57	»	9,600 »	9,600 »			
59	»	24,000 »	24,000 »			
60	»	8,000 »	8,000 »			
62	»	16,400 »	16,400 »			
69	»	8,000 «	8,000 »			
70	»	15,660 30	15,660 30			
74	»	2,934 »	2,934 »			
TOTAL...	»	333,960 »	333,960 »	294,995 »	333,960 »	
Chemins d'intérêt commun.						
94	»	12,475 93	12,475 93			
105	»	18,200 »	»			
108	»	7,800 »	»			
110	»	17,056 »	»			
TOTAL..	»	55,531 93	55,531 93	»	55,531 93	
Subvention pour les travaux des chemins ordinaires				480,000 »	580,000 »	
Subvention aux communes pour le remboursement d'emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux.				150,880 »	175,070 »	
§ 2. *Service des emprunts départementaux.*						
Amortissement de l'emprunt de 18 millions, droits de timbre et autres.				99,900 92	153,130 57	Somme à valoir.
TOTAL du Sous-Chapitre XVII				1,336,045 92	2,048,842 50	
SOUS-CHAPITRE XVIII. DÉPENSES IMPUTABLES SUR FONDS D'EMPRUNTS.						
Service de l'emprunt de 15 millions contracté pour la défense nationale				»	390,000 »	Somme à valoir.
TOTAL du Sous-Chapitre XVIII				»	390,000 »	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	1873. PROPOSITIONS du Préfet par articles.	1873. DÉCISIONS du Conseil général.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XIX.				
DÉPENSES IMPUTABLES SUR LES PRODUITS ÉVENTUELS EXTRAORDINAIRES.				
Remboursement et intérêts des bons départementaux relatifs aux fournitures pour la garde mobilisée.	»	96,335 »		
Remboursement et intérêts des obligations concernant les chevaux réquisitionnés pour l'artillerie.	»	49,329 »		
Service de l'emprunt de 15 millions contracté pour la défense nationale.	460,500 »	482,000 »		Complément du crédit nécessaire pour 1873.
TOTAL du Sous-Chapitre XIX . . .	460,700 »	597,664 »		

RÉCAPITULATION.

Sous-chapitres.	DÉSIGNATION DES SOUS-CHAPITRES.	SOMMES allouées au budget de 1872.	PROPOSITIONS pour 1873.	DÉCISION du Conseil général.	OBSERVATIONS.
	BUDGET ORDINAIRE.				
1	Dépenses obligatoires	142,391 75	162,562 27		
2	Propriétés départementales immobilières	66,952 17	68,713 01		
3	Routes départementales	779,812 »	693,779 67		
4	Chemins vicinaux. — Chemins de fer d'intérêt local	1,905,029 50	1,492,928 41		
5	Enfants assistés	162,400 »	220,000 »		
6	Aliénés	355.000 »	395.000 »		
7	Assistance publique	80,680 »	80,680 »		
8	Cultes	24,300 »	24,300 »		
9	Archives départementales	12,350 »	15,030 »		
10	Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts	34,591 »	27,591 »		
11	Encouragements à l'agriculture et à l'industrie	40,675 »	36,075 »		
12	Subventions aux communes	31.000 »	23,000 »		
13	Dépenses diverses	100,721 34	125,967 61		
14	Dettes départementales	»	22,574 45		
15	Instruction publique	347,811 48	360,195 78		
16	Cadastre	40,000 »	20,000 »		
	TOTAL des dépenses ordinaires	3,846,507 24	3,765,397 20		
	BUDGET EXTRAORDINAIRE.				
17	Dépenses imputables sur le produit de centimes extraord.	1,336,045 92	2,048,842 50		
18	Dépenses imputables sur fonds d'emprunts	» »	390,000 »		
19	Dépenses imputables sur produits éventuels extraordines	460,700 »	597.664 »		
	TOTAL des dépenses extraordinaires	1,796,745 92	3,036,506 50		

	RECETTES.	DÉPENSES.
Budget ordinaire	3,765.398 02	3,765,397 20
Budget extraordinaire	3,037,939 40	3,036,506 50
TOTAUX	6,803,337 42	6,801,903 70
Excédant de recettes	1,433 72	

Le Préfet du Nord,
SÉGUIER.

RAPPORT

AU CONSEIL GÉNÉRAL SUR LE BUDGET DE 1873.

Messieurs,

Conformément aux prescriptions de l'article 57 de la loi du 14 août 1871, j'ai présenté à la Commission départementale, dans sa séance du 6 août dernier, le projet de budget du département pour l'exercice 1873. Dans ce projet je m'étais borné à inscrire en dépense les crédits nécessaires pour assurer les divers services départementaux : la seule dépense extraordinaire nouvelle en 1873 était la somme de 689,650 francs proposée pour l'achèvement de la nouvelle Préfecture. Pour faire face à ces dépenses, dont le total se montait (dépenses ordinaires et extraordinaires) à 6,801,903 fr. 70 c., j'avais dû chercher une ressource exceptionnelle et transitoire dans une imposition de 5 centimes 75/100 que je vous proposais de voter, au-delà du maximum de 12 centimes, et sauf ratification de votre décision par une loi spéciale.

Je ne m'étais pas dissimulé la gravité de cette proposition dans les circonstances actuelles. Mais j'avais pensé que, si pénible qu'il fût de charger encore les contribuables du département, c'était un moyen acceptable de faire face à nos dépenses indispensables, étant donné le caractère essentiellement transitoire de cette imposition extraordinaire.

La Commission départementale avait partagé ma manière de voir et approuvé le projet que je lui avais soumis; le 15 août j'ai reçu de M. le Ministre de l'Intérieur une circulaire contenant des instructions pour la préparation du budget départemental. J'en extrais les passages suivants :

« En ce qui concerne le budget extraordinaire, je ne crois pas utile de rappeler qu'il » ne convient d'inscrire au sous-chapitre XVIII que les emprunts dont la réalisation a été

» autorisée par une loi spéciale, et ceux qui, devant être remboursés dans le délai » maximum de quinze ans fixé par la loi du 10 août 1871, peuvent être contractés sans » l'autorisation de l'Assemblée nationale. Si le Conseil général votait un emprunt rem- » boursable à plus longue échéance, la somme à réaliser ne pourrait être portée au budget » qu'après l'homologation de la demande de l'assemblée départementale. Vous auriez donc » à me transmettre, aussitôt après la clôture de la session, la délibération destinée à ser- » vir de base au projet de loi que j'aurais à préparer.

» Il en serait de même, Monsieur le Préfet, du vote d'une imposition extraordinaire » qui, dépassant le maximum de 12 centimes fixé par la loi du 23 juillet, n'aurait pas » été autorisée par une loi spéciale. Mais si le Conseil général croyait devoir formuler une » demande dans ce sens, vous devriez l'inviter à ajourner à l'exercice 1874 le point de » départ de l'imposition nouvelle. La confection des rôles généraux pour 1873 va » commencer dès le mois d'octobre, et les agents des contributions directes ne pourraient » comprendre dans leur travail que les centimes dont la perception est déjà autorisée » par la loi des finances ou par des lois particulières. L'établissement d'un rôle spécial » deviendrait donc indispensable pour assurer le recouvrement en 1873 des centimes » dont la création serait subordonnée à l'approbation de l'Assemblée nationale. Vous savez » qu'aux termes de la loi du 4 août 1849, la préparation des rôles supplémentaires et » les frais d'avertissement donnent lieu à des dépenses relativement élevées. D'autres » inconvénients s'attachent à cette mesure, qui ne recevrait sans doute ni l'assentiment » de M. le Ministre des Finances, ni le mien. J'ajouterai que la jurisprudence de » l'Assemblée nationale s'est précisée dans le même sens pendant la dernière session » législative. Quelques Conseils généraux ayant voté en 1871 des impositions recou- » vrables en 1872, la perception de ces contributions a été ajournée à l'année prochaine. » En conséquence, si de nouveaux centimes devaient être votés par le Conseil général » de votre département ils ne seraient mis en recouvrement qu'en 1874.

» Il ne vous échappera pas d'ailleurs, Monsieur le Préfet, que c'est seulement en » présence de besoins exceptionnels et dont l'Assemblée nationale restera juge, que » de nouvelles charges pourraient être imposées aux contribuables pour faire face à des » dépenses d'intérêt départemental. Vous connaissez la pensée du Gouvernement : » il estime que, loin d'augmenter, quant à présent, les contributions locales, il faudrait » plutôt songer à les restreindre. Sous la pression de nécessités impérieuses, le nombre » des centimes départementaux s'est notablement élevé en 1871 : la situation, il est vrai, » s'est rapidement améliorée, et, pour l'année courante, ces charges ont commencé à se » réduire. Mais un nouveau pas doit être fait dans cette voie, et alors que, sous tant de » formes diverses, l'Etat est obligé de faire appel au patriotisme des contribuables

» pour les besoins généraux du budget, il serait désirable, il serait même nécessaire » que le nombre des centimes à inscrire aux budgets départementaux de 1873 fût » sensiblement diminué.

» Déjà, par une circulaire du 29 septembre 1871, l'un de mes prédécesseurs a fait » ressortir les facilités qui sont offertes aux Conseils généraux pour restreindre, et, » dans certains cas, pour supprimer les impositions extraordinaires qui avaient été » votées dans le but de concourir à la défense nationale. Ce résultat, disait-il, sera » d'autant mieux atteint qu'une restitution inespérée est venue accroître la dotation » du budget départemental. En effet, aux termes de la loi du 11 septembre dernier, » l'Etat rembourse en cinq annuités les dépenses relatives à l'organisation des gardes » nationales mobilisées, à la création des batteries d'artillerie et à l'établissement des » camps.

» Cette opération, Monsieur le Préfet, est aujourd'hui commencée. Déjà votre dépar- » tement a reçu un à-compte sur l'annuité afférente à l'année 1872; le complément sera » soldé à la fin de l'exercice. Les autres annuités seront payées à partir de 1873. Dès » à présent ces ressources ont permis de rembourser une partie des empruuts autorisés » en vue de la défense nationale. En créant un gage nouveau pour l'amortissement de » la dette départementale, les annuités imputées sur les fonds de l'Etat rendent presque » toujours inutile le produit de l'imposition extraordinaire qui, dans la combinaison » primitive, était affectée au service de l'emprunt. De là, Monsieur le Préfet, la pos- » sibilité de réduire dans une large mesure et parfois même de supprimer absolument, » à partir de 1873, des centimes dont le recouvrement avait été autorisé en vue d'une » situation que la loi du 11 septembre 1871 a si profondément modifiée. Lorsque l'As- » semblée nationale a décidé que l'Etat rembourserait les dépenses qui avaient été » imposées aux départements par les décrets sur la garde nationale mobilisée, l'artillerie » et les camps, elle n'a pas voulu seulement faire peser sur la nation tout entière des » sacrifices trop inégalement répartis : elle a entendu que les contribuables profiteraient » du bénéfice du remboursement, en ce sens que leurs charges seraient allégées dans » une proportion égale à l'accroissement de ressources dont les budgets départementaux » vont être dotés pendant cinq ans.

» Vous ne manquerez pas, Monsieur le Préfet, d'appeler sur ce point l'attention du » Conseil général : le Gouvernement est assuré par avance que l'assemblée départementale » reconnaîtra la nécessité de restreindre, pour l'année 1873, les charges extraordinaires » des contribuables. De grands sacrifices leur ont été imposés pour concourir à la » défense du pays ; mais l'Etat rembourse les sommes que les départements ont dépensées, » » et, pour la plupart, les impositions créées en 1870 ont aujourd'hui perdu leur » légitimité et leur raison d'être. »

Cette circulaire, Messieurs, m'oblige nécessairement à modifier tout le système que je vous soumettais. L'imposition extraordinaire de 5 centimes 75/100 en sus des 12 centimes n'est plus possible que pour 1874 et comme elle était destinée à couvrir les dépenses de la nouvelle Préfecture (produit de 5 centimes 75/100, 663,925. — Dépense de la nouvelle Préfecture prévue pour 1873, 689,650), il n'y a que deux systèmes possibles : ou bien rejeter en 1874 l'achèvement du nouvel hôtel de Préfecture, ou bien chercher des ressources ailleurs que dans une imposition extraordinaire excédant le maximum.

Le premier système serait difficilement accepté par vous, en face des décisions que vous avez prises précédemment et qui sont en partie exécutées par l'installation des bureaux dans le nouvel hôtel. En outre, il n'obvierait qu'en partie à la difficulté ; car, si l'on peut ajourner en 1874 l'achèvement de l'hôtel et son ameublement, on ne peut repousser jusque là le paiement d'une somme de 242,000 francs, due déjà depuis longtemps à l'entrepreneur et réclamée par lui.

Quant au second système que je vous propose d'accepter, il est indiqué par M. le Ministre lui-même et consiste dans l'inscription au budget extraordinaire des annuités dues par l'État au département pour le remboursement des dépenses faites pour l'organisation de la garde nationale mobilisée.

Le contingent du département, vous le savez, a été fixé à 6,800,000 francs remboursables en cinq annuités à partir de 1871. Deux annuités sont donc dues déjà et la troisième viendra à échéance en 1873. Ce serait ainsi une recette à inscrire au budget extraordinaire de 4,080,000 francs (trois annuités de 1,360,000 francs).

Je n'ai nullement l'intention de vous proposer d'employer cette somme en totalité quant à présent. L'an dernier déjà, vous avez abordé la grave question de l'emploi de cette ressource, et vos délibérations se porteront encore cette année, sans doute, sur ce point.

Je vous proposerai seulement de prélever sur les annuités exigibles de ces 6,800,000 francs, une somme de 663,925 francs 25 cent. qui serait appliquée à l'achèvement de la Préfecture.

De cette façon, le nombre des centimes extraordinaires à imposer pour 1873 ne dépasserait pas le maximum de 12 centimes qne vous avez le droit de voter.

La somme de 3,416,074 francs 75 centimes formant le surplus des annuités exigibles en 1873, serait portée en excédant de recettes, pour l'emploi en être fixé par vous ultérieurement en même temps que celui des deux annuités recouvrables en 1874 et 1875, qui fourniront 2,720,000 francs.

Lille, le 18 août 1872.

Le Préfet du Nord,

SÉGUIER

TABLEAU SYNOPTIQUE

DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

FAITE PAR LE DIRECTEUR DES TRAVAUX MUNICIPAUX DE LILLE

Sur l'organisation des principales Ecoles professionnelles, industrielles et commerciales du Nord de la France, de l'Alsace et de la Belgique.

INDICATION des RENSEIGNEMENTS recueillis.	ÉCOLE INDUSTRIELLE d'Amiens.	ÉCOLE DES ARTS DT MÉTIERS de Châlons.	ÉCOLE PROFESSIONNELLE de Mulhouse.	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES appliquées de Mulhouse, section de mathématiques et de physique.	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES appliquées de Mulhouse, section dite du laboratoire de chimie.
1	2	3	4	5	6
Nature des ressources des établissements.	La première ressource, l'unique au début, consiste dans le produit descotisations annuelles (50 fr.) des membres très - nombreux de la société industrielle. A partir de 1868, l'Etat a accordé 10,000 francs pendant trois ans, le département 1000 fr. et la ville 6,000 fr. Actuellement, l'État et la ville ont réduit leurs subventions de moitié (5,000 fr. et 3,000 fr.)	L'État supporte environ les 3/4 des dépenses annuelles, qui sont considérables (de 360 à 380,000 f.) l'autre quart lui est fourni par les bourses que paient les départements et les communes.	La première ressource consiste dans les frais d'études payés par les élèves: la subvention nécessaire est supportée pour 1/4 environ par la ville et pour le surplus par la Société industrielle, dont les principaux membres s'imposent des sacrifices annuels si élevés, qu'on m'a cité des chiffres de 8,000 fr.	Mêmes ressources que pour l'Ecole professionnelle. Mais le produit des frais d'études a été en décroissant si rapidement depuis cinq ans, que l'Ecole vient d'être dissoute faute d'élèves en nombre suffisant pour justifier la continuation des cours.	Mêmes ressources que pour les deux Ecoles précédentes. Seulement, le succès soutenu de cette section fait que les frais d'études sont assez élevés pour couvrir presqu'entièrement les dépenses.
Commission administrative, de surveillance ou de perfectionnement.	Il existe un Conseil d'administration choisi par l'assemblée générale des membres de la Société industrielle.	Il y a, au Conservatoire des arts et métiers de Paris, une Commission spéciale pour les trois Ecoles d'arts et métiers de France, nommée par le Ministre des Travaux publics et consultée par lui chaque fois qu'il le juge à propos.	Il existe un Conseil de perfectionnement, choisi par la Société industrielle.	Le conseil de perfectionnement était le même que celui de l'Ecole professionnelle.	Le Conseil de perfectionnement est le même que celui de l'Ecole professionnelle.
Durée et organisation de l'enseignement.	L'enseignement dure deux années pour la branche teinture et trois années pour la branche de tissage et de coupe de velours de coton d'Amiens. Les cours publics et gratuits, ont	L'enseignement de trois années. Chaque jour, il y a cinq heures consacrées aux études mathématiques et au dessin, puis sept heures d'atelier en deux séances.	Il y a d'abord quatre années d'enseignement préparatoire, de neuf à treize ans; puis quatre années d'enseignement secondaire spécial; puis deux années d'enseigne-	L'enseignement durait deux années.	L'enseignement dure deux années et le professeur regrette beaucoup qu'on y admette des jeunes gens qui n'ont pas suivi, tout au moins, les cours de

ÉCOLE THÉORIQUE et PRATIQUE de filature et de tissage mécanique de Mulhouse. ÉCOLE de commerce de Mulhouse.	ÉCOLE INDUSTRIELLE de Liége.	INSTITUT SUPÉRIEUR de commerce d'Anvers.	ÉCOLE INDUSTRIELLE de Gand.	OPINION DE L'ENQUÊTEUR, formée dans ses entretiens avec les hommes éminents, par leur science et par leur expérience, avec lesquels il a pu conférer.
7 et 8	9	10	11	12
6 L'École, placée aussi sous le patronage de la Société industrielle, marche cependant avec les seules ressources (pas de subvention municipale) d'une société civile spéciale, formée par les principaux chefs d'établissements du rayon de l'Est. Les frais d'études couvrent, en général, les dépenses. 8 Le succès de cette section, avant la guerre, produisait des recettes en frais d'études, suffisantes pour couvrir les dépenses. — La désorganisation actuelle est due au départ des professeurs, qui ont opté pour la nationalité française.	La ville paie environ les deux tiers de la dépense, l'Etat et la Province le surplus, avec les chiffres de proportion 2 et 1.	L'État paie les 3/4 de la dépense et la ville le surplus. Le montant des frais d'études est partagé entre les professeurs, d'après des bases déterminées par la Commission administrative.	L'État paie les 2/3 de la dépense annuelle, arrivée actuellement au chiffre de 42,000 fr., et la ville le surplus.	Il est tout à fait essentiel de poursuivre la création d'une Société industrielle de patronage, non-seulement à cause des ressources normales que les cotisations des membres procureront pour réduire notablement les subventions du département et de la ville, mais encore parce que les dignitaires fortunés seront entraînés successivement à enrichir les collections par des dons généreux. C'est ainsi que, à Amiens, le matériel a atteint la valeur considérable d'environ 450,000 francs et une valeur beaucoup plus élevée à Mulhouse.
7 Il y a un Comité d'administration de la Société civile. 8 Il y avait une Commission de surveillance nommée par la Société industrielle.	Il y a une Commission administrative composée d'un adjoint-président, de deux conseillers communaux, d'un professeur à l'Université et d'un industriel.	Il y a une Commission administrative nommée par le Gouvernement et composée : du bourgmestre, président, de deux conseillers communaux, deux membres de la chambre de commerce et deux membres du tribunal de commerce.	Il y a une Commission administrative nommée par le Gouvernement et composée du bourgmestre, président, de l'Ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, inspecteur des études aux autres Ecoles gouvernementales de Gand, d'un avocat et de quatre industriels. Il n'y a pas de Société industrielle de patronage.	J'ai admiré à quel point M. Auguste Dollfus, président de la Société industrielle de Mulhouse et membre des Conseils de perfectionnement des cinq écoles, savait tout ce qui était nécessaire pour la prospérité de ces établissements. De plus, il était parfaitement d'accord avec l'ancien Directeur des des Ecoles supérieures, sur les fautes qui avaient amené la décadence de l'une d'elles, désastreuse pour le recrutement des Directeurs d'une partie des grandes industries régionales; déviation de l'enseignement et abaissement de son niveau, abaissement de l'instruction par le relâchement de la discipline et des examens, tant à l'entrée, qu'au passage en deuxième année et à la sortie. En conséquence, je suis convaincu qu'un Conseil de perfectionnement est indispensable et qu'il devra être composé exclusivement (même pour les membres des Conseils général et municipal) d'industriels ou ingénieurs civils à la fois très-éclairés, très-expérimentés et très-dévoués, car le succès de la réorganisation projetée à Lille dépendra de l'action plus ou moins sérieuse, plus ou moins continue, qu'exercera le Conseil en question. Il faut que chaque professeur, avant le commencement de chaque année scolaire, soumette au Conseil de perfectionnement le programme sommaire de chacune de ses leçons pendant ladite année; que chaque membre du Conseil ait une semaine de service, pendant laquelle il assistera à une ou deux leçons, roulant sur les matieres qu'il connaîtra le mieux; que tous les membres s'imposent le devoir d'assister chacun à plusieurs examens, le tout sans avertissement préalable. Ce sera, pour les professeurs et pour les élèves, le moyen d'entretenir une émulation indispensable. De l'avis des hommes de science et d'expérience les plus éminents de ceux que j'ai consultés à Amiens, Mulhouse, Liége et Gand, les deux années d'enseignement adoptées en principe par la Commission spéciale de Lille, ne pourront, en ce qui concerne les diverses branches industrielles, donner aux élèves que le dégré d'aptitude d'un contre-
7 L'enseignement ne dure qu'une année pour la filature et autant pour le tissage, dix-huit mois pour ceux qui veulent apprendre les deux. On avait voulu faire marcher industrielle-	L'enseignement dure deux années, au moyen de cours publics et gratuits du soir, pendant les mêmes six mois qu'à Amiens, mais avec une durée de trois heures	L'enseignement dure deux années. J'ai les documents nécessaires pour savoir combien de leçons, par année scolaire, fait chacun des treize professeurs.	L'enseignement industriel primaire est donné en langue flamande, le dimanche et le lundi. En première année, la première leçon de une heure est consacrée à l'arithmétique et en seconde	

INDICATION des RENSEIGNEMENTS recueillis.	ÉCOLE INDUSTRIELLE d'Amiens.	ÉCOLE DES ARTS ET MÉTIERS de Châlons.	ÉCOLE PROFESSIONNELLE de Mulhouse.	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES appliquées de Mulhouse, section de mathématiques et de physique.	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES appliquées de Mulhouse, section dite du laboratoire de chimie.	ÉCOLE THÉORIQUE et PRATIQUE de filature et de tissage mécanique de Mulhouse. ÉCOLE de commerce de Mulhouse.	ÉCOLE INDUSTRIELLE de Liége.	INSTITUT SUPÉRIEUR de commerce d'Anvers.	ÉCOLE INDUSTRIELLE de Gand.	OPINION DE L'ENQUÊTE formée dans les entretiens avec les hommes éminents, par leur science et par leur expérience, avec lesquels il a pu conférer.
1	2	3	4	5	6	7 et 8	9	10	11	12
	lieu le soir et le dimanche, du 15 octobre au 15 avril de l'année suivante (l'expérience a appris qu'on n'avait plus d'auditeurs pendant le printemps et l'été). J'ai les documente nécessaires pour savoir combien de leçons, par année scolaire, fait chacun des neuf professeurs.		ment industriel ; enfin une année d'enseignement supérieur, par laquelle on a cherché à suppléer, en partie, à la suppression de la section de mathématiques et physique, de l'Ecole supérieure, qui a sombré comme il a été expliqué précédemment. Il y a, en moyenne, neuf heures de classes ou d'études par jour et deux heures d'atelier.		la division supérieure de l'Ecole professionnelle. Les élèves passent, chaque jour, de cinq à six heures au laboratoire, et les démonstrations du professeur y sont données pendant le même temps.	ment l'atelier de filature et celui de tissage ; mais on y a renoncé et les dépenses rentrent maintenant dans les frais d'enseignement, comme à Amiens. Les élèves passent, chaque jour, de six heures à sept heures dans les ateliers et y reçoivent les démonstrations des professeurs pendant le même temps. 8 L'enseignement durait deux années. J'ai les documents nécessaires pour savoir combien d'heures étaient consacrées à chacune des parties de cet enseignement. Les élèves étaient tenus huit heures par jour.	par soirée, de sept heures à dix heures. Il n'y a pas de leçons pratiques de filature et de tissage, ni d'enseignement des langues vivantes. Les industriels accordent des prix aux contremaîtres lauréats et augmentent leurs salaires.	Les élèves sont tenus, en moyenne, huit heures par jour.	année, à la géométrie. Vient en suite une leçon de dessin de deux heures, puis une leçon de une heure pour les chauffeurs mécaniciens. En hiver, les ouvriers qui ont suivi les cours des deux premières années, reçoivent une leçon de filature avant les deux heures du dessin. En hiver et en eté, pendant la première leçon de mathématiques du dimanche, il est fait, principalement à l'usage des contre-maîtres de tissage, un cours spécial de tissage, auquel on vient assister de tous les points de la Flandre. — Le lundi soir, à partir de cinq heures, seconde leçon de mathématiques, puis seconde leçon de dessin. Pour les ouvriers qui ont suivi les cours des deux premières années, les leçons de mathématiques élémentaires sont remplacées par des leçons de physique, de chimie et de mécanique. — On avait essayé d'imposer des examens pour passer des cours d'une année à ceux de l'autre, mais l'amour-propre des ouvriers a été un obstacle invincible et ils avaient préféré renoncer à l'enseignement. L'enseignement industriel moyen est donné, en langue française, le lundi soir au moyen de cours de physique, de chimie, de mécanique appliquée, de comptabilité commerciale et d'économie industrielle. On y joint la leçon de dessin du dimanche et des leçons spéciales de photographie. — Les élèves arrivent préparés par les études des athénées (lycées). Les auditeurs, qui sont des employés divers, suivent chaque cours aussi longtemps qu'ils le veulent et peuvent ainsi arriver, à la longue, au même degré d'instruction que les élèves de l'enseignement supérieur industriel, qui est donné au conservatoire des arts et manufactures. Enfin, il y a deux Ecoles spéciales de tissage et de	maître et il leur faudra ensuite d'un an à deux ans pour arriver aux connaissances spéciales qu'exige la direction, avec fruit, de l'usine dans laquelle ils seront entrés. Le programme de Lille, qui devra être précisé au moyen des programmes détaillés que chaque professeur soumettra à l'approbation du Conseil de perfectionnement, ne peut donc préparer à la carrière industrielle que des fils de patron, ce qui est beaucoup trop exclusif pour un établissement public, dont les ressources principales proviendront, en grande partie, de tous les contribuables imposés à la fois par le département et par la ville. Il importe que les jeunes gens sans ressources suffisantes pour suivre à Paris le cours de l'Ecole Centrale, doués d'une aptitude suffisante et assez laborieux pour arriver à la position de Directeur, puissent aussi acquérir, à proximité de leurs familles et à peu de frais, le dégré de connaissances théoriques et pratiques nécessaire pour entrer, en cette qualité, dans une usine dont le patron a, par suite de son âge, besoin d'un co-adjuteur, on vient de mourir sans laisser un fils d'âge et de capacité voulus pour lui succéder. En conséquence, il y aurait lieu d'adopter un enseignement supérieur de trois années, qui est d'ailleurs indispensable pour les spécialités de la construction des machines et de l'exploitation des mines, au profit des jeunes gens qui désireraient en suivre les cours et auraient fait preuve de l'aptitude nécessaire. Eu égard à la nature du programme de leurs études et à la spécialisation de lenr enseignement supérieur, ces jeunes gens formeraient des Directeurs de beaucoup préférables, pour la région, à ceux que peut lui fournir l'Ecole Centrale de Paris. Seul, M. Tresca, sous-directeur du Conservatoire des arts et métiers de Paris et professeur de l'Ecofe Centrale, qui conseille fortement au département du Nord et à la ville de Lille d'adopter une Ecole des arts et métiers, dit qu'on ne peut pas créer une Ecole centrale régionale, faute d'avoir des professeurs suffisamment hommes de science. Mais, d'une part, l'annexe que je propose à l'institut industriel régional en projet laisse une vie indépendante à celle-ci, en sorte que son insuccès ne pourrait pas avoir de conséquences fâcheuses. D'autre part, M. Tresca méconnaît les ressources, en hommes de science, que pourront toujours fournir, à Lille, les Ingénieurs de l'Etat et civils, ainsi que la Faculté des sciences.

INDICATION des RENSEIGNEMENTS recueillis. 1	ÉCOLE INDUSTRIELLE d'Amiens. 2	ÉCOLE DES ARTS ET MÉTIERS de Châlons. 3	ÉCOLE PROFESSIONNELLE de Mulhouse. 4	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES appliquées de Mulhouse, section de mathématiques et de physique. 5	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES appliquées de Mulhouse, section dite du laboratoire de chimie 6	ÉCOLE THÉORIQUE et PRATIQUE de filature et de tissage mécanique de Mulhouse. ÉCOLE de commerce de Mulhouse. 7 et 8	ÉCOLE INDUSTRIELLE de Liége. 9	INSTITUT SUPÉRIEUR de commerce d'Anvers. 10	ÉCOLE INDUSTRIELLE de Gand. 11	OPINION DE L'ENQUÊTEUR, formée dans ses entretiens avec les hommes éminents, par leur science et par leur expérience, avec lesquels il a pu conférer. 12
									dessin ornemental en vue du tissage, les élèves y passent deux années, en travaillant six heures tous les jours ; mais on permet à des fils de patron, qui ne tiennent pas au certificat de capacité, de n'y rester que six mois. Les cours du soir sont obligatoires pour les élèves des écoles spéciales, ainsi que des leçons théoriques de filature, le dimanche et le jeudi.	
Age d'admission et examens d'entrée de passage et de sortie.	Il faut avoir au moins douze ans pour être admis aux cours publics et gratuits. Il y a des examens d'entrée portant sur l'écriture, la lecture et les éléments d'arithmétique, subis par ceux qui s'inscrivent pour les examens de fin d'année. Un diplôme de capacité est délivré à ceux qui répondent bien dans ces derniers examens, lesquels sont très-longs et très-sérieux.	Il faut avoir au moins quinze ans. Il y a des examens d'entrée et de sortie très-sérieux. Il n'y a pas possibilité de doubler une année ; si on ne travaille pas avec l'assiduité exigée, on est éliminé sans ménagements. On vient d'introduire l'étude de la cinématique appliquée, partie de la mécanique qui est très-utile aux élèves dans le reste de leur carrière.	Il suffit d'avoir au moins neuf ans pour être admis dans la division préparatoire. Les examens de passage ne commencent qu'à la fin des quatre années d'enseignement secondaire spécial ; on a l'intention de les rendre, ainsi que ceux de sortie, aussi sérieux que jamais, pour arriver au relèvement du niveau des études, condition reconnue indispensable pour la prospérité de l'Ecole. — On va développer beaucoup les cours de mathématiques et rendre l'anglais et l'allemand obligatoires, tandis qu'une seule de ces deux langues est exigée maintenant.	Il fallait justifier, pour être admis, des connaissances nécessaires pour être bachelier ès-sciences. C'est en partie parce que la discipline, l'enseignement et les examens de sortie étaient devenus trop faciles, que l'Ecole est tombée en décadence. Les jeunes gens en étaient arrivés à dire à leurs familles qu'on ne leur en montrait pas plus qu'au lycée et qu'on ne faisait rien, ce qui déterminait leur départ.	Il n'y a pas de conditions bien définies pour l'admission et j'ai dit, ci-desus, ce que désirerait le professeur, qui est un homme de science éminent, auquel est dû le succès croissant de l'Ecole. La certitude de ne pas passer en deuxième année, si on ne subit pas bien l'examen de la fin de la première année, assure l'assiduité nécessaire et, en deuxième année, il n'y a plus que d'excellents élèves.	7 Il n'y a pas de conditions d'admission, mais la discipline est rigoureuse et on élimine les jeunes gens qui ne travaillent pas assidûment, ou qui se montrent sans aptitude. Les diplômes ne sont accordés qu'à la suite des épreuves les plus sérieuses. — Les élèves sont tenus quatre heures le matin et autant l'après-midi ; moitié du temps est consacré à la théorie et moitié à la pratique. 8 Les élèves avaient à subir un examen d'entrée, suivant un programme déterminé, à moins qu'ils ne fussent bacheliers, ou pourvus du certificat d'études de l'enseignement spécial. A la sortie, les diplômes n'étaient obtenus qu'à la suite d'examens très-sérieux	Mêmes conditions d'admission qu'à Amiens et même sévérité pour la délivrance des diplômes de capacité, qui ont cependant moins de valeur, puisqu'il n'y a pas eu de leçons pratiques.	Les matières de l'examen d'admission font l'objet de l'enseignement des sections professionnelles des athénées (lycées), des colléges et gymnases et du cours préparatoire annexé à l'institut. Il y a des examens de passage en deuxième année et des examens de sortie, pour obtenir un diplôme de capacité, les uns et les autres très-sérieux. Le français, l'anglais et l'allemand sont obligatoires ; l'italien et l'espagnol sont facultatifs.	Nous avons dit qu'on a dû renoncer aux examens, même pour l'enoeignement moyen et l'Ecole spéciale du dessin des tissages ; mais le désir d'arriver au certificat de capacité et de devenir ensuite contre-maître, soutient le travail.	Tous les hommes compétents m'ont paru convaincus qu'il n'y a pas de succès possible sans examens très-sérieux d'admission, de passage et de sortie, sans élimination de tous les élèves qui ne montrent pas une assiduité ou une aptitude suffisantes. Partout où j'ai vu des élèves au travail, j'ai admiré la discipline et l'assiduité générale.
Résultats obtenus sous le rapport des aptitudes acquises par les élèves à leur sortie des Ecoles.	Les élèves, au nombre de quarante en moyenne, qui obtiennent des diplômes de capacité peuvent être admis dans les usines comme contre-maîtres, à prix un peu reduit, et y obtiennent bientôt la rémunération ordinaire.	Les 2/3 des élèves trouvent immédiatement des emplois d'ouvriers mécaniciens, avec un salaire moyen de 1,450 fr., et arrivent ensuite à être contre-maîtres, puis plus haut encore. — Le troisième tiers se case dans les bureaux des services divers de travaux publics ou des grandes usines de construction de machines ; il s'y distingue par l'assiduité au travail et par le talent en dessin, acquis à l'Ecole.	Les élèves qui ne continuent pas leurs études sont d'abord admis comme volontaires non-rétribués, puis passent contre-maîtres et arrivent souvent à être directeurs, après un nombre d'années de services suffisant pour acquérir, par la pratique, ce qu'ils n'ont pas été mis à même de saisir plus rapidement par des études plus complètes.	Les bons élèves étaient placés, par le patronage de l'Ecole, en qualité de sous-directeurs, dans des usines de construction de machines et autres établissements exigeant une instruction scientifique déjà élevée.	Les élèves diplômés à la sortie servent d'abord en qualité de volontaires, non rétribués, puis deviennent directeurs de teinture à 4,000 fr. et 5,000 fr. Avant la création de l'Ecole, un directeur de teinture, moins capable, coûtait 15,000 f. On voit par là que les sacrifices faits, pour les écoles de Mulhouse, par les industriels, leur ont procuré des compensations importantes.	Les élèves diplômés servent aussi, au début, en qualité de volontaires, non retribués, puis deviennent directeurs à 5,000 fr. et plus.	Les Elèves diplômés peuvent se placer comme contre-maîtres et sont aptes à devenir, par l'expérience, directeurs.	L'Ecole patrône les élèves diplômés pour les caser dans les grandes maisons de commerce ou dans la diplômatie.	Les ouvriers qui ont suivi les cours de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen deviennent généralement contre-maîtres. — Ceux qui ont suivi en plus les leçons de tissage de la semaine, pendant plusieurs années, arrivent à des positions de directeurs.	Ainsi que je l'ai déjà dit, en établissant une discipline très-sévère et des examens très-sérieux, on mettra les élèves de l'institut industriel régional projeté à Lille en mesure de remplir l'office de bons contre-maîtres, dans les usines qu'ils seront appelés à diriger plus tard comme patrons. Quant aux élèves qui aspirent à devenir plus tard Directeurs dans les usines d'autrui, puis associés si possible, il faudrait qu'ils se fissent volontaires, non rétribués, pendant un an moins, s'ils n'ont pas montré l'aptitude suffisante pour recevoir l'enseignement supérieur : ceux qui auraient reçu ce même renseignement ne seraient probablement assujétis qu'à un volontariat beaucoup plus court. Il importerait de voir s'établir dans notre région le volontariat en question, comme compensation des sacrifices que feront certainement les membres de la Société industrielle à créer.
Résultats obtenus sous le rapport de	Il y a, en moyenne, 280 élèves en tout, qui suivent un certain nombre des différents cours.	Il y a, en moyenne, 280 élèves et il y a place pour 300.	Il y a, en moyenne, 20 élèves dans chacune des deux années de la division	Au temps de sa prospérité, l'Ecole comptait environ 40 élèves.	De 20 à 25 élèves.	7 De 25 à 30 élèves. 8 Il y avait environ 60 élèves avant la guerre.	Environ 300 élèves.	Environ 125 élèves, dont 600 en première année et 40 auditeurs	Il y a 650 élèves inscrits en 1872, plus de 50 à 60 auditeurs libres (employés	Je pense que l'institut industriel régional, réorganisé conformément aux conseils si éclairés que j'ai recueillis, pourra atteindre, dans un nombre

INDICATION des RENSEIGNEMENTS recueillis.	ÉCOLE INDUSTRIELLE d'Amiens.	ÉCOLE DES ARTS ET MÉTIERS de Châlons.	ÉCOLE PROFESSIONNELLE de Mulhouse.	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES appliquées de Mulhouse, section de mathématiques et de physique.	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES appliquées de Mulhouse, section dite du laboratoire de chimie.	ÉCOLE THÉORIQUE et PRATIQUE de filature et de tissage mécanique de Mulhsuse. ÉCOLE de commerce de Mulhouse.	ÉCOLE INDUSTRIELLE de Liége.	INSTITUT SUPÉRIEUR de commerce d'Anvers.	ÉCOLE INDUSTRIELLE de Gand.	OPINION DE L'ENQUÊTEUR, formée dans ses entretiens avec les hommes éminents, par leur science et par leur expérience, avec lesquels il a pu conférer.
1	2	3	4	5	6	7 et 8	9	10	11	12
la fréquentation des écoles.			industrielle et on espère qu'il y en aura 10, en moyenne également, dans la division supérieure.					libres, suivant surtout les cours de droit commercial et de langues étrangères.	divers), pour l'enseignement primaire; 20 à 25 élèves pour l'enseignement moyen; 15 à 20 élèves pour l'Ecole spéciale de dessin; 15 à 20 élèves pour le tissage et la filature (cours théoriques).	d'années assez limité, environ 300 élèves. Cette évaluation est basée tant à la fois sur le nombre total des cinq écoles de Mulhouse et sur l'importance relative de notre propre centre, sous le triple rapport de l'industrie, du commerce et de l'agronomie. Quant aux cours publics et gratuits du soir, ils n'auraient sans doute pas tout d'abord autant d'auditeurs qu'à Amiens et à Liége, où il y en a environ 300, composés de fils d'artisans, d'employés de commerçants, d'industriels et même d'hommes de loi (à la recherche d'une voie plus lucrative), de fils de patrons et d'ouvriers, mais ces derniers en très petit nombre, à cause des fatigues de la journée. On pourra ainsi voir se révéler des vocations qui seraient restées étouffées. Quant au supplément d'honoraires à accorder aux professeurs, M. Gand à Amiens et M. Trasenster, Directeur des études de l'Ecole des mines à Liége, estiment qu'il pourra être trés-modéré : étant donné qu'on recrutera ces professeurs chez les hommes de science ayant déjà une position faite par leurs autres attributions, on trouvera chez eux l'esprit d'émulation, pour le succès de l'œuvre, qui conduit de savants professeurs d'Amiens et de Liége à se contenter de sommes aussi minimes que 500 francs.
Prix de l'internat ou de l'externat.	Les élèves ne paient aucune rétribution.	Tous les élèves sont internes et la pension (payée par un très-petit nombre, comme on l'a vu) est fixée à 600 fr.	On tend à ne plus recevoir que des internes qui paient 950 fr., ou des demi-pensionnaires qui paient 550 fr. Il y a, en plus, 50 fr. par an pour la fréquentation des ateliers. Les élèves de la division supérieure paient 200 fr. par an, pour deux heures par jour passées au laboratoire, ou à la filature, ou au tissage.	L'externat était fixé à 600 fr. par an.	Les élèves, tous externes, paient 600 fr. par an et, en plus, les les objets perdus ou brisés par eux.	7 Les élèves, tous externes, paient 600 fr. par an, pour chacun des deux ans, et 900 fr. pour les deux ans. — Ceux qui veulent faire une seconde année n'ont plus que 300 fr. à payer. 8 Les élèves, tous externes, payaient 600 fr. par an.	Les élèves ne paient aucune rétribution.	Les élèves, tous externes, paient 200 fr. la première année et 250 f. la deuxième année. Il y a un internat annexe, qui fait l'objet d'une exploitation privée.	Tous les cours sont publics et gratuits, mais M. Bureau estime qu'on attache plus de prix à ce qui coûte quelque chose et, si on n'avait pas été lié par des précédents, il aurait voulu qu'on demandât au moins 30 fr. par mois, aux élèves de l'enseignement moyen.	Les hommes d'expérience, consultés par moi, ont trouvé que le prix de l'externat devrait être porté à 300 fr. au moins, à Lille, parce que, eu égard aux deux heures d'ateliers divers ou de laboratoire à adopter, il importe de tenir les élèves dix heures par jour, au moyen d'un petit restaurant intérieur (pour déjeuner) comme à l'Ecole Centrale de Paris. Cela les préparera mieux au temps de la durée des travaux dans les usines de toutes natures.
Nombre; recrutement et émoluments des professeurs.	Il y a 9 professeurs, choisis par la Société industrielle, parmi les hommes de science les plus distingués de la ville. Leurs traitements s'élèvent en tout à 9,000 fr., dont 3,500 fr. pour le directeur qui fait les deux cours les plus importants et 5,500 fr. pour les 8 autres, dont les traitements varient entre 1,800 fr. et 400 fr.	Il y a un Ingénieur-directeur et un Ingénieur-inspecteur des études, plus 8 professeurs et 4 chefs d'ateliers, tous nommés par le Ministre à la suite d'un concours au Conservatoire des arts et métiers de Paris. En outre, 8 surveillants, commandés par un chef adjudant. Tout le personnel coûte 74,000 fr. par an.	Avant la guerre, il y avait 20 professeurs et un nombre de maîtres d'études variant avec celui des élèves, tous nommés par le Ministre; à l'avenir, le Conseil de perfectionnement fera les nominations. La dépense a varié entre 60 et 65,000 fr. Le directeur recevait 5,000 f.; le traitement maximun des professeurs était de 3,000 fr. et le minimun de 1,800 fr.; mais, avec les accessoires, personne n'a moins de 3,000 fr.	Il y avait 7 professeurs, tous nommés par le Ministre, qui, avec les accessoires, arrivaient à des traitements moyens de 1,500 fr.	Le professeur, autrefois nommé par le Ministre, touche 3,700 fr. pour son cours et 900 fr. pour celui de l'Ecole professionnelle. L'emploi de son temps, en dehors de ces deux cours, à la demande de nombreux industriels, lui complète une position de 11 à 12,000 fr. En outre, deux préparateurs et un garçon coûtent 1,100 fr.	7 Les deux professeurs, nommés par la Société industrielle, ont, avec les accessoires, des positions d'environ 10,000 fr. 8 Les traitements fixes des professeurs étaient, à peu de chose près, les mêmes qu'à Anvers. Je n'ai pas pu avoir de renseignements sur les accessoires qui pouvaient compléter leur situation.	Il y a 9 professeurs, tous nommés par la ville, parmi les hommes de science les plus distingués de l'Université de Liége, ou les Ingénieurs de l'Etat et autres. Le traitement du directeur, 4,000 fr., est le plus élevé; les autres varient de 2,000 fr. à 1,000 fr.; tous ont des accessoires très-importants, à cause de leurs autres attributions ou occupations.	Il y a 13 professeurs et 2 surveillants, nommés par le Gouvernement sur la proposition de la Commission administrative. Le traitement maximum s'élève à 4,500 fr. et le minimum à 1,500 fr.; tous ont des accessoires, très-importants pour quelques uns. Le professeur en second du bureau commercial (section supérieure), vient de refuser 6,000 f., offerts par la ville du Hâvre, pour aller y tenir la chaire de l'Ecole en création.	Il y a 16 professeurs, y compris 3 adjoints et un surveillant général, nommés par l'Etat sur la proposition de la Commission administrative. Le traitement maximum s'élève à 4,000 fr. (1) et le minimum à 700 fr.; les adjoints descendent jusqu'à 400 fr. Tous ont des positions plus ou moins importantes en dehors de l'Ecole et M. Bureau, qui a une grande position faite comme architecte spécial d'usines, estime qu'on ne peut arriver au succès qu'avec des pro-	M. Gand, directeur de l'Ecole industrielle d'Amiens, M. Dollfus, président de la Société industrielle de Mulhouse, M. Pénot, ancien directeur de l'Ecole supérieure de Mulhouse, qui va passer en la même qualité à Lyon, M. Perrey, lauréat de l'Ecole Centrale, professeur de l'Ecole supérieure de chimie de Mulhouse, M. Trasenster, professeur à l'Université de Liége, Inspecteur des études de l'Ecole spéciale des mines et président de l'association des Ingénieurs, M. Bureau, Ingénieur des ponts-et-chaussées, Directeur de l'Ecole industrielle de Gand, la plus renommée de la Belgique, estiment que, au double point de vue de l'élévation du niveau de l'enseignement des sciences appliquées et de la réduction des dépenses, nous devons chercher à recruter les éléments essentiels de notre personnel enseignant, parmi les hommes de science ayant déjà une position faite. D'une part, en effet, la jeunesse comprend d'autant mieux que le professeur est plus homme de science et c'est pour cela que, dans les institutions de Paris, préparatoires aux Ecoles scientifiques de l'Etat, on voit des membres

(1) Dont 2,000 fr. pour la direction et 2,000 fr. pour un cours très-important.

INDICATION des RENSEIGNEMENTS recueillis.	ÉCOLE INDUSTRIELLE d'Amiens.	ÉCOLE DES ARTS ET MÉTIERS de Châlons.	ÉCOLE PROFESSIONNELLE de Mulhouse.	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES appliquées de Mulhouse, section de mathématiques et de physique.	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES appliquées de Mulhouse, section dite du laboratoire de chimie.	ÉCOLE THÉORIQUE et PRATIQUE de filature et de tissage mécanique de Mulhouse. ÉCOLE de commerce de Mulhouse.	ÉCOLE INDUSTRIELLE de Liége.	INSTITUT SUPÉRIEUR de commerce d'Anvers.	ÉCOLE INDUSTRIELLE de Gand.	OPINION DE L'ENQUÊTEUR, formée dans ses entretiens avec les hommes éminents, par leur science et par leur expérience, avec lesquels il a pu conférer.
1	2	3	4	5	6	7 et 8	9	10	11	12
									fesseurs dont la position et la notoriété attire un auditoire, qui ferait complètement défaut si on avait des professeurs attachés uniquement à l'Ecole, avec des appointements beaucoup plus élevés qu'à présent; ceux-ci, restant désormais en dehors des progrès constants de l'industrie, deviendraient d'ailleurs tout à fait insuffisants, après un petit nombre d'années.	de l'Institut chargés d'enseigner même les mathématiques élémentaires : par conséquent, il faut des hommes de science, pour faire d'abord une révision rapide des cours suivis avant d'entrer à l'Ecole, en démontrant les applications multiples qu'on en peut faire; de plus, il faut que ces hommes de science soient restés, par la nature de leurs professions, en rapports constants avec diverses branches de l'industrie, pour enseigner aux élèves ce qu'ils n'ont pas encore vu, en continuant à leur montrer le parti que l'industrie est arrivée à en tirer au moment même où les cours se font. D'autre part, il faut des hommes dont l'existence est déjà assurée par ailleurs, de manière à ce qu'ils acceptent un cours spécial à l'Institut industriel régional, comme une mission honorable avant tout, comme un simple appoint d'une situation déjà faite. Je ferai application de ces principes, pour élaborer un projet d'organisation du personnel, approprié au plan d'études qu'il est indispensable d'établir, pour se rendre compte de la possibilité de faire marcher parrallèlement, dans un même local, toutes les sections existantes et les sections nouvelles demandées par la Commission spéciale.
Dépense de premier établissement.	Le local, loué 4,050 fr., a été aménagé par la Société : mal agencé, il est devenu insuffisant à cause des dons considérables de matériel indiqués plus haut. M. Gand estime que le matériel, pour les cours théoriques et pratiques de tissage, peut être obtenu avec 15,000 fr. Le matériel de l'Ecole de teinture a coûté moitié moins.	Les locaux, construits magnifiquement, pour une autre destination, ont dû coûter une somme considérable. Il en est de même du matériel, car il est l'objet de dépenses annuelles très-élevées.	Les locaux, dont l'agencement général, est très-bien combiné, ont coûté près de 200,000 fr., à cause des constructions qui sont la conséquence directe de l'internat. Le matériel a coûté près de 120,000 fr. à cause des dépenses pour l'internat, les ateliers, le laboratoire, etc., et de celles faites chaque année pour le compléter et le perfectionner.	Le local était loué 4,000 fr. Le matériel avait coûté environ 15,000 fr.	Le laboratoire et ses dépendances, dont l'agencement laisse à désirer, fait partie des grands bâtiments de l'Ecole professionnelle. Le matériel a coûté de 15 à 20,000 fr. M. Perrey, professeur de cet établissement en pleine prospérité, m'a adressé des conseils détaillés, utilisables lorsqu'on arrivera à Lille a construire et à meubler un laboratoire du même ordre.	7 les renseignements donnés concordent avec ceux d'Amiens. 8 L'Ecole était assez bien installée dans le bâtiment de la chambre de commerce	Les cours se font dans les locaux et avec le matériel de l'Université.	Le local, mal agencé, est loué 5,000 fr. Le matériel est estimé de 8 à 10,000 fr.	Le local de Gand représentera une valeur de 110,000 fr., quand en aura exécuté un agrandissement de 16,000 fr., pour se procurer un deuxième amphithéâtre, une salle de machines à vapeur motrices et un deuxième atelier de tissage. C'est la ville qui a supporté toutes les dépenses et qui doit continuer. Le matériel a atteint une valeur considérable depuis l'origine de l'Ecole (1830).	M. l'Ingénieur Bureau, le Directeur de l'École si considérable et si florissante de Gand, m'a adressé un plan qui résume les désiderata dictés par sa longue expérience et qui est vraiment admirable; sa réalisation coûterait 340,000 fr. non compris la valeur du terrain. La dépense première pour le matériel pourrait être évaluée à 30 ou 35,000 fr., eu égard aux accroissements dûs aux dons ultérieurs ou aux crédits annuels d'entretien et de perfectionnement.
Dépenses d'entretien des bâtiments et du matériel.	Environ 6,000 f., eu égard à ce qu'il y a beaucoup de dons de matières premières.	Environ 50,000 fr., dont 35,000 fr. pour achat de matières premières et le surplus pour l'entretien des bâtiments et ateliers.	Environ 25,000 fr.	Environ 2 à 3,000 fr.	En moyenne 8,000 fr.	7 Environ 7,000 fr. 8 Environ 2,000 fr.	Payées par l'Université.	Environ 3,000 fr. pour le local et pour le matériel.	Environ 7,000 fr. pour les menues réparations des bâtiments et pour le matériel des différents cours.	Il serait prudent d'évaluer à 25,000 fr. l'entretien des bâtiments et du matériel de tous les cours projetés dans l'Institut réorganisé de Lille.

Lille, le 24 juillet 1872.

MASQUÉLEZ.

ORGANISATION DES PRINCIPALES ÉCOLES PROFESSIONNELLES,
INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES
DU NORD DE LA FRANCE, DE L'ALSACE ET DE LA BELGIQUE.

RAPPORT

DU DIRECTEUR DES TRAVAUX MUNICIPAUX DE LILLE

Sur les résultats de l'Enquête qui lui a été confiée
par le Maire de la Ville

ET SUR LA CRÉATION, PROJETÉE A LILLE, D'UN INSTITUT INDUSTRIEL, AGRONOMIQUE ET COMMERCIAL.

Monsieur le Maire,

J'ai cru devoir grouper, dans le tableau synoptique ci-joint, les résultats de mon enquête sur l'organisation des principales écoles professionnelles, industrielles et commerciales du Nord de la France, de l'Alsace et de la Belgique. Ce tableau constitue un document peu commode et assez long à lire, mais je désirerais qu'il fut consulté par tous ceux qui auront à statuer sur la réorganisation de l'Ecole des arts et des mines de Lille. Ils pourraient s'assurer ainsi que les opinions exprimées par l'enquêteur, sur chacun des points qu'il avait été chargé d'élucider, ne sont en quelque sorte que le reflet de celles des hommes éminents, par leur science et leur expérience spéciale, avec lesquels il a pu conférer. Pour ceux qui n'auront pas à aborder une pareille lecture, il est essentiel de dire que mes propositions sont les consé-

quences, en quelque sorte directes, des appréciations de ces hommes émments, que je vais citer pour faire ressortir toute leur autorité en la matière :

MM. Gand, Directeur de l'Ecole industrielle d'Amiens

Dollfus, Président de la Société industrielle de Mulhouse et membre des Conseils de perfectionnement de toutes les Ecoles spéciales de cette ville,

Pénot, ancien Directeur de l'Ecole supérieure des sciences appliquées de Mulhouse, qui va passer en la même qualité à Lyon,

Perrey, Lauréat de l'École Centrale, Professeur de l'École supérieure de chimie industrielle de Mulhouse,

Trasenster, Professeur de l'Université de Liége, Directeur des études de l'Ecole spéciale des mines, Président de l'association des Ingénieurs,

Bureau, Ingénieur des ponts-et-chaussées, Directeur de l'École Industrielle de Gand, la plus ancienne et la plus florissante de la Belgique.

J'ai recueilli les renseignements relatifs à l'Ecole Industrielle d'Amiens, à l'Ecole des Arts et Métiers de Châlons (que j'ai visitée après avoir vu M. Tresca, sous-directeur du Conservatoire des Arts et Métiers de Paris, qui voudrait voir établir à Lille, une École des Arts et Métiers), à l'Ecole professionnelle de Mulhouse, aux deux Ecoles supérieures des sciences appliquées de Mulhouse *(section de mathématiques et de physique et section dite du laboratoire de chimie)*, à l'École théorique et pratique de filature et de tissage mécanique de Mulhouse, à l'École de commerce de Mulhouse, à l'Ecole industrielle de Liège, à l'Institut supérieur de commerce d'Anvers et à l'École Industrielle de Gand.

Nature des ressources des établissements.

Pour le plus grand nombre de ces établissements et, notamment, pour les plus considérables, la ville contribue aux dépenses dans la proportion d'un quart. A Amiens et à Mulhouse, les trois autres quarts sont supportés par une société industrielle, dont les membres acquittent une cotisation fixe de 50 francs et des cotisations volontaires qui s'élèvent, à Mulhouse, jusqu'à 8,000 francs. — Il est tout à fait essentiel de poursuivre la création, a Lille, d'une société semblable, qui devrait s'appeler Société pour le perfectionnement de l'Industrie, parce qu'une maison de banque a déjà pris le titre de Société Industrielle. Non seulement, les ressources procurées par les cotisations fixes viendront réduire notablement les sacrifices du département et de la ville pour l'enrichissement des collections, mais encore les dignitaires fortunés seront entraînés successivement à des dons généreux. C'est ainsi que le matériel a atteint la valeur considérable de 450,000 francs à Amiens et une valeur beaucoup plus élevée à Mulhouse.

Enfin et surtout, il faut assurer, avec la plus grande autorité possible, le recrutement de ceux des membres du Conseil de perfectionnement qui seront choisis parmi les industriels, ou commerçants ou agronomes les plus capables.

Existence d'une Commission administrative, de surveillance ou de perfectionnement.

Il existe partout soit un Conseil d'administration ou de surveillance, soit, le plus généralement, un Conseil de perfectionnement, qui, à Amiens et à Mulhouse, est choisi par la Société Industrielle.

J'ai admiré à quel point M. A. Dollfus, président de la Société Industrielle de Mulhouse et membre des conseils de perfectionnement des cinq écoles, savait tout ce qui était nécessaire pour la prospérité de ces établissements, toutes les fautes qui avaient amené la décadence de plusieurs d'entr'eux, au grand détriment des industries régionales : déviation de l'enseignement et abaissement de son niveau, par des professeurs qui n'inculquaient pas bien aux élèves les applications des sciences, parceque ces applications ne leur étaient pas familières; abaissement du niveau de l'instruction par le relâchement de la discipline et des examens, tant à l'entrée, qu'au passage en seconde année et à la sortie.

Un Conseil de perfectionnement est indispensable et devrait être composé, selon moi, de neuf membres, savoir :

Trois membres nommés par le Conseil général,

Deux membres nommés par le Conseil municipal,

Deux industriels
Un commerçant
Un agronome
} nommés par la Société Industrielle.

Autant que possible, tous les membres devront être industriels, ou commerçants ou Ingénieurs civils. Il conviendra, en outre, de les choisir parmi les plus dévoués, car le succès de la réorganisation projetée à Lille dépendra beaucoup de l'action plus ou moins sérieuse, plus ou moins continue, qu'exercera le Conseil en question. Il faut : que chaque professeur, avant le commencement de chaque année scolaire, soumette au Conseil de perfectionnement le programme sommaire de chacune de ses leçons pendant ladite année; que chaque membre du Conseil ait une semaine de service, pendant laquelle il assistera à une ou deux leçons, roulant sur les matières qu'il connaîtra le mieux; que tous les membres s'imposent le devoir d'assister chacun à plusieurs examens, le tout sans avertissement préalable. Ce sera, pour les professeurs et pour les éleves, le moyen d'entretenir une émulation indispensable.

Le Directeur assistera à toutes les séances du Conseil avec voix consultative (ou délibérative ?) Le personnel enseignant, à l'origine, sera proposé par le Conseil de perfectionnement à la nomination de qui de droit : plus tard, en cas de vacance d'une chaire, le Conseil de perfectionnement conserverait le droit de proposition en dernier ressort, mais il serait tenu choisir sur une liste de candidats à lui soumise par le Conseil des professeurs, comme cela fait dans un grand nombre d'universités étrangères.

A Amiens, où les cours n'ont lieu que le soir et le dimanche, pendant six mois de l'année, on forme en deux ans des contre-maîtres de tissage et de coupe de velours de coton. A Mulhouse, les deux années de l'école professionnelle ne peuvent fournir également que des contre-maîtres et on estime qu'il faut, en plus, deux années d'école supérieure, pour fournir des directeurs d'usines, c'sst-à-dire des hommes en état de faire marcher, avec fruit et progrès, de grands établissements, sauf en ce qui concerne le tissage et la filature, pour lesquels une troisième année peut suffire. A Gand, il faut au moins deux années d'enseignement moyen pour former des contre-maîtres et, pour avoir des directeurs, il faut prolonger l'enseignement moyen quand les candidats n'ont pas le temps et les ressources financières suffisantes pour suivre les cours de l'enseignement supérieur.

De l'avis des hommes éminents, de science et d'expérience, consultés par moi, les deux années d'études arrêtées en principe par la Commission spéciale de Lille ne pourront suffire que pour les élèves se destinant au commerce et à l'agronomie. En ce qui concerne les diverses branches industrielles, elle ne pourront donner aux élèves que le degré d'aptitude d'un contre-maître et il faudra ensuite d'un an à deux ans pour arriver aux connaissances spéciales qu'exige la direction, avec fruit, de l'usine dans laquelle ils seront entrés. L'École ne pourra donc préparer à la carrière industrielle que des fils de patron, ce qui est beaucoup trop exclusif pour un établissement public, dont les ressources principales proviendront de tous les contribuables imposés à la fois par le département et par la ville. Il importe que les jeunes gens sans ressources suffisantes pour suivre à Paris les cours de l'École Centrale, doués d'une aptitude assez grande et assez laborieux pour arriver à la position de directeur, soit dans les usines de construction, soit dans des exploitations houillères, soit dans les plus grands établissements de filature et de tissage, puissent aussi acquérir, à proximité de leurs familles et à peu de frais, le degré nécessaire, pour cela, de connaissances théoriques et pratiques. A ce propos, on ne doit pas perdre de vue, qu'un patron âgé et qui n'a pas de fils en mesure de l'aider, doit pouvoir trouver un coadjuteur ; qu'un patron peut mourir avant d'avoir un fils en âge de lui succéder, etc., etc. J'ai donc été rès-encouragé à proposer un cours supérieur de trois années, pour conduire à la position d'ingénieur-constructeur ou d'ingénieur civil des mines, ou d'ingénieur mécanicien pour filatures et tissages, les jeunes gens qui auront la ferme volonté d'y parvenir. N'y en eût-il que 6 à 7 par année, soit un effectif de 20 seulement pour les trois années, que cela suffirait pour procurer, à la région, des ingénieurs de beaucoup préférables à ceux que peut lui fournir l'École Centrale. Seul, M. Tresca, qui réunit à sa qualité de sous-directeur du Conservatoire des Arts et Métiers de Paris, celle de professeur à l'École Centrale, a combattu cette idée, en disant qu'on ne peut pas créer une sorte d'École Centrale régionale, faute d'avoir des professeurs suffisamment hommes de science. Il a ajouté qu'il conseille fortement au département du Nord et à la ville de Lille d'adopter une école des Arts et Métiers. Je réponds, d'abord, que le budget annuel de l'École de Châlons s'élève à 375,000 francs, sans compter que la dépens première est considérable : il paraît donc impossible, soit d'aborder directement une entreprise

pareille, soit d'obtenir que l'État l'accepte dans les temps difficiles que nous traversons. J'ajoute que M. Tresca méconnaît les ressources, en hommes de science, que pourront toujours fournir, à Lille, les Ingénieurs de l'État ou civils, la Faculté des sciences, les chimistes émérites, les agronomes distingués, etc. Enfin, je fais observer à MM. les Membres de la Commission spéciale, que l'annexe proposée laisse une vie indépendante aux autres sections, en sorte que son insuccès ne pourrait avoir aucunes conséquences fâcheuses pour celles-ci.

En résumé, il faut bien se pénétrer de ce qui a été conseillé par les grandes autorités que j'ai citées, avec un ensemble qui doit faire cesser toute hésitation : spécialiser, dès leur entrée à l'Institut industriel régional, les élèves des quatre sections de tissage et filature, de chimie industrielle, de commerce et d'agronomie, parce que deux années suffiront à peine pour les former convenablement, sauf à leur faire suivre en commun les cours nécessaires à tous, et, séparément, les cours spécialement affectés à chaque section, le tout combiné de manière à ce que les mêmes locaux servent absolument pour tous ; adopter un enseignement supérieur de trois années pour les jeunes gens qui veulent devenir ingénieurs régionaux dans les trois branches de la construction, des mines et de la mécanique, en adoptant aussi des cours spéciaux pour les diverses vocations.

Age et examen d'admission. — Examens ultérieurs.

Pour tous les enseignements analogues à ceux qu'il s'agit d'établir à Lille, les élèves ont de **15** à **18** ans et doivent avoir le degré d'instruction scientifique voulu pour la sortie des Écoles primaires supérieures avec un certificat d'études, ou pour le baccalauréat ès-lettres.

Il y a donc lieu d'exiger, pour être admis en technologie (1re année), un âge minimum de **15** ans et un examen sérieux sur les matières scientifiques du programme pour le baccalauréat ès-lettres. Si on ne tenait pas la main à cet examen, les élèves ne travailleraient pas assez aux éléments, pendant leur passage à l'École primaire supérieure ou au Lycée, de sorte qu'ils n'arriveraient pas avec la préparation nécessaire pour suivre avec un profit réel l'enseignement spécial de l'Institut industriel régional.

Pour entrer dans la division supérieure, les candidats devront être pourvus des connaissances scientifiques comprises dans les programmes de l'enseignement secondaire spécial. Les bacheliers ès-sciences et les diplômés de l'enseignement secondaire spécial seront admis sans examen en 1re année de la division supérieure.

Les admissibles à l'École polytechnique ou à l'École normale supérieure entreront de droit en 2e année de la division supérieure, ce qui créera, aux candidats malheureux dans les épreuves pour arriver aux premières Écoles scientifiques, un refuge où ils pourront terminer leur instruction sans blessure trop vive pour leur amour-propre. — Pourront, de même, être admis directement en 2e année de cette division, les candidats non reçus à l'École des Mines de St-Étienne (1),

(1) Le programme n'exige explicitement que les connaissances scientifiques correspondantes au baccalauréat ès-sciences, mais, en raison du nombre des concurrents, le concours est très-difficile ; et, en fait, les élèves reçus ont tous fait des mathématiques spéciales et savent au moins ce qui est compris dans le programme des cours de la première année de notre Division supérieure.

et généralement tous ceux qui feront preuve des connaissances scientifiques comprises dans le programme de 1re année.

Sauf les exceptions ci-dessus indiquées, nul n'est admis qu'après un examen. Cet examen sera un peu moins approfondi pour les éléves de la section du commerce.

Tous les hommes compétents m'ont paru convaincus qu'il n'y a pas de succès possible sans examens très-sérieux d'admission, de passage et de sortie, sans élimination de tous les élèves qui ne montrent pas une assiduité ou une aptitude suffisantes. Partout où j'ai vu des élèves au travail, j'ai admiré la discipline et l'assiduité générale.

Niveau général de l'enseignement.

Tout en développant le plus possible le côté pratique de l'enseignement, il faut donner à tous les élèves une instruction scientifique assez générale et assez élevée. Cette instruction générale est nécessaire à tout chef d'établissement. Elle est d'ailleurs indispensable pour permettre aux élèves non bacheliers d'obtenir leur admission au volontariat d'un an dans l'armée active, puis d'être promus à des grades dans la réserve et dans l'armée territoriale. Il est inutile d'insister sur l'importance de cette considération. Ce qui précède justifie l'obligation imposée aux futurs chimistes et agriculteurs de suivre des cours de mathématiques d'ailleurs fort élémentaires, aux futurs filateurs, de suivre un cours de chimie générale, aux futurs commerçants de suivre des cours de mathématiques, physique, chimie et histoire naturelle. Quant à la littérature et à l'histoire, tous les élèves pourront suivre les cours professés à la Faculté des sciences.

Résultats obtenus sous le rapport des aptitudes acquises par les élèves à la sortie des Ecoles d'enseignement industriel spécial.

J'ai été entraîné à traiter cette question dans le paragraphe relatif à l'organisation de l'enseignement.

J'ajouterai seulement ici, en ce qui concerne les jeunes gens qui aspirent à devenir plus tard directeurs dans les usines d'autrui, puis associés si possible, que les patrons pourraient leur demander d'être volontaires, non rétribués, pendant un an au moins s'ils n'ont pas reçu l'enseignement supérieur, pendant un temps beaucoup plus court dans l'autre alternative. Il importerait de voir s'établir, dans notre région, le volontariat en question, comme compensation des sacrifices qu'on demandera aux membres de la Société industrielle à créer. A Mulhouse, un bon chef de teinture était payé 15,000 francs autrefois : depuis la fondation du laboratoire de l'École supérieure des sciences appliquées, les élèves diplômés servent d'abord en qualité de volontaires,

non rétribués, puis deviennent directeurs de teinture à 4,500 francs et 5,000 francs. On voit par là que les sacrifices faits par les industriels de Mulhouse, pour les Écoles de leur ville, leur on procuré des compensations importantes.

Résultats obtenus sous le rapport de la fréquentation des Ecoles.

Je me bornerai à rappeler qu'il y a, en moyenne, 286 élèves à Amiens, 200 dans les cinq Écoles de Mulhouse, 300 élèves à l'École industrielle de Liège, 670 élèves inscrits et de 50 à 60 auditeurs libres à l'École industrielle de Gand.

La Commission spéciale pense, et je suis porté à le croire, que l'Institut industriel régional, réorganisé conformément aux conseils si éclairés que j'ai recueillis, pourra réunir, dans un nombre d'années assez limité, environ 300 élèves. Cette évaluation est basée tout à la fois sur le nombre total des cinq Écoles de Mulhouse et sur l'importance relative de notre propre centre, sous le triple rapport de l'industrie, du commerce et de l'agronomie.

Quant aux cours publics et gratuits du soir, à organiser ultérieurement, ils n'auraient sans doute pas tout d'abord autant d'auditeurs qu'à Amiens et à Liége, où il y en a environ 300, composés de fils d'artisans, d'employés de commerçants, d'industriels et même d'hommes de loi (à la recherche d'une voie plus lucrative), de fils de patrons et d'ouvriers, ces derniers en très-petit nombre à cause des fatigues de la journée. On pourra ainsi voir se révéler des vocations qui seraient restées étouffées. Quant au supplément d'honoraires à accorder aux Professeurs, M. Gand, à Amiens, et M. Trasenster, Directeur des études de l'Ecole des mines à Liége, estiment qu'il pourra être très-modéré : étant donné qu'on recrutera également ces Professeurs parmi les hommes de science ayant déjà une position faite par leurs autres attributions, on trouvera chez eux l'esprit d'émulation pour le succès de l'œuvre, qui conduit de savants Professeurs d'Amiens et de Liége à se contenter de sommes aussi minimes que 500 francs.

Prix de l'externat.

Les externats de Mulhouse sont fixés généralement à 600 francs, et celui d'Anvers à 200 francs en 1re année, à 250 francs en 2e année.

Il paraît que la fixation du prix exceptionnellement bas d'Anvers est le résultat d'influences parlementaires qu'on a critiquées vivement. De l'avis de tous les Directeurs que j'ai vus, on attache plus d'importance à un enseignement dont le prix n'est pas fixé à un taux trop minime, et il y aurait lieu d'adopter au moins 300 francs, surtout eu egard aux cours d'ateliers et de laboratoires, sauf à solliciter la création de bourses par les diverses grandes villes industrielles de la région, en faveur des jeunes gens peu fortunés, mais doués des aptitudes nécessaires.

Eu égard aux trois heures d'ateliers divers ou de laboratoire à adopter, il importe de tenir les élèves dix heures par jour, au moyen d'un petit restaurant intérieur (pour déjeûner) comme à l'Ecole Centrale de Paris. Cela les préparera mieux au temps de la durée des travaux dans les usines de toutes natures.

Nombre, recrutement et émoluments des professeurs.

Il y a, notamment : à Amiens, 9 professeurs choisis par la Société industrielle, avec une dépense totale de 9,000 francs; à Mulhouse, un nombre considérable de professeurs avec des traitements peu élevés à cause de l'importance exceptionnelle des émoluments accessoires qui, pour quelques-uns, complètent une position de 11 à 12,000 francs; à Anvers, 13 professeurs proposés par la Commission administrative et nommés par l'Etat, avec une dépense de 50,000 francs; à Gand, 16 professeurs proposés par la Commission administrative et nommés par l'Etat, avec une dépense de 27,500 francs (Le Directeur, notamment, a une position faite, considérable, en dehors de l'Ecole).

Les hommes éminents que j'ai consultés estiment que, au double point de vue de l'élévation du niveau de l'enseignement des sciences appliquées et de la réduction des dépenses, nous devons chercher à recruter les éléments essentiels de notre personnel enseignant parmi les hommes de science ayant déjà une position faite. D'une part, en effet, la jeunesse comprend d'autant mieux que le professeur est plus homme de science, et c'est pour cela que, dans les institutions de Paris préparatoires aux Ecoles scientifiques de l'Etat, on voit des membres de l'Institut chargés d'enseigner même les mathématiques élémentaires : par conséquent, il faut des hommes de science pour faire d'abord une révision rapide des cours suivis avant d'entrer à l'Ecole, en démontrant les applications multiples qu'on en peut faire; de plus, il faut que ces hommes de science soient restés, par la nature de leurs fonctions ou de leurs professions, en rapports constants avec les diverses branches de l'industrie, pour enseigner aux élèves ce qu'ils n'ont pas encore vu, en continuant à leur montrer le parti que l'industrie est arrivée à en tirer au moment même où les cours se font. D'autre part, il faut des hommes dont l'existence est déjà assurée par ailleurs, de manière à ce qu'ils acceptent un cours spécial à l'Institut industriel régional comme une mission honorable avant tout, comme un simple appoint d'une situation déjà faite.

J'ai fait application de ces principes pour préparer un projet d'organisation du personnel approprié au plan d'études qu'il était indispensable d'établir, pour se rendre compte de la possibilité de faire marcher parallèlement, dans les mêmes locaux, les sections existantes à l'Ecole actuelle des arts et des mines et les sections nouvelles demandées par la Commission spéciale de Lille.

Pour procéder à l'élaboration de ce plan d'études, applicable à la presque totalité des futurs élèves, je me suis conformé absolument aux vues très-rationnelles de la Commission spéciale, concernant la durée et le niveau de l'enseignement des sections anciennes de technologie et des sections nouvelles d'agronomie et de commerce. J'ai pris comme base les programmes et emplois du temps, recueillis pendant mon voyage et depuis, de l'enseignement des établissements

similaires que j'ai visités. Ainsi, on ne doit pas s'effrayer de certaines designations de cours encore peu vulgarisées : il s'agit de choses très-simples, très-intéressantes et conseillées par les Directeurs d'Ecoles doués de l'esprit le plus pratique. Quant au petit nombre des futurs élèves de la division supérieure, le programme d'enseignement a été calqué sur le programme actuel de la division du Génie civil à l'Ecole des arts et des mines.

Cela fait, j'ai cherché à faire assister aux leçons de chaque professeur spécial le plus de sections que cela a été possible, comme on peut le vérifier dans les tableaux ci-joints.

Ce nouveau travail peut être comparé, sous le rapport de la complication, à celui que nécessite l'établissement d'un itinéraire des trains d'un réseau de chemins de fer, car il faut que chaque section puisse assister aux cours dont elle a besoin, sans gêner la marche des autres et sans être gênée par elles. Il serait inconsidéré de prétendre que la combinaison trouvée est la meilleure et sa mise en pratique revèlera, sans doute, des perfectionnements qu'on aura grandement raison d'y introduire ; mais, telle qu'elle est, elle suffit pour démontrer qu'un nombre minimum de vingt et un professeurs est indispensable. Aux personnes qui n'auraient pas le temps de s'en rendre compte par l'étude des tableaux et qui trouveraient, à *priori*, que ce nombre de professeurs est exagéré, je ferai observer *grosso modo* que le futur Institut industriel, agronomique et commercial de Lille, comptera six sections distinctes, tandis que, dans les établissements visités par moi et dont j'ai indiqué le nombre de professeurs, il n'y a qu'une, deux ou trois au plus de ces six sections ; j'ajouterai que les Directeurs de ces mêmes établissements m'ont donné, unanimement, le conseil de proposer des hommes tout-à-fait spécialistes, pour chaque cours d'un caractère spécial bien accusé, ce qui se concilie parfaitement avec le peu de temps que pourront accorder à l'Institut les hommes de science, ingénieurs et industriels, qui tiendront à honneur de faire profiter la jeunesse de leur expérience spéciale.

Dans les tableaux ci-joints, relatifs à l'organisation du plan des études, au personnel enseignant qu'il exige et aux traitements de ce personnel, les professeurs sont désignés par les lettres A, B, C..., comme s'ils étaient tous complètement inconnus, ce qui placerait en présence de la difficulté considérable d'un recrutement général. Il est essentiel de dire, à cet égard, que la majeure partie du futur personnel pourrait déjà être désignée nominativement, car on peut compter sur le concours *promis* de la plupart des hommes de science qui font partie du personnel de l'Ecole actuelle et on a, en outre, l'espoir fondé d'obtenir l'adhésion de professeurs de la Faculté des Sciences, de notabilités scientifiques engagées dans l'industrie.

Les cinq professeurs A, B, C, D, E, sont les seuls qui doivent se faire une position dans l'Institut ou par l'Institut. Tous les autres sont pris parmi les hommes de science, ingénieurs et industriels, ayant une position faite par ailleurs.

Il est impossible de faire faire les cours du professeur A par des professeurs du Lycée, parce que la coïncidence des heures de leçons créerait des difficultés insurmontables. Il ne faut pas, d'ailleurs, oublier combien M. Pénot insiste sur la nécessité de faire réviser les cours du Lycée dans un esprit tout particulier d'application, ce qu'on ne pourra obtenir que d'un homme de science, dévoué au succès d'un établissement susceptible de le conduire à une bonne position, par des accessoires plus importants que le principal.

Le professeur B pourra faire des analyses pour l'industrie ; le professeur C deviendra ingénieur consultant ; tous deux pourront arriver rapidement à une position de 6 à 10,000 fr.

les professeurs A, D et E donneront des leçons particulières et arriveront facilement à 6 ou 7,000 fr.

Les traitements indiqués pour les professeurs de langues vivantes, sont ceux correspondant à l'enseignement de l'anglais et de l'allemand ; l'italien et l'espagnol, facultatifs, seront enseignés à titre de leçons particulières, que les élèves paieront comme telles.

Dépenses pour le personnel enseignant et pour la direction administrative.

J'arrive à une dépense totale de 55,000 fr. et, quand on considère que la Commission spéciale a ajouté les deux sections nouvelles de l'agronomie et du commerce à celles qui existaient déjà, en sorte qu'il y aura six écoles bien distinctes dans l'Institut régional projeté, on doit trouver mon chiffre très-satisfaisant, surtout comparativement à l'école de commerce d'Anvers, qui coûte à elle seule 50,000 fr. — Cinq professeurs ont un traitement moyen de 4,000 fr., et les seize autres un traitement moyen de 800 fr.

La Division supérieure n'entraîne qu'un surcroît de dépenses de 3,000 fr., de sorte que dix élèves à 300 fr. suffiront pour le couvrir. En effet, si on la supprimait, on diminuerait de 170 heures le nombre des leçons du professeur A, ce qui ne permettrait pas de réduire son traitement, eu égard au degré d'instruction qu'il faut rechercher en lui ; on diminuerait, en outre, de 60 heures et de 90 heures, les nombres des leçons des professeurs L et N, ce qui autoriserait à les réduire à 500 fr. et 400 fr.; enfin, on ferait disparaître les professeurs H et I. — Si on arrive aux vingt élèves espérés, il y aura, au contraire, un bénéfice de 3,000 fr.

Le surcroît de dépenses occasionné par la section d'agronomie ne s'élève qu'à 1,700 fr., pour les professeurs R et S.

Le surcroît de dépenses dû à l'école de commerce, n'est en réalité que de 6,500 fr. En effet, si les professeurs spéciaux D et E reçoivent ensemble 8,000 fr., on dépenserait au moins 1,500 fr. pour les cours à maintenir, en tous cas, de géographie commerciale (120 heures), de comptabilité (40 heures), et d'économie politique (30 heures).

Pour donner du relief à l'Institut projeté; pour que les prospectus à répandre puissent inspirer confiance aux familles éloignées; pour que les élèves acceptent *de plano* l'autorité d'un Directeur en mesure de leur prêter au besoin un appui efficace, il faut que ce Directeur ait une position faite en dehors de l'Institut, comme cela existe à Amiens et à Gand. Je suis convaincu qu'on trouvera, pour Lille, la même solution, qui a d'ailleurs l'avantage de n'avoir à payer qu'une indemnité, en rapport avec le temps nécessaire en réalité (une heure par jour). Aussi, je n'ai prévu qu'une indemnité de 2,000 fr., comme celle perçue par MM. Gand et Bureau, qui puisent, dans leur amour du bien public, le désir de conserver une position qui est insignifiante au point de vue pécuniaire, pour des hommes qui ont trouvé un emploi très-lucratif de leurs belles facultés, mais qui leur permet de rendre des services signalés à toute la région au centre de laquelle ils habitent.

Quant à l'inspecteur des études, il est nécessaire qu'il ait aussi sa position faite en dehors de l'Institut, et je propose de même une simple indemnité de 1,200 fr. (plus le logement, comme pour le Directeur).

Dépenses de premier établissement.

M. Bureau, le Directeur de l'École Industrielle si considérable et si florissante de Gand, a bien voulu m'accorder un projet de distribution, qui résume les désirata dictés par sa longue expérience et qui est vraiment admirable. En appliquant aux surfaces bâties de ce plan, les prix de revient par mètre carré des constructions de même nature, avec et sans étage, qui existent à Gand, on trouve que la réalisation de ce plan coûterait ici 250,000 fr. eu égard aux prix plus élevés de Lille et en adoptant le caractère économique des façades de Gand, qui est loin d'être dépourvu d'élégance.

A cette somme, il faut ajouter 45,000 fr. pour loger le Directeur et l'Inspecteur des études à un second étage : cette combinaison, qui n'est malheureusement pas très-favorable aux intéressés, a le très-grand avantage de faciliter des agrandissements de l'Établissement principal, dont l'avenir pourrait révéler la nécessité. Il sera facile de trouver des emplacements convenables pour établir les escaliers spéciaux désirables.

Il faut ajouter encore 15,000 fr. pour établir le restaurant dans un beau sous-sol, comme à l'École polytechnique et à l'École de Châlons.

Enfin, il y a lieu d'évaluer à 30,000 fr. le complément des mobiliers, industriels et autres, de l'École actuelle.

Je dois dire ici que je me suis conformé, autant que je l'ai pu, aux précieuses indications de M. Perrey de Mulhouse, pour agencer le laboratoire de chimie et ses dépendances, à la suite des ateliers du projet de M. Bureau.

Il faut mentionner aussi l'addition de deux amphithéâtres, commandée par la multiplicité des cours oraux des six sections de l'Institut projeté. La durée totale de ces cours (non compris ceux des langues vivantes, pour lesquels les élèves devront être fractionnés dans les salles dites classes, sera annuellement de 3,320 heures, ce qui suppose 83 heures par semaine, pour l'année scolaire de 40 semaines, et 13 à 14 heures par jour. Or, il est reconnu qu'un amphithéâtre ne peut pas servir plus de 5 heures par jour. Il faudrait donc un minimum de trois amphithéâtres, qui n'aurait rien de pratique, ce qui conduit évidemment à en avoir quatre.

Comme aux Écoles Polytechnique et de Châlons, chaque élève se livrera aux travaux de dessin et autres à la même place, ce qui dispense de créer des salles spéciales pour les études.

Quant au terrain à adopter pour l'érection des bâtiments, il n'y en a aucun qui soit plus favorable que l'îlot possédé par la ville entre les quatre rues Jeanne-d'Arc, Jacquart, de Bruxelles, et Jean-Bart, car il est le plus central et le plus grand de ceux qui présentent la configuration voulue. Ce terrain, d'une superficie de 7,616 mètres carrés, vaut 380,000 fr., au prix de 50 fr. par mètre carré qui vient d'être réglé pour le terrain voisin, compris dans un projet d'échange de l'ancien arsenal, dit de la Ville.

En ajoutant toutes les sommes évaluées plus haut, on trouve que les dépenses de premier établissement s'élèveraient en tout à 720,000 francs, savoir :

Valeur du terrain.	380.000	»
Érection des bâtiments : 250,000 fr. + 45,000 fr. + 15,000.	310.000	»
Complément des mobiliers, industriels et autres, de l'École actuelle. . . .	30.000	»
Total pareil.	720.000	»

Le quart de cette somme, à la charge de la ville, s'élève à 180,000 fr., de sorte que le département aurait à lui payer une soulte de 380,000 fr. — 180,000 fr. = 200,000 fr.

Dépenses annuelles.

On dépense : à Amiens, 9,000 fr. pour le personnel enseignant, 4,500 fr. pour les bâtiments et 6,000 fr. seulement pour le matériel, à cause de beaucoup de dons de matières premières ; à Gand, 27,500 fr. pour le personnel enseignant, 500 fr. pour les bâtiments (non-compris les nouveaux aménagements, les réparations importantes aux toitures etc.) et 12,000 fr. pour l'entretien du matériel des cours, la bibliothèque, la distribution des prix, la force motrice, le chauffage, l'éclairage, les frais généraux, d'impressions etc.

Voici mon évaluation des dépenses annuelles pour Lille :

Personnel enseignant et administration.	55.000	»
Cours publics du soir.	10.000	»
Entretien des bâtiments et du matériel scolaire.	2.000	»
Achat des matières premières, entretien du matériel et autres dépenses pour les ateliers et le laboratoire :		
Atelier de menuiserie. . . . . 500 »		
— d'ajustage. . . . . 1.500 »		
— de filature . . . . . 3.500 »	16.000	»
— de tissage. . . . . 2.500 »		
Laboratoire (comme à Mulhouse). 8.000 »		
Bibliothèque.	800	»
Distribution des prix (d'après le résultat des examens). .	1.200	»
Force motrice, chauffage et éclairage	3.500	»
Frais généraux, impressions, etc.	1.500	»
Total	90.000	»

Or, comme je l'ai déjà dit, la Commission spéciale pense que l'Institut projeté atteindra, *en peu d'années*, 300 élèves, et je suis porté à le croire comme elle. Cela procurerait une ressource annuelle de 300 × 300 = 90,000 fr., égale au total ci-dessus des dépenses annuelles et le département, ainsi que la ville, se trouveraient alors exonérés de toute espèce de subvention.

Contrairement à ce que j'ai vu dans presque tous les budgets qui m'ont été communiqués, je n'ai rien prévu pour l'enrichissement annuel des collections, parce qu'il me semble qu'il y serait largement pourvu, comme à Amiens, par le produit des cotisations de la société Industrielle de patronage : en effet 200 souscripteurs à 50 francs procureraient la somme suffisante de 10,000 fr.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mes sentiments respectueux et dévoués.

MASQUELEZ.

Lille, le 6 août 1872.

INSTITUT INDUSTRIEL, AGRONOMIQUE & COMMERCIAL

DE LILLE.

TITRE I. — ÉCOLES INDUSTRIELLES.

DIVISION DE TECHNOLOGIE
(Enseignement moyen).
DEUX ANNÉES D'ÉTUDES.

- **F T** — Section de la Filature et du Tissage.
- **Ch** — Section des Industries chimiques.
- **A** — Section de l'Agronomie.

DIVISION DU GÉNIE CIVIL
(Enseignement supérieur).
TROIS ANNÉES D'ÉTUDES.

- **I** — Section des Ingénieurs-Constructeurs.
- **M** — Section des Mines.
- **F' T'** — Section de la filature et du Tissage.

TITRE II. — ÉCOLE DE COMMERCE.

DIVISION UNIQUE.
DEUX ANNÉES D'ÉTUDES.

- **Co** — Section du Commerce.

PLANS D'ÉTUDES

des diverses sections.

Un grand nombre de cours sont suivis en commun par plusieurs sections. Chaque cours est désigné par un numéro spécial.
Quand le même numéro se reproduit dans les plans d'études de plusieurs sections,
ces sections suivent en commun le cours correspondant.

TITRE I. — ÉCOLES INDUSTRIELLES.

DIVISION DE TECHNOLOGIE.

(ENSEIGNEMENT MOYEN).

3 SECTIONS : **(FT)** Filature et Tissage; — **(Ch)** Industries chimiques; — **(A)** Agronomie.

1re ANNÉE.

Cours oraux.

	NOMBRE TOTAL D'HEURES Pendant l'année. FT Filature et Tissage.	Ch Industries chimiques.	A Agronomie.
1. Mathématiques élémentaires : Arithmétique, Algèbre élémentaire, Géométrie, Trigonométrie (Révision, compléments, exercices d'application)	120	120	120
2. Géométrie descriptive Levé des plans, Nivellement	40	40	40
3. Mécanique élémentaire	40	40	40
4. Physique générale et Météorologie	100	100	100
5. Chimie générale	80	80	80
6. Histoire naturelle : Zoologie et Botanique	50	50	50
7. Notions très-sommaires de géologie	10	10	10
8. Filature et Tissage (Introduction et premières notions)	60	»	»
9. Chimie industrielle (Généralités)	»	60	60
10. Géographie générale (Révision)	40	40	40
11. Comptabilité (Tenue des livres, changes et arbitrages, opérations commerciales, etc)	40	40	40
12. Économie politique	30	30	30
13. Droit (Principes généraux)	30	30	30
Anglais ou Allemand	120	120	120
	760	760	760

Exercices pratiques (1).

Dessin		240	240	240
Travaux d'atelier	Ajustage et Menuiserie	100	100	100
	Filature et Tissage	200	»	»
Manipulations de chimie		100	300	300
		1400	1400	1400

2e ANNÉE.

Cours oraux.

	NOMBRE TOTAL D'HEURES Pendant l'année. FT Filature et Tissage.	Ch Industries chimiques.	A Agronomie.
14. Cinématique appliquée	30	»	»
15. Construction des machines (Cours descriptif)	40	»	»
16. Machines à vapeur (Cours élémentaire)	20	20	20
17. Physique industrielle	60	60	»
18. Constructions industrielles et rurales (Cours surtout descriptif)	40	40	40
19. Étude des matières textiles au point de vue agricole et commercial	30	»	30
20. Filature (Lin, chanvre, coton, laine, etc.)	120	»	»
21. Tissage	80	»	»
22. Chimie analytique	»	60	60
23. Produits chimiques, Verrerie, Céramique	»	60	»
24. Sucrerie, Distillerie, Brasserie, Féculerie, etc	»	80	80
25. Blanchiment, Teinture, Apprêts	60	60	»
26. Métallurgie	»	80	»
27. Minéralogie et Géologie	»	50	50
28. Culture (Généralités : amendements, engrais, assolements, opérations générales de la culture; — Étude spéciale des principales cultures et de leurs produits; — Économie rurale)	»	»	100
29. Hydraulique agricole (Aménagement des eaux, desséchements, drainage, irrigations)	»	»	20
30. Machines agricoles	»	»	20
31. Zootechnie et art vétérinaire	»	»	60
32. Géographie agricole (Distribution des principales cultures et des principales races de bétail sur la surface de la terre et particulièrement de la France)	»	»	20
33. Hygiène	20	20	20
34. Géographie industrielle et commerciale	80	80	80
35. Droit commercial	40	40	40
36. Législation industrielle (Lois et règlements sur les appareils à vapeur, sur les établissements insalubres, sur le travail des enfants, etc.)	10	10	10
Anglais ou Allemand	120	120	120
	750	780	770

Exercices pratiques (1).

Dessin		240	240	240
Travaux d'atelier	Ajustage et menuiserie	»	»	100
	Filature et Tissage	400	»	»
Manipulations de chimie		»	400	300
		1390	1420	1410

(1) Les élèves de toutes les sections industrielles ont, chaque semaine, trois leçons de dessin de deux heures chacune; ils consacrent, en outre, aux travaux graphiques, une partie des études libres. — Les exercices de dessin, comme tous les exercices pratiques, sont appropriés aux diverses spécialités : ainsi, les élèves de la spécialité du tissage sont particulièrement exercés au dessin d'ornement.

Les travaux d'atelier et les manipulations de chimie ont lieu, pendant deux heures et demie, tous les jours, sauf le jeudi. Les élèves de chaque section n'y prennent obligatoirement part que quatre fois par semaine. Les deux après-midi qui restent libres sont consacrées : en hiver, aux études libres et aux travaux graphiques; en été, à des excursions dans les principaux établissements industriels de Lille et des environs. Les élèves sont tenus de présenter, à la suite de chaque excursion, une notice sur les établissements visités, avec croquis pris sur place.

TITRE I. — ÉCOLES INDUSTRIELLES *(suite)*.

DIVISION DU GÉNIE CIVIL.

(ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.)

3 SECTIONS : **(I)** Ingénieurs-Constructeurs; — **(M)** Mines; — **(F' T')** Filature et Tissage.

1re ANNÉE.

	NOMBRE TOTAL D'HEURES pendant l'année. I Ingénieurs-Constructrs	M Mines.	F' T' Filature et Tissage.
Cours oraux.			
37. Mathématiques élémentaires : Arithmétique, algèbre, géométrie, (révision, compléments, exercices d'application)	100	100	100
38. Mathématiques spéciales : Compléments d'algèbre, trigonométrie, application de l'algèbre à la géométrie	120	120	120
2. Géométrie descriptive, levé des plans, nivellement	40	40	40
4. Physique générale	100	100	100
5. Chimie générale	80	80	80
6. Histoire naturelle : Zoologie, botanique	50	50	50
7. Notions très-sommaires de géologie	10	10	10
10. Géographie générale (révision)	40	40	40
Anglais ou allemand	120	120	120
	660	660	660
Exercices pratiques. (1)			
Dessin	240	240	240
Travaux d'atelier (ajustage et menuiserie)	200	200	200
Manipulations	200	200	200
	1300	1300	1300

2e ANNÉE.

Cours oraux.			
39. Mécanique rationnelle (2)	60	60	60
14. Cinématique appliquée	30	30	30
40. Géométrie descriptive et notions de topographie	40	40	40
17. Physique industrielle	60	60	60
9. Chimie industrielle (généralités)	60	60	60
22. Chimie analytique	60	60	»
27. Minéralogie et géologie	50	50	»
8. Filature et tissage (premières notions)	»	»	60
18. Constructions industrielles (cours surtout descriptif	»	»	40
34. Géographie industrielle et commerciale	80	80	80
11. Comptabilité	40	40	40
12. Économie politique	30	30	30
13. Droit (principes généraux)	30	30	30
Anglais ou allemand	120	120	120
	660	660	650
Exercices pratiques. (1)			
Dessin	240	240	240
Travaux d'atelier { ajustage et menuiserie	300	100	100
Travaux d'atelier { filature et tissage	»	»	200
Manipulations	100	300	100
	1300	1300	1290

3e ANNEE.

Cours oraux.			
41. Machines (étude théorique et pratique des moteurs)	60	60	60
42. Construction des machines (partie théorique)	40	40	40
15. Construction des machines (partie descriptive)	40	40	40
43. Stéréotomie (coupe des bois et des pierres)	30	30	»
44. Architecture et constructions civiles	60	60	»
45. Chemins de fer, routes, canaux	30	30	»
26. Métallurgie	80	80	»
46. Exploitation des mines	60	60	»
19. Étude des matières textiles au point de vue agricole et commercial	»	»	30
20. Filature (lin, coton, laine, etc.)	»	»	120
21. Tissage	»	»	80
25. Blanchiment, teinture, apprêts	»	»	60
33. Hygiène	20	20	20
35. Droit commercial	40	40	40
36. Législation industrielle	10	10	10
Anglais ou allemand	120	120	120
	590	590	620
Exercices pratiques. (1)			
Dessin	240	240	240
Travaux d'atelier { ajustage et menuiserie	400	100	»
Travaux d'atelier { filature, et tissage	»	»	400
Manipulations	»	300	»
	1230	1230	1260

(1) Voir la note (1) page 2.

(2) Dans le cours de mécanique rationnelle, comme dans tous les cours comportant l'emploi des mathématiques supérieures, il ne sera fait usage que des connaissances acquises par les élèves, soit dans la première année de la division du génie civil, soit dans la classe de mathématiques spéciales des Lycées; on emploiera de préférence les démonstrations géométriques et dans les cas où l'emploi du calcul est indispensable, on substituera la considération des *dérivées* aux procédés ordinaires de l'analyse infinitésimale.

TITRE II. — ÉCOLE

DIVISION

(Co) SECTION

1re ANNÉE.

Cours oraux.	NOMBRE TOTAL D'HEURES pendant l'année.
47. Mathématiques élémentaires : arithmétique, notions d'algèbre et de géométrie (révision, compléments et exercices d'application)	120
48. Physique, chimie, histoire naturelle	120
41. Comptabilité (cours élémentaire)	40
49. Étude des marchandises	80
40. Géographie générale (révision)	40
34. Geographie industrielle et commerciale	80
12. Économie politique (cours élémentaire)	30
13. Droit (principes généraux)	30
» Anglais	120
» Allemand	120
» Italien (facultatif)	80
» Espagnol (facultatif)	80
	940
Exercices pratiques. (1)	
Calligraphie	40
Bureau commercial (tenue des livres, confection de tous les documents usités dans les affaires, opérations commerciales simulées, etc.)	400
	1380

(1) Pendant le semestre d'été, une après-midi par semaine sera consacrée à des visites d'usines, de chantiers de constructions et de magasins de commerce. Les élèves sont tenus de présenter, après chaque excursion, une notice sur les établissements visités.

DE COMMERCE.

UNIQUE :

DU COMMERCE.

2e ANNÉE.

Cours oraux.	NOMBRE TOTAL D'HEURES pendant l'année.
50. Arithmétique commerciale et comptabilité (cours supérieur)	120
51. Économie politique (cours supérieur)	80
35. Droit commercial	40
52. Étude des marchandises (suite du cours de première année)	120
53. Géographie commerciale (cours complémentaire)	120
54. Histoire du commerce	40
55. Législation douanière	40
Anglais	120
Allemand	120
Italien (facultatif)	80
Espagnol (facultatif)	80
	960
Exercices pratiques. (1)	
Bureau commercial (tenue des livres, confection de tous les documents usités dans les affaires, opérations commerciales simulées, etc.)	400
	1360

(1) Pendant le semestre d'été, une après-midi par sematne sera consacrée à des visites d'usines, de chantiers de constructions et de magasins de csmmerce. Les élèves sont tenus de présenter, après chaque excursion, une notice sur les établissements visités.

ORGANISATION DE

TABLEAU DES

Indiquant, pour chacun d'eux, le nombre d'heures qui lui est consacré,

DÉSIGNATION DES COURS.	NOMBRE D'HEURES par cours pendant l'année.	SECTIONS (a) qui suivent CHACUN DES COURS.	DÉSIGNATION des PROFESSEURS.	NOMBRE D'HEURES par Professeur pendant l'année.
1. Mathématiques élémentaires (division de Technologie). . .	120	$F_1T_1Ch_1A_1$		
2. Géométrie descriptive, levé des plans, nivellement	40	$F_1T_1Ch_1A_1I_1M_1F'_1T'_1$		
3. Mécanique élémentaire	40	$F_1T_1Ch_1A_1$		
37. Mathématiques élémentaires (division du génie civil). . . .	100	$I_1M_1F'_1T'_1$	A	490
40. Géométrie descriptive et notions de topographie	40	$I_2M_2F'_2T'_2$		
43. Stéréotomie.	30	I_3M_3		
47. Mathématiques élémentaires (division du commerce). . . .	120	Co_1		
4. Physique générale et météorologie.	100	$F_1T_1Ch_1A_1I_1M_1F'_1T'_1$	F	100
5. Chimie générale.	80	$F_1T_1Ch_1A_1I_1M_1F'_1T'_1$		
22. Chimie analytique.	60	$Ch_2A_2I_2M_2$	B	260
48. Physique, Chimie, Histoire naturelle (commerce).	120	Co_1		
6. Histoire naturelle : Zoologie et Botanique.	50	$F_1T_1Ch_1A_1I_1M_1F'_1T'_1$	G	50
38. Mathématiques spéciales	120	$I_1M_1F'_1T'_1$	H	120
39. Mécanique rationnelle	60	$I_2M_2F'_2T'_2$		
42. Construction des machines (partie théorique)	40	$I_3M_3F'_3T'_3$	I	140
36. Législation industrielle.	40	$F_2T_2Ch_2A_2I_3M_3F'_3T'_3$		
26. Métallurgie.	80	$Ch_2I_3M_3$	J	80
46. Exploitation des mines.	60	I_3M_3	K	60
41. Machines	60	$I_3M_3F'_3T'_3$		
45. Construction des machines (partie descriptive.)	40	$F_2T_2I_3M_3F'_3T'_3$	L	120
16. Machines à vapeur.	20	$F_2T_2Ch_2A_2$		
14. Cinématique appliquée.	30	$F_2T_2I_2M_2F'_2T'_2$		
19. Matières textiles.	30	$F_2T_2A_2F'_3T'_3$		
8. Filature et Tissage (premières notions).	60	$F_1T_1F'_2T'_2$	C	320
20. Filature	120	$F_2T_2F'_3T'_3$		
21. Tissage.	80	$F_2T_2F'_3T'_3$		
17. Physique industrielle.	60	$F_2T_2Ch_2I_2M_2F'_2T'_2$	M	60
A reporter.	1770			1770

(a) Les chiffres placés à côté des lettres qui désignent les sections, indiquent les années d'études.

L'ENSEIGNEMENT.

COURS ORAUX

les sections qui le suivent en commun et le Professeur qui en est chargé.

DÉSIGNATION DES COURS.	NOMBRE D'HEURES par cours pendant l'année.	SECTIONS (a) qui suivent CHACUN DES COURS.	DÉSIGNATION des PROFESSEURS.	NOMBRE D'HEURES par Professeur pendant l'année.
18. Constructions industrielles et rurales.	40	$F_2T_2Ch_2A_2F'_2T'_2$		
44. Architecture et constructions civiles	60	I_3M_3	N	130
45. Chemins de fer, routes, canaux	30	I_3M_3		
7. Géologie (notions très-sommaires).	10	$F_1T_1Ch_1A_1I_1M_1F'_1T'_1$		
27. Minéralogie et Géologie.	50	$Ch_2A_2I_2M_2$	O	60
9. Chimie industrielle (généralités)	60	$Ch_1A_1I_2M_2F'_2T'_2$		
23. Produits chimiques, Verrerie, Céramique, etc.	60	Ch_2	P	200
24. Sucrerie, Distillerie, Brasserie, Féculerie, etc.	80	Ch_2A_2		
25. Blanchiment, Teinture, Apprêts.	60	$F_2T_2Ch_2F'_3T'_3$	Q	60
28. Culture.	100	A_2		
29. Hydraulique agricole.	20	A_2		
30. Machines agricoles	20	A_2	R	160
32. Géographie agricole	20	A_2		
31. Zootechnie et Art vétérinaire	60	A_2	S	60
33. Hygiène	20	$F_2T_2Ch_2A_2I_3M_3F'_3T'_3$	T	20
11. Comptabilité (cours élémentaire)	40	$F_1T_1Ch_1A_1I_2M_2F'_2T'_2Co_1$		
50. Arithmétique commerciale et comptabilité (cours supérieur).	120	Co_2		
12. Économie politique (cours élémentaire)	30	$F_1T_1Ch_1A_1I_2M_2F'_2T'_2Co_1$	D	350
51. Économie politique (cours supérieur)	80	Co_2		
54. Histoire du commerce	40	Co_2		
55. Législation douanière	40	Co_2		
10. Géographie générale (révision)	40	$F_1T_1Ch_1A_1I_1M_1F'_1T'_1Co_1$		
34. Géographie industrielle et commerciale.	30	$F_2T_2Ch_2A_2I_2M_2F'_2T'_2Co_1$		
53. Géographie commerciale (cours complémentaire)	120	Co_2	E	440
49. Étude des marchandises (première année)	80	Co_1		
52. Étude des marchandises (deuxième année).	120	Co_2		
13. Droit (principes généraux)	30	$F_1T_1Ch_1A_1I_2M_2F'_2T'_2Co_1$		
35. Droit commercial	40	$F_2T_2Ch_2A_2I_3M_3F'_3T'_3Co_2$	U	70
Report.	1770			1770
TOTAL.	3320			3320

TABLEAU DES EXERCICES PRATIQUES

Indiquant le personnel enseignant nécessaire à chacun d'eux.

DÉSIGNATION DES EXERCICES.		DÉSIGNATION des PROFESSEURS ET DE LEURS AUXILIAIRES.		NOMBRE D'HEURES (1) par jour.	par semaine.	par an.
Dessin linéaire, d'imitation et d'ornement. . . .		Deux Professeurs.	**a** et **b**	2	12	480
Manipulations de Chimie (préparations et analyses).		Professeur de chimie	**B**	2 1/2	12 1/2	500
		Deux préparateurs-répétiteurs. . . .	**c** et **d**			
Manipulations spéciales de teinture		Professeur de teinture.	**Q**	»	5	200
Travaux d'atelier . .	Ajustage	Chef d'atelier d'ajustage.	**e**	2 1/2	12 1/2	500
	Menuiserie	Chef d'atelier de menuiserie	**f**	2 1/2	12 1/2	500
	Filature et Tissage. . .	Professeur de filature et tissage.	**C**	2 1/2	12 1/2	500
		Contre-maître de filature.	**g**			
		Contre-maître de tissage.	**h**			
Bureau commercial		Professeurs	**D** et **E**	2 1/2	10	400

(1) Les chiffres de ce tableau indiquent le nombre d'heures pendant lesquelles les Professeurs et leurs auxiliaires sont occupés aux exercices pratiques.

Il y a leçon de dessin tous les jours, mais chaque section n'y prend part que tous les deux jours.

Les ateliers et le laboratoire sont ouverts tous les jours sauf le jeudi; chaque section n'a obligatoirement que quatre séances d'atelier ou de laboratoire par semaine.

Les exercices du bureau commercial ont lieu quatre fois par semaine, pendant deux heures et demie.

COMPOSITION DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT.

DÉSIGNATION DES PROFESSEURS ET AUTRES MEMBRES DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT.	TITRES SCIENTIFIQUES.	POSITIONS OU SOURCES D'ÉMOLUMENTS en dehors de l'Institut.	NOMBRE TOTAL D'HEURES consacrées à l'Institut (par an). Cours oraux.	Leçons pratiques.	Traitement.	Rappel de la désignation des professeurs.
					fr.	
A — Professeur de mathématiques (Cours N^{os} 1, 2, 3, 37, 40, 43, 47)	Ancien élève de l'École Polytechnique ayant embrassé la carrière de l'enseignement	Leçons particulières	490	»	4,000	**A**
B — Professeur de chimie (Cours N^{os} 5, 22, 48 ; leçons pratiques).	Ancien élève de l'École Centrale ou de l'École des Mines de Paris	Expertises, travaux p^{r} l'industrie (analyses, etc).	260	500	4,000	**B**
C — Professeur de filature et de tissage (Cours N^{os} 8, 14, 19, 20, 21 ; leçons pratiques)	Ancien élève de l'École Centrale ayant dirigé des ateliers de filature et de tissage	Expertises, consultations industrielles, etc	320	500	4,000	**C**
D — Professeur de sciences commerciales (Cours N^{os} 11, 12, 50, 51, 54, 55 ; bureau commercial)	Ancien élève de l'École supérieure de Commerce de Paris ou d'Anvers	Expertises, consultations, leçons particulières.	350	400	5,000	**D**
E — Professeur-adjoint de sciences commerciales (Cours N^{os} 10, 34, 49, 52, 53 ; bureau commercial)	Id.	Id. id.	440	400	3,000	**E**
F — Professeur de physique générale (Cours N° 4).	Docteur ès-sciences.	Professeur à la Faculté des Sciences.	100	»	800	**F**
G — Professeur d'histoire naturelle (Cours N° 6).	Id.	Id.	50	»	400	**G**
H — Professeur de mathématiques spéciales (Cours N° 38).	Id.	Id.	120	»	1,000	**H**
I — Professeur de mécanique théorique (Cours N^{os} 36, 39, 42).	Ingénieur au corps des Mines.	Ingénieur des mines de l'État.	110	»	900	**I**
J — Professeur de métallurgie (Cours N° 26)	Ancien élève externe de l'École des Mines de Paris	Ingénieur civil des mines.	80	»	600	**J**
K — Professeur d'exploitation des mines (Cours N° 46)	Ingénieur au corps des Mines.	Ingénieur des mines de l'État.	60	»	500	**K**
L — Professeur de mécanique appliquée (Cours N^{os} 15, 16, 41).	Ancien élève de l'École Centrale.	Ingénieur-constructeur.	120	»	1,000	**L**
M — Professeur de physique industrielle (Cours N° 17).	Ingénieur des manufactures de l'État.	Ingénieur des Tabacs.	60	»	500	**M**
N — Professeur d'architecture et constructions (Cours N^{os} 18, 44, 45).	Ingénieur au corps des Ponts-et-Chaussées.	Ingénieur des Ponts-et-Chaussees.	130	»	1,000	**N**
O — Professeur de minéralogie et géologie (Cours N^{os} 7, 27).	Docteur ès-sciences.	Professeur à la Faculté des Sciences.	60	»	500	**O**
P — Professeur de chimie industrielle (Cours N^{os} 9, 23, 24).	Chimiste ayant dirigé ou surveillé de gr^{ds} établ^{nts}.	Chimiste praticien.	200	»	1,500	**P**
Q — Professeur de teinture (Cours N° 25).	Chimiste ayant spécialement étudié la teinture.	Professeur à la Faculté des Sciences.	60	200	1,500	**Q**
R — Professeur d'agronomie (Cours N^{os} 28, 29, 30, 32)	Agronome ayant dirigé de grandes exploitations.	Conseil de grandes exploitations	160	»	1,200	**R**
S — Professeur de zootechnie (Cours N° 31).	Vétérinaire diplômé.	Vétérinaire pratiquant.	60	»	500	**S**
T — Professeur d'hygiène (Cours N^{os} 33).	Docteur en médecine.	Médecin pratiquant.	20	»	200	**T**
U — Professeur de droit (Cours N^{os} 13, 35).	Docteur ou licencié en droit.	Avocat.	70	»	500	**U**
V — Professeur d'anglais.		Leçons particulières.	»(1)	»	1,500	**V**
X — Professeur d'allemand.		Id.	»(1)	»	1,500	**X**
a — Professeur de dessin de machines.	Ancien élève des écoles d'Arts et Métiers.	Travaux pour l'industrie, leçons particulières.	»	480	1,000	**a**
b — Professeur de dessin d'imitation et d'ornement.	Élève diplômé d'une grande école spéciale.	Id. id.	»	480	1,000	**b**
c — Préparateur de chimie.			»	500	600	**c**
d — Id.			»	500	600	**d**
e — Chef d'atelier d'ajustage.	Ancien élève des écoles d'Arts et Métiers	Emploi dans un grand atelier appartenant à un membre de la Société de Patronage.	»	500	1,200	**e**
f — Chef d'atelier de menuiserie		Id.	»	500	800	**f**
g — Contre-maître de filature.		Id.	»	500	1,000	**g**
h — Contre-maître de tissage.		Id.	»	500	1,000	**h**
					42,800	

(1) Le nombre de leçons à faire par les professeurs de langues vivantes dépendra essentiellement du nombre des élèves. Pour ces leçons, les élèves seront divisés en groupes de 20 au plus ; chaque groupe aura trois leçons par semaine. En admettant que 100 élèves étudient chacune des deux langues (anglaise et allemande), chacun des deux professeurs aura à faire quinze leçons par semaine, soit 600 heures par an (l'année scolaire étant de 40 semaines.)

BUDGET DU PERSONNEL.

Traitements du personnel de l'enseignement	42,800 fr.
Indemnité au directeur	2,000
Indemnité à l'inspecteur des études	1,200
Traitement du secrétaire agent comptable	2,500
Appointements de trois surveillants	2,500
Salaire des gens de service	4,000
	55,000

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE RAPPORT.

A

Pages.

Abattage prématuré des veaux 184
Aliénés. — Asiles de Bailleul et d'Armentières . 107
— Frais de transport. — Dépenses arriérées 160
— indigents. 103
— Statistique 106
Animaux nuisibles. — Hannetonnage 144
Archives départementales, communales, hospitalières 129
Archives départementales. — Entretien . . . 28
— — Achat de portefeuilles. 131
Armentières. — Société chorale des Enfants de la Lys. — Demande de subside 555
Armentières. — Voir service des postes.
Asile d'aliénés d'Armentières.— Prix de pension. 108
— — Projet de déplacement. 552
Assistance publique. — Questionnaire. 124
Associations agricoles 138
Avesnes. — Dépenses arriérées. (Voir sous-préfecture). 160
Aveugles (jeunes).— Institution spéciale de Paris. 116

B

Belles actions. 155
Bergues. — Concours d'animaux de boucherie. . 141
Béthencourt. — Achèvement de l'église. — Demande de secours. 556
Bibliothèques administratives. 131
Bibliothèque militaire 179
Budget ordinaire de 1873. 13-573
Bureau d'assistance judiciaire 113
Bureaux de bienfaisance 201

C

Cadastre. — Situation des travaux. — Subventions aux communes. 174
Caëstre. — Rétablissement de deux foires aux chevaux et aux vaches. 185
Caisse départementale des retraites — Liquidation de la pension de la dame Dubremoy, veuve Renard. 188
— — Liquidation de la pension de M. Jougleux, ag.-voyer. 188
— — Liquidation de la pension de M. Musin, receveur de l'Asile d'aliénés d'Armentières 529
— — Liquidation de la pension de la veuve Strub 187
Caisses d'épargnes, 1870-1871 547
Canaux (Voir navigation intérieure). 193
Cantaing.— Restauration de l'église.— Demande de secours. 557
Carte du département par arrondissement . . . 198
Casernes de gendarmerie. — Entretien. 17
— Grosses réparations et travaux neufs. 25
Caserne de gendarmerie du Quesnoy. — Stalles des écuries. 559
Chambres consultatives d'agriculture 141
Chambre consultative des Arts et Manufactures de Cambrai.— Projet d'érection en Chambre de Commerce. 528
Chemins de fer 89
Chemins de fer.— Nouvelles lignes demandées. 519-563
Chemin de fer de Denain à Lourches. — Service de voyageurs. 529
Chemins de grande communication. — État et situation de l'exercice 1871. 52
Chemin de grande communication N°49, de Denain à Mastaing. — Plan d'alignement dans la traverse de Denain 69
— de grande commmunication N° 78. — Ceinture de Valenciennes. - Prolongement 207
Chemins de grande communication. — Empierrements et pavages (Voir routes départementales). 561
Chemin d'intérêt commun. — Service général. . 58
Chemins d'intérêt commun.— Demandes de classement. 561

Pages.

Chemins d'intérêt commun Nos 41, 50 et 112. — Entretien. — Désignation des communes intéressées. — Répartition proportionnelle des dépenses. 56

Chemin d'intérêt commun N° 86, du Quesnoy au Câteau. — Traverse de Montay, — Règlement d'alignement. 68

Chemin d'intérêt commun N° 93. — Redressement et élargissement aux territoires d'Emmerin et de Wattignies. 68

Chemin d'intérêt commun N° 11 de Douai à Roost-Warendin. — Aqueduc sur la rigole royale. — Reconstruction et entretien. — Répartition des dépenses. 523

Chemins d'intérêt commun N° 38, de Berlaimont au Préseau, et N° 60 de Villers-Pol à Valenciennes. — Répartition des dépenses 540

Chemin d'intérêt commun N° 109, dit de Ceinture de Douai. — Entretien. — Répartition des dépenses. 562

Chemins vicinaux. — Achèvement. 53

— — Compte d'emploi des fonds départementaux. — Budget ordinaire . 70

— — Compte d'emploi du fonds subventionnel. 72

— — État comparatif de la situation contributive des sept arrondissements du département dans le fonds subventionnel. . . 75

— — Etat des cotisations communales pour la construction et l'entretien. . . . 81

— — État comparatif, par arrondissement, des dépenses effectuées jusqu'à la clôture de l'exercice 1871, pour construction, entretien et grosses réparations. 88

Chemins vicinaux ordinaires 36

— de grande communication . . 37

— — Tarif des prestations . . . 53

Colonie agricole de Mesnil-Saint-Firmin 118

— de Mettray. 118

— de Saint-Bernard. — Commission de surveillance. 198

Commission départementale (V. Conseil général).

Commission historique. 136

Commission météorologique du département du Nord. 137

Compte des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 1871. 567

Concierges de la Préfecture. 218

Concours spécial d'instruments agricoles, nouveaux et perfectionnés 554

Conseils d'arrondissement. — Analyse des vœux. 495

— Impression des délibérations. 160

Conseil de préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses du greffe. 155

Conseils d'hygiène et de salubrité 152

Conseil général. — Commission départementale. — Frais de bureau. 149

Pages.

Conseil général. — Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre élu 9

Contributions directes — Recouvrements. . . . 12

Contributions directes de 1873. — Répartement. 9

Coudekerque-Branche. — Demande de création d'un bureau d'Etat-Civil 528

Courses de chevaux. 145

Cultes 128

Culture du tabac. 199

Cysoing. — Marchés aux bestiaux. 544

D

Dépenses imprévues. 218

Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. . . 113

— — Dépenses arriérées. 161

Dépôts et chambres de sûreté 22

Dépôt de sûreté de Cassel. 28

E

Ecole centrale des arts et manufactures. — Le jeune Detrois. 136

Ecole de Cluny. — Concession d'une bourse. . . 563

Ecole de maîtres mineurs, à Douai 187

Ecole de médecine et de pharmacie de Lille . . . 132

Ecole nationale d'Arts et Métiers de Châlons. . . 545

Ecole normale. (Voir Instruction primaire).

Ecole pratique d'irrigation et de drainage du Lezardeau 555

Ecoles professionnelles, industrielles et commerciales. — Enquête faite par le Directeur des travaux municipaux de Lille. 597

(Voir tableau synoptique).

(Voir Institut industriel, agronomique et commercial).

Ecole spéciale des Arts industriels de Lille . . . 525

Ecole spéciale d'architecture à Paris. 138

Ecole vétérinaire d'Alfort 143

Edifices départementaux. — Abonnements aux distributions d'eau. 30

Edifices départementaux de l'arrondissement d'Avesnes. — Réparations diverses. 560

Edifices départementaux de l'arrondissement d'Hazebrouck. — Dépenses arriérées. 560

Eglises et presbytères. — Secours sur les fonds de l'Etat 147

— — Rapport supplémentaire. 537

Eglises. — Demandes de secours sur les fonds du département 538

Eglises. — Travaux de construction et d'agrandissement. — Secours alloués sur les fonds du département. — 2e annuité 147

Elections municipales. — Sections électorales. . . 548

Elections. (Voir Conseil général).

Pages.

Elèves artistes 134
— Le jeune Queulain 553
Elèves sages-femmes 137
Emprunt départemental de 15 millions. 174
Emprunts départementaux. — Recette au budget de 1873. 520
Enfants assistés. — Situation du service 95
— Renseignements complémentaires 520
Epidemies. 153
Epizooties 144
Estourmel. — Chemin vicinal du réseau subventionné. — Dépense supplémentaire. — Demande de secours 541
Etablissements de bienfaisance. — Secours sur les fonds de l'Etat 124-540
Établissement d'une succursale de la Banque de France à Douai. 559
Etablissement thermal de Saint-Amand 28
— — Bail de la portion de forêt y annexée 543
Exposition départementale d'agriculture. 141
Exposition universelle de Vienne. — Demande de subside du Comice agricole de l'arrondissement de Lille. 145

F

Faculté de droit de Douai. — Distribution de médailles et prix. 134
Feignies. — Hameau des Guides. — Demande de la commune de Neuf-Mesnil en réunion de ce hameau à son territoire. 558
Fixation de la taxe personnelle 13
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1871. 12
Frais d'administration de la Préfecture et des Sous-Préfectures 154
Frais d'impression 153
— Dépenses arriérées 161
Fresnes. — Marché aux bestiaux 184

G

Gendarmerie. — Dépenses 17
— Dépenses arriérées. 161
Greffe du tribunal civil d'Hazebrouck. — Cartonnage des registres de l'état-civil. — Demande d'allocation. 155

H

Haucourt. — Demande de secours pour église. . 556
Hospices et hôpitaux 125

I

Pages.

Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum des centimes 207
Impositions extraordinaires départementales . . 520
Industrie minérale. 190
Inspection académique. — Frais de bureau. . . . 161
Inspection des pharmacies. 183
Institut industriel, agronomique et commercial. — Création projetée à Lille 609
(Voir Ecoles professionnelles).
(Voir tableau synoptique).
Instruction primaire. 162
— Ecole normale d'instituteurs et Cours normal d'institutrices, à Douai. 564
Irrigations 523

J

Jury d'expropriation. 201
Justices de paix. — Traitement des greffiers . . 183

L

La Chapelle-d'Armentières (Voir octroi).
Landrecies. — Eglise communale. — Dégats causés par l'ennemi. — Réparations. — Demande de secours. 556
Lignes télégraphiques 179
Listes de recrutement. — Frais de reliure . . . 159
Loos (Voir Octroi).
Lycées, colléges et école normale primaire. — Inspection 162
Lycées. — Elèves boursiers départementaux . . 130
Lycée de Lille. — Bourses départementales . . 545

M

Maison d'arrêt de Cambrai. 30
Maisons d'arrêt. — Entretien 28
— Grosses réparations 27
Maison de refuge du Bon-Pasteur 113
— — Attribution d'une bourse départementale. 522
Malades indigents. — Subventions. 146
Maubeuge (Voir octroi).
Menues dépenses et frais de parquet de la cour d'assises, des tribunaux, justices de paix et tribunaux de police. 21-522
Mesures de défense nationale. — Dépenses arriérées.. 218
— — Dépenses relatives à l'instruction judiciaire et aux procès. . 521
Monts-de-piété. 121

N

Navigation intérieure 193
Nivellement général du département. 149

O

Pages.

Octrois. — Tarifs et règlements. — Prorogation et révision 203-546-552
Octroi. — La Chapelle-d'Armentières. — Prorogation. 557
— Loos. — Prorogation avec modification. 557
— Maubeuge. — Prorogation et révision . 558
Œuvre des orphelins de la guerre. 117

P

Police de la chasse.— Répression du braconnage. 198
Pompes à incendie 146
Ports maritimes. 191
Préfecture. — Ancien hôtel. — Entretien. . . . 179
— Nouvel hôtel 176
— — Entretien des bâtiments 178
— — Entretien du mobilier. 218
— — Logement de M. le Secrétaire-Général. . . 178
— Corps-de-garde. 218
Produits éventuels extraordinaires. 520
Prisons départementales. — Indemnité de logement aux aumôniers. 150
— — Indemnité de logement au Directeur. 149
Propriétés départementales.— Frais d'assurances. 29

R

Race chevaline 142

Rapports des chefs de service.

Rapport sur les chemins de fer 419
— sur les chemins de fer d'intérêt local . . 427
— sur le service du chemin de fer du Nord. 413
— sur les chemins vicinaux de grande communication 343
— sur les chemins vicinaux ordinaires. . . 371
— sur l'industrie minérale. 437
— sur l'instruction primaire 485
— sur la navigation de la Belgique vers Paris 224
— sur la situation et les besoins du service des voies navigables du Nord en juillet 1872 227
— sur les ports, phares et balises du Nord. 241
— sur les routes départementales 305
— sur les routes nationales. 289
Rapport sur le nivellement général du département 403
— sur la salubrité publique 445
— sur le service hydraulique. 273
— sur le travail des enfants 477
— sur les enfants assistés 457
Redevance pour une prise d'eau dans un canal communal. 157
Régime pénitentiaire. — Enquête. 553
Rôles auxiliaires et avertissements y relatifs . . 13
Roubaix. — Caserne de gendarmerie. — Dépense arriérée 460
Routes départementales 31
Routes départementales et chemins de grande communication.— Empierrements et pavages. 561
Route départementale N° 14. — Amélioration dans la traversée des fortifications de Lille à la porte de Roubaix. 35-524
Routes nationales. 542

S

Salubrité publique. 150
Sapeurs-Pompiers. — Secours. 544
Sapeurs-Pompiers. — Secours.— La Ve Bisiau. . . 555
Secours à d'anciens employés et à leurs veuves. . 154
Secours aux malades indigents 114
Secours de route et moyens de transport aux voyageurs indigents. 108
Secours en cas d'extrême misère 118
Secours (Demande de) de la veuve Dupont (Voir travail des enfants dans les manufactures).
Service hydraulique. 196
Service des poids et mesures 157
Service des postes 181
— — Bureau d'Armentières . . . 182
Service vicinal. — Personnel. — Caisse des retraites 189
Société d'Alsace-Lorraine.— Demande de subside. 128
Société centrale de médecine 132
Société centrale de sauvetage des naufragés. . . 121
Société de charité maternelle 109
Société de géographie de Paris — Demande de souscription 159
Société hippique française.—Demande de subside 143
Société humaine de Dunkerque 120
Sociétés de musique et d'orphéons. 132
Société de patronage des jeunes libérés. 119
Société générale de patronage des orphelinats agricoles. 120
Société des prêts au travail 120

Pages.

Sociétés savantes. — Allocation de subsides. . . 131
Sociétés de secours mutuels. 110
Société vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais . 143
Sourds-muets et jeunes aveugles 114
Sous-Préfectures. — Entretien. 16
— — Grosses réparations 24
— — Loyers. 14
— — Mobilier. — Entretien ordinaire. 15
Sous-Préfecture d'Avesnes. — Elévation de classe 52.
— Réparation de mobilier 15
— Dépenses arriérées 160
— Réparations de la toiture du logement du concierge 559
Sous-Préfecture de Cambrai — Achat de mobilier 16
Sous-Préfecture de Dunkerque. — Renouvellement d'objets mobiliers 16
Sous-Préfecture d'Hazebrouck. — Renouvellement d'objets mobiliers. 16
Steenwerck. — Foire aux chevaux. — Changement de date 554
Steenvoorde. — Création de deux foires aux chevaux. 185

T

Tableau synoptique des résultats de l'enquête faite par le Directeur des travaux municipaux de Lille sur l'organisation des principales écoles professionnelles, industrielles et commerciales du Nord de la France, de l'Alsace et de la Belgique 597
Tables décennales de l'état-civil. 150
Taxation pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. 156
Taxe sur les chiens 559
Tourcoing. — Tribunal de commerce 187
Traitement des architectes départementaux. . . 28
— des concierges des Palais-de-Justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes . . 156
— des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing. 157
Travail des enfants dans les manufactures. — Inspection 158
— — — — Demande de secours de la dame Dupont, veuve d'un ancien inspecteur 159
Travaux communs. — Secours du département. . 558
Tribunaux. — Entretien des bâtiments. 21
— Grosses réparations 26
— Loyers 21
— Mobilier 20
Tribunaux de Lille. — Mobilier. 522
Tribunal civil de Lille. — Création d'une 3e chambre. 186
Tribunaux de commerce. — Révision des listes d'électeurs. 186
Typhus contagieux. — Dépenses. 525

V

Vaccine 205
Vœux des Conseils d'arrondissement (analyse) . 495

Y

Yacht-Club du Nord 56

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

PROCÈS-VERBAUX

DES DÉLIBÉRATIONS.

SESSION D'AOUT 1872.

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

PROCÈS-VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS.

SESSION D'AOUT 1872.

Séance du 19 août.

Ouverture de la session. — Formation du bureau provisoire.

L'an mil huit cent soixante-douze, le 19 août, à deux heures de relevée, les membres du Conseil général du département du Nord, en exécution de l'article 23 de la loi du 10 août 1871, qui fixe à ce jour l'ouverture de la première session ordinaire, se sont réunis dans la salle affectée à leurs séances, au nouvel Hôtel de la Préfecture.

A trois heures moins un quart, M. P. DANEL, doyen d'âge, vient occuper le fauteuil de la présidence et déclare la session ouverte.

Il invite le plus jeune des membres présents, M. L. LEGRAND (de Valenciennes), à prendre place au bureau comme secrétaire.

M. LE PRÉFET assiste à la séance.

Appel nominal.

Il est procédé à l'appel nominal, qui constate la présence de :

MM. GUILLEMIN, MAILLIET, LEVENT, EMOND, MARIE-SOUFFLET, BOULANGÉ, Baron DE L'ÉPINE, DE CARNIÈRES, ROUEZ, CLAVON, STIÉVENART-BÉTHUNE, TELLIEZ, DUTEMPLE, SEYDOUX, CRÉPIN, MACAREZ, BILLET, MAURICE, DANEL, FIÉVET, BOTTIN, DES ROTOURS, JOOS, DE COUSSEMAKER, LEMAIRE, TRYSTRAM, GOUSSARD, GOUDAERT, BERGEROT, LOTTHÉ, PLICHON, DESMYTTÈRE, JOETS DE METERSHOF, MASSIET DU BIEST, DUQUENNE, BECK, DANSETTE, J. BRAME, Comte D'HESPEL, CHOMBART, C. DESCAT, Général FAIDHERBE, J. DUTILLEUL, MORISSON, TESTELIN, DESMOUTIERS, L. DESROUSSEAUX, DEREGNAUCOURT, VAN DER STRAETEN-DESCAT, ROUSSEL-DEFONTAINE, J. LEURENT, Émile CARLIER, RENARD, Émile DELERUE, L. LEGRAND (de Lecelles), Édouard HAMOIR, DE MARSILLY, L. LEGRAND (de Valenciennes).

Sont absents : MM. LELEU, Henri BERNARD, DELEPORTE-BAYART.

Formation du bureau définitif.

L'assemblée étant en nombre, procède immédiatement à la formation du bureau définitif.

M. DANEL exprime le désir de ne pas être appelé à la présidence ; il craint que son âge ne lui permette pas d'en remplir convenablement les fonctions. Tout en restant aux ordres de l'assemblée, il prie instamment ses collègues de porter leur choix sur un membre plus apte à diriger leurs travaux et leurs délibérations.

Scrutin pour la présidence.

Le scrutin pour la nomination du président donne les résultats suivants :

Nombre de votants, 55.
Majorité absolue, 29.

M. Paul DANEL obtient 41 voix.
Bulletins blancs . . . 11

MM. le général Faidherbe, Plichon et Testelin obtiennent chacun une voix.

En conséquence, M. P. DANEL ayant réuni la majorité des suffrages, est proclamé président.

Fait personnel. — M. le général Faidherbe.

M. le Général Faidherbe demandant la parole pour un fait personnel, voudrait que le membre du Conseil qui a bien voulu lui donner sa voix pour la présidence, se fît connaître, car l'année dernière un journaliste s'est permis de faire, à l'occasion du même fait, des plaisanteries qui pourraient être considérées comme un manque de convenance envers le Conseil général.

L'incident n'a pas de suite.

Scrutin pour l'élection de deux vice-présidents.

L'assemblée, sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, décide qu'elle nommera, comme les années précédentes, deux vice-présidents.

Il est également décidé qu'un seul tour de scrutin aura lieu et que les bulletins porteront deux noms ; celui qui réunira le plus de voix sera nommé premier vice-président.

Les votes sont recueillis.

Résultat du scrutin :

Nombre de votants, 57.
Majorité absolue, 30.

M. PLICHON obtient. . . 40 voix.
M. J. BRAME 36
M. SEYDOUX. 4
M. MAURICE. 3
Bulletins blancs 12

Des voix isolées se sont portées sur différents membres.

En conséquence, M. PLICHON est proclamé premier vice-président, et M. Jules BRAME 2e vice-président du Conseil général.

Scrutin pour l'élection des secrétaires.

Un troisième scrutin a lieu pour la nomination d'un 1er secrétaire et d'un 2e secrétaire.

L'opération donne les résultats qui suivent :

Nombre des votants, 57.
Majorité absolue, 30

M. MAILLIET obtient . . . . . 43 voix,
M. DESROUSSEAUX 30
M. MAURICE. 4
M. SEYDOUX. 2
Bulletins blancs 13

En outre, des voix isolées se sont portées sur différents membres.

En conséquence, MM. MAILLIET et DESROUSSEAUX ayant réuni la majorité des suffrages, sont proclamés premier et second secrétaire.

Le bureau définitif se trouvant ainsi constitué, M. le Président appelle M. Mailliet à prendre place à côté de lui comme Secrétaire.

M. LE PRÉSIDENT remercie l'assemblée du nouveau témoignage de confiance et de sympathie dont elle a bien voulu l'honorer malgré ses instances; il n'épargnera aucun effort pour remplir de son mieux les devoirs qu'elle lui impose.

Allocution de M. le Préfet.

M. LE PRÉFET prenant alors la parole, s'exprime en ces termes :

« Messieurs, j'ai demandé la parole pour vous souhaiter la bienvenue dans cette nouvelle salle que vous ont préparée les membres de votre Commission et l'architecte du département, avec un soin que vous avez déjà pu apprécier et avec une économie que vous n'apprécierez pas moins quand les comptes passeront sous vos yeux.

» Puissiez-vous apporter ici les traditions d'expérience, de modération et de courtoisie qui ont toujours distingué les délibérations du Conseil général du département du Nord.

» Puissiez-vous aussi continuer à mon administration ces sentiments d'estime et de bienveillance qui m'aident à remplir plus ou moins la difficile mission que je dois à la confiance dont m'honore M. le Président de la République. »

M. le Préfet rappelle en terminant, que l'assemblée a perdu, à la fin de la dernière session, l'honorable M. Chombart, un des plus anciens membres du Conseil; il est persuadé qu'il n'est que l'interprête de la pensée de tous en rendant un dernier hommage à sa mémoire (Marques unanimes d'assentiment).

Nomination d'une commission de vérification des pouvoirs.

M. LE PRÉSIDENT dit que ces dernières paroles de M. le Préfet, qui rappellent en si bons termes la perte que le Conseil a faite d'un de ses membres les plus instruits, les plus laborieux et les plus zélés, l'amènent à proposer de confier immédiatement à une Commission la vérification des pouvoirs du nouveau membre élu. La dernière vérification ayant été faite par une Commission de sept membres pris pour chaque arrondissement, dans l'ordre de la liste imprimée en tête du rapport de M. le Préfet, il semblerait naturel de choisir de la même manière, en prenant la suite de la liste, la nouvelle Commission qui serait alors composée de :

MM. MAILLIET,
TELLIEZ,
MAURICE,
DE COUSSEMAKER,
PLICHON,
Jules BRAME,
RENARD.

La proposition étant acceptée, M. LE PRÉSIDENT prie les membres ainsi désignés de se réunir immédiatement dans un des bureaux pour examiner le dossier de l'élection et faire rapport le plus tôt possible.

Proposition relative à la rédaction d'un règlement intérieur.

M. Trystram demande que le Conseil général s'occupe, le plus tôt possible, de la rédaction d'un règlement intérieur. L'année dernière, on a procédé en suivant les anciens errements, mais aux termes des instructions du Ministre de l'Intérieur, l'honorable membre croit que le Conseil ne peut pas se dispenser de faire un règlement. Voici, en effet, comment s'exprime le Ministre :

« La loi du 23 juillet 1870 (art. 2) avait déjà reconnu aux Conseils généraux le droit d'arrêter leur règlement intérieur. Mais ce qui, d'après la loi précédente, était une simple faculté — *le Conseil général peut, s'il le juge convenable, adopter un règlement intérieur,* — devient une obligation : — *le Conseil général fait son règlement intérieur.* — On conçoit, en effet, que la publicité des séances nécessite l'adoption de certaines disposition réglementaires destinées à faciliter la direction des débats et la police de l'assemblée.

» Je n'ai, en ce qui concerne la rédaction de ce règlement, aucune recommandation particulière à formuler. Il existe déjà, dans la plupart des départements, à défaut de règlement écrit, des traditions qui se sont formées sous l'influence des nécessités et des convenances locales, et qu'il suffira de modifier dans la mesure des innovations introduites par la loi du 10 août.

» Le règlement intérieur aura d'abord à déterminer le mode de constitution des bureaux ou des commissions chargées de l'examen préalable des affaires soumises aux délibérations du Conseil général.... »

Ces prescriptions, ajoute l'opinant, sont aussi formelles que possible.

M. le Président répond qu'il y a un règlement de fait, et que rien n'empêche de le traduire par écrit ; mais il croit qu'on pourrait continuer à procéder comme on l'a fait jusqu'à ce jour. D'ailleurs, l'année dernière, le Conseil a formellement adopté la répartition de ses membres entre cinq bureaux, à chacun desquels il a attribué certaines natures d'affaires ; c'est déjà un règlement écrit partiel et, en général, M. le Président pense qu'on s'est bien trouvé de cet état de choses. Il a été ensuite arrêté qu'au commencement de chaque séance on ferait l'appel des rapports terminés et que chaque membre aurait le droit, avant qu'ils soient mis en délibération, de réclamer l'ajournement de la discussion. On peut sans doute formuler ces règles en articles et nommer à cet effet une Commission dans le cours de la session, mais M. le Président ne croit pas qu'il convienne pour cela de suspendre l'examen des affaires départementales, et il propose de maintenir, au moins pour le moment, la division en cinq bureaux, en conservant la répartition des affaires existantes, et sauf aux membres des différents arrondissements à permuter entre eux suivant leurs convenances.

M. Trystram insiste sur la nécessité de voter avant tout un règlement. Sans vouloir critiquer ce qui s'est fait l'année dernière, il lui sera permis de dire qu'il a entendu plus d'une fois certains membres se plaindre de ne pas trouver dans un règlement des dispositions de nature à mettre fin à certaines pratiques contraires à la bonne expédition des affaires. Ainsi on n'a pas perdu le souvenir, dit l'honorable membre, de certains rapports, et des plus importants, qui sont déposés et lus à la dernière heure, et dont on vote les conclusions à la hâte, sans avoir pu prendre le temps de les étudier à fond. Un règlement pourrait prescrire, en pareil cas, certains délais et empêcher des votes peut-être un peu rapides.

M. le Président répète qu'il n'est pas opposé en principe à la proposition du préopinant ; il voudrait seulement que l'expédition des affaires ne subit pas de retard. La première chose à faire, c'est de distribuer les dossiers et d'en commencer l'examen.

M. TRYSTRAM rappelle qu'aux termes de la loi, le Conseil général peut prolonger sa session pendant un mois. On a donc parfaitement le temps de faire un règlement, sans nuire à la prompte expédition des affaires.

M. LE PRÉSIDENT pense que la première question à soumettre au Conseil est celle de savoir s'il entend, comme précédemment, se diviser en cinq bureaux.

M. TRYSTRAM critique cette divison. Il renouvelle une propositon qu'il avait faite l'an dernier et d'après laquelle le Conseil se serait divisé en deux grandes sections qui auraient examiné toutes les affaires avant qu'elles vinssent en séance publique. De cette façon, il lui semble que les affaires auraient été mieux connues de la majorité des membres et discutées en plus grande connaissance de cause. On lui a objecté que cette proposition aurait pour effet de constituer deux conseils généraux ; mais il pourrait répondre qu'aujourd'hui il y en a cinq, ce qui est un inconvénient beaucoup plus grand.

M. TESTELIN croit que les opinions émises ne sont pas aussi divergentes qu'elles le paraissent. D'un côté, il n'y a aucun inconvénient à ce que les dossiers soient immédiatement distribués, comme on le fait d'ordinaire, et d'un autre côté, personne ne conteste en principe l'utilité de la rédaction d'un règlement, travail qui ne saurait être ni bien long ni bien difficile. Les deux choses peuvent donc se faire simultanément.

Quant à la proposition de diviser le Conseil en deux sections, l'honorable membre ne serait pas disposé à l'adopter. Il ne croit pas qu'on puisse faire autre chose que se diviser en bureaux dont on peut varier le nombre suivant les appréciations, et composer ces bureaux, soit par la voie du tirage au sort, comme on fait à l'Assemblée nationale, soit par la voie de l'élection par arrondissement, suivant ce qui se pratique au Conseil depuis bien des années.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. TRYSTRAM relative à la division du Conseil en deux sections.

— La proposition n'est pas adoptée.

M. LE PRÉSIDENT dit que la division par bureaux étant maintenue, il lui reste à consulter le Conseil sur deux questions connexes : d'abord le renvoi des affaires aux bureaux tels qu'ils sont constitués, ensuite la nomination d'une Commission chargée de rédiger un projet de règlement.

M. LEURENT fait remarquer que depuis vingt-cinq ans qu'il a l'honneur de faire partie du Conseil général, il a vu l'assemblée fonctionner sans règlement, et il ne croit pas que les affaires en aient été plus mal faites. On a souvent dit qu'il n'y avait pas de pays mieux gouverné que l'Angleterre, or, l'Angleterre n'a pas de constitution, elle obéit à des traditions, et on ne voit pas s'élever de conflit entre les diverses autorités établies. De même le Conseil général du Nord a vécu jusqu'à présent sans règlement, et à aucune époque il n'y a eu de difficultés dans l'assemblée.

La Commission du règlement devra donc se borner, suivant l'honorable membre, à recueillir les traditions du Conseil.

M. LEGRAND (de Valenciennes) est d'avis qu'il est bon qu'une commission soit chargée de rédiger un règlement ; au moins lorsque des cas douteux se présenteront, on saura la règle à suivre, et on évitera ainsi les hésitations ou les solutions contradictoires. Il convient aussi de réserver à chaque membre du Conseil le droit de discussion et d'amendement, lorsque le projet préparé par la Commission sera soumis à l'assemblée. Les traditions dont a parlé le préopinant

s'étaient formées sous l'empire d'une législation bien différente de celle qui régit aujourd'hui les conseil généraux ; par conséquent, il pourrait y avoir lieu de les réformer, et il faut laisser à chacun le droit de les critiquer.

M. Le Président répond qu'il est évident que la Commission sera libre de suivre les traditions adoptées, ou de proposer des règles différentes, suivant qu'elle le jugera convenable.

M. Morisson appelle l'attention sur la composition des bureaux ; il pense qu'elle peut être modifiée chaque année, et qu'il est utile de le faire à raison du grave inconvénient qu'il y a de perpétuer les mêmes personnes dans le même bureau. Il demande que les membres de chaque arrondissement se réunissent pour apporter dans la composition des bureaux les changements qui seraient jugés opportuns.

M. Le Président dit que chaque arrondissement avisera et fera à cet égard ce qu'il jugera convenable.

Commission du réglement. — Mode de nomination.

M. Trystram insiste pour que la Commission du règlement soit nommée immédiatement.

M. le Président propose la nomination d'un membre par chaque bureau ; il y serait procédé dès leur première réunion, et on pourrait ainsi faire connaître la composition de la Commission au commencement de la prochaine séance.

— Cette proposition est adoptée.

Bureaux. — Formation

M. Legrand (de Lecelles), revenant sur la proposition de M. Morisson, relative à la composition des bureaux, se demande si les bureaux sont ou non formés. Il croit se rappeler qu'il avait été entendu précédemment que le roulement était annuel, en ce sens que, chaque année, les arrondissements auraient le droit, dont ils useraient ou n'useraient pas, de désigner tel ou tel de leurs membres pour faire partie de tel ou tel bureau L'opinant demande donc que chaque arrondissement soit interpellé sur la question de savoir s'il entend encore conférer à tel de ses membres la faculté de faire partie d'un bureau déterminé. S'il désire procéder à de nouvelles désignations, rien n'est plus simple et n'exige moins de temps.

M. le Président croit que c'est le droit incontestable de chaque arrondissement d'en agir ainsi.

M. Guillemin demande que les membres de l'arrondissement d'Avesnes se réunsssent pour aviser à de nouveaux choix.

M. le Président prie les arrondissements de se réunir immédiatement pour en délibérer et faire connaître leurs intentions quant à la composition des bureaux. A cet effet, il déclare la séance suspendue.

Nouvelle composition des bureaux.

A la reprise de la séance, M. le Président fait connaître que les dispositions suivantes ont été arrêtées par chaque arrondissement pour la formation des bureaux :

Arrondissement d'Avesnes : Pas de changement.
» de Cambrai, id.
» de Douai, id.
» de Dunkerque : M. Goudaert (5e bureau), fera désormais partie du 2e à la place de M. Lemaire, qui passe au 5e.
» d'Hazebrouck : pas de changement.
» de Lille, M. Van der Straeten (3e bureau) remplace au 2e M. Morisson, qui passe au 3e bureau.

Arrondissement de Valenciennes : M. de Marsilly (1er bureau) fera partie du 5e bureau
et M. Delerue du second ;
M. Carlier passera du 4e bureau au 3e ;
M. Renard (3e bureau) fera partie du 1er ;
M. Legrand (de Lecelles), 2e bureau, passera au 4e.

Par suite de ces modifications, la composition des bureaux est fixée comme l'indique le tableau qui fait suite au présent procès-verbal.

Rapport de la commission de vérification des pouvoirs

M. Mailliet, au nom de la Commission nommée pour la vérification des pouvoirs de M. Chombart, nouvellement élu dans le canton de La Bassée, présente un rapport ainsi conçu :

L'élection d'un membre du Conseil général dans le canton de La Bassée, en remplacement de M. Chombart, décédé, avait été fixée au 30 juin de cette année.

Un premier tour de scrutin n'ayant pas donné de résultat légal, un second tour a eu lieu à la date du 17 juillet.

A ce second tour, M. Chombart a obtenu 1,499 voix,
M. Schottmans. . . 1,456.

Une protestation jointe au dossier énonce deux faits. En premier lieu, deux personnes du nom de Peutoine, mortes l'une et l'autre, auraient été comptées comme ayant voté. En second lieu, dix à douze briqueteurs, absents en ce moment de la commune, auraient figuré dans le dépouillement du scrutin comme ayant également voté.

Sans rechercher au fond quelle peut être la valeur de la protestation et en admettant comme exacts et pertinents les faits énoncés, on arriverait à ce résultat qu'en déduisant à M. Chombart les 12 voix qui ont pu lui être comptées en excès, le nombre réel et indiscutable des voix appartenant à M. Chombart serait 1,487, et comptant à M. Schootmans, ces mêmes 12 voix, on arriverait à lui attribuer 1,468 voix ; mais, même dans cette hypothèse, il resterait encore à M. Chombart 19 voix de majorité qui ne pourraient plus lui être contestées.

M. Chombart réunissant d'ailleurs toutes les conditions légales d'âge et de nationalité, la Commission spéciale chargée du soin d'examiner cette élection, propose de la valider.

M. Testelin pense que la Commission aurait dû exprimer un blâme contre les faits qu'elle mentionne ; il est extraordinaire que dix électeurs absents aient pu être portés comme ayant voté.

Le Rapporteur répond que la Commission ne pouvait pas conclure comme le demande le préopinant sans ordonner une enquête sur les faits signalés dans la protestation, car elle ne les a pas le moins du monde vérifiés ; elle a seulement examiné quelle serait l'influence de ces faits sur le résultat de l'élection, en les supposant vrais, et elle a reconnu que, même dans cette hypothèse, la majorité resterait acquise au candidat élu.

Validation de l'élection.

— A la suite de ces observations, la validation est prononcée et M. Chombart est déclaré membre du Conseil général.

M. Plichon, premier vice-président, remplace M. Danel au fauteuil de la présidence.

Rapport de la Commission départementale.

M. Danel, au nom de la Commission départementale, donne lecture du rapport qui suit :

« La Commission départementale vient vous rendre compte de ses opérations depuis notre dernière session.

Nous vous parlerons d'abord des affaires que vous nous avez renvoyées.

Canal de Dunkerque à Furnes.

Une proposition ayant pour objet, soit le rachat du canal par l'État, soit la déchéance de la Compagnie concessionnaire, avait été déposée et nous a occupés.

Voici l'état de cette affaire : Des conférences internationales ont eu lieu dans le but d'arriver à une convention avec le Gouvernement Belge pour l'amélioration des canaux de Dunkerque et de Bergues à Furnes. Cette convention n'est point intervenue et le Gouvernement Belge s'est borné à exécuter quelques travaux peu importants entre la frontière et le sas d'Houten.

La proposition de rachat a été faite il y a plusieurs années à l'Administration supérieure ; elle n'a pas été jugée assez importante pour faire l'objet d'une loi spéciale et a été réservée jusqu'à ce que les ressources du Trésor permissent d'étendre la mesure à d'autres lignes dont le rachat était également demandé.

En ce moment, la seule chose à faire paraît être d'obliger la Compagnie concessionnaire à exécuter son cahier des charges.

Ecole des arts industriels et des mines.

La Commission, après avoir arrêté en principe que l'Ecole serait un externat et qu'elle devrait être établie par le concours du département et de la ville de Lille, a cru devoir faire un appel aux lumières d'hommes spéciaux, à l'effet d'arrêter le programme des études et de présenter un projet d'établissement. Cette Commission a été composée de MM. Hamoir, notre collègue, et de MM. Catel-Béghin, maire de Lille, Kuhlmann, Emile Delesalle, Henri Bernard et Scrive-Wallaert, qui ont bien voulu accepter cette mission.

M. le maire de Lille a chargé M. Masquelez, ingénieur, de visiter les principales écoles de cette nature dans le nord de la France, l'Alsace et la Belgique.

Après plusieurs conférences, la Commission a arrêté un programme et établi un projet d'établissement.

L'enseignement se diviserait en trois sections ; il durerait deux ans pour la filature ou tissage, la métallurgie, la chimie, l'agronomie et le commerce ; trois ans pour la division destinée à former des ingénieurs, constructeurs, mineurs et mécaniciens.

21 professeurs paraissent nécessaires.

La dépense totale de l'enseignement, y compris la direction administrative, s'élèverait à 55,000 fr.

La dépense première pour le terrain, les bâtiments et les divers mobiliers, exigerait 720,000 fr. Un terrain très-favorable appartenant à la ville de Lille pourrait recevoir les constructions.

La Commission estime qu'en très-peu d'annés, l'Ecole compterait 300 élèves, et en fixant la

rétribution à 300 francs, ce qui est la moitié du prix de Mulhouse, le département et la ville seraient exonérés de tout concours.

L'enrichissement des collections serait assuré par la création d'une société de patronage dont les membres payeraient une cotisation annuelle de 50 francs.

Un conseil de perfectionnement de 9 membres serait nommé par le Conseil général, le Conseil municipal et la Société de patronage dans des proportions à déterminer.

Enfin des cours publics et gratuits seraient organisés.

Nous ne croyons pas devoir entrer dans de plus longs développements. Le rapport qui vous sera remis vous éclairera complètement.

La Commission avait pensé que le département pourrait concourir pour 2/3 à la dépense et la ville pour 1/3. M. le maire de Lille croit que la proportion doit être 3/4 pour le département et 1/4 pour la ville.

L'état de nos finances sera le grand obstacle à cette création, mais il pourrait être levé si l'État remboursait au département une partie des dépenses de guerre qu'il a dû avancer.

Mobilier de la Préfecture.

Le Conseil a chargé la Commission d'arrêter, de concert avec M. le Préfet, la dépense du mobilier de la partie de l'hôtel destinée aux services publics, et a ouvert à ces fins un crédit de 70,000 fr. Il l'a également chargée de préparer un devis pour la partie de l'hôtel destinée à l'habitation.

Grâce à nos collègues, MM. Desrousseaux et Van der Straeten, qui ont bien voulu nous prêter rconcours et auxquels en revient tout l'honneur, la Commission a pu remplir cette double tâche.

Nous sommes heureux d'annoncer que les dépenses de l'ameublement de la partie des services publics sont inférieures au crédit voté.

Le devis de l'ameublement de l'habitation est préparé et vous sera soumis.

Il a été tenu grand compte des observations de l'ancienne Commission dont M. Maurice avait bien voulu communiquer le travail.

Usant du droit que vous lui avez délégué, la Commission a nommé inspecteurs-adjoints du travail des enfants dans les manufactures, pour Lille, M. Théodore Nadaud, garde principal du génie en retraite, et pour Valenciennes, M. Charles Pastour, capitaine retraité, tous deux chevaliers de la Légion-d'Honneur.

Elle avait eu soin de consulter MM. les Ingénieurs des Mines sur les qualités à exiger des aspirants et leurs motifs de préférence.

Elle a nommé architecte du département pour l'arrondissement de Cambrai, M. de Baralle, qui, dans ces derniers temps, en remplissait de fait les fonctions pour M. son père.

Elle a conféré une bourse au Lycée de Douai au jeune Gruson, fils d'un chef du service télégraphique à Avesnes, et à divers une bourse et une demi-bourse à l'École normale des instituteurs de Douai; quatre bourses à l'École de la maternité à Paris; une demi-bourse à l'École

vétérinaire d'Alfort ; quatre bourses à la Maison de refuge du Bon-Pasteur ; une demi-bourse de sourd-muet, et une demi-bourse de sourde-muette.

Trois demandes de demi-bourses de sourds-muets et cinq demandes de bourses avaient été produites. Pour les sourdes-muettes huit demandes avaient été faites. Plusieurs de ces demandes sont formées depuis plus d'un an, et l'on ne saurait prévoir à quelle époque elles pourront être admises.

La Commission a vivement regretté, en présence de situations dignes du plus grand intérêt, que le nombre des bourses départementales afférentes à ces institutions fût si restreint. Il n'est pas de malheur qui doive toucher davantage que celui de ces infortunés enfants sourds-muets ou aveugles qu'une éducation appropriée peut rendre en quelque sorte à la vie commune et à la société.

Aussi la commission émet le vœu que le nombre des bourses aux jeunes aveugles et aux sourds-muets soit augmenté.

Une bourse est vacante au Bon-Pasteur, ainsi que deux bourses à l'Ecole normale des Instituteurs. Il y a lieu de nommer un élève boursier à l'Ecole normale de l'enseignement spécial de Cluny ; mais ces vacances ne s'étant produites qu'à l'époque de nos dernières réunions, la Commission a cru devoir réserver au Conseil général les nominations à faire.

En vertu de l'article 86 de la loi du 10 août 1871, la Commission a classé comme vicinaux des chemins à Reumont, Coutiches, Marquillies, Steenvoorde, Holque, Raches, Roost-Warendin, Genech, Escaudain, Hornaing, Sepmeries, Solre-le-Château, Baives, Preux-au-Bois.

Elle a ordonné des élargissements de chemin à Floyon, Deheries, Elincourt, Flines-les-Raches, Inchy, Rubroucq.

Elle a autorisé le redressement d'un chemin vicinal à Bondues. Cette seule affaire avait présenté des oppositions dans l'enquête ; mais un compromis proposé par l'Agent-Voyer laissant subsister une partie de l'ancien chemin, le redressement demandé par le Conseil municipal a pu avoir lieu.

La demande de classement faite par la commune de Saint-Remy-Chaussée a été ajournée ; la largeur de 7 mètres, compris fossés, ne paraissant pas suffisante.

Un crédit de 20,000 fr. avait été mis, jusqu'en 1871, à la disposition du Préfet pour venir en aide aux communes nécessiteuses dans la dépense des chemins vicinaux. Des subventions de cette nature n'ayant pas été mandatées avant la loi du 10 août 1871, la Commission a autorisé le Préfet à faire verser dans les caisses municipales, 400 fr. à la commune de Boeseghem, accordés par décision du 20 juillet 1871, 2,900 fr. accordés à la commune d'Houdain par décision du même jour, enfin 3,300 fr. accordés à la commune de Moncheaux par décision du 3 août 1871.

Sur le crédit spécial porté au budget aux mêmes fins, la Commission a accordé 500 fr. à la commune de Bry et pareille somme à la commune du Maisnil, 600 fr. à la commune de Saint-Jans-Cappel et 3,000 fr. à la commune de Landrecies, sous condition de compléter la somme dont elle est redevable pour les annuités des prestations de 1870 et 1871.

Conformément à l'art. 86 de la loi du 10 août 1871, la Commission, après examen des pièces et sur la proposition du Préfet, a approuvé, pour 1873, les abonnements pour dégradations commises sur les chemins vicinaux de grande communication. Ces subventions s'élèvent, tant en argent qu'en prestations, pour l'arrondissement d'Avesnes à 8,649 fr., pour l'arrondissement de Cambrai à 9,850 fr., pour l'arrondissement de Douai à 14,485 fr., pour l'arrondissement de

Dunkerque à 473 fr., pour l'arrondissement de Lille à 5,799 fr. 25 cent., pour l'arrondissement de Valenciennes à 15,763 fr., en totalité à 54,979 fr. 25 c.

Sur le chemin de grande communication N° 25, le pont du décours est menacé d'une ruine imminente et le pont de la Rache ou pont Moucq a besoin d'être consolidé ; les fonds affectés à l'entretien du chemin sont à peine suffisants. La dépense de reconstruction du pont est de 5,600 fr. La Commission a accordé sur le crédit des dépenses imprévues 4,480 fr., le reste de la somme nécessaire, devant être fourni par les communes intéressées, et a autorisé l'exécution ne en régie du travail qui devra être fait du 15 août au 15 septembre.

La route départementale N° 3, de Lille à Ypres, se termine à la frontière, par un pont dit lé Pont rouge, sur la Lys moyenne. Ce pont nécessite des réparations évaluées à 2,800 fr.

L'entretien du pont est pour moitié à la charge de la Belgique, pour moitié à la charge du département.

M. le Ministre des Travaux publics, en Belgique, a mis en réserve une somme de 1,400 fr. pour la part de son pays dans la dépense.

Sur la proposition de M. le Préfet, la Commission a voté une pareille somme de 1,400 fr. à prendre sur le crédit de 20,000 fr. pour dépenses imprévues.

La partie mobile du pont sur le canal de Préaven, à sa rencontre avec la route départementale N° 9, doit être reconstruit.

Un projet de MM. les Ingénieurs, qui substituent le bois à la tôle, a été soumis à la Commission. La durée du pont en bois serait d'environ 20 années, celle du pont en tôle serait double. Malgré la cherté du prix de la tôle, la Commission a pensé qu'il fallait employer cette matière et a repoussé le projet, en invitant MM. les Ingénieurs à faire un autre devis qui pourra être soumis au Conseil général.

8,000 fr., ont été accordés par l'État, comme secours aux établissements de bienfaisance. La Commission a décidé que ce secours serait reparti entre les arrondissements dans la proportion de leur population ; elle a fractionné la part revenant à chacun en allocations de 2 ou 300 fr. et les a affectés aux bureaux de bienfaisance, en raison des besoins, des ressources et du nombre des indigents à secourir.

Dans l'arrondissement de Dunkerque, Looberghe et Cappel-Brouck ont reçu chacune 300 fr. — Dans l'arrondissement d'Hazebrouck, Neuf-Berquin, Blaringhem, Merris, ont reçu 200 fr — Dans l'arrondissement de Valenciennes, Petit-Fayt, Wasnes-au-Bac, Bruay, Avesnes-le-Sec, Préseau, ont eu 200 fr. — Dans l'arrondissement de Cambrai, Beaurain, Viesly, Baumont, Saint-Aubert, Saint Benin ont reçu 250 fr. — Dans l'arrondissement de Douai, Bruille, Wandignies et Bouvignies, ont eu 200 fr. — Dans l'arrondissement d'Avesnes, Vendegies-au-Bois, Poix, Hautmont, Saint-Remy-Chaussée, Obies, ont reçu 200 fr.

Enfin, dans l'arrondissement de Lille, la Commission a alloué deux cents francs aux bureaux de Bondues, Halluin, Linselles, Roncq, Mouveaux, Houplines, Bousbecque, Deûlémont, Frelinghien, Lomme, Hem et Fâches.

Après avoir pris connaissance de la situation financière et des ressources des communes qui sollicitaient des secours, la Commission a distribué le reliquat des amendes de police correctionnelle de la manière suivante :

Elle a accordé deux cents francs à Fâches, à Rumilly et à Looberghe ; trois cents francs à

Armsbouts-Cappel, cent francs à Marcq-en-Barœul, et cinq cent soixante-treize francs quatre-vingt-neuf centimes à Wicres.

Sur le crédit ouvert pour venir en aide aux Sociétés de secours mutuels, elle a donné cent francs à la Société de St.-Hubert, à Armentières, qui compte 1,229 participants dont 540 femmes.

Deux autres demandes n'ont pas paru susceptibles d'être accueillies.

Une somme de cinq cents francs pour achat d'une pompe à incendie a été accordée aux deux communes de la Longueville et Renescure.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a alloué pour la construction de l'église du hameau de Nieppe, commune de Renescure, un secours de 3,000 fr., payable en trois annuités, mais à la charge par le conseil de fabrique de justifier : 1° qu'il est propriétaire de l'immeuble ; 2° que par ce paiement il sera entièrement libéré des frais de construction de l'église et à l'abri de toute poursuite et privilège de la part des entrepreneurs. Ces justifications ayant été faites, la Commission a autorisé les paiements.

Sur le crédit ouvert au budget pour les maisons d'école, la Commission a accordé cent cinquante fr. aux communes de Ruesnes, Lesquin et Cappellebrouck ; Cauroir a obtenu quatorze cent trente-six francs ; Hem et Provin, chacune mille francs ; Le Quesnoy, deux mille francs ; Bollezele, treize cent francs ; Saultain, deux mille francs ; Genech, sept cent soixante-cinq francs ; Aulnoye, trois mille francs ; Wignehies, cinq mille six cents francs ; Cattenières, seize cent quatre-vingt-quinze francs vingt-cinq centimes ; Bavai, trois mille francs ; Jolimetz, deux mille francs ; Ferin, trois mille francs ; Seclin, mille francs ; St.-André, deux mille francs ; Thumeries, cent soixante-quinze francs ; Onnaing, quatre mille francs.

La Commission a approuvé le marché passé avec le sieur Bruillard, pour les convois civils, dans les mêmes conditions que les convois militaires soumissonnés par cet entrepreneur.

Elle a également approuvé un bail passé avec le sieur Ducoin, de bâtiments et dépendances, rue du Faisan, à Lille, près les Halles-Centrales, pour le logement des deux nouvelles brigades de gendarmerie ; un crédit de 5,000 francs avait été voté à cet effet par le Conseil général.

Les charges toujours croissantes du service des enfants assistés ont attiré l'attention de la Commission. Toutes les communes sont loin de participer à ce fonds de secours. Ne serait-il pas équitable que celles qui en profitent vinssent y apporter leur contingent. M. le Préfet, qui s'était aussi préoccupé de la gravité de la situation, nous a annoncé qu'il ferait dresser un état général des enfants assistés avec les indications nécessaires pour que le Conseil général pût se prononcer en connaissance de cause.

Le département est en procès à Londres avec la maison Armstrong à l'occasion de plusieurs batteries d'artillerie qui n'ont pas été livrées en temps utile et que la maison anglaise prétend néanmoins avoir droit de livrer. Nous avons dit dans le précédent rapport que la Commission avait autorisé le voyage à Londres de M. le Secrétaire-Général, accompagné d'un inspecteur du Trésor afin de tenter un arrangement, tous droits du département réservés. Vous savez en effet que les dépenses de guerre faites par les départements pendant l'année funeste de l'invasion ont été mises à la charge de l'État, ces dépenses n'étant en réalité que des avances faites dans l'intérêt de la défense commune. Mais l'Inspecteur du Trésor se refuse à accompagner le Secrétaire-Général et il semble dès lors que le Ministère des finances voudrait faire supporter par le

département la dépense des batteries non livrées et les suites du procès. Dans cet état de choses, la Commission craignant que la démarche isolée du Secrétaire-Général ne soit considérée comme un acquiescement à cette prétention a été d'avis que ce fonctionnaire n'allât à Londres pour essayer un arrangement avec la maison Armstrong qu'accompagné d'un agent du trésor ou sur la déclaration formelle que cette démarche laissait entiers les droits du département : sinon le procès suivrait son cours.

Trois membres du Conseil général doivent faire partie des Commissions chargées de dresser la liste des électeurs pour la nomination des membres des tribunaux de commerce, des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures. La Commission a désigné pour l'élection de la chambre de commerce de Tourcoing : MM. Vanderstraeten, Leurent et Roussel-Desfontaines, et pour l'élection de la chambre consultative d'Armentières : MM. Dansette, Desrousseaux et Lotthé.

La Commission n'a qu'à se louer du zèle et de l'empressement de tous les employés de la Préfecture à la seconder. Elle a rémunéré le travail de ceux qui lui ont donné plus spécialement leur concours et distribué une somme de 925 fr. sur le crédit qui lui avait été ouvert. La Préfecture a pris à sa charge toutes les autres dépenses.

En conformité de l'art. 66 de la loi du 10 août 1871, M. le Préfet a communiqué à la Commission le compte des recettes et dépenses départementales de l'année 1871.

Nous avons également reçu les états de situation des chemins de grande communication pour le même exercice.

Enfin M. le Préfet nous a remis un exemplaire du budget départemental de 1873.

La loi du 10 août veut que nous vous présentions nos observations sur le budget et c'est par là que nous terminons ce rapport.

Le budget de 1872 tel qu'il avait été présenté par le Préfet portait en dépense 5,359,409 fr. Le chiffre des dépenses dans le budget de 1873 s'élèvent à 6,861,903 fr. D'où vient cette augmentation considérable ?

Si quelques articles de dépense ont été diminués, il en est d'autres qui ont reçu de très-notables augmentations. Ainsi le crédit pour les enfants assistés est augmenté de 57,600 fr. et celui pour les aliénés de 40,000 fr.

La Commission approuve hautement ces prévisions. L'expérience a démontré l'insuffisance des allocations précédentes et il faut que le budget s'approche le plus possible de la réalité des faits. On ne doit pas pallier un déficit en diminuant arbitrairement la dépense et créer ainsi une situation factice.

Mais la grande cause de l'augmentation des dépenses, c'est l'hôtel de la nouvelle Préfecture.

242,000 fr. pour retenue du dixième sont dus à l'entrepreneur pour travaux effectués avant 1870, et le paiement en est depuis longtemps exigible.

Il faut payer l'achèvement de l'édifice, la réparation des dommages causés par l'occupation militaire, les travaux exécutés en 1872 pour l'aménagement de la portion destinée aux services publics, meubler enfin les parties destinées à l'habitation.

Ces dépenses sont urgentes ; car il ne convient pas que le premier administrateur reste éloigné de ses bureaux, et chaque année de retard coûte au département l'intérêt de 400,000 fr., prix présumé de l'ancienne préfecture, soit 20,000 fr.

La dépense sera, en réalité, atténuée lors de cette vente : 280,000 fr. du prix présumé restant sans affectation.

Pour équilibrer le budget, il paraissait nécessaire d'imposer 17 centimes 75 centièmes, sauf approbation de la législature pour les 5 centimes 75 centièmes dépassant la limite de nos droits.

La Commission s'était demandée s'il ne valait pas mieux recourir à l'emprunt en répartissant la charge en plusieurs exercices ou s'il était préférable d'imposer à nos concitoyens une charge momentanée et transitoire qui n'excédait guère ce que le département a supporté en 1871, où il a payé 17 centimes 68 centièmes, ce qui leur éviterait les intérêts et les frais considérables d'emprunt.

M. le Préfet nous a communiqué, ce jour, une circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur qui rend oiseuse la discussion de cette question.

M. le Ministre annonce comme allant être payée la première annuité du remboursement des dépenses de guerre et même comme payée en partie, quoique notre département n'ait encore rien reçu.

Il faudra porter ces remboursements au crédit des ressources extraordinaires, et en prélevant sur ce chapitre 663,925 fr. 25 cent. applicables à l'achèvement de la Préfecture, nous restons dans la limite des 12 centimes tels qu'ils ont été établis pour 1872.

En résumé, le budget nous avait semblé régulièrement et sincèrement établi, sauf à subir les modifications que les décisions du Conseil général pourraient y apporter.

Nous vous présentons, comme le prescrit la loi du 10 août, le relevé de tous les emprunts communaux et de toutes les contributions extraordinaires communales qui ont été votés depuis la dernière session d'août, avec indication du chiffre total des centimes extraordinaires et des dettes dont chaque commune est grevée, et nous demandons acte au conseil du dépôt du présent rapport. »

M. LE PRÉSIDENT donne acte, au nom du Conseil général, du dépôt du rapport de la Commission départementale.

— Le Conseil décide que ce rapport sera imprimé et distribué et qu'il figurera *in extenso* dans les procès-verbaux des délibérations.

M. P. DANEL reprend la présidence.

M. LE PRÉSIDENT invite les membres du Conseil à se réunir dans leurs bureaux pour s'occuper immédiatement de la répartition et de l'examen des affaires. Il rappelle que chaque bureau aura à désigner d'ici à demain un membre de la commission du règlement.

— La prochaine réunion publique est fixée à demain à 3 heures.

La séance est levée à 4 heures et demie.

COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DES BUREAUX.

1er Bureau. — Contributions, Finances, Compte et budget départemental, Cadastre, Archives, Casernes, Tribunaux, Circonscriptions territoriales.	2e Bureau. — Dépenses obligatoires, Loyer et Travaux de la Préfecture et des Sous-Préfectures, Palais-de-Justice, Prisons.	3e Bureau. — Instruction publique, Cultes, Beaux-Arts, Secours publics, Aliénés.	4e Bureau. — Agriculture, Industrie, Commerce, Salubrité, Ports, Canaux, Service hydraulique, Objets généraux.	5e Bureau. — Routes et chemins, leurs budgets et dépenses, Chemins de fer.
Goussard, Président	Danel, Président.	Desrousseaux, Pr.	É. Hamoir, Présid.	Plichon, Président.
Marie-Soufflet, Sec	Van der Straeten, Secr.	Clavon, Secrétaire.	Leurent, Secrétaire.	Maurice, Vice-Prés.
Guillemin.	Baron de l'Épine.	Emond.	Boulangé.	Mailliet, Secrétaire.
Stiévenart-Béthune.	Levent.	Telliez.	De Carnières.	Rouez.
Lotthé.	Crépin.	Macarez.	Seydoux.	Leleu.
Descat.	Goudaert.	Billet.	Fiévet.	Dutemple.
Chombart.	Beck.	Joos.	Trystram.	Des Rotours.
Comte d'Hespel.	Joets de Métershof	Massiet du Biest.	Bergerot.	Lemaire.
Deregnaucourt.	Dansette.	Testelin.	Duquenne.	De Coussemaker.
Bottin.	Gén. Faidherbe.	Morisson.	Desmoutiers.	Desmyttère.
Renard.	Delerue.	Carlier.	Deleporte-Bayart	Brame.
			Dutilleul.	Roussel-Defontaine.
			Legrand (de Lecelles)	Henri Bernard.
				Legrand (de Valenc).
				De Marsilly.

Le Président,
Signé : P. DANEL.

Le Secrétaire,
Signé : MAILLIET

Séance du 20 août.

La séance est ouverte à trois heures un quart.

Président : M. Danel.

Secrétaire : M. Mailliet.

Sont présents : MM. Guillemin, Levent, Émond, Marie-Soufflet, Boulangé, baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Clavon, Stiévenart-Béthune, Telliez, Dutemple, Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Maurice, Fiévet, Bottin, des Rotours, Joos, de Cousse-maker, Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Metershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Dansette, J. Brame, comte d'Hespel, Chombart, C. Descat, général Faidherbe, J. Dutilleul, Morisson, Testelin, Desmoutiers, L. Desrousseaux, Deregnaucourt, Van der Straeten-Descat, Roussel-Defontaine, J. Leurent, Emile Carlier, Renard, Émile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Édouard Hamoir, de Marsilly, L. Legrand (de Valenciennes).

Absents : MM. H. Bernard, Deleporte-Bayart, Leleu.

M. le Préfet assiste à la séance.

M. Mailliet, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la séance précédente. Ce procès-verbal est adopté.

Excuses.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître que MM. Deleporte-Bayart, Henri Bernard et Leleu, se sont excusés de ne pouvoir assister aux premières séances du Conseil, soit à raison de devoirs de famille, soit pour cause d'indisposition.

— Ces excuses sont agréées.

Réclamation des membres de la presse.

M. LE PRÉSIDENT informe le Conseil qu'hier, à l'issue de la séance, il a reçu une lettre de MM. les membres de la presse qui se plaignent de ne pouvoir, de la tribune qu'ils occupent, entendre suffisamment les orateurs et de ne pas les voir.

M. le Président est trés-disposé à donner satisfaction aux signataires de la lettre, mais cependant il doit faire remarquer que des expériences ont eu lieu après la séance pour s'assurer du fait signalé, et qu'on a très-bien entendu de la tribune des journalistes une lecture faite dans la salle. Seulement il arrive parfois que, pendant la séance, des conversations s'établissent soit dans la salle, soit au dehors, et c'est probablement ce qui gêne l'audition.

Quant à l'inconvénient de ne pas voir les orateurs, il est beaucoup moins grand, et les membres du Conseil général qui occupent les bancs du fond ne voient pas non plus de face leurs collègues des premiers bancs lorsqu'ils prennent la parole.

M. LE PRÉSIDENT pense qu'avant de rechercher un remède aux inconvénients signalés, il faut pousser l'expérience un peu plus loin.

M. LEGRAND (de Valenciennes) dit qu'il a lu ce matin dans un journal de Lille une réclamation conçue dans le même sens que la lettre dont il vient d'être donné connaissance au Conseil; pour apprécier le fait, il est allé visiter les différents tribunes, et il a dû reconnaître que la tribune de de la presse était disposée de telle façon qu'il est absolument impossible de suivre les délibérations du Conseil général d'une façon suffisante pour les traduire et les rédiger immédiatement. L'honorable membre rappelle que dans l'ancien hôtel de Préfecture, on avait admis hospitalièrement la presse dans la salle même des séances et dans le voisinage du bureau; il croit qu'on pourrait reprendre cet ancien usage et puisqu'il existe un espace libre au pied du bureau, rien n'empêcherait d'y installer le six représentants des journaux de Lille et des journaux peu nombreux qui viendraient s'y adjoindre. Ils pourraient ainsi assister réellement aux discussions de l'assemblée, suivre ses délibérations dans les moindres détails, en rendre compte et contrôler ses travaux.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que la présence d'étrangers dans l'hémicycle serait un obstacle aux libres communications des membres du Conseil entre eux. On cherchera s'il n'y aurait pas un autre emplacement à affecter à MM. les journalistes ou quelque modification à apporter dans leur tribune, mais on ne peut donner une solution immédiate.

Communications.

M. le Président énumère successivement les différentes communications qui lui sont parvenues et dont il doit faire part au Conseil. Ce sont :

1° Une brochure de la Société de l'enseignement simultané des sourds-muets et des entendants-parlants.

— Renvoi au 3e bureau.

2° Manuel classique d'éducation à l'usage des familles agricoles, par Nicolas Girard; demande de souscription.

— Renvoi au 3e bureau.

3° Société des agriculteurs de France : Commission du Code rural, rapport sur les chemins ruraux.

— Renvoi au 4e bureau.

4° Mémoire sur l'Administration des ponts-et-chaussées, par M. Théodore Lévy, ingénieur.

— Renvoi au 5e bureau et ensuite dépôt à la bibliothèque du Conseil.

5° Lettre sur le système pénitentiaire par M. Demetz, brochure sur la colonie de Mettray.

— Renvoi au 2e bureau.

6° Société foncière du port de Gravelines. Exposé adressé à M. le Président et à MM. les Membres du Conseil général du Nord, par M. Van de Rest.

— Renvoi au 4e bureau.

7° Des Sociétés de secours mutuels, documents pouvant servir à leur amélioration et à leur propagation, par M. Ducrocq.

— Renvoi au 4e bureau et dépôt à la bibliothèque.

8° Lettre relative aux effets de la loi du 28 juin 1873, sur l'impôt des créances hypothécaires, par M. Depasse, député, Président du Conseil général des Côtes-du-Nord.

— Renvoi au 1er bureau.

9° Lettre du docteur Poggioli, sur le développement physique et intellectuel des jeunes sujets par l'application de l'électricité.

— Renvoi au 4e bureau.

10° Envoi de 61 exemplaires des mémoires de la Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille.

— Distribution aux membres du Conseil.

11° Lettre annonçant l'envoi de quatre aquarelles, copies de chefs-d'œuvre des maîtres, demande de souscription.

— Renvoi au 3e bureau.

12° Société de protection des Alsaciens et Lorrains demeurés français, demande de coopération.

— Renvoi au 3e bureau.

13° Comité de patronage des orphelins d'Alsace et de Lorraine, demande de souscription.

— Renvoi au 3e bureau.

14° Envoi de 60 exemplaires imprimés d'une délibération du Conseil municipal de Louvroil répondant à une pétition tendant à distraire de cette commune son hameau de Sous-le-Bois pour l'annexer à Maubeuge.

— Distribution aux membres du Conseil.

15° Distribution d'eau de Dunkerque, construction d'un réservoir en maçonnerie et d'un

filtre, brochure avec planches par M. Frédéric Pauwels. — Demande d'encouragement pécuniaire.

— Renvoi au 1er bureau.

16° Invitation à MM. les conseillers généraux par le Conseil d'administration du Cercle du Nord, de fréquenter les salons du Cercle.

M. le Président demande à être autorisé à répondre par une lettre de remerciements à ce témoignage de courtoisie de M. le Président du Cercle du Nord.

— Adopté.

M. le Président annonce enfin qu'il a reçu deux demandes relatives à des bourses d'élèves artistes et en prononce le renvoi au 3e bureau.

Caisses d'épargne — Vœux et propositions.

M. Édouard Hamoir donne lecture d'une proposition ainsi conçue :

« Messieurs, persuadé que l'épargne doit avoir une influence favorable sur l'amélioration morale et matérielle des populations ouvrières, j'ai pensé que le meilleur moyen de faire pénétrer l'esprit d'économie dans leurs habitudes était d'enseigner l'épargne aux enfants et de la leur faire pratiquer. A cet effet, j'ai prié, l'année dernière, à la rentrée des classes, les instituteurs et institutrices de ma commune, d'engager tous leurs élèves à leur apporter chaque semaine les quelques centimes qu'ils reçoivent presque tous de leurs parents, le dimanche, et qui, pour la plupart du temps sont employés à acheter de mauvais fruits ou d'indigestes patisseries.

» Un compte spécial est ouvert à chaque enfant et lorsque la somme atteint un franc, elle est versée à la caisse d'épargne au nom du déposant, et depuis le mois de novembre dernier, 87 livrets ont été pris dans ces conditions et les versemeuts s'élèvent à fr. 1,838. Les écoles sont fréquentées par environ 280 enfants.

» Vous penserez peut-être comme moi, Messieurs, que ces idées pourraient être propagées et encouragées et je viens solliciter votre appui bienveillant dans cette entreprise, en vous priant d'engager M. le Préfet de vouloir bien recommander aux Maires de son département ce système d'épargne dans les écoles de leurs communes. Ce système du reste n'est pas nouveau et a déjà produits d'excellents résultats dans un pays voisin.

» Me permettez vous aussi, Messieurs, de signaler à votre attention les plaintes formulées un peu partout sur les difficultés que le public éprouve pour aborder les caisses d'épargne qui ne sont en général ouvertes que deux fois par semaine dans nos chefs-lieux d'arrondissement. C'est un fait fâcheux qui décourage les déposants et éloigne bien du monde de ces établissements. Les formalités imposées par la loi pour les versements comme pour les remboursements sont compliquées et nécessitent la présence continuelle de deux administrateurs. Il y a là quelque chose à faire et à demander. L'Angleterre et la Belgique se trouvent très-bien de l'ouverture des Caisses d'épargne dans les bureaux de poste et ont donné par là de grandes facilités au public et une grande extension à ces établissements ; car, si je ne me trompe, l'Angleterre a dans ce moment 1,300 millions de dépôts dans ses caisses d'épargne, tandis qu'en France nous n'en avons que pour 700 millions. Il nous semble que nous ferions bien de suivre ces deux pays dans la même voie.

« Je vous proposerai donc, d'émettre les vœux suivants :

1° Système d'épargne à recommander dans les écoles;

2° Ouverture plus fréquente des Caisses d'épargne ;

3° Suppression d'une partie des formalités pour les versements;

4° Ouverture de Caisses d'épargne dans les bureaux de postes. »

— Renvoi au 4e bureau.

Taxes de navigation.

Les vœux suivants sont successivement déposés :

« Les soussignés ont l'honneur de proposer au Conseil général le vœu suivant :

» Considérant que les taxes de navigation qui varient suivant les cours d'eau, sont arbitraires, constituent une gêne pour la navigation, qu'il est injustifiable que les droits de navigation sur l'Escaut et l'Aa, rivières naturelles, soient maintenus à 5 millimes, alors que les droits de navigation sur la Seine, dont la navigation impose au Tresor des sacrifices annuels considérables, sont fixées à 2 millimes;

» Le Conseil émet le vœu qu'en attendant que la situation du Trésor permette la suppression des droits de navigation, ces droits soient fixés uniformément à 2 millimes par kilomètre et par tonne pour la 1re classe et à 1 millime pour la 2e classe. »

Signé : Des Rotours, Van der Straeten, L. Legrand (de Valenciennnes), C. de Marsilly, Roussel-Defontaine, A. Duquenne.

— Renvoi au 4e bureau

Instruction primaire obligatoire.

« Les soussignés proposent au Conseil général d'émettre de nouveau le vœu que l'instruction primaire soit rendue légalement obligatoire. »

Signé : L. Legrand (de Valenciennes), Levent, Dutemple, Ch. Seydoux, Boulangé, Guillemin, Clavon, Massiet du Biest, Joets de Metershof, de Marsilly, Macarez, L. Legrand (de Lecelles), Renard, Edouard Hamoir.

— Renvoi au 3e bureau.

Correspondance administrative échange direct.

« Les soussignés considérant que la correspondance administrative ne peut s'échanger entre les membres des Conseils généraux et M. le Préfet du département ou M. le Sous-Préfet de l'arrondissement, que par l'intermédiaire des maires; que cet intermédiaire est souvent la cause de retards regrettables; qu'un grand nombre de Conseillers généraux ne sont pas maires des communes qu'ils habitent;

» Ont l'honneur de prier le Conseil général d'émettre le vœu que la correspondance administrative entre les fonctionnaires dénommés plus haut et les Conseillers généraux, puisse s'échanger directement. »

Signé : Dutemple, Ch. Seydoux, A. Duquenne, Macarez, Joets de Metershof, Massiet du Biest.

— Renvoi au 4e bureau.

M. Des Rotours présente un projet de résolution ainsi conçu :

Compagnie du Nord-Est. — Projet de résolution.

« Le Conseil général déclare s'opposer par toutes les voies de droit, au traité en date du 26 mars 1870, par lequel la Compagnie du Nord-Est a cédé à la Compagnie du Nord l'exploitation de son réseau.

« Il invite M. le Ministre à notifier à la Compagnie du Nord-Est cette décision, et à lui faire connaître que dans le cas où elle ne croirait pas devoir exploiter par elle-même, la Compagnie concessionnaire ne saurait être agréée par le département qu'à la double condition :

1° D'exonérer le département et l'État de toute garantie d'intérêt ;

2° D'assurer une exploitation indépendante de celle de la Compagnie du Nord. »

Signé : Des Rotours, Roussel-Defontaine et Van der Straeten.

— Renvoi au 5e bureau.

M. Goussard fait remarquer que les propositions ou les vœux déposés devraient, ce semble, se borner à appeler l'attention sur des matières non soumises à l'examen du Conseil. Or, le vœu dont il vient d'être donné lecture se référant à un objet traité dans le rapport de M. le Préfet, il est certain qu'il donnera lieu à une discussion au sein du Conseil général, et que les signataires du vœu pourront exposer et soutenir leur manière de voir.

Du reste, l'honorable membre ne méconnaît pas l'importance de la question et n'entend faire qu'une observation d'ordre, qu'il recommande à l'attention de la Commission du règlement : est-il convenable que des vœux soient proposés sur des objets dont le Conseil est déjà saisi par une autre voie ?

M. Des Rotours répond que l'observation du préopinant serait parfaitement fondée si la proposition dont il a donné lecture aboutissait à la même conclusion que le rapport du préfet ; mais comme il n'en est pas ainsi, les signataires du vœu ont pensé qu'il n'était pas inutile d'appeler spécialement l'attention du Conseil, afin que la question pût être étudiée d'avance.

M. le Président dit que le 5e bureau sera saisi de la proposition.

M. Testelin desirerait que le 5e bureau s'arrangeât de façon à ne pas présenter son rapport le dernier jour de la session. La question dont il vient d'être parlé est très-grave et tout-à-fait spéciale. Peut-être devrait-on en confier l'examen à un rapporteur autre que celui qui sera chargé du rapport général sur les chemins de fer.

M. Mailliet dit que l'inconvénient signalé par le préopinant a frappé l'attention du 5e bureau et que, pour arriver à un résultat plus rapide, il a été décidé qu'il y aurait, au sein du bureau, une sous-commission des chemins de fer, et qu'il serait nommé désormais autant de rapporteurs qu'il y aurait de questions traitées dans le rapport de M. le Préfet. De cette façon on arrivera à avoir des rapports très-courts, dont l'audition sera beaucoup moins fatigante, et dont l'ajournement pourra être demandé sans scrupule et sans inconvénient, parce qu'ils seront présentés en plein cours de la session, et qu'on ne craindra plus d'en retarder la clôture.

Commission du réglement.

M. le Président fait connaître que la composition de la Commission chargée de la rédaction d'un règlement a été arrêtée par les bureaux de la façon suivante :

1er	bureau :	M. Renard ;
2e	»	M. Danel ;
3e	»	M. Testelin ;
4e	»	M. de Carnières ;
5e	»	M. Maurice.

Il prie les membres de la Commission de vouloir bien se réunir à l'issue de la séance.

M. le Président donne lecture de la liste des rapports terminés dans chaque bureau.

Demandes d'ajournement des rapports, — Observation.

M. Trystram rappelle qu'il avait été admis, l'année dernière, que l'ajournement devait être demandé aussitôt qu'on avait lu le titre du rapport; il lui semblerait préférable qu'on pût demander l'ajournement de la discussion, même après la lecture du rapport, car ce n'est que quand on connaît exactement les résolutions proposées qu'on peut savoir s'il y a lieu de les contredire.

M. le Président ne voit pas d'inconvénient à ce qu'il soit donné satisfaction au désir de M. Trystram.

— Le Conseil adopte la proposition.

M. le Président donne ensuite la parole aux rapporteurs des différents bureaux.

M. Bottin, au nom du 1er bureau, présente les trois rapports qui suivent :

Archives départementales — Entretien.

Un crédit de 650 fr. est affecté chaque année à l'entretien du bâtiment et du mobilier des Archives départementales.

Le 1er bureau, d'accord avec M. le Préfet, qui juge que pareille somme est nécessaire pour le prochain exercice, propose d'en allouer le montant au sous-chapitre premier du budget de 1873.

— Le crédit est voté.

Listes de recrutement. — Reliure.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande que le Conseil général vote un crédit de 100 fr. pour la reliure des listes de recrutement des vingt dernières années, déposées aux archives de la Sous-Préfecture de Dunkerque.

M. le Préfet, en s'en rapportant au Conseil général sur la suite à donner à cette demande, fait remarquer, — que, si elle est admise, elle sera sans doute reproduite par les autres arrondissements, -- que les listes déposées à la Préfecture sont reliées successivement, -- et que la dépense en est prélevée sur la partie du fonds d'abonnement affectée aux frais d'administration.

Le 1er bureau, se décidant par les mêmes considérations et pensant, d'ailleurs, que cette minime dépense pourrait sans inconvénient être supportée par le fonds d'abonnement de la Sous-Préfecture, émet l'avis qu'il n'y a pas lieu d'allouer le crédit dont il s'agit.

-- Adopté.

Archives départementales. — Portefeuilles.

Dans sa séance du 5 avril dernier, le Conseil général a admis le principe d'une dépense de 2,680 fr. pour l'achat de deux mille portefeuilles destinés à renfermer de nombreux documents provenant d'un *cumulus* d'environ deux mille liasses, dont M. l'Archiviste a entrepris le dépouillement. Le Conseil a décidé en même temps que le crédit nécessaire serait alloué au budget du prochain exercice.

M. le Préfet fait connaître, qu'en conséquence de cette décision, il inscrit la dite somme de 2,680 fr. au budget départemental de 1873.

Le 1er bureau propose de donner acte à M. le Préfet de cette déclaration.

— Acte est donné.

M. Renard, au nom du 1er bureau, donne lecture du rapport ci-après :

Banque de France. — Succursale à Cambrai

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai a émis le vœu, dans sa dernière session, qu'une succursale de la Banque de France soit établie en cette ville, faisant remarquer que bien des localités qui n'ont pas l'importance de Cambrai en possèdent.

Il est de toute évidence que Cambrai acquiert chaque jour plus d'importance et par sa population et par les établissements industriels qui l'environnent.

Une vaste usine vient encore d'être créée et qui peut livrer au commerce au moins 750 sacs de sucre par jour.

Indépendamment des sucreries et distilleries, l'arrondissement de Cambrai possède de nombreux établissements industriels tels que meûneries, ateliers de construction et fonderies, verreries, filatures, brasseries, fabriques d'huile, etc.

Les mêmes arguments qu'a fait valoir l'année dernière un des membres du Conseil, relativement à une semblable demande par la ville de Douai, peuvent justement s'appliquer à la ville de Cambrai.

Il n'est pas nécesaire de faire ressortir la richesse agricole de cet arrondissement et les vastes transactions commerciales qui en sont la conséquence.

L'importance de cet arrondissement, et l'éloignement de la ville de Cambrai des autres villes qui possèdent des succursales, viennent encore militer en faveur de la demande.

Le 1er bureau propose donc d'émettre un vœu relatif à la création d'une succursale de la Banque de France à Cambrai, en priant M. le Préfet de le recommander vivement à M. le Ministre des Finances.

M. le Président met aux voix les conclusions du rapport qui sont adoptées.

Le même Rapporteur présente un second rapport ainsi conçu :

Sucres. — Impôt à la consommation.

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général des réponses faites par la Sociétés d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes aux questions posées par le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie au sujet de l'impôt à la consommation du sucre.

Le 1er bureau, après avoir pris connaissance de cet intéressant travail, propose de donner acte à M. le Préfet de sa communication.

— Acte est donné.

M. Lotthé, au nom du même bureau, donne lecture des deux rapports ci-après :

Mesures de défense nationale. — Dépenses arriérées.

M. le Préfet soumet au Conseil général, avec un rapport de M. l'Architecte du département, des états de dépenses faites, en 1870, dans l'intérêt de la défense nationale et qui restent à payer.

Ces dépenses ont eu pour objet :

D'une part, l'appropriation des locaux du nouvel hôtel de Préfecture, pour le logement des troupes qui y ont été casernées ; elles se sont élevées à 16,938 fr. 10 c., sur quoi il a été

payé 6,300 fr. ; il reste dû.. . . . . 10,638fr.10

D'autre part, des travaux d'arrangement de bureaux, de remises provisoires, etc., dans l'ancienne Préfecture ; la dépense a été de . . . 6,261 80

Total. 16,899 90

Le 1er bureau, reconnaissant, avec M. le Préfet, que ces appropriations et ces travaux ont été nécessités par des besoins urgents et impérieux, propose au Conseil général l'inscription de ces dépenses au budget rectificatif de 1872.

— Le crédit est voté.

Taxations pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers.

Conformément aux instructions ministérielles, un crédit de 20,000 fr. a été inscrit au budget de 1872, pour le paiement, à titre d'avance, des taxes de curage d'office des cours d'eau non navigables et des taxations dues aux Ingénieurs et Agents des Ponts-et-Chaussées et des Mines à raison de l'instruction des affaires relatives aux exploitations d'usines ou autres analogues, sauf recouvrement au profit du département à la charge des intéressés.

Ce crédit paraît devoir suffire pour le service de l'année. En conséquence, le 1er bureau adoptant la proposition de M. le Préfet, prie le Conseil général d'allouer au budget de 1873, sous-chapitre XIII, un pareil crédit de 20,000 fr. qui se balancera par un article de recette de même somme inscrit parmi les produits éventuels départementaux de la même section.

— Le crédit est voté.

M. Van der Straeten, au nom du 2e bureau, présente les rapports qui suivent :

Bureau d'assistance judiciaire.

En 1870 et années antérieures un crédit de 210 fr. a été voté au budget départemental pour frais du Bureau d'assistance judiciaire ; mais le Conseil général a élevé, pour 1872, le crédit à 280 fr.

Le 2e bureau propose l'inscription du même crédit au budget de 1873.

— Le crédit est voté.

Tribunal d'Hazebrouck. — Registre de l'état-civil. — Cartonnage.

Le Conseil général a voté au budget de l'exercice 1872 une allocation de 200 francs pour frais de cartonnage des registres de l'Etat-Civil déposés au Greffe du Tribunal d'Hazebrouck.

En raison du caractère d'utilité de la dépense, le 2e bureau propose l'inscription au budget de 1873 d'un crédit conforme à celui ci-dessus relaté.

— Le crédit est voté.

Menues dépenses et frais de parquet des tribunaux.

M. le Préfet propose au Conseil général l'allocation au budget départemental de 1873 des crédits suivants, pour menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises et des Tribunaux de 1re instance et de commerce, savoir :

Cour d'assises . . . . . 2,200 fr.

Tribunal de première instance de Lille. . . . . 4,700 »

A reporter. . . . . 6,900 »

Report	fr. 6,900	»
Tribunal de première instance de Douai	1,600	»
Id. de Valenciennes . . .	1,500	»
Id. de Cambrai	1,400	»
Id. de Dunkerque	1,600	»
Id. d'Avesnes	1,800	»
Id. d'Hazebrouck	1,350	»
Tribunal de Commerce de Lille	2,000	»
Id. de Cambrai	700	»
Id. de Dunkerque	600	»
Id. de Valenciennes	700	»
Soit donc à inscrire au sous-chapitre 1er, une dépense de . . .	20,150	»

M. le Préfet propose également l'inscription au même budget d'un crédit de 6,290 francs pour menues dépenses des Justices-de-Paix et des Tribunaux de police, savoir :

1°	100 francs à chacun des Juges-de-Paix résidant à Lille, Dunkerque, Douai, Valenciennes, Cambrai, Avesnes, Hazebrouck, Roubaix, Tourcoing, Le Câteau, Clary, Solesmes et Bouchain	2,700	fr.
2°	70 francs aux 34 autres Juges-de-Paix	2,380	»
3°	Tribunal de simple police de Lille	200	»
4°	Id. de Douai, Roubaix et Tourcoing, à raison de 160 francs chacun	480	»
5°	Id. de Cambrai, Dunkerque et Valenciennes, à raison de 80 francs chacun	240	»
6°	Id. de Bailleul et du Quesnoy, 70 francs chacun . . .	140	»
7°	Id. d'Avesnes, d'Hazebrouck et de Saint-Amand, à à raison de 50 francs chacun	150	»
	Somme pareille	6,290	fr.

Ces crédits sont conformes à ceux votés au budget de 1872. Le 2e bureau en propose l'allocation au budget de 1873.

— Les crédits sont alloués.

Colonie agricole de Mettray.

Le 2e bureau propose de maintenir au budget de 1873 le crédit annuel de 500 fr. alloué à la Colonie agricole de Mettray. Sans entrer dans les considérations générales militant en faveur d'un établissement, qui, suivant l'honorable M. Corne, rapporteur de la loi de 1850 sur les jeunes détenus, « vient en aide à de pauvres enfants délaissés et entraînés dans de premiers écarts, les prépare à rentrer dans la vie, débarrassés des mauvaises impressions et des vices qui ont failli les perdre, et rend à la société d'honnêtes et paisibles ouvriers, » qu'il

suffise de dire qu'en 1872, la Colonie de Mettray a reçu 26 détenus du département et que les notes par eux obtenues sont généralement satisfaisantes.

Si l'on juge de l'avenir par le passé on peut fermement espérer que le plus grand nombre de ces colons rentrera dans la bonne voie.

Il résulte, en effet, d'un état de situation des anciens détenus de Mettray, que la très-grande majorité, profitant du séjour à la colonie, ne donne lieu à aucune observation fâcheuse. C'est un précieux résultat et le 2e bureau espère que le Conseil général lui continuera sa bienveillante coopération.

— Le crédit est voté.

Commission départementale. — Frais de bureau.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a voté, au budget départemental de 1872, un crédit de 1,000 fr., pour les frais de bureau de sa Commission permanente.

Le 2e bureau propose d'inscrire la même somme au budget de 1873.

— Le crédit est voté.

Au nom du même bureau, M. le général Faidherbe présente le rapport qui suit :

Dépôts et chambres de sûreté.

Après avoir pris connaissance du rapport, concernant les dépôts et chambres de sûreté, le 2e bureau propose au Conseil d'autoriser M. le Préfet à s'entendre avec les propriétaires des casernes de gendarmerie de Maubeuge, du Câteau, de Landrecies et de Condé pour que, à l'expiration des baux, en 1875, 1877, 1878 et 1881, ils fassent exécuter, moyennant augmentation de loyer, s'il y a lieu, les travaux nécessaires à l'établissement de chambres de sûreté dans lesdites casernes, le Ministre de l'Intérieur ayant fait savoir que l'État n'avait consenti à payer les gardiens des dépôts de sûreté, en dehors des casernes de gendarmerie, que provisoirement et pour donner le temps au département de se conformer à la loi qui dit que chaque caserne de gendarmerie doit avoir un local pour y déposer les prisonniers.

— Conclusions adoptées.

M. Beck, autre rapporteur du même bureau, présente les quatre rapports ci-après :

Loyer des tribunaux.

Un bail de dix-huit ans a été passé en 1858 entre le département et la ville d'Hazebrouck, pour la location, moyennant le prix annuel de 2,400 fr., d'une partie de l'Hôtel-de-Ville, où se trouve installé le Tribunal civil.

Le 2e bureau, attendu qu'il s'agit d'une dépense obligatoire, propose l'inscription de la somme de 2,400 fr. au budget de cet exercice.

— Le crédit est voté.

Tribunaux. — Entretien des bâtiments.

Il est pourvu chaque année à l'entretien des bâtiments des tribunaux, au moyen d'un crédit collectif de 2,500 fr.

Le 2e bureau, attendu qu'il s'agit d'une dépense annuellement la même et obligatoire, propose l'inscription de la somme de 2,500 au chapitre 1er du budget de 1873.

— Le crédit est voté.

Dépôt de sûreté de Cassel.

Le département a pourvu jusqu'ici, au moyen d'un crédit spécial de 80 fr. à l'entretien du dépôt de sûreté de Cassel.

Le 2e bureau, considérant que la somme de 80 fr. ne saurait être exagérée pour l'entretien du dépôt de sûreté de Cassel, partage l'avis de M. le Préfet et propose l'inscription de ladite somme au sous-chapitre 1er du budget de 1873.

— Le crédit est voté.

M. Joëts de Metershof présente, au nom du 2e bureau, les trois rapports suivants :

Sous-Préfecture de Cambrai. — Achat de mobilier

M. l'Architecte départemental pour l'arrondissement de Cambrai, signale dans un rapport l'insuffisance du mobilier de la salle à manger et du grand salon de la Sous-Préfecture de cette ville. La grande salle à manger n'a pour tout mobilier qu'un mauvais dessus de table en bois de sapin que l'on place sur des tréteaux ; l'inventaire porte des chaises pour cette table, mais elles servent en même temps à l'ameublement des petits appartements que l'on est obligé de dégarnir toutes les fois qu'il y a réception. Pour obvier à ces inconvénients, il propose l'acquisition d'une table et de 24 chaises. Il propose également, pour compléter l'ameublement, l'acquisition de 2 consoles, et demande pour l'acquisition de ces différents meubles, un somme de 1,130 francs.

Le Conseil d'arrondissement a émis un vœu favorable à ces propositions.

Le 2e bureau, reconnaissant avec M. le Préfet l'utilité de ces dépenses, vous propose l'inscription au budget de 1873, d'une pareille somme.

— Le crédit est alloué.

Tribunaux de Lille. — Mobilier.

Les tapis des tables de la salle de délibération du Tribunal de Commerce de Lille et du Tribunal correctionnel de cette même ville sont, d'après un rapport de M. l'Architecte du département, dans un état de vetusté telle qu'ils ne sont plus susceptibles de réparations, et il demande, à cet effet, une somme de 180 fr. pour le Tribunal correctionnel et une autre de 183 fr. pour le Tribunal de commerce.

Le 2e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose de vouloir bien inscrire ces dépenses au budget de 1873.

— Les crédits sont votés.

Sous-Préfectures — Entretien.

Des travaux sont à faire chaque année aux bâtiments des hôtels des Sous-Préfectures qui appartiennent au département.

Une somme de 1,800 francs était affectée à ces travaux sur les budgets précédents et était répartie d'une manière égale entre les Sous-Préfectures de Douai, Avesnes, Cambrai, Valenciennes. Les besoins étant à peu près les mêmes dans chacune d'elles, le 2e bureau pense qu'il y a lieu d'allouer un même chiffre de crédit pour 1873.

L'architecte départemental pour l'arrondissement d'Hazebrouck signale la nécessité de faire, dans les bâtiments de la Sous-Préfecture, certaines réparations dites locatives, et demande, à cet effet, l'inscription au budget de 1873, d'un crédit de 250 francs.

Mais les fonds d'entretien des bâtiments des Sous-Préfectures devraient suffire à ce genre de dépenses, et, en conséquence, sans méconnaître que les réparations locatives devraient être

à la charge du département, le bureau croit ne pas devoir accorder le crédit de 250 francs demandé par l'architecte.

Le 2e bureau propose le rejet de ce crédit.

— Conclusions adoptées.

M. Delerue, au nom du 2e bureau, présente le rapport suivant :

Grosses réparations.

M. le Préfet présente, dans son rapport au Conseil général, les projets relatifs aux travaux de grosses réparations à faire en 1873, aux bâtiments des maisons d'arrêt.

Les dépenses se répartissent ainsi qu'il suit :

Cambrai. — La maison d'arrêt de Cambrai devant être reconstruite, les propositions de travaux pour l'année 1873 ont été limitées aux réparations les plus urgentes soit 423 fr.20

ouai. — Dans sa session de 1871, le Conseil général a approuvé un projet de divers travaux dont le montant s'élève à 24,979 fr. 15. Cette dépense a été répartie en quatre exercices ; une somme de 6,200 fr. a été portée au budget de 1872. Le bureau pense qu'un crédit de pareille somme doit être inscrit au budget de 1873. . . . . 6.200 »

Lille. — Travaux aux murs de clôture. 898 12

Dunkerque. — Réparations diverses . . . . . 140 »

Avesnes. — Id. . . . . 1.100 »

Le 2e bureau propose d'allouer au budget de 1873, sous-chapitre Ier, ces cinq articles de dépense, montant ensemble à la somme de. 8.761 32

— Le crédit est voté.

M. Levent, au nom du 2e bureau, présente les deux rapports ci-après :

Sous-Préfecture d'Hazebrouck.

Renouvellement d'objets mobiliers

Lors de l'inventaire du mobilier de la Sous-Préfecture d'Hazebrouck, qui a été fait par un des membres de la Commission départementale, il a été constaté que le mauvais état d'un certain nombre d'objets exigeait leur mise à la réforme.

La dépense pour le renouvellement de ces objets, d'après un rapport et un devis estimatif de l'architecte du département, s'élèverait à la somme de 2,610 fr.

M. le Préfet propose au Conseil général l'inscription au budget départemental de 1873 d'un crédit de 2,610 fr., pour les motifs sus-énoncés, et que les objets réformés, dont la valeur actuelle, suivant état estimatif est de 260 fr., soient vendus au profit du département.

Le 2e bureau, partageant l'avis de M. le Préfet, propose au Conseil le vote du crédit demandé, à inscrire au budget départemental de 1873, et que les objets mobiliers réformés soient vendus au profit du département.

— Le crédit est voté.

Sous-Préfectures. — Mobilier. — Entretien ordinaire.

Un crédit de 3,360 fr. est alloué, depuis plusieurs années, pour l'entretien du mobilier des Sous-Préfectures. Ce crédit se répartit de la manière suivante :

Avesnes.	500 fr.
Cambrai.	590
Douai	590
Dunkerque	590
Hazebrouck . . .	500
Valenciennes. . . .	590

Conformément aux propositions de M. le Préfet, le 2e bureau propose au Conseil l'inscription d'un crédit de 3,360 fr. au budget de 1873, crédit qui sera réparti comme précédemment.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est alloué.

M. Goudaert (même bureau) présente deux rapports ainsi conçus :

Prisons départementales — Indemnité de logement aux aumôniers.

Le Conseil général a voté l'année dernière un crédit de 1,200 fr. pour être réparti par moitié à titre d'indemnité de logement, entre MM. les aumôniers des maisons d'arrêt de Lille et de Douai.

Le 2e bureau propose en conséquence d'ouvrir un semblable crédit de 1,200 fr. au budget de 1873.

— Le crédit est voté.

Loyers des Sous-Préfectures.

Les loyers des Sous-Préfectures de Dunkerque et d'Hazebrouck ont été fixés par des baux :

Pour Dunkerque, le bail en date du 14 janvier 1868, fixe le loyer à.	fr. 5,000	»
Et pour Hazebrouck, par bail en date du 5 mai 1858 le fixe à	» 2,200	»
Ensemble	fr. 7,200	»

Le 2e bureau propose de voter un crédit de pareille somme au budget de 1873.

— Le crédit est voté.

M. Legrand (de Lecelles), au nom du 4e bureau, donne lecture des six rapports ci-après :

Frais d'impression.

Les frais d'impression à la charge du département se sont élevés, en 1871, à la somme de 13,856 fr. 40 cent., savoir :

Procès-verbal des délibérations du Conseil général et rapport du Préfet. . . .	10,665 fr.	05
Listes électorales, listes du jury et cartes d'électeurs	3,191	35
Ensemble	13,856	40
Le paiement effectué sur cette dépense n'étant que de	13,291	30

il reste à pourvoir à un solde de 565 10

pour l'acquit duquel M. le Préfet propose l'inscription au budget rectificatif d'un crédit de pareille importance.

Pour 1872 les prévisions ont été établies de la manière suivante :

1° Procès-verbal des délibérations du Conseil général, rapports de la commission départementale et du Préfet	11,000 fr.	»
2° Budgets et comptes départementaux.	1,100	»
3° Délibérations des Conseils d'arrondissement et rapports des Sous-Préfets. .	700	»
4° Cartes d'électeurs	3,000	»
5° Formation des listes électorales et des listes du jury	3,000	»
» TOTAL	18,800	»

Ces prévisions paraissant répondre aux besoins actuels, le 4e bureau propose d'inscrire les mêmes allocations au budget de 1873.

— Ces divers crédits sont votés.

Frais d'impression. — Dépenses arriérées.

La formation des listes électorales et l'impression des cartes d'électeurs ont donné lieu, en 1870, à une dépense de 7,231 fr. 08 c., sur laquelle il n'a été payé qu'une somme de 2,800 fr., à cause de l'insuffisance du crédit porté au budget de cet exercice pour frais d'impression.

Le 4e bureau prie le Conseil général de voter au budget de 1873, un crédit de 4,431 fr. 08 pour solde de compte.

— Crédit alloué.

Greffe du Conseil de Préfecture. — Frais de bureau.

Un crédit de 1,200 fr. a été voté au budget départemental de 1871 pour l'acquit des menues dépenses et des frais de bureau du Greffe du Conseil de Préfecture, et il a été fait emploi de cette somme jusqu'à concurrence de 1,180 fr. 55 c.

Le 4e bureau prie le Conseil général devouloir bien maintenir la même allocation au budget de 1873.

— Crédit voté.

Conseils d'arrondissement — Impression des délibérations.

Dans sa séance du 15 novembre 1871, le Conseil général a décidé que les délibérations des Conseils d'arrondissement ainsi que les rapports de MM. les Sous-Préfets seraient imprimés, et il a voté à ce sujet un crédit de 700 fr. au budget départemental de 1872.

Le 4e bureau estime qu'il convient de maintenir l'égalité entre les divers arrondissements et de voter, comme l'an passé, un crédit de 700 fr. à inscrire au budget de 1873.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

Propriétés départementales. — Frais d'assurance.

Le 4e bureau propose au Conseil général l'inscription au budget départemental, de 1873 du crédit nécessaire au paiement des primes d'assurance détaillées dans le rapport de M. le Préfet et montant à 2,377fr. 78 c.. avec prière à la Commission départementale de vouloir bien examiner les divers contrats d'assurance et de vérifier si, en cas de sinistre, ces contrats rempliraient le but proposé.

— Ces conclusions sont approuvées et le crédit est voté.

Préfecture. — Corps-de-garde.

Un crédit de 500 fr. est alloué chaque année pour chauffage et éclairage du corps-de-garde de la Préfecture ; le 4e bureau propose le maintien de cette allocation au budget de 1873.

— Le crédit est voté.

Redevance pour prise d'eau.

Le 4e bureau propose au Conseil général l'inscription au budget de 1873 du crédit ordinaire de 2 fr., pour le paiement de la redevance à payer à la ville de Lille, à raison d'une prise d'eau dans un canal lui appartenant et passant sous le jardin de la Préfecture ancienne.

— Crédit alloué.

Concierges de la Préfecture. — Traitement.

Le même bureau propose au Conseil général l'allocation, au budget de 1873, du crédit ordinaire de 1,400 fr. pour le traitement des concierges de la Préfecture, savoir :

Concierge de l'hôtel actuel	1,200	fr.
Concierge des bureaux	200	»
	1,400	»

— Le crédit est alloué.

Concierges des Palais-de-Justice de Lille de Dunkerque et de Valenciennes. — Traitement.

Le 4e bureau propose au Conseil général l'inscription, au budget départemental de 1873, d'un crédit de 1,900 fr., pour le traitement des concierges des Palais-de-Justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes. Ce crédit conforme à celui voté au budget de 1872, se répartira comme suit :

Concierge du Palais-de-Justice de Lille.			800	fr.
Id.	Id.	de Dunkerque.	600	
Id.	Id.	de Valenciennes.	500	
			1,900	fr.

— Le crédit est voté.

Pyramides de Denain et de Cysoing. — Traitement des gardiens.

Le 4e bureau propose au Conseil général l'inscription au budget de 1873 du crédit ordinaire de 250 fr., pour le traitement des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing, avec cette réserve, déjà faite l'année dernière, qne c'est une rémunération accordée à d'anciens serviteurs de l'État et qu'elle s'éteindrait avec eux.

— Le crédit est voté.

— Sur la proposition de M. Desmoutiers, au nom du 4e bureau, le Conseil général :

Caëstre. — Foire aux chevaux et aux vaches.

1° Décide que les deux foires aux chevaux et aux vaches qui se tenaient autrefois, à Caestre, seront rétablies et qu'elles se tiendront, la première, le dernier mercredi d'avril et l'autre le 1er mercredi de septembre ;

Fresnes. — Marché aux bestiaux.

2° Décide l'établissement à Fresnes :

1. De marchés aux bestiaux qui se tiendront le lundi de chaque semaine à l'exception du 1er lundi d'août, du 3e lundi de septembre et des lundis qui auront pour date les 10, 19, 20 ou 30 et le 18 lorsque le 19 sera un jour férié ;

2. D'un franc-marché le 4e lundi de chaque mois.

Steenvoorde. — Foire aux chevaux.

3° Autorise la création à Steenvoorde de deux foires aux chevaux qui se tiendront la première le samedi précédant la Saint-Jean, et la seconde le samedi après le 15 novembre, ou le 15 novembre lorsqu'il tombera un samedi.

M. Bergerot, au nom du 4e bureau, présente le rapport qui suit :

Ecole de Maîtres mineurs a Douai.

La ville de Douai a sollicité en 1871 la fondation d'une Ecole des mines, et, dans sa session de la même année, le Conseil prenant en considération que l'exploitation de la houille occupe, en ce moment, dans le Nord et le Pas-de-Calais, 30,000 ouvriers, et qu'on peut prévoir que, dans un prochain avenir, elle en occupera 50,000 ;

Que la surveillance de ce nombreux personnel exige des directeurs, des ingénieurs, des contre-maîtres dont le nombre est aujourd'hui de 300, mais sera doublé dans dix ans ;

Enfin, reconnaissant que la ville de Douai est située sur la limite commune aux deux bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais, au centre même des exploitations houillères et que Douai offre, pour obtenir cette création, d'y consacrer l'hôtel du *Dauphin*, située au centre de la ville, et sa coopération à l'installation et à l'entretien de l'Ecole, a appuyé le vœu formé par cette ville.

M. le Préfet a transmis, après la session et cette décision, toutes les pièces relatives à cette affaire à M. le Ministre des Travaux publics qui, par une lettre du 12 avril dernier, a chargé M. l'Ingénieur en chef des mines, de se livrer à un examen sérieux de la question, pour arriver à une prompte solution.

M. De Clerck et M. Duporcq, ingénieurs des mines à Valenciennes, se sont mis en relation avec leur collègue d'Alais, pour connaître bien exactement dans quelles conditions fonctionne l'Ecole des mines de cette ville. Ces renseignements seront soumis à M. le Maire de Douai, pour qu'il fasse connaître si la ville est en mesure d'établir chez elle une semblable installation.

Le Conseil général du Nord, pour le moment, ne peut que renouveler son vœu de 1871, relatif à la fondation d'une Ecole de maîtres mineurs à Douai, suivre avec intérêt les négociations entamées et avoir l'espoir qu'elles aboutiront promptement.

— Conclusions adoptées.

La liste des rapports terminés étant épuisée, le Conseil, sur la proposition de M. le Président, fixe sa prochaine réunion à demain, trois heures.

La séance est levée à cinq heures moins un quart.

Le Secrétaire,
MAILLIET.

Le Président,
P. DANEL.

Séance du 21 août.

La séance est ouverte à trois heures un quart.

Président : M. Danel.

Secrétaire : M. Mailliet.

Sont présents : MM. Guillemin, Levent, Edmond, Marie-Soufflet, Boulangé, Baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Clavon, Stiévenart-Béthune, Telliez, Dutemple, Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Maurice, Fiévet, Bottin, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Dansette, J. Brame, Comte d'Hespel, Chombart, C. Descat, Général Faidherbe, J. Dutilleul, Morisson, Testelin, Desmoutiers, L. Desrousseaux, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van-der-Straten-Descat, Roussel-Defontaine, J. Leurent, Émile Carlier, Renard, Émile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Édouard Hamoir, de Marsilly, L. Legrand (de Valenciennes).

Absents : MM. Leleu, Henri Bernard.

M. le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal, lu par M. Mailliet, est adopté.

Communications.

M. le Président fait connaître qu'il a reçu une lettre de M. Mille, commissaire du Salon des Négociants, qui invite MM. les Conseillers généraux à fréquenter le Salon.

M. LE PRÉSIDENT demande à être autorisé à adresser des remerciements pour cette invitation. (Adopté).

M. LE PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu les communications suivantes :

1° De M. le vice-amiral de la Roncière Le Noury, le compte-rendu de l'assemblée générale de la Société centrale de sauvetage des naufragés, qui a eu lieu le 8 mai dernier ; — demande d'allocation ;

— Renvoi au 3e bureau.

2° Brochure sur le cadastre ; étude sur les moyens d'y procéder, par M. A. Duperrey, conseiller d'arrondissement ;

— Renvoi au 4e bureau.

3° Réclamation d'un entrepreneur de travaux publics, sollicitant le paiement d'une indemnité à raison de retards ;

— L'affaire n'étant pas de la compétence du Conseil général, est renvoyée à M. le Préfet.

4° Brochure sur les chemins de fer départementaux ; examen des droits que la loi du 10 août 1871 confère aux Conseils généraux en cette matière, par M. Jules de Labatie, avocat, membre du Conseil général de la Haute-Loire ;

— Renvoi au 5e bureau.

5° Lettre de M. Savoye, député de la Seine-Inférieure, qui transmet une proposition de loi soumise à l'Assemblée Nationale et ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques ;

— Renvoi au 4e bureau.

6° Un exemplaire du *Journal du Notariat* contenant un article sur l'impôt des créances hypothécaires ;

— Renvoi au 1er bureau.

7° Brochure intitulée : *Droits et devoirs de l'homme*, par un enfant du peuple. — Demande d'allocation ;

— Renvoi au 3e bureau.

8° Lettre de M. Larmanjat, ingénieur, qui appelle l'attention du Conseil général sur son système de chemin de fer à rail unique dont une ligne d'expérience est établie en ce moment au Trocadéro, à Paris ;

— Renvoi au 5e bureau.

9° Lettre de M. Level, ancien instituteur, qui expose qu'il a trouvé le moyen de réaliser une économie de plus de 100 % dans l'achat de divers objets faisant partie du matériel des écoles primaires ;

— Renvoi au 4e bureau.

10° Réclamation des propriétaires des verreries de Sars-Poteries contre le tracé du chemin de fer d'intérêt local de Maubeuge à Solre-le-Château ;

— Renvoi au 5e bureau.

11° Compte-rendu du concours spécial d'instruments agricoles, envoi de la société d'Agriculture, Sciences et Arts de Valenciennes ;

— Renvoi au 4e bureau.

12e Lettre de M. Marmet, conducteur des ponts-et-chaussées, inventeur d'un éboueur à main ;

— Renvoi au 5e bureau.

13° Mémoire par les brasseurs de Cambrai sur la question de la brasserie de Douai.

— Renvoi au 1er bureau.

Conseil général. — Tribune de la Presse.

M. Legrand (de Valenciennes) demande à revenir sur une question dont il a saisi hier le Conseil général et qui n'a pas reçu de solution : la question de la tribune de la presse. M. le Président disait hier qu'il fallait que l'expérience fût faite; l'honorable membre croit que l'essai n'a pas besoin d'être prolongé davantage pour qu'il soit bien constaté que, placés comme ils le sont, les représentants de la Presse sont dans l'impossibilité absolue de suivre les délibérations de Conseil général. Or, il est intéressant pour l'assemblée que ses discussions soient suivies, entendues et traduites autrement que par les formules que répètent ce matin tous les journaux de Lille : *la voix du président ou de l'orateur ne parvient pas jusqu'à nous*. L'honorable membre demande au Conseil général de vouloir bien charger l'un de ses Secrétaires de se concerter avec un syndic qui serait désigné par la Presse et avec l'architecte du département pour arriver à modifier la situation existante.

M. le Président invite le préopinant à déposer une proposition écrite qui serait alors discutée, s'il y a lieu, à la prochaine séance.

Canal de Bourbourg. — Dépôt d'une proposition

M. Lemaire dépose la proposition suivante :

« A la session de 1869, M. l'Ingénieur chef du service des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais, dans son rapport présenté au Conseil général, appelle l'attention du Conseil sur le canal de Bourbourg. Il rappelle que des projets ont été présentés pour la construction d'un quai sur la rive gauche du bassin du jeu de Mail à Dunkerque et pour l'établissement d'un chemin de contre-halage en amont des fortifications de cette ville.

» Ces travaux ont été approuvés par décisions ministérielles des 3 janvier 1862 et 10 décembre 1866. Mais M. le Ministre a prescrit de réunir ces ouvrages au projet d'amélioration destiné à porter le tirant d'eau du canal à 2 mètres.

» Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, depuis 1867, a fait presque tous les ans des vœux tendant à obtenir la réalisation des deux améliorations ci-dessus, le plus tôt possible, et avant même le recreusement, si utile également, du canal de Bourbourg.

» Ce recreusement doit coûter une somme considérable, tandis que, d'après les devis dressés par MM. les Ingénieurs et relatés dans leur rapport de 1868, la construction du quai en amont du jeu de mail à Dunkerque ne doit coûter que 52,000 fr., et la dépense de la construction d'un chemin de contre-halage jusqu'au Noord-Graeht, ne doit l'élever qu'à 9,200 fr.

» J'ai donc l'honneur de proposer au Conseil général de voter que le quai en question, ainsi que le chemin de contre-halage, peuvent sans inconvénient être détachés de l'ensemble du projet et qu'il est urgent de procéder sans retard à l'exécution de ces deux améliorations. »

Signé : Gustave Lemaire ;— Charles Goussard ;— Trystram ;— De Coussemaker ;
— H. Bergerot ; — Goudaert.

— Renvoi au 4e bureau.

M. Billet présente au Conseil un vœu ainsi conçu :

Loi sur les coalitions. — Révision. — Vœu.

« Les soussignés ont l'honneur de proposer au Conseil général d'émettre le vœu suivant :

» Le Conseil général émet le vœu que la loi du 25 mai 1864 sur les coalitions soit modifiée de manière que, maintenue dans son principe et son esprit, elle ne puisse plus être un prétexte au désordre, aux spéculations déloyales, ou un instrument dans la main de la concurrence.

Signé : Alfred Billet, Fiévet, Van der Straeten, Roussel-Defontaine, Deregnaucourt, E. Desmoutiers, Massiet du Biest, Delerue, Marie, Desrousseaux, Baron de l'Épine, Macarez, Carlier. »

M. Billet, l'un des signataires du vœu, ajoute les explications qui suivent :

« Il résulte, dit-il, des termes de la proposition que je viens de lire, que les signataires sont les amis de la liberté, de l'ordre, du travail et du droit. Il résulte aussi de l'examen des noms des auteurs de la proposition qu'elle n'a aucun caractère politique. Mes honorables collègues et moi, nous avons pensé que le Conseil général, en présence des événements qui viennent de s'accomplir dans le département du Nord, événements très-regrettables et qui auraient pu nous mener fort loin sans l'intervention énergique du Gouvernement et la vigilance de M. le Préfet, à qui je suis heureux de pouvoir, au nom de mes Collègues et en mon propre nom, au nom des patrons et surtout au nom des ouvriers, témoigner des remerciements publics et sincères, nous avons pensé que le Conseil général ne pouvait pas ne pas s'émouvoir de la question, alors surtout que c'est dans le département du Nord que les faits ont eu lieu et que, s'ils devaient se reproduire un jour, ce qui est possible et ce qu'il faut prévoir, c'est vraisemblablement encore le département du Nord qui en serait le théâtre. La raison, c'est que les grèves y sont plus faciles à cause des établissements houillers et sucriers qu'il renferme. Les houillères, d'abord, occupent un grand nombre d'ouvriers, et quand on a atteint le charbonnage, on a tari la source de toutes les autres industries ; d'autre part, on sait que les établissements sucriers ont tout particulièrement à redouter les grèves.

» A raison de cette double circonstance, le département du Nord est plus que tout autre intéressé à ce que cette question soit étudiée et à ce qu'un remède soit apporté à une situation aussi pleine de danger. »

M. le Préfet déclare que, comme représentant du gouvernement, il ne voit aucun inconvénient à ce que la question soit posée, car elle tient plus au domaine économique qu'au domaine politique.

Il remercie M. Billet et ses collègues des appréciations trop bienveillantes dont sa conduite a été l'objet de leur part ; il n'a fait que son devoir qui était de suivre les instructions du gouvernement qu'il a l'honneur de servir, et cette tâche a été très-facile, parce qu'il a rencontré à ses côtés des personnes qui lui ont facilité ce qu'il avait à faire.

— Le vœu relatif aux grèves est renvoyé au 4e bureau.

Conseil général. — Tribune de la presse. — Proposition.

M. Legrand (de Valenciennes) dépose une proposition dans le sens des observations qu'il a présentées au début de la séance ; elle est ainsi conçue :

« Le Conseiller général soussigné appelle l'attention du Conseil général sur la situation

intolérable de la tribune de la presse, et demande que l'un des membres du bureau soit chargé de se concerter avec l'architecte départemental et les représentants de la presse, de façon à remédier à ladite situation. »

— Renvoi au 4e bureau.

La proposition suivante est déposée :

Marcoing. Bureau de poste. Vœu.

« Les soussignés prient MM. les membres du Conseil général de vouloir bien renouveler le vœu émis l'an dernier, pour que le bureau de distribution de Marcoing, chef-lieu de canton, soit érigé en bureau de recette.

« Signé : Crépin, J. Brame, Dutemple, Carlier, Macarez, Joos, Desmoutiers, Gustave Lemaire, Trystram. »

— Renvoi au 4e bureau.

M. le Président donne la parole aux rapporteurs des bureaux qui ont terminé leur travail.

Maisons d'arrêt. — Entretien.

M. Delerue (2e bureau) présente les deux rapports qui suivent :

Une somme de 3,200 fr. est portée chaque année au budget pour couvrir les dépenses d'entretien des bâtiments des maisons d'arrêt.

Le 2e bureau propose d'inscrire un crédit de pareille somme au budget de 1873, Sous-chapitre Ier.

— Crédit voté.

Maisons d'arrêt de Cambrai. — Reconstruction.

M. le Préfet a fait connaître l'année dernière au Conseil général que M. l'architecte départemental a modifié son projet de reconstruction de la maison d'arrêt de Cambrai, conformément aux instructions de l'administration supérieure ; tout en maintenant les dépenses dans la limite des évaluations antérieures, des crédits montant ensemble à 178,000 fr., ayant été inscrits aux budgets départementaux de 1869 et de 1870, il n'y a pas lieu de proposer d'allocation nouvelle au budget de 1873.

— Acte est donné à M. le Préfet de cette communication.

Colonie agricole de St-Bernard. — Commission de Surveillance

M. le baron de l'Épine, autre rapporteur du 2e bureau, donne lecture des rapports ci-après :

Aux termes de l'article 8 de la loi du 5 août 1850, sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, la commission de surveillance de la colonie agricole de Saint-Bernard doit comprendre dans son sein deux délégués du Conseil général.

Au nom du 2e bureau, le rapporteur prie le Conseil de vouloir bien procéder à cette désignation.

— Les deux membres qui faisaient antérieurement partie de la Commission de surveillance de Saint-Bernard, M. Desrousseaux et M. le comte d'Hespel, sont réélus.

Société de patronage des jeunes libérés

La Société de patronage des jeunes libérés du département, après avoir complété son organisation, a continué l'œuvre de moralisation confiée à ses soins.

Le nombre des enfants patronés suit une progression marquée. Il s'élevait, au 1er mai 1872, à 224.

Sur ces 224 patronés, 13 seulement étaient mal notés, et l'on ne comptait que 12 récidivistes. De pareils résultats sont satisfaisants. Ils attestent la sollicitude de la Société en faveur des jeunes gens dont elle s'occupe, et pour la mettre à même de continuer l'œuvre de bienfaisance et de moralisation, le 2e bureau propose au Conseil général d'inscrire au budget de 1873 une nouvelle allocation de 1,000 fr., égale à celle votée pour les exercices antérieurs.

— Crédit voté.

Tribunaux. — Mobilier.

Au nom du 2e bureau, le MÊME RAPPORTEUR propose au Conseil général les dépenses ci-après pour renouvellement du mobilier des tribunaux :

Cambrai. — Renouvellement du mobilier du Tribunal civil. . .	6,671 fr.	
et du Tribunal de commerce.	7,409 »	
Ensemble.	14,080 »	

Le Conseil général a approuvé les devis de ces travaux dans sa dernière session et a alloué sur le budget de 1872, un crédit à valoir de 7,000 fr., à répartir par moitié, soit 3,500 fr.

La somme formant le complément du montant du projet pour le Tribunal civil s'élève donc à 6,671 fr. — 3,500 en 1872, reste. .	3,171 fr.	
Celle pour le Tribunal de commerce à 7,409 fr. — 3,500 en 1872; reste	3,909 »	7,080 »
Douai. — (Tribunal civil). Renouvellement du mobilier. (Appareil de chauffage 1,200 fr.; rideaux, 500 fr.). . .	1,700 »	
(Salle d'assises). Renouvellement du tapis des jurés et d'une partie de celui de la tribune des juges. Renouvellement de trois stores sur la cour . . .	252 92	2,096 92
Acquisition et renouvellement du mobilier au Tribunal civil (salle d'enquêtes), calorifère, chaises, draps de table.	144 »	
Avesnes. — Acquisition d'objets pour le cabinet du juge d'instruction (tapis de table et de pieds).		75 »
Total		9,251 92

Ces dépenses ayant été soumises à l'approbation du Conseil d'arrondissement et des membres délégués du Conseil général, le 2e bureau propose au Conseil général de vouloir bien les inscrire au sous-chapitre 1er du budget de 1873, ainsi que le crédit ordinaire de . . . . . 1,400 »
pour l'entretien du mobilier existant.

Ensemble 10,651 92

— Ces crédits sont votés.

Tribunaux. — Grosses réparations.

LE MÊME RAPPORTEUR soumet au Conseil général les propositions suivantes pour travaux de grosses réparations à exécuter aux bâtiments des tribunaux :

Dunkerque. — Réparations au pavage de la cour intérieure.			230 fr.
Lille. — Installation d'appareils au gaz pour la salle d'audience du Tribunal civil.			1,250 »
Valenciennes. — Tribunal de commerce, peintures.	622 »		1,784 »
Tribunal civil, platrages et peintures extérieures	1,162 »		
Douai. — Salle d'assises, restauration des peintures, raccords aux platrages et boiseries	1,500 »		3,500 »
Tribunal civil, restauration des façades	1,600 »		
Reconstruction du trottoir.	400 »		
Total.			6,764 fr.

Ces diverses dépenses ayant été soumises à l'approbation des Conseils d'arrondissement et des membres du Conseil général délégués, le 2e bureau propose de les inscrire au sous-chapitre 1er du budget de 1873.

— Les crédits sont alloués.

Sous-Préfectures — Grosses réparations.

M. BECK (même bureau), présente le rapport suivant :

La Sous-Préfecture de Cambrai a besoin du renouvellement de la tenture, de la peinture et du blanchiment des plafonds de ses bureaux et du logement du concierge.

Suivant le devis de l'architecte départemental, la somme de ces travaux s'élève à 221 fr. 18 c., ce devis est vu et approuvé par MM. les conseillers généraux Leleu et Stiévenart, et le Conseil d'arrondissement émet un avis favorable aux propositions de l'architecte.

La Sous-Préfecture de Douai exige divers travaux consistant en raccords de façades, plafonnage et peintures, lesquels travaux, suivant le devis de l'architecte, doivent coûter 650 fr. Le Conseil d'arrondissement appuie la demande et M. le conseiller général Maurice déclare n'avoir point d'observation à présenter.

La Sous-Préfecture d'Hazebrouck est dépourvue d'appareils de chauffage et on en propose l'installation qui paraît indispensable et dont l'exécution doit coûter, suivant le devis de l'architecte départemental, la somme de 767 fr. 30 c.

Ce devis est visé par MM. les conseillers généraux Massiet du Biest et Joets de Metershof.

Plusieurs travaux indispensables sont à faire dans la Sous-Préfecture d'Avesnes pour préserver les appartements de l'humidité dont ils sont infectés et pour renouvellement de fenêtres et châssis, afin d'empêcher l'air de pénétrer dans les appartements. La dépense à faire s'élève à 700 fr.

Sous-Préfecture de Valenciennes. — Le Conseil général dans sa dernière session a voté 4,493 fr. pour l'agrandissement de la salle des adjudications et construction de la salle des archives. Cette dépense a été approuvée et aujourd'hui M. le Préfet propose d'y faire des agrandissements plus sérieux à l'aide de la couverture du canal dont le montant, suivant le devis, s'élèverait à la somme de 20,467 fr. 19 c. M. le Préfet pense qu'il y a lieu, en raison de l'urgence des travaux qui ne peuvent être divisés, de reporter sur 1873 le crédit de 4,493 fr. qui figure au budget

1872 et d'allouer, cette année, pour 1873, le complément de la dépense à faire pour la réalisation du projet, soit. . . . . 15,974 fr. 19

Plus pour réparations aux toitures et façades de l'hôtel. . . . . 1,984 »

Somme totale. . . 17,958 fr. 19

Qu'il y aurait à voter pour travaux d'agrandissement de la Sous-Préfecture de Valenciennes.

Le Conseil d'arrondissement appuie vivement le projet.

En résumé, la somme totale pour grosses réparations à faire dans les diverses Sous-Préfectures sus-relatées s'élève à 20,296 fr. 67 c.

M. le Préfet prie le Conseil général de vouloir bien allouer cette somme au budget de 1873, et le 2e bureau partageant le vœu de ce magistrat, en propose l'inscription.

M. Legrand (de Valenciennes) ne s'oppose pas au vote du crédit relatif à la Sous-Préfecture de Valenciennes, mais il croit devoir faire remarquer au Conseil qu'il ne couvrira pas toute la dépense projetée. L'année dernière, une somme de 4,493 fr. avait été allouée pour l'établissement d'une salle d'archives et d'une salle d'adjudication ; plus tard on s'est aperçu qu'une rivière infecte passait au pied de la Sous-Préfecture et qu'il importait, tant au point de vue de la salubrité qu'au point de vue de la conservation de la Sous-Préfecture dont ce cours d'eau rongeait les murailles, de faire quelques travaux d'assainissement. Le devis demandé à l'architecte départemental de Valenciennes évalua la dépense à 20,000 fr., mais il est à noter que ce devis ne comprend que la dépense à faire pour la couverture des Viviers et non le prix de la construction d'une salle d'archives et d'une salle d'adjudication. Si l'on veut que les travaux projetés soient complétement achevés, il est nécessaire d'augmenter le crédit.

M. le Préfet répond qu'assurément il ne s'opposerait pas au vote d'un crédit plus considérable dans le cas où le Conseil général voudrait hâter l'exécution des améliorations projetées à la Sous-Préfecture de Valenciennes, mais que, pour le moment, il ne s'agit que de recouvrir le canal dont il a été parlé. Le département ne fait en cela que suivre l'exemple qui lui a été donné par la ville de Valenciennes et par les particuliers et il ne pouvait pas tarder plus longtemps à réaliser cette amélioration. Pour les autres travaux on peut attendre, il n'y a pas péril en la demeure ; quand l'Etat effectuera les paiements considérables qu'il doit faire au département, on pourra penser à la salle d'adjudication ; pour le moment, il n'en est pas question.

M. Legrand (de Valenciennes), en présence de ces explications de M. le Préfet, retire son observation, tout en priant le Conseil général de lui en donner acte.

— Le crédit de 20,296 fr. 67 est voté.

Ancien hôtel de Préfecture. — Entretien.

M. Van Der Straeten, autre rapporteur du 2e bureau, donne lecture des trois rapports ci-après :

Un crédit de 6,000 fr. est depuis plusieurs années inscrit au budget départemental pour l'entretien de l'ancien hôtel de préfecture. La translation des bureaux dans la nouvelle préfecture doit amoindrir cette somme. D'autre part, l'ancien hôtel devant être habité pendant un an encore, l'entretien devant en outre continuer jusqu'au moment de l'adjudication de l'immeuble,

le 2e bureau propose, conformément au rapport de M. le Préfet, d'inscrire au prochain budget, pour cet objet, une somme de 5,000 fr. au lieu de 6,000.

— Le crédit est alloué.

Préfecture. — Nouvel hôtel. — Entretien.

Le MÊME RAPPORTEUR remet sous les yeux du Conseil général les observations de M. le Préfet relatives à l'entretien du nouvel hôtel de préfecture :

«M. l'architecte, dit-il, a compris que le service d'un édifice aussi vaste exige des dépenses importantes pour que toutes les parties qui le composent soient toujours maintenues dans un état satisfaisant de propreté et de convenance en rapport avec la destination du monument. — Cette prévision est très-fondée. Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que le personnel actuel est insuffisant pour le service d'entretien ; que des gens de service supplémentaires sont nécessaires, que l'éclairage au gaz, le chauffage des calorifères, les soins à prendre et les ouvrages à faire pour la conservation des toitures, des grandes salles, des corridors, escaliers, bureaux, le service des eaux, etc., donneront lieu à une dépense élevée. M. l'Architecte départemental l'évalue à 21,000 fr. et cette somme ne me semble pas exagérée. Je ne puis, toutefois, donner à cet égard de renseignements précis; il s'agit d'une expérience à faire. Les résultats de cette expérience nous indiqueront la nature des besoins auxquels il y aura lieu ultérieurement de satisfaire.

» Je prie, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien inscrire au sous-chapitre Ier du budget de 1873, un crédit de la somme de 21,000 fr. précitée pour l'entretien du nouvel hôtel de la Préfecture.

» En outre, et tout d'abord, il y a lieu de pourvoir à l'entretien de l'hôtel, pendant les cinq mois qui restent à courir de l'année 1872. Au début surtout la dépense sera élevée, attendu qu'il faudra faire face aux frais de déménagement, aux frais d'installation, à l'achat du matériel nécessaire, etc. Je ne puis prévoir quel en sera le chiffre ; je sais qu'elle sera importante. Dans cette situation, je prie le Conseil général, de vouloir bien, pour me mettre en mesure d'assurer cette partie du service, m'autoriser de confiance, à disposer, pour cet objet, d'une somme de 20,000 fr. sur les fonds du budget rectificatif de 1872, sauf justification de son emploi. »

Le 2e bureau propose d'adopter ces propositions.

— Les conclusions sont approuvées et les crédits sont votés.

Nouvel hôtel de Préfecture. — Logement du Secrétaire général. — Entretien.

Le 2e bureau, continue le MÊME RAPPORTEUR, est d'avis d'adopter les conclusions du rapport de M. le Préfet, relatives à l'entretien du logement de M. le Secrétaire général, à la condition toutefois, que les 1,200 francs destinés à cet emploi ne seront payés que lorsque cette partie de l'édifice sera habitée, et que, même dans cette hypothèse, les dépenses d'entretien seront acquittées sur la présentation d'un état justificatif.

—. Ces conclusions sont approuvées, le crédit de 1,200 fr. est voté ainsi qu'un crédit de 629 fr. pour dépenses arriérées. — Ce dernier crédit sera inscrit au budget rectificatif de 1872.

Mesnil-Saint-Firmin, Colonie agricole. — Subvention.

Au nom du 3e bureau, M. MACAREZ présente les deux rapports qui suivent :

Le Conseil général alloue chaque année, depuis 1843, une somme de 250 francs, à titre d'encouragement, à la Société d'adoption pour les enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres, dont le siége est à Mesnil-Saint-Firmin, près Breteuil (Oise).

En compensation, cette Société reçoit chaque année quelques orphelins du département du Nord. Deux de ces orphelins se trouvent actuellement à la colonie. L'un appartenant à l'hospice de Cambrai, âgé de 15 ans, exerce la profession de laboureur; l'autre, âgé de 18 ans, sorti de l'hospice de Lille, exerce celle de jardinier. Deux autres orphelins du Nord ont aussi été admis dans la colonie. L'un est placé, sous la surveillance de l'établissement, chez un cultivateur de Louvignies, l'autre a dû être envoyé, en vertu d'un jugement, dans une maison de correction.

L'utilité de l'œuvre, qui compte aujourd'hui vingt-neuf années d'existence, n'étant pas douteuse, le 3e bureau propose de lui accorder, comme les années précédentes, une allocation de 250 francs.

— L'allocation est votée.

École centrale. — Le jeune Detrois.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a bien voulu accorder, pour 1872, une subvention de 400 francs au jeune Detrois, André, élève à l'École centrale des Arts et Manufactures.

M. Detrois père, Inspecteur principal du service des bâtiments, à la mairie de Lille, sollicite la même faveur pour 1873.

Sa demande est accompagnée d'une lettre de M. le Directeur de l'École, qui donne d'excellents témoignages sur le travail, l'aptitude et la conduite du jeune Detrois.

La situation de M. Detrois père, les services qu'il rend à l'administration depuis longues années, et ses efforts pour donner une instruction utile à ses enfants militant en sa faveur, le 3e bureau propose d'accorder une deuxième année de pension au jeune Detrois.

— Ces conclusions sont adoptées et la subvention est votée.

M. Billet, du même bureau, donne lecture des quatre rapports qui suivent :

Belles actions.

Le Conseil général avait exprimé, l'an dernier, l'espoir de voir épuiser le crédit, c'est-à-dire de ne pas devoir précisément dépenser la somme, mais d'en trouver l'occasion dans les belles actions qui auraient pu se produire. M. le Préfet l'a très-bien compris et le 3e bureau est heureux de constater que si 470 francs seulement ont pu être distribués, ce n'est pas que les belles actions à récompenser soient dans un rapport avec ce faible chiffre, c'est que les auteurs des actes de courage préfèrent souvent une récompense d'un ordre plus élevé.

Le 3e bureau propose au Conseil général de donner acte à M. le Préfet de sa communication et, d'accord avec lui, de maintenir au budget de 1873, le crédit de 1,400 fr.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

Travaux d'églises — Subventions.

Le 3e bureau propose d'allouer la somme de 5,000 fr. pour la deuxième annuité des subventions du département pour travaux d'églises, conformément aux conclusions de M. le Préfet, et dont la répartition aura lieu comme suit :

Rieulay	(2e tiers de la subvention)	1,000 fr.
Baisieux,	(Id.)	1,000 »
Choisies	(Id.)	1,000 »
Wervicq-Sud	(Id.)	1,000 »
Villers-au-Tertre	(Id.)	1,000 »

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

Œuvre des orphelins de la guerre.

Cette œuvre, au-dessus de l'éloge qu'on en pourrait faire, est fondée et présidée dans le département par madame la baronne Seguier, dont la cotisation personnelle, jointe à celles des autres dames patronesses, n'est pas inférieure à 4,000 francs par an.

Le 3e bureau est d'avis que le Conseil général s'est honoré en s'associant à cette œuvre dont rien n'égale la charité sinon le patriotisme et le dévouement des dames patronesses qui, ne s'étant pas dissimulé les difficultés de la tâche, l'ont bravement entreprise et mise en si bonne voie. Bien que les ressources n'égalent pas encore les charges, malgré les libéralités signalées par M. le Préfet, les dames patronesses poursuivront courageusement une œuvre si digne d'elles, et, suivant la noble expression de leur présidente, le but ne sera atteint qu'avec les derniers soins donnés au dernier orphelin.

Le 3e bureau propose de donner acte à M. le Préfet de l'inscription de la troisième annuité de 1,000 fr. au budget départemental de 1873, et de prier madame la Présidente de l'œuvre de transmettre à ses collaborateurs et collaboratrices et d'accepter pour elle-même, les félicitations du Conseil général.

— Ces conclusions sont approuvées et l'allocation est votée.

Bibliothèque militaire.

Le 3e bureau, adoptant les motifs pris en considération par M. le Préfet, est d'avis de venir en aide à l'autorité militaire en mettant à sa disposition, pour recevoir une bibliothèque destinée à l'usage des officiers, et pour le temps où elle en aura besoin, les quatre pièces désignées dans le rapport de M. le Préfet.

Le 3e bureau s'est d'autant mieux prêté à cette combinaison qu'elle est purement provisoire et n'engage pas l'avenir.

— Approuvé.

Élèves artistes.

M. Clavon, au nom du même bureau, donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

Le département consacre, chaque année, au développement des jeunes talents artistiques, certaines allocations suivant le nombre et le mérite des candidats. En 1871, le Conseil général a alloué au budget de 1872, un crédit de 7,000 fr. en faveur de sept élèves artistes qui avaient été antérieurement admis à prendre part aux encouragements.

M. le Préfet communique au Conseil général les notes qui lui ont été adressées sur ces sept élèves. Depuis l'impression du rapport un grand succès a été obtenu par un de ces jeunes élèves : M. Léon Commerre, né à Trélon, a remporté un grand prix de Rome ; les éloges et les encouragements du département lui sont acquis et le 3e bureau propose de prier M. le Préfet, au nom du Conseil général, d'adresser des félicitations à ce jeune lauréat dont la carrière artistique est si brillamment commencée.

En votant les bourses attribuées à ces sept élèves, le Conseil général a décidé qu'un concours serait ouvert pour l'attribution des cinq pensions qui, suivant les prévisions, seront vacantes le 31 décembre 1872, afin de maintenir à dix le nombre des bourses départementales accordées aux élèves artistes. Puis la Commission a procédé à un classement qui a donné les résultats suivants :

1° M. Darcq, Albert, sculpteur, de Lille, âgé de 24 ans ;
2° M. Lemaire, Edmond, architecte, d'Anzin, âgé de 19 ans ;
3° Melle Vergin, Eugénie, chanteuse, de Lille, âgée de 18 ans ;
4° M. Dewinter, Pharaon, peintre, de Lille, âgé de 22 ans 1/2 ;
5° M. Queulain, Léon, chanteur, de Lille, âgé de 25 ans.

M. le Préfet propose d'accepter ce classement, de sorte que les dix pensions soient accordées aux cinq candidats ci-dessus dénommés et continuées aux élèves Cordonnier, de troisième année, Commerre, Thibeau, Frère et Meyronnet, tous de première année et qu'un crédit de 10,000 fr. soit porté, à cet effet, au budget de 1873.

Or, le rapport était ainsi préparé et imprimé quand M. le Préfet reçut une demande de M. Laoust, André, sculpteur, titulaire d'une pension départementale depuis cinq années et qui, arrivé au terme habituellement accordé, sollicitait du Conseil général la continuation de sa pension pour 1873 seulement.

Cet élève a droit à toute la sollicitude du Conseil général; il a exposé, cette année, au salon, une statue d'un grand mérite et ses professeurs témoignent de son assiduité et de ses aptitudes. Comme il a eu ses études artistiques interrompues pendant les événements de 1870-71 par sa présence sous les drapeaux, le 3e bureau a jugé qu'il serait équitable de lui allouer, à titre exceptionnel, une indemnité de 1,000 fr.

Cette manière de faire ne pourra être invoquée comme précédent, attendu que les circonstances qui la déterminent sont complètement particulières.

Dans sa séance d'hier, une nouvelle demande a été présentée au Conseil général par M. Peinte, Henri, pensionnaire du département. Cet élève est sculpteur; sa cinquième année de pension expire le 31 décembre 1872; il dit avoir été malade et n'a pu terminer le dernier concours pour l'entrée en loge du prix de Rome.

Pour pouvoir consacrer une nouvelle année à ses études artistiques, il sollicite du Conseil général que sa pension lui soit continuée. M. Guillaume, Directeur des Beaux Arts, affirme que l'avenir de ce jeune artiste en dépend et que les encouragements du département lui sont plus que jamais nécessaires.

Le 3e bureau, en ce qui concerne M. Peinte, considérant qu'un cas de maladie, aussi peu justifié surtout que celui allégué, n'est pas une cause suffisante de prolongation de pension et ne peut être un motif d'exception au principe adopté de la limitation à cinq années des pensions départementales; que, du reste, le Conseil général ne pourrait entrer dans cette voie sans voir pareille demande se renouveler chaque année; considérant que M. Peinte n'a pas donné jusqu'à présent de preuves remarquables de son talent, est d'avis de rejeter cette demande et de proposer au Conseil, en ce qui concerne les autres élèves artistes :

Que les pensions soient maintenues aux élèves Cordonnier, Commerre, Thibeau, Frère et Meyronnet, déjà titulaires;

Qu'il soit donné satisfaction à M. Laoust par une allocation à titre d'indemnité exceptionnelle de mille francs;

Que les cinq nouvelles pensions proposées par M. le Préfet, soient accordées à M. Darcq, M. Lemaire, Melle Vergin, M. Dewinter et M. Queulain.

Et qu'en conséquence, un crédit de onze mille francs soit porté, à cet effet, au budget départemental de 1873.

— Le Conseil général, sur la demande de M. Deleporte-Bayart, ajourne la discussion des conclusions de ce rapport.

M. Massiet du Biest, autre rapporteur du même bureau, donne lecture des quatre rapports qui suivent :

Société des prêts au travail.

La Société des Prêts au travail a été fondée pour prêter aux ouvriers l'argent destiné à l'achat d'outils, ustentiles ou matières premières nécessaires à leur état.

Par suite des événements, les comités existants dans le département n'ont fait aucun prêt en 1871 ; il faut espérer qu'ils ne tarderont pas à reprendre leurs opérations.

Appréciant le but utile de cette Société, qui a déjà rendu de précieux services à des ouvriers honnêtes et courageux ;

Le 3e bureau conclut, conformément à la proposition de M. le Préfet, à l'inscription au budget de 1873, d'une allocation de 200 fr. en faveur de cette œuvre.

— Le crédit est voté.

Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon.

Seize individus ont été condamnés en 1871 pour mendicité.

Le nombre des journées de détention au dépôt de Montreuil-sous-Laon, s'est élevé à 1,253 lesquelles, au prix de 0,96 c. l'une, ont occasionné une dépense de 1,202 fr. 88 c. Le crédit voté était de 6,000 fr., il est resté disponible une somme de 4,797 fr. 12 c.

M. le Préfet, dans son rapport, dit que la mesure prise en vue de réprimer le mendicite a amené de très-bons résultats. Le nombre des délits constatés a diminué, surtout dans les grands centres industriels où il est plus facile de se procurer du travail.

Le prix de la journée à Montreuil-sous-Laon a été élevé à 1 fr. 05 c., à partir du 1er juillet 1872.

En raison de cette augmentation et en prévision des circonstances qui pourraient se produire en 1873, M. le Préfet demande au Conseil d'inscrire au budget de cet exercice la même somme de 6,000 fr.

Le 3e bureau propose de voter ce crédit.

— Le crédit est alloué.

Dépôt de Montreuil. — Dépense arriérée.

Il résulte du rapport de M. le Préfet que la nommée Bacuée, Adolphine, de la commune d'Aubry (Nord), a séjourné au dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon, du 12 octobre au 31 décembre 1870 et a occasionné une dépense de 77 fr. 76 c.

M. le Directeur de cet établissement, par suite d'une confusion faite au sujet du lieu d'origine de cette femme, n'a adressé son état de frais que très-tardivement, le 29 avril 1872.

M. le Préfet dit que la dépense est justifiée.

En conséquence, le 3e bureau propose d'ouvrir au budget de 1873, un crédit égal de 77 fr. 76 c.

— Crédit voté.

Maladesindigents — Subventions.

Le 3e bureau propose d'inscrire au sous-chapitre XII du budget de 1873, comme les années précédentes, un crédit de 6.000 francs pour faciliter le placement dans les hospices et hôpitaux de malades incurables ou indigents.

— Crédit voté.

M. DE CARNIÈRES (4e bureau) donne lecture du rapport qui suit :

Tribunal de Lille — Création d'une 3e Chambre.

Dans sa session de 1871, le Conseil général, s'associant à un vœu du Conseil d'arrondissement, a demandé la création d'une troisième chambre au Tribunal civil de Lille.

M. le Préfet a transmis la délibération à M. le Garde des Sceaux en la recommandant à toute son attention, et il communique au Conseil général la réponse qui lui a été adressée.

Dans cette réponse, M. le Ministre de la Justice, tout en reconnaissant que le nombre des affaires portées devant le tribunal suit, depuis plusieurs années, une progression constante, constate en même temps que le zèle des magistrats a, jusqu'à présent, suffi à la lourde tâche qui leur est imposée, et que la chambre civile ne laissait, au 31 décembre de l'année dernière, aucun procès en souffrance. Il n'écarte cependant pas d'une manière absolue le vœu auquel le Conseil général s'est associé et il reconnaît que si la progression dans le chiffre des affaires continuait de se manifester, la mesure sollicitée deviendrait nécessaire. Il ajoute toutefois que la décision à prendre lui semblerait devoir être réservée jusqu'au jour où le législateur sera appelé à se prononcer sur les modifications à introduire dans l'organisation de nos cours et tribunaux.

En présence de cette réponse qui laisse entrevoir, dans un avenir peu éloigné, la réalisation du vœu que le Conseil a exprimé et dans lequel le Rapporteur lui demande de persévérer, le 4e bureau propose de borner, quant à présent, à donner acte à M. le Préfet de sa communication.

— Conclusion adoptée.

M. Charles SEYDOUX, autre rapporteur du même bureau, présente les deux rapports ci-après :

Syndicats de patrons et d'ouvriers.

Dans sa dernière session, le Conseil d'arrondissement de Lille a formulé le vœu suivant :

« Considérant que les froissements entre patrons et ouvriers produisent des grèves fréquentes, apportant ainsi le désordre dans les villes et le trouble dans les affaires ;

» Considérant qu'il serait à désirer que l'entente et les rapprochements devinssent plus faciles entre ces deux catégories d'hommes également intéressés à ce que la sécurité fût assurée dans la rue et dans l'atelier ;

» Le Conseil émet le vœu :

» 1° Que l'administration supérieure encourage la formation de syndicats de patrons et de syndicats d'ouvriers, organisés, soit par corps de métiers, soit par groupes de métiers concourant à la même industrie, selon les besoins ;

» 2° Qu'une ou plusieurs chambres syndicales de patrons et d'ouvriers soient établies à Roubaix où elles seront particulièrement utiles. »

La plupart des corps de métiers à Paris ont depuis longtemps constitué des syndicats de patrons et d'ouvriers.

La Chambre et le Tribunal de commerce surchargés d'affaires, les Conseils de prud'hommes, ont dans bien des questions recours à leurs lumières et les consultent avec profit.

Dans les nombreuses grèves qui ont éclaté, il y a quelques années, ces syndicats ont été également très-utiles.

Composés généralement des patrons comme des ouvriers les plus intelligents, ils ont puissamment contribué à abréger les grèves, en facilitant l'entente des parties, et ôté souvent tout

prétexte à des démonstrations toujours regrettables alors même qu'elles n'entraînent pas avec elles un désordre matériel.

De semblables syndicats formés dans les principaux centres industriels du département, seraient appelés à y rendre les mêmes services.

En conséquence, au nom du 4e bureau, le Rapporteur propose de recommander à la bienveillante attention du Gouvernement le vœu exprimé à ce sujet par le Conseil d'arrondissement de Lille.

— Ces conclusions sont adoptées.

Exposition universelle de Vienne. — Demande de subside.

Par une lettre en date du 20 juillet 1872, adressée à M. le Préfet, le Comice agricole de l'arrondissement de Lille, en faisant savoir que cette association a adopté en principe l'idée d'une exposition agricole collective du Nord, à l'Exposition Universelle de Vienne en 1873, sollicite de la libéralité du département, un subside de 5,000 fr. nécessaire, d'après lui, à la réalisation de ce projet.

A l'appui de cette demande, M. le Président du Comice rappelle qu'en 1867, lors de l'Exposition Universelle de Paris, une somme de 10,000 fr. fut votée par le Conseil général, pour l'installation des produits agricoles du Nord, qui obtinrent à cette époque une médaille d'or.

Le Comice observe d'ailleurs que son intention n'est nullement d'absorber seul la somme qui serait allouée. Il est bien entendu que l'exposition serait départementale et que toutes les Sociétés du Nord seraient appelées à y prendre part.

Le Gouvernement français, prenant à sa charge les frais d'emplacement et promettant l'obtention de réductions considérables sur les frais de transport, un subside de 5,000 fr. pourrait suffire.

Le 4e bureau ne doute pas un instant du succès éclatant qu'obtiendrait une nouvelle exposition collective, réunissant à Vienne toutes les richesses que le Nord doit à la fécondité de son sol et à l'excellence de ses procédés de culture, mais considérant qu'à l'occasion d'une exposition aussi lointaine, le pays s'impose une dépense que l'on estime à 1,500,000 fr., somme bien considérable déjà eu égard aux avantages réels qu'il en pourra retirer, il ne croit pas devoir à cette occasion demander aux finances départementales un nouveau sacrifice.

— Approuvé.

Au nom du même bureau, M. Legrand (de Lecelles) donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

Régime pénitentiaire.

M. le Ministre de l'Intérieur, par une circulaire en date du 17 août courant, exprime le désir que le Conseil général se prononce sur la question suivante :

« Quel est l'état actuel des prisons du département, et quelles modifications le Conseil vou-
» drait-il voir apporter dans leur organisation ?»

Le 4e bureau ne se trouve point suffisamment renseigné ni éclairé pour proposer dès à présent une réponse à la question si complexe et si importante qui lui est soumise.

En conséquence il est d'avis que le Conseil général veuille bien nommer une Commission de cinq membres, laquelle tant à l'aide des documents que M. le Préfet mettra à sa disposition qu'à l'aide de ses propres investigations fera et déposera son rapport avant la session d'avril prochain, faire se peut.

— Cette proposition est adoptée et le Conseil décide que la Commission sera composée d'un

membre par bureau, chaque bureau ayant la faculté d'élire un commissaire même en dehors de son sein, s'il le juge à propos.

Industrie minérale.

Sur la proposition du MÊME RAPPORTEUR, acte est donné à M. le Préfet de son intéressante communication, relativement à l'industrie minérale.

M. DUTILLEUL autre rapporteur du même bureau, présente le rapport qui suit :

Armement des douaniers et répression de la fraude.

Dans sa séance du 17 juillet 1872, le Conseil d'arrondissement de Douai a émis le vœu : « 1° que la douane, dépourvue de ses armes dans ces derniers événements, fût réarmée d'une manière convenable le plus vite possible, dans l'intérêt du service et de la sureté des employés ; 2° que des mesures énergiques fussent prises pour arrêter les contrebandiers condamnés et leur faire subir la peine qui leur a été infligée par jugement ou arrêt, afin d'éviter le scandale qu'occasionne l'impunité de ces délinquants. »

Le 4e bureau ne peut que s'associer à ce double vœu, qui tend à faire respecter la loi, en en sauvegardant les agents, et à restituer à cette loi enfreinte impunément dans le passé, une sanction légitime par le châtiment des coupables.

— Conclusion adoptée.

M. LEURENT croit pouvoir annoncer au Conseil général que le vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Douai recevra prochainement son exécution ; les douaniers recevront des armes afin de pouvoir se défendre contre les fraudeurs qui se livrent à des actes de rébellion. D'un autre côté, l'Assemblée Nationale vient de donner au gouvernement les ressources nécessaires pour augmenter de 5,000 le nombre des douaniers, de sorte que dans un avenir prochain la répression de la fraude sera beaucoup plus sérieuse qu'elle ne l'est aujourd'hui.

M. LE PRÉFET croit que le Conseil d'arrondissement de Douai a présenté sous des couleurs un peu sombres la situation du département. Il n'est pas exact de dire que les contrebandiers condamnés par les cours d'assises ou les tribunaux se promènent dans le département sans être arrêtés ; presque tous sont sous les verrous, les autres, qui sont très-peu nombreux, ne tarderont sans doute pas à y être réintégrés.

M. TESTELIN fait remarquer qu'il y a pourtant de véritables scandales : l'impunité de fraudeurs trop connus pour qu'il soit nécessaire de les nommer, est vraiment extraordinaire.

On prétend dans le pays qu'ils sont protégés même par des maires de village. Si le fait était exact, ce serait extrêmement grave.

M. LE PRÉFET remercie l'honorable opinant du concours qu'il veut bien prêter à l'Administration. Sans rien exagérer, on peut dire que les individus dont on a parlé tiennent la justice en échec, mais il y a lieu de croire que cela ne durera pas longtemps.

Greffiers de justice-de-paix Augmentation de traitement.

— Sur la proposition du MÊME RAPPORTEUR, le Conseil général donne acte à M. le Préfet de sa communication relative à l'augmentation du traitement des greffiers de justice de paix et de police.

M. Fiévet, du 4e bureau, présente les deux rapports suivants :

Chambres consultatives d'agriculture.

Conformément à la demande de M. le Préfet, le 4e bureau propose l'inscription au budget départemental de 1873, de la somme de 1,700 francs pour les frais de bureau attribués aux diverses Chambre d'agriculture du département du Nord.

La somme de 1,700 francs serait ainsi répartie entre les différents arrondissements :

Lille.	500 fr.
Avesnes	200 »
Cambrai	200 »
Douai	200 »
Dunkerque	200 »
Hazebrouck.	200 »
Valenciennes.	200 »
	1,700 fr.

Le crédit de 1,700 francs, qui avait été accordé pour 1871, n'ayant pas été épuisé, une somme de 758 fr. 50 est restée sans emploi. Le bureau propose l'annulation du crédit spécial, en demandant que la somme de 758 fr. 50 soit portée au crédit de la caisse départementale.

Le rapporteur prie aussi le Conseil de renouveler le vœu émis l'an dernier, que les Chambres consultatives d'agriculture soient nommées par voie d'élection, comme cela a lieu pour les Chambres de commerce.

— Ces conclusions sont approuvées et le crédit est alloué.

Épizooties.

Chaque année le Conseil général vote un crédit de 1,000 francs pour assurer le service des épizooties.

Sur la demande de M. le Préfet, le 4e bureau propose l'inscription au budget départemental pour 1873, du crédit ordinaire de 1,000 francs.

Ce crédit, il faut l'espérer, sera suffisant pour l'avenir, la situation étant devenue normale, le typhus contagieux ayant entièrement disparu de la contrée.

— Le crédit est voté.

Cysoing. — Marché aux bestiaux.

— Sur le rapport de M. Desmoutiers (4e bureau) et conformément aux propositions de M. le Préfet, le Conseil général décide que le marché aux bestiaux de Cysoing se tiendra à l'avenir le premier et le troisième mardi de chaque mois.

Chicorée. — Perception de la taxe. — Vœu.

M. Hamoir (même bureau) présente un rapport qui conclut à l'amélioration de la perception du droit sur la chicorée, conformément à un vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes.

M. Testelin pense que pour compléter le vœu, il faudrait demander, ainsi que l'ont fait tous les députés du Nord, non pas qu'on améliore, mais qu'on supprime cette taxe. L'impôt dont il s'agit est, en effet, injuste, puisqu'il frappe spécialement trois départements du Nord et, de plus, il est mauvais, puisqu'il ne rapporte rien au Trésor. On avait calculé qu'il rendrait 2,500,000 fr.,

et il n'en rend pas même les 2/5. Du 4 septembre 1871, date de la promulgation de la loi, au 29 février 1872, le produit n'a été que de 527,500 fr.; l'honorable membre s'en est assuré lui-même, et il y a à déduire les frais que l'administration a dû faire pour ses timbres, vignettes, etc., et qui s'élèvent à un chiffre presqu'aussi considérable. On peut dire, dès lors, que le produit de l'impôt sera à peu près nul pour le trésor, et cependant la taxe est acquittée par le consommateur, car chaque fois qu'un impôt est voté par l'Assemblée Nationale, les détaillants ne manquent pas d'augmenter aussitôt le prix des objets sur lesquels il porte. Les consommateurs du Nord ont donc payé les droits sur la chicorée, et le gouvernement n'a à peu près rien reçu.

Aussi le gouvernement lui-même, en présentant son dernier projet sur l'impôt des allumettes, avait proposé des modifications sur l'impôt de la chicorée, et les députés du Nord avaient déposé un amendement tendant à la suppression de cette taxe. Seulement on a transformé le projet de loi sur les allumettes, on a fait de leur fabrication un monopole, et par suite l'amendement des députés du Nord est tombé. Mais le Ministre des finances lui-même a reconnu qu'il y avait quelque chose à faire.

L'honorable membre croit qu'il faut émettre un vœu beaucoup plus formel que celui qui a été formulé par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes et réclamer la suppression complète de l'impôt.

M. Jules Brame demande la parole pour appuyer devant le Conseil général l'amendement présenté à l'Assemblée Nationale par quelques uns des députés du Nord. Il y a certains impôts, dit-il, qu'on peut accuser d'être d'une mauvaise nature: de ce nombre sont tous ceux qui entraînent des frais considérables pour un produit peu élevé. Or, c'est ce qui a lieu pour les impôts sur la chicorée, sur le café et en général les impôts sur des consommations qu'on peut prendre en petites quantités, auxquelles, par suite, on peut facilement faire franchir la frontière.

Tous ceux qui habitent près de la frontière savent que la fraude se fait de toute façon et par tous les moyens. On parlait tout à l'heure des bandes de deux contrebandiers trop connus: l'honorable membre les a vus traverser la frontière avec cent chiens, l'un à la tête, l'autre à la queue de la meute. Depuis l'augmentation du prix de la chicorée et du tabac, on a remarqué dans cette zône un déficit considérable sur la vente de ces denrées et il n'y a pas de jour où des milliers de chiens ne traversent la frontière pour revenir, la nuit, chargés de marchandises, au grand détriment de l'impôt et des débitants. C'est donc là une nature d'impôts qu'il faut combattre.

L'honorable membre croit qu'au lieu de s'associer à un vœu qui n'est même pas complet dans les mesures qu'il réclame pour l'amélioration de la perception, le Conseil général fera bien d'entendre les observations que ce sujet peut comporter. Il prie donc l'assemblée de ne pas voter immédiatement sur les conclusions du rapport afin qu'un vœu plus complet puisse être élaboré et discuté.

M. Trystram demande si M. Brame entend introduire devant le Conseil, à propos de ce vœu, l'examen complet de la question économique.

M. Jules Brame répond qu'il n'a pas l'intention d'introduire la question économique dans la discussion qui occupe en ce moment l'assemblée. L'objet du débat est purement et simplement l'impôt sur la chicorée et, au sujet de cet impôt que l'honorable membre croit mauvais, il a

parlé du tabac et en général de la nature de ces impôts de consommation qui donnent une facilité extrême à la fraude. Il lui semble que le Conseil peut bien, en dehors de la question économique, venir dire quelles sont ses aspirations et que, dans son opinion, tel impôt vaut mieux que tel autre.

Ce n'est donc pas la question économique que l'opinant entend traiter; il la laisse de côté pour dire simplement que l'impôt dont il est question, portant sur une substance alimentaire à l'usage des classes peu aisées, est un impôt mal assis, d'autant plus qu'il ne rapporte rien au Trésor et qu'il donne lieu, comme l'impôt sur le tabac, à de grandes fraudes.

Le rapport qui vient d'être lu demande certaines modifications; M. Testelin réclame l'extension du vœu proposé; l'opinant fait un pas de plus et réclame aussi des modifications aux impôts sur le café et sur le tabac. Rien n'empêche le Conseil d'élargir ainsi le débat.

M. le Président fait remarquer que le Conseil n'est saisi que d'une question spéciale : la question de l'impôt sur la chicorée; si le préopinant veut que la discussion porte sur d'autres sujets, il aura à faire une proposition qui sera renvoyée au bureau compétent.

M. Legrand (de Lecelles) fait remarquer que la discussion s'égare en prenant une extension dont on ne voit plus les limites. Une loi a été rendue qui établit un impôt sur la chicorée; cette loi est éludée; le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, rappelant à l'exécution de la loi, émet un vœu tendant à ce que les mesures nécessaires soient prises pour que le produit de cet impôt, qui est légal, rentre au Trésor. Le bureau a exprimé un avis favorable à ce vœu, et telle est la conclusion du rapport sur lequel délibère en ce moment le Conseil général. Aucune autre question ne lui était soumise.

Différents membres ont soulevé d'autres questions qui touchent au système des impôts tout entier, au régime économique du pays; elles ne sauraient être considérées comme un accessoire de la proposition qui fait l'objet du rapport. Si l'on veut en saisir le 4e bureau, il faut qu'elles lui soient renvoyées spécialement et qu'il en ait fait l'examen préalable.

M. Maurice objecte qu'adopter les conclusions du rapport, ce serait approuver le principe de l'impôt. Or, telle ne peut être la pensée des membres du Conseil général qui le combattent; ils ne peuvent pas se borner à demander qu'on améliore la perception d'une taxe qu'ils croient mauvaise. Ils en réclament la suppression et l'honorable membre pense qu'il n'aura pas beaucoup de peine à justifier cette opinion.

Il rappelle qu'on a reculé, et avec raison, devant l'augmentation de l'impôt sur le sel, parce que, disait-on, ce sont les classes laborieuses qui supporteraient cette aggravation. Or, pour les départements du Nord, l'impôt sur la chicorée est encore plus pénible à supporter par les classes pauvres que l'impôt sur le sel. Chacun reconnaîtra que plus il y a d'aisance dans une famille, moins on consomme de chicorée, c'est le café qui la remplace; plus, au contraire, la misère augmente, plus la consommation du café disparaît et plus celle de la chicorée prend d'importance. Dans les ménages pauvres de la campagne, où l'on ne sait pas la veille comment on vivra le lendemain, on ne consomme plus de café, mais de la chicorée. Si cette malheureuse femme qui, le matin, pour un sou, donne à ses enfants ce breuvage trompeur, mais auquel ils sont accoutumés et dont ils se contentent, est obligée désormais pour se le procurer d'ajouter à sa dépense un autre sou, le fait peut paraître peu important au premier coup-d'œil, mais quand on examine les choses de près, quand on se rend compte de la condition déplorable

d'un grand nombre de familles, on aperçoit bien vite que c'est une charge extrêmement lourde imposée à une partie du pays pour le rachat de ses désastres. On peut dire que c'est le dernier impôt dont on aurait dû frapper la région du Nord, parce que c'est celui qui pèse le plus directement sur l'extrême misère.

L'honorable membre croit donc qu'il ne faut pas poursuivre l'amélioration de la perception; un impôt qui ne produit qu'environ 500,000 fr. au Trésor, quand les consommateurs ont payé plus de trois millions, — car les marchands ne se bornent pas à augmenter la denrée de la somme qui représente le droit qu'ils supportent, — un impôt qui renchérit dans une si grande proportion le prix d'une consommation à l'usage surtout des malheureux, n'est pas un impôt à soutenir en le réformant, c'est un impôt à supprimer.

M. Leurent reconnaît que la discussion a dévié de son point de départ, mais cette déviation lui paraît utile. Les circonstances sont actuellement propices pour que le Conseil général apporte au Gouvernement son contingent de lumières dans ces deux questions et signale ce fait singulier: on a augmenté dans de grandes proportions l'impôt sur le tabac, et non seulement jusqu'à ce jour on n'a pas reçu ce qu'on recevait les autres années, avant l'augmentation, mais on a reçu 1,700,000 fr. en moins. Ce résultat a donné au Gouvernement des préoccupations très-grandes; il a motivé une réunion formée de tous les directeurs-généraux compétents dans la matière et présidée par le ministre des finances. Aucune résolution n'a été prise, mais il serait bon que le Conseil général fît connaître au Gouvernement toutes les difficultés qu'on éprouve pour réprimer la fraude.

Quant à l'impôt sur la chicorée, c'est encore un sujet de discussion au ministère des finances. Il y a une déception considérable dans les recettes, et cette déception, l'honorable membre croit qu'on l'éprouvera toujours quand on frappera d'un impôt de 0,30 centimes un objet dont la valeur vénale est égale à ce chiffre. M. Leurent ajoute qu'il a combattu de toutes ses forces, dans la Commission du budget, cet impôt de 100 pour 100. Le Gouvernement avait proposé un droit de 0,50 cent., M. Plichon et lui ont réussi à le faire réduire à 0,30 cent. Mais il était facile de prévoir le résultat: un impôt de 100 pour 100 est un impôt qui n'est pas percevable; si le Gouvernement s'était contenté d'un droit de 10 ou 15 cent., il l'aurait peut-être perçu.

Toutefois, il ne faut pas se faire d'illusions, on obtiendra difficilement de l'Assemblée nationale de supprimer tout-à-fait cette taxe, car ce qui est un objet de nécessité pour les départements du Nord est un objet de luxe pour les départements du midi. L'opinant a eu la curiosité d'acheter de la chicorée dans le midi, et il a payé le kilogramme 3 francs. Dans tous les cafés du midi et même de Paris, on emploie la chicorée pour diminuer la quantité de café employée, et, il faut le dire, la chicorée qui vient ainsi faire concurrence au café, est une matière imposable, tandis que dans le Nord, avec la consommation populaire qui s'en fait, c'est une matière qui n'est réellement pas imposable, surtout dans les proportions où on l'a frappée.

L'opinant n'a pas à formuler de proposition, mais il n'est pas de sujet plus digne de l'attention du Conseil général, eu égard à la condition de la population qui se trouve frappée et à l'hésitation très-grande dans laquelle se trouve le Gouvernement.

Le Conseil fera donc son devoir en étudiant cette question avec beaucoup de soin et en cherchant à formuler un avis auquel le Gouvernement attachera certainement une grande importance.

M. Legrand (de Lecelles) dit qu'il ne faut pas perdre de vue que le Conseil général n'est pas l'Assemblée de Versailles. Il se trouve en présence d'une loi qui existe, et dont on demande que l'application ait lieu avec certaines modifications.

Si on veut demander une loi meilleure, l'honorable membre et le bureau ne refuseront pas leur concours, mais ce doit être l'objet d'une proposition particulière.

Le Rapporteur ajoute qu'il aurait cru dépasser sa mission, en examinant autre chose que le vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes.

M. Des Rotours dit que la pensée du Conseil général s'est manifestée de la façon la plus claire en faveur de la suppression de l'impôt et que rien n'empêche que le rapport soit modifié en ce sens.

M. J. Brame pense également que le sentiment du Conseil général s'est parfaitement accentué.

M. le Président dit que le bureau étant saisi d'un vœu relatif à l'impôt sur la chicorée, peut le modifier ou l'amplifier et il consulte le Conseil général sur la question de renvoi du rapport à la Commission, qui serait chargé de présenter de nouvelles conclusions.

— Le renvoi est prononcé.

Au nom du 1er bureau, M. Bottin donne lecture du rapport qui suit :

Octroi de Roubaix.

En rappelant au Conseil qu'il a approuvé, dans sa session de 1871, une demande de l'administration municipale de Roubaix en prorogation pour un an et en révision des tarif et règlement de son octroi, M. le Préfet informe l'assemblée que l'Administration supérieure a reconnu que le vote du Conseil général était susceptible de recevoir son approbation ; il ajoute, toutefois, qu'elle a recommandé d'apporter aux tarif et réglement quelques modifications ayant pour objet de les mettre en harmonie avec la législation existante. Le 1er bureau s'est assuré. comme M. le Préfet, que le Conseil municipal s'est conformé à cette recommandation.

La ville de Roubaix, par l'organe de son Conseil, propose de plus : 1° de proroger les tarif réglement, jusqu'au 31 décembre 1877 ; 2° d'y comprendre divers objets classés dans la catégorie des fourrages. Ces propositions paraissant justifiées, le 1er bureau, d'accord avec M. le Préfet, et conformément à l'avis du Directeur des contributions indirectes, propose de les approuver.

— Ces conclusions sont adoptées.

M. Guillemin, autre rapporteur, présente les quatre rapports qui suivent :

Octroi de Bourbourg-Campagne.

Le Conseil général, dans sa session de 1871, avait, conformément aux conclusions de M. le Préfet, autorisé la prorogation pour 5 ans, des tarif et réglement de l'octroi de Bourbourg-Campagne, en réduisant toutefois certaines taxes, qui dépassaient le maximum fixé par le décret du 12 février 1870 et en substituant à la taxe différentielle proposée pour les bières de l'intérieur et de l'extérieur, un droit unique de 1 fr. 28 c.

Par délibération en date du 14 décembre dernier, le Conseil municipal de Bourbourg demanda que cette taxe fût portée à 1 fr. 50, afin de couvrir la diminution résultant de la réduction du droit sur les bières de l'intérieur.

La Commission provisoire du Conseil d'état se fondant sur ce vote, *sur la possibilité de procéder à une révision complète des tarif et réglement avant le* 31 *décembre* 1872, *époque de l'expiration de ceux en vigueur, sur la convenance qu'il y aurait à modifier la taxe sur les vinaigres et les viandes*, a suspendu la délibération du Conseil général du Nord.

Le Conseil municipal de Bourbourg-Campagne s'est alors empressé de soumettre à sa sanction un nouveau projet en concordance parfaite avec le règlement type du 12 février 1871, et, depuis, par une délibération du 24 juin 1871, de satisfaire aux prescriptions de la loi du 1er septembre 1871 en ce qui concerne les absinthes et les vins présentant une force alcoolique de plus de quinze degrés.

En conséquence, le premier bureau ne voit plus rien qui s'oppose à l'admission du projet et il propose de l'approuver.

— Conclusions adoptées.

Gendarmerie. — Dépenses arriérées.

Le crédit de 30 fr. voté en 1870 par le Conseil général pour le service des eaux à la caserne de gendarmerie d'Avesnes n'a pu être employé par suite de la production tardive des mémoires.

M. le Préfet et le 1er bureau proposent d'inscrire à nouveau cette somme de 30 fr. au budget de 1873.

— Le crédit est voté.

Gendarmerie. — Dépenses — Création de nouvelles brigades.

M. le Préfet demande dans son rapport, de fixer à 68,400 fr. le crédit à inscrire au budget de 1873, pour les dépenses de casernement des brigades de gendarmerie du département.

800 fr. figurent en prévision d'une augmentation sur les loyers des casernes de Trélon et Merville, dont les baux expirent prochainement et de l'appropriation de chambres de sûreté à Maubeuge, au Cateau, à Landrecies et à Condé.

Le bail de la caserne de Valenciennes a été renouvelé avec une augmentation de loyer de 200 fr. et la contribution foncière à la charge du département.

Les deux nouvelles brigades de Lille ont été installées rue du Faisan, le 1er janvier 1872, au loyer annuel de 5,000 fr.

L'éclairage et l'eau sont demandés pour faciliter le service et mettre le casernement dans les meilleures conditions possibles.

L'abonnement coûterait 400 fr. pour le gaz ; 30 fr. pour l'eau et un supplément de loyer de 70 fr. devrait être payé au propriétaire pour l'indemniser des dépenses d'installation et d'entretien du matériel.

Par décision en date du 3 août dernier, M. le Ministre de la Guerre a ordonné la création de nouvelles brigades de gendarmerie à pied à Bourbourg et à Blanc-Misseron.

Par là sont satisfaits les vœux exprimés à ce sujet par le Conseil général et la Commission départementale.

M. le Préfet annonce qu'il est en instance pour obtenir la création de nouvelles brigades à Halluin, Armentières et Dorignies.

Il signale tout particulièrement l'utilité extrême qu'aurait, pour l'ordre public et la répression de la contrebande, la brigade d'Halluin, ville de 15,000 âmes, contenant 10,000 ouvriers environ, la plupart étrangers, et séparée par un pont seulement de la Belgique.

Le Conseil d'arrondissement de Lille a émis un vœu en faveur de cette création.
Le 1er bureau propose de l'appuyer énergiquement.

De son côté, le Conseil d'arrondissement d'Avesnes demande l'établissement à Jeumont et à Sous-le-Bois-Maubeuge, de deux demi-brigades de gendarmerie, et le rétablissement à Trélon de l'ancienne brigade à cheval.

Il fait remarquer :

Qu'une grande quantité d'étrangers arrivent par Jeumont, commune frontière, et qu'il est nécessaire d'assurer de ce côté une surveillance active;

Que Sous-le-Bois-Maubeuge est un centre industriel fort important. qui comprend sept établissements, qui occupent plus de 3,000 ouvriers, la plupart étrangers, qu'il importe à l'ordre et à la morale que l'action d'agents de la force publique s'y manifeste d'une manière constante pour mettre un terme à de regrettables abus, que la police et la brigade de Maubeuge, chargée de la surveillance dans vingt-huit communes, ont été jusqu'ici impuissantes à réprimer.

Il a été répondu : que, sans méconnaître l'intérêt qui s'attache à la demande, il convenait, avant d'engager à ce sujet les finances départementales, de prier M. le Préfet d'étudier la question ;

Qu'à Jeumont il existait deux commissaires de police et un service de douane qui devaient assurer la complète sécurité de la frontière ;

Que le hameau de Sous-le-Bois se trouvait placé entre la brigade d'Hautmont et celle de Maubeuge, à un kilomètre de chacune ; que les gardes champêtres, les nombreux agents de l'octroi devaient le parcourir fréquemment et y exercer une active surveillance ;

Que l'urgence de la mesure n'était pas, quant à présent, démontrée.

Dans cette situation, le 1er bureau propose de signaler ces vœux à l'attention de M. le Préfet.

M. le Préfet demande d'un autre côté, pour cette année, un crédit supplémentaire de 200 fr. pour l'achat de drapeaux en zinc. La plus longue durée de ces drapeaux permettra à l'avenir de ramener le crédit au chiffre antérieur et même de le diminuer.

Enfin, l'indemnité de literies aux gendarmes extraits de la ligne ou admis dans les six mois de leur congé, paraît devoir être fixée à 2,500 fr.

Le 1er bureau pense qu'il y a lieu d'allouer ces divers crédits ; ils sont d'ailleurs compris dans le crédit général de 68,400 fr. dont il a été parlé tout-à-l'heure et dont le bureau propose l'adoption.

Le 1er bureau appelle l'attention de M. le Préfet sur la caserne de gendarmerie de Roubaix, qui tombe, paraît-il, en ruines et qui est tout-à-fait insuffisante pour loger les deux brigades ; il pense qu'il y a lieu de remédier à cet état de choses.

— Ces conclusions sont approuvées et le crédit est voté.

Frais d'administration de la Préfecture et des Sous-Préfectures

Depuis 1870 le Conseil général, pour récompenser et encourager le zèle et le dévouement des employés de la Préfecture et des Sous-Préfectures, vote un crédit de 16,000 fr. destiné à augmenter la part du fonds d'abonnement qui leur est réservé.

Le 1er bureau pense qu'il y a lieu de continuer cette allocation et de donner acte à M. le

Préfet de la communication faite au Conseil des comptes d'emploi du fonds d'abonnement pour 1871.

M. Trystram demande l'ajournement du vote après l'impression du rapport.

M. Leurent pense qu'il ne saurait y avoir lieu à un ajournement lorsqu'un rapporteur adopte les propositions de M. le Préfet; l'ajournement ne lui paraît devoir porter que sur des questions dont certains éléments ne sont pas connus, ce qui n'a pas lieu dans l'espèce.

M. Trystram répond qu'il est prêt à discuter, et qu'il ne demandait l'ajournement qu'à raison de l'heure avancée.

Il rappelle qu'à la dernière séance un crédit de 100 fr. était demandé par la Sous-Préfecture de Dunkerque pour la reliure des listes de recrutement, et qu'il a déjà fait prononcer l'ajournement de la discussion, parce que la question était la même et se référait au fonds d'abonnement, c'est-à-dire qu'un Sous-Préfet trouvait que son fonds d'abonnement était insuffisant pour couvrir ses frais de bureau, car l'honorable membre estime que les frais de reliure des registres rentrent dans les frais de bureau.

Aujourd'hui, on demande au Conseil d'augmenter les frais d'abonnement des Préfectures et Sous-Préfectures, parce que ce fonds serait insuffisant pour rémunérer les employés. L'opinant demande la permission de donner à ce sujet un détail qui lui est tout-à-fait personnel et particulier. Il a été pendant un moment Sous-Préfet de Dunkerque et il a appris que le fonds d'abonnement de la Sous-Préfecture s'élevait à 8,400 fr., que sur ces 8,400 fr., le Sous-Préfet de Dunkerque donnait ordinairement à son personnel 4,650 fr.; qu'il n'avait pas, en moyenne, 1,000 fr. de frais par an et bénéficiait par conséquent de la différence, soit 2 à 3,000 fr., sur son fonds d'abonnement.

L'honorable membre s'est demandé à propos de cette Sous-Préfecture de Dunkerque, dont il était question à la séance d'hier pour une subvention de 100 fr., s'il était bien nécessaire que le Conseil général intervînt pour une avance pareille. Il se demande aujourd'hui, à ce propos,—non pas qu'il veuille qu'on retire aucune allocation aux employés de la Préfecture ou des Sous-Préfectures, il serait plutôt disposé à réclamer une allocation plus considérable, car il n'ignore pas combien ils sont peu payés, —s'il ne conviendrait pas de réformer ce qui se passe. Les fonds d'abonnement constituent évidemment une augmentation de traitement des Sous-Préfets : or, ne serait-il pas préférable d'augmenter le traitement de ces fonctionnaires, si on le juge convenable, et de supprimer les fonds d'abonnement? Qu'on alloue aux Sous-Préfets pour frais de bureau une somme dont ils auraient à rendre compte, rien de mieux ; mais qu'on alloue à un Sous-Préfet comme celui de Dunkerque, une somme de plus de 3,000 fr. en dehors de ses frais d'employés, c'est ce qui ne se comprend plus. Son traitement est de 8,000 fr.; on lui donne près de moitié en sus par suite de l'allocation pour fonds d'abonnement.

L'honorable membre demande donc que le Conseil général émette un vœu invitant le Ministre de l'Intérieur à régler les fonds d'abonnement strictement sur ce qui est nécessaire pour les frais de bureau de la Sous-Préfecture, et s'il y a lieu d'augmenter les traitements des Sous-Préfets, de le faire régulièrement, correctement, de façon à ce qu'on sache exactement ce que coûtent par an les Sous-Préfets, sans être exposé à croire qu'ils coûtent beaucoup moins.

M. le Préfet répond que ce que demande M. Trystram est fait. Le fonds d'abonnement se divise en deux portions distinctes fixées par un décret de 1869. La première portion est affectée au paiement des employés, la seconde doit suffire aux dépenses de l'éclairage, du chauffage des

bureaux et aux frais d'imprimés. Il est impossible à un Préfet ou à un Sous-Préfet de prélever quoi que ce soit sur la première partie du fonds d'abonnement.

Quant à l'autre partie, lorsque les frais d'eclairage, de chauffage et d'imprimés sont soldés, elle appartient, pour ce qui en reste, au Préfet et au Sous-Préfet. C'est la conséquence de l'abonnement passé pour ces dépenses par le Ministre avec le Préfet et le Sous-Préfet, abonnement approuvé par le décret de 1869. Si les Sous-Préfets n'emploient pas complètement la première partie du fonds d'abonnement à payer leurs employés, c'est au Préfet qu'on doit signaler le fait et non au Conseil général, car les fonds d'abonnement ne sont pas des fonds départementaux, mais des fonds de l'Etat. Les employés de Préfecture sont des employés de l'Etat sous la surveillance du Préfet, des employés que le Préfet nomme, révoque, fait avancer suivant sa conscience, et à l'égard desquels il n'a de compte à rendre qu'au Ministre de l'Intérieur.

Il a plu au Conseil général — et M. le Préfet lui en a toujours exprimé sa reconnaissance — d'augmenter le traitement des employés de la somme de 16,000 fr., qui est distribuée en gratifications aux employés de la Préfecture du Nord et des Sous-Préfectures : il est parfaitement libre de la supprimer; s'il l'accorde, comme M. le Préfet le croit, il en témoignera sa reconnaissance, au nom des employés, mais il prie l'assemblée de n'admettre aucune espèce de confusion entre les fonds d'abonnement qui sont fonds d'Etat et les gratifications que le Conseil général, dans sa générosité, a bien voulu inscrire à son budget.

Le préopinant a fait allusion à la Sous-Préfecture de Dunkerque : M. le Préfet n'a aucune connaissance de plaintes qui auraient été élevées sur la répartition des 4,650 fr. réservés aux employés; il est persuadé que les traditions ont toujours été respectées, par conséquent il n'y a pas lieu d'insister sur ce point. Si M. Trystram désirait d'autres explications, notamment sur l'emploi du fonds d'abonnement, M. le Préfet tout en déclarant qu'il pourrait lui en coûter un peu de dévoiler les petites misères du fonds d'abonnement, s'empresserait de les lui donner dans son cabinet, mais il n'est pas exact de dire que l'allocation de ce fonds soit une manière indirecte d'augmenter les traitements des Préfets et Sous-Préfets.

M. Goussard fait remarquer que M. le Préfet n'a pas de comptes à rendre à cet égard au Conseil et qu'il est maître de ses dépenses sur le fonds d'abonnement.

M. Trystram déclare qu'il n'y avait absolument rien de personnel dans ses paroles; tout le monde sait que M. le Préfet ne dépense pas seulement le fonds d'abonnement dans son intégralité pour ses bureaux, mais beaucoup au-delà. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a là des abus à redresser soit en plus, soit en moins. L'honorable membre se défend d'avoir pris la parole dans un esprit de critique; son seul but serait d'arriver à faire un peu d'ordre dans un certain désordre.

D'après le décret sur les fonds d'abonnement, les employés de la sous-préfecture de Dunkerque doivent recevoir 4,650 fr. et ils lui ont déclaré, au moment où il était sous-préfet de Dunkerque, qu'ils n'avaient jamais reçu un centime de plus. Il ignore, toutefois, ce qui s'est fait depuis qu'il a quitté la sous-préfecture. Il répète que le fonds d'abonnement de la sous-préfecture de Dunkerque, s'élevant à 8,400 fr., sur lesquels 4,650 fr. sont obligatoirement attribués aux employés, et les frais de bureau n'atteignant pas 600 fr., le sous-préfet reçoit en réalité un traitement déguisé de 3,000 fr. environ.

Il prie de nouveau le Conseil général d'inviter M. le Ministre de l'Intérieur, par un vœu, de réviser les fonds d'abonnement.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que cette proposition est complètement en-dehors des conclusions sur lesquelles le Conseil est appelé à statuer et qui tend à l'allocation d'une somme de 16,000 fr. pour rétribution supplémentaire aux employés de la préfecture et des sous-préfectures.

M. GOUSSARD prie le Conseil de ne pas perdre de vue que les fonds d'abonnement sont fournis par le trésor et non par le département, et que la répartition en est réglée par décret. Pour les sous-préfectures, la portion qui est obligatoirement applicable aux employés était de moitié, jusqu'aux dispositions du décret de 1869 qui a fixé, d'une manière distincte, le chiffre pour chaque sous-préfecture. Chaque année le sous-préfet est tenu de justifier par un compte, auquel sont même joints les états d'émargements, que la moitié du fonds a été payée aux employés. Cette somme ayant paru insuffisante, chaque année le Conseil général inscrit à un article spécial de son budget un crédit de 16,000 fr., sur lequel la sous-préfecture de Dunkerque, par exemple, reçoit 1,000 fr. Cette allocation complémentaire élève la somme destinée à rétribuer les employés.

Le Conseil général a donc été au-devant d'une partie des critiques de M. Trystram et il a augmenté le traitement des employés. Peut-il aller plus loin et discuter l'emploi que le Préfet ou les sous-préfets font de l'autre partie du fonds d'abonnement? L'honorable membre ne s'en croit pas le droit; le décret a donné à ces fonctionnaires le droit d'en disposer comme ils l'entendent. Il n'y a qu'un cas où un préfet ou sous-préfet peuvent être appelés à rendre un compte à ce sujet : c'est quand ils sont remplacés par un autre titulaire; il s'établit alors un compte entre le fonctionnaire déplacé et son successeur, mais un compte qui ne sort pas de l'intérieur de la préfecture ou de la sous-préfecture.

On peut trouver cet état de choses mauvais, mais il est légal et l'opinant ne croit pas que dans les faits qu'a dénoncés M. Trystram, il y ait la preuve qu'un sous-préfet soit sorti de la légalité. Or, du moment que le préfet ou les sous-préfets ne sont pas sortis de la légalité en ce qui concerne l'emploi de l'allocation complémentaire inscrite au budget du département et qu'il est justifié que cette allocation a été répartie entre les employés, le Conseil n'a rien de mieux à faire que de voter le crédit.

M. TRYSTRAM prie l'assemblée de remarquer que tout ce qui vient d'être dit ne détruit rien de ce qu'il a avancé et qu'il est parfaitement d'accord avec ceux qui ont paru vouloir le contredire. L'honorable membre n'a pas dit que le fonds d'abonnement était mal employé, que le Conseil général avait tort de voter le crédit de 16,000 fr. pour les employés. Il a seulement demandé, à l'occasion de ces fonds d'abonnement, si le Conseil ne jugerait pas convenable d'appeler l'attention du Gouvernement sur un état de choses qui paraît à l'opinant un véritable abus et de l'inviter à régler d'une autre façon cette partie du traitement des sous-préfets qui se prélève sur les fonds d'abonnement et dont ils ne sont pas tenus de justifier.

M. GOUSSARD dit qu'ils n'en justifient pas précisement parce que c'est un fonds d'abonnement; le mot *abonnement* explique qu'il s'agit d'un forfait; le décret a voulu que ces dépenses fussent réglées à forfait et cet état de choses n'est pas nouveau, il remonte à cinquante ou soixante ans.

M. Trystram comprend très-bien ce que c'est qu'un fonds d'abonnement, mais il croit que quand l'expérience a démontré les inconvénients d'un système, il est très-juste de le modifier et il ne demande pas autre chose.

M. le Président invite M. Trystram à faire une proposition spéciale, s'il le juge convenable; mais les observations présentées ne contredisant en rien les conclusions du rapport, il ne peut que les mettre aux voix.

— Ces conclusions sont adoptées et l'allocation est votée.

M. Legrand (de Valenciennes), au nom du 5e bureau, présente les trois rapports qui suivent :

Route départementale N° 11.

M. l'ingénieur ordinaire Piéron demande un crédit de 52,000 francs pour un projet d'amélioration de la route départementale N° 11, entre Esnes et Forenville. Les travaux comprennent l'élargissement de la chaussée pavée à 4 m. 50 c. et l'établissement de zônes empierrées, le tout sur une longueur de 1,700 mètres.

M. l'ingénieur considère ces travaux comme absolument nécessaires sous peine de voir dépérir la route dont on s'occupe.

Le 5e bureau propose donc d'approuver ledit projet et de porter en conséquence au budget de 1873 une somme de 52,000 francs.

— Le crédit est alloué.

Route départementale N° 23.

La route départementale N° 23 est un ancien chemin vicinal qu'on a dû classer par suite de l'importance croissante de Solesmes et des rapports incessants de cette ville avec Cambrai. Cette route se ressent de son origine première et de l'économie qui a présidé à sa construction. Pour la mettre au niveau des besoins auxquels elle doit aujourd'hui donner satisfaction, M. l'Ingénieur ordinaire Piéron indique certains travaux comme indispensables.

Ces travaux sont les suivants :

Construction de zônes empierrées pour combler une lacune de 2,200 mètres, relevés à bout, construction d'un trottoir entre Saint-Python et Solesmes.

La dépense s'élèverait à la somme de 45,000 francs.

Cette dépense paraissant justifiée, le 5e bureau propose de l'approuver et d'inscrire, en conséquence, au budget de 1873, un crédit de 45,000 francs.

— Crédit voté.

Route départementale N° 21 de Bergues à St-Momelin.

Il résulte du rapport de M. l'Ingénieur ordinaire Carlier, que la route départementale N° 21, nécessite, aux abords de Saint-Momelin, des travaux de remaniement et d'assainissement.

Le projet présenté paraît bien conçu.

La dépense d'exécution est évaluée à 9,000 francs, à imputer par moitié sur les fonds des exercices 1873 et 1874.

Le 5e bureau propose d'approuver le projet présenté par M. l'Ingénieur et d'inscrire, en conséquence, au budget de 1873, un crédit de 4,500 francs.

— Crédit voté.

L'ordre du jour étant épuisé, la prochaine réunion publique est fixée à demain à trois heures.

La séance est levée à six heures moins un quart.

Le Secrétaire,
MAILLIET.

Le Président,
P. DANEL.

Séance du 22 août.

La séance est ouverte à trois heures un quart.

Président : M. Danel.

Secrétaire : M. Desrousseaux.

Sont présents : MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie-Soufflet, Boulangé, Baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Clavon, Stiévenart-Béthune, Telliez, Dutemple, Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Maurice, Fiévet, Bottin, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Dansette, J. Brame, Comte d'Hespel, Chombart, C. Descat, Général Faidherbe, J. Dutilleul, Morisson, Testelin, Henri Bernard, Desmoutiers, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straten-Descat, Roussel-Defontaine, J. Laurent, Émile Carlier, Renard, Émile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Édouard Hamoir, de Marsilly, L, Legrand (de Valenciennes).

Absent : M. Leleu.

M. Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par M. Desrousseaux, est adopté.

Affaire transmise par le Prefet.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître qu'il a reçu de M. le Préfet, pour la soumettre au Conseil général, une demande formée par M. Wacquez-Lalo, à l'effet d'être chargé de rédiger un texte qui serait le complément de la carte départementale projetée et qui aurait pour titre : description physique et statistique du département du Nord.

— Renvoi au 4e bureau.

Communications.

Les brochures suivantes ont été adressées :

L'instruction obligatoire, état de la question, par Maurice d'Hulst (hommage de la Société bibliographique).

— Dépôt à la bibliothèque.

Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai.

— Distribution aux membres du Conseil.

Mlle Bilbaut Vauchelet. — Demande de bourse.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître qu'on vient de lui remettre, de la part de M. le Préfet, une demande de bourse transmise par M. Maurice et formée par Mlle Bilbaut-Vauchelet, chanteuse, élève du Conservatoire de Paris.

— Renvoi au 3e bureau.

Tableau à afficher dans la salle des séances. Noms des rapporteurs.

M. Joos demande qu'en attendant la rédaction du nouveau règlement, on maintienne les anciennes habitudes qui existaient dans le Conseil général. Les années précédentes, on affichait dans la salle des séances la nomenclature des affaires confiées à chaque bureau et les noms des rapporteurs. Maintenant cet usage paraît abandonné, et il en résulte qu'on ne sait à qui s'adresser pour les observations qu'on aurait à faire sur telle ou telle affaire concernant son canton.

M. LE PRÉSIDENT répond que, dans chaque bureau, on affiche la nomenclature des rapports avec les noms des rapporteurs.

M. Joos réplique qu'on sera alors obligé de visiter successivement chacun des bureaux.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'on sait d'avance de quel genre d'affaires s'occupe chaque bureau et que par conséquent, il n'est pas plus difficile d'aller dans un bureau déterminé que dans la salle des séances.

M. Joos dit qu'on peut hésiter sur le classement de certaines affaires et il ne voit pas, en tout cas, quel inconvénient il y aurait à se conformer à l'ancien usage.

Une autre mesure, qu'on devrait adopter suivant l'honorable membre, serait d'afficher dès la veille, dans la salle des séances, la nomenclature de tous les rapports qui devraient être faits à la séance du lendemain. On aurait ainsi le temps de la réflexion et on pourrait préparer ses objections. Pour donner satisfaction à ce désir, il suffirait de prolonger de vingt-quatre heures la durée de la session.

— L'incident n'a pas de suite.

Conseil général. — Bibliothèque. Proposition.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de la proposition suivante qui vient d'être déposée sur le bureau :

« Les soussignés demandent l'affectation à l'achat des livres nécessaires à la bibliothèque du Conseil général du solde du crédit de 70,000 fr. voté par le Conseil général pour l'installation des bureaux. »

Signé : LEGRAND (de Valenciennes), VAN DER STRAETEN, BILLET.

— Renvoi au 4e bureau.

M. LE PRÉSIDENT donne successivement la parole aux Rapporteurs des différents bureaux dont les rapports sont prêts, en commençant par le 3e.

Elèves artistes.

M. CLAVON donne lecture du nouveau rapport du 3e bureau sur les élèves-artistes :

Dans la séance d'hier, dit-il, le 3e bureau a demandé au Conseil général une allocation de 11,000 fr. au budget de 1873, savoir : 10,000 fr, pour dix pensions à MM. Thibeau, Comerre, Meyronnet, Frère, Cordonnier, déjà titulaires, et à MM. Darcq, Lemaire, Dewinter, Queulain, et Mademoiselle Vergin, et 1,000 fr. à titre d'indemnité à M. Laoust, de Douai, parce qu'il avait été privé d'une année d'études par suite de sa présence sous les drapeaux en 1870-1871.

Une demande d'ajournement aux conclusions du Rapporteur a été présentée par un des membres du Conseil, s'opposant à la continuation au-delà de cinq années de la pension départementale à M. Laoust.

Le 3e bureau, adoptant les motifs qui ont dicté la demande d'ajournement, propose que 10,000 fr. seulement, demandés pour les dix pensions ci-dessus, soient portés au budget de 1873 et que M. Laoust ne reçoive pas satisfaction à sa demande.

Une autre demande, présentée tardivement par Mlle Bilbaut, de Douai, et après le classement par la Commission, n'a pu recevoir satisfaction malgré le talent de cette jeune artiste.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit de 10,000 fr. est alloué.

Yacht club du Nord.

M. Joos (2e bureau) présente les quatre rapports suivants :

M. le Préfet expose que, depuis plusieurs années, le Conseil général alloue un subside annuel de 300 fr. à la Société du Yacht-Club du Nord. Par son but, qui a principalement pour objet de développer le goût de la navigation de plaisance et de favoriser les progrès des constructions navales, cette Société continue à mériter les encouragements qui lui sont accordés.

Les régates n'ayant pu avoir lieu en 1870 ni en 1871, à cause des événements, le subside du département n'a pas été ordonnancé.

Le 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose au Conseil général le vote du crédit habitue de 300 f. en faveur de cette Société.

— Le crédit est voté.

Cultes, indemnités, suppléments de traitements.

Conformément aux résolutions prises les années précédentes, par le Conseil général, M. le Préfet propose l'inscription au sous-chapitre VIII du budget de 1873, des crédits dont le détail suit, égaux à ceux qui ont été alloués pour 1872 et années antérieures, savoir :

AU CULTE CATHOLIQUE,

L'indemnité à Mgr l'Archevêque.	5,000
Le supplément de traitement aux trois vicaires-généraux, à raison de 1,200 fr. chacun.	3,600
Le supplément de traitement aux dix chanoines, à raison de 1,000 fr. chacun. .	10,000 »

AUX CULTES DISSIDENTS,

Un subside au Consistoire de Lille, pour dépenses du culte protestant.	1,200 »
— à la communauté israélite de la même ville.	1,000 »
— — — de Valenciennes	500 »

Le 3e bureau propose au Conseil général l'inscription de ces crédits ainsi qu'ils ont été alloués précédemment.

— Les crédits sont alloués.

Société humaine de Dunkerque.

Le 3e bureau, appréciant les services rendus par la Société humaine de Dunkerque et s'associant à la demande de M. le Préfet, propose au Conseil général le crédit de 500 fr. annuellement alloué.

— L'allocation est accordée.

Société centrale de sauvetage des naufragés.

M. le Préfet expose que, depuis plusieurs années, le Conseil général en raison de l'établissement d'une station à Gravelines, accorde un subside annuel de 500 fr. à la Société centrale de sauvetage des naufragés. Il met sous les yeux de l'assemblée : 1° la lettre par laquelle M. le Vice-amiral de la Roncière-le-Noury, Président du Comité, sollicite la continuation de ce subside pour 1873 ; 2° le compte-rendu de la dernière assemblée générale tenue le 8 mai 1872.

Le 3e bureau, conformément à la proposition de M. le Préfet, prenant en considération les nombreux sauvetages opérés par la Société centrale des naufragés, propose au Conseil général le crédit de 500 fr., qui a un résultat si utile à l'humanité.

— Le crédit est voté.

Société de géographie de Paris.

M. Massiet du Biest, autre rapporteur du même bureau, donne lecture des deux rapports ci-après :

La Société de géographie de Paris sollicite une souscription à un certain nombre d'exemplaires de son bulletin mensuel pour être répartis entre les bibliothèques publiques du département.

Le 3e bureau reconnaît toute l'importance qu'il y aurait à contribuer au progrès comme à la diffusion des connaissances géographiques. Mais, avant de proposer la souscription que l'on

sollicite, il aurait désiré être mis à même, par le dépôt de quelques numéros de cettepublication, d'en constater l'utilité et de s'assurer qu'elle peut aider à atteindre le but vers lequel on doit tendre.

La lecture seule d'un prospectus ne peut suffisamment renseigner à cet égard.

Aussi le 3e bureau propose-t-il de décider qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, de voter la souscription sollicitée.

— Conclusion adoptée.

Pompes à incendie.

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général un relevé faisant connaître, par arrondissement, le nombre des communes du département qui sont pourvues de pompes à incendie.

Il résulte de ce document que cinq nouvelles communes se sont pourvues de pompes à incendie.

Cette amélioration continue, est évidemment due aux subsides accordés sur les fonds du département.

Au rapport de M. le Préfet est joint le détail de l'emploi du crédit de 1871, qui a été dépensé jusqu'à concurrence de 2,650 fr.

La somme de 4,000 fr. votée jusqu'ici étant suffisante, le 3e bureau propose l'inscription du même crédit au budget de 1873.

Il émet de plus le vœu que les pompes achetées par les communes soient examinées et reçues par le capitaine de la compagnie de sapeurs-pompiers du chef-lieu de canton.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est alloué.

M. Levent voudrait qu'on pût forcer les maires des communes à faire l'acquisition d'une pompe à incendie. Il y a des cantons, dit-il, ou deux ou trois communes seulement possèdent des pompes, circonstance qui, dans bien des cas, rend les secours inefficaces.

M. le Président répond que la loi n'a pas déclaré cette dépense obligatoire, mais l'observation n'en est pas moins utile et elle sera consignée au procès-verbal.

Sociétés de musique et orphéons.

M. Carlier (3e bureau) donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

En 1866, le Conseil général a voté l'inscription au budget de 1867 d'un crédit de 3,000 fr. destiné à l'achat d'instruments de musique et de partitions pour des Sociétés dont la pénurie des ressources locales pourrait empêcher la création ou compromettre l'existence. En 1870, ce crédit fut porté à la somme de 4,500 fr.; et dans la session de 1871, le Conseil général a mis à la disposition de la Commission départementale la même somme de 4,500 fr. pour 1872.

Dans sa séance du 22 janvier dernier, la Commission permanente, considérant que la situation des Sociétés qui ont adressé des demandes de secours ne paraît pas plus particulièrement digne d'intérêt que celle de tant d'autres Sociétés du département, a reservé complétement le crédit.

Le 3e bureau, après examen des demandes, a pensé que des subventions de cette nature, que que soit l'intérêt qui s'attache aux sociétés musicales, étaient et devaient rester à la charge des municipalités ; que le département ne pourrait accorder à quelques Sociétés des subsides que toutes sont en droit de solliciter et que toutes méritent également d'obtenir.

Le bureau propose donc le rejet du crédit de 4,500 fr. inscrit dans les propositions du budget de 1873.

— Ces conclusions sont adoptées.

Travaux d'églises et presbytères. — Demandes de secours de l'État.

Au nom du même bureau, M. Emond donne lecture du rapport qui suit :

Dans ses sessions de novembre 1871, et avril 1872, le Conseil général a, conformément à la loi du 10 août 1871, arrêté les tableaux collectifs de propositions de secours sur les fonds de l'Etat pour travaux d'églises et presbytères, s'appliquant à vingt communes.

La demande de secours relative à l'église d'Haubourdin, seule, n'a pu être soumise à la décision du ministre des cultes par suite du défaut de pièces justificatives réclamées, mais non produites.

Les secours demandés ont été intégralement accordés à trois communes, celles de Neuville-sur-Escaut, Montigny et Cantaing.

Cinq autres communes, Aubers, Merkeghem, Beauraing, Rubrouck, et la Madeleine ont reçu partie seulement des subventions demandées.

Deux autres Marcq-en-Barœul et Steenbecque attendent, avant qu'il soit statué sur leur demande, que leurs projets de reconstruction soient modifiés suivant les prescriptions de M. le Ministre des cultes.

A l'égard des neuf autres communes, Bettignies, Honnecourt, Ecuelin, Erquinghem-Lys, Englefontaine, Neuf-Mesnil, Proville, Marquillies et Lewarde, l'administration supérieure n'a encore pris aucune décision.

Cinq nouvelles demandes de secours ont été présentées par les communes de Sainte-Marie-Cappel, Ledringhem, Bantigny, Hantay, Honnechy. C'est l'objet du présent rapport.

1° *Commune de Sainte-Marie-Cappel.* — L'église de Sainte-Marie-Cappel a été complètement incendiée dans le mois de novembre 1871.

Du devis dressé, sur la demande de l'administration municipale, pour la reconstructiou de cet édifice, il résulte que la dépense totale doit s'élever à cinquante-cinq mille six cent cinquante francs . . . . . 55,650 fr.

Les ressources proposées sont :

1° un emprunt de quatorze mille six cent cinquante francs payables en treize annuités au moyen d'impositions extraordinaires ci.	14,650 fr.	41,650
2° Souscriptions particulières	27,000	

Pour couvrir la différence de 14,000 (quatorze mille francs) la commune sollicite un secours départemental et si, comme elle l'espère, le Conseil général veut bien lui accorder son chiffre maximum de trois mille francs 3,000

Il ne resterait plus en déficit que 11.000 fr.

La commune de Ste.-Marie-Cappel se trouve déjà grevée de cinquante-cinq centimes spéciaux et extraordinaires ; ses habitants ont fait de grands sacrifices, puisqu'ils couvrent par des dons et souscriptions volontaires la moitié de la dépense.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck saisi de la demande, a émis un vœu tendant à lui faire obtenir de l'État et du département une somme de 14,000 francs.

La position de la commune de Ste.-Marie-Cappel est donc digne d'intérêt au premier chef, et tout concourt à ce que la demande qu'elle fait à l'État d'un secours de onze mille francs lui soit accordée.

2° *Commune de Ledringhem.* — L'état de vétusté de l'église de Ledringhem nécessite de promptes et urgentes réparations.

Le Conseil municipal de cette commune, dans sa séance du 29 juin 1869, après examen et approbation du devis de l'architecte, a arrêté le chiffre des dépenses à effectuer, à la somme de 9,400 fr., ci . . . . . 9,400 fr.

Pour y faire face, il a voté une somme de six mille quatre cents francs, payables en huit annuités de 800 francs à partir de 1873 et pour laquelle un emprunt sera contracté, ci 6,400

Resterait un déficit de 3,000

La commune de Ledringhem ne renferme que 635 habitants, elle compte déjà à son passif une somme de 3,000 fr. montant d'un emprunt autorisé par décret du 9 janvier 1864, et contracté le 5 juin de la même année à la Caisse des dépôts et consignations.

Le secours de 3,000 fr. qu'elle sollicite sur les fonds de l'État paraît donc justifié.

3° *Eglise de Bantigny.* — Le clocher de l'église de Bantigny se trouve dans un état complet de dégradation pour cause de vétusté, et par suite des dégâts occasionnés par la foudre.

Les conseils municipaux de Bantigny et de Cuvillers communes réunies pour le culte, et intéressées à créer des fonds destinés au paiement des réparations, ont fait dresser et approuver un devis, par suite duquel il est reconnu que les dépenses doivent s'élever. à . . . 5,000 fr.

Sur cette somme, la fabrique de l'église prend mille francs à sa charge 1,000 fr.

Les conseils municipaux de Bantigny et de Cuvillers ont, après règlement de leur contingent, voté une somme de deux mille cinq cents francs 2,500

} 3,500

dont 1428 pour Bantigny, et 1872 pour Cuvillers ; en raison de l'insuffisance de leurs ressources, elles sollicitent de l'État, pour compléter la dépense, un secours de 1,500 fr.

Il a paru au bureau que cette demande devait être prise en considération.

4° *Commune de Hantay.* — Le Conseil municipal de la commune de Hantay par sa délibération du 20 mai 1872, a constaté l'insalubrité et le mauvais état du presbytère, et a reconnu que les travaux urgents à y faire donneraient lieu à une dépense presque égale à celle d'une reconstruction complète, et que dès lors il était préférable de s'en tenir à ce dernier parti.

Les plans et devis régulièrement dressés ont été approuvés au chiffre de 6,900 fr. par le

Conseil municipal de Hantay, qui dans sa séance du 23 mai 1872, a voté pour les travaux de reconstruction une somme de trois mille sept cents francs . . . . . 3,700 fr.

La valeur des matériaux à provenir de la démolition du presbytère est de neuf cents francs 900

Total . . . 4,600

Le Conseil sollicite en outre un secours de l'État de trois mille francs. Cette demande a paru devoir être réduite à la somme de 2,300 fr. pour ne pas excéder la différence qui existe entre les ressources et le montant du devis. Dans cette limite, et en raison de la pénurie de ses ressources, la demande de la commune de Hantay paraît devoir être accueillie.

5° *Presbytére d'Honnechy*. — Le presbytère de la commune d'Honnechy tombait en ruines; dans la prévision de sa reconstruction, la fabrique de l'église avait accordé à la commune un subside de 3,000 fr.

L'état de dégradation des bâtiments ne permettait plus de réparations. Le Conseil municipal fit dresser un plan de reconstruction, avec un devis s'élevant à 8,612 fr. 68 c.

Après approbation des plans et devis, et toutes formalités remplies, le Conseil vota des fonds jusqu'à concurrence de 5,977 fr,, remboursables en huit années; de plus, la commune obtint de l'État, par suite d'une décision ministérielle du 7 août 1868, un secours de 2,400 fr.

Pour ménager les ressources de la commune, les dimensions du presbytère furent restreintes au possible, et le devis des prix très-abaissé.

Vint le jour de l'adjudication, aucun entrepreneur ne voulut se charger des travaux, les bénéfices à en provenir étant jugés par eux comme nuls ou peu rémunérateurs.

C'est ici que se trouve l'intérêt de l'affaire : M. le curé d'Honnechy sous le couvert d'un maître maçon, fit lui-même l'entreprise des constructions et suppléa par des excédants, à l'insuffisance des plans, et à l'exiguité des prix alloués.

Les travaux supplémentaires qu'il a exécutés étaient, selon lui, d'une stricte utilité et reconnus urgents par la notoriété. Tout en augmentant la dépense, il aurait, affirme-t-il, par la solidité des nouveaux bâtiments et leur plus value, procuré à la commune, un bénéfice de plus 4,500 fr. dont il a fait tous les frais.

L'architecte consulté paraît n'admettre qu'un excédant de valeur de 2,070 fr. 10 c. différence entre la somme de 8,612 fr. 62 c. insérée dans son devis et celle de 10,756 fr. 33 c. coût des bâtiments.

Il attribue ce surcroît de dépenses à plusieurs travaux auxquels l'on aurait pu surseoir, et à différentes améliorations introduites par M. le curé, telles qu'appuis exécutés en marbre au lieu de bois, établissement d'une cloison devant la cage de l'escalier, plafonds blancs substitués aux plafonds gris, planchers dans plusieurs pièces, au lieu de carrelage, exécution d'appentis, citernes et fosses d'aisance, et surtout à un supplément assez considérable reclamé par les marchands de briques, augmentation non prévue dans le devis.

M. l'architecte déclare d'ailleurs que ce n'est qu'après plusieurs tentatives infructueuses pour trouver un entrepreneur, que M. le curé d'Honnechy a été amené à se charger directement de la construction du presbytère.

Il fait en outre ressortir que, dans les années antérieures, M. le curé d'Honnechy a fait clore à ses frais, par des murs, le jardin du presbytère sur une longueur de 175 mètres, avec dépense d'environ 3,000 fr.

M. le curé d'Honnechy proteste contre les évaluations du rapport et maintient les chiffres de ses dépenses.

Le Conseil municipal consulté, reconnaît implicitement que les constructions supplémentaires sont utiles à la commune, et dans sa délibération du 2 mai 1872, il paraît regretter que sa position financière le mette dans l'impossibilité de combler la différence, mais il fait des vœux pour que M. le curé d'Honnechy soit indemnisé par une allocation du département ou de l'État.

Si l'on tient compte des circonstances et des faits qui ont amené l'entreprise de M. le curé, du sentiment qui a dicté son intervention, de l'insuffisance des plans et devis, des suppléments de débours qui ne manquent jamais de se produire en cours d'exécution des travaux, même les mieux conçus, des dépenses enfin qu'a faites gratuitement M. le curé d'Honnechy pour l'érection de la muraille servant de clôture au jardin du presbytére, il est difficile d'admettre que toutes les dépenses supplémentaires sus rappelées doivent être laissées à sa charge.

Mais, d'autre part, comme il est dangereux d'établir un précédent et que l'on ne peut laisser à l'arbitraire des intéressés, le règlement de dépenses renfermées dans un devis régulier et basé sur les limites extrêmes des ressources communales, le 3e bureau estime qu'il n'y a lieu de prendre en considération que les dépenses supplémentaires strictement nécessaires et de ne solliciter sur les deniers de l'État et pour toute indemnité, qu'une somme égale à la différence signalée par M. l'architecte, soit 2,070 fr. 10 c.

6. — *Presbytère de Thun-Saint-Amand.*

L'état de vetusté et d'insalubrité du presbytère de la commune de Thun-Saint-Amand, en rend la reconstruction urgente ; les dépenses à effectuer s'élèvent d'après le devis à 11,795 fr.

Les ressources dont la commune peut disposer, s'élèvent à 9 000 fr. produit, pendant douze années de quinze centimes imposés extraordinairement, elle sollicite pour parfaire la dépense un secours de l'État de 3,000 fr. Cette demande est justifiée par la pénurie des ressources de la commune de Thun-Saint-Amand.

Le 3e bureau propose de solliciter de l'État les secours ci-dessus réclamés, en laissant suivant leur classement, la priorité à celles des demandes qui ont été soumises au Conseil dans ses précédentes sessions et en classant celles qui viennent de se produire suivant l'ordre des numéros qui leur a été donné.

— Ces conclusions sont adoptées.

Église de Landrecies.

Le présent rapport était préparé, continue le MÊME RAPPORTEUR, quand le dossier relatif à une demande de secours, faite par la ville de Landrecies, a été remis au 3e bureau par M. le Préfet.

L'église de la ville de Landrecies a éprouvé des dégradations nombreuses durant le siége qu'elle a subi en janvier 1871.

Les allocations accordées au département du Nord, par l'État, pour la réparation des dégâts résultant de la guerre, n'ont permis de couvrir qu'une faible partie de ces dommages ; la ville de

Landrecies qui, en effet, figurait pour une somme de 57,421 fr. dans l'état des demandes de secours, n'a pu obtenir que 8,749 fr. 50, et cette somme, ainsi qu'en a disposé la Commission départementale, en se conformant à la circulaire de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, a dû servir à dédommager les victimes les plus nécessiteuses.

Les ressources de la ville de Landrecies sont restreintes et suffisent à peine à ses besoins ordinaires.

Les réparations urgentes a faire à son église s'élèvent à 7,570 fr.. C'est cette somme qu'elle sollicite de l'Etat et du département.

Une demande de 3,000 fr. sur les fonds départementaux fera l'objet d'un autre rapport.

Le surplus, s'élevant à 4,570 fr., est sollicité sur les fonds de l'État.

Le 3e bureau ne peut se rappeler, sans émotion, qu'après la retraite si honorable de Saint-Quentin, la petite ville de Landrecies n'a pas désespéré de la patrie, qu'elle a bravement fermé ses portes et arrêté l'ennemi victorieux.

Le 3e bureau, sous l'impression de ce sentiment, propose de demander sur les deniers de l'État le subside de 4,570 fr. réclamé par la ville de Landrecies et de classer sa demande en première ligne.

— Conclusion adoptée.

Eglises. — Assurances contre l'incendie.

M. Trystram demande s'il ne serait pas convenable d'inviter M. le Préfet à recommander aux communes de faire assurer leurs églises. Si l'église de Sainte-Marie-Cappel avait été assurée, le département et l'État n'auraient pas aujourd'hui à intervenir pour payer les dépenses de reconstruction. Il ne faut pas que les communes comptent sur la charité de l'Etat et du département pour réparer les conséquences des incendies.

M, Desmyttère répond que la recommandation dont parle le préopinant est renouvelée tous les ans par M. le Préfet. Il n'y a pas très-longtemps qu'il a encore fait insérer une circulaire à ce sujet dans le Recueil des actes administratifs, et ses prédécesseurs ont également fait des efforts en ce sens.

M. le Préfet remercie M. le maire de Cassel du bon souvenir qu'il a gardé de ses instructions.

M. Plichon croit qu'il faudrait émettre le vœu que cette dépense fût obligatoire ; on pourrait alors contraindre les communes à faire assurer leurs édifices ; mais en ce moment l'administration manque de tout moyen de coërcition.

Élèves sages-femmes. — Bourses.

— Sur la proposition de M. Testelin, au nom du 3e bureau, le Conseil général vote le crédit annuel de 2,791 fr. pour les quatre bourses d'élèves sages-femmes que le département entretient à l'École d'accouchement de Paris.

Carte départementale.

M. Seydoux (4e bureau) donne lecture d'un rapport conçu en ces termes :

Dans sa séance du 10 novembre 1871, le Conseil général a décidé, sur la proposition du 4e bureau, l'établissement d'une carte du département par arrondissement à l'échelle de $\frac{1}{80000}$, devant servir d'annexe et de complément au travail du nivellement général qui s'effectue en ce moment.

Invité par M. le Préfet à formuler des propositions à ce sujet, M. l'Ingénieur en chef du

service ordinaire des ponts-et-chaussées a rédigé un rapport qui est mis aujourd'hui sous les yeux du Conseil général.

Ce rapport indique tous les détails et toutes les conditions à adopter pour assurer une bonne exécution de la carte.

M. l'Ingénieur en chef est entré en relations avec un graveur de Paris, le même qui a gravé en 1870 la carte routière du Nord, dressée par M. l'agent-voyer en chef Romain, et cette année même celle de l'arrondissement de Dunkerque, éditée par M. l'agent-voyer principal Ternant.

La grandeur des feuilles de la carte, l'échelle ayant été fixée par le Conseil général, est déterminée par la superficie de l'arrondissement d'Avesnes, qui est de beaucoup le plus étendu des sept arrondissements du département (139,723 h.).

Par une heureuse coïncidence, cette grandeur est précisément celle des plus grandes pierres employées dans l'industrie de la gravure, d'où il résulte qu'on évitera les difficultés et les inexactitudes des raccords.

Ce format dit « grand-monde », pourrait être appliqué sans laisser trop de blancs aux arrondissements plus petits de Cambrai, de Lille. d'Hazebrouck et de Dunkerque.

Quant à ceux de Valenciennes et de Douai, qui ne comptent que : l'un, 62,978 hectares, l'autre 47,206 hectares, ils devraient être réunis nécessairement sur une seule et même feuille.

Les signes conventionnels, écritures et dessins seraient ceux adoptés par le dépôt de la guerre. Ces types sont clairs, précis, et ont passé tout-à-fait dans les usages pour les cartes locales.

Les indications seraient aussi les mêmes, seulement, afin de rendre la carte plus claire et d'en réduire notablement la dépense, M. l'Ingénieur propose de supprimer les courbes et hâchures qui servent à indiquer le relief.

Ces indications seront d'ailleurs avantageusement remplacées par les cotes des repères métalliques, dont le nombre sera de 500 environ sur chaque feuille d'arrondissement.

La carte serait tirée en quatre couleurs, ce qui contribuerait à la rendre parfaitement lisible.

Evaluation de la dépense. Dans ces conditions, M. l'Ingénieur en chef évalue la dépense à faire comme il suit :

1° Reproduction photographique agrandie de la carte du dépôt de la guerre, portée de l'échelle de $\frac{1}{80000}$ à celle de $\frac{1}{50000}$ et fourniture de dix-huit épreuves (trois par arrondissement.	1,000 fr.	»
2° Fourniture de vingt-quatre pierres pour six feuilles en quatre couleurs, qui demeureront la propriété du département.	5,328	»
3° Gravure.	17,500	»
Dépenses imprévues	1,172	»
Dépense totale pour l'établissement de la première épreuve..	25,000	»
Frais de tirage : Pour mille exemplaires ou six mille feuilles.	9,360	»
Soit par exemplaire de six feuilles	9	36

Concours de l'État. L'administration supérieure des travaux publics qui a bien voulu prendre à sa charge la moitié de la dépense du nivellement général, consentira probablement aussi à

participer aux frais que nécessitera la confection de la carte qui est le complément de ce grand travail.

Mais il n'est pas probable que, dans la situation du Trésor, la subvention de l'État dépasse 12,500 fr., soit moitié de la dépense d'établissement de la première épreuve.

Nombre d'exemplaires à tirer. 1,700 seraient délivrés gratuitement aux membres du Conseil général et des Conseils d'arrondissement, à la Préfecture, aux Sous-Préfectures, aux chefs de services administratifs et militaires du département, aux Sociétés scientifiques et agricoles, aux 662 communes du Nord, à raison de deux exemplaires par commune, l'un pour la mairie, l'autre pour l'école; enfin aux fonctionnaires divers qui auront concouru à la confection du travail.

Si on ajoute à ces 1,700 exemplaires une réserve de 300 pour l'avenir, on aura la quantité de 2,000 exemplaires à tirer aux frais exclusifs du département, et par conséquent une dépense de ce chef de. . . . . 18,600 fr.
qui s'ajoutera à celle mentionnée plus haut, déduction faite du subside de l'État, laquelle est de. . . . . 12,500 »

Soit en tout. . . . . 31,100 »

Quant au nombre d'exemplaires à tirer pour les livrer au public à prix d'argent, M. l'Ingénieur en chef pense qu'en le fixant à 2,000, on répondra à toutes les nécessités du présent et aux besoins de l'avenir. Dans ce cas, le département aurait à faire l'avance d'une somme de 18,600 fr. qui reviendrait ultérieurement et partiellement dans sa caisse.

Prix de vente des cartes au public. M. l'Ingénieur propose de fixer le prix de vente de ces 2,000 exemplaires au taux nécessaire pour que le département rentre sans intérêt dans la somme qu'il aura déboursée pour le tirage, en y ajoutant une remise de 13 1/2 pour 100 à faire aux libraires qui effectueront cette vente, soit à Lille, soit dans tous les chefs-lieux d'arrondissement du Nord.

Sur ces bases et en arrondissant les chiffres afin de les rendre commerciaux, les six cartes représentant le département seraient vendues ensemble 10 fr. et une carte d'arrondissement 2 fr.

Ces prix, par leur extrême réduction, nous semblent de nature à répondre complètement aux intentions du Conseil général.

Époque du travail. Le Conseil général a manifesté le désir que cette carte pût être livrée au public dans un avenir très-prochain.

M. l'Ingénieur fait observer :

D'une part, que, aux termes de son traité, l'entrepreneur du nivellement général du département a un délai de quatre ans, à partir de 1870, pour terminer son travail.

D'autre part, que le Conseil général a concédé, en 1871 et 1872, un réseau de 15 lignes de chemins de fer d'intérêt local, embrassant une étendue de 293 kilomètres et dont les tracés définitifs ne seront probablement pas déterminés avant l'année prochaine.

Dès-lors et pour éviter les interruptions et reprises toujours très-nuisibles à l'exactitude de

travaux aussi délicats, il y aurait utilité de ne commencer le travail des minutes que dans le courant de l'année 1873.

Le 4e bureau pense qu'il y a lieu d'adopter les dispositions contenues dans le rapport de M. l'Ingénieur en chef. Il est d'avis, toutefois, de fixer provisoirement à mille le nombre d'exemplaires à tirer pour le public, ce qui réduirait de moitié l'avance qu'aurait à faire le département.

Le travail de la carte ne pouvant recevoir l'année prochaine qu'un commencement d'exécution, il suffira de porter au budget de 1873 une somme de dix mille fr. à valoir sur la dépense totale.

M. Stiévenart-Béthune fait observer que tous les trois ou quatre ans périodiquement on fait une carte; il ne pense pas qu'il soit bien nécessaire de dépenser 20,000 francs pour en faire une nouvelle, afin d'ajouter quelques lignes de couleur noire représentant les chemins de fer, lorsque tant de communes sont encore embourbées.

Le rapporteur répond que la décision relative à la carte a été votée l'an dernier, et que l'assemblée n'entend sans doute pas revenir sur ce vote. D'ailleurs la carte qu'il s'agit de faire aujourd'hui n'a pas de rapport avec celles qui ont été faites jusqu'ici.

M. Legrand (de Valenciennes) dit que les membres du Conseil qui n'en font pas partie depuis longues années et qui n'ont pas reçu les collections de cartes que paraît posséder M. Stiévenart-Béthune, seront heureux d'avoir la carte dont la dépense est proposée, alors surtout qu'il n'y a pas eu jusqu'à présent de travail analogue.

— Après ces observations, les conclusions du rapport sont adoptées et le crédit de 10,000 fr. est voté.

M. de Marsilly dépose une proposition ainsi conçue :

Navigation. — Travaux de perfectionnement entre La Bassée et Dunkerque. — Proposition.

« Les soussignés ont l'honneur de proposer au Conseil général de prendre la délibération suivante :

» Considérant que la ligne navigable qui met en communication avec le port de Dunkerque, d'une part Paris, l'Est et le Centre de la France, d'autre part Lille, Roubaix, Tourcoing et le Nord de la France, présente depuis La Bassée jusqu'à Dunkerque une section d'environ cent onze kilomètres de longueur dans laquelle le tirant d'eau est inférieur à 2m, alors que partout ailleurs il atteint ce chiffre; que cette lacune entrave la navigation et porte un préjudice considérable aux intérêts du département ;

» Le Conseil général, défenseur naturel de ces grands intérêts, offre à l'Etat de lui avancer une somme de trois millions cinq cent mille francs à l'effet d'assurer l'exécution des travaux de perfectionnement de la navigation dans le parcours entre La Bassée et Dunkerque.

» Les fonds versés successivement par le département jusqu'à concurrence de ladite somme de 3,500,000 francs, porteront intérêt à quatre pour cent à dater de leur versement.

» L'amortissement calculé au même taux de 4 % s'effectuera en dix années à partir de 1878.

» Les versements auront lieu par quart, le premier quart en 1874 et les autres quarts d'année en année successivement.

» La somme de 3,500,000 fr. sera prélevée sur celle de 6,800,000 francs que l'État a pris l'engagement de rembourser au département.

» Signé : Trystram, H. Joos, A. Bergerot, Gustave Lemaire, Edouard Hamoir, L. Delerue, comte d'Hespel, G. Carlier, Billet, de Marsilly, A. Duquenne, Roussel-Defontaine, Van der Straeten. »

— Renvoi au 4e bureau.

M. le Président donne lecture d'une autre proposition qui vient d'être déposée sur le bureau :

Edifices communaux. — Assurances.

« Les soussignés émettent le vœu que les assurances des édifices communaux soient classées par la loi au nombre des dépenses obligatoires des communes.

» Signé : Plichon, Brame, Mailliet.

— Renvoi au 4e bureau.

M. Ed. Hamoir (4e bureau) présente les trois rapports qui suivent :

Courses de chevaux à Lille.

La Société des courses de Lille, qui s'est de nouveau reconstituée, prie le Conseil général de lui allouer le crédit de 4,000 francs qu'il lui accordait antérieurement.

Le 4e bureau pense que vu l'état actuel des finances du département et les sacrifices qu'il fait déjà sous une autre forme pour l'élevage de la race chevaline, il n'y a pas lieu d'accorder le subside demandé par la Société des courses de Lille.

M. le comte d'Hespel demande à présenter quelques observations au sujet des conclusions qui sont soumises au Conseil général.

Jusqu'à présent dans le public, on est persuadé, dit-il, que les courses de chevaux sont un simple amusement, une distraction, mais non une chose utile à l'amélioration de la race chevaline. C'est qu'en effet, on ne se rend pas assez compte en France, de ce fait que notre cavalerie est peut-être la seule de l'Europe qui ne puisse se recruter par elle-même dans l'intérieur du pays ; jusqu'à présent, la France est, sous ce rapport, tributaire de toutes les nations et on en a fait dans la dernière guerre la triste expérience, puisqu'on a été obligé de renoncer à remonter une nouvelle cavalerie, les portes de l'étranger nous étant fermées. Dans une pareille situation, il semble à l'opinant qu'un modique secours du département ne serait pas mal employé.

On dira peut-être que ce n'est pas dans les chevaux de course qu'on peut prendre ceux de la cavalerie. Mais il faut remarquer que les courses de chevaux sont un encouragement à la race pure et que, sans race pure, on ne peut faire de croisements qui contribuent à remonter la cavalerie.

On peut citer, comme exemple frappant, ce que font les autres nations. Récemment, en Angleterre, on a vendu le haras le plus considérable de chevaux de course ; or les acheteurs principaux ont été la Prusse et l'Autriche. Le roi de Prusse personnellement fait acheter dans toutes les régions, à des prix fabuleux, les types les plus parfaits, de manière à ce que le pays puisse se refaire des chevaux sans jamais avoir besoin d'aller en chercher à l'étranger. C'est à raison de ces achats considérables faits depuis dix ans en Angleterre et jusqu'en Asie, que la Prusse a pu avoir cette magnifique cavalerie dont on est loin en France de pouvoir approcher.

Cet encouragement aux courses n'est donc pas un encouragement donné au luxe, mais

à l'élevage et si cet encouragement est refusé, on ne sait plus de quelle façon récompenser les sujets les meilleurs, car ce n'est pas au simple aspect qu'on peut savoir qu'un cheval est bon ; il faut qu'il ait fait ses preuves et il ne peut les faire que par les courses.

M. Stiévenart-Béthune dit que le débat se réduit à savoir si le Conseil général est disposé à revenir sur ses précédentes décisions. Mais si le Conseil général, qui a vu le résultat des courses, non-seulement à Lille, mais à Valenciennes, a été suffisamment édifié, et a pris en parfaite connaissance de cause la mesure qu'on sait, l'honorable membre croit qu'il y a lieu d'approuver les conclusions du rapport. Il faut remarquer d'ailleurs que si l'on accorde une faveur à Lille, il n'y aura pas de raison pour ne pas l'accorder à Valenciennes, à Douai, etc.

M. Legrand (de Lecelles) expose que le 4e bureau a entendu M. le comte d'Hespel qui s'est fait le défenseur très-chaleureux et très-convaincu de la subvention sollicitée du département. Il a posé comme axiôme certain qu'en maintenant les courses, en favorisant l'élevage de ces chevaux qui parcourent sept ou huit kilomètres en quatre ou cinq minutes, on créait dans le pays des chevaux propres à la cavalerie et à l'artillerie. On a répondu dans le bureau que s'il en était ainsi, ce n'est pas 4,000 fr, mais une somme bien plus élevée que le département devrait donner, puisque l'intérêt de la ville de Lille ne serait pas seul engagé, mais l'intérêt général du pays. Toutefois le 4e bureau n'a pas aperçu cette relation de cause à effet, en considérant ce qui se passe sur les divers hippodromes. Il n'a vu dans les courses qu'une question de luxe, la création de chevaux artificiels dont l'utilité pratique pour le but signalé, ne paraît pas démontrée. Un membre a fait observer qu'il accorderait volontiers, quant à lui, une subvention de 4,000 fr., si elle devait être employée uniquement à faire courir de bons trotteurs, de bons gros chevaux n'ayant pas les apparences des chevaux de course célèbres que les têtes couronnées se disputent à Londres, de bons chevaux normands, ou même des chevaux de Tarbes, car il paraît qu'ils ne sont pas sans mérite. Des courses semblables n'attireraient pas les grands amateurs, les grands noms connus à qui il faut les émotions de la banquette irlandaise, du grand fossé au-delà de certains obstacles, des prix considérables disputés par les grandes écuries.

Comme les résultats pratiques, l'utilité réelle, n'ont pas paru démontrés, comme on a vu les essais des courses abandonnés peu à peu dans le département, puisqu'à Valenciennes on y a renoncé, le bureau a pensé que le département n'y gagnait pas un assez clair denier pour voter le crédit de 4,000 francs.

— Après ces observations, les conclusions du rapport sont adoptées.

Société hippique française.

Le même Rapporteur donne encore lecture des deux rapports suivants :

La Société hippique française, présidée par M. le Marquis de Mornay, sollicite de nouveau un subside du département. Le 4e bureau pense, comme l'année dernière, qu'il n'y a pas lieu de donner suite à cette demande, le département du Nord ayant un plus grand intérêt à encourager l'élevage du cheval de trait, que celui du cheval de luxe, plus particulièrement favorisé par la Société hippique française.

— Conclusions adoptées.

Race chevaline.

Ainsi que l'a exposé M. le Préfet, le Conseil général a alloué, depuis plusieurs années, un crédit de 11,600 fr. pour l'amélioration de la race chevaline :

Soit 8,000 fr. pour achat et revente d'étalons;
3,000 pour concours d'étalons de l'industrie privée;
600 pour honoraires du vétérinaire départemental.

Par suite des événements qui ont affligé la France, ces opérations n'ont pu avoir lieu en 1870 et 1871; mais conformément à la décision du Conseil général de l'année dernière, elles auront lieu cette année et comme d'habitude dans le mois d'octobre.

La Société d'agriculture de Bourbourg a émis le vœu, qui a été appuyé par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, que la totalité des sommes consacrées à l'amélioration de la race chevaline, soit distribuée en primes aux meilleurs étalons de l'industrie privée.

Le 4e bureau ne partage pas cet avis, pensant que pour le moment le nombre de bons étalons existants dans le département n'est pas suffisant et qu'il y a lieu d'en favoriser l'importation par le mode consacré par le Conseil général, et que, d'un autre côté, satisfaction est en partie donnée par la somme de 3,000 fr. qui est affectée à un concours d'étalons à vendre.

Quant au premier vœu émis, qui consiste à demander l'interdiction pour la monte des étalons non approuvés ou autorisés, le 4e bureau l'appuie très-énergiquement et prie M. le Préfet de prendre, à cet égard, les mesures qu'il croira pouvoir légalement prescrire.

La monte en 1872 a été faite par 68 étalons, dont :
23 approuvés;
21 autorisés;
21 vendus ou primés par le département;
et les rapports de MM. les Conseillers généraux chargés de visiter les étalons du département, n'ont donné lieu à aucune observation bien importante.

Mme Desramaud à qui le département avait concédé gratuitement, en 1866, l'étalon Tableau, sous la condition de l'affecter à la monte pendant six ans, a perdu ce cheval le 2 juillet dernier et sollicite de ce chef, une indemnité du département. Le 4e bureau n'est pas d'avis de lui accorder l'indemnité qu'elle réclame.

Le 4e bureau propose, en conséquence, d'inscrire au budget de 1873 :
8,000 fr. — pour achat et revente d'étalons à l'industrie privée, en priant M. le Préfet de confier le soin des ces achats à une Commission dans laquelle entrerait, autant que possible, deux membres du Conseil général et en recommandant à cette Commission de choisir, à mérite égal, des étalons d'une robe de couleur foncée, soit noire ou baie.
3,000 fr. — pour concours d'étalons à l'industrie privée.
600 fr. — pour honoraires du vétérinaire départemental.
— Ces conclusions sont adoptées et les crédits sont votés.

Correspondance administrative de M. le Préfet avec les membres du Conseil général. Echange direct. Vœu.

M. Legrand (de Lecelles), (2e bureau), présente les deux rapports qui suivent :

Plusieurs membres du Conseil, MM. Charles Seydoux, Dutemple, Macarez, Duquenne, Massiet du Biest, Joets de Métershof, ont formulé le vœu « que la correspondance administrative entre les membres des conseils généraux et M. le Préfet du département ou M. le sous-préfet de l'arrondissement puisse s'échanger directement. »

Le 4e bureau pense qu'il n'y a point lieu de proposer l'adoption de ce vœu dont la réalisation tendrait à grever le service des postes d'une franchise nouvelle.

Toutefois le 4e bureau, désireux de remédier aux inconvénients signalés, demande au Conseil général de prier M. le Préfet de recommander à MM. les Sous-Préfets et Maires la plus grande diligence dans la remise aux Conseillers généraux des pièces et correspondances qui leur sont destinées.

M. LE PRÉFET ne dissimule pas au Conseil qu'il sera difficile d'arriver à un résultat. Il y a deux moyens qui peuvent être employés pour effectuer la remise : la poste et les commissionnaires. Le sous-préfet qui n'a pas la franchise avec les conseillers généraux ne peut pas se servir de la poste; restent les commissionnaires, dont l'usage entraîne les lenteurs dont on se plaint. Le Gouvernement, qui est allé au-devant du désir des signataires de la proposition en donnant la franchise au Président du Conseil général et au Président de la Commission départementale, voudra-t-il aller plus loin? Dans la situation du Trésor, il est permis d'en douter.

LE RAPPORTEUR répond que la proposition du 4e bureau ne tend pas à demander la franchise; seulement il demande que des mesures soient prises pour hâter la remise des correspondances aux destinataires. Les signataires du vœu n'ont pas entendu demander l'envoi direct, mais ils se sont plaints de certains retards de quatre, cinq ou six jours quelquefois.

M. LE PRÉFET dit que les maires, s'ils étaient là pour se défendre, allégueraient peut-être de bonnes raisons. Les correspondances qu'ils ont à faire parvenir aux conseillers généraux forment quelquefois de gros paquets. Ils ne peuvent que les confier au garde-champêtre qui les porte quand il a le temps. M. le Préfet ne se refuse pas à faire les recommandations qu'on demande, mais encore faut-il que ces recommandations aient quelque chance d'être efficaces.

M. LEURENT croit qu'on devrait introduire l'usage des récépissés. Ces récépissés, signés par le destinataire, seraient renvoyés au Préfet; ce serait un moyen de s'assurer que les paquets ont été remis à destination. Les conseillers municipaux donnent des reçus de leur convocation; on pourrait faire de même pour constater la réception des documents quelquefois très-volumineux adressés aux conseillers généraux.

M. MACAREZ cite le fait d'une convocation qui, par suite de renvois successifs à différents fonctionnaires, ne lui est parvenue qu'après la réunion à laquelle il avait à se rendre.

M. LE PRÉFET dit que ces sortes d'accidents arrivent quelquefois, même pour ce qui est confié aux postes.

M. DE MARSILLY pense qu'il serait de l'intérêt du Trésor lui-même que la correspondance fût libre entre les préfets et les sous-préfets, d'une part, et les conseillers généraux de l'autre, car le fait des communications se produit gratuitement, seulement il y a deux transports au lieu d'un. Un conseiller général veut faire parvenir une lettre ou des documents au Préfet, il les remet au maire, qui les transmet au sous-préfet qui les fait parvenir à la préfecture et la communication s'établit par cet intermédiaire. La gratuité existe donc en fait comme s'il y avait franchise, seulement si la franchise était accordée, la moitié des transports serait économisée et le Trésor y gagnerait.

— Les conclusions du rapport son mises aux voix et adoptées.

Dépenses imprévues.

Le budget départemental comprend chaque année un crédit de 1,000 fr. pour dépenses imprévues.

Ce crédit étant exceptionnellement insuffisant, une allocation de 2,000 fr. est demandée pour le prochain exercice.

En préparant ses propositions, M. le Préfet a cru convenable de laisser à la disposition du Conseil général un fonds qui lui permette d'accorder des allocations dont il désirerait prendre l'initiative.

A cet effet, il a laissé sans affectation un crédit de 14,350 fr. 61 c., dont 2,000 fr. seraient maintenus pour dépenses imprévues. — Le complément, si le Conseil général ne jugeait point à propos de l'employer, resterait disponible.

Le 4e bureau appréciant la sagesse de cette proposition, est d'avis qu'il y a lieu de voter le crédit de 2,000 fr. demandé, sous la condition expresse que la portion de ce crédit qui ne recevrait pas d'emploi, serait annulée.

— Le crédit est voté sous cette réserve.

M. Leurent (4e bureau) donne lecture du rapport ci-après :

Conseil général. — Tribune de la presse.

Un membre du Conseil, l'honorable M. Legrand (de Valenciennes), a appelé l'attention du Conseil général sur la situation intolérable de la tribune de la presse et demande « que l'un des membres du bureau soit chargé de se concerter avec l'architecte départemental et les représentants de la presse, de façon à remédier à la dite situation.

Le 4e bureau, prenant en considération le vœu de M. Legrand, croit devoir renvoyer la question à M. le Préfet du Nord en le priant de la faire étudier par l'architecte du département dans l'intervalle des sessions.

A la session prochaine, le Conseil général pourra prendre une décision donnant toute satisfaction aux représentants de la presse.

— Ces conclusions sont adoptées.

M. Hamoir au nom du même bureau, présente un nouveau rapport ainsi conçu, relatif aux droits sur la chicorée ;

Impôt sur la chicorée.

Le 4e bureau déclare approuver le vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, qui tend à asssurer la perception de l'impôt en question d'une manière égale entre tous les producteurs.

Il croit devoir émettre le vœu que le taux de cet impôt qui est hors de proportion avec la valeur de l'objet en lui-même et qui pèse si lourdement sur les classes populaires, soit supprimé ou notablement réduit.

— Ces conclusions sont adoptées et le vœu est émis.

Culture de tabac.

M. Bergerot, autre rapporteur du même bureau, après avoir remis sous les yeux du Conseil les renseignements donnés par M. le Préfet dans son rapport sur la culture du tabac, ajoute ce qui suit :

L'année dernière, dans sa session d'octobre, le Conseil général avait émis les vœux suivants sur la proposition du 4e bureau :

1° Que les planteurs soient à l'avenir représentés dans la Commission mixte ;

2° Que le gouvernement agisse, par voie diplomatique, afin d'obtenir la suppression ou tout au moins la réduction du droit qui frappe les tabacs français à leur entrée en Belgique ;

3° L'addition au règlement de culture d'une disposition accordant aux planteurs la faculté d'exporter leurs produits à l'étranger, dans le cas où ils trouveraient insuffisant le prix qui devrait leur être payé d'après le classement de la Commission d'expertise ;

4° Que les jus de tabac fournis par la régie soient de qualité et de prix qui permettent aux agriculteurs de les employer utilement, et de ne plus avoir recours à l'étranger pour se procurer ce produit.

Enfin, celui de voir augmenter le prix d'achat donné aux cultivateurs, ce qui serait possible puisqu'on élève en ce moment le prix des tabacs.

Comme on ne trouve ni dans le rapport de M. le Directeur des tabacs, ni dans celui de la Commission de permanence la suite donnée à ces différents vœux, le 4e bureau propose de les renouveler.

Le rapporteur termine en engageant le Conseil général à désigner les membres qui doivent faire partie de la Commission des permis de culture en 1873.

— Ces conclusions sont adoptées et les vœux sont émis.

MM. Deleporte-Bayart et Duquenne sont ensuite désignés de nouveau par le Conseil pour faire partie de la Commission des permis de culture en 1873.

Bergues.

M. Deleporte-Bayart (4e bureau) donne lecture du rapport suivant :

Concours d'animaux de boucherie.

C'est une erreur de dire que le Conseil général a décidé, en 1871, que le département continuerait à contribuer chaque année pour une subvention de 2,000 fr. dans les dépenses du concours d'animaux de boucherie, qui, de temps immémorial, se tient à Bergues le dimanche des Rameaux. Il a, au contraire, été dit que les subsides alloués pour le concours d'animaux de boucherie à Bergues, seraient accordés à l'avenir aux concours d'animaux reproducteurs. (Voir le compte-rendu de 1871, page 746, avant-dernier paragraphe.)

Le Conseil d'arrondissement de Lille a formulé un vœu dans le même sens.

Par ces motifs, le 4e bureau propose le maintien de sa décision, sanctionnée par le Conseil général dans sa session de l'an dernier et que vient aussi de réitérer le Conseil d'arrondissement de Lille ; et propose d'affecter les 2,000 francs proposés, par M. le Préfet, au concours d'animaux reproducteurs et non à ceux de boucherie.

— Ces conclusions sont adoptées.

Routes nationales

Au nom du 5e bureau M. Lemaire présente le rapport ci-après :

La situation générale des 15 routes nationales qui traversent le département du Nord, ne s'est pas améliorée d'une manière sensible. Il est regrettable que ces routes, qui sont un des éléments puissants de la richesse publique, ne puissent, faute de crédits suffisants, être mises dans un état convenable de viabilité. Les dégradations qu'elles ont éprouvées pendant les années précédentes n'ont pu être entièrement réparées à l'aide des crédits ouverts et il est à craindre que la détérioration du réseau ne continue à suivre une marche progressive. Celles qui se trouvent dans un très-mauvais état de viabilité sont les routes Nos 2, 17, 42, 43, mais surtout les routes Nos 41, 45 et 48. Il est urgent pour ces dernières d'apporter un prompt remède aux graves désordres qui y existent et compromettent la sûreté de la circulation.

La dotation de l'entretien de ces routes, en 1870 et 1871, était de 515,000 francs. Le même crédit a été maintenu pour 1872.

Le crédit pour travaux de grosses réparations qui n'était en 1871 que de 78,620 francs, a été, pour 1872, porté à 99,430 francs.

Le montant total des crédits affectés à l'entretien des routes nationales sur le budget ordinaire ne s'élève donc qu'à 614,430 francs, somme bien inférieure au chiffre de 700,000 francs que le Conseil général a vivement réclamé à partir de 1865, lorsque le budget des routes nationales du département a subi une brusque réduction.

La longueur des routes a entretenir est considérable. Elles présentent un développement total de 592,211 mètres de chaussées d'une largeur moyenne de 5 mètres, savoir : en pavés 535,428 mètres et en empierrement 56,783 mètres. On voit donc combien il est difficile, avec les crédits alloués, de faire face aux améliorations qui répondent à des besoins de premier ordre et aux réparations nécessitées par l'usure et les dégradations de l'année courante.

Quant aux travaux neufs, qui consistent principalement dans l'élargissement des routes dans la traversée des fortifications des places de guerre et pour lesquels des crédits spéciaux sont ouverts, ces travaux sont exécutés chaque année dans la limite des allocations de crédit, mais ils ne s'effectuent qu'avec lenteur, malgré les vives réclamations des populations.

Les projets approuvés pour travaux de cette nature, se montent à la somme totale de 2,028,409 fr. 42 c., savoir :

Projets approuvés et en cours d'exécution fr.	1,084,309 42
Projets non commencés.	944,100
Total égal. . .	2,028,409 42

Les crédits alloués jusqu'ici, y compris ceux de l'exercice 1872, sont de fr. 604,344,95.

Il reste donc à allouer une somme de fr. 1,424,064,45, dont fr. 479,962,47 pour terminer les travaux en cours d'exécution.

Il est juste cependant de constater que les améliorations réclamées par le Conseil général ont été en partie exécutées et que les autres vont être commencées prochainement.

Entretien.

Les zones latérales des chaussées pavées sont généralement en terre, mais certaines sont empierrées. L'utilité de l'empierrement, qui augmente la largeur de la chaussée et rend plus facile le croisement des voitures, a été reconnue par le service des ponts et chaussées. Ces empierrements s'effectuent progressivement et il faut reconnaître que le chef de ce service y applique toutes les ressources dont il peut disposer pour cette nature de travaux.

Le Conseil général, dans sa session de 1871, avait recommandé à M. l'Ingénieur en chef de procéder le plus rapidement possible à la confection de plans d'alignement dûment homologués pour faciliter le redressement des routes qui traversent les villes et les villages. M. l'Ingénieur dit, dans son rapport, qu'il existe sur les routes nationales du Nord 125 traverses de villes et villages, et qu'au 31 décembre 1871, 74 plans d'alignement étaient homologués ; 45 plans étaient étudiés et déposés entre les mains de l'administration supérieure ; les 6 derniers projets sont à l'étude Il en résulte que pleine satisfaction a été donnée au vœu du Conseil général.

M. l'Ingénieur donne aussi dans son rapport d'intéressants détails sur la grande opération si utile du nivellement général des routes nationales du département du Nord ; elle embrassera un développement total de 591,894 mètres et donnera lieu à la pose d'environ 420 repères métalliques.

GROSSES RÉPARATIONS.

Les travaux les plus urgents de grosses réparations sont les suivants :

Route N° 17. — Remaniement de pavage entre Lille et la frontière belge ;
Route N° 29. — Id. à l'entrée de Saint-Saulve ;
Route N° 41. — Id. entre Fournes et Lille ;
Route N° 42. — Remaniement de pavage à Nieppe et à l'entrée de Bailleul ;
Id. — Substitution de pierrailles de porphyre au gravier des Fontinettes dans la partie qui est voisine de la limite du département vers le Pas-de-Calais ;
Route N° 43. — Remaniement de pavage entre Bouchain et Douai ;
Route N° 45. — Id. de pavage entre Saint-Amand et Vicoigne ;
Id. — Id. de pavage entre Valenciennes et Le Quesnoy ;
Route N° 48. — Id. de pavage dans la traverse d'Anzin et Condé ;
Id. — Id. depuis Condé jusqu'à la frontière de Belgique ;
Id. — Id. traverse de Bruay.

TRAVAUX NEUFS.

Traversées des fortifications. Les travaux les plus urgents sont les suivants :

Route N° 2. — Amélioration des passages militaires. — A Maubeuge, élargissement des ponts militaires de la porte de Mons ;
Route N° 29. — Id. — A Cambrai, porte Cantimpré ;
Route N° 45. — Id. — A Valenciennes, porte du Quesnoy.

VŒUX DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Les Conseils d'arrondissement sont unanimes pour réclamer des crédits plus élevés, et insistent pour obtenir l'exécution prochaine de certains travaux dont l'urgence est incontestable :

Dunkerque appuie les propositions des Ingénieurs ;

Hazebrouck demande qu'en vue de prévenir les accidents, on établisse sur la route nationale N° 42 des gardes-fous ou tout au moins des talus en terre, à l'entrée du village de Caëstre vers l'Hazewynde, à proximité du cabaret du *Buis* ;

Lille exprime le regret que les crédits d'entretien ne soient pas plus élevés ;

Douai appuie les propositions des Ingénieurs ;

Cambrai émet un avis favorable aux propositions des Ingénieurs ;

Valenciennes reproduit les vœux, formulés à plusieurs reprises par cet arrondissement, à l'effet d'obtenir des crédits suffisants pour l'entretien de certaines parties des routes nationales N^{os} 29, 45 et 48; réclame de nouveau l'élargissement à Valenciennes des portes de Lille et du Quesnoy, et recommande le système des portes doubles si nécessaire à Valenciennes :

Avesnes demande qu'il soit alloué sur l'exercice 1873 :

1° Un crédit de 779 fr. 84 c. pour solde des travaux d'élargissement du pont d'Etrœngt sur l Helpe;

2° Un crédit de de 332 fr. 03 c. pour remaniement du pavage dans la traverse de Maubeuge ;

3° L'ouverture d'un premier crédit de 20,000 fr. sur les travaux projetés de rectification de la route nationale N° 2 entre la porte de Mons et le passage à niveau du chemin de fer d'Aulnoye à Anor (gare d'Avesnes) ;

4° Un crédit de 16,000 fr. pour travaux de rectification de la route nationale N° 2, porte de France à Avesnes;

5° L'ouverture des crédits ordinaires d'entretien pour l'amélioration des routes nationales N^os^ 2 49 , et 45.

Ces vœux sont intéressants et méritent d'être appuyés.

Conclusion. — Le 5^e^ bureau propose au Conseil général d'émettre les vœux suivants :

Insister près de M. le Ministre des travaux publics pour que , malgré les lourdes charges qui pèsent actuellement sur le budget de l'État , 1° le crédit d'entretien des routes nationales soit néanmoins porté en 1873 au chiffre minimum de . . . . . 550,000 fr.

2° Celui pour travaux de grosses réparations de ces routes à 100,000

3° Et qu'enfin pour l'élargissement des passages militaires dont l'urgence vient d'être signalée, il soit accordé un crédit de 80,000

— Ces conclusions sont adoptées et les vœux proposés sont émis.

Nivellement général du département.

M. Desmyttère (5^e^ bureau) donne lecture du rapport qui suit :

Dans sa dernière session, le Conseil général a voté un crédit de 9,000 fr. pour continuer le travail du nivellement général du département du Nord.

M. le Préfet, dans son rapport au Conseil général, demande le vote d'un nouveau crédit de 9,000 fr. pour terminer l'opération.

Il résulte du rapport de M. l'Ingénieur en chef, que la dernière situation des travaux exécutés a donné les résultats suivants :

Nombre des repères posés , 2,942.

Nombre des kilomètres nivelés et vérifiés sur le terrain , 4,147.

Ce travail commencé en 1867 avec le concours du gouvernement, doit être terminé en 1873.

Le 5^e^ bureau propose, en conséquence, de porter au budget de 1873 la somme demandée, qui est égale à celle votée chaque année.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit de 9,000 fr. est alloué.

Menues dépenses et frais de parquet du tribunal de Lille.

M. Van der Straeten (2^e^ bureau), présente les deux rapports ci-après :

M. le Préfet communique au Conseil général, une lettre par laquelle M. le Ministre de l'Intérieur fait connaître que son collègue de la Justice a reconnu la nécessité d'élever de

4,700 fr. à 7,000 fr., à partir de 1873, le crédit alloué au budget départemental pour les menues dépenses et les frais de Parquet du Tribunal de 1re instance de Lille, en raison de l'augmentation du nombre des affaires et de la durée des audiences.

Ces observations paraissant fondées, le 2e bureau propose d'inscrire au budget de 1873, une somme de 7,000 fr., pour les menues dépenses et frais de parquet du Tribunal de Lille.

— Le crédit est voté.

Préfecture. — Entretien du mobilier.

En 1872 et années antérieures, une somme de 5,425 fr. a été inscrite au budget départemental, pour l'entretien du mobilier de l'hôtel de la Préfecture.

Les dispositions prises pour l'habitation et l'ameublement du nouvel hôtel, bien que ne pouvant s'effectuer, selon toute probabilité, qu'à la fin de la campagne prochaine, font prévoir une réduction sur ce chiffre de dépenses, en 1873. M. le Préfet demande cependant, pour cet objet, un crédit de 4,500 fr. et prie en même temps le Conseil général de vouloir bien déléguer deux de ses membres, pour procéder, pendant sa session, au récolement dudit mobilier, conformément à l'ordonnance du 7 août 1841.

— Le crédit est voté.

M. le Président dit qu'il ne met pas aux voix la désignation proposée, car la loi du 10 août 1871, art. 83, charge de cette opération la Commission départementale.

La liste des rapports prêts à être soumis au Conseil général étant épuisée, M. le Président fait connaître que la Commission chargée de l'étude du régime pénitentiaire, élue par les bureaux, est composée de MM. Bottin, baron de l'Épine, Carlier, Dutilleul et Roussel-Defontaine.

La prochaine réunion publique est fixée à demain à trois heures.

La séance est levée à cinq heures.

Le Secrétaire,

DESROUSSEAUX.

Le Président,

P. DANEL.

Séance du 23 août.

La séance est ouverte à trois heures un quart.

Président : M. Danel.

Secrétaire : M. Mailliet.

Sont présents : MM. Guillemin, Levent, Émond, Marie-Soufflet, Boulangé, Baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Clavon, Stiévenart-Béthune, Telliez, Dutemple, Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Maurice, Fiévet, Bottin, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Dansette, J. Brame, Comte d'Hespel, Chombart, C. Descat, Général Faidherbe, J. Dutilleul, Morisson, Testelin, Henri Bernard, Desmoutiers, L. Desrousseaux, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straeten-Descat, Roussel-Defontaine, J. Leurent, Émile Carlier, Renard, Émile Delerue, L. Legrand de Lecelles), Édouard Hamoir, de Marsilly, L. Legrand (de Valenciennes).

Absent : M. Leleu.

M. le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance de la veille, lu par M. Mailliet, est adopté.

Fixation de la prochaine séance.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître que quelques membres ont exprimé le désir de ne pas avoir de séance publique demain, samedi, afin de permettre aux rapporteurs de terminer un plus grand nombre de rapports et d'avoir ensuite des séances plus remplies. Si cette proposition était adoptée, les séances reprendraient lundi, sans autre interruption.

M. Joos et M. MAURICE demandent qu'il n'y ait aucune interruption dans les travaux du Conseil. Ils pensent qu'il y a assez de travaux prêts pour avoir une séance samedi et croient que ce serait créer un mauvais précédent que d'admettre une interruption contraire aux usages du Conseil.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix la proposition consistant à fixer la prochaine séance publique au lundi 26.

— La proposition est rejetée.

M. LEGRAND (de Lecelles) propose que la séance de demain ait lieu dans la matinée.

— Après quelques observations échangées à ce sujet, il est décidé que la séance publique de demain commencera à une heure.

M. LE PRÉSIDENT donne successivement la parole aux rapporteurs des différents bureaux dont les rapports sont terminés.

Au nom du 4e bureau, M. FIÉVET donne lecture d'un rapport sur les irrigations :

Irrigations.

Dans la session de 1871, l'honorable membre a présenté, au nom du 4e bureau, un rapport sur les irrigations qui a été approuvé.

Dans ce rapport, on émettait le vœuque les travaux d'irrigation et de colmatage fussent compris parmi ceux auxquels s'applique le titre III de la loi du 21 juin 1865, en d'autres termes, que la constitution des associations syndicales d'arrosage ne fût pas subordonnée au consentement de l'unanimité des intéressés.

Le vœu était motivé par les avantages considérables que pouvaient procurer les irrigations.

M. le Ministre des Travaux publics, dans sa lettre du 8 août 1872, adressée à M. le Préfet, essaye de démontrer que la mesure proposée n'a point le caractère d'absolue nécessité que comporte le desséchement des marais. Suivant lui, il ne saurait être fait application pour les irrigations du principe en vertu duquel la majorité peut imposer sa loi à la minorité des intéressés.

M. le Ministre dit encore que les travaux de desséchement ont un caractère de solidarité absolue qui n'existe pas pour les travaux d'irrigation, les arrosements ne profitant qu'à ceux qui les appliquent à leurs propriétés.

Il ajoute aussi que les intéressés eux-mêmes, qui feraient les dépenses pour canaux d'arrosage, seraient obligés, pour ne pas perdre le bénéfice du premier sacrifice, de supporter encore les dépenses particulières et en quelque sorte quotidiennes qu'exige l'appropriation de leurs propriétés au nouveau mode d'exploitation créé par les travaux et l'emploi journalier des eaux.

Nonobstant les observations de M. le Ministre, le 4e bureau propose de maintenir les conclusions développées dans le rapport de l'an dernier. Les objections faites ne sauraient prévaloir contre les grands bienfaits apportés à l'agriculture par la mise en pratique des irrigations.

La mesure législative réclamée trouverait sa justification dans les grands résultats qui seraient obtenus.

Le 4e bureau propose de maintenir le vœu émis en 1871.

— Ces conclusions sont approuvées et le vœu proposé est renouvelé.

M. Seydoux (même bureau) présente un rapport sur la révision des sections électorales :

Élections municipales. — Sections électorales.

M. le Préfet du Nord, dit-il, communique au Conseil général le tableau des communes dont les sections électorales ont été révisées l'année dernière, en vertu de l'article 43 de la loi du 10 août 1871.

D'après les réclamations présentées par les Conseils municipaux de Douai et de Dunkerque, c'est par suite d'une fausse interprétation des instructions que ces deux villes ont été divisées en sections. On avait pensé qu'il s'agissait de la formation de bureaux électoraux et non de sections ; de là l'erreur.

En conséquence, le 4e bureau propose, d'accord avec M. le Préfet, de décider que les élections municipales auront lieu à Douai et à Dunkerque comme par le passé, par scrutin de liste.

Les vœux suivants ont été émis dans la session de 1871 :

1° Division de la ville de Maubeuge en deux sections : l'une, comprenant le chef-lieu ; l'autre, le hameau de Sous-le-Bois. Depuis, il a été présenté une demande pour l'établissement d'une troisième section, au hameau de Dousies ;

2° Établissement d'une section électorale au hameau de St.-Pol, commune de Petite-Synthe ;

3° Formation d'une section au hameau d'Ovillers, dépendant de Solesmes.

Le Conseil municipal de Maubeuge s'est prononcé pour l'établissement d'une section au hameau de Sous-le-Bois. Il n'a pas encore donné son avis sur la demande relative à Dousies, mais, d'après une lettre de M. le Maire de Maubeuge, du 12 août, il paraît certain que cet avis sera favorable.

Le bureau propose donc au Conseil général d'admettre cette demande et de décider que la ville de Maubeuge comprendra, à l'avenir, trois sections électorales, formées ainsi qu'il suit :

1re Section, comprenant le chef-lieu :

7,366 habitants. . . . . 18 Conseillers ;

2e Section, comprenant le hameau de Sous-le-Bois :

2,500 habitants. . . . . 6 Conseillers ;

3e Section, comprenant le hameau de Dousies :

1,011 habitants. . . . . 3 Conseillers.

Le Conseil municipal de Solesmes, s'appuyant sur l'article 3 de la loi du 14 avril 1871, d'après lequel une section ne peut être formée que si elle a au moins deux conseillers à élire, s'oppose à la demande formée par le hameau d'Ovillers.

Le 4e bureau pense que l'établissement d'un bureau électoral à Ovillers satisferait complètement les habitants.

Le Conseil municipal de Petite-Synthe émet également un vœu contraire à la division demandée par le hameau de St.-Pol.

Cette division nuirait, selon lui, à l'union et à la paix qu'il a à cœur de maintenir parmi les habitants de Petite-Synthe et, d'un autre côté, le hameau de St.-Pol ne se trouvant qu'à 2 kilomètres du centre de la commune, ses électeurs ne sauraient alléguer avec raison le motif de l'éloignement en faveur de la proposition.

Considérant que St.-Pol est distant de Petite-Synthe d'environ 3 kilomètres ; que ce hameau est séparé du chef-lieu de la commune par le canal de Mardycke ; que les populations de ces deux groupes ont des intérêts complètement distincts, qui doivent être représentés dans le Conseil municipal, ce qui n'a pas lieu actuellement ;

Le 4e bureau propose de décider que la commune de Petite-Synthe sera divisée en deux sections électorales comprenant : l'une, le chef-lieu de la commune ; l'autre, le hameau de St.-Pol.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a décidé :

1° De maintenir pour la ville de Roubaix le principe de la division en sections électorales ;

2° De réviser les sections actuellement existantes.

Des propositions ont été demandées à M. le Maire de Roubaix en vue d'une nouvelle et meilleure division.

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général :

1° La délibération, du 26 juillet 1872, par laquelle le Conseil municipal a émis le vœu que la division n'ait pas lieu ;

2° Une copie du tableau indiquant la division en six sections qui a eu lieu pour les dernières élections municipales de Roubaix.

Pour s'opposer à la formation de sections, le Conseil municipal de Roubaix ne fait que reproduire les considérants présentés dans la session de 1871.

Le 4e bureau ne croit donc pas devoir demander au Conseil général de revenir sur la décision qu'il a déjà prise à ce sujet, mais comme il y a lieu de réviser les sections telles qu'elles existent actuellement, le bureau propose de décider qu'à l'avenir la ville de Roubaix soit divisée en quatre sections électorales, qui seront formées par l'intersection de la route départementale N° 14 et du chemin de grande communication N° 9.

Enfin M. le Maire d'Hondschoote propose la division de cette ville en trois sections, composées comme suit :

1re section, comprenant la ville, moins la Prévôté et la partie de la rue de l'Ouest au-dessus du Wazendaele :

1,659 habitants. . . . . 10 conseillers à élire ;

2e section, comprenant toute la banlieue au sud du chemin de Loo :

987 habitants . . . . . 6 conseillers à élire ;

3e section, comprenant le reste de la rue de l'Ouest, la Prévôté et la banlieue à l'ouest, au nord et à l'est :

1,042 habitants . . . . . 7 conseillers à élire.

Cette division, qui est la même que celle qui a toujours été en usage, paraît devoir être adoptée par le Conseil général.

M. Lemaire croit que la division en deux sections de la commune de Petite-Synthe serait

mauvaise et créerait un antagonisme regrettable entre ces deux sections. En effet, les conseillers municipaux qui seraient nommés par l'une des sections auraient été envoyés au conseil municipal par un petit nombre d'électeurs, n'auraient d'autre souci que les intérêts particuliers de leur section, de leur hameau, et ne se préoccuperaient en aucune façon des intérêts agricoles de l'autre section, composée en grande partie, ou même composée totalement, de cultivateurs qui n'auraient pas concouru à l'élection des conseillers municipaux nommés par la seconde section.

Le Conseil général a remarqué que le conseil municipal de Petite-Synthe avait été consulté sur cette division en deux sections et qu'il s'y était opposé de toutes ses forces.

L'honorable membre conclut donc à ce qu'il plaise au Conseil général, contrairement aux conclusions prises par le Rapporteur, de décider qu'il n'y a pas lieu de diviser Petite-Synthe en deux sections et de laisser les choses en l'état.

M. Tyrstram demande à rectifier une allégation de M. Lemaire. Il vient de dire, par inadvertance sans doute, que si le Conseil général admettait la séparation de Saint-Pol et de Petite-Synthe, il était à craindre qu'un petit groupe de la commune dominât le reste. Cette crainte n'est pas fondée, ainsi que le 4e bureau l'a parfaitement reconnu en donnant un avis favorable sur la séparation de ces deux groupes. Le hameau de Saint-Pol se compose de tout près de 1400 habitants et aurait à nommer dix conseillers municipaux; Petite-Synthe a 1500 et quelques habitants et nommerait, si le Conseil admet la division, onze conseillers municipaux; de sorte qu'il arrive aujourd'hui ce fait singulier que cette agglomération de 1500 habitants domine celle des 1400 qui sont à côté et qui sont séparés par une distance d'environ trois kilomètres.

Ce qu'il y a de mieux à dire, continue l'opinant, contre le maintien de l'état actuel des choses, on ne l'a pas dit : c'est que les populations des deux côtés du canal ne sont pas du tout les mêmes; d'un côté, c'est une population agricole, de l'autre côté, c'est une population industrielle et cette population industrielle n'est pas du tout représentée dans le conseil municipal. Le Conseil général, en admettant la division de cette commune en sections, ferait que ces intérêts particuliers, non représentés aujourd'hui, y seraient représentés.

M. Plichon dit qu'il connaît un peu le pays dont il est question pour y avoir été très-fréquemment et il croit qu'il ne serait pas sans inconvénient de diviser une commune qui a toujours été parfaitement unie, qu'on y créerait ainsi un antagonisme périlleux et qu'il importe d'éviter. Il y a là, à ses yeux, un intérêt d'ordre à sauvegarder.

M. Trystram demande comment cette commune serait désunie le jour où tous ses intérêts seront représentés. Il faut se rendre bien compte de la manière dont elle est unie. Il y a aujourd'hui un groupe de la population qui n'est pas représenté du tout, qui est, si l'on veut, dominé par le restant de la population et qui ne dit rien. A-t-on à craindre que le jour où cette portion de la population sera représentée, il y ait moins d'ordre qu'aujourd'hui? Pas le moins du monde. Qu'a désiré le législateur en confiant aux conseils généraux le droit de statuer sur cette question des divisions électorales? Que les petits intérêts de clocher, des intérêts électoraux, ne viennent pas se mêler dans la question de représentation communale. Or, il y a, dans cette commune de Petite-Synthe, deux groupes parfaitement séparés. Bien plus, M. Lemaire admet très-bien la séparation des deux sections en deux communes. Il dit : « Je comprends que Saint-Pol soit une commune et Petite-Synthe une autre », et il ne comprend pas qu'on demande la division en sections électorales. L'honorable membre ne s'explique pas comment on admet que deux communes doivent être séparées pour devenir deux communes différentes sans vouloir

qu'elles soient divisées en sections électorales. Il est évident qu'il y a là des intérêts qui ne sont pas représentés, et c'est l'intérêt de Saint-Pol. Le Conseil général décidera ce qu'il voudra, mais l'opinant ne pense pas que, dans sa justice, il permette qu'un certain nombre d'électeurs de la commune de Petite-Synthe ne soient pas représentés.

M. Leurent demande s'il n'y a pas deux paroisses distinctes pour les deux agglomérations.

M. Trystram répond affirmativement. Saint-Pol a une église qu'il doit à la libéralité d'une dame charitable de cette agglomération; il a une école, tout enfin ce qui constitue une commune et les habitants ne vont pas voter à Petite-Synthe, qui est à trois kilomètres.

— Les conclusions du rapport, tendant à la division de la commune de Petite-Synthe en deux sections, sont mises aux voix et rejetées.

— Le Conseil, consulté successivement sur les autres conclusions du rapport, déclare les adopter.

Au nom du 5e bureau, M. Legrand (de Valenciennes), donne lecture des deux rapports ci-après :

Route départementale N° 14. — Amélioration de la traversée des fortifications de Lille à la porte de Roubaix.

Saisi, dans sa session de 1871, d'un projet d'amélioration de la traversée des fortifications de Lille à la porte de Roubaix, le Conseil général reconnut l'utilité de cette amélioration et se déclara immédiatement disposé à y concourir. Mais tout en se montrant favorable à la proposition, il trouva trop élevée la somme qui lui était demandée et qui se montait alors à 93,000 fr.

Le projet comportait le doublement du passage des voitures et l'établissement d'un passage spécial pour piétons. La dépense était évaluée à 119,000 fr., dont 24,000 pour le passage des piétons. Le Conseil général, en vue de rendre l'affaire abordable pour les finances du département, supprima cette dernière partie du projet, ce qui réduisait la dépense à 95,000 fr., et il offrit d'y contribuer pour 69,000 fr., à la condition que les 20,000 fr., votés par la ville de Lille pour un passage de piétons, fussent affectés à l'ensemble de la dépense. En même temps, il émettait le vœu que le département de la guerre contribuât à la dépense pour une part plus large que celle de 6,000 fr.

Il n'était que juste, en effet, de réclamer une contribution sérieuse de l'État qui crée l'obstacle et de la ville de Lille, si intéressée à l'amélioration. Le Conseil général était donc autorisé à croire qu'il avait fait tout ce qu'il devait en votant une subvention de 69,000 francs et qu'il ne lui serait rien demandé de plus.

Cependant le projet, dressé de concert par les ingénieurs civils et militaires, n'a été approuvé par M. le Ministre de la guerre que sous certaines réserves et moyennant la substitution de ponts mobiles en dessous aux ponts-levis en flèche qui avaient été proposés. Cette condition aurait pour effet d'augmenter la dépense de 12,000 fr.

De nouvelles conférences ont été ouvertes à ce sujet entre les ingénieurs et le génie militaire, qui se sont trouvés d'accord pour demander la suppression de cette condition. Mais M. le Ministre de la guerre, par une lettre du 26 juillet 1872, adressée à M. le Ministre des Travaux publics, a maintenu sa première décision sur ce point.

De son côté, le Conseil municipal de Lille a pris, le 12 juillet, dernier une délibération qui admet bien la suppression du passage pour piétons et l'application de la subvention à l'ensemble des travaux, mais à la condition que les passages seront remplacés par des trottoirs d'une largeur suffisante pour que deux personnes y passent de front. Or, il résulte d'un rapport de M. l'Ingénieur

ordinaire, en date du 3 août 1872, que l'établissement de trottoirs dans ces conditions sera impossible, et, d'autre part, d'après un avis du Comité des fortifications, en date du 3 juillet dernier, approuvé par M. le Ministre de la guerre, il faudrait en revenir au passage spécial pour piétons.

Telle est aujourd'hui la situation de l'affaire. Non-seulement le Conseil général voit lui échapper la réduction qu'il avait crue possible sur le chiffre primitif de la dépense, mais il voit encore s'élever à 131,000 fr. ce chiffre qui lui semblait déjà trop considérable lorsqu'il n'était que de 119,000 fr. Non-seulement l'État ne veut pas augmenter sa part contributive, mais il impose et maintient la prétention de profiter de l'occasion pour réformer aux frais du département, son système de ponts-levis.

M. l'Ingénieur propose de répartir la dépense ainsi accrue dans la proportion de 87,000 francs pour le département et de 38,000 fr. pour la ville de Lille. M. l'Ingénieur en chef propose une autre répartition : 97,000 fr. pour le département, 28,000 pour la ville. Jusqu'ici la ville de Lille n'a pas accepté ce supplément de dépense, et rien n'indique que l'un ou l'autre de ces deux modes de répartition ait reçu ou ait chance de recevoir son agrément.

En face de ces exigences regrettables de l'administration de la guerre, le 5e bureau pense que le Conseil général ne peut s'aventurer seul dès-à-présent dans des augmentations de dépenses qui excèdent aussi notablement ses prévisions et ses intentions. Le Conseil a fait preuve de son bon vouloir et de l'intérêt qu'il porte à l'amélioration réclamée, en s'y associant pour 69,000 fr.; il ne retire nullement cette subvention, mais il ne peut l'élever à un chiffre plus haut.

Le 5e bureau propose l'ajournement du projet d'amélioration proposé pour la route départementale N° 14, dans la traversée de la porte de Roubaix, à Lille.

Si ces conclusions sont adoptées, le crédit de 28,000 fr., alloué au budget de 1872, demeurera sans emploi et il n'y aura pas lieu d'allouer celui de 41,000 fr. proposé pour l'exercice 1873.

— Ces conclusions sont adoptées.

Routes départementales.

Le rapport de M. l'Ingénieur en chef Raillard, qui est entre les mains de chacun des membres du Conseil, contient sur la situation des routes départementales, sur l'emploi des fonds affectés à ce service pour l'exercice 1872, et sur la justification des crédits demandés, pour 1873, tous les renseignements désirables. Il paraît inutile de les rééditer ici. Le Rapporteur croit suffisant de renvoyer à ce rapport et de donner acte à M. l'Ingénieur en chef, du dépôt dudit rapport auquel sont annexés : 1° l'état des dépenses faites et à faire en 1872 pour traitement des conducteurs et agents secondaires; 2° l'état des allocations pour le même objet en 1873; 3° les rapports de MM. les Ingénieurs ordinaires de Dunkerque, Douai, Cambrai, Valenciennes et Avesnes.

A ces pièces sont joints les vœux des Conseils d'arrondissement. Ces Conseils se bornent, en général, à appuyer les propositions de crédits présentées par les Ingénieurs. Ceux d'Hazebrouck et de Douai ont demandé des augmentations auxquelles il n'a pas toujours été possible de faire droit.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes recommande de nouveau le classement du chemin d'intérêt commun N° 21 d'Hélesmes à Saint-Amand, et de la partie du chemin de grande communication comprise entre Denain et Haspres, auxquels il ajoute le chemin de grande communicaton N° 50. A l'appui de ses propositions, il fait remarquer que si les chemins de fe

doivent avoir pour conséquence de diminuer la circulation de certaines routes, ils doivent également amener sur certaines autres des surcroîts de chargement et de circulation. L'assertion est exacte; mais elle démontre la nécessité d'ajourner tout classement jusqu'au jour où les chemins de fer d'intérêt local étant exécutés, il sera possible d'embrasser, dans une vue d'ensemble, les résultats de cette révolution, et, tenant compte de tous les déplacements d'importance, d'y remédier par un programme systématique de classements et de déclassements nouveaux. Ce jour-là, le Conseil général étudiera les propositions qui lui sont faites et dont la solution serait aujourd'hui prématurée.

Le 5e bureau a cru devoir maintenir inflexiblement ce principe, même en face de la situation, pourtant si intéressante, faite à la commune d'Aulnoye par la nécessité d'entretenir seule la portion de chemin située entre la gare et la route départementale N° 12, portion de chemin qui prend chaque jour un caractère plus marqué d'intérêt général, et dont par suite la charge s'est accrue bien lourdement pour une seule commune.

Aussi, le 5e bureau recommande-t-il la commune d'Aulnoye, dans la répartition à faire de la subvention de 20,000 fr.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes signale les dangers créés à la circulation par l'établissement du passage supérieur construit à l'intersection de la route départementale N° 13 et du chemin de fer du Nord, près de la gare d'Aulnoye.

Le 5e bureau a reconnu le bien fondé de cette réclamation. La nouvelle route est trop étroite, d'une pente infiniment trop raide et bordée de banquettes tout-à-fait insuffisantes. Le 5e bureau s'étonne qu'un travail, construit dans des conditions aussi périlleuses, ait été reçu par le service du contrôle; il appelle l'attention de ce service sur la nécessité de sauvegarder plus sévèrement la commodité et la sécurité de la circulation. Dans l'espèce, il propose d'appuyer le vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes, tendant à obtenir l'élargissement de la route à 12 m., l'adoucissement des pentes, la rectification des courbes et l'établissement de murailles avec garde-corps de chaque côté de la route.

Après avoir examiné les rapports des ingénieurs et les vœux des Conseils d'arrondissement le 5e bureau a eu à vérifier les propositions de crédits qui sont faites.

Certains crédits du budget de report de 1870 sur 1871 n'ont pas été utilisés; ils sont à comprendre au budget de 1872 pour une somme de 6,247 fr. 61. Il y a encore à reporter sur 1872, la somme de 49,900 fr. 01 c., importance de divers crédits de 1871 non dépensés.

Pour l'exercice 1873, M. l'Ingénieur en chef propose :

1° Pour le service de l'entretien ordinaire, des crédits montant à . . . . . 400,400 fr.

2° Pour travaux de grosses réparations et améliorations compris dans le programme de 1861, la somme de 133,278,67

3° Pour travaux en dehors du programme, la somme de . . . . . 143,375 fr.

dont il faut déduire, pour rejet du crédit destiné à la porte de Roubaix, la somme de . . . . . 41,000 fr.

Reste pour ce troisième objet la somme de 102,375

4° Pour frais généraux, la somme de 78,226

Total . . . 714,279,67

Le 5e bureau propose en conséquence, d'allouer au budget de 1873 pour le service des routes départementales les crédits ci après :

Budget ordinaire.

SOUS-CHAPITRE III.

Entretien.

Route N° 1 de Lille à Valenciennes	11.500	fr.
— 2 de Lille à Ypres	16.000	»
— 3 de Douai à Tournai	8.000	»
— 4 de Cambrai à Tournai	11.000	»
— 5 d'Avesnes à Philippeville	14.000	»
— 6 de Landrecies à Chimay	34.000	»
— 7 de Condé à Mons	8.000	»
— 8 de Condé à St-Amand	8.100	»
— 9 de Lille à St-Omer	33.000	»
— 10 de Valenciennes à Bohain	35.000	»
— 11 de Cambrai à Guise	12.000	»
— 12 d'Avesnes au Quesnoy	17.000	»
— 13 de Maubeuge à Maroilles	11.000	»
— 14 de Lille à Courtrai	22.000	»
— 15 de Dunkerque à Furnes	9.000	»
— 16 d'Estaires à La Bassée	5.500	»
— 17 d'Haverskerque à Aire	7.500	»
— 18 de Béthune à Armentières	5.000	»
— 19 de Roubaix à Saint-Amand	26.000	»
— 20 de Cassel à la frontière	8.000	»
— 21 de Bergues à Saint-Momelin	15.600	»
— 22 de Lille à Tourcoing	8.500	»
— 23 de Cambrai à Malplaquet	46.000	»
— 24 d'Hèlesmes à Denain	6.700	»
— 25 Ceinture de Maubeuge	2.300	»
— 26 Ceinture de Cambrai	2.700	»
Ensemble . . .	386.400	»
Réserve pour travaux imprévus	20.000	»
Total . . .	400.400	

Grosses réparations et améliorations

TRAVAUX COMPRIS DANS LE PROGRAMME DE 1862.

Route N° 1	Remaniement	10.000 »
— 3	Id	15.000 »
— 4	Id	23.000 »
— 8	Id	7.378 67
— 18	Elargissement de la chaussée	6.000 »
— 19	Remaniement	56.500 »
— 23	Construction de pavage	15.400 »
	Ensemble . . .	133.278 67

TRAVAUX EN DEHORS DU PROGRAMME.

Route N° 5	Rechargement		6.000 »	
— 6	Caniveaux pavés et bordures de trottoirs . .		5.500 »	
— 9	Restauration de la chaussée		8.000 »	
— 10	Élargissement		10.875 »	
— 11	Remaniement		25.000 »	
—	Restauration entre Roubaix et Tourcoing	15.000 »	22.000 »	
— 20	Remaniement	7.000 »		
— 21	Reconstruction d'un pont. Solde	500 »	5.000 »	
	Remaniement	4.500 »		
— 23	Id. et relevés à bout		20.000 »	
	Ensemble . . .		102.375 »	102.375 »
	Total			235.653.67

Frais généraux

Ces frais ont été énumérés ci-dessus comme devant s'élever à 78.226 fr.

Résumé des dépenses proposées pour 1873

Entretien	400.400 »
Grosses réparations	235.654.67
Frais généraux	78.226 »
Total . . .	714.279.67

— Les conclusions du rapport sont adoptées et les crédits proposés sont successivement votés.

M. des Rotours appelle l'attention de l'Administration sur un fait qui est relevé dans le rapport, à savoir l'insuffisance des garde-corps sur les remblais qui sont établis le long des passages à niveau des lignes nouvellement créées. Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a signalé un fait particulier, mais ce fait n'est pas le seul. Sur diverses autres lignes, l'administration du contrôle ne s'est pas préoccupée suffisamment de l'intérêt de la sécurité des voyageurs, n'a pas vérifié les travaux, et en beaucoup d'endroits le danger existe. Il est donc utile, en appelant l'attention de l'administration, de mettre en éveil la vigilance de l'administration du contrôle.

M. le Président dit qu'il sera fait mention de l'observation au procès-verbal.

Octroi de la Bassée.

Au nom du 1er bureau, M. Bottin présente le rapport qui suit :

Le Conseil général sait, d'après l'un des suppléments au rapport de M. le Préfet, que la ville de La Bassée demande la prorogation, pour cinq ans, et la révision de ses tarif et règlement d'octroi.

La révision de son tarif comporte, pour quelques taxes principales, une augmentation de plus d'un décime, le tout dans les limites du tarif général annexé au décret du 12 février 1870.

Le 1er bureau propose d'approuver la demande, dans les limites des articles 46 et 48 de la loi du 24 juillet 1867 ; elle est appuyée, ainsi que le dit M. le Préfet, des justifications nécessaires et de l'avis favorable de M. le Directeur des Contributions indirectes.

— Conclusions adoptées.

M. Deregnaucourt (1er bureau) présente le rapport qui suit :

Vérification des poids et mesures.

M. le Préfet a communiqué au Conseil général les rapports des vérificateurs des poids et mesures. Les résultats de ce service, détaillés par arrondissement, sont en totalité les suivants ;

En 1871.	Assujettis.	46.593.	Recettes.	113.959 28
En 1872.	—	48.364.	—	118.896 08
Différence en faveur de 1872.	—	1.771.	—	4.936 80

Le rapport du vérificateur de l'arrondissement de Valenciennes constate que le service marche régulièrement, et qu'il ne souffre aucune résistance de la part des assujettis. Il signale une erreur commise dans le rapport de M. le Préfet au Conseil général en 1871 : cette erreur consiste en ce que une somme de 13,000 francs a été portée en recette au lieu d'une somme de 15.370,96, ce qui donnerait un produit en plus de 2.370,96.

Le rapport du vérificateur de Roubaix dit que le service s'exécute bien, qu'aucun procès-verbal n'a été dressé.

Le rapport du vérificateur du bureau de Lille signale que les opérations ont été terminées le 20 juillet dernier, qu'il n'y a aucune différence sensible entre le nombre des assujettis et des produits entre les années 1870 et 1872. Il mentionne diverses particularités relatives au poinçonnage des appareils neufs sur lesquelles il appelle l'attention de l'Administration. Le vérificateur indique à M. le Préfet la différence de son traitement avec celui de son prédécesseur, de plus ses émoluments seraient inférieurs à ceux des vérificateurs de Dunkerque, d'Avesnes et de Roubaix.

Le rapport se termine par des expressions de gratitude adressées au Conseil général, pour sa bienveillance envers le personnel du service des poids et mesures, qui espère la continuation de la faveur qui lui a été accordée par le vote d'une somme de 2,975 francs à répartir entre les vérificateurs.

Le rappport du vérificateur de l'arrondissement de Dunkerque signale que les opérations de vérification ont été terminées le 29 juin dernier, qu'elles se sont accomplies régulièrement, qu'aucune contravention n'a été constatée.

Dans l'arrondissement de Douai, les opérations de vérification ont été terminées le 30 juin sans donner lieu à aucune difficulté, mais le vérificateur se plaint de ce que les autorités locales, dans les communes rurales, ne lui accordent pas un concours suffisant, ainsi que du peu de zèle des gardes-champêtres et de leur indifférence. Il se plaint aussi de ce que l'ordonnance du 25 décembre 1825, qui prescrit aux communes de se munir d'étalons, n'est pas observée.

Le rapport du vérificateur de l'arrondissement de Cambrai établit que les opérations de vérification ont été terminées le 27 juillet. Il signale que cinq procès-verbaux ont été dressés pendant l'exercice.

Il résulte du rapport du vérificateur de l'arrondissement d'Avesnes, que le service est dans un état très-satisfaisant, que la vérification de 1872 sera terminée dans la première quinzaine du mois courant. Le vérificateur dit qu'il a été dressé deux procès-verbaux, et que les maires et les gardes champêtres lui ont prêté un utile concours. Il fait remarquer que la surveillance serait plus active si on accordait aux vérificateurs des cartes de libre parcours sur les chemins de fer ainsi qu'on le fait pour les employés des douanes et des contributions indirectes. Cette mesure aurait aussi pour effet de diminuer les frais de tournées pour lesquels il n'est alloué qu'une indemnité insuffisante. Le vérificateur demande avec juste raison que les ponts-bascules, notamment ceux qui servent au pesage des betteraves, soient vérifiés après chaque réparation, et que les frais de parcours et de séjour du vérificateur soient à la charge des propriétaires des instruments.

Le vérificateur de l'arrondissement d'Hazebrouck, déclare dans son rapport que les opérations de vérification ont été régulièrement faites. Il indique les améliorations suivantes à apporter dans le service : 1° Une allocation annuelle aux vérificateurs sur les fonds départementaux, d'une indemnité à titre de frais de bureau; 2° Une augmentation de traitement allouée par l'Etat aux vérificateurs; 3° L'élévation de 4 à 7 francs par jour de l'indemnité des frais de tournées; 4° L'allocation d'une indemnité pour frais de surveillance; 5° La vérification annuelle rendue obligatoire pour toutes les communes de France.

De ces différents rapports il est permis de conclure que le service de vérification des poids et mesures se fait d'une manière satisfaisante dans notre département.

Il existe cependant une lacune que le rapporteur croit devoir signaler à l'attention du Conseil général. L'industrie de la filature des textiles emploie pour le titrage des fils des instruments qui n'ont jamais été soumis à la vérification. Ces instruments servent à régler le salaire des ouvriers, ils établissent la base des transactions entre les industriels et les commerçants, leur exactitude contestée a donné lieu à beaucoup de difficultés et à des incidents regrettables. Il est donc nécessaire de leur appliquer l'obligation de la vérification légale comme aux poids et mesures. Le Conseil saisira toute l'importance de cette demande.

Le vérificateur du bureau de Roubaix est surchargé de besogne. Il serait utile de créer pour ce bureau un emploi de vérificateur-adjoint.

En résumé, le 1er bureau est d'avis que le Conseil général demande à M. le Préfet qu'il veuille bien signaler dans son rapport à M. le Ministre de l'Agriculture et Commerce :

1° La différence qui existe entre le traitement du vérificateur de Lille et le traitement des vérificateurs de Dunkerque, Avesnes, Roubaix, différence qui paraît anormale ; 2° La modicité des traitements des vérificateurs et des vérificateurs-adjoints ; 3° Que l'ordonnance du 25 décembre 1825, qui prescrit aux communes de se munir d'étalons n'est pas observée ; 4° L'insuffisance des frais d'indemnité de tournées qui n'est maintenant que de 4 fr. par jour ; 5° Le besoin de création d'un emploi de vérificateur-adjoint au bureau de Roubaix ; 6° L'utilité de la vérification des ponts-bascules après chaque réparation, en faisant supporter les frais de vérification par les propriétaires des instruments ; 7° La nécessité de rendre la vérification annuelle obligatoire pour toutes les communes de France ; 8° Celle de l'assujettissement à la vérification des instruments employés pour établir le titrage des fils.

L'année dernière, le Conseil général a voté une allocation de 2,975 fr. à répartir entre les vérificateurs du département pour améliorer le modeste traitement de ces fonctionnaires. Le bureau propose d'élever à 3,075 fr. le chiffre de cette allocation, afin de permettre de comprendre dans la répartition le vérificateur-adjoint de Valenciennes ; de plus, de lui accorder une somme de 100 fr. pour réparer le préjudice qui lui a été causé en omettant de le comprendre dans la répartition de l'année dernière.

En conséquence, le 1er bureau propose d'inscrire au budget de 1873 : 1° une somme de 100 fr. pour le vérificateur-adjoint de Valenciennes ; 2° une somme de 3,075 fr. à répartir entre les vérificateurs du département.

M. Legrand (de Valenciennes) recommande pour une amélioration du traitement le vérificateur-adjoint de Valenciennes.

Le Rapporteur répond qu'il se trouve compris dans les augmentations de traitement proposées par le rapport et que de plus on demande pour lui une indemnité de 100 fr. pour la réparation d'une omission commise envers lui dans la répartition faite l'année dernière.

— Les conclusions du rapport n'étant pas contredites, M. le Président les déclare adoptées, et les crédits sont alloués.

M. Descat, au nom du 3e bureau, donne lecture des trois rapports ci-après :

Architectes départementaux.

Le Conseil général, en 1867, a décidé que le service des édifices départementaux serait organisé dans le système d'un architecte par arrondissement.

En conséquence, d'accord avec M. le Préfet, le 1er bureau a proposé de porter au sous-chapitre 1er du budget de 1873, une somme de 5,000 fr. pour en faire la répartition de la manière suivante :

Lille	1,000	fr.
Dunkerque.	600	
Douai.	800	
Valenciennes	700	
Cambrai.	700	
Avesnes	600	
Hazebrouck	600	
Total	5,000	fr.

— Le crédit est voté et la répartition approuvée.

Édifices départementaux.

—

Distributions d'eau.

Le 1er bureau, sur la demande de M. le Préfet, propose l'inscription au sous-chapitre 1er du budget de 1873, d'une somme de 1,244 fr., pour couvrir les dépenses des distributions d'eau, dans les arrondissements de Valenciennes, Cambrai et Lille.

Cette somme se répartit comme suit :

Valenciennes.

Sous-Préfecture	100	313 fr.
Tribunal civil	23	
Tribunal de commerce	23	
Maison d'arrêt	167	

Cambrai.

Sous-Préfecture	100	560 fr.
Caserne de gendarmerie	210	
Maison d'arrêt	250	

Lille.

Préfecture	206	371 fr.
Corps-de-garde	25	
Archives départementales	35	
Caserne de Roubaix	35	
Caserne de gendarmerie à Lille	70	
		1,244 fr.

— Le crédit est voté et la répartition approuvée.

Valenciennes.

—

Octroi.

Le Conseil municipal de Valenciennes a décidé dans sa séance du 11 mai 1872, que le droit d'octroi sur les alcools serait augmenté de 5 fr. par hectolitre, et en sollicite l'approbation du Conseil général.

Cette demande est basée sur la loi du 26 mars dernier, qui a décidé que les liqueurs, les fruits à l'eau-de-vie et eaux-de-vie en bouteilles, antérieurement taxés comme alcool pur, ne seront plus taxés que proportionnellement à leur richesse alcoolique.

L'art. 5 de cette loi élève en même temps les droits d'entrée par hectolitre d'alcool pur, de toute nature, à 15 fr. au lieu de 10 fr. pour les villes de l'importance de Valenciennes.

Il en résulte donc une perte de 5 fr. par hectolitre pour la caisse municipale au profit du Trésor.

Cette loi autorise les villes à porter au même taux le droit d'octroi sur les alcools.

M. le Préfet, ainsi que M. le Directeur des contributions indirectes, donnent un avis favorable à cette demande.

Le 1er bureau propose au Conseil général de sanctionner la délibération du Conseil municipal de Valenciennes.

— Conclusion approuvée.

M. Lotthé (1er bureau) donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

Armentières. — Octroi.

La ville d'Armentières a soumis à l'examen et à l'approbation du Conseil général le tarif de l'octroi adopté par son conseil municipal, suivant délibération du 18 mars 1872.

Mais le Conseil général, par délibération du 4 avril dernier, a ajourné à la présente session toute solution sur le tarif proposé et il a renvoyé le projet à l'examen nouveau du Conseil municipal.

Cette décision a été prise par le motif que les surtaxes proposées dépassaient le maximum fixé par les lois du 22 juin 1854 et du 11 juin 1842 et ne pouvaient dès lors être autorisées que par l'Assemblée nationale, et en outre par la raison que quelques-unes des taxes principales étaient supérieures au maximum indiqué au règlement général du 12 février 1870.

Dans cette situation, le Conseil municipal de la ville d'Armentières s'est réuni le 12 juillet dernier et par sa délibération du même jour, il a remanié le tarif en conformité des observations faites et a dressé un nouveau projet pour être joint à l'ancien.

Ce travail a été d'ailleurs facilité par l'accroissement de la population dont le chiffre officiel, d'après le dernier recensement, est de 19,055 habitants, ce qui surelève le maximun des tarifs.

Les réductions sur les différents taxes ramenées au maximum fixé par le règlement général de 1870 sont évaluées à. 17,590f.90

D'un autre côté, les augmentations sur certains produits comportent la somme de. 16,941 33

De sorte que le mode régulier de tarification donne la faible réduction annuelle de 649 fr. 57 c.

Ce nouveau projet a été soumis à l'examen de M. le Directeur des contributions indirectes, qui l'a renvoyé avec ses observations à M. le Maire d'Armentières, par l'intermédiaire de M. le Préfet du Nord.

Le Conseil municipal, réuni en vertu de l'autorisation préfectorale, a délibéré de nouveau sur le projet de prorogation et de révision des tarif et réglement de l'octroi de la ville d'Armentières et, dans sa séance du 12 de ce mois, a adopté les prescriptions de M. le Directeur des contributions indirectes et a ramené toutes les taxes au maximum fixé par le tarif général.

Le 1er bureau, prenant en considération les charges nombreuses qui pèsent sur la caisse municipale par suite du rapide développement de la ville d'Armentières, et reconnaissant, avec M. le Directeur des contributions indirectes, que le nouveau projet est en rapport avec les lois et règlements concernant les octrois ;

Est d'avis qu'il est susceptible d'être approuvé pour une durée de cinq ans à partir du 31 décembre 1872 ;

Et il le soumet à l'approbation du Conseil général.

— Ces conclusions sont adoptées.

M. Chombart, du même bureau, présente les deux rapports suivants :

Contributions directes. — Répartement.

La loi des finances du 23 juillet 1872, a fixé comme il suit le contingent du département dans les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres :

Contribution foncière	4,875,414	fr.
Personnelle-mobilière	1,520,257	»
Des portes et fenêtres	1,712,555	»

Mais au principal de la contribution foncière fixée à 4,875,414 fr. il doit être retranché pour perte de matière imposable 69 fr.

De sorte que le contingent définitif de la contribution foncière est de 4,875,345.

Aucune réclamation n'ayant éte faite, le 1er bureau propose d'arrêter la répartition entre les arrondissements des trois contributions directes, conformément au rapport de M. le Préfet.

— Ces conclusions sont adoptées.

Cadastre. — Situation des travaux. — Subventions aux communes.

M. le Préfet rend compte dans son rapport de la situation des travaux du cadastre dans le département du Nord. Le renouvellement est achevé dans toutes les communes du canton d'Avesnes-Nord, sauf celui de la commune d'Avesnes, qui a été émis pour 1872. Dans le canton d'Avesnes-Sud, deux communes sur douze ont eu le nouveau rôle cadastral émis pour 1872, et l'expertise qui vient d'être terminée dans trois communes va être entreprise dans deux autres, et les nouveaux rôles de ces cinq communes seront mis en recouvrement pour 1873. Dans les cinq dernières, l'arpentage sera terminé vers la fin de l'été. Dans les cantons d'Orchies et de Roubaix (à l'exception de la ville de Roubaix), les frais de renouvellement s'élèvent à la somme de 43,693 fr., 32 et cette dépense est couverte par les sommes votées jusqu'à ce jour par le Conseil jusqu'à concurrence de celle de 17,872 fr. 59 c. Il reste donc à pourvoir, pour l'achèvement de ces deux cantons, à une dépense évaluée à 25,820 fr. 73 c.

M. le Préfet prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget départemental de 1873 à titre de subventions aux communes d'Orchies et de Roubaix pour frais de renouvellement de leur cadastre, la somme de 20,000 fr.

Le 1er bureau est d'avis d'accorder cette subvention.

— Crédit voté.

M. Macarez, au nom du 3e bureau, présente les quatre rapports qui suivent :

Société générale de patronage des orphelins agricoles.

Depuis plusieurs années, le Conseil général veut bien allouer une subvention annuelle de 100 francs à la Société générale de patronage des orphelinats agricoles.

Par une lettre, M. Drouyn de Lhuys, Président de la Société, sollicite la même allocation pour 1873.

Un assez grand nombre de jeunes gens ont déjà été placés par les soins de cette Société dans divers établissements ; de plus, elle a, par des secours pécuniaires, concouru à la fondation d'œuvres nouvelles.

Aujourd'hui ses ressources devront être consacrées en partie à offrir un asile aux orphelins venant de l'Alsace et de la Lorraine.

Cette Société ayant un but éminemment utile et charitable, le 3e bureau prie le Conseil de lui continuer sa bienveillance en lui accordant l'allocation de 100 fr. qu'elle sollicite pour 1871.

— Le credit est alloué.

Secours de route et moyens de transport aux voyageurs indigents.

Les dépenses pour frais de transport et de secours de route aux voyageurs indigents, se sont élevées, en 1871, à 3,377 fr. 80 ; de cette somme il faut déduire 2,075 fr. 30, que les départements traversés doivent rembourser au département du Nord.

La dépense se trouve donc réduite en réalité à 1,302 fr. 50 c., mais le crédit de 1,600 francs ouvert au budget de 1871, n'en a pas moins été absorbé jusqu'à concurrence de 1,599 fr. 78 c.,

et il existe même un déficit de 1,778 fr. 02 c., au sujet duquel le 3e bureau propose un crédit de 1,626 fr. 01 c., à inscrire au sous-chapitre XIV du budget de 1873.

Ce déficit est dû, comme en 1870, aux circonstances d'alors ; ces circonstances ne se représenteront certainement pas en 1873 ; mais par des motifs d'humanité, les transports d'indigents par chemin de fer tendant à se généraliser, le 3e bureau propose au Conseil général de maintenir au budget de 1873, le crédit de 1,600 francs qui a été inscrit au budget de 1872.

La plus grande partie de ce crédit devant être remboursée au département, il n'y a pas lieu, ainsi que le remarque M. le Préfet, de le considérer comme une dépense réelle, mais comme une mesure de comptabilité.

— Les deux crédits de 1,626 fr. 01 c. et de 1,600 fr., sont votés.

Douai. — Faculté de droit. Médailles et prix.

Il ressort d'un rapport de M. le doyen de la Faculté de droit de Douai, que malgré les douloureux événements de 1870-1871, le développement et les travaux de la Faculté n'ont subi aucune interruption pendant cette période.

Le chiffre des inscriptions correspondant à 293 élèves, a été de 972, soit 44 en plus que l'année précédente. Les examens ont atteint le chiffre de 283, dont 238 ont été suivis d'admission.

Depuis le rétablissement de la Faculté en 1865, le Conseil général inscrit chaque année au budget départemental un crédit de 500 francs pour achat de médailles et de livres de droit à décerner en prix aux meilleurs élèves, à la suite des concours de fin d'année. Le 3e bureau propose la même allocation au budget de 1873.

— Crédit voté.

Manuel classique d'éducation.

Par une lettre adressée à M. le Président du Conseil général, M. Girard, de Firminy (Loire), sollicite un crédit de 180 francs, qui servirait à solder l'envoi au département de 60 exemplaires de son ouvrage intitulé : *Manuel classique d'éducation.*

Le 3e bureau, tout en reconnaissant l'utilité de ce manuel, regrette que l'état des finances du département ne lui permette pas de proposer l'inscription au budget de ce crédit en sa faveur.

— Conclusion adoptée.

Au nom du même bureau, M. Desrousseaux donne lecture des trois rapports ci-après :

Lycées, colléges et école normale primaire. — Inspection.

Le Conseil a voté, pour 1870 et pour 1872, une allocation annuelle de 3,000 fr. destinée à indemniser les professeurs des deux Facultés des sciences et des lettres, chargés de faire les examens dits de Pâques, dans les deux lycées, les quinze colléges et l'école normale primaire du département.

Un rapport de M. le Recteur de l'académie de Douai fait connaître que les intentions du Conseil général ont été scrupuleusement remplies, que les examens ont déjà produit d'excellents résultats, et que partout MM. les chefs d'établissement ont exprimé leur vive satisfaction pour une inspection aussi compétente et aussi complètement organisée.

En sollicitant la même allocation pour 1873, M. le Recteur demande l'autorisation de pou-

voir prélever sur les 3,000 fr. une indemnité de 500 fr. qui serait réservée à M. Malet, ancien professeur de dessin géométrique au lycée de Douai, et aujourd'hui professeur de fortifications à l'école de Vincennes, pour l'examen des divers cours de dessin géométrique dans les établissements secondaires du département.

Le 3e bureau propose l'allocation du crédit, en adhérant à la proposition de M. le Recteur.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

Lycées. — Élèves boursiers départementaux

Le département du Nord entretient dans chacun des lycées de Lille et de Douai, six bourses pouvant se subdiviser.

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général les notes fournies par les Proviseurs sur les quatorze élèves titulaires des bourses départementales. Ces notes sont généralement satisfaisantes.

L'entretien des douze bourses donne lieu à une dépense annuelle de 9,600 fr.

Le 3e bureau propose l'allocation de ce crédit.

— Le crédit est voté.

École de médecine et de pharmacie de Lille.

L'École de médecine et de pharmacie de Lille qui, en 1869, comptait 268 inscriptions et en 1870, 352, s'est élevée pour 1871 à 398, dont 172 pour le grade de docteur.

Le personnel a subi de notables changements; le Conseil municipal a bien voulu voter les fonds nécessaires pour le traitement d'un adjoint chargé des conférences de physique médicale, et pour le traitement d'un chef de clinique; la nomination des deux titulaires a été proposée à M. le Ministre de l'Instruction publique.

Il y aura, de plus, l'année prochaine, un cours d'hygiène et de médecine légale. L'enseignement, qui comptera alors treize chaires, sera aussi complet que celui des Facultés.

Le nombre des examens pour les grades d'officier de santé et de pharmacien de 2e classe, a diminué en 1871, mais la cause doit en être attribuée aux événements de 1870, qui ont détourné de leurs études les jeunes gens de 4e année, lesquels ont tous été attachés aux ambulances des mobiles et des mobilisés ou dans les hôpitaux.

M. le Directeur signale une diminution de 12 %, depuis 1861, dans le nombre des médecins du département, et constate que les sages-femmes diplômées sont de plus en plus rares.

430 communes du département manquent aujourd'hui de médecin.

Le service médical étant mal assuré dans le département, il en résulte qu'à la plus légère épidémie, des élèves sont demandés à l'École de Lille pour suppléer aux praticiens ou les seconder.

Comme moyen d'atténuer cette situation, M. le Directeur réclame de nouveau la création d'une Faculté de Médecine à Lille.

Le Conseil général a depuis longtemps reconnu la nécessité de cette création; et il est évident que Lille avec sa nombreuse population, avec ses nombreux hôpitaux et ses riches collections d'histoire naturelle, réunit les éléments de succès d'un enseignement médical du premier degré.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a réitéré le vœu plusieurs fois émis que l'École de Médecine de Lille, fût érigée en Faculté. Ce vœu a de nouveau été recommandé à la solli-

citude de M. le Ministre de l'Instruction publique, qui, par sa dépêche du 30 novembre 1871 a fait connaître que plusieurs villes sont en instance pour obtenir d'être désignées comme siége de la Faculté précédemment établie à Strasbourg, qu'une enquête a été faite, et que les résultats en seront communiqués à l'Assemblée Nationale, qui fera connaître ses intentions. M. le Ministre ajoute qu'il ne manquera pas de signaler en temps utile les demandes du Conseil général en faveur de la ville de Lille.

De plus, le Conseil municipal de Lille a pris, à la date du 12 juillet dernier, une délibération très-motivée, et par laquelle il prie instamment le Gouvernement de créer une Faculté de Médecine à Lille, et vote à l'unanimité l'engagement de pourvoir à tous les frais nécessités pour l'établissement, l'entretien et le service annuel de cette institution, en un mot, d'en supporter toutes les charges.

Enfin, les députés du Nord et du Pas-de-Calais se sont réunis pour présenter à l'Assemblée Nationale un projet de loi relatif à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Lille, ce projet de loi forme une annexe au procès-verbal de la séance du 25 juillet dernier, et sera discuté aussitôt la reprise des délibérations de l'Assemblée Nationale.

Grâce à ce concours d'efforts généreux, Lille peut concevoir la légitime espérance de voir son École de médecine érigée en Faculté ; et si ce n'était assez de toutes les considérations qui ont été invoquées pour obtenir la préférence sur les autres villes, il suffirait d'examiner ses vastes et nombreux hôpitaux civils, qui, réunis, comprennent 3,070 lits mis au service des indigents et de la classe ouvrière.

Aussi, le 3e bureau n'hésite pas à inviter le Conseil général à renouveler le vœu qu'il a déjà émis.

M. le Préfet demande, comme les années précédentes, l'allocation des deux crédits :

De 5,000 fr. pour subvention applicable à l'ensemble des services ;

Et de 1,500 fr. pour le professeur du cours d'accouchement.

L'École de médecine étant parfaitement dirigée et rendant tous les services qu'il est permis d'en attendre, le 3e bureau propose l'inscription de ces deux crédits au budget de 1873.

— Les crédits sont alloués et le vœu proposé est émis.

Au nom du même bureau, M. Testelin donne lecture d'un rapport conçu en ces termes :

Vaccine. « Justement préoccupé des ravages que la variole avait occasionnés en 1870, redoutant ceux plus grands attendus pour 1871, votre 3e bureau vous a proposé de doubler le crédit consacré à la vaccine et vous avez libéralement accueilli ses propositions. Je crois que vous n'aurez qu'à vous applaudir de ce vote, car des améliorations sérieuses ont déjà été obtenues. Sans doute, tous les *desiderata* qui vous ont été signalés ne sont pas comblés. Mais on ne peut tout faire en un an. Il faut persévérer dans la voie que vous avez ouverte, car ce n'est que par une pareille conduite qu'on obtiendra un résultat aussi parfait et aussi durable que possible. La persévérance, en fait de vaccine, est ce qui importe le plus et ce dont on a le plus souvent manqué.

» Généralement voici comment les choses se passent : Au début, surtout à la suite d'une épidémie, grande ardeur ; on opère au milieu d'une population dans laquelle la majorité a été soumise à l'action de la variole et se trouve indemne. Aucune nouvelle épidémie ne survient. Rassuré par la disparition prolongée d'un ennemi qui n'est point détruit, mais seulement latitant,

si l'on peut s'exprimer ainsi, on se relâche. Beaucoup d'enfants échappent chaque année à la vaccine, préparant ainsi les voies pour la réapparition du fléau en lui fournissant un terrain où ses germes trouveront à se développer. Une épidémie survient enfin, vite on recourt à la vaccine, pour la négliger encore, dès que le mal a disparu; et l'on est d'autant plus disposé à en agir ainsi que toute épidémie de variole intense laisse pendant longtemps la majorité de la population à l'abri de la contagion. Mais après un certain nombre d'années cette immunité cesse, et ceux qui n'ont pas été mis à l'abri par la vaccine deviennent inévitablement le foyer où le mal éclate d'abord pour menacer ensuite tout le monde. C'est un cycle fatal avec la cessation des moyens préventifs, mais un cycle que la persévérance interrompra certainement pour le grand profit de l'humanité.

» Voici l'état des choses pour 1871 :

» Nombre des naissances	42,498
» Nombre des vaccinations et des revaccinations	42,612

» C'est une situation relativement très-bonne, car il y a beaucoup de vaccinations et de revaccinations qui ne sont point comprises dans cette récapitulation.

» Beaucoup de médecins ne paraissent point comprendre la valeur du service qu'ils rendraient en remplissant les états de vaccination que leur envoie chaque année scrupuleusement l'administration, mais le nombre de ceux qui accomplissent ce devoir va en augmentant et à force de le leur rappeler, tout fait espérer que tous finiront par l'accomplir.

» Le nombre des individus atteints par la variole a été de	13,168
» Parmi eux sont MORTS.	2,767
» Sont restés DÉFIGURÉS	1,952

» Quelque affligeant que soit ce résultat, il est de beaucoup au-dessous de la vérité toujours à cause des lacunes de la statistique, mais il est bien de nature à justifier toute la sollicitude que le Conseil général n'a cessé de manifester pour cette importante portion de l'hygiène publique.

» Les renseignements que nous venons de reproduire sont extraits de l'intéressant rapport que M. le docteur Rey, dont on ne saurait trop louer le zèle intelligent, a présenté à M. le Préfet au nom du Comité central de vaccine; ce Comité fait preuve d'un grand zèle et mérite véritablement les éloges et les remerciements du Conseil général.

» Les données que nous venons de reproduire ne sont pas les seules intéressantes que l'on puisse trouver dans le rapport que nous venons de citer. Plusieurs médecins, contrairement à ceux qui se sont abstenus complètement, ont joint à leurs états des observations intéressantes. Ce ne sera que justice de les citer ici et de donner à leurs sages idées la publicité de nos procès-verbaux. Ce sont : MM. Chantreuil, à Cambrai; Coursier, à Honnecourt; Charlet, à Iwuy; Lequien, à Douai; Prévost, à Hazebrouck; Delbecq, à Estaires; Demon, à Moulins-Lille; Lejeal, à Valenciennes; Huart, à Préseau; Bourgogne, à Condé, et Leriche, à Marquette.

» Le point principal de l'objet de leurs communications, c'est le traitement de la variole. Tous sont d'accord qu'il n'y en a qu'un seul qu'on puisse véritablement recommander, c'est le traitement préventif par la vaccination et la revaccination,

» M. Lejeal constate avec regret que certains praticiens craignent de pratiquer la vaccination pendant les épidémies, croyant, comme le vulgaire, qu'on provoque ainsi l'apparition de la

variole. Ce dangereux préjugé, comme beaucoup d'autres, ne repose que sur une observation superficielle et incomplète. La variole a une période d'incubation parfois très-longue (12 jours pour sûr). Si, comme cela arrive fréquemment et forcément en un temps d'épidémie, on vaccine un sujet déjà contaminé, c'est-à-dire ayant la variole à l'état latent, déjà en voie de développement dans son économie, on pourra voir la vaccine, qui n'a qu'une incubation de trois à quatre jours, apparaître d'abord, puis, un ou quelques jours après, la variole se montrer à son tour. D'où l'on tire la conséquence erronée que l'une a provoqué l'autre. Mais il n'en est rien, et cette vaccine, quand on a la bonne chance qu'elle apparaisse quelques jours avant la variole, modifie presque toujours celle-ci de la même façon que si le sujet avait été opéré longtemps auparavant. M. Lejeal donne encore le renseignement intéressant que voici :

« J'ai pris, dit-il, plusieurs fois et j'ai vu prendre par des confrères du vaccin sur des enfants » contaminés par la variole, mais chez lesquels l'éruption n'étant pas sortie se manifestait quel- » ques jours après. Le vaccin, pris même dans ces conditions, suivait sa marche ordinaire, » porté sur d'autres enfants, sans jamais leur communiquer la variole. »

» Quelle belle confirmation de la loi de Hunter, que je rappelais l'an dernier dans mon rapport, à savoir que, dans le corps humain, les virus ne se confondent pas.

» Les rapports des médecins vaccinateurs fourmillent de preuves que les revaccinations sont la seule barrière que l'on puisse opposer à l'extension des épidémies de variole, mais une barrière très-efficace. Il serait trop long de les reproduire ici, mais qu'il me soit permis de mettre en évidence une réclamation légitime d'un praticien zélé et instruit dont Douai déplore la perte à plus d'un titre, feu le docteur Lequien. La voici :

« Vous m'excuserez, Messieurs, si je viens vous rappeler que les premières revaccinations » ont été pratiquées par moi en 1828 ; le rapport de cette date à M. le Préfet en fait foi ; et » si je reviens sur ce sujet, c'est qu'un journal de médecine, en parlant de la revaccination, » l'attribue aux médecins prussiens en 1833. Il y a sans doute un mince mérite à avoir été le » premier revaccinateur, mais à chacun le sien, et comme nos archives doivent contenir la » preuve de mon assertion, je vous serais obligé de vouloir bien y joindre le rappel que je vous » adresse. »

» Vous accueillerez, je crois, avec plaisir, la réclamation que je viens de vous lire ; nous avons été obligés de donner tant de choses aux Prussiens que c'est une véritable bonne fortune que de les voir contraints de restituer ce qui leur avait été injustement livré.

» En terminant je vous propose, au nom du 3e bureau, de voter le crédit de 4,500 fr. réclamé par M. le Préfet pour le service de la vaccine. »

— Le crédit est voté.

M. Massiet du Biest, au nom du même bureau, présente le rapport qui suit :

Églises.

Demandes de secours sur les fonds départementaux.

Les demandes de secours dont il s'agira dans ce rapport, peuvent se diviser en deux catégories.

Il y a d'abord les communes de Landrecies, Sainte-Marie-Cappel et Tressin qui sollicitent un secours à l'effet de pourvoir, avec d'autres ressources, à la reconstruction de leur église. Puis viennent les communes de Rousies, Mairieux, Rieulay et Marchiennes-Campagne, qui sollicitent un secours destiné à payer des dépenses supplémentaires résultant de l'exécution de semblables travaux.

En ce qui concerne les communes de Landrecies et Sainte-Marie-Cappel, le rapport si clair et si complet qui a été fait hier par M. Emond, à l'occasion de la demande adressée par ces communes à l'État, dispense d'entrer dans des détails.

Il suffira de dire que le 3e bureau propose d'accorder à chacune de ces communes le secours de 3,000 fr. qu'elles sollicitent, lequel secours sera, suivant les décisions antérieures, payé en trois annuités.

La commune de Tressin se trouve aussi dans la nécessité absolue de reconstruire son église par suite de l'exiguité et de l'insalubrité de cet édifice.

Au point de vue religieux, cette commune dépendait, depuis le concordat, d'Ascq et de Chéreng. Un décret du 6 mars dernier l'a érigée en succursale ; elle a maintenant un curé.

Elle vient de s'imposer vingt centimes extraordinaires, pendant douze ans, et d'engager toutes les ressources dont elle pouvait disposer pour la construction d'un presbytère. Il lui est réellement impossible de s'imposer aucune nouvelle ressource pour son église.

La dépense à faire est évaluée à.		35,000 fr.
Les ressources s'élèvent à 32,000 fr., savoir :		
1° Produit des souscriptions particulières	30,800	32,000
2° Produit de la vente des vieux matériaux de l'église actuelle. .	1,200	
Il reste à pourvoir à un déficit de.		3,000 fr.

La commune sollicite l'imputation de cette somme sur les fonds départementaux.

Les habitants se sont imposé de lourds et réels sacrifices ; ils figurent pour une somme relativement très-forte dans le chiffre de la souscription.

Aussi, la demande paraissant justifiée, le 3e bureau propose d'accorder à la commune de Tressin un secours de 3,000 fr., payable en trois annuités et destiné à la reconstruction de son église.

Viennent maintenant les demandes des trois autres communes destinées à combler des déficits.

Il résulte des pièces du dossier que la construction de l'église de Rousies qui, d'après les devis, devait coûter 34,800 fr., en a réellement coûté 44,034 fr. 47 cent., soit 9,234 fr. 47 cent. au-delà des prévisions. Le surcroît de dépenses provient de travaux faits en dehors de l'entreprise soit par des entrepreneurs particuliers, soit par voie économique.

Tous ces travaux supplémentaires paraissent avoir été votés par le Conseil municipal sans que l'on ait créé les ressources destinées à les payer.

Les ressources primitives montaient à 35,000 fr., provenant de quêtes, legs, imposition de centimes et subventions de l'État et du département. Elles étaient suffisantes pour couvrir les dépenses prévues au devis.

La subvention du département a été de 3,000 fr.

Les travaux supplémentaires exécutés en dehors de l'entreprise, soit par des entrepreneurs particuliers, soit par voie économique, ont été payés avec les fonds destinés à la construction de l'église. Il se trouve ainsi que les entrepreneurs primitifs et l'architecte, qui auraient pu être intégralement payés, attendent depuis plusieurs années le solde de leurs travaux. Ce solde se trouverait réduit, d'après le dossier, à 7.657,62, y compris le solde de l'architecte.

Le maire, en présence de ce déficit, a assemblé à deux reprises différentes le Conseil municipal et les plus hauts imposés. Ces derniers ont chaque fois refusé le vote de centimes nouveaux,

rejetant toute la responsabilité de la pénible position où se trouvait la commune sur ceux qui l'y avaient entraînée.

Les créanciers aujourd'hui menacent d'un procès. L'ancienne administration municipale est remplacée par une autre ayant à sa tête un homme que, d'après toute la correspondance jointe au dossier, on peut croire capable, animé de bonnes intentions et disposé à faire tous ses efforts pour liquider la position. Mais il déclare, dans une dernière lettre, que si le Conseil général refuse de lui accorder un secours, il lui sera tout-à-fait impossible d'obtenir le vote de nouveaux centimes.

Voilà donc une commune menacée d'un désarroi complet et de procès qui achèveront de la ruiner. On voit de plus, de malheureux entrepreneurs qui, à ce qu'il paraît, n'ont pas de fortune, menacés de perdre non-seulement le fruit de leurs travaux, mais les avances qu'ils ont faites. Quant à l'architecte, il ne sera pas à plaindre s'il perd ses honoraires : les mandats de paiement qui ont détourné les fonds votés de leur destination, n'ont pu être payés qu'avec sa coopération.

De graves et sérieuses considérations appuient donc la demande de la malheureuse commune de Rousies. Mais, quelque touché que soit le troisième bureau par cette pénible position, il n'a pas cru pouvoir proposer d'abandonner l'ancienne détermination du Conseil, de ne jamais accorder à une même commune un secours plus élevé que 3,000 fr. pour la reconstruction de son église.

Le bureau a craint qu'une première dérogation ouvrît la porte à de nouvelles demandes et fût un encouragement à la légèreté avec laquelle certaines administrations sont quelquefois disposées à se laisser entraîner à des dépenses dépassant leurs ressources.

Le 3e bureau propose donc de ne pas accueillir la demande de la commune de Rousies.

Le bureau a cru cependant que, tout exceptionnellement, il y avait lieu de venir en aide à la commune de Rousies, dans la mesure du possible, sans créer de précédent, et il propose de renvoyer le dossier au 1er bureau en le recommandant à sa bienveillance, et en le priant de chercher le moyen de secourir cette commune au moyen des ressources disponibles.

De plus, il recommande la commune de Rousies à la sollicitude de M. le Préfet, en le priant de demander pour elle un secours à l'État.

La commune de Mairieux a également obtenu un secours de l'Etat et un autre de 3,000 francs du département.

Les frais de construction de son église ont dépassé les prévisions de 2,485 fr. 68 qui, avec les intérêts depuis le mois de novembre, constituent un déficit de 2,903 fr. 24.

Le Conseil municipal a, dans une délibération, énuméré les causes qui, selon lui, ont amené ce déficit.

Le bureau n'a eu à y relever que celle-ci : « M. Vallon, alors Préfet du Nord, avait promis un « secours de 8,000 fr., mais nous n'en avons obtenu que 5,000. »

Malgré l'avis favorable donné à cette demande par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes, s'appuyant sur les motifs qui lui ont dicté sa proposition précédente, le 3e bureau propose de refuser à la commune de Mairieux le secours qu'elle sollicite.

Quant à la demande formée par les Conseils municipaux réunis des communes Rieulay et Marchiennes-Campagne, l'instruction, d'après le rapport de M. le Préfet, n'en étant pas complète, le 3e bureau a cru qn'il n'y avait pas lieu de s'en occuper

M. de Carnières expose que la situation de la commune de Rousies est excessivement regrettable sans que ce soit la faute exclusive de son administration municipale, car si cette administration

avait été surveillée et dirigée avec plus de vigilance, elle ne serait pas tombée dans la situation malheureuse d'où il lui est difficile de sortir aujourd'hui.

L'administration de Rousies, — ce n'est pas l'administration actuelle — devait construire une église, la sienne tombait en ruines. Elle a fait faire un devis qui se montait à 34,000 fr., et a trouvé les ressources nécessaires pour faire face à la dépense. L'adjudication des travaux a été conclue, les travaux ont commencé et pendant que les entrepreneurs travaillaient dans les conditions du devis, il a plu au maire de la commune de cette époque de demander à la préfecture l'autorisation de faire des travaux en dehors du devis pour une somme de 8,000 fr. La préfecture a accordé cette autorisation, mais malheureusement, elle ne s'est pas préoccupée des voies et moyens, elle n'a pas exigé que la commune justifiât qu'elle était en situation de supporter la dépense nouvelle qu'elle demandait à faire et il en est résulté que la commune allait dépenser 40,000 fr. n'ayant en réalité de disponible que 34,000 fr.. Ce ne sont pas les entrepreneurs primitifs qui ont été chargés des travaux supplémentaires, mais d'autres entrepreneurs. Ces derniers ayant terminé leur tâche plus tôt que les entrepreneurs primitifs, le maire a commis la faute de les payer sur la somme de 34,000 fr. attribués aux travaux faits en vertu du devis autorisé, de sorte que quand les autres entrepreneurs ont eu terminé les travaux de l'église portés dans le premier devis, il ne s'est plus trouvé dans la caisse municipale une somme suffisante pour les payer.

Rousies est une très-petite commune de 700 habitants environ, dont 500 ou 550 ouvriers de fabrique ne payant aucune contribution. Elle a voté des centimes assez élevés pour compléter la somme de 34,000 fr. Elle est aujourd'hui dans une situation des plus malheureuses, n'a plus aucune espèce de ressources et elle a recours au Conseil général pour lui demander de lui accorder sur le fonds de subvention pour la construction des églises, une somme de 3,000 fr.

Le 3e bureau a pensé qu'ayant accordé une première somme de 3,000 fr. à cette commune, il ne pouvait en accorder une seconde ; il refuse en conséquence de faire droit aux conclusions du rapport du préfet sur ce point, mais il fait au Conseil une autre proposition et c'est ici que l'opinant demande la permission de fournir quelques explications.

Le 3e bureau ne veut pas créer un précédent, en ce sens qu'il ne veut pas accorder une seconde fois une subvention pour construction d'une église. Mais il pense que sur les fonds généraux de secours qui s'élèvent à une somme de 16 ou 18,000 fr, , somme sur laquelle 2,000 fr. seulement sont attribués à M. le Préfet, pour dépenses imprévues, on pourra prélever une somme qui permettra d'avoir égard à la situation malheureuse et exceptionnelle de cette commune, situation qui, on peut le dire, est un peu le fait de son tuteur légal.

Le 3e bureau a pensé que le 1er bureau pourrait proposer au Conseil général d'accorder à Rousies, à titre exceptionnel, un secours sur les fonds disponibles pour dépenses imprévues.

C'est par ces motifs que le 3e bureau demande le renvoi de l'affaire au 1er bureau.

L'honorable membre pense qu'il faut admettre cette proposition.

Le 1er bureau examinera et fera son rapport au Conseil général : on saura alors si la proposition du 3e bureau est susceptible ou non d'être accueillie.

— Après ces explications, les conclusions du rapport sont successivement mises aux voix et adoptées.

L'ordre du jour étant épuisé, M. LE PRÉSIDENT rappelle que la prochaine séance a été fixée à demain à une heure.

La séance est levée à quatre heures trois quarts.

Le Secrétaire,

MAILLIET.

Le Président,

P. DANEL.

Séance du 24 août.

La séance est ouverte à une heure un quart.

Président : M. Danel.

Secrétaire : M. Desrousseaux.

Sont présents : MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie-Soufflet, Boulangé, Baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Clavon, Stiévenart-Béthune, Telliez, Dutemple, Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Maurice, Fiévet, Bottin, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Dansette, J. Brame, Chombart, C. Descat, Général Faidherbe, J. Dutilleul, Henri Bernard, Morisson, Testelin, Desmoutiers, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straeten-Descat, Roussel-Defontaine, J. Leurent, Émile Carlier, Renard, Émile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Édouard Hamoir, de Marsilly, L. Legrand (de Valenciennes).

Absents : MM. le Comte d'Hespel et Leleu.

M. le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par M. Desrousseaux, est adopté.

Excuse. M. le Comte d'Hespel s'excuse, pour cause d'indisposition, de ne pouvoir assister à la séance.

Communications.

M. LE PRÉSIDENT fait part au Conseil des communications suivantes :

1° Le Secrétaire général de la Société d'acclimatation, M. Geoffroy Saint Hilaire, adresse deux exemplaires d'un projet relatif aux modifications à apporter au décret du 25 janvier 1858, sur la pêche fluviale ; il demande que ce projet de règlement soit soumis au Conseil général.

Il envoie également un rapport sur un projet de protection internationale des oiseaux de passage.

— Renvoi au 4e bureau.

2° M. Laurand, ancien négociant, à Lille, adresse deux lettres : dans la première, le signataire critique les dispositions de la loi actuelle relative à la composition de la liste des électeurs des Chambres et Tribunaux de commerce ; dans la seconde, il signale des modifications à apporter à la législation sur les passeports, et il prie le Conseil général d'émettre certains vœux qu'il indique sur ces deux objets.

M. LE PRÉSIDENT prononce le renvoi au 4e bureau et fait remarquer que si les vœux proposés paraissaient susceptibles d'être accueillis, c'est en son nom propre que le bureau les soumettrait au Conseil général.

M. le Président fait connaître que le vœu suivant vient d'être déposé sur le bureau :

Vœu.

Suppression du papier-monnaie.

» J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'émettre le vœu que des mesures soient prises pour supprimer, le plus tôt possible, tout papier monnaie autre que celui émis par la Banque de France ;

» Qu'en attendant, les villes et les établissements de crédit, soient tenus de faire connaître au public, chaque semaine, le chiffre comparatif de la circulation des valeurs qu'ils ont émises ;

» Enfin, que ces valeurs soient annulées à mesure de leur rentrée, afin de ne ne pouvoir pas être remises en circulation. »

Signé : HENRI BERNARD.

— Renvoi au 1er bureau.

M. LE PRÉSIDENT donne ensuite la parole aux rapporteurs des différents bureaux.

M. LEMAIRE donne lecture du rapport qui suit :

Chemin de grande communication N° 38.

Demande de la ville d'Armentières.

La ville d'Armentières demande que les bases de répartition des contingents des communes dans l'entretien du chemin de grande communication N° 38 soient révisées et que la part d'Armentières soit ramenée à 5 p. %.

Les demandes de cette nature ne sauraient être accueillies qu'avec une grande circonspection, après avoir entendu toutes les parties intéressées, et lorsqu'il est clairement démontré qu'il y a lieu de réparer une injustice. Il ne faut pas perdre de vue que c'est après une instruction complète et régulière que le Conseil a fixé la répartition des contingents du chemin N° 38, et que, bien que les propositions faites en 1868 ne portassent qu'à 18 p. % au lieu de 20, 75 p. % le contingent de la ville d'Armentières, le Conseil général a cependant adopté l'opinion de la commission de surveillance de ce chemin et élevé le contingent d'Armentières à 20,75 % en faisant profiter Estaires de la réduction.

La prétention d'Armentières ayant été appuyée par un vœu du Conseil d'arrondisement de Lille, ce vœu fut soumis, dans la session de 1871, au Conseil général qui décida qu'il serait procédé à l'instruction de la réclamation.

L'affaire a été instruite avec soin. La commission de surveillance du chemin, les communes intéressées, Bailleul, Estaires, Nieppe, Steenwerck ont été appelées à se prononcer sur cette affaire. M. l'Ingénieur en chef a été consulté et a fait un rapport. Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck, dans sa session de juillet dernier, a exprimé un vœu sur cette question et tous se sont prononcés unanimement contre la prétention d'Armentières et ont émis l'avis qu'il était équitable de maintenir la répartition telle qu'elle avait été faite précédemment par le Conseil général.

M. l'Ingénieur ordinaire qui, en 1868, avait proposé de fixer à 18 p. % le contingent d'Armentières, fait encore aujourd'hui une semblable proposition; mais, comme nous venons de le dire, M. l'Ingénieur en chef n'est pas de cet avis.

Le Conseil d'arrondissement de Lille a été consulté de nouveau et, quelque peu ému de cet ensemble de protestations, il a modifié son précédent vœu et a proposé les révisions suivantes dans les contingents du chemin N° 38.

Armentières	12 p. %
Bailleul	22
Estaires	27,50
Nieppe	6,50
Steenwerck	32

La ville d'Armentières persiste néanmoins dans sa demande. Elle prétend que les 25,000 fr. qu'elle a votés et qui ont été acceptés ont été employés pour la construction du chemin dans des conditions bien différentes de celles qui l'avaient déterminée à faire une telle offre. Elle ajoute que les habitants d'Armentières ne se servent pas de ce chemin pour aller à Estaires ou autres lieux environnants, mais qu'ils s'y rendent par la route départementale N° 9; qu'enfin, si le chemin N° 38 est utile à la ville d'Armentières pour ses communications avec la commune de Steenwerck, elle n'emprunte à l'ensemble du chemin que 3 kilomètres, et que, avant de faire cet emprunt, elle parcourt d'abord 7 kilomètres sur la route nationale N° 42.

Les communes intéressées lui répondent que c'est à la demande d'Armentières que la partie de Steenwerck au hameau de Seau a été construite; que l'offre faite par elle d'une somme de 25,000 fr. prouve l'intérêt manifeste qu'elle avait à la construction de ce chemin, qu'il est incontestable qu'elle profite largement de cette voie; que la part contributive d'Armentières, c'est-à-dire les 20,75 p. %, ne paraît pas trop élevée, puisque Bailleul, située à l'autre extrémité, a un contingent de la même importance; que les communes d'Estaires et de Steenwerck paient chacune 26 p %, et que Nieppe, qui n'a qu'un intérêt secondaire, participe pour les 6,50 p. % de la dépense d'entretien.

C'est donc par des raisons solides que la Commission de surveillance du chemin et les communes intéressées résistent à la prétention d'Armentières, qui aurait pour résultat, si elle était accueillie, d'augmenter les charges des autres communes.

Le 5e bureau propose de décider qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande en réduction formée par la ville d'Armentières.

M. Dansette combat les conclusions du rapport.

On s'est prévalu, dit-il, pour porter à 20,75 p. % le contingent d'Armentières dans l'entretien du chemin de grande communication N° 38, de la somme de 25,000 fr. que cette ville a offert de payer pour la construction du chemin ; on en a conclu qu'il avait un intérêt très-considérable pour elle. Mais raisonner ainsi, c'est, suivant l'honorable membre, se mettre en dehors de la vérité. La ville d'Armentières, en effet, avait un intérêt très-grand, au moment où le chemin s'établissait, à ce qu'il passât par le hameau du Seau et ne se dirigeât pas directement sur Bailleul par le Nouveau-Monde. Il s'agissait alors d'établir un pavé, une seule voie entre la commune de Steenwerke et la commune de Bailleul. C'est parce que la ville d'Armentières qui recevait sur ses marchés les denrées de la commune de Steenwerke, a trouvé des inconvénients graves pour elle dans le projet de faire une seule voie pavée dans la direction de Bailleul, qu'elle est venue proposer de faire cette communication par le Seau, point plus rapproché d'Armentières, et qui n'était cependant pas exclusif pour Bailleul.

La solution s'est fait attendre longtemps, elle a été ajournée d'année en année et finalement la ville d'Armentières en est arrivée, en 1845, à offrir la somme de 25,000 fr. pour la construction d'une seule voie.

Qu'à fait l'administration départementale pour trancher la question qui semblait interminable ? Elle s'est emparée de ces 25,000 fr. votés par la ville d'Armentières pour une seule et unique voie, et l'a appliquée au système de la bifurcation avec cailloutis qui a été adopté en 1846. Les autres communes ont toutes été appelées à délibérer de nouveau sur la question qui avait changé de face ; la ville d'Armentières elle seule n'a pas été consultée, et ses 25,000 fr. ont été appliqués à la voie qui a été construite.

Ainsi ces 25,000 francs n'ont pas été votés par Armentières pour établir le double cailloutis qu'on a construit, mais bien pour établir un pavé dans la direction du Seau et avec l'intention d'écarter un pavé dans la direction de Bailleul. De ce que la ville d'Armentières a été victime d'une erreur lorsqu'on a appliqué les 25,000 fr. offerts par elle au système actuellement construit, est-ce une raison pour qu'on continue de lui faire supporter indéfiniment les frais d'entretien du chemin N° 38, dans une proportion plus forte qu'il n'est juste ? La ville d'Armentières ne l'a pas pensé et c'est pour cela qu'elle a présenté ses réclamations au Conseil général.

M. Plichon expose qu'en 1846, depuis plusieurs années, il était question d'établir une communication entre Bailleul et Steenwerke, localité importante située à 4 kilom. de Bailleul. A cette époque la ville d'Armentières a eu la prétention d'enlever le marché de Steenwerke à Bailleul. Steenwerke est éloigné de 8 kilom. d'Armentières et pour arriver à ce résultat qu'a fait la ville d'Armentières? Elle a proposé l'établissement d'une route, qui, partant du Seau arriverait à Steenwerke et mettrait la commune de Steenwerke à 7 kilom. de Bailleul, alors que par la voie naturelle et ordinaire, la distance entre ces deux centres de population est de 4 kilom. Armentières sous ce rapport conquérait l'avantage et se trouvait à égale proximité de Steenwerke, par conséquent avait la chance d'amener Steenwerke à son marché.

La ville de Bailleul avait voté des ressources pour l'établissement d'un pavé; Armentières avait fait de même. Bailleul le voulait se dirigeant directement sur Steenwerke ; d'autre part,

Armentières voulait que ce pavé partit du Seau. Le Conseil général placé entre ces diverses compétitions, et voulant les concilier, a décidé que l'on établirait une route de Bailleul à Steenwerke et de Steenwerke sur Estaires et une route du Seau sur Steenwerke, mais que ces routes, au lieu d'être pavées, seraient empierrées. Cette résolution a été acceptée par toutes les communes. Le préopinant dit qu'il n'y a pas eu ratification expresse du Conseil municipal d'Armentières, mais il y a eu plus : il y a eu exécution de la mesure arrêtée par le Conseil général et paiement de la somme promise.

Le Conseil général a fixé immédiatement les bases de répartition de l'entretien, ces bases sont restées les mêmes jusqu'à ce jour. Y a-t-il lieu de les changer? C'est la prétention de ville d'Armentières, mais cette prétention est combattue par toutes les autres localités intéressées. Armentières dit que ce chemin lui est très-peu utile, les autres communes disent la même chose. L'état de ces accès a, en effet, complètement changé, de nouvelles routes se sont établies; il existe aujourd'hui des communications directes de Bailleul sur Estaires; Bailleul est en grande partie désintéressée dans la question et aurait droit aussi, de ce chef, à demander l'abaissement de son contingent. Si donc on acceptait ces prétentions diverses, on ne pourrait plus trouver les ressources nécessaires pour l'entretien de ces voies de communication créées à frais commun. Le résolution que cette situation doit inspirer au Conseil général, c'est de maintenir l'état de choses ancien et que toutes les communes concourent à l'entretien suivant les bases qui ont été primitivement arrêtées.

L'honorable membre termine en demandant au Conseil général d'accepter à cet égard les conclusions unanimes du 5e bureau.

— Ces conclusions mises aux voix sont adoptées.

M. Lemaire donne lecture d'un second rapport ainsi conçu :

Rectification du chemin de grande communication N° 62.

Traversée de Don

La rectification du chemin de grande communication N° 62, dans la traversée de Don, devenue indispensable dans l'intérêt de la circulation générale depuis que le service de la navigation a exécuté sur ce point d'importants travaux pour le redressement du canal de la Haute-Deûle et la reconstruction de l'écluse de Don.

M. l'Ingénieur en chef du département a présenté un projet de rectification de ce chemin. Il insiste, dans un but d'économie, pour que le travail soit décidé sans retard afin de pouvoir profiter pour les remblais, des terres en excès laissées par le service de la navigation. Dans cette hypothèse, la dépense totale serait de 16,000 francs, y compris 4000 fr. d'indemnités de terrains qui doivent rester à la charge des communes de Wavrin et de Sainghin-en-Weppes dont le hameau de Don fait partie, de telle sorte que le surplus de la dépense à couvrir serait de 12,000 fr.

Le département, conformément à l'usage établi, supporterait les 2/3 de cette dépense soit, 8,000 fr. L'autre tiers, soit 4,000 fr., serait à la charge des communes d'Estaires, Aubers, Herlies, Sainghin-en-Weppes, Provin, Wavrin, Fromelles, Marquillies, Allennes-les-Marais, Annœullin, Bauvin, Fournes, d'après les bases proportionnelles arrêtées par le Conseil général pour la répartition des contingents et conformément au tableau de répartition proposé par M. le Préfet dans son rapport.

Les douze communes intéressées ont été appelées à se prononcer et quatre seulement, Sainghin, Provin, Allesnes et Annœullin ont voté leurs contingents; sur les huit autres, cinq ont refusé

tout concours, ce sont les communes d'Estaires, Aubers, Marquillies, Fromelles et Fournes; les trois dernières, Wavrin, Herlies et Bauvin, n'ont pas encore fourni leurs délibérations.

L'attitude des communes récalcitrantes est regrettable, car, selon l'avis émis par le Conseil d'arrondissement de Lille, l'exécution de ces travaux est d'une utilité incontestable.

Il faut espérer que l'attitude se modifiera et il ne faut pas se dissimuler que si la commune de Wavrin qui, outre son contingent dans la dépense des travaux, doit supporter une part de 3,915 fr. dans les indemnités de terrains, refusait de prendre cette somme à sa charge, ce refus créerait une difficulté sérieuse.

M. le Préfet ne croit pas que l'affaire doive être ajournée pour cette cause. La solution est urgente, elle tient en suspens plusieurs demandes d'alignement émanant des propriétaires des terrains destinés à la rectification; et, d'un autre côté, si les terres de déblai, provenant des travaux de la navigation et que M. l'Ingénieur compte utiliser pour les travaux de rectification, venaient à disparaître, la dépense devrait être augmentée d'une façon très-notable.

M. le Préfet espère obvier à ces difficultés et, afin que les travaux puissent être entrepris dans le cours de l'année 1873, propose au Conseil général :

1° D'approuver le projet des travaux de la rectification du chemin N° 62 s'élevant à 12,000 fr.;

2° D'approuver également la sous-répartition du contingent des communes dans la dépense des travaux, montant à 4,000 fr. conformément au tableau qui figure en son rapport ;

3° D'allouer au budget de 1873 la subvention départementale de 8,000 francs;

Le tout, sous réserve de l'étude à faire au besoin de la question des indemnités des terrains ; de quoi il sera rendu compte au Conseil dans sa session prochaine d'avril et sous la condition que les travaux ne recevront leur exécution que sur une nouvelle autorisation de l'assemblée.

Le 5e bureau est d'avis qu'il y a lieu de voter les propositions de M. le Préfet sous la réserve ci-dessus exprimée, mais en même temps il estime que le trouble qui a été apporté dans la situation du chemin N° 62, provenant du fait du service de la navigation, il est de toute justice que ce service intervienne pour une part dans les dépenses d'indemnités de terrains et des travaux, que réclame la mise en état de cette voie de communication et il prie M. le Préfet de vouloir à cet effet prêter ses bons offices auprès de l'administration des travaux publics.

— Ces conclusions sont adoptées et les crédits sont votés.

M. Van der Straeten signale l'urgence des travaux de rectification dont il vient d'être question et que les populations attendent avec impatience. Il prie M. le Préfet de vouloir bien hâter les formalités afin qu'on puisse présenter à la session d'avril un projet de solution définitive. Un ajournement équivaudrait à un rejet, car un des grands éléments du travail, ce sont les terres provenant des déblais des travaux de navigation. Il est donc bien important de se hâter.

Édifices départementaux.

—

Casernement de la gendarmerie du Quesnoy.

M. Goussard (1er bureau) présente le rapport ci-après :

Une somme de 300 fr. est nécessaire pour effectuer, dans la caserne de la gendarmerie du Quesnoy, des travaux urgents.

L'architecte a pu réaliser sur les travaux de toiture autorisés pour 700 fr. une économie de

150 fr. Il reste à pourvoir à la différence. Le 1er bureau propose d'ouvrir au budget de 1873 un crédit spécial de pareille somme.

— Le crédit est voté.

Octroi d'Haumont. — Prorogation.

Au nom du même bureau, M. Descat fait le rapport suivant :

La commune d'Haumont demande par une délibération de son Conseil municipal, que le tarif de l'octroi qui doit prendre fin le 31 décembre prochain, soit prorogé jusqu'au 31 décembre 1882.

Le Directeur des contributions indirectes consulté donne un avis favorable, pourvu qu'on se mette d'accord avec le tarif général.

Ainsi la bière est portée dans le tarif à 80 centimes pour celle fabriquée dans la commune et à 1 fr. pour celle importée.

Ce même tarif porte une taxe unique pour les moutons, brebis, agneaux et chèvres, tandis qu'il faut établir des catégories et mettre, conformément au tarif général :

1 fr. pour les moutons et brebis,
0,50 — agneaux,
0,35 — chèvres.

Une observation est également à faire au sujet des vins. La loi votée récemment par l'Assemblée nationale a décidé que les vins ayant plus de 15 degrés alcooliques, paieront le droit de 1 fr, 50 par chacun des degrés alcooliques supplémentaires à 15 degrés.

Il convient également que l'article 52 du règlement soit modifié comme suit :

« Dans tous les cas non prévus au présent règlement, on se référera aux lois et règlements généraux en vigueur sur les octrois. »

Sous le bénéfice de ces observations, le 1er bureau propose au Conseil général d'autoriser la commune d'Haumont à proroger son tarif d'octroi jusqu'au 31 décembre 1877 et à porter la bière à la taxe unique de 80 centimes l'hectolitre.

— Ces conclusions sont approuvées.

M. Van der Straeten, au nom du 2e bureau, donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

Nouvelle Préfecture. Achèvement.

« Je viens vous présenter les propositions que le 2e bureau, d'un accord unanime, a l'honneur de vous soumettre relativement aux dépenses du nouvel hôtel de Préfecture.

» Dans l'intention d'abréger ce travail, j'ai cru devoir m'en tenir presqu'exclusivement au simple énoncé des chiffres et diviser le rapport en deux parties.

» Il est une première série de dépenses que nous ne saurions discuter : ce sont les dettes contractées par le département et les crédits votés.

» Il en est une seconde relative à de nouvelles et importantes dépenses que vous êtes appelés à apprécier.

1re *série*. — « Le Conseil général a voté une somme de 145,000 fr. pour mettre en état la partie de l'hôtel affectée aux services administratifs, travaux d'achèvement et acquisition du mobilier.

» Ces dépenses d'appropriation et de mobilier se sont élevées à la somme de 136,150 fr., sur

laquelle il a été payé, au moyen des fonds du budget de 1871, 32,000 fr. En sorte qu'il reste dû, de ce chef, 104,150 fr. Ce solde peut être couvert par l'excédant des recettes de 1871 (129,350 fr.).

» 2° Une somme de 40,000 fr., votée en 1871 pour la réparation des dommages militaires, n'a pu être inscrite au budget de 1872. Ces réparations, achevées en grande partie aujourd'hui, sont presque couvertes par l'excédant des recettes de 1871. 14,800 fr. seulement seront à inscrire au budget de 1873.

» Il reste dû à l'entrepreneur, pour solde des travaux exécutés en 1870 et le dixième qui lui a été retenu à titre de garantie, une somme de 242,000 fr.

» De telle sorte qu'après l'emploi de l'excédant des recettes de 1871, il reste à payer en 1873 une somme de 256,800. (242,000 fr. à l'entrepreneur et 14,800 fr. complément du crédit de 40,000 fr. pour réparation des dégâts militaires).

2e *série.* — » J'arrive à la seconde partie de mon travail.

» Suivant la conclusion de notre honorable président de la Commission permanente, l'hôtel de la nouvelle préfecture doit être habité, car il ne convient pas que le premier administrateur reste éloigné de ses bureaux, et chaque année de retard coûte d'ailleurs au département l'intérêt de 400,000 fr., prix présumé de l'ancienne préfecture, soit 20,000 fr.

» Les dépenses à effectuer pour atteindre ce but sont au nombre de trois : 1° l'achèvement de l'hôtel ; 2° l'ameublement de l'habitation ; 3° la construction d'une serre.

» Les dépenses qu'entraîne l'achèvement de l'hôtel se décomposent ainsi :

Maçonnerie supplémentaire.	1,600 fr.
Pavages divers.	4,800 »
Marbrerie	3,800 »
Plâtrages et ornements	8,100 »
Trottoir	2,300 »
Calorifères.	7,000 »
Charpente.	1,600 »
Menuiserie, parquets, etc.	25,400 »
Serrurerie.	3,000 »
Quincaillerie.	12,000 »
Glaces	14,200 »
Peintures diverses et silicatisation.	33,800 »
Peintures des boiseries	34,000 »
Dorures.	12,000 »
Tapisseries	6,900 »
Complément du service des cuisines . . .	3,000 »
Dépenses diverses et imprévues.	16,500 »
Honoraires de l'architecte	10,000 »
Total	200,000 fr.

» En examinant ce total, votre 2e bureau s'est demandé si toutes ces dépenses sont bien justifiées,

et il résulte d'une minutieuse investigation qu'une économie de 28,750 fr. peut être réalisée de ce chef.

» On vous demande, en effet, 12,000 fr. pour les dorures et 8,100 fr. pour platrages et ornements. Votre 2e bureau a cru devoir réduire de moitié le chiffre de ces crédits. Les finances du département et le bon goût n'auront, selon lui, qu'à gagner à un peu plus de sobriété dans la décoration.

» Les peintures des appartements doivent s'élever, d'après le devis, à 34,700 fr. Ce chiffre nous a également paru trop élevé. Des informations prises, il résulte qu'il s'agit ici de peintures extraordinaires, peintures dites à l'enduit perfectionné à la céruse, ainsi que cela se pratique pour les panneaux des voitures.

»Tous les hôtels du siècle dernier, que nous admirons encore, ont été décorés avec une préparation antérieure à la colle; cette dernière peinture coûte 2 fr. le mètre courant, et celle qu'on vous propose 4 fr. 30 c., conséquemment il y a là encore une économie réalisable de 18,000 fr., qui jointe à la modification qui précède, constitue une différence de 28,750 fr.

» *Mobilier.* — La sous-commission chargée par votre Commission permanente de dresser le devis du mobilier de l'habitation, après s'être entourée de personnes compétentes, a acquis la conviction que, pour se tenir à une égale distance de la prodigalité et de la mesquinerie, que pour avoir un mobilier en rapport avec l'édifice et d'une durée sérieuse, une somme de 215,000 fr. est nécessaire.

Votre 2e bureau vous propose de confier l'exécution de ce devis à la Commission départementale qui s'efforcera de le réduire autant que faire se pourra.

» *Serre.* — Un crédit de 17,850 fr. vous est demandé pour la construction d'une serre. Le 2e bureau avait songé d'abord à ajourner à bien longtemps cette dépense; mais on lui a fait observer que cette construction ne saurait être assimilée à une dépense de luxe. Il s'agit, en effet, non d'un jardin d'hiver, mais d'une serre pour la conservation des plantes actuellement existantes dans le jardin et les appartements de l'ancienne préfecture et destinées à être transportées dans la nouvelle lorsqu'on viendra l'habiter. Nous avons voulu connaître la valeur de ces plantes. Les jardiniers, chargés de l'expertise, les évaluent à la somme de 3,145 fr. Cette dépense, toutefois, peut, sans difficulté, ne point incomber à l'exercice 1873. Les plantes n'ayant besoin de cet abri que dans le commencement de l'hiver 1873, la serre ne serait commencée que dans un an à pareille époque et payée sur l'exercice 1874.

» En résumé, votre second bureau vous propose :

1° de disposer ainsi de l'excédant des recettes de 1871 :

1° 104,250 fr., pour solde des travaux d'appropriation du bâtiment des bureaux et de leur ameublement;

2° 25,100 fr., pour solde des dépenses dites dommages militaires;

2° d'inscrire au budget départemental de 1873 :

1° Soldé des dommages militaires.	14,800	fr.
2° Dixième retenu à l'entrepreneur à titre de garantie et travaux exécutés avant 1870	242,000	»
3° Achèvement de l'immeuble	171,250	»
4° Acquisition du mobilier de l'habitation.	215,000	»
Ensemble.	643,050	»

» Votre 2e bureau vous propose enfin de décider en principe la construction de la serre, mais d'en ajourner les travaux à l'année prochaine.

» De la sorte nous réaliserons une réduction de 46,100 fr. sur les crédits demandés pour l'exercice 1873.

» Il est bien entendu qu'on ne procèdera à aucune des dépenses ci-dessus énoncées avant d'avoir reçu du Gouvernement la première annuité du remboursement des dépenses de guerre.»

— Sur la demande de M. Legrand (de Valenciennes), la délibération sur les conclusions de ce rapport est ajournée.

M. le baron de l'Épine, du même bureau, présente les deux rapports qui suivent:

Édifices départementaux. de l'arrondissement d'Avesnes. — Réparations diverses.

En 1870, une somme de 1,050 fr. a été mise pour travaux d'entretien à la disposition de M. l'Architecte départemental : vu les circonstances dans lesquelles on se trouvait, il n'a cru devoir toucher à ce crédit que dans la mesure des besoins les plus urgents, soit une somme de 168 fr. 46 c. On demande à affecter le surplus du crédit 881 fr. 54 c. qui s'est trouvé annulé par la clôture de l'exercice, aux travaux suivants d'une utilité incontestable :

Réparation aux stalles de l'écurie de la gendarmerie d'Avesnes et drainage dans la cour pour conduire les eaux dans un aqueduc.	236 f.	03
Réparation aux vieux murs d'enceinte, aux toitures et aux pompes.	382	»
Réparation aux gouttières	193	40
Réparation aux meubles du Tribunal.	70	11
Total . . .	881	54

Le 2e bureau propose de porter ce crédit au budget rectificatif de 1872, moins cependant la somme de 70 fr. 11 c. pour réparation aux meubles du Tribunal.

Ainsi le crédit serait réduit à 811 fr. 43 c.

— Crédit voté.

Sous-Préfecture d'Avesnes. — Grosses réparations.

Dans sa dernière session, le Conseil général a voté un crédit de 1,600 fr. pour appropriation d'une maison servant au logement du concierge de la Sous-Préfecture d'Avesnes, qui par suite de servitudes militaires n'était pas entretenue depuis longtemps; le toit, que l'on comptait réparer se trouve dans un état de vétusté complète, il faut le refaire entièrement, le devis qui monte à 380 fr. ayant reçu l'approbation d'un membre du Conseil général délégué.

Le 2e bureau proposé de porter ce crédit au budget rectificatif de 1872.

— Crédit voté.

Au nom du 3e bureau, M. Joos fait le rapport suivant :

Mendicité. — Vœu.

Le contrat fait par M. le Préfet avec l'établissement de Montreuil-sous-Laon, paraît satisfaire au vœu du Conseil d'arrondissement de Lille : « que la répression ne soit pas poursuivie tant que des dépôts ne seront pas établis en nombre suffisant dans le département ou sans que la loi qui en ordonne la mesure ne soit pas abrogée. »

Le 3e bureau est d'avis qu'il n'y a pas d'autre suite à donner à ce vœu.

— Adopté.

Service des postes

M. Trystram (4e bureau), donne lecture du rapport suivant :

Le service des postes du département du Nord est fait par 151 agents, dont les traitements divers, depuis celui du directeur, qui est de 8,000 francs, jusqu'à celui des distributeurs, qui est de 600 fr., ajoutés aux frais de régie, de loyer et d'aides s'élèvent à . . . . . 323.600 »

1503 sous-agents, depuis les brigadiers facteurs qui ont 1,400 fr. de traitement jusqu'aux facteurs ruraux et locaux dont le traitement descend jusqu'à 420 fr., qui reçoivent ensemble. . . . . 343.450 »

Le service du personnel des agents et sous-agents des postes du département coûte donc. . . . . 667.050 »

D'une enquête faite par le directeur, du 11 au 20 novembre 1871, sur les mouvements des correspondances de toute nature, on peut estimer comme suit les services rendus par l'administration des postes du Nord pendant l'année 1871, et voir ce qu'ils ont produit :

	Nombre d'objets.	Taxes.
Lettres ordinaires pour les départements, l'Algérie et l'Etranger, nées dans les bureaux du département du Nord.	12.818.268	3.416.688 fr.
Lettres ordinaires nées et distribuables dans la circonscription postale des bureaux du département du Nord . . .	1.030.644	166.140
Journaux, imprimés de toute nature, échantillons, etc., pour la France, l'Algérie, l'arrondissement postal des bureaux du département du Nord et de l'Etranger, déposés dans les bureaux du département du Nord.	9.846.248	437.652
Chargements de toute nature à destination de la France, l'Algérie, l'arroudissement postal des bureaux du département et l'Etranger, déposés dans les bureaux du départemeut du Nord.	143.568	75.888
Droit perçu sur le montant des déclarations.		39.888
Droit fixe de chargement		46.800
Avis de réception de chargement.		648
	23.841.968	183.704 fr.

Il a été expédié aux receveurs du département en 1871 :

24.213.250 timbres-poste qui ont produit brut fr.	3.237.879 »
moins la remise de 1 pour 100	32.378 79
Net fr.	3.205.500 21
187.350 chiffres-taxes qui ont produit net	37.482 50

Il a été fourni par les différents bureaux du département :

199,455 mandats français pour fr. 238.044,18 sur lesquels il a été perçu. .	4.761 24
9,770 — internationaux — 24.965,73 — . .	557 »

Il a été payé :

148577 mandats français pour fr. 185,197.62

7027 id. internationaux » 12,459.08

Comparaison des recettes :

Recettes réalisées en	1869	1870	1871
Nature des recettes :	—	—	—
Produit net de la taxe des correspondances . . .	fr. 2,815,876	2,184,673	3,459,065
Droit perçu sur les envois d'argent	» 40,311	42,893	51,501
Totaux	fr. 2,856,187	2,227,566	3,510,566

L'augmentation des recettes de 1871 sur 1869 est de . . . . . fr. 654,379

Id id. 1870 est de . . . . . » 1,283,000

Recettes réalisées pendant les cinq premiers mois de	1870	1871	1872
	—	—	—
Produit net de la taxe des correspond.	fr. 1,087,442	1,031,304	1,335,660
Droit sur les envois d'argent	» 17,745	18,829	21,974
Totaux . . .	fr. 1,105,187	1,050,133	1,357,634

Augmentation des cinq premiers mois de 1872 sur 1870 . . . . . fr. 252,447

Id. id. sur 1871 . . . . . » 307,501

La progression constante des recettes, dit M. le Directeur, doit être attribuée non-seulement à l'élévation des tarifs mais encore à l'augmentation incessante du nombre d'objets de correspondance confiés au service.

Ces renseignements statistiques donnés, j'extrais du rapport de M. le Préfet, les améliorations réalisées dans le service des postes depuis l'année dernière :

Un second emploi de contrôleur a été créé à la direction du département. La recette simple de Lille (quartier de la place Saint-Martin) a été convertie en recette composée. Des distributions ont été établies à Baisieux, Quiévy, Roncq et Villers-Sire-Nicolle. Un même établissement créé à Arnêke, sera mis prochainement en activité.

De nouvelles études ont été soumises à l'examen de l'administration générale des postes pour la création de bureaux de distributions dans les communes d'Artres et Préseau (arrondissement de Valenciennes); Aubigny-au-Bac et Raimbeaucourt (arrondissement de Douai), Avesnes-lès-Aubert, Honnechy, Saint-Aubert et Viesly (arrondissement de Cambrai); Bollezeele (arrondissement de Dunkerque); Cartigny, (arrondissement d'Avesnes); La Gorgue, (arrondissement d'Hazebrouck), et Wattrelos (arrondissement de Lille).

Les études relatives à Cartigny, La Gorgue et Wattrelos, ont été spécialement recommandées. Ces deux dernières communes sont déjà dotées de deux distributions journalières.

Les communes de Caestre, Glageon et Phalempin jouissent aussi d'une double distribution, mais il n'a pas été possible d'accueillir leurs demandes d'établissement de bureau, à raison de la proximité du bureau qui les dessert et de l'insuffisance des crédits alloués.

Un nouveau service de transport des dépêches, établi entre Douai et Flines-lès-Raches, a doté cette dernière commune, ainsi que celle de Raches, d'une double expédition et réception de dépêches.

Un train exprès établi entre Dunkerque et Hazebrouck, prend maintenant à dix heures du matin, les dépêches de Dunkerque à destination de l'ambulant de Lille à Calais, qui étaient dirigées précédemment à 6 h. 55 m. du matin.

La création d'un train de nuit sur la section du chemin de fer d'Aulnoye à Hirson, a permis de doter d'un service rapide et régulier pour l'échange des dépêches, les bureaux d'Avesnes, Beugnies, Solre-le-Château, Etrœungt, Sains, Fourmies, Trélon, Wignehies et Anor.

La ligne du chemin de fer direct de Lille à Valenciennes sera utilisée dans un bref délai, pour le transport des dépêches de et pour Templeuve.

Une seconde correspondance journalière a été établie entre les bureaux suivants :

Lille avec Annœullin, Crespin, Jeumont et Steenwerck,

Berlaimont avec Anor, Sains, Trélon et Wignehies,

Douai avec Crespin, Calais, Dunkerque, Hazebrouck et Saint-Omer ;

Iwuy avec Douai et Valenciennes ;

Annœullin avec l'ambulant de Calais à Lille.

Des boîtes mobiles adaptées aux voitures des courriers d'Avesnes à Solre-le-Château, de Bergues (station) à Hondschoote, de Caudry (station) à Walincourt, permettent aux habitants des localités situées sur le parcours, de déposer leurs correspondances au moment du passage des courriers.

Des boîtes aux lettres mobiles ont été établies dans les gares d'Armentières et de Fourmies.

Enfin, dix-huit boîtes aux lettres supplémentaires ont été concédées à diverses communes, et deux nouveaux emplois de facteurs de ville, créés dans chacune des villes de Dunkerque et de Roubaix, et un à Tourcoing, ont permis de faire opérer plus rapidement la distribution des correspondances.

De 1870 à 1872 le personnel des sous-agents a été augmenté de trois gardiens de bureau, deux facteurs de ville et soixante-deux facteurs locaux et ruraux.

De nombreuses communes sont desservies dans des conditions beaucoup plus satisfaisantes et des secondes levées de boîtes sont effectuées partout où il a été possible de prescrire la mesure.

Toutes ces améliorations témoignent du zèle intelligent et dévoué de la direction du service des postes du Nord.

En ce qui concerne les facteurs, en faveur desquels le Conseil général avait demandé une amélioration de position, 212 ont obtenu des augmentations de traitement s'élevant ensemble à 12,390 francs, et une indemnité éventuelle de 2,650 francs a été répartie entre 170 de ces sous-agents. — Une nouvelle proposition tendant à augmenter le traitement de 86 facteurs a été adressée à la Direction.

Le service de la distribution des correspondances est effectué aux heures normales, mais il pourrait recevoir plusieurs améliorations que le Conseil général voudra bien recommander à l'administration.

1° Les correspondances d'Avesnes, Cambrai et du département de l'Aisne pour Lille, ne sont mises en distribution que le lendemain de leur expédition de 11 heures à midi, la moyenne des objets qu'elles renferment est de 430 dont 7 pour le service rural.

Ces dépêches séjournent à Cambrai de 1 h. 30 m. à 6 h. 50 m. du matin. Elles sont expédiées de Cambrai par le courrier-convoyeur de Cambrai à Lille.

Il s'ensuit que des correspondances du Nord ne sont reçues à Lille que vers midi, tandis que celles de Paris sont remises à domicile à sept heures du matin.

Les lettres à destination de la campagne ne sont distribuées que trois jours après leur dépôt à la boîte, ce qui porte à cinq jours le délai qui s'écoule entre le départ d'une lettre originaire d'une commune des environs de Lille pour les arrondissements d'Avesnes, de Cambrai et le département de l'Aisne et le retour de la réponse.

Il suffirait pour faire cesser ce fâcheux état de choses d'apporter quelques légères modifications dans le service et dans la marche des trains de chemin de fer.

Le 4e bureau prie le Conseil général de recommander ces modifications à l'administration.

2° Il serait de toute nécessité que la marche des trains Nos 965 et 273, entre Arras et Dunkerque, fût accélérée de telle sorte que ce dernier train arrivât à Dunkerque, au plus tard, à 5 h. 30 du matin. La lenteur de ces deux trains donne tout lieu de croire qu'il serait facile d'obtenir même une heure d'avance.

L'arrivée du train N° 273 à 6 h. 15 matin, ne permet de commencer les travaux préparatoires à la première distribution qu'à 6 h. 40. Ces travaux exigent au moins une heure et, dès lors, les facteurs ne peuvent sortir qu'à 7 h. 40.

En hiver, le train N° 273 éprouve de très-fréquents retards qui entraînent un retard proportionnel dans la distribution.

Le train direct N° 11, continué jusqu'à Hazebrouck et Dunkerque, offrirait l'avantage de faire opérer une heure plus tôt la deuxième distribution des correspondances du courrier de Paris, dans les villes suivantes: Dunkerque, Hazebrouck, Cassel, Esquelbecq, Wormhoudt, Bergues, Hondschoote, Bourbourg, Gravelines, Steenvoorde, Merville, Estaires et Laventie. Il n'y aurait, dit M. le Directeur, aucun préjudice pour le service à ce que le départ du train N° 187 fût fixé à midi 20 au lieu de 1 h. 15, à la condition toutefois que la Compagnie du chemin de fer du Nord consente à rétablir le train spécial entre Lille et Armentières, qui existait avant la guerre, départ 1 h. 30 du soir. Les dépêches de Paris à destination de Bailleul, Steenwerck et Vieux-Berquin, seraient emportées jusqu'à Hazebrouck et ramenées sur Lille en train N° 186.

Les observations qui précèdent démontrent que le service des postes ne saurait être rendu responsable des inconvénients existants. La Compagnie du chemin de fer du Nord y remédierait — en améliorant la marche des trains Nos 965 et 273, — en rétablissant comme avant la guerre le train spécial de Lille à Armentières, et la concordance du train N° 11, entre Arras, Hazebrouck et Dunkerque.

3° La dépêche de l'ambulant de Paris à Erquelines arrive à la gare de Douai à 8 h. 26, mais

ne parvient au bureau de Douai qu'à 10 h. 50 ; les correspndances ne sont distribuées qu'à midi 45. Il serait possible de modifier ce service en obtenant de la Compagnie du chemin de fer de prolonger jusqu'à Douai, pour correspondre avec l'ambulant de Paris à Lille, le train qui part actuellement de Busigny à minuit 12. Cette modification établirait dans des conditions satisfaisantes les relations entre les bureaux desservis par la section d'Erquelines.

Le 4e bureau prie le Conseil d'inviter M. le Préfet à faire tous ses efforts pour obtenir du chemin de fer ces améliorations.

La chambre consultative des arts et manufactures et le Conseil municipal d'Armentières demandent la conversion en bureau composé de la recette des postes de cette ville.

Dans sa récente session, le Conseil d'arrondissement a émis un vœu favorable à cette demande.

A la suite de ce vœu, M. le Préfet s'est empressé de recommander de nouveau cette affaire à l'attention de M. le Directeur des postes du département.

Par lettre du 1er août courant, M. le Directeur reconnaît que le bureau d'Armentières occupe premier rang parmi les recettes simples de la 2e classe à laquelle il appartient, et réunit dès à présent les conditions et produits réglementaires pour devenir composé, mais qu'il se trouve primé par les 64 recettes simples de 1re classe. Ensuite, à cause, sans doute, des nécessités budgétaires, le crédit qui avait pour but la création, chaque année, de dix bureaux composés, ne figure pas au budget de 1872. L'administration ne peut prévoir dès lors l'époque à laquelle la transformation pourra avoir lieu.

La demande d'Armentières étant cependant reconnue justifiée, M. le Préfet prie le Conseil général de vouloir bien l'appuyer d'un vœu favorable et le 4e bureau se joint à lui.

— Le Conseil d'arrondissement de Lille a émis les vœux suivants :

Que le bureau de distribution de Linselles soit converti en bureau de poste avec deux distributions par jour ;

Que le bureau de poste d'Armentières, actuellement *recette simple*, soit converti en *bureau composé* ;

Que la commune de Wattrelos, qui compte 15,000 âmes, obtienne dans le plus bref délai possible le bureau de distribution qui lui est bien dû ;

Qu'un bureau de distribution soit établi à Phalempin, les raisons données par l'administration n'étant pas admissibles. (Ces raisons sont, dit M. le Directeur des postes dans son rapport, pour Phalempin, — comme pour Caëstre, La Gorgue et Glageon, — la proximité du bureau qui les dessert et l'insuffisance des crédits alloués). La première de ces raisons prend sa source dans des instructions générales de l'administration des postes pour la modification desquelles le 4e bureau propose d'émettre un vœu ; la seconde n'est pas de nature à pouvoir être examinée par le Conseil général.

Le Conseil d'arrondissement de Lille prie en outre M. le Préfet de vouloir bien appeler la sérieuse attention de M. le Directeur des postes sur les abus déplorables qui existent dans les campagnes, et émet le vœu que, pour supprimer ces abus, le nombre de facteurs soit mis en rapport avec les besoins, et que leur traitement soit augmenté dans des proportions vraiment rémunératrices.

Le 4e bureau propose au Conseil général de s'associer à ces vœux, ainsi qu'à celui de l'arron-

dissement de Dunkerque, concernant Boilezeele, et à celui de l'arrondissement d'Hazebrouck, concernant La Gorgue.

Un des membres du 4e bureau a remis, au nom de M. le Maire de Croix, un vœu du Conseil municipal demandant qu'une deuxième distribution de lettres ait lieu dans sa commune.

Le 4e bureau considérant qu'une deuxième distribution de lettres à Croix (Canton-Ouest de Roubaix), rendrait un grand service au commerce et à l'industrie de cette commune dont le chiffre d'affaires va en augmentant, propose d'émettre le vœu que des démarches nécessaires soient faites près de l'autorité supérieure à cet effet.

D'autres membres prient le Conseil général d'émettre un vœu pour que le bureau de distribution de Marcoing, chef-lieu de canton, soit érigé en bureau de recette.

Le 4e bureau se joint à eux pour prier le Conseil général d'émettre ce vœu.

M. Dansette fait valoir les motifs qui militent en faveur du vœu tendant à ce que le bureau de la ville d'Armentières, actuellement recette simple, soit converti en bureau composé, avant que les 64 bureaux de première classe qui priment celui d'Armentières, d'après un classement arrêté il y a quinze ou dix-huit ans, aient reçu satisfaction.

Le Rapporteur dit que les conclusions du bureau sont favorables, puisqu'elles reproduisent le rapport du Directeur des Postes, qui se déclare disposé à donner le plus tôt possible satisfaction à Armentières, sans tenir compte des formalités administratives.

M. le Président croit que l'honorable M. Dansette désire une modification aux conclusions et demande que le Conseil émette le vœu, qu'à raison de l'importance considérable de la ville d'Armentières, des changements opérés depuis le classement des bureaux, on donne un tour de faveur à l'établissement devenu nécessaire d'un bureau composé à Armentières.

— Ce vœu est émis et les autres conclusions du rapport sont également adoptées.

M. le Préfet annonce qu'à sa demande une boîte aux lettres vient d'être établie dans l'hôtel de la Préfecture, à proximité de la salle des séances.

— Des remerciements sont adressés à M. le Préfet.

Au nom du même bureau, M. Bergerot fait un rapport ainsi conçu :

d'arts et métiers de Châlons.

Le département entretient à l'Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons, trois bourses qui peuvent se subdiviser. Cinq quarts de bourses seulement sont actuellement concédés à trois élèves.

Ces bourses, au prix de 600 fr. l'une, donnent lieu à une dépense annuelle de 1,800 fr. dont M. le Préfet propose l'inscription au budget départemental de 1873. L'excédant, s'il s'en produit, pourra, comme le Conseil l'a décidé précédemment, servir à accorder des dégrèvements ou des remises de trousseau à des élèves qui s'en rendraient dignes par leur conduite, leur travail ou leurs efforts.

En général, les notes transmises par M. le Directeur de l'École, sur les élèves du Nord, sont bonnes.

Après ces observations, le 4e bureau propose de maintenir au budget de 1873, la somme de 1,800 fr. qui a été accordée les années précédentes, pour l'entretien des bourses du département à l'Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

Épidémies.

M. Deleporte-Bayart (même bureau) fait le rapport qui suit :

Le rapport, présenté au Conseil général par M. le Préfet, est un résumé exact de celui du Conseil central d'hygiène et de salubrité ; il est reconnu par tous que les mouvements de troupes pendant l'année 1871, ont largement favorisé la propagation de la variole dans le département, et dans beaucoup de communes la maladie a été manifestement importée par des mobiles ou des mobilisés venant de garnisons infectées. « Les sujets non vaccinés ont été les premiers atteints, et pour eux la maladie a présenté le plus de gravité ; les sujets vaccinés — ajoute le rapport, s'appuyant sur le dire du Conseil d'hygiène — n'ont eu généralement qu'une varioloïde légère.» Ce fait ne s'est pas vérifié à Roubaix, où beaucoup de personnes vaccinées ont été très-fortement atteintes et un assez grand nombre même a succombé. Les gens vaccinés ou revaccinés depuis 10 ou 12 ans ont seuls été à l'abri du fléau. Les jeunes soldats revaccinés avant leur départ ont pu sans danger se rendre à Landrecies, Arras et autres centres épidémiques.

Heureusement, aujourd'hui, la santé publique est dans de bonnes conditions, sauf une recrudescence de fièvres typhoïdes dans certaines localités.

Le 3e bureau propose d'adresser des remerciements au Conseil central d'hygiène, de recommander de nouveau l'interdiction absolue des écoles aux enfants non vaccinés, et d'inscrire au budget de 1873, pour assurer le service des épidémies, un crédit de six cents francs.

— Ces conclusions sont approuvées et le crédit est alloué.

Avesnes. — Sous-Préfecture. — Élévation de classe.

M. Boulangé présente un raport qui conclut, au nom du 4e bureau, au rejet du vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes tendant à l'élévation de classe de la Sous-Préfecture. Dans l'état actuel des finances et lorsque la suppression d'un certain nombre de Sous-Préfectures est proposée, il n'a pas semblé opportun au 4e bureau de s'associer au vœu dont il s'agit.

Sur la demande de M. Goussard, la délibération sur ce rapport est ajournée.

Concours spécial d'instruments agricoles à Valenciennes. — Félicitations.

M. Hamoir, autre rapporteur du même bureau, prie le Conseil de donner acte à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts, de Valenciennes, de la communication d'un compte-rendu du concours spécial d'instruments agricoles, et de féliciter la Société sur les heureux résultats qu'elle a obtenus.

— Acte est donné.

M. Duquenne (4e bureau), donne lecture du rapport qui suit :

Associations agricoles.

M. le Préfet expose dans son rapport, que par suite des circonstances et du typhus des bêtes à cornes, les crédits que le Conseil général alloue ordinairement pour les concours agricoles, n'ont pas été inscrits au budget départemental de 1871.

Les concours restreints qui ont eu lieu en 1871 n'ont eu qu'une faible importance, cependant le Comice agricole de Lille, ayant distribué des primes dans la pensée que le subside départemental de 2,500 fr. lui serait accordé comme les années précédentes, il en est résulté un déficit dans sa caisse de 1,550 fr.

Il a été soumis au Conseil général, à sa session d'avril, une demande de M. le Président du Comice de Lille, tendant à obtenir, pour 1871, sinon le subside ordinaire de 2,500 fr., au moins une allocation de 1,500 fr. pour couvrir le déficit.

Le Conseil général ayant remis à sa prochaine session pour statuer sur cette demande, il y a lieu de prendre une décision à ce sujet.

A l'appui de sa demande, M. le Président du comice agricole fait valoir que les sommes que cette association consacre à ses concours, ne sont pas affectées exclusivement aux bestiaux, qu'elle donne des récompenses pour la bonne tenue des exploitations rurales et l'instruction primaire agricole. M. le Président du comice joint à sa demande, un état de situation s'élevant à près de 3,000 fr., et fait observer qu'en consacrant à un concours partiel cette somme importante, le Comice s'appuyait sur une circulaire ministérielle qui annonçait que, vu l'impossibilité de réunir les Conseils généraux par suite des événements, les budgets départementaux de 1871 seraient les mêmes que ceux de 1870.

Le 4e bureau, prenant en considération les sacrifices que le Comice agricole de Lille s'est imposés et l'emploi utile de la somme réclamée au département, propose au Conseil général d'accorder l'allocation demandée.

» Le crédit de 15,700 fr. alloué au budget départemental de 1872, en faveur des Sociétés agricoles, se répartit comme suit :

Comice agricole de Lille.	2,500 fr.
— de Cambrai	2,500
Société d'agriculture de Douai.	2,500
— de Valenciennes.	2,500
— d'Avesnes et de Maubeuge. . .	1,900
— de Dunkerque ou de Bourbourg	1,900
— d'Hazebrouck ou de Bailleul .	1,900
TOTAL.	15,700 fr.

M. le Préfet fait connaître que les Sociétés de Lille, Cambrai, Douai, Valenciennes et Dunkerque ont déjà pris leurs dispositions pour l'emploi des subsides qui leur sont accordés; le typhus des bêtes à cornes ayant complètement cessé dans le département, depuis le 13 juin dernier, ne semble pas devoir mettre obstacle à ces projets.

Les Sociétés d'Avesnes et de Maubeuge sont en voie de fusion; si l'entente s'établit, ces Sociétés ont l'intention d'organiser une solennité agricole qui aura lieu vers la fin de la saison. Dans le cas contraire, le crédit qui leur est alloué restera sans emploi.

Le subside du département est accordé alternativement aux deux sociétés d'Hazebrouck et de Bailleul. C'est cette dernière société qui devait, cette année, offrir le concours; mais par suite du typhus contagieux, elle a décidé que ce concours n'aurait lieu qu'en 1873. Elle demande, en conséquence, que le crédit de 1,900 fr. auquel elle a droit pour 1872, et qui restera sans emploi, lui soit compté pour 1873.

De son côté, la Société d'Hazebrouck ayant aussi l'intention d'organiser un concours en 1873, c'est une somme de 1,900 fr. qui est demandée sur cet exercice, pour chacune des deux Sociétés.

La Société d'agriculture d'Hazebrouck a organisé, pour le 21 septembre prochain, un concours agricole à Merville, pour lequel elle a voté la somme de 1,100 francs prise sur ses propres ressources; le programme comprend la bonne tenue des exploitations rurales, un concours d'animaux reproducteurs, d'instruments aratoires perfectionnés, de machines et outils destinés à l'agriculture.

De son côté, la ville de Merville a voté une somme de 1,000 fr. destinée à des primes et à des médailles d'encouragement aux lauréats du concours; toutefois cette somme est insuffisante pour couvrir les frais de cette solennité agricole, et la Société d'agriculture d'Haze

brouck demande au département un subside de 500 fr.; le Conseil d'arrondissement appuie cette demande.

Bien que l'initiative prise en cette circonstance par la Société d'agriculture d'Hazebrouck qui, au moyen de ses cotisations et de l'intervention municipale de Merville, a pu organiser un concours soit digne d'éloges, le 4e bureau, ne voulant pas créer de précédent, propose au Conseil général de ne pas accueillr cette demande d'allocation.

Pour 1874, il n'y aurait plus qu'un seul concours pour l'arrondissement, et par suite qu'une seule somme à inscrire au profit de l'une ou l'autre des deux Sociétés. D'après l'ordre établi ce serait la société de Bailleul qui y aurait droit.

Le 4e bureau, adoptant les propositions faites par M. le Préfet, a l'honneur de demander au Conseil général d'inscrire au budget de 1873 la somme de 17,600 fr. à répartir ainsi qu'il suit :

Comice agricole de Lille.	2,500 fr.
— de Cambrai	2,500
Société d'agriculture de Douai.	2,500
— de Valenciennes.	2,500
— d'Avesnes et de Maubeuge . .	1,900
— de Dunkerque ou de Bourbourg	1,900
— d'Hazebrouck.	1,900
— de Bailleul.	1,900
Total égal.	17,600 fr.

Le 4e bureau faisant droit à la demande de subside du Comice Agricole de Lille, propose au Conseil général de prélever le subside de 1,500 fr. sollicité sur le crédit de 1,900 fr. accordé à la Société de Bailleul et qui est resté sans emploi.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce a bien voulu allouer pour 1872 une subvention de 4,900 fr. sur les fonds de l'État.

D'accord avec M. le Prefet, qui avait omis de comprendre dans ses propositions de répartitions trois Sociétés d'Agriculture, le 4e bureau propose de distribuer ces 4,900 fr. ainsi qu'il suit :

Comice agricole de Lille.	1,000 fr.
— de Cambrai.	500
Société d'agriculture de Valenciennes.	1,000
— de Douai	1,000
— de Bourbourg et Dunkerque . .	700
— d'Hazebrouck 400 et Bailleul 300	700
Total	4.900 fr.

Vœux de la Société d'Agriculture de Valenciennes.

I. La Société de Valenciennes demande la nomination des membres des Chambres consultatives d'Agriculture, par les Associations Agricoles, Sociétés et Comices.

Cette proposition aurait pour but de ramener à l'ancienne législation. En effet, la loi du 20 mars 1851 qui créa les Chambres d'agriculture, en faisait élire les membres, un par canton, par les comices agricoles et cette organisation ne fut changée qu'en 1852, par un décret du Président de la République.

La convenance de relier les Chambres d'agriculture aux Associations, qui ont pour mission d'en encourager les progrès, l'intérêt que présenteraient les publications des procès-verbaux et des travaux de ces Chambres qui feraient connaître la situation agricole du pays, n'échapperont pas au Conseil général et le 4e bureau propose d'émettre un vœu pour :

1° Qu'il continue à y avoir une Chambre consultative par arrondissement ;

2° Que les membres de ces Chambres pris parmi les agriculteurs, et un par canton, soient nommés par les associations agricoles, sociétés et comices.

3° Que les procès-verbaux des réunions de ces Chambres et leurs travaux soient envoyés aux sociétés, aux comices pour être compris dans leurs publications.

II. La Société de Valenciennes exprime le vœu que les expositions et concours départementaux d'agriculture aient lieu tous les ans et successivement dans chacun des arrondissements.

Ce vœu aurait pour résultat de faire revenir dans chaque arrondissement tous les sept ans au lieu de huit, l'exposition départementale complétée non seulement par les concours des reproducteurs de la race chevaline et bovine, mais encore par tous les moyens d'encouragement à l'agriculture, tels que les récompenses pour la bonne tenue des fermes et les bons services des agents agricoles et tout ce qui est le complément indispensable d'une exposition d'agriculture.

Le 4e bureau demande au Conseil général de prier M. le Préfet de prendre sur cette proposition l'avis des Chambres d'agriculture et des associations agricoles du département.

III La Société de Valenciennes émet le vœu que des terrains militaires soient mis à la dispositions des douaniers pour la culture des légumes dont ils ont besoin.

Le 4e bureau propose au Conseil général de donner acte à la société de Valenciennes de ce vœu, en déclarant toutefois qu'il ne paraît pas être de la compétence départementale, puisqu'il s'agit de terrains militaires.

La Société d'agriculture de Valenciennes prie le Conseil général d'émettre des vœux relativement aux impôts sur les sucres, les cafés, chicorées et alcools.

Le Conseil général s'est déjà énergiquement prononcé sur ces questions, et après une délibération qui a eu un grand retentissement, il a exprimé le vœu que, lorsque les nécessités budgétaires le permettraient, le Gouvernement et l'Assemblée nationale dégrèvent le pays de ces impôts qui frappent l'agriculture et les classes nécessiteuses. Le 4e bureau ne peut proposer que de réitérer ce vœu.

M. le Préfet dit que les observations qui lui ont été faites par l'honorable rapporteur lui ont démontré que les propositions du bureau étaient mieux justifiées que les siennes, et par conséquent il s'y rallie complètement.

— Les conclusions du rapport sont approuvés et les crédits proposés sont successivement votés.

— Par un vote spécial, le Conseil renouvelle le vœu que, lorsque les nécessités budgétaires le permettront, le Gouvernement propose à l'Assemblée nationale de dégrever le pays des impôts sur les sucres, les alcools et la chicorée.

L'ordre du jour étant épuisé, le Conseil s'ajourne à lundi, à trois heures.

La séance est levée à trois heures un quart.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Le Président,
P. DANEL.

Séance du 26 août.

La séance est ouverte à trois heures un quart.

Président : M. Danel.

Secrétaire : M. Desrousseaux.

Sont présents : MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie-Soufflet, Boulangé, Baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Clavon, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Maurice, Fiévet, Bottin, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lothé, Plichon, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Dansette, J. Brame, Chombart, C. Descat, Général Faidherbe, J. Dutilleul, Morisson, Testelin, Desmoutiers, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straeten-Descat, Roussel-Defontaine, J. Leurent, Émile Carlier, Renard, Émile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Édouard Hamoir, de Marsilly, L. Legrand (de Valenciennes).

Absent : M. le Comte d'Hespel.

M. le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par M. Desrousseaux, est adopté.

Ancienne Préfecture. — Proposition d'acquisition.

M. le Président fait connaître que M. le Préfet vient de lui transmettre une lettre par laquelle M. Gennevoise, notaire, chargé par un de ses clients d'acquérir l'ancienne préfecture, demande si on pourrait traiter dès maintenant, sauf à n'entrer en jouissance que dans un an, et à quelles conditions.

— Renvoi au 2e bureau.

Affaire Armstrong. — Lettre du Ministre de l'intérieur.

M. le Préfet a également transmis une lettre du Ministre de l'Intérieur relative à l'affaire Armstrong.

Par cette lettre, dit M. le Président, il est donné satisfaction à une demande qui avait été faite par la Commission départementale : c'est que le Secrétaire-Général de la Préfecture du Nord ne fît pas isolément le voyage à Londres, mais qu'il fût accompagné d'un agent du Trésor. Le Ministre y consent à condition que les frais de voyage seront à la charge du budget départemental. M. le Président croit que l'intérêt d'une transaction est trop grand pour qu'on recule devant cette condition du Ministre.

M. Desrousseaux craint qu'autoriser le Secrétaire-Général à faire ce voyage, ce soit décider la question du fond. Le Conseil se rappelle que la commission des marchés qu'il avait nommée n'avait pas approuvé ce voyage en projet, parce que si l'Inspecteur des finances aidé du Secrétaire-Général se rendait à Londres pour transiger, la transaction supposait que le département pouvait supporter le dommage du fond. L'honorable membre, dans un rapport qu'il a lu au Conseil l'an dernier, a exposé que, par suite de décisions et de décrets, l'Etat avait pris à sa charge toutes les dépenses de guerre, même celles résultant de l'artillerie ; or, les dépenses de la maison Armstrong sont des dépenses d'artillerie, dépenses qui doivent incomber à l'État, puisque par décret du 11 octobre 1871, l'État a pris à sa charge cette nature de dépenses. Si le département s'associait à ce voyage qu'un inspecteur des finances va faire, il est évident que l'État en tirerait un argument qui serait contraire à la prétention du Conseil, et qu'il ne manquerait pas de dire qu'en voulant transiger, on a reconnu qu'on était passible du fond.

M. le Président dit que la Commission départementale avait cru, au contraire, qu'il était très-avantageux pour le département de terminer le procès — et on sait qu'en Angleterre les procès sont excessivement coûteux et longs — par une transaction, si c'était possible, et que les bases en seraient proposées par le Secrétaire-Général accompagné d'un agent du Trésor, et que les droits de chacun resteraient entiers. M. le Président croit qu'il vaut mieux pour le département transiger que de plaider à Londres ou de se laisser condamner, et c'était l'avis de la Commission départementale.

M. Desrousseaux ne pense pas qu'il faille plutôt s'exposer à un procès et à une condamnation que transiger, mais, à son avis, il vaut mieux que le département n'intervienne ni dans le procès, ni dans la transaction.

M. le Président fait remarquer que ce raisonnement suppose que le département n'est pas en procès, et il est en procès ; il a traité avec la maison Armstrong, c'est lui que M. Armstrong a assigné. Il faut donc de deux choses l'une : ou que le département ne se défende pas ou, ce qui vaudrait mieux, que le département transige.

M. Goussard rappelle qu'en ce qui concerne l'armement des batteries départementales, il y a une

situation spéciale. Ainsi, tandis que l'État les prenait à sa charge, moyennant un contingent, toutes les dépenses des mobilisés, équipement, solde et habillement, par une rédaction différente du décret, il a déclaré que le département ferait la dépense, comme département, de l'armement des batteries départementales, sauf à se faire rembourser par l'État; de sorte qu'il y a cette nuance que dans le premier cas, il n'est pas nécessaire de justifier de la dépense, le département n'est pas en cause : il a fourni les fonds, l'État doit les restituer ; dans le second, l'État ne doit pas moins la restitution, mais il discute la dépense dont l'avance a été faite par le département.

L'honorable membre croit donc que le département peut sans inconvénient, au point de vue de sa responsabilité, se défendre dans le procès.

M. Desrousseaux propose, la question étant très-délicate et s'étant posée à l'improviste, d'en remettre l'examen à demain.

M. J. Brame réclame également l'ajournement.

— Le Conseil, consulté, adopte l'ajournement et M. le Président renvoie l'affaire au 1er bureau.

Autres communications :

Communications diverses.

1° Lettre des maires d'Hornaing, Hélesmes, et Escaudain relative au point de départ de la bifurcation de la ligne de Somain à Roubaix et Tourcoing avec la ligne du Nord ;

— Renvoi au 5e bureau.

2° Un exemplaire d'un numéro de l'*Industrie*, journal des chemins de fer, contenant un article ayant pour titre : Les conseils généraux et les chemins de fer d'intérêt local ;

— Renvoi au 5e bureau.

3° Un exemplaire des statuts de la Société anonyme de crédit pour la construction d'écoles ;

— Renvoi au 3e bureau.

4° Lettre de M. Dansette qui transmet une délibération de la commune d'Houplines, canton d'Armentières, relative à la proposition de M. Dathis pour un chemin de fer de Tourcoing-Roubaix à Béthune par Linselles, Quesnoy-sur-Deûle et Armentières ;

— Renvoi au 5e bureau.

5° Lettre des brasseurs d'Hazebrouck adressée à MM. les membres du Conseil général au sujet du droit d'octroi sur la bière dans cette ville ;

— Renvoi au 1er bureau.

Régime pénitentiaire.

M. J. Dutilleul, au nom de la Commission spéciale chargée de l'étude du questionnaire relatif au régime pénitentiaire, donne lecture au Conseil d'une proposition de cette commission qui est ainsi conçue :

Par une circulaire en date du 17 août courant, M. le Ministre exprime le désir que le Conseil général veuille bien se prononcer sur la question suivante :

Quel est l'état actuel des prisons du département et quelles modifications le Conseil voudrait-il apporter dans leur organisation ?

Le résultat de la délibération du Conseil sera transmis à la commission parlementaire chargée par la loi du 25 mars 1872 de l'enquête générale sur les établissements pénitentiaires.

Le Conseil général a cru devoir, pour répondre à la demande de M. le Ministre, procéder à la nomination d'une commission dont un membre serait nommé par chaque bureau. Cette commission s'est trouvée composée de MM. Carlier, Bottin, Baron de l'Épine, Roussel-Desfontaine, et Jules Dutillleul.

En dépouillant le dossier soumis à son examen, la commission des cinq membres susnommés s'est aperçue de l'immensité de la tâche qui lui a été dévolue et, à l'unanimité, a décidé qu'il en serait référé au Conseil général pour que cette commission fût composée de huit membres deux pour Lille, un par chacun des autres arrondissements. La Commission possède déjà dans son sein cinq membres dont deux pourraient représenter l'arrondissement de Lille, trois autres les arrondissements d'Avesnes, Douai, Valenciennes ; il resterait donc au Conseil général à procéder à la nomination de trois autres conseillers généraux pour les arrondissements de Cambrai, Hazebrouck, et Dunkerque pour compléter la dite commission selon le vœu qu'en expriment au Conseil général, les cinq membres nommés déjà à cet effet.

M. LE PRÉSIDENT, la proposition n'étant pas contredite, invite les membres des différents arrondissements, qui ne sont pas représentés dans la Commission, à se réunir demain pour désigner les trois membres qui devront encore en faire partie.

Vœux présentés par des personnes étrangères.

M. HAMOIR dit que le Conseil a renvoyé au 4e bureau plusieurs vœux formulés par des personnes ne faisant point partie de l'assemblée : il demande si le bureau doit faire un rapport sur ces vœux.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il a prononcé le renvoi de ces vœux au bureau, en expliquant que si un membre du bureau pensait qu'il y eût lieu d'émettre un de ces vœux, il aurait à le présenter en son nom propre, parce qu'on ne peut pas admettre d'autre initiative, à cet égard, que celle des membres de l'assemblée.

Le MÊME MEMBRE demande ce qu'il y a à faire des brochures et prospectus qui ne sont relatifs qu'à des intérêts privés.

M. LE PRÉSIDENT déclare qu'en pareil cas le bureau n'a pas de rapport à faire.

École d'irrigation Bourse.

M. LE PRÉSIDENT annonce qu'une demande de bourse à l'école d'irrigation de Lézardeau vient de lui être transmise.

— Renvoi au 4e bureau.

La parole est ensuite donnée aux membres des différents bureaux qui ont des rapports à présenter.

Hameau des Guides. — Distraction.

Au nom du 1er bureau, M. BOTTIN donne lecture des deux rapports qui suivent :

Dans sa session d'avril, le Conseil général a ajourné l'avis qu'il a à donner, en conformité de l'article 50, § 1er, de la loi du 10 août 1871, sur une demande des habitants du hameau *des Guides*, dépendant de la commune de Feignies, à l'effet d'obtenir que ce hameau soit réuni au territoire de Neuf-Mesnil, parce que l'instruction en était incomplète.

Cette affaire, par sa nature même, comme par les circonstances qui l'entouraient, se recommandait à toute l'attention du Conseil général : si, d'une part, le Conseil a pour jurisprudence

de ne se prêter, que pour les motifs les plus graves, aux modifications à apporter aux circonscriptions communales qui, le plus souvent, et malgré des anomalies apparentes, répondent aux besoins des populations, il y avait lieu de remarquer, d'un autre côté, que la demande dont le Conseil était saisi, avait pour elle, indépendamment des considérations topographiques et autres, sur lesquelles elle s'appuyait, l'avis du magistrat enquêteur, celui du Conseil d'arrondissement, celui enfin du Directeur des Contributions directes du département.

Mais, depuis la dernière session, des incidents ont surgi, qui semblent au 1er bureau, nécessiter un nouvel ajournement et montrent, une fois de plus, comment, dans certains milieux où l'instruction n'a pas suffisamment pénétré, les adhésions aux idées les plus contraires se donnent, se rétractent, sauf à se donner encore, selon le degré d'activité, d'influence et, souvent aussi, d'importunité de ceux qui les recueillent.

D'après le nombre des signatures dont elle était revêtue et la mention certifiée véritable par un conseiller municipal spécialement chargé, y est-il dit, de représenter les intérêts du hameau *des Guides*, que tous les chefs de famille, sans en excepter un seul, y avaient librement adhéré, la demande semblait être l'expression du vœu unanime de l'agglomération.

Cependant, à la date du 13 de ce mois, les principaux propriétaires du hameau *des Guides*, ou du moins des individus *se disant tels*, au nombre de trente envion, déclarèrent par écrit qu'ils avaient été induits en erreur, quand ils avaient demandé à être réunis à Neuf-Mesnil et que leur véritable intérêt était de continuer à faire partie de la commune de Feignies; le maire de Feignies atteste d'ailleurs que, le même jour, il s'est rendu, assisté de deux conseillers municipaux, chez onze autres habitants, qui ont fait la même déclaration.

Là ne se sont pas bornés les démentis que devaient se donner à elles mêmes, des personnes, évidemment égarées dans un sens ou dans un autre, par les obsessions qu'elles avaient eu à subir : on trouve, en effet, au dossier une contre-protestation, signée d'environ 40 habitants du hameau *des Guides*, au nombre desquels il y en a 16 qui, après avoir retiré leur adhésion à la demande, la lui donnent de nouveau, après avoir été trompés, disent-ils, par les auteurs de la contre-pétition.

Dans ce conflit de vœux et d'allégations contradictoires, le 1er bureau pouvait hésiter entre deux solutions : ou proposer un avis défavorable à la demande, parce qu'il n'est pas suffisamment établi qu'elle soit l'expression véritable des vœux des habitants du hameau *des Guides*, ou conclure à un plus ample informé. C'est à ce dernier parti qu'il s'est arrêté ; il a pensé que, dans l'intérêt même des deux communes entre lesquelles la question s'agite, le Conseil devait faire en sorte qu'elle ne soit résolue qu'en parfaite connaissance de cause. Le rapporteur propose, en conséquence, de demander 1° que le Conseil d'arrondissement soit de nouveau appelé à donner son avis sur l'affaire telle qu'elle se présente aujourd'hui et 2° qu'il soit procédé à une enquête complémentaire.

— Ces conclusions sont acceptées.

Archives départementales et communales.

Il résulte du rapport de M. le Préfet, qu'il a fait figurer dans les prévisions du projet du budget de 1873, pour le service des archives, la somme de 12,350 fr. Cette somme est égale à l'importance du crédit inscrit pour le même objet, au budget départemental de 1872; elle se répartit de la manière suivante :

Traitement de M. l'Archiviste en chef	4,000 fr.
Id. du chef de bureau	2,800
Id. de deux employés	2,300
Salaire du garçon de bureau concierge	1,100
Frais de bureau, achats d'ouvrages, cartons, etc. . .	900
Inspection des archives communales	500
Impression de l'inventaire des archives anciennes. .	750
Total.	12,350 fr.

Le 1er bureau n'hésite pas à proposer de voter cette dépense dont M. le Préfet fait ressortir l'utilite dans les considérations qui accompagnent cette partie de son rapport.

Il en est une autre, dont M. le Préfet vous laisse le soin d'apprécier l'opportunité : elle est relative à l'inventaire, qu'à l'exemple d'autres villes, stimulées et dirigées par M. l'Archiviste du département, la ville de Bourbourg a fait dresser de ses archives ; ce travail a été soumis à M. le Ministre de l'Intérieur qui, en lui donnant son approbation, a exprimé le désir qu'il fût imprimé le plus tôt possible. M. le Maire de Bourbourg a fait connaître, à ce sujet, que le Conseil municipal consentirait sans doute à voter la moitié de la dépense, si le Conseil général voulait bien se charger de l'autre moitié. La dépense totale monterait à environ 700 fr.

Y a-t-il lieu, pour le Conseil général, d'accueillir la demande qui lui est ainsi plus ou moins directement adressée, et n'a-t-il pas à craindre, en s'engageant dans cette voie, de créer un précédent, dont d'autres villes pourraient se prévaloir avec quelque raison ? Quant à ce dernier point, M. l'Archiviste fait observer que le précédent dont il s'agit, pourrait tout au plus être invoquée par la ville de Bergues, en supposant qu'elle y fût autorisée par l'insuffisance de ses ressources budgétaires ; que les autres villes, telles que Bailleul, Merville, Estaires, Armentières, Comines, Lille. Douai, Valenciennes et Cambrai n'ont que des archives d'un intérêt communal, les pièces d'intérêt général ou départemental, ayant été ou devant être réintégrées dans le dépôt départemental.

Cette crainte écartée, l'unique question dont le bureau s'est préoccupé est celle de savoir si quelque raison d'intérêt public ou départemental pouvait l'autoriser à proposer de concourir aux frais d'impression de l'inventaire des archives de Bourbourg. Pour la résoudre, il ne s'est pas borné à consulter, en ce qui le concerne, le rapport de M. l'Archiviste, il a demandé et obtenu communication de l'inventaire lui-même : bien qu'il n'ait fait qu'un examen sommaire et nécessairement incomplet de ce travail qui est, en réalité, plus qu'un inventaire, il a pu néanmoins se convaincre que les documents qu'il analyse d'une manière aussi précise que complète, présentent, au point de vue historique, un véritable intérêt, non-seulement pour la ville de Bourbourg, mais pour toute la contrée qui l'avoisine, et qu'ils peuvent être utilement consultés, comme ils le sont quelquefois, par le syndicat des Wattringues, cette vaste association de dessèchement, dont la bonne direction importe tant au littoral du département. Aussi le 1er bureau croit-il pouvoir proposer de prendre à la charge du département la moitié de la dépense, qui serait compensée, dans une certaine mesure, par la remise au département de 50 exemplaires de l'inventaire dont il s'agit, et de voter, à cet effet, un crédit de 350 francs à inscrire au budget de 1873.

— Ces conclusions sont adoptées et les crédits sont votés.

Octroi de Maubeuge.

Demande en prorogation de tarif et règlement, et d'augmentation de taxes.

M. Renard (1er bureau) fait le rapport suivant :

M. le Préfet soumet au Conseil général une demande du Conseil municipal de Maubeuge ayant pour objet : 1° la prolongation pour cinq ans, à partir du 31 décembre 1875, des tarif et règlement d'octroi de cette ville ; 2° l'augmentation des taxes dans la proportion d'un 10e environ, sauf celles afférentes aux vins et spiritueux qui ne peuvent être surtaxés que par mesure législative.

Cette augmentation est nécessitée par le besoin de se créer des ressources et comme complément à une imposition de 14 centimes additionnels aux quatre contributions directes, pour l'amortissement et le service des intérêts d'un emprunt de 170,000 fr. que la ville sollicite.

D'après le nouveau tarif proposé, un seul article doit subir une augmentation plus forte que le 10e, c'est la bière.

Suivant le projet primitif, la taxe sur les bières ne devait, comme les autres, être augmentée que d'un 10e, c'est-à-dire être portée, pour les bières fabriquées dans la commune de 1 fr. 60 à 1 fr. 75 c. l'hectolitre, et pour les bières importées de 2 fr. 01 à 2 fr. 20 cent. Mais le décret du 10 février 1870 n'admettant plus de taxes différentielles ni sur les bières, ni sur aucun autre objet de consommation, le Conseil municipal a du, pour assurer à la ville les ressources qui lui sont indispensables, établir une taxe unique de 2 francs sur les bières fabriquées tant à l'intérieur qu'au dehors de la commune, taxe bien inférieure à celle à laquelle cette boisson peut être imposée d'après le tarif régulateur annexé au décret précité.

Cette surtaxe a été l'objet d'une réclamation des brasseurs de cette localité, qui, disent-ils, ont déjà à supporter des impôts très-considérables. Mais l'administration municipale de Maubeuge répond que la bière étant d'une consommation générale, la surtaxe sera répartie sur tous les habitants, et par conséquent moins sensible sur chacun que ne l'eût été une augmentation de la contribution directe, notamment celle de la patente, récemment accrue de 60 centimes au profit de l'Etat.

La demande de la ville de Maubeuge se trouve donc suffisamment justifiée.

Outre les 14 centimes additionnels destinés à contribuer au paiement de sa dette, elle supporte déjà 5 centimes ordinaires sur les contributions foncière et mobilière, 8 centimes sur les patentes, 3 centimes additionnels aux quatre contributions directes, applicables aux dépenses de l'instruction primaire, 5 centimes sur les mêmes contributions pour l'entretien des chemins, et 4 centimes pour le salaire des gardes-champêtres.

M. le Directeur des contributions indirectes donne un avis favorable à cette demande, pourvu que le règlement d'octroi soit complété dans le sens des articles 7, 8, 9, 11, 12, 13 et 14 du décret du 12 février 1870.

Par délibération en date du 24 juin 1872, le Conseil municipal de Maubeuge ayant fait droit à ces observations, et toutes les conditions légales étant remplies, le 1er bureau propose au Conseil de donner son approbation à la demande de la ville de Maubeuge.

Cette proposition est adoptée.

Créances hypothécaires.

Vœu.

M. le Président fait connaître que le vœu suivant vient d'être déposé :

« Les soussignés proposent au Conseil général d'émettre le vœu du retrait de la loi du 25 juin

1872, qui frappe d'un impôt les créances hypothécaires, au grand préjudice de la propriété foncière, des prêts à intérêt et du Trésor. »

Signé : Desrousseaux, Clavon, Goudaert, Emond.

— Renvoi au 1er bureau.

M. Morisson, au nom du 3e bureau, présente les cinq rapports qui suivent :

Hospices et hôpitaux.

M. le Préfet fait connaître dans son rapport que le département du Nord compte actuellement 67 hospices et hôpitaux, situés dans 51 villes et communes indiquées dans le tableau y annexé.

Les recettes de toute nature se sont élevées, en 1871, à la somme de 5,986,502 fr. 43 c.

Et les dépenses, aussi de toute nature, à 4,331,028 fr. 18 c.

Ce qui donne, comme fonds disponible, 1,655,474 fr. 25 c.

Le nombre des lits contenus dans ces établissements est de 9,051, répartis : 1° entre les malades des deux sexes; 2° les infirmes, vieillards et incurables; 3° les enfants ; 4° le personnel des établissements.

Les dons et legs faits en 1871, représentent une valeur de 161,585 fr.

Les aliénations d'immeubles se sont élevées à la somme totale de 483,015 fr.

Dans l'une de ses dernières sessions, à la suite d'un rapport que l'honorable membre présente au nom du 3e bureau, le Conseil général a appelé l'attention de M. le Préfet sur l'amélioration du régime alimentaire dans les hospices et hôpitaux du département.

Des renseignements furent alors demandés à tous les Maires des localités qui possèdent un ou plusieurs établissements hospitaliers, et il résulte de ces renseignements que les commissions administratives, tenant compte des observations présentées, ne négligent rien qui puisse assurer un certain bien-être à leurs administrés.

C'est donc pour le bureau un encouragement à signaler chaque année les améliorations désirables, certains d'avance que dans la mesure des ressources disponibles, il trouvera de la part des commissions administratives, de louables efforts et une constante sollicitude pour les intérêts qui leur sont confiés.

Il est indispensable, en effet, que les établissements hospitaliers soient administrés d'une manière aussi satisfaisante que possible. En France, généralement, l'homme de la campagne éprouve une certaine répugnance pour l'hôpital, et dans les villes même, cette répugnance invincible, conduit souvent de malheureux malades à se laisser mourir sans secours plutôt que de s'y faire transporter. D'autres ne s'y décident qu'au dernier moment, et n'y arrivent que dans un état désespéré, et lorsque la guérison est devenue presque impossible.

L'éloignement qu'inspire l'hôpital n'est pas sans cause légitime, il faut bien le reconnaitre. Si l'on y trouve des soins que le pauvre ne pourrait se procurer chez lui, si l'active et intelligente charité des uns, si la science et le dévouement des autres, lui assurent le soulagement et lui font espérer la guérison de ses maux, à côté de ces avantages matériels, il y a des douleurs morales qui en font acheter chèrement le bienfait. Ainsi, l'abandon du foyer domestique, l'isolement de toute affection, l'inquiétude de la famille absente, le spectacle des souffrances, souvent de l'agonie, de ses compagnons d'infortune, sont autant de causes de regrets et de tristesse pour le

pauvre malade, indépendamment de la perte de son individualité qu'il est contraint de laisser au seuil de la salle pour y prendre le numéro du lit qui le reçoit.

A côté des maux connus dont la guérison est du domaine de la science, il est donc des douleurs cachées qui ne peuvent être adoucies que par un dévouement infatigable et un grand sentiment du devoir. Les sœurs hospitalières ne sont pas seules chargées du service intérieur des salles ; il y a, à côté d'elles, de modestes et humbles serviteurs qui sous le nom d'infirmiers, remplissent des fonctions fort importantes, puisqu'ils sont préposés aux soins personnels des malades.

Un point capital, mais en même temps des plus difficile, est de se procurer des sujets honnêtes à la fois et propres à ce genre de service. Cela est difficile, parce que de pareilles fonctions ne promettent guère à ceux qui les acceptent qu'un médiocre et insuffisant salaire en échange de devoirs pénibles et repoussants, dont rien ne vient relever l'abjection, ni le stimulant de l'amour-propre, ni le sentiment de la charité.

Il s'ensuit que l'administration ne peut que fort rarement parvenir à s'assurer le concours d'hommes réunissant les conditions de moralité si nécessaires cependant chez de pareils serviteurs. On a quelquefois cherché à y porter remède en instituant un mode de récompense qui consistait principalement en livrets de caisse d'épargne délivrés annuellement à ceux des infirmiers qui avaient le mieux rempli leur tâche ; mais cet expédient n'ayant atteint qu'imparfaitement le but que l'on se proposait, on a du y renoncer.

Suivant le rapporteur, il n'est qu'un seul moyen de parer à ces graves inconvénients, et ce moyen consiste à augmenter notablement les salaires des gens de service, afin de les conserver quand on en a de convenables.

Dans l'organisation des services hospitaliers, et l'honorable membre ne veut parler ici que de ceux d'une certaine importance, il existe une lacune profondément regrettable qu'il demande la permission de signaler.

Il arrive très souvent, dans les grands hôpitaux, que par suite d'encombrement, les malades sont obligés de quitter les salles, à peine entrés en convalescence. Leurs forces ne sont point alors complétement revenues, et c'est précisément au moment où une nourriture substantielle leur serait nécessaire, qu'ils rentrent dans leurs familles qui ne peuvent la leur procurer. faibles déjà, ils s'affaiblissent plus encore, reviennent à l'hôpital et fréquemment y succombent.

Il paraît donc nécessaire, comme complément d'un bon service d'assistance hospitalière, d'établir des maisons de convalescence. Ces sortes d'établissements font complètement défaut dans le département, et pourtant il serait bien utile d'étudier avec persévérance cette question doublement intéressante au point de vue de l'humanité et de l'économie des ressources, en tant que moyen de prévenir les rechutes auxquelles le malade, sortant de l'hopital imparfaitement guéri, reste inévitablement exposé.

L'idée de la création d'un asile pour tous les convalescents existant dans les grands hôpitaux n'est point nouvelle. Etudiée il y a fort longtemps par Tenon, réalisée à Paris par un décret du 8 mars 1855 pour deux établissements, n'appartenant pas il est vrai à l'assistance publique, mais placés dans les attributions du Ministre de l'intérieur, en tant qu'établissements d'utilité publique, elle a été également mise en pratique dans les grands centres militaires de l'Algérie, où l'honorable membre l'a vu fonctionner avec succès il y a plus de trente ans.

On comprend aisément qu'une pareille question se présente sous un double aspect : si la position de l'ouvrier honnête, laborieux, relevant d'une maladie qui l'a privé de ses forces, doit lui

mériter l'intérêt d'une administration compatissante, il importe, d'un autre côté, de se tenir en garde contre les manœuvres de certains individus qui, spéculant sur le séjour de l'hôpital pour vivre sans travailler, font de l'état de convalescent une véritable industrie.

De cette espèce de parasites, hôtes nuisibles et dangereux, il faut se débarrasser ; mais il faut aussi que l'ouvrier laborieux, pressé de retourner à son travail, puisse en sortant de maladie, trouver les conditions de bien-être et de salubrité que réclame son état de faiblesse morale et physique, et qu'il se retrempe dans un milieu plus pur et aussi moins triste pour lui que l'hôpital même où il a souffert. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, l'assistance publique n'aura accompli qu'une partie de son œuvre, et le système qu'elle pratique sera défectueux.

Le 3e bureau, heureux cependant d'avoir à constater de notables améliorations accomplies dans l'année, remercie M. le Préfet de ses utiles renseignements et propose de lui donner acte de sa communication.

Ces conclusions sont approuvées.

— Acte est donné.

Sociétés de charité maternelle.

Le 3e bureau a examiné les comptes des Sociétés de charité maternelle de Lille, Douai et Valenciennes pour 1871.

Ces comptes ont déjà reçu l'approbation de M. le Ministre de l'Intérieur.

Les trois Sociétés existantes ont distribué, en argent ou en nature, une somme de 53,363 fr. 60 cent. et ont secouru 1,393 femmes.

Ces chiffres se décomposent de la manière suivante :

La Société de Lille a secouru 1,094 femmes et distribué pour 44,511 fr. 45 c. de secours.
La Société de Douai a secouru 141 méres de famille et distribué pour 4,742 fr. 70 c. de secours.
La Société de Valenciennes a réparti 4,069 fr. 45 cent., entre 158 femmes.

La bienfaisance s'est donc exercée sans relâche pendant l'année 1871. Les Sociétés de charité maternelle tout entières confiées, le Conseil le sait, aux Dames Patronesses, ont redoublé de zèle et de sacrifices pour remettre aux femmes admises à participer à leurs dons, des layettes, des chemises, des berceaux et de l'argent ; aussi le bureau est-il heureux d'ajouter ses sincères remerciements à ceux de l'administration, et il propose d'allouer à ces Sociétés le subside ordinaire de 2,000 fr., réparti comme les années précédentes, tout en regrettant de ne pouvoir élever le chiffre de l'allocation, en raison de la situation financière.

— Ces conclusions sont adoptées et l'allocation est votée.

Sociétés savantes — Allocation de subsides.

Depuis plusieurs années, le Conseil général accorde les subventions suivantes aux Sociétés scientifiques du département :

1° A la Société d'agriculture, sciences et arts de Lille, 1,500 fr. dont 1,000 fr. applicables à ses concours annuels et 500 fr. pour son musée industriel.	1.500 »
2° A la Société d'agriculture, sciences et arts de Douai.	500 »
3° A la Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes	500 »
4° A la Société d'émulation de Cambrai.	500 »
5° A la Société Dunkerquoise pour l'encouragement des lettres et des arts. . . .	500 »
Total. . . .	3.500 »

Ces savantes Sociétés dont les travaux sont appréciés et méritent toute sollicitude, justifient du bon emploi des subsides qui leur sont accordés et sollicitent la continuation des encouragements du département.

Le 3e bureau propose d'inscrire le même crédit de 3,500 fr. et avec la même répartition au budget de 1873.

— Le crédit est alloué.

Aliénés indigents

Le MÊME MEMBRE donne lecture d'un rapport ainsi conçu sur les dépenses occasionnées par les aliénés indigents :

1° *Compte de* 1871. — Les dépenses d'entretien et de traitement de 999 aliénés à la charge du département du Nord, pendant l'année 1871, ont été réglées comme ci-après :

1° Pensions dans les asiles publics d'Armentières et de Bailleul.	fr.	364,774 »
2° Frais de séjour temporaire dans les hospices, de transport et de conduite .		12,576 48
Total.		377,350 48
A déduire :		
Fonds fournis par les familles.	17,322 63	129,596 14
Id. par les communes.	112,273 51	
Reste à la charge du département.	fr.	247,754 34
Il a été payé sur le crédit ouvert au sous-chapitre VII du budget dudit exercice :		242,712 64
Il reste donc à pourvoir à une dépense de	fr.	5,041 68

pour séjour temporaire dans divers établissements et frais de transport.

Le 3e bureau propose d'inscrire un crédit de pareille somme au budget rectificatif de 1872.

2° *Situation des dépenses en* 1872. — Les dépenses d'entretien des six premiers mois ont été comme suit :

Asile d'Armentières. . . .	1er trimestre.	38,643 35
	2e trimestre	39,244 90
Asile de Bailleul. . . .	1er trimestre.	55,080 80
	2e trimestre	55,317 05
	Total.	188,286 10

3° *Prévisions pour* 1873. — Le nombre des aliénés à la charge du département était, au 1er juillet 1872, savoir :

1° Dans l'asile d'Armentières, de.	389
2° Dans l'asile de Bailleul.	616
Total.	1,005

Les prévisions du budget de 1873 ont été établies sur un nombre moyen de 1,005 aliénés.

La dépense qu'occasionneront ces aliénés, à raison de 401 fr. 50 c., pour les hommes, et de 365 fr. pour les femmes, s'élèvera à . . . . . fr. 381,023 50

Mais si l'on tient compte :

1° Des fonds qui seront fournis par quelques familles et qu'on peut évaluer, d'après les résultats de l'exercice 1871, à.	18,000 »	131,000 »
2° De la quote-part des communes, estimée d'après le même compte à.	113,000 »	
Il ne reste que. . . . . fr.		250,023 50

à la charge du département.

A ajouter pour les frais de transport, de conduite, de nourriture en route et de séjour temporaire dans les hospices ou asiles d'aliénés des autres départements, en raison des dépenses faites en 1871, et pour éviter tout nouveau mécompte, une somme de. 13,976 50

Total du crédit à porter en dépenses au sous-chapitre VI du budget de 1873.	395,000 »
Et en recette.	131,000 »

Le Conseil général est appelé chaque année à donner son avis sur la proportion du concours des communes. M. le Préfet propose de la maintenir comme il suit :

		dangereux	non dangereux
1°	Communes de 100,000 francs de revenus et au-dessus. .	40 p. %	50 p. %
2°	Id. de 50,000 à 100,000 francs	32	40
3°	Id. de 20,000 à 50,000 francs.	26	32
4°	Id. de 5,000 à 20,000 francs.	20	26
5°	Id. de 1,000 à 5,000 francs	16	20
6°	Id. au-dessous de 1,000 francs	13	16

Il estime enfin qu'il y a lieu de fixer à 150, comme les années précédentes, le nombre des places qui seront réservées dans chacun des asiles de Bailleul et d'Armentières, pour les aliénés non-dangereux. C'est aussi l'avis du 3e bureau.

Un nouveau mode de comptabilité a été adopté, à partir de 1872, en ce qui concerne le service des aliénés. Précédemment les contingents payés par les communes et par les familles pour ce service, étaient centralisés à la Trésorerie générale et formaient un compte spécial. — Aujourd'hui, ces ressources constituent l'un des produits éventuels du budget départemental ordinaire.

Il résulte de ces nouvelles dispositions :

1° Qu'au lieu de déduire des dépenses afférentes au service des aliénés, comme on le faisait autrefois, les contingents des communes et des familles, on doit inscrire au budget départemental le montant intégral des susdites dépenses ;

2° Que les fonds non employés sur le service des cotisations, à l'époque du 31 décembre 1871,

doivent être versés dans la caisse des produits éventuels du département, pour recevoir leur affectation propre ;

3° Que les titres de perception restant à recouvrer, à ladite époque du 31 décembre, doivent être pris en charge au compte de 1872.

Or, à la date du 31 décembre 1871, il existait un excédant de recette de. fr. 22,285 81
et des titres de perception pour une somme de. . . . . fr. 41,796 72

Soit en totalité. . . . . fr. 64,082 53

qui doivent figurer en recette et en dépense au budget de 1872.

D'un autre côté, les dépenses propres à l'exercice courant, évaluées à 373,000 fr., n'ont été créditées que jusqu'à concurrence de 355,000 fr., à cause de l'insuffisance des ressources, soit 18,000 fr. de déficit.

Le 3e bureau, en conséquence, propose l'inscription au budget rectificatif de 1872 :

1° En recette et en dépense, d'une somme de 64,082 fr. 53 c.

2° En dépense seulement, à prélever sur les ressources disponibles de 1871, d'une autre somme de 18,000 fr.

— Ces conclusions sont adoptées et les divers crédits sont successivement votés par le Conseil, conformément aux propositions du rapport.

Mme Ve Dupont. — Demande de secours.

Le 3e bureau, par l'organe du MÊME RAPPORTEUR, propose de ne pas accorder à Mme veuve Dupont le secours qu'elle sollicite comme veuve d'un ancien inspecteur du travail des enfants dans les manufactures.

Quel que soit l'intérêt qu'inspire la situation de Mme Dupont et les services rendus par son mari au département, le bureau craindrait de créer un précédent en accordant un secours à la veuve d'un fonctionnaire, qui, n'ayant pas subi de retenues sur son traitement, n'a aucun droit à une pension.

— Le Conseil, après avoir entendu diverses observations tendant à la modification des conclusions du rapport et présentées par MM. DE CARNIÈRES et Henri BERNARD, auxquelles il est répondu par M. TESTELIN et le RAPPORTEUR, décide que l'affaire sera renvoyée au bureau qui présentera de nouvelles conclusions.

Enfants assistés. — Situation du service.

M. MORISSON donne lecture d'un sixième rapport ainsi conçu :

Le 3e bureau a chargé cette année, l'honorable membre, de la délicate mission de présenter le rapport sur la situation du service des enfants assistés. Il aborde donc une des questions d'assistances plus le controversées, et qui a suscité, dans ces derniers temps surtout, le plus de débats au sein et en dehors du Conseil général. C'est qu'il n'en est peut-être pas qui se présente sous des faces plus multiples et plus complexes, et qui se rattache d'une manière plus directe aux principes fondamentaux de l'organisation sociale.

Si, au point de vue de la morale et de l'humanité, la société doit couvrir de sa protection l'être malheureux né de la séduction et de l'imprudence, plus souvent de la passion brutale et de la débauche, mais qui n'est pas, après tout, responsable des torts de sa naissance, l'Etat a d'autres devoirs à remplir en ce qui le touche.

Placé dans la fâcheuse alternative ou de laisser périr, sans secours, l'enfant qu'un coupable abandon a privé des soins maternels, ou de favoriser par des mesures trop généreuses la propagation d'un fléau qui, pendant plus de deux siècles, n'a fait que s'accroître, au grand détriment des finances du pays, les gouvernements qui se sont succédé ont vainement lutté jusqu'ici contre les difficultés que soulève ce triste dilemme.

Le rapporteur n'a pas certainement la prétention de résoudre un problème aussi difficile, devant lequel ont échoué jusqu'à ce jour les efforts des plus savants légistes, des hommes d'Etat les plus expérimentés et les plus habiles. Mais, en exposant l'état des choses dans le département, en rappelant quelquefois les principes de la législation en vigueur, il indiquera les points sur lesquels portent les objections qu'on a provoquées et les dissentiments, du reste, pleins de courtoisie, qui en ont été la suite.

Avant tout, l'honorable membre analysera, en les commentant, les nombreux documents du volumineux dossier remis entre ses mains, et commencera par la situation générale du service en 1871.

1° Les enfants d'un jour à 12 ans (enfants trouvés, enfants abandonnés, orphelins pauvres), étaient, au 1er janvier 1871, au nombre de 969.

Pendant l'année 1871, les cinq hospices dépositaires de Lille, Cambrai, Douai, Dunkerque et Valenciennes en ont reçu 418, total 1387.

Dans la même année, 349 enfants ont été rayés des contrôles pour des causes diverses.

Les enfants restants s'élevaient, en conséquence, au 31 décembre 1871, à 1,038, se répartissant comme suit :

Enfants trouvés	18
Enfants abandonnés	776
Orphelins pauvres	244

2° Les pupilles de l'assistance, c'est-à-dire les enfants âgés de 12 à 21 ans, étaient en 1871 au nombre de 555. Mais 62 d'entr'eux ayant été affranchis de la tutelle pour différentes causes, les pupilles restant au 31 décembre s'élevaient par conséquent au nombre de 493.

3° Le nombre des enfants secourus temporairement s'est élevé pendant l'année à 718; mais en déduisant de ce chiffre 287 enfants rayés des contrôles ou décédés, les restants au 31 décembre s'élevaient à 431.

Or, en récapitulant les trois catégories d'enfants, on obtient un total de 1962. Les deux premières catégories sont soumises à la fois à la tutelle hospitalière et administrative, et la troisième exclusivement à la tutelle administrative.

Sur ce nombre, les enfants de la 1re et de la 3e catégories, soit 1469, se trouvaient au 31 décembre dernier à la charge du budget départemental. Les enfants de la seconde catégorie, à raison de leur âge, ne sont pas une cause de dépenses pour le département.

Après les formes de l'admission, dans le détail desquelles il est inutile d'entrer, ce qui doit surtout appeler l'attention et la sollicitude de l'administration, c'est le placement de ses élèves. C'est en effet du choix plus ou moins heureux des familles nourricières que dépendent le salut et l'avenir de l'enfant; elle ne saurait donc y apporter trop de soins. Il faut convenir que ce choix est difficile et tend à le devenir chaque jour davantage. Mais à mesure que les départements

entreront plus avant dans la voie des secours temporaires, l'économie qu'ils en obtiendront leur permettra de reverser sur ceux de leurs pupilles qui doivent entrer à l'hospice, le bénéfice de cette mesure, et conséquemment d'assurer à ces derniers, par l'élévation du prix de pension, des conditions de bien-être et de moralité propres à les préserver des dangers qui les entourent dans le premier âge, en même temps qu'à leur garantir les bienfaits d'une bonne éducation et de l'influence de bons exemples.

C'est particulièrement à ce dernier but que doivent tendre les efforts d'une sage et prévoyante administration; car, on conçoit que si elle bornait ses soins à sauver les jours de l'enfant, sans prendre souci de son avenir, elle n'accomplirait que la moitié de sa tâche et n'arriverait, en dernier résultat, qu'à conserver à la vie un être qui, faute d'éducation et de moralité, livré sans frein à ses mauvais penchants, pourrait, à un moment donné, devenir une cause de dommage et de désordre, par conséquent un danger pour la société.

Envisagée à ce double point de vue, la mission de l'autorité administrative a donc un double objet : l'un tout matériel, l'autre purement moral. Préserver l'enfant à sa naissance par des précautions bien entendues, par des mesures d'hygiène sagement ordonnées, des maladies et des accidents auxquels il est exposé; lui assurer, par le choix de la nourrice, l'avantage d'une bonne santé, tel est son premier devoir. Veiller attentivement à ce que l'élève, lorsqu'il atteint l'âge où la raison se forme, reçoive l'instruction que cet âge comporte; le suivre encore d'un œil vigilant au moment où les passions s'éveillent, où les facultés viriles se développent; le protéger en quelque sorte contre lui-même jusqu'à sa majorité, voilà le second et, il ne faut pas hésiter à le dire, le principal objet de la tutelle administrative telle qu'elle est définie par les règlements, telle du moins que le rapporteur l'a comprise.

A cet égard, les enfants de tout âge se trouvent généralement placés, dans le département, dans des conditions assez satisfaisantes, et les judicieuses observations présentées, l'an dernier, par l'honorable M. d'Hespel, ont été écoutées. Le placement d'enfants assistés dans des familles secourues par les bureaux de bienfaisance n'est que l'exception, et il a été facile en jetant les yeux sur les feuilles de tournées, de s'assurer que les prescriptions réglementaires avaient été exactement observées à ce sujet.

Dans le but de faciliter la surveillance, on a maintes fois cherché à réduire les centres de placement; mais on y a si peu réussi, que le nombre des communes où se trouvent actuellement les enfants assistés dans le département, ne s'élève pas à moins de 220. Dans cette question, très-controversée du reste, le bureau pense qu'il faut avant tout s'enquérir des bons placements et les prendre partout où ils se trouvent.

Les instructions ministérielles prescrivent de ne conserver dans les hospices dépositaires que les enfants atteints d'infirmités ou de maladies graves, mettant complètement obstacle à leur placement. Les autres ne doivent y séjourner que pendant le temps strictement nécessaire.

Ces prescriptions sont généralement suivies. Toutefois, un certain nombre de sujets valides, par leur séjour prolongé dans les établissements hospitaliers, sont une cause permanente de dépenses assez élevées pour l'État et le département. Il importe donc de modifier complètement cette situation.

Les enfants placés par mesure disciplinaire dans des établissements spéciaux sont fort heureusement peu nombreux en ce moment. M. l'Inspecteur donne la promesse qu'il veillera à ce que leur séjour soit abrégé le plus possible.

Quant aux enfants d'origine étrangère au département, ils ont été presque tous rapatriés, et c'est actuellement le personnel d'inspection qui est chargé de surveiller la conduite de ceux qui n'ont pas encore rejoint leur pays d'origine.

Le rapport a dit que les trois catégories d'enfants s'élevaient au nombre de 1,962. La mortalité a été de 199; outre la misère que les derniers événements ont occasionnée dans le pays, la variole épidémique a fait à elle seule 20 victimes.

Les soins médicaux n'ont rien laissé à désirer.

Il est fort rare de trouver un enfant parvenu à sa douzième année qui n'ait fait sa première communion; il est au contraire assez commun de rencontrer bon nombre d'enfants de l'âge de dix à douze ans sachant à peine lire et écrire. Il faut absolument que cet état de choses cesse à l'instant; s'il est des nourriciers qui ne se font aucun scrupule de laisser les enfants se livrer au vagabondage et à la mendicité, école pernicieuse où ils puisent le germe de tous les vices en même temps que l'oubli de tout devoir et de tout sentiment honorable, il faut que M. l'Inspecteur ordonne sans hésiter le déplacement de ces enfants.

La circulaire ministérielle du 3 août 1869 dit au sujet des comités de patronage : « Le concours de ces comités est indispensable à l'Inspecteur. » C'est donc avec le plus vif regret qu'on voit l'œuvre des comités ne fonctionner que dans les arrondissements de Cambrai, de Dunkerque, de Valenciennes, et dans quatorze communes de l'arrondissement de Lille; il est vrai que Messieurs les Maires ont formellement promis de s'occuper de la question.

Ici, le rapporteur devrait parler des secours temporaires, c'est-à-dire des secours que l'Administration accorde dans le but de prévenir l'abandon des enfants que des mères pauvres se voient souvent contraintes par la misère seule à délaisser. Sans doute le secours accordé à l'enfant né d'une mère pauvre, qu'il soit légitime ou naturel, n'a ni ne doit avoir le caractère d'une indemnité, ni les effets d'un encouragement au profit de celle qui lui a donné le jour. C'est simplement, comme le sens l'indique, un soulagement, une aide, un allégement, en un mot, qui n'exclut pas le sacrifice personnel, mais qui l'amoindrit et le proportionne aux facultés de la femme qui vit de son travail.

Même restreint dans cette limite, le secours temporaire offre prise à la critique, et c'est pour cela que le rapporteur se borne à mentionner cette partie du service.

En 1871, un équilibre presque parfait s'est produit entre les admissions et les radiations, et du 1er janvier au 31 décembre, le chiffre de 429 a représenté le nombre des enfants secourus. Mais depuis cette époque, les secours n'ont pas cessé de diminuer et leur nombre ne s'élevait plus au 30 juin de cette année qu'à 371.

Doit-on se féliciter d'un pareil résultat? A cet égard, les opinions sont très-partagées. Beaucoup de bons esprits pensent que l'enfant secouru coûte six fois moins que l'enfant admis à l'hospice, et que ce qui doit puissamment engager les départements à étendre et à généraliser, s'il se peut, le système du secours temporaire, de préférence à l'assistance par l'hospice, c'est que partout le développement de l'industrie, l'augmentation des salaires, le renchérissement des objets de première nécessité résultant de la dépréciation du signe monétaire, rendent de plus en plus difficile pour l'Administration le choix des nourrices et le placement de ses pupilles dans des conditions satisfaisantes.

En outre, le secours temporaire exerce une heureuse influence sur la légitimation des enfants,

et c'est ainsi que vingt-cinq allocations de cette nature ont été accordées en 1871 pour le mariage des filles-mères.

Le rapport dit en commençant que les enfants assistés se divisent actuellement en quatre catégories : les enfants trouvés, les enfants abandonnés, les orphelins pauvres et les enfants secourus temporairement, conservés par leurs mères.

Relativement aux orphelins pauvres, le Conseil général, saisi l'an dernier de la question d'admission de ces enfants, à la suite d'une réclamation de M. le Maire du Cateau, a émis l'avis qu'il n'y avait rien à changer à la marche suivie jusqu'alors, et que les secours que le département donne aux enfants assistés continueraient à être renfermés dans les limites indiquées par l'article 4 du règlement général du 21 mars 1870, ainsi conçu : « Les orphelins pauvres sont ceux qui n'ont ni père ni mère et sont sans moyens d'existence, soit dans leur famille, soit par suite de l'insuffisance des ressources des établissements charitables des communes où ils ont droit à l'assistance publique. »

Tout en reconnaissant que la réserve insérée dans cet article et qui subordonne l'admission de ces enfants à l'insuffisance des ressources des établissements charitables, n'a pu être que favorable au département en diminuant ses charges, il n'en est pas moins vrai que la question de l'assimilation des orphelins pauvres aux enfants trouvés et abandonnés, implicitement posée dans le décret de 1811 et dans la législation antérieure, a été résolue affirmativement par l'avis explicitement motivé du Conseil d'État, en date du 20 juillet 1842, ainsi que par les instructions ministérielles, celles entre autres du 3 août 1869, concernant l'exécution de la loi du 5 mai précédent.

Cependant, de 1811 à 1842, l'assimilation avait toujours été interprêtée dans un sens restrictif. Ainsi, pour les communes rurales nécessiteuses, les orphelins étaient admis à l'assistance publique. Pour les villes et les communes ayant des ressources, les orphelins étaient laissés à la charge de l'assistance locale ; et tel était l'état des choses quand parut le règlement du 21 mars 1870, dont le paragraphe 4 maintenait l'interprétation restrictive suivie depuis longtemps dans le département. L'honorable membre a déjà dit que le Conseil général avait lui-même admis cette interprétation dans sa session de 1871, à l'occasion d'une réclamation de la ville du Cateau.

Quoi qu'il en soit, il ne faut point se dissimuler que les administrations hospitalières, se croyant aujourd'hui légalement exonérées des dépenses intérieures, commencent déjà à manifester des dispositions contraires aux anciens errements, et il est fortement à craindre, s'il leur est donné satisfaction, qu'avant peu les finances du département ne subissent un accroissement considérable de charges.

Le seul moyen de remédier radicalement à la situation, est exprimé dans le rapport de M. le Préfet. Il consiste dans une révision de la loi du 5 mai 1869, assurant une répartition plus équitable des charges ; le 3e bureau propose formellement d'émettre un vœu dans ce sens. Mais, en attendant, et dans un but d'humanité facile à comprendre, il pense qu'il serait convenable d'admettre tous les orphelins pauvres, sauf à faire contribuer les communes, système qui a prévalu en Belgique, proportionnellement au nombre d'orphelins admis.

Le rapporteur résumera maintenant en quelques mots la situation financière telle qu'elle ressort du rapport de M. le Préfet :

Les dépenses du service se sont élevées en 1871, à la somme totale de 235,984 fr. 03 cent., qui se répartissent de la manière suivante :

Dépenses intérieures. . . .	45,012 fr. 23 cent.
Dépenses extérieures. . . .	181,349 » 77 »
Dépenses d'inspection . . .	9,622 » 13 »

Sur cette somme totale de 235,984 fr. 03 cent., 180,000 fr. environ incombent à la charge du département.

Les ressources prévues au budget de 1871 n'étant que de 190,996 fr. 34 cent., il y a donc un déficit de 44,987 fr. 79 cent. qui provient tout à la fois de l'insuffisance des prévisions, de l'augmentation des enfants orphelins, et du chiffre élevé des secours temporaires, chiffre qui a dépassé de 14,000 fr. celui de l'année précédente.

Les dépenses de 1872 ne sont pas connues ; mais d'après les prévisions, elles s'élèveront approximativement au chiffre de celles de 1871, déduction faite des frais d'inspection qui, cette année, seront payés par l'État, soit 226,000 fr. Le crédit alloué n'étant que de 162,400 fr., il reste à créditer pour solde 63,600 fr. Sur la dépense de 226,000 fr., il y a lieu de déduire le 5^{e} des dépenses intérieures à la charge de l'État, soit 9,000 fr. ; le 5^{e} des dépenses extérieures à la charge des communes, soit 36,000 fr., ensemble 45,200 fr. Reste net, d'après les prévisions, à la charge du département, pour 1872, 180,800 fr.

En ce qui concerne la fixation approximative de la dépense pour l'année 1873, elle reste subordonnée à la décision que prendra le Conseil général dans la question des orphelins pauvres. Mais en admettant que l'assemblée, et c'est là l'avis de son 3^{e} bureau, maintienne la résolution prise à cet égard dans sa session de l'année dernière, et en tenant compte aussi de la réduction notable qui se produira jusqu'au 1er janvier prochain, dans le chiffre des secours temporaires, il est peu probable que le crédit à affecter au service pour ladite année, puisse être inférieur à 230,000 fr., somme égale à peu près à celle dépensée en 1871. L'augmentation croissante de la population, la cherté de la vie, et bien plus encore le relâchement des mœurs, sont autant de causes qui ne laissent guère espérer de voir diminuer sensiblement le nombre des enfants assistés.

Dans uu rapport complémentaire, M. le Préfet adresse, sur la demande de la Commission départementale, le tableau dressé par M. l'Inspecteur, des communes auxquelles appartiennent les enfants assistés, âgés de 1 jour à 12 ans. Ce document est produit, comme élément d'appréciation, pour la répartition à faire par le Conseil général de la quote-part des dépenses incombant aux communes.

A cet égard, deux systèmes sont en présence : celui de la Commission départementale qui consiste à ne faire contribuer à la dépense que les communes qui ont des enfants ; celui de M. l'Inspecteur qui adopte une répartition aussi générale que possible, entre toutes les communes, du contingent qui leur incombe et qui s'élève à environ 35,000 fr. 5 voix contre 3 ont adopté le premier de ces systèmes.

En résumé, le 3^{e} bureau propose :

1° De voter l'inscription au budget rectificatif de 1871, de la somme de 44,987 fr. 79 cent. restant à créditer ;

2° De voter l'inscription au budget rectificatif de 1872, de la somme de 63,600 fr., restant aussi à créditer ; total : 108,587 fr. 79 c. ;

3° D'adopter le système de la Commission départementale, consistant à ne faire contribuer à la dépense incombant aux communes, que celles qui ont des enfants assistés, âgés de un jour à un an;

4° D'émettre le vœu que la loi du 5 mai 1869 soit révisée de manière à assurer une répartition plus équitable des charges.

M. Roussel-Defontaine demande l'ajournement du rapport, pour l'examen plus approfondi du système financier présenté par le bureau, sans entendre d'ailleurs contester les chiffres des crédits proposés.

— Ces crédits sont votés par le Conseil, avec réserve de la question de la répartition à faire entre les communes qui sera examinée ultérieurement.

M. Massiet du Biest (3e bureau) présente le rapport qui suit :

Sapeurs Pompiers. — Secours.

Le Conseil général alloue chaque année au budget départemental un crédit de 1000 fr. afin de venir en aide aux officiers, sous-officiers et sapeurs pompiers qui seraient blessés dans leur service, ou à leurs veuves et enfants, en cas de décès.

Cette somme n'est engagée jusqu'ici que jusqu'à concurrence de 150 fr. en faveur de la veuve Cavro, demeurant actuellement à Douai, dont le mari, sapeur-pompier, a été tué dans un incendie à Doucby.

Mais une demande est présentée en faveur de la veuve Bisiaux, Adolphe, née Bara, Honorine, demeurant à Monchaux, dont le mari, sapeur-pompier de cette commune, est mort des suites d'une maladie qu'il a contractée, en 1868, dans un incendie à Thiant.

Des renseignements parvenus aujourd'hui au 3e bureau, lui ont ont appris que la veuve Bisiaux est remariée. Il est d'avis qu'il n'y a pas lieu de lui accorder sa demande.

Le 3e bureau propose, conformément aux conclusions de M. le Préfet, d'inscrire au budget départemental, comme les années précédentes, un crédit de 1000 fr. destinée à secourir les pompiers blessés dans leurs service ou leur veuves et enfants en cas de décès.

— Le crédit est voté.

M. Testelin, au nom du même bureau, donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

Aliénés — Statistique.

Considérations générales. — « Nous nous sommes permis l'année dernière, dit l'honorable membre, quelques critiques sur la façon dont étaient faites certaines statistiques; nous pensons nous être exprimés de façon à ne blesser aucune susceptibilité légitime, mais quoi qu'il en soit, nous ne saurions avoir regret à ce que nous avons dit, car cette année tous les rapports qui nous ont été soumis sont véritablement intéressants. Il serait fâcheux que ces rapports restassent enfouis dans les cartons de la préfecture, et peut-être y aurait-il lieu de voter un crédit pour qu'on pût réaliser le vœu que M. le Docteur de Lamaëstre, médecin en chef de l'asile de Bailleul, a formulé en ces termes dès 1868 :

« On ne saurait trop encourager la publication des rapports médicaux sur les asiles d'aliénés.

» La communication, l'échange de ces comptes rendus annuels, permettraient aux médecins des » études comparatives dont l'utilité ne saurait être mise en doute. Cette utilité serait encore plus » grande si ces mémoires étaient conçus d'après un plan réglementaire uniforme, car les résul- » tats seraient alors plus faciles à saisir et à comparer (page 2 du rapport de 1871.) »

» Au premier janvier 1871, il existait dans les trois asiles 1820 malades, ainsi répartis :

Armentières	588
Bailleul	788
Lommelet	444

» Il y a eu 443 entrées dans l'année, savoir : 189 à Armentières, 165 à Bailleul, 89 à Lommelet. Dans ces trois établissements on a donc traité durant l'année, 2,255 malades. La population moyenne obtenue à l'aide du nombre des journées de présence a été pour les trois asiles de 1821 aliénés ainsi répartis. Armentières 574, Bailleul 814, Lommelet 433.

» Les sorties ont eu lieu de la manière suivante : 123 pour Armentières, 60 pour Bailleul, 67 pour Lommelet ; en tout 250 dont 133 pour guérison, 59 pour amélioration, c'est-à-dire plus du tiers des admis qui est la moyenne ordinaire.

» Les décès se sont élevés au chiffre de 177, dont 89 pour Armentières, 54 pour Bailleul et 34 pour Lommelet, ce qui donne pour mortalité moyenne eu égard à la population moyenne, les chiffres de 15,50, 6,60 et 7,85 décès pour 100 et pour les trois asiles réunis 9,98.

» Ainsi, d'une manière générale, les guérisons et améliorations dépassent la moyenne ordinaire. Les décès sont au-dessous (12 à 13 p. 100). La situation d'ensemble des trois asiles serait donc satisfaisante.

Par suite des sorties et décès il ne restait plus au 31 décembre que 1,836 aliénés, soit 16 de plus qu'au 1er janvier. Cette augmentation porte en entier sur l'asile de Bailleul, les deux autres établissements ayant au contraire perdu cinq malades. Il n'y a absolument aucune conclusion à tirer de ces chiffres, sur le point de savoir si le nombre des aliénés appartenant au département du Nord va en augmentant ou en diminuant, car chacun de ces asiles reçoit des pensionnaires venant de plusieurs points de la France.

Asile d'Armentières

» Les considérations générales que nous venons d'émettre nous dispenseront de reproduire dans de grands détails le mouvement particulier de chacun des trois asiles ; qu'il nous suffise de dire qu'à Armentières la population était au 31 décembre 1870 de 588 aliénés et qu'au 1er janvier dernier elle n'était plus que de 565, ce qui est fort heureux et ce qui constitue encore un nombre trop élevé eu égard à la défectuosité des locaux.

» Il est sorti 59 aliénés guéris et 30 améliorés, soit largement plus du tiers des admis pendant l'année 1871.

» Les décès ont donné un chiffre très élevé : 89 ou 15,50 pour 100 ; mortalité moyenne très-supérieure à celle des deux autres asiles et à la moyenne générale des établissements de ce genre qui est de 12 à 13 pour 100 pour toute la France. Ce fâcheux résultat était à prévoir, car dans le rapport que j'ai eu l'honneur de vous faire le 8 novembre 1871, je disais après avoir annoncé la diminution des décès pour 1870 : « Malheureusement nous retrouverons quelque part,

« dans le rapport (celui du médecin en chef) que, dans les cinq premiers mois de l'année 1871, « ils ont repris probablement, à cause de l'encombrement survenu de nouveau, une recrudes- « cence telle que, si la mortalité continuait sur ce pied, on arriverait à une moyenne annuelle de « 20 pour 100. »

» L'heureuse amélioration que nous avions signalée l'année dernière ne s'est donc pas maintenue sous ce rapport. Le compte-rendu médical constate en même temps que cette situation paraît devoir se continuer dans l'année courante par suite *des mauvaises conditions d'hygiène, d'encombrement, d'insalubrité* dans lesquelles se trouvent placés les malades ; conditions *déplorables* qu'il est urgent de faire cesser en améliorant l'asile ou en le reconstruisant d'une part, ou en n'y admettant, d'autre part, que les aliénés curables ou dangereux.

» Nous ferons remarquer à ce sujet le nombre considérable de déments et d'idiots (240 des premiers, 127 des seconds, total 367 sur 588) et par suite d'incurables qui peuplent l'asile d'Armentières. La place de ces malheureux est dans les hospices ordinaires ou dans leurs familles, que l'on devrait aider pour cela d'un léger subside, ainsi que l'a proposé dans le temps le savant et regretté inspecteur général Parchappe. On continue d'admettre chaque année un trop grand nombre d'individus de cette catégorie, au grand détriment des finances du département et de l'hygiène des asiles. Nous devons forcément limiter nos dépenses pour les aliénés ; eh bien ! si au lieu d'entretenir dans les asiles un grand nombre d'incurables non dangereux, qui n'ont rien à y gagner, au contraire, on se contentait de venir à leur aide en les laissant chez eux, il est probable, certain même, qu'on pourrait étendre largement notre action bienfaisante sur un nombre beaucoup plus grand de personnes, en donnant pour chacune une somme inférieure à celle que nous payons aux asiles. Elle leur suffirait largement, en raison de l'absence de frais généraux, qui sont si considérables dans ces établissements. Ce mode d'assistance est très employé à l'étranger, en Angleterre, en Écosse surtout où il produit les meilleurs résultats ; il est essayé en France dans certains départements.

» Il a été admis dans le courant de l'année huit individus non aliénés : y aurait-il eu là séquestration arbitraire ? Cela ne ressort nullement de l'étude du rapport. Ce sont plutôt des alcooliques, ou aliénés intermittents guéris par quelques jours d'isolement dans un hospice et pour lesquels un arrêté de placement motivé a été pris au début. Il nous paraîtrait donc nécessaire, dès lors, pour éviter le renouvellement d'un pareil inconvénient, de faire visiter à nouveau les malades avant de les conduire à l'asile ; on pourrait ainsi constater que la mesure ordonnée à leur égard est encore opportune dans le moment. On ne saurait prendre trop de précautions quand, au nom d'un d'intérêt public, on doit porter atteinte à la liberté de ses concitoyens, et d'autre part engager les finances départementales.

» En ce qui concerne les améliorations à réaliser dans l'asile que nous avons signalées l'an dernier, M. le médecin en chef constate « *que toutes les choses sont restées à peu près dans le même état* », sauf les quelques points suivants : — 1° Depuis quatre ans il réclame un atelier de tissage qui a enfin été établi dans les anciennes loges ; — 2° Amélioration du régime par la suppression d'un jour maigre. Il est vrai que cette amélioration est plus apparente que réelle puisque les quantités de viandes sont prélevées sur les portions des autres jours. Je dois cependant faire observer que M. le Directeur indique que la portion de viande désossée a été portée pour chaque jour de 100 grammes à 125 gram. — 3° Légère diminution de l'encombrement par l'abaissement de la population de l'asile. C'est une diminution peu considérable du reste qu'il serait bien désirable de voir

s'augmenter encore. M. le médecin en chef termine ainsi son rapport : « *Toutes les autres lacunes et défectuosités subsistent entièrement* ». Il se borne à les rappeler, attendu qu'il en a depuis longtemps démontré la nécessité dans un précédent rapport que nous avons analysé devant le Conseil. M. le Préfet a soumis à notre appréciation un rapport de M. le Directeur de l'asile, en réponse aux objections que nous avons formulées sur Armentières dans la séance du 8 novembre dernier. Ce document, empreint d'un optimisme qui nous paraît exagéré, cherche à réfuter les critiques que nous avons faites et combat les conclusions qui ont été émises à ce propos. Les observations de M. le Directeur portent sur six points principaux que nous allons de nouveau passer en revue.

» 1° *Reconstruction de l'asile.* M. le Directeur reconnaît avec tout le monde qu'elle est indispensable. Cette question a nécessité une étude toute particulière, un dossier spécial existe pour le transfèrement, il vous sera fait, un rapport complet sur ce point important.

» 2° *Extension du travail industriel et agricole.* M. le Directeur pense que l'on ne peut rien faire de mieux que ce qui existe actuellement, les terrains de la ferme sont insuffisants, on est déjà obligé de diviser les malades en deux brigades qui y vont alternativement le matin et le soir. De cette façon chaque aliéné travaille à peine trois heures par jour. M. le médecin demande, à juste titre, je crois, qu'on donne une plus grande extension à la culture maraichère, ce genre de culture nécessitant l'emploi d'un nombre de bras plus considérable que celle des céréales. Nous recommandons particulièrement cette idée qui, en même temps qu'elle est de nature à accroître la quantité de travail des aliénés, augmenterait certainement les ressources de l'asile.

» Sur 26,493 journées de travail faites à l'asile, 7,071 l'ont été à la ferme, 3,599 au jardin, en tout 10,670 pour les travaux agricoles, soit à peu près la moitié du travail total. Nous trouvons après cela 3,599 journées pour la buanderie, puis 2,452,50 pour les soins du ménage et 4,648,50 pour les soins généraux, ensemble 7,101 journées, soit près du tiers du travail général, ce qui est peut-être beaucoup. Quant au travail industriel proprement dit, dont nous réclamons l'extension, M. le Directeur se charge lui-même, tout en la contestant, d'en démontrer l'insuffisance. Il n'accuse plus, en effet, que 299 journées de cordonniers, 231 de maçon, 146 de matelassier, 530 de bobineurs et de tisseurs, 493 de boulangers, 192 de menuisiers. L'asile a dépensé, dans l'année, 4,226 francs pour l'entretien des bâtiments, il a employé presque exclusivement des ouvriers étrangers, tandis qu'il a chez lui de quoi satisfaire à tous les besoins, ainsi que cela se fait partout d'une façon très-avantageuse sous tous rapports.

» Nous constatons avec plaisir que l'atelier des tailleurs a reçu des attributions nouvelles ; il commence à se livrer aux travaux de lingerie, ainsi qne nous l'avons demandé; on y confectionne les habits, les draps de lit, on y fait et on y raccommode une partie des chemises, pourquoi pas toutes puisque les bras ne manquent pas. Le nombre des lingères a été réduit, c'est un progrès qui, nous l'espérons, arrivera jusqu'à la suppression complète, car nous ne pensons pas avec M. le Directeur « qu'elles sont indispensables pour le raccommodage, le repassage, le mouvement et la comptabilité de la lingerie.» Tout cela peut très-bien se faire, sous la surveillance d'un employé spécial pour le plus grand bien des finances de la maison.

» La plupart des asiles admettent des malades tranquilles dans les bureaux; il faut bien reconnaître que tous les aliénés, par leurs aptitudes antérieures, ne sont pas susceptibles de se livrer à des travaux manuels ; mais, par contre, tous ont besoin de se livrer à une occupation ; c'est donc

avec regret que nous ne voyons pas figurer dans le tableau aucun employé aux écritures. (Il en existe cinq à l'asile de Lommelet). C'est là une lacune dont le traitement de certains aliénés doit évidemment souffrir ainsi que du manque de livres et journaux. Il nous paraît donc clairement démontré que le travail de l'asile est loin de suffire à ses besoins matériels et moraux. C'est du reste l'opinion de M. le médecin en chef dont la compétence à ce sujet est incontestable et qui, mieux que personne, est apte à apprécier ce qui est nécessaire au traitement des aliénés. Le travail étant le moyen de traitement par excellence de la folie, nous appelons de nouveau l'attention de M. le Préfet sur ce point si important de la bonne administration d'un asile.

» 3° *Création d'une bibliothèque, d'un gymnase, etc.* — A cela, l'Administration de l'asile répond par le manque de locaux et de ressources. Pour une bibliothèque, une simple armoire suffit à contenir les quelques volumes qu'on doit toujours tenir à la disposition des malades, et avec quelques centaines de francs on en trouvera facilement les éléments. Quant au gymnase, on lui reproche d'exposer à des dangers. Cela est vrai, mais pas plus que le travail à la ferme ou dans les ateliers. On craint, dit-on, « les extravagances dont certains malades sont susceptibles.» Tout cela est relatif et certainement les exercices, comme le travail, ne seraient prescrits que par le médecin et par conséquent ils ne seraient ordonnés qu'à bon escient à ceux des aliénés en position d'y participer sans inconvénient.

» La lecture, la gymnastique peuvent rendre service dans certains cas, il est donc du devoir de l'Administration de fournir aux malheureux qu'elle séquestre, tous les moyens curatifs dont ils peuvent avoir besoin. Nous pensons donc qu'il y a lieu de créer à Armentières, une petite bibliothèque de livres choisis par le médecin; quant au gymnase, on pourrait, sans beaucoup de frais, établir quelques appareils dans une des cours de l'asile qui ne sont affectées à aucun quartier particulier.

» 4° *Nomination immédiate d'un interne.* — M. le Directeur la repousse en principe, trouvant l'asile trop bien partagé sous le rapport du service médical. En cela, il diffère d'avis avec M. le médecin en chef et M. le docteur Lunier, inspecteur général; la Commission de surveillance reconnaît elle-même que cela « ne serait peut-être pas un mal. » En effet, tant qu'il n'y aura pas d'interne, la garde ne sera pas faite, les malades dans certains cas urgents seront privés de secours immédiats faute desquels ils pourraient mourir, et cela s'est vu; d'autant plus que le médecin en chef réside seul dans l'établissement et qu'on ne peut lui imposer la garde pas plus qu'à son adjoint. Du reste, à un point de vue général, l'internat dans les asiles est utile pour initier les futurs praticiens à la connaissance des maladies mentales. Si l'intérêt particulier des malades l'exige impérieusement, celui de la société ne le recommande pas moins. Jusqu'à présent, l'étude et le traitement des maladies mentales est une partie de la médecine qui est restée à peu près confinée dans le champ d'une spécialité qui a elle même encore beaucoup à apprendre; la plupart des médecins sont donc très-peu compétents à ce sujet, et cependant ce sont eux qui sont appelés à donner les premiers soins et à fournir des certificats pour la séquestration. L'internat des asiles contribuera aussi à accroître les facilités d'instruction pour les élèves de notre Ecole de médecine et permettra de former des praticiens aussi instruits que possible. Ce sont là des considérations publiques qui ne manquent pas d'une certaine importance; reste la question de dépense. Nous avons démontré dans nos précédents rapports qu'un interne coûte de 15 à 1,800 fr.; en lui confiant la garde et la distribution de certains médicaments

usuels qu'on achéterait en gros, on obtiendrait sur la dépense pharmaceutique de l'asile, qui s'est élevée, l'année dernière, à 4,370 fr., une réduction suffisante pour couvrir les frais de la création nouvelle. C'est l'opinion que nous avons déjà émise et qui n'a point été combattue.

» A propos de la création de l'internat, il a été émis par la Commission de surveillance, l'avis qu'il y aurait peut être lieu de supprimer le médecin adjoint. A Bailleul, dit-on, il n'y a pas d'adjoint, cela est vrai, mais on en demande un depuis longtemps, et, en outre, un second interne; de plus il existe un médecin suppléant spécialement rétribué pour remplacer le médecin en chef en cas d'absence ou d'empêchement. Du reste, les médecins adjoints sont surtout utiles en ce qu'ils peuvent partager avec leur chef la responsabilité d'un service trop chargé pour un seul; ce que ne peut pas un interne. Ils sont la pépinière des médecins en chef et en assurent le bon et facile recrutement. Ce n'est pas en outre quand il est question de réunir les fonctions de directeur et de médecin en chef, qu'on peut songer à supprimer le médecin adjoint devenu plus que jamais indispensable.

» 5° *Quartier des enfants.* — Au 20 mai dernier, date que porte le rapport de M. le Médecin en chef, rien n'avait encore été décidé à ce sujet; dans son rapport du 24 juillet, M. le Directeur nous apprend qu'il a pris les dispositions nécessaires pour opérer « à peu près convenablement » séparation des enfants et des adultes. Nous apprenons avec plaisir qu'on est entré dans cette voie; on comprendra facilement l'importance que cette mesure doit avoir au point de vue de la morale.

» 6° *La résolution, vu l'encombrement, de n'admettre et de maintenir dans l'asile que des aliénés dangereux ou curables.* — M. le Directeur estime que la population étant ramenée au 1er janvier 1872, au chiffre de 565, il n'y a plus d'encombrement. Il existe, il est vrai, sous ce rapport, un peu d'amélioration, quand on songe à l'entassement d'autrefois, aux époques où l'asile contenait jusqu'à 648 malades, dont 200 parisiens.

» Quelle est sous ce point de vue la situation légale de l'établissement? Le nombre des pensionnaires est fixé par le règlement, il ne peut être élevé sans autorisation du Ministre de l'Intérieur; or, l'art. 3 du règlement de l'asile établit qu'il contient 500 places attribuées aux aliénés dont la pension est payée par les départements, les familles au taux de la dernière classe, en un mot qui sont au régime des indigents. Le tableau N° 1 du compte moral nous en montre 532 de cette catégorie, c'est-à-dire 32 de plus qu'il ne devrait y en avoir. On n'est donc pas fondé administrativement à contester l'encombrement qui saute aux yeux des visiteurs les moins prévenus. En l'état, de l'avis des médecins de l'établissement, qui ont fait une étude spéciale de la question, consignée dans le rapport de 1868, d'après les mensurations prises, l'asile ne devrait contenir que de 450 *à* 500 *malades au maximum;* et encore n'y seraient-ils que dans des conditions passables. Aussi, doit-on prendre en très-grande considération, au nom de l'humanité, tout ce qui tend à désencombrer l'asile d'Armentières.

» Il n'a pas été répondu à ce qui concerne l'état de délabrement du vestiaire et de la lingerie, que M. le médecin constate de nouveau cette année.

» En somme, s'il a été fait quelques améliorations, il reste encore beaucoup à faire sous tous rapports. Il ne faut pas oublier que la question du transfèrement est vieille de plus de vingt ans, qu'elle ne paraît pas encore très-près d'aboutir, on ne peut donc en arguer pour rester,

en toutes choses dans un *statu quo* que l'intérêt des malades et de l'asile commande impérieusement de modifier dans le sens que nous avons indiqué.

Asile de Bailleul.

» Si nous avons dû répondre longuement aux observations contradictoires présentées à propos de notre rapport de l'année dernière en ce qui concerne l'asile d'Armentières, il n'en sera pas de même pour celui de Bailleul. Cet établissement modèle s'améliore et se perfectionne tous les jours ; il crée de nouveaux quartiers, étend son service de bains qui est aujourd'hui au complet. Là les malades ont des livres, font de la musique, sans que cela soulève aucune contestation, en un mot chacun s'évertue, chaque année, à faire de mieux en mieux. M. le Directeur reconnaît lui, que l'établissement « n'est pas cependant tel qu'il voudrait qu'il fût », tous ses efforts tendent à arriver promptement à ce but. Nous ne doutons pas de la réussite de ses projets.

» La population s'est élevée de 788 à 839 pendant le courant de l'année 1871. Au 31 décembre dernier, il y avait 670 indigents et 169 pensionnaires. Les admissions ont été cette année plus nombreuses, les décès ont diminué et les sorties ne sont pas augmentées. Il y a eu 54 décès et 60 sorties. Nous trouvons 40 guérisons et 13 améliorations, 7 sorties pour autres causes. Les guérisons et les améliorations n'arrivent pas au tiers des admissions de l'année, moyenne générale, ce qui tient à l'admission d'un trop grand nombre d'incurables atteintes de démence et d'idiotie ou de malades se trouvant dans un état physique très-mauvais ; quelques unes ont été apportées à l'asile presque mourantes. Évidemment, quand ces cas se présentent, les hôpitaux ou les familles devraient retarder l'envoi de ces infortunées. De là encore la nécessité de faire visiter de nouveau les aliénés avant d'exécuter les ordres de séquestration qui ont éte pris à leur égard. Ici, comme à Armentières, nous voyons une malade non aliénée qu'on a dû renvoyer au bout de peu de temps.

Le rapport médical constate un léger encombrement dans le quartier des indigentes, et il propose la construction de deux nouveaux bâtiments ; c'est là un *desideratum* que l'Administration paraît décidée à combler. En tout cas, il serait peut-être utile de faire sortir certaines malades de la catégorie des incurables non dangereuses qui nuisent aux aliénées dont la maladie est susceptible de guérison par l'encombrement qu'elles entretiennent. (Page 47 du rapport du médecin).

» En résumé, M. le docteur de Lamaëstre exprime sa satisfaction sur tous les points du service ; il existe encore quelques lacunes, mais il espère les voir bientôt disparaître, grâce au concours de M. le directeur qu'il trouve « toujours empressé à donner satisfaction à toutes les améliorations à apporter dans le service médical » (page 52 du rapport). Il termine en renouvelant sa demande de la création d'une place de médecin-adjoint. Dans notre rapport de l'année dernière, nous nous sommes déjà associé à cette juste réclamation en en montrant la nécessité. Nous ne pouvons que réitérer notre approbation et demander de nouveau une amélioration dont la nécessité nous paraît absolument démontrée.

» Pendant la guerre, l'asile de Bailleul a transformé trois de ses salles en ambulance, où il reçut et soigna de nombreux blessés et malades ; chacun s'accorde à rendre justice au zèle et

au dévouement que le personnel de l'établissement a mis dans cette circonstance au service de nos malheureux soldats.

ASILE DE LOMMELET.

» Cette année le rapport sur le service médical est très-soigneusement établi, il contient des tableaux statistiques très-détaillés et absolument conformes à ceux adoptés par la Commission des médécins aliénistes. Ce travail, consciencieusement fait, nous donne des renseignements circonstanciés sur les points qui avaient été signalés dans la session dernière, nous en extrairons quelques détails.

» La population de l'asile, qui était de 444 le 1er janvier 1871, n'est plus que de 432 au 31 décembre, sur lesquels 196 au compte des familles et 236 entretenus par l'Administration publique. Les admissions, au nombre de 89 au lieu de 103 qu'elles étaient l'année dernière, ne présentent rien de particulier au point de vue administratif, le seul qui nous occupe ici. Les sorties ont été très-nombreuses : 101 dont 37 par guérison, 16 par amélioration, soit 53, plus de la moitié des entrées, ce qui est un chiffre exceptionnel, ainsi que le reconnait M. le médecin et qu'on ne peut trop espérer voir se reproduire d'une façon habituelle. Les décès, au nombre de 33, ont été peu nombreux et donnent un chiffre moyen de 7,85 p. %, ce qui est un bon résultat.

» Sous le point de vue des guérisons et des décès, la situation est donc meilleure que l'année dernière. Le travail paraît convenablement organisé. il comprend l'agriculture, le jardinage, les terrassements, le tissage, le tricotage, la buanderie, les travaux de ménage; il existe des ateliers de menuiserie, serrurerie, forgerons, vitriers, charpentiers, peintres, cordonniers etc. Au 31 décembre, sur 432 malades 228 étaient inoccupés. Des lectures ou des conférences se font chaque semaine; 25 malades environ prennent part à l'étude de la musique vocale et instrumentale : de temps en temps ont lieu des représentations théâtrales. « Deux » fois par semaine, dit le rapport, les malades qui s'en rendent dignes, sont admis dans » une sorte d'estaminet improvisé, à prendre le café et quelques boissons légères et inoffensives, » en se livrant aux jeux et aux distractions de leur goût. » Les gardiens y prennent part. Ces distractions sagement réglées sont très-certainement susceptibles de faire du bien et d'adoucir pour beaucoup ce qu'il y a de douloureux dans la privation absolue des usages et des habitudes de la vie sociale.

» Comme l'asile de Bailleul, celui de Lommelet a reçu des blessés et des malades pendant la guerre; il a ouvert une ambulance du 20 septembre 1870 à juillet 1871; plus de 90 soldats y ont été traités. C'est là une nouvelle preuve que dans les moments douloureux que nous avons traversés, le service des aliénés s'est montré empressé à prêter son concours au pays et qu'il n'a point failli à son devoir.

» Telle est, en résumé, la situation des trois asiles du département. Sous le bénéfice des observations que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer, le 3e bureau vous prie de vouloir bien donner acte à M. le Préfet de la communication qu'il nous a faite de la statistique des aliénés, ainsi que des lettres et réponses des Directeurs d'Armentières et de Bailleul à notre rapport du 8 octobre 1871, qui sont soumis à notre appréciation. »

— Acte est donné.

Sous-préfecture d'Avesnes. — Élévation de classe. — Vœu.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que le Conseil a ajourné sa décision sur un rapport du 4e bureau concluant au rejet d'un vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes en faveur de l'élévation de classe de la sous-préfecture. Il pense que le Conseil pourrait en ce moment délibérer à ce sujet.

Les conclusions du rapport étaient ainsi conçues :

« Attendu que l'état des finances du pays commande la plus austère économie ;

» Qu'à un autre point de vue, le Gouvernement étudie en ce moment un projet de suppression d'un grand nombre de sous-préfectures ;

» Considérant, d'ailleurs, qu'en règle générale ce n'est point l'importance de la population de l'arrondissement, mais bien celle du chef-lieu, qui préside à ses décisions en pareille matière, le 4e bureau propose le rejet du vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes. »

M. GUILLEMIN combat les conclusions du rapport en se fondant sur l'importance de l'arrondissement d'Avesnes, la variété et la multiplicité des questions qui s'y traitent, et la nécessité d'avoir à la tête de l'arrondissement un administrateur éprouvé, comptant déjà de longs services, résultat qui s'obtiendrait plus aisément par l'élévation de classe de la sous-préfecture.

M. LEURENT soutient les conclusions du rapport et fait ressortir l'inopportunité, dans les circonstances actuelles, d'un vœu tendant à accroître les charges du budget.

— Les conclusions du rapport, mises aux voix, sont adoptées, et le vœu est rejeté.

M. LEURENT (4e bureau) présente les cinq rapports qui suivent :

École vétérinaire d'Alfort.

Le département entretient sept demi-bourses à l'Ecole vétérinaire d'Alfort, et le Conseil général alloue chaque année à cet effet une somme de 1,575 francs.

Le 4e bureau propose de porter cette somme au budget de 1873, bien que le département n'ait en ce moment que trois boursiers ; aucune demande ne se produit, mais comme il peut s'en produire qui soient dignes d'intérêt, il croit utile de maintenir le crédit à la disposition de M. le Préfet.

— Crédit voté.

Société vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais.

Le Conseil alloue tous les ans à la Société vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais un subside de 300 francs.

Cette faible allocation supplée à l'insuffisance des cotisations et permet à des savants modestes et laborieux de récompenser par des médailles d'or et d'argent les meilleurs mémoires qui leur sont adressés, et de les livrer à la publicité.

Dans un avenir prochain, la Société se propose d'insérer dans ses bulletins l'histoire entière du typhus contagieux dans le Nord et le Pas-de-Calais, et comme son travail sera accompagné de planches qui coûtent toujours très-cher, le subside de 300 francs se trouve justifié plus que jamais.

Le 4e bureau propose d'inscrire la subvention de 300 francs au budget départemental de 1873.

— Crédit voté.

Conseils d'hygiène et de salubrité.

Comme les années précédentes, le 4e bureau hommage au zèle éclairé que les Conseils d'hygiène et de salubrité apportent dans leurs travaux ; les publications qui sont distribuees

permettent d'apprécier toute l'importance du concours que ces Conseils apportent à l'Administration départementale.

Le 4e bureau propose de leur continuer pour 1873 l'allocation de 3,660 francs qui leur est annuellement accordée à titre de frais de bureau, et qui se répartit de la manière suivante :

Conseil central de Lille	2,700	fr.
Conseil d'hygiène d'Avesnes	150	
— de Cambrai.	120	
— de Douai.	200	
— de Dunkerque	120	
— d'Hazebrouck.	120	
— de Valenciennes. . . .	250	
	3,660	fr.

— Le crédit est alloué et la répartition proposée est approuvée.

Tribunal de commerce à Tourcoing.

Dans les deux dernières sessions, le Conseil général a émis un vœu pour l'établissement d'un tribunal de commerce à Tourcoing, lequel tribunal aurait pour circonscription les deux cantons dont cette ville est le chef-lieu.

Par suite des cruels événements qui se sont passés depuis deux ans, l'instruction de cette affaire a subi des retards multipliés, et enfin elle touche à son terme.

Par une lettre en date du 6 juillet dernier, M. le Garde-des-Sceaux, Ministre de la Justice, annonce au Préfet du Nord qu'aussitôt le Conseil d'État constitué, il le saisira de l'examen de la question du tribunal de commerce de Tourcoing, et lui proposera, selon toute vraisemblance, l'adoption de la demande faite par cette ville et appuyée itérativement par le Conseil général.

Le 4e bureau propose de donner acte à M. le Préfet de sa communication.

— Acte est donné.

Inspection des pharmacies.

L'intérêt de la salubrité publique rend nécessaire la visite des pharmacies, des drogueries et des magasins d'épiceries où l'on vend des substances employées comme matières médicales ou alimentaires.

Il semblerait, puisqu'il s'agit d'un service public, que cette inspection dût être à la charge de l'Etat, comme toutes les autres inspections ; mais par une étrange anomalie, ce sont les commerçants eux-mêmes qui paient les visites dont ils sont l'objet, comme supplément à leurs contributions ordinaires de patentes, de mobilier, etc.

Puisqu'on entrait dans cette voie, on aurait dû au moins alléger cette nouvelle charge, cette nouvelle contribution ; malheureusement, il n'en a rien été, et le rapport de M. le Préfet constate que la moyenne des frais de tournée étant de 20 francs par jour pour tout le département, il reste un reliquat de plus de 6,000 francs à la fin de l'année.

En un mot, les sommes payées par les inspectés s'élèvent à 22,164 fr., et les sommes allouées à MM. les Inspecteurs s'élèvent à 16,000 fr., chiffre fixé d'avance comme ne pouvant être dépassé par M. le Ministre du Commerce et de l'Agriculture.

Il est évident que cet excédant de recettes sur les dépenses effectuées présente quelque chose

d'anormal ; en pareille matière, les recettes doivent équilibrer les dépenses, et puisque le tarif fixé par le gouvernement donne un supplément de recettes, le meilleur usage qu'on peut en faire, c'est d'accorder la gratuité aux petits commerçants déjà surchargés par l'impôt des patentes. — M. le Préfet dit que le nombre des établissements visités s'élève à 7,347, répartis dans 360 communes, et que 1,897 ont été exemptés du paiement du droit de visite, en raison de leur peu d'importance. Pourquoi, puisqu'il y a excédant de recettes, ne pas exempter un plus grand nombre de contribuables ? L'observation est d'autant plus justifiée, que cet excédant sert à couvrir les insuffisances qui se produisent dans d'autres départements, où le service n'est pas conduit avec le même esprit d'économie que dans le Nord.

En présence d'une situation aussi peu logique, le bureau ne peut que renouveler le vœu qu'il a émis l'an dernier, à savoir que l'arrêté du 25 thermidor an XI soit modifié en ce sens qu'à l'avenir l'inspection des pharmacies soit considérée comme un service départemental, tant au point de vue de la recette que de la dépense.

Le 4e bureau propose donc au Conseil général de persister dans le vœu émis l'an dernier, et de donner acte à M. le Préfet de sa communication.

M. Testelin explique que pendant très-longtemps l'inspection des pharmacies a été considérée comme un service départemental, et que, vers 1869 ou 1870, pour la première fois, l'excédant des recettes n'a plus été versé dans la caisse du département. S'il en était encore ainsi, il serait très-facile d'adopter la proposition faite par le bureau de diminuer certaines cotisations, mais actuellement que l'excédant des recettes échappe au département, il n'y a rien autre chose à faire qu'à voter le vœu proposé.

M. Leurent confirme l'exactitude des renseignements donnés par le préopinant, en rappelant ce fait qu'il y a quelques années le département avait à la recette générale une somme de 50 ou 60,000 francs qui provenaient de ces excédants de recettes annuelles, et qu'il a eu beaucoup de peine à obtenir du gouvernement la permission d'affecter cette somme à ses cholériques.

La question a été discutée dans certaines réunions de l'Assemblée nationale, notamment dans la Commission du budget ; mais certains départements défendent avec beaucoup d'âpreté l'ordre de choses nouveau, parce qu'ils ont confié cette mission d'inspection des pharmacies et des drogueries à des agents dont ils ont fait de véritables fonctionnaires ayant un traitement spécial. Dans le Nord, au contraire, ce sont des savants, des médecins, des pharmaciens qui veulent bien de temps en temps dérober quelques journées à leurs occupations journalières, pour procéder à ces visites. De cette façon, le département pourvoit avec une grande économie à ce service ; mais il s'en faut qu'il en soit de même partout ailleurs.

— Les conclusions du rapport sont adoptées et le vœu est émis.

M. Legrand (de Lecelles), autre rapporteur du 4e bureau, fait le rapport ci-après :

Bibliothèque du Conseil général.

Le Conseil a renvoyé au 4e bureau une demande de crédit, déposée par MM. Legrand (de Valenciennes), Van Der Straeten et Alfred Billet, laquelle tend à affecter à l'achat des livres nécessaires à la bibliothèque du Conseil général le solde des 70,000 francs précédemment votés pour l'installation et l'ameublement des services publics dans le nouvel hôtel de Préfecture.

Considérant que la dépense projetée présente un caractère d'incontestable utilité ;

Qu'en effet le Conseil général est privé des livres et recueils les plus élémentaires de droit civil et de droit administratif ;

Considérant toutefois que les travaux et dépenses auxquels est affecté ledit crédit de 70,000 fr. ne sont point terminés ;

Que, notamment, des modifications pourront être apportées dans la salle des séances, et que dès-lors il n'est guère possible de prévoir un excédant quelconque ;

Que, d'un autre côté, un certain nombre de livres, destinés à former le premier fonds de la bibliothèque, seront prochainement mis par M. le Préfet à la disposition du Conseil ;

Qu'en cet état, il convient d'ajourner à la prochaine session d'avril toute décision sur la demande dont s'agit ;

Qu'à cette époque, on sera mieux à même d'apprécier, s'il échet, d'adopter la demande telle qu'elle est formulée, ou bien de proposer l'allocation d'un crédit spécial ;

Par ces motifs, le 4e bureau, prenant en sérieuse considération le vœu proposé, est d'avis qu'il y a lieu d'en ajourner la solution à la plus prochaine réunion du Conseil général.

M. Legrand (de Valenciennes) dit qu'il ne s'oppose pas à la partie du rapport qui conclut au maintien du reliquat du crédit de 70,000 fr. à l'usage auquel il a été affecté ; mais il insiste sur l'urgence qu'il y aurait à allouer dès à présent un crédit de 3,000 fr. environ pour former la bibliothèque, afin de permettre aux membres du Conseil général d'avoir immédiatement sous la main les instruments de travail qui leur sont nécessaires. A côté de la collection des procès-verbaux du Conseil général et du Bulletin des lois, il est indispensable d'avoir les grandes collections de Dalloz et de Sirey. Des dépenses de cette nature ne peuvent pas être ajournées sans un grand inconvénient.

M. Laurent et M. Legrand (de Lecelles), sans méconnaître l'utilité de la bibliothèque, soutiennent les conclusions du rapport. La proposition de M. Legrand (de Valenciennes) est adoptée en principe ; mais par mesure de prudence financière, on ajourne à la session prochaine le vote du crédit.

M. Billet déclare qu'il a signé le vœu soumis aux délibérations du Conseil, mais qu'il n'hésite pas à se rallier aux conclusions du rapport.

— Ces conclusions, mises aux voix, sont adoptées.

Comparaison des dépenses d'établissement de chaussées en pavage ou en empierrement.

M. Henri Bernard donne lecture, au nom du 5e bureau, du rapport qui suit :

Pour satisfaire à un engagement pris devant le 5e bureau pendant le cours de la session de 1871, M. Raillard, ingénieur en chef du département, a exécuté sur les routes et chemins en empierrement dont il a la direction, un très-remarquable travail que M. le Préfet communique au Conseil général.

Les sections empierrées des routes départementales sont au nombre de vingt ; leur développement est de 163,144 mètres ; celles des chemins de grande communication, au nombre de soixante-et-une, comprennent 432,555 mètres : au total, 81 sections et 595,399 mètres qui ont été l'objet d'un examen attentif et de calculs destinés à établir comparativement quelle dépense exigerait chacune de ces sections pour être reconstruite, soit en pavage, soit en porphyre de Belgique concassé.

La dépense moyenne applicable à cet ensemble de chaussées s'élève à fr. 38.90 par mètre courant en pavage, et à fr. 21.01 en empierrement.

Mais les moyennes résultent d'éléments fort divers, puisque, pour les pavages, le maximum et le minimum sont de fr. 49 et fr. 25, l'un sur le chemin N° 50, de Fresnes à Curgies, l'autre sur la route N° 23, de Solesmes au Quesnoy; tandis que, pour les empierrements, l'on a les termes extrêmes de fr. 28.50 et fr. 11, l'un sur le chemin N° 20 de Solre à Trélon, l'autre sur la route N° 16 d'Estaires à La Bassée.

Et si l'on examine, pour chacune des sections qui viennent d'être citées, quelle est l'économie que présente la construction de l'empierrement sur celle du pavage, on trouve une différence de fr. 30.50, au maximum, par mètre courant, et de 70 cent. seulement au minimum.

Les prix de main-d'œuvre étant admis partout comme uniformes, les différences dépendent uniquement du coût des matériaux, c'est-à-dire des frais de transport de ces matériaux qui varient suivant l'éloignement des carrières et la nature des voies parcourues : chemins de fer, canaux ou routes ordinaires.

Ce travail est accompagné de considérations pratiques sur le mode de construction et le choix des matériaux auxquels il convient de s'arrêter suivant la nature du sous-sol et la circulation plus ou moins active dont une chaussée doit être l'objet. Il en ressort des règles fort claires, soumises néanmoins, comme toutes les règles, à certaines exceptions.

Le Conseil général ne peut que remercier M. l'Ingénieur en chef d'avoir, par cette précieuse étude, offert à chacun de ses membres les moins initiés, un moyen de se rendre compte des principales questions concernant les routes et chemins, c'est-à-dire, la part la plus considérable du domaine départemental.

Le rapporteur, au nom du 5e bureau, prie le Conseil de voter l'impression du rapport de M. Raillard, Ingénieur en chef, sur la comparaison des dépenses à faire pour l'établissement des chaussées en pavage ou en empierrement, et signale les renseignements utiles qui sont contenus dans les deux documents annexés à ce rapport, savoir : un tableau détaillé des prix de revient, et une carte du département annotée. Ces deux pièces resteront à la Préfecture, à la disposition des membres du Conseil général qui auraient à les consulter.

— Ces conclusions sont adoptées, l'impression est votée. (Voir l'annexe au présent procès-verbal).

M. Legrand (de Valenciennes), même bureau, présente le rapport ci-après :

Chemin de fer de Denain à Lourches. — Service de voyageurs.

Le Conseil général, dans sa session de 1871, a insisté pour que, suivant le vœu émis dans sa session de 1868, un service de voyageurs fût établi sur la ligne ferrée de Denain à Lourches.

Le service du contrôle auquel les observations de l'assemblée ont été signalées par M. le Préfet, vient de lui adresser un rapport complètement défavorable au vœu du Conseil.

MM. les Inspecteurs de l'exploitation commerciale font remarquer que le chemin de fer de Denain à Lourches a son point de départ dans l'intérieur des usines à fer de Denain; qu'il n'est relié avec les autres lignes ni du côté de Denain ni du côté de Lourches, en sorte qu'il forme une double impasse, et qu'une voie ferrée aussi incomplète que celle dont il s'agit est peu propre à faire un service de voyageurs. M. l'Inspecteur général du contrôle annonce qu'il ne voit dans les résultats de cette seconde instruction aucune indication de nature à modifier l'opinion qu'il avait émise précédemment à ce sujet, et en conclut que le transport des personnes de Denain à Lourches ne peut être plus convenablement établi que par un service d'omnibus.

Le 5e bureau a pensé que le Conseil général ne pouvait accepter une pareille décision.

En accordant à la Compagnie anonyme des hauts-fourneaux et des forges de Denain et d'Anzin la concession d'un chemin de fer partant des forges de Denain et aboutissant à la station de Lourches sur la ligne du Nord, le décret du 18 juin 1863 a, dans son article 2, réservé à l'Administration supérieure la faculté d'exiger ultérieurement l'établissement d'un service de voyageurs et de marchandises, dès que la nécessité en serait reconnue après enquête.

L'enquête a eu lieu du 3 au 11 avril 1870, et elle a démontré que l'installation d'un service de voyageurs était réclamée par les populations. Elle est complétée et corroborée par les délibérations de dix Conseils municipaux.

M. le Maire de Denain, dont on a essayé d'opposer l'opinion à celles des autres déposants, a autorisé le rapporteur à déclarer qu'il s'associait complètement aux vœux exprimés dans l'enquête.

Ce n'est pas suffisamment réfuter ces justes réclamations que de les qualifier d'affirmations sans preuves, ainsi que le fait le service du contrôle.

Il serait plus vrai de dire que la nécessité est aujourd'hui prouvée et que la condition posée par le décret de 1863 étant accomplie, il ne reste plus qu'à user du droit incontestable que ce décret a réservé à l'administration supérieure. Il est inadmissible que des protestations aussi importantes ne correspondent pas à des griefs sérieux.

Le service demandé abrége de 7 kilomètres les communications entre Denain, ville industrielle d'une population d'environ 15,000 âmes, et Bouchain, son chef-lieu. Ce point est reconnu par les ingénieurs eux-mêmes. Cambrai et les communes riveraines de la ligne sont également intéressées à cette mesure. Ce sont là des considérations majeures et d'intérêt général.

Les objections des ingénieurs du contrôle sont toutes, au contraire, tirées de l'intérêt particulier de la Compagnie des Forges. Ils opposent que la ligne est une double impasse et que pour faire cesser cet état de choses, il faudrait condamner la Compagnie à des dépenses nouvelles. Il se peut que la Compagnie des Forges, ayant construit son chemin de fer pour son utilité particulière, ait aujourd'hui à faire certaines rectifications et certains travaux pour le rendre propre à l'utilité publique. Mais il ne faut pas oublier que c'est au nom de l'utilité publique que la Compagnie a obtenu son décret de concession et qu'elle a été autorisée à faire ses expropriations. Or, l'utilité publique exige, comme compensation à ces deux droits nécessaires mais exorbitants du monopole et de l'expropriation, l'admissibilité complète de chacun à tous les avantages qui en résultent.

Du reste et de toute façon, ces dépenses devront un jour être faites, puisque la ligne d'Artres à Denain va emprunter ce chemin de fer pour raccorder la gare de Denain à la ligne du Nord, et va ainsi mettre fin à l'état d'impasse qui est signalé. La dépense étant inévitable, il vaut mieux que les populations en profitent sans retard.

Il semble que des instances nombreuses aient déjà été nécessaires pour obtenir de la Compagnie des Forges l'établissement d'un service de marchandises.

Il n'est pas moins indispensable qu'elle se hâte d'établir un service de voyageurs. La proposition de créer un service d'omnibus n'est pas suffisante. C'est dans leurs wagons et non dans des omnibus que les Compagnies de chemins de fer doivent transporter les voyageurs; car c'est précisément pour faire cesser les inconvénients des voitures que ces Compagnies sont établies.

La Compagnie des Forges ne devait pas solliciter la concession d'une ligne ferrée, si elle en

trouvait les conditions trop onéreuses, et si elle ne voulait pas remplir les obligations qui en résultent.

Le 5e bureau propose donc de renouveler plus énergiquement que jamais le vœu qu'un service de voyageurs soit établi le plus tôt possible sur le chemin de fer de Denain à Lourches, et d'appeler l'attention de M. le Ministre des Travaux publics sur la nécessité de donner satisfaction au vœu légitime des populations.

— Ces conclusions sont adoptées.

Au nom du même bureau, M. Maillier présente un rapport ainsi conçu :

I. Chemin de fer de Maubeuge par Avesnes et Etrœungt à la limite du département de l'Aisne.

Dans sa session d'avril 1872, le Conseil général a concédé à M. de Carpentier, la ligne d'intéret local de Maubeuge à Solre-le-Château, cette ligne devant desservir Sars-Poteries, centre principal du trafic de la contrée. Le groupe de Sars, par ses verreries, ses poteries, ses boisselleries, ses sables, offre à la ligne à construire un transport qu'on peut évaluer largement à 50,000 tonnes.

Quoi qu'il en soit, la Cie de Carpentier a fait justement remarquer que le passage par Sars, augmenterait de 4 kilomètres environ le parcours de Maubeuge à Solre, où la ligne se soude au réseau du Nord-Est, ce qui lui ferait perdre l'avantage des raccourcis par rapport à la ligue d'Anor à Maubeuge par Avesnes, et que dès lors son intérêt à ce point de vue était de marcher droit de Maubeuge vers Solre; mais que reconnaissant la nécessité, pour conserver à la ligne son principal caractère d'intérêt local, de toucher à Sars-Poteries, elle s'engagerait à diriger un embranchement de Solre vers ce point, jusqu'à la rencontre de la ligne dont il va être parlé. Le 5e bureau propose au Conseil général de sanctionner par un vote cette modification au projet primitif.

Dans la même session, la Cie du Nord Central et M. de Carpentier sollicitaient en concurrence la concession d'une ligne de Maubeuge à la limite du département de l'Aisne par Avesnes et Etrœungt, en même temps qu'ils étaient en instance dans ce dernier département pour l'obtention du prolongement de cette ligne. Le Conseil général a cru devoir ajourner sa décision à ce sujet, jusqu'à ce qu'une entente se soit établie entre les deux départements intéressés, et pour la préparer, une Commission avait été nommée par le Conseil général du Nord avec mission de lui faire rapport dans la présente session sur le résultat des négociations à ouvrir avec les délégués du département de l'Aisne, dont le préfet avait été itérativement averti de ces dispositions par son collègue du Nord. Quoiqu'il en soit de ces prévenances, le Conseil général de l'Aisne a cru devoir par des motifs que le bureau n'a pas à pénétrer, accorder à la Compagnie du Nord Central la concession du prolongement dont il s'agit, sans souci des embarras que cette brusque conclusion pouvait faire naître dans le Nord.

Telle était donc la situation au début de la présente session :

Le Nord Central concessionnaire dans l'Aisne du prolongement de la ligne non concédée dans le Nord, de Maubeuge à la limite des deux départements, M. de Carpentier concessionnaire dans le Nord de la ligne de Maubeuge à Solre, tous deux se présentant en concurrence pour demander la concession de Maubeuge par Avesnes et Etrœungt à la limite du département.

La Compagnie du Nord Central offrait entre Maubeuge et Avesnes l'avantage de la plus courte distance, mais son tracé avait l'inconvénient de s'éloigner de la région industrielle. et

de laisser Solre-le-Chateau, chef-lieu de canton, isolé d'Avesnes, chef-lieu de l'arrondissement, perdant ainsi tout caractère d'intérêt local.

Ces défectuosités n'étaient pas reprochables à M. de Carpentier dont le tracé parcourait la zône industrielle et mettait Solre-le-Chateau en communication directe avec Avesnes, mais au prix d'un allongement de parcours considérable entre cette dernière ville et Maubeuge. En cet état de choses, la concession eût été difficile à accorder. Les demandeurs l'ont bien compris, et renonçant à leurs prétentions concurrentes, ils viennent aujourd'hui solliciter la construction et l'exploitation, en compte à demi, de la ligne dont il s'agit, avec la condition que si elle emprunte une partie de celle de Maubeuge à Solre, cette partie deviendra également commune aux deux Sociétés. Sans fixer entre Maubeuge et Avesnes aucun point de passage obligatoire, il est à présumer que la ligne se grefferait sur celle de Maubeuge à Solre, vers Damousies, pour de là se diriger sur Avesnes, et par Etrœungt et le Nouvion sur Guise, où elle rencontrerait le chemin de fer de Lille à Valenciennes prolongé par le Cateau jusqu'à St-Erme. Ainsi combinée, la ligne de Maubeuge à Avesnes présenterait-elle les caractères d'intérêt local, et y aurait-il lieu de la concéder aux demandeurs devenus solidaires ? L'intérêt local de la ligne ne paraît pas discutable. En effet, elle présente entre Maubeuge et Avesnes un raccourci notable par rapport à celle d'Avesnes à Aulnoye ; elle relie Solre-le-Chateau au chef-lieu d'arrondissement; elle dessert complètement la contrée industrielle située à l'est de ce même arrondissement, enfin elle établit une communication directe avec le département de l'Aisne, où elle verse les charbons des bassins du Nord, du Pas-de-Calais et de la Belgique, pour rapporter en retour aux usines métallurgiques les minérais de la Haute-Marne. Aussi le 5e bureau n'hésite-t-il pas à proposer d'accueillir favorablement la demande en concession.

II. Ligne de Solre vers Beaumont.

Comme complément aux lignes dont il vient d'être parlé, la Société de Carpentier sollicite la concession d'un tronçon de chemin de fer de Solre vers Beaumont (Belgique), dans le but d'amener, par la plus courte distance, les charbons du bassin de Charleroi, vers l'arrondissement d'Avesnes et le département de l'Aisne. Cette demande mérite intérêt, mais il est à craindre que les quelques kilomètres dont il s'agit ne soient considérés comme d'intérêt général, et qu'à ce titre ils n'échappent à la compétence départementale.

Par ces motifs, le 5e bureau est d'avis qu'il y a lieu d'inviter M. le Préfet à concéder au nom du département :

1° A M. de Carpentier et à la Compagnie du Nord-Central la ligne de Maubeuge à la limite des départements du Nord et de l'Aisne, par Avesnes et Etrœungt, pour cette ligne être construite et exploitée solidairement de compte à demi ;

2° A M. de Carpentier, sous réserve de l'approbation du Gouvernement, la partie comprise sur le territoire français d'une ligne à établir entre Solre-le-Château et Beaumont (Belgique), et dans le cas où il serait jugé que l'octroi de la concession de cette ligne ne rentre pas dans les attributions du Conseil général, le 5e bureau propose d'exprimer le vœu que cette concession soit accordée par le gouvernement dans un bref délai ;

3° D'attribuer à chacun de ces chemins une subvention de un franc, à la condition qu'ils seront construits dans le délai de trois ans, à partir de la déclaration d'utilité publique.

Toutes autres clauses conformes au cahier des charges et à la Convention approuvée par le Conseil général pour les lignes qui ont été concédées à la Compagnie de Lille à Valenciennes.

— Ces conclusions sont adoptées.

M. Roussel-Defontaine, autre Rapporteur du même bureau, donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

Chemin de fer. — Vœux des conseils d'arrondissement

Les Conseils d'arrondissement de Lille, Douai et Valenciennes émettent des vœux pour que les travaux relatifs aux chemins de fer concédés dans le département du Nord, soient commencés le plus tôt possible.

Satisfaction sera donnée à ces vœux par la proposition qui sera faite d'appeler l'attention du gouvernement sur les lenteurs regrettables qui sont constatées dans l'accomplissement des formalités administratives.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes demande qu'une entente se fasse le plus prochainement possible entre la Compagnie concessionnaire du chemin de fer d'Anzin à la frontière et la Compagnie du Nord pour le raccordement de cette ligne avec la station de Valenciennes.

Le 5e bureau appuie ce vœu.

Le Conseil d'arrondissement de Douai sollicite l'augmentation du nombre d'ouvriers aux gares des chemins de fer afin d'éviter à l'avenir des retards considérables dans les chargements et déchargements, retards qui forcent les charretiers à manœuvrer eux-mêmes. Quelquefois leur inexpérience amène des accidents graves.

Le 5e bureau propose l'adoption de ce vœu, en exprimant le regret que le Conseil d'arrondissement de Douai n'ait pas précisé les stations où des négligences ont été signalées dans le service.

Le même Conseil d'arrondissement demande que des billets d'aller et retour pour Paris, valables pour quatre jours, soient délivrés aux grandes gares et notamment à celles de Douai et Somain.

Il manifeste le désir que le nombre de gares où l'on délivre des billets d'aller et retour pour la même journée se multiplie de plus en plus, afin de favoriser les voyages.

Le 5e bureau propose d'adopter ces vœux et de renouveler la demande que le Conseil a appuyée l'année dernière :

1° Que dans les bureaux de distribution des gares de Roubaix et de Tourcoing, l'administration du chemin de fer du Nord fasse distribuer des billets d'aller et retour pour toutes les destinations pour lesquelles ces billets sont délivrés à la gare de Lille ;

2° Que des billets d'aller et retour valables pour quatre jours à destination de Paris, soient de nouveau délivrés tant aux gares du Nord qu'à la gare de Paris.

Les Conseils d'arrondissement de Lille, de Cambrai et de Douai expriment le vœu que la rétrocession de la ligne du Nord-Est au Nord ne soit pas ratifiée. Un rapport spécial sera présenté sur cette question.

Le Conseil d'arrondissement de Lille recommande à l'attention du Conseil général la création d'une ligne ferrée réunissant les stations d'Orchies et de Carvin. Il émet un avis favorable à l'établissement d'une station à la Posterie, entre Orchies et Cysoing.

Un rapport sera présenté sur ces différents projets et permettra d'apprécier la suite qui doit être donnée à ces vœux.

Le même Conseil est d'avis que le tracé du chemin de fer de Menin à Somain par Roubaix soit modifié, et qu'une station soit établie à Hemponpont.

Le Conseil d'arrondissement de Douai demande sur la même ligne des stations à Nomain et à Beuvry, et un tracé entre Fenain et Erre, contrairement aux réclamations d'Hornaing qui sollicite le passage près de cette commune.

Le bureau fait remarquer que les commissions d'enquête viennent de se prononcer sur le tracé et sur l'emplacement des stations.

Il propose d'émettre un avis favorable à l'établissement de stations près l'Hemponpont et à Nomain et Beuvry, afin de donner satisfaction à de nombreux intérêts.

Le même Conseil émet le vœu que le pont fixe à établir sur la Scarpe par la Compagnie du Nord-Est soit disposé de façon à permettre un passage pour les piétons qui se rendent de Wandignies, Hornaing et Erre à la gare de Marchiennes.

Avant de se prononcer sur cette demande, il faudrait avoir l'avis des ingénieurs pour connaître si ce passage peut être établi sans inconvénients et sans danger. En attendant, le bureau croit devoir appeler l'attention de MM. les Ingénieurs du contrôle des chemins de fer sur la nécessité d'assurer les communications entre les communes de Wandignies, Hornaing et Erre avec la gare de Marchiennes.

Un autre vœu du même Conseil pour que toutes lignes de chemin de fer en projet dans le département du Nord soient reconnues d'utilité publique, ne paraît pas devoir être pris en considération. Il est impossible de se prononcer sur l'utilité d'un chemin de fer sans en connaître le tracé et sans pouvoir apprécier les intérêts qu'il doit desservir.

La ville de Douai demande qu'une horloge soit posée à l'extérieur de sa station ; ce vœu est appuyé par le Conseil d'arrondissement, nous le recommandons à la bienveillante attention de la Compagnie du Nord.

Le Conseil d'arrondissement de Lille demande que le tracé projeté du chemin de fer de Don à Laventie, Estaires, Merville, etc., soumis actuellement aux enquêtes, soit modifié.

Le 5^{e} bureau, avant de se prononcer sur ce vœu, croit convenable de proposer d'attendre que la Commission d'enquête, composée d'hommes connaissant tous les intérêts à desservir, ait donné son avis.

Le même Conseil émet un avis relatif au chemin de fer direct de Lille à Lyon, demandé en concession par la Société financière de Paris, dont le capital est de 30 millions. — Il fait observer que la demande est faite sans garantie d'intérêt, ni subvention, que cette ligne abrégerait le parcours actuel de Lyon à Lille, Roubaix, Tourcoing et Armentières de 77 kilom., et que ce chemin est de toute nécessité en présence de l'encombrement de la ligne de Lyon à Paris et des nouveaux transports que l'ouverture du passage par le Mont-Cenis va provoquer entre l'Italie, le nord de la France, l'Angleterre et la Belgique.

La garantie donnée par l'État aux chemins de fer du Nord et de Paris à Lyon, et les grands intérêts engagés dans ces lignes soulèvent des questions complexes qui ne peuvent être traitées convenablement que par le gouvernement.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande que les Compagnies de chemins de fer soient mises en demeure d'avoir un matériel et un personnel suffisant pour les transports et qu'elles soient tenues d'accomplir rigoureusement les conditions des cahiers des charges.

Le 5e bureau appuie ce vœu.

Le même Conseil émet un avis favorable à l'établissement d'une station le plus près possible de Loon, village dont la population est très-importante.

Le Conseil général a donné satisfaction à ce vœu l'année dernière, en maintenant les termes du rapport qu'il avait approuvé dans la session précédente.

Le même Conseil d'arrondissement demande un chemin de fer d'Hazebrouck à Furnes par Hondschoote.

Au cours de la session, un des membres du Conseil a annoncé au bureau que depuis le mois de mai dernier une demande de concession avait été transmise au gouvernement pour l'établissement d'un chemin de fer international de Poperinghe par Rousbrugghe, Hondschoote et Bergues vers le port de Dunkerque.

En présence de ce projet, le 5e bureau propose au Conseil général d'ajourner son avis sur le vœu qui vient d'être énoncé.

M. Bottin rappelle que le Conseil d'arrondissement de Douai, une Commission d'enquête réunie à la Sous-Préfecture et enfin le Conseil général ont émis un vœu qui concluait à la modification du tracé du chemin que le Nord-Est doit construire de Somain à Roubaix et Tourcoing, de façon à ce que la ligne au lieu de passer entre Fenain et Somain, se dirige entre Fenain et Erre. Il pense que l'assemblée voudra bien renouveler ce vœu.

M. le Président répond que des pièces relatives à cette affaire ont été renvoyées au 5e bureau au commencement de la séance.

M. Maillet dit que le 5e bureau a bien pu proposer d'émettre le vœu que sollicite M. Bottin, alors qu'aucune contradiction ne s'était produite; mais qu'aujourd'hui, en présence d'intérêts en conflit, de documents nouveaux produits de part et d'autre, il est nécessaire que le 5e bureau se livre à une nouvelle étude de la question.

M. Legrand (de Valenciennes) pense que le Conseil général ne peut pas se déjuger, car il a émis le vœu.

M. Maillet répond que le bureau n'a pas à se prononcer en ce moment sur la question.

M. le Président dit que le 5e bureau examinera ce qu'il y a lieu de proposer à cet égard et fera connaître ultérieurement ses résolutions.

— Les conclusions du rapport n'étant pas contredites sont déclarées adoptées.

L'ordre du jour étant épuisé, le Conseil fixe à demain, à deux heures, sa prochaine réunion publique.

La séance est levée à six heures.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Le Président,
P. DANEL.

ANNEXE A LA SÉANCE DU 26 AOUT.

Comparaison des dépenses à faire, par mètre courant, pour la construction d'une chaussée pavée et d'une chaussée empierrée en porphyre concassé de Belgique.

Rapport de l'Ingénieur en chef.

Par suite de l'extension de la culture de la betterave dans le canton de La Bassée, la chaussée empierrée du chemin de grande communication N° 58, formée de gravier des Fontinettes, n'offre plus, entre Herlies et Fromelles, la résistance nécessaire pour supporter la circulation qu'elle subit.

Afin d'éviter que la fréquentation ne finît par se trouver compromise, l'Ingénieur en chef, soussigné, avait proposé, en 1871, de substituer à l'empierrement de cette section une chaussée pavée de 3^m 50 de largeur, épaulée par deux zônes empierrées de 0^m 75.

Mais le Conseil général, frappé du chiffre élevé de la dépense à laquelle ce convertissement était évalué, pensa qu'il conviendrait d'essayer s'il ne suffirait pas, au lieu d'un pavage, de remplacer la chaussée en gravier par une chaussée également empierrée, mais composée de porphyre concassé de Lessines, jugeant que, si ce système, plus économique que le pavage, répondait aux besoins constatés, il pourrait recevoir sur les autres routes et chemins du département, une certaine extension qui concilierait, dans une juste mesure, les nécessités du roulage avec celles des finances départementales et communales.

Au cours de l'étude de cette affaire dans le sein du 5e bureau, l'Ingénieur en chef fut appelé à faire connaître quel serait le prix du mètre courant d'une chaussée ainsi construite, comparativement à celui du pavage, sur les diverses sections empierrées des routes départementales et des chemins de grande communication du Nord.

L'Ingénieur en chef dut déclarer qu'il lui était impossible de répondre immédiatement à cette question qui exigeait la composition de 162 prix différents. Mais il prit l'engagement de s'entourer de tous les renseignements nécessaires et de préparer, pour la session de 1872, un travail qui répondrait complètement aux désirs du 5e bureau du Conseil général.

Les deux documents ci-joints, qui consistent dans un tableau comparatif et une carte, constituent ce travail.

L'on a admis pour l'établissement de ces documents : 1° que la chaussée pavée aurait une largeur de 3^m 50 et qu'elle serait bordée de deux zônes empierrées de 0^m 75 de largeur chacune ; 2 °que la chaussée empierrée aurait une largeur de 5^m et une épaisseur moyenne de 0^m 20 en une seule couche de pierres cassées uniformément, de manière à passer en tous sens dans un anneau de 0^m 06 de diamètre intérieur. C'est sur ces bases que l'on a calculé, d'après les prix des matériaux aux carrières, d'après ceux des transports par la voie la plus économique eu égard à la situation des sections empierrées, et enfin d'après ceux de la main-d'œuvre de construction, les prix par mètre courant d'un pavage et d'un empierrement, composé comme il vient d'être dit, pour chacune des 81 sections empierrées qui existent sur les routes départementales et sur les chemins de grande communication du Nord.

Ces prix, avec leurs éléments, ont été inscrits sur le tableau comparatif en regard de la désignation de chacune des sections auxquelles ils se rapportent, et l'on y a ajouté la longueur de chaque section, ainsi que la dépense à faire pour appliquer l'un ou l'autre travail à toute la section.

De plus, afin de mettre ces résultats plus en évidence encore, l'on a pris une carte routière du département sur laquelle on a indiqué, par des couleurs variées, les voies de communication des trois classes principales, et par des largeurs différentes, dans chaque classe, les sections pavées et les sections empierrées, en inscrivant à côté de ces dernières, deux nombres, l'un en rouge désignant le prix du mètre courant de pavage, l'autre en bleu indiquant celui de l'empierrement en matériaux porphyriques.

Ces documents se résument de la manière suivante :

Les sections empierrées des routes départementales et des chemins de grande communication du Nord sont au nombre de 81, dont 20 sur les routes et 61 sur les chemins, et elles embrassent une étendue totale de $595,399^m$, dont $163,144^m$ sur les routes et $432,555^m$ sur les chemins.

Les prix de chaque nature de travail varient, on le conçoit, dans des limites fort écartées, suivant la distance des lieux d'emploi des matériaux aux carrières qui les produisent, et suivant la nature des voies de transport à emprunter, les transports par eau étant de beaucoup les plus économiques et les transports sur essieux les plus chers.

En moyenne et pour l'ensemble du département, le mètre courant de pavage reviendrait à 38 fr. 90 et celui de l'empierrement en matériaux porphyriques à 21 fr. 01; de sorte que pour revêtir d'un pavage toutes les sections empierrées des routes départementales et des chemins de grande communication du département, l'on aurait à faire une dépense de 23,162,142 fr. 45 c., et, pour y construire une chaussée d'empierrement en porphyre de Lessines il faudrait dépenser une somme de 12,511,411 fr. 35 c.

Mais ces gros chiffres ne sont donnés qu'à titre de simple curiosité, car il est évident que l'on n'exécutera jamais, que d'une manière toute exceptionnelle, les travaux auxquels ils se rapportent dans les arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, où la circulation est exclusivement agricole et de peu d'importance, et où un simple entretien en matériaux porphyriques, sans dépasser les crédits ordinaires, suffira pour donner, aux routes et chemins, des chaussées résistantes et unies en toutes saisons, ainsi que dans la partie sud de l'arrondissement d'Avesnes, où, sauf en quelques points, la fréquentation est médiocre et où les matériaux d'empierrement sont de fort bonne qualité.

Du reste, si l'on groupe par service d'Ingénieur les nombres inscrits au tableau comparatif, l'on obtient les résultats ci-après :

	DUNKERQUE HAZEBROUCK.	HAZEBROUCK LILLE.	VALENCIENNES.	CAMBRAI.	AVESNES.	Tout le DEPARTEMENT (*)
ROUTES DEPARTEMENTALES.						
Longueurs des sections empierrées.	m 34,034	m 13,536	m 25,074	m 2,047	m 91,459	m 163,144
Prix du mètre courant :						
Pavage.....	fr. c. 39 35	fr. c. 35 38	fr. c. 25 72	fr. c. 35 50	fr. c. 40 11	fr. c. 37 30
Empierrement.....	21 63	12 98	25 64	16 50	22 79	22 12
DÉPENSES TOTALES :						
Pavage.....	fr. c. 1,220,992 »	fr. c. 478,890 »	fr. c. 644,883 40	fr. c. 72,668 50	fr. c. 3,668,541 40	fr. c. 6,095,975 30
Empierrement.....	671,340 80	175.684 50	642,957 40	33,775 50	2,084,724 »	3,608,482 20
CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION.						
Longueurs des sections empierrées.	m 127,143	m 106,094	m 9,939	m 32,793	m 156,286	m 432,255
Prix du mètre courant :						
Pavage.....	fr. c. 38 92	fr. c. 37 90	fr. c. 46 38	fr. c. 36 48	fr. c. 41 27	fr. c. 39 50
Empierrement.....	21 50	15 37	20 27	20 15	23 53	20 60
DÉPENSES TOTALES :						
Pavage.....	fr. c. 4,948,092 35	fr. c. 4,020.982 60	fr. c. 461,013 »	fr. c. 1,196,426 10	fr. c. 6,649.653 10	fr. c. 17,076,167 15
Empierrement.....	2,733,157 70	1,630,552 55	201,459 50	660,694 »	3,677,065 40	8,902,929 15
ROUTES ET CHEMINS.						
Longueurs des sections empierrées.	m 158,174	m 119,630	m 35,010	m 34,840	m 247,745	m 595,399
Prix du mètre courant :						
Pavage.....	fr. c. 39 »	fr. c. 37 61	fr. c. 31 57	fr. c. 36 42	fr. c. 40 84	fr. c. 38 90
Empierrement.....	21 52	15 09	24 11	19 93	23 25	21 01
DÉPENSES TOTALES :						
Pavage.....	fr. .. 6,169,084 25	fr. c. 4,499,872 60	fr. c. 1,105,896 40	fr. c. 1,269,094 60	fr. c. 10,118,194 50	fr. c. 23,162,142 45
Empierrement.....	3,404,498 50	1,806,237 65	844,416 90	694,469 50	5,761,789 40	12,511,411 35

Ainsi, en ce qui concerne le pavage, c'est dans l'arrondissement d'Avesnes que l'on trouve le prix maximum à cause des longs trajets sur essieux qu'auraient généralement à faire les pavés, et c'est dans le service de Valenciennes, où les carrières de grès sont relativement abondantes, que l'on rencontre le prix le plus faible.

Pour l'empierrement, les prix maxima sont ceux des services de Valenciennes et d'Avesnes à cause des transports sur essieux, et le prix minimum est celui du service d'Hazebrouck-Lille où les transports par eau et par wagons peuvent se faire, sur une multitude de points, presque jusqu'à pied-d'œuvre.

(*) Il n'existe pas de chaussée empierrée dans le service de l'Ingénieur ordinaire de Douai.

Les prix moyens pour le pavage, comme pour l'empierrement, sont ceux du service de Dunkerque-Hazebrouck.

Cela posé et sous toutes réserves des résultats de l'expérience en ce moment en cours d'exécution sur le chemin N° 58 par les ordres du Conseil général, l'Ingénieur en chef pense qu'il n'est pas inutile de terminer le présent rapport par quelques considérations sur la construction et l'entretien des routes du Nord, considérations basées sur l'étude attentive à laquelle il s'est livré sur les lieux dans les nombreuses tournées qu'il a faites depuis qu'il a été appelé à la mission difficile et complexe de diriger le service ordinaire du département.

Les deux éléments principaux qui doivent guider un Ingénieur dans le choix des matériaux à employer pour la construction et l'entretien d'une chaussée, indépendamment de la question de dépense qui a été traitée précédemment, sont *l'importance de la circulation* que la chaussée dont il s'agit est destinée à desservir et *la nature du sous-sol* sur lequel cette chaussée doit être assise ; et ces deux éléments sont à considérer avant tout dans le département du Nord, où l'humidité du climat et la planité générale du sol opposent de graves obstacles à l'écoulement des eaux, où l'on rencontre de vastes régions composées d'un sous-sol glaiseux de la pire espèce, et où, enfin, l'absence de fortes déclivités sur les routes permet à l'agriculture et à l'industrie d'y faire circuler des chargements d'un poids écrasant.

Sur les routes départementales du Nord, la fréquentation varie de 98 à 1,598 colliers par jour, et est en moyenne de 556 colliers pour l'ensemble du réseau. Sur les chemins de grande communication, elle varie de 34 à 954 colliers, et est en moyenne de 313 colliers. Pour l'examen de la question dont il s'agit, on peut la partager en quatre divisions, en appelant :

Faible, la circulation inférieure à 200 colliers par jour ;
Moyenne, celle de 200 à 500 colliers ;
Forte, celle de 500 à 800 colliers ;
Très-forte, celle qui atteint et dépasse 800 colliers.

La nature du sous-sol sur lequel nos routes et nos chemins sont assis est également très variée, mais elle peut également, au point de vue de la construction et de l'entretien des chaussées, se rapporter à quatre types généraux, savoir :

Les sous-sols *rocheux* (calcaires ou schistes) ;
— *sableux* (les waëteringues, les grès) ;
— *argilo-sableux* ;
— *glaiseux*.

Enfin les matériaux employés aujourd'hui pour la construction et l'entretien des chaussées empierrées du Nord peuvent aussi se classer en quatre groupes qui, rangés dans l'ordre croissant de leur dureté, sont :

Les graviers des Fontinettes, d'Arques, Blandecques, etc.;
Les silex-pyromaques des terrains crayeux ;
Les calcaires d'Antoingt, Blaton, Autreppe, etc. (Belgique), de Marbaix, Ferrière, Glageon (France), et les *pierres schisteuses* de Fourmies, Villers-Sire-Nicolle, Wignehies, etc.;
Les porphyres de Lessines (Belgique) concassés à la machine.

L'emploi des trois derniers groupes peut être continué quand la nature du sous-sol, l'importance de

la circulation et le rapprochement des carrières le permet ; mais les graviers doivent être à l'avenir rigoureusement éliminés du service du Nord. Ces matériaux, qui proviennent du Pas-de-Calais, sont presque partout d'un prix élevé ; leur dureté est médiocre et ils se trouvent toujours associés à une glaise compacte dont l'on ne peut pas les débarrasser, et qui introduit dans les chaussées un excès de détritus qui les rend d'une extrême mollesse pendant les temps humides.

Pour les pavages, l'on emploie les grès du pays ou du Pas-de-Calais et les porphyres de Quesnast ou Lessines (Belgique). Les grès constituent des matériaux excellents, mais ils deviennent rares et on les réserve pour les traverses de villes et villages. Les porphyres sont meilleurs encore, mais leur extrême dureté les rend glissants, et, pour ce motif, on ne les applique, autant que possible, qu'aux chaussées situées en rase campagne.

Ces prémisses admises, si l'on associe deux à deux chacune des quatre classes de fréquentation indiquées précédemment avec chacun des quatre groupes de sous-sols mentionnés plus haut, l'on obtient seize combinaisons qui représentent assez bien les conditions générales dans lesquelles se trouvent les routes et les chemins du Nord. Ces combinaisons, ainsi que les diverses natures de chaussées qu'elles réclament, d'après l'expérience acquise dans le service ordinaire, pour concilier le mieux possible les intérêts financiers du département et des communes avec les besoins du roulage, sont données par le tableau ci-après :

IMPORTANCE DE LA CIRCULATION.	NATURE DU SOUS-SOL.	ESPÈCE DE CHAUSSÉE A ADOPTER.
Très-forte (800 colliers et au-dessus),	Glaiseux.	Pavage.
Idem.	Argilo-sableux.	Idem.
Idem.	Sableux.	Idem.
Idem.	Rocheux.	Idem.
Forte (de 500 à 800 colliers).	Glaiseux.	Idem.
Idem.	Argilo-sableux.	Idem.
Idem.	Sableux.	Idem.
Idem.	Rocheux.	Empierrement en porphyre concassé.
Moyenne (de 200 à 500 colliers).	Glaiseux.	Idem.
Idem.	Argilo-sableux.	Idem.
Idem.	Sableux.	Idem.
Idem.	Rocheux.	Empierrement en calcaire ou schiste.
Faible (moins de 200 colliers).	Glaiseux.	Empierrement en porphyre concassé.
Idem.	Argilo-sableux.	Empierrement en calcaire ou schiste.
Idem.	Sableux.	Idem.
Idem.	Rocheux.	Empierrement en silex pyromaque.

Il résulte de là :

1° Qu'il faut *une chaussée pavée* sur les routes subissant une circulation de plus de 800 colliers quelle que soit la nature du sous-sol, et sur celles qui reçoivent une circulation de 500 à 800 colliers sur un sous-sol glaiseux, argilo-sableux et sableux ;

2° Qu'il faut *une chaussée empierrée, en porphyre concassé,* sur les routes exposées à une circulation de 500 à 800 colliers sur un sous-sol rocheux, de 200 à 500 colliers sur un sous-sol sableux, argilo-sableux ou glaiseux et au-dessous de 200 colliers sur un sous-sol glaiseux ;

3° Que l'on peut revêtir *d'une chaussée empierrée en calcaire ou en schiste,* les routes dont la circulation est de 200 à 500 colliers sur un sous-sol rocheux et celle dont la circulation est inférieure à 200 colliers sur un sous-sol argilo-sableux ou sableux,

4° Qu'enfin l'on doit réserver les chaussées *empierrées en silex pyromaque* aux routes dont la circulation est inférieure à 200 colliers et qui sont établies sur un sous-sol rocheux.

Telles sont les bases qui, d'après l'Ingénieur en chef soussigné, doivent présider au choix des matériaux à employer pour la construction des chaussées neuves dans le Nord, ainsi que pour la transformation et l'entretien des chaussées existantes.

Toutefois ces conditions générales peuvent et même doivent être modifiées, dans certains cas, par les circonstances locales, dont les principales sont :

Le défaut de largeur des chaussées, car il est évident qu'une chaussée de 3m. en but à une circulation de 300 colliers, par exemple, est aussi fatiguée qu'une chaussée de 5m. subsissant une circulation de 600 colliers ;

La difficulté d'asséchement de la route, provenant, soit des haies et massifs d'arbres qui la bordent, soit du défaut de pente longitudinale de la voie, soit de la hauteur de la nappe d'eau sous-jacente, soit de la situation de la route elle-même dans une tranchée humide ; et il n'est pas besoin de faire ressortir ici la nécessité d'assécher promptement les chaussées et particulièrement les chaussées d'empierrement ;

La nature de la circulation, car l'on sait que dans les régions industrielles et plates du département les chargements sont excessifs, de telle sorte que dans l'arrondissement de Lille, par exemple, le poids correspondant à 250 colliers, représente à peu près le chargement de 420 colliers dans l'arrondissement d'Avesnes, où les fortes pentes des routes limitent forcément les chargements des voitures.

Enfin l'on doit faire une exception absolue aux règles qui précèdent pour toutes les sections de routes et chemins qui desservent une usine (sucrerie et distillerie) où l'on manipule la betterave. Sur ces sections de routes la masse des transports, et des plus écrasants, charbons, betteraves, et produits fabriqués, se fait à la fin de l'automne et au commencement de l'hiver, c'est-à-dire dans les moments où les empierrements sont détrempés par les pluies et amollis jusqu'au sous-sol. De plus, les roues des voitures qui transportent les betteraves, soit directement des champs, soit des silos établis dans la campagne, apportent sur les chaussées des amas de terre forte qui les dénaturent en s'y incrustant, et souvent les arrachent par plaques plus ou moins épaisses et plus ou moins larges. Des

chaussées empierrées bien construites en matériaux très-durs pourront très-probablement résister à la première de ces deux causes de dégradations, mais l'Ingénieur en chef doute qu'il en soit de même de la seconde, et il pense que partout où vient s'établir une fabrique de sucre ou une distillerie d'alcool de betteraves, il est prudent de revêtir d'un pavage toutes les voies de communication desservant l'usine, à moins qu'il ne se construise en même temps une canalisation pour l'apport des jus.

Au surplus l'expérience qui se fait actuellement sur le chemin N° 58 entre Herlies et Fromelles, jettera sur ce point important, une lumière complète.

Lille, le 19 août 1872.

L'Ingénieur en chef du département du Nord,

EM. RAILLARD.

Séance du 27 août.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Président : M. Daniel.

Secrétaire : M. Desrousseaux.

Sont présents : MM. Guillemin, Mailliet, Émond, Levent, Marie-Soufflet, Boulangé, Baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Clavon, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Maurice, Fiévet, Bottin, des Rotours, Joos, de Cousse-maker, Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquénne, Beck, J. Brame, Chombart, C. Descat, Général Faidherbe, J. Dutilleul, Morisson, Testelin, Henri Bernard, Desmoutiers, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straeten-Descat, Roussel-Defontaine, J. Leurent, Émile Carlier, Renard, Émile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Édouard Hamoir, de Marsilly, L. Legrand (de Valenciennes).

Absents : MM. le Comte d'Hespel, Dansette et Plichon.

M. le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par M. Desrousseaux, est adopté.

Excuses. M. le Président fait connaître que MM. Dansette et Plichon se sont excusés, pour cause d'indisposition, de ne pouvoir assister à la séance.

Nouvelle Préfecture, achèvement.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que le vote des conclusions du rapport du 2e bureau sur les dépenses de l'achèvement et du mobilier de la Préfecture, a été ajourné dans la séance de samedi dernier jusqu'après l'impression du rapport. Cette condition ayant été remplie, M. le Président met ce rapport en délibération.

Les conclusions, dit-il, tendent à des allocations de fonds; le bureau faisait connaître qu'il avait retranché 28,750 fr. sur le devis des bâtiments; il proposait une somme de 215,000 fr. pour l'ameublement, et enfin ajournait à l'année prochaine la construction de la serre.

— Personne ne demandant la parole, les conclusions du rapport sont déclarées adoptées.

Fonds d'abonnement, Vœu.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître qu'une proposition vient d'être déposée. Elle est ainsi conçue:

« J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de renvoyer au 1er bureau, l'étude de la question soulevée à l'occasion des fonds d'abonnement à l'effet de reconnaître si le principe de la division en matériel et personnel présente toutes les garanties nécessaires et s'il ne s'est pas glissé, ainsi qu'il a été allégué, des abus dans la distribution des fonds aux employés du département. »

Signé : JULES BRAME.

M. TRYSTRAM déclare qu'il n'a pas dit qu'il s'était glissé des abus dans la répartition des fonds d'abonnement aux employés. Il a seulement exprimé la pensée que la loi sur les fonds d'abonnement devait être modifiée. Il n'a pas parlé du département en particulier, il n'a pas allégué le moins du monde que les fonds d'abonnement y aient été mal répartis, il s'est occupé uniquement et d'une manière générale de la loi sur les fonds d'abonnement. Il demande donc au signataire du vœu d'en rectifier les termes dans le sens qu'il indique.

M. J. BRAME maintient dans son entier les termes de la proposition qu'il a déposée. Le procès-verbal *in extenso* qui n'a pas encore été distribué, donnera la preuve, dit-il, que M. Trystam a déclaré qu'il y avait des abus, mais dès maintenant le compte-rendu sommaire suffit pour établir que telle a été sa pensée.

L'honorable membre donne lecture d'extraits du compte-rendu sommaire qui montrent bien, dit-il, que M. Trystam a allégué qu'il y avait eu des abus.

M. TRYSTRAM répète qu'il n'a pas parlé d'abus qui auraient eu lieu dans le département.

M. J. BRAME dit que sa proposition n'est pas non plus uniquement relative au département, mais qu'elle comprend une question du principe qui est générale et une question de fait. Il s'agit de savoir d'abord si les fonds d'abonnement ont ou n'ont pas leur raison d'être, s'ils sont un moyen indirect, comme l'a dit M. Trystram, d'augmenter les appointements des sous-préfets. Le Conseil général voudra s'éclairer sur une question aussi grave et en faire l'objet d'une étude complète.

M. LE PRÉSIDENT prie M. Jules Brame de ne pas développer en ce moment sa proposition.

M. TRYSTRAM insiste pour que l'inexactitude des termes de la proposition en ce qui le concerne soit rectifiée.

M. LE PRÉSIDENT répond que chacun formule ses propositions comme il l'entend, que d'ailleurs le nom de M. Trystram ne figure pas dans la proposition.

M. TRYSTRAM croit qu'il est assez clairement désigné pour que tout le monde le reconnaisse. Il

répète qu'il suffit de relire le compte-rendu sommaire pour se convaincre qu'il n'a pas entendu le moins du monde attaquer la manière dont M. le Préfet du département du Nord se servait des fonds d'abonnement. Il a dit qu'en principe il était mauvais qu'un fonctionnaire eût à sa disposition des fonds dont il ne doit dépenser obligatoirement qu'une partie, alors que le complément de cette somme est exagéré eu égard aux dépenses qu'il doit couvrir.

M. LE PRÉSIDENT invite le préopinant à réserver ses développements pour le moment où viendra la discussion de la proposition. Il ne s'agit encore que d'un renvoi au bureau.

M. TRYSTRAM tient à ce qu'il soit bien établi qu'il n'a pas allégué que les sous-préfets du département aient malversé.

M. LE PRÉFET demande que la proposition faite par M. Jules Brame soit renvoyée au bureau et il annonce qu'il est aux ordres soit du bureau, soit du Conseil général pour donner tous les renseignements qui seront jugés nécessaires.

— La proposition est renvoyée au 1er bureau.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture du vœu suivant qui vient d'être déposé :

Élévation des eaux dans la Basse-Deûle. — Vœu

« Le Conseiller général soussigné, organe des légitimes réclamations des habitants de la ville et du canton de Quesnoy-sur-Deûle, prie le Conseil général de formuler un vœu énergique pour obtenir une élévation des eaux dans la rivière de la Basse-Deûle, le niveau actuel, beaucoup trop bas suivant les règlements, compromettant la salubrité publique et les intérêts des nombreuses industries qui bordent cette rivière.

» Signé : DESROUSSEAUX. »

« Le Conseiller général soussigné se joint au vœu, pour ce qui concerne les communes de Saint-André, Marquette et Wambrechies.

» Signé : H. BERNARD. »

— Renvoi au 4e bureau.

M. LE PRÉSIDENT donne successivement la parole aux rapporteurs des différents bureaux dont les rapports sont prêts.

Au nom du 3e bureau, M. ÉMOND présente les quatre rapports qui suivent :

Malades indigents. — Secours.

Depuis cinq années, une somme de 1,000 fr. est inscrite au budget départemental à titre de secours aux malades indigents.

M. le Préfet fait connaître que l'emploi de cette somme, pour l'exercice 1871, a été effectué en secours donnés aux personnes privées de toutes ressources qui, nouvellement installées dans une localité, ne remplissaient pas les conditions nécessaires pour y être secourues et qu'il en a été aussi disposé en faveur des militaires qui, rentrés dans leurs foyers après la guerre, se trouvaient dans un état de maladie qui ne leur permettait pas de reprendre leurs travaux.

Cette allocation de 1,000 fr., lui paraissant indispensable, le 3e bureau en propose le maintien au budget de 1873.

— Crédit voté.

Secours en cas extrême misère.

Le Conseil général a élevé l'an dernier, à 4,000 fr., le crédit qu'il accorde chaque année, pour secours en cas d'extrême misère.

La somme allouée a été complètement épuisée; les besoins ne sont ni moins pressants cette année, ni les demandes moins fréquentes, et le 3e bureau propose de maintenir, pour 1873, le même chiffre de 4,000 fr., pour le crédit des secours en cas d'extrême misère.

— Crédit voté.

Ecole spéciale d'architecture à Paris.

M. le Préfet communique au Conseil une lettre de M. le Directeur de l'École spéciale d'Architecture, à Paris, relative à la fondation de deux bourses dans ce établissement.

Cette circulaire, qui contient deux programmes, renferme l'offre de mettre à la disposition de tout département qui entretiendra une bourse à l'Ecole, une seconde bourse une fois donnée.

Le prix de la pension qui est évalué pour la durée de trois années d'étude, à 2,550 fr., se trouverait donc réduit à 1,275 fr. pour chacun des deux élèves.

Le 3e bureau pense, qu'en raison des subsides départementaux qui se trouvent déjà affectés pour les mêmes causes, il n'y a pas lieu d'accueillir favorablement cette demande.

— Approuvé.

Bibliothèques administratives

M. le Préfet propose, pour l'année 1873 comme pour les années précédentes, l'allocation d'un crédit de 600 fr. applicable aux bibliothèques administratives, tant pour maintenir les collections au courant, que pour le paiement de la reliure des livres en service dans les bureaux.

La justification de l'emploi de la même somme, pour l'année 1871, a été produite.

Le 3e bureau propose l'allocation de la somme demandée.

— Le crédit est voté.

M. Desrousseaux (3e bureau), donne lecture du rapport ci-après :

Maison de refuge du Bon-Pasteur.

M. le Préfet communique au Conseil général le tableau annuellement produit par Madame la Supérieure de la maison de refuge du Bon Pasteur, sur l'état moral des jeunes filles qui ont été reçues dans son établissement, au moyen des bourses payées sur les fonds du département.

Il constate que de bons résultats sont obtenus au Bon-Pasteur au point de vue de la moralisation des jeunes filles boursières.

La situation est toujours satisfaisante, et M. le Préfet propose d'inscrire au budget de 1873, un crédit de 9,000 francs nécessaire à la continuation de l'entretien des bourses dans cet établissement.

Un vœu du Conseil d'arrondissement de Lille est joint au dossier :

« Le Conseil d'arrondissement sans avoir à se préoccuper de l'administration intérieure de l'établissement du Bon-Pasteur, renouvelle le vœu que, dorénavant, il ne soit plus accordé de bourse pour cette maison, sans pouvoir contrôler comment ces fonds sont employés et de quelle manière l'éducation est donnée aux 45 boursières départementales. »

Le 3me bureau, en proposant l'allocation du crédit annuel de 9,000 francs pour l'entretien des 45 bourses dans la maison du Bon-Pasteur, ne veut imposer aucune condition à sa libéralité. Mais quelque confiance qu'il ait dans les soins et les efforts que les Dames du Bon-Pas-

teur apportent dans l'accomplissement de la charitable mission qu'elles entreprennent, quelque confiance qu'il ait également dans la surveillance administrative et judiciaire qui est exercée, il manifeste le vœu que, sans nuire aux prérogatives de M. le Préfet et de M. le Procureur de la République, deux membres du Conseil général soient délégués pour examiner, non pas l'emploi des fonds, comme le demande le Conseil d'arrondissement, mais simplement le mode d'éducation qui est donné aux boursières départementales.

— Le crédit est voté.

M. LE PRÉSIDENT met ensuite aux voix le second chef des conclusions tendant à la désignation de deux membres du Conseil général qui, sans s'immiscer dans les prérogatives soit du Préfet, soit du Procureur de la République, seraient chargés de vérifier le mode d'éducation donné aux enfants.

— Ces conclusions sont adoptées.

M. LE PRÉSIDENT dit que la nomination des deux membres du Conseil pourrait avoir lieu à l'entrée de la prochaine séance.

M. MAILLIET pense qu'il faut charger la Commission départementale de ce soin.

M. LE PRÉSIDENT dit que ce serait une modification aux propositions du rapport.

M. MAILLIET répond que sa pensée n'est pas de confier la surveillance dont il est question à la Commission départementale, mais de la charger de désigner les deux membres du Conseil général à qui sera confiée cette mission en ayant soin de les choisir dans l'arrondissement de Lille pour qu'ils soient sur place et que leur surveillance soit active et efficace.

M. LEGRAND (de Lecelles) ajoute qu'elle pourra les prendre dans son sein ou en dehors.

LE RAPPORTEUR déclare que le bureau se rallie à la proposition de M. Mailliet.

M. DESROUSSEAUX donne lecture d'un second rapport ainsi conçu :

Maison du Bon-Pasteur — Bourse départementale.

Une bourse départementale se trouve vacante dans la maison du Bon-Pasteur, depuis le 7 juillet dernier.

Diverses demandes, au nombre de sept, pour l'obtention de cette bourse, ont été soumises à la Commission départementale ; mais, en présence des termes de la délégation qui lui a été attribuée par le Conseil général le 4 avril dernier, et en raison de l'époque rapprochée de la session, elle n'a pas cru devoir statuer.

Le 3e bureau, après avoir examiné attentivement tous les renseignements fournis sur les aspirantes à la bourse vacante, et sur leurs familles, propose de l'allouer à la nommée Novarre, Marie, de la commune de Cartignies (arrondissement d'Avesnes).

Le Conseil appréciera la réserve que le 3e bureau désire observer en ne mettant pas au jour les divers motifs qui ont déterminé son choix.

— Le Conseil approuve le choix proposé.

Doulieu — Demande de subside.

Au nom du même bureau, M. TELLIEZ donne lecture du rapport qui suit :

Le 16 août dernier, l'Adjoint spécial de Doulieu pense à faire remarquer au Conseil muni-

cipal d'Estaires, que la session du Conseil gégéral va s'ouvrir le 19, et que l'on pourrait solliciter auprès de cette assemblée, un subside utile, soit pour la pompe à incendie de Doulieu, soit pour l'école, soit pour le cimetière de ce hameau.

Le Conseil municipal veut bien consentir à ce que suite soit donnée à cette demande, et puis il invite le Maire à y joindre le devis des réparations à la tour d'Estaires, afin de solliciter également, pour cet édifice, un secours du département.

Aucune pièce n'est jointe au dossier; M. le Préfet, en l'absence des pièces justificatives, n'a pas fait de proposition.

Le 3e bureau ne propose aucune allocation.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'en présence de ce rapport il n'y a acune conclusion à mettre aux voix.

M. MAILLIET prend la parole pour prier l'assemblée d'interrompre un instant, son ordre du jour.

Chemins de fer, proposition.

Certaines personnes, dit-il, paraissent craindre, à tort, sans doute, qu'il n'entre dans les vues du Gouvernement de retirer l'octroi de certaines concessions faites par le Conseil général. Ainsi, l'assemblée a accordé à la Compagnie de Lille à Valenciennes un certain nombre de lignes d'intérêt local; le Gouvernement a laissé passer ces concessions et aujourd'hui il y aurait, dit-on, quelques motifs de croire que le Gouvernement veut les revendiquer à titre d'intérêt général. La question, en tout cas, est urgente; le Conseil général du Pas-de-Calais est saisi, paraît-il, d'un vœu qui aurait pour objet de défendre la prérogative départementale et il serait utile que le département du Nord s'associât à cette pensée.

D'une façon ou d'une autre, soit que les lignes restent au département comme lignes d'intérêt local, soit que le Gouvernement juge à propos de les attribuer, comme étant d'intérêt général, il importe que les concessionnaires désignés par le Conseil aient la priorité et la préférence.

Dans ces circonstances, au nom du 5e bureau, l'honorable membre prie le Conseil général d'autoriser le rapporteur spécial de cette question, en raison de l'urgence, à lire dès à présent, son rapport.

M. LE PRÉSIDENT, avec l'assentiment du Conseil, donne la parole à M. LEGRAND (de Valenciennes), rapporteur du 5e bureau.

L'honorable membre fait un rapport ainsi conçu :

Situation générale des Chemins de fer.

« L'an dernier, quand le Conseil général s'est réuni pour la première fois, la France sortait à peine d'une guerre terrible; nos chemins de fer, qui en avaient ressenti profondément les effets, en gardaient encore la trace désastreuse. Beaucoup d'ouvages d'art avaient été endommagés ou détruits; le service n'était encore qu'incomplètement réorganisé; enfin, l'encombrement des marchandises, accumulées pendant une longue interception, avait donné naissance à la crise des transports.

» Aussi l'éminent et regretté M. Saint-Léger avait-il fait, dans son remarquable rapport, une large place aux doléances du commerce et de l'industrie.

» La tâche de votre Rapporteur d'aujourd'hui est plus consolante et plus facile. Grâce à la

vitalité de notre nation, les ruines ont été réparées, des améliorations ont été exécutées, enfin la circulation s'est dégagée et est rentrée dans des conditions à peu près normales.

» Vous trouverez à ce sujet, dans le rapport de M. l'inspecteur général Diday, chargé du contrôle du chemin de fer du Nord, des renseignements intéressants sur la situation des lignes en exploitation, notamment sur l'état de la voie et des stations, sur l'exploitation technique et le matériel et sur l'exploitation commerciale.

» Il serait injuste de méconnaître les satisfactions que la Compagnie du Nord a données sur certains points aux réclamations de l'opinion publique. Mais il ne faut pas que cette puissante Compagnie croie n'avoir plus rien à faire ; il lui reste beaucoup à améliorer, beaucoup à réformer pour garantir plus complètement la sécurité des voyageurs et pour fournir au commerce la facilité, la célérité et l'économie dont il a besoin pour ses transports.

» Aujourd'hui que les gênes et les retards dont l'industrie a tant souffert ne peuvent plus se justifier par les fatalités des suites de la guerre, ils seraient avec vraisemblance imputés à la faute ou à l'incurie des Compagnies et seraient dès lors sans excuse. En ce qui concerne particulièrement notre riche département, la Compagnie du Nord comprendra que bénéfice oblige et qu'elle doit beaucoup à une région qui lui produit près de 38 millions, c'est-à-dire un peu plus de 41 pour 100 du produit brut total de son réseau. Nous espérons donc qu'elle s'efforcera désormais de se maintenir toujours au niveau des besoins du public.

» Notre pays ne s'est pas borné à réparer ses anciennes lignes ferrées ; il a partout poursuivi l'établissement de nouvelles voies, comprenant que le travail seul peut refaire notre prospérité et qu'il trouve, dans la facilité des communications, le meilleur des auxiliaires et des stimulants.

» Le rapport de M. l'ingénieur en chef Mahyer nous renseigne sur la situation des lignes d'intérêt général concédées ou en construction.

» Il nous apprend que la Compagnie du Nord va enfin livrer à la circulation la ligne de Valenciennes à Aulnoye, concédée depuis dix ans. Votre 5e bureau compte bien qu'elle ne nous fera pas attendre aussi longtemps la ligne qui vient de lui être concédée, de Cambrai à Dour.

» En ce qui concerne la Compagnie du Nord-Est, il résulte du compte moral au 1er août 1872, produit par elle, relativement à l'avancement de ses études et de ses travaux, il résulte, disons-nous, que parmi les lignes de son réseau situées dans notre département :

» 1° Celle de Gravelines à Watten est sur le point d'être achevée, sauf la gare de Gravelines ; dont quelques formalités à remplir avec le génie militaire retardent seules la construction.

» 2° Celle de Lille à Comines est approuvée et comme tracé et comme emplacement des stations ;

» 3° De même, celle d'Armentières à Berguette ;

» 4° Celle de Tourcoing à Somain n'est approuvée que comme tracé ;

» 5° Celle de Tourcoing à Menin est soumise à l'approbation ministérielle ;

» 6° De même, celle de Dunkerque à Calais, pour le tracé définitif ;

» 7° Celle de Saint-Omer à Berguette est en suspens, par suite d'une difficulté soulevée par Saint-Omer ;

» 8° Celle d'Erquelines à Anor est à l'étude comme tracé définitif.

» La ligne de Dunkerque à la frontière belge, concédée à la Compagnie anonyme du chemin de

fer de Dunkerque à Furnes, est en exploitation, sauf le raccordement avec la ligne du Nord.

» La Compagnie de Lille à Valenciennes et du Nord-Central continue, à la satisfaction générale, l'exploitation de la ligne de Lille à Valenciennes et y a ajouté depuis le 1er mai 1872, celle de la ligne de Lille à Béthune et Bully-Grenay.

» Son produit brut kilométrique de 1871 est de 17,500 fr. environ, et le premier semestre de 1872 accuse, sur la période correspondante de 1871, une augmentation de 25 pour cent.

» Sur la ligne de Lille à Valenciennes, cette Compagnie a obtenu provisoirement la substitution d'une halte à la station de Beuvrages. Il importe que cette halte, réclamée par l'intérêt public, soit installée sans retard. L'honorable directeur de cette Compagnie nous assure que satisfaction immédiate sera donnée à ce vœu.

» La même Compagnie a obtenu de l'Etat, en 1871, une ligne de St-Amand à Blanc-Misseron, et une autre de Saint-Amand vers Tournai. Les populations s'étonnent que des lignes si productives et si utiles ne soient pas encore commencées, alors que le décret déclaratif d'utilité publique est sorti depuis assez longtemps déjà.

» Il paraîtrait que ces retards doivent s'expliquer, en ce qui concerne la première de ces lignes, par la lenteur qu'apporte le Conseil général des ponts et chaussées à l'approbation des études définitives, et en ce qui concerne la seconde, par des difficultés d'entente sur le point de soudure avec le concessionnaire de la partie belge. Votre 5e bureau espère que la Compagnie s'efforcera d'aplanir tous ces obstacles et entreprendra le plus tôt possible les travaux. Il apprend, à la dernière heure, que les plans de Saint-Amand à Blanc-Misseron vont enfin être approuvés et qu'une entente vient de s'établir avec le concessionnaire belge.

» La même Compagnie a obtenu un raccordement de sa ligne à la ligne d'Anzin vers Peruwelz à la station de Bruai. Ce raccordement sera mis en exploitation le 1er novembre.

» Les lignes d'Hazebrouck et d'Armentières à la frontière, concédées à des Compagnies belges, sont toujours dans la même situation que l'an dernier.

» La ligne d'Anzin à la frontière belge, concédée en 1868 à la Compagnie des mines d'Anzin, est en voie d'achèvement. Les travaux sont aujourd'hui poussés avec activité. La Compagnie espère livrer à la circulation, dès la fin de cette année, la portion située entre la gare de Valenciennes et la Belgique et terminer dans le courant de l'année prochaine le raccordement avec Anzin qui nécessitera plus de travaux d'art.

» Toutes les lignes dont nous nous sommes occupé jusqu'ici sont des lignes d'intérêt général, dues à des concessions de l'État. Réunies, elles donnent un total de 779 k. 478 m., dont 493k.926 m. sont en exploitation.

» Dans un département aussi vaste, aussi laborieux, aussi fécond, il y avait place, et une place fructueuse, pour un bien plus grand nombre de voies ferrées. Nous sommes dans la même situation que la Belgique où les lignes de fer ont pris un développement si complet et augmenté si admirablement la puissance productive du pays. Aussi notre Conseil général, depuis qu'il est entré dans la voie des concessions de chemins de fer d'intérêt local, a-t-il vu les Compagnies se disputer ses lignes pleines de promesses.

» Dans votre session de novembre 1871, vous avez concédé les lignes suivantes à la Compagnie de Lille-Valenciennes et Nord-Central :

» 1° D'Hazebrouck à un point à déterminer entre Templeuve et Orchies par Do ;

» 2° D'Armentières à Don et au-delà vers Lens et Hénin-Liétard ;

» 3° De Raismes à Valenciennes et au Cateau par Trith-Saint-Léger ;

» 4° D'Artres à Denain ;

» 5° De Denain à Saint-Amand ;

» 6° De Lourches à la ligne d'Artres à Denain.

» Dans la même session, vous avez concédé à la Compagnie de Picardie et Flandres les lignes suivantes :

» 1° D'Epehi à Cambrai ;

» 2° De Cambrai à Douai ;

» 3° De Douai à Orchies.

» Vous avez, à la même époque, concédé à la Compagnie de Carpentier une ligne de Valenciennes à Maubeuge par Bavai.

» Dans votre session d'avril 1872, vous avez porté ce réseau à 293 k. 130 m. en concédant :

» 1° A la Cie de Lille-Valenciennes :

» Une ligne d'Haubourdin à Saint-André, et une autre du Cateau à Saint-Erme ;

» 2° A la Cie de Picardie et Flandres :

» Une ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec raccordement sur Abscon ;

» 3° A la Cie de Carpentier :

» Une ligne de Maubeuge à Sobre-le-Chateau, et un embranchement sur Saint-Vaast-là-Haut.

» Dans la présente session, vous avez complété ce réseau en concédant une ligne de Maubeuge à Guise, vers le département de l'Aisne, et une autre de Roubaix-Tourcoing à Armentières.

» Ce magnifique ensemble ne laisse plus guère sans chemins de fer que deux de nos chefs-lieux de cantons, Steenvoorde et Hondschoote. Ces deux localités se plaignent : il faut espérer qu'elles recevront prochainement satisfaction. Ne sont-elles pas les points de repère naturels d'une ligne de la Lys à la mer, qui ne peut manquer de vous être demandée ?

Pour en revenir à l'état d'avancement des lignes antérieurement concédées, il y a une distinction à faire entre elles : les lignes de Solre et de Saint-Vaast sont aux enquêtes; pour les lignes d'Haubourdin et de Saint-Erme l'enquête est terminée ; les conférences avec le service militaire sont en cours. Pour les lignes qui datent de la session de novembre, toutes les formalités d'enquêtes et de conférences sont accomplies ; l'instruction locale est terminée ; il ne reste plus qu'à obtenir les décrets déclaratifs d'utilité publique, d'après les indications que nous transmet M. l'Ingénieur en chef Raillard.

» Malheureusement ces décrets se font extrêmement désirer.

» Les formalités administratives ne s'accomplissent et les approbations ne s'obtiennent qu'avec une lenteur qui ne semble pas indispensable à une étude approfondie. C'est ainsi que les plans de la ligne de Watten n'ont été approuvés que le 14 juin 1872, *dix mois après leur envoi*. Ceux de la ligne de Saint-Amand à Blanc-Misseron, ont dormi depuis le 25 novembre dernier jusqu'à ce jour dans les cartons du ministère. Il est permis de se demander si d'aussi longs

délais sont bien sérieusement nécessités par les exigences de l'instruction des affaires et s'il ne faut point plutôt en rechercher la cause dans les habitudes de notre bureaucratie. Le public s'impatiente et il n'a peut-être pas tort, car le besoin des nouvelles voies de communication se fait partout sentir; ce n'est que par elles que nous pourrons mettre toutes nos ressources en valeur et refaire notre capital national. Puisque notre département a trouvé des Compagnies prêtes à exécuter ses lignes, il a le droit de désirer que les lenteurs administratives ne viennent point paralyser la bonne volonté des concessionnaires ou fournir une excuse à leurs retards. Le Conseil général sait bien que ces retards ne sont pas seulement imputables à l'Administration et qu'ils sont souvent aussi occasionnés par les exigences des Compagnies ou le conflit des intérêts privés. De quelque côté que viennent les lenteurs, le Conseil général les regrette. Il y a une urgence capitale à ce que des lignes aussi importantes que celle de Valenciennes au Cateau, par exemple, s'exécutent rapidement !

» Aussi votre 5e bureau a-t-il l'honneur de vous proposer l'émission du vœu que les formalités administratives, nécessaires en matière de chemins de fer, s'accomplissent désormais avec une célérité plus grande et que les Compagnies, de leur côté, travaillent de toutes leurs forces à la prompte construction de leurs réseaux et donnent ainsi au département des gages décisifs.

» Il est un autre point qui a vivement préoccupé votre 5e bureau. Nous voulons parler de l'intention annoncée par la Cie du Nord, de faire revendiquer comme lignes internationales et de se faire attribuer par l'État les lignes d'Armentières à Lens et de Douai à Orchies, classées et déjà concédées dans notre réseau d'intérêt local. D'après une nouvelle récente, cette revendication prétendrait absorber également notre ligne de Valenciennes au Cateau.

» Cette prétention, si abusive de prime abord, le devient encore bien davantage, quand on remonte aux antécédents historiques de la question. Dès le mois de mars 1870, la Compagnie de Picardie-Flandres avait sollicité de l'État la concession d'un chemin de fer d'Epehy vers Tournai par Douai et Orchies et avait reçu un premier accueil favorable. Cependant la concession ne venait point. Aussi quand la Compagnie de Picardie et Flandres vit le Conseil général disposé à concéder comme lignes d'intérêt local les trois tronçons situés entre Epehy et Orchies, intervint-elle, pour participer à la concession. A tous les points de vue et même au regard de l'État, cette Compagnie a donc une priorité incontestable. En ce qui concerne la Compagnie de Lille-Valenciennes les faits sont encore plus probants. A la date du 16 avril 1869, elle demandait déjà au Ministre des Travaux publics, la concession d'une ligne d'Armentières vers les houillères du Pas-de-Calais, et d'une autre ligne de Raismes-Valenciennes au Cateau. Le 20 janvier 1870, elle renouvelait inutilement sa demande. Pendant ce temps, le Conseil général du Nord avait fait étudier ces lignes et les avait classées dans son réseau d'intérêt local à la date des 31 août et 1er septembre 1869. Le Gouvernement connut alors ce classement et, comme il ne le contesta que pour partie, on peut dire qu'il l'approuva pour tout le reste. En effet, trois lignes seulement furent revendiquées comme d'intérêt général, celles de Saint-Amand à Blanc-Misseron et à Tournai et celle de Cambrai à Dour. C'est dans ces conditions et à la suite de ces faits, après toute la publicité et avec toute la solennité possibles, que notre Conseil général a adjugé dans sa session de 1871, les lignes qu'on voudrait aujourd'hui lui ravir.

» Votre 5e bureau se refuse à penser que l'État puisse donner raison à une pareille prétention. Des Compagnies se sont formées qui se sont livrées à de dispendieuses études, qui ont réuni et déplacé des capitaux considérables. Il y aurait peu d'équité, tranchons le mot, il y aurait une

souveraine injustice à les spolier de ces lignes qu'elles ont, on peut le dire, inventées et qu'elles se déclarent prêtes à exécuter promptement.

» Rien n'empêchait la Compagnie du Nord de prendre les devants et de solliciter ces lignes. Mais elle ne s'avise jamais de la nécessité de demander des lignes nouvelles que lorsqu'elles ont déjà été concédées à d'autres. Il semble que son programme soit celui-ci : empêcher de nouvelles lignes de se faire et lorsqu'elle n'y réussit pas, empêcher du moins qu'elles soient faites par d'autres que par elle. Mais ce n'est que contrainte et forcée qu'elle se décide à exécuter : l'intérêt des populations ne lui est pas un stimulant suffisant; il faut qu'elle ait à craindre pour son monopole. Passe encore si elle réclamait les nouvelles concessions pour les exécuter plus vite que les premiers concessionnaires ! Mais l'exemple de la ligne d'Aulnoye ne permet guère de nourrir d'illusion à cet égard. Le pays est donc intéressé, au point de vue de la célérité de l'exécution, au rejet des prétentions de la Compagnie du Nord. Il y est encore intéressé en ce que les Compagnies formées dans le pays même, se préoccupent davantage de la satisfaction de tous les besoins locaux, tandis que le Nord se préoccupe avant tout du rendement de ses lignes.

» Au point de vue du droit, la situation n'est pas moins défavorable aux prétentions de la Compagnie du Nord. C'est en vertu de la loi des 12 et 19 juillet 1865 et dans le plein et légitime exercice de son droit incontestable que le département du Nord a classé et concédé son réseau d'intérêt local. Sans aucun doute, la loi de 1865 a sagement maintenu à l'État le droit de vérifier l'utilité publique et elle n'a pas pu diminuer son droit sur les lignes d'intérêt général. Notre assemblée connaît et respecte la prérogative de l'État : elle l'a prouvé en arrêtant à Orchies la concession à la Compagnie de Picardie. Mais ce droit que nous ne contestons point à l'État de revendiquer les lignes d'intérêt général, nous soutenons que, dans l'espèce, il en a déjà usé et que par suite il l'a épuisé. Il a déjà trié les lignes de notre réseau et il y a obligatoirement maintenu toutes les lignes qu'il n'en a pas distraites. S'il avait eu une intention contraire, nous aurait-il laissé créer des faits accomplis en matière de concessions ?

» Le gouvernement, dont nous ne voulons pas entamer les prérogatives, est trop sage pour vouloir restreindre les nôtres. Il sait très-bien que s'il est un département entre tous pour lequel la loi de 1865 ait été faite, c'est le nôtre, et que cependant ce serait nous mettre complètement hors le bénéfice de cette loi que de vouloir nous appliquer, d'une façon absolue, le principe invoqué par la Compagnie du Nord qui voudrait ne nous reconnaître le droit de concéder que des chemins de fer en quelque sorte vicinaux. Si toutes les lignes qui tendent vers la frontière ont un caractère international et doivent être déclarées d'intérêt général, dans un département frontière comme le nôtre, il n'est pas de ligne qui ne puisse nous être enlevée. Nous savons bien que le Nord ne demandera pas cette application à outrance du principe ; ce ne sont que les bonnes lignes qu'il revendique ; il ne réclame point, il n'exécutera jamais les voies moins lucratives, mais non moins intéressantes. Là est précisément un de nos griefs les plus sérieux. Notre réseau compose un ensemble dans lequel des lignes très-productives forment compensation à d'autres lignes très-utiles, mais d'un produit moins rémunérateur. Venir prélever toutes les bonnes et nous laisser les autres, c'est disloquer toutes nos combinaisons, c'est bouleverser les prévisions et ruiner les espérances de nos concessionnaires, c'est rendre impossible l'achèvement de notre réseau départemental.

» Votre 5e bureau a pensé qu'il convenait d'appeler l'attention spéciale de M. le Ministre des

Travaux publics sur ces graves considérations. Nous avons lieu, du reste, d'avoir pleine confiance dans la sagesse du gouvernement.

» Dans la séance de l'Assemblée nationale du 15 juin 1872, M. de Larcy a promis expressément toute sa sympathie aux chemins de fer d'intérêt local du département du Nord.

» Une lettre de son successeur, adressée à M. le Préfet, à la date du 20 août 1872, fait connaître que le projet de décret destiné à déclarer d'utilité publique les chemins de fer d'intérêt local de Douai à Orchies et d'Epehi à Douai, vient d'être adressé au Conseil d'Etat. Le Conseil général prend acte avec bonheur de cet engagement et y voit le gage d'une solution favorable au vœu du département, vœu appuyé par tous les conseils électifs de la contrée.

» Si par impossible les lignes, dont il s'agit venaient à être considérées comme lignes d'intérêt général, votre 5e bureau vous propose d'émettre le vœu qu'elles restent du moins concédées par l'Etat aux concessionnaires actuels du département; votre 5e bureau vous propose également, vu l'urgence, l'envoi immédiat de la présente délibération à M. le Ministre des travaux publics.

» Il reste, pour terminer, à vous faire connaître qu'une instruction se poursuit sur une demande de voies ferrées à traction de chevaux dans la ville et la banlieue de Lille et sur une demande de voies ferrées à traction de machines sur les routes de Valenciennes à Condé, à Cambrai et à Raismes.

» Telle est la situation générale des chemins de fer dans le département du Nord. Des rapports particuliers vous ont été ou vous seront soumis sur toutes les questions spéciales que soulève le service si important de nos voies ferrées. »

— Les conclusions de ce rapport sont adoptées par le Conseil et les vœux proposés sont émis.

M. Testelin regrette que le rapport garde le silence sur la question de la traction sur rails.

M. Mailliet répond que l'instruction n'est pas terminée.

M. Testelin fait remarquer qu'elle dure depuis trois ou quatre années.

M. Le Préfet croit que M. Testelin exagère en disant qu'il y a trois ou quatre ans que le Conseil général a commencé à examiner l'affaire. Il n'y a guère que dix-huit mois, puisque M. le Préfet était déjà dans le département depuis six mois quand l'affaire a commencé; il y a sans doute eu des lenteurs, mais comme ces voies ferrées doivent être établies, non-seulement sur des rues de ville, mais sur des routes nationales, il a fallu communiquer les projets aux ingénieurs des ponts et chaussées. Les rails doivent porter non-seulement sur des conduites de gaz, mais sur des terrains assujettis à diverses servitudes; on a demandé à la ville de refaire sur une plus grande échelle, les dessins qu'elle avait produits, ce qui a exigé un travail de six mois, et il n'y a guère que six semaines que le dossier a été remis aux ponts et chaussées. L'instruction est enfin terminée, le Ministre des Travaux publics est saisi de la question, et on peut espérer que, dans quatre ou cinq mois, on verra des omnibus américains circuler dans la ville de Lille.

M. Testelin remercie M. le Préfet de ces renseignements.

Prisons départementales; indemnité de logement.

— Sur la proposition de M. Clavon (3e bureau), le Conseil donne acte à M. le Préfet de sa communication relative à l'indemnité de logement qui a été attribuée à M. Montaigne, directeur des prisons du Nord, appelé à la direction des prisons de l'Aisne et des Ardennes.

Le même Rapporteur donne lecture du rapport qui suit :

Société de secours mutuels.

Dans sa session de 1871, le Conseil a élevé de 1,500 à 3,000 fr. pour 1872 l'allocation inscrite annuellement au budget du département pour aider à la propagation des Sociétés de secours mutuels.

Il a demandé aussi à M. le Préfet de prier M. Ducrocq, inspecteur général des sociétés dans le département, de rédiger une brochure contenant tous les renseignements relatfis à l'organisation, pour être envoyée dans toutes les communes du département, avec recommandation à MM. les Maires de chercher à propager ces institutions essentiellement humanitaires.

Cette brochure a paru en juillet dernier. Elle contient les textes de la législation qui régit les associations et ceux relatifs à la Caisse des retraites pour la vieillesse. Elle indique d'une façon pratique comment on peut former un faisceau de toutes ces conditions qui rendent vitales une association ; elle sait faire toucher du doigt les bienfaits et avantages qui en résultent. M. Ducrocq aura aidé puissamment à la propagation de ces Sociétés si bien nommées en Angleterre Sociétés d'amis ; il a rempli un grand devoirsocial ; il a pour but d'éloigner la misère par la prévoyance, d'honorer le travail, de mettre la sécurité à la portée de tous et comme le dit M. Passy, dans un rapport à l'Institut sur le crédit populaire, « de diminuer les mécontentements que sèment au sein d'une partie des classes sociales les avantages que le petit nombre a seul en partage. »

Le 3e bureau prie en conséquence M. le Préfet d'adresser à M. Ducrocq, au nom du Conseil général et du département dont il est l'organe, tous ses éloges et ses remerciements.

Pendant l'année 1871, le nombre des Sociétés est resté stationnaire, mais il y a eu une augmentation de 1 924 membres.

Les 318 Sociétés existant dans le Nord ont dépensé en secours, honoraires de médecins, frais pharmaceutiques et sépultures, une somme de 409,001 fr. 58 c. Malgré l'importance des secours distribués par les 195 Sociétés approuvées, leurs ressources s'élevaient, au 31 décembre 1871, à 1,291,351 fr. 83 c.

Les Conseils d'arrondissement de Lille et d'Hazebrouck ont émis le vœu de voir étendre davantage le cercle de la bienfaisante action de ces Sociétés. Il faut espérer qu'elles se développeront et que le nombre en augmentera en 1872 par suite du concours si utile que M. le Préfet a bien voulu réclamer de MM. les maires du département.

Le 3e bureau, persévérant dans les considérants qui ont motivé les conclusions de son rapport de novembre 1871, propose de continuer à inscrire une somme de 3,000 fr. au budget de 1873 pour aider à la création et à la propagation des Sociétés de secours mutuels et de continuer à refuser tout subside aux Sociétés n'admettant pas les femmes.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est alloué.

Au nom du même bureau, M. Billet fait un rapport ainsi conçu :

Société chorale, Enfants de la Lys.

« Sur le rapport de M. Carlier, parlant au nom du 3e bureau dans la session actuelle, le Conseil général a rejeté les subsides demandés par les sociétés de musique et décidé la suppression du crédit de 4,500 fr. qui figurait au projet de budget.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'accueillir la demande de subside faite par le Conseil municipal d'Armentières, pour la société chorale des *Enfants de la Lys*.

— Approuvé.

M. DE CARNIÈRES présente, au nom du 4e bureau, le rapport ci-après :

Edifices communaux. — Assurances contre l'incendie.

A diverses reprises, MM. les Préfets qui se sont succédé dans le département du Nord ont invité les Administrations municipales à faire assurer contre l'incendie les édifices communaux de leurs circonscriptions, et spécialement les églises.

Ces instructions n'ont point été exécutées dans un certain nombre de communes, et, la dépense des assurances étant facultative, il n'a pas été possible de l'imposer d'office, et de sauvegarder ainsi les propriétés communales contre les effets de l'incurie ou de la mauvaise volonté.

Dans ces circonstances, trois membres du Conseils, MM. Plichon, Brame et Mailliet ont déposé sur le bureau de M. le Président, un vœu tendant à ce « que l'assurance des édifices communaux soit classée par la loi au nombre des dépenses obligatoires. »

Le 4e bureau, par les motifs sommaires qui viennent d'être exprimés, propose au Conseil général de s'associer à ce vœu et de prier M. le Préfet de le recommander à l'attention toute spéciale de M. le Ministre de l'Intérieur.

M. DES ROTOURS appelle l'attention du Conseil sur cette clause des polices d'assurances qui permet aux Compagnies de ne payer aucune indemnité aux assurés, dans le cas où ceux-ci sont en retard d'acquitter la prime. Cette clause qui se comprend pour un particulier qui doit aller verser le montant de sa prime, n'est pas en harmonie avec le système de la comptabilité des communes. Le Maire peut sans doute délivrer un mandat à la date indiquée pour le paiement de la prime, mais comme il faut que les agents de la Compagnie viennent le toucher, en fait il y a toujours un retard dans le paiement, retard qui permettrait à la Compagnie de refuser l'indemnité en cas de sinistre. Il faudrait obtenir des Compagnies qu'elles renonçassent à cette clause vis-à-vis des communes.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'en ce qui concerne les communes, le paiement est considéré comme effectué par la délivrance du mandat ; c'est au porteur du mandat à se présenter.

M. Henri BERNARD ne croit pas que les Compagnies invoquent cette clause même contre les particuliers, quand elles n'ont pas des motifs spéciaux pour le faire ; à plus forte raison, n'oseraient-elles pas l'invoquer contre une commune.

M. LE PRÉSIDENT ajoute que les tribunaux ont toujours débouté les Compagnies de leurs prétentions de ne pas payer d'indemnité alors qu'elles ont l'habitude d'envoyer des agents chez les redevables pour recouvrer la prime.

Du reste, l'observation a son utilité, et figurera au procès-verbal.

— Les conclusions du rapport sont ensuite adoptées.

M. BOULANGÉ (4e bureau), donne lecture des deux rapports qui suivent :

Animaux nuisibles — Hannetonnage.

Un crédit de 300 fr. est alloué au budget départemental pour être affecté en primes à la destruction des animaux nuisibles ainsi qu'au hannetonnage.

Le crédit pour l'exercice 1871, n'a été employé que jusqu'à concurrence de la somme de 60 fr., mais afin que l'Administration soit toujours en mesure d'acquitter, le cas échéant, les indemnités promises par le réglement du 20 août 1814, ainsi que les primes offertes, notamment pour la destruction des hannetons et des pies., M. le Préfet propose d'inscrire une allocation de pareille somme au budget de 1873.

Le crédit demandé a paru insuffisant au 4e bureau.

En effet, le ver blanc qui est la larve du hanneton, cause souvent dans les campagnes ou la culture de la betterave et de la pomme de terre est pratiquée, des ravages considérables.

On a vu des champs entiers dévorés par ce ver, dont l'action dévastatrice s'est même parfois étendue aux pâturages de l'arrondissement d'Avesnes.

Une augmentation de crédit permettrait à M. le Préfet, en créant des primes sérieuses d'encouragement, d'inviter à utiliser les loisirs de leurs jeunes élèves les instituteurs dont le zèle et le dévouement ne leur ferait pas défaut.

Les Sociétés d'agriculture pourraient aussi être consultées sur les moyens pratiques d'atteindre un résultat efficace.

La pie, au contraire, classée parmi les animaux nuisibles, est très-active à la recherche du ver blanc dont elle se nourrit; elle est l'auxiliaire vigilante du cultivateur dans son œuvre de destruction et paraît, à ce point de vue, tout particulièrement digne de protection.

Sous le bénéfice de ces considérations, le 4e bureau propose d'inscrire, à titre d'essai, au budget de 1873, un crédit de 1,000 fr. pour le hannetonnage.

M. Mailliet appuie l'allocation du crédit, et prie en même temps M. le Préfet de prendre des mesures pour qu'il reçoive une application immédiate et sérieuse dans un moment où, plus que jamais, l'agriculture est menacée de nouveaux ravages. Les vers blancs se sont multipliés d'une manière effrayante et le pays agricole s'inquiète à juste titre. Il importe donc que la guerre aux hannetons soit engagée d'une manière utile. Que M. le Préfet veuille bien, de concert avec les Chambres consultatives et les Sociétés d'agriculture, rechercher les moyens de faire un emploi efficace de l'allocation, car il serait déplorable qu'il fût fait réserve d'un crédit qui doit être dépensé d'abord et même dépassé, s'il le fallait, pour préserver l'agriculture d'un véritable fléau.

— Le crédit de 1,000 fr. est voté.

Exposition départementale d'agriculture.

Le 4e bureau propose au Conseil général, par l'organe du même rapporteur, de donner acte à M. le Préfet de la communication du programme de l'exposition départementale d'agriculture et du concours d'animaux reproducteurs qui auront lieu à Valenciennes du 8 au 18 septembre prochain et qui ont été organisés par les soins de la Société d'agriculture, sciences et arts de cette ville.

— Acte est donné.

Banque de France, succursale à Douai. — Vœu

M. Fiévet (4e bureau) fait le rapport qui suit :

Dans la session de 1871, le Conseil émis le vœu qu'une succursale de la Banque de France fût établie à Douai.

M. le Préfet fait connaître que ce vœu a été transmis à M. le Ministre des finances qui lui, de son côté, a adressé le document à M. le Gouverneur de la Banque de France.

Le 4e bureau propose de donner acte à M. le préfet de sa communication et de réitérer le vœu qui a déjà été exprimé tant de fois.

— Le vœu proposé est renouvelé.

M. Seydoux, autre rapporteur du même bureau, présente les deux rapports ci-après :

Police de la chasse — Répression du braconnage.

Pour satisfaire au vœu exprimé par le Conseil général dans sa session de 1871, M. le Préfet, par la circulaire dont un exemplaire est communiqué, a adressé des instructions à MM. les Sous-Préfets, Maires et commandant de la gendarmerie, afin de leur recommander de faire exercer la surveillance la plus attentive en vue d'arriver à la répression du braconnage, ainsi que de la vente et du colportage du gibier en temps prohibé.

Cette question avait déjà fixé l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur, qui, de son côté, avait adressé des recommandations à ce sujet.

Le 4e bureau propose de donner acte à M. le Préfet de cette communication.

— Acte est donné.

Salubrité publique.

M. le Préfet communique au Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur départemental de la salubrité, sur la situation de son service pendant l'année 1871-1872.

Ce rapport très développé et très-détaillé fait connaître l'état plus ou moins insalubre de certaines parties du département, les causes qui ont produit cette situation, les moyens employés pour les combattre, les résultats obtenus.

Grâce à l'importance de leur débit, les quatre principaux cours d'eau, la Lys, la Scarpe, l'Escaut et la Sambre, sont restés dans des conditions de pureté relativement satisfaisante, malgré les nombreuses matières altérables qu'y déverse une industrie chaque jour plus active.

L'eau de la Sensée est demeurée bonne également.

Il n'en a pas été de même dans la Deûle.

En amont de Don, le déversement des liquides industriels d'une distillerie a occasionné une fréquente mortalité de poissons. D'Esquermes à Lille l'eau prend une teinte sensiblement noire qu'on ne peut attribuer qu'aux teinturiers de cette localité.

Enfin les blanchisseurs de linge se plaignent de ce que des chlorures de manganèse sont parfois déversés en avant du Pont de Canteleu, et leur causent un préjudice incontestable en tâchant leurs tissus.

La moyenne Deûle reçoit des résidus industriels qui l'altérent en 24 heures beaucoup plus que les eaux ménagères de toute la population pendant une semaine, ainsi que l'a démontré le chômage de l'année dernière.

En aval de Lille, l'eau de la Basse Deûle, dès que le débit en diminue, devient noire et souvent infecte.

M. l'Inspecteur attribue cette situation fâcheuse en grande partie aux charrées de soude, qui servent à remblayer les terrains bas et marécageux longeant la rivière. Ces produits amènent un dégagement d'acide sulfhydrique dont l'odeur incommode les populations riveraines. M. l'Inspecteur se plaint aussi de ce que le service de la navigation se sert de pyrites grillées pour

consolider les talus du chemin de halage et de ce que l'emploi de ces matériaux, outre qu'il contribue à la coloration de l'eau, la rend ferrugineuse et impropre au blanchissage des fils et des tissus.

M. le Préfet a signalé ces faits à M. l'Ingénieur en chef de la navigation, qui a fourni un rapport à ce sujet.

M. l'Ingénieur reconnaît que les plaintes de M. Meurein ne sont malheureusement que trop fondées.

En ce qui concerne les griefs dirigés contre l'emploi des pyrites grillées pour la consolidation des berges, le service des ponts-et-chaussées en a fait usage pour la première fois en 1870 et y a complètement renoncé depuis.

Il est exact qu'il se faits une grande échelle des relèvements de terrains bas au moyen des charrées de soude qu'une importante fabrique de produits chimiques y transporte à ses frais. Il est possible que les eaux pluviales qui traversent ces dépôts, se rendent au canal par des infiltrations souterraines et augmentent son état de corruption, mais M. l'Ingénieur de la navigation n'y voit pas de remède pratique.

Obliger cette usine à garder ces matières, ce serait lui causer un grand embarras sans profit pour personne, car les dépôts ainsi accumulés donneront lieu aux mêmes effets par rapport à la rivière, que ceux qu'on dissémine le long de ses rives.

Enfin y eût-il un procédé connu pour neutraliser leur pernicieuse influence, M. l'Ingénieur se demande si son emploi remédierait d'une manière efficace au mal dont se plaignent les habitants de Wambrechies, de Deulmont et du Quesnoy.

La Deûle en effet, est le réceptacle obligé des eaux du canal de Roubaix et ces dernières sont tellement infectes qu'elles suffiraient à la corrompre alors même que les causes d'altération attribuées aux charrées de soude auraient disparu.

Le service de la navigation a bien fait effectuer des rigolages pendant le dernier chômage, mais il ne faut pas se dissimuler qu'en peu de temps les bienfaits de cette mesure auront disparu.

Le rapporteur est porté à partager l'opinion de M. l'Ingénieur en chef en ce qui concerne l'état général de la Deûle ; il ne voit de remède efficace à cette situation que la permanence du débit le plus considérable possible de ce cours d'eau.

La réduction du débit de cette rivière est un fait reconnu par tout le monde. Depuis quelque temps les meûniers de Lille, du Quesnoy et Deulemont sont obligés de diminuer leur travail de 2/5 par insuffisance d'eau. Le point de navigation a même été un peu abaissé. Quant aux charrées de soude, leur influence pernicieuse serait en grande partie neutralisée, si on exigeait qu'elles fussent répandues à 200 mètres au moins des berges.

L'eau du canal de Roubaix, versant de la Deûle, est toujours chargée de matières tinctoriales, mais depuis que le grand peignage de Croix évapore presque toutes les lessives, les odeurs infectes qu'on remarquait antérieurement, ne se produisent plus.

A Marcq, l'eau est dans d'assez bonnes conditions et les plaintes des habitants ont cessé.

Mais en aval de l'écluse de Marcq, les eaux d'une papeterie, quoique traitées préalablement, amènent encore dans le canal des matières organiques, qui réagissent sur les sels provenant des industries d'amont et donnent naissance à une grande quantité d'acide sulfhydrique dont l'odeur incommode les habitants de Marquette.

Ici se présente encore la question du débit. Aussi longtemps que la Marcque débite, les réactions

dont il vient d'être parlé, ne s'accomplissent pas. Mais dès que le contraire a lieu, et que l'eau stagnante du canal ne reçoit que des résidus industriels, tout se décompose et le bief devient un foyer d'émanations insalubres.

La partie du même canal, versant de l'Escaut, recevant les eaux chaudes de condensation des établissements situés sur les deux rives, eaux chaudes contenant souvent des lessives de laine ou des produits tinctoriaux, a motivé les récriminations d'un grand nombre d'habitants de Roubaix. Pour améliorer cet état, on a éliminé du bief, et déversé dans le Trichon, une couche d'eau d'un mètre d'épaisseur qu'on a remplacée par de l'eau pure élevée du bief aval du Sartel.

Cette mesure a atténué le mal sans le faire disparaître.

Le seul moyen réellement efficace, d'après M. l'Inspecteur, serait la construction d'un aqueduc collecteur qui recevrait toutes ces eaux chaudes et les conduirait au Trichon en aval de Sartel.

Tel est aussi l'avis du bureau, mais une seconde amélioration lui paraît également désirable, c'est le comblement de la partie du canal, qui forme cul-de-sac au milieu de Roubaix. La ville, à la grande satisfaction des riverains, y gagnerait une large voie de communication, et se trouverait en même temps affranchie d'une cause permanente d'insalubrité.

Les canaux de la Colme, de Bourbourg et de la Sensée n'ont donné lieu à aucune plainte cette année. Il n'en a pas été de même de ceux d'Aire à la Bassée et du lit du vieil Escaut où des eaux de lavage de noir animal ont été déversées malgré les avis réitérés de M. l'Inspecteur.

Viennent ensuite les cours d'eau non navigables.

Des améliorations ont été introduites dans le courant qui vient de Lewarde et de Masny, dans le canal de dessèchement de la grande Traitoire, dans la rivière des Layes, dans le haut courant d'Estaires, dans l'Aunelle, la Bourre et la Lawe.

La Selle recevant les eaux des sucreries de Montay, de Neuvilly, de Solesmes, d'Haspres, ainsi que les lessives de laines du Câteau, est arrivée à son confluent avec l'Escaut à Douchy, sans avoir éprouvé d'altération sensible, bien que l'épuration des eaux de peignage laisse à désirer.

Il en a été de même de l'Écaillon qui se jette dans l'Escaut à Thian après avoir reçu les eaux des sucreries et distilleries de Ghissignies, de Capelle, de St-Martin, de Salesches, de Vendegies de Verchin et Thiant.

Le canal de dessèchement de la vallée de l'Escaut, le courant Brunel, l'Escrébieux et la Rhonelle n'ont pas offert d'altération sensible.

Par contre le Décours et la Naviette ont été corrompus, l'un par le rouissage du lin et du chanvre et les résidus de sucrerie, l'autre par les eaux de lavage de betteraves, mélangées de vinasses.

La rigole qui reçoit les eaux des sucreries de Douvrin (Pas-de-Calais) et qui les conduit dans les marais de Sainghin a encore apporté son contingent d'infection au ruisseau venant de la sucrerie de Marquillies, et des distilleries de Sainghin et de Fournes.

Il y aurait lieu de réclamer auprès du préfet du Pas-de-Calais à l'effet d'imposer aux fabricants de Douvrin l'obligation de conserver sur leurs terres arables les eaux de lavage de noir.

Il faudrait exiger la même précaution des sucreries de Marquillies et de Bauvin.

M. l'Inspecteur fait ressortir tous les inconvénients graves qui résultent du mélange des vinasses ou des eaux de lavage de noir avec les eaux provenant du lavage des betteraves, pour le rouissage du lin; le soufre produit par les différentes décompositions qui s'opèrent, brûle peu à

peu sous l'influence de l'oxygène dissous dans l'eau et produit des acides qui énervent la fibre du lin.

Il y aurait aussi une amélioration à apporter pour les habitants à Vicq dans l'écoulement à travers leur commune des eaux de la fabrique de sucre de Quarouble.

Depuis 1859, M. l'Inspecteur n'a jamais trouvé la petite Helpe dans des conditions aussi mauvaises que cette année, ce qui s'explique par le développement considérable des établissements de Fourmies et de Wignehies.

Pour la grande Helpe, bien qu'elle reçoive à Sepmeries les eaux des peigneurs de Sains, la situation est un peu moins mauvaise.

Les tanneries, les teintureries, les filatures de laines de Solre-le-Château, ne purifient pas leurs résidus industriels. Il en résulte que la Solre est envasée et souvent infecte.

Des industries qui altèrent les eaux, M. l'Inspecteur passe à celles dont les produits gazeux vicient l'air.

Il se plaint des fabriques de potasse brute, de mélasse de betteraves, qui ne décomposent pas, en les brûlant, les gaz provenant de la calcination et des fabriques de noir animal, qui pourraient atténuer les inconvénients de l'odeur des produits de la calcination des os tout en réalisant une économie de houille.

Les distilleries de pétrole, par contre, ont considérablement amélioré leurs procédés de fabrication ; les odeurs sont devenues moins incommodes et les incendies moins grands.

Des communes, quelquefois très-peuplées, ont encore des tueries particulières qui, par leur importance, et faute de prendre les précautions nécessaires, incommodent leurs voisins.

Malgré les instructions récentes de M. le Préfet, les abreuvoirs des communes rurales laissent encore beaucoup à désirer.

Il y aurait lieu d'encourager aussi la tendance qui porte les communes à opérer la translation des cimetières.

M. l'Inspecteur arrive enfin aux établissements où l'application des lois de l'hygiène aux ouvriers est indispensable.

Il signale d'abord les fabriques de céruse qui, malgré certaines améliorations apportées dans la disposition du travail et des machines, occasionnent encore de fréquentes maladies. L'usine de Moulins-Lille a seule réalisé, au point de vue hygiénique, de véritables progrès. Il serait désirable que les autres fabricants s'inspirassent de ses procédés.

Les nouveaux ateliers de filature et de tissage sont généralement vastes, mais l'air n'y est pas toujours suffisamment renouvelé.

Dans les fabriques de sucre et les distilleries, le même inconvénient ne se présente pas.

M. l'Inspecteur constate que les nouveaux métiers montés dans les filatures ou tissages, les différentes machines en général sont disposées de manière à garantir les ouvriers des différents accidents auxquels les exposent leurs travaux. Aussi lorsque malheureusement ces accidents se produisent, on peut le plus souvent en accuser l'imprudence de l'ouvrier qui a méconnu les conseils donnés.

Tels sont les points principaux du rapport qui a été communiqué. Son développement, ses détails précis et techniques prouvent abondamment à quelles sérieuses recherches a dû se livrer son auteur et avec quel soin consciencieux il remplit la difficile et presque toujours ingrate mission que le département lui a confiée.

M. l'Inspectèur se plaint du mauvais vouloir et des résistances qu'il rencontre chez certains industriels et même chez certains maires.

Il n'y aurait qu'un moyen pour remédier à cet état de choses, c'est que M. le Directeur eût la libre entrée des fabriques et le droit de verbaliser.

Il ressort de l'ensemble du rapport, qu'il y a encore beaucoup à faire dans l'intérêt de la santé publique, mais que des améliorations notables ont été introduites et qu'on rencontre, en général chez les industriels une tendance à mieux observer les règles de l'hygiène et de la salubrité.

L'irrigation des terres par les vinasses se généralise et tend ainsi à faire disparaître une cause active de l'altération des eaux.

Les sucreries, à quelques exceptions près, conservent leurs eaux de lavage de noir et se soumettent aux prescriptions établies.

Les peignages de laine paraissent plus négligents et rejettent souvent leurs eaux sans les épurer préalablement, ce qui contribue à vicier les cours d'eau.

Cette inobservance des règlements est d'autant moins excusable, qu'en traitant les eaux de lessive par l'acide chlorhydrique ou sulfurique et les neutralisant ensuite par la chaux, on peut leur rendre une pureté relativement satisfaisante, tout en réalisant un certain profit. Il est vrai de dire que cette opération exige un emplacement considérable qu'il est souvent impossible de se procurer.

Quant à l'évaporation des eaux de lessive, telle qu'elle est pratiquée à Croix, elle paraît nécessiter des frais considérables, que bien peu d'établissements seraient en état de supporter.

Le rapporteur tient de M. Holden lui-même, qu'il lui a fallu plusieurs années de recherches et d'essais aussi longs que coûteux pour arriver à un résultat bien minime jusqu'ici.

Ce procédé, dans bien des localités, présenterait des inconvénients sérieux. En effet les nuages de vapeur, qui résultent de l'évaporation des eaux savonneuses, servent de véhicule à une odeur nauséabonde qui se fait sentir à de grandes distances.

Quant aux teintureries, elles continuent à être la cause d'une coloration très-sensible pour les eaux dans lesquelles elles déversent leurs résidus.

A cette occasion, M. l'Inspecteur revient encore cette année très-énergiquement sur la question aussi importante que controversée de savoir si l'insalubrité est en raison de la coloration.

Cette question a été traitée en 1869 par M. Leurent et, sur ses conclusions, un arrêté préfectoral l'a tranchée dans un sens favorable aux teinturiers. Elle n'a pas fait un pas depuis, et le rapporteur ne se sent nullement l'autorité nécessaire pour prononcer entre M. l'Inspecteur de la salubrité et l'honorable membre dont on connaît la compétence en pareille matière.

Il se bornera seulement à contester l'efficacité réelle de la chaux employée comme moyen de décoloration et à signaler le préjudice qu'une addition de cette matière ne manquerait pas de causer aux établissements voisins.

Le seul et vrai moyen d'améliorer un cours d'eau comme la Deûle, dont les causes d'altération sont tellement multiples, c'est d'en augmenter le débit. Le bureau engage vivement M. le Préfet à faire rechercher les causes de sa diminution et à étudier les moyens de lui rendre tout au moins son ancienne importance.

Il appelle aussi l'attention de MM. les Ingénieurs sur le curage insuffisant de certains cours

d'eau non navigables, tels que la Selle. Les usiniers se plaignent avec raison de l'envasement de cette rivière et des herbes qui en encombrent le lit. Il serait bien à désirer qu'on pût rétablir les chasses qui se faisaient une fois par mois et qui opéraient un curage suffisant sans aucune dépense pour les riverains.

Enfin il demande à M. le Préfet de mettre un terme à certains abus signalés par M. l'Inspecteur et qui proviennent de l'inégale exécution des arrêtés.

On est en droit de considérer comme arbitraire et vexatoire une mesure qui est exigée de l'un et dont tel autre s'affranchit, et on l'observe d'autant moins volontiers, que l'amélioration qui doit en résulter est compromise par l'incurie du voisin.

Est-ce à dire que quand tous les industriels se seront conformés aux règlements et qu'on aura réalisé toutes les améliorations, les cours d'eau et les canaux auront repris l'état de pureté qu'ils avaient il y a 50 ans ? Evidemment non. Comme le dit M. l'Ingénieur en chef de la navigation, la corruption des eaux est générale dans tous les pays de grande industrie et on peut ajouter qu'elle est en raison directe de son développement.

Les cours d'eau qui arrosent Manchester, Birmingham, Leeds et Sheffield en Angleterre, Gand et Verviers en Belgique, la Bièvre à Paris, la Suippe à Reims, présentent exactement le même état que la Deûle.

Partout on se préoccupe des moyens d'y remédier.

Tout y convie : le raffinement des mœurs, l'étude mieux comprise de l'hygiène, les progrès de l'industrie qui se perfectionne en s'assainissant et apprend à tirer parti d'une foule de résidus sans emploi jusqu'ici.

Mais nulle part les essais tentés pour la purification des eaux n'ont encore abouti à un résultat pratique certain.

C'est pour les grands centres manufacturiers le revers de la médaille.

Si le mal est inévitable, il ne faut pas moins chercher à en atténuer les effets par des améliorations pratiques, à la portée de tous et observées par tous ; mais aller au delà ce serait imposer aux usines, pour un résultat tout au moins problématique, des charges onéreuses dont s'affranchit la concurrence étrangère, ce serait entraver les industries, alors qu'on a tant besoin d'elles pour faire rentrer dans le pays les milliards qu'une guerre désastreuse en fait sortir.

M. l'Inspecteur demande, comme les années précédentes, pour les gardes canaux chargés de l'aider dans ses opérations une gratification.

Cette demande paraissant justifiée, le rapporteur propose, au nom du 4e bureau, d'allouer comme les autres années pour le service de la salubrité en 1873, un crédit de 5,500 fr. se divisant ainsi qu'il suit :

Traitement de l'Inspecteur :	5,000 fr.
Gratification aux gardes :	500
Total,	5,500 fr.

— Les conclusions sont adoptées et le crédit voté.

M. Dutilleul (4e bureau) donne lecture du rapport qui suit :

Travail des enfants dans les manufactures.

« Dans sa session de novembre 1871, sur les conclusions motivées du 4e bureau, le Conseil général fixait dans ses vœux, comme double condition d'admission des enfants dans les manufactures, l'instruction primaire élémentaire et un *minimum* d'âge de onze ans, réclamait en faveur de la loi une extension assez large pour lui permettre d'atteindre l'enfant même au sein de ces petits ateliers où le chiffre d'ouvriers, inférieur à 20, le dérobait à son empire, et complétait cette munificence de sollicitude à l'égard de l'enfance par la création de deux inspecteurs adjoints aux ingénieurs des mines et rétribués sur les fonds départementaux.

» Vous aviez, en effet, apprécié, Messieurs, l'importance capitale d'une inspection efficace ; vous aviez voulu rompre le cours d'abus qui de jour en jour, faute de surveillance, allaient grandissant dans nos usines ; vous vous étiez émus à la pensée que la concurrence victorieuse, grâce à l'emploi frauduleux d'enfants, créait dans nos manufactures aux industriels observateurs de la loi des entraves presque inéluctables par l'élévation de leurs prix de revient ; vous aviez senti dans votre prévoyance que des questions d'avenir, de réhabilitation nationale peut-être, s'agitaient sous ce problème dont l'humilité apparente cachait mal à vos yeux la grandeur, et dans vos aspirations généreuses, vous aviez fait appel à l'instruction pour sauvegarder et grandir au moral ces êtres frêles dont vous préserviez au physique la sève native en les soustrayant à des fatigues que la nature désavoue. Votre rôle d'initiative pratique à cet égard, est aujourd'hui complet. Les inspecteurs que vous avez créés, sur la proposition du 4e bureau, ont entamé leur œuvre. Permettez moi en quelques mots, pour vous faire juger mieux de leur utilité effective, de vous montrer l'économie du système qui préside à leur fonctionnement.

» Dans chacun des deux sous-arrondissements minéralogiques de Lille et Valenciennes, les rapports de chaque inspecteur du travail des enfants sont adressés à l'ingénieur des mines sous les ordres respectifs duquel chacun d'eux se trouve placé, et ce dernier, s'il y a lieu, les transmet à l'ingénieur en chef. Une fois au moins l'an, chaque établissement reçoit la visite de l'inspecteur qui, sur un carnet soumis tous les mois au *visa* de l'ingénieur, relate le résultat intégral de son inspection. Les faits de gravité exceptionnelle sont consignés dans un rapport immédiat transmis par voie hiérarchique à l'ingénieur en chef, puis au Préfet. Chaque semaine, rapport transmis à chaque ingénieur sur la situation des établissements soumis à la surveillance de chaque inspecteur au point de vue de l'instruction, de la moralité, de la sécurité des enfants, de la salubrité des locaux, etc. Chaque trimestre, rapport d'ensemble sur l'état du service dans chacun des deux sous-arrondissements minéralogiques. A chaque visite dans une manufacture, l'inspecteur enregistre ; sur une feuille spéciale à cette manufacture, le nombre d'enfants y employés, et le classement ultérieur de ces feuilles par commune d'abord, puis par arrondissement, permet de saisir du premier coup d'œil et l'état d'ensemble et l'état individuel des établissements soumis à la loi dans le département. Le détail des procès-verbaux, les cas d'absence des inspecteurs sont réglés de la manière la plus stricte. Cette série de mesures, approuvée par l'ingénieur en chef, M. Declercq, sur les propositions des deux ingénieurs, MM. Duporcq et Matrot, paraît résumer tout ce qu'une surveillance efficace et vraiment digne de votre attente peut produire de plus complet. J'ai suivi pas à pas l'économie de ce programme imposé à vos inspecteurs, programme dont le dossier contient 15 modèles détaillés pour la tenue régulière de leurs écritures ; et le contrôle sur ce dernier point comme sur ceux précédemment énoncés, non moins que l'aptitude reconnue et le zèle probable de MM. Pastour et Nadaud, inspecteurs choisis par la Commission

de permanence, m'a semblé de nature à amener partout une sérieuse et féconde application de la loi du 22 mars 1841.

» Et l'on ne peut, Messieurs, que se féliciter de ces dispositions salutaires lorsqu'on jette un coup d'œil rétrospectif sur l'état de l'inspection du travail des enfants dans le département du Nord pendant l'année 1871 et les premiers mois de 1872. Dans le sous-arrondissement minéralogique de Lille, l'extension de l'industrie qui a accru le travail de surveillance des appareils à vapeur, l'encombrement forcé qui existait sur les chemins de fer à la suite des derniers événements, le contrôle par conséquent multiplié dans des proportions énormes sur les lignes ferrées, tout a concouru à rendre très-insuffisante, pour ne point dire nulle, la surveillance de l'ingénieur des mines. Mon rapport de 1871 expliquait déjà et justifiait à vos yeux, par des chiffres incontestés, l'impossibilité où il se trouvait à cet égard. Dans le sous-arrondissement minéralogique de Valenciennes, 31 jours de tournées ont été consacrés à l'inspection. Ces tournées rapides ont permis la visite de 120 établissements sur les 313 qui tombent sous le coup de la loi. Leur résultat n'a pu être que de constater le mal immense causé par l'infraction des prescriptions légales. Dans les grandes usines, il est vrai, l'esprit de la loi s'observe quant à l'instruction et à la moralité de l'enfance; mais c'est dans les petits ateliers que se multiplient les abus les plus sérieux. Les livrets des enfants en général sont très-incomplètement tenus. La durée du travail, le travail de nuit, le repos du dimanche, ne sont ni réglementés, ni observés. Quant à la loi, rarement elle se trouve affichée dans les fabriques, de sorte que le fonctionnement des deux inspecteurs, reconnu par vous déjà comme indispensable, a trop de raisons d'être, pour que je m'appesantisse aujourd'hui sur la nécessité absolue de leur maintien après vous avoir fait toucher du doigt, il y a un an, celle de leur création. Ce point a parfaitement été compris, du reste, par le Conseil d'arrondissement de Lille lorsque, dans sa session d'il y a quelques jours, il appelle de tous ses vœux la sollicitude du Conseil général sur la surveillance des enfants relativement à leur travail et instruction dans les ateliers.

Les dispositions prises par vous l'année dernière, et dont le 4e bureau vous propose la conservation à l'unanimité, donneront une satisfaction légitime à ce vœu, et pour descendre plus profondément dans les entrailles, pour ainsi dire, de la question qui fait l'objet de ce rapport, au moment où l'Assemblée Nationale est saisie d'un projet de loi sur l'économie duquel elle va être appelée à se prononcer, n'appartient-il point à ce Conseil si soucieux des intérêts, je dis plus, des droits physiques et moraux de l'enfance, de poursuivre le double but de son œuvre humanitaire par l'émission de quelques vœux destinés à la sauvegarder davantage encore? Car il faut bien l'avouer, Messieurs, la loi du 22 mars 1841 n'a pu être qu'une loi d'essai, entourée d'hésitations, et qui, se heurtant à l'industrie, devait fatalement se ressentir du trouble incalculable qu'y devait provoquer son application. Ses dispositions, bien que tutélaires, ressemblent encore à des tâtonnements. On y sent vivre le désir de bien faire sans y rencontrer l'audace de tout oser pour y atteindre. C'est que cette loi avait rencontré, dès son apparition, même à la tribune française, des adversaires ardents dans les industriels à demi-insurgés contre son esprit. Le temps a marché depuis, éveillant dans le domaine social des progrès de plus en plus humanitaires; des besoins nouveaux ont surgi pour l'enfance, et malgré toute l'amertume de l'aveu, nos désastres récents n'ont point peu contribué à ouvrir aux esprits ces larges horizons qui nous font apparaître aujourd'hui l'enfance ouvrière comme le germe vivant de notre résurrection nationale. Le bien est commencé, disait en 1841 le législateur en parlant de la loi du 22 mars, à d'autres de la perfec-

tionner. Ces mots indiquent suffisamment le rôle que nous avons à remplir, et ce rôle est d'autant plus beau qu'ayant pour but la régénération de la société française, il se confond dans sa grandeur avec la grandeur même de la patrie.

» Qu'il me soit permis à ce sujet de jeter un coup d'œil sur les législations diverses des peuples qui nous entourent, pour mieux éclairer cette question toute de philanthropie et qui sollicite à cette heure tant d'intelligences. L'Angleterre qui s'est élancée la première dans cette voie de protection à l'égard de l'enfance a, par deux bills successifs, en date du 29 août 1833 et du 6 juin 1844, décidé que l'admission des enfants dans les manufactures n'aurait point lieu avant 8 ans accomplis. De 8 à 13 ans, le travail ne peut excéder six heures et demie. C'est là loi du *half-time* qui fixe en même temps à trois heures au moins par jour la durée de la présence de l'enfant à l'école pendant cette période d'âge. De 13 à 18, la journée peut être de douze heures divisées par deux ou trois repos, en somme de dix heures et demie de travail effectif. L'Allemagne comprenant qu'elle devait à son heure trouver dans les jeunes générations une pépinière de soldats instruits et robustes, a édicté par une loi générale, en date du 14 avril 1868, que le *minimum* d'âge d'admission serait de 12 ans. Au-dessous de 14, le travail ne peut dépasser six heures par jour; de 14 à 16, dix heures coupées par deux repos. Le travail de nuit, ainsi que celui du dimanche et fêtes dans ces limites d'âge est, comme en Angleterre, absolument interdit. En Suisse, le minimum atteint 12, 13 et même 14 ans, selon la nature des industries; dans les Etats-Unis, il est porté à 12 ans; chez les Massachusets, il s'élève même à 15. La Belgique, enfin, si oublieuse des intérêts de l'enfance, semble devoir entrer dans une voie de tutelle à son égard. Un projet de loi s'y élabore en ce moment où le minimum est porté à 10 ans. De 10 à 14, six heures et demie de travail par jour pour l'enfant; de 14 à 18, dix heures et demie; absolue interdiction du travail de nuit jusqu'à 18 ans accomplis.

» Vous le voyez, Messieurs, cette question de la surveillance du travail des enfants, diversement résolue autour de nous, a appelé partout l'attention tutélaire du législateur. En France, le projet de loi actuel élève le minimum de 8 à 10 ans. De 10 à 13, travail de six heures et demie pour permettre à l'enfant de vaquer à son instruction. Ce n'est qu'à 13 ans que douze heures de travail lui sont permises. Quant au travail de nuit, interdiction complète avant 16 ans, excepté dans les industries à feu continu, comme les forges, les fonderies, les verreries, qui exigent le travail de nuit des enfants, et dont l'appréciation est confiée à des règlements d'administration publique à la condition expresse que le travail nocturne n'y puisse durer plus de six heures et que les enfants y soient âgés de 13 ans accomplis.

» Au sein de ces multiples législations en cours d'application ou d'élaboration, le 4e bureau croit devoir vous proposer, comme minimum d'âge d'admission des enfants au travail dans les manufactures, celui de 12 ans. L'instruction primaire élémentaire de l'enfant à cet âge pourrait être complète, et l'on n'aurait plus besoin de le distraire de l'atelier pour se rendre à ces écoles où, il faut bien le dire, dans nos contrées, le bénéfice de l'instruction est insuffisant, je devrais même dire presque nul, si je m'autorisais des résultats de l'enquête actuelle provoquée sur ce point par les soins intelligents de l'administration municipale de Lille. Cette enquête constate l'absolue inutilité des classes du midi dans le chef-lieu départemental, et son vœu certain doit conclure, vu leur stérilité, à leur entière suppression. M. le Maire de Lille, aux aspirations philanthrophiques duquel je me plais à rendre hommage, et qui, au double titre d'administrateur et d'industriel, s'est pénétré des besoins de notre population ouvrière, réclamait, il y a quelques

jours, le minimum d'âge de 13 ans. Votre 4e bureau croit concilier les nécessités industrielles avec les droits de l'enfance, en vous proposant à l'unanimité de fixer dans un vœu ce minimum à 12 ans, avec la condition *sine qua non* de l'instruction primaire élémentaire constatée par un certificat signé de l'autorité compétente.

Mais cette loi, si fructueuse qu'elle puisse être, ne saurait avoir de sanction effective que dans une surveillance à la fois stricte et générale. Le projet qui va être soumis à l'Assemblée nationale conclut à cet égard à la création de deux inspecteurs généraux et de quinze inspecteurs divisionnaires nommés et rétribués par l'État. Ce sont les rouages de surveillance adoptés en Angleterre dans des proportions assez réduites toutefois, insuffisantes surtout pour la France à cause de ce que j'appellerai son tempérament moral. Car si l'on songe d'un côté qu'en Angleterre la population ouvrière, plus concentrée, permet une inspection plus facile, que les esprits y sont mieux pliés de longue date au joug de la loi, que le public, que les industriels même qui en sont atteints sont les premiers à la respecter et à la faire respecter dans toute sa teneur ; si l'on considère, d'un autre côté, que la soumission aux prescriptions légales rencontre en France des esprits en général moins disciplinés, on comprendra aisément que ce système d'inspecteurs, même en nombre restreint, puisse réussir à faire exécuter la loi chez nos voisins d'outre-Manche, mais serait inefficace dans notre pays. Le service des ingénieurs des mines perpétuellement en contact avec l'industrie, n'apparaît-il point dès lors comme plus propre à entretenir une surveillance plus efficace, grâce à l'adjonction d'inspecteurs qu'on pourrait, qu'on devrait même, comme cela a lieu en Allemagne pour le service de contrôle des appareils à vapeur, rétribuer au moyen d'une taxe minime prélevée sur les établissements soumis à la loi ?

N'y aurait-il point lieu, enfin, de compléter ce système qui fonctionne actuellement dans ce département et dont, au début de ce rapport, je vous faisais toucher du doigt l'économie par la création de commissions spéciales analogues aux anciennes commissions locales, mais autrement composées que ces dernières et n'ayant plus qu'un rôle purement consultatif. Ces commissions spéciales qui devraient être instituées dans tous les centres industriels (une au moins par arrondissement), pourraient se composer : 1° d'un ministre de chacun des cultes reconnus par l'Etat et désigné par l'autorité ecclésiastique ; 2° d'un médecin désigné par le Conseil de salubrité ; 3° de l'inspecteur primaire ; 4° de trois membres désignés par la Chambre de commerce ou les Chambres de commerce du ressort de la commission ; 5° du même nombre de membres désignés par le Conseil ou les Conseils de prud'hommes, et à leur défaut par les juges-de-paix. Les inspecteurs spéciaux du travail des enfants (c'est-à-dire les ingénieurs des mines, si ce service leur était conservé) ne feraient point partie des commissions, mais assisteraient à leurs séances et rempliraient auprès d'elles les fonctions de commissaires du gouvernement. Ces commissions seraient chargées de recevoir les plaintes des industriels, des parents des enfants, des enfants eux-mêmes. Ces plaintes pourraient toujours être adressées à l'inspecteur spécial, mais dans le cas où ce dernier ne les aurait point accueillies, les intéressés auraient recours auprès de la commission. Celle-ci devrait examiner les faits et prononcerait le renvoi à l'inspecteur de celles de ces plaintes qui lui paraîtraient fondées. L'inspecteur serait tenu de rendre compte à la commission de la suite par lui donnée aux plaintes que la commission lui aurait ainsi renvoyées. Les commissions pourraient, en outre, remplir un rôle très-utile dans la répression des contraventions. Elles devraient être investies du droit de prononcer, à la requête de l'inspecteur spécial, la peine de la censure avec l'affichage aux portes des mairies et des fabriques et

insertion dans les journaux. Cette pénalité toute morale serait infiniment plus efficace que la peine de simple police édictée par la loi actuelle et qui devrait être supprimée. Les industriels qui, après avoir subi la peine de la censure, se trouveraient en état de récidive, devraient être traduits immédiatement devant les tribunaux correctionnels.

Telles sont, Messieurs, relativement à la surveillance du travail des enfants, par les considérations développées plus haut, les propositions que le 4e bureau soumet à votre sagesse. Elles se résument, en conséquence, dans la demande d'allocation de 5,200 fr. à porter au budget de 1873 et destinée à rétribuer les deux inspecteurs déjà nommés par la Commission de permanence à qui vous en avez délégué pouvoir et dans l'émission des vœux suivants :

1° Que tout atelier, à quelque industrie qu'il appartienne, et quel que soit son chiffre d'ouvriers, tombe sous le coup de la loi ;

2° Que nul enfant ne puisse être admis dans les ateliers de tout genre, ni dans aucune exploitation quelle qu'en soit la nature : 1° s'il n'a point atteint l'âge de 12 ans révolus ; 2° s'il ne justifie point, par un certificat signé de l'autorité scolaire, avoir reçu l'instruction primaire élémentaire. Cette double condition remplie, la durée du travail de l'enfant pourra être celle de l'adulte ;

3° Que l'Etat conserve aux mains des Ingénieurs des mines le service de surveillance du travail des enfants, en leur adjoignant des inspecteurs rétribués au moyen d'une taxe prélevée sur les établissements soumis à la loi ;

4° Que l'État procède à la création de commissions spéciales, (une au moins par arrondissement).

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit est voté.

Les vœux proposés sont émis.

Au nom du même bureau, M. Bergerot présente le rapport qui suit :

Approfondissement des canaux. — Proposition de M. de Marsilly.

M. de Marsilly et plusieurs honorables membres ont déposé la proposition suivante :

» Les soussignés ont l'honneur de proposer au Conseil général de prendre la délibération suivante :

» Considérant que la ligne navigable qui met en communication avec le port de Dunkerque, d'une part, Paris, l'est et le centre de la France, d'autre part, Lille, Roubaix Tourcoing et le nord de la France, présente, depuis La Bassée jusqu'à Dunkerque, une section d'environ 111 kilomètres de longueur dans lesquelles le niveau d'eau est inférieur à 2 m alors que, partout ailleurs, il atteint ce chiffre ; que cette lacune entrave la navigation et porte un préjudice considérable aux intérêts du département ;

» Le Conseil général, défenseur naturel de ces grands intérêts, offre à l'État de lui avancer une somme de trois millions cinq cent mille francs, à l'effet d'assurer l'exécution des travaux de perfectionnement et de navigation, dans le parcours entre la Bassée et Dunkerque.

» Les fonds versés successivement par le département jusqu'à concurrence de la dite somme de 3,500,000 fr. porteront intérêt, à quatre pour cent., à dater de leur versement.

» L'amortissement calculé au même taux de 4 pour 0/0, s'effectuera en dix années, à partir de 1878.

» Les versements auront lieu par quart le premier quart, en 1874, et les autres quarts d'année en année successivement.

» La somme de 3,500,000 fr. sera prélevée sur celle de 6 millions 800,000 fr. que l'État a pris l'engagement de rembourser au département. »

Signé : DE MARSILLY, Gustave LEMAIRE, JOOS, BERGEROT, TRYSTRAM, Ed. HAMOIR, DELERUE, D'HESPEL, RENARD, CARLIER, ROUSSEL-DEFONTAINE, VAN DER STRAETEN, DUQUENNE, BILLET.

La proposition soumise au Conseil général consiste à offrir à l'État de lui avancer une somme de 3,500,000 fr., moyennant un intérêt de 4 pour 100, par an, pour porter à 2^m le tirant d'eau, entre la Bassée et Dunkerque, et achever tous les travaux de perfectionnement de la navigation dans ce parcours.

Cette somme de 3,500,000 fr. serait payée, par quart, à partir de l'année 1874.

Cette proposition diffère sensiblement de celle qui a été soumise au Conseil général dans sa session de 1871.

D'abord, la somme qu'il s'agit d'avancer à l'État est moins forte, elle est de 3,500,000 fr. au lieu de 5,000,000 ; les travaux se borneront à la ligne de la Bassée à Dunkerque, qui comprend :

Le canal d'Aire à la Bassée ;

Le canal de Neuffossé ;

La rivière canalisée de l'Aa ;

Le canal de Bourbourg.

L'estimation de M. l'ingénieur en chef Bertin porte les dépenses d'amélioration au chiffre de 4,000,000 fr.; mais, comme l'État ne consacre pas moins de 100,000 fr. à 150,000 fr. par an à ces travaux, une avance de 3,500,000 fr. par le département, faite en quatre années suffira.

Une autre différence, c'est que la somme prêtée rapportera 4 pour 100, tandis que, l'année dernière, on proposait d'avancer les fonds sans intérêt.

Enfin, le remboursement aurait lieu en 10 ans à partir de l'année 1878, au lieu de s'opérer en 20 ans à partir de l'année 1880.

Ces différences constituent une modification profonde au projet soumis l'année dernière au Conseil général, et que celui-ci avait ajourné à cette session.

L'économie du nouveau projet consiste, en résumé, à demander au Conseil général, sur les fonds que le remboursement de la somme de 6,800,000 fr. met à sa disposition, une avance de 3,500,000 fr. moyennant un intérêt de 4 pour 100, et sous la condition de la rembourser par annuités en 10 ans; il n'impose aucun sacrifice au département; il lui présente, au contraire, à un taux d'intérêt raisonnable et commence à lui rendre la disponibilité de ses ressources, au bout de cinq ans, puisque la première annuité serait payée dans le courant de 1879, alors que le premier versement serait fait en 1874; enfin il n'immobilise que la moitié environ du fonds de 6,800,000 fr. pendant cinq ans seulement, en sorte qu'il laisse au Conseil général toute latitude pour un emploi avantageux de cette somme.

Et d'abord il se présente une question de principe. Quel usage convient-il que le Conseil général fasse de la somme de 6,800,000 fr. que l'État va lui rembourser ?

Doit-il simplement la rendre aux contribuables ; doit-il, au contraire, la consacrer à divers usages, notamment à assurer le perfectionnement de la grande voie navigable de Dunkerque ?

Si la situation financière du département était mauvaise, si les impôts étaient difficilement supportés par les contribuables, le Rapporteur serait d'avis d'opérer un dégrèvement momentané ; mais, heureusement, le département a échappé en partie aux ravages de la guerre ; l'industrie est propère ; l'agriculture est favorisée par une excellente récolte ; il croit dès lors qu'il est de bonne administration, de la part du Conseil général, de mettre à profit la somme dont-il dispose pour réaliser les améliorations d'itnérêt public qui présentent le plus d'avantages, et au nombre de celles-ci il n'hésite pas à placer, en première ligne, le perfectionnement de la voie navigable qui met le port de Dunkerque en communication avec les principaux centres industriels du département ; jamais peut-être il n'y aura pour cela une occasion plus favorable.

Le rapporteur a donné dans son rapport de l'an dernier, tous les chiffres et tous les renseignements propres à démontrer, d'une part, combien est imparfaite la navigation entre la Bassée et Dunkerque, et, d'autre part, quels avantages présenterait l'exécution des travaux destinés à porter partout le tirant d'eau à 2^{m}.

La discussion qui a eu lieu, au sein du Conseil général, a produit de nouveaux éléments d'appréciation ; l'étude a donc été complète, et il est inutile de revenir sur ce qui a été dit, écrit et imprimé. Il met seulement sous les yeux du Conseil quelques chiffres nouveaux que donne le rapport de M. l'ingénieur en chef Bertin.

Le mouvement du canal de Bourbourg qui aboutit à Dunkerque, tonnage absolu, a été de 510,940 tonnes en 1871, contre 392,754 en 1869 ; c'est un accroissement de 118,186 tonnes, soit de près d'un tiers.

Cependant, les variations de niveau qu'éprouve ce canal entravent constamment la navigation ; pendant la période des crues, le mouillage de 1 m. 75 nécessaire pour que les bateaux à 1 m. 50 d'immersion puissent franchir l'écluse du guindal, n'a pu être obtenu que pendant 48 jours pleins ; sur les 220 jours restant, il y a eu 114 jours durant lesquels il a été insuffisant toute la journée, et 106 durant une partie de la journée seulement. 603 bateaux ont été arrêtés, dans leur marche, par suite des variations de niveau. Sur ce nombre, 98 ont dû alléger. Si le nombre des bateaux arrêtés n'est pas plus considérable, cela provient de ce que les chargements sont faibles. Ils n'atteignent effectivement, en moyenne, que 90 tonnes. La charge maximum possible à l'immersion de 1 m. 50, est de 220 tonneaux.

De pareilles entraves, dit M. l'Ingénieur en chef Bertin, sont intolérables sur une ligne qui met le port le plus important du Nord en communication avec l'intérieur du pays.

En 1871, le mouvement à l'entrée des bateaux, dans les bassins, a été de 120,980 tonnes et le mouvement à la sortie des bassins, dans les canaux, a été de 309,918 tonnes.

Il est certain que si les travaux d'amélioration proposés étaient exécutés, on verrait ces chiffres de tonnage doublés et triplés, en peu d'années.

S'il reste encore quelque doute sur l'utilité que présentent ces travaux et sur l'opportunité de les exécuter promptement, le Rapporteur citera, pour achever de les dissiper, un exemple tout récent qu'offre le département de Meurthe-et-Moselle, si cruellement éprouvé par la guerre. Que fait le Conseil général de ce département pour le relever de ses désastres ?

Quelle mesure prend-il? Réclame-t-il un dégrèvement de contributions? Loin de là, le Conseil général lui impose de nouvelles charges et emprunte une somme de 2,100,000 fr., qu'il prête à l'État pour la canalisation de la Moselle entre Toul et Pont-Saint-Vincent.

Voici le texte de la loi qui autorise le Gouvernement à accepter ce prêt et que contient le Journal Officiel du 10 août dernier :

« ART. 1er. — Le Ministre des Travaux publics est autorisé à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par le Conseil général du département de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'il résulte de la délibération de la Commission permanente, du 25 juin 1872, de ce même Conseil, d'avancer à l'État la somme de 2,100,000 fr., à l'effet d'assurer l'exécution des travaux de canalisation de la Moselle entre Toul et Pont-Saint-Vincent.

» ART. 2. — Les fonds, successivement versés par le département, jusqu'à concurrence de la somme de deux millions cent mille francs, porteront intérêt à quatre pour cent, à dater de leur versement.

» L'amortissement calculé au même taux de 4 p. % s'effectuera en dix années, à partir de 1875.

» ART. 3. — Le département de Meurthe-et-Moselle est autorisé à emprunter, à un taux qui n'excède pas six pour cent, la somme de 2,100,000 fr. qui sera avancée à l'État, ainsi qu'il est dit en l'article premier.

» Cet emprunt pourra être réalisé, soit par voie de publicité et concurence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec la faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

» Si l'emprunt est contracté auprès d'un établissement public, le département devra se conformer aux conditions statutaires de cet établissement, sans toutefois que la commission perçue en sus de l'intérêt puisse dépasser 0,45 pour cent. »

La proposition soumise aujourd'hui au Conseil général, reproduit les dispositions que l'État a acceptées; tout porte à croire que si le Conseil général du Nord fait une offre semblable à celle du département de Meurthe-et-Moselle, elle sera favorablement accueillie par le Gouvernement et l'Assemblée Nationale.

L'honorable membre croit utile de revenir sur les avantages immédiats qui résulteraient pour le commerce et l'industrie de l'amélioration demandée. Le rapport qui a été soumis au Conseil à ce sujet, l'année dernière, prouvait, par des chiffres incontestables, qu'à chaque nouvelle amélioration des voies navigables, correspondait immédiatement une augmentation considérable du trafic.

En présence de ces faits,

« Considérant le vœu exprimé, dans les sessions précédentes, par plusieurs Conseils d'arrondissement, notamment par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque et par le Conseil général du Nord, afin que le tirant d'eau soit porté à deux mètres dans tous les canaux du Nord et principalement sur ceux qui lient le port de Dunkerque à La Bassée;

» Considérant qu'en peu d'années le commerce et l'industrie auront économisé, sur le prix des transports, la somme consacrée aujourd'hui à cet approfondissement;

» Considérant que le Gouvernement vient d'accepter du département de Meurthe-et-Moselle

une avance faite à peu près dans les mêmes conditions et dans un but analogue, et que l'amélioration des canaux s'applique à des intérêts plus considérables et plus sérieux dans le département du Nord ;

» Considérant qu'il est des dépenses fécondes qui ont pour but d'accroître la prospérité publique et qui rendent, dans un avenir prochain, en les décuplant, les sommes qui leur sont consacrées, et qu'il appartient à l'État et au département de prendre avec résolution l'initiative de ces dépenses ;

» Le 4e bureau propose l'adoption de la proposition de M. de Marsilly et de plusieurs de ses honorables collègues. »

M. DE CARNIÈRES rappelle que l'année dernière, au mois de novembre, une proposition beaucoup plus considérable que celle qui est soumise en ce moment au Conseil, avait été présentée par plusieurs membres. On se souvient, dit-il, avec quelle insistance on soutenait alors qu'il était indispensable que le Conseil général du Nord mît à la disposition du gouvernement une somme de cinq millions pour l'approfondissement des canaux. Il n'y avait alors rien d'excepté, tout était également nécessaire ; il fallait que le département entrât dans la voie qu'on lui proposait et votât cette somme de 5 millions.

Il paraît que ce qui était indispensable alors ne l'est plus tout-à-fait autant aujourd'hui, puisque les auteurs de la proposition ont sacrifié, sans aucune espèce de réserve, une grande partie des canaux pour lesquels ils croyaient, l'an dernier, que le département devait intervenir dans des conditions d'urgence absolue, et qu'ils ne réclament plus aujourd'hui que 3,500,000 fr. au lieu de 5 millions.

Le Conseil général a trouvé, l'année dernière, que la proposition qu'on lui faisait n'était pas appuyée de documents suffisants, que, lorsqu'il s'agissait d'une opération financière aussi considérable, il fallait qu'elle fût étudiée avec un très-grand soin, et que ce n'était pas sur le vu d'une simple proposition, quels que fussent d'ailleurs les développements qui lui étaient donnés par son auteur, qu'on pouvait immédiatement voter une pareille somme.

Le Conseil, en conséquence, a renvoyé l'affaire à la Commission départementale en l'invitant à s'en occuper, et lui a demandé de faire un rapport qui servirait d'élément à la décision qu'il aurait à prendre dans la suite. La Commission départementale a accompli la mission qui lui avait été donnée. Son rapport a été présenté à la session d'avril, et voici, entre autres choses, ce qu'on lit dans ce document :

« Quant à la question d'approfondissement des canaux, il résulte d'une lettre de M. le Préfet du Pas-de-Calais à M. le Préfet du Nord que le Conseil général du Pas-de-Calais a été entièrement préoccupé de son réseau de chemins de fer et paraîtrait peu disposé à entrer dans cette voie de dépenses.

» M. le Ministre des Travaux publics n'a pas répondu aux ouvertures faites par M. le Préfet sur les intentions de l'État, mais M. Kolb, inspecteur-général des ponts-et-chaussées, a dit à un de nos collègues que, dans son opinion, le gouvernement se refuserait à la dépense et que, dans tous les cas, il ne se croirait autorisé à la faire qu'en vertu d'une loi, la combinaison proposée n'étant en réalité qu'un emprunt déguisé. »

Tel est le rapport qu'a fait au Conseil la Commission départementale ; en d'autres termes, on est venu dire au Conseil que le gouvernement auquel des ouvertures avaient été faites par M. le

Préfet, avait gardé le silence, et qu'un des fonctionnaires les plus considérables de l'administration des ponts-et-chaussées avait fait une réponse qui devait faire considérer comme abandonné, pour ainsi dire, le projet qui avait été présenté à la session de novembre.

L'honorable membre se propose d'examiner si les conditions sont changées depuis le moment où le Conseil général a voté et si la proposition restreinte qu'on présente aujourd'hui ne doit pas avoir le même sort qu'a eu la proposition principale.

Le Conseil comprend très-bien pourquoi on a restreint cette proposition. Est-ce qu'on a abandonné toutes les convictions qu'on avait au mois de novembre dernier ? Non, sans doute, mais on a pensé qu'il fallait diviser un morceau trop gros, afin de le faire accepter plus facilement par le Conseil général, et s'ils obtiennent les 3,500,000 fr. demandés, il est certain que les auteurs de la proposition doivent à leur propre conviction de revenir plus tard demander le surplus. Le Conseil sera engagé, car une fois entré dans une voie, il est difficile de refuser d'aller jusqu'au bout : en définitive, tous les canaux étaient placés à l'origine sur la même ligne, et si on a aujourd'hui séparé le canal de La Bassée des autres, c'est parce qu'on a pensé qu'il était prudent de ne pas reproduire dans son entier le projet même qui avait été d'abord ajourné. Mais une fois ce canal obtenu, ne serait-ce pas faire une injustice que de refuser aux autres canaux qui sont dans la même situation, la faveur que le Conseil aurait faite à l'un d'entre eux ? Le Conseil arriverait ainsi à voter cette dépense de 5 millions qu'il a trouvée inopportune.

L'opinant se demande quelle est la situation des finances du département, car enfin, dit-il, pour faire une grande opération financière, il faut être en mesure de la réaliser et apercevoir quel est son avenir. Le département aura à recevoir une indemnité considérable qui lui sera payée par l'État, mais quand, dans quelles conditions, comment ? Y a-t-il quelque chose de fixé à cet égard ? — Le département peut-il avoir des données un peu certaines quant à la question des qui lui seront faits ? C'est là un premier obstacle, mais il y en a d'autres.

Le budget départemental est en déficit. La première annuité qui sera touchée sera consacrée à rétablir l'équilibre. Des dépenses imprévues surgissent à chaque instant. Demain on parlera peut être au Conseil d'une École industrielle à créer à Lille ; il ne s'agira sans doute quant à présent, que d'un essai partiel, on ne réclamera pas un crédit considérable, mais il est certain qu'on se réserve et qu'on doit se réserver le droit de demander un jour beaucoup plus d'argent, si l'essai qu'on va tenter réussit. Ce sera une dépense de 720,000 fr. au minimum, c'est le chiffre du devis, et quant à présent on demandera 42,000 fr. annuellement pour le paiement des professeurs de l'Ecole. Ces 42.000 fr. qu'on ne pourra prendre sur les ressources ordinaires, il faudra les imputer sur les ressources extraordinaires qui proviendront des remboursements du gouvernement.

Il y a plus. Beaucoup de membres du Conseil général — l'opinant n'est peut-être pas complètement de leur avis — demandent très-hautement l'instruction gratuite et obligatoire. Si on l'accorde, peut-on prévoir à quelles dépenses on sera entraîné ? Pour mettre l'instruction à côté des enfants qui en auront besoin, il faudra des écoles en beaucoup plus grand nombre, une augmentation considérable du personnel des instituteurs et institutrices, et par conséquent il y aura lieu de pourvoir à une dépense très-importante.

Est-ce dans un moment de transition pareil, dans un moment où les finances du département

sont exposées plus qu'elles ne l'ont jamais été et à la veille pour ainsi dire, d'un désordre financier, qu'on peut venir demander au Conseil de faire l'opération qu'on propose? Et quelle est cette opération? On veut que le département avance à l'État en quatre ans, une somme de 3,500,000 fr.; mais l'aura-t-il reçue cette somme? Il prendra envers l'État l'engagement en vertu duquel commenceront les travaux, mais s'il arrive que le département n'ait pas reçu en temps utile cette somme de 3,500,000 fr., dans quelle situation sera-t-il placé? Comment accomplira-t-il sa promesse? voilà une première difficulté.

En ce qui concerne les remboursements à faire par l'État au département, a-t-on évalué la somme à laquelle ils devront s'élever? On dépensera de 1874 à 1878; les remboursements commenceront en 1878 et il faudra dix ans pour qu'ils soient accomplis. Ainsi, pendant dix ans, le département aura aliéné, non pas d'une manière définitive, mais d'une manière temporaire, une somme de 3,500,000 fr. qu'il ne pourra recouvrer qu'en dix annuités. Cette situation est grave, elle doit préoccuper le Conseil et l'opinant ne pense pas que le moment soit plus opportun aujourd'hui qu'au mois de novembre dernier pour entreprendre une pareille opération.

L'honorable membre fait remarquer qu'il y avait d'ailleurs une chose préliminaire à faire, et le Conseil l'avait demandée: c'était de se concerter avec l'État sur la question de savoir s'il voudrait ou s'il ne voudrait pas accepter les offres qui lui seraient faites. M. le Préfet a écrit à M. le Ministre des Travaux publics pour le prier de faire connaître quelle était la pensée du gouvernement sur cette question: cette pensée s'est traduite, suivant l'opinant, d'une manière bien énergique par le silence opposé à la lettre de M. le Préfet. Elle s'est traduite encore d'une façon bien claire, dans cette déclaration de M. Kolb que le gouvernement n'accepterait pas une pareille transaction. Il est bien vrai qu'il en a accepté une pour le département de Meurthe et Moselle qui a une certaine apparence de ressemblance avec celle qu'on propose, mais ce département est-il dans la même situation que le département du Nord? On comprend très-bien que le gouvernement fasse des sacrifices énormes pour donner quelques satisfactions à un département qui a tant souffert, qui a été profondément démembré, qui se trouve en un mot dans une situation assez intéressante pour que le gouvernement se départe, quant à lui, des règles qu'il a pu se tracer dans d'autres circonstances, et personne ne le blâmera d'avoir accepté l'offre du département de Meurthe et Moselle. Mais le département du Nord n'est pas dans la même situation et lorsqu'il fait des offres pareilles, il ne reçoit pas la réponse qui a été faite au département de Meurthe et Moselle: pour ce département, on a immédiatement présenté une loi à l'Assemblée Nationale et cette loi a été immédiatement acceptée: au contraire lorsque le département du Nord a fait une proposition et qu'il a pressenti les intentions du gouvernement, il n'a reçu aucune réponse. C'est une grande différence qu'il ne faut pas perdre de vue.

L'honorable membre persiste à penser que le moment n'est pas arrivé de résoudre une question aussi importante. Il faut, avant tout, que le département soit sorti de cet état précaire dans lequel sont encore, quant à présent, ses finances; il faut qu'il voie clair dans l'avenir, il faut, en un mot, s'il entame une opération de ce genre, qu'il le fasse sur des bases certaines.

L'opinant croit donc qu'il y a lieu d'ajourner encore la proposition et d'en remettre l'examen, soit au mois d'avril prochain, soit au mois d'août, suivant les circonstances, en s'en rapportant encore à M. le Préfet et à la Commission départementale pour voir si, dans l'intervalle, on pourrait arriver à pressentir d'une manière suffisante les intentions du Ministre des Travaux

publics, et en même temps pour que la situation des finances départementales soit assez claire pour que le Conseil puisse être assuré qu'il ne s'engagera pas d'une manière imprudente.

M. Trystram désirerait savoir dans quels termes M. le Préfet a écrit au Ministre des Travaux publics concernant cette affaire. Relativement à la réponse qui aurait été faite par M. Kolb, l'honorable membre croit qu'il doit y avoir un malentendu de la part de la personne qui a dit que le Ministère des Travaux publics était hostile au projet, car l'opinant tient d'une personne sûre que M. de Franqueville, directeur général au ministère des Travaux publics, a dit que l'État verrait avec plaisir le département faire cette opération. Ainsi il y a une contradiction complète dans les renseignements recueillis. Du reste, le préopinant ne conteste pas l'utilité de l'approfondissement des canaux et personne ne la conteste : tout le monde sait que les canaux approfondis, c'est une augmentation de richesse pour le pays. Il s'agit donc de savoir si le département doit ou non engager ses finances dans cette voie. M. de Carnières devrait dire ce qu'il désire que le département fasse des 6,800,000 fr. qu'il va recevoir. En supposant que le département opère comme un particulier qui gère sagement sa fortune, il doit en faire le placement : or, peut-il mieux faire que de confier ce caiptal à l'Etat ? Est-ce que l'État n'est pas le meilleur de tous les banquiers ? Que le département prête à l'Etat les sommes nécessaires pour exécuter ce travail : il retrouvera au fur et à mesure de ses besoins les sommes qu'il aura ainsi prêtées. L'honorable membre croit donc, contrairement à l'opinion de M. de Carnières, que ce ne serait pas un acte de mauvaise gestion de la part du département que d'avancer ainsi à l'État la somme de 3,500,000 fr. qui contribuerait à augmenter dans une proportion considérable la fortune du pays.

M. Maurice ne vient pas combattre la proposition de M. de Marsilly, il s'étonne seulement, comme l'a déjà fait M. de Carnières, de la voir restreinte à une seule ligne de navigation, et, ce qui le frappe, c'est que cette ligne sur laquelle on se propose de dépenser 3,500,000 fr. est, pour presque tout son parcours, située dans le département du Pas-de-Calais, c'est que toutes les villes qui vont voir leurs voies navigables approfondies, Saint-Omer, Aire, Béthune, sont situées dans ce même département. L'honorable membre sait bien qu'on lui dira qu'il ne faut pas s'attacher à cette situation, qu'il ne faut considérer que les deux points extrêmes et que la navigation approfondie sur ces canaux profitera en réalité au département du Nord. Mais l'opinant n'en est pas moins surpris qu'on ait oublié qu'il y a dans le département du Nord des canaux qui pourraient donner à son commerce des débouchés tout aussi avantageux et qui coûteraient infiniment moins d'argent à approfondir. Comme il l'a déjà fait remarquer au Conseil l'an dernier, la Scarpe-Inférieure, qui n'a qu'une étendue de quelques kilomètres, ouvre uu débouché par la Deûle avec Lille, par le canal de la Sensée avec Paris, et conduit directement par Mortagne à l'Escaut et de l'Escaut au grand port d'Anvers qui est maintenant un des grands ports commerciaux du nord de l'Europe. Sur ce point, il y aurait non pas 3,500,000 fr. mais quelques centaines de mille francs à dépenser. Pourquoi ne pas proposer au Conseil cette dépense relativement très faible et qui produirait un résultat au moins aussi considérable que le projet en discussion? Il est incontestable, en effet, que la navigation trouverait des facilités plus grandes par l'Escaut qu'elle ne pourra jamais en rencontrer par la rivière canalisée de l'Aa et par le canal de Bourbourg.

L'objection tirée de ce que la Scarpe inférieure conduit à un port étranger est sans valeur ; elle n'a pas plus de force que celle qui s'applique au parcours dans le département du Pas-de-Calais des canaux qui font l'objet de la proposition de M. de Marsilly, objection sur laquelle

l'opinant n'a pas insisté. Il rappelle que, d'ailleurs, dans la proposition de l'an dernier, on faisait beaucoup valoir les facilités qui seraient données à la navigation du département pour arriver au bassin houiller de Mons, et fournir ainsi à l'industrie du pays des combustibles à prix réduits.

L'honorable membre fait remarquer que tous les avantages se rencontreraient pour l'approfondissement de la Scarpe Inférieure qui ne coûterait pas des sommes considérables, attendu que sur beaucoup de points les 2 m. de tirant d'eau sont déjà atteints. L'opinant ne demande pas qu'on vote une somme supérieure à 3,500,000 fr., mais comme on ne présente pas d'études bien complètes qui établissent quelle sera la dépense par kilomètre de ce long parcours de Dunkerque à la Bassée ; que dans l'appréciation de ces dépenses faite d'ensemble, il y aura au moins des exagérations, il prie le Conseil de décider en même temps que l'approfondissement des canaux depuis Dunkerque jusqu'à La Bassée, l'approfondissement de la Scarpe-Inférieure, se rendant vers Mortagne pour déboucher sur l'Escaut et de là sur Anvers. Le crédit proposé pourrait comprendre les deux travaux et y suffire largement.

M. le Président fait connaître qu'on lui communique à l'instant une délibération du Conseil général du Pas-de-Calais de laquelle il résulte que ce département ne peut accorder son concours aux mesures proposées par le département du Nord pour l'approfondissement des canaux.

M. Leurent fait connaître que M. de Carnières a présenté au 4e bureau toutes les considérations qu'il vient d'exposer au Conseil général et que cependant, ainsi qu'on a pu le voir par les conclusions du rapport de M. Bergerot, le 4e bureau à la majorité s'est prononcé en sens contraire.

Est-il ou n'est-il pas utile d'approfondir la ligne de canaux qui s'étend de Dunkerque jusqu'à La Bassée ? L'honorable membre croit que tout le monde reconnaîtra qu'au moment où l'Etat exécute des travaux considérables pour développer la navigation du grand port du Nord, qui aujourd'hui est véritablement victime de la concurrence d'Anvers, si le département ne se préoccupait de l'amélioration de la navigation intérieure, toutes les dépenses qui se font à Dunkerque ne réaliseraient pas leur effet utile. On sait qu'en ce moment, par suite du faible tirant d'eau et de la nécessité où l'on se trouve de prendre des bateaux de petites dimensions, le fret sur les canaux dont il s'agit est presque le double de ce qu'il doit être et qu'il en coûte aujourd'hui plus cher de faire venir des marchandises de Dunkerque dans l'intérieur du département que de les faire venir d'Anvers.

On peut donc poser ce principe qu'il est de nécessité publique que l'approfondissement de la ligne de canaux qui se succèdent depuis Dunkerque jusqu'à La Bassée soit porté à deux mètres.

Assurément l'on ne peut pas espérer qu'en ce moment l'Etat prendra l'initiative des travaux. Par suite de la situation budgétaire faite à la France, le Gouvernement se montre très-sobre d'interventions de ce genre et l'honorable membre l'a vu résister avec une grande énergie à toutes les demandes faites pour obtenir des subventions en matière de chemins de fer. Dès lors si le département ne trouve pas de combinaison financière qui mette entre les mains du gouvernement la somme nécessaire pour faire ce travail et s'il ne lui accorde pas certains délais pour le remboursement, le Conseil général peut être convaincu que le travail sera ajourné indéfiniment. Si donc ce travail a pour le département du Nord le caractère incontestable d'une grande utilité, il faut que le Conseil général, par sa participation, vienne en favoriser l'exécution.

Or, par suite des circonstances, le département peut favoriser cette exécution en ne faisant, pour ainsi dire, aucun sacrifice : des sommes considérables vont rentrer dans ses caisses, sommes qu'évidemment personne n'a l'intention de rembourser aux contribuables, mais que chacun a le désir de voir employées de la manière la plus utile pour l'ensemble des intérêts du département. Si le Conseil général adopte la proposition, c'est un placement de fonds qu'il fait, placement à intérêts et placement qui doit être remboursé dans un délai plus ou moins long. L'opinant ne voit pas en quoi on obèrerait les finances du département en lui donnant l'Etat pour débiteur : puisque c'est à l'État que l'argent serait prêté et que le département aurait la garantie de l'État, le placement offrirait toute sécurité ; et, indépendamment de l'intérêt de son capital, il obtendrait un résultat bien plus important : l'économie et la facilité dans les transports et tous les avantages qui en seraient la conséquence pour l'industrie du pays.

M. de Carnières a objecté qu'une partie de ces canaux sont situés sur le département du Pas-de-Calais : le fait est exact, mais ce parcours n'est pas aussi étendu que M. de Carnières l'a dit. En regardant la carte du département, il est facile de voir qu'il est impossible d'y faire un travail d'une certaine étendue sans mettre le pied sur un département voisin. L'honorable membre n'est donc pas touché de ce fait ; sans doute les riverains du Pas-de-Calais profiteront du travail, mais ce n'est pas une considération de nature à faire repousser le projet.

M. de Carnières a dit encore que le département allait être obligé d'entrer dans une voie de dépenses considérables, qu'il y avait là un inconnu redoutable, et il a cité, parmi d'autres dépenses à prévoir, une somme de 42,000 fr. pour l'École industrielle ; mais pour que cette école coûtât 42,000 fr. au département, il faudrait qu'il n'y eût pas un seul élève et que les professeurs eussent leurs cours déserts. L'honorable membre se plaît à croire au contraire que ces cours, au bout d'un petit nombre d'années, ne coûteraient absolument rien au département et qu'il en sera de cette École comme de tous les établissements semblables de la Belgique qui ont assez d'élèves pour couvrir la totalité de leurs frais. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé à Douai pour l'École de droit, à l'occasion de laquelle la ville s'était engagée à des dépenses encore plus considérables ; or, dans le département du Nord l'amour du droit est moins développé que l'amour de l'industrie.

L'opinant ne voit donc rien qui puisse, au point de vue financier, empêcher le Conseil général d'entrer dans la voie qu'on lui indique. Quant à l'observation faite par M. Maurice à propos du canal de Douai à la Scarpe, il faut remarquer que la Scarpe n'est pas une voie navigable appartenant à l'État ; elle appartient à une Compagnie concessionnaire et le département n'est pas obligé d'aller faire des dépenses pour un canal qui n'est pas sa propriété.

M. Maurice a d'ailleurs donné un grand argument contre cette amélioration en disant qu'elle favoriserait les relations du département avec le port d'Anvers, car le Conseil général doit bien plutôt chercher à favoriser les transports vers le port de Dunkerque. L'honorable membre voit sans doute dans l'amélioration de la Scarpe un travail utile aux riverains, aux arrondissements de Douai et de Valenciennes, et à raison de l'assainissement qui en résulte pour cette région, il n'en méconnaît pas les avantages ; si, dans un temps plus ou moins éloigné, le département peut faire quelque chose pour l'amélioration de la voie de la Scarpe, l'opinant ne la combattra pas, mais il pense qu'au point de vue de l'intérêt général, on ne peut pas comparer les travaux qu'on ferait dans la Scarpe, avec l'approfondissement des voies navigables qui relient le port de Dunkerque avec les centres de l'industrie de tout le département.

En résumé, l'opinant croit que le département entrerait dans une voie très-sage si à la veille de recevoir une partie des sommes qui vont lui être remboursées par l'État, il prenait la résolution d'en faire un emploi aussi judicieux que celui qu'on lui propose.

On oppose l'incertitude des remboursements, mais il est évident que s'ils n'ont pas lieu, le département n'est tenu à rien vis-à-vis de l'État. Le département a un traité à faire avec l'État, pareil à celui du département de Meurthe et Moselle. La loi a été insérée dernièrement dans le *Journal officiel*, on y voit que les modes de remboursement sont bien déterminés; ceux du du département du Nord seraient déterminés de la même manière; l'exécution du contrat n'aurait lieu qu'au fur et à mesure des versements faits par l'État ou que l'État serait censé faire, et ce sera ientces versements qui seraient consacrés aux travaux. Une combinaison de cette nature ne présente rien de difficile, rien d'audacieux; l'opinant engage donc le Conseil général à adopter la proposition de M. de Marsilly.

M. DE CARNIÈRES fait remarquer que le préopinant n'a rien dit de la nature de la créance que le département a sur l'État. Or cette créance est jusqu'à présent éventuelle. Le département sait que l'État lui doit de l'argent, mais l'honorable membre ignore même si l'État a reconnu quelle somme il devait; il règne encore là un certain inconnu. De plus l'État n'a encore pris aucun terme de paiement; ainsi le département ne sait pas quand l'État le remboursera et il irait s'engager à payer à l'État une somme de 3,500,000 fr. en quatre ans! Un pareil engagement ne doit pas être pris parce que, sur le vu de cette convention, l'État fera des adjudications, contractera des obligations, par suite desquelles des entrepreneurs viendront travailler et voudront être payés. Si dans l'incertitude où est le département sur la somme que l'État lui doit et sur l'époque des remboursements, il s'engage à payer en quatre ans, et qu'il ne soit pas en mesure de le faire, il sera dans la situation la plus fausse et la plus embarrassante. Il convient donc de ne pas se presser autant: les incertitudes de la situation sont telles qu'on ne peut pas prévoir si l'État sera en mesure de payer le département dans un délai plus ou moins éloigné; Dans un pareil état de choses, la prudence la plus vulgaire conseille d'attendre.

Il y a un autre point de vue. Comme il était facile de le prévoir, M. Maurice est venu avec raison demander pourquoi on délaissait ainsi une partie des canaux, sur l'utilité desquels on avait tant insisté l'année dernière. La raison en est bien simple: on a voulu faire avaler un breuvage au Conseil général, et ce breuvage ayant paru fort amer, on a cherché à en rendre l'amertume plus supportable, en diminuant la dose. On a donc amoindri la dépense, mais le sentiment de justice qui dirige les signataires de la proposition, leur imposera l'obligation, si le Conseil général vote aujourd'hui la somme de 3.500,000 fr., de venir à une prochaine session, demander le complément de cette dépense, et alors l'assemblée, après avoir voté 3,500,000 fr. pour une partie des canaux, sera obligée de voter le surplus et se trouvera engagée dans la voie dans laquelle à sa session dernière, elle avait refusé d'entrer; elle s'y sera engagée en deux fois au lieu d'une, mais le résultat sera le même.

L'honorable membre ne peut, quant à lui, voter une pareille proposition dans de pareilles conditions, alors que sur la première annuité qu'il recevra de l'Etat, le département aura à payer le déficit de son budget; alors que, dans un temps plus ou moins éloigné, il aura à pourvoir aux frais de l'Ecole industrielle, quand certains chemins réclament aussi l'argent du département, et qu'enfin on a la perspective de l'enseignement obligatoire avec toutes les dépenses qui en seront la conséquence inévitable.

Ces considérations n'ayant été en rien détruites par M. Leurent, l'opinant les présente en toute sécurité, et il aime à penser que le Conseil général persistera dans la résolution d'ajournement qu'il a adoptée l'an dernier.

M. Maurice répond d'abord à cette allégation de M. Leurent que les canaux à approfondir sont situés dans le Pas-de-Calais pour une faible partie de leur parcours : il est facile de s'assurer en jetant les yeux sur la carte qu'ils ont plus des 4/5 de leur étendue en dehors du département du Nord, et que ce sont les villes du Pas-de-Calais presque seules qui sont traversées par ces canaux. L'honorable membre n'a pas du reste donné cette indication comme un motif pour repousser la demande des 3,500,000 fr., il l'a seulement présentée comme créant une situation plus favorable à un canal qui se trouve tout entier situé dans le département, et il a dit qu'il y avait là une comparaison à faire, qu'il ne fallait pas tout aller dépenser dans un département voisin, mais qu'il fallait faire aussi quelque chose pour un canal qui est dans le Nord.

Une autre objection de M. Leurent consiste à dire que l'amélioration du canal de la Scarpe aurait pour effet d'ouvrir des communications avec le port d'Anvers. Certainement si l'opinant proposait le rejet de cette dépense de 3,500,000 fr. qui doit être si profitable au port de Dunkerque, l'argumentation de M. Leurent aurait toute sa valeur, mais l'honorable membre a approuvé le projet présenté ; il ne s'oppose pas à ce que le port de Dunkerque profite de toutes les améliorations que lui procureront l'approfondissement des canaux indiqués ; seulement ce n'est pas une raison pour que tout le surplus du département voie ses intérêts sacrifiés à l'avantage unique du port de Dunkerque. Ce qu'il faut examiner, c'est l'intérêt général, et quand on arrivera par Mortagne à l'Escaut, on peut dire qu'il y aura là plus promptement et d'une manière beaucoup moins coûteuse, une satisfaction considérable donnée à la navigation.

L'année dernière on a fait valoir les facilités qu'on procurait à l'industrie du pays en lui ouvrant le bassin houiller de Mons, or c'est un intérêt de même nature que l'opinant invoque pour la navigation du Nord en ouvrant le port d'Anvers. De ce que la Scarpe Inférieure est concédée à une Compagnie, il n'en résulte pas que ce ne soit pas une voie navigable excessivement utile ; quand on arriverait à l'Escaut par un canal concédé à une Compagnie, l'avantage n'en serait pas moins grand. D'ailleurs cette Compagnie est solvable, on traiterait avec elle à des conditions avantageuses, elle ne demanderait pas une somme bien considérable, elle en paierait l'intérêt, et par conséquent il y a là une voie de grande navigation vers Paris, vers Lille, qu'il serait très-facile d'ouvrir à peu de frais et dans de meilleures conditions que toutes les autres.

L'honorable membre ajoute que ces travaux donneraient, en outre, satisfaction à un grand intérêt de salubrité et d'améliorations agricoles, car toute cette partie de la Scarpe-Inférieure traverse une vallée pour le dessèchement de laquelle on a fait des travaux immenses, travaux qui profitent à plusieurs milliers d'hectares des plus fertiles du département et qui ont supprimé les fièvres endémiques qui se reproduisaient tous les ans dans deux arrondissements. On ne trouve donc que des avantages sans aucun inconvénient dans les travaux proposés par l'opinant ; il répète que sans qu'il soit rien retiré au projet concernant Dunkerque, on peut, sur la somme qui est indiquée d'une manière vague et sans rien préciser, procurer à la fois à la navigation du Nord un accès vers Dunkerque et un accès vers Anvers et, en outre, assurer la salubrité d'une de vallées les plus fertiles du département.

M. Henri Bernard répond à l'argument de M. de Carnières, consistant à dire que le département ferait une imprudence de s'engager à donner 3,500,000 fr. sans savoir comment l'État pourrait lui fournir cette somme. Rien n'est plus simple que de parer à cette difficulté : il suffira de stipuler avec le gouvernement que les travaux seront exécutés au moyen des fonds que l'État doit rembourser au département au fur et à mesure qu'ils seront disponibles. Si, par malheur, l'État n'était pas en mesure, dans l'espace de quatre années, de payer au département les 4/8 de sa dette, les travaux au lieu de durer quatre années, en dureraient cinq ou six, mais il y aurait, les travaux étant entrepris, une raison de plus pour porter l'État à hâter sa libération et à exécuter ces travaux qui ont une importance considérable pour une grande partie du département et notamment l'arrondissement de Lille qui a des transports considérables à effectuer vers Dunkerque et il n'y a pas de doute que ces dépenses-là ne soient extrêmement fructueuses. C'est ce qu'il y a de plus urgent, c'est ce qui est de l'intérêt le plus général et l'honorable membre croit qu'il est parfaitement raisonnable de porter d'abord les travaux de cette nature sur la ligne de Lille à Dunkerque; Lille et au-delà, Douai, ont leurs communications par cette voie.

Quant à cette considération que la ligne traverse plutôt le Pas-de-Calais que le Nord, elle est tout-à-fait secondaire; il faut n'envisager que les deux extrémités. Il y a d'ailleurs une grande partie du département du Nord qui est à une très-faible distance de toutes ces lignes. Le canal est en effet sur le territoire du Pas-de-Calais, mais très-rapproché de la limite des deux départements, et par conséquent les populations des arrondissements d'Hazebrouck et de Dunkerque sont en mesure de profiter de cette voie de transports. En résumé, cette voie est d'un intérêt très-considérable pour le centre industriel le plus actif de toute la France, l'arrondissement de Lille.

M. Mailliet constate qu'aucun des préopinants n'a émis d'appréciations défavorables au fond du projet et il est sûr que ceux de ses collègues qui n'ont pas cru devoir prendre la parole partagent le sentiment commun, à savoir que plus on entrera dans la voie des améliorations matérielles, plus on développera le travail dans un moment où le travail doit être le salut du pays. Ainsi, sur la question de fond il n'y a pas de discussion.

Le débat repose tout entier sur la question financière, sur la question d'opportunité. L'honorable membre est de ceux qui, comme M. de Carnières, s'effrayaient un peu de la situation financière départementale, plus d'un nuage vient offusquer son regard. Quand il consulte ses honorables collègues qui appartiennent à l'Assemblée Nationale, il recueille des renseignements d'une grande divergence : les uns lui disent que le département va être remboursé, les autres, moins confiants, qu'ils ignorent l'époque du remboursement et surtout le chiffre des annuités Cependant quand on examine le vœu, on y voit des échéances fixes : les travaux doivent commencer en 1874, on les poursuit pendant cinq ans, l'État rembourse le département à l'expiration de cette période par annuités décennales et avec l'addition d'un intérêt de 4 °/₀ sur les capitaux avancés.

L'honorable membre rappelle que, suivant le rapport de la Commission départementale, un fonctionnaire considérable et parfaitement compétent, est venu dire que l'Etat ne consentirait pas à la réalisation du projet, parce qu'il constitue un emprunt déguisé et que tout au moins il faudrait une loi pour l'approuver. Dans le projet qui a été soumis l'année dernière aux délibérations du Conseil général, le département prêtait à l'État sans intérêt; cette année, au

contraire, on demande à l'État des intérêts, de sorte que la question se complique d'un élément nouveau, et aujourd'hui c'est bien un emprunt que l'État ferait au département du Nord. Il y a donc là une première question fort importante à examiner.

On dit qu'on commencera les travaux en 1874, mais on ignore si à cette époque on aura touché une annuité. Il n'est pas complètement exact de répondre à cette objection, comme le faisait M. Henri Bernard, qu'il suffira, pour lever tout embarras, de commencer à travailler quand l'État donnera de l'argent au département. L'adjudication, la préparation du travail ne peut pas se faire en un jour, et quand il s'agit de travaux aussi considérables, il y a une période d'incubation qui est longue avant qu'on arrive à la période d'exécution. Engager les travaux dans des conditions pareilles, sans capital parfaitement certain, ce serait, suivant l'opinant, une témérité. On dit qu'on s'arrêtera si l'État ne paie pas; comment se fait-il alors que dans le vœu on fixe l'époque du remboursement? l'État commencera, dit-on, à rembourser le département en 1879. Il y a là quelque chose de tellement limitatif, que le département ne pourra pas échapper à l'exécution une fois qu'il sera entré dans cette voie, et c'est, répète l'opinant, une témérité qui l'effraye. Que fera-t-on si, l'adjudication étant prononcée et les travaux en cours, l'État ne paye pas exactement, ou si des besoins absolus surgissent?

Dès lors et du moment où la question se pose sur ce terrain, l'honorable membre n'a pas à rechercher si l'on doit commencer par une ligne plutôt que par une autre; par la ligne qui pénètre dans le Pas-de-Calais ou par celle qui va au port d'Anvers. Seulement, l'opinant trouve qu'on a trop vite donné raison à M. de Carnières lorsqu'il disait aux auteurs de la proposition : — Vous avez l'air de restreindre votre projet; vous administrez un médicament, vous craignez qu'il soit trop amer, vous le faites prendre en deux fois, mais vous arriverez à donner 5 millions; car, dès qu'on parle d'une ligne, immédiatement les autres lignes se dressent et viennent demander leur part.

L'honorable membre pense que pour entamer un travail aussi considérable, il faudrait avoir des certitudes que le Conseil général n'a pas. M. de Carnières a parlé d'autres dépenses commandées aussi pour les besoins industriels et très-désirées par les populations, notamment de l'établissement de l'École des arts industriels de Lille. Qu'on apporte à la prochaine session un projet mûr, c'est une dépense à faire de 6 ou 700,000 fr. et c'est assez pour absorber la première annuité à recevoir de l'État.

Y a-t-il un grand avantage à se presser? L'opinant ne le pense pas, car le gouvernement remboursera quand il aura la possibilité de le faire; ce n'est pas parce que le département aura pris les devants et entrepris des travaux considérables en comptant sur les remboursements, que l'État sera obligé de le suivre. L'État fera selon ses ressources, selon les circonstances et les vicissitudes d'une situation qui n'a peut-être pas dit son dernier mot. Par conséquent, il y a danger sans profit à précipiter une solution, en ce sens que le département n'ira pas plus vite que s'il attendait, pour agir, le moment opportun.

Nous allons, continue M. Maillet, de tous nos efforts agir auprès de l'État et lui dire : — « Vous êtes notre débiteur et vous êtes un débiteur honnête, vous nous payerez; eh bien, cette grande ressource qui viendra à un jour donné, nous voulons l'employer à un travail fécondant, entendons-nous : Quand nous payerez-vous? quelles seront vos échéances? dans quelle mesure pouvons-nous nous engager sans être imprudents? accepterez-vous d'abord la proposition que nous vous faisons de vous prêter de l'argent à 4 p. %?

» Quand vous aurez réglé avec l'Etat, ces questions préjudicielles si importantes, revenez alors devant le Conseil, non plus avec un vœu, mais avec un projet étudié, et vous verrez à quel point il est ami du travail et du progrès industriel ; vous ne rencontrerez pas un contradicteur. Mais jusque-là arrêtez-vous, ne cherchez pas à nous placer dans une situation qui d'un jour à l'autre pourrait nous amener des embarras financiers et nous jeter dans le désordre. »

L'honorable membre demande donc que par M. le Préfet, par la Commission départementale, aidés de toutes les influences possibles, on agisse d'abord auprès de l'État pour régler les questions préjudicielles relatives au fond de la proposition elle-même, de telle sorte que le département ne s'engage qu'avec la certitude d'arriver au but.

M. DE MARSILLY prie M. le Préfet de se prononcer sur les deux questions soulevées. La première est celle-ci : Y a-t-il un doute que la somme de 6,800,000 fr. qui est due par l'État, soit remboursée par lui au département et dans quel délai les remboursements doivent-ils avoir lieu ? Seconde partie : Y a-t-il lieu, d'après le langage qu'on attribue à M. Kolb, de penser que le gouvernement soit hostile à une proposition telle que celle qui est soumise au Conseil général et, dans le cas où l'assemblée voterait cette proposition, M. le Préfet y serait-il contraire et ne l'appuyerait-il pas auprès du gouvernement ?

M. GOUSSARD dit que s'il prend la parole pour répondre lui-même au préopinant, c'est que M. le Préfet a bien voulu le charger de suivre officieusement cette affaire auprès du ministère de l'Intérieur, et de l'informer des circonstances dans lesquelles les remboursements pourraient se faire.

L'honorable membre expose que les dépenses de la guerre sont de deux ordres différents : il y a eu les paiements faits sur l'emprunt et qui ont été employés aux dépenses qui représentaient le contingent du département en équipements, habillements et solde des mobilisés ; il y a eu, en second lieu, conformément à un décret spécial, des dépenses d'organisation des batteries départementales. Sur le premier point le département, suivant l'honorable membre, en acquittant son contingent pour la somme mise à sa charge est appelé à profiter des dispositions de la loi qui prescrit le remboursement en cinq annuités. Que, dans les circonstances que tout le monde connaît, il y ait eu quelques doutes sur le chiffre de la dépense, personne ne s'en étonnera. Quant à son caractère, l'État en intervenant directement et en obtenant à son profit des condamnations, a caractérisé mieux que personne la nature des dépenses qui avaient été faites et qui sont des dépenses de l'État. Aucun doute ne peut s'élever sur le paiement des échéances et sans préciser à quelle époque les convenances financières permettront de payer, l'opinant peut dire que dans sa pensée, dans l'opinion que M. le Préfet a bien voulu lui manifester, il n'y a sur ce point aucun doute : le département doit être payé en cinq annuités.

UN MEMBRE demande si l'État a pris des engagements certains.

M. GOUSSARD répond qu'il n'a pas pris vis-à-vis de chaque département d'engagement spécial ; il a fixé le contingent de chaque département, — celui du Nord est de 6,800,000 fr., — et il a pris, par une loi, l'engagement de rembourser ce contingent en cinq années. Telle est la situation légale, qui n'est pas spéciale au département du Nord, mais qui est générale pour tous les départements. Quant à déterminer l'époque exacte du paiement, c'est une question sur laquelle l'honorable membre n'a pas à se prononcer.

Les autres dépenses sont celles qui ont eu pour cause l'organisation des batteries départementales. Ici la situation est différente : les autorités départementales étaient chargées de faire la

la dépense et l'Etat devait rembourser sur pièces justificatives. Ces dépenses ont été faites dans le département du Nord et supportées par l'État directement, de sorte que dans ce moment-ci il y a un compte à faire entre les batteries départementales et le paiement du contingent. L'honorable membre croit que c'est ce compte qui retarde la liquidation de l'indemnité à recevoir et, dans sa pensée, il ne pourrait y avoir d'autres causes de retard.

M. le Préfet dit que M. Goussard a répondu beaucoup mieux qu'il ne l'aurait fait à deux des questions de M. de Marsilly. Il ne lui reste donc plus qu'à répondre à la troisième question.

A cet égard, M. le Préfet fait connaître que ses sentiments sont ceux que M. Mailliet a si bien exprimés à l'assemblée. Tout le monde est d'accord sur l'utilité, on peut même dire la nécessité de l'approfondissement des canaux. Aucun travail ne peut être plus fécond pour développer l'industrie et le commerce du département, mais le point sur lequel on peut différer d'opinion, c'est sur l'époque où ces travaux devront être commencés et sur le moment où des négociations pourront être nouées avec le Gouvernement. M. Goussard a fait connaître au Conseil quel était, au point de vue financier, l'état légal; mais après les calamités qui ont frappé le pays, l'état légal est un peu subordonné à l'état de la caisse. Ainsi de par la loi de 1871, l'État doit au département du Nord deux annuités sur la somme de 6,800,000 fr., or M. le Préfet a le regret de constater que sur ces deux annuités le département n'a pas touché un centime. On a annoncé dernièrement le paiement d'une somme de 500,000 fr., mais le Trésorerie générale serait parfaitement impuissante à la donner puisqu'elle n'est pas arrivée.

Reste donc la question d'opportunité. M. le Préfet est très-disposé à renouer les négociations. De ce que le Ministre des Travaux publics n'a pas répondu une première fois aux ouvertures qui lui ont été faites, ce n'est pas une raison pour qu'on ne soit pas plus heureux une autre fois et d'ailleurs M. le Préfet n'hésiterait pas à entretenir personnellement le Ministre de l'affaire. Quant à la réponse qu'a faite M. Kolb, M. le Préfet n'a aucun renseignement particulier, mais l'Ingénieur en chef des ponts et chaussées qu'il a consulté, lui a répondu que les avances faites par des villes ou des départements à l'État, étaient considérées aujourd'hui comme des emprunts déguisés, et que l'Inspection générale des ponts et chaussées avait fait connaître aux Ingénieurs qu'ils ne devaient pas prêter la main à ces sortes d'opérations. Dans les dernières années de l'Empire, le Corps-législatif avait très-souvent accepté des combinaisons de ce genre et le Ministre des finances a dû faire remarquer qu'avec ces combinaisons l'État, à un moment donné, pouvait se trouver débiteur de sommes considérables, au paiement desquelles il ne pourrait peut-être pas faire face. Ce qui était vrai à cette époque, avant les désastres du pays, est encore plus vrai aujourd'hui et, dans le sein des Commissions du budget, l'honorable M. Leurent peut le dire, il a toujours été entendu qu'on devait se montrer très-sévère pour ces sortes d'opérations, que, dans tous les cas, elles ne pouvaient-être acceptées qu'en vertu d'une loi spéciale.

M. le Préfet croit avoir ainsi répondu d'une façon nette et aussi précise que possible, aux questions de M. de Marsilly.

M. Henri Bernard se demande quelle imprudence il peut y avoir à offrir au Gouvernement 3,500,000 fr.; l'offre sera acceptée si le Gouvernement voit le moyen de faire quelque chose d'utile; s'il trouve, au contraire, qu'il n'est pas en mesure d'exécuter les travaux, il n'acceptera pas. La décision à prendre sera donc précédée d'un examen attentif, et par conséquent sera rendue avec la maturité désirable, ce qui donne toutes garanties au Conseil.

M. DE MARSILLY repousse d'abord le reproche de témérité financière qui a été adressé aux auteurs de la proposition. Ainsi que l'a très-bien dit le préopinant, quand on vient proposer à l'État de lui avancer une somme de 3,500,000 fr. à prélever sur celle qu'il doit payer au département, on n'est pas assez simple pour ne pas stipuler, quand on entrera dans les détails, que ce sera sur les remboursements faits par l'État que se fera ce paiement, de sorte que si l'État ne paie rien, le département ne sera pas obligé de faire les travaux. C'est un moyen très-simple de ne compromettre en rien la situation financière du département. Mais, pour négocier, il faut s'appuyer sur une proposition du Conseil général.

M. de Carnières dit qu'on aurait dû s'entendre au préalable avec l'Etat, mais si l'on s'adresse d'abord au gouvernement, il renverra au Conseil général : pourquoi irait-il examiner une proposition dont le Conseil général ne voudrait pas prendre l'initiative ? Il dirait avec raison que le Conseil général n'y attache aucune importance, tandis que si l'on arrive auprès du gouvernement avec un vote du Conseil général appuyé par M. le Préfet et par les députés du département, le le gouvernement prêtera certainement à la proposition une sérieuse attention. Peut-être les auteurs eussent-ils hésité à soumettre leur projet au Conseil général, s'ils n'avaient vu dans le journal officiel du 9 août la loi relative à la canalisation de la Moselle entre Toul et Pont-Saint-Vincent dont ils ont en quelque sorte reproduit les dispositions dans leur proposition.

L'honorable membre rappelle ensuite quelle est l'économie du projet. On se borne à demander l'amélioration de la navigation entre La Bassée et Dunkerque parce c'est l'extrémité d'une grande ligne qui comprend 600 kilomètres de voies navigables, la plus grande voie navigable de la France; d'une part la ligne de 380 kilomètres de Paris à Dunkerque; d'autre part, les lignes du Nord qui vont de Lille à Dunkerque, qui toutes ont 2 mètres de profondeur et toutes ces voies navigables, quand on va vers le grand port du Nord, ont leur effet utile paralysé, parce qu'il y a une centaine de kilomètres à 1 m. ou 1 m. 20 de profondeur et que les bateaux, au lieu de 250 tonneaux ne peuvent en porter que 70.

Pour une personne étrangère à la navigation il peut paraître indifférent de faire des transports avec des bateaux de 70 ou 250 tonnes, mais, pour l'industriel, la différence est grande, car il faut alors trois bateaux au lieu d'un et il y a à payer deux ou trois fois plsu. Il importe donc beaucoup que le tirant d'eau soit porté à 2 mètres : on féconde par là, grande voie non-seulement les dépenses faites pour le port de Dunkerque, mais les dépenses faites pour la navigable dont parlait l'opinant.

En résumé, dit l'honorable membre, l'économie financière du projet se réduit à ceci : faire à l'État, le meilleur de tous les banquiers, une avance de 3,500,000 fr. pendant quelques années moyennant un intérêt de 4 %; la somme prêtée rentrerait au bout de cinq ans, et par cette simple avance qui immobilise les fonds pendant un temps très-court, l'État fera pour quatre millions de travaux qui intéressent au plus haut degré le département.

M. LE PRÉSIDENT annonce qu'il va mettre aux voix l'ajournement.

M. MAILLIET dit qu'il est bien entendu qu'il s'agit d'un ajournement dans les conditions indiquées au cours du débat, avec négociations et instruction, aussi complète que possible, vis-à-vis de l'État afin de poser les jalons de la question.

M. DE CARNIÈRES explique que, dans sa pensée, il s'agit de l'ajournement dans les conditions où il a été prononcé au mois de novembre dernier, c'est-à-dire avec prière à M. le Prèfet et à

la Commission départementale d'entamer des négociations pour connaître la pensée définitive du Gouvernement.

M. Mailliet croit qu'il faudrait étudier la question même dans l'hypothèse où le département devrait renoncer à l'intérêt de ses avances, car c'est encore là une difficulté très-grande, et il est possible que l'État se refuse à payer des intérêts.

M. de Carnières dit qu'il s'agit de savoir quand le gouvernement sera en position de payer les annuités, s'il est disposé à accepter l'offre qui lui sera faite par le département d'entreprendre les travaux dont il s'agit et à payer un intérêt de 4 p. %, sur les sommes que le département avancerait. Si toutes ces conditions étaient acceptées, qu'on connût sur tous ces points les intentions du Gouvernement, et qu'elles fussent conformes à celles du Conseil général, il y aurait sans doute unanimité à voter la proposition qui est en ce moment combattue comme inopportune. Quand on saura formellement à quoi s'en tenir, quand on verra clair dans les finances du département, l'honorable membre serait tout disposé à voter la proposition de M. de Marsilly.

M. Goussard fait remarquer qu'il est inutile de poser une des questions que vient de rappeler M. de Carnières et de demander quand le gouvernement sera disposé à payer : les dates sont indiquées par la loi ; il n'y a donc pas lieu de manifester un doute à cet égard.

L'ajournement mis aux voix est adopté par 24 voix contre 20.

Le Conseil s'ajourne à demain à deux heures.

La séance est levée à six heures.

Le Secrétaire,

DESROUSSEAUX.

Le Président,

P. DANEL.

Séance du 28 août.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Président : M. Danel, et ensuite : M. J. Brame.

Secrétaire : M. Desrousseaux.

Sont présents : MM. Guillemin, Mailliet, Emond, Levent, Marie-Souffl_t, Boulangé, Baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Clavon, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Maurice, Fiévet, Bottin, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, Comte d'Hespel, Chombart, C. Descat, Général Faidherbe ; J. Dutilleul, Morisson, Testelin, Henri Bernard, Desmoutiers, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straeten-Descat, Roussel-Defontaine, J. Leurent, Émile Carlier, Bernard, Émile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Édouard Hamoir, de Marsilly, L. Legrand (de Valenciennes).

Absents : MM. Dansette, Plichon.

M. le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Desrousseaux, est adopté.

Canal de Dunkerque à Furnes.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de la proposition suivante, signée de MM. Trystram et Gustave Lemaire, qui vient de lui être remise :

Proposition

« Une proposition relative au canal de Dunkerque à Furnes a été confiée à votre Commission départementale dans le courant de la session d'avril du Conseil général. Votre Commission départementale vous rend compte de cette affaire dans son rapport, p. 1, et vous dit que : « En ce « moment la seule chose à faire paraît être d'obliger la Compagnie concessionnaire à exécuter son « cahier des charges. »

« Les soussignés prient le Conseil général d'inviter la Commission départementale à faire donner à cette affaire la solution qu'elle a indiquée. »

— Renvoi au 4e bureau.

Enfants asssistés

M. LE PRÉSIDENT appelle le Conseil à délibérer sur les conclusions d'un rapport de M. Morisson sur les enfants assistés, conclusions qui ont été ajournées pour l'examen plus approfondi du système financier admis par le 3e bureau ; il donne la parole à M. Roussel-Defontaine qui a annoncé qu'il aurait des observations à présenter.

M. ROUSSEL-DEFONTAINE expose que la question des enfants assistés, comme l'a tres-bien dit l'honorable rapporteur du 3e bureau, se présente sous des faces multiples et complexes, car elle touche de très-près aux principes fondamentaux de l'organisation sociale.

D'après le décret de 1811, les hospices devaient recevoir les enfants assistés. Les dépenses étaient divisées en dépenses intérieures et dépenses extérieures. Les dépenses intérieures comprenaient les frais de séjour dans les hospices, les layettes et vêtures ; les dépenses extérieures, les frais de nourriture et de la première éducation des enfants.

Les dépenses étaient appliquées sur un fonds spécial auquel contribuaient pour la plus grande partie le département et l'État. Ces dépenses pour les hospices étaient évaluées à cette époque, à environ deux millions, elles étaient exclusivement à la charge des hospices. Il s'éleva de nombreuses et très-vives réclamations pour ces charges qui incombaient aux hospices et sous lesquelles ils succombaient. C'est principalement pour faire droit à ces réclamations que la loi de 1869 a été votée. Si on a parlé de dépenses départementales très-élevées, il faut constater un fait : c'est que ces dépenses étaient autrefois beaucoup plus fortes. Ainsi lorsque les tours existaient encore en 1836, il y avait 3,800 enfants assistés par le département, dont la dépense s'élevait à 360,000 fr. Aujourd'hui le département a moins d'enfants assistés, et le crédit porté au budget départemental est de 235,000 fr. La dépense est donc relativement plus forte qu'à cette époque.

Les critiques adressées à la loi de 1869 portent principalement sur ce que la loi de 1869 comprend, parmi les ressources qui pourraient venir en aide aux enfants assistés, les dons et legs faits aux hospices et hopitaux du département, mais à la condition que ces dons et legs auront une destination spéciale, c'est-à-dire pour les enfants assistés. Or, il arrive presque toujours que ces dons et legs n'ont pas de destination spéciale ; le donateur ne pense pas à la loi 1869, ou ne la connaît pas, et il ne fait pas cette donation spéciale ; d'autre part, les hospices ont intérêt à conserver ce don uniquement pour l'hospice, de sorte que ces dons échappent d'une manière complète au département, et les hospices exonérés des deux millions de leurs dépenses d'autrefois, n'ont plus aucune charge pour les dépenses intérieures.

Il y a donc, dit l'opinant, quelque chose à faire à ce sujet et à voir s'il n'y aurait pas lieu de demander de mettre une part des dépenses des enfants assistés à la charge des hospices.

L'honorable membre arrive à une question très-débattue au sein du Conseil, celle des orphelins pauvres. Au Conseil général, dans la session précédente, on avait contesté le droit des communes d'envoyer des orphelins pauvres à la charge du département. Or, la loi de 1869 n'a rien changé à l'article 6 du décret de 1811 qui dit d'une manière formelle qu'on doit comprendre parmi les enfants assistés les orphelins pauvres, et par orphelins on entend les orphelins de père et de mère. Du reste, il y a un avis du Conseil d'État, du 20 juillet 1842, qui tranche la question en ce sens que les orphelins pauvres doivent être à la charge du département.

Si cette loi et l'interprétation de cette loi surtout, étaient bien connues des administrations de bienfaisance et municipales, il en résulterait pour le département des charges écrasantes, et ce ne serait pas 230,000 fr., mais 500,000 et davantage peut-être, qu'il devrait, de ce chef, inscrire à son budget.

L'honorable membre appelle l'attention du Conseil sur la gravité de la situation. Il croit qu'il y aura lieu de demander des changements quant à l'interprétation de la loi de 1869 et du décret de 1811, pour ne plus mettre à la charge du département les orphelins pauvres, et les mettre, comme en Belgique, à la charge des bureaux de bienfaisance et des hospices. En attendant, l'opinant demande que la loi soit interprêtée dans le sens le plus restrictif, et à ce sujet il croit devoir faire part au Conseil de l'opinion des jurisconsultes sur le sens restrictif qu'on doit donner à la loi. On lit dans Dalloz, Recueil périodique (1858, p. 790) :

« Quelque étendus que soient les devoirs de la société, ils ne peuvent aller, cela est certain, jusqu'à lui imposer l'obligation de se charger, sans un examen attentif, du soulagement de toutes les infortunes qui peuvent atteindre l'enfance. Il faut faire appel aux sentiments de la famille ou de l'amitié avant de ranger un enfant pauvre ou orphelin parmi ceux que la bienfaisance publique doit secourir.

» Il est donc nécessaire que l'admission d'un orphelin soit précédée d'une sorte d'enquête ou d'examen constatant son dénûment.

» La jurisprudence a décidé que les *ascendants* doivent des aliments à leurs petits enfants lorsque les père et mère sont dans l'impuissance de remplir eux-mêmes cette obligation. Il faut conclure de là, en droit, nous le pensons, que les enfants qui, à défaut de père et de mère, auraient des ascendants, ne pourraient être rangés dans la classe des enfants abandonnés ou dans celle des *orphelins*, qu'autant que leurs ascendants les auraient eux-mêmes abandonnés ou qu'on ne pourrait pas recourir à eux. »

L'honorable membre demande donc que l'application de la loi de 1869 soit faite dans un sens restrictif en attendant que le Conseil · uisse adresser des réclamations au gouvernement.

En ce qui concerne les secours temporaires, ils sont donnés, comme on le sait, pour arriver à empêcher les mères d'abandonner leurs enfants. r, il est bien difficile pour la plupart des communes du département, d'obtenir de ces secours qui doivent être donnés souvent dans un moment déterminé. Aussi, presque toutes les réclamations proviennent du chef-lieu du département, car sur 343 enfants qui ont reçu des secours temporaires, 281 appartiennent à la ville de Lille. D'autre part, sur un contingent de 1315 enfants trouvés, abandonnés, orphelins

pauvres et secourus temporairement, la ville de Lille en a eu 619. On répondra que tous les malheureux se réfugient dans le chef-lieu du département; c'est très-vrai, il faut tenir compte de cette circonstance, aussi ce n'est pas une critique que l'honorable membre adresse à la ville de Lille, mais il n'en est pas moins vrai que ces secours temporaires sont répartis, pour ainsi dire, dans l'arrondissement de Lille et surtout dans le chef-lieu.

Il y a à ce sujet à examiner si ces secours temporaires sont donnés d'une manière convenable, s'ils ne viennent pas faire double emploi avec les secours du bureau de bienfaisance; car, enfin, dans toutes les communes, une mère de famille qui a des enfants et qui n'a pas de moyens de subsistance, est assistée par le bureau de bienfaisance. Ainsi, n'y a-t-il pas double emploi? Ces secours sont-ils donnés d'une manière intelligente? Du reste, il y a une tendance à diminuer ces secours temporaires, dit l'inspecteur. L'opinant appelle donc l'attention de M. le Préfet sur ce service.

Quant au contingent des communes, il se rallie à la proposition du rapporteur qui consiste à mettre nominativement à la charge des communes le 1/5 des dépenses extérieures.

L'examen de cette question est très-grave et se présente sous des faces complexes et multiples. M. Roussel-Defontaine ne voudrait pas élever une discussion à cet égard au cours d'une session. Si le Conseil général le juge à propos, il renverra les observations de l'honorable membre et la conclusion du 4e bureau, soit à une prochaine session, soit à une Commission spéciale.

M. Morisson, comme rapporteur, croit être l'interprête du 3e bureau en demandant que le Conseil général nomme, dans sa prochaine séance, une Commission de cinq membres désignés par chaque bureau, pour étudier cette question si complexe des enfants assistés. Dans l'état actuel des choses, l'assemblée peut voir combien les opinions sont disparates et combien il est difficile de s'entendre pour arriver à un résultat utile. La question mérite d'être mûrement examinée; la Commission spéciale serait chargée de l'étudier sous ses différentes faces et de présenter son rapport à la session prochaine.

M. le Président met aux voix la proposition de M. Morisson.

— Elle est adoptée.

M. Morisson remet sous les yeux du Conseil les conclusions du 3e bureau, et demande quelles sont celles qui doivent être considérées comme adoptées par le Conseil.

M. Maillet répond que, sauf les crédits qui ont été votés, toutes les autres questions sont réservées.

M. le Président ajoute qu'en effet, c'est ainsi qu'il l'a entendu.

Facteurs ruraux. — Vœu.

M. Président donne lecture de la proposition suivante qui vient d'être déposée sur le bureau.

« Les Conseillers généraux sonssignés, proposent au Conseil général d'appuyer le vœu du Conseil d'arrondissement de Lille, tendant à ce que la rémunération des facteurs ruraux soit mise plus en rapport avec leurs utiles et si pénibles fonctions.

» Signé : MM. Fiévet, C. Descat, Alfred Billet, Van-der Straeten, Morisson, Jules Dutilleul, des Rotours.

— Renvoi au 4e bureau.

Au nom du 4e bureau, M. Leurent présente le rapport qui suit :

Vœu sur les coalitions.

« Treize de nos collègues ont déposé le vœu suivant :

Le Conseil général émet le vœu que la loi du 25 mai 1864 sur les coalitions, soit modifiée » de manière que maintenue dans son principe et dans son esprit, elle ne puisse plus être un » prétexte de désordre, une spéculation déloyale ou un instrument dans la main de la » concurrence. »

» Le 4e bureau a pensé qu'il était opportun, pour le Conseil général du Nord, d'émettre une opinion sur la loi de 1864, alors que cette loi vient de servir de prétexte dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais aux désordres de la plus grande gravité et aux tentatives les plus dangeureuses pour la fortune publique.

» La loi sur les coalitions admet en principe que les patrons et les ouvriers ont le droit de se concerter, de s'entendre pour débattre les conditions du travail, mais comme ce droit n'est nullement réglementé dans la loi, il en est résulté que son application a pris, dans de nombreuses circonstances, un caractère sauvage, violent et, comme le dit le vœu déposé, cette loi favorise des spéculations déloyales et devient un instrument dans la main de la concurrence.

» On peut ajouter encore que la loi de 1864, par suite de l'existence de la Société internationale, met entre les mains de l'étranger et même de nos ennemis, le sort de nos industries et par là se trouvent justifiés les griefs de nos collègues.

» La gravité de la situation n'a pas échappé aux membres de l'Assemblée nationale et a donné lieu dans le cours de la dernière session, à une proposition émanée de l'initiative parlementaire tendant à l'abrogation pure et simple de la loi du 25 mai 1864 et au retour à la loi de 1849, qui supprime tout-à-fait le droit de coalition.

» Votre rapporteur a l'honneur de faire partie de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. Peltreau-Villeneuve et Delsol, et il aurait cru commettre une indiscrétion en communiquant au Conseil général le résultat des travaux de la Commission, si le journal *Le Rappel* n'avait publié une note évidemment communiquée par l'un des ses membres, et initiant le public à nos travaux et à nos conclusions.

» Je me contente de reproduire cette note :

« La Commission de l'Assemblée Nationale chargée d'examiner la proposition de MM. Pel» treau-Villeneuve et Delsol, a ouvert une enquête qui a sérieusement élucidé la question. De » nombreux industriels ont été interrogés ; les noms les plus célèbres de l'industrie française » figurent parmi ceux qui ont déposé devant la Commission.

» Presque tous se sont prononcés contre le retour à la loi de 1849, et le système auquel s'est » arrêtée la majorité de la Commission, paraît être le suivant :

» Le droit de coalition existera plein et entier pour les patrons et les ouvriers.

» Les ouvriers qui voudraient se mettre en grève devront suivre les usages de la profession, » c'est-à-dire, ne pas quitter brusquement leurs ateliers, mais observer les délais indiqués par » les règlements.

» Il est défendu aux personnes étrangères à la profession en grève de participer d'une ma» nière quelconque à cette grève.

» Les différends entre patrons et ouvriers devront être réglés par des syndicats de patrons et » d'ouvriers.

» Toutefois, les avis de ces syndicats n'auront aucune force de loi, et les ouvriers qui ne » voudraient pas se soumettre à cette juridiction amiable, n'encourraient aucune pénalité.

» Le projet de loi ainsi rédigé sera soumis à l'Assemblée, à la rentrée. »

» Cette citation, empruntée au journal *Le Rappel*, met à même le Conseil général de voir que le projet de loi, encore à l'étude, répond aux préoccupations qui ont inspiré le vœu émis par nos collègues et je me permets de rappeler au Conseil général qu'il a adopté, il y a quelques jours, un vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Lille, tendant précisément à la formation des syndicats dans tous les corps de profession ainsi que cela existe à Paris.

» Votre 4e bureau vous propose d'accueillir favorablement le vœu émis par nos collègues et de porter ce vœu à la connaissance de MM. les Ministres de la Justice, de l'Intérieur, du Commerce et de l'Agriculture.

» Votre 4e bureau croit entrer dans l'esprit de nos collègues en exprimant le vœu que la nouvelle loi à intervenir donne au maintien de l'ordre les garanties les plus sérieuses.

» Enfin, Messieurs, puisque nous avons rappelé la grève qui a éclaté dernièrement dans notre département, votre 4e bureau vous propose d'exprimer à notre honorable Préfet, M. le baron Séguier, notre profonde reconnaissance pour la conduite énergique qu'il a tenue lors des troubles qui ont éclaté dans le bassin houiller du département. » (Marques de vive approbation).

M. LE PRÉSIDENT croit qu'il n'est pas nécessaire de mettre aux voix les conclusions du rapport, car il y a eu acclamation.

— Il déclare donc ces conclusions adoptées.

Commission du régime pénitentiaire.

M. le Président fait connaître que la Commission spéciale chargée de la réponse au questionnaire sur le régime pénitentiaire, est composée comme suit :

Arrondissement de	Lille :	MM. Roussel-Defontaine et Jules Dutilleul.
—	Douai :	M. Bottin.
—	Valenciennes :	M. Carlier.
—	Avesnes :	M. Baron de l'Epine.
—	Dunkerque :	M. Lemaire.
—	Hazebrouck :	M. Massiet du Biest.

L'arrondissement de Cambrai seul n'a pas fait connaître son choix. Les membres de cet arrondissement sont invités à se réunir pour faire cette désignation.

Établissement thermal de St-Amand.

M. LEGRAND (de Lecelles) au nom du 4e bureau, donne lecture du rapport ci-après :

« Le Conseil général, dans sa séance du 27 août 1868, a eu son attention appelée sur l'établissement des thermes de Saint-Amand.

» Un regretté collègue, M. le docteur Godefroy a exposé que cet établissement, si éminemment utile, se trouvait, par suite d'une mauvaise administration, dans un état d'extrême délabrement et de regrettable abandon, et il a spontanément proposé de venir en aide par un secours départemental aux efforts du nouvel entrepreneur, M. Prevost, qui déjà à cette époque avait prouvé

ses bonnes intentions et son ferme vouloir de relever l'établissement de sa trop longue déchéance

» En cet état, une commission a été nommée à l'effet d'examiner s'il y aurait lieu d'accorder un subside et de rechercher quels devaient en être le taux et les conditions.

» Cette commission était composée de MM. Maurice, *président*, de Coussemacker, Telliez, Godefroy, Marie-Soufflet, Bieswal et Legrand (de Lecelles), *secrétaire*.

» M. le Préfet d'alors, appelé de son côté à approuver le tarif nouveau de l'établissement, crut devoir demander l'avis de la Commission.

» Celle-ci, ayant composé ce tarif tant avec l'ancien qu'avec ceux de Vichy et d'Enghien, estima qu'il n'avait rien d'exagéré, eu égard à l'importance des frais généraux et à la durée limitée de la saison d'exploitation.

» Une seule observation a été faite relativement au verre d'eau, qui figurait pour dix centimes dans le tarif proposé, tandis que c'était là, à Saint-Amand, de temps immémorial, chose gratuite pour le malade et pour le promeneur.

» En conséquence le verre d'eau fut effacé, et le surplus du tarif, revêtu de l'approbation préfectorale, constitua le tarif actuel, qui se trouve inséré dans les prospectus de l'établissement.

» La Commission, représentée par la majorité de ses membres, s'est ensuite rendue à Saint-Amand dans le courant du mois de juillet 1869.

» Elle a constaté que des acquisitions relativement importantes de mobilier avaient été faites par le nouveau Directeur, que des réparations et améliorations avaient été réalisées dans l'immeuble, notamment la restauration de la chapelle, l'établissement d'une chaudière à vapeur et d'une machine horizontale, comme agent de chauffage et de force motrice, la création de réservoirs d'eau froide et d'eau chaude, la transformations de l'ancienne salle des jeux en une salle de bals ou de concerts, l'organisation de douches hydrothérapiques, la construction de trois nouveaux cabinets d'aisances.

» La Commission, au cours de sa visite, a porté particulièrement son attention sur le quartier des indigents.

Vous savez, Messieurs, que pendant chaque saison thermale, un certain nombre d'indigents, envoyés par le département, sont traités, logés et nourris gratuitement dans l'établissement. Ceux qui à l'époque dont nous parlons en ce moment, se trouvaient en résidence à St-Amand, se sont déclarés satisfaits du traitement et de la nourriture. Les indigents étaient autrefois logés dans des cabinets humides et malsains. Mais, dès 1869, ils occupaient à titre provisoire deux dortoirscommuns, un dortoir pour chaque sexe.

En résumé, l'ensemble de la situation d'alors permit à vos délégués de féliciter le nouveau directeur, et de l'engager suivant les termes mêmes dont ils se sont servis, *à persévérer dans ses efforts et à poursuivre vaillamment son entreprise.*

Toutefois on ne devait point se dissimuler que jusque là M. Prévost, qui d'après son contrat était tenu de grosses réparations et de l'entretien général de l'établissement, n'avait fait que son devoir en exécutant les conditions de son cahier des charges.

La Commission étudia sur place les améliorations nouvelles à susciter, puis elle proposa au Conseil de voter une allocation de 20,000 fr. payable en cinq annuités de 4,000 fr. à titre d'en-

couragement, mais *donnant donnant*, c'est-à-dire moyennant la réalisation de certaines conditions, qui avaient été signalées en grande partie par le Directeur lui-même dans sa lettre du 24 novembre 1868, et que nous devons analyser ici :

1° L'entière exécution du cahier des charges de la concession ;

2° L'appropriation convenable des dortoirs communs du rez-de-chaussée, destinés aux indigents et la transformation de l'étage supérieur de ces dortoirs, en cellules ou chambres particulières, afin que le pauvre comme le riche puisse garder le secret de son infirmité ;

3° L'organisation des bains sulfureux et l'installation nouvelle de tuyaux et robinets tant pour le service médical que pour celui de l'hôtel ;

4° La construction d'un 4e cabinet d'aisance dans le corps principal de l'établissement ;

5° La bonne tenue des parcs et jardins ;

6° La transformation en un parc d'agrément de la partie de forêt concédée par l'Etat ;

7° Le creusement de tous les cours d'eau, notamment des fossés de clôture afin de mettre en défense la propriété ;

8° L'obligation de transformer en jardins d'agrément, la portion de terrains donnée à bail par l'ancien concessionnaire et qui se trouve actuellement encore en état de culture ;

9° L'obligation de rétablir à l'aide d'annexes à la rotonde, les anciennes boues, aujourd'hui couvertes, si le nombre de 68 cases devenait insuffisant.

La question ainsi instruite fut de nouveau rapportée devant le Conseil général dans sa séance du 31 août 1869.

« Le Conseil s'appropriant en substance le travail de la Commission, accorda le crédit de 20,000 fr. par cinq annuités *en ce sens que toutes les fois qu'il serait constaté qu'entrant dans l'ordre des travaux prescrits et reconnus utiles, l'entrepreneur aurait fait une dépense dans la limite du crédit annuel destiné à cet usage, la somme de 4,000 fr. pût être mandatée à son profit.*

» Depuis 1869, trois annuités ont été payées au concessionnaire, conformément à la décision que je viens de rappeler.

» L'an dernier, en inscrivant au budget de 1872 la 3e annuité de 4.000 fr. vous avez par votre délibération du 7 novembre, décidé qu'une nouvelle Commission, composée de MM. Hamoir, Delerue et Legrand (de Lecelles) serait chargée de visiter et surveiller l'établissement.

» Cette Commission a rempli la mission qui lui était confiée, et voici le résultat de ses observations.

» La chapelle, qui est chaque dimanche desservie par un prêtre de St-Amand, les différentes salles de l'hôtel, les cuisines, les chambres à coucher au nombre de 60 sont tenues sans luxe mais proprement et nvenablement.

Cependant, parmi les chambres à coucher, quelques-unes manquent de sonnettes d'appel et réclament des dépenses d'appropriation et d'ameublement.

Les lieux d'aisance, au nombre de quatre aujourd'hui, quoique tenus avec soin, laissent à désirer sous le rapport de leur installation. Il est important de les rendre inodores par des procédés spéciaux.

Des plaintes sous le rapport de la table d'hôte ont été répandues dans le public.

« M. le Directeur s'en est expliqué en disant qu'il fallait tenir compte du taux de la table, 5 f. 50 par jour pour trois repas, vin non compris, et faire la part de certaines critiques, toujours inévitables en cette matière, ainsi que des difficultés qu'il éprouvait parfois pour répondre sur l'heure à un nombre imprévu de convives, les viandes ne se conservant point pendant les grandes chaleurs et les boucheries d'approvisionnement se trouvant à trois kilomètres au moins de l'établissement.

« La Commission, en termes généraux, a cru devoir insisterauprès de M. le Directeur, pour qu'il évitât à l'avenir tout sujet de plainte soit de la part des pensionnaires, soit de la part des baigneurs.

« En fait, la table et le logement de l'hôtel ne sont point obligatoires pour ceux-ci.

» Le quartier des indigents a reçu lesiaméliorations réclamées, notamment pour l'installation de quatre chambres particulières. Nous avons exprimé le désir de voir établir quelques chambres en plus, afin que de ce côté le service ne laisse rien à désirer.

» A l'époque de notre visite, il ne restait plus des 15 malades indigentes, traitées depuis le commencement de la saison, que la nommée Honorine Brousmiche, veuve Verriest, de Lille. Cette femme, atteinte de paralysie dans plusieurs membres, avait été envoyée à Saint-Amand par M. le docteur Castelain. Elle s'est si bien trouvée de son traitement, qu'une dame charitable de Lille, qui lui porte intérêt, lui fit faire, à ses frais, une seconde saison. Lorsque nous avons vu la veuve Verriest, elle marchait, et la paralysie paraissait vaincue. Cette intéressante femme nous disait combien elle était heureuse de sa guérison, à la pensée surtout de ses jeunes enfants. Elle témoigne d'ailleurs toute sa satisfaction sous le rapport des soins dont elle avait été l'objet, et sous le rapport aussi de la nourriture.

» La Commission croit devoir exprimer le désir que, pour l'année prochaine, les indigents à traiter soient divisés en plusieurs séries, afin de ne point les accumuler, à leur grand détriment, en une seule saison.

» Les résultats obtenus cette année affirment de plus en plus l'efficacité des boues de Saint-Amand. M. Hamoir, l'un des membres de la Commission, pourra vous dire que son voisin de campagne, notre ancien doyen du Conseil général, ayant les pieds rhumatisés, a retrouvé, grâce au traitement des boues et malgré ses 84 ans, l'alerte démarche que nous lui avons connue.

» La Commission s'est informée du nombre des malades traités depuis le commencement de la saison.

» Ce nombre est de 127, savoir :

1° Pensionnaires de l'hôtel	90
2° Externes.	21
3° Indigents.	16
Total égal.	127

» M. le docteur Isnard, de Saint-Amand, vient chaque jour faire sa visite à l'établissement ; cependant chaque malade a la faculté de prendre un médecin de son choix.

» Nous avons aussi visité la rotonde où se trouvent les boues. Tous les baigneurs que nous avons interrogés nous ont déclaré que chaque malade a sa case particulière pendant toute la durée de son traitement, et qu'à l'expiration de ce traitement la case est vidée avec soin et remplie de boue neuve. Nous n'avons d'ailleurs recueilli aucune plainte de ce côté.

» En somme, notre établissement thermal est en bonne voie ; il dépend du directeur de lui assurer, moyennant quelques sacrifices, une très-brillante prospérité.

» Les cabinets de bains sulfureux, les douches, les conduites d'eau sont en assez bon état. Les parcs et jardins sont médiocrement entretenus.

» Aucune portion des terrains loués par l'ancien concessionnaire à divers cultivateurs, n'a été encore transformée en jardin d'agrément à l'usage des baigneurs. Le grand étang a été curé, et paraît devoir rentrer dans un plan d'embellissement.

» Les huit hectares, que l'Administration des forêts laisse, moyennant une redevance annuelle de 80 fr., à la disposition du concessionnaire, comme lieu de promenade pour les baigneurs, sont complètement négligés. Ce coin de forêt est fort beau, peuplé de chênes et de bois blancs splendides ; mais l'accès en étant libre à tous, même aux bestiaux, il faudrait, pour que l'on pût en retirer un agrément réel, que l'administration consentît à le clôturer elle-même ou à le laisser clôturer à l'aide d'une haie vive.

» La Commission doit signaler ici un abus de jouissance, reprochable à M. Prevost :

» Il existait autrefois trois allées de charmilles séculaires qui faisaient l'admiration des promeneurs. L'une de ces allées a été détruite avant l'entrée du concessionnaire actuel. Ce dernier vient d'en défricher une seconde, et de la remplacer par une plantation peu vivace. Il a disposé du bois provenant de l'allée détruite, le tout d'office et sans en référer préalablement à M. le Préfet. Interpellé de ce chef, il a dit que cette allée dépérissait et qu'il avait cru pouvoir la traiter comme un vieux mur bon à démolir ; il estime à 130 fr., tous frais déduits, la somme qu'il a retirée de l'opération. Sans en faire une question d'argent, la Commission a pensé que le procédé de M. Prevost méritait un blâme sévère.

» D'après le cahier des charges, le médecin inspecteur de l'établissement, qui habite Valenciennes, est payé par le concessionnaire à raison de 800 fr. par an. Il pourra paraître peu logique sans doute que l'inspecté paie son inspecteur, mais le contrat existe et le département ne peut le changer par sa seule volonté. Toutefois, nous avons pensé que M. le Préfet ferait bien d'inviter M. l'Inspecteur à dresser chaque année un rapport écrit et détaillé de sa surveillance et de ses observations.

» Reste une question : Le concessionnaire a-t-il fait, depuis 1869, les travaux prescrits, à concurrence des trois annuités qu'il a déjà touchées, et de la 4e annuité dont le vote est demandé par M. le Préfet, soit un total de 16,000 francs? Quant à présent, cette justification n'a point paru entière à votre Commission. Il conviendrait donc d'approuver le crédit, mais à charge par M. Prevost de produire, devant une commission spéciale, des états justifiant l'accomplissement des conditions qui lui étaient imposées. »

— Ces conclusions sont adoptées.

M. LE PRÉSIDENT propose de charger la commission nommée l'an dernier et qui était composée de MM. Hamoir, Delerue et Legrand (de Lecelles) de visiter et surveiller l'établissement.

— Cette proposition est votée.

Chemins vicinaux ordinaires.

M. DUTEMPLE fait le rapport suivant :

» Il nous semble inutile d'analyser dans toute son étendue le rapport de M. l'agent-voyer en chef, sur les chemins vicinaux ordinaires ; il peut se résumer ainsi :

Le réseau attribué au département du Nord par l'arrêté ministériel du 8 décembre 1868 a été fixé à 2200 kilomètres, sur lesquels il reste disponible une longueur de 40 kil. 418 m.

La longueur actuelle des chemins vicinaux ordinaires se décompose ainsi :

1° Réseau subventionné proprement dit.	2159^{k} 582^{m}.
2° Longueur des chemins à entretenir en dehors du réseau subventionné . .	2048 450
3° Longueur du réseau non subventionné, ...	1899 518
Total	6107^{k} 550 .

C'est une augmentation de 18 k. 498 mètres sur le réseau tel qu'il existait au 1er janvier 1871 et de 207 k. 1/2 depuis trois ans.

Travaux de 1872. — Dans la session du mois d'avril dernier, le Conseil général décida que les travaux de la quatrième annuité seraient entrepris sur les chemins vicinaux subventionnés, simultanément avec ceux de la 3^{e} annuité ; mais les devis n'ayant pu être dressés assez tôt et vu le défaut de matériaux résultant du ralentissement momentané de l'extraction dans les carrières de la Belgique, peu de communes pourront exécuter en 1872 les deux annuités.

Cylindrage des chaussées empierrées. — M. l'agent-voyer en chef demande que le Conseil général autorise l'acquisition d'un rouleau compresseur pour le cylindrage des chaussées empierrées immédiatement après leur construction; la dépense s'élèverait de 1,500 à 2,000 fr. et pourrait être imputée sur les fonds destinés à l'achèvement des chemins vicinaux. L'essai de ce cylindre compresseur serait fait dans l'arrondissement d'Hazebrouck.

Le 5^{e} bureau est d'avis d'autoriser cette acquisition.

Fonds de subvention en faveur des communes nécessiteuses. — Il propose également d'inscrire au budget de 1873, sous chapitre IV, l'allocation de 20,000 fr. demandée par M. le Préfet et qui serait mise, comme cela a été fait pour 1872, à la disposition de la Commission départementale pour venir en aide aux communes nécessiteuses qui ne peuvent, avec leurs ressources, pourvoir, soit à des améliorations indispensables sur des voies vicinales ordinaires, soit même à l'entretien de ces voies, soit à l'acquittement de leurs contingents dans la dépense des chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Le Conseil général n'hésitera pas à sanctionner cette proposition.

Personnel. — M. l'agent-voyer en chef expose au nom du personnel de la petite vicinalité, les sentiments de reconnaissance dont MM. les agents-voyers et leurs auxiliaires sont pénétrés envers le Conseil général pour la marque de bienveillance qui leur a été accordée en 1871, et M. le Préfet propose d'appliquer, comme pour 1872, un crédit à inscrire au budget de 1873, de 169,280 fr. se répartissant comme il suit :

Fonds du département.	129,280 fr.
Fonds des communes	40,000
Total. . .	169,280 fr.

Le zèle intelligent dont font preuve les collaborateurs de M. l'agent-voyer en chef dispense le rapporteur de tout commentaire.

L'honorable rapporteur sur les chemins vicinaux de grande communication proposera de voter le crédit de 129,280 fr.

CHEMINS VICINAUX. — ACHÈVEMENT.

Le rapporteur ne reprendra pas l'historique des chemins vicinaux depuis la loi de 1868. Ceux des membres qui voudront étudier le mécanisme de la nouvelle loi pourront se reporter aux rapports de M. le Préfet et de M. l'agent-voyer en chef, consignés dans les volumes des délibérations du Conseil général des années antérieures.

La continuation de l'œuvre d'achèvement des chemins vicinaux va se poursuivre en 1873 (5e annuité). Ainsi qu'il avait été fait les années précédentes, il a été récemment procédé, dans chaque arrondissement, par une commission composée de Conseillers généraux, représentant les divers cantons, à la révision des propositions dressées par le service vicinal pour la désignation des chemins vicinaux dont la construction sera entreprise en 1873.

Les dépenses totales s'élèvent, pour les 7 arrondissements, d'après des propositions indiquées au rapport de M. le Préfet, à 3,134,000 fr.

Les ressources au moyen desquelles il sera pourvu à ces dépenses, suivant les dispositions adoptées en 1868 et 1869 par le Conseil général, sont :

1° Emprunts communaux subventionnés par le département ;

2° Subvention du département fixée à 480,000 fr. ;

3° Cinquième annuité de la subvention de l'État, *dont le chiffre n'est pas encore connu* ;

4° Enfin, prestations en nature à fournir par les communes dans les limites fixées par délibération du Conseil général en date du 14 janvier 1869.

La sous-répartition de ces ressources ne pourra être présentée au Conseil général que dans sa prochaine session, probablement en avril, époque à laquelle l'État aura fait connaître le chiffre de la subvention.

Dès à présent, le 5e bureau est d'avis d'inscrire, conformément aux propositionsde M. le Préfet, au sous chapitre IV du budget de 1873, les crédits suivants :

1° Subvention départementale pour les travaux de la 4e annuité.	480,000 fr.
2° » » à valoir sur la 5e annuité	100,000
3° Secours aux communes pour l'amortissement de leurs emprunts à réaliser.	175,070
Total.	755,070 fr

Le 5e bureau propose également d'approuver les tableaux des chemins vicinaux à entreprendre en 1873, tels qu'ils ont été révisés par les Conseillers généraux de chaque arrondissement et auxquels il ne serait apporté d'autres modifications que celles qui vont être indiquées, modifications qui ont été jugées nécessaires, depuis la session, par ceux des membres de l'assemblée qui représentent plus spécialement les cantons dont dépendent les communes aux travaux desquelles il s'agit d'apporter quelques changements.

Voici ces modifications :

Canton d'Orchies. — Commune de Coutiches. — Retrancher 50 m. du chemin N° 12 et les reporter au chemin N° 21.

Canton de Bavai. — Substituer le chemin N° 4, de Louvignies-Bavai, longueur 445m., dépense 980 fr. au chemin N° 5 de Mecquignies et pour la commune de Taisnières-sur-Hon, réduire à 582m., dépense 2,945 fr. les travaux de la 5e annuité.

Commune de Lecelles. — Au chemin N° 2, proposé, substituer 145m., chemin N° 6, rue du Pont des Turcs et 100m., chemin N° 1, rue du Grand Sard, longueur totale 245m., dépense 5,000 fr.

Commune de Solre-le-Chateau. — Au chemin de Dimont à Avesnes, longueur 1840m., dépense 8,200 fr., substituer le chemin N° 2 de Wattignies, dépense 4,800 fr. — Reporter l'excédant de subvention ou 3,400 fr. sur le chemin N° 4, d'Hestrud à Berelles.

L'ensemble des travaux à exécuter dans ces communes, présenté par MM. les Agents-voyers, n'est pas modifié.

Réseau subventionné complémentaire.

Les chemins vicinaux dont le rapporteur vient d'avoir l'honneur d'entretenir le Conseil général, font partie de l'étendue totale du réseau de 2,200 kil., attribué au département par l'arrêté ministériel du 8 décembre 1868, sur laquelle il reste disponible une longueur de 40 k. 418 m.

Les communes comprendront de plus en plus l'importance des voies de communication, beaucoup d'entre elles se sont mises en instances à l'effet d'obtenir des additions dans leur réseau subventionné. Beaucoup de ces demandes, parvenues tardivement à la Préfecture, n'ont pu être instruites et seront soumises à l'examen du Conseil général une prochaine session.

Les demandes d'admission au réseau complémentaire qui ont été soumises au 5e bureau, comprennent 31 chemins, intéressant 24 communes, mesurant une longueur totale de 27 k., 271 m. et représentant une dépense évaluée à 383,075 fr.

Voici le tableau des longueur demandées par arrondissement, avec l'évaluation de la dépense :

Avesnes	2^{k}.510^{m}	23.800 fr.
Cambrai	3.480	35.700
Douai	4.613	90.325
Dunkerque	» »	»
Hazebrouck	9.013	72.800
Lille	4.143	73.700
Valenciennes	3.512	86.750
	27.271	383.075 fr.

Chacune des demandes dont il s'agit a été examinée par le 5^{e} bureau avec une très-longue et très-scrupuleuse attention. Des cartes dressées par MM. les Agents-voyers étaient jointes à chaque dossier et facilitaient l'appréciation des motifs invoqués par les communes à l'appui de leurs demandes. Le 5^{e} bureau en prenant ses décisions, s'est déterminé surtout par les considérations suivantes : omissions ou erreurs involontaires dans le chainage ; sacrifices faits par les communes ; suppressions d'endroits dangereux pour la sécurité publique ; importance du réseau proportionnel attribué à la commune réclamante ; jonctions de routes nationales ou départementales et chemins vicinaux de toute nature et proximité de gares établies ou à établir.

Le 5^{e} bureau soumet avec une pleine et entière confiance à l'appréciation du Conseil général les résolutions suivantes .

1° NON-ADMISSIONS.

Ne sont pas admis dans le réseau subventionné complémentaire les chemins ci-après désignés:

Arrondissement de Cambrai. — Commune de Sommaing sur Ecaillon : les chemins N^{os} **2**, dit de Quérénaing , N° 3 , dit d'Haussy.

Arrondisseennt de Douai. — Raches : chemin N° 3, dit du Corps-Saint.
Roost-Warendin : chemin N° 7 , dit du Corps-Saint.

Arrondissement d'Hazebrouck. — Estaires chemin N° 4 , dit rue de la Brionne.
Merville : chemin N° 1 , dit de la Haute-Rue.

Arrondissement de Valenciennes. — Quérénaing : chemin de Sommaing.

2° AJOURNEMENTS.

Est ajournée pour insuffisance d'instruction, incertitude sur l'accomplissement de certaines conditions ou formalités administratives à remplir, la décision à prendre sur les chemins ci-après désignés :

Canton de Berlaimont. — Commune de Boussières : le chemin N° 4 , dit de Notre-Dame.

Canton de Cysoing. — Commune de Bourghelles : le chemin N° 1 , de Lannoy à Cobrieux.

Canton d'Haubourdin. — Commune de Beaucamps : le chemin N° 4 , de la Fresnoy.

3° SUBSTITUTIONS.

Les communes ci-après désignées sont admises à se substituer aux droits et obligations des communes qui refusent de construire leurs chemins, savoir :

1° Landrecies à la commune de Maroilles pour la partie située sur le territoire de cette dernière commune, du chemin N° 11, de Landrecies au Grand Fayt.

En conséquence, il sera supprimé du réseau de la commune de Maroilles, une longueur de 1,350 m. et une dépense de 10,800 fr., longueur et dépense qui seront ajoutées au réseau subventionné de la commune de Landrecies au chemin N° 11, de Landrecies au Grand Fayt, déjà compris au réseau.

Resteront seules intéressées à la construction du chemin de Landrecies au Grand Fayt ces deux communes et la commune de Favril.

2° Marchiennes-Campagne à la commune de Somain, pour la partie située sur le terroir de Somain, du chemin dit de la Sense des Reines.

Par suite, il sera retranché du réseau subventionné de la commune de Somain, une longueur de 1.250 m., évaluée à 22,875 fr. et cette longueur et cette dépense seront attribuées comme supplément de longueur, au chemin N° 2, dit du Courant, à la commune de Marchienne-Campagne, qui restera seule intéressée à la construction du chemin.

3° asnes-au-Bac à la commune de Wawrechain-sous-Faulx.

Il sera inscrit au réseau subventionné de la commune de Wasnes-au-Bac, une longueur supplémentaire de 350 m. et une dépense de 8,750 fr., à retrancher du réseau de la commune de Wavrechain-sous-Faulx.

Wavrechain-sous-Faulx sera tenue de reverser la somme de 8,739 fr., que cette commune a perçue en trop pour les travaux du réseau subventionné qui lui avait été attribué, réseau qui comprenait par erreur un chemin antérieurement construit.

En proposant ces substitutions, le 5e bureau propose de décider que cette faculté de se substituer à une commune ne sera pas considérée comme un droit acquis pour l'avenir. Ce principe serait dangereux, et il y aura toujours lieu d'examiner les cas spéciaux, tant qu'une disposition législative ne sera pas intervenue pour vaincre le mauvais vouloir des communes récalcitrantes.

4° ADMISSIONS.

Sont admis dans le réseau subventionné les chemins ci-après :

			Longueur.	Dépenses.
Communes	d'Etrœungt.	Chemin N° 10.	445 m.	3,180 fr.
—	Dimechaux.	Chemin N° 1, dit de Dimont. . . .	340	5,000
—	Ors.	Chemin N° 6, d'Ors à Fontaine-au-B.	980	13,000
—	Lewarde.	Chemin de Lewarde à Montigny . .	600	12,000
—	—	Erchin à Masny	135	2,700
—	Erchin.	Erchin à Masny	1,025	20,500
—	Faumont.	Chemin N° 8, dit rue Colette. . . .	190	3,800
—	Brunémont.	Chemin N° 3, de l'abbaye du Verger.	500	9,750
—	Estaires.	Chemin N° 7, dit rue Delmont. . .	1,647	14,500
—	Merville.	Chemin N° 6, des Paccavas	1,150	8,400
—	—	Chemin N° 9, dit rue de Fer . . .	1,563	11,500
		A reporter. . . .	8,575	104 330

		Reports.	8,575 m.	104,330 f.
—	Noordpeene.	Chemin N° 10, du Temple (Supplément de crédit).	»	4,000
—	Merris.	Chemin N° 8, de Looustraete (Redressment d'erreur)	316	4,000
—	Cobrieux.	Chemin N° 3, de la Motte.	950	19,000
—	Halluin.	Chemin N° 13, de la Procession . .	350	9,500
—	—	— N° 14, des Vingt-Ballots . .	445	12,000
—	Marcq-en-Barœul.	Chemin N° 9, du Plouich et des Vaches	100	»
—	—	Chemin N° 15, du Grand-Cottignies.	260	»
—	Wasquehal.	Chemin N° 6, du Triez	290	»
—	Marquette.	Chemin N° 5, d'Abscon	2,512	63,000
		Totaux. . . .	13,798 m.	215,830 f.

La réserve sur le réseau subventionné s'élevait, après la dernière répartition de 1871, à. . . . . 40 k 418 m

En déduisant les 13 k 798 m ci-dessus. 13 798

Il resterait disponible une longueur de. 26 620

Le 5e bureau demande l'adoption de ces propositions.

AUGMENTATION DU RÉSEAU DE 2,200 KILOMÈTRES.

La faible réserve kilométrique ci-dessus constatée sera évidemment insuffisante pour faire face aux besoins si nombreux et toujours croissants de l'agriculture et de l'industrie du département du Nord. Si cette réserve devait rester fixe et invariable, il serait impossible de donner satisfaction à des demandes parfaitement légitimes, et il faudrait, à l'avenir, se montrer plus réservé que jamais dans l'admission d'un chemin au réseau subventionné.

Heureusement, on peut espérer profiter du bénéfice de la circulaire ministérielle du 27 mars dernier. M. le Ministre est dans l'intention de répartir entre les départements qui en feront la demande, une réserve de 2,412 kilomètres.

Deux conditions sont imposées pour pouvoir prendre part à cette répartition :

D'abord, les départements qui veulent y concourir sont tenus de justifier qu'ils possèdent, dès à présent, les ressources nécessaires pour achever, dans le délai voulu, la construction du réseau primitivement concédé.

En outre, ils doivent s'engager à créer des ressources destinées à combler, au minimum, la moitié de la dépense d'exécution de la nouvelle longueur des chemins qui leur sera concédée.

Quant à la première condition, elle est remplie. Le rapport de M. l'Agent-voyer en Chef renferme toutes les données nécessaires pour cette démonstration.

L'accomplissement de la seconde condition n'a pas paru au 5e bureau présenter de difficultés, et, des difficultés eussent-elles surgi, il n'aurait pas hésité à proposer les sacrifices nécessaires pour les surmonter, tant les populations apprécient l'importance des voies de communication.

Le rapporteur vient de dire que les obstacles n'étaient pas sérieux. En effet, M. l'Agent-voyer en chef, faisant le calcul dans l'hypothèse de la concession de 50 kilomètres, estime que les charges nouvelles du département consisteraient en :

1° Une subvention annuelle de 31,994 fr. pendant 5 ans, représentant en centimes, 0,29

2° Une subvention annuelle et pendant 30 ans de 22,760 francs représentant environ 0,21

Qu'en résumé, il y aurait à inscrire au budget pour chaque quantité de 50 kilom., $^{29}/_{100}$ de centime pendant 5 ans et $^{21}/_{100}$ de centime pendant 30 ans.

M. l'Agent-voyer en chef ajoute que ces charges sont des maxima qui ne seront jamais dépassés.

Le Conseil général ne saurait hésiter : il ne se borne pas à demander 50 kilomètres ; il se fera une gloire de doter le département d'une longueur supplémentaire de 100 kilomètres.

C'est la conclusion à laquelle le 5e bureau a l'honneur de le prier de s'arrêter, le Conseil général s'engageant dès-à-présent à voter les sommes nécessaires, au fur et à mesure de la répartition de cette longueur kilométrique.

M. le Préfet est prié de faire auprès de M. le Ministre toutes les diligences nécessaires pour assurer au département la longueur kilométrique sollicitée.

Tarif des prestations.

M. le Directeur des contributions directes et les Conseils d'arrondissement font connaître qu'aucune plainte n'a été faite contre le tarif des prestations. M. le Préfet conclut dans le sens du maintien de ce tarif.

Le 5e bureau ne partage pas cette opinion. Quel que soit son désir d'atténuer les charges qui pèsent sur les populations rurales, il doit faciliter aux communes les moyens de pourvoir à l'entretien des chemins vicinaux, ces voies représentant un capital considérable qu'il ne faut pas compromettre.

Les communes peuvent-elles facilement pourvoir à cet entretien ? Que le Conseil général consulte ceux de ses membres qui sont maires de communes rurales, et il aura la réponse. Il est certain que, vu la modicité de l'évaluation de la journée de travail comparée aux prix des salaires, le prestataire préfère s'acquitter en argent, les Maires trouvent difficilement des bras, et, dans tous les arrondissements, ils sont obligés de payer une journée de travail à un prix de beaucoup supérieur à la somme que la commune reçoit en représentation de cette journée.

Les Maires rencontrent les mêmes difficultés pour se procurer des animaux de trait et des voitures et sont souvent obligés de payer, pour les transports, des prix exagérés.

Ces considérations ont amené le 5e bureau à proposer une très-légère augmentation sur le tarif des prestations, augmentation réellement insensible pour le prestataire et fructueuse pour les communes ; elle consiste à ajouter, dans chaque arrondissement, 0,25 centimes par journée d'homme et 0,50 centimes par journée d'animaux de trait, de voitures et de tombereaux, à la valeur de ces journées, telle qu'elle est réglée par le tarif adopté par le Conseil général dans sa session de 1866, tarif qui est reproduit dans le rapport de M. le Préfet.

En rappelant que les Conseils municipaux ont toujours la faculté d'exonérer de la prestation les personnes pour lesquelles elle constituerait un trop lourd fardeau, le 5e bureau propose d'adhérer à ces conclusions.

Vœux des Conseils d'arrondissement.

Avesnes. — Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes demande : 1° que la somme de 5102 fr affectée à la construction du chemin N° 3 d'Heck à Englefontaine soit appliquée au remaniment de la chaussée Brunehaut dans la commune d'Englefontaine.

M. l'Agent-Voyer en chef fait observer que la chaussée Brunehaut dans la commune d'Englefontaine ne fait pas partie du réseau subventionné; il ne pourrait être donné suite au vœu que si le Conseil municipal demandait la substitution de la chaussée Brunehaut au chemin N° 3 Aucune demande de ce genre n'est parvenue à l'administration.

Le 5e bureau partage cet avis.

2° Que le chemin N° 2 de la commune d'Aulnoye soit classé d'intérêt commun.

Le chemin N° 2 se trouvant en entier sur le territoire de la commune d'Aulnoye ne peut rentrer dans la catégorie des chemins d'intérêt commun, qui doivent traverser le territoire de plusieurs communes.

3° Que des restrictions sont apportées aux autorisations d'occupation temporairs et d'extraction de matériaux.

Le bureau a pensé que les restrictions seraient inopportunes au moment où les matériaux destinés aux constructions de route se raréfient dans certains arrondissements d'une manière peut-être inquiétante pour l'avenir.

Cambrai. — Le Conseil d'arrondissement de Cambrai émet le vœu qu'il soit pourvu à l'élargissement et au pavage du chemin d'intérêt commun N° 85.

L'honorable membre, chargé du rapport sur les chemins d'intérêt commun, exposera sur cette question l'avis du 5e bureau.

Douai. — Des vœux tendant à des classements de chemins comme chemins d'intérêt commun sont émis par le Conseil d'arrondissement de Douai.

Le 5e bureau exprimera son opinion à l'égard de ces demandes de classement, par l'organe d'un autre rapporteur.

Ce même Conseil exprime le vœu qu'il soit dressé des plans d'alignement des communes et que les rues soient dénommées et les maisons numérotées.

L'exécution de cette mesure présenterait en effet d'excellents avantages ; mais elle imposerait aux communes des dépenses assez élevées. Le 5e bureau a pensé qu'au lieu de généraliser la mesure, il convient d'en laisser à chaque commune l'initiative.

Dunkerque. — Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande la création d'un cinquième Agent-Voyer à Hondschoote.

M. l'agent-Voyer en chef estime que le personnel du service vicinal de l'arrondissement de Dunkerque est suffisant. Le 5e bureau est aussi d'avis de ne pas prendre le vœu en considération.

Hazebrouck. — Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck demande au département une subvention de 4,000 fr. pour la construction d'un chemin de St-Omer à Noordpeene.

Il a eté donné satisfaction à ce vœu dans le cours du présent rapport.

Valenciennes. — Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes exprime le vœu que le chemin N° 3 d'Hérin à Prouvy soit admis au réseau subventionné.

M. l'agent-voyer en chef dit dans son rapport que le chemin dans la traversée du terroir de Prouvy, est compris dans ce réseau. Le chemin N° 3 de la commune d'Hérin porte la dénomination de chemin d'Hérin à Bouvignies, il n'est pas compris dans le réseau subventionné et le Conseil municipal n'a pas demandé son admission dans ce réseau.

Il n'y a donc présentement aucune suite à donner à ce vœu.

QUESTIONS DIVERSES.

Estourmel. — Dépense supplémentaire. — Demande de secours. — Un fait aussi étrange que regrettable s'est produit dans la commune d'Estourmel, arrondissement de Cambrai.

Le chemin vicinal ordinaire N° 2 d'Estourmel à Cattenières, compris dans le réseau subventionné devait être construit en pavage pour une partie et en empierrement pour l'autre partie. Le crédit affecté à cette construction était de 11,560 fr.

La totalité du chemin a été construite en pavage et la dépense totale s'est élevée à 19,438 f.08 il y a à parer actuellement à un déficit de 5,643 fr. 94 c. C'est pour le combler que le Conseil municipal d'Estourmel sollicite une subvention du département.

Comme le fait remarquer M. l'agent-voyer en chef, cette dépense a été faite sans autorisation et en dehors des règles de la comptabilité. Le Maire a eu le tort très-grave de l'ordonner et l'agent-voyer cantonal, le tort non moins grave de ne pas avoir fait remarquer l'illégalité de la dépense et dans tous les cas, de ne pas en avoir prévenu son chef immédiat.

Il est évident que si le Conseil général accordait une subvention et récompensait ainsi l'illégalité ce serait donner un exemple des plus fâcheux. La commune d'Estourmel serait ainsi arrivée par des moyens détournés, calculés peut-être, à substituer le pavage à l'empierrement, il serait à craindre que d'autres communes, voyant une prime offerte à l'affranchissement des règles ne fussent tentées d'imiter son exemple.

Il faut cependant que la commune d'Estourmel puisse se libérer. Le 5e bureau a l'honneur de vous proposer d'autoriser la commune à prendre la somme de 5,643 fr. 94 c., montant du déficit signalé plus haut, sur celle de 7,440 fr. à laquelle sont évalués les travaux de construction du chemin N° 4 qui reste au réseau de la commune d'Estourmel. Ce dernier chemin n'est pas pour elle d'une grande utilité et la commune est déjà reliée à la gare de Cattenières et à la route nationale de Cambrai au Câteau.

Etrun. — Arrondissement de Cambrai. — La commune d'Etrun compte dans son réseau subventionné le chemin de Thun-Lévêque à Etrun, longueur 1,490 m. évaluation de la dépense pour le construire en empierrement, 17,880 fr.

En 1869, Etrun a construit 220 m. mais en pavage, et le Conseil muncipal, par une délibération prise sous la présidence de l'honorable M. Stiévenart-Béthune, maire de la commune, propose d'affecter à la continuation du pavage les contingents subventionnels de 1870, 1871 et 1872, montant à 6,000 fr.

Il s'agit donc d'une substitution de pavage à l'empierrement, primitivement voté par le Conseil municipal d'Etrun, adopté par la Commission cantonale et définitivement par le Conseil général.

La commune d'Etrun ne demande aucune subvention au département, et le Conseil municipal s'engage à pourvoir au moyen de centimes additionnels ou des fonds libres et aussi par voie de souscription au déficit qui existera pour combler la lacune de 450 mètres qui doit résulter du projet conçu par l'administration municipale d'Etrun.

Dans cet état de choses, puisque la commune prend à sa charge tous les frais que nécessitera le pavage du chemin dans son entier parcours, le 5e bureau ne voit pas d'obstacle à autoriser la substitution demandée. Mais cette autorisation serait subordonnée à la condition expresse, que la Commune d'Etrun prendrait l'engagement formel de combler la lacune de 450 m. dont il s'agit, avec ses propres ressources, sans subvention du département et dans les cinq années au plus tard qui suivront la dépense du dernier contingent subventionnel affecté au chemin dont il s'agit.

Difficultés approuvés par certaines communes pour emprunter à la caisse des chemins vicinaux. — Quelques difficultés ont surgi relativement à la réalisation des moyens financiers nécessaires à la construction des travaux.

Plusieurs communes, ayant demandé à être autorisées à contracter des emprunts à la Caisse des chemins vicinaux, ont éprouvé des refus de la part du gouvernement, soit parce que leur situation financière paraissait trop favorable, soit parce qu'elles ne faisaient pas usage des journées de prestation.

Ces questions n'étant pas encore résolues, le Conseil général ne peut qu'exprimer le désir de voir les communes obtenir des solutions favorables afin que l'ensemble des travaux puisse être poursuivi sans temps d'arrêt, sur toute la surface du département. Il croit devoir faire observer aussi que si la caisse des chemins vicinaux est fermée aux communes qui ne font pas usage des journées de prestation, c'est exclure toutes les localités importantes, aucune d'elles n'inscrivant et ne pouvant inscrire à son budget lesdites journées de prestation.

Néanmoins, il doit être dès à présent bien entendu que si des communes ne pouvant être autorisées à emprunter exécutent les travaux au moyen de leurs ressources ordinaires, elles recevront la subvention de 78 % formant l'importance du subside alloué par l'État et le département dans les mêmes conditions que les communes qui auront été admises à emprunter à la caisse des chemins vicinaux. »

M. Leurent signale à M. le Préfet certains tronçons de chemins vicinaux qui empruntant sur une courte étendue le territoire de communes qui ne sont pas directement intéressées à leur entretien, restent dans le plus mauvais état et interrompent d'une manière très-fâcheuse les communications.

Le Rapporteur explique que le bureau s'est préoccupé de ce fait, mais que la législation ne donne pas à l'administration le pouvoir de vaincre les résistances des communes.

M. le Préfet dit qu'il tiendra note de l'observation, et qu'il ne se croit pas aussi impuissant qu'on vient de le dire : il existe presque toujours des moyens indirects d'obtenir des maires l'exécution des travaux d'entretien dont on parle.

M. Maillet pense également que le Préfet a, en pareil cas, des moyens d'action efficaces, qu'il peut toujours faire entendre à la commune, que si elle se refuse à l'entretien de tel chemin éloigné du centre de l'agglomération, on ne fera pas tel chemin utile qui l'intéresse.

La partie des conclusions du rapport, relative au déficit de la commune d'Estourmel, donne lieu aux observations suivantes :

M. LEURENT approuve la solution proposée, mais il se demande comment un pareil abus a pu se produire. Il y avait eu une adjudication, il y avait un devis, les travaux devaient se faire comme il était prévu au devis; l'entrepreneur ne devait pas, en cours de travaux, substituer un pavage à un empierrement. Si l'on ne tient pas la main à l'observation de cette règle, on sera exposé à voir ces faits se renouveler, et, du reste, un abus semblable a été signalé dans la construction de l'église de Rousies. Il semble que l'entrepreneur, en pareil cas, devrait être responsable.

M. LE PRÉSIDENT dit que ce n'est pas l'entrepreneur qui est responsable, mais celui qui ordonne la dépense. Si l'entrepreneur était déclaré responsable, il aurait un recours à exercer contre le maire.

Le rapport conclut à un blâme contre le maire, pour ce qui a été fait et pour l'application à cet objet de ressources qui avaient une autre destination. Mais, en ce moment, il ne reste qu'à payer le déficit résultant de cet emploi irrégulier.

— Après ces observations, les diverses conclusions du rapport sont successivement mises aux voix et adoptées.

Nouveau tarif des prestations.

Par suite, le nouveau tarif des prestations est fixé ainsi qu'il suit :

JOURNÉES	ARRONDISSEMENTS.						
	Dunkerque.	Hazebrouck.	Lille.	Cambrai.	Avesnes.	Douai.	Valenciennes.
Homme	1 75	1 50	1 75	1 50	1 75	1 50	1 75
Cheval	4 »	4 »	4 50	3 50	3 50	3 50	3 50
Bœuf	3 50	3 50	3 50	2 50	3 »	2 50	3 »
Vache de trait	2 50	2 50	3 »	2 »	2 50	2 »	2 50
Mulet	1 75	1 75	1 70	1 50	1 50	1 50	1 50
Ane	1 50	1 50	1 70	1 50	1 50	1 50	1 50
Voitures à 4 roues	2 50	2 50	3 50	2 50	2 50	2 50	2 50
Voitures à 2 ou 3 roues	1 75	1 75	2 »	2 »	1 75	2 »	1 75
Tombereau	1 75	1 75	2 »	1 75	1 75	2 »	1 75

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de la lettre suivante que M. le Préfet vient de lui adresser :

« Lille, le 28 août 1872.

Carte de France du génie militaire

» Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un exemplaire de la carte de France du génie militaire, dressée en 1825 et révisée en 1872.

» Cette carte, qui peut être consultée utilement pour l'étude des affaires administratives, est destinée au Conseil général; M. le Ministre de l'Intérieur, en m'adressant ce document, a exprimé le désir que la carte fût entoilée, ce qui facilitera d'ailleurs les travaux de MM. les Conseillers.

» Veuillez agréer, etc.

» *Le Préfet du Nord*,

» Signé : SÉGUIER. »

M. LE PRÉSIDENT, au nom du Conseil, adresse des remerciements à M. le Préfet.

Chemins de fer divers.

—

Passage à niveau de la route 45.

Déplacement de la gare de Valenciennes.

M. Maillier présente, au nom du 5e bureau, le rapport qui suit :

« Dans sa session d'avril dernier, le Conseil général a renouvelé, en y insistant énergiquement, le vœu que le passage à niveau de la route 45 à travers la station de Valenciennes, fut remplacé par un viaduc.

» M. le Préfet nous apprend dans son rapport que la Compagnie du Nord accepte le viaduc en principe, et qu'elle s'engage à le construire, pourvu qu'on ne lui impose pas l'obligation d'édifier de nouveaux ouvrages de fortifications. Les conférences sont ouvertes à ce sujet, et rien n'est de nature à faire craindre un refus d'adhésion de la part de l'autorité militaire. Sans doute le corps chargé de la défense du territoire a des devoirs à remplir, mais ces devoirs sont moins que jamais inconciliables avec les besoins de la paix, aujourd'hui qu'une triste expérience nous a appris la nécessité de modifier profondément le système des ouvrages pouvant protéger avec efficacité nos places de guerre.

» Quant au déplacement de la gare, vous n'avez pas cru devoir vous associer à la demande de Valenciennes, dans votre session de novembre 1871, et la question s'étant reproduite avec plus d'insistance dans la session d'avril dernier, vous avez prononcé l'ajournement de toute décision jusqu'à plus ample informé.

» Depuis cette époque, une délibération du Conseil municipal d'Anzin, appuyée sur des avis conformes d'un grand nombre de Conseils municipaux des communes au nord de Valenciennes, est venue énergiquement combattre la proposition du déplacement de la gare de Valenciennes. De son côté le Conseil municipal de cette ville s'est attaché à justifier sa translation sur l'esplanade. Enfin, le Conseil d'arrondissement de Valenciennes s'est associé à vos réserves, décidant à l'unanimité qu'il ajournait tout avis, jusqu'à ce qu'une enquête eut permis à tous les intéressés de se prononcer sur le plus ou moins d'utilité de ce déplacement.

» Le Conseil général croira sans doute devoir se maintenir dans la ligne de conduite qu'il a définitivement adoptée, jusqu'au jour où il sera mis en mesure de se prononcer en juge éclairé entre des prétentions rivales; mais en attendant il semble qu'il ne serait pas impossible de donner satisfaction à la ville de Valenciennes sans toucher à la gare, par l'établissement d'un arrêt sur l'esplanade, au passage de la ligne d'Aulnoye. Le 5e bureau a des motifs sérieux pour supposer que si la Compagnie du Nord n'acceptait pas ce moyen de transaction, le Nord-Central et la Compagnie de Carpentier n'hésiteraient pas à prendre en charge la réalisation de ce projet, dont la dépense serait, selon eux, largement compensée par les avantages qu'elle procurerait à leur exploitation. Pour le moment, le 5e bureau, d'accord avec le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, n'a à vous proposer que le *statu quo*, et recommander l'étude de l'établissement d'une halte sur l'esplanade.

Demande d'une halte à Hachette.

» Les communes de Maroilles et de Locquignol demandent, avec instance l'établissement d'un point d'arrêt à Hachette, et les motifs qu'elles font valoir paraissent jutifier pleinement leurs prétentions.

» Les gares d'Aulnoye et de Landrecies sont situées à 15 kilomètres l'une de l'autre. Cette distance, la plus longue qui existe entre les gares dans le Nord, est trop grande pour desservir utilement un pays riche et populeux. Plus se développe le réseau des chemins de fer, plus deviennent difficiles et onéreux les transports par voies de terre, d'où résulte pour les populations situées trop loin des gares, une infériorité à laquelle il n'est possible de remédier que par leur rapprochement.

» Les communes du Grand-Fayts, Maroilles, Locquignol, Sassegnies, qui profiteraient le plus directement de l'établissement d'une halte à Hachette ne sont point industrielles, mais elles constituent la zône herbagère la plus importante de l'arrondissement d'Avesnes. La spécialité de leur culture donne lieu à une exportation considérable des produits en excès non consommés sur place, et en retour, à l'importation de toutes les céréales nécessaires à la consommation, et des bestiaux en grand nombre destinés à l'engrais. La population de ces communes est environ de 4,000 habitants. Le point d'arrêt d'Hachette leur procurerait un avantage de distance, par rapport aux gares existantes, de 5 à 6 kilomètres.

» Hachette est situé dans la forêt de Mormal. Une étude faite avec grand soin par M. Badré, garde général des forêts à Landrecies, évalue à 18,000 francs l'économie annuelle des transports qui résulterait de l'établissement en ce point, d'une installation appropriée aux besoins de l'exportation des bois, et dans l'appréciation de M. Badré, ce chiffre de 18,000 fr. obtenu par des calculs reposant sur des données statistiques précises, mais appartenant à l'état de choses actuel, ne tarderait pas à s'élever à 25,000 fr. au moins.

» L'utilité publique d'un chemin de fer à établir de Valenciennes à la ligne d'Erquelines à Saint-Quentin, a été déclarée par un décrêt en date du 6 juillet 1862, fixant à Hachette le point de raccordement.

» Obéissant à des considérations d'un ordre supérieur et d'intérêt général, le Gouvernement a cru devoir modifier cette première décision, et un décret en date du 6 août 1865, a transporté à Aulnoye la bifurcation primitivement fixée à Hachette; mais dans l'intervalle de trois ans écoulés entre les deux décrets, la commune de Maroilles, qui ne pouvait s'attendre à la déception qu'elle a éprouvée, s'était mise en mesure de souder la gare d'Hachette qu'elle considérait comme une possession acquise et indiscutable avec le groupe des populations appelées à en jouir, et avait construit, à cet effet, de ses propres forces, sans aucun secours extérieur, une voie empierrée dont la depense s'est élevée à 19 ou 20,000 fr.

» Ainsi, soit au point de vue de l'intérêt des populations et de l'Etat, soit à titre de compensation ou de réparation du préjudice causé à Maroilles par le déplacement du point d'attache, le recours de cette commune au Conseil général, mérite la plus sérieuse attention. De plus, à l'époque où a été concédé à la Compagnie du Nord le chemin de fer d'Erquelines à Saint-Quentin, le Gouvernement s'était réservé le droit d'exiger l'installation d'une station à Hachette, lorsque le besoin en serait reconnu. (Voir séance du Conseil général du 7 septembre 1865.) Le 5e bureau pense que le Conseil général n'hésitera pas à rappeler cette stipulation à M. le Ministre des Travaux publics, en lui faisant remarquer que, si des motifs d'intérêt général ont eu pour effet de déterminer la modification du décret du 6 juillet 1862, la translation du raccordement fixé à Hachette aux termes dudit décret, a eu pour résultat, au bénéfice de la Compagnie du Nord, une économie de 1,600,000 à 1,700,000 fr. dans la construction du chemin de fer entre les lignes d'Erquelines à St.-Quentin et Valenciennes.

» En conséquence, le 5e bureau a l'honneur de proposer au Conseil général, d'exprimer le vœu qu'usant du droit qu'il s'est réservé, le Gouvernement exige l'établissement, à Hachette, d'un arrêt muni des appareils nécessaires au service.

Ligne d'Orchies à Seclin.

» Dans le but de couper court aux contradictions qui ont retardé jusqu'ici la fixation définitive du point de départ de la ligne d'Orchies à Seclin, le Conseil général, dans la session d'avril dernier, a chargé une commission de quatre membres, choisis dans son sein, d'étudier sur place une solution devenue urgente Cette mission a été remplie avec un grand soin, et après une enquête minutieuse ouverte dans les communes intéressées, nos honorables collègues ont été d'avis :

» 1° Que si une ligne pouvait être construite d'Orchies à Carvin, celle d'Orchies à Hazebrouck devrait partir de Templeuve et se diriger sur Seclin ;

» 2° Que si en dedans de six mois, comme extrême délai, la concession d'Orchies à Carvin n'était pas l'objet d'une demande ferme, la solution ne pouvant être plus longtemps ajournée, la préférence de la majorité des cantons de Pont-à-Marcq et d'Orchies s'était manifestée dans l'enquête, dont la commission partage le sentiment, en faveur du raccordement à ou près Orchies, vers la Coquerie, pour la ligne se poursuivre entre Capelle et Bersée, au sud de Pont-à-Marcq, avec gare près de l'agglomération et sur le territoire de cette commune ;

» 3° Que pour donner, autant que possible, satisfaction aux communes situées au nord de Pont-à-Marcq et à Templeuve, au cas du raccordement à Orchies, une ligne de Templeuve à Cysoing, destinée à un prolongement ultérieur sur Tournai, constituerait pour toute la partie du canton déshéritée de la ligne d'Orchies à Hazebrouck une compensation vivement appréciée.

» La Compagnie du Nord-Central accepte ces conditions et dépose, en conséquence, une demande en concession de l'embranchement de Templeuve à Cysoing, moyennant certains avantages qui lui seront assurés, si le Conseil général adopte les propositions qui lui sont faites en ce qui touche les lignes de Maubeuge vers l'Aisne, et d'Armentières à Roubaix-Tourcoing.

» Entre les deux solutions mises en présence, le 5e bureau n'hésite pas à préférer la première ; mais sera-t-elle réalisable ? Le rapporteur a fait, dans le but de favoriser son exécution, d'actives démarches, dont il doit vous faire connaître le résultat :

» Une ligne d'Orchies à Carvin, à une seule voie, est estimée 1,800,000 fr.

» Le raccordement à Templeuve au lieu d'Orchies, procurerait à la Compagnie du Nord-Centra une économie de 500,000 fr.

» Enfin, l'attache à Templeuve impliquant la renonciation de l'embranchement sur Cysoing, il y aurait encore de ce chef une économie qu'on peut évaluer, toute balance faite, à 300,000 fr.

» Partant de ces bases, la Compagnie du Nord-Central offre de construire et d'exploiter une ligne d'Orchies à Carvin, moyennant une avance de un million, et dans les conditions suivantes :

» La Compagnie prélèverait tout d'abord sur le produit brut les frais d'exploitation évalués à 6000 fr. du kilomètre, soit à 108,000 fr. pour 18 kilomètres. Au-delà de 108,000 fr. elle appliquerait les recettes au service et à l'amortissement calculé à 6 p. % du million avancé, et à partir de 168,000 fr. le surplus des bénéfices appartiendrait exclusivement à la Compagnie. Toute la combinaison se réduit donc à ces simples termes : Prêter au Nord-Central un million remboursable au moyen d'une annuité de 6 p. %.

» En conséquence de l'exposé qui précède, le 5e bureau a l'honneur de soumettre à l'approbation du Conseil général les résolutions suivantes :

» Le point de départ de la ligne d'Orchies à Hazebrouck est fixé à ou près Orchies, avec

passage au sud de Pont-à-Marcq et gare sur le territoire et près de l'agglomération de ce chef-lieu de canton.

» La concession éventuelle d'un embranchement à simple voie de Templeuve à Cysoing est accordée à la Compagnie du Nord-Central aux clauses et conditions du cahier des charges applicable à la ligne d'Orchies à Hazebrouck.

» Cependant, si à la session d'avril la concession d'une ligne d'Orchies à Carvin était accordée, le point de départ de la ligne d'Orchies à Seclin serait fixé à Templeuve, et, dans ce cas, la Compagnie du Nord-Central serait relevée de l'obligation de construire l'embranchement de Templeuve à Cysoing. En tout état de cause, la priorité de construction appartiendrait à la ligne principale par Seclin.

Gare de Cousolre sur la ligne de Jeumont à Anor ou Fourmies.

» M. le Préfet fait connaître dans son rapport que la commune de Cousolre devait être directement desservie par le premier tracé de la ligne d'Erquelines à Anor ou Fourmies, mais que la loi du 15 septembre 1871 ayant ordonné que cette ligne restât tout entière sur le territoire français, Cousolre se trouve menacé de voir la station éloignée de son centre de près de 4 kilomètres. M. le Préfet pense que, soit à cause de l'importance de Cousolre, soit par respect des droits acquis, cette solution doit être rejetée, et il propose au Conseil général d'émettre un vœu formel dans ce sens.

» Il y aurait erreur à croire que l'injonction résultant de la loi du 15 septembre 1871, fut pour quelque chose dans le nouvel emplacement que la Compagnie du Nord-Est paraît vouloir adopter pour la gare de Cousolre. Qu'on parte d'Erquelines ou de Jeumont, Cousolre peut être abordé exactement de la même manière et la gare être placée au même point; mais les ingénieurs du Nord-Est objectent que plus on se rapproche de Cousolre, plus le tracé difficile et tourmenté dans tous les cas devient défectueux, plus la longueur du parcours s'accroît, et plus aussi on s'éloigne des communes d'Aibes, Berelles, Quiévelon, Colleret; qu'en touchant directement à Cousolre on allonge le parcours de deux kilomètres au moins, d'où une aggravation dans la dépense de construction de 3 à 400,000 fr., avec un plus mauvais tracé, et une augmentation correspondante de taxe pour tous les transports circulant sur la ligne; et ils demandent s'il y a lieu d'imposer ces sacrifices à la compagnie concessionnaire et à l'industrie. La statistique présentée par les intéressés eux-mêmes, disent-ils, évalue à 23,000 tonnes les transports de toute nature à destination de Cousolre. Le marbre est l'élément principal de ces transports qui doivent être répartis entre les diverses usines échelonnées le long d'un cours d'eau. Il est évident que, où que soit placée la station, les blocs devront y être pris pour être conduits sur essieux, jusqu'aux lieux d'emploi, et qu'un écart de deux kilomètres au plus dans la distance à parcourir, n'aura qu'une influence insignifiante dans les prix de ce transport, dont la principale dépense consistera dans la nécessité d'opérer une double manœuvre de chargement et de déchargement. La loi du 15 septembre 1871 aurait-elle à subir une atteinte dans la disposition qui prescrit le passage à ou près Cousolre, si la gare était placée non pas à 4, mais à 3 kilomètres de l'agglomération, alors que pour la rapprocher davantage on serait entraîné à des dépenses hors de proportion avec l'importance du lieu à desservir, et à l'adoption d'un tracé dont l'exploitation serait non-seulement dispendieuse, mais encore peu rassurante pour la sécurité publique. Ils ajoutent que, d'après leur projet, la gare serait exactement placée au point déterminé par est ingénieurs des ponts-et-chaussées dans l'étude qu'ils ont faite.

» En présence de ces dires, le 5e bureau a l'honneur de proposer au Conseil général d'exprimer l'avis que le mot *près*, inséré dans un acte de concession de chemin de fer a une portée variable, et que, par application, la gare de Cousolre doit être placée de façon à desservir le mieux possible les intérêts de cette commune, mais en tenant compte de toutes les circonstances, et de prier M. le Préfet d'employer son intervention pour que cette affaire reçoive la solution la plus conforme à tous les besoins, après avoir scrupuleusement attiré l'attention et le contrôle des ingénieurs sur les observations qu'elle soulève. »

M. Rouez demande l'ajournement de la délibération.

— L'ajournement est prononcé.

M. J. Brame remplace M. Danel au fauteuil de la présidence.

Conseil général. — Réglement intérieur.

M. Danel au nom de la Commission spéciale qui a été chargée de préparer un projet de règlement, donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

« Votre commission du règlement vient vous exposer le résultat de son travail. Elle n'a fait que traduire en règle les usages qui se sont formés sucessivement parmi nous, et dont l'expérience a démontré l'utilité. Il n'y a dans nos propositions qu'une innovation importante.

» On a longtemps agité dans le conseil la question de composition des bureaux. A ceux qui voulaient un renouvellement total et leur formation par la voie du sort, on opposait l'utilité de conserver dans les bureaux la tradition des affaires et la convenance de laisser aux arrondissements le droit d'envoyer leurs membres là ou leurs aptitudes particulières paraissent les appeler. A ceux qui voulaient le maintien des bureaux, sauf le droit des membres d'un arrondissement de permuter entre eux, on disait que la perpétuité de la composition des bureaux devait amener l'esprit de routine et qu'il était bon que les affaires fussent examinées à différents points de vue.

» La commission croit que la mesure qu'elle propose obvierait aux inconvénients que l'un ou l'autre système trop absolu pourrait amener.

» Les bureaux seraient renouvelés par tiers tous les deux ans. Ainsi la tradition des affaires serait maintenu et un élément nouveau introduit dans la composition des bureaux permettrait à toutes les appréciations de se produire.

» Il a été donné satisfaction au désir manifesté par l'un de nos collègues ; les tableaux contenant les titres des rapports et les noms des rapporteurs seront mieux placés dans la salle des séances que dans les bureaux.

» Un règlement ne peut prévoir que les cas les plus habituels : l'assemblée qui l'a adopté peut toujours le modifier et même y déroger au besoin. Vous ne nous reprocherez donc pas de n'avoir pas tout prévu. Telle n'est pas notre prétention.

» Une question s'est élevée dans le sein de la commission.

» Ne conviendrait-il pas de limiter le nombre des signataires d'un vœu ? Ne serait-il pas fâcheux qu'un trop grand nombre de membres du conseil parût ainsi se prononcer à l'avance avant toute discussion contradictoire dans le sein du conseil.

» La majorité de la commission n'a pas cru devoir le proposer par respect pour le droit de chacun.

» L'inconvénient ne lui a pas paru avoir la gravité qu'on lui prête. Beaucoup de signataires d'un vœu n'ont d'autre but que d'appeler l'attention du Conseil sur une question qui, au premier

aperçu, leur a semblé devoir être résolue dans le sens du vœu ; mais ils n'ont pas abdiqué leur droit de vote ; ils attendent la discussion avant de se prononcer définitivement et mieux éclairés par un examen approfondi, ils restent les maîtres sans avoir à se contredire, de repousser les conclusions du vœu. »

Art. 1er. — Le bureau du conseil général se compose d'un Président, de deux vice-Présidents, d'un Secrétaire et d'un Secrétaire-adjoint : ils sont nommés au scrutin secret et à la majorité absolue.

Art. 2. — Pour l'expédition des affaires le conseil se divise en 5 bureaux dont voici les attributions :

1er bureau. — Contributions, finances, compte et budget départemental, cadastre, archives, casernes, tribunaux, circonscriptions territoriales.

2e bureau. — Dépenses obligatoires, loyers et travaux de la préfecture et des sous-préfectures, palais-de-justice, prisons.

3e bureau. — Instruction publique, cultes et beaux arts, secours publics, aliénés.

4e bureau. — Agriculture, industrie, commerce, salubrité, ports et canaux, service hydraulique, objets divers.

5e bureau. — Routes et chemins, leurs budgets et dépenses, chemins de fer.

Art. 3. — Le 1er bureau se compose de 11 membres, le second de 11 membres, le troisième de 11 membres, le quatrième de 13 membres, le cinquième de 15 membres.

Les arrondissements répartissent leurs membres conformément au tableau suivant :

	1er bureau.	2e bureau.	3e bureau.	4e bureau.	5e bureau.	Total.
Avesnes	2	2	2	2	2	10
Cambrai	1	1	2	1	2	7
Douai	1	1	1	1	2	6
Dunkerque	1	1	1	2	2	7
Hazebrouck	1	2	1	1	2	7
Lille	4	3	3	4	3	17
Valenciennes	1	1	1	2	2	7
Totaux	11	11	11	13	15	61

Art. 4. — Les bureaux se renouvelleront par tiers tous les 2 ans. Le premier renouvellement se fera à la session d'août 1873. Le sort désignera les membres sortants. Le premier bureau aura ainsi à remplacer 4 membres, le 2e 4, le 3e 4, le 4e 4, le 5e 5.

Il sera procédé de même pour le 2e renouvellement entre les membres qui auront fait partie du bureau pendant 2 ans au plus.

Art. 5. — Les membres nouvellement élus prennent dans les bureaux la place qu'occupaient leurs prédécesseurs.

Art. 6. — Les arrondissements déterminent l'affectation de leurs membres aux divers bureaux : les membres de chaque arrondissement peuvent permuter entre eux, avec l'assentiment de leurs collègues.

Art. 7. — Les bureaux nomment leurs présidents et leurs secrétaires.

Art. 8. — Les rapports sont distribués par les bureaux entre les membres qui les composent.

Art. 9. — Un tableau indiquant les titres des rapports et les noms des rapporteurs, dressé par chaque bureau, sera affiché dans la salle des séances.

Art. 10. — Les rapports seront signés par les rapporteurs et visés par le Président après lecture dans le bureau.

Art. 11. — Le conseil pourra renvoyer l'examen des affaires à des commissions spéciales, nommées directement par lui ou désignées par le choix des bureaux ou des arrondissements.

Art. 12. — A l'ouverture de chaque séance du conseil, la liste des rapports qui sont prêts est déposée sur le bureau du Président; il en donne connaissance à l'assemblée. Les rapports sont successivement appelés, à moins qu'un membre du conseil n'en ait demandé l'ajournement.

L'ajournement pourra aussi être demandé après la lecture du rapport : en ce cas, le conseil général sera appelé à se prononcer sur l'opportunité de la remise.

Les rapports ajournés seront appelés à la séance suivante, à moins qu'il n'en soit autrement décidé.

Les rapports seront lus dans l'ordre établi à l'ouverture de la séance.

Il y aura une rotation entre les bureaux pour la lecture des rapports.

Art. 13. — Les vœux signés par leurs auteurs sont déposés et lus en séance publique, soit par eux, soit par le président, et renvoyés d'après leur nature à l'un des bureaux ; ils ne seront développés et discutés que le lendemain du dépôt après rapport.

Art. 14. — La direction des débats appartient au président : nul ne doit prendre la parole sans l'avoir demandée; la parole sera donnée dans l'ordre des demandes.

— Après quelques observations de divers membres, le Conseil ajourne à la session d'avril, l'examen de ce projet de règlement et décide que la discussion en aura lieu à la première séance de cette session.

M. Renard (1er bureau) présente le rapport ci-après :

Octroi du Câteau.

La ville du Câteau sollicite une révision du tarif de l'octroi, afin de faire face à des remboursements d'emprunts et de pourvoir à des dépenses urgentes, notamment :

L'agrandissement du collége, dépense évaluée	15,000 fr.
École des frères	5,000
Création d'une école de filles	30,000
Création d'une école de garçons	30,000
Intérêts de trois années de contributions de guerre	25,000
Remaniements de pavés, éclairage et établissements de trottoirs	25,000

Des pétitions des brasseurs et de plusieurs débitants de la localité ont été adressées à M. le Préfet, venant contester la nécessité de ces dépenses, mais comme ces réclamations n'apportent aucune preuve à leurs assertions, il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

M. le Directeur des contributions indirectes, à qui le nouveau tarif a été soumis, y a donné son adhésion, sauf diverses modifications qu'il a signalées. Ainsi, la taxe sur la viande abattue doit être de 8 fr. au lieu de 8 fr. 80, chiffre proposé d'abord, et, pour les porcs, la taxe applicable doit être réduite de 7 fr. à 3 fr. 60, suivant le décret du 12 février 1870.

Quant aux taxes nouvelles, demandées sur divers objets classés dans les catégories *comestibles*, *combustibles et matériaux*, elles sont renfermées dans les limites du tarif général.

La ville du Câteau sollicite également l'établissement de surtaxes sur les vins, cidres et alcools, mais M. le Directeur des Contributions indirectes fait observer que ces surtaxes doivent être l'objet d'une mesure législative.

Enfin, M. le Directeur ajoute que le règlement actuellement en vigueur, n'étant plus en rapport avec les dispostions du décret du 12 février 1870, il est nécessaire de joindre un nouveau projet au dossier.

Le Conseil municipal du Câteau, par une délibération en date du 16 août 1872, ayant fait droit à ces observations, a modifié dans son tarif les taxes existantes et les nouvelles qu'il propose d'établir, dans le sens indiqué.

Le 1er bureau, après examen de la question, a été d'avis d'approuver le nouveau tarif qui est soumis au Conseil, avec la condition que les modifications réclamées par M. le Directeur des Contributions indirectes, aux articles du règlement, soient établies conformément au décret du 12 février 1870.

Le 1er bureau donne également un avis favorable à la demande de surtaxe sur les vins, cidres et alcools qui doivent être soumises à la sanction législative.

— Ces conclusions sont adoptées.

Au nom du même bureau, M. Bottin fait le rapport suivant :

Octroi d'Estaires. La ville d'Estaires demande la révision de ses tarif et réglement d'octroi et leur prorogation pour la durée maxima fixée par la loi, à partir du 1er février 1873.

Les nouveaux projets de tarif et de réglement ont été communiqués à M. le Directeur des contributions indirectes, qui a émis l'avis qu'ils étaient susceptibles d'être approuvés, sous la réserve de certaines modifications, suppressions et additions qui, depuis, ont été opérées en vertu de délibérations régulières du Conseil municipal.

Le 1er bureau propose d'approuver la demande dont il s'agit dans les limites des articles 46, § 25, et 48, § 4 de la loi du 10 août 1871.

— Approuvé.

Asile d'aliénés d'Armentières — Prix de pension. M. Testelin (3e bureau) donne lecture des deux rapports ci-après :

« L'année dernière, dans la séance du 13 novembre, le Conseil général, après avoir entendu un rapport détaillé sur la situation financière et morale de l'établissement d'Armentières et sur sa destination particulière, approuvant les conclusions et les réserves qui lui étaient présentées, votait un prix de journée de 1 fr. 10 cent. pour les aliénés hommes, pour l'année 1872

seulement. Il était bien entendu que si l'on donnait satisfaction à l'administration sous ce rapport, c'était pour ne pas contrecarrer ses projets de reconstruction ; celle-ci de son côté devait entrer dans une voie économique meilleure, et effectuer des réformes permettant, d'après nos appréciations les plus basses, de réaliser sur la situation actuelle des bénéfices *minimum* de 25 à 30,000 f. par an. Ces réformes portaient sur le personnel et sur l'administration intérieure ; si cette dernière s'est un peu, très-peu, améliorée ainsi que nous l'avons écrit dans un précédent rapport, les dépenses du personnel n'ont pas diminué ; nous ne pouvons à ce sujet que réitérer les réclamations que nous avons formulées l'année dernière et en tous cas nous associer à la demande faite par M. le Préfet pour que les nouveaux titulaires d'emplois à envoyer à Armentières prennent place désormais dans les dernières classes et non dans les premières. Si par la suite les appointements des fonctionnaires doivent aller en augmentant, que ce soit en récompense de services rendus à notre département et non à d'autres; c'est, du reste, ce qui se passe à Bailleul.

» Dans ces conditions, quelle sera notre ligne de conduite ? Reviendrons-nous à l'ancien prix de journée de 1 fr ; donnerons-nous, comme l'année dernière, 1 fr. 10 cent. ou 1 fr. 20 cent. ainsi que le Directeur de l'asile le demande de nouveau ? On se souvient que, dans la séance du 30 août 1869, quand pour la première fois il fut question d'augmentation du prix de journée, M. le Directeur demandait déjà 1 fr. 20 cent., M. le Préfet ne proposa que le chiffre de 1 fr. 10 cent.; ce qui fut accordé à condition que l'on trouverait le moyen de le ramener l'année suivante à 1 f. comme pour les femmes. Les réductions, les économies sont toujours à venir et le département continue à s'imposer de lourds sacrifices pour les aliénés.

» M. le Directeur de l'asile établit son prix de revient sur une dépense supposée de 246,370 f. 86 ce qui, divisé par 196,041 journées de présence des malades indigents donne un chiffre de 1 fr. 25 cent. par jour. Sur ce nombre 138,939 journées seulement sont dues pour le traitement des aliénés du Nord ; ce prix de journée étant insuffisant de 0,15673 il s'en suivrait une perte pour l'asile de 31,776 fr. 92 cent.

» Nous avons vu, l'année dernière, combien la consommation des produits de l'asile en nature, qui entre, cette année, en ligne de compte pour un chiffre de 43,302 fr. 26 cent. et le travail des aliénés pour celui de 13,652 fr 43 cent. paraissent exagérés. Nous avons montré en outre qu'il convenait purement et simplement de retrancher le travail des aliénés, nous ne reviendrons pas là-dessus. On nous objecte, il est vrai, que ce travail des aliénés appartient à l'établissement. Mais l'asile n'est-il pas destiné particulièrement aux aliénés du Nord? dès lors ne doivent-ils pas bénéficier de ses profits? D'après la dernière loi sur les Conseils généraux, toute la recette et par suite les bénéfices des asiles départementaux doivent faire retour au département. L'asile d'Armentières, il est vrai, se trouve dans une position un peu différente, mais enfin il faut bien sortir de cet état fictif dans lequel on voudrait le constituer ; l'établissement très-certainement n'existe pas pour lui-même, ni pour son personnel, il a été créé uniquement pour les aliénés du Nord, c'est donc à eux réellement que reviennent de droit les bénéfices en général et le travail des aliénés en particulier. C'est là un caractère, une destination, qu'on ne peut lui enlever pour le constituer en une prétendue personnalité civile indépendante, sans obligation vis-à-vis de nous, ainsi que certains ont essayé de le faire entendre.

» Ainsi pour demander son augmentation, M. le Directeur se fonde, d'une part, sur une exagération évidente du chiffre des dépenses, ce que nous avons déjà établi dans notre rapport du 13 novembre 1871, d'autre part, sur l'enchérissement excessif de la viande et du blé. Mais il

ne faut pas oublier que l'année dernière a été exceptionnellement malheureuse, que le typhus a décimé nos étables, et produit par suite un accroissement du prix de la viande et des autres denrées. Ce sont des conditions fâcheuses, qui paraissent ne pas devoir se continuer grâce à la récolte et à la cessation presque complète de l'épidémie.

» Reste la raison du transfèrement ; nous savons que la question est loin d'être tranchée ; M. le Ministre, en outre, ne nous demande pas une augmentation du prix de journée, mais bien une subvention. En effet il existe une grande différence entre une subvention que l'on détermine d'une façon fixe, immuable, en toute connaissance de cause sur sa destination, et un prix de journée qui disparaît dans un budget dont nous n'avons pas le règlement. Du reste on voit ici, et l'expérience a prouvé partout, combien il est difficile de réduire le prix d'entretien des aliénés une fois qu'on l'a augmenté d'aussi peu que ce soit.

» Ce n'est donc pas sous cette forme que nous comptons venir en aide à l'asile d'Armentières. Notre concours certes, après ce que nous avons fait pour Bailleul, il ne serait pas juste de le lui refuser. Ainsi pour une somme de 220,000 fr. donnée par annuités, nous avons pu avoir à notre disposition pour nos femmes aliénées, un magnifique et splendide établissement, dont le département peut s'enorgueillir à juste titre, autant pour le moins que celui d'Armentières doit inspirer de sentiments contraires. Nous ne voudrions certainement pas laisser nos hommes aliénés dans des conditions d'hygiène physique et morale, moindres, dans des conditions de traitement plus défectueuses que pour les malades de l'autre sexe. Aussi pouvons-nous d'ore et déjà nous montrer disposés à venir en aide à l'asile d'Armentières, dans une limite raisonnable bien entendu, quand M. le Ministre nous présentera un plan conforme aux vues que nous avons indiquées, et quand en même temps il sera entré dans la voie des réformes économiques que nous avons demandées dans l'intérêt sacré des malades et dans celui des finances du département.

» Jusque là il ne nous est pas possible d'accueillir des propositions nouvelles tendant à accroître nos dépenses. Il faut bien se souvenir que quand le prix de journée a été porté de 1 fr. à 1 f. 10 ce fut avec l'intention formelle de le réduire l'année suivante. En 1871, il ne fut maintenu qu'à certaines conditions qui n'ont pas encore été réalisées. Au reste, si nous n'avions pas d'excellentes raisons, que j'ai fait valoir dans mon rapport de l'année dernière, pour conserver nos malades à Armentières, nous savons où nous pourrions les placer au prix de 1 fr. J'ai dans mon dossier une lettre de M. le Directeur de Lommelet qui offre de prendre dans son établissement les aliénés du Nord au prix de 1 fr. par jour. Il propose de s'engager par un traité d'une durée de dix ans.

« Toutefois dans l'intérêt de l'avenir et pour donner une nouvelle preuve de l'intérêt que nous portons à l'asile d'Armentières et au bien être de nos malades, nous vous proposons de maintenir encore pour cette année seulement, le prix de journée à 1 fr. 10 c. sous le bénéfice des réserves et observations que j'ai eu l'honneur d'exposer devant vous le 13 novembre 1871 dans un rapport dont vous avez adopté les conclusions.

— Conclusions approuvées. »

Transfèrement de l'asile d'Armentières.

« Dans la séance du 9 novembre dernier, le Conseil général émettait un avis favorable à la reconstruction de l'asile d'Armentières sur le territoire de cette ville. Deux emplacements étaient désignés pour cela ; le plus convenable, celui qui appartient à M. de Villemarest, a toujours nos préférences, mais son propriétaire oppose aux propositions de l'administration un refus de

vendre persistant. Reste la ferme de l'asile : nous verrons à la fin le parti qu'on pourrait en retirer. Le Conseil municipal d'Armentières dans sa séance du 16 août dernier, reconnaissant ce qu'il y avait de juste dans la demande qui lui était faite de renoncer aux droits d'octroi sur les matériaux de reconstruction de l'établissement, a voté à l'unanimité l'exonération de ces droits s'imposant ainsi un lourd sacrifice pour conserver l'asile.

» De son côté, M. le Ministre à qui la question a été soumise, répond le 14 août seulement aux propositions qui lui ont été faites. Il reconnaît l'urgence de « *reconstruire l'asile d'Armentières qui est beaucoup trop étroit* » ; il y a longtemps d'ailleurs que tout le monde est d'accord là-dessus, cependant la solution tant réclamée n'arrive pas encore. En 1866, M. le Ministre de l'Intérieur, disait déjà après plusieurs de ses devanciers : l'asile d'Armentières trop resserré aujourd'hui devra nécessairement se reconstruire ou renoncer à la clientèle des malades d'autres départements que le Nord. Les choses en sont au même point qu'en 1866, le même dilemme qu'à cette époque se pose encore aujourd'hui : ou reconstruire ou renoncer à la clientèle des malades d'autres départements ; nous examinerons ultérieurement ce dernier point qui selon nous n'a pas encore été envisagé d'une façon assez sérieuse.

» Quant au projet qui a été présenté, M. le Ministre trouve qu'il laisse à désirer, il pense qu'il sera facile d'étudier et d'adopter un plan *mieux en rapport avec les données de la science.*

» Nous différons totalement d'avis à ce sujet. Dans le plan N° 2, par exemple, auquel nous donnons la préférence, parce que les conditions d'isolement s'y trouvent mieux réunies, l'asile se compose d'une série de pavillons contenant une quarantaine de malades chacun ; entre eux des espaces vides pouvant être cultivés, et donnant à l'établissement l'aspect d'une petite agglomération villageoise, enlevant aux malheureux séquestrés toute idée de réclusion et d'emprisonnement. Voilà ce que la science aliéniste a imaginé de mieux en France et à l'étranger. Du reste, le projet est dû à M. le Docteur Lunier, le savant Inspecteur général des asiles d'aliénés ; nous lui donnons entièrement notre approbation.

» Si le système par pavillon présente certains inconvénients au point de vue du service, les grands avantages qu'il offre au point de vue de l'hygiène physique et morale suffisent largement à les compenser. Le projet N° 1 n'est que le plan N° 2 légèrement modifié et resserré pour l'adapter à la superficie actuelle de la forme. Nous préférons certainement le plan primitif qui éloigne davantage les pavillons, les isole mieux les uns des autres, et répond en somme complètement aux données de la science moderne.

» Quand ce projet a été conçu en 1867, il était fait pour une population de 700 malades, en prévision surtout des besoins de l'avenir, car l'asile même, dans les plus mauvais moments, n'a jamais eu pareil nombre d'habitants.

» M. le Ministre paraît très-inexactement renseigné, quand il prétend que la population de l'asile d'Armentières a toujours été dans les dernières années de 700 malades environ ; dès lors il propose de le reconstruire pour 800. Dans les dix dernières années, la population moyenne la plus forte a été en 1866 de 628 et la plus faible de 545. A partir de 1866, le chiffre des malades n'atteint plus jamais 600 malades, au 1er janvier dernier l'asile renfermait 565 aliénés ainsi répartis :

Aliénés au compte du département du Nord			390
De la Seine	121		
Autres départements	4		125
Aliénés au compte de l'Etat:			
Militaires officiers	4		
Militaires sous-officiers et soldats	12		16
Condamnés			1
Au compte des familles			33
Total			565

»Nous pensons dès lors, qu'il n'est pas nécessaire de dépasser en prévision le chiffre de 700 malades; on pourrait même rester au-dessous. En somme pourvu que l'asile d'Armentières suffise aux besoins de la région, c'est tout ce que nous avons à lui demander, sans nous inquiéter des aliénés de la Seine. Ce n'est certainement pas pour eux que le département est tenu de faire des sacrifices. Dans ces conditions, la population actuelle de l'asile pourrait se réduire ainsi :

Aliénés au compte du Nord	390
— au compte de l'État	17
— au compte des familles	33
	440

» A la rigueur donc la maison telle qu'elle est aujourd'hui, après les améliorations nécessaires, pourrait suffire aux besoins que la situation comporte. Quand on propose de construire pour 700 malades c'est, en définitive, en vue des prévisions les plus larges qu'on puisse faire. Du reste, avec la tendance à se débarrasser de tous les malades aliénés un peu incommodants, plus on créerait de places dans les asiles, plus facilement on parviendrait à les remplir, c'est ce qui arrive dans d'autres établissements. On voit où ce système peut conduire les finances d'un département.

» A un autre point de vue, les grands établissements sont très-défectueux; en effet, dit M. le Ministre, « *l'expérience de chaque jour démontre combien, même en ce qui concerne le personnel administratif et médical, il est difficile de maintenir l'harmonie entre des fonctionnaires également dévoués à leur devoir, et également jaloux de leurs attributions.*

» Bien souvent il arrive des tiraillements dont les malades souffrent toujours. La règle devrait donc être la réunion des fonctions, qui, on le comprend, devient difficile avec une population supérieure à 700 malades. Cependant il est des asiles, celui d'Angers par exemple, qui sont dans ces conditions.

» Le terrain nécessaire au nouvel asile et à l'appropriation de ces dépendances doit, d'après la dépêche ministérielle, contenir 50 hectares dont dix occupés par les bâtiments. En effet, une superficie de 40 à 50 hectares est au moins nécessaire pour un asile de 6 à 700 malades; mais rien n'exige absolument qu'ils soient d'une seule pièce. Il suffit que l'on en ait de 25 à 30

dans cette situation afin de pouvoir occuper sur place ceux des aliénés qui ne seraient pas assez dociles pour être employés hors de l'enceinte de l'établissement.

» La ferme actuelle comporte 22 hectares environ, un certain nombre de terres appartenant à divers propriétaires y confinent et pourraient être acquises par l'asile; elles sont bien limitées par divers chemins, entre autres, la ligne d'Armentières à Ostende, et ont une superficie de 20 hectares; sur ce nombre, les propriétaires de 8 hectares, considérant leurs terrains comme propres à bâtir, leur attribuent une valeur de 36,000 l'hectare. Ces prétentions exorbitantes éloignent toute idée d'acquisition de ce côté. Reste 12 hectares qu'il serait possible d'acquérir au prix ordinaire des terres de culture; on pourrait ainsi, à la rigueur, disposer d'un terrain suffisant pour y établir un nouvel asile, sauf à se procurer d'autres terres par achat ou location au-delà du chemin de fer, sur le territoire de La Chapelle-d'Armentières, pour pouvoir occuper tous les bras disponibles. Tel est le plan de M. le Directeur. M. le Ministre dans sa réponse dit que si les propriétés voisines sont si chères, celles de l'asile, évaluées sur le même taux, produiraient un capital de 600,000 fr., et pour s'éloigner de toute exagération, au moins 300,000 fr., et qu'avec cette somme on pourrait acheter ailleurs une belle ferme. M. le Directeur, dans son compte, les estime 233,352 fr. 37 c.; les bâtiments et annexes de l'asile à 708,647 fr. 80 c., soit une valeur totale de 942,000 fr., ce qui paraît se rapprocher de la vérité. Il ne faut pas perdre de vue que lorsqu'on vous voit dans la nécessité d'acheter un terrain spécial, on vous tient la dragée haute, et l'effet inverse se produit lorsqu'on vous voit obligé de vendre.

» M. le Ministre tout en condamnant les projets de reconstruction sur la ferme, n'en propose aucun autre. Cependant il ne faut pas oublier que l'asile d'Armentières est placé directement sous son autorité. C'est donc à lui qu'incombe le soin de présenter au département avant tout un plan qui soit à sa convenance et qui ait l'approbation ministérielle. C'est à lui que doit revenir toute initiative de ce genre.

» *Exécution financière.* — Le projet présenté par l'Administration de l'asile exige une dépense de 1,250,000 fr. pour 700 malades, soit en moyenne 1,714 par lit. Parchappe a calculé que la moyenne générale prise sur un grand nombre d'asiles de France, monte à 2,000, nous resterions donc au-dessous de ce chiffre. Sur cette somme, 450.000 fr. servent à construire 18 pavillons à 25,000 fr, l'un; le reste est employé aux services généraux, au pensionnat et à l'acquisition des terrains nécessaires. M. le Directeur propose d'emprunter 300,000 fr. à 5 %, remboursables en 20 ans par annuités de 15,000 fr., le tout garanti sur les propriétés actuelles de l'asile; il demande au département une subvention de 220,000 fr., c'est-à-dire une somme équivalente à celle qui a été donnée à l'asile de Bailleul. Par ce moyen, il pourra servir l'intérêt de l'emprunt pendant 8 ans, sans toucher aux revenus de l'asile et ensuite consacrer le surplus et la totalité de l'emprunt aux constructions. En réalité, pour une somme de 300,000 fr. nécessaire, on en dépenserait 475,500 en intérêts et amortissements. Il serait donc plus rationnel de demander au département 300,000, ce qui constituerait pour l'asile et ensuite pour nous, une économie de 137,500 fr. à retrouver un jour sur le prix de journée de nos aliénés.

» M. le Ministre repousse absolument cette idée d'emprunt; si l'asile devait en venir là, dit-il, « *la prudence commanderait peut-être de renoncer au projet*, ce qui équivaut à un ajournement indefini de la réalisation des plans présentés.

» De son côté, M le Ministre, tout en condamnant les projets de M. le Directeur d'Armentières, propose de construire un autre asile pour 800 malades, dont la dépense s'élèverait à 15 ou 1,600,000 fr. Les propriétés de l'asile ayant une valeur de un million environ, il demande le surplus au département. Cet asile où sera-t-il placé? Que sera-t-il? Il n'en est rien dit. M. le Ministre reconnaît lui-même qu'une telle proposition est de nature à soulever bien des objections, et, en effet, il est impossible dès-à-présent de voter, même en principe, que le département accordera telle ou telle subvention à un projet qu'il ne connaît pas. Tout ce qu'il peut répondre, c'est qu'il a le droit d'user de l'asile d'Armentières pour ses malades, que l'établissement doit être en rapport avec les exigences de la science moderne et les lois de l'humanité, et qu'il n'est pas tel actuellement; il a reconnu d'autre part, les droits que la ville d'Armentières avait à conserver sur son territoire un établissement créé autrefois par ses habitants; voilà une situation bien nette. M. le Ministre termine en disant qu'il se prêtera volontiers à toute combinaison qui aura pour résultat *la reconstruction de l'établissement d'Armentières sur des bases plus conformes à sa destination spéciale.* C'est sans doute de cette destination spéciale aux aliénés du Nord et à la ville d'Armentières qu'il s'agit. Nous espérons, que d'ici à notre session la plus prochaine, il nous fera connaître les plans et projets, alors seulement nous pourrons nous prononcer sur une demande de subvention que nous pouvons toutefois, dès-à-présent, qualifier d'exagérée. C'est, en effet, par l'adoption d'un plan définitif raisonnable qu'il faut commencer, l'étude des voies et moyens devant venir après.

» Nous croyons avoir le droit de compter que l'administration voudra bien y mettre la plus grande dilligence; la question est mûre et demande une solution urgente que nous ne cessons de réclamer depuis longtemps. En effet, chaque année se pose devant nous ce dilemne: l'asile d'Armentières doit se reconstruire ou abandonner la clientèle des autres départements. La reconstruction, chaque année, subit un ajournement; quant à la diminution de la population, on n'y a guère songé. Cependant, on peut se demander, en somme, pourquoi l'asile d'Armentières, qui est spécialement destiné aux aliénés du Nord, se gênerait pour ceux des autres départements; que, d'après le règlement, il ne doit recevoir que *selon les places disponibles.* Nous avons établi, dans un précédent rapport, que l'établissement était de nature à contenir à peu près bien 450 à 500 malades au plus; qu'on ne conserve que ceux qui ont droit d'y être, et la population se trouvera réduite à son chiffre normal. Il y a bien des asiles qui ne reçoivent que les aliénés d'un seul département et dont la population est inférieure à 450 ou 500 malades. Du reste, M. le Directeur établit dans son compte moral que, cette année, il a perdu 0,05673 c. par journée, et pour 57,102 journées, la somme de 3,239 fr. 47 c.; en 1869 il a de même éprouvé sur eux une certaine perte; quel avantage y a-t-il donc à les conserver? Sans compter que les Parisiens que l'on dépayse ainsi sont, en général, infirmes, incurables; et dès lors incapables de travail, et par suite de production quelconque. Le désencombrement de l'asile et l'amélioration de sa situation hygiénique peut donc s'obtenir de ce côté.

» D'autre part, si l'on ne veut se décider formellement à reconstruire de suite, si l'on prétend attendre pour cela de fortes subventions du département, nous ne pouvons, nous, admettre qu'on laisse ainsi nos aliénés dans les conditions déplorables où ils se trouvent. Il est dès lors nécessaire d'améliorer ce qui existe aujourd'hui; la première chose à faire serait d'ouvrir à l'air et à la lumière l'ancien quartier rectangulaire, qui forme la moitié de l'asile, en abattant l'aile

du bâtiment qui se ferme du côté de la buanderie et du jardin. Qui empêcherait aussi de construire à la ferme, et au fur et à mesure des ressources de l'asile, de petits pavillons isolés, pour une quarantaine de malades, dont le prix a été évalué à 25,000 fr. La disposition de ces pavillons pourrait très-bien se rattacher à un plan d'ensemble ; ils serviraient d'habitation aux travailleurs ; de la maison, on leur porterait leurs vivres à chaque repas, comme on le fait aujourd'hui aux employés de la ferme. De cette manière l'asile se reconstruirait petit à petit, sans bruit, et se désencombrerait au plus grand profit de nos malades. C'est, du reste, par ce procédé que bien des asiles anciens sont arrivés à se réformer sur les bases les plus conformes aux exigences modernes.

» Que faut-il pour cela ? réaliser par certaines réformes administratives une économie annuelle de 25,000 à 30,000 fr., ce qui serait facile, ainsi que nous l'avons indiqué dans notre rapport du 15 novembre 1871. Après cela, le département voyant l'entreprise en bonne voie, ne demanderait probablement pas mieux de lui venir en aide par une subvention, mais jusque là la prudence lui commande de se tenir sur la réserve et d'attendre que l'administration lui donne les garanties de sage économie qu'il a vainement réclamées jusqu'à ce jour et sur lesquelles M. le Ministre ne nous donne même pas son avis.

» La situation financière de l'asile d'Armentières nous montre qu'il possède des immeubles d'une valeur de un million environ ; sa dette n'est plus que de 25,000 fr. qui seront soldés au mois de juin prochain ; à cette époque, l'asile ne devra plus rien ; il lui sera donc facile de consacrer les économies qu'il devra faire, soit à son amélioration, soit à sa reconstruction sur un plan nouveau. Espérons que nous allons enfin le voir sortir de cette situation déplorable où le laisse plongé cet ajournement annuel d'une question aussi importante.

« En résumé, le 3e bureau conclut :

1° Que pour le moment, il n'y a pas lieu de se prononcer sur la demande d'une subvention de 600,000 fr. faite par M. le Ministre de l'Intérieur, et de 220,000 fr. par le Directeur de l'asile, ces deux demandes étant pour ainsi dire contradictoires ; l'administration ne devant se présenter devant nous qu'avec un projet unique, bien étudié et conforme à la destination spéciale de l'établissement ;

2° Qu'il y a lieu de reconstruire le plus vite possible l'asile d'Armentières, pour un nombre de 60 à 70 malades au plus. A la rigueur même, en restreignant l'usage de l'asile aux malades de la région, il ne faudrait pas dépasser le chiffre maximum de 600 places. Cette reconstruction devra se faire progressivement et par pavillons séparés ;

3° S'il n'est pas possible de reconstruire de suite, qu'il est urgent d'améliorer l'asile, ainsi qu'on l'a indiqué, et de diminuer la population en ne recevant plus de malades étrangers au département et même en renvoyant un certain nombre de ceux de cette catégorie qui s'y trouvent actuellement.

» Sous le bénéfice de ces observations, le 3e bureau propose de remercier M. le Préfet de sa communication, et en lui en donnant acte de le prier d'activer le plus possible la solution de cette interminable question de la reconstruction de l'asile d'Armentières. »

— Ces conclusions sont adoptées.

Bureaux de bienfaisance.

M. Clavon, au nom du même bureau, présente les quatre rapports ci-après :

M. le Préfet communique au Conseil général la statistique des bureaux de bienfaisance du département.

Sur 661 communes dont il se compose, 637 sont pourvues de bureaux de bienfaisance. — 24 en sont privées.

Le nombre des indigents secourus est de 256,078 en 1871 ; il n'était que de 207,643, en 1870 — l'augmentation est de 48,435, — elle est considérable, mais elle peut être attribuée aux malheureux événements que notre pays a eu à subir.

Les renseignements fournis par M. le Préfet, sur ces établissements sont très-complets. Le 3e bureau propose le lui donner acte de cette communication.

— Acte est donné.

eunes aveugles. — Institution spéciale de Paris.

Un crédit de 700 fr. est voté depuis plusieurs années par le Conseil général pour l'entretien dans l'institution spéciale de Paris, de deux demi-bourses de perfectionnement en faveur de jeunes aveugles du département; les demi-bourses complémentaires sont accordées sur les fonds de l'État.

Ces deux demi-bourses cesseront d'être occupées à la fin du mois d'août courant (1872).

Le Chef de l'Institution des jeunes aveugles de Lille demande que le Conseil général veuille bien favoriser de préférence son institution départementale, soit en y plaçant quelques élèves de plus, soit en accordant une prolongation d'une ou deux années aux élèves qui en auraient besoin.

La Commission départementale frappée de l'impossibilité où elle se trouvait d'accueillir des demandes déjà anciennes et révélant des situations très-dignes d'intérêt, a, dans sa séance du 24 mai dernier, décidé que le Conseil général serait prié de vouloir bien augmenter le nombre des bourses départementales de sourds-muets et de jeunes aveugles entretenus dans ces institutions, et M. le Préfet vous a proposé de créer 8 bourses nouvelles de sourds-muets et une bourse d'aveugle.

» Cette question d'augmentation par le département du nombre des bourses d'aveugles et de sourds-muets, étant traitée au chapitre intitulé *dépenses d'entretien d'élèves boursiers et demi-boursiers du département dans les institutions de Lille,* le bureau a eu aujourd'hui à examiner si ce crédit de 700 fr., affecté habituellement pour l'entretien dans l'institution nationale de Paris, de deux demi-bourses de perfectionnement en faveur de jeunes aveugles du département devait être continué ; ou bien si cette somme de 700 fr. devait être transportée, suivant la demande du Directeur de l'établissement de Lille, à l'augmentation des bourses que le département consacre à ce dernier établissement.

Considérant que si cette somme ne continue pas à être allouée par le département, le département perdra chaque année deux demi-bourses complémentaires allouées par l'État, bien qu'aucune demande ne soit faite pour l'obtention de ces demi-bourses de perfectionnement, le 3e bureau propose de continuer à maintenir au budget de 1873 cette somme de 700 fr., affectée à l'Institution nationale des jeunes aveugles de Paris.

— Ces conclusions sont approuvées et le crédit est voté.

Caisses d'épargne.

M. le Préfet a présenté au Conseil général, avec les états à l'appui, trois tableaux résumant la situation et les opérations des caisses d'épargne du département, pour les années 1870 et 1871.

Les caisses d'épargne sont au nombre de 27 et leurs succursales de 35, soit ensemble 62 établissements dans le département.

Le capital des fonds de dotation et de réserve qui était, au 1er janvier 1870, de 934,228 fr., s'élevait, le 31 décembre 1871, à 1,064,625 fr.

Les versements et remboursements se trouvent consignés au rapport de M. le Préfet.

Il y a eu une diminution en 1871 de 642 livrets.

Comparativement à 1870, M. Edouard Hamoir, considérant que l'épargne doit avoir une influence favorable sur l'amélioration morale et matérielle des populations ouvrières, et que le meilleur moyen de faire pénétrer l'esprit d'économie dans leurs habitudes était d'enseigner l'épargne aux enfants et de la leur faire pratiquer dans les écoles, comme le font certains pays voisins; considérant que les formalités imposées par la loi sur les versements et les remboursements sont des entraves à l'accumulation de l'épargne; que les bureaux sont souvent trop éloignés et ouverts trop rarement aux déposants; considérant que l'Angleterre et la Belgique ont un mode plus pratique que le nôtre;

A émis le vœu que l'application du système des caisses d'épargne fut adoptée dans les écoles;

Que les bureaux de dépots fussent plus nombreux et fussent ouverts plus souvent;

Que certaines formalités qui ne sont que des entraves fussent supprimées;

Et que des caisses d'épargne fussent ouvertes dans les bureaux de poste.

Le 3e bureau, prenant en considération la communication de M. le Préfet, relative à l'amélioration des caisses d'épargne, émet le vœu que les propositions déjà formulées par lui l'an dernier et celles soumises cette année au Conseil général par M. Hamoir reçoivent satisfaction.

— Les vœux proposés sont émis

Sociétés d'Alsace Lorraine. — Demande de subside.

En 1871, la Société d'Alsace-Lorraine, présidée par M. de Cléry, Procureur de la République à Lille, a présenté une demande de subside sur les fonds du département, qui n'a pu être mise, en temps utile, sous les yeux du Conseil général.

M. le Préfet a communiqué cette demande au Conseil général, avec la nouvelle lettre qu'il venait de recevoir de M. de Cléry, ainsi que les statuts de la Société.

L'œuvre patriotique d'Alsace-Lorraine a pour but d'assurer l'hospitalité et ensuite du travail et des secours, au besoin, à nos malheureux compatriotes venant des pays annexés à Allemagne.

Cette Société, sagement organisée en dehors de tout esprit politique, mérite d'autant plus d'être encouragée que les émigrants se dirigent principalement sur les centres industriels qui n'ont pas eu trop à souffrir des malheurs de la guerre, c'est-à-dire là où ils peuvent espérer trouver plus facilement du travail.

Déjà, d'ailleurs, les personnes originaires d'Alsace-Lorraine sont en grand nombre dans le département du Nord, à Lille notamment.

En effet, près de 2,000 déclarations d'option pour la nationalité française sont parvenues jusqu'à ce jour à M. le Préfet.

Le 3e bureau prenant en considération la création de cette œuvre éminemment patriotique, propose de lui allouer un subside de 2,000 fr. sur le budget départemental de 1873.

— Le crédit est voté.

Navigation intérieure.

M. Bergerot présente, au nom du 4e bureau, un abrégé de la situation des canaux du département, extrait des rapports de M. Bertin, ingénieur en chef de la navigation intérieure, et de M. Lermoyez, ingénieur en chef de la navigation de la Belgique, sur Paris.

Cet exposé sera suivi, dit le Rapporteur, du compte-rendu des satisfactions données aux vœux exprimés par le Conseil en 1871, et enfin, des vœux formulés par les Conseils d'arrondissement, dans leur session de 1872, et des améliorations sur lesquelles le 4e bureau croi devoir insister de nouveau.

On a déjà fait connaître les perturbations qui s'étaient produites, pendant l'année 1871, dans le fonctionnement des voies de transport par eau.

Lors du rétablissement de la paix, les chemins de fer ont été impuissants à satisfaire les besoins du commerce qui avait à renouveler les approvisionnements complètement épuisés de Paris et des autres villes, qui avaient été dévastées par la guerre.

Le commerce s'est adressé à la navigation des canaux, mais les bateaux n'ont pas été plus suffisants que les wagons. Un grand nombre étaient retenus dans les ports du littoral, pour servir de magasins provisoires, ou sur les rivages, parce qu'on manquait de bras pour la manutention. Un encombrement s'est produit, et le fret a atteint des proportions sans précédent.

Celui de Mons à Paris s'est élevé de 6 fr. à 12 fr. 50 cent. la tonne;

Celui de Mons à Lille, de 0.25 à 0.46 cent. l'hectolitre;

Celui de Lens à Paris, de 5 fr. 50 à 10 fr. 50 la tonne.

De graves perturbations ont été le résultat de cette hausse.

Pour les exploitations houillères : défaut d'écoulement de leurs produits, emmagasinements considérables et réduction d'extraction.

Pour les établissements métallurgiques : manque de combustible, obligation d'éteindre, exagération des prix de production.

On doit tirer de ces faits, qui ne se reproduiront sans doute pas souvent, que les chemins de fer peuvent manquer aux transports, et qu'il est nécessaire d'améliorer nos voies navigables, de manière à les faire participer, dans une plus large proportion, au mouvement général des marchandises.

Crédits alloués pour 1872. — Cependant, les principales économies réalisées sur le budget de 1872 ont porté sur le département des travaux publics, et les crédits mis à la disposition des ingénieurs ont dû être réduits dans une proportion notable.

Crédits de grosses réparations.	En 1870.....	77,050 fr.»
	En 1872.....	55,098 16
Travaux neufs.	En 1870.....	761,297 90
	En 1872.....	418,214 31

Les crédits d'entretien n'ont pas été sensiblement diminués. Ils permettront de faire le nécessaire, pour que la navigation ne soit entravée sur aucun point.

Mais les améliorations de toute nature, et notamment l'approfondissement des canaux, vont être forcément ralentis.

100,000 fr. seulement ont pu être affectés, sur le présent exercice, à l'augmentation du tirant d'eau de la grande ligne de Paris à Dunkerque, qui doit coûter 4 millions.

Mouvement de la navigation. — Le mouvement de la navigation du Nord qui avait été, en 1869, de 3,478,801 tonnes, et qui était descendu à 2,912,960 en 1870, s'est relevé en 1871 jusqu'à 3,112,942 tonnes. Cette augmentation, qui est de 200,000 tonnes comparativement à 1870, appartient tout entière à la grande ligne navigable de Paris à Dunkerque. La Deûle et le canal de Bourbourg qui forment, dans le département, les artères essentielles de cette ligne, ont contribué à cet accroissement, la première jusqu'à concurrence de 33 p. %, et le second à raison de 43 p. %. La Sensée et la Moyenne-Scarpe, qui font aussi partie de cette grande ligne, ont réalisé, de leur côté, une augmentation sensible de leur trafic. Le mouvement de tous les autres canaux intérieurs a été, en 1871, inférieur à celui de 1870 et plus encore au mouvement de 1869.

Les canaux du Nord, à l'exception de ceux de Roubaix et de la Basse-Colme, sont placés dans des conditions d'exploitation les plus avantageuses, en ce que le mouvement, dans les deux sens, est à peu près égal, de telle sorte que les bateliers sont rarement forcés de revenir à vide.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS SUR CHAQUE CANAL.

Canal de la Sensée. — Les riverains de ce canal ont fait parvenir des plaintes sur l'inexécution des clauses imposées primitivement par une loi de 1816, au concessionnaire M. Honoré, de Mons. Il y était stipulé que le niveau d'eau au radier de Fresnes, village traversé par le canal, ne pourrait en aucun cas excéder 1 m. 55. Il est aujourd'hui à 1 m. 90, pour permettre aux bateaux de circuler à l'enfoncement de 1 m. 80. Il en résulte des infiltrations très-nuisibles aux propriétés des cultivateurs riverains. Le 4e bureau vous propose d'attirer sur ces faits l'attention de MM. les Ingénieurs, et de leur demander d'augmenter le tirant d'eau, non par l'exhaussement des digues, mais par l'approfondissement.

Scarpe-Moyenne. — C'est la partie de la rivière comprise entre les canaux de la Deûle et de la Sensée, qui fait partie de la grande ligne de navigation de Paris à la mer.

Elle est en excellent état de navigation.

Elle réclamerait deux améliorations que le Conseil a demandées déjà en 1871 :

1° La reconstruction de la décharge de l'écluse des Augustins, dont le projet a été approuvé le 18 août 1870 ;

2° La construction d'un mur de quai, dans la traversée de Douai, entre les ponts du Rivage et de Tournai, dont le projet a été approuvé le 22 décembre 1868.

Scarpe-Inférieure. — Elle comprend la partie de la rivière qui s'étend depuis le canal de la Deûle jusqu'à son confluent dans l'Escaut. L'état d'entretien laisse à désirer. La Compagnie

concessionnaire a été ruinée par l'abaissement des droits et l'augmentation du mouillage du canal de la Sensée. Le Conseil insistera pour son rachat par l'État, comme les années précédentes, dès que la situation financière sera améliorée.

Le projet de reconstruction du pont de Raches, qui a été approuvé par décision ministérielle du 30 novembre 1868, sera reconstruit dans le cours de la campagne.

Canal de la Deûle. — Cette voie navigable occupe le 7e rang, sur le tableau par ordre d'importance commerciale, des 42 canaux et rivières canalisées, du territoire français; le canal est en bon état, surtout dans la partie située située entre Douai et Lille.

Cependant, le bureau doit renouveler les plaintes déjà formulées l'année dernière sur l'obstruction causée par la croissance des herbes, en été, et l'insuffisance du faucardage. Il serait à désirer également qu'il fut pris des mesures en vue de diriger à l'intérieur de la ville de Lille le plus grand volume d'eau possible, 12 à 1500 litres s'écouleraient vers le pont Saint-Jacques, en vertu de la convention de 1857, avec M. Roure, après avoir assaini un réseau de canaux qui embrasse les trois quarts de la ville et le reste du débit sécoulerait par le canal de l'Arc.

Les travaux de reconstruction de l'écluse de Don, que le Conseil demandait depuis longtemps, sont terminés.

Canal de Roubaix. — Le projet d'alimentation, au moyen de machines à vapeur refoulant les eaux des marais de la Deûle, prises dans les fortifications de Lille, près de l'écluse de Saint-André, a été remis en question, quoiqu'il eût été approuvé le 13 juin 1870. Une société d'industriels de Roubaix offre d'alimenter le canal au moyen de l'Escaut belge, à la condition de vendre de l'eau à l'industrie.

L'inconvénient de cette nouvelle combinaison est, pour le moment, de retarder beaucoup la mise en exploitation du canal, à cause des longues et nombreuses formalités par lesquelles devra passer le projet avant d'être exécuté.

M. l'Ingénieur en chef fait observer que les deux parties du canal de Roubaix déjà livrées à la navigation, sur les versants de la Deûle et de l'Escaut, sont exploitées et entretenues par la ville de Roubaix, qui ne remplit ses obligations que d'une manière très-imparfaite. Le lit est tellement envasé que les bateaux ne peuvent y naviguer avec un enfoncement de plus de 1m 40. L'état des chemins de halage et des ouvrages d'art laisse également beaucoup à désirer. L'extrême parcimonie que la ville apporte dans l'entretien est d'autant moins excusable, que les péages qu'elle perçoit lui procurent, chaque année, des bénéfices importants. L'attention de l'administration supérieure vient d'être appelée sur cette situation, qui menace de faire peser de lourdes charges sur le trésor, à l'expiration de la concession. Mais, en admettant même que la ville soit contrainte à remplir ses engagements, l'État n'en aura pas moins à supporter une dépense de 600,000 fr., pour mettre les anciens tronçons en harmonie avec le nouveau. Le projet de ces travaux est terminé et sera soumis à l'approbation de l'Administration, aussitôt que le moment paraîtra opportun.

A tous les points de vue, il serait important que l'exploitation du canal fût dans les mains de l'État; et le 4e bureau exprime le vœu que ce canal soit donné à la navigation promptement.

La Lys. — Le projet de rectification de la Lys, aux abords d'Armentières, est toujours soumis aux enquêtes.

Canaux d'Hazebrouck. — Une décision du 15 juin 1870 a donné satisfaction au vœu mis, par le Conseil général, à l'effet de faire déboucher la Bourre non navigable à l'aval de l'écluse du Grand-Dam. Le projet présenté par les Ingénieurs est adopté en principe, mais il n'a encore été l'objet d'aucune allocation.

Canal de Bourbourg. — Sa navigabilité laisse toujours à désirer, par suite des variations de niveau qu'il éprouve à son confluent avec l'Aa, lors des tirages effectués aux écluses de Gravelines, pour le dessèchement de la 7e section des waeteringues du Pas-de-Calais.

M. l'Ingénieur estime à 4 millions les dépenses à faire sur l'ensemble des canaux de St-Omer, rayonnant sur les ports de Dunkerque, Gravelines et Calais, pour les mettre dans un bon état de navigabilité.

Canal de la Haute-Colme. — Le canal de la Haute-Colme exigerait de grandes dépenses pour pouvoir suppléer commodément le canal de Bourbourg. Parmi les premières améliorations à y exécuter serait, en première ligne, la création de nouvelles gares de croisement. Ces projets sont à l'étude.

Canal de la Basse-Colme. — Le 4e bureau engage le Conseil à renouveler votre vœu des années précédentes pour la rectification de ce canal, sur 250 mètres qui avoisinent le pont d'Hondschoote. Les sinuosités sont telles que les plus petites bélandres ne peuvent arriver au pont.

Canal de Bergues à Dunkerque. — Ce canal est dans de bonnes conditions de navigabilité.

Canal de Dunkerque à Furnes. — Ce canal est concédé et, depuis plusieurs années, le Conseil général et le Conseil d'arrondissement en demandent le rachat par l'État.

Il est dans de mauvaises conditions.

Canal de Seclin. — Ce canal est concédé et est en mauvais état. La Compagnie concessionnaire voudrait son rachat par l'État, ce qui est difficile, à cause de la situation des finances.

ANALYSE DES VŒUX DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Arrondissement de Douai. — Le Conseil exprime de nouveau le vœu qu'il soit procédé au rachat de la Scarpe-Inférieure, et surtout à l'approfondissement de cette rivière, de 30 à 35 centimètres.

Arrondissement de Cambrai. — Le Conseil demande l'exécution la plus prompte possible des projets mis à l'étude, notamment de celui qui concerne l'aqueduc sous la culée gauche du pont tournant de Selles ; ce pont, par suite du mouvement de la navigation, est constamment ouvert et entrave la circulation, qui est importante par cette route.

Il adopte les conclusions du rapport de M. l'Ingénieur tendant à l'augmentation des crédits d'entretien des voies navigables de l'arrondissement.

Arrondissement de Valenciennes. — Le Conseil émet le vœu que le crédit d'entretien du canal de Mons à Condé, réduit de 9,000 fr. à 6,400, pour 1872, soit reporté à 9,000 fr., en 1873.

Escaut, entretien. — Que le crédit d'entretien fixé à 102,000 fr. soit porté à 125,000 fr.

Escaut, travaux. — Les projets, ci-après, doivent être soumis à l'instruction, en 1872 ;

1° Restauration du pont-levis de Mortagne ;

2° Reconstruction et exhaussement du tablier du pont du Mouton-Noir, à Valenciennes ;

3° Construction d'un aqueduc, sous la culée gauche, du pont tournant de Selles ;

4° Construction d'un aqueduc accolé à l'écluse de Cantimpré ;

5° Construction d'un aqueduc accolé aux écluses d'Evre, d'Iwuy et de Neuville ;

6° Construction d'une maison pontière à Bouchain.

Le Conseil recommande l'exécution de ces projets, mais il insiste tout particulièrement pour l'adoption des deux premiers.

Chômage des canaux. — Le Conseil recommande à toute l'attention de l'administration, cette question, au point de vue de la salubrité publique. Les chômages, en été, engendrent des maladies.

Service de halage. — Le Conseil demande l'établissement d'un halage régulier sur les voies navigables du Nord de la France.

Scarpe inférieure. — Il demande le rachat par l'État de la Scarpe inférieure, et que son tirant d'eau soit porté à 2 mètres.

Arrondissement de Dunkerque. — Vœux généraux. — 1° Que les crédits d'entretien soient augmentés ;

2° Que le tirant d'eau soit augmenté et porté à 2 mètres, sur tout le réseau des canaux du Nord, mais uniquement par voie d'approfondissement, afin de ne pas nuire au desséchement, du pays ;

L'abaissement des radiers de tout genre en est la conséquenc naturelle.

Canal de la Basse-Colme. — 1° Que le crédit d'entretien soit augmenté ;

2° Que la rectification de la becque ou embranchement d'Hondschoote soit promptement exécutée ;

3° Qu'il soit établi une passerelle de halage dans les fortifications de Bergues ;

4° Qu'il soit substitué des tabliers métalliques à ceux en bois des ponts de ce canal et qu'il soit fait des démarches pour l'amélioration de la partie Belge.

Canal de Bourbourg. — Le Conseil demande l'établissement d'un quai de déchargement, sur la rive gauche du Jeu de Mail, et la construction d'un chemin de contre-halage, en amont des fortifications.

L'établissement d'un pont, à l'endroit dit le moulin de Spycker.

Canal de Dunkerque à Furnes. — Le Conseil renouvelle le vœu de voir le canal racheté par l'État.

Arrondissement d'Hazebrouck. — Le Conseil demande le maintien de la navigation sur la Lawe et son amélioration, et émet un vœu tendant à ce que la dérivation de la Lys à Armentières soit exécutée le plus promptement possible.

Le 4e bureau, après avoir examiné avec attention les vœux émis par les Conseils d'arrondissements sur les améliorations à introduire dans la navigation intérieure, vœux que leur connaissance des besoins de leur navigation locale leur permet de formuler avec une connaissance si exacte des faits et des aspirations des populations, les appuie d'une manière toute particulière.

VŒUX ÉMIS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL EN 1871.

Dans sa session de 1871, Le Conseil a émis différents vœux, relativement aux améliorations à introduire dans les canaux existants, et il demandé la construction d'un canal de l'Oise à l'Aisne, afin de completer la ligne navigable du nord au midi.

Voici d'après le rapport de M. le Préfet et les rapports de MM. les Ingénieurs Bertin et Lermoyez, un abrégé de la suite donnée à ces différents vœux. On peut, dans le rapport de M. le Préfet, pages 235 et suivantes, trouver *in extenso*, ce que nous sommes forcés de donner ici en abrégé.

Construction d'un chemin carrossable, joignant la route de Lille à la porte des eaux de Douai. — Cette construction a été admise en principe. Elle est destinée à former chemin de ceinture, à Douai, et à épargner aux voitures un long détour lorsque la circulation est interceptée dans le défilé des fortifications.

Des difficultés soulevées par le génie militaire au sujet des inconvénients que présenterait, pour la défense, le remblai à former dans le bassin d'inondation de la place ont empêché jusqu'à ce jour de donner suite à ce projet, qui serait d'une réalisation peu coûteuse. Il convient de l'ajourner jusqu'au moment où l'on aura modifié les servitudes militaires.

Etablissement de chemins de contre-halage sur la Lys. L'ordonnance de 1669 donne incontestablement le droit d'exiger qu'une zône de 3 mètres 25 centimètres soit laissée libre, le long de la Lys, pour l'établissement d'un contre-halage, mais l'application rigoureuse de ce règlement rencontrerait une grande résistance de la part des propriétaires riverains, parce qu'ils seraient contraints de construire des clôtures longitudinales pour renfermer les bestiaux qui paissent sur leurs prairies. Le besoin d'un double chemin de halage ne se faisant pas sentir sur cette rivière, il paraît plus sage de leur continuer la tolérance dont ils ont joui jusqu'à ce jour. Elle ne peut créer des droits à leur profit. Elle sera toujours révocable à la volonté de l'administration.

Dans l'état de pénurie du trésor, il n'est pas possible d'espérer que des fonds soient de sitôt affectés à ce travail. Les berges ont du reste été convenablement appropriées en 1871, et cette partie de la ville n'a plus l'aspect délabré qui provoquait principalement les plaintes du Conseil municipal.

Rachat de la concession de la Scarpe. — L'administration est disposée à le provoquer.

Augmentation du tirant d'eau de la Scarpe inférieure. — La Compagnie concessionnaire, qu a vu ses recettes tomber de 362,600 fr. en 1859 à 97,870 fr. en 1871, n'est pas malheureusement en position d'exécuter ce travail.

Canalisation du Vliet. — Au point de vue des intérêts de Dunkerque, l'utilité de ce travail n'est pas contestable, mais il est combattu par les Watteringues comme nuisible au dessèchement du pays. Il est soumis à une enquête, et il convient d'ajourner jusque là toute appréciation.

Quai du jeu de Mail. — L'établissement d'un quai de déchargement, le long du canal de Bourbourg, près de l'écluse du jeu de Mail, et l'ouverture d'un chemin de contre-halage sur la rive droite en amont des fortifications de Dunkerque, ont été compris par les ingénieurs dans le projet d'ensemble d'amélioration des canaux de cet arrondissement qui va être mis aux enquêtes.

Pont du moulin de Spycker. — Le projet de ce pont a été approuvé par décision ministérielle du 28 juillet 1870. L'État a généreusement consenti à payer la moitié de la dépense, soit 10,500 fr. Le 4e bureau demande que les communes intéressées soient invitées par M. le Préfet a voter leur contingent, et dans le cas où elles s'y refuseraient, à porter la question devant le Conseil général.

Amélioration de la Basse Colme et du canal de Bergues à Dunkerque. — Les dépenses nécessitées par ces améliorations ne peuvent encore être faites à cause des ressources restreintes dont on peut disposer.

Faucardement de la Deûle. — Le seul remède efficace contre la croissance des herbes qui arrête le courant, consisterait à extraire les racines par des curages multipliés. M. l'ingénieur en chef sollicite de l'administration supérieure l'acquisition d'une dragueuse à vapeur. C'est une dépense de 50,000 fr.

Unification des tarifs des péages. — L'état actuel des finances ne peut permettre une réduction sur le droit des péages. L'unification aurait donc pour résultat l'adoption du tarif le plus élevé. Dans ces conditions, le Conseil général préfèrera le statu quo.

Chômages. — L'administration supérieure étudie la question.

Le 4e bureau y attache un intérêt tout particulier et continue à demander que les chômages n'aient pas lieu pendant les grandes chaleurs, à cause de la salubrité.

Quelques cultivateurs ont fait aussi remarquer avec justice, qu'à l'époque des moissons, ils enlevaient un grand nombre de bras indispensables à l'agriculture. Le 4e bureau demande que M. le Préfet prévienne les Chambres de commerce de l'époque fixée par les ingénieurs, afin qu'elles puissent faire leurs observations.

Maintien de la navigation de la Lawe. — L'administration supérieure a prescrit de se borner quant à présent à faire le strict nécessaire pour maintenir la navigabilité, sans chercher à l'améliorer.

Pont de la route départementale N° 14 à Roubaix. — Les rampes de ce pont sont terminées et faciles à franchir ; elles ne pourraient être diminuées sans une dépense considérable et impossible en ce moment.

Digues de l'Escrebieux. — Elles vont être reconstruites aux frais de l'État.

Augmentation du débit de la Deûle. — On espère, au moyen du faucardement du lit de la Deûle dont il a été parlé plus haut, augmenter son débit nécessaire à l'assainissement des canaux de la ville de Lille.

Insalubrité du canal de Roubaix. — La position s'est améliorée. Le projet de comblement de cette partie du canal et de son remplacement par un boulevard est à l'étude et sera prochainement soumis à une enquête.

Plantations. — Des réclamations se sont élevées au sujet des plantations faites le long des canaux. Sur les bords du canal de Saint-Quentin, par exemple, ces plantations ne sont qu'à 4 mètres des propriétés voisines; il en résulte un préjudice considérable pour la culture. Le 4e bureau propose d'attirer sur ce sujet, d'une manière spéciale, l'attention de MM. les ingénieurs.

Demande de crédits. — M. le Préfet dit dans son rapport qu'une décision ministérielle du 19 mars 1872 a approuvé le projet de reconstruction du pont de Saint-Momelin sur l'Aa.

La dépense est évaluée à 30,000 fr. dont:

A la charge de l'État.	15,000 fr.
A la charge du département du Pas-de-Calais.	9,000
A la charge du département du Nord	6,000
Total.....	30,000 fr.

Le Conseil général du Nord avait inscrit à son budget de 1872, sous-chapitre III paragraphe 2, la somme de 6,000 fr. nécessaire pour acquitter son contingent.

Le crédit restera sans emploi parce qu'aucune allocation sur les fonds du Trésor, exercice 1872, n'a été accordée.

Le 4e bureau propose d'appuyer la demande de M. l'ingénieur en chef, et de reporter le crédit au budget de 1873.

Un vœu a été émis par MM. Lemaire, Goussard, Trystram, de Coussemaker et Goudaert, conseillers généraux de l'arrondissement de Dunkerque, pour la construction d'un quai sur la rive gauche du bassin du jeu de Mail à Dunkerque, et pour l'établissement d'un chemin de contre halage en amont des fortifications de cette ville.

Le 4e bureau insiste pour la prompte exécution de cette utile amélioration. L'exécution de ce travail préoccupait déjà MM. les ingénieurs, comme on a pu le voir dans l'analyse donnée du rapport de M. Bertin.

Le 4e bureau propose de remercier M. le Préfet de la suite donnée par lui au vœu que le Conseil avait émis en 1871 pour l'établissement d'un canal qui joindrait l'Aisne et l'Oise et et abrégerait de 58 kil. le parcours navigable entre le Nord et l'Est du territoire du département. M. le ministre des travaux publics a répondu à M. le Préfet que ce projet avait été pris en considération et que l'administration, en attendant que les possibilités financières vinssent se prêter à la déclaration d'utilité publique, a autorisé MM. les ingénieurs à préparer les projets définitifs de cette entreprise.

Enfin le 4e bureau, après avoir examiné la suite donnée aux différents vœux exprimés en 1871, propose de recommander de nouveau à l'administration supérieure l'exécution de ceux que les difficultés de la situation financière ou des études encore incomplètes n'on pas permis de mettre à exécution.

M. Legrand (de Valenciennes), s'étonne qu'il soit dit dans le rapport dont le Conseil vient d'entendre la lecture que les rampes du pont jeté sur le canal de Roubaix sont terminées d'une façon satisfaisante. Comme le fait est inexact et que probablement il ne s'est glissé dans le rapport que faute d'avoir été suffisamment contrôlé, l'honorable membre demande que ce passage du rapport soit rectifié. Il connaît la question pour avoir eu à s'en occuper comme rapporteur des routes départementales; le 5e bureau a très-vivement réclamé alors contre les rampes d'accès du pont, établi au point d'intersection du canal de Roubaix et de la route départementale N° 14. Ces rampes sont en effet dans de telles conditions qu'elles créent des difficultés très-préjudiciables à la circulation fort importante qui a lieu sur cette partie de route entre Roubaix et Tourcoing. Le moment serait peut-être mal choisi pour demander à l'Etat les subventions nécessaires à l'amélioration de ce passage, mais il ne faut pas du moins laisser se glisser dans un rapport un témoignage de satisfaction aussi peu fondé.

L'honorable membre demande donc le renvoi du rapport au bureau.

M. Roussel-Defontaine appuie cette observation.

Le Rapporteur explique qu'il a emprunté la phrase critiquée au rapport de M. l'Ingénieur en chef Bertin.

M. Roussel-Defontaine fait remarquer que le rapport de M. Bertin peut s'expliquer parce que les rampes dont il s'agit n'ont pas été essayées pendant la saison d'hiver, par un temps de neige et de verglas : c'est alors surtout qu'on reconnaîtra les graves inconvénients de cette partie de la route entre Roubaix et Tourcoing. M. l'Ingénieur Bertin dit que le nombre des voitures n'a pas diminué, mais il n'a pas constaté que le poids des chargements soit resté le même. : s'il a été abaissé, on peut comprendre le dommage qui en résulte pour l'industrie du pays. Les administrations municipales de Roubaix et de Tourcoing ont protesté de la manière la plus vive. M. le Préfet a prêté tout son concours à ces réclamations, M. Bertin lui-même a reconnu l'inconvénient de ces rampes, mais à raison de la dépense considérable qu'il y aurait eu à faire pour les adoucir, on n'a pu faire droit aux plaintes qui se sont élevées. Mais il ne serait pas exact de dire qu'il y a satisfaction dans le pays, que ces rampes n'entraînent pas les inconvénients qu'on redoutait.

M. Legrand (de Valenciennes) ne nie pas que M. Bergerot n'ait fait qu'analyser le rapport de M. l'Ingénieur en chef Bertin, mais alors c'est l'exactitude de ce rapport qu'il conteste. M. l'Ingénieur a peut-être raison quand il dit que la dépense nécessaire pour changer cet état de choses serait considérable, mais ce n'est pas un motif, pour laisser passer un témoignage de satisfaction qui ne répond ni à la vérité de la situation, ni au vœu des populations. Ce qu'il faut dire, ajoute l'opinant, c'est que cette partie de route est détestable. On avait promis au début que les déclivités de la rampe n'excéderaient pas 17 millimètres, et elles sont de 3 centimètres par mètre C'est une pente intolérable entre Roubaix et Tourcoing.

M le Préfet dit qu'assurément la situation pourrait être meilleure, mais il croit que l'honorable préopinant va un peu loin en employant le mot détestable. Il y a eu un moment où c'était en effet détestable, c'est quand une partie de la route seulement étoit livrée à la circulation et que les voitures ne pouvaient pas se croiser; mais maintenant la voie a la largeur voulue. Néanmoins M. le Préfet est convaincu que pendant l'hiver la circulation sera difficile sur ce point; on aura

soin que, dans certains moments, les cantonniers jettent du sable sur la route pour qu'elle soit moins glissante, mais malgré cette précaution, ce passage laissera certainement à désirer. Les ingénieurs reconnaissent d'ailleurs que le dernier mot n'est pas dit et la question se représentera aussitôt que la situation budgétaire sera améliorée. Le Conseil peut être assuré, dit M. le Préfet, que la question ne sera pas perdue de vue. Il a visité les lieux avec les ingénieurs et les maires de Roubaix et de Tourcoing ; il a reconnu qu'il y avait sur ce point une circulation très intense et que des pentes qui seraient considérées comme très-supportables ailleurs sont très préjudiciables dans le Nord à raison de la surcharge des voitures. L'administration ne négligera rien pour qu'il soit donné satisfaction aux vœux du Conseil.

Le Rapporteur fait remarquer que le rapport de M. Bertin ayant été imprimé et distribué à tous les membres du Conseil, l'observation qui vient de se produire aurait dû être faite plus tôt. En tout cas, il lui paraît inutile de renvoyer le rapport au bureau : la rédaction du paragraphe dont on conteste l'exactitude peut être modifiée immédiatement, il suffira de substituer le mot *difficiles* au mot *faciles*.

M. Legrand (de Valenciennes) insiste pour obtenir une rectification plus complète : il ne faut pas déclarer que la dépense est impossible à faire ; que le Gouvernement fasse cette réponse, on le comprend, il est dans son rôle ; mais le Conseil, en sa qualité de représentant des intérêts départementaux, doit tenir un autre langage.

M. Leurent dit qu'il ne peut pas y avoir d'hésitation sur le fait en lui-même quand on connaît l'état des choses, puisqu'on a établi une pente de 33 millimètres par mètre sur la route la plus fréquentée du département; cette situation est très-grave et, un jour ou l'autre, sera changée. Mais l'ingénieur en chef, aujourd'hui, est dans son rôle en disant que tout est pour le mieux, afin de décharger l'Etat de la dépense. Néanmoins le département ne doit pas accepter cette situation comme définitive, autrement, quand il viendrait dans deux ou trois ans réclamer des modifications indispensables, on les mettrait à sa charge, par le motif qu'il s'agit d'une route départementale. Il importe que, dès aujourd'hui, le Conseil fasse ses réserves.

Le Rapporteur propose la rédaction suivante :

» Les rampes de ce pont sont terminées et, *bien que difficiles à franchir*, elles ne pourraient » être diminuées sans une dépense considérable *que l'Etat déclare* impossible en ce moment. »

— Cette rédaction est approuvée.

M. Goudaert prie le Conseil d'insister en faveur de l'amélioration aussi prompte que possible du canal d'Hondschoote.

Le Rapporteur répond que ce vœu est exprimé dans le rapport.

— Les conclusions du rapport sont ensuite adoptées, les vœux proposés sont émis et le crédit demandé est alloué.

Service hydraulique

M. Duquenne (4e bureau), présente les quatre rapports qui suivent :

Le service hydraulique comprend les dessèchements les curages, les irrigations, la mise en valeur des terrains communaux, le réglement des usines à eau, le drainage et la pêche fluviale.

Les rapports de MM. les Ingénieurs sur les dessèchements, exposent la situation de ce service important dans le département du Nord, où plus de 147 mille hectares, tant en prai-

ries qu'en terre arable, ne sont conservés à la culture que grâce aux travaux de dessèchement.

Les associations de desséchement établies dans le département du Nord sont au nombre de 14 et embrassent une superficie de 59,692 hectares. Les dépenses que onze d'entr'elles ont faites se sont élevées en 1871 comme suit :

Entretien pour 58,668 hectares : 149,167 fr. 49 c., soit par hectare : 2 fr. 55. — Travaux neufs pour 23,879 hectares : 49,870 fr. 71 c., soit par hectare : 2 fr. 06.

Toutes ces entreprises sont terminées et à l'état d'entretien normal, à l'exception des marais de Bourlain et de Trith sur l'Escaut, dont les travaux projetés qui consistaient dans le curage d'une partie de la rigole principale, n'ont pu être exécutés par suite de l'inondation des marais, par l'autorité militaire pour la défense de la ville de Valenciennes.

Prairies de Mortagne et de Château-l'Abbaye. — 120 hectares. — La vanne de dessèchement de l'association située à l'amont du pont jeté sur le courant des balles à la rencontre du chemin de Château-l'Abbaye à Mortagne, qui nécessitait une réparation urgente, est actuellement réparée par les soins du syndicat.

Vallée de la Hayne et de l'Escaut. — 3,697 hectares. — Le syndicat fonctionne bien ; les travaux ne laissent rien à désirer.

Marais de l'Épaix et de Bruai. — 340 hectares. — Les canaux de dessèchement ont été très négligés ; dans son budget de 1872, le syndicat a inscrit des crédits suffisants pour le curage de la rigole principale du dessèchement et pour la réparation de la vanne située en amont du barrage d'irrigation de M. Lécuyer.

Prairies de Flines-lès-Mortagne. — 140 hectares. — Le dessèchement est satisfaisant.

Marais de la Vergne. — 113 hectares. — Le projet de réorganisation de l'association des marais de la Vergne est en voie d'instruction. Par un arrêté du 31 octobre 1871, M. le Préfet a nommé quatre membres supplémentaires du syndicat, et les syndics, tant anciens que nouveaux, sont appelés à proposer le réglement d'administration publique destiné à régir le service d'entretien du dessèchement. Bien que les ouvrages d'art soient dans un état assez satisfaisant, la réorganisation est urgente.

Vallée de la Naville. — 116 hectares. — Le syndicat, réorganisé en 1871, fonctionne d'une manière satisfaisante.

Vallée de la Scarpe. — 10,792 hectares. — Ce dessèchement, le plus important après celui des Watteringues, s'opère par deux émissaires principaux, la Traitoire, située sur la rive droite de la Scarpe et le Décours, situé sur la rive gauche. Ces deux principales artères reçoivent les eaux d'un grand nombre de rigoles dont le développement est de plus de 150 kilomètres. On y rencontre 111 ponts, 34 vannes et 10 syphons, non compris les ouvrages d'art construits par des riverains.

Un grand nombre de questions vitales pour ce dessèchement qui intéresse l'agriculture et la salubrité de toute une contrée, sont à l'étude et doivent fixer l'attention du syndicat. Au premier rang se place la *modification du réglement constitutif.*

Par décision du 11 septembre 1871, M. le Ministre a arrêté que la commission syndicale

doit préparer un projet de reconstitution, d'après certaines bases qu'il indique. Ce projet devrait être soumis à la sanction ministérielle, après examen, par les Ingénieurs et avis de M. le Préfet.

Il est regrettable que la commission saisie de la question depuis un an, n'ait point encore produit de projet de réorganisation.

La dérivation de la Rache en aval de l'écluse de Lallaing, réclamée par la commission le 12 novembre 1869, a été approuvée par décision ministérielle du 16 février 1872.

Le projet de dérivation de la Traitoire au Rivage Noir a été approuvé par une décision ministérielle du 9 septembre 1871. Rien n'empêche donc le syndicat d'exécuter ces travaux, si l'état de ses finances le lui permet.

Le rétablissement des digues de l'Escrébieux qui, par suite de son barrage à son confluent avec la Deûle, et du mauvais état de ses digues, déversait fréquemment son trop-plein dans la râche, et compromettait le desséchement de toute la vallée de la Scarpe, est désormais assuré. Une décision ministérielle du 16 février 1872, a arrêté qu'une subvention de 24,000 fr., à titre gracieux, serait allouée sur les fonds du Trésor, et le travail fait sous la direction de MM. les Ingénieurs de la navigation.

Vallée de la Sambre. — 861 *hectares.* — La vallée de la Sambre, depuis Landrecies jusqu'à la frontière belge est divisée en quatre syndicats, dont un fonctionne et trois sont en voie de formation.

Association des watteringues du Nord. — 38,880 *hectares.* — Cette association est divisée en quatre sections, dont chacune est dirigée par un Conseil d'administration séparé. Les watteringues doivent être considérés à deux points de vue; ils comportent deux opérations bien distinctes : le desséchement, par l'évacuation des eaux surabondantes à la mer, et l'alimentation du pays watteringué, où l'eau douce fait défaut à l'époque des sécheresses. Dans la première section, comprise entre la côte, la rivière d'Aa et le canal de Bourbourg, l'alimentation en eau douce est satisfaisante, mais la situation laisse à désirer sous le rapport de l'écoulement; d'immenses étendues de terrain souffrent de la stagnation des eaux, quand les pluies sont persistantes. Il serait à souhaiter que l'Etat s'occupât de l'amélioration générale de la navigation du bassin de l'Aa, qui donnerait le moyen de réaliser, au grand profit du commerce et de l'agriculture, la création du débouché direct à la mer, dans le chenal de Gravelines, des eaux du bassin de Schelfvliet. Le bassin du Nord-Gracht pourrait aussi être desséché par l'établissement d'un syphon sous le Mardyckgracht. Le desséchement de la deuxième section circonscrite par la rivière d'Aa et par les canaux de la Haute-Colme, de Bourbourg et de Bergues, profiterait aussi des travaux sur l'Aa, en construisant un ou deux syphons sous le canal de Bourbourg, et en ouvrant un écoulement à la mer par le canal de Mardick. L'alimentation de la deuxième section en eau douce laisse un peu à désirer.

La troisième section des watteringues, limitée par la route nationale N° 16, le canal de la Haute-Colme et les collines de Watten à Quaëdypre est dans de bonnes conditions au double point de vue du desséchement et de l'alimentation; il est toutefois nécessaire de maintenir l'approfondissement de ses voies d'écoulement dans le canal de Bergues à Dunkerque.

La quatrième section des watteringues, dans la partie comprise entre le canal de la Basse-Colme, au sud, et celui de Dunkerque à Furnes, au nord, réclame une attention particulière;

ce grand bassin, d'une superficie de 7 à 8,000 hectares, outre la servitude du desséchement, par le canal des Moëres, des eaux des Moëres françaises, reçoit aussi les eaux des Moëres belges (1,500 hectares).

Il est nécessaire, pour maintenir le desséchement, de relever les digues de la Basse-Colme, sur le territoire belge; malgré les vœux réitérés du Conseil général à ce sujet, aucune solution n'est intervenue.

Grande et petite Moëres. — 2091 *hectares.* — Grâce à l'addition d'un moulin à vapeur aux cinq moulins à vent primitivement établis pour le dessèchement, la situation des Moëres est bonne.

Les marais de Lauwin-Planque, 250 *hectares; les prés Duhem*, 70 *hectares; les marais de Bourlain et de Trith*, 192 *hectares*, sont en bon état d'assainissement.

Les marais de la Deûle, 1750 *hectares*, sont desséchés. L'évaluation de la plus-value s'élève à 1,400,000 fr.; conformément à la loi de 1807, les rôles de plus-value ont été rendus exécutoires; mais la Société des concessionnaires vient de déférer au Conseil d'Etat un arrêté rendu par le Conseil de préfecture.

Curages. — Le service des curages, si utiles dans les vallées submersibles de ce pays où la pente est souvent insensible et où les cours d'eau reçoivent les eaux industrielles, s'est fait avec une grande activité en 1871.

Ceux effectués par application de l'article 1^er^ de la loi du 14 floréal an XI, ont embrassé une étendue de 544 kilomètres.

Les curages effectués par voie d'associations syndicales ne sont qu'au nombre de quatre et ne paraissent pas devoir prendre une grande extension.

Irrigations. — L'agriculture du Nord si avancée et si intensive n'attache pas une assez grande importance à l'irrigation. La superficie totale des terrains arrosés au moyen d'irrigations régulières dérivées des cours d'eau non navigables ni flottables, n'atteint que le chiffre insignifiant de 56 hectares.

Drainage. — La superficie des terres drainées dans le département du Nord, n'est que de 39,757 hectares, tandis que la superficie des terrains susceptibles d'être drainés s'élève à plus de 400,000 hectares.

Pêche fluviale. — La plupart des cours d'eau du département, par suite du déversement des eaux industrielles, sont pauvres en poissons; l'anguille seule a résisté; il serait à désirer que la nouvelle loi en permît la pêche du 15 avril au 15 juin.

VŒUX DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck renouvelle le vœu tendant à ce que la Borre-Becque soit détournée près de l'écluse du Grand-Dam pour être rejetée en aval de cette écluse.

Le 4^e^ bureau propose au Conseil général d'appuyer le vœu dont la réalisation serait un grand bienfait pour la vallée de Borre-Becque dont les eaux, en temps de pluie, ne peuvent s'écouler que par des tirages très-irréguliers à l'écluse du Grand-Dam.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque émet le vœu que le desséchement des watteringues soit indépendant de la navigation.

Ce vœu a déjà été exprimé par le Conseil général ; le 4e bureau propose de le renouveler, et de demander à MM. les Ingénieurs des études d'ensemble dont les syndicats feraient les frais.

Le Conseil d'arrondissement de Lille, émet le vœu que la dérivation de la Lys soit exécutée avant les grands travaux d'amélioration et d'approfondissement qui viennent d'être mis à l'enquête.

Le 4e bureau adoptant les conclusions de la Commission d'enquête des travaux d'approfondissement de la Lys, propose au Conseil général de prier M. le Préfet, de poursuivre en même temps la solution de ces deux projets dont la connexité est démontrée dans les rapports de MM. les Ingénieurs.

Le 4e bureau est heureux de constater les améliorations considérables apportées dans le service hydraulique du département, améliorations si utiles à l'agriculture et si importantes au point de vue de la santé publique.

— Ces conclusions sont adoptées et les vœux sont émis.

Tribunaux de commerce. — Révision des listes d'électeurs.

Dans une circulaire en date du 3 juillet, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, fait connaître à MM. les Procureurs généraux, qu'aux termes de l'article 622 du Code de commerce, la moitié des juges et des juges suppléants des Tribunaux de commerce élus en vertu de la loi du 21 décembre 1871, ont été nommés pour une année.

Le renouvellement partiel des membres des Tribunaux de commerce devant avoir lieu au mois de décembre prochain, il est nécessaire que, conformément à l'article 619 du Code de commerce, le Conseil général désigne dans cette session les trois membres de cette assemblée chargés de procéder à la révision annuelle de la liste électorale pour les Tribunaux de commerce.

Le 4e bureau propose au Conseil général de désigner pour chacun des Tribunaux de Lille, Roubaix, Cambrai, Valenciennes et Dunkerque, les membres suivants :

Lille : MM. Dansette, Dutilleul et Roussel-Defontaine.
Roubaix : MM. Descat, Brame, Deregnaucourt.
Cambrai : MM. Telliez, Macarez, Seydoux.
Valenciennes : MM. Ed. Hamoir, de Marsilly, Carlier.
Dunkerque : MM. Gustave Lemaire, Trystram, Joos.

— Ces désignations sont approuvées.

Pêche fluviale. — Chasse des oiseaux de passage.

La Société d'acclimatation soumet aux délibérations du Conseil général un projet de règlement nouveau relatif aux modifications à apporter au décret du 25 janvier 1868, sur la pêche fluviale. Dans sa session de 1871, le Conseil a répondu à M. le Ministre des Travaux publics qui, dans sa circulaire du 12 octobre, proposait des modifications au décret de 1868. Le 4e bureau propose de maintenir ses conclusions de l'année dernière concernant la pêche.

La Société d'acclimatation demande l'avis du Conseil général sur un projet de protection des petits oiseaux de passage, ainsi formulé :

« La section des oiseaux, considérant que parmi les petits oiseaux voyageurs ou migrateurs, désignés généralement sous le nom d'oiseaux de passage, on compte plusieurs espèces qui sont les plus puissants auxiliaires de l'homme pour la destruction des insectes et autres petits animaux nuisibles ; que la loi du 3 mai 1844, sur la chasse, renferme des dispositions peu compatibles avec la conservation de ces espèces ;

» Émet le vœu :

» 1° Que les oiseaux de passage reconnus les plus utiles à la destruction des insectes, soient l'objet d'une protection efficace ; qu'à cet effet la loi du 3 mai 1844 soit, le plus promptement possible, révisée dans le sens de la conservation de ces précieuses espèces. »

Le 4e bureau propose au Conseil général de s'associer à ce vœu qui, s'il était pris en considération, aurait pour effet de prévenir la destruction des oiseaux dont il importe tant à l'agriculture de voir la multiplication.

— Le vœu est émis.

Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai.

Érection en chambre de commerce.

La Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai s'associant à un vœu dû à l'initiative du Conseil d'arrondissement, demande à être érigée en Chambre de commerce.

Le Conseil municipal de Cambrai consulté à ce sujet, a émis un avis favorable.

M. le Préfet, dans son rapport au Conseil général, fait connaître que la demande de la Chambre consultative de Cambrai, datée du 7 août courant, lui est parvenue trop tardivement pour qu'il fût possible de réclamer l'avis du Conseil municipal de Lille, ainsi que celui de la Chambre de commerce de cette ville, qui est intéressée dans cette question, puisqu'il s'agit pour elle d'un nouveau démembrement, mais qu'il a lieu de croire, d'après des informations recueillies, qu'il ne se produira aucune opposition au projet dont il s'agit.

Le 4e bureau, après avoir pris connaissance des délibérations prises à Cambrai par la Chambre consultative des arts et manufactures, le Conseil d'arrondissement et le Conseil municipal de cette ville ;

Considérant que la population de l'arrondissement de Cambrai est de plus de 190,000 âmes ; que l'industrie et le commerce ont pris un développement considérable ; que l'industrie de la laine occupe, dans les seuls cantons du Câteau et de Solesmes, près de 30,000 ouvriers ; que les industries spéciales des tissus de fil et de soie, dans les divers cantons de Cambrai, n'ont pas de similaires dans l'arrondissement de Lille ; que, dès lors, il en résulte une véritable incompétence de la Chambre de commerce de Lille, à traiter les questions qui touchent à ces industries ;

Considérant que la distance qui sépare Cambrai du siége actuel de la Chambre de commerce, rend difficiles et coûteux les déplacements des délégués de la Chambre consultative de Cambrai ; que leur nombre restreint limite nécessairement leur influence à la Chambre de Lille ;

Par tous ces motifs, propose au Conseil général de s'associer aux vœux de la Chambre consultative et du Conseil d'arrondissement de Cambrai, et que, conformément à la jurisprudence adoptée pour les villes de Roubaix, Tourcoing et Douai, la Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai soit érigée en Chambre de commerce.

M. Henri Bernard ne s'oppose pas à l'émission du vœu proposé, mais il fait remarquer qu'en

réalité la transformation d'une Chambre consultative en Chambre de commerce n'a que des conséquences financières. Les frais très-restreints d'une Chambre consultative sont à la charge du budget municipal ; les frais d'une Chambre de commerce sont à la charge des patentés. Si la demande de la Chambre consultative de Cambrai est accueillie, il en résultera donc pour la Chambre de commerce de Lille un surcroît de dépenses et une augmentation à la charge des patentés de son rayon qui se trouve ainsi réduit.

Quant à l'influence que peut avoir une Chambre consultative comparée à une Chambre de commerce, comme ces deux genres de corps se ressemblent beaucoup, ont chacun des relations directes avec le Ministre, la situation est absolument la même, et l'honorable membre ne pense pas que jusqu'ici les intérêts de l'industrie ou du commerce de Cambrai aient pu souffrir parce qu'ils étaient censés n'être représentés que par la Chambre de commerce de Lille ; en réalité, ils avaient encore un autre représentant dans leur Chambre consultative.

L'opinant ne fait cette observation que pour éclairer le Conseil et afin qu'il se rende bien compte des conséquences de la transformation sollicitée.

Le Rapporteur répond que la ville de Cambrai est mieux à même de juger ce qui est de son intérêt que la ville de Lille, et de savoir s'il lui est avantageux d'avoir une Chambre de commerce.

— Le vœu proposé est émis.

M. Bergerot, autre rapporteur du 4e bureau, donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

École spéciale des arts industriels de Lille.

A la suite d'un rapport et d'une longue délibération sur la création d'une École des arts industriels à Lille, au mois d'avril 1872, le Conseil a décidé que la Commission de permanence étudierait un projet de réorganisation de l'École des arts industriels, et il lui a conféré le pouvoir de faire appel, pour cette étude, au concours d'hommes spéciaux.

Cette Commission spéciale a été composée de MM. Edouard Hamoir, Catel-Béghin, maire de Lille, Kuhlmann, Emile Delesalle, Henri Bernard et Scrive-Wallaert. Elle s'est occupée de cette question avec un zèle dont on a à la remercier. M. Masquelez, ingénieur en chef, a été chargé de visiter les principales écoles de cette nature dans le nord de la France, l'Alsace et et la Belgique.

Son rapport a été distribué et le Conseil a pu se convaincre des études sérieuses dont il est le résultat.

Après avoir examiné cette brochure de M. Masquelez, le 4e bureau vous propose de nouveau d'approuver le projet de l'établissement d'une école des arts et métiers à Lille, qui sera fondée avec la participation du département et de la ville de Lille, lorsqu'on aura pu examiner l'essai qui va en être fait maintenant.

Le programme des études comprendra trois sections ; l'enseignement donnera deux ans pour l'industrie et l'agronomie, trois ans pour la division destinée à former des ingénieurs-constructeurs, mineurs et mécaniciens, et deux années pour la section du commerce.

Pour peupler l'École, création nouvelle, il faudra expliquer, dans les villes industrielles, ses ses tendances et son but. La Commission de permanence, qui s'est déjà occupée de l'École des arts industriels, s'occupera des négociations à suivre, avec le Maire de Lille, pour obtenir de lui que l'École des arts industriels inaugure provisoirement son programme dans le local actuel,

pour obtenir de M. le Maire de Lille la cession provisoire des bâtiments pendant trois ans, durée de la période d'essai ; on ne lui laissera pas ignorer que l'on s'occupe de la construction d'une Ecole nouvelle.

Le 4e bureau, dans ce but, propose de décider dès-à-présent, l'étude d'unprojet de construction de l'Ecole des arts industriels.

Il propose, en outre, de décider qu'une somme de 8,000 fr. sera affectée aux réparations indispensables aux anciens locaux. Cette installation provisoire sera surveillée par la Commission de permanence.

Voici, du reste, le projet de budget de l'Ecole des arts industriels :

PROJET DE BUDGET DE L'INSTITUT INDUSTRIEL, AGRONOMIQUE ET COMMERCIAL DE LILLE.

Personnel enseignant et administratif	55,000 fr.	»
Loyer (somme que la ville payait au Mont-de-piété avant le récent échange).	6,427	»
Contributions et assurances contre l'incendie (chiffre actuel)	800	»
Frais d'entretien et d'assurance du mobilier (chiffre actuel)	1,100	»
Achat de matières premières, entretien du matériel des ateliers et autres dépenses, tant pour les ateliers que pour le laboratoire.	6,073	»
Distribution des prix (médailles distribuées aux élèves qui obtiennent le plus de points dans les examens de fin d'année)	300	»
Force motrice, chauffage et éclairage	2,200	»
Frais généraux, impressions, etc., etc	1,500	»
Total des dépenses correspondantes à l'exploitation dans le local actuel . .	73,400	»
Appropriations qui seront commandées par l'étude de la répartition des locaux entre les six spécialités d'enseignement	8,000	»
Total général des ressources nécessaires pour l'année scolaire 1872-1873. .	81,400	»
A déduire le concours du quart dû par la ville.	20,000	»
Reste, pour le montant du crédit à ouvrir au budget départemental de 1873 :	61,400 fr.	»

En évaluant le nombre des élèves futurs à 40, ce qui paraît un minimum eu égard aux 36 existants cette année, les recettes s'élèveraient à 12,000 fr., dont 9,000 francs pour le département, de sorte que la dépense effective de ce dernier se réduirait à 52,400 francs.

Le 4e bureau propose de porter au budget de 1873 la dépense de cette somme de 52,400 fr.

Il propose de décider que cette année le nouveau directeur ayant :

1° A s'entendre avec le futur personnel enseignant, avant de faire ses propositions, pour la nomination de ce personnel ;

2° A réclamer de chaque professeur un programme détaillé de son cours pour le contrôler d'abord, puis s'en servir dans la rédaction du prospectus de chaque enseignement spécial ;

3° A répandre lesdits prospectus à profusion et à se rendre dans toutes les villes industrielles de la région du Nord pour obtenir la création immédiate de bourses et le concours des principaux industriels pour l'aider dans la propagande nécessaire pour éclairer les familles sur le mérite du futur enseignement.

Les cours ne s'ouvriront, par exception, cette année, que le 1er décembre au lieu du 1er novembre.

Il propose de confier à la Commission de permanence, d'accord avec M. le Maire de Lille, le choix de ce directeur, nomination très-importante pour la prospérité du futur établissement, nomination à faire le plus tôt possible.

La Commission de permanence s'entendrait de la même manière avec l'Administration municipale de Lille, pour la nomination des professeurs, sur la proposition du Directeur.

Enfin, le 4e bureau propose de décider que toutes les dépenses, faites en décembre 1872, pourront être imputées sur la recette correspondante à l'exercice 1872, recette qui secomposera du produit des externats, dont le premier tiers sera exigible à l'entrée, comme cela se pratique ordinairement dans toutes les Ecoles.

Dans une prochaine session, la Commission de permanence aurait à présenter le plan définitif de l'Ecole, dont le Conseil déciderait aujourd'hui l'étude et le résultat de ses négo- avec le maire de Lille, pour la cession du terrain nécessaire à cette construction.

Le bureau espère que ce magistrat, dans son traité avec la Commission de permanence, prendra en considération le grand avantage qu'aura la ville de Lille à posséder un semblable établissement, non-seulement pour l'instruction des jeunes gens de la ville, qui pourront facilement suivre ces cours, mais encore au point de vue de ses intérêts matériels, puisqu'il y aura augmentation dans sa population et dans ses octrois.

Le 4e bureau émet le vœu que le Gouvernement intervienne dans cette fondation d'utilité générale.

Le rapport était fait lorsque le bureau a reçu, par l'intermédiaire de M. le Préfet, la demande formée par les professeurs de l'ancienne Ecole, de voir attribuer à MM. Cochez, inspecteur des études, et Grégoire, trésorier comptable, la somme de 2,340 fr., reliquat non employé des 10,000 fr. qui ont été votés. Ces fonctionnaires n'ont aucune position en dehors de l'Ecole et ont eu, par conséquent, à souffrir de sa suspension.

— Sur la demande de M. Dutilleul, la délibération sur les conclusions de ce rapport est ajournée.

Typhus contagieux.

Le Conseil général entend ensuite la lecture d'un rapport de M. Deleporte-Bayart (4e bureau sur le typhus contagieux des bêtes à cornes.

Observations au sujet du rejet des conclusions

M. de Carnières fait observer que le rapport propose un certain nombre de vœux auxquels le bureau n'a pas voulu s'associer. Parmi les idées de M. Deleporte-Bayart, il y en a qui sont excellentes, mais d'autres laissent une certaine incertitude dans les esprits et on comprend que le bureau ait cru devoir faire ses réserves.

Quant aux conclusions relatives à la responsabilité des communes, le 4e bureau a formellement déclaré qu'il se refusait à proposer au Conseil la moindre disposition qui pût engager la responsabilité des communes en pareil cas. M. Deleporte-Bayart a été seul de son avis sur cette question et le bureau l'avait prié de retrancher de son rapport toute proposition tendant à faire encourir une responsabilité quelconque aux communes

M. Joos est surpris d'avoir entendu le Rapporteur exprimer un blâme contre les Commissions qui ont statué sur l'évaluation des pertes et les indemnités à allouer.

Les membres du Conseil qui ont l'honneur de faire partie de la Commission départementale savent qu'il a été constitué dans chacun des arrondissements une sous-commission, composée par canton de tous les membres des Chambres consultatives d'agriculture, tous hommes compétents qui ont consciencieusement et honorablement fait les estimations dont ils étaient chargés.

M. Goussard s'élève contre une assertion du rapport qui parle de la mauvaise volonté avec laquelle les cultivateurs se sont soumis aux prescriptions de la loi. Il s'étonne également de trouver, dans le rapport de la Commission spéciale, l'expression d'opinions aussi sévères. Il faut savoir avant tout que le mode d'exécution des prescriptions légales de la part de beaucoup de gens de l'art a laissé dans les campagnes une impression pénible. Beaucoup de cultivateurs ont vu abattre leur bétail et vendre la viande à vil prix, quelquefois sans qu'il y eût,—à leurs yeux, bien entendu,—certitude qu'il fût contaminé, opinion erronée sans doute. Dans ces circonstances, les habitants des campagnes ont pu témoigner quelque défiance et quelque mauvais vouloir contre les mesures qu'on leur imposait, mais avant d'émettre un blâme contre des populations qui ont tant souffert dans leurs intérêts et leur fortune, avant de proposer de réduire les indemnités qu'on leur alloue quand on les exproprie pour cause d'utilité publique, il faudrait se rappeler qu'on leur donne à peine la valeur de leur bétail, et sans les dédommager des conséquences de la perte de leurs revenus; que dès lors il faudrait que les faits allégués fussent établis par une enquête contradictoire. Jusque-là, l'honorable membre protestera contre toute expression de blâme à l'égard de la manière dont les populations des campagnes se sont conduites dans cette circonstance.

M. le Président croit qu'en présence de ces observations qui comportent un certain caractère de gravité, il y a lieu de prononcer le renvoi au bureau.

— Le renvoi est prononcé.

Au nom du même bureau, M. Desmoutiers présente le rapport qui suit:

Taxe des chiens.

Commune de Sains.

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général une délibération du Conseil municipal de la commune de Sains (arrondissement d'Avesnes), demandant que la taxe sur les chiens de 2e catégorie, soit élevée de 2 à 5 fr.

Ce n'est pas la première fois qu'une demande analogue se produit; le Conseil municipal d'Étrœungt (même canton) demanda en 1869 de porter de 8 à 10 fr. la taxe de la 1re catégorie, et de 2 à 4 fr. celle de la 2e; le Conseil général décida alors qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir la demande.

Le chien de 2e catégorie est utile dans la ferme comme chien de garde; les charges qui pèsent actuellement sur l'agriculture sont assez lourdes sans qu'il soit nécessaire de songer à les augmenter.

Il serait en outre d'un mauvais effet que les taxes fussent différentes d'une commune à l'autre.

Par ces considérations et les motifs qui ont inspiré précédemment le Conseil général subsistant toujours;

Le e bureau est d'avis de ne pas accueillir la demande dont il s'agit, mais il prie M. le Préfe

d'inviter MM. les Maires à tenir la main à l'exécution rigoureuse de la loi, et à appliquer le tarif à tous les chiens d'agrément.

— Approuvé.

Sur le rapport du MÊME MEMBRE,

Foire aux chevaux de Steenwerck.

— Le Conseil, conformément aux propositions de M. le Préfet, fixe au 12 décembre de chaque année, au lieu du 20 novembre, la foire aux chevaux de Steenwercke.

Le Conseil s'ajourne à demain à une heure.

La séance est levée à six heures et demie.

Le Secrétaire,

DESROUSSEAUX.

Le Président,

P. DANEL.

Lille-Imp.J. Danel

Séance du 29 Août.

La séance est ouverte à une heure trois quarts.

Président : M. Danel.

Secrétaire : M. J. Dutilleul, puis M. Desrousseaux et M. Mailliet.

Sont présents : MM. Guillemin, Émond, Levent, Marie-Soufflet, Boulangé, Baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Clavon, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Maurice, Fiévet, Bottin, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Métershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, J. Brame, Chombart, C. Descat, Général Faidherbe, Morisson, Testelin, Henri Bernard, Desmoutiers, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Van der Straeten-Descat, Roussel-Defontaine, J. Leurent, Émile Carlier, Bernard, Émile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Édouard Hamoir, de Marsilly, L. Legrand (de Valenciennes).

Absents : M. Dansette, M. le Comte d'Hespel.

M. le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par M. Dutilleul, le plus jeune des membres présents, est adopté.

Commission du régime pénitentiaire.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître que M. Dutemple a été désigné par l'arrondissement de Cambrai, pour faire partie de la Commission chargée de l'étude du régime pénitentiaire.

Cette Commission se trouve donc définitivement composée de MM. Bottin, Carlier Dutilleul, Dutemple, baron de l'Épine, Lemaire, Massiet de Biest et Roussel-Defontaine.

M. le Président donne lecture du vœu suivant qui vient d'être déposé :

Petite-Synthe. — Hameau de Saint-Pol. — Vœu.

« Dans sa séance du 23 août le Conseil général, statuant sur une proposition du 4e bureau, de diviser Petite-Synthe en deux sections, l'une au siége de la commune, l'autre au hameau de Saint-Pol, pour l'élection des conseillers municipaux, à raison de onze conseillers pour la section de Petite-Synthe et dix pour le hameau Saint-Pol, a rejeté cette proposition.

» Les motifs sur lesquels il s'est fondé, — « la crainte que la division en deux sections » serait mauvaise et créerait un antagonisme regrettable entre ces sections (compte-rendu sommaire; séance du 23 août), » — ne pouvant plus exister du moment où il ne s'agit plus que de la création de simples bureaux, le soussigné prie le Conseil général de vouloir bien recommander à M. le Préfet de faire établir deux bureaux électoraux dans la commune de Petite Synthe, pour toutes les élections, l'une au siége de la commune, l'autre à Saint-Pol; afin de permettre aux électeurs de ce hameau de remplir sans un trop grand déplacement leurs devoirs civiques. »

— Renvoi au 4e bureau.

Commission départementale.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que le Conseil général doit procéder au renouvellement de la Commission départementale dont la durée n'est que d'une année.

Il appellera l'assemblée à faire cette nomination dans le cours de la séance.

École spéciale des arts industriels.

M. le Président met en délibération les conclusions du rapport de M. Bergerot, sur l'École spéciale des arts industriels de Lille; le vote a été ajourné à la séance d'hier sur la demande de M. Dutilleul.

M. DUTILLEUL dit qu'il avait demandé l'ajournement parce qu'il avait cru utile de mettre un intervalle d'au moins vingt-quatre heures entre la lecture du rapport sur l'École industrielle et la délibération sur ses conclusions; il ne faut pas oublier que le département est intéressé pour une somme de 52,000 fr. que l'on demande d'inscrire à son budget. Il désirerait aussi obtenir l'éclaircissement de certains points qui lui semblaient obscurs et qui ont été élucidés par les explications qu'il a reçues au sein du 4e bureau. Il ne lui reste dès lors aucune observation à présenter.

M. LE PRÉSIDENT demande à soumettre, comme membre de l'assemblée, quelques observations à ce sujet.

Ce n'est pas une affaire de peu d'importance pour le département, car il s'agit, comme le rappelait le préopinant, d'une somme de 52,000 fr. à inscrire au budget départemental afin non pas de constitner précisément une École nouvelle, mais de replâtrer en quelque sorte ce qui existe aujourd'hui, c'est-à-dire que l'Ecole serait établie dans les anciens locaux du Lombard; on ferait des appropriations pour une somme de 10,000 fr.; il y aurait un Directeur, des professeurs, et enfin la Commission départementale interviendrait dans une certaine mesure. M. le Président ne sait pas quelle serait la part de concours de la ville de Lille et il prie le

rapporteur de l'éclairer sur ce point. Aux termes d'un rapport imprimé qui a été distribué aux membres du Conseil, la ville, du moins d'après le Maire, son organe, paraissait disposée à entrer pour un quart dans la dépense d'établissement de l'École nouvelle : en sera-t-il de même pour l'École qu'on propose en ce moment ?

M. Danel demande ensuite si on s'est bien assuré de la suffisance des locaux, car lorsqu'il 'est agi d'une création nouvelle, la Commission départementale a interpellé les gens compétents pour savoir si les locaux actuels seraient assez vastes et leur réponse a été négative. On voulait alors une création toute nouvelle ; il paraît qu'on a changé d'avis à ce sujet. Enfin s'est-on bien assuré que 10,000 fr. suffiraient pour les dépenses nécessaires à l'appropriation de la nouvelle École ? A cet égard, il n'y a qu'un chiffre et qu'une allégation.

Reste la question d'organisation. Le Conseil a reconnu à la session d'avril, que la Commission départementale qui n'administre pas, ne peut organiser. Ce qu'elle peut faire, c'est de nommer aux emplois rétribués sur les fonds du département, et par conséquent de désigner le Directeur qui serait probablement payé sur ces fonds, mais non pas entièrement, si la ville de Lille intervenait pour une part. Alors le droit de nomination de la Commission départementale devrait s'accorder avec celui de la ville.

Enfin en terminant, le rapporteur a dit qu'il y avait une somme de 2,300 fr. environ qui n'a pas été dépensée sur l'allocation de 10,000 fr. du département. M. le Préfet a transmis au Conseil une demande des professeurs tendant à obtenir l'allocation de cette somme à deux professeurs qui étaient occupés dans l'École ancienne et qui pourraient se trouver privés d'emplois si l'École n'était pas reconstituée.

Les conclusions dernières étant en faveur de la reconstitution, il semble que les motifs de l'allocation n'existent plus. Cette allocation, d'ailleurs, paraît exagérée ; les deux titulaires avaient chacun 2,000 fr. de traitement, ils recevraient donc pour un mois de chômage, puisqu'on suppose que l'École s'ouvrirait au 1er décembre, 1,200 fr. environ chacun.

M. Danel trouve cette somme exagérée et lui semble que cette partie du rapport ne devrait pas être accueillie.

Le rapporteur répond que d'après le projet de budget qui a été soumis au Conseil, la ville de Lille donnerait son concours pour un quart.

M. le Président fait remarquer qu'il n'y a pas eu de ratification par le Conseil municipal.

Le rapporteur reconnaît qu'il y aurait à cet égard des négociations à suivre avec la ville de Lille, et le rapport le dit formellement.

M. le Président demande si la ville entrera dans la dépense d'appropriation de 10,000 fr. qu'on veut faire.

M. de Carnières croit pouvoir donner les explications qu'on paraît désirer. On est venu apporter au 4e bureau un rapport fait par M. l'ingénieur en chef Masquelez. Ce rapport a été distribué à tous les membres du Conseil général, chacun a pu le lire. A la suite de la publication du rapport, M. Masquelez est venu dans le 4e bureau et il a donné l'assurance que la ville de Lille interviendrait dans toutes les dépenses pour un quart, non-seulement dans les dépenses de l'enseignement, mais dans toutes les dépenses d'appropriation du local dont il s'agit. Le bureau n'a pas, il est vrai, trouvé dans les pièces un engagement formel de l'autorité municipale, il a tenu pour suffi-

sante l'affirmation de M. Masquelez qui est un des fonctionnaires de l'administration municipale de Lille. Par suite, il est bien entendu que si la ville de Lille ne voulait pas concourir à la dépense pour le quart, tout ce que voterait le Conseil général resterait sans application, car le vote du Conseil est nécessairement surbordonné à ce concours de la ville de Lille.

Quant au local actuel, voici ce qui a déterminé les propositions du 4e bureau. On faisait d'abord la proposition d'acheter de la ville un terrain dont le prix devait s'élever à environ 400,000 fr. ; on proposait ensuite de construire sur ce terrain tous les bâtiments nécessaires et le devis provisoire qu'on présentait s'élevait à 320,000 fr., ce qui donnait un total de 720,000 fr. pour la construction, sans compter l'enseignement et les frais annuels. Le 4e bureau a trouvé que c'était beaucoup eu égard à l'incertitude dans laquelle on pourrait être dès l'origine sur le sort réservé à l'École qu'on voulait établir. Il a pensé qu'il était bon de commencer par un essai et c'est pour cela qu'il a demandé à M. Masquelez s'il n'était pas possible d'approprier les locaux de l'École actuelle pour y placer l'École nouvelle. M. Masquelez a répondu qu'avec une somme de 8 ou 10,000 fr., on pouvait approprier ce local de telle manière qu'il serait suffisant pour l'essai qu'on veut tenter.

Le 4e bureau propose donc au Conseil général de voter une somme de 8,000 fr. pour l'appropriation des locaux et il a été entendu que cette appropriation n'aurait lieu qu'autant que la ville de Lille consentirait à abandonner le bâtiment dont il s'agit pour une période de trois ans. M. Masquelez désirait d'abord que cet abandon ne fût que pour un an. On lui a fait observer qu'il était impossible de faire un essai pendant un délai aussi court et que, dans tous les cas, en admettant qu'on ne fît qu'un an d'essai, il faudrait au moins deux ans pour la construction du bâtiment dans lequel on voudrait placer l'École d'une manière définitive. Le bureau a été ainsi amené à faire au Conseil général les propositions rappelées dans le rapport de M. Bergerot.

Ces propositions n'engagent en rien le Conseil général quant à la suite à donner à l'affaire, elles tendent à un essai, mais en séparant complètement l'École nouvelle de celle qui a existé jusqu'à présent, afin qu'on sache bien qu'il s'agit d'une création tout-à-fait différente, organisée sur des bases tout autres que l'École ancienne et qu'on voie si les ressources seraient ou ne seraient pas suffisantes.

L'honorable membre croit que pour satisfaire au vœu des populations l'essai proposé devrait être accepté.

M. Billet signale une lacune qui existe, suivant lui, dans le programme de l'enseignement des écoles industrielles : il s'agit de l'étude de la comptabilité. Dans le programme de l'École professionnelle, il y a sans doute une section consacrée au commerce, ce qui comprend nécessairement des notions de comptabilité. Mais ces notions élémentaires sont bien loin de suffire. Dans un département comme celui du Nord, tout le monde à des intérêts dans le négoce ou l'industrie, mais les comptables y font absolument défaut. Tous ceux qui sont à la tête d'une industrie ou d'un commerce dans le Nord savent par expérience qu'on ne trouve qu'exceptionnellement un bon comptable capable d'organiser, d'après les principes, la comptabilité suivant le genre d'opérations auxquelles on se livre. L'honorable membre désirerait qu'il y eût dans l'École industrielle une sorte d'annexe ayant pour but spécial et exclusif de fournir des jeunes gens se destinant à la profession de comptable. Il ne faut pas que, quand un comptable quitte une maison, il laisse des hiéroglyphes auxquels son successeur ne comprend rien, et que celui-ci, quand il sera parvenu péniblement à établir des comptes, laisse à son tour des livres non moins

inintelligibles que ceux qu'il a lui-même trouvés. L'opinant voudrait qu'il y eût uniformité dans la méthode, que la comptabilité de l'un fût la comptabilité de l'autre, qu'un négociant ait des livres où tout le monde puisse lire, sans en excepter lui-même ; qu'il ne soit pas exposé, en cas de sinistre, à voir sa bonne foi attaquée par un syndic, parce que celui-ci ne voit pas clair dans ses écritures.

Il s'agit ici, dit l'honorable membre, de l'intérêt du failli comme de l'intérêt des créanciers, de l'intérêt du patron comme de l'intérêt du public au point de vue de la moralité des affaires, et enfin de l'intérêt des jeunes gens qui veulent s'ouvrir cette carrière et n'en trouvent pas le moyen.

M. Leurent répond qu'il suffit de jeter les yeux sur le programme de l'École spéciale des arts industriels, pour s'assurer que la lacune signalée par M. Billet n'existe pas, puisque le programme de la seconde année comprend des cours d arithmétique commerciale et de comptabilité.

M. Billet ne croit pas que ces cours soient suffisants pour répondre au but qu'il a exposé ; il voudrait que les jeunes gens qui sortiraient de cette école spéciale de comptabilité fussent porteurs d'un diplôme, que ce diplôme signifiât que le titulaire est capable d'entrer dans n'importe quelle industrie ou commerce, pour y appliquer le meilleur mode de comptabilité enseigné par les hommes spéciaux.

M. le Président dit que l'observation sera consignée au procès-verbal, et qu'il en sera tenu compte par qui de droit.

— La première partie des conclusions tendant à l'allocation d'un crédit de 52,400 francs pour l'établissement de l'Ecole industrielle, est mise aux voix et adoptée.

M. le Président met ensuite en délibération la proposition consistant dans l'attribution à deux professeurs de l'ancienne Ecole, qui jouissaient de 2,000 francs de traitement, d'une somme de 2,340 francs.

M. Dutilleul demande si ces deux professeurs doivent encore faire partie du personnel enseignant de la nouvelle École.

Le Rapporteur explique que tous les professeurs de l'Ecole professionnelle ont des emplois en dehors de l'École, à l'exception des deux qui font l'objet de la proposition, et que tous les professeurs ont signé une pétition pour qu'il leur fût alloué cette somme de 2,300 fr. pour les indemniser de la suspension de leur emploi.

M. le Président fait remarquer que la suspension ne sera que d'un mois.

M. Leurent croit qu'il ne s'agit pas seulement pour les deux professeurs dont on parle d'une suspension, mais bien d'une suppression d'emploi, et que c'est à raison de ce fait qu'on propose une indemnité en leur faveur.

Le Rapporteur dit que rien n'est encore arrêté quant à la composition du personnel.

M. le Président fait remarquer que c'est à l'Ecole à payer les employés ; le Conseil général a même voté une indemnité assez large pour compléter le traitement des professeurs ; il ne s'explique pas pourquoi on met ces deux professeurs dans une catégorie à part.

M. Leurent propose de voter l'allocation d'une manière conditionnelle.

M. de Carnières croit qu'il serait préférable que le Conseil ajournât son vote : Si les deux professeurs dont il s'agit ne peuvent trouver place dans la nouvelle organisation, il sera encore temps de leur accorder au mois d'avril prochain l'indemnité proposée par le rapport.

— Le Conseil consulté prononce l'ajournement.

M. Deleporte-Bayart, par suite du renvoi qui a été fait au bureau, des conclusions du rapport qu'il a lu à la dernière séance, présente le nouveau rapport qui suit :

Typhus contagieux.

Le typhus contagieux des bêtes à cornes est la maladie qui doit occuper le premier rang par les pertes énormes qu'elle a fait subir.

Dans le dossier qui a été soumis à l'examen du bureau, au sujet des dépenses, on trouve d'abord le rapport de la Commission spéciale des vétérinaires, instituée fin décembre 1871, pour pourvoir à la direction et à la surveillance des mesures sanitaires nécessitées par le typhus contagieux.

La Commission rend compte d'une manière détaillée de la marche du fléau, des mesures prises pour la combattre, des difficultés rencontrées et des résultats obtenus.

Ce rapport est complet et il n'y a rien à y ajouter qu'un témoignage de satisfaction pour le zèle intelligent, l'activité constante et le dévouement digne d'éloges dont MM. Chieus, Président de la commission, et Pollet, secrétaire, ont fait preuve dans l'accomplissement de leur difficile et pénible mission.

A diverses reprises, au moment de l'intensité du fléau, M. Bouley, inspecteur général des Ecoles vétérinaires, et M. Leblanc, médecin-vétérinaire à Paris, délégués du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, se sont rendus sur les lieux plus particulièrement atteints. Leur présence a été fort utile et l'on a toujours trouvé de leur part le plus précieux concours.

Depuis le 13 juin dernier, aucun cas de typhus contagieux n'a été constaté. On peut donc espérer que le fléau a complètement disparu du département. Cependant, par mesure de prudence, on croit ne pas devoir rétablir les marchés de bestiaux avant quelque temps encore, et jusqu'au moment, d'ailleurs prochain, où les transports de fumiers, qui doivent servir à la préparation des terres, auront été effectués.

Ainsi qu'on l'a fait pressentir au Conseil général dans sa session d'avril, les dépenses occasionnées par le typhus contagieux, depuis le mois de janvier, ont été élevées.

La multiplicité des déplacements des membres de la Commission et des vétérinaires d'arrondissement, dont le concours a été souvent réclamé, expliquent ces dépenses dont voici le relevé :

MM.	Boulay, vétérinaire	à Avesnes	296 95
	Lefebvre, id.	au Câteau	206 75
	Obled, id.	à Cambrai	1.000 »
	Cooleen, id.	à Bergues	225 »
	Geerssen, id.	id	265 »
	Baelde, id.	à Cassel	14 60
	Hurtez, id.	à Hazebrouck	45 50
	Huart, id.	à Valenciennes	374 50
	Chieus, id.	à Roubaix, Président de la Commission spéciale	5 000 »
	Pollet, id.	à Lille, secrétaire de la Commission	5.000 »
	Deleplanque, id.	à Douai, membre de la Commission	2.000 »
		Ensemble, fr.	14.428 30

Il reste à prévoir quelques dépenses dont il n'a pas encore été justifié.

Report. 14.428 30

Afin d'être à même d'y pourvoir, le bureau croit devoir faire figurer, comme somme à valoir, sauf justification régulière ultérieure. . . . . 800 »

Quelques-uns des mémoires compris dans le relevé qui précède, ont été établis d'après le tarif fixé par le décret du 18 juin 1811, mais ceux de MM. Obled, Chieus, Pollet et Deleplanque, en raison des missions spéciales et multiples qu'ils ont remplies, n'ont pu être réglées de cette façon.

La situation de ces praticiens s'est trouvé sous ce rapport la même que celle de M. Charles, dont le Conseil général a admis le mémoire dans les mêmes conditions.

Le nombre de kilomètres parcourus par M. Obled s'élève à plus de 2,000.

MM. Chieus et Pollet, qui ont toujours opéré de concert, justifient de leur côté avoir parcouru près de dix mille kilomètres, opéré 56 autopsies, rédigé 69 rapports, et émis avis sur 2,000 demandes environ.

Leurs débours s'élèvent en réalité à 2,200 fr.. et la différence de 2,800 fr. jusqu'à 5,000 fr. représente leurs honoraires qui paraissent justifiés par l'importance des services accomplis.

Les débours de M. Deleplanque ont été de 849 fr. Les distances qu'il a parcourues comportent 2,215 kilomètres et, comme ses collègue de la Commission spéciale, il a été fréquemment appelé à pratiquer des autopsies et à émettre des avis.

Depuis l'invasion du typhus contagieux dans le département, les prescriptions sanitaires ont donné lieu à des dépenses extraordinaires d'affiches et d'imprimés divers. Ces dépenses, en raison de leur caractère exceptionnel, ne rentrant pas dans la catégorie de celles qui sont à la charge de l'abonnement, le bureau demande au Conseil général de les admettre au compte du département.

En voici le relevé :

Tirage de 200 exemplaires de la carte des chemins vicinaux, préparée pour établir les situations fournies périodiquement à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce et de suivre la marche journalière du fléau; note de M. Lefebvre-Ducrocq, à Lille. . . . . 200 »

Note d'imprimés de MM. Danel, imprimeur à Lille		1.690 70	
Id.	David, imprimeur à Hazebrouck	40 »	
Id.	Benjamin Kien, imprimeur à Dunkerque	12 »	
Id.	Du même	30 10	
Total		1.972 80	1.972 80

Ce qui, si on ajoute les dépenses relevées plus haut, donne un total général de fr. 17.201 10

Dans la pensée que le Conseil général trouvera que ces dépenses, dont les pièces justificatives se trouvent annexées, sont régulières et admissibles, le 4e bureau lui propose d'autoriser l'ouverture au budget rectificatif de 1872, d'un crédit de ladite somme de 17,201 fr. 10 c.

Le vœu émis par le Conseil lors de sa dernière session, tendant à ce que le règlement d'administration publique, annoncé par la loi de 1866, soit rendu le plus tôt possible, a été transmis au Gouvernement, — dit M. le Préfet dans son rapport — avec prière de le prendre en sérieuse considération.

Le bureau l'en remercie très-sincèrement, mais quelques mots encore sur ce sujet intéressant trouveraient bien ici leur place.

La peste bovine a été, dans le dix-huitième siècle, un des plus grands fléaux que l'agriculture ait eu à subir.

A toutes les époques, le commerce et la guerre, lorsqu'elle a lieu avec les peuples du Nord, ont été les agents de transmission du typhus en Europe. Il est certain que la peste bovine ne naît pas spontanément dans ce pays, qu'elle n'apparaît que par contagion.

L'ouverture des voies ferrées traversant l'Europe entière met maintenant tous les peuples en rapport quotidien, et les nombreux paquebots qui sillonnent la Baltique, transportent journellement des bestiaux provenant des steppes, c'est-à-dire suspects au point de vue dont s'occupe le rapport.

Les principales mesures reconnues indispensables lorsque le typhus contagieux des bêtes à cornes tend à envahir une région sont, disent MM. les Membres de la Commission sanitaire, dans leur rapport à M. le Préfet :

1° D'exiger le dénombrement et la marque de tout le bétail ;

2° D'interdire toute circulation :

L'honorable membre croit que ces deux articles seuls, mais ponctuellement observés, préserveraient à l'avenir le pays de l'épizootie, et si, malgré ces mesures, le typhus contagieux y pénètre, il serait nécessaire d'ordonner immédiatement la séquestration complète sous la surveillance de gardiens spéciaux. En outre, il ne faudrait pas laisser au premie venu l'exécution des ordres d'abattage. Il serait bon que l'Administration eût ses hommes, ses bouchers-abatteurs, qu'elle dirigerait vers les points indiqués avec des instructions sévères au point de vue de leur propre désinfection, et qu'on exigeât sans retard l'assainissement de tous les locaux occupés par des malades, tels que le blanchîment à la chaux des murs, des ustensiles, de tout ce qui a pu être imprégné de virus ; les fumiers et les eaux de cour seraient fréquemment imprégnés de chaux vive.

Quant aux viandes à consommer, elles resteraient à la charge des commissaires qui, aux frais et dans l'intérêt de l'État, les vendraient à la criée dans les grands centres de population. Le rapporteur ne sait rien de plus pratique et de plus facile à exécuter en cette occurrence. L'argent serait déposé par le commissaire lui-même ou le facteur à la halle, dans les caisses de l'Etat.

Il souhaiterait encore que l'administration supérieure voulût, à l'exclusion de tous autres, nommer les experts qui doivent dans leurs estimations défendre l'intérêt du Gouvernement, laissant au propriétaire de choisir le sien pour protéger son bon droit.

Le Rapporteur fait remarquer que, dans la seconde partie de son rapport, il n'a abordé que

des questions pratiques résultant de sérieuses expérimentations. Le point scientifique a été complètement mis de côté, et avec intention, car son unique but est d'être utile en émettant son opinion acquise par l'expérience, afin de pouvoir servir, s'il y a lieu, aux législateurs qui, très-probablement, seront prochainement appelés à faire le règlement d'administration publique réclamé par le promoteur de la loi du 30 mai 1866, M. Des Rotours père. Ce règlement, attendu depuis six ans, est devenu maintenant indispensable.

Il est donc temps de prendre de nouvelles mesures contre le retour possible du typhus. Et il est peut-être bon de dire, en passant, que ce fléau existe encore en ce moment dans des pays peu éloignés, tels que le Danemarck et quelques autres pays entourant la mer Baltique.

Ainsi, à la date du 24 de ce mois, — il y a cinq jours seulement, — un ordre du Conseil privé d'Angleterre portait que le bétail en provenance d'Autriche, de Hongrie, d'Allemagne, de Turquie, de Grèce, de Hollande, de Belgique et de France doit être abattu dix jours après le débarquement ; et le bétail venant de Russie est prohibé. Ces mesures prises en Angleterre sont en souvenir des 500 000 têtes de bétail perdues en 1866, par suite de manque de mesures appliquées.

Le rapport dont il vient d'être donné lecture, au nom du 4e bureau, porte sur deux points :

Le premier, sur l'approbation du vote de 17,201 fr. 10 c. proposé par M. le Préfet ;

Le deuxième, sur le vœu qu'un règlement d'administration publique, annoncé par la loi de 1866, soit rendu le plus tôt possible.

— Ces conclusions sont adoptées et les crédits votés.

M. Dutilleul, au nom du même bureau, fait le rapport qui suit :

Carte du département. — Notice sur la géographie physique.

Il a été transmis au Conseil général, par M. le Préfet, une demande formulée par M. Wacquez-Lalo, professeur résidant à Loos, et conçue dans les termes suivants :

« Le Conseil général faisant exécuter une carte du département du Nord, je désirerais être chargé de rédiger un texte qui en serait le complément nécessaire. »

Malgré tout l'intérêt qui peut s'attacher à une publication de ce genre et dont il reconnait l'importance, sans repousser en principe l'offre de M. Wacquez-Lalo, se fondant sur cette considération qu'il faut subordonner à l'exécution consommée de la carte la création d'un texte destiné à la faire comprendre, considérant en outre que cette carte n'est qu'en voie d'exécution, le 4e bureau conclut à l'ajournement pour la solution de la question sus-énoncée.

— Approuvé.

M. Legrand (de Lecelles), autre rapporteur du même bureau, présente un rapport sur un projet de résolutions, concernant les chemins ruraux, qui a été adressé au Conseil par la Société des agriculteurs de France.

Chemins ruraux.

« La création de bons chemins dans toutes les communes de France, dit le Rapporteur de » cette Société, est un intérêt de premier ordre pour l'agriculture ; c'est aussi un grand avan- » tage pour la nation tout entière ; car, en facilitant les innombrables transports que font chaque » année plusieurs millions de cultivateurs, on tend évidemment à diminuer le prix de revient » des produits du sol et, par conséquent, la cherté de la vie. Aussi la Société des agriculteurs de France, dès qu'elle a été constituée, a-t-elle porté son attention sur l'état actuel des chemins

» vicinaux et ruraux. Dans son assemblée générale du mois de février 1870, elle a entendu un » rapport très-complet de M. Labiche sur les chemins ruraux; elle a reconnu, comme l'avait » déjà constaté l'enquête agricole de 1866, qu'une nouvelle loi était urgente pour améliorer la » situation légale, financière et matérielle de ces chemins; elle a formulé, en sept résolutions, » les mesures qui lui ont paru les plus utiles à prescrire, et elle a émis le vœu que le titre » relatif aux chemins ruraux fût détaché de l'ensemble du projet de code rural et soumis sans » retard aux délibérations du Corps législatif. Ce vœu a reçu promptement une première » satisfaction par la loi du 21 juillet 1870. L'article unique de cette loi autorise les communes » qui ont achevé leurs chemins vicinaux et assuré leur entretien à porter sur les chemins publics » ruraux le tiers de leurs prestations.

» Ainsi se trouve réalisée une première amélioration : car 180,000 kilom. de chemins vicinaux » sont déjà achevés, et les 5,000 communes ayant terminé les leurs voulaient réparer leurs » chemins ruraux et ne pouvaient pas y appliquer de prestations, par la raison que la loi du » 21 mai 1836 ne permet pas d'employer à un autre usage les prestations et centimes spéciaux » qui ont été votés en faveur des chemins vicinaux. Ces communes se trouvaient donc ainsi » amenées à ne plus voter des ressources qu'elles ne pouvaient pas employer à leur gré, et » elles perdaient ainsi le moyen de réparer leurs chemins ruraux.

» Il faut donc reconnaître que la loi du 21 juillet 1870 a amélioré dans une certaine mesure et » pour un certain nombre de communes, la situation financière des chemins ruraux. Mais, » pour les 30,000 communes qui n'ont pu achever leurs chemins vicinaux, il n'y a aucun chan- » gement; et quant à l'état légal du réseau entier des chemins ruraux, il est tout aussi précaire » et tend même à s'aggraver par les anticipations auxquelles ils sont exposés.

» Telle était la situation quand la Société des agriculteurs de France a tenu sa troisième session, » au mois de janvier 1872. Dans la neuvième section, dite section d'économie et de législation » rurale, une commission spéciale avait été chargée de rechercher dans le projet de code » rural présenté au Corps législatif en 1868, quelles étaient les mesures les plus utiles et les plus » urgentes à demander en faveur de l'agriculture. Sans s'arrêter à la question de savoir s'il » est utile et possible de faire aujourd'hui un code rural, la commission a pensé qu'il y avait » toujours la même urgence à provoquer une loi spéciale sur les chemins ruraux, et elle a soumis » à un nouvel examen les résolutions déjà votées par notre assemblée de 1870.

» Il importe avant tout de distinguer bien nettement les différentes espèces de chemins qui » existent dans nos campagnes. Ils se partagent d'abord en deux grandes divisions : — *les che-* » *mins publics,* — *les chemins privés*. — *Les chemins publics* appartiennent aux communes et sont » affectés à l'usage du public; — *les chemins privés* ne servent qu'à la communication entre » quelques héritages et ils appartiennent aux maîtres de ces héritages, sauf titre ou possession » contraire.

» *Les chemins publics* se divisent ensuite en deux catégories : *les chemins vicinaux et les* » *chemins ruraux*. La seule différence entre eux, c'est que les uns sont classés sous le nom » de chemins vicinaux, et que les autres ne sont pas compris dans ce classement; mais cette » différence a des conséquences très-importantes.

» La loi du 21 mai 1836, qui est toute spéciale aux chemins vicinaux, et qui a très-bien réussi, » a prescrit des mesures efficaces pour assurer leur création, leur conservation et leur entretien. » En vertu de cette loi, *les chemins vicinaux régulièrement classés font partie du domaine public*

» *communal, tandis que les chemins ruraux ne sont que des propriétés communales*. De cette dis-
» tinction, qui est fondamentale, découlent des conséquences très-fâcheuses pour les chemins
» ruraux.

» Par la loi de 1836, chaque chemin vicinal a son acte régulier d'origine dans un arrêté du
» préfet qui le classe, fixe son tracé, et sa largeur ; dès lors, et par ce fait seul de l'arrêté de
» classement, tout le sol compris dans les limites du chemin est enlevé aux propriétaires rive-
» rains ; ceux-ci sont dessaisis, expropriés et n'ont droit qu'à une indemnité. Dès qu'il est classé,
» le chemin devient imprescriptible, et les anticipations ou dégradations sont immédiatement
» réprimées, sans que le tribunal ait à s'arrêter devant la question de propriété. Enfin l'en-
» tretien des chemins vicinaux régulièrement classés est obligatoire pour les conseils municipaux.

» Tous ces avantages dont la loi de 1836 a doté les chemins vicinaux manquent aux chemins
» ruraux. Comme ils ne font pas partie du domaine public, on peut les prescrire, les posséder
» utilement et en devenir propriétaire légitime sans les avoir achetés. Si je dégrade une
» portion d'un chemin rural, et que le maire me poursuive devant le tribunal de simple police,
» je n'ai qu'à soutenir que je suis propriétaire dudit chemin, et le juge, avant de me condamner
» doit me renvoyer devant le tribunal civil pour faire trancher d'abord la question de propriété.
» Voilà donc la commune obligée de soutenir un procès long et coûteux. Une circulaire de M.
» Duchatel, ministre de l'intérieur, en date du 16 novembre 1839, avait bien prescrit à tous les
» maires de porter tous les chemins ruraux sur un tableau ou état de reconnaissance, qui ferait
» titre pour les communes ; mais cette mesure n'a pas été exécutée partout, elle n'avait pas de
» sanction, et, là même où le tableau a été dressé, il n'est point un titre régulier pouvant être
» opposé aux tiers ; cet état de reconnaissance n'étant pas un acte contradictoire et n'émanant
» que d'une circulaire ministérielle n'a que la valeur d'un renseignement et d'une présomption
» en faveur de la commune. Ainsi donc la situation légale des chemins ruraux est tout à fait
« précaire ; aucune loi efficace n'assure ni leur existence, ni leur conservation, ni leur entre-
» tien. Quant à leur situation financière, ils sont aussi négligés et sacrifiés aux chemins vici-
» naux. Pour ceux-ci, en effet, la loi de 1836 a créé des ressources spéciales pouvant s'élever
» au maximum de trois journées de prestations, et cinq centimes additionnels. Le vote de ces
» ressources est obligatoire, et si le conseil municipal ne les alloue pas, le préfet peut im-
» poser d'office la commune. Cette obligation, qui n'existait pas dans les lois antérieures, a
» fait le grand succès de la loi de 1836.

» Enfin, tout récemment, la loi du 11 juillet 1868 a encore apporté aux chemins vicinaux un
» secours très-important ; elle a divisé ces chemins en deux réseaux : l'un, dit réseau subven-
» tionné, comprendra les lignes les plus utiles, environ 140,000 kilomètres, et doit être terminé
» en dix ans, au moyen des prêts et subventions accordés par l'État et les départements ;
» l'autre, non subventionné, doit être exécuté plus lentement et sur les seules ressources des
» communes (146,000 kilomètres environ).

» Quant aux chemins ruraux, aucune mesure efficace n'a été prise, aucune ressource n'a été
» créée. Leur entretien n'est pas même obligatoire pour les conseils municipaux. Il n'y a que
» deux cas dans lesquels ils puissent recevoir des fonds : c'est d'abord dans les communes qui,
» étant assez riches pour payer sur leurs seuls revenus toutes les dépenses obligatoires, peuvent
» porter sur leurs chemins ruraux leurs excédants de recettes, et le nombre de ces communes
» n'était que de 1391 en 1838 ; c'est ensuite dans les communes qui, ayant achevé leurs chemins
» vicinaux, peuvent, comme nous l'avons vu plus haut, appliquer la loi du 21 juillet 1870, et

» consacrer à leurs chemins ruraux le tiers de leurs prestations. Or nous nous savons par les » comptes-rendus du ministère de l'intérieur que le nombre de ces communes ne dépasse pas » 5,000.

» Il est vrai que là où un chemin rural sera reconnu comme très-utile, on pourra toujours » améliorer sa situation en le classant comme vicinal, et en le comprenant dans le réseau subven- » tionné. Mais cette mesure ne pourra être autorisée que par exception, car si elle était appliquée » largement, elle changerait complètement la situation du réseau subventionné, qui se trou- » verait beaucoup plus étendu et ne pourrait plus, par conséquent, être terminé en 1880.

» Voyons maintenant quel est en effet l'état d'avancement des chemins vicinaux de toute » espèce.

« Le compte-rendu du ministère de l'intérieur pour 1871 n'étant pas encore publié, nous » prenons les chiffres de 1869, chiffres modifiés depuis par la cession d'environ trois départe- » ments.

» Au 31 décembre 1869, sur 85,000 kil. de chemins de grande communication classés, » 80,000 kil. étaient achevée ; sur 82,000 kil. de chemin d'intérêt commun, 63,000 kil. étaient » à l'état d'entretien. Quant aux chemins vicinaux ordinaires classés, ils avaient une étendue » totale de 384,000 kil.; le réseau subventionné comprenait 35,000 kil. à l'état d'entretien, » 102,000 à construire, plus 100,000 kil. déjà terminés. Le réseau non subventionné, 45,000 à » entretenir et 102,000 à terminer.

» De cette comparaison que nous venons de faire entre l'état actuel des chemins vicinaux et celui » des chemins ruraux, il résulte que la situation des chemins vicinaux de toute espèce est au- » jourd'hui très-bonne. Les chemins de grande communication et d'intérêt commun vont être » achevés prochainement ; le réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires sera presque » terminé en 1880, on pourra donc alors porter de grandes ressources sur le réseau non subven- » tionné et y comprendre beaucoup de chemins ruraux.

» Ainsi donc le législateur n'a plus guère à s'occuper des chemins vicinaux ; et nous devons » nous demander maintenant ce qu'il y a de mieux à faire pour les chemins ruraux. Nous savons » que leur situation légale est très-précaire, et que leurs ressources financières sont nulles dans » la plupart des communes. Faut-il chercher à combler dès aujourd'hui ces deux lacunes en leur » appliquant la loi de 1836, en les plaçant tous dans une 4^{e} classe de chemins vicinaux qui au- » raient, par exemple, pour ressources spéciales et obligatoires un ou deux nouveaux centimes » additionnels et une ou deux journées nouvelles de prestation ? Ce serait imposer aux com- » munes et aux contribuables une charge bien lourde, et cependant insuffisante ; car l'étendue » des chemins ruraux dépasse évidemment celle des chemins vicinaux de toute espèce, qui est » de 550,000 kil.

» Faut-il se borner aujourd'hui à améliorer leur état légal, en attendant que l'achèvement du » réseau subventionné des chemins vicinaux fournisse de nouvelles ressources, en donnant sur- » tout et dès à présent aux communes des moyens efficaces pour établir leur possession légale » sur l'ensemble des chemins ruraux pour compléter et conserver ce réseau ; et en permettant à » celles qui le voudront d'y appliquer des ressources spéciales ? Ce deuxième parti nous a paru » plus sage ; c'est celui qui avait été adopté dans le projet de code rural présenté au Corps lé- » gislatif en 1868. C'est le titre premier de ce code qui, modifié et résumé en sept résolutions » par la Commission dont M. Labiche était rapporteur, a été voté en 1870 par la Société des

» agriculteurs de France, et transmis au ministre de l'agriculture et du commerce. Nous pen-
» sons donc qu'il y a lieu de reprendre ces résolutions, et après les avois modifiées sur quelques
» points peu importants, de les voter de nouveau dans notre assemblée générale de 1873. Mais,
» pour donner à ce vote plus d'autorité, nous vous proposons de les soumettre d'abord à l'appro-
» bation des conseils généraux, en les priant de vouloir bien appuyer par leurs vœux la demande
» que nous allons présenter de nouveau au gouvernement et à l'assemblée nationale. »

Le 4e bureau appréciant hautement les motifs qui précèdent, propose les résolutions suivantes :

1. Une loi spéciale sur les chemins ruraux est nécessaire et urgente.

Le Conseil général du Nord émet le vœu que cette loi soit présentée et votée le plus tôt possible, sans attendre la solution à donner au projet du code rural.

2. Les chemins ruraux sont les chemins appartenant aux communes, affectés à l'usage du public, qui n'ont pas été classés comme chemins vicinaux.

3. La reconnaissance du caractère public de tous les chemins ruraux actuellement existant sera faite, après enquête, et conformément à l'avis du conseil municipal, par arrêté du maire approuvé par le préfet.

L'arrêté de reconnaissance sera notifié par voie administrative à chaque riverain en ce qui concerne sa propriété.

Cet arrêté établira la possession légale de la commune, s'il n'est pas contesté dans le délai d'un an et un jour à partir de sa notification.

4. — La législation des chemins vicinaux sur l'imprescriptibilité, la police, l'alignement, le redressement, l'ouverture, le déclassement de la voie, les extractions de matériaux, les subventions spéciales sera applicable aux chemins ruraux.

5. — Les communes auront le droit de s'imposer des charges spéciales destinées aux chemins ruraux.

6. — Dans le cas où la commune ne pourrait pas, ou ne voudrait pas réparer ou entretenir un chemin rural, la majorité des intéressés pourra, sous certaines conditions de nombre et d'importance des intérêts, constituer un syndicat chargé des travaux avec ou sans le concours de la commune.

7. — Les décisions des syndicats régulièrement prises seront obligatoires pour tous les intéressés.

8. — Les chemins de desserte et sentiers d'exploitation qui ne servent qu'à la communication entre divers héritages sont la propriété indivise des maîtres de ces héritages, à moins de titre ou de possession contraire.

Tous les propriétaires dont ils desservent les héritages sont tenus les uns envers les autres de contribuer, dans la proportion de leur intérêt, à leur entretien et à leur réparation.

9. — Tous autres sentiers non publics pourront être supprimés par les propriétaires du fonds sur lequel ils ont été abusivement établis.

— Conclusions adoptées.

Canal de Dunkerque à Furnes.

M. Leurent, au nom du même bureau, présente un rapport sur un vœu relatif au canal de Dunkerque à Furnes, présenté par MM. Trystram et G. Lemaire.

Vœu.

La Commission départementale, dans son rapport, ayant déclaré qu'en ce moment la seule chose à faire lui paraissait être d'obliger la Compagnie concessionnaire à exécuter son cahier des charges, les signataires du vœu prient le Conseil général d'inviter la Commission départementale à faire donner à cette affaire la solution qu'elle a indiquée.

— Le 4e bureau propose d'accueillir favorablement cette proposition.

M. le Président explique l'embarras dans lequel s'est trouvée la Commission départementale pour mener à fin l'affaire dont il s'agit.

N'ayant pas le droit d'administrer, tout ce qu'elle pouvait faire, c'était de demander à l'Ingénieur chargé du service hydraulique quel était l'état du canal. Si l'Ingénieur répond qu'il est en mauvais état, que peut faire la Commission? Il faudrait l'indiquer. La Commission départementale ne peut pas intenter un procès sans autorisation du Conseil général, sauf dans le cas d'extrême urgence; elle n'avait donc pas autre chose qu'à constater les faits et à renvoyer la suite de l'affaire à l'Administration.

M. G. Lemaire fait remarquer qu'il y a un cahier des charges, qui impose aux concessionnaires des obligations qu'ils ont complètement méconnues depuis plusieurs années, ce qui a amené le mauvais état dans lequel se trouve le canal. Les signataires du vœu demandent qu'aujourd'hui la Commission départementale s'entende à ce sujet avec le Préfet, pour obliger les concessionnaires à se conformer aux clauses de leur traité.

M. le Président repète que la Commission départementale n'en a pas le droit, qu'elle ne doit pas administrer.

M. Plichon croit que la Commission départementale peut appeler l'attention du gouvernement sur la question.

M. le Président dit que si tel est le but de la proposition, rien n'empêchera la Commission départementale d'y donner suite.

— Le vœu proposé est émis.

Facteurs ruraux

Vœu.

M. Leurent présente un second rapport sur un vœu qui a été proposé pour l'amélioration du salaire des facteurs ruraux.

Il fait remarquer que ce vœu se trouvait compris dans les propositions du rapport de M. Trystram sur les postes qui ont été adoptées par le Conseil et qu'il n'y a pas lieu dès lors d'émettre un vœu nouveau.

M. Deleporte-Bayart (même bureau) fait le rapport qui suit :

Abattage prématuré des veaux.

Dans sa session de 1871, le Conseil général a émis l'avis que dans les villes ou communes populeuses possédant un abattoir public, la vente de la viande de veau ne soit permise qu'autant que ces animaux auraient atteint le poids de 100 kilogr. brut ou 60 kilogr. net de viande.

M. le Préfet a transmis cet avis à MM. les Maires des localités désignées en les priant de prendre un arrêté dans ce sens.

La mesure est aujourd'hui mise à exécution dans les principales villes du département savoir : Lille, Roubaix, Tourcoing, Valenciennes, Cambrai, Douai, Armentières, le Cateau, Fourmies, Solesmes, Le Quesnoy, Avesnes et Lannoy.

Quelques villes possédant des abattoirs publics ne l'ayant pas encore adoptée, M. le Préfet dans son rapport a fait reconnaître qu'il appelait de nouveau à ce sujet l'attention de MM. les Maires de ces villes.

La majorité du 4e bureau propose au Conseil général de vouloir bien donner acte à M. le Préfet de sa communication, et de plus, de vouloir bien émettre le vœu que le poids règlementaire des veaux destinés à la boucherie soit abaissé de 100 kilogr. à 60 kilogr. *minimum*, pourvu toutefois qu'ils aient atteint l'âge de 40 jours.

— Ces conclusions sont adoptées et le vœu est émis.

M. DE MARSILLY (5e bureau) présente les deux rapports qui suivent :

Chemin de grande communication N° 49. — Plan d'alignement. — Traverse de Denain.

Aux termes de l'article 44 de la loi organique départementale du 10 août 1871, le Conseil général opère la reconnaissance, détermine la largeur et prescrit l'ouverture et le redressement des chemins vicinaux de grande communication ou d'intérêt commun. Les délibérations qu'il prend à cet égard produisent les effets spécifiés aux articles 15 et 16 de la loi du 21 mai 1836. Le droit d'homologuer les plans d'alignement concernant les chemins vicinaux de grande communication ou d'intérêt commun, est compris dans celui de fixer la largeur des chemins dont il s'agit. Ce droit appartient, dès lors, au Conseil général.

En conséquence, M. le Préfet vient soumettre l'avant-projet présenté par MM. les Ingénieurs des ponts-et-chaussées pour le règlement des alignements du chemin vicinal de grande communication N° 49, de Denain à Mastaing, dans la traverse de Denain.

Le plan a été étudié de manière à régulariser les alignements en donnant partout une largeur d'au moins 10 m. 80.

L'enquête ouverte dans la ville de Denain n'a donné lieu à aucune réclamation ni observation et le Conseil municipal propose d'approuver l'avant-projet, sous la réserve que les escaliers qui se trouvent frappés d'alignement seront conservés et que les propriétaires ne seront pas inquiétés à ce sujet.

Cette réserve indiquée par le Conseil municipal de Denain est adoptée depuis quelque temps par le Conseil d'État pour les traverses de grande voirie, et rien ne s'oppose à ce que cette disposition soit étendue aux traverses de voirie vicinale.

Dans ces conditions, M. le Préfet propose au Conseil général de fixer les alignements du chemin de grande communication N° 49, dans la traverse de Denain, conformément aux lignes rouges du plan, avec la réserve que les perrons ou marches en saillie sur l'alignement, existant au moment de l'émission de l'arrêté à intervenir, pourront être entretenus et, au besoin, reconstruits jusqu'à l'époque où seront réédifiés les bâtiments dont ils dépendent.

Après examen des plans, devis, rapports et pièces jointes à l'appui de cette proposition, le 5e bureau a été d'avis qu'il y avait lieu de la part du Conseil général de la voter.

— Conclusion adoptée.

Chemin de grande communication N° 78 — Ceinture de Valenciennes. — Prolongement.

M. le Préfet a communiqué au Conseil général : 1° une délibération du Conseil municipal de Valenciennes, tendant à ce que le chemin de grande communication N° 78, formant ceinture à l'est de cette ville, soit prolongé jusqu'à la route nationale N° 45, en avant de la porte de Lille ; 2° le projet d'exécution de ce prolongement dressé par MM. les Ingénieurs des ponts-et-chaussées, accompagné d'un procès-verbal de conférence avec le Génie militaire.

D'après ce projet que M. l'Ingénieur en chef considère comme utile, la dépense à faire est évaluée à 47,644 fr. 50 c., y compris 6,644 fr. 50 c. d'indemnités de terrains ; une subvention de 7,800 fr. serait sollicitée sur les fonds de l'État, le département contribuerait dans le surplus du montant des travaux, jusqu'à concurrence de deux tiers, soit d'une somme de 22,133 fr., l'autre tiers et les indemnités de terrains s'élevant ensemble à 17,711 fr 50 c. seraient à la charge nes communes.

Cette affaire n'a encore été soumise à aucune des formalités d'instruction nécessaires. Avant de les ordonner, M. le Préfet prie le Conseil général de vouloir bien se prononcer en principe sur la suite qui devra y être donnée.

Ainsi que l'expose très-bien la délibération du Conseil municipal de Saint-Saulve, datée du 5 août 1872, cette nouvelle communication serait d'un très-grand avantage pour les communes de Saint-Saulve, Onnaing et Quarouble, et augmenterait sensiblement leur prospérité ; car, dans l'état actuel des choses, les voitures sont obligées de traverser la ville avec un parcours considérable, et lorsque des réparations ont lieu dans les fortifications ou aux ponts-levis, il faut faire un détour de plus de deux kilomètres ; car le chemin, dit des Allées, n'est qu'un chemin de terre, impraticable les trois quarts de l'année.

Le Conseil municipal de Valenciennes, dans sa délibération du 7 février 1872, avait demandé cette prolongation, et que le chemin, dit des Allées, fût classé au nombre des chemins de grande communication, à titre de prolongement du chemin N° 78.

MM. les Ingénieurs ont instruit l'affaire ; leur avis est favorable.

Le classement de chemin aurait l'utilité de compléter le chemin de ceinture autour de Valenciennes, de permettre aux industriels de Saint-Saulve, de Marly et d'autres communes, un accès facile à la gare de Valenciennes sans passer par la ville et de leur éviter les formalités d'octroi.

Lorsqu'une des portes du Quesnoy, de Famars et de Mons sera fermée pour une raison quelconque, le prolongement du chemin de ceinture permettra la communication entre les deux rives de l'Escaut.

La longueur du tronçon est de 2,274 m. 60, y compris 635 m. 50 à emprunter aux routes nationales N^{os} 29 et 45 ; ce qui réduit la longueur à construire à 1,639 m. 10.

Le montant total de la dépense est de 47,644 fr. 50 c., non compris les acquisitions des terrains, pour une valeur de 6,644 fr. 52 c.

M. l'ingénieur en chef émet l'avis que si le Conseil général adopte en principe le prolongement du chemin N° 78 jusqu'à la route nationale N° 45 en avant de la porte de Lille et s'il approuve les projets présentés, il conviendrait :

1° De prendre à la charge du département une somme égale aux deux tiers de la dépense des travaux, déduction faite du subside à attendre de l'État, soit. fr. 22,133 00

2° De solliciter de l'État une subvention sur les fonds du Trésor, soit. . . 7,800 00

3° De répartir entre les 14 communes intéressées dont il donne la liste, le restant de la somme, soit. 17,711 50

Total. . . . fr. 47,644 50

Le 5e bureau a reconnu l'utilité incontestable du prolongement demandé par le Conseil municipal de Valenciennes; les projets étudiés par les ingénieurs ont paru complets, et l'avis de M. l'ingénieur en chef lui semble devoir être adopté en entier sauf sur un seul point relatif à la répartition de la dépense entre les communes intéressées, que le bureau propose de laisser à M. le Préfet le soin de fixer par un arrêté spécial après enquête.

Cette modification est motivée par ce fait que des communes nouvelles sont appelées à participer à la dépense et qu'elles n'ont pas été entendues.

En conséquence le 5e bureau propose les résolutions suivantes :

I. — Le Conseil général adopte en principe le prolongement du chemin N° 78 jusqu'à la route nationale N° 45 en avant de la porte de Lille, et il approuve les projets donnés à cet effet par MM. les ingénieurs des Ponts-et-chaussées;

II. — Pour subvenir à la dépense évaluée à la somme de : 47,644 fr. 50,

1° Il sera demandé à l'État une subvention sur les fonds du Trésor, de fr. 7,800 00

2° Le département prendra à sa charge une somme égale aux deux tiers de la dépense des travaux, déduction faite des subventions de l'État, soit . . . 22,133 00

3° Une sommme égale au tiers de cette dépense sera fournie par les communes intéressées et réparties entre elles dans les proportions que fixera un arrêté spécial à rendre par M. le Préfet, soit. 17,711 50

Total. . . . fr. 47,664 50

— Ces conclusions sont adoptées.

M. J. Brame donne lecture de deux vœux suivants:

Tabacs. — Vœux.

« Les soussignés, membres du Conseil général, ont l'honneur dep roposer au Conseil général, d'émettre les vœux suivants :

» 1° Le prix des tabacs communs sera réduit au taux où il était avant la fixation qui leur a été dornée par la dernière loi.

» 2° La loi du 25 avril 1816 autorise chaque consommateur à s'approvisionner dans chaque bureau, de un kilogramme par jour.

» Un ordre de la direction général des Contributions indirectes défend de donner plus de 50 grammes par jour.

» Les soussignés demandent que la loi du 28 avril 1816 soit observée. »

Signé : Jules Brame, Desrousseaux, Des Rotours, Van der straeten, Maurice, C Descat, Alfred Billet, Marie-Soufflet.

— Ces vœux sont renvoyés au 1er bureau.

M. Roussel-Defontaine, au nom du 1er bureau, donne lecture du rapport qui suit :

Chemin de fer de Béthune à Roubaix, Tourcoing par Armentières.

« M. Dathis, banquier à Lille, demande la concession d'un chemin de fer de Béthune à Roubaix, Tourcoing par Armentières.

» A l'appui de sa demande, il a déposé les pièces réclamées par l'ordonnance du 18 février 1834 :

» 1° Un plan général ;

» 2° Un profil longitudinal ;

» 3° Un profil en travers ;

» 4° Un mémoire descriptif et estimatif ;

» 5° Le tableau des droits à percevoir et l'évaluation de trafic probable

» La ligne projetée se compose de deux sections :

» La première d'Armentières à Roubaix ;

» La seconde de Béthune à Armentières.

» La première section comprend une ligne qui part d'Armentières, passe par Houplines, Quesnoy-sur-Deûle, Linselles et vient se raccorder à la gare à établir à l'entrée de la ville de Tourcoing, sur le Chemin de fer du Nord-Est, de Menin à Somain, et bifurque ensuite vers Roubaix

» La deuxième section comprend une ligne qui part de Béthune, passe par Annezin, Hinges, Locon, Vieille-Chapelle, emprunte l'extrémité du territoire de La Gorgue et aboutit à Laventie où elle vient se souder au chemin de fer d'Armentières à Berguette.

» Le 5e bureau est unanime pour reconnaître l'utilité incontestable de la section d'Armentières à Roubaix-Tourcoing ; cette ligne dont le parcours n'est que de 23 kilomètres 1/2, mettra en communication directe quatre chefs-lieux de cantons d'une population de 230,000 habitants, savoir :

Roubaix	90,000
Tourcoing	90,000
Armentières	30,000
Quesnoy-sur-Deûle	20,000
	230,000

» Les grands centres industriels de Roubaix et de Tourcoing seront plus directement en relations avec les ports de Dunkerque, Calais, Boulogne etc. et les arrondissements d'Hazebrouck et de Dunkerque.

» Les communes d'Houplines, Frelinghien et Linselles, dont l'importance grandit chaque jour, seront enfin dotées d'un moyen rapide de transport qui les mettra au niveau des autres localités pour leurs relations commerciales et industrielles.

» Le revenu par kilomètre est estimé à 31,701 fr. Cette évaluation ne paraît pas exagérée si l'on considère que le mouvement considérable d'affaires des centres industriels de Roubaix, Tourcoing et Armentières, se chiffre annuellement par fr. six ou sept cent millions et que ces trois

gares reçoivent 659,321 tonnes (1) de marchandises diverses qui donnent lieu à une recette de 1,350,000 fr. par an :

Roubaix.	810.000 fr.
Tourcoing.	241.000
Armentières.	299.000
Total. . .	1.350.000 fr.

» Il eût été peut-être utile aux intérêts de la ligne projetée de relier Bousbecques avec la gare de Linselles par un petit embranchement. On rouit à la Lys, qui passe dans cette commune, 35 millions de kilogrammes de lin par an. Nous appelons la sérieuse attention du demandeur en concession sur ce projet.

» Les transports pourront se faire sur cette voie dans d'excellentes conditions. Le maximum des pentes et des rampes est de dix millimètres et ce maximum n'est atteint qu'en deux points, sur une longueur totale de 1427 mètres. Partout ailleurs, les pentes et les rampes n'ont que six millimètres.

» Votre 5e bureau n'a pas reconnu le même degré d'utilité à la section de Béthune à Armentières par Laventie. L'objectif de cette ligne est de desservir les intérêts locaux, entre Béthune et Laventie et entre Armentières et Roubaix et, en outre d'approvisionner de charbons du Pas-de-Calais, les centres de Laventie, d'Armentières, de Roubaix, de Tourcoing. Or, les intérêts locaux entre Béthune et Laventie sont peu importants. — Quant à Roubaix, d'après un rapport de M. l'Ingénieur Menche de Loisne, la distance par la nouvelle ligne serait égale à celle actuelle par les lignes existantes. Pour Tourcoing, il y aurait à peine deux kilomètres de différence.

» Quant à Laventie et Armentières, il résulte d'un tableau de distances joint au dossier, qu'il n'y aurait d'abréviation de parcours que pour les charbonnages de Nœux, Bruay et Marles dont la production est évaluée à 6 millions environ de kilog.

» Une considération qui nuira à l'efficacité de cette ligne pour le transport des charbons, c'est qu'en empruntant le Nord-Est, de Laventie à Armentières, elle devra payer à celui-ci 0 fr. 05 de droit de péage par kilomètre sur la section parcourue. Une autre considération a engagé le 5e bureau à vous proposer d'ajourner votre décision relativement à la section de Béthune à Armentières: c'est que cette ligne pourrait venir se raccorder d'une manière plus avantageuse pour le département, en se soudant à la gare d'Estaires ou de Merville, de manière à desservir le centre important de La Gorgue, Estaires et Merville.

» Il résulte d'un contrat passé entre M. Dathis et M. Victor Despret, que l'exvloitation de la ligne d'Armentières à Roubaix-Tonrcoing serait faite par la Compagnie du Nord-Central. Cette combinaison nous a paru avantageuse. L'exploitation se fera dans de meilleures conditions par une Compagnie qui possède déjà un réseau important.

» Par ces motifs, le 5e bureau est d'avis qu'il y a lieu d'inviter M. le Préfet à concéder, au nom du département :

(1) Non compris 90,777 tonnes qui arrivent par le canal de Roubaix.

» 1° A M. Dathis, banquier à Lille, la ligne d'Armentières à Roubaix-Tourcoing par Houplines, Quesnoy-sur-Deûle et Linselles ;

» 2° D'accorder à ce chemin une subvention de un franc ;

» 3° De stipuler que ce chemin de fer sera construit dans un délai de deux ans à partir de l'approbation définitive du projet, et que toutes les pièces nécessaires à l'instruction de ce chemin seront déposées à la Préfecture, dans un délai de six mois, à partir de la signature de la concession, toutes autres clauses conformes aux cahiers des charges des chemins de fer d'intérêt local du département du Nord et à la Convention approuvée par le Conseil général pour les lignes adjugées à la Compagnie de Lille à Valenciennes.

» 4° D'autoriser M. Dathis à concéder l'exploitation à la Compagnie du Nord-Central, mais à la condition formelle que la rétrocession à toute autre Compagnie ne pourra avoir lieu sans l'autorisation du Conseil général ;

» 5° D'ajourner l'octroi de la concession de la ligne de Béthune à Armentières, pour la partie qui emprunte le territoire du département du Nord, jusqu'à l'époque où l'on connaîtra la décision du Conseil général du Pas-de-Calais, et qu'un autre tracé plus conforme aux intérêts du département sera présenté. »

— Ces conclusions sont adoptées.

Au nom du même bureau, M. MAILLIET lit le rapport ci-après :

Chemin de fer. — Convention entre le Nord et le Nord-Est.

« Une lettre de M. le Ministre des Travaux publics informe M. le Préfet que des questions de compétence, soulevées par la Compagnie du Nord-Est à l'occasion de la cession à la Compagnie du Nord de l'exploitation de son réseau, ont déterminé l'administration supérieure à renvoyer à la Commission centrale des chemins de fer, l'examen de cette affaire, susceptible de donner lieu à des suites contentieuses.

» La solidarité existant entre le département et l'Etat en ce qui touche la garantie d'intérêt, » l'assurance itérativement donnée par le ministère des Travaux publics que le droit d'inter- » vention et d'appréciation du département sur toutes questions de nature à modifier les » conditions qui ont déterminé la concession directe faite au Nord-Est, serait scrupuleusement » respecté, » la reconnaissance par le Ministre des Travaux publics lui-même devant la Commission du Corps législatif du droit de l'administration d'annuler le traité intervenu entre le Nord et le Nord-Est et son affirmation que rien ne serait fait en dehors du concours des départements engagés dans la question, ne peuvent nous laisser aucun doute sur la volonté de l'État de ne prendre aucune résolution sans s'être, au préalable, concerté avec son co-intéressé.

» En conséquence, le Conseil général du Nord déclare repousser formellement la convention intervenue entre le Nord et le Nord-Est sans aucune autorisation préalable, et protester énergiquement contre la prétention du Nord-Est d'avoir, en concluant le traité dont il s'agit, usé d'un droit indépendant, absolu et indiscutable ;

» Prie M. le Ministre de s'opposer à l'exploitation des lignes déjà construites ou de celles qui le seraient à l'avenir par toute autre entreprise que celle du Nord-Est et à ce que, sur ce point comme sur tous autres, la Compagnie du Nord-Est ne puisse, sous aucun prétexte, apporter

une dérogation quelconque aux conditions de sa concession, jusqu'à ce qu'une entente se soit établie, s'il y a lieu, entre cette Compagnie et les intéressés ;

» Et dans le cas où, contrairement à l'opinion du Conseil général, qui considère le gouvernement comme armé de pouvoirs suffisants pour résoudre les questions posées, elles seraient cependant de nature à exiger une sanction judiciaire pour empêcher l'exploitation du réseau du Nord-Est par la Compagnie du Nord ou toute autre, sans autorisation préalable, le Conseil général demande expressément qu'elles soient soumises au Conseil d'État pour qu'il soit statué, dans le plus bref délai, sur les obligations qui résultent pour la Compagnie du Nord-Est des conventions par suite desquelles elle a été investie de sa concession.

M. Goussard fait remarquer que la question de droit lui paraît absolument réservée, sans que pour cela il soit nécessaire de s'opposer à l'exploitation. Il prie ses collègues de ne pas oublier qu'une partie du département, celle qu'il a l'honneur de représenter, est absolument privée de chemins de fer, et qu'il ne lui en a été accordé que récemment, sans qu'elle en ait encore la jouissance. N'y aurait-il pas pour cette partie du département un préjudice extrêmement sérieux dans un nouvel ajournement?

L'honorable membre répète qu'à son avis, il n'est pas nécessaire de réserver la question d'exploitation pour laisser entière la question de droit. Jamais un fait de possession irrégulier n'a eu d'influence sur le fond du droit. D'abord on peut douter qu'on puisse s'opposer à l'exploitation, mais quand même on ne s'opposerait pas, cela ne peut rien faire au point de vue de la régularité de la convention et du droit que la Compagnie du Nord-Est avait ou n'avait pas de se passer de l'autorisation de l'Etat et du département.

M. Testelin se plaint que les rapports les plus importants soient toujours présentés tardivement par le 5e bureau, et il demande l'ajournement de la discussion.

Le Rapporteur accepte l'ajournement et explique que la compétition des intérêts qui s'agitent autour de ces questions, est la seule cause du retard signalé.

M. le Président prononce l'ajournement.

M. Des Rotours (5e bureau) présente le rapport suivant sur les chemins d'intérêt commun :

Chemins vicinaux d'intérêt commun

« Le réseau de la moyenne vicinalité comprend 124 chemins d'une longueur totale de 745 kil. 222 m.

» Le rapport d'ensemble de M. le Préfet, les rapports spéciaux de MM. les Agents-voyers, nous permettent d'apprécier la situation du réseau. Ils contiennent surla marche du service, le montant des ressources et des dépenses, l'état d'avancement des travaux en cours d'exécution, sur ceux à entreprendre, les renseignements les plus complets.

» Il suffira de résumer, dans une analyse rapide, les parties de ces rapports à l'occasion desquelles le Conseil général est appelé à formuler des résolutions ou à voter des crédits.

EXERCICE 1871.

Ressources.

» Les ressources de toute nature de l'exercice 1871 se sont élevées (y compris l'excédant de

ressources à la clôture de l'exercice 1870, et les ressources affectées aux restes à payer de la même année,) à . . . . . fr. 1,144,427 97

» Les dépenses ont été de. . . . . fr 751,136 66

» L'exercice de 1871 se règle définitivement par un excédant de ressources de 393,291 33

» S'appliquant aux dépenses autorisées faites ou à faire jusqu'à concurrence de 366,767 26

» Reste libre sur fonds départementaux 26,524 07

PROPOSITIONS DE TRAVAUX POUR L'ANNÉE 1873.

» Les propositions de travaux se divisent en trois catégories distinctes :

» 1° Travaux de construction sur les chemins qui ne sont pas encore à l'état d'entretien ; — nouveaux classements ;

» 2° Travaux de restauration ou de grosse réparation sur des chemins construits ;

» 3° Travaux d'entretien.

» *Travaux de construction sur des chemins qui ne sont pas encore à l'état d'entretien.* — Cinq chemins classés comme lignes d'intérêt commun :

Sous les numéros 90 de Genech à Baisieux ;
— 94 de Seclin à Vendeville ;
— 105 de Wallers à Hasnon ;
— 108 de Lille à La Madeleine ;
— 110 de Wattignies à Faches ;

n'avaient pu jusqu'ici s'effectuer en raison du refus persistant des communes à accepter, dans la construction des chemins, une part contributive supérieure à celle qui leur est imposée par la loi de 1868, pour la construction des chemins vicinaux ordinaires.

» Le Conseil général ayant, dans sa session de 1869, porté à la proportion de 78 °/₀ le concours du département dans les dépenses de construction de ces cinq chemins, les Conseils municipaux intéressés ont voté, à l'exception d'un seul, les contingents qui leur étaient demandés, d'après cette nouvelle base.

Chemin 90, *de Genech à Cysoing.*

» La dépense, évaluée à 85,000 fr., serait répartie comme suit :

Département 78 °/₀, ci. . . . . 66,300 fr.

Les communes 22 °/₀, soit 18,700 fr., savoir :

Cysoing	10,000
Baisieux	6,600
Gruson	2,100
	85,000 fr.

Chemin 94, *de Seclin à Vendeville.*

» La section de cette ligne comprise entre Templemars et Vendeville, a été construite il y a quelques années. Il reste à construire la section située entre Templemars et Seclin, d'une longueur de 2,380 mètres.

» MM. les Agents-voyers ont évalué la dépense à 65,000 fr., et proposent de la répartir de la manière suivante :

Subvention départementale 78 %, soit..	50,700 fr.
Les communes 22 %, soit 14,400 fr., savoir :	
Seclin	10,582
Templemars	3,003
Vendeville	715
	65,000 fr.

» Un de nos collègues insiste sur la prompte exécution de ce chemin. Le retard apporté dans son achèvement est surtout dommageable en ce qui concerne les abords de Seclin et de Templemars, où la circulation est la plus active. Pour donner satisfaction au vœu formulé par notre collègue, votre 5e bureau invite MM. les Agents-voyers à faire entreprendre simultanément les travaux du chemin à ses deux extrémités, vers Templemars et Seclin.

Chemin N° 105 de Wallers à Hasnon.

» La longueur totale à construire en pavage, comprend.	2,542 m.

» La dépense est évaluée à 70,000 fr et repartie comme suit :

Le département 78 p. %, soit	54,600 fr.
Les communes 22 p. %, soit 15,400 fr., savoir :	
Hasnon	3,000
Wallers	3,761
Souscriptions particulières.	8,639
	70,000 f.

Chemin N° 108 de Lille à la Madeleine.

» Les travaux à faire sur ce chemin, sont évalués à.	30,000 fr.

et seraient répartis comme suit :

Le département 78 p. %, soit.	23.400
Les communes 22 p. %, soit 6,600 fr., savoir :	
Lille	3,126 fr.
La Madeleine.	3,474
	30,000 f.

« Il reste à obtenir des riverains la cession gratuite du sol du chemin.

» Dans une lettre jointe au dossier, M. le Maire de la Madeleine nous fait connaître que cet abandon est consenti, dès à présent, par les propriétaires. — Dans cette situation le 5e bureau, conformément aux propositions de M. le Préfet, propose de voter la subvention départementale, mais sous la réserve formelle, que préalablement à la mise en adjudication, les actes d'acquisition gratuite des terrains auront été régulièrement passés.

Chemin N° 110 de Wattignies à Faches.

» La construction des lacunes existantes sur cette ligne présentant une longueur totale de 1,875 mètres, nécessite une dépense de . . . . . 65,600 fr.

à répartir comme suit :

Le département, 78 p. %.	51,168
Les communes, 22 p. %, soit 14,432 fr., savoir :	
Faches	7,216
Templemars.	722
Wattignies	6,494
	65,600 f,

» La commune de Templemars demande que le contingent qui lui est assigné soit réduit de 722 fr. à 422 fr. Il s'appuie sur la circonstance que la ligne projetée, ne faisant que toucher une partie de son territoire, sans se rapprocher de l'agglomération, ne présente qu'un intérêt secondaire pour la circulation vicinale de la commune.

» MM. les Agents-voyers repoussent cette réclamation ; ils estiment que la part contributive qui est demandée à Templemars n'a rien d'exagéré, surtout si l'on tient compte qu'elle est répartie en trois ans et peut être acquittée en prestation. Votre 5e bureau, tout en reconnaissant l'intérêt qui s'attache à la commune de Templemars surchargée de centimes, ne pense pas qu'il y ait lieu d'accueillir sa demande, et vous propose en conséquence de maintenir la somme de 722 fr.

» L'observation présentée à l'occasion du chemin N° 94, a été reproduite pour le chemin N° 110, M. l'Agent-voyer chef veillera, nous n'en doutons pas, à ce qu'il en soit tenu compte, et à ce que les travaux de pavage à exécuter pour la construction de ce chemin soient simultanément entrepris vers Faches et Wattignies.

» Sous le bénéfice des observations qui précèdent, votre 5e bureau propose d'accepter la répartition de la dépense nécessaire pour la construction des cinq chemins ci-dessus dénommés, conformément aux propositions de M. le Préfet.

TRAVAUX DE GROSSES RÉPARATIONS. — NOUVEAUX CLASSEMENTS.

» Dans sa session de 1869, le Conseil général s'était imposé, comme règle, de ne plus procéder au classement de nouveaux chemins d'intérêt commun, et de n'autoriser sur ceux existants des travaux de grosse réparation ou de reconstruction qu'à titre tout-à-fait exceptionnel. Cette

réserve était commandée tout à la fois, et par la situation du budget départemental et aussi par la loi de 1868. On sait qu'une disposition de cette loi, exclut la moyenne vicinalité de notre département, de la possibilité de participer aux prêts de la caisse des chemins vicinaux ordinaires.

» Cette disposition devait forcément concentrer notre activité sur cette dernière catégorie de chemins, alors que les emprunts à faire à la caisse des chemins vicinaux constituaient notre principale ressource. Mais depuis lors, la situation s'est modifiée : d'une part, l'interversion qui s'est établie depuis 1869, dans les conditions d'un grand nombre de nos chemins ; l'impossibilité pour quelques communes de maintenir à l'état de viabilité des chaussées faiblement construites en vue des besoins d'une circulation exclusivement agricole et sur lesquelles l'ouverture de gares de chemins de fer, ou la construction d'établissements industriels concentrent des transports en dehors de leur destination primitive, rendent indispensable l'intervention du département, à péril de compromettre de la manière la plus grave les intérêts de la circulation. Cette situation est accusée par les délibérations des Conseils d'arrondissement et par les rapports de MM. les agents-voyers.

» D'un autre côté, la restitution par l'Etat dans la caisse du département des dépenses faites pour les besoins de la défense nationale, va mettre à notre disposition des ressources importantes. L'application d'une partie de ces fonds à l'amélioration de la moyenne vicinalité, insuffisamment dotée jusqu'à présent, ne constituerait-elle pas un emploi des plus utiles et des plus fructueux de ces ressources disponibles ?

» Les Conseils d'arrondissement insistent pour que l'on étudie le classement comme chemins d'intérêt commun, des lignes ci-après :

1° Chemin vicinal N° 2, de la commune d'Aulnoy ;

2° Chemin vicinal de Templemars à la route Nationale N° 25, lequel formerait annexe du chemin d'intérêt commun N° 94 ;

3° Chemin vicinal de Rubrouck à la route départementale N° 21 ;

4° Chemin vicinal de Moncheaux à la gare de Leforest ;

5° Chemin vicinal de la gare de Fretin, à la route Nationale N° 17 ;

6° Chemin vicinal de l'Abbaye de Marquette ;

7° Chemin vicinal de Cattenières à Haucourt, formant prolongement du chemin d'intérêt commun N° 118.

» Il semble que l'intervalle qui nous sépare de notre prochaine session puisse être utilisé par le service des agents-voyers, pour préparer un travail d'ensemble présentant une étude comparative des demandes diverses de classement qui ont été faites, des besoins qui se sont révélés, et des voies et moyens pour les satisfaire.

» Sans doute il faut prendre garde, en accueillant trop facilement les demandes de classement ou de restauration, que nous engagions les finances du département dans une voie périlleuse; mais la crainte de ce danger possible doit-elle nous faire continuer à repousser toutes les demandes de classement ou de travaux de restauration qui présentent un caractère d'urgence ?

» Le pays a eu à faire d'énormes sacrifices ; les charges les plus lourdes pèsent sur l'agriculture et l'industrie ; en retour, ne devons-nous pas leur procurer toutes les facilités de production, qui sont en notre pouvoir : diminuer les frais de transport, ouvrir de nouveaux débouchés,

améliorer ceux existants, n'est ce point le meilleur moyen d'arriver à ce résultat? Alors que l'ouverture de lignes nouvelles de chemin de fer, quand la construction d'établissements industriels ont concentré sur certaines lignes une circulation en dehors de la destination primitive des chemins, n'est-il point de toute justice que le département vienne au secours des communes impuissantes à en assurer la réparation et l'entretien et prenne sa part des dépenses nécessitées par la circulation générale ?

» C'est un fait constant que certaines lignes d'intérêt commun subissent annuellement une circulation kilométrique supérieure à celle de chemins de grande communication plus largement dotés. Il est également constant que quelques uns de nos cantons sont tenus complètement en dehors de toute participation aux ressources de la moyenne vicinalité. Les règles d'une bonne justice distributive ne comportent-elles point d'ailleurs que dans les études nouvelles, on s'efforce de réparer ces inégalités?

» A l'époque encore peu éloignée où le département se bornait à participer aux dépenses de construction de la moyenne vicinalité et restait étranger aux dépenses d'entretien, il est arrivé souvent, qu'après la construction de lignes de moyenne vicinalité, les communes sur le territoire desquelles elles s'étendaient en ont demandé et obtenu le déclassement. Le maintien du classement après la construction était sans intérêt pour les communes, la caisse départementale restant étrangère aux dépenses d'entretien.

» Aujourd'hui que le département a posé en principe sa participation, dans la proportion d'un tiers, aux dépenses d'entretien, les déclassements produisent les conséquences les plus regrettables. Un certain nombre de chemins auxquels le département a reconnu le caractère des lignes d'intérêt commun et qu'il a subventionnés comme telles au moment de leur construction, se trouvent dans un état d'abandon qui les rend impropres à la destination qui avait motivé l'intervention du département.

» Sans doute il serait exorbitant de réintégrer de plein droit, dans le réseau de la moyenne vicinalité, tous les chemins déclassés après leur construction; mais on ne saurait non plus méconnaître que dans le travail qui vous sera soumis, plusieurs d'entr'eux devront fixer l'attention de MM. les Agents-voyers. — Cette question est soulevée par le Conseil d'arrondissement de Douai, à l'occasion d'une réclamation de la commune d'Auby, qui demande le reclassement du chemin N° 11.

» La haute aptitude de M. l'Agent-voyer en chef et de ses utiles auxiliaires; la sollicitude attentive que le premier magistrat du département apporte dans les différentes branches du service, nous donnent l'assurance qu'il sera tenu compte de ces divers intérêts, et que dans le travail d'ensemble qui nous sera soumis, on ne perdra pas de vue que, si le Conseil général a la volonté d'assurer tous les travaux nécessaires, il considère comme son premier devoir d'apporter dans le règlement des dépenses départementales la plus vigilante économie.

» En conséquence, votre 5e bureau vous propose d'inviter M. le Préfet à faire dresser par le service vicinal, un état des chemins dont le classement paraîtrait urgent et des travaux de grosse réparation à entreprendre sur les chemins déjà classés.

» En attendant cette œuvre d'ensemble, dont le résultat ne nous sera connu que lors de notre prochaine session, votre 5e bureau vous demande de voter, conformément aux propositions de M. le Préfet:

Un subside de 8,000 fr. pour la restauration du chemin N° 109, dit chemin de ceinture

de Douai. Les travaux évalués à une dépense totale de 19,050 fr. seraient supportés par les communes jusqu'à concurrence de 10,160 fr. Toutes ont voté leur contingent, sauf celle de Roost; mais le Conseil d'arrondissement de Douai vous propose de passer outre et de considérer son refus comme mal fondé.

» Votre 5e bureau partage cette appréciation.

» M. l'Agent-voyer en chef appelle en outre votre attention sur les chemins :

N^os 60 bis, de Valenciennes à Orsinval;
57, de Saint-André à la Lys;
87, de Gommegnies à Roisin;
85, de Solesmes à Haspres.

» L'état de ruine du premier de ces chemins avait déterminé M. le Préfet à inscrire au budget rectificatif de 1870, un subside destiné à la substitution du pavage à l'empierrement, sur une longueur de 4,340 mètres. Le Conseil général, sans méconnaître le bien-fondé de la demande, s'était refusé à l'accueillir dans la crainte de constituer un précédent.

» Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a insisté pour un nouvel examen de l'affaire. Les rapports de MM. les Agents-voyers constatent une progression dans les détériorations, et appellent de nouveau votre attention sur les conditions exceptionnelles qu'y présente la circulation. Les dépenses d'entretien, qui s'élèvent annuellement à 10,500 fr., sont restées impuissantes à empêcher la destruction de la chaussée. Le chemin aboutit à Valenciennes, et le voisinage des fabriques de sucre et l'exploitation des houillères y concentrent des transports pondéreux que la chaussée, dans ses conditions actuelles, est impuissante à supporter.

» En raison de la circulation exceptionnelle qui se produit sur ce chemin, de sa ruine presque complète, malgré les dépenses considérables faites pour son entretien, votre 5e bureau estime qu'il y a lieu d'y exécuter sans retard le projet de restauration précédemment proposé et de lui allouer un subside de 57,000 fr. Le vote de pareille somme par les communes intéressées démontre de la manière la plus concluante le caractère d'urgence des travaux.

» L'allocation faite à ce chemin dans des conditions exceptionnelles ne saurait constituer un precédent. Sous cette réserve, votre 5e bureau vous propose de voter le subside de 57,000 fr., nécessaire pour l'exécution de cet utile travail. La dépense totale s'élèverait à 113,000 fr., répartis comme suit :

Préseau	fr.	17,875 20
Marly	»	6,128 72
Aulnoye	»	3,064 36
Saultain	»	3,064 36
Valenciennes	»	11,491 36
Souscriptions particulières . . .	»	14,376 »
		56,000 »
Subvention départementale . .	fr.	57,000 »
Total	fr.	113,000 »

» La subvention départementale serait répartie en deux ans. Vous auriez, par suite, à inscrire au sous-chapitre 4, § 1er, la somme de 28,500 fr.

» Les mêmes considérations s'appliquent aux chemins N° 57, de Saint-André à la Lys; 87, de Gommegnies à Roisin, et N° 85, de Solesmes à Haspres.

» En ce qui concerne le chemin N° 57, de Saint-André à la Lys, des études ont été faites, qui portent la dépense à 78,500 fr ; MM. les agents-voyers proposent de la répartir comme suit :

Subvention départementale	40,000 fr.
Ville de Lille.	20,000
Saint-André	7,500
Verlinghem	7,000
Frelinghem	7,000
	78,500 fr.

» Si le Conseil général acceptait cette proposition, les communes seraient consultées pour le vote de leurs parts contributives.

» Quant aux chemins Nos 87 et 85 les projets ne sont pas produits. Il y a lieu d'inviter MM. les Agents-voyers à les dresser sans retard, pour qu'il puisse être statué à la prochaine session.

» Dans votre séance du 11 novembre 1871, vous avez donné un avis favorable au vœu émis par le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck, tendant à incorporer au chemin vicinal d'intérêt commun N° 122, de Merville à Estaires, la rue des Capucines, de la ville de Merville, et la rue de la Gorgue, de la ville d'Estaires. Le 5e bureau vous propose de rendre cet avis définitif, et de déclarer que la rue des Capucines, de la ville de Merville, est incorporée au chemin d'intérêt commun N° 122, sur une longueur de 355 mètres, et que la rue de la Gorgue, de la ville d'Estaires est également incorporée au même chemin sur une longueur de 160 mètres, conformément au plan annexé au rapport de MM. les Agents-voyers.

» Il vous propose également de fixer à 59 % le degré d'intérêt de Merville et à 41 % celui d'Estaires, dans la répartition des dépenses d'entretien. Ces chiffres, proposés par le service vicinal ont été adoptés par les deux villes, et le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck y a donné son adhésion.

» Depuis plusieurs années, les Administrations départementales du Nord et du Pas-de-Calais s'étaient préoccupées de l'établissement, entre la station d'Ebblinghem et le Pont-Asquin, d'un chemin d'intérêt commun faisant suite au chemin de grande communication N° 86 (du Pas-de-Calais), de Thérouane à Cassel. Le caractère d'urgence de cette ligne ne saurait être contesté.

» Le département du Pas-de-Calais a offert une subvention de 12,500 fr. pour l'établissement de ce chemin exclusivement situé sur notre département.

» Les communes du Nord ayant accepté les contingents qui leur sont demandés, votre 5e bureau vous propose de classer cette ligne comme chemin d'intérêt commun, de lui allouer un crédit de . . . . . 10,000 fr.

et de fixer les contingents communaux ainsi qu'il suit :

Blaringhem	375
Renescure.	1,250
Ebblinghem	875
Total	12,500 fr.

» Les dépenses sont évalués à 516,605 fr.

» M. le Préfet vous propose de les répartir conformément aux bases précédemment adoptées par le Conseil général, savoir :

Le département 1/3, non comprises les subventions industrielles, ci	159,617 fr.
Les communes 2/3, déduction faite aussi des subventions industrielles .	319,234
Subventions industrielles	37,754
Total	516.605 fr.

» Les états de répartition des contingents communaux ont été approuvés par les Conseils d'arrondissement d'Avesnes, Douai, Cambrai, Dunkerque, Valenciennes, Hazebrouck.

» Le Conseil d'arrondissement de Lille seul n'a point donné son avis.

» Quelques communes ont produit des réclamations sur lesquelles le Conseil est appelé à statuer. — Ces réclamations s'appliquent aux chemins d'intérêt commun N^os 41, 50, 112, 109, 38 et 60.

Entretien. — Désignation des Communes intéressées. — Répartition proportionnelle des dépenses.

» L'achèvement des travaux de construction des chemins d'intérêt commun N° 41, de Fournes à Fromelles; N° 50, de Bargues à Ancoisne, et N° 112, de Roubaix à Mouscron, vous appelle à fixer le concours respectif des communes dans les dépenses d'entretien. La répartition des dépenses telle qu'elle résulte des propositions de MM. les Agents-Voyers, serait réglée comme suit :

Chemin N° 41, de Fournes à Fromelles.

Fournes. . .	54 %
Fromelles. .	46 %

Chemin N° 50, de Bargues à Ancoisne.

Houplin.	353 millièmes
Noyelles-lez-Seclin . . .	288 »
Wattignies.	359 »
	1000 »

Chemin N° 112, de Roubaix à Mouscron.

Roubaix. . . .	53 %
Tourcoing . . .	29 %
Wattrelos . . .	18 %

» En ce qui concerne le chemin N° 41, Fournes et Fromelles demandent la réduction du contingent qui leur est imposé, et estiment qu'il y a lieu de faire intervenir, dans la dépense, onze communes qu'elles indiquent.

» Pour le chemin N° 50, Houplin conteste la part qui lui est imposée ; Wattignies se refuse formellement à contribuer à la dépense.

» Pour le chemin N°112, Roubaix et Wattrelos ont donné leur adhésion; mais la ville de Tourcoing considère comme excessive la part de 29 p. % qu'on propose de lui appliquer. M. le Maire de Tourcoing entendu par votre bureau, se fonde sur ce que la proportion de contingent assignée à cette ville dans les travaux d'entretien excède la proportion du contingent qui lui avait été imposée l'an dernier par le Conseil général dans les dépenses de construction. En effet si l'on se reporte au contingent fourni par les communes intéressées, pour les travaux de construction de ce chemin, on trouve qu'il a été réparti comme suit :

Roubaix	14,425 fr.
Wattrelos	5,000
Tourcoing	4,000

» Il semble juste de conserver dans la répartition des dépenses d'entretien, la proportion qui a servi de base pour les travaux de construction, aucun élément nouveau d'appréciation n'étant produit. La part que MM. les Agents-voyers proposent de mettre à la charge de Tourcoing s'élève à 28 p. %, soit plus du 1/4 de la dépense totale. Or, d'après les indications ci-dessus, la part contributive imposée à Tourcoing, dans la dépense des travaux de construction, a atteint à peine 1/6. La demande de Tourcoing parait donc justifiée, et votre 5e bureau vous propose de l'accueillir.

» Les autres réclamations mentionnées plus haut, qui ont été tout à la fois repoussées, et par le service des Agents-voyers, et par le Conseil d'arrondissement de Lille, ne sont appuyées d'aucune justification concluante. Le Conseil général ne saurait donc les accueillir en l'état. Toutefois, votre bureau estime qu'il y a lieu d'appeler sur elles l'attention de MM. les Agents-voyers. D'ici à la prochaine session, les Maires des communes intéressées pourront appuyer leurs réclamations par des états de circulation et mettre ainsi le Conseil général à même de se prononcer en connaissance de cause.

» Comme conclusion, votre 5e bureau a l'honneur de vous proposer d'adopter les propositions de M. le Préfet, présentées pour les chemins N° 41 et N° 50, mais en ce qui concerne le chemin N° 112, la part contributive des communes ci-après, serait modifiée comme suit :

Roubaix	14 %
Wattrelos.	5 %
Tourcoing.	4 %

Chemin N° 38.

» Dans le but de mettre un terme aux complications administratives résultant de la réunion sous une seule désignation de sections d'une même ligne s'étendant dans deux arrondissements différents, le Conseil général avait, dans sa session de 1869, décidé que les chemins d'intérêt

commun N^{os} 96, 38 et 60, pour la partie comprise dans l'arrondissement d'Avesnes, constitueraient, sous le N° 38, une seule ligne commençant à Berlaimont et s'étendant jusqu'à la limite de l'arrondissement de Valenciennes. Le surplus du chemin N° 60, situé exclusivement dans l'arrondissement de Valenciennes, était maintenu sous le même numéro. Il avait été décidé en même temps que cette modification dans la longueur et la désignation des lignes n'entraînerait point de changement dans le contingent à fournir par chacune des localités intéressées. Les propositions de M. le Préfet portant fixation du contingent des communes intéressées à l'entretien des lignes nouvelles N^{os} 38 et 60, étant établies d'après ces bases, votre 5^{e} bureau est d'avis de les adopter.

» En conséquence, la répartition proportionnelle d'entretien des deux lignes sera arrêtée conformément aux propositions de M. le Préfet, ainsi qu'il suit :

1° *Chemin N° 38, de Berlaimont à Préseau.*

Aulnoye	18 millièmes
Berlaimont	157 »
Locquignol	121 »
Gommegnies	133 »
Potelle.	24 »
Villereau	178 »
Frasnoy	24 »
Le Quesnoy.	35 »
Orsinval	81 »
Villers-Pol	130 »
Maresches	99 »

2° *Chemin N° 60, de Villers-Pol à Valenciennes.*

Valenciennes	247 millièmes
Marly.	132 »
Aulnoye	66 »
Saultain	66 »
Préseau	384 »
Maresches	52,50
Villers-Pol.	52,50

Chemin d'intérêt commun N° 11, de Douai à Roost-Warendin.

» M. le Préfet nous fait connaître qu'il a autorisé, d'urgence, la reconstruction d'un aqueduc sur la rigole royale, à son point d'intersection avec le chemin d'intérêt commun, N° 11.

» Les travaux sont terminés et il reste à régler la répartition de la dépense montant à 2,000 f.

» La répartition proposée par MM. les Agents-voyers se règlerait comme suit :

Le syndicat de la vallée de la Scarpe, 1/2, ci		1,000 fr.
Les communes intéressées, l'autre moitié, savoir :		
Douai 1/2	500	1,000 »
Roost-Warendin 1/2	500	
Total égal.		2,000 »

» Les Conseils municipaux des communes de Douai et de Roost-Warendin ont accepté cette répartition, mais l'Association de desséchement de la Scarpe réclame une diminution de moitié sur le contingent qui lui est demandé. Elle s'appuie sur ce que la décision ministérielle, qui a rangé la rigole royale au nombre des canaux de dessèchement, porte la date de décembre 1837, et qu'à cette époque le pont dont s'agit existait déjà; que par suite on ne peut considérer cet ouvrage comme ayant été effectué dans l'intérêt du dessèchement, mais bien dans celui de la vicinalité.

» Votre 3e bureau a admis le bien fondé de cette réclamation et vous propose de l'accueillir.

Chemin N° 109.

» Dans sa session de 1870, le Conseil d'arrondissement de Douai avait demandé que le contingent des communes intéressées dans l'entretien du chemin N° 109 fût révisé.

» En conséquence de ce vœu, MM. les Agents-voyers ont dressé sur de nouvelles bases, un état de répartition qui, après délibération des communes et sur les observations de quelques unes d'entre-elles, a été règlé comme suit :

Auby	10 %
Douai	32 %
Lauwin-Planques	2 %
Flers	50 %
Roost-Warendin	6 %

» Cette répartition arrêtée provisoirement et d'urgence pour 1871, par M. le Préfet, a été appliquée.

» Les réclamations qui avaient été formulées par la commune de Roost-Warendin, en 1871, ne se sont pas reproduites.

» D'un autre côté, M. le Sous-Préfet et le Conseil d'arrondissement de Douai vous proposent d'adopter le tableau de répartition ci-dessus indiqué. Ce sont aussi les conclusions de votre 5e bureau.

PROJETS D'ALIGNEMENT ET DE REDRESSEMENT.

Chemin d'intérêt commun N° 86 du Quesnoy au Cateau et N° 93 de Seclin à Haubourdin, traverses de Montay et d'Emmerin

» Conformément à l'article 44 de la loi du 10 août 1871, M. le Préfet vous invite à règler les alignements du chemin d'interêt commun N° 86, dans la traverse de Montay, au point de

raccordement de la route départementale N° 10, et du chemin d'intérêt commun N° 93, sur le territoire d'Emmerin.

» Le premier de ces projets a été soumis aux formalités de l'enquête et a subi toutes les phases de l'instruction règlementaire. Il n'a soulevé aucune observation critique. Il paraît tenir compte, dans une juste mesure, des divers intérêts engagés et votre 5e bureau estime qu'il y a lieu de l'adopter.

» J'ai à vous proposer des conclusions identiques en ce qui concerne le projet de redressement du chemin N° 93, dans la traverse d'Emmerin, au lieu dit Guermanez. Ce projet a soulevé de nombreuses réclamations. Deux contre-projets ont été produits : le premier consisterait à emprunter l'avenue du chateau de Guermanez et à suivre la rue du marais jusqu'au territoire de Wattignies. Le second fait passer également le tracé rectifié par l'avenue de Guermanez et le dirige ensuite vers Wattignies par une voie dite *rue Madame*. Ces deux contre-projets sont signalés par leurs auteurs comme plus conformes à l'intérêt de la généralité des habitants en ce qu'ils faciliteraient l'accès du marais communal et se rapprocheraient d'un certain nombre d'habitations et éviteraient à la communes les dépenses d'une expropriation à faire.

» L'un de nos collègues, qui a présidé à l'enquête tenue en la commune d'Emmerin, nous fournit dans son rapport des indications détaillées. Il estime que ces deux contre-projets ne sont pas susceptibles d'être accueillis ; qu'en effet le marais d'Emmerin est desservi par un chemin vicinal compris dans le réseau subventionné, et que dès lors la déviation que l'on propose serait sans utilité pour la desserte de cette propriété communale. MM. les Agents-voyers insistent de leur côté sur les défectuosités que présentent, au point de vue technique, les contre-projets produits dans les enquêtes. Le plan des lieux joint au dossier, confirme cette appréciation. On y voit, en effet, que les tracés présentés par les opposants, formeraient une suite de lignes brisées se coupant à angle droit, et augmenteraient la distance à parcourir.

» M. le Préfet nous a communiqué, le 22 août, une lettre par laquelle le propriétaire de l'avenue de Guermanez fait connaître qu'il entend céder gratuitement à la commune, le sol de son avenue pour le cas où le tracé qu'il propose serait adopté. Ce document a été par nous soumis à l'examen de M. le Commissaire-enqnêteur, qui estime qu'il n'est point de nature à faire modifier ses conclusions. En conséquence de ce qui précède, votre bureau vous propose d'adopter le projet de redressement établi par les agents-voyers et adopté par les Conseils municipaux des communes d'Emmerin et de Wattignies.

Vœux des conseils d'arrondissement.

» Le Conseil d'arrondissement de Douai se plaint de ce que l'entretien du chemin d'intérêt commun N° 40, soit à la charge presque exclusive des communes de Cuincy et Esquerchin, tandis que les communes du Pas-de-Calais, qui usent principalement de cette voie, ne participent aux travaux d'entretien que dans des proportions insuffisantes. Il réclame en conséquence que des pourparlers soient engagés avec le département du Pas-de-Calais, à l'effet d'arriver à une solution équitable.

» Le même Conseil exprime le vœu que le chemin conduisant d'Orchies à la Belgique, par Landas et Saméon, soit classé comme ligne d'intérêt commun, et que le chemin d'Auby, qui avait été antérieurement classé sous le N° 21 et dont le déclassement a été prononcé depuis lors, soit de nouveau placé dans le réseau de la moyenne vicinalité.

» Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande que l'établissement de gares pour dépôts de matériaux soit pratiqué sur les fossés longeant les routes de manière à ne nuire ni à l'intérêt de la circulation, ni à l'écoulement des eaux.

» Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck demande que l'on réclame des subventions spéciales aux industriels exploitant les carrières de sable, sises le long du chemin d'intérêt commun N° 89, de Bailleul au Mont Noir.

» Il exprime en outre le vœu de la prompte exécution du projet de rectification du chemin N° 73, de Steenbecque à Ebblinghem à la sortie de Lynde.

» Votre 5e bureau recommande ces divers vœux à l'examen M. le Préfet.

» L'attention du 5e bureau a été appelée sur l'insuffisance des traitements des cantonniers.

» Une augmentation de traitement a été accordée, l'an dernier, au personnel des agents-voyers. Les mêmes motifs paraissent militer en faveur de la proposition. Votre 5e bureau la recommande à l'intérêt de M. le Préfet qui, nous n'en doutons pas, utilisera l'intervalle qui nous sépare de la prochaine session, pour en faire l'objet d'une étude bienveillante et attentive et préparer les demandes de crédits qui lui paraîtraient justifiées en faveur de ces modestes et utiles agents.

» En conséquence de ce qui précède, nous avons l'honneur de vous proposer :

» 1° D'approuver les projets de travaux présentés par M. l'agent-voyer en chef;

» 2° D'arrêter la répartitiondes dépenses entre le département et les communes, conformément aux propositions de cet agent, sauf pour le contingent de Tourcoing, dans le chemin d'intérêt commun N° 112, et le contingent de l'Association de dessèchement de la Scarpe, en ce qui concerne le chemin N° 16, pour lesquels des modifications ont été précédemment votées;

» 3° D'arrêter la répartition des dépenses entre le département et les communes pour les grosses réparations du chemin N° 60, et pour les travaux neufs de construction du chemin d'intérêt commun d'Ebblinghem au pont-Asquin, ainsi qu'il a été ci-dessus indiqué;

» 4° De prononcer le classement des deux rues d'Estaires et de Merville, comme prolongement du chemin N° 122, conformément aux propositions de MM. les agents-voyers.

Voies et moyens.

» Les votes de crédits que le 5e bureau a l'honneur de soumettre à l'adoption de l'assemblée, par suite des décisions qu'il vous a présentées, se résument ainsi :

» 1° Reporter du budget de 1871 au budget de 1873 les crédits restés sans emploi et s'élevant à 26,524 fr. 07 c., provenant, savoir :

Sous-chapitre 18, § 7	8,941 25
Même sous-chapitre, § 8	6,098 82
Sous-chapitre 4, § 1er, subvention de l'Etat. .	11,484 »
Total. . .	26,524 07

» Ladite somme de 26,524 fr. 07 c. sera appliquée comme suit :

Pour la construction du chemin N° 90. .	22,100 »
Id. du chemin N° 94. .	4,424 07
Total égal. . .	26,524 07

» 2° Inscrire au budget de 1873 pour entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun, grosses réparations et travaux neufs, 262,538 fr. 93 c., savoir :

Subvention pour entretien		159,617	»
Id.	pour travaux de restauration du chemin N° 109	8,890	»
Id.	Id. du chemin N° 60	28,500	»
Id.	pour construction du chemin N° 94 (complément du 1er tiers)	12,475	93
Id.	chemin d'Ebblinghem au Pont-Asquin	10,000	»
Id.	chemin N° 105 (1er tiers)	18,200	»
Id.	chemin N° 108 (1er tiers)	7,800	»
Id.	chemin N° 110 (1er tiers)	17,056	»
	Totol	262,538	93

» 3° Fixer les contingents communaux et subventions industrielles à la somme de . . . . . fr. 312,771 68

» Total des ressources à inscrire au budget de 1873 pour le service de la moyenne vicinalité . . . . . fr. 575,310 61 »

M. Deregnaucourt dit que la ville de Tourcoing doit se servir du chemin N° 112, de Roubaix à Mouscron, dans une proportion plus considérable que celle qui lui est imposée. La proportion à prendre en considération, c'est celle de l'usage de la route et non pas celle de la part contributive dans les frais de la construction. Or, les agents-voyers ont considéré quelle pouvait être la part de souscription que prendrait Tourcoing dans la circulation générale et ont proposé de l'imposer à un contingent autre que celui adopté dans le rapport.

Le Rapporteur répond que l'observation de M. Deregnaucourt pourra être produite utilement l'an prochain, alors que la circulation aura pu être constatée sur ce chemin; mais c'est l'an dernier que le Conseil général a voté la construction, et elle est à peine terminée.

Pour le bureau, il y avait, à défaut de tout autre élément d'appréciation, un précédent à consulter, à savoir la répartition adoptée l'an dernier par le Conseil général, en ce qui concerne les dépenses de construction. Le rapporteur reconnaît parfaitement que si l'an prochain, alors que le chemin sera à l'état de viabilité, il est constaté que la circulation provenant de la ville de Tourcoing est plus considérable que la part contributive qui lui a été imposée dans la construction, il y aura lieu à réformer les contingents communaux. Il ne s'agit encore que d'une répartition momentanée, provisoire, qui pourra être modifiée.

M. Deregnaucourt insiste sur sa proposition : parce que la constatation de la circulation n'est pas encore faite, ce n'est pas une raison pour mettre une part trop faible à la charge de Tourcoing. Pourquoi ajourner sous un prétexte quelconque les propositions faites par les agents-voyers? Entre le contingent de construction et le contingent d'entretien, il y a des différences considérables : pour certaines raisons, parce que la ville de Tourcoing avait déjà un chemin existant, on a pu la faire contribuer seulement par une certaine somme : mais ce n'est pas une raison pour ne pas lui faire rapporter dans l'entretien sa part réelle. L'honorable membre demande donc qu'on admette, pour rentrer dans le vrai, la proportion établie par les agents-voyers. Pourquoi modifier leurs propositions alors qu'il n'y a pas eu de constatation faite qui puisse justifier ce changement?

Le Rapporteur réplique que l'an dernier le Conseil général, appréciant l'intérêt respectif des

deux villes à la construction du chemin, a décidé que Tourcoing devait contribuer dans la proportion d'un sixième. Le chemin vient seulement d'être construit, dans quelle mesure la population de Tourcoing et celle de Roubaix en useront-elles ? C'est ce que l'avenir dira ; mais en ce moment, en l'absence de tout élément nouveau d'appréciation, il a paru au 5e bureau qu'il y aurait quelque contradiction à modifier la proportion d'intérêt de ces trois communes dans la construction de ce chemin. C'est ce qui a déterminé le bureau à prendre comme base de la répartition de l'entretien pour cette année la proportion qui avait été acceptée l'année dernière par le Conseil général pour la construction.

M. Leurent expose que le chemin dont il s'agit a pour but de créer une circulation directe de Roubaix vers Mouscron ; que la ville de Tourcoing a déjà un chemin pavé qu'elle a fait à ses frais jusqu'à la frontière et qui permet des relations très-directes entre Mouscron et Tourcoing. Le chemin fait entre Roubaix et Mouscron emprunte le territoire de Tourcoing à son extrémité, c'est un chemin parallèle à l'agglomération et qui ne fait que frotter le territoire. Quand il s'est agi de construire le chemin et qu'on a demandé le concours de Tourcoing, cette ville ne voulait contribuer en aucune façon parce que la voie projetée n'avait pour elle aucune utilité directe, que son seul effet était d'augmenter la valeur des propriétés situées sur la partie du territoire traversée par ce chemin. A cette époque l'honorable membre a été un instrument de conciliation pour amener la ville de Tourcoing à contribuer à la dépense ; sa part a été d'un sixième. Aujourd'hui que le chemin est livré à la circulation, il semble à l'honorable membre que jusqu'à nouvelle instruction, on doit prendre les mêmes bases pour l'entretien que pour la construction. Il n'existe pas en effet pour le Conseil d'autres éléments d'appréciation que ceux qui l'ont guidé pour répartir les frais de construction. La proposition du rapport paraît donc très-sage. Une nouvelle instruction va commencer, on pourra étudier la circulation, chercher d'où elle provient, à qui elle est utile et d'après ces indications, la proportion proposée pourra être modifiée, s'il y a lieu.

— Les conclusions du rapport sur la proportion mise à la charge de la ville de Tourcoing dans les dépenses d'entretien de ce chemin sont mises aux voix et adoptées.

— Les autres propositions du rapport ne donnant lieu à aucune observation sont successivement approuvées, les crédits sont votés.

Commission départementale — Nomination.

M. le Président annonce qu'il va être procédé au scrutin pour la nomination de la Commission départementale, conformément aux prescriptions de l'article 69 de la loi du 10 août 1871.

Le Conseil décide que la Commission départementale se composera comme précédemment d'un membre par arrondissement.

Les votes sont recueillis ; le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

Nombre des votants : 54
Majorité absolue : 28

MM. P. Danel obtient . . 36 voix
Hamoir 36
Desmyttère 35
Le baron de l'Épine 34
Roussel-Defontaine . 36
Telliez 32
Joos 31
Bulletins blancs . . 15

Le reste des voix est réparti sur divers membres.

— En conséquence de ce vote, MM. Danel, Hamoir, Desmyttère, baron de l'Épine, Roussel-Defontaine, Telliez et Joos ayant obtenu la majorité des suffrages, sont déclarés membres de la Commission départementale.

M. de Coussemaker (5e bureau), donne lecture du rapport sur les chemins vicinaux de grande communication :

Chemins de grande communication.

» Le rapport de M. le Préfet et celui de M. l'Ingénieur en Chef constatent que le réseau des chemins de grande communication est dans un état satisfaisant. A ces rapports d'ensemble sont annexés des états comparatifs et des tableaux faits avec grand soin, et à l'aide desquels on peut se rendre compte des travaux accomplis et à exécuter. Le Conseil général doit se féliciter d'avoir pris la résolution de demander l'impression de ces documents instructifs et à l'aide desquels chacun de nous peut à tout moment se renseigner sur un service aussi important.

» Pour éviter donc autant que possible les redites, le Rapporteur du 5e bureau s'attachera principalement à exposer les affaires qui appellent soit une résolution, soit des observations.

» *Entretien.* — Le crédit demandé pour l'entretien des chemins de grande communication en 1873 est de 691,400 fr. Cette somme est inférieure de 2,300 fr. aux crédits des années précédentes. Déduction faite des subventions industrielles de 1871 et des cotisations communales, la part du département est de 424,722 fr.

» Le Conseil général remarquera avec satisfaction que, malgré le renchérissement des matériaux et de la main-d œuvre, les frais d'entretien sont restés à peu près les mêmes. M. l'Ingénieur en chef fait remarquer que ce résultat est dû aux améliorations obtenues dans l'état des chaussées et aux efforts sérieux et persistants des ingénieurs. Il pense même qu'on pourrait espérer à cet égard des résultats plus sensibles encore, si, dans l'intérêt de la viabilité, de la conservation des chaussées et de la salubrité, il n'y avait lieu d'exécuter diverses améliorations qui contribuent puissamment à augmenter plutôt qu'à diminuer les frais de main-d'œuvre.

» Le Conseil général voudra remercier MM. les Ingénieurs de la vigilance et des efforts qu'ils apportent dans cette partie du service, s'en référant à leurs appréciations pour l'exécution des améliorations à faire dans la mesure propre à concilier les justes exigences du public avec les finances départementales

» *Travaux neufs et grosses réparations.* — M. l'Ingénieur en chef divise ces travaux en deux catégories : la 1re comprend les travaux adoptés en principe en 1862 ; la 2e embrasse les travaux en dehors de ce programme.

» *Travaux compris dans le programme de* 1862. — Tous ces travaux, sauf quatre, sont des travaux en cours d'exécution dont les projets ont été approuvés, et pour lesquels des crédits ont été précédemment alloués pour être appliqués au fur et à mesure de leur exécution.

» Les quatre projets nouveaux concernent :

» 1° *Le chemin N° 25, d'Arleux à Orchies*, dont le chiffre s'élève à 30,000 fr. pour remaniement dans les 6e, 11e et 17e kilomètres.

» 2° *Le chemin N° 35, de Douai à Saint-Amand.* — Le devis s'élève à 34,996 fr. pour construction de zônes empierrées entre Douai et Waziers, et remaniement dans la traverse du marais de Six-Villes et dans l'avenue du pont de Monchaux.

» 3° *Chemin N° 39 de Seclin à La Bassée.* — Le projet s'élève à 5,000 fr. ; les travaux à faire sont des remaniements sur la section qui touche au département du Pas-de-Calais.

» 4° *Chemin N° 48, de Lomme à Loos.* — Le projet s'élève à 23.000 fr. pour remaniement et et construction de trottoirs à Fressain.

» Le 5e bureau propose au Conseil général de donner son approbation à ces projets.

» Il reste encore environ un dixième à faire sur le programme de 1862. Mais dès aujourd'hui on peut dire que le résultat de cette mesure est très-sérieux. Le premier et le plus considérable consiste à avoir ramené à l'état normal d'entretien 168 kilomètres de chaussées mauvaises ou médiocres ; le second, qui est la conséquence du premier, consiste à éviter pour l'avenir les mesures d'entretien extraordinaire et dispendieux qu'il fallait recommencer sans cesse. En veillant à ce que cet entretien soit suffisamment fortifiant et appliqué en temps opportun, on a le droit d'espérer que le département ne sera plus exposé à devoir recourir aux mesures extraordinaires à l'égard des mêmes chemins.

» *Travaux non compris dans le programme.* — Mais, ainsi que le constatent le rapport de M. le Préfet et celui de M. l'Ingénieur en chef, d'autres besoins se sont révélés et se révèlent successivement. L'industrie, les chemins de fer, les houillères ont accru la viabilité sur d'autres chemins, et nécessitent des travaux complémentaires pour éviter que certaines chaussées se dégradent entièrement. Depuis quelques années, le Conseil général n'a pas hésité à faire de nouveaux sacrifices pour mettre certaines routes à l'abri d'un dépérissement imminent. Il est d'ailleurs d'une bonne administration de faire les grosses réparations en temps utile. Cette année encore, de nouveaux travaux de grosses réparations sont à accomplir.

» Les ouvrages de cette catégorie proposés par M. l'Ingénieur en chef, sont au nombre de onze ; ils nous ont paru imposés par la nécessité. Quatre comprennent des reconstructions et réparations de ponts sur les chemins N^os^ 6, 10, 16 et 17 ; quatre autres des rechargements et élargissements indispensables pour éviter la dégradation complète des chaussées sur les chemins N^os^ 44, 57, 60 et 69 ; un projet est relatif au redressement de la rue d'Erre à Abscon, dont il sera parlé plus loin ; un autre concerne la réparation urgente à faire au chemin N° 9 de Douai à Bapaume ; et enfin un dernier comprend onze ouvrages d'art à faire sur le chemin N° 33.

Ces projets ont été soigneusement examinés pas votre 5e bureau, qui en propose l'adoption.

OBJETS DIVERS.

» *Chemin N° 3, de Dunkerque à St-Omer.* — Dans sa session de 1871, le Conseil général a décidé que les dépenses résultant des frais de construction d'un logement de pontier au pont de St-Nicolas, incombant au département du Nord, seraient supportés par le chemin N° 1. La dépense totale st de 8,050 fr., y compris l'entretien du pont ; le département du Pas-de-Calais doit intervenir pour deux tiers ; reste à la charge du département du Nord 2,683 fr, 33 c. Le tiers de cette somme devant être supporté par les communes intéressées, la part du département est de 1.789 fr., que le 5e bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose d'inscrire au budget de 1873.

» *Chemin N° 3, d'Hondschoote à Watten.* — Dans sa session de 1871, le Conseil général reconnaissant la nécessité d'obvier aux entraves que la ville de Bergues subissait à certains moments donnés dans ses communications extérieures, et prenant en considération l'importance des marchés de ce centre d'approvisionnement, a décidé que, par exception, le département

contribuerait, en dehors de la somme de 8,000 fr., à obtenir de l'État, pour les 4/5es de la dépense d'un chemin de ceinture, s'élevant à 43,000 fr.; le Conseil général a, en même temps, fixé le contingent à fournir par les communes intéressées. M. le Préfet expose dans son rapport que l'Etat ayant accordé la subvention de 8,000 fr., il a ouvert l'instruction. Sur les 14 communes appelées à délibérer, Bergues, Hoymille, Hondschoote et Westcappel ont voté leur contingent, les autres communes ont refusé tout concours. Dans un rapport bien motivé, MM. les Ingénieurs ont examiné les arguments invoqués par les communes récalcitrantes, ils n'y ont trouvé rien de concluant et maintiennent leur opinion su l'intérêt, qu'ils déclarent évident pour les communes dans l'établissement du chemin dont il s'agit. Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque s'est prononcé dans le même sens. D'un autre côté, l'enquête d'utilité publique n'a produit aucune opposition et la Commission, à l'unanimité, a conclu à l'adoption du projet. Dans cette situation, M. le Préfet propose :

» 1° De classer ce chemin comme annexe du chemin N° 3, d'Hondschoote à Watten ;

» 2° De déclarer son exécution d'utilité publique ;

» 3° De désigner les communes de Bergues, Hoymille, Warhem, Rexpoede, Oost-Cappel, Killem, Hondschoote, Banbecque, West-Cappel, Les Moëres, Teteghem, Uxem, Ghyvelde et Coudekerque comme intéressées au chemin dans les proportions fixées par la délibération du Conseil général en date du 10 novembre 1871, et d'assigner les contingents d'office à celles qui persisteraient dans leurrefus ;

» 4° D'inscrire au budget de 1873 la somme de 28,000 fr., formant la part de concours du département dans les dépenses d'établissement du chemin.

» Votre 5e bureau propose au Conseil général de donner son adhésion à cette proposition, sauf sur un point dont il sera parlé ci-après.

» Si le projet est approuvé en temps utile par l'Administration supérieure, qui a son avis à donner en raison de la participation du trésor, le travail pourra être exécuté en 1873. M. le Préfet est prié de faire à cet égard les diligences nécessaires.

» *Même chemin N°* 3.—Conformément à la demande faite par le Conseil général dans sa session d'avril, M. le Préfet a ouvert une instruction sur la réclamation de la commune de Watten contre la répartition des contingents communaux afférents à l'entretien de cette ligne.

» M. le Préfet expose dans son rapport que le Conseil d'arrondissement n'est pas favorable à cette demande et que les Ingénieurs y ont même été contraires, mais que leur opinion s'est en quelque sorte modifiée par suite de l'admission du projet du chemin de ceinture de Bergues dont l'annexe nécessiterait le remaniement du concours des communes. Ils pensent que dans ce travail l'intérêt de la commune de Watten pourrait être justement apprécié.

» En se reportant au rapport de M. l'Ingénieur ordinaire de Dunkerque, on peut, dès aujourd'hui, se convaincre que la réclamation de la commune de Watten n'est pas sans fondement. En effet, voici ce qu'on y lit : « La révision des contingents du chemin N° 3 serait motivée par diverses raisons dont les principales sont :

» 1° La commune de Watten paraît imposée proportionnellement à un taux dépassant l'intérêt relatif qu'elle a dans l'entretien du chemin en question. »

» Toutefois, MM. les Ingénieurs proposent d'attendre, pour donner leur avis définitif, que le Conseil général se soit prononcé sur l'annexion du chemin de ceinture de Bergues au chemin N° 3, et sur le principe de la révision.

» Quant à l'annexion, le 5e bureau s'est demandé si elle serait avantageuse ou si, au contraire, elle ne présenterait pas des inconvénients qu'on pourrait éviter en faisant du chemin de ceinture un chemin spécial.

» Cette dernière combinaison aurait pour avantage de ne pas confondre le chemin N° 3, qui est un vrai chemin de grande communication, avec celui de ceinture qui n'est pour ainsi dire qu'un chemin exceptionnel, et dont l'intérêt est limité aux 14 communes sus-nommées, toutes situées au nord-est de Bergues.

» Cette annexion aurait en outre pour effet de compliquer le fonctionnement de la Commission syndicale dans laquelle il faudrait nécessairement faire entrer les éléments nouveaux du chemin de ceinture.

» Ces raisons ont déterminé votre 5e bureau à proposer de faire du chemin de ceinture de Bergues un chemin distinct du N° 3, ayant son existence à part et pourvu d'un Commission syndicale. Ce chemin porterait le N° 79.

» A propos de Commission syndicale, il s'est produit dans le sein du 5e bureau quelques observations d'où résulterait que plusieurs de ces commissions sont aujourd'hui incomplètes; par suite de décès, de démissions ou d'autres causes. Le 5e bureau propose d'inviter M. le Préfet à procéder à la révision du personnel de ces Commissions, en ayant soin de désigner les titulaires, non pas par leurs noms, mais par les fonctions qu'ils occupent.

» Quant à la révision des contingents du chemin N° 3, votre 5e bureau estime qu'il y a lieu d'en poursuivre l'instruction, en ce qui concerne la réclamation de la commune de Watten.

» *Chemin N° 9 de Mouveaux à la frontière.* — Le projet de redressement de ce chemin est aujourd'hui au complet; aucune opposition ne s'est produite, l'avis du conseil d'arrondissement et celui des ingénieurs sont favorables. En conséquence le 5e bureau propose au Conseil général d'inscrire au budget de 1873, le crédit de 10,000 fr. à titre de subvention départementale votée en principe dans sa session d'avril 1872.

» *Chemin N° 10, de Douai à Bapaume.* — M. le Préfet expose qu'il a insisté auprès de son collègue du Pas-de-Calais, pour que les réparations du chemin de Douai à Bapaume fussent exécutées suivant la convention intervenue en 1850. Cette satisfaction n'ayant pas été donnée, M. le Préfet, a proposé d'abroger la convention, ce à quoi M. le Préfet du Pas-de-Calais a acquiescé. Dans cette situation, l'administration du Nord devra, comme par le passé, entretenir la partie de chemin située sur son territoire; de cette façon il pourra être satisfait aux légitimes et pressantes réclamations de la commune de l'Écluse.

» Le 5e bureau propose de remercier M. le Préfet de ses efforts pour obtenir une meilleure solution conforme à la convention précitée, et de décider que désormais le chemin N°10 sera entretenu comme avant cette convention; en conséquence M. l'Ingénieur en chef est prié de faire le nécessaire pour mettre en bon état le plus tôt possible la portion du chemin en souffrance.

» *Chemin N° 16, de Solesmes au Câteau.* — Les difficultés qui restent à aplanir pour terminer la rectification de ce chemin dans la traverse de Viesly sont à la veille de recevoir enfin une solution définitive.

» *Chemin N° 34, d'Auberchicourt à Abscon.* — De commun accord avec M. le Préfet, le Conseil général, dans sa session de 1871, a ajourné la demande de la commune d'Abscon, tendant à ce

que le chemin N° 16 fût prolongé par la rue d'Erre à la station d'Anzin à Somain. Cet ajournement a été prononcé d'une part parce que ce projet n'était pas suffisamment instruit, et de l'autre parce que l'utilité de ce prolongement n'était pas affirmé par des sacrifices assez sérieux de la part des parties intéressées.

» Aujourd'hui la commune d'Abscon et les principaux intéressés offrent de concourir pour une somme de 11,000 fr. à la dépense totale évaluée à 18,500 fr. Il ne reste donc plus à couvrir que 7,500 fr. Le conseil d'arrondissement de Valenciennes a émis un avis favorable à ce projet. Le 5e bureau d'accord avec M. le Préfet, prenant en considération l'importance du concours offert, et l'utilité du prolongement lui ayant paru bien justifiée, propose au Conseil général d'en ordonner exécution et d'inscrire à cet effet au budget de 1873 un crédit de . . 7,500 fr.

» *Chemin N° 55. Bailleul à l'Abeele.* — Il a été procédé à l'instruction de la demande de la commune de Boeschëpe, tendant à ce que le chemin vicinal ordinaire dit grand chemin de Poperinghe, fût classé comme annexe du chemin N° 55. Sur quatre communes intéressées, deux ont refusé leur concours. La commune de Bœschepe qui devrait intervenir pour 80 centièmes ne serait pas en mesure de supporter une charge aussi forte. Dans ces conditions le 5e bureau estime que la demande de Bœschepe ne saurait être accueillie.

» *Chemin N° 71. Maubeuge à Erquelines.* — Le Conseil général ayant ordonné, en novembre 1871, que la section du chemin de Jeumont à la frontière Belge, restée inexécutée, serait achevée, M. le Préfet propose d'inscrire pour ce travail, au budget de 1873, un crédit de 2,934 fr.

Le 5e bureau est d'avis d'adopter cette proposition.

» *Chemins N^{os} 20 et 65.* — Pendant le cours de la session, M. le Préfet a soumis au 5e bureau un projet de M. l'Ingénieur en chef tendant à substituer sur une longueur de 1,000 mètres et une largeur de 8 à 9 mètres, un pavage à l'empierrement. La commune de Fourmies fait valoir l'énorme circulation qui existe sur cette portion de chemin, et offre de prendre à sa charge 34,875 fr. dans la dépense totale qui s'élève à 93,000 fr. et en outre de payer sa part dans le contingent à fournir par les communes intéressées et dont le total est de 11,625 fr., de sorte que la part du département serait de 45,500 fr.

» Voici les motifs exposés par M. l'Ingénieur en chef :

» Jamais travail de ce genre, dit-il, n'a été aussi bien justifié dans ces deux sections de chemin, où la chaussée d'empierrement établie sur un sol de mauvaise qualité, subit une circulation écrasante qui dépasse aujourd'hui 2,280 colliers par jour, et qui progresse constamment. Cette chaussée ne peut résister aux épreuves auxquelles elle est en butte ; et, malgré les énormes dépenses qui sont consacrées à son entretien, sa situation est toujours détestable en hiver et précaire en été.

» Le moment est venu, ajoute-t-il, de remplacer cette chaussée par un pavage qui, tout en donnant satisfaction aux besoins urgents de la circulation, procurera au département et aux communes une économie très-notable dans les frais d'entretien des deux chemins dont s'agit. »

» M. l'Ingénieur en chef, appelé dans le 5e bureau pour donner des explications, a confirmé en tous points l'état de ces chemins, en insistant sur la nécessité d'adopter les mesures proposées.

» Votre 5e bureau persistant dans ses résolutions précédentes à n'accorder de semblables de-

mandes qu'en cas de nécessité absolue, affirmée d'une part par le concours des communes intéressées et de l'autre par un intérêt départemental démontré, a reconnu que ces conditions se trouvent remplies dans la proposition qui lui a été soumise ;

» Considérant donc que la substitution demandée est véritablement urgente et dans l'intérêt du département dont les frais d'entretien seront notablement diminués par l'exécution de ce travail, propose au Conseil général d'y donner son approbation,

» En conséquence, il propose la résolution suivante :

» La substitution d'un pavage à l'empierrement sur les chemins 20 et 65, tel qu'il est proposé par M. l'Ingénieur en chef sera exécutée, à la condition :

» 1° Par la commune de Fourmies de participer à la dépense pour une somme de 34,875 fr. ;

» 2° Par la même commune et les autres indiquées dans le rapport de M. l'Ingénieur, de payer leur part de contingent à fournir dans la somme de 11,625 fr. comme parties intéressées.

» Et afin de ne pas troubler l'économie du budget, autorise M. le Préfet à réduire de 15,000 fr. la subvention départementale afférente aux travaux de grosse réparation du chemin N° 50, compris dans le programme de 1862, et de 10,000 fr. celle du chemin N° 59, compris dans la deuxième partie, en dehors, du programme ; de cette façon il y aurait à appliquer au travail dont s'agit, un crédit de 31,250 fr., dont 25,000 à la charge du département et 6,250 à la charge des communes pour la portion des travaux à effectuer en 1873.

COMPTABILITÉ. — EXERCICE DE 1871.

» La comptabilité est tenue avec ordre et régularité; le budget ordinaire se solde avec un excédant de 50.050 fr. 19 c., inscrit au budget de report de 1872.

» Le budget extraordinaire se solde par un excédant de 50,467 fr. 90 c., dont il sera fait emploi au budget de report de 1871 et 1872.

» Le 5e bureau, après examen des états détaillés, propose au Conseil général de donner son approbation au compte présenté par M. le Préfet.

. . . . . .

COTISATIONS MUNICIPALES.

» Le total à recouvrer en 1871, était de.	379,010 fr.	35
» Les recettes, au 31 octobre dernier, s'élevaient à	254,290	»
» Les recouvrements à effectuer étaient par conséquent de	124,270	35

» Le Conseil général a exprimé le désir que des mesures fussent prises pour que les recouvrements des cotisations municipales se fissent avec régularité. M. le Préfet fait connaître que M. le Trésorier général des finances lui a donné l'assurance qu'il tiendra la main à ce que les rentrées soient activement poursuivies ; il ajoute que le montant des sommes dues est réduit à 98,100 francs et qu'il veillera avec soin à ce que les mesures de l'Administration à ce sujet, reçoivent leur entière et active exécution. Le Conseil général accueillera ce résultat avec satisfaction.

» Nous nous bornerons à en donner ici le résumé ; renvoyant, pour ne pas faire double emploi, au rapport de M. le Préfet où l'on trouvera les détails (pages 45 et suivantes).

BUDGET ORDINAIRE.

Entretien.

» Le chiffre total de l'entretien s'élève à	fr. 691.400 »
» La part du département déduction faite du contingent des communes est de .	424.722 »
» Réserve pour frais imprévus.	25.000 »
Total . . .	449.722 »

GROSSES RÉPARATIONS.

» Travaux compris dans le programme de 1862.	37.747 »
» Frais généraux	132.280 »
» Ensemble . . .	619.749 »

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

GROSSES RÉPARATIONS.

» Travaux compris dans le programme	fr. 120.137 30
» Travaux non compris dans le programme	213.823 »
» Ensemble des travaux de la première et de la deuxième série	333 960 30

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

» Budget ordinaire	619.749 »
» Budget extraordinaire	333.960 30
Total	953.709 30

» Le 5e bureau donne son approbation à ce projet de crédit et propose au Conseil général d'en inscrire le montant au sous-chapitre XVII, du budget de 1873.

CONTINGENTS COMMUNAUX.

» M. le Préfet soumet au Conseil général un travail sur les contingents communaux. D'après ce travail, les cotisations communales sont réglées suivant les bases antérieures établies par le Conseil général.

» Elles forment un total de 362,400 fr. 73 c. que M. le Préfet propose d'inscrire à l'art. 7 du sous-chapitre IV du budget de 1873.

» Le 5e bureau propose au Conseil général d'y donner son approbation.

VŒUX DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

» *Arrondissement d'Avesnes.* — Le Conseil demande que les renseignements sur l'état des routes soient soumis à son examen 15 jours au moins avant l'époque présumée de la réunion du Conseil.

» Le 5e bureau est d'avis de prier M. le Préfet de donner satisfaction à ce vœu dans la limite du possible.

» Le même Conseil demande que dans un but d'économie et en vue d'une surveillance plus efficace, les cantonniers et leurs auxiliaires soient sous la direction immédiate des entrepreneurs et payés par eux, le tout sous le contrôle de l'administration des ponts-et-chaussées.

» Cette mesure aurait des inconvénients dont les conséquences dépasseraient de beaucoup l'avantage problématique qui pourrait en résulter.

» Le 5e bureau propose de ne pas accueillir ce vœu.

» *Cambrai.* — Le Conseil d'arrondissement de Cambrai renouvelle son vœu, formulé en 1870 et 1871, en faveur du classement du chemin du Cateau à Cambrai, compris entre la route de Douai et celle de Valenciennes comme chemin de grande communication N° 60.

» Cette demande ne pourra être utilement examinée que lorsque le Conseil général se décidera à faire de nouveaux classements.

» *Douai.* — Le Conseil d'arrondissement de Douai fait observer qu'il n'a pas été mis en mesure de se prononcer sur la nouvelle répartition proposée des contingents communaux du chemin N° 8 et demande qu'il ne soit pas statué sans qu'il ait été entendu.

» M. le Préfet, dans son rapport, reconnaît que le Conseil d'arrondissement doit être consulté. Il propose que le *statu quo* soit maintenu jusqu'à ce que l'instruction soit complétée et que le Conseil général ait statué. Le 5e bureau partage cet avis.

» Le même Conseil appuie une réclamation de la ville de Douai contre l'élévation des contingents mis à la charge de la ville en 1872.

» M. le Préfet fait remarquer que la cause de cette cotisation exceptionnelle provient de ce que, outre les contingents ordinaires d'entretien, les communes ont eu à supporter les contingents afférents aux grosses réparations des exercices 1871 et 1872, le budget de 1871 n'ayant été formé qu'à une époque trop avancée pour que les travaux pussent être exécutés pendant l'année, ce qui a donné lieu, en apparence, à une aggravation exceptionnelle des charges communales.

» *Dunkerque.* — Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque renouvelle son vœu pour obtenir le classement des chemins suivants :

» 1° Chemin qui longe le canal de Dunkerque à la rivière d'Aa ;

» 2° Chemin de Bergues à Bambecques ;

» 3° Chemin d'Hondschoote à Wormhoudt ;

» 4° Chemin de Coppenaxfort à Millam ;

» 5° Chemin d'Esquelbecq à la route nationale N° 16 ;

» 6° Chemin du pont l'Abeele formant le prolongement du chemin N° 46.

» Depuis plusieurs années, le Conseil d'arrondissement de Dunkerque renouvelle ce vœu avec une insistance fondée sur l'infériorité de l'arrondissement de Dunkerque dans la répartition des grandes voies de viabilité. Quel que soit pourtant l'intérêt qui puisse s'y rattacher, le 5e bureau pense qu'il faut en ajourner l'examen jusqu'au moment où le Conseil général se décidera à faire de nouveaux classements.

» *Hazebrouck.* — Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck émet un avis favorable à la demande de la ville de Bailleul tendant à obtenir le classement de la rue des Poissons comme annexe du chemin N° 18 de Bailleul à Ypres.

» La ville de Bailleul déclare que cette rue est un débouché vers la gare. Avant de se prononcer, le 5e bureau croit que le Conseil général doit être éclairé sur l'intérêt départemental dans ce classement et il demande que l'affaire soit instruite.

» *Lille.* — Le Conseil d'arrondissement demande comme annexe du chemin N° 9 le classement du chemin de la Croix-Blanche à Linselles.

» L'utilité de cette demande ne paraît pas justifiée quant à présent.

» Le même Conseil émet le vœu : 1° Que les chemins vicinaux de grande communication soient traités sur le même pied d'égalité que les routes départementales par rapport aux subventions spéciales ; 2° Que les subventions spéciales soient supprimées sur toutes les catégories de chemins.

» C'est, comme on le voit, le suppression de toute subvention industrielle.

» Le Conseil général a déjà eu à s'occuper de cette grave question. Il a pensé qu'il n'y avait pas lieu de supprimer les subventions industrielles ; mais il a toujours recommandé à cet égard la plus large tolérance. MM. les Ingénieurs se montrent, sous ce rapport, d'une grande modération envers les industriels. Depuis lors les plaintes ont cessé. Le 5e bureau est d'avis demaintenir cette situation.

» *Valenciennes.* — Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes émet le vœu que la construction du chemin N° 78, dit de Ceinture, soit terminée le plus tôt possible, et que cette route soit complétée par le classement du chemin des Alliés, demandé par le Conseil municipal de Valenciennes.

» Quant à la première partie du vœu, M. l'Ingénieur en chef annonce dans son rapport que les travaux seront exécutés en 1872.

» La 2e partie du vœu doit, comme les autres demandes, attendre le moment opportun. »

— Les conclusions de ce rapport sont successivement mises aux voix et adoptées ; les crédits sont votés et les vœux sont émis.

M. Legrand (de Valenciennes), au nom du même bureau, lit le rapport suivant sur divers chemins de fer :

Chemins de fer. — Demandes de gares et questions diverses.

« Dans un département aussi industriel et aussi riche que le nôtre, où tant de communes peuvent offrir aux chemins de fer un trafic rémunérateur, il est d'intérêt public, il est même de l'intérêt bien compris des Compagnies de transport, que les stations se multiplient. En beaucoup de points, elles n'ont été établies qu'avec une parcimonie excessive.

» Au nombre des gares dont la demande paraît le plus sérieusement justifiée se trouve la station des voyageurs réclamée par la commune de Croix. Cette commune a vu le chiffre de sa population s'élever à plus de 4,000 âmes. Elle renferme divers établissements industriels entre autres

celui de M. Isaac Holden, un des plus vastes du Nord. Une gare de marchandises est en voie de construction : une grande rue vient d'être ouverte de la place vers cette gare aux frais de la Société Holden et de quelques autres propriétaires. Dans cette situation, le nombre des voyageurs pour Croix ne peut manquer d'être important.

» Aussi le 5e bureau vous propose-t-il d'émettre le vœu qu'une gare de voyageurs soit établie Croix.

» Le 5e bureau a trouvé également justifiée la demande d'un arrêt à Ors, sur la ligne de Saint-Quentin à Erquelines, entre la station du Câteau et celle de Landrecies. La distance entre ces deux stations est de 12 kilomètres. La nouvelle halte est réclamée par les communes d'Ors, Pommerœuil, Catillon et Basuel ; elle desservirait une population de 6,729 âmes. Cette région renferme la forêt domaniale de Bois-Lévêque, des exploitations agricoles importantes, une sucrerie, un tissage mécanique, en un mot de sérieux éléments de trafic.

» En conséquence, votre 5e bureau vous propose d'émettre le vœu qu'une halte soit établie à Ors.

» Le Conseil municipal de Gommegnies demande que la nouvelle ligne de Cambrai à Dour suive la voie directe entre Le Quesnoy et Bavai, et ait une station à Gommegnies de façon à desservir les nombreuses populations et les établissements industriels des communes du groupe de Gommegnies. La ligne dont il s'agit vient d'être concédée et rien n'indique si les craintes qu'éprouve Gommegnies de voir le chemin de fer s'éloigner de son territoire sont fondées ou non.

» Il a semblé au 5e bureau que la Compagnie du Nord ne pourrait laisser sans station un espace aussi considérable que celui compris entre le Quesnoy et Bavai. Le 5e bureau s'associe donc au vœu qu'une station soit établie à Gommegnies, commune de 3,500 habitants.

» Le tracé de la ligne d'Epehi à Cambrai donne lieu à différentes réclamations.

Le Conseil municipal de Cambrai émet l'avis que la ligne nouvelle, au lieu de passer à l'Ouest de Cambrai, contourne la ville en se dirigeant vers l'Est pour traverser l'Escaut en aval.

» M. l'Ingénieur en chef trouve le tracé demandé par Cambrai préférable à l'autre, qui entraverait gravement la navigation. De plus, ce tracé permettrait de desservir plus convenablement Cambrai qui est en droit d'attendre et de réclamer une gare plus rapprochée de son centre industriel.

» Le 5e bureau vous propose d'appuyer de votre vœu les demandes du Conseil municipal de Cambrai.

» Ce même Conseil, ainsi que ceux de Crèvecœur, Masnières, Rumilly, Lesdain, Honnecourt, Banteux et Bantouzelle, demandent que la station, projetée à Masnières, sur la ligne d'Epehi à Cambrai reste établie là où elle l'était, d'après l'avant-projet, au lieu de s'établir entre Masnières et Marcoing, suivant le projet soumis à l'enquête.

» Leur demande est appuyée par le Conseil d'arrondissement.

» Il a semblé à votre 5e bureau que l'établissement de la station près de Masnières, correspondait à un intérêt général et que d'ailleurs l'acte de concession portant que le chemin passera à ou près Masnières, constitue au profit de cette commune un droit. En conséquence, le 5e bureau ne peut qu'appuyer le vœu dont il s'agit, en laissant à la Compagnie concessionnaire et à MM. les Ingénieurs le soin de l'approprier le mieux possible aux besoins du pays et

aux difficultés du terrain, en facilitant l'exécution ultérieure d'une ligne en projet qui aurait pour résultat de rapprocher très-notablement d'Amiens une grande partie du département.

» Votre 5e bureau demande également que les difficultés sur l'emplacement de la gare de Gravelines, ne soient pas un obstacle à l'exploitation de la ligne de Gravelines à Watten, et qu'au besoin, et en attendant, la section de Bourbourg à Watten soit toujours exploitée séparément.

» En ce qui concerne la ligne de Calais à Dunkerque, si, comme les pensent les Ingénieurs du contrôle, les difficultés du tracé définitif ne peuvent être décidées sans que la Commission des stations soit réunie, le 5e bureau émet le vœu qu'il soit procédé, sans retard, à ces formalités.

» A l'occasion de l'ouverture de la ligne de Valenciennes à Aulnoye, votre 5e bureau a été frappé du défaut de coïncidence entre les heures de train de cette ligne et ceux de la ligne directe de Lille à Valenciennes, par Orchies. Il est désirable que le public puisse profiter du raccourcissement de cette ligne. Pour arriver à ce but, le 5e bureau exprime le désir que les Compagnies du Nord et de Lille à Valenciennes s'entendent, sans retard, pour que leurs trains se correspondant exactement, le trajet d'Avesnes à Lille puisse se faire en trois heures au plus.

» Il vous propose également d'émettre le vœu que des billets directs soient délivrés de Lille par Orchies pour les gares au de là de Valenciennes et vice-versâ. »

M. Legrand (de Valenciennes) (5e bureau) donne lecture d'un second rapport ainsi conçu :

Chemin de fer d'intérêt local de Bapaume à Marcoing. Demande en concession.

« MM. Arrachart et consorts ont construit et livré à la circulation depuis environ un an, un chemin de fer d'intérêt local d'Achiet à Bapaume. Ils sollicitent aujourd'hui des départements du Pas-de-Calais et du Nord le prolongement de leur ligne depuis Bapaume jusque vers Marcoing, point où elle se rattacherait au chemin de fer d'Epehi à Cambrai, concédé à la compagnie de Picardie et Flandres.

» La longueur totale du tracé serait de 24,200 m dont 5,700 dans le département du Nord. La ligne passerait par ou près Haplincourt, Bertincourt, Hermies, entrerait dans le Nord entre Havrincourt et Flesquières et viendrait se raccorder avec la ligne de Picardie un peu en avant de Marcoing.

» Cette ligne présente un caractère incontestable d'utilité pour notre département. Par la gare d'Hermies, elle desservira les trois communes de l'enclave du Nord. Elle offrirait surtout l'avantage plus général et fort sérieux, d'un raccourcissement de 40 kilomètres de Valenciennes et Cambrai vers Amiens et au delà.

» Votre 5e bureau aurait voulu pouvoir vous proposer dès à présent la concession de cette intéressante petite ligne. Malheureusement l'affaire se présentait dans des conditions anormales. Les demandeurs en concession réclamaient une subvention de 50,000 fr. par kilomètre, égale à celle qu'ils ont obtenue dans le Pas-de-Calais pour leur ligne d'Achiet-Bapaume.

» Ils sollicitaient l'exploitation conformément aux clauses du cahier des charges de leur ligne d'Achiet-Bapaume, dont les tarifs, surtout pour les marchandises, sont assez sensiblement supérieurs aux tarifs admis dans le Nord. De plus, les acquisitions de terrains et les ouvrages d'art ne devaient être faits que pour une seule voie. Enfin les demandeurs stipulaient le droit de rétrocéder librement leur ligne.

» Ces conditions n'étaient point conformes aux clauses que le Conseil général a imposées jusqu'ici à ses concessionnaires. Il n'a pas paru possible à votre 5e bureau de déroger à la jurisprudence du Conseil, en faveur d'une Compagnie particulière. Ce qui a fait surtout difficulté, c'est la demande d'une subvention de 50,000 fr. Notre département n'est pas dans la même situation que les départements qui ne trouvent de concessionnaires qu'avec l'appât de grosses subventions. Toutes les fois qu'il a classé des lignes d'intérêt local, il a rencontré sans subvention ni garantie d'intérêt, et même avec partage de bénéfices, plus de concessionnaires qu'il n'en pouvait contenter. La concession demandée ne pouvait donc être accordée que dans les mêmes conditions. Or dans ces conditions, MM. Arrachart et consorts n'ont pas insisté pour l'obtenir; ils appréhendent de s'engager à faire et d'avoir à supporter seuls les dépenses de la traversée du Vieil Escaut et du canal.

» Le tracé de la ligne d'Epehi à Cambrai n'est pas encore définitif; quand il sera absolument fixé, ce qui ne peut plus tarder, peut-être alors les difficultés que redoute la Compagnie d'Achiet-Bapaume seront aplanies ou cette Compagnie se sera mise en état d'en triompher. Votre 5e bureau le désire vivement; il s'associe aux justes sympathies qu'a rencontrées cette ligne d'intérêt local; il en souhaite l'achèvement et il est prêt à y aider le jour où la demande, étudiée d'une façon plus complète et plus précise, se représentera dans des conditions en rapport avec la jurisprudence du Conseil général.

» Sous le bénéfice de ces observations, votre 5e bureau a l'honneur de vous proposer l'ajournement de la demande en concession présentée par la Compagnie d'Achiet-Bapaume, jusqu'à ce qu'il ait été statué par un tracé définitif sur la ligne d'Epehi à Cambrai. »

— L'ajournement est prononcé.

Chemin de fer de Lille à Halluin

La ville d'Halluin, se fondant sur l'allongement qui résulte pour elle dans ses rapports avec Lille, de l'adoption du tracé par le sud de Tourcoing, du chemin de fer de Tourcoing à Menin, demande l'établissement d'une ligne d'intérêt local directe de Lille à Halluin par Marcq, Bondues, Linselles et Bousbecques.

En 1869, cette demande a été écartée par l'administration préfectorale; en 1871, elle a été ajournée par le Conseil général. MM. les Ingénieurs des ponts-et-chaussées contestent l'utilité de cette ligne.

D'après eux, le chemin de fer demandé par Bousbecques, Linselles et Marcq-en-Barœul, pour aboutir à Fives, aurait, depuis Halluin, un parcours de . . . . . 18 kilom.

La distance d'Halluin au même point, par Tourcoing et Roubaix, suivant les lignes du Nord-Est et du Nord, est de. . . . . 20 —

Différence. . . . 2 kilom.

M. l'Ingénieur en chef fait remarquer que l'économie de frais de transport à faire, sur 2 kil., ne couvrirait pas les frais de transmission pour les marchandises à destination ou de provenance des localités situées au-delà de Lille.

Il en est de même, ajoute-t-il, pour Marcq-en-Barœul et Linselles.

Marcq-en-Barœul va être très-convenablement desservi par la gare que la Compagnie du Nord s'apprête à construire à la Madeleine et le territoire de Linselles ne se trouvera qu'à 2 kilom. et demi de la station de Roncq.

Aucune Compagnie ne se présente d'ailleurs pour construire et pour exploiter cette ligne.

Le 5e bureau a examiné avec sympathie les réclamations des importantes et industrieuses communes des cantons de Tourcoing et il s'est montré sincèrement désireux de leur donner satisfaction. Mais, en présence du vote du Conseil général autorisant la concession du chemin de fer d'Armentières à Roubaix, il a pensé que les réclamations n'avaient plus d'objet.

En effet, cette nouvelle ligne abrègera le parcours entre Halluin et Lille et sera plus courte que celle projetée. Elle donnera également satisfaction à Linselles, qui se trouvera rattaché à Lille et aux arrondissements d'Hazebrouck et de Dunkerque.

En conséquence, le 5e bureau est d'avis que la demande de la ville d'Halluin n'est plus suffisamment motivée depuis la concession du chemin de fer d'Armentières à Roubaix par Quesnoy, Linselles et Tourcoing et qu'il devient inopportun de la prendre en considération.

— Ces conclusions sont adoptées.

M. Legrand (de Valenciennes) ajoute qu'il peut donner un renseignement de nature à satisfaire à une observation de M. Goussard qui paraissait craindre que l'exploitation de la ligne de Gravelines à Watten fût retardée par la résolution du 5e bureau relativement à la convention entre le Nord et le Nord-Est, et semblait croire qu'il était nécessaire pour que l'exploitation de cette ligne eût lieu, qu'elle fût faite par le Nord : il résulte au contraire d'un renseignement reçu tout à l'heure par le 5e bureau que la Compagnie Philippart est, de par la Société d'exploitation, en état d'exploiter la ligne de Gravelines à Watten.

M. Goussard remercie M. Legrand de cette communication ; si l'exploitation doit se faire dans les mêmes conditions de prix, l'honorable membre retire volontiers son observation.

M. Bottin (1er bureau), présente le rapport ci-après :

Octroi de Bergues

La ville de Bergues demande que ses tarif et règlement d'octroi soient prorogés jusqu'au 1er janvier 1875.

Le tarif actuel comprend des taxes qui s'écartent de celles portées au tarif général et qui, pour ce motif, paraissent devoir être modifiées ; on y trouve de plus, des taxes différentielles qu'il y a lieu d'en faire disparaître.

Quant au règlement il n'est plus en harmonie avec la législation actuelle et M. le Drrecteur des Contributions indirectes fait observer que, comme le tarif, il doit être l'objet de certaines modifications.

Au point où en est arrivée la session, on ne pourrait renvoyer à la ville de Bergues ses tarifs et règlements d'octroi, pour les faire régulariser et compléter en temps utile ; il importe cependant de lui assurer pour 1873 les ressources qu'il lui procure et qui sont indispensables a l'équilibre de son budget ; aussi le 1er bureau propose-t-il, en attendant que les tarif et règlement puissent recevoir les modifications dont ils paraissent suscepibles, d'approuver, mais pour un an seulement, la prorogation demandée, sous la réserve que les taxes différentielles seront supprimées et que les taxes les moins fortes seront seules appliquées.

— Conclusions approuvées.

Frais d'administration de la Préfec ure et des Sous-Préfecture.

Le même Rapporteur donne lecture d'un second rapport ainsi conçu :

« A la suite de la discussion à laquelle ont donné lieu *les frais d'administration de la Préfecture et des Sous-Préfectures*, notre honorable collègue M. Jules Brame a proposé au Conseil général de renvoyer au 1er bureau l'étude de la question à l'effet de reconnaître si le principe de la division en matériel et personnel présente toutes les garanties nécessaires, et s'il ne s'est pas glissé, ainsi qu'il avait été allégué, des abus dans la distribution des fonds aux employés du département. Il répondait ainsi aux préoccupations qu'une partie de cette discussion avait pu inspirer à quelques uns d'entre nous, et surtout répandre au dehors.

» Le Conseil se rappelle, en effet, les observations présentées par l'honorable M. Trystram sur les conclusions du bureau tendant à faire mettre à la disposition de M. le Préfet le crédit habituel pour augmenter le fonds d'abonnement réservé aux employés :— il disait qu'il avait appris, lorsqu'il était Sous-Préfet de Dunkerque (c'est le compte-rendu de vos séances que je cite textuellement) que le fonds d'abonnement de la Sous-Préfecture s'élevait à 8,400 fr., que, sur ces 8,400 fr. le Sous-Préfet de Dunkerque donnait ordinairement à son personnel 4,650 fr. ; qu'il n'avait pas en moyenne 1,000 fr. de frais par an et bénéficiait par conséquent, au moins de 3,000 fr. sur son fonds d'abonnement... Il se demandait ensuite s'il ne conviendrait pas de réformer *ce qui se passe...* ; les fonds d'abonnement constituant néanmoins, ajoutait-t-il, une augmentation des traitements des sous-Préfets, qu'on augmente le traitement de ces fonctionnaires, si on le juge convenable, mais qu'on supprime les fonds d'abonnement. — Il demandait en conséquence au Conseil général d'émettre un vœu pour inviter M. le ministre de l'Intérieur, à régler les fonds d'abonnement strictement sur ce qui est nécessaire pour les frais de bureau de la Sous-Préfecture, et s'il y avait lieu d'augmenter les traitements des Sous-Préfets, qu'on les augmentât régulièrement, correctement, de façon à ce qu'on sache exactement ce que coûtent par an les Sous-Préfets, *sans être exposé à croire qu'ils coûtent beaucoup moins.*

» M. le Préfet ayant rappelé, ainsi que l'un de nos honorables collègues si compétent en ces matières, la nature du fonds d'abonnement et sa double destination, en ajoutant non sans raison qu'il est impossible à un Préfet ou à un Sous-Préfet de prélever quoique ce soit sur la partie de ce fonds qui est affectée aux employés et qu'il n'avait été touché d'aucune plainte sur des prélèvements de cette nature, l'honorable M. Trystram avait persisté dans ses critiques ; il avait protesté d'ailleurs, qu'elles n'avaient rien de personnel notamment en ce qui concerne M. le Préfet, et que son but serait atteint, si en appelant l'attention du gouvernement sur un état de de choses qui lui paraissait un véritable abus, il parvenait *à faire un peu d'ordre dans un certain désordre.*

» Quelle que fût la pensée de l'honorable M. Trystram, les termes dans lesquels il l'avait exprimée avaient pu émouvoir, et peut-être avez-vous su depuis qu'ils avaient ému la susceptibilité du haut fonctionnaire qui dirige l'administration de ce département. Justement jaloux de la considération de ses auxiliaires, il n'avait pu rester insensible à des critiques qui, dans la forme au moins où elles s'étaient produites, avaient pu dans une certaine mesure, y porter atteinte.

» C'est dans ces circonstances, que vous avez été saisi de la proposition de l'honorable M. Brame. Pour l'apprécier, votre 1er bureau a cru devoir entendre son auteur dans ses explications et recevoir, en même temps, celles que pourrait lui fournir l'honorable M. Trystram. M. le Préfet, de son côté, a exprimé le désir de lui communiquer e personne les renseignements qu'il avait jugé à propos de se procurer sur l'objet de ses délibérations.

» Il serait sans réelle utilité de reproduire ici avec leurs développements, les observations qui se sont échangées dans votre 1er bureau, il doit suffire de vous faire connaître :

» Que l'honorable M. Brame a approuvé en principe notre collègue M. Trystram, d'avoir soulevé une question dont la solution pouvait mettre un terme aux abus par lui signalés au Conseil général, mais qu'il ne l'a approuvé que sous la réserve formelle qu'il préciserait les faits qui constituaient ces abus, et qu'il justifierait les critiques qu'il avait faites du fonds d'abonnement, qui d'après ses expressions mêmes, serait l'occasion *d'un certain désordre* dans l'emploi de cette partie des deniers publics ;

» Que M. le Préfet a mis sous les yeux du 1er bureau des états émargés par les employés des Sous-Préfectures du département, d'où il résulte que le fonds d'abonnement reçoit partout la destination à laquelle il est affecté, que partout les employés touchent sur ce fonds la somme que la loi leur attribue ; que dans quelques Sous-Préfectures, ils touchent plus que cette somme ; qu'il en est ainsi en ce moment même, à Dunkerque, et que, dans cet arrondissement les employés étant payés sur ce fonds, il n'a jamais été perçu par le Sous-Préfet, à titre de frais de bureau, qu'une somme identique à celle que l'honorable M. Trystram lui-même a reçue de septembre 1870 à mars 1871, mais que, d'après sa déclaration, il a généreusement remise de la main à la main à ses employés ;

» Que M. Trystram, enfin, n'a pas protesté contre l'exactitude du compte-rendu *in-extenso*, qu'il a déclaré que, s'il a parlé d'abus, il n'avait eu en vue ni faits précis ou déterminés, ni des fonctionnaires auxquels il aurait eu à reprocher ces abus; que si l'on a pu croire qu'il en était autrement, c'est que sa parole avait mal servi sa pensée; que ses critiques enfin étaient toutes théoriques et ne s'attaquaient qu'à la loi elle-même, en ce qu'elle alloue aux Sous-Préfets, à titre de frais de bureau, une somme dont ils n'ont pas à rendre compte et qui constitue pour eux une augmentation de traitement.

» La question étant réduite à ces termes, votre 1er bureau pense qu'il n'a plus à se préoccuper d'abus dans le sens de la proposition de M. Brame, M. Trystram ayant déclaré que, pour lui, il n'y avait pas de faits abusifs, l'abus ne consistant que dans la défectuosité de la loi ; qu'il ne peut d'ailleurs y avait lieu, en l'absence d'une discussion complète de la loi et sur l'expression d'une opinion purement personnelle, de se livrer à une appréciation du principe de la division du fonds d'abonnement, sous le rapport des garanties qu'il peut présenter. »

M. J. Brame déclare que, bien qu'il soit l'auteur de la proposition qui a donné lieu au rapport dont le Conseil vient d'entendre la lecture, il ne demandera pas la parole puisqu'il a reçu pleine et entière satisfaction. Il se bornera à constater que M. Trystram a allégué qu'une loi existante était féconde en abus, et que quand on lui a demandé de faire connaître ces abus, il a déclaré qu'il n'y en avait pas. Si toutes les lois donnaient des résultats semblables, il faudrait s'en applaudir.

M. Trystram se défend d'avoir dit que la loi était féconde en abus, il ne l'a pas même insinué. Il a dit que la pratique des fonds d'abonnement, est un abus ; il a dit en parlant, par exemple, de la Sous-Préfecture de Dunkerque, — qu'il n'a d'ailleurs citée que parce qu'il la connaît mieux que les autres, — que le fonds d'abonnement s'élevait à 8,400 fr., que sur cette somme, 4,650 fr. étaient attribués aux employés, que la différence, soit 3,750 fr. constituait

pour le Sous-Préfet de Dunkerque — comme pour tous les autres — un bénéfice, sauf en ce qui concerne la partie de cette somme qui est consacrée aux frais de bureau. En tenant ce langage, l'honorable membre n'a évidemment pas attaqué le Sous-Préfet de Dunkerque qu'il ne connait pas, il n'a attaqué personne individuellement; ses critiques n'ont porté que sur le fonds d'abonnement en lui-même.

» Il répète encore qu'un Sous-Préfet qui reçoit 8,400 fr. de fonds d'abonnement, qui donne 4,650 fr. à ses employés et conserve 3,750 fr. pour payer des frais de bureau qui s'élèvent à quelques centaines de francs, fait un bénéfice sur la partie du fonds d'abonnement affectée au matériel. L'honorable membre a vu là un abus; il a demandé qu'on établit l'ordre dans ce qui, à ses yeux, constitue un désordre, c'est-à-dire dans des dépenses qui ne sont pas sujettes à contrôle de la part de l'autorité. Il n'a pas dit autre chose, il n'a pas le moins du monde prétendu qu'il y ait eu des abus dans aucune préfecture ou sous-préfecture; il a entendu uniquement critiquer la loi, le mode d'attribution du fonds d'abonnement et il ajoute que si l'on veut bien, sans passion, relire le compte-rendu sommaire et le compte-rendu *in extenso*, on verra qu'il n'a pas dit autre chose.

» L'honorable membre peut en donner la preuve immédiatement. Le lendemain ou le surlendemain de la discussion, avant le dépôt de la proposition de M. Brame dont il ignorait les intentions, il s'est expliqué avec M. le Préfet et lui a dit que la lecture du compte-rendu *in extenso* montrerait qu'il n'avait pas dit ce que certaines personnes supposaient. L'honorable membre est assez connu pour qu'on sache que quand il a à dire quelque chose, il le dit ouvertement. Dans l'espèce, il a critiqué purement et simplement la loi sur les fonds d'abonnement; donner à un Préfet ou à un Sous-Préfet pour fonds d'abonnement une somme de ....., dont il doit affecter à ses employés une partie, l'emploi de l'autre partie n'étant pas sujet à justification, c'est à son point de vue, un abus, un désordre et il maintient son opinion à cet égard. Mais la pensée ne lui est pas venue d'insinuer quoi que ce soit contre un fonctionnaire quelconque du département ou des autres départements. Il a attaqué d'une manière générale la loi sur les fonds d'abonnement et il a demandé au Conseil général s'il n'y aurait pas lieu, en présence de ce qu'il a appelé un abus, de présenter un vœu pour que M. le Ministre de l'Intérieur examine s'il ne serait pas utile de préparer un projet de loi en ce sens. Comment peut-on supposer que l'honorable membre ait voulu commettre cette mauvaise action qui consisterait à venir dire, sans avoir prévenu personne, qu'il y a parmi les fonctionnaires du département ou ailleurs, des fonctionnaires qui malversent ? Si l'on examine le compte-rendu sans passion, sans p ti pris, on verra que l'honorable membre n'a pas voulu dire autre chose que ce qu'il a dit et vient de répéter, à savoir qu'une partie du fonds d'abonnement est dépensée sans justification et que cette justification lui paraissait nécessaire.

» M. Goussard déclare que les dernières paroles de M. Trystram lui donnent toute satisfaction et qu'il n'aurait rien à ajouter si les premières paroles qu'il a prononcées n'étaient encore de nature à laisser subsister quelqu'équivoque, malgré la très-grande netteté que le préopinant a apportée dans ses explications. Il appelle en effet *abus* ce qui est l'usage permis et légitime de la loi, et non une irrégularité qui aurait été commise par les sous-préfets; dans sa pensée, c'est seulement la loi qui est mauvaise. Toutefois la forme sous laquelle cette pensée a été présentée et consistant à dire qu'un sous-préfet sur un total de... donnait une somme de... à ses employés, qu'il faisait

par conséquent un bénéfice de. . . ., pouvait jusqu'à un certain point jeter quelques doutes sur la régularité de l'administration de ces fonctionnaires. C'est là ce qui a amené M. Brame à provoquer ce débat. L'honorable membre se félicite de la tournure qu'il a prise et il doit dire que dès hier à la question qu'il posait à M. Trystram : — Connaissez-vous un fait irrégulier à la charge d'un sous-préfet? — Celui-ci a répondu : — Non, je n'en connais pas, et si j'ai pu être ainsi compris, c'est que ma parole a trahi ma pensée. — Cela étant, tout se réduit à une question de théorie. Avant de la discuter, il y aurait à examiner les règlements et instructions en vigueur et à rechercher leur raison d'être, mais sur le point qui avait préoccupé le Conseil général et le public, l'assemblée a une complète satisfaction et l'honorable membre tient à le constater, d'accord, croit-il, avec M. Trystram.

M. LE PRÉSIDENT pense qu'en présence de ces explications, l'incident peut être considéré comme vidé.

Il donne la parole à M. MARIE-SOUFFLET (1er bureau), qui fait lecture des quatre rapports qui suivent :

Tables décennales de l'état-civil.

Le premier bureau, d'accord avec M. le Préfet propose au Conseil général de voter au budget départemental de l'exercice 1873, un crédit de 13,200 fr., représentant la moitié de la dépense nécessaire à l'établissement des tables décennales de l'État-civil pour la période de 1863 à 1872.

— Crédit voté.

Aliénés — Frais de transport. — Dépenses arriérées.

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général, deux mémoires s'élevant ensemble à 237 fr. 50 cent. pour le transport en voiture, pendant l'année 1871, de l'hôpital Saint-Sauveur à Lille à la gare de cette ville, d'aliénés devant être dirigés sur les asilse d'Armentières et de Bailleul.

Ces mémoires ayant été présentés après la clôture de l'exercice, n'ont pu être acquittés.

La dépense étant parfaitement justifiée, le 1er bureau prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget du département, exercice 1873, un crédit égal de 237 fr. 50 cent. pour acquitter les deux mémoires dont il s'agit.

— Crédit voté.

Service vicinal. — Personnel. — Caisse des retraites.

Le 1er bureau est unanimement d'avis de faire droit à la réclamation si légitime de M. Ternant agent-voyer principal de Dunkerque et prie le Conseil général de décider, conformément aux propositions de M. le Préfet que les services pour la retraite seront comptés à M. Ternant à dater du 1er janvier 1866 à la charge par lui de verser à la caisse des retraites la somme de 46,60 montant de la moitié des retenues afférentes à ses services antérieurs, y compris intérêt jusqu'au 1er janvier 1873.

— Conclusion adoptée.

Flines-les-Raches — Octroi.

Le Conseil municipal de la commune de Flines-les-Raches, arrondissement de Douai, par une délibération en date du 19 de ce mois, sollicite l'établissement d'un octroi dans sa commune.

La demande de Flines-les-Raches qui a une population de plus de 4,000 âmes, paraît parfaitement justifiée à cause des lourdes charges qui pèsent sur sa situation financière, et les ressources normales ne pouvant plus suffire à couvrir les dépenses obligatoires qui sont à sa charge.

D'autre part, cette commune est actuellement redevable de la somme de 21,000 fr, à titre de reliquat dû pour l'emprunt qu'elle a contracté les 19 juin 1851 et 7 novembre 1863 pour solder les travaux de pavage dans divers chemins et rues pour subvenir aux frais d'agrandissement et de réparation de son église.

D'autres améliorations sont jugées nécessaires par le Conseil municipal de Flines-lès-Raches et vivement désirées par la population tout entière, à savoir la construction d'une seconde école de garçons et une seconde maison d'école de filles ; d'autre part, le bureau de bienfaisance est tout-à-fait impuissant à soulager les nombreuses misères de tous les indigents de la commune.

En présence de ces diverses considérations, d'accord avec l'administration des contributions indirectes et trouvant le tarif d'octroi présenté en parfaite harmonie avec le tarif général qui régle cette matière ;

Le 1er bureau propose au Conseil général d'approuver l'établissement d'un octroi dans la commune de Flines-lès-Raches sous les réserves portées dans l'article 49.

Suit le tarif établi par le Conseil municipal :

Vins en cercles et bouteilles. — Par hectolitre	1 fr. 20
Alcool pur	4 »
Bière tant de l'intérieur que de l'extérieur. — Taxe unique, par hectolitre	1 »

— Approuvé.

Fonds non-valeurs et réimpositions pour 1871.

M. Renard, autre rapporteur du 1er bureau, fait le rapport suivant :

Le 1er bureau, présente au Conseil le projet d'arrêté concernant les comptes d'emploi des fonds de non-valeurs et de réimpositions en 1871 :

Le Conseil général approuve le compte du fonds de non-valeurs et de réimpositions pour 1871 présenté par M. le Directeur des contributions directes et arrête que les résultats seront inscrits au registre des délibérations ainsi qu'il suit :

Non-valeurs.

Contributions foncière, personnelle et mobilière, portes et fenêtres.

Recettes

Le montant du crédit mis à la disposition de M. le Préfet sur le 1/3 et sur les 2/3 du produit du fonds de non-valeurs des contributions foncière, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres a été de 67,84 34

Dépenses

Les ordonnances de remise et modération se sont élevées à 59,999 47

L'excédant des recettes sur les dépenses est donc de 7,845 87

Cette somme de 59,990 fr. 37 c. se subdivise de la manière suivante :

Pour incendies	1,446	65
Pour inondations	741	35
Semis et plantations	53	82
Vacances de maisons et chômages d'usines	30,212	01
Démolitions, impositions prématurées, surévaluations	4,443	49
Indigence postérieure à l'émission du rôle	2,074	69
Evénements imprévus	576	»
Cotes irrécouvrables	19,853	16
Frais de poursuites	598	10
Total	59,999	47

Contribution des patentes.

Recettes.

Le crédit ouvert sur les 5 centimes des fonds de non-valeur des patentes a été de . . . . . fr. 181,565 49

Dépenses.

Le montant des dégrèvements accordés s'est élevé à	167,212	24
L'excédant des recettes sur les dépenses est donc de	14,353	25

Le produit des 8 centimes prélevés sur le principal des patentes au profit des communes, conformément à l'article 32 de la loi du 25 avril 1844, s'est élevé, en 1871, à 264,421 fr. 97 c.

Cette somme a dû être versée dans la caisse municipale au fur et à mesure des recouvrements.

Le montant des dégrèvements accordés en décharge et réduction sur les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, et réimposés dans les rôles de 1872 est, pour

la contribution foncière, de . . . . . fr.	511	»
Pour la contribution personnelle et mobilière, de	24,358	55
Pour la contribution des portes et fenêtres	829	44
Total . . fr.	25,698	99

M. le Préfet fait connaître qu'indépendamment de ces allocations accordées sur les fonds de non-valeur, des secours sont aussi accordés sur le budget de l'Agriculture et du Commerce aux personnes nécessiteuses, dans le cas de pertes éprouvées par suite de sinistre. Les états fournis pour 1871, s'élèvent à la somme de 55,290 fr. Il n'a pas encore été pris de décision à cet égard.

Le Rapporteur prie le Conseil général de donner acte à M. le Préfet de sa communication, et de recommander cette question à sa bienveillante sollicitude, afin qu'il puisse en hâter aussitôt que possible la liquidation.

— Ces conclusions sont approuvées et le projet d'arrêté est adopté

M. Chombart (1er bureau) lit un rapport ainsi conçu :

Octroi d'Hazebrouck.

La ville d'Hazebrouck demande la prorogation, avec révision, des tarif et règlement de son octroi.

D'après les indications ci-après, les taxes sur les bestiaux s'écartent sensiblement de celles fixées par le tarif général.

	Taxes proposées :			Maximum fixé par le tarif général :		
Bœufs, vaches, taureaux	6 fr. »	les	100 kil.	3 fr. »	les	100 kil.
Moutons	8 »	—		4 »	—	
Veaux	5 33	—		3 »	—	
Agneaux et chevreaux	8 »	—		5 »	—	
Porcs	4 20	—		3 50	—	

Ce maximum, fixé par le tarif général, donnerait à la ville d'Hazebrouck une perte réelle de deux mille trois cent quatre francs qu'elle ne peut supporter mais sur laquelle le bureau appelle l'attention.

Les brasseurs de la ville ont adressé une pétition au conseil municipal afin d'obtenir une réduction sur le droit actuel ; en supposant quarante centimes, elle conduirait à une perte de cinq mille deux cent dix-sept francs. Bien que ce droit soit plus élevé que celui des autres villes du département, dans l'intérêt de la ville d'Hazebrouck, le moment, pour réduire ce droit, n'est pas opportun et ne profiterait nullement aux consommateurs, car cette réduction ne ferait pas diminuer le prix de la vente en détail ; il est donc nécessaire de prendre en considération que l'octroi de la ville d'Hazebrouck est créé depuis un grand nombre d'années, que le nouveau règlement est établi conformément aux instructions, que les principales ressources de la ville proviennent de l'octroi et que, sans cet impôt indirect, elle ne pourrait pas subvenir à ses besoins ; aussi le 1er bureau est d'avis qu'il y aurait lieu d'accorder à la ville d'Hazebrouck l'autorisation de réviser le tarif de son octroi, dont la perception légale expire le 31 décembre 1872.

— L'autorisation est accordée.

M. Lotthé (même bureau) présente le rapport qui suit :

Octroi de La Chapelle-d'Armentières.

Les tarif et réglement de l'octroi de la Chapelle d'Armentières cessent d'être exécutoires le 1er janvier 1874.

Le Conseil municipal de cette commune, suivant délibération du 13 novembre 1871, en a voté la prorogation pour cinq ans.

Le 1er bureau, considérant que la demande en prorogation est anticipée, attendu que les tarif et réglement actuels ne cesseront d'être en vigueur que le 1er janvier 1874, propose au Conseil général d'ajourner la délibération à la session prochaine.

— L'ajournement est prononcé.

Au nom du 3e bureau, M. Desrousseaux donne lecture des quatre rapports qui suivent :

Lycée de Lille. — Bourses départementales.

M. le Préfet met sous les yeux du Conseil général le tableau des boursiers départementaux au lycée de Lille, dont la pension expire le 30 septembre prochain.

Aucune vacance ne doit avoir lieu dans les bourses entretenues au Lycée de Douai.

Une prolongation de pension est sollicitée en faveur du jeune Gravet (Albert), boursier à trois quarts de pension au Lycée de Lille.

M. le Proviseur donne de bons témoignages sur cet élève, qui est inscrit au tableau d'honneur. Mais pour qu'il puisse terminer avec profit ses études bien commencées, la prolongation demandée pour la prochaine année scolaire, sera peut-être nécessaire l'année suivante.

De plus une demi-bourse, occupée actuellement par le jeune Cerf, sera vacante au Lycée pour l'année expirant le 30 septembre 1872.

Le 3e bureau n'est pas d'avis d'accorder au jeune Gravet la prolongation de 3/4 de pension qu'il a obtenue. Cet élève né le 27 février 1854, va bientôt accomplir sa 19e année, et ce n'est qu'à l'âge de 21 ans qu'il pourra terminer ses études; à cet âge bien des admissions lui seront fermées.

En conséquence les vacances de bourses au Lycée de Lille sont de 3/4 et de 1/2.

Après avoir fait un examen attentif des titres des postulants et de la position de leurs familles, le 3e bureau propose au Conseil d'allouer :

Les 3/4 de bourse au sieur Benjamin Georges Louis, de Roubaix, né le 9 décembre 1860;

Et la demi-bourse au sieur Bouchez, Édmond-Desiré-Joseph, né à Lille, le 13 février 1863.

Les notes de ces deux candidats sont très satisfaisantes, et ont été reçus à l'examen d'épreuves le premier à 6 1/4 et le second à 5 1/2.

A cet égard, le 3e bureau désire qu'à l'avenir des renseignements plus précis soient donnés sur la position et les ressources des familles des candidats, et sur le maximum des notes de l'épreuve à subir.

— Conclusions adoptées.

Sourds-muets et jeunes aveugles.

Le Conseil général a alloué, en 1871, 44,550 fr. pour le crédit applicable aux dépenses d'entretien d'élèves boursiers et demi-boursiers du département, dans les institutions de sourds-muets et de jeunes aveugles de Lille.

Au moyen de ce crédit, le nombre des élèves qui participent aux encouragements du département, est actuellement de 98, savoir :

INSTITUTION DE GARÇONS.

Sourds-muets :	20 boursiers à 550 fr.	11,000 fr.
—	17 demi-boursiers à 275 fr. . . .	4,675
Aveugles :	5 boursiers à 600 fr.	3,000
—	12 demi-boursiers à 300 fr. . . .	3,600

INSTITUTION DE FILLES.

Sourdes-muettes :	27 boursières à 550 fr.	14,850
—	3 demi-boursières à 275 fr. . . .	825
Aveugles :	8 boursières à 600 fr, ...	4,800
—	6 demi-boursières à 300 fr. . .	1,800
	Total égal.	44,550 fr.

Les deux institutions de Saint-Maurice et de Lille, continuent à être parfaitement tenues et les élèves y sont toujours l'objet des soins les plus intelligents et les plus dévoués.

Depuis longtemps il était question de transférer l'institution des garçons sur un terrain de plus de deux hectares pour y exercer les élèves aux travaux agricoles et horticoles.

A moins d'obstacle imprévu, ce projet va recevoir son exécution au mois d'octobre prochain, L'établissement sera installé à Ronchin, à une faible distance des remparts de Lille et à proximité des chemins de fer de Paris et de Tournai. Il dominera le nouveau champ de mars et les vastes plaines de Ronchin, et sous le rapport hygiénique on rencontrerait difficilement une situation plus favorable.

Dans sa séance du 14 mai dernier, la Commission départementale, frappée du degré d'intérêt que présentaient les demandes de bourses qui lui étaient soumises, dont plusieurs dataient depuis un an, décida qu'en raison des rares vacances qui se produisent, le Conseil général sera prié. dans sa prochaine session, de vouloir bien augmenter le nombre des bourses du département dans les deux institutions de sourds-muets et de jeunes aveugles de Lille.

Voici la situation par rapport aux bourses qui doivent devenir disponibles au 1er octobre, et aux demandes qui sont parvenues à l'administration :

INSTITUTION DE FILLES

	Bourses vacantes au 1er octobre.	Bourses sollicitées.
Sourdes-muettes.	3 1/2	8
Aveugles.	» 1/2	1

INSTITUTION DE GARÇONS.

Sourds-muets.	2 1/2	6
Aveugles.	» 1/2	» 1/2

RÉSUMÉ.

Sourds-muets	6	14
Aveugles.	1	1 1/2

En ce qui concerne les aveugles, deux demi-bourses vont devenir vacantes, et il est produit deux demandes pour une bourse et demie; mais une des deux demi-bourses est actuellement occupée par le sieur Cau (Louis), de Tourcoing, en faveur duquel une prolongation d'une année d'études est sollicitée. Cet élève, dont la conduite est très-bonne, est digne de toute la sollicitude du conseil général; aussi le 3e bureau propose d'accorder cette prolongation. En conséquence, 14 bourses étant sollicitées dans les institutions de sourds-muets et 6 seulement étant vacantes, il manque 8 bourses pour satisfaire aux demandes existantes aujourd'hui.

Pour pouvoir faire droit à toutes les demandes qui sont mises sous les yeux du Conseil général, il faudrait :

8 bourses de sourds-muets à 550 fr. . .	4,400 fr.
1 bourse d'aveugles à 600 fr..	600
TOTAL.	5,000 fr.

Pour apprécier combien il est charitablement nécessaire d'augmenter le nombre des bourses départementales dans les institutions des sourds-muets et jeunes aveugles, le Conseil général recevra avec intérêt quelques renseignements puisés dans une statistique établie au moyen de certificats délivrés par les maires des communes du département; l'honorable membre les extrait d'un précédent rapport qu'il a eu l'honneur de faire dans la session de 1864.

A cette époque le département comptait 4529 sourds-muets et aveugles, mais comme les conditions nécessaires pour être admis dans les établissements de Fives et de Lille prescrivent une limite d'âge de 10 à 14 ans, le nombre des enfants indigents qui rentraient dans cette catégorie était de 214. Ces 4529 sourds muets et aveugles se divisaient ainsi :

1° *Sourds-muets au-dessous de* 16 *ans.*

1° Garçons	238 »	388 »
2° Filles	150 »	

2° *Aveugles au-dessous de* 16 *ans.*

1° Garcons	118 »	234 »
2° Filles	116 »	

3° *Sourds au-dessus de* 16 *ans.*

1° Hommes	362 »	655 »
2° Femmes	293 »	

4° *Aveugles au-dessus de* 16 *ans.*

1° Hommes	1,544 »	3,252 »
2° Femmes	1,708 »	

Total des sourds-muets et aveugles existant à cette époque dans le département du Nord . . . . . 4,529 »

Ces chiffres n'ont pas dû varier depuis lors ; il suffit de les rappeler pour plaider avec succès la cause de ces enfants malheureux qu'une éducation appropriée peut seule rendre à la vie commune. Rien n'est plus éloquent qu'un chiffre.

Le 3e bureau, d'accord avec M. le Préfet et avec la Commission permanente, invite le Conseil à augmenter le nombre des bourses de sourds-muets de huit, et d'une bourse la catégorie des aveugles, et d'autoriser un crédit de 5,000 fr. pour l'entretien de ces bourses au budget de 1873, et comme il serait possible que le budget de cette année ne se prêtât pas à cette inscription soit pour la totalité soit pour partie, il ne croit pas devoir faire de présentations à l'occupation de ces bourses ni à celles qui seraient vacantes au 1er octobre prochain; il laisse ce soin à la Commission permanente qui aura peut-être à choisir dans un plus grand nombre de postulants aussitôt que l'augmentation du nombre de bourses, si elle est votée, sera connue des intéressés, en manifestant le vœu qu'un certain nombre de bourses soient divisées en demi-bourses.

— Ces conclusions sont votés et les crédits sont votés.

Cluny. — Ecole normale del'enseignement secondaire spécial — Bourse.

Le 3e bureau est d'avis, conformément à la proposition de M. le Préfet, de concéder la bourse vacante à l'École normale de l'enseignement secondaire spécial de Cluny, au sieur Manesse (Juvénal), de Frasnoy (Nord), ancien élève-maître de l'École normale de Douai.

— Cette proposition est approuvée.

Instruction primaire.

» Malgré les soins et les efforts que j'ai apportés pour renfermer le rapport sur le budget de l'instruction primaire dans des limites restreintes, je me vois obligé d'entrer dans plusieurs détails, non pas pour justifier l'importance, que nous comprenons tous, et les avantages de l'instruction, mais pour appuyer les crédits qu'elle comporte et principalement pour ceux qui sont modifiés.

» Les demandes de crédit pour l'année 1873 sont de 346,395 fr. 78 cent. Si vous approuvez les observations et les légères modifications qui sont proposées dans quelques articles, sans toutefois changer l'économie du budget, les crédits resteront les mêmes pour la totalité de la somme, et il y aura lieu de pourvoir à ces dépenses par le vote de 3 centimes additionnels autorisés par la loi du 15 mars 1850 (art. 40) et celle du 10 avril 1867 (art. 14); c'est ce qui établit le budget ordinaire de l'instruction primaire.

» Le crédit pour l'École normale de Douai qui forme l'article premier des dépenses obligatoires est de 43,083 fr., il était en 1872 de 42,843 fr. C'est une légère augmentation, pour ce qui concerne la part contributive du département, de 240 fr. applicable au maître jardinier et au maître relieur qui ne touchent actuellement, le premier, que 500 fr. et le second 200 fr. Les soins qu'ils apportent dans l'enseignement de leur métier justifient pleinement cette augmentation.

» Les frais de la Commission d'examen et du service de MM. les délégués cantonaux sont portés en 1873 comme en 1872 à 1,000 fr. et ne donnant lieu à aucune observation.

» Le chapitre du complément des dépenses des écoles primaires communales qui s'élevait en 1872 158,667 fr., est porté pour 1873, à 170,000 fr.

» Cette augmentation de 11,333 fr. a pour but la création d'écoles spéciales de filles dans les communes de plus de 500 habitants qui en sont encore dépourvues et à la nomination d'instituteurs adjoints dans les écoles qui ont un trop grand nombre d'élèves, et de maîtresses de couture dans les écoles mixtes dirigées par des instituteurs. Ces deux améliorations sont vivement sollicitées par l'administration, comme étant d'une utilité et d'un avantage incontestables.

» Les subventions aux communes pour acquisitions, constructions et réparations de maisons d'école et de salles d'asile, qui font la première partie des dépenses facultatives s'élèvent à 60,112fr.78 augmentation minime de 811 fr. 30 sur l'exercice de 1872, qui s'explique par l'incertitude des prévisions qui seront nécessaires pour la part contributive du département dans ces dépenses. Malgré les efforts louables que font les communes pour construire ou réparer leurs écoles, il reste encore bien des progrès à réaliser.

» Il est alloué au cours normal d'institutrices à Douai en 1873 comme en 1872, une somme de 13,500 fr., crédit suffisamment justifié par les bons résultats obtenus par cette institution, qui répond dignement à la confiance et aux sacrifices du Conseil général.

» La subvention pour l'achat des livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres est la même qu'en 1872, soit 2,500 fr. Cette somme peut paraître insuffisante pour les besoins

qu'elle est appelée à satisfaire, mais il est à remarquer que le département ne fait que compléter les sacrifices que font les communes.

»Une somme de 1,500 fr. est également portée au budget de 1873 comme en 1872 pour achat de livres destinés aux bibliothèques scolaires. Cette dépense produit d'heureux résultats, car le nombre des bibliothèques qui était il y a cinq ans de 188, est aujourd'hui de 341, et le nombre de livres mis à la disposition des familles s'est accru de 14,870 à 19,526.

» Le chapitre des encouragements aux instituteurs et aux institutrices, aux directrices des salles d'asile et aux directeurs de classes d'adultes n'ont pas varié, de même que les subventions pour venir en aide aux instituteurs et aux institutrices qui par suite de circonstances exceptionnelles se trouvent dans le besoin et à d'anciens instituteurs retraités et nécessiteux.

» L'indemnité à M. l'Inspecteur de l'Académie et au Directeur de l'École normale, a paru insuffisante à votre 3e bureau. Le département qui apporte toujours un concours généreux dans les améliorations à introduire dans le service de l'instruction primaire a élevé de 600 à 700 fr., à partir du 1er janvier 1872, le traitement des instituteurs et des institutrices. Cette mesure qui a été accueillie avec un sentiment de vive reconnaissance serait incomplète si le département ne faisait pas participer à sa libéralité les chefs de l'instruction primaire, surtout quand ces libéralités sont la juste récompense de services rendus et d'un zèle incessant consacrés depuis longtemps aux intérêts du département. Les charges imposées aux positions élevées sont trop lourdes, eu égard aux rémunérations gouvernementales. Et s'il m'est permis de répéter ce que je vous disais en 1868 dans un même rapport et ce que vous mêmes vous avez accueilli avec faveur : « Le plus sûr » moyen de donner aux fonctionnaires de l'enseignement du zèle et de l'ardeur et de fortifier en » même temps leur considération aux yeux du public, c'est de mieux assurer leur position en leur » accordant des rémunérations plus élevées. »

» Au surplus, je devrais me dispenser d'entrer dans toutes ces considérations, il suffit de nommer des hommes qui par leur mérite ont conquis l'estime et les sympathies générales pour obtenir un assentiment unanime. Votre 3e bureau vous propose d'élever de 1,000 fr. l'indemnité accordée à M. Jarry, Inspecteur de l'académie à Lille et de 500 fr. celle de M. Hilaire, Directeur de l'École normale de Douai.

» Cette augmentation ne changera pas l'économie et l'équilibre du budget de l'instruction primaire, car elle sera compensée par des réductions que nous vous proposons sur les articles suivants.

» En conséquence, le crédit affecté à l'indemnité de M. l'Inspecteur d'Académie, au Directeur de l'École normale et les frais de bureau aux sept inspecteurs primaires, seront portés de 10,400 à 11,000 fr.

» Les crédits pour :

Subvention à l'inspectrice des salles d'asile ;

Traitement et indemnités des employés de la section de l'instruction primaire et frais généraux d'impression ;

Subvention pour les écoles du dimanche ;

Bulletin de l'instruction primaire ;

Indemnité au secrétaire de l'Académie de Douai ;

Traitement de l'Inspectrice départementale des écoles de filles, des salles d'asile et frais de tournée ;

Gymnastique, subvention aux communes et encouragements aux instituteurs,

» Ne subissent aucune modification et les considérations qui ont été invoquées dans les précédents rapports témoignent de leur utilité et doivent en assurer l'allocation.

» Reste, pour compléter la nomenclatures des divers crédits affectés à l'instruction primaire:

Le crédit de 1000 fr. pour achats de machines à coudre ;

Et celui de 1,600 fr. pour entretien de bourses à l'École normale de l'enseignement secondaire spécial de Cluny.

C'est sur ces deux articles que votre 3e bureau vous propose des réductions.

» Depuis plusieurs années (dix ans environ), le Conseil général vote un crédit pour achat de machines à coudre, et maintenant les écoles importantes de filles en sont fournies; celles qui seraient acquises en trop grand nombre ne trouveraient pas d'emploi immédiat et seraient exposées à se détériorer; inutile donc d'en maintenir le crédit dans son intégralité, et votre 3e bureau vous propose de le réduire à une somme de 300 fr., qui servira à l'acquisition d'une ou de deux machines à coudre.

» Quant à l'entretien de deux bourses à l'École de Cluny, le rapport de M. le Préfet constate qu'une seule bourse est occupée en ce moment, par un élève autorisé à faire une troisième année d'étude, il constate également que cette bourse va être vacante à la fin de l'année. Les conditions assignées pour l'admission à l'école de Cluny sont rarement remplies, les candidats manquent. Une seule demande est adressée pour cette année et a fait l'objet d'un autre rapport. Il n'y a donc aucun inconvénient, d'accord avec M. le Préfet et les fonctionnaires de de l'instruction, à n'allouer que le crédit d'une seule bourse, soit 800 fr.

» Les sacrifices que nécessite au département l'allocation de tous ces crédits sont grands, mais ils sont compensés par les bienfaits qu'il en retire. Je n'entrerai pas dans l'énumération des progrès que signale le rapport de M. l'Inspecteur d'académie, joint au rapport de M. le Préfet. Il me suffira de constater que, restreint pendant les malheureuses circonstances que nous venons de traverser, le nombre des élèves auxquels l'instruction est donnée, tant dans les écoles publiques que dans les écoles libres et les différents cours annexes dépasse 267.000 fr., que neuf écoles publiques nouvelles ont été ouvertes et que trente-neuf projets de construction et d'expropriation ont été examinés.

» Sur ce nombre d'élèves, 200,000 environ reçoivent l'instruction gratuite. Ce chiffre pourrait être augmenté, car il est constaté que 10,000 à 12,000 enfants de sept à treize ans ne reçoivent aucune instruction, par la fréquentation de l'école et les jeunes ouvriers sont entièrement privés d'instruction, ou ils n'en retirent qu'un simulacre. Ajoutons à cette triste constatation que jamais la loi de 1841 n'a été plus mal observée. Les classes que cette loi prescrit dans les fabriques sont presque toujours désertes et presque partout désorganisées. Une note émanant de renseignements presqu'officiels constate que dans la vill de Lille 10,619 hommes et femmes de 6 à 20 ans ne savent ni lire ni écrire, et que 3,442 savent lire seulement. Un fait signalé à Avesnes, il y a quelques jours, vient à l'appui de cette assertion. Sur cent enfants qui doivent suivre le cours dans une fabrique, dix-huit seulement étaient présents. Espérons que les mesures que le Conseil général a adoptées en doublant le nombre des Inspecteurs mettront fin à ces abus et amèneront une stricte exécution de la loi jusqu'à ce que le gouvernement en ait décrété la réforme, si vivement désirée.

» Une seule commune, soit par insuffisance de ressources, soit par négligence, n'a pas encore établi d'écoles. Le Conseil d'arrondissement de Cambrai, dans sa dernière session, l'a signalée, c'est la commune de Montay.

» Plusieurs écoles sont insuffisantes, et dans de mauvaises conditions d'hygiène; celles de Troisvilles, Beaumont et bien d'autres, au nombre de 30 environ, sont signalées comme défectueuses.

» Le mobilier, dans un grand nombre, laisse à désirer; d'autres n'ont pas de cartes murales du département.

» Le 3e bureau émet l'avis que la sollicitude de M. le Préfet soit appelée sur toutes ces regrettables lacunes, et de l'inviter à user de tout son pouvoir pour obtenir des communes les sacrifices nécessaires pour les combler. Il invite aussi à faire cesser les inconvénients des écoles mixtes.

» Le recrutement des instituteurs et des institutrices est aussi l'objet d'une légitime préoccupation. L'École Normale de Douai, qui en est la principale pépinière, quoique très-bien installée, bien dirigée, et surveillée par une Commission très-dévouée, ne comptait, en 1872, que 47 aspirants, en 1870, il y en avait 91, en 1871, 61. Même progression descendante est signalée au Cours normal confié aux Dames religieuses de Flines, qui en 1872 ne compte que 19 aspirantes. Sans le concours de malheureux alsaciens-lorrains qui se sont expatriés pour conserver leur nationalité française, et auxquels le département du Nord s'est empressé d'offrir la plus large hospitalité, 25 à 30 classes seraient restées vacantes dans le courant de l'année 1872, faute de maîtres disponibles.

» Le Conseil général ayant trouvé le chiffre de la promotion de l'année dernière insuffisant, il était de 20, ce chiffre a été élevé pour cette année à 25. Les ressources du département ne permettant guère un chiffre plus élevé. Une circonstance toute particulièr permettrait cependant de dépasser ce chiffre de deux. Les jeunes gens qui ont obtenu les Nos 26 et 27 dans l'examen d'admission, demandent à entrer dans l'École à leurs frais et comme pensionnaires libres.

» L'Administration adhère entièrement à cette proposition qui ne contient que des avantages et pour ceux qui la font et pour ceux qui l'acceptent, et votre 3e bureau y donne un avis favorable en vous invitant à le consacrer par un vote.

» Melles Adèle Roger et Irma Deltour, deux élèves-maîtresses du Cours Normal des Dames de Flines, sollicitent la faveur de continuer les cours de l'établissement, avec jouissance de la bourse départementale jusqu'aux examens qui auront lieu en mars prochain.

» Les renseignements sur ces deux élèves étant très-bons, et cette concession étant appuyée par M. l'Inspecteur d'Académie, votre 3e bureau est d'avis d'y faire droit.

Espérons maintenant que les mobilisations d'une part, et d'autre part les incertitudes que faisait naître la loi sur le service militaire ayant cessé, de nouveaux sujets viendront remplir cette école si utile de jeunes instituteurs.

Terminons ce rapport déjà trop long, en signalant que les 3 centimes à voter pour le budget ordinaire de l'instruction primaire étant suffisants pour les besoins du service ordinaire, M. le Préfet ne fait aucune proposition pour le budget extraordinaire.

» Et quant au budget rectificatif qui comprend les fonds qui n'ont pas reçu d'emploi dans le cours de l'exercice précédent, ils peuvent être affectés avec les ressources de l'exercice présent. M. le Préfet en signalant que la somme disponible de l'exercice 1871 est de 158,180 fr. 87 c., invite le Conseil à appliquer 70,180 fr. 87. au complément des dépenses des écoles communales, et 88,000 fr. aux subventions aux communes pour constructions et appropriations de maisons d'école.

» Sous le bénéfice des ces observations, le 3e bureau vous propose de voter les crédits relatifs à l'instruction primaire, conformément aux propositions de M. le Préfet, et de voter, en outre, les 3 centimes pour le budget ordinaire, les imputations du budget rectificatif et les conclusions du rapport pour divers substitutions de crédits et autres propositions. »

— D'après l'exposé qui précède :

Le Conseil général vote trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes en 1873, dont le prodnit est évalué à 346,395 fr. 78 c.;

Et, sous le bénéfice des observations développées dans le rapport de son 3e bureau, arrête le budget du service de l'Instruction primaire pour 1873, comme il suit :

Instruction primaire, — Budget ordinaire de 1873

	BUDGET DE 1872.		SOMMES
	Sommes proposées pour 1872.	Sommes allouées par M. le Ministre.	votées pour 1873.
Recettes.			
Trois centimes additionnels.	334011 48	334011 48	346395 78
CHAPITRE Ier			
Dépenses obligatoires.			
1° Dépenses ordinaires de l'École normale :			
Subvention du département *(a)*... 21,258 »			
Entretien de 43 bourses à 450 fr... 19,350 »	43975 »	42843 »	43083 »
— de 11 demi-bourses à 225 2,475 »			
2° et 3° Frais de la Commission d'examen et du service de MM. les délégués cantonaux. . .	1000 »	1000 »	1000 »
4° Complément des dépenses ordinaires des écoles communales de garçons, de filles et mixtes, indemnités aux directeurs et directrices de cours d'adultes, complément du traitement des instituteurs-adjoints, etc.	157535 »	158667 »	170000 »
	202510 »	202510 »	214083 »
CHAPITRE II.			
Dépenses facultatives.			
1° Subventions aux communes pour acquisitions, constructions ou réparations de maisons d'école de garçons, de filles et de salles d'asile, et de mobilier scolaire.	59301 48	59301 48	60112 78
2° Dépenses extraordinaires de l'École normale . .	400 »	400 »	*(b)* 400 »
3° Allocation pour le cours normal d'institutrices.	13500 »	13500 »	13500 »
4° Subvention pour l'achat de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres	2500 »	2500 »	2500 »
5° Subventions pour achat de livres destinés aux bibliothèques communales.	1500 »	1500 »	1500 »
A REPORTER.	77201 48	77201 48	78012 78

(*a*) Allocation départementale pour les dépenses générales de l'Ecole . . . . . 19,458 » } 21,258 »
— — pour le traitement du Directeur de l'École annexe. . . 1,800 » }

(*b*) Achat d'engrais pour le jardin d'expérimentation. . . . . 400 » } 400 »

	BUDGET DE 1871.		SOMMES
	Sommes proposées pour 1872.	Sommes allouées par M. le Ministre.	votées pour 1873.
REPORT.	77201 48	77201 48	78012 78
6° Encouragements aux instituteurs qui se sont le plus distingués.	2000 »	2000 »	2000 »
7° Mêmes encouragements aux institutrices . .	1200 »	1200 »	1200 »
8° Mêmes encouragements aux directrices et surveillantes des salles d'asile.	600 »	600 »	600 »
9° Mêmes encouragements aux directeurs des classes d'adultes.	3000 »	3000 »	3000 »
10° Subvention pour venir en aide aux instituteurs qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin. . . .	2000 »	2000 »	2000 »
11° Subvention pour venir en aide aux institutrices qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin	1500 »	1500 »	1500 »
12° Secours à d'anciens institut[rs] retraités et à des parents d'anciens institut[rs] dans le besoin..	10000 »	10000 »	10000 »
13° Indemnité à M. l'Inspecteur d'Académie, au Directeur de l'École normale, et frais de bureau aux sept Inspecteurs primaires . .	10400 »	10400 »	11900 »
14° Subvention à l'Inspectrice des salles d'asile .	500 »	500 »	500 »
15° Traitements et indemnités des employés de la section de l'instruction primaire et frais généraux d'impression	12000 »	12000 »	12000 »
16° Achat de machines à coudre pour écoles de filles	1000 »	1000 »	300 »
17° Écoles du dimanche. — Subvention pour ceux qui les tiennent.	3000 »	3000 »	3000 »
18° Bulletin de l'Instruction primaire	500 »	500 »	500 »
19° Indemnité au Secrétaire de l'Académie de Douai	500 »	500 »	500 »
20° Entretien de deux bourses à l'école normale de l'enseignement secondaire spécial de Cluny.	1600 »	1600 »	800 »
21° Traitement de l'inspectrice départementale des écoles de filles et des salles d'asile et frais de tournée.	1500 »	1500 »	1500 »
22° Gymnastique. Subventions aux communes et encouragements aux instituteurs.	3000 »	3000 »	3000 »
TOTAL.	131501 48	131501 48	132312 78
RÉCAPITULATION.			
Chapitre 1[er] — Dépenses obligatoires	202510 »	202510 »	214083 »
Chapitre II — Dépenses facultatives	131501 48	131501 48	132312 78
TOTAL.	334011 48	334011 48	346395 78
Les ressources s'élèvent à	334011 48	334011 48	346395 78
BALANCE.	» »	» »	» »

École normale d'instituteurs et cours normal d'institutrices à Douai.

—

Bourses.

Comme complément du précédent rapport, M. Desrousseaux donne lecture du rapport ci après :

M. le Préfet fait connaître que les Commissions de surveillance établies près de l'École normale d'instituteurs et du Cours normal d'institutrices de Douai présentent, conformément à l'article 10 du décret du 2 juillet 1866, un travail pour la répartition des bourses entretenues par l'Etat et le département en faveur des élèves-maîtres et des élèves-maîtresses de ces établissements.

L'article 45 de la loi du 10 août 1871, confère au Conseil général le droit de nommer et de révoquer les titulaires de ces bourses.

De l'examen attentif des délibérations des Commissions de surveillance, il résulte :

1° Que pendant l'année scolaire 1872-73, le nombre des élèves-maîtres présents à l'Ecole normale sera de 67, à savoir : 19 pour la troisième année, 23 pour la deuxième et 25 pour la première ;

2° Que le cours normal d'institutrices comptera 36 élèves-maîtresses, dont 14 en troisième année, 12 en deuxième, 10 en première.

Dans les deux établissements les examens d'entrée et de passage ont présenté des résultats satisfaisants.

Le nombre des bourses vacantes, par suite du départ des élèves sortants, est de 22 à l'Ecole normale et de 10 au cours normal.

Les Commissions préposées à la surveillance de ces deux établissements, proposent de les répartir ainsi qu'il est indiqué ci- après :

1° Ecole Normale.

1° Les élèves de 1re année, c'est-à-dire ceux qui comptent déjà une année d'études, demi-boursiers ou pensionnaires libres seraient tous promus, selon l'usage suivi dans le Nord, à une bourse entière du département, savoir:

Dordain, de Bantigny	Demi-boursiers.
Cloez, d'Obies	
Pavot, de Grand-Fayt	
Bodard, de Colleret	
Moreau, de Verchain	
Rousseau, de Gommegnies	
Leduc, de Wervick-Sud	
Dehove, de Vendegies-au-Bois	
Dinoire, de Gognies-Chaussée	
Lebeau, de Recquignies	
Jouvenaux, de Poix	
Cousin, de Sains	

2ᵉ Cours Normal

Seraient nommées élèves-maîtresses avec jouissance d'une bourse du département.

Talma, Abethzie, de Poix;
Marouzé, Élise, d'Haspres;
Gigon, Julie-Fanny, de Maubeuge;
Colard, Mélanie, de Clary;
Lambert, Jeanne, de Dourlers;
Baudoux, Marie-Louise, d'Haussy;
Lenne, Irma-Adolphine, d'Artres;
Taisne, Anna-Célestine, de Walincourt;
Autier, Marie-Herminie, de Thilay (Ardennes);
Fontignies, Zoé, de Feignies.

Toutefois, deux élèves-maîtresses, Mlles Adèle Roger et Irma Deltour, qui ont échoué aux examens du brevet de capacité, à la fin de leur cours triennal d'études, sollicitent la faveur de continuer à suivre les cours de l'établissement avec jouissance de la bourse du département qui leur a été accordée lors de leur entrée à l'école, jusqu'aux prochains examens qui auront lieu au mois de mars 1873.

Ces deux élèves sont très-méritantes à tous égards, et il résulte des renseignements fournis par M. l'Inspecteur d'Académie, que leur échec aux examens n'est qu'un accident.

Dans le précédent rapport le 3e bureau a proposé d'accueillir la demande de ces jeunes personnes; Mlles Autier et Fontignies, inscrites les dernières sur la liste d'admission, ne seraient mises en possession de leur bourse qu'après le départ de Mlles Roger et Deltour, et, jusque là, les frais de leur pension resteraient à la charge de leurs familles.

Le bureau prie le Conseil de sanctionner par son approbation, ces projets de répartition étudiés avec soin et qui paraissent justifiés par la conduite, l'application et les progrès des élèves-maîtres et des élèves- maîtresses qui en sont l'objet.

— Ces conclusions sont adoptées.

M. Carlier (3e bureau) présente les huit rapports ci-après :

Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves.

Les secours d'ensemble de 1,750 fr. accordés à sept veuves d'anciens employés, ont été votés par le Conseil général dans diverses sessions précédentes : M. le Préfet dit qu'ils n'ont pas cessé d'être nécessaires; le 3e bureau propose donc l'inscription au budget de 1873 d'un crédit de 1,750 fr., qui sera réparti conformément aux indications contenues dans le rapport de M. le Préfet.

— Crédit voté.

Caisse départementale des retraites — Liquidations de pensions. — 1° Vve Strub.

La dame Zélie Delhaye, veuve de M. Strub, ancien chef de bureau à la préfecture, a droit au quart de la pension de 630 fr. dont jouissait son mari.

Sa demande est appuyée de toutes les pièces et justifications exigées par le règlement de la caisse départementale des retraites; le 3e bureau propose de liquider à la somme de 107 fr. 50 c. la pension de la veuve Strub.

— Approuvé.

2° Dame Dubremoy, veuve Renard.

La demande de pension faite par la dame Dubremoy, veuve de M. Renard, ancien agent voyer à Denain, est appuyée de toutes les pièces exigées par le règlement.

Le 3e bureau propose de la fixer à la somme de 209 fr. ; soit le quart de celle dont jouissait son mari.

— Approuvé.

3° M. Jougleux.

M. Jougleux, agent-voyer cantonal de 3e classe à Valenciennes sollicite la liquidation de sa pension de retraite.

Le reglement de la caisse départementale de retraites autorise les liquidations de pensions pour les employés que des infirmités rendent incapables de continuer leurs fonctions.

Les rapports joints au dossier constatent que M. Jougleux est atteint d'infirmités qui justifient sa mise à la retraite : aux termes des articles 6, 7 et 10, sa pension doit être liquidée à 418 fr. 26 cent.

Le 3e bureau propose de la fixer à ce chiffre avec jouissance à partir du 1er septembre prochain.

— Approuvé.

4° M. Musin, receveur de l'asile d'aliénés d'Armentieres.

M. Musin, receveur de l'asile d'aliénés d'Armentières, demande sa mise à la retraite à partir du 1er octobre prochain. M. le Préfet, dans son rapport, expose les droits de M. Musin qui comptera, le 30 septembre prochain, 35 ans, 5 mois et 6 jours de service. Sa pension est à liquider comme suit :

Pour 30 ans de service, la moitié du traitement de 3,500 francs.	1,750 fr.
Prorata pour 5 ans, 5 mois et 6 jours, à raison de 1/40 par année du même traitement.	475 41
Total.	2,225 41

Le 3e bureau propose de fixer à cette somme de 2,225 fr. 41 cent. la pension de retraite de M. Musin avec jouissance à dater du 1er octobre prochain.

La mise à la retraite de M. Musin, receveur de l'asile d'aliénés d'Armentières, paraît au 3e bureau une occasion toute naturelle de réunir la recette à l'économat et de commencer ainsi à réaliser le programme qui a été tracé, l'an dernier, pour cet établissement par l'honorable M. Testelin, programme approuvé. Le rapporteur propose donc, au nom du 3e bureau, de décider qu'à partir du 1er octobre prochain la recette de l'asile d'aliénés d'Armentières sera jointe à l'économat.

— Ces conclusions sont approuvées.

Commission météorologique du département du Nord.

Le Conseil a porté l'année dernière de 300 à 500 francs le crédit annuel accordé à la Commission météorologique du département.

Un rapport de M. Meurein, vice-president, rend compte des travaux de cette Société, auxquels sont asso iés aujourd'hui comme correspondants MM. les instituteurs.

L'honorable . Meurein sollicite pour 1873 l'allocation de 500 francs qui a été accord e

pour 1872, et demande à être autorisé à en employer une partie pour des médailles à décerner à ses correspondants les plus zélés.

Le 3e bureau propose, d'accord avec M. le Préfet, l'inscription au budget de 1873 d'un subside de 500 francs, dont partie pourra être employée à des récompenses honorifiques.

— Le crédit est alloué.

Société centrale de médecine.

Dans son rapport, M. le Préfet énumère tous les services que rend aux indigents la Société Centrale de médecine et les encouragements qu'elle accorde aux travaux scientifiques.

Le 3e bureau s'associe volontiers à ces éloges mérités et propose l'inscription au budget de 1872, d'une allocation de 800 fr.

— L'allocation est votée.

Commission historique.

La Commission historique du département du Nord publie en ce moment le 12e volume de ses bulletins : une épreuve en a été communiquée. Comme les précédents, le volume contient d'utiles et intéressants renseignements pour l'histoire du pays.

Le 3e bureau, heureux de rendre témoignage au zèle intelligent et laborieux dont sont animés les membres de cette Société, propose l'inscription au budget de 1873, du crédit ordinaire de 700 fr.

— Le crédit est voté.

Monts-de-piété.

Le département du Nord contient six Monts-de-piété, établis à Lille, Cambrai, Douai, Dunkerque, Roubaix et Valenciennes. Leurs chiffres d'opérations en démontrent toute l'importance.

L'état comparatif des opérations de ces établissements présente des différences notables. En 1871, Lille a perçu 9 p. % et réalisé un bénéfice de 25,203 fr. 04 c. ;

Cambrai a perçu 12 p. % et réalisé un bénéfice de 6,871 fr. ;

Douai a perçu 15 p. % et réalisé un bénéfice de 2,275 fr. ;

Dunkerque a perçu 14 p. % et réalisé un bénéfice de 8,092 fr. ;

Roubaix a perçu 14 p. % et subi une perte de 11,380 fr. ;

Valenciennes a perçu 7 1/2 p. % et subi une perte de 122 fr.

Le déficit de Roubaix est tout naturellement expliqué par la création récente de cet établissement : ouvert le 1er juin 1871, il n'a fonctionné que sept mois. Il n'y a aucun boni provenant du produit des ventes, et en outre, le premier exercice a supporté des frais d'installation assez élevés.

Le déficit de Valenciennes s'explique par une diminution sensible des opérations et par la réduction de 9 à 7 1/2 du taux d'intérêt.

Cet établissement a marché hardiment dans la voie recommandée par le Conseil général dans ses sessions précédentes. L'année dernière, le Conseil a renouvelé le vœu de voir réduire le taux d'intérêt, en reconnaissant que tous les efforts des Commissions administratives tendent vers ce but. Le Conseil d'arrondissement de Lille, dans sa session de 1872, a émis un vœu dans le même sens.

Le 3e bureau propose d'exprimer encore le même désir, et de prier M. le Préfet de

faire, auprès des Commissions administratives de nos Monts-de-piéte, toutes instances pour hâter la réduction du taux d'intérêt.

— Conclusions approuvées.

M. le Président demande la permission de faire une rectification au rapport, ou du moins de donner une explication.

Le rapporteur du 3e bureau, comme M. le Préfet dans son rapport, porte à 15 % l'intérêt perçu par le mont-de-piété de Douai. Ce n'est pas tout-à-fait exact. Quand l'emprunteur retire son gage, le Mont-de-piété lui prend 10 % d intérêt ; mais quand l'emprunteur le laisse vendre, indépendamment de l'intérêt dû à l'établissement, il a à supporter les frais de commissaire-priseur qui s'élèvent à 5 %. Il est vrai qu'alors il paie 15 % ; mais l'établissement, dans tous les cas, ne perçoit que 10 % d'intérêt.

Le Conseil s'ajourne à demain à neuf heures du matin.

La séance est levée à six heures.

Le Président,

P. DANEL.

Le Secrétaire,

DESROUSSEAUX.

Séance du 30 Août.

(1re PARTIE).

La séance est ouverte à neuf heures et demie du matin.

Président : M. Danel.

Secrétaire : M. Van der Straeten, puis M. Desrousseaux.

Sont présents : MM. Guillemin, Mailliet, Levent, Emond, Marie-Soufflet, Boulangé, Baron de l'Épine, de Carnières, Rouez, Clavon, Stiévenart-Béthune, Leleu, Telliez, Dutemple, Seydoux, Crépin, Macarez, Billet, Maurice, Fiévet, Bottin, des Rotours, Joos, de Coussemaker, Lemaire, Trystram, Goussard, Goudaert, Bergerot, Lotthé, Plichon, Desmyttère, Joets de Metershof, Massiet du Biest, Duquenne, Beck, J. Brame, Chombart, C. Descat, Général Faidherbe, J. Dutilleul, Henri Bernard, Morisson, Testelin, Desmoutiers, Deregnaucourt, Deleporte-Bayart, Roussel-Defontaine, J. Leurent, Émile Carlier, Renard, Émile Delerue, L. Legrand (de Lecelles), Édouard Hamoir, de Marsilly, L. Legrand (de Valenciennes).

Absents : M. Dansetie, M. le Comte d'Hespel.

M. le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Van der Straeten, le plus jeune des membres présents, est adopté.

Communications. M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre de M. de Cléry, président de la Société d'Alsace-Lorraine qui remercie le Conseil général du subside qu'il a bien voulu accorder à cette œuvre.

— Mention au procès-verbal.

Autre communication :

Note sur les chemins de fer d'intérêt local publiée par la société des Ingénieurs civils.

— Renvoi au 5e bureau.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de la liste des rapports qui restent à présenter et donne successivement la parole aux différents rapporteurs.

M. TRYSTRAM, au nom du 4e bureau, fait un rapport ainsi conçu :

Lignes télégraphiques

» Les renseignements fournis par M. l'inspecteur de ce service dans le département constatent que les bureaux télégraphiques ouverts à la correspondance privée sont au nombre de 86, dont :

Bureaux de l'État y compris trois services sémaphoriques.	18
Bureaux à service municipal	45
Bureaux établis dans les gares de chemin de fer	23
TOTAL. . . .	86

C'est-à-dire sept de plus qu'en 1871 ; 6 pour les bureaux municipaux et un pour les bureaux de l'État ; ce dernier est Armentières, précédemment bureau municipal. Les nouveaux bureaux municipaux, sont : Croix, Marquette, Saint-André, Templeuve, Les Moëres, Orchies, et Renescure, qui sont de récente création et qui sont ou seront bientôt définitivement établis.

Il résulte d'un état comparatif du nombre des dépêches du service pendant les 6 premiers mois de 1871 et 1872, qui pendant cette période de 1871 le nombre en a eté de :

	85.954 dépêches intérieures et	22.530 dép. internationales ;	ens.	108.484
En 1872, il y a eu	127.959 —	15.873 —		143.832
Augmentation en 1872 de	42.005 sur les dép. int.,	diminution de 6.657 sur les dép. int.,	ensemble aug. de	35.348

Pendant la même période le produit des taxes a été :

En 1871 :	taxes intérieures 74,846 55 ;	taxes internationales 110,265 90 ;	ensemble	185,012 45
En 1872 :	— 128,288 » ;	— 66,584 05 ;	—	194,872 05

Soit une augmentation de 53,441 45 sur les taxes intérieures, une diminution de 43,581 85 sur les dépêches internationales et au total une augmentation de 9,859 60.

Un autre état comparatif du produit des taxes depuis l'application de la surtaxe de deux décimes par franc pour les dépêches intérieures et de quatre décimes par franc pour les dépêches internationales fait voir que :

En mars, ancien tarif, le total des dépêches a été de	24.216 et leur produit	30,238 85
En mai, nouveau tarif	22 143 »	33,419 30
	2.073	3,180 45

Soit une diminution de 2.073 dans le nombre de dépêches et une augmentation de fr. 3,180 45 dans leur produit.

L'année dernière vous vous êtes associés au vœu du Conseil d'arrondissement de Douai demandant qu'il fût établi des bureaux télégraphiques à Orchies, à Marchiennes et à Arleux.

Les bureaux de Marchiennes et d'Orchies sont établis. M. le Préfet a mis Arleux sur la voie d'une demande en établissement d'un bureau télégraphique sur son territoire, le ministre n'attendant que la demande pour y donner satisfaction.

Vous avez encore, l'année dernière, appuyé le vœu du Conseil d'arrondissement de Valenciennes tendant à ce que « autant que les rapports internationaux peuvent le permettre, les tarifs des » dépêches pour la Belgique et autres pays soient ramenés à des chiffres raisonnables, eu égard » à la valeur respective des télégrammes dans les deux pays. »

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes renouvelle son vœu cette année en l'appuyant des mêmes considérations que celles sur lesquelles il l'appuyait l'année dernière.

En réponse au vœu de 1871 qui lui a été communiqué par M. le Préfet, M, le ministre de l'intérieur à répondu :

« En ce qui concerne les tarifs de la correspondance étrangère, ils sont réglés par des » tarifs internationaux que l'administration ne peut modifier à son gré. Pour ce qui est plus » spécialement de la Belgique, ces tarifs ont été fixés à trois fr. pour la généralité de la France » et à deux fr. seulement pour les dépêches échangées entre les départements français et les » provinces belges limitrophes. Ce sont des taxes relativement peu élevées, et dont il ne serait » pas possible de provoquer l'abaissement au moment où l'Assemblée se voit obligée d'aug- » menter celles de la correspondance intérieure. »

Votre 4e bureau vous prie de recommander en vous y associant le vœu du Conseil d'arrondissement de Valenciennes, pour qu'il y soit donné satisfaction aussitôt que les circonstances le permettront.

Dans votre session de 1871, vous avez demandé la mise à exécution d'un décret du 25 mai 1870, réglant les conditions auxquelles les articles d'argent, jusqu'à concurrence de 5,000 fr., pourraient être expédiés par le télégraphe et par la poste.

Ce service a été mis en activité à partir du 1er de ce mois.

A cette même session vous aviez de plus émis le vœu tendant à la réunion en une même administration des postes et télégraphes.

M. le Ministre à répondu à ce vœu que le projet de réunion des postes et des télégraphes est l'objet de l'examen du gouvernement : les deux services sont déjà confiés au même employé dans les petites localités toutes les fois que les municipalités en expriment le désir et que les agents des postes se trouvent en mesure de suffire à cette double fonction.

Votre 4e bureau vous propose néanmoins de renouveler votre vœu de l'an dernier, pour la réunion des deux services.

En 1871, vous avez encore appuyé un vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes, qui avait déjà émis le même vœu en 1870, demandant, vu son l'importance, l'ouverture du bureau de la gare d'Aulnoye à la télégraphie privée, sans concours financier de la part des communes, le chemin de fer ayant déjà accordé pareille faveur à la commune de Feignies.

M. le Ministre de l'Intérieur a répondu à ce vœu :

« L'ouverture de la gare d'Aulnoye à la télégraphie privée est subordonnée à l'assentiment de » la Compagnie du chemin du fer du Nord, qui est dans l'usage de réclamer à la commune, » pour le service télégraphique, une subvention de 300 fr. par an. »

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes renouvelle cette année son vœu des deux années précédentes dans les termes suivants :

« Considérant que le canton de Berlaimont est un des seuls qui n'ait pas encore de ligne » télégraphique mise à la disposition du public; que cependant, il possède à Aulnoye une gare » dont l'importance déjà très-grande est appelée à s'accoître encore, aussitôt l'ouverture pro- » chaine de la gare de Valenciennes;

» Que les industriels et les particuliers du canton sont tenus de faire 14 à 18 kilomètres » pour envoyer une dépêche télégraphique, ce qui nuit aux communications et à leurs intérêts;

» Et que l'établissement d'un bureau de télégraphie privée à la gare d'Aulnoye ne serait ni » pour le trésor, ni pour la Compagnie du chemin de fer du Nord, une cause de perte, le » produit des dépêches devant bien certainement être plus que suffisant pour couvrir les » dépenses;

» Le Conseil s'associant au désir des populations du canton de Berlaimont, renouvelle très- » instamment le vœu déjà exprimé dans ses précédentes sessions, qu'il soit établi un bureau de » télégraphie privée à la gare d'Aulnoye. »

Le 4e bureau propose au Conseil de s'associer à ce vœu.

Le Conseil d'arrondissement de Lille émet le vœu que les communes de Baisieux, Cysoing et Pont-à-Marcq soient dotées de lignes télégraphiques.

Le 4e bureau propose d'appuyer ce vœu et de s'associer à ce Conseil d'arrondissement pour exprimer le désir que les voyageurs soient avertis par affiches qu'ils peuvent déposer des dépêches dans les gares d'Armentières, Don, Lille, Roubaix et Tourcoing.

« Un membre du Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck a fait connaître que le service de » la télégraphie municipale laisse à désirer sous le rapport de la discrétion. Il arrive souvent » que le secret des dépêches est dévoilé et le public a même parfois connaissance du texte d'un » télégramme avant le destinataire. Cet état de choses lui paraît avoir de graves inconvénients, » et il y aurait lieu de le faire disparaître en retirant ce service des agents municipaux pour » le confier à l'Administration des postes.

» Le Conseil d'arrondissement partage cette opinion et exprime un vœu à cet effet. »

Le 4e bureau propose de prier M. le Préfet de vouloir bien vérifier si, tant à Hazebrouck que dans d'autres bureaux du département, le fait existe réellement et, dans l'affirmative, de vouloir bien en provoquer la réformation.

Le service télégraphique fonctionne d'ailleurs dans tout le département d'une manière satisfaisante et continue à s'étendre de plus en plus. »

— Ces conclusions sont approuvées et les vœux proposés sont émis.

Indemnités pour la session.

M. LE PRÉSIDENT, au nom de ses collègues du bureau, propose de voter un crédit de 3,500 fr. pour la rémunération due aux rédacteurs des procès-verbaux et du compte-rendu sommaire des séances du Conseil général, ainsi qu'aux auxiliaires appelés à lui prêter leur concours.

Cette allocation, égale à celle des années précédentes, serait répartie de la manière suivante :

1° A M. Ch. Vincent, chef de la 1re division, pour soins donnés à la rédaction et à l'impression des comptes-rendus et procès verbaux	1,200 fr.
2° A M. Sechehaye, rédacteur-sténographe des procès-verbaux.	1,200
3° A deux employés de la Préfecture.	550
4° A l'huissier du Conseil.	150
5° Aux garçons de bureau et au concierge de la Préfecture.	400
Total.	3,500 fr.

— La proposition est adoptée et l'allocation est votée.

Le crédit sera inscrit au budget rectificatif de 1872.

M. Trystram donne lecture d'un second rapport ainsi conçu :

Ports maritimes.

« I. Dunkerque.— Le mouvement général du port de Dunkerque en 1871, comparé au mouvement de 1870, présente les chiffres suivants :

1871. Entrées et sorties : 6,610 nav., jaug. 1,135,548 tonn. et port. plus de 900,000 de march.
1870. — 5,613 — 978,205 — 700,000 —

Augmentation en 1871 : 997 navires 157,343 tonn. de j. et près de 200,000 f. de march.

Dans ce mouvement, les navires français présentent :

En 1871. Entrées et sorties : 2,577 nav. jaug. 336,768 tonn. et port. plus de 250,000 f. de march.
1870. — 2,436 — 286,048 — 150,000 —

En plus en 1871 : 141 navires 50,720 ton. de jauge et près de 100,000 —

Les navires étrangers :

En 1871. Entrées et sorties : 4,033 nav. jaug. 798,780 tonn., port. près de 650,000 f. de march.
En 1870. — 3,177 — 692,157 — 550,000 —

En plus en 1871 : 856 navires 106,623 ton. de jauge et près de 100,000 —

Le tonnage moyen en tonneaux de jauge est resté à peu près le même qu'en 1870 : 174 tonneaux.

La comparaison des mouvements des bateaux de la navigation intérieure se présente comme suit :

A l'entrée dans les bassins :

En 1871. 4,520 bateaux jaugeant 504,433 tonnes et portant 120,980 tonnes de marchandises.
En 1870. 3.542 — 365,821 — 128,626 —

En plus : 978 — 138,612 — 7,646 tonn. march. de moins.

A la sortie des bassins :

En 1871 :	4,480 bateaux	jaugeant	500,683	tonneaux et portant	300,918	fr. de march
En 1870 :	3,561	—	364,022	—	185,751	—
Plus :	919 bat.	—	136,661	— de jauge —	115,167	—

Le mouvement de l'entrepôt des douanes donne :

En entrepôt au 31 décembre 1870. .	9,746,211 kil.
Entrées en 1871	52,403,069
Total. . . .	62,149,280 kil.
Sorties en 1871.	56,673,016
Restant au 31 décembre 1871 . . .	5,476,264 kil.

Le nombre des navires affectés à la pêche de la morue, à Islande, a été :

	En 1870	En 1871	différence sur 1870	
Navires. . .	153	119	moins	34
Tonnage . .	14,434 tonnes	11,448 tonnes	—	2,986
Équipages .	2,262 hommes	1,764 hommes	—	498
Produits . .	52,749 quint. métr.	46,683	—	6,068

Le nombre des bateaux affectés à la pêche cotière a été :

	En 1870	en 1871	Différence sur 1870	
Bateaux	91	103	en plus	12
Tonnages.	2376	2428	»	55
Équipages	542	605	»	63
Produits	5575 q^x métr.	6836 q^x métr.	»	1061
Valeur	577,490 fr.	863,626 fr.	»	306,136 fr.

Le nombre total des navires attachés au port de Dunkerque était au 31 décembre 1870 de 333 jaugeant ensemble . . . 41,238 tonnes.

Il était au 31 décembre 1871, par suite de francisations nouvelles, changements de ports d'attache, d'accroissements et d'extinctions de	345	»	»	42,657 »
Différence en plus	12	navires.	Ensemble	1,419 tonnes.

Ces 345 navires comprennent 15 bateaux à vapeur.

Le mouvement général de la navigation et des marchandises au port de Dunkerque se trouve résumé dans les deux tableaux suivants :

MARCHANDISES :

Entrée	Venues de l'étranger (commerce général)		5,729,687 q^x métr.
	De mutation d'entrepôt		1,955 »
	De cabotage		820,114 »
	De transit		55,946 »
	Pêche à Islande	morues	42,347 »
		huiles	4,334 »
	Pêche au poisson frais		2,787 »
	Total des marchandises entrées		6,657,140 q^x métr.
Sortie	Exportation (commerce général)		1,602,737 q^x métr.
	Mutation d'entrepôt		47,077 »
	Cabotage (non relevé à la sortie)		» »
	Avec prime		351 »
	Transit		66,586 »
	Réexportation d'entrepôt		106,737 »
	Total des marchandises sorties		1,823,488 q^x métr.

Marchandises entrées	6,657,140 q^x métr.	
Id. sorties	1,823,488	»
Total général	8,480,628 q^x métr.	

NAVIGATION :

			Navires.	tonneaux.	hommes.
Entrée	Navires français		978	114,057	6,106
	— étrangers		1,398	215,080	8,260
	— à vapeur français.	de cabotage	185	39,217	2,953
		de l'étranger	10	3,494	170
	— à vap. étrang. ven. de l'étranger		625	185,011	9,952
	— venant d'Islande		119	10,850	1,762
	Total		3,315	567,709	28,843

Sortie	Navires français		956	109,314	5,862
	— étrangers		1,342	210,087	8,606
	— à vapeur allant	au cabotage	193	42,407	3,065
		à l'étranger, français	17	5,981	271
		à l'étranger, étrangers	668	188,602	10,337
	— allant à Islande		119	11,448	1,794
	TOTAL		3,295	567,839	29,935

Navires entrés	3,315	jaugeant	567,709	tonnes	montés par	28,843	hommes.
— sortis	3,295	»	567,839	»	»	29,935	»
TOTAL GÉNÉRAL non compris les navires de la pêche cotière :	6,610	»	1,135,548	»	»	58,778	hommes.

Des diverses statistiques que votre 4e bureau met sous les yeux du Conseil général, il est impossible de déduire des conclusions d'aucune sorte. Les années 1870 et 1871 ont été tellement tourmentées par les événements qu'elles ne sauraient être considérées comme des années normales.

Le calme revenu, les affaires ont repris leur cours ordinaire. Il faut dire cependant que le rétablissement des surtaxes de pavillon avant l'expiration de notre traité de commerce avec la Belgique cause au port de Dunkerque un préjudice notable en permettant à un certain nombre de pavillons de se diriger sur la Belgique d'où leurs chargements s'importent en France, par terre, en franchise de la surtaxe.

Cet état de choses doit cesser dès le premier mois de l'année prochaine et y il a lieu de croire que nos constructeurs et nos armateurs mis à même de soutenir la concurrence étrangère mieux qu'ils ne l'étaient auparavant pourront reprendre leurs opérations presque anéanties par la loi de 1866.

Le remarquable rapport de l'Ingénieur en chef de nos ports a mis le Conseil général à même de juger de leur situation. Votre 4e bureau a pensé qu'il n'était pas nécessaire de paraphraser ce travail qui, dans ses parties essentielles, est la reproduction du rapport de 1871.

I est cependant une page de ce rapport que votre 4e bureau me charge de remettre sous vos yeux en appelant sur le sujet qu'elle traite votre plus sérieuse attention. C'est celle où il est question des fonds affectés aux travaux d'entretien et de grosses réparations qui sont toujours et absolument insuffisants.

« Jusqu'en 1868, dit l'Ingénieur en chef, (pages 254 et 255 de son rapport), nous nous étions » efforcé comme ingénieur ordinaire du port de Dunkerque d'appeler l'attention de qui de droit » sur les conséquences fâcheuses que devra entraîner l'insuffisance des ressources affectées à » l'entretien et aux réparations des ports du Nord, *surtout en ce qui concerne Dunkerque.*

« Il nous paraissait impossible que ces conséquences ne devinssent pas de plus en plus pa- » tentes ; et il faudrait indubitablement organiser les allocations de 2e catégorie (1) sur le pied,

(1) Travaux de grosses réparations. La première catégorie comprend les travaux d'entretien.

» de 2 à 3000,000 fr. par an, pendant 5 ou 6 ans, pour remettre le port dans les conditions fa-
» vorables que l'on était parvenu à peu près à realiser dans les années antérieures, mais qu'il
» n'est véritablement plus possible d'entretenir convenablement sans augmentation de res-
» sources. »

Parmi les graves inconvénients résultant du manque de ressources suffisantes en temps utile pour l'entretien de ces grosses réparations du port le plus grave peut-être est l'abaissement du tirant d'eau à l'entrée qui de 6 m. 35 c qu'il était encore en 1868 est tombé à 6 m. C'est là un fait que nous ne saurions envisager plus longtemps sans témoigner de nos vives inquiétudes autrement que par des vœux platoniques.

Le rapport qui vons a été fait l'année dernière établit d'après les données des ingénieurs que les travaux de grosses réparations urgentes à faire au port de Dunkerque s'élèvent d'une part à 1,873,000 fr. et de l'autre à 1, 500,000 fr soit ensemble 3,373,000 fr de travaux à effectuer en cinq ou six ans pour éviter d'avoir à faire des dépenses beaucoup plus considérables et de compromettre l'avenir de votre grand établissement maritime. C'est d'après ces données que vous avez recommandé l'année dernière une allocation de 500,000 fr. par an pour l'entretien et les grosses réparations.

Les travaux d'amélioration suivent leur cours. — Il y a lieu de compter qu'à partir du commencement de 1873 ils seront continués d'autant plus vigoureusement que, à partir du 1er mars le génie militaire devra remettre aux ingénieurs des ponts-et-chaussées, les fortifications qui doivent disparaitre pour faire place au nouveau bassin.

Votre attention a été appelée l'année dernière sur l'indispensable nécessité de faire en sorte que ce nouveau bassin, au lieu de ne donner au commerce que 500 m. de quais nouveaux, lui en donne 15 à 1,700. — Cette augmentation devait être obtenue par le changement des quais en pierres prévus dans les projets en quais en bois ou en fer, sans augmentation de dépenses pour l'état et d'accord avec les ponts-et-chaussées. — Cette transformation n'a pas cessé d'être des plus urgentes : les travaux étant commencés des décisions doivent être prises promptement pour ne pas en entraver l'exécution.

L'ensemble des travaux à exécuter au port de Dunkerque est déterminé par un décret du 14 juillet 1861 et par différentes decisions ministérielles qui ont étendu le premier peogramme.

Cet ensemble doit être complété et votre 4e bureau vous propose de recommander en vue de complément : l'utilisation de l'arrière port au moyen des quais complémentaires ; la réunion du nouveau bassin de l'Ouest avec les canaux pour tirer tout le parti que l'on doit attendre des travaux réglés en rendant faciles les communications directes entre les bassins maritimes de Dunkerque et les voies navigables qui y aboutissent.

Il serait à désirer que la chambre de commerce et l'administration municipale de Dunkerque, s'entendent sur les moyens de créer des docks et l'outillage indispensable d'un port aussi considérable.

Pendant plusieurs années les rapports faits au Conseil général sur le port de Dunkerque ont signalé cette lacune. — Cet outillage et ces docks sont le complément indispensable d'un grand port. Les administrations locales ne voudront certainement pas retarder plus longtemps l'étude de ces élements de prospérité. »

« II. GRAVELINES.— *Renseignements statistiques.*— Le mouvement général du commerce maritime de port a donné les résultats suivants :

Entrées : 373	navires	jaugeant	30.859	tonneaux	et portant	28.000	tonnes	de marchand.
Sorties : 360	»	»	30.329	»	»	9.000	»	»
Ensemble 733	»	»	61.188	»	»	37.000	»	»

Dont :

1° En navires français entrés et sortis :

666 navires, jaugeant, 51,158 tonneaux et portant, 29,000 tonnes de marchandises.

2° En navires étrangers entrés et sortis :

67 navires, jaugeant, 10,030 tonneaux et portant, 8,000 tonnes de marchandises.

Soit 20 navires, 4,526 tonnes de jauge et 6,000 tonnes de marchandises de plus qu'en 1870.

Le tonnage moyen qui était de 80 tonneaux en 1870 a été de 83 tonneaux en 1871.

Le nombre des navires affectés à la pêche à la morue d'Islande, en 1871, a été de

8,
jaugeant 857 tonneaux,
montés par 134 hommes,
ayant produit 3,000 quintaux métriques.

Le nombre de bateaux affectés à la pêche côtière a été de

76,
jaugeant 1,672 tonneaux,
montés par 600 hommes,
ayant produit 25,876 quintaux métriques,
d'une valeur de 752,954 francs.

Le nombre des navires construits ou réparés dans le port et lancés en 1871, a été de 6, jaugeant ensemble 434 tonneaux.

Quoique les sommes affectées à l'entretien et aux réparations du port de Gravelines soient relativement un peu plus élevées pour ce port que pour Dunkerque, elles sont cependant de beaucoup insuffisantes et il y a, comme pour Dunkerque, urgence absolue d'aviser à les augmenter.

Gravelines va être prochainement relié au chemin de fer du Nord par la ligne de Gravelines à Watten. L'ouverture de cette ligne va donner à ce port des éléments nouveaux de prospérité. Le Conseil général n'hésitera donc pas à continuer à aider de toutes ses forces à faire prendre à ce port l'extension que sa situation permet d'espérer, en demandant, comme il l'a fait l'année dernière, que les frais d'entretien et de grosses réparations soient portés ensemble à 100,000 fr. par an pendant cinq ou six ans afin de ne pas compromettre l'avenir.

Les travaux d'amélioration suivent leur cours. Comme vous l'avez vu par le rapport de l'Ingénieur : les travaux approuvés antérieurement au décret du 18 janvier 1871 sont terminés. — Il ne reste qu'à achever la reconstruction de l'écluse Vauban et à régler les talus et le fond du bassin compris entre les écluses 63 et 64 bis, pour réaliser, à Gravelines, les améliorations approuvées jusqu'ici, relativement aux intérêts du desséchement de la vallée de l'Aa, des chasses

du port de la navigation fluviale et maritime, pour ce qui concerne l'intérieur du port et la partie approuvée des projets.

Ces travaux pourront être terminés en 1873.

Mais avec les projets de réédification de l'écluse Vauban, se trouvaient les avant-projets relatifs à divers travaux annexes concernant la route Nationale, les fossés de la place pour les chasses et les desséchements, les magasins du service du port, la navigation fluviale et l'aménagement des rives du bassin à flot en exécution spontanée, sur lesquels il reste encore à dépenser 274,000 fr.

Indépendamment de ces travaux d'amélioration pour l'intérieur du port, un autre projet pour organiser les moyens de halage, la construction de murs de quai dans le port d'échouage et le déplacement des chantiers de construction s'élevant à 788,000 fr., a été présenté en 1861.

Il aura été dépensé sur cette somme, au 31 décembre 1872 . . . . . 410,000 fr.
ce qui laissera à dépenser pour parfaire les travaux imprévus. . . . . 378,000 fr.

Il est à craindre que cette somme reste insuffisante pour terminer les travaux entrepris. On peut estimer, dès-à-présent, à environ 300,000 fr. l'augmentation totale à laquelle on doit s'attendre.

Le rapport de l'Ingénieur en chef se termine, pour ce qui concerne le port de Gravelines, par une nouvelle révélation de l'indispensable nécessité d'élever le fonds d'entretien de grosses réparations à des chiffres plus en rapport avec l'usage et l'importance des ouvrages à entretenir et à réparer. — Les plus importants des projets de détail expédiés, dit le rapport, sont ceux des digues et jetées de l'Est et de l'Ouest du chenal et des quais de l'intérieur du port. Ils donnent lieu, ensemble, à une augmentation d'environ 260,000 fr., résultant de ce que, pendant une période de douze ans qui s'est écoulée entre l'étude des avant-projets et l'exécution, les anciennes digues sur lesquelles devaient s'élever les nouvelles jetées, n'ont pas pu être convenablement entretenues faute de fonds d'entretien et qu'il faut maintenant les refaire presque à neuf en même temps que les travaux d'amélioration auxquels ils doivent servir de base, et aussi de ce que les prix des matériaux et main-d'œuvre, se sont sensiblement élevés en 1872.

Le Conseil général devant cet état de choses, qui est le même à Dunkerque, n'hésitera pas à demander que les sommes nécessaires soient allouées le plus tôt possible. »

« Comme conclusions à ce rapport sur les ports de Dunkerque et de Gravelines, le 4e bureau propose d'émettre les vœux suivants :

En ce qui concerne Dunkerque :

1° Que les fonds d'entretien et de grosses réparations soient portés à 500,000 fr. par an pendant cinq ou six ans ;

2° Qu'au lieu de faire sur l'un des côtés du bassin de l'Ouest des quais en pierre prévus par le décret de 1861, il soit fait sur tout le pourtour de ce bassin des quais en bois ou en fer dont la dépense n'excèdera pas celle des quais en pierre et que la Commission départementale soit chargée de faire le nécessaire pour obtenir cette transformation ;

3° Que M. l'Ingénieur en chef du port de Dunkerque soit invité à mettre à l'étude l'utilisation de l'arrière port au moyen de quais complémentaires et la réunion du nouveau bassin de l'Ouest avec les canaux de ceinture communiquant avec ceux de l'intérieur ;

En ce qui concerne Gravelines :

1° Que les fonds d'entretien et de grosses réparations soient portés à 100,000 fr. par an ;

2° Que les fonds d'amélioration nécessaires à l'achèvement des travaux soient alloués le plus tôt possible.

L'année dernière, le Conseil avait recommandé à la vigilance de la Commission de permanence les intérêts de notre pays menacés par le projet de création à Calais d'une gare internationale. Les promoteurs de cette création n'ayant pas abandonné leur projet, l'assemblée, dit en terminant le Rapporteur, croira sans doute devoir renouveler cette recommandation à la Commission départementale.

Il me reste, continue le rapporteur, à vous soumettre une dernière proposition :

« L'an dernier, après vous être rendu compte de la relation intime qui existe entre les ports du Nord, le desséchement du pays et la navigation intérieure, vous avez émis le vœu suivant que votre 4e bureau vous propose de renouveler :

» Que le Ministre des Travaux publics examine s'il ne serait pas utile de réunir dans une même direction spéciale d'ingénieur en chef, le service des ports du Nord et celui du Pas-de-Calais, avec le service hydraulique et le service de la navigation intérieure du bassin de l'Aa. »

M. DE COUSSEMAKER fait observer, sur le dernier vœu proposé par le rapporteur, que le même vœu avait été émis en 1866 par le Conseil général et que le Ministre, en 1867, après examen, à cru pourvoir à la difficulté qui existait alors entre les ingénieurs du Nord et du Pas-de-Calais, relativement au service hydraulique et de la navigation, en créant un service spécial pour le Nord et le Pas-de-Calais. Ce service est aujourd'hui entre les mains de M. Bertin. Les choses depuis ce temps là, ont marché aussi bien que possible, car aucune plainte ne s'est manifestée et si M. Trystram est l'organe du port de Dunkerque, l'honorable membre croit être l'organe de l'Association des watteringues en déclarant qu'elle n'a qu'à se louer depuis 1867, de la manière dont le service est accompli, car il se fait dans les conditions les meilleures possible en égard à la disposition actuelle des canaux.

M. LE PRÉFET prie le Conseil de ne pas prendre le vœu en considération. Déjà l'année dernière, à la suite de l'émission de ce vœu, certaines difficultés se sont présentées. Les ingénieurs n'ont pas été satisfaits d'une proposition qui semblait indiquer que le service qui leur était confié laissait à désirer, et que si on le mettait en d'autres mains, les choses iraient mieux. L'ingénieur du port de Dunkerque trouve son service déjà trop accablant et il ne saurait comment suffire à de nouvelles attributions qui résulteraient de la réunion du service des ports du Nord avec celui du port de Calais.

LE RAPPORTEUR croit que la pensée du rapport n'a pas été bien comprise. M. de Coussemaker a cru qu'on avait l'intention de mettre dans les mains de l'ingénieur du port de Dunkerque le service dont il est question, mais tel n'est pas l'objet du vœu, qui parle seulement de « réunir dans une même direction spéciale d'ingénieur en chef, le service des ports du Nord et celui du port de Calais, avec le service hydraulique et le service de la navigation intérieure du bassin de l'Aa » sans dire que cette direction spéciale sera confiée à tel ou tel ingénieur. Il est très vrai que l'ingénieur du port de Dunkerque ne demande pas à être chargé de ce service et ce qui a ému, l'année dernière, les différents ingénieurs du département, c'est qu'ils ont cru que

le vœu avait pour but de réunir dans les mains de l'ingénieur du port de Dunkerque les services dont on demande la réunion. Il suffit de lire le rapport spécial de l'Ingénieur du port de Dunkerque relatif au service hydraulique et au service des ports de Dunkerque et de Gravelines ; pour comprendre combien le travail est délicat et difficile et il faut que l'Ingénieur en chef du port de Dunkerque soit un homme éminent comme il l'est, pour que ce service fonctionne aussi bien et aussi utilement. C'est pour ce motif que le rapport demande, ce service étant d'une telle délicatesse, s'il ne serait pas mieux fait si un ingénieur spécial était chargé de tout ce qui est relatif au desséchement du pays.

M. DE COUSSEMAKER répète que le service tel qu'il est organisé actuellement, et surtout depuis 1867, s'accomplit à la satisfaction de tous ; notamment des sections des Watteringues, qui ont le plus grand intérêt à ce qu'il soit fait dans des conditions convenables. Le service de la navigation est également dans d'aussi bonnes conditions que possible eu égard à la situation des canaux et rivières ; et l'honorable membre ne voit pas sur quels motifs on se fonderait pour changer cette situation ; il ne croit pas qu'il se soit élevé aucune plainte ; il n'y a donc pas lieu de solliciter aucune modification.

M. LE PRÉSIDENT dit que tout le monde paraissant satisfait, le vœu ne lui paraît pas avoir de raison d'être.

— Le Conseil, consulté, n'adopte pas le vœu.

M. LE PRÉSIDENT demande au rapporteur ce qu'il entend que fasse la Commission départementale en ce qui concerne le projet de création, à Calais, d'une gare internationale. La Commission départementale n'a aucune compétence sur ce point.

Le RAPPORTEUR remercie M. le Président de lui fournir l'occasion de prendre la parole sur ce point. Il remarque qu'on renvoie à la Commission départementale toute espèce d'affaires et il se demande si cette Commission est obligée d'étudier les affaires ou si elle est seulement obligée, comme le dit l'article 77 de la loi du 10 août 1871, de régler « les affaires qui lui sont renvoyées par le Conseil général, dans les limites de la délégation qui lui est faite ». L'honorable membre a questionné son bureau sur ce point et on n'a pas pu lui donner de solution. Il propose de saisir le Conseil général de la question, afin qu'on sache quelles sont les affaires qu'on peut renvoyer à la Commission départementale et dans quelles limites on peut le faire. L'année dernière le Conseil lui a renvoyé un vœu tendant à appeler son attention sur un port qui était projeté dans le voisinage de Calais et la Commission départementale paraît ne pas s'en être occupée du tout, cependant c'est une affaire très-importante. On lui a renvoyé de même le vœu sur lequel une discussion vient de s'engager et relatif au service des Ingénieurs. L'honorable membre ne sait ni si la Commission départementale s'en est occupée, ni si elle devait s'en occuper. Il demande que le sens de la loi soit élucidé.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'on ne peut ainsi résoudre incidemment une question de principe ; mais que, la Commission départementale ne peut pas s'occuper de questions qui sont du ressort des ingénieurs.

LE RAPPORTEUR réplique qu'il ne s'agit pas d'une question du ressort des ingénieurs. Les quais qui doivent être faits dans le bassin de Dunkerque ne devant avoir que 500 mètres, le 4e bureau prie la Commission départementale d'aviser à ce qu'on en construise le double ou le

triple. Pour cela, il suffirait que les ingénieurs fissent l'étude d'un projet où l'on emploierai le fer au lieu de la pierre.

M. LE PRÉSIDENT dit que la Commission départementale n'a pas à demander autre chose aux ingénieurs que des renseignements.

LE RAPPORTEUR demande une réponse à sa question : la Commission départementale doit-elle faire toutes les études qui lui sont renvoyées? En d'autres termes, quel est le sens que l'art. 77 attache à ces mots, régler les affaires? C'est une question à décider d'une manière générale.

M. LE PRÉSIDENT répète que le Conseil ne peut pas, à l'occasion des ports maritimes, traiter une question de doctrine générale.

Il met aux voix les conclusions du rapport sur lesquelles il n'a pas encore été statué.

— Ces conclusions sont adoptées et les vœux proposés sont émis.

M. TRYSTRAM demande la parole pour prier le Conseil de vider la question qu'il a posée ; il est indispensable à ses yeux que les membres de l'assemblée sachent dans quelles limites ils peuvent prononcer des renvois à la Commission départementale.

M. TESTELIN pense que la question pourrait être examinée en même temps qu'on s'occupera de la discussion du règlement ; mais il est très-important qu'elle ne reste pas sans solution.

M. TRYSTRAM insiste pour que la difficulté qui se présente soit résolue sans aucun retard. Il faut que le Conseil général sache dans quelles limites il peut prononcer des renvois à la Commission départementale et si elle est tenue d'examiner les affaires qui lui ont été renvoyées, ou si elle peut dire qu'elle n'avait pas à s'en occuper.

M. MAURICE pense qu'on pourrait nommer une Commission spéciale qui serait chargée d'examiner la question soulevée par M. Trystram et de présenter un rapport au Conseil. Il est difficile de résoudre la difficulté, au pied levé. On peut aussi, comme l'a proposé M. Testelin, attendre la discussion du projet de règlement.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'on avisera ultérieurement, mais qu'il faut reprendre l'ordre du jour.

M. MORISSON présente, au nom du 2e bureau, le rapport qui suit :

Secours. — Mme Ve Dupont.

Dans sa séance du 26, contrairement à l'avis exprimé par le 3e bureau, le Conseil a décidé que Madame Dupont, veuve d'un ancien inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, recevrait du département le secours que demandait pour elle M. le Préfet et dont il s'agit aujourd'hui de fixer la quotité.

Le 3e bureau propose d'accorder à Madame veuve Dupont, pour l'année 1873, un secours de 300 francs.

— La proposition est adoptée et le crédit est voté.

M. GOUSSARD donne lecture des rapports suivants de M. le comte D'HESPEL (1er bureau), absent pour cause d'indisposition :

Contributions directes. — Frais de division de cotes.

Le crédit voté depuis plusieurs années par le Conseil général, pour frais de division de cotes, entre les propriétaires et fermiers et pour frais de rédaction et de distribution des avertissements relatifs aux rôles auxiliaires, était de 6,440 fr. Mais cette somme a été insuffisante pour 1872, le nombre d'articles de rôles s'étant élevé de 161 000 à 161 139.

M. le Préfet pense que, pour assurer les besoins du service, il serait nécessaire d'élever le crédit voté chaque année pour cet objet, à la somme de 6,480 fr, calculée sur 162 000 cotes de fermiers.

Le 1er bureau propose donc au Conseil général de voter, conformément aux conclusions de M. le Préfet, la somme de 6,480 fr. pour rôles auxiliaires et avertissements y relatifs.

— Le crédit est voté.

Taxe personnelle, — Fixation.

La fixation du prix de la journée de travail, arrêtée dans les précédentes sessions du Conseil général, pour l'assiette de la contribution personnelle, conformément à l'article 10 de la loi du 21 avril 1832, n'a donné lieu à aucune réclamation.

Cette taxe est ainsi fixée :

1re	classe.	Lille.	1 30
2e	»	Dunkerque, Douai, Cambrai et Valenciennes. .	1 »
3e	»	Roubaix et Tourcoing.	» 80
4e	»	Avesnes, Hazebrouck, Bergues, Gravelines, Bailleul, Estaires, Merville, Armentières, Comines, Wazemmes (Lille), Moulins (Lille), Le Cateau, Maubeuge, St-Amand et Condé. .	» 70
5e	»	Toutes les autres communes.	» 50

Le 1er bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose de maintenir, pour 1873, la même fixation.

— Ces conclusions sont adoptées.

Contributions directes. — Recouvrements.

M. le Préfet a présenté au Conseil général les relevés sommaires de la situation du recouvrement des contributions directes du 1er janvier au 1er juillet 1872.

L'évaluation des recouvrements en douzièmes, qui était de 5.67 au 1er juillet 1871 est, pour cette année, de 5.72.

Les frais de poursuites, à la même époque, étaient de 40 p. %; ils sont, en 1872, de 39 %.

Le 1er bureau prie le Conseil de donner acte à M. le Préfet de cette communication.

— Acte est donné.

Au nom du même bureau, M. Goussard présente les deux rapports qui suivent :

Fournitures de guerre. — Procès. — Frais d'instruction.

L'instruction judiciaire et les différents procès qui ont eu lieu relativement aux fournitures faites pendant la guerre ont occasionné des dépenses assez importantes, parmi lesquelles figurent des frais d'expédition de pièces et de sténographie.

Ces dernières dépenses ont été effectuées pour donner à la Commission d'enquête des moyens de contrôle et d'appréciation : elle incombe donc pour une certaine portion au budget départemental. L'Administration centrale consent à prendre à sa charge la moitié de ces frais, ce qui laisse au compte du département une somme de 2,410 fr. L'État supporterait ainsi une dépense égale, et a de plus à payer les honoraires des avocats, en tout 6,210 fr.

Mais faute de crédit au budget de l'État, le Ministre demande que cette dernière somme soit

provisoirement imputée sur le budget départemental, et il déclare qu'on la remboursera avec les autres frais de guerre, conformément à la loi du 11 septembre 1871.

Le 1er bureau propose d'inscrire au budget rectificatif de 1872, un crédit de 10,000 fr., qui permettra d'acquitter les dépenses faites, à titre d'avance bien entendu, jusqu'à concurrence de 6,210 fr. et qui laissera pour les dépenses de même nature à effectuer une somme disponible.

— Le crédit est voté.

Fournitures aux mobilisés. — Crédit supplémentaire.

Il a été fourni aux mobilisés du canton de Pont-à-Marcq, au mois de décembre 1870, 370 cabans d'hiver; conformément au système recommandé par la commission du Conseil général, et par l'autorité départementale, les fournitures ont été faites directement au compte des communes et sous la surveillance des autorités locales.

Toutefois le prix d'achat a dépassé de 2 fr. le prix du type adopté par le département et qui était de 23 fr. Cette différence paraissait devoir être mise à la charge des communes. Aussi le mémoire présenté à la préfecture, et montant à 9311.05, ne fut-il acquitté que jusqu'à concurrence de 8510 fr. 05 c.

Depuis que l'État a pris à sa charge le remboursement des frais de guerre, la question n'a plus d'intérêt; aussi, vu le peu d'importance de la somme et en présence de la difficulté que présenterait la ventilation à faire des 801 fr., entre les communes proportionnellement aux vêtements distribués, le 1er bureau propose d'insérer au budget rectificatif de 1872, un crédit spécial de 801 fr. dans les mêmes conditions que le crédit de 10,000 fr. déjà voté pour les frais judiciaires, c'est-à-dire avec le caractère d'une avance.

— Le crédit est voté.

M. Guillemin, autre rapporteur du même bureau, donne lecture des deux rapports ci-après :

Octroi. — Denain. — Demande en prorogation de tarif.

Le Conseil municipal de Denain demande la prorogation pour cinq ans, des taxes principales et additionnelles de son octroi.

Il en justifie le maintien par la nécessité d'assurer le service des annuités de ses emprunts s'élevant à 175,800 fr. et par le besoin d'exécuter dans un bref délai, des travaux importants, tels qu'abattoir, salle d'asile, pavages, dont les devis annexés au dossier dépassent 116,000 fr.

Le tarif ne donne lieu qu'à deux observations,

La première porte sur les bières : la taxe différentielle, qui est proposée, ne peut être maintenue, elle doit être remplacée par la taxe unique de 1 fr. 50 c. votée par le Conseil municipal pour les bières de l'intérieur.

La seconde a trait aux taxes additionnelles sur les vinaigres, moutons et les cochons de lait, taxes, qui, au dire de M. le directeur des contributions indirectes, dépasseraient le maximum fixé par le tarif général du 12 février 1870.

Mais M. le Directeur n'a pas remarqué sans doute que par suite du dernier recensement la population agglomérée de Denain s'est élevée de 9,366 habitants, à 10,430 et que par suite la commune est passée dans une autre catégorie, qui admet des taxes supérieures.

Ainsi les droits critiqués de 3 fr. sur le vinaigre, de 1 fr. 30 c. sur les moutons ne dépassent-ils plus le maximum du tarif général applicable à la catégorie dans laquelle se trouve aujourd'hui Denain.

Il n'en est pas de même pour les cochons de lait, le droit est trop élevé de toute la taxe additionnelle de 0 fr. 50 c.

Le Conseil général pourrait évidemment le maintenir, en vertu du pouvoir que lui confère l'article 48 de la loi du 10 août 1871, mais comme il ne se mange en moyenne à Denain qu'un cochon de lait tous les deux ans, le Conseil pensera certainement qu'il n'y a pas lieu de déroger au tarif général pour un si mince intérêt.

En conséquence, le 2e bureau propose de proroger pour 5 ans, à partir du 1er janvier 1873, les tarif et règlement de l'octroi de Denain, sous les modifications suivantes : les bières seront soumises à une taxe unique de 1 fr. 50 c., la taxe sur les cochons de lait sera fixée à 0 fr. 30 c.

Le Rapporteur fait observer que la délibération du Conseil prise en vertu de l'article 46 de la loi du 10 août 1871, sera définitive.

— Ces conclusions sont approuvées.

Octroi. — La Madeleine. — Demande en prorogation de tarif.

La commune de la Madeleine demande pour 5 ans, à partir du 1er janvier 1873, la prorogation des taxes principales de son octroi.

Aux termes de l'article 9 de la loi du 24 juillet 1867, « sont exécutoires dans les conditions déterminées par l'art. 18 de la loi du 18 juillet 1837, (c'est-à-dire sous réserve de suspension dans les 30 jours par le Préfet), les délibérations prises par les Conseils municipaux concernant : ....2° la prorogation des taxes principales d'octroi pour 5 ans au plus ; 3° L'augmentation des taxes jusqu'à concurrence d'un décime pour 5 ans au plus, sous la condition toutefois qu'aucune des taxes ainsi maintenues ou modifiées n'excèdera le maximumm déterminé par le tarif général. »

Or, les règlement et tarif qui sont proposés, sont, d'une part, identiques à ceux antérieurs autorisés par décret du 19 février 1868 et, de l'autre, en conformité parfaite avec le règlement général du 12 février 1870, il ne paraît pas dès lors qu'ils doivent être soumis au Conseil général.

On ne peut alléguer que le Conseil municipal de la Madeleine, en satisfaisant par sa délibération du 22 août 1872 aux prescriptions nouvelles de la loi du 1er septembre 1871, qui frappe d'un droit supérieur l'absinthe et les vins d'une force alcoolique de plus de 15 degrés, a par là voté une augmentation de taxe au-delà d'un décime et dépassé le maximum du tarif général, ce qui le rendrait incompétent pour statuer, car il ne fait que se conformer aux exigences de la nouvelle loi et inscrire dans son tarif une taxe obligatoire qu'il n'était pas libre de ne pas voter et qui aurait existé alors même qu'il ne l'eût pas approuvée.

S'il en était autrement, l'art. 9 de la loi du 24 juillet 1867 deviendrait presque sans application et les Conseils municipaux n'auraient que bien rarement le droit de voter la prorogation de leurs taxes principales. Il est en effet peu de tarifs d'octroi qui ne portent pas dans leur nomenclature les vins et les liqueurs, qui ne tombent par suite sous l'application de la loi 1er septembre 1871 et qui ne doivent subir pour ces articles une augmentation forcée de plus d'un décime.

Soumettre pour ces taxes obligatoires les délibérations à l'approbation des Conseils généraux ce serait enlever presque toujours aux Conseils municipaux le droit de vote que leur confère la loi de 1867.

Le bureau pense donc que le Conseil municipal de la Madeleine avait toute compétence pour statuer comme il l'a fait, sur la prorogation des taxes principales de son octroi.

Si toutefois l'autorité supérieure jugeait qu'il dût en être autrement, le bureau croit que le

Conseil général pourrait, en tant que de besoin, vu l'urgence, approuver dès à présent la délibération.

En conséquence, le 1er bureau propose de renvoyer le dossier à M. le Préfet, et, subsidiairement pour le cas où l'affaire serait de la compétence du Conseil général, d'approuver les tarif et règlement d'octroi votés par le Conseil municipal de la Madeleine, les 13 juillet et 22 août 1872.

— Ces conclusions sont adoptées.

Octroi. — Lille. — Prorogation et modification des tarifs.

M. Goussard, au nom du 1er bureau, lit le rapport suivant relatif à une prorogation et à une modification des tarifs de l'octroi de Lille :

« Votre 1er bureau a été saisi de l'examen d'un projet de règlement et de tarif d'octroi pour la ville de Lille.

» Je suis l'interprête de l'impression unanime de mes collègues, en exprimant le regret que des affaires de cette importance n'aient pu être apportées au Conseil général, dans la session d'avril.

» L'approbation des tarifs d'octroi est devenue, ainsi que vous pu le remarquer, une de nos attributions les plus importantes et les plus délicates.

» Le Conseil général doit ménager la liberté d'action des Conseils municipaux, tout en protégeant l'intérêt du contribuable, i ldoit respecter le droit de contrôle réservé dans certains cas au gouvernement et enfin éviter d'intervenir dans les mesures qui ont un caractère législatif.

» Bien que la loi de 1871 ait défini dans plusieurs articles et en termes précis les attributions nouvelles des conseils généraux, un très grand nombre de délibérations relatives à des octrois, a été suspendu ou annulé, sans qu'une instruction générale ait fait connaître jusqu'ici l'interprétation donnée par l'administration à la loi.

» Les conseils municipaux rencontrent également des difficultés dans l'application du décret du 12 février 1870 dont les dispositions modifient nécessairement un grand nombre de tarifs et tous les règlements. Ils sont appelés le plus souvent à réformer leurs délibérations, avant ou même pendant la session du Conseil général.

» Il faut ajouter que les tarifs d'octroi qui sont soumis à notre examen prennent fin au 31 dédécembre de l'année courante et qu'il est dès lors indispensable de les proroger. Lorsque l'approbation de ces tarifs appartenait à un corps siégeant en permanence, il était facile de renvoyer les projets aux Conseils municipaux pour être discutés de nouveau : une semblable mesure est aujourd'hui plus difficile, elle exigerait souvent pour des affaires sans importance une convention extraordinaire du Conseil général.

» Il nous a paru qu'il y aurait un intérêt sérieux à soumettre au Conseil général dès la session d'avril des affaires qui n'ont rien d'imprévu, et dont les Conseils municipaux pourraient se saisir dans les sessions de novembre ou de février.

» J'ai dû présenter ces observations préliminaires à l'occasion de l'octroi de Lille : elles s'y rattachent directement, et expliqueront au Conseil général pourquoi votre 1er bureau, malgré l'hésitation qu'il a éprouvée à accepter certaines modifications du tarif, a cru devoir vous en proposer l'approbation.

» Le règlement de l'octroi de Lille prorogé deux fois à courte échéance, expire le 31 décembre 1872 : une prorogation nouvelle est donc indispensable.

« Le Conseil municipal la réclame pour dix années consécutives. La loi nous interdit de lui donner plus de cinq ans. Le gouvernement appréciera s'il doit prolonger davantage sa durée.

» La situation financière de la ville de Lille exige d'ailleurs non seulement le maintien de toutes les ressources actuelles, mais encore l'augmentation des droits existants. Les quelques chiffres que je mets sous vos yeux ne vous laisseront aucun doute.

» Les recettes ordinaires se sont élevées en moyenne pendant les trois dernières années, à 3,200,000 fr., les dépenses à 2,150,000 fr., ce qui laisse un excédant disponible de 1,050,000f. Il faut remarquer toutefois que la progression des chiffres pendant cette période a été décroissante pour la recette, et croissante pour la dépense de telle sorte que l'excédant des recettes ordinaires n'est plus pour 1871 que de 865,000 fr.

» Il est permis d'espérer que la recette atteindra de nouveau le chiffre des exercices antérieurs. Dans tous les cas le budget de 1872 ne prévoit qu'un excédant encore inférieur à un million.

» Cet excédant de recette est absorbé par le chiffre des dépenses extraordinaires obligatoires qui est de beaucoup supérieur.

» Le service des emprunts classé parmi les dépenses extraordinaires, coûte annuellement à la ville jusqu'en 1874, 2,300,000 fr. A partir de 1874 la dette annuelle sera de 1,900,000 fr. et ne subira aucune diminution jusqu'en 1892.

» La ville doit en outre diverses sommes montant ensemble à 620,000 fr. et représentant le prix d'acquisition d'immeubles.

» Vous voyez que le chiffre de l'excédant des recettes ordinaires de un million à peine, rapproché de la dette annuelle, laisse subsister un découvert de 1,300,000 fr. jusqu'en 1874, de plus de 900,000 fr. après cette époque pour une période de 20 ans.

» Ce n'est pas tout : la ville doit pourvoir à la continuation des travaux publics qui sont une conséquence nécessaire de son agrandissement. Le budget de 1872 en porte le montant à 504,000 fr. et cette somme s'applique à des constructions commencées qu'il faut nécessairement achever.

» Si l'on prend pour bases les indications du budget de 1872, on arrive à un découvert annuel de 1,800,000 fr. jusqu'en 1874, de 1,400,000 fr. à partir de cette époque.

» Les ressources extraordinaires sur lesquelles la ville peut compter, consistent dans des taxes additionnelles d'octroi, et une imposition extraordinaire de 14 centimes, qui peuvent être maintenues et renouvelées jusqu'au remboursement intégral des emprunts, mais qui ne s'élèvent ensemble qu'au chiffre bien insuffisant de 443,000 fr.

» Le complément nécessaire pour mettre les budgets en équilibre a été demandé jusqu'ici au produit de la revente des terrains ; ou à des subventions de l'État, ressources éventuelles destinées à s'épuiser ou à disparaître dans un très-court délai.

» La ville de Lille est donc dans la nécessité de contracter un emprunt nouveau ou d'augmenter les taxes municipales. Aucun doute ne peut s'élever à cet égard.

» L'administration municipale s'est arrêtée à ce dernier parti, et au moment où le tarif d'octroi devait être nécessairement prorogé, elle y a introduit des modifications qui en augmenteront le produit dans des proportions assez considérables pour atténuer ou même compenser les excédants de dépense.

» Cette résolution est motivée comme il suit dans la délibération du Conseil municipal que je mets sous vos yeux : .

« Considérant qu'il est de la dernière urgence de créer des ressources nouvelles pour faire face aux obligations qu'impose l'agrandissement de la ville;

» Que la transformation de la vieille cité lilloise est loin d'être accomplie et qu'il serait dangereux de la laisser inachevée ;

» Qu'on ne saurait, en effet, sans une injustice flagrante, ne pas doter d'écoles, d'asiles, d'églises, d'eau, de gaz, d'aqueducs, de routes pavées, etc., les populations des communes annexées ;

» Que les besoins de l'instruction publique, l'assainissement de certains quartiers de la ville réclament, de leur côté, des dépenses qui sont toutes marquées au coin de l'utilité et de l'urgence ;

» Qu'il est rationnel et digne de la population actuelle de chercher dans les ressources du moment la possibilité d'accomplir les améliorations reconnues nécessaires dans l'intérêt de la communauté des habitants, sans léguer aux générations suivantes les charges que leur laisseraient de nouveaux emprunts ;

» Que c'est par suite dans l'élévation des taxes d'octroi qu'il faut chercher les voies et moyens des dépenses restant à accomplir ;

» Vote à l'unanimité :

» La prorogation pour 10 années, à partir du 1er janvier 1873, des règlement et tarif des octrois de la ville et de la banlieue de Lille avec les modifications proposées par la commission.»

» Votre premier bureau s'associe pleinement aux sentiments exprimés dans cette délibération.

» Il est permis d'ajouter qu'en adoptant dans une sage mesure un système d'impôt indirect si vivement et si injustement attaqué aujourd'hui, le maire et le Conseil municipal de Lille ont fait un acte de bonne administration et d'indépendance.

»Sur ce point, votre premier bureau a pensé qu'il y avait lieu de donner une pleine et entière approbation à la proposition qui lui est soumise.

» Cette approbation n'a pas été aussi complète lorsque nous sommes entrés dans l'examen des articles sur lesquels porte l'augmentation.

» Le tarif actuel de l'octroi a donné lieu, pour les trois dernières années, à une recette moyenne, en chiffres ronds de . . . . . 2,563,000 fr.

» Le produit serait porté par suite de la modification proposée à. 3,515,000

Ce qui donne une augmentation de . . . . 952,000 fr.

Les principaux articles sur lesquels porte cette augmentation sont :

Les vins, pour	216.000 fr.
Les alcools	124,000
La bière	78,000
La viande.	173,000
La volaille, le gibier	50,000
Le charbon de terre et le coke . . .	96,000
Les fourrages	67,000
Les matériaux déjà imposés	109,000
Les matériaux non encore imposés. .	40,000

Les autres modifications sont insignifiantes.

L'examen détaillé des articles fait reconnaître que pour le plus grand nombre, l'augmentation proposée dépasse le dixième de la taxe existant actuellement, ce qui rend indispensable l'approbation du Conseil général ; que pour les vinaigres, les viandes, les volailles, le gibier et certains articles compris dans les combustibles ou les matériaux, le tarif proposé est supérieur au maximum porté au tarif général, ce qui subordonne l'exécution des décisions du Conseil genéral, à l'assentiment du gouvernement, enfin que pour les vins et les alcools, le droit porté au projet de tarif est supérieur aux fixations de la loi, ce qui rend nécessaire l'intervention du pouvoir législatif.

Bien que le Conseil général n'ait pas à statuer sur les propositions relatives aux surtaxes de 6 fr. 20 cent. sur le vin en cercle, de 11 fr. 20 cent. sur le vin en bouteilles, et de 21 fr. sur l'alcool qui figurent dans le tarif nouveau, puisque les surtaxes ne sont pas comprises parmi les matières sur lesquelles les Conseils généraux sont appelés à délibérer conformément à l'article 48 de la loi de 1871, il est difficile de ne pas en tenir compte dans l'examen qui doit être fait du tarif. Les chiffres déterminés pour chacun des articles sont calculés en effet de telle sorte, que le produit total doit procurer à la ville la ressource exacte dont elle a besoin. Il y a donc là un ensemble à considérer et sur lequel le Conseil général a le droit et le devoir de porter son attention.

Votre premier bureau n'a aucune objection à présenter contre les surtaxes demandées et qui assureront à la ville une augmentation de ressources de 340,000 fr. sans gêner la consommation. Il appartiendra à l'Assemblée nationale d'apprécier si elles n'ont aucun inconvénient au point de vue du trésor. Il est important dans tous les cas que les lois soient présentées et votées avant le 31 décembre 1872.

L'augmentation sur les bières est en moyenne de 0 fr. 21 c. par hectolitre ; elle est de 0 fr. 28 c. sur les bières de l'intérieur, ce qui constitue par rapport au droit actuel de 2 fr. 25 c., y compris la taxe additionnelle, une différence de plus de 1/10.

Elle est inférieure au maximum du tarif général porté à 6 fr. pour les villes de 100,000 habitants et au dessus.

Une disposition spéciale établit une taxe de 6 fr., égale au maximum du tarif général sur les bières qualifiées comme il suit : *bières blanches, bières dites de Bavière, ale, porter, faro, et autres bières de luxe.*

La distinction entre les bières qualifiées d'une maniére générale bières de luxe, et les bières ordinaires serait difficilement applicable. Bien que la taxe doive porter théoriquement sur les bières de même nature fabriquées dans la ville, elle serait perçue presque exclusivement dans la pratique sur les bières provenant du dehors ; ce qui reviendrait à rétablir au profit des fabriques de l'intérieur, une taxe différentielle considérable.

La distinction proposée se concilie difficilement avec les prescriptions si formelles du *tarif général* et votre 1er bureau ne pense pas qu'elle puisse être admise. Il y aurait de ce chef une diminution de 24,000 fr. environ.

Le droit de 2 fr. 53 c. sur les bières ordinaires ne nous a pas paru élevé. L'opinion des membres formant le 1er bureau a été même que dans la situation exceptionnelle de la ville de Lille, au moment où toutes les taxes sont augmentées dans une proportion considérable, il eût été

préférable de surélever légèrement ce droit et de diminuer, sur d'autres points, les augmentations projetées.

Nous laissons de côté les vins sur lesquels l'élévation du droit est de 129 °/₀, pour les vins en bouteille. Les vins dans nos régions sont des boissons de luxe.

Mais sur les viandes de boucherie le nouveau tarif élève le droit de 4 fr. les 100 kilog. sur pied à 10 fr. les 100 kilog. net, c'est-dire de 35 °/₀.

Sur les viandes de porc la différence est plus grande encore.

Sur les bières ordinaires de l'intérieur, l'augmentation proposée n'est que de 12 °/₀.

Il est évident qu'il n'y aurait eu aucun inconvénient à porter le chiffre de 2 fr. 53 c. à 2 fr. 80 c. ou même à 3 fr ; dans un grand nombre de villes des départements du Nord et du Pas-de-Calais, ces tarifs sont atteints, et la consommation n'en souffre pas.

Un tableau dressé pour faire ressortir la proportion entre la valeur des objets et le droit qui les frappe, indique que cette proportion est de 4 °/₀ pour la viande, et 8 °/₀ pour la bière.

Le principe qu'il faut imposer les objets *ad valorem*, n'est pas admis d'une manière absolue en matière d'octroi. S'il peut-être appliqué sans danger pour les consommations de luxe, il doit être repoussé toutes les fois qu'il s'agit d'objets de première nécessité : il amènerait en effet ce singulier résultat qu'il faudrait augmenter le prix en cas de rareté et de renchérissement, et dégrever lorsque l'abondance rendrait l'acquisition plus facile.

D'ailleurs les bases sur lesquelles reposent les calculs ne nous ont pas paru à l'abri de la critique : l'intérêt qu'il importe de considérer en matière d'octroi, en regard des nécessités du service, c'est l'intérêt du consommateur : or la consommation pour la bière doit s'entendre de la consommation générale, c'est-à-dire au détail, et le prix de 21 fr. l'hectolitre sur lequel la proportion est établie représente au contraire le prix de vente du débitant. Il est évident qu'une augmentation de droit de 47 centimes par hectolitre ne peut avoir d'influence sur la vente au détail.

Le tarif laisse d'ailleurs de côté un certain nombre d'objets qui auraient pu être assujettis à des taxes assez importantes.

Votre 1er bureau m'a donc chargé d'exprimer le regret que des considérations d'urgence ne lui aient pas permis d'appeler l'attention du Conseil municipal sur le défaut de proportion qui paraît exister entre la taxe sur la bière et la taxe sur la viande, et sur l'élévation de cette dernière taxe.

Il n'a pas hésité toutefois à passer outre ; d'une part la délibération du Conseil municipal de Lille devant lequel la question a été longuement traitée, est une garantie que les intérêts de contribuables ont été pris en considération ; d'autre part, il y a nécessité absolue pour la ville, sous peine d'arrêter ses grands et utiles travaux, de profiter, dès l'année 1873, de l'augmentation de ses ressources.

« Nous vous proposons donc d'approuver la prorogation pour cinq années des nouveaux tarifs des octrois urbain et de banlieue, ainsi que le règlement dont les dispositions ont été mis en harmonie avec la législation actuelle.

» Cette approbation définitive pour tous les articles actuellement inscrits, qui sont maintenus dans les limites du tarif général, est, bien entendu, subordonnée aux dispositions des articles 48 et 49 de la loi des Conseils généraux en ce qui concerne les articles nouveaux, et les dépassements des maxima du tarif. »

— Les conclusions de ce rapport sont mises au voix et adoptées.

M. Deregnaucourt présente, au nom du même bureau, le rapport qui suit :

Octroi. — Douai. — Modification du tarif. — Circulation des bières.

« Le Conseil général, dans sa séance du 10 novembre 1871, a rejeté, conformément aux conclusions du rapport présenté au nom de votre 1er bureau, la demande faite par la ville de Douai, de modifications au règlement d'octroi en ce qui regarde la circulation des bières. Une nouvelle demande de la même ville, sur le même sujet, modifiée il est vrai, mais plutôt dans la forme que dans le fond, vous est encore soumise. Voici le texte que vous avez rejeté :

« Aucun enlèvement ou transport de bières, fabriquées en ville, ne pourra avoir lieu sans » déclaration préalable des brasseurs, à présenter au bureau central de l'octroi, pour y être » échangée contre une quittance qui devra être représentée en cours de transport et jusqu'à » destination, à toute réquisition des proposés de l'octroi.

» Les déclarations indiqueront les noms, prénoms, profession, domicile des destinataires, » etc. (en toutes lettres), le nombre des vaisseaux, leur contenance, le jour et l'heure fixé » pour l'enlèvement.

» Toute déclaration présentée au bureau central à une heure postérieure à celle fixée par » cette déclaration même, sera par cela seul refusée.

» Tout chargement surpris en cours de transport avec une expédition de ce genre, dont il » aurait déjà été fait usage, sera saisi et puni d'une amende de 100 à 200 fr.

» Le défaut d'identité entre la déclaration et le chargement de bière, entraînera la saisie » totale des objets.

» Tout chargement de bière, destiné à l'intérieur, dont le transport s'effectue avant l'heure » indiquée sur la déclaration, sera saisi.

» Tout chargement de bière en cours de transport sans quittance sera saisi.

» Le refus, dans le cours de la circulation, de présenter cette quittance à toute réquisition » des employés de l'octroi, est réputé refus d'exercice et puni comme tel.

» Les brasseurs qui voudront faire rentrer dans leurs brasseries des bières précédemment » livrées à la consommation intérieure, en feront la déclaration, par écrit, au bureau » central.

» Toute bière ainsi reprise ne sera admise en compte qu'autant qu'elle aura été présentée au » bureau central de l'octroi et reconnue potable par les préposés. »

« Voici le texte proposé par la ville de Douai par suite d'une délibération du conseil municipal en date du 9 mars dernier :

« A la sortie de la brasserie, les bières destinées soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la » ville, devront être accompagnées des quittances du droit, soit du passe-debout, dont » il est parlé à l'article 16 du règlement actuel de l'octroi de la ville de Douai. Il est bien en- » tendu que les quittances du droit s'appliquent aux bières destinées à l'intérieur et les passe- » debout aux bières destinées à l'extérieur.

» Les conducteurs sont tenus de représenter ces expéditions aux employés à leur premier » réquisition.

» Les bières expédiées hors du territoire ne pourront stationner et devront suivre la route la » plus directe pour la destination indiquée au laissez-passer ou passe-debout d'exportation; » tout chargement qui sera trouvé en-dehors de sa route ou qui reviendra sur ses pas sans en » avoir fait préalablement la déclaration au bureau le plus voisin, sera saisissable et donnera » par conséquent, matière à procès-verbal.

» En remplacement de la quittance du droit dont les bières doivent être accompagnées pour » les ventes à l'intérieur, le brasseur pourra être autorisé par le Maire, sur l'avis du Directeur » des contributions indirectes, à tenir lui-même un registre de laissez-passer pour l'intérieur » qui sera fourni par l'octroi et duquel il détachara, au fur et à mesure des envois, les expé- » ditions qui devront accompagner les bières destinées pour l'intérieur du territoire de la » commune et après les avoir fait enregistrer au bureau central.

» Cette faveur, qui pourra être révoquée en cas de fraude, ne sera accordée que moyennant, » par le brasseur, de fournir un cautionnement pour la garantie des droits qu'il sera présumé » devoir à l'octroi pour la bière qu'il livrera pendant un mois, lequel droit devra être acquitté » deux jours après la remise de l'avertissement.

» Les transports de bières pour l'intérieur ne pourront se faire que dans les intervalles de » temps déterminés pour l'ouverture des bureaux pendant les heures déterminées par l'ar- » ticle 26 de la loi du 28 avril 1816. »

» Ces dispositions ont été empruntées au règlement d'octroi de la ville de Cambrai, qui seule fait exception, et contre lequel les brasseurs de cette ville se proposent de protester à l'expiration du terme pendant lequel ce reglement peut être appliqué.

» Les motifs invoqués en faveur de la modification demandée sont les mêmes que ceux invoqués précédemment et ont été développés dans la discussion approfondie à laquelle ont pris part plusieurs membres du Conseil. Les objections soulevées dans la discussion contre la demande restent tout entières. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de les rapporter, vous les trouverez dans le recueil des procès-verbaux de vos séances de l'année dernière.

» Cependant il est un argument présenté qu'il n'est pas inutile de réfuter. En 1864 le droit de consommation a été perçu sur 60,220 hectolitres de bières, depuis cette date, la consommation a progressivement diminué pour n'être en 1870 que de 48,415 hectolitres— différence en moins 11,805 hectolitres. Où faut-il chercher les causes de cette diminution ? est-ce parce que le règlement actuellement en vigueur est défectueux, ou bien l'administration des contributions indirectes ne prend-elle pas exactement en charge, les quantités de bières fabriquées, la prise en charge par la régie établissant les droits d'octroi à percevoir ? Ce n'est pas au Conseil, je crois, qu'il incombe de faire cette recherche. On a dit que le droit de fabrication et le droit de consommation n'étaient pas les mêmes, que par suite de la tolérance d'un excédant d'un dixième accordé par l'administration des contributions indirectes, le droit d'octroi n'était pas perçu sur la quantité de bière consommée. Mais pour tous ceux qui connaissent le travail de la brasserie, ce dixième compense à peine les réductions qui suivent la fabrication, et on peut dire que le brasseur tire à peine la quantité pour laquelle il est réellement imposé. Cette tolérance n'a été accordée que pour éviter les procès et les difficultés dans la fabrication d'un produit qui ne peut s'obtenir en quantité rigoureusement mathématique. En admettant même que le brasseur profite de toute la tolérance qui lui est accordée, examinons quel en serait le résultat. Dans le cas présent, le droit d'octroi perçu en 1870 n'a atteint que 48,415 hectolitres de bière. Si on ajoute à ce chiffre, le dixième (qui ne peut en réalité être obtenu par les brasseurs) on trouvera que 48,415 + 4,841,5 donnent 53,256,5 hectolitres. Différence encore entre 60.220 hectolitres, sur lequel le droit a été percu en 1864 et le chiffre de 1870 augmenté du dixième, 6,963 hectolitres 5. Est-il possible qu'une fraude aussi considérable puisse se faire ? et encore accuse-t-on que la consommation doit être plus forte en 1870 qu'en 1864.

»Ne faut-il pas chercher ailleurs que dans la fraude les causes de cette diminution, car on ne peut sérieusement croire que les employés des contributions indirectes ne font pas leur devoir : les intérêts du trésor aussi bien que ceux de la caisse municipale, si le fait était vrai, seraient trop gravement compromis.

» Que l'administration municipale se préoccupe donc de rechercher les causes réelles de cette diminution de perception avant de proposer des mesures gênantes et vexatoires contre une classe d'industriels déjà trop assujettis aux exercices et aux rigueurs de la loi à laquelle ils sont soumis. Si ces lois et règlements sont insuffisants pour assurer la perception des droits réellement dus, c'est au ministre plutôt qu'au Conseil général qu'il faut en demander la révision, leur application étant générale ; il n'y aurait alors pas lieu à demande d'exception dans le cas où cette révision serait reconnue nécessaire. Mais ce n'est pas au Conseil général à se prononcer sur ces graves questions de législation délicate qni touchent à la liberté industrielle.

» La majorité de votre 1er bureau est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'admettre la demande de la ville de Douai.

En conséquence il vous propose la délibération suivante :

» Le Conseil général, considérant qu'une demande faite par la ville de Douai en modification » de son règlement d'octroi sur les bières a été rejetée par délibération en date du 10 novembre » 1871 : qu'une nouvelle demande basée sur les mêmes motifs, résultant d'une délibération de » son Conseil municipal en date du 9 mars 1872, est présentée par la ville de Douai ; qu'il n'y a » pas lieu de revenir sur la délibération du Conseil général du 10 novembre 1871 ;

» Rejette la demande de la ville de Douai. »

M. Legrand (de Lecelles) ne peut se ranger à l'opinion exprimée dans le rapport ; il croit, au contraire, que la proposition qui est soumise au Conseil par la ville de Douai et qui se présente avec l'appui de M. le Préfet, doit être approuvée.

La mesure demandée par la ville de Douai, qui reproduit littéralement une disposition qu'en novembre 1871 le Conseil général a approuvée pour Cambrai, est-elle légale? Cette question a été soumise au Conseil, à la session l'an de dernier.

On a fait remarquer avec beaucoup de raison qu'il fallait distinguer deux choses essentiellement distinctes : le droit de fabrication et le droit de consommation. En vertu des règles qui régissent le droit de fabrication, organisé et protégé par la loi de 1816, jusqu'au jour où la bière va sortir de la brasserie, l'opération de la fabrication est surveillée par les agents afin d'empêcher la fraude. Tant que dure la fabrication, les agents chargés du recouvrement des droits d'octroi n'ont rien à y voir, et les brasseurs seraient fondés à refuser l'entrée de leur établissement aux agents du fisc.

Le droit de la ville qui a été autorisée à demander un droit d'octroi déterminé sur les bières, commence lorsque la bière est faite, prête à être livrée à la consommation ; c'est alors que le droit est dû. Il résulte de cette situation que les municipalités ont le droit de réglementer cette perception de façon à ce que le droit, qui est ainsi un droit légal, soit réellement perçu, entre dans la caisse municipale et y apporte son contingent.

A cet égard, on fait une objection : le droit de circulation sur la bière, dit-on, n'existe pas légalement. Cela est vrai au point de la fabrication, le droit de surveillance, de par la loi de 1816, s'arrête au seuil de la brasserie. Quand la bière est faite, les agents préposés par la loi de 1816, ne peuvent pas arrêter les voitures du brasseur pour compter ou peser ; mais au point de vue de

la consommation, comme le droit n'est exigible que lorsque la bière est fabriquée, va être livrée au consommateur, la situation est toute autre et il faut qu'elle soit réglementée, de façon à permettre une surveillance efficace, effective. De là la nécessité, qui s'est fait sentir de tout temps, d'une certaine surveillance sur la circulation de la bière, car du moment qu'elle est entrée chez le destinataire, on ne peut, au point de vue de l'octroi, forcer son domicile. On a dit que l'article 125 de la loi du 8 décembre 1814, l'article 99 de l'ordonnance du lendemain, et l'article 150 de la loi du 28 avril 1816, défendent au point de la réglementation de l'octroi, toute espèce de disposition qui serait contraire à celles des lois et réglements relatifs aux différents droits imposés au profit du Trésor. Mais est-ce que la mesure proposée par la ville de Douai est contraire à la loi ? En aucune façon, la loi qui régit l'octroi n'est pas la même que la loi qui régit la fabrication. L'honorable membre ne croit pas qu'un texte de loi, en ce qui concerne les octrois, défende d'une manière expresse de surveiller la rentrée effective du droit. Qu'a voulu la loi en défendant toute espèce de mesure contraire à ses dispositions, en matière de droit de fabrication ? Empêcher une réglementation qui pourrait, dans une certaine mesure, entraver la rentrée du droit de l'État lui-même.

Au surplus, dit l'opinant, l'an dernier la question de légalité a été discutée dans le sein du bureau, et il suffit de se reporter au savant rapport présenté alors par M. Guillemin, pour se convaincre, par la discussion la plus complète, qu'en droit il n'y a pas d'empêchement à la mesure proposée. L'honorable membre se souvient que M. Goussard, dans cette même séance, a pris la parole et a démontré que les mesures touchant la circulation étaient parfaitement légales, que bien postérieurement à 1816 cette question a été soumise à la Cour de cassation et que des arrêts multiples avaient décidé que les dispositions de ce genre ne contrevenaient pas à une loi positive, à une loi d'ordre public. Dans ces conditions, le Conseil s'est approprié, au point de vue de l'appréciation de la question de droit, le rapport de M. Guillemin ; il a admis que la mesure était légale, qu'elle était conséquemment possible. Ce premier point paraît donc décidé, car on ne peut pas admettre que sur une question de droit, le Conseil général puisse apprécier de façon différente suivant les circonstances, la solution à donner sur une difficulté qui dérive toujours de la même nécessité financière.

Si la mesure est légale, si le Conseil l'a appréciée ainsi, au lendemain d'une grande loi nouvelle qui lui donne le droit de statuer sur les questions d'octroi, est-elle opportune ?

Tout d'abord il faut bien admettre, dit l'opinant, que lorsque le Conseil municipal d'une grande ville vient déclarer que la mesure qu'il sollicite est nécessaire, les représentants de la cité ne sont pas mus par un intérêt mobile et vulgaire, et qu'ils ont été touchés uniquement par l'intérêt de la caisse municipale. Mais si l'on pénètre au fond des choses, on trouve que cet intérêt de la caisse municipale ressort précisément des circonstances que le rapport veut bien mettre en lumière.

En 1864, l'impôt était de 1 fr. 70 à l'hectolitre. A cette époque, on mettait un planton de surveillance à la porte de chaque brasseur, mesure très vexatoire. Depuis on a augmenté le droit en le portant à 2 fr. et on a supprimé le planton. Or, l'impôt à 2 fr. rend moins que quand il était à 1 fr, 70 avec la surveillance spéciale indiquée. La production, qui augmente en généra partout, a décru dans une proportion véritablement formidable : de 60,000 hectolitres en 1864 elle s'est abaissée à 48,000 hectolitres. En ce moment, c'est une décroissance annuelle de 11,000 hectolitres. Est-ce possible ? Le rapporteur déclare ces faits constants ; mais il ajoute qu'il n'a

pas à en rechercher la cause, à examiner comment il pourrait se faire que les agents du fisc laissent ainsi frauder ostensiblement dans une proportion énorme. L'honorable membre n'a pas à le rechercher davantage, les faits parlent assez d'eux-mêmes. Une ville voisine, Cambrai, compte 18,000 âmes de population comme Douai, avec cette différence que Douai est le centre d'une activité industrielle énergique, est placé au milieu d'une ceinture de charbonnages qui attirent de nombreux ouvriers, et à Douai cependant avec le régime de perception en vigueur, sans aucune surveillance à la circulation, la production de la bière n'est que de 48,000 hect. pour l'intérieur, tandis qu'à Cambrai, elle est de 89,000. Ces chiffres ne sont-ils pas un argument bien puissant en faveur de la mesure réclamée?

Mais il y a d'autres raisons encore, ajoute l'honorable membre, qui viennent militer en faveur de la proposition municipale. L'octroi est un impôt local qui doit rentrer comme l'impôt sur la chicorée, sur le café, comme tous ces impôts de consommation qu'on désirerait voir supprimés ou amoindris, mais qui enfin doivent être payés par tous ceux qui, comme citoyens français, doivent respecter la loi et apporter leur contingent, dans la mesure de leurs facultés contributives, à la rançon du pays. Est-ce qu'on peut admettre que tel ou tel brasseur, plus habile, pourra soustraire une portion quelconque de la matière fabriquée à cet impôt considérable tandis que d'autres payeront le droit, à un litre près, sur tout ce qu'ils auront fabriqué? Est-ce que l'égalité existera entre les brasseurs de l'intérieur de la ville et les brasseurs externes qui, en vertu de la liberté industrielle qu'on proclame, peuvent amener leurs bières dans l'intérieur de la ville, mais qui passant à la porte sous l'œil de l'agent de l'octroi, ne peuvent, eux, commettre aucune fraude?

On a dit l'année dernière, que la bière était la boisson du pauvre et qu'il ne fallait pas la surcharger : l'opinant est de cet avis, mais est-ce parce que les brasseurs payeront des droits d'octroi qu'ils vendront leur bière un centime de plus? En aucune façon. On dit encore que la mesure est gênante, vexatoire; mais est-ce que toutes les lois de douane et d'impôt, n'ont pas quelque chose de gênant et de vexatoire, surtout pour ceux qui veulent s'affranchir du paiement du droit? Est-ce que sur la frontière les cultivateurs ne sont pas soumis à mille vexations, à mille servitudes? Mais dans l'intérêt du pays, il faut s'incliner et les subir. Cet argument n'a donc pas de valeur, puisque ce mode de surveillance étant chose nécessaire pour faire rentrer l'impôt d'une manière égale dans l'intérêt d'une ville qui en a besoin, il se réduit à une objection contre la loi, contre l'existence des octrois.

Au surplus continue l'honorable membre, est-ce qu'il y a une distinction à faire entre Cambrai et Douai? Est-ce que ce ne sont pas deux cités françaises soumises à la loi unique qui régit le pays tout entier? L'an dernier, le Conseil a admis à l'unanimité le projet de réglement de la ville de Cambrai qui prescrivait un laisser-passer, une surveillance à la circulation, et il a repoussé les propositions de Douai à raison des différences qu'on faisait ressortir entre les deux projets. Mais aujourd'hui cette objection disparaît, puisque le projet qui est soumis au Conseil pour Douai est celui qu'il a approuvé pour Cambrai.

L'assemblée n'oubliera pas que des charges énormes pèsent sur la ville de Douai : elle a à payer 35,000 francs par an pour amortir un emprunt dépensé à une époque où l'argent était moins rare et moins précieux qu'aujourd'hui. Dans ces conditions, quand les représentants d'une cité viennent dire au Conseil général : — Voilà la situation de nos finances, considérez les chiffres actuels de nos recettes, les causes de leur décroissance, et donnez-nous, dans l'intérêt

général, les moyens de nous opposer à la fraude ; — la question doit-être examinée avec maturité, en droit et en fait, et un grand corps comme le Conseil général du Nord ne peut pas apprécier d'une façon différente à neuf mois d'intervalle.

Le Rapporteur répond que l'argumentation de l'honorable M. Legrand (de Lecelles) repose sur une erreur : le Conseil général n'a pas été appelé à se prononcer, l'année dernière, sur le réglement de l'octroi de la ville de Cambrai, qui a été approuvé par un décret rendu en Conseil d'État à une époque où les attributions des Conseils généraux n'étaient pas encore réglées comme elles le sont aujourd'hui. Il aurait voulu d'ailleurs que le préopinant citât quelques faits de nature à justifier les mesures d'exception réclamées par la ville de Douai, car on ne peut pas, sur une simple présomption de fraude, établir des dispositions qui sont vexatoires pour certains industriels. Le rapporteur n'a rien vu dans les délibérations du Conseil municipal de Douai qui justifiât la demande : on accuse bien une diminution de consommation, on demande que des mesures soient prises pour que l'impôt soit perçu sur la quantité de bière qui est consommée en réalité, mais rien ne vient à l'appui des présomptions ou suppositions sur lesquelles on se fonde.

M. de Marsilly dit qu'il y a un intérêt supérieur encore à celui que la ville de Douai fait valoir avec beaucoup de raison et qui a été largement apprécié l'année dernière dans le premier bureau : c'est l'intérêt de la liberté industrielle. Il faut que tout industriel puisse exercer son industrie sans être entravé d'une manière absolue par des formalités fiscales ; il faut sans doute qu'il paye à l'État et à la ville ce qui leur est dû, mais il faut aussi qu'il puisse travailler honorablement. C'est à cause de cette considération, tout en tenant compte du point de droit, tout en reconnaissant que le Conseil général pouvait accepter la demande de la ville de Douai, que l'an dernier, le 1er bureau, se plaçant uniquement au point de vue du fait, a repoussé cette demande. Cette année, d'après les conclusions du rapport, tel est l'avis qui aurait aussi prévalu.

Pourquoi le 1er bureau, cette année comme l'an dernier, a-t-il repoussé la demande? C'est qu'on a déjà imposé aux brasseurs qui fabriquent dans l'intérieur des villes des conditions très-rigoureuses. On comprend que le brasseur qui travaille à l'extérieur et qui introduit ses bières dans une ville, soit assujetti à toutes les formalités de la circulation, mais quant aux brasseurs de l'intérieur, il s'agit de leur imposer à la fois les formalités pour la perception du droit de fabrication et aussi les formalités du droit de circulation. C'est là qu'est la difficulté. Personne assurément ne veut favoriser la fraude, surtout lorsqu'il s'agit de donner à une ville les ressources dont elle a besoin, mais on a dit : La loi peut être incommode, il est possible qu'on n'y trouve pas les dispositions convenables pour permettre à une ville de percevoir les droits d'une manière précise sur les quantités de bières fabriquées ; s'il en est ainsi, qu'on appelle l'attention du législateur sur ce sujet, rien de mieux, mais qu'on n'impose pas en même temps aux brasseurs des formalités pour la fabrication et des entraves pour la circulation. Cet avis a prévalu dans le 1er bureau et c'est à ce point de vue que l'honorable membre appelle l'attention du Conseil, car il s'agit d'un intérêt tout-à-fait général : la liberté de l'industrie.

M. Legrand (de Lecelles) constate que la question se circonscrit : on paraît d'accord au point de vue de la légalité et on ne discute plus que sur l'opportunité de la mesure. On a d'abord contesté que le Conseil général ait eu une décision à prendre au sujet de l'octroi de Cambrai :

à cet égard, l'honorable membre prie le rapporteur de se reporter au dernier volume des procès-verbaux, p. 895 : il y verra que sur le rapport de M. Guillemin, le Conseil général a prorogé pour dix ans les règlement et tarif de l'octroi de Cambrai, qui prenaient fin le 31 décembre 1871 et qu'il a ainsi donné son approbation à la clause que la ville de Douai demande aujourd'hui à s'approprier.

Une autre objection consiste à dire que la ville de Douai ne justifie pas de son intérêt, qu'elle ne prouve pas devant le Conseil que tel brasseur a fraudé l'octroi. Mais le Conseil municipal n'avait pas qualité pour se livrer à une pareille recherche, pour produire vis-à-vis d'une personnalité déterminée l'ombre d'une accusation. Seulement la ville de Douai en produisant les chiffres de sa perception, en montrant leur décroissance annuelle malgré une augmentation de droits, et en comparant sa consommation à celle des villes voisines moins importantes où la consommation a au contraire augmenté dans des proportions considérables, a cru suffisamment établir son intérêt, sans sortir des bornes de la discrétion, sans mettre aucune personnalité en avant.

Suivant M. de Marsilly, c'est au point de vue de l'égalité entre les brasseurs que le Conseil s'est ému l'an dernier et que le 1er bureau a conclu cette année comme il vient de le faire. Mais cette égalité, dans le système de la ville de Douai est-elle rompue ? La loi de 1816 s'applique-t-elle autrement à l'intérieur qu'à l'extérieur de la ville ? Non, la loi est la même, les mesures de surveillance sont les mêmes.

Au point de vue de l'octroi, est-ce que le domestique d'un brasseur externe ne doit pas à l'entrée d'une ville, et d'une ville fortifiée surtout, faire compter ses tonneaux par l'employé de l'octroi ? Est-ce que celui-ci ne devra pas lui donner un laissez-passer émis au cours de cette circulation, comme au brasseur interne ? Évidemment non, l'inégalité n'est qu'une apparence et en matière fiscale, il ne faut pas se payer d'apparences et de mots.

Une autre objection plus large encore est tirée du principe de la liberté de l'industrie. Ce principe est sans doute excellent, mais enfin il n'est pas de liberté qui puisse être absolue et toutes doivent se concilier avec le respect et l'exécution de la loi.

Eh bien, lorsqu'un impôt a été légalement établi, il doit être acquitté d'une manière égale par tous ceux qu'il atteint. C'est à quoi tend la ville de Douai, et elle ne demande rien de plus.

M. Plichon dit que c'est aussi au nom du respect de la loi qu'il vient combattre l'opinion soutenue par M. Legrand (de Lecelles). Il rappelle que les impôts sur les boissons affectent deux formes : ou ils sont à la circulation ou ils sont à la fabrication. Les produits qui sont atteints par le droit à la fabrication sont exempts du droit de circulation et réciproquement. Frapper le même article des deux droits, c'est une énormité. Ainsi en ce qui concerne les vins, la loi a établi la liberté absolue du propriétaire dans sa maison ; il fait dans son chais toutes les opérations qui lui conviennent, le fisc s'arrête devant sa porte et est obligé de respecter son domicile. Mais du moment où ses produits sortent de chez lui, il faut qu'il en fasse la déclaration, la servitude commence dès ce moment, mais non auparavant. Cet impôt à la circulation impose des formalités excessivement gênantes et dont se plaignent amèrement tous les propriétaires des pays vignobles, mais ils jouissent par compensation de ce premier privilége qui est considérable : la liberté du domicile et de cet autre privilége encore plus considérable que toute la consommation de famille échappe à l'impôt.

Lorsqu'un produit est passible de l'impôt à la fabrication, la situation change complétement : alors le fisc a la liberté absolue de pénétrer dans le domicile, l'industriel ne peut prendre une mesure, faire un pas, sans le déclarer au fisc et le fisc à toute heure du jour ou de la nuit peut pénétrer chez lui. C'est déjà une servitude bien rigoureuse et cependant il y a quelque chose de plus : c'est que l'industriel paye l'impôt sur sa propre consommation, sa consommation de famille n'est pas exempte, pas un atôme de la production n'échappe à l'impôt. Par compensation, dès que la quantité du produit a été constatée dans la fabrique, il peut sortir sans déclaration, en toute liberté, et les agents du fisc sont obligés de respecter le produit circulant.

Mais si, du chef de l'État, on assujettit les brasseurs à l'impôt de la fabrication, et que du chef de la municipalité, on les assujettisse à l'impôt de circulation et aux formalités qu'il entraîne, on place les brasseurs dans une situation tout-à-fait intolérable.

L'honorable membre n'admet pas qu'au point de vue légal on puisse attendre le même produit des deux droits, alors même qu'il s'agirait de faire entrer une partie de ce droit dans une autre caisse que celle de l'État. Quels sont en effet les droits des villes en matière d'octroi ? Ce sont ceux que possède l'État lui-même pour faire entrer ses propres taxes dans ses caisses ; or jamais la loi n'a accordé aux villes le droit d'assujettir les particuliers qui doivent être atteints par l'impôt municipal à des formalités auxquelles ne sont pas assujettis ces particuliers lorsqu'il s'agit du recouvrement des droits de l'Etat.

La ville de Douai veut faire cette confusion que l'opinant considérerait comme très-regrettable et qui peut avoir les conséquences les plus fâcheuses pour le département du Nord. Que toutes les villes viennent réclamer la mesure que sollicite la ville de Douai, que le Conseil général la concède, et l'État viendra bientôt dire : — Vous avez concédé la surveillance à la circulation à toutes les villes, je ne sais pas pourquoi je ne m'emparerais pas du même droit à mon profit ; — et la région du Nord, déjà si gravement atteinte par l'impôt sur les boissons, serait plus gravement frappée encore, et son industrie après avoir avoir payé du prix de sa liberté intérieure, le droit de l'État sur la fabrication, sera encore gênée et entravée dans son fonctionnement extérieur, elle supportera à la fois le droit de fabrication et le droit de circulation. C'est afin d'éviter un pareil résultat que l'honorable membre votera pour les conclusions du 1er bureau.

M. Billet rappelle les deux objections qui sont opposées aux observations présentées par M. Legrand (de Lecelles), contre les conclusions du rapport. M. de Marsilly invoque un intérêt supérieur : la liberté et la dignité industrielles, qui lui paraissent menacées par les formalités complexes et vexatoires auxquelles on voudrait astreindre la brasserie douaisienne ; d'autre part, M. Plichon déclare que soumettre une même boisson à deux sortes de surveillance, l'une à la fabrication, l'autre à la circulation, serait une monstruosité sans précédent. L'honorable membre ne peut partager l'avis de ses deux collègues.

En ce qui touche la liberté et la dignité industrielles, il pense qu'elles ne sauraient être compromises chez les brasseurs par les formalités que la municipalité veut leur imposer ; ces formalités n'ont rien d'intolérable ni d'excessif, car bien d'autres industriels y sont depuis longtemps assujettis, pour ne citer que les distillateurs et les fabricants de sucre qui ne songent pas à s'en plaindre.

En ce qui touche la prétendue incompatibilité invoquée dans la surveillance s'exerçant simultanément à la fabrication et à la circulation, incompatibilité absolue suivant M. Plichon, parce qu'elle constituerait pour la bière un régime rigoureux auquel aucune boisson n'est sou-

mise, l'honorable membre répondra par la même observation qu'il vient de faire à M. de Marsilly, à savoir que les alcools, les sucres, sont soumis à cette double surveillance. Et, non-seulement les distillateurs, bien que surveillés pendant la circulation, sont obligés d'ouvrir leurs portes aux employés du fisc à toute heure de jour et de nuit, mais il y a une troisième obligation pour eux : celle de les loger, de les éclairer et de les chauffer dans l'usine.

Au surplus, du moment qu'il n'y a là qu'une sorte de formalité gênante, M. Billet avoue nepas comprendre le grand intérêt qui semble s'attacher à ce débat.

Ce n'est pas pour éviter ces formalités auxquelles tant d'autres industriels savent se soumettre que des négociants aussi parfaitement honorables que les brasseurs de Douai peuvent vouloir laisser subsister un doute sur la loyauté avec laquelle ils acquittent les droits qui incombent légitimement à leur charge.

M. Maurice, laissant la question de droit qui a été traitée d'une manière complète, se propose seulement de faire connaître au Conseil général la situation vraie de l'administration de la ville de Douai.

Lorsqu'en 1864, sur la demande très-instante des brasseurs, le service de surveillance dans la rue, à la porte des brasseurs, a été supprimé par le bon vouloir du Conseil municipal, les brasseurs, en acceptant l'augmentation de 0 fr. 30 c. par hectolitre, déclaraient que cette augmentation devait combler le déficit qui devait résulter de l'adoption des mesures nouvelles. Ils offraient de passer un compromis avec l'administration municipale pour assurer la perception à toujours sur un nombre d'hectolitres de bière égal à celui pour lequel ils payaient à cette époque, c'est-à-dire un peu plus de 60,000 hectolitres. Comme ce système n'était pas pratique, on ne l'a pas adopté, mais on s'en rapportait à la parole des brasseurs et on comptait que cette perception conserverait au moins son niveau, et atteindrait sans doute, par suite de l'augmentation de la population et de la consommation, un niveau supérieur à celui auquel on était arrivé à cette époque.

C'est en considération de cet avenir très-probable, contre lequel rien ne mettait la municipalité en garde que la ville s'est engagée dans un emprunt, croyant avoir, dans l'avenir, les ressources nécessaires au remboursement des annuités. Mais il est arrivé que quand à Cambrai, avec une population égale, on paye pour 89,000 hectolitres de bière, à Douai on ne paye que pour 48,000. C'est un déficit si considérable pour la caisse municipale qu'il lui sera impossible de continuer à acquitter sa dette si les choses restent dans cet état. Si la demande de la municipalité de Douai est repoussée, les contribuables qui supportent déjà 10 centimes additionnels, vont encore être frappés de 10 nouveaux centimes, car il faudra absolument demander à l'impôt direct des centimes additionnels en compensation des pertes éprouvées sur la perception du droit sur la bière. Quelle sera l'impression générale quand on saura que si les plus pauvres ménages, si les ouvriers doivent supporter de nouveaux centimes additionnels, c'est parce que la surveillance à la perception du droit sur les bières est incomplète, et qu'il faut combler le déficit qui en résulte ?

M. Plichon a fait remarquer la différence qui existe, relativement à l'impôt sur les boissons entre les populations du Nord et celles du midi : dans les pays vinicoles, la consommation intérieure en vins, en alcool, est exonérée de tout impôt pour la production qui consomme ses produits ; dans le Nord, au contraire, le moindre litre de bière dans un ménage doit payer le droit

S'il faut encore, afin de ne pas imposer un ennui à l'un ou à l'autre, qu'au lieu de trouver des ressources dans l'octroi, on ait recours aux centimes additionnels, la situation devient encore plus grave : non-seulement on paye pour la consommation intérieure des droits qui, en fait, ne rentrent pas dans la caisse municipale, mais encore il faut sur ses impôts directs payer des centimes additionnels pour combler ce déficit. Une pareille situation doit attirer l'attention du Conseil général.

— La clôture de la discussion, réclamée par plusieurs membres, est prononcée.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix les conclusions du 1er bureau qui tendent à repousser les modifications sollicitées par la ville de Douai à son règlement d'octroi, relativement à la perception du droit sur les bières.

— Les conclusions du bureau sont rejetées par 22 voix contre 18.

— Le Conseil adopte par un second vote, les propositions faites par la ville de Douai.

Deuxième session — Fixation de sa date.

M. LE PRÉSIDENT rappelle au Conseil qu'aux termes de l'articles 23 de la loi du 10 août 1871, il lui appartient de déterminer le jour de l'ouverture de la seconde session : il propose de se réunir, comme l'année dernière, le mardi de Pâques.

M. MAURICE pense qu'il serait préférable de fixer la session au lundi qui suit la semaine de Pâques (21 avril).

— Cette dernière proposition, mise aux voix, est adoptée par le Conseil.

M. LE PRÉSIDENT propose de suspendre la séance pour la reprendre à une heure de l'après-midi.

— Cette proposition est approuvée.

La séance est suspendue à onze heures et demie.

Le Président,
P. DANEL.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Séance du 30 août.

(2e PARTIE.)

La séance est reprise à une heure un quart.

Enfants assistés. — Nomination de commission.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître que la Commission chargée de l'étude des questions relatives aux enfants assistés, conformément à la proposition faite par M. Morisson, au nom du 3e bureau, dans la seance du 26 août, est composée, d'après la désignation qui a été faite dans chaque bureau, de MM. Chombart, Van der Straeten, Morisson, Duquenne et Roussel-Defontaine.

Jury d'expropriation. — Liste.

M. le Président annonce que la liste des membres du jury d'expropriation, révisée et complétée par chacun de MM. les membres du Conseil général pour son canton, vient d'être déposée sur le bureau.

— Cette liste est adoptée et sera imprimée à la suite du Recueil des délibérations de l'assemblée.

Chemins de fer divers. — Vote de conclusions ajournées.

M. LE PRÉSIDENT, appelle le Conseil à délibérer sur les conclusions d'un rapport de M. MAILLIET, relatif à divers chemins de fer dont il a été donné lecture dans la séance du 28; l'ajournement de la délibération a été prononcée à la demande de M. Rouez.

LE RAPPORTEUR fait connaître que par suite des explications données à son collègue au sujet

de la gare de Cousolre sur la ligne de Jeumont à Anor, celui-ci a déclaré qu'il renonçait à provoquer une discussion sur ce point.

— Les conclusions du rapport de M. Mailliet sont ensuite adoptées.

Convention entre le Nord et le Nord-Est. — Discussion.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les conclusions d'un second rapport de M. MAILLIET, relatif à la convention entre le Nord et le Nord-Est dont le vote a été ajourné sur la demande de M. Testelin.

Le RAPPORTEUR remet ses conclusions sous les yeux du Conseil ; elles sont ainsi conçues :

« Le Conseil général déclare repousser formellement la convention intervenue entre le Nord et le Nord-Est sans aucune autorisation préalable, et protester énergiquement contre la prétention du Nord-Est d'avoir, en concluant le traité dont s'agit, « usé d'un droit indépendant, absolu et indiscutable ; »

» Prie M. le Ministre de s'opposer à l'exploitation des lignes déjà construites ou de celles qui le seraient à l'avenir par toute autre entreprise que celle du Nord-Est et à ce que, sur ce point comme sur tous autres, la Compagnie du Nord-Est ne puisse, sous aucun prétexte, apporter une dérogation quelconque aux conditions de sa concession, jusqu'à ce qu'une entente se soit établie, s'il y a lieu, entre cette Compagnie et les intéressés ;

» Et dans le cas où, contrairement à l'opinion du Conseil général, qui considère le gouvernement comme armé de pouvoirs suffisants pour résoudre les questions soulevées, elles seraient cependant de nature à exiger une sanction judiciaire pour empêcher l'exploitation du réseau du Nord-Est par la Compagnie du Nord ou toute autre, sans autorisation préalable, le Conseil général demande expressément qu'elles soient soumises au contentieux du Conseil d'État pour qu'il soit statué, dans le plus bref délai, sur les obligations qui résultent pour la Compagnie du Nord-Est des conventions par suite desquelles elle a été investie de sa concession. »

M. DES ROTOURS déclare qu'il a fait une étude attentive du rapport qui a été déposé par M. Mailliet à l'une des dernières séances; et que les conclusions qui le terminent ne lui ont paru ni suffisamment nettes, ni suffisamment explicites.

Le Conseil se trouve en présence d'une question dont les éléments lui sont connus et qui réclame une solution immédiate. A la dernière séance, M. Goussard signalait ce fait qu'une ligne comprise dans le réseau du Nord-Est est achevée, qu'elle va pouvoir, dans peu de temps, être livrée à l'exploitation ; il est donc indispensable que le Conseil général mette, dès-à-présent, le Gouvernement à même de savoir s'il entend que cette ligne soit exploitée par la Compagnie du Nord-Est ou si, au contraire, il consent à ce qu'elle soit exploitée par la Compagnie du Nord. Il faut qu'à cet égard, intervienne une décision explicite et immédiate.

Dans les conditions présentes, un ajournement contiendrait de sérieux dangers. L'an dernier, une proposition avait été soumise au Conseil à l'effet de le saisir de la question, il l'a ajournée, Jusque-là la doctrine du Gouvernement était que le département du Nord avait un droit absolu de s'opposer à la rétrocession à la Compagnie du Nord du réseau du Nord-Est ; le Ministre des Travaux publics a fait à ce sujet les déclarations les plus nettes et les plus explicites. L'honorable membre rappelle qu'en 1871, lors de la discussion de la loi qui devait rendre définitive les

concessions accordées à titre éventuel, à la Compagnie du Nord-Est, la question a été soulevée devant la Commission de l'Assemblée nationale, et qu'à cette époque le ministre et le rapporteur de cette Commission ont déclaré, dans le rapport, que le droit du département était absolu.

L'ajournement de l'examen de la question prononcé en novembre 1871 et les termes peu explicites du rapport de la première session de 1872 semblent avoir été interprêtés au ministère des travaux publics dans un sens défavorable au département, comme une indice de sa volonté de se désintéresser de la question.

Jusqu'à cet ajournement, personne au ministère n'avait eu la pensée de méconnaître le droit absolu du département de s'apposer à l'acte de rétrocession.

Après l'ajournement de 1871, le ministère des travaux publics ne parle plus d'appeler le Conseil général à délibérer.

Il ne peut assurément méconnaître le droit absolu du département, droit reconnu par ses prédécesseurs et proclamé dans un rapport présenté à l'Assemblée nationale; mais ce droit il semble croire que le Conseil général se repose sur lui du soin de l'exercer.

Les réserves contenues dans la dernière phrase des conclusions votées par le bureau présenteraient le même danger.

Dans ces conditions, il importe que le département affirme son droit et que, dans la délibération qui sera prise, il évite avec soin toute formule qui prêterait à équivoque.

Le droit existe pour le département, c'est un premier point qui doit être mis en lumière. Il en est un second, c'est que ce droit de s'opposer à la rétrocession à la Compagnie du Nord du réseau du Nord-Est, le Conseil général entend l'exercer. C'est au Ministre qu'il appartient d'intervenir et de faire respecter le droit de l'État et du département. C'est à lui de s'opposer à ce que cette rétrocession devienne un fait accompli. Mais pour que le Ministre s'y oppose, il faut, dit l'opinant, que le Conseil général se prévale de son droit, et qu'il réclame formellement l'intervention ministérielle, à l'effet d'enjoindre à la Compagnie du Nord-Est, d'assurer, par elle-même, l'exploitation de ses lignes, et de faire défense à la Compagnie du Nord de donner suite au traité d'exploitation.

Il faut que le Ministre sache bien que telle est la volonté de la presque unanimité du Conseil général; et que le département considérerait comme une audacieuse violation de ses droits, l'intrusion sur le réseau du Nord-Est du personnel et du matériel de la Compagnie du Nord.

D'ailleurs pour le cas où une action contentieuse serait introduite devant le Conseil d'État, il est indispensable que le Ministre ait à présenter, au nom du département, des conclusions claires et nettement définies.

A ce point de vue, les conclusions dont l'assemblée vient d'entendre la lecture, ne paraissent pas donner une suffisante satisfaction à l'intérêt du département et sauvegarder ses droits d'une manière efficace. Il est à craindre que la Compagnie du Nord et la Compagnie du Nord-Est ne voient dans les réserves qui sont faites et qui paraissent ouvrir la porte à des arrangements ultérieurs entre les deux Compagnies, la volonté du Conseil général de ne protester que faiblement et en quelque sorte pour la forme, contre l'acte de rétrocession qu'il repousse; et que le Ministre, de son côté, ne s'en autorise pour ajourner son intervention. C'était pour parer à ce danger que, dans le bureau, on avait demandé la suppression du dernier membre de phrase des conclusions.

C'est dans le même but et pour préciser davantage la pensée du Conseil général que l'honorable membre et plusieurs de ses collègues avaient présenté un projet de résolution. On demandait au ministre, dans cette proposition, de s'opposer par toutes les voies de droit à la convention intervenue entre le Nord et le Nord-Est; on l'invitait, d'autre part, à mettre le Nord-Est en demeure de prendre ses mesures pour l'exploitation de son réseau, de telle sorte que les populations voisines des lignes nouvelles en construction pussent en jouir aussitôt qu'elles seraient construites et que les difficultés qui surviennent aujourd'hui ne retardent pas une entrée en jouissance qu'elles attendent depuis trop longtemps. En outre, dans cette résolution, on faisait connaître au ministre que si la compagnie du Nord-Est, pour des raisons que le Conseil n'a pas à apprécier, n'exploitait pas par elle-même et passait un traité d'exploitation avec une autre Compagnie, ce traité ne serait agréé par le département qu'à une double condition : la première que le département et l'État soient dégrevés de toute participation dans la garantie d'intérêt; la seconde, que la Compagnie du Nord-Est s'oblige à ce que la Compagnie concessionnaire assure au département une exploitation indépendante de la Compagnie du Nord.

Moyennant cette double condition, le Département et l'État conserveraient les deux avantages en vue desquels la concession a été primitivement accordée au Nord-Est, à savoir :

Constituer un réseau concurrent,

Mettre l'État et le Département à l'abri du fonctionnement abusif de la garantie d'intérêt.

La concession directe qui a été faite à la Compagnie du Nord-Est a constitué pour elle un avantage considérable; l'honorable membre et ceux qui ont signé avec lui la proposition demandent qu'elle tienne en retour les engagements qu'elle a pris vis-à-vis du département.

M. Des Rotours termine en donnant lecture du projet de résolution qu'il propose de substituer à celui du 5e bureau :

« Le Conseil général déclare s'opposer par toutes les voies de droit à l'acte de rétrocession consentie au profit de la Compagnie du Nord, par la Compagnie du Nord-Est;

» Il invite M. le Ministre à notifier cette décision à la Compagnie du Nord-Est et à lui faire connaître que dans le cas où elle ne croirait pouvoir exploiter par elle-même, une Compagnie cessionnaire de l'exploitation ne saurait être agréée par le Conseil général qu'à la double condition :

» D'assurer une exploitation indépendante de celle de la Compagnie;

» Et de sublever l'Etat et le département de toute obligation relative à la garantie d'intérêt. »

Ce projet de résolution a été signé par MM. Roussel-Defontaine, Van der Straeten et Des Rotours.

M. Plichon dit qu'il commencera par rectifier une erreur de fait commise par le préopinant. Selon lui, le Gouvernement aurait reconnu itérativement le droit du département de s'opposer à l'exécution de la convention qui a été signée entre le Nord et le Nord-Est. Or, ce n'est pas là l'attitude qui a été prise par le Gouvernement : le ministre a déclaré au Préfet du Nord, à la Chambre de commerce de Lille, à la Chambre de commerce du Roubaix que le traité qui était intervenu n'était susceptible d'exécution que lorsqu'il aurait été approuvé par le Gouvernement, que jusque là il resterait une lettre morte pour lui et que l'Administration ne statuerait sur cette question qu'après avoir au préalable consulté le Conseil général du Nord. Telle est la lettre qui a été écrite, l'engagement qui a été pris par le ministre et qui a été renouvelé à l'époque où l'Assemblée nationale a eu à se prononcer sur la déclaration d'utilité publique des chemins con-

cédés à titre éventuel par le Gouvernement impérial. Ainsi, droit supérieur du Gouvernement de ratifier ou de rejeter le traité et engagement pris par l'Administration vis-à-vis du Conseil général de ne statuer qu'après avoir pris son avis. Il ne faut pas oublier que ce n'est pas le département, mais l'Etat, qui a traité avec la Compagnie du Nord-Est; le département, sans doute, est intéressé dans le traité, il doit nécessairement être consulté, mais il y a quelque chose qui domine : c'est le droit supérieur du Gouvernement contre lequel, pour sa part, l'honorable membre ne veut pas s'élever.

M. Plichon n'entend pas soutenir dans toutes ses parties les conclusions du 5e bureau, il en est une qui lui paraît regrettable. Ainsi il croit que le bureau s'est trompé lorsqu'il a proposé de demander au ministre de s'opposer d'une manière absolue, et dès-à-présent, à l'exploitation par la Compagnie du Nord des chemins exécutés par la Compagnie du Nord-Est et d'obliger la Compagnie du Nord-Est à les exploiter par ses propres moyens. L'opinant ne trouve pas que cette résolution soit bonne. Le droit du Gouvernement en effet ne peut nullement être compromis par l'exploitation de ces chemins par la Compagnie du Nord en dehors d'une approbation préalable donnée par lui, et quant au département, l'honorable membre croit qu'en face des réserves qu'il a faites, ses intérêts sont complètement sauvegardés. Supposé le cas où la Compagnie du Nord viendrait faire appel à la garantie du département, celui-ci pourrait répondre : — Je ne vous connais pas; il existe bien un traité avec la Compagnie du Nord-Est dans lequel je suis partie jointe, mais ce traité a été fait à la condition que cette Compagnie exploiterait elle-même les chemins qui lui ont été concédés. — Dans sa délibération de 1869, le Conseil général a formellement demandé que si les chemins qu'il consentait à garantir étaient concédés à la Compagnie du Nord, le Ministre prît des précautions toutes particulières pour que cette Compagnie ne pût pas détourner au profit des autres lignes de son réseau le trafic devant appartenir aux lignes qui recevaient la garantie départementale; le département paraît donc fondé, en face des réserves qu'il a faites et des conditions qu'il a mises à sa garantie, conditions qui sont méconnues par le traité de la Compagnie du Nord-Est avec la Compagnie du Nord, de refuser à la Compagnie du Nord le bénéfice de la garantie d'intérêt qu'elle viendrait invoquer.

L'honorable membre dit qu'il est d'accord sur un point avec M. Des Rotours : comme lui, il ne veut pas de la rétrocession au Nord en tant qu'elle implique le maintien de la garantie départementale. Pour que le Nord puisse être autorisé par le Conseil général à exploiter ces chemins, il faut nécessairement que le Nord s'engage à couvrir le département du chef de cette garantie. C'est le seul moyen de sauvegarder l'intérêt départemental. Mais cette réserve faite, l'opinant prétend que rien ne serait plus avantageux au département, à son commerce, à son industrie, que les chemins qui ont été concédés à la Compagnie du Nord-Est soient exploités par la Compagnie du Nord. M. Des Rotours veut qu'on les concède à toute autre Compagnie pourvu que ce ne soit pas à la Compagnie du Nord; l'honorable membre pense, au contraire, qu'il n'y a pas de Compagnie qui puisse les exploiter aussi avantageusement pour le public que la Compagnie du Nord et que si on veut contraindre la Compagnie du Nord-Est à exploiter elle-même, elle ne fera qu'une exploitation onéreuse pour la population. Si, au contraire, on veut ultérieurement concéder l'exploitation à la Compagnie du chemin de Lille à Valenciennes, on ne rencontrera pas non plus dans cette Compagnie les avantages que peut fournir l'exploitation par la Compagnie du Nord.

C'est là le point essentiel du débat et c'est pourquoi l'honorable membre a trouvé utile la

réserve faite par M. Mailliet dans son rapport, réserve qui a amené l'opposition d'une partie du bureau. Il faut que sur ces questions on s'entende bien.

Le grand argument des honorables membres qui combattent le rapport est celui-ci : les chemins ont été concédés en vue de créer une concurrence à la Compagnie du Nord ; le Conseil ne peut pas sacrifier le grand intérêt de la concurrence.

L'honorable membre rappelle qu'il est un peu avec M. J. Brame, le père de ces chemins de fer, mais on lui a fait dire à ce titre beaucoup de choses qu'il n'a jamais dites. On prétend que, dans le sein du Conseil général, lorsque la concession a été arrêtée, on a voulu dès ce moment créer une concurrence d'exploitation à la Compagnie du Nord. Rien n'est moins vrai, et l'opinant va l'établir par des textes positifs: l'idée de créer une concurrence au réseau du Nord n'est pas sortie du Conseil général, elle est venue d'un autre côté.

Quand on a parlé de l'utilité de la concurrence dans le rapport, on n'a entendu qu'une chose: réserver au Gouvernement la possibilité de stipuler des conditions de concession plus avantageuses ; mais prétendre que dès ce moment on entendait constituer un réseau concurrent, c'est un fait qui est contredit par toutes les énonciations du rapport.

Ainsi, voici ce que l'honorable membre a dit dans les conclusions de son rapport du 14 janvier 1869 :

« En dehors de ces conditions à l'accomplissement desquelles le concours du département est subordonné, le Conseil général, préoccupé des avantages que la concurrence peut procurer *à l'État*, émet le vœu que le réseau à concéder soit adjugé à la Compagnie qui, présentant toutes les garanties possibles de bonne exécution, offrira les conditions les plus avantageuses *à l'État et au département.*

» Et pour le cas où la Compagnie du Nord serait déclarée concessionnaire, il demande que le trafic du réseau départemental soit, au moyen de stipulations particulières, garanti contre les déviations de transports que cette Compagnie pourrait opérer au moyen de ses jeux de tarife, au profit de ses autres lignes, et que notamment elle soit obligée d'opérer par les lignes les plus courtes, les transports qui lui sont confiés. » (Session extraordinaire de 1869, compte-rendu des délibérations, p. 77).

S'agissait-il là de créer une concurrence qui fît cesser le monopole de la Compagnie du Nord? Pas du tout.

A la fin de ses travaux, le Conseil général fut saisi d'une proposition de M. le Directeur du bassin houiller du Hainaut touchant des demandes de concessions qu'il adressait et au département et au gouvernement, concessions qui s'élevaient à plus de 1,000 kilomètres. Voici ce que l'honorable membre a dit au nom du Conseil général dans son rapport :

« Les propositions contenues dans la lettre de M. le Directeur général du chemin de fer du Hainaut, ont un caractère de grandeur qui a frappé votre Commission : *c'est la constitution du réseau concurrent du Nord dans des conditions qui lui permettront de soutenir victorieusement la concurrence avec son redoutable rival.*

» Le département du Nord est particulièrement intéressé à ce que cette proposition soit accueillie par le Gouvernement; il ne saurait toutefois subordonner à son adoption l'ajournement des lignes du réseau actuel, dont la concession et l'exécution peuvent être immédiates, mais le Conseil n'hésitera pas, sans doute, à recommander, de la manière la plus vive, son examen à

la bienveillante sollicitude de S. Exc. M. le Ministre des Travaux publics. . . . » (Session extraordinaire de 1869 , compte-rendu des délibérations , p. 75.)

Voilà donc le réseau concurrent présenté ; que fait le Conseil général? Est-ce qu'immédiatement il s'en empare ? Non ; il se contente des lignes qui devaient accroître le réseau départemental , lignes qui , par la manière dont elles étaient agencées, ne permettaient pas de créer une concurrence : c'étaient des lambeaux de lignes jetées sur tous les points du département. Ce n'était pas là un réseau concurrent ; le réseau concurrent se trouvait dans cette lettre de M. le Directeur du bassin houiller du Hainaut , qui proposait un ensemble de chemins de fer s'élevant à plus de 1000 kilomètres. Le Conseil général n'a pas voulu s'engager dans cette voie , il s'est contenté de son petit réseau.

Plus tard la députation du Nord a fait tous les efforts possibles pour en obtenir la concession, et ce n'était pas facile. Les collègues de l'honorable membre au Corps-législatif n'ont pas oublié toute la peine que ces négociations leur ont causées. C'est dans le cours de ces négociations que, préoccupée des offres faites par cette Compagnie du bassin houiller et de la possibilité de leur acceptation ultérieure , la députation, usant de son droit d'initiative personnelle , a demandé que les chemins sollicités soient concédés , *dans un intérêt de concurrence* , à la Compagnie qui les a obtenus. Ce n'est pas dans les délibérations du Conseil général du Nord de cette époque que ce mandat lui a été donné.

L'honorable membre doit avouer , du reste , qu'il était alors , comme ses collègues , sous l'impression d'un mirage qui a abusé tout le monde : il croyait qu'on pouvait arriver à l'économie des transports par la concurrence des chemins de fer. Il ne connaissait pas encore à cette époque les résultats de l'expérience qui a été faite en Angleterre et en Belgique , ces pays classiques de la concurrence entre lignes de chemins de fer , résultats qui établissent de la manière la plus évidente , qu'en matière de chemins de fer, la concurrence est une pure illusion; que l'exploitation des chemins de fer est nécessairement un monopole et que loin d'amener l'abaissement du prix des transports , la concurrence a plutôt eu pour effet de l'élever.

L'opinant demande la permission de faire connaître au Conseil les résultats de l'enquête qui a été ouverte sur cette question en Angleterre , et les faits principaux qui s'y sont révélés.

En Angleterre , on a créé quelquefois entre deux points à desservir , trois et quatre lignes pour faire la concurrence , et ces trois ou quatre lignes se sont parfois trouvées parallèles à des canaux appartenant à des Compagnies maîtresses de leurs tarifs. Or , qu'est-il arrivé? Après avoir lutté quelque temps , toutes ces Compagnies ont toujours fini par s'entendre et ont relevé leurs tarifs , abaissés au moment de la lutte. Aujourd'hui, en Angleterre, le prix des transports est plus élevé qu'en France : ainsi la concurrence au lieu d'amener le bon marché des transports , a produit une surélévation des prix , à ce point qu'en ce moment on discute sérieusement dans ce pays la question de savoir si l'État ne rachètera pas les chemins de fer pour arriver à donner à l'industrie des transports moins onéreux. Et cela se comprend : quand on a sacrifié trois ou quatre capitaux pour construire trois ou quatre lignes devant desservir les mêmes points , il faut que ces capitaux aient leur rémunération. Une Compagnie n'abaisse ses tarifs que quand elle a pu donner un dividende à ses actionnaires ; quand elle n'a pas pu donner de dividende ou que ce dividende est insuffisant , elle maintient nécessairement le taux élevé de ses tarifs.

L'expérience a fait ressortir un autre fait , c'est que pour arriver à une exploitation écono-

mique des chemins de fer, il faut absolument coordonner les lignes de manière à constituer des réseaux d'une certaine étendue ; l'exploitation des lignes isolées ou des petits réseaux est toujours excessivement onéreuse. En France, le prix du transport des marchandises ne ressort en moyenne qu'à 5 cent. 79 par tonne et par kilomètre dans le réseau du Nord, l'un des plus importants, et monte jusqu'à 14 cent. 40 par tonne et par kilomètre de Vitré à Fougères, 16 cent. 41 sur le chemin de ceinture, 13 cent. 98 sur les chemins de Vendée. Tous les grands réseaux transportent à des prix bas, toutes les petites Compagnies à des prix élevés (1).

Les petites Compagnies sont accablées par leurs frais généraux et elles ne peuvent pas faire un emploi aussi utile de leur matériel, et de la vapeur qu'elles créent. Une des considérations qui ont déterminé l'opinant à prendre part au débat, c'est qu'il est intimement convaincu que, si jamais on cédait au vœu exprimé par M. Des Rotours et ses collègues, l'industrie, au lieu d'avoir des prix de transports réduits par la concurrence sur les chemins dont il est question, et de bénéficier de la moyenne des prix de la Compagnie du Nord, payerait des prix excessifs susceptibles de s'élever à 13 ou 14 centimes par tonne et par kilomètre.

Voici maintenant, continue l'honorable membre, quelques unes des dépositions qui ont été faites dans l'enquête anglaise.

M. Charles Clarke, *négociant*, *Président du Comité des chemins de fer de la Chambre de Commerce de Liverpool*, est interrogé par le commissaire enquêteur en ces termes :

(*Extrait*). — D. — N'y a-t-il pas eu une grande concurrence entre les chemins de fer et les voies navigables ?

R. — Pas du tout, on peut expédier des marchandises par le canal, mais elles sont taxées au même prix que par chemins de fer.

. . . . . .

---

(1) STATISTIQUE DES CHEMINS DE FER.

Chemins de fer français. — Prix du transport des marchandises, — Année 1868.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	Tarif moyen perçu.	DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	Tarif moyen perçu.
Nord	5.79	Vendée	13.98
Est	5.96	Médoc	»
Ouest	6.72	Epinac à Velars	12.32
Orléans	6.60	Sathonay à Bourg	10.62
Paris-Méditerrannée	5.71	Vitré à Fougères	14.40
Midi	6.92	Anzin à Somain	8.30
Ceinture	16.41	Chauny à Saint-Gobain	15. »
Victor-Emmanuel	9.53	La Croix-Rousse à Sathonay	20.26
Bessègues à Alais	9.10	Enghien à Montmorency	»
Charentes	8.89		
Totaux et moyenne	6c11	Totaux et moyenne	6c11

Résultats totaux des six grandes Compagnies	6c06
Ensemble des Compagnies diverses	11.33

D. —Pour Wackefield il y a deux ou trois lignes, mais dans l'exemple que vous avez cité, celui de Newcastel à Leeds, il n'y a qu'une ligne, qui est dans les mains d'une seule Compagnie, de telle sorte que la concurrence est bien plus au pouvoir de la Compagnie de North-Eastern, que celui de Liverpool ne dépend de la Compagnie du North-Western.

R. — En réalité, à Liverpool, nous n'avons à faire qu'à une seule Compagnie. Supposez qu'il y en ait trois ou même un plus grand nombre, elles ont un seul et même tarif, de telle sorte que nous sommes dans la même situation que s'il n'y en avait qu'une. Nous ne pouvons pas aller d'une Compagnie à l'autre, pour leur demander leurs prix, attendu que ces prix sont les mêmes.

DÉPOSITION DE M. CHARLES STEAD,

Associé d'une filature et d'une manufacture d'alpaga à Saltaire.

Extrait. — Le déposant explique que ses établissements sont desservis, d'un côté par le canal de Liverpool à Leeds et de l'autre par un embranchement du Midland Railway, dont les intérêts étaient tout à fait séparés lorsque la construction de l'usine a commencé; depuis lors il s'est établi une entente entre le canal et quatre compagnies de chemin de fer.

Les conséquences de cette entente sont expliquées comme suit :

Le commissaire enquêteur : — Ainsi ces quatre Compagnies exercent un contrôle absolu sur le trafic du canal ?

R. — Oui.

D. — Applique-t-on les mêmes taxes sur toutes les voies?

R. — Oui.

D. —Les taxes appliquées antérieurement par la Compagnie du canal ont-elles été augmentées?

R. — Oui, considérablement, ainsi que je pourrai l'établir devant la Commission. Le 3 août, date de l'arrangement, le péage de Liverpool à Bradfort était de 3/4 d. par tonne et par mille et le 5 août suivant le péage fut porté à 1 1/2 d.

DÉPOSITION DE M. WRIGHT,

Manufacturier, vice-président de la Chambre de commerce de Birmingham.

Extrait. — D. — Quelques-unes des Compagnies de chemin de fer aboutissant à Birmingham ont-elles acquis ou pris à ferme des canaux?

R. — Les Compagnies de chemin de fer sont devenues propriétaires de certains canaux dans notre voisinage et elles ont fait avec d'autres des arrangements qui ont pour résultat de nous faire payer par les canaux les mêmes prix que par les chemins de fer.

. . . . . .

D. — Par la nature même des choses, les transports par canaux prennent plus de temps que ceux par chemins de fer?...

R. — Oui.

D. — Si vous remettez vos marchandises à une Compagnie de chemin de fer, pour les tran-

porter à une distance de 100 milles de Birmingham, elles arrivent à destination bien plus rapidement que par les canaux?...

R. — Certainement, et c'est ce qui fait que nous demanderions à avoir des prix plus bas par le canal, lorsque nous n'avons pas besoin de transports aussi rapides.

D. — Mais vous affirmez qu'en fait les prix de transport par les chemins de fer et les canaux sont les mêmes ?

R. — Oui.

D, — Il n'y a donc aucune concurrence entre les deux voies ?

R. — Absolument aucune.

D. — Et cette concurrence est empêchée par des arrangements entre les Compagnies de chemins de fer et de canaux ?

R. — Oui.

D. — Il y a plusieurs Compagnies de chemins de fer dont les lignes aboutissent à Birmingham celles du London and Northe Wersten ; du Great Western et du Midland ?

R. — Oui.

D. — N'y a-t-il pas entre ces trois Compagnies une concurrence qui ait pour résultat d'abaisser les tarifs ?

R. — C'est précisément le contraire qui a lieu.

Déposition de M. William-Galt,

Publiciste.

(Extrait). — D. — Vous admettez que les Compagnies ont un monopole, mais la concurrence n'existe-t-elle pas entre elles sur une échelle considérable ? Par exemple, il y a trois lignes entre Londres et Liverpool, ne sont-elles pas en concurrence pour le trafic ?

R. — Non, on ne peut pas appeler cela une concurrence, elles se partagent le monopole, mais elles n'établissent pas de concurrence, elles se mettent d'accord pour les tarifs qui sont absolument les mêmes sur les trois lignes ; il y a par conséquent toujours monopole. La concurrence ne peut exister que là où il y a un assez grand nombre de concurrents sur le marché pour empêcher toute coalition. Je ne puis pas accepter la proposition que par ce qu'il y a deux ou trois Compagnies transportant des voyageurs, c'est moins un monopole, attendu que ces Compagnies s'entendent.

. . . . . .

D. — Vous vous êtes occupé de la concurrence entre chemins de fer ; en quoi une concurrence de ce genre différerait-elle de celle entre deux lignes rivales de bateaux à vapeur ?

R. — La différence consiste en ce que là où il y a deux lignes rivales de steamers, chacune maintient un tarif réduit dans l'espérance de ruiner la ligne concurrente, et l'une ou l'autre des parties est bientôt obligée de céder, mais dans une concurrence entre Compagnies de chemins de fer, chacune d'elles sait bien que, si longue que soit la lutte, les lignes existeront toujours, elles reconnaissent donc bientôt l'absurdité et la folie d'une concurrence qui ne peut aboutir à la suppression de l'une d'elles et c'est ce qui fait que les chemins de fer seront toujours par eux-mêmes un monopole, quel que soit le fractionnement de leur trafic.

DÉPOSITION DE M. THOMAS WILSON,

Ancien agent du Canal d'Aire-and-Caldes, secrétaire honoraire de l'Association des Canaux de la Grande-Bretagne.

(*Extrait*). — D. — Dans votre opinion la concurrence entre chemins de fer aboutit toujours à une entente?

R. — Oui.

D. — Pourriez-vous expliquer pourquoi, si telle est la règle pour les Compagnies de chemins de fer, il n'en est pas de même entre les chemins de fer et les canaux ?

R. — Parce que les canaux se trouvent dans cette situation spéciale qu'ils ne sont pas transporteurs comme le sont les chemins de fer pour la plus grande partie de leur trafic. Ils sont ouverts moyennant le paiement d'un péage au public et non pas seulement à de grandes entreprises de transport ; tout individu qui dispose d'une somme suffisante pour acheter un bateau et payer le péage qui n'est qu'une petite fraction du coût total de l'opération, peut entreprendre des transports.

DÉPOSITION DE M. ALPORT,

Directeur de Midland-Railways.

Extrait. — D. — ..... Et en général ces taxes ne sont-elles pas des taxes réduites ?

R. — Pas toujours, car il est arrivé souvent que la concurrence a amené l'application des tarifs plus élevés.

DÉPOSITION DE M. HARRISSON,

Ingénieur civil.

Extrait. — D. — Pensez-vous que les dépenses d'exploitation aient été beaucoup augmentées par la concurrence des lignes destinées à se faire mutuellement concurrence ?

R. — Je pense qu'il en a été ainsi dans bien des cas et le résultat a toujours été celui-ci : Une ligne concédée en vue d'établir une concurrence donne toujours lieu à un arrangement et devient la propriété de la plus ancienne ligne et, à moins que les circonstances locales ne s'y prêtent, je ne pense pas qu'une ligne créée dans un but de concurrence ait réussi.

D. — Mais le public gagne pendant toute la période qui précède l'arrangement?

R. — Pendant un certain intervalle, mais bien court. On réduit les places à 2 shillings pendant quelques mois et alors les deux Compagnies arrivent à cette conclusion qu'elles auraient bien mieux fait de s'entendre. Il n'y a pas un seul exemple à ce moment que là où une ligne a été créée pour établir une concurrence, cette concurrence existe encore. »..... .....

L'honora le membre appelle spécialement l'attention du Conseil général sur ce fait que pour que la concurrence s'exerce et se maintienne, il faut qu'il y ait un assez grand nombre de concurrents sur le marché pour empêcher les coalitions d'intérêt. Les canaux font une concurrence efficace aux chemins de fer ; parce qu'ils appartiennent à l'État et que tout homme qui possède un bateau peut effectuer des transports et faire la concurrence au chemin de fer ; il n'y a pas de coalition ni d'entente à redouter, parce que les possesseurs de bateaux sont trop nombreux.

Les autres dépositions de l'enquête constatent les mêmes faits. Cependant une personne ou deux ont défendu la concurrence, tout en reconnaissant qu'elle n'amène pas de diminution dans les prix des transports, mais parce qu'elle assure, disaient-elles, certaines facilités générales, plus de complaisance de la part de certains agents.... Ce sont là les seuls avantages qu'elles y trouvent.

On sait qu'en Belgique, la concurrence en matière de chemins de fer s'est exercée sur la plus grande échelle. Le Gouvernement belge n'a refusé aucune concession, il en a accordé de toutes parts. On a construit une grande quantité de chemins de fer et, à un moment donné, une crise s'est produite. Ces chemins de fer étaient complètement improductifs, c'étaient des tronçons non reliés les uns aux autres, quelque chose d'analogue aux lignes du Nord-Est.

Pour rendre ces lignes fécondes, des hommes qu'on attaque souvent aujourd'hui, mais qui ont rendu de véritables services à leur pays, les fondateurs de la Société d'exploitation des chemins de fer belges, ont réuni tous ces chemins, les ont soudés les uns aux autres par des lignes nouvelles; et leur intervention a eu pour résultat de rendre ces lignes productives d'improductives qu'elles étaient et d'amener une grande baisse dans le prix des transports par l'effet d'une exploitation plus économique. Frappé de ce résultat, qu'a fait le gouvernement belge dans ces derniers temps? Il a lui-même traité avec les deux principaux réseaux, il leur a cédé certaines de ses lignes, il en a pris certaines des leurs: il a ainsi constitué trois grands réseaux à l'imitation des réseaux français. Il a reconnu que c'était le seul moyen d'obtenir une exploitation plus économique et d'arriver à l'abaissement du prix des transports. La première condition des transports à bon marché, c'est qu'on puisse les faire économiquement.

Dans l'exposé des motifs qui accompagnait la proposition de la loi qui a consacré ces résultats, présentée au parlement en 1870, le Ministre des Travaux publics s'exprimait de la manière suivante :

« On a cru en Belgique, comme en Angleterre, que pour assurer le bon marché. il fallait empêcher le monopole des chemins de fer; qu'aux lignes existantes il fallait absolument opposer des lignes concurrentes. Or, l'expérience prouve que la concurrence des chemins de fer produit des effets en sens inverse; qu'au lieu de la réduction, elle a pour résultat final le renchérissement des prix de transport. Ce qui se passe en Angleterre ne laisse aucun doute à cet égard. Dans ce pays de liberté commerciale et industrielle, on est si frappé des effets désastreux produits par la concurrence que l'on considère le rachat des chemins de fer par le gouvernement comme une nécessité prochaine »

Plus loin on lit encore :

« Relever les tarifs est une nécessité que leur situation financière finit par imposer aux Compagnies exploitant des lignes concurrentes : on ne peut assez insister sur cette considération que pour qu'un chemin de fer transporte à bon marché, il faut qu'il soit en possession d'un trafic considérable. »

L'honorable membre cite, sur le danger de l'éparpillement, un autre passage du rapport qui a été fait à la Chambre des représentants, duquel il résulte que la diversité des exploitations est un obstacle à l'extension des relations commerciales. Les fusions d'exploitations ont modifié cet état de choses, elles ne l'ont pas fait disparaître et c'est pour le faire cesser que le projet de loi

a été présenté. Le rapport, comme l'exposé des motifs, conteste l'efficacité de la concurrence en matière de chemins de fer. *Ce serait une grande erreur*, dit-il, *que d'assimiler absolument aux autres industries les transports par les voies ferrées.*

L'honorable M. Plichon renonce à poursuivre ces citations; mais partout, dit-il, se trouve énoncée cette vérité que les transports économiques ne peuvent se faire que dans des réseaux parfaitement coordonnés; que l'éparpillement des concessions amène nécessairement des transports onéreux; que la concurrence que l'on poursuit, en matière de chemins de fer, échappe toujours; la lutte peut durer un, deux, trois ans, un jour vient où elle cesse forcément; les intérêts comprennent qu'il vaut mieux s'entendre; les tarifs se relèvent et la concurrence, dont on attendait tant d'avantages, n'a amené que des déceptions. L'abaissement du prix des transports ne peut s'obtenir que par une exploitation économique. La préoccupation du Conseil général doit donc se porter sur ce point, qu'il est indispensable de placer les chemins de fer dans des conditions qui permettent de réaliser l'économie dans l'exploitation.

« C'est, dit en terminant l'honorable membre, c'est par une étude longue et consciencieuse de ces questions que je suis revenu de l'erreur qui est en possession du public et que j'ai partagée moi-même, et quand je soutiens ici que le véritable intérêt du département du Nord, au point de vue industriel et commercial, c'est de rattacher tous ces lambeaux de chemins au grand réseau qui y est constitué, ce n'est pas, qu'on le croie bien, par amour de la Compagnie du Nord; elle n'a pas rencontré, dans son existence, de plus grand contradicteur que moi. Dès sa constitution, j'ai concouru, pour ma part, à lui faire subir un rude échec.

« Je l'ai dit bien des fois, ajoute-t-il, son inertie a été funeste aux intérêts du département; en refusant de devenir l'instrument de sa prospérité, elle a manqué aux devoirs que lui imposait son monopole. En résistant aux vœux des populations qui réclamaient l'établissement de lignes nouvelles, elle a méconnu la puissance de notre activité économique et a négligé, au préjudice de ses propres intérêts, une source féconde de profits qui eût notablement accru la valeur de ses actions, quel qu'en soit le prix actuel. Le département a souffert de sa résistance. Que le département lui tienne rigueur, on le comprend; mais, prenons garde que ce mécontentement ne nous entraîne à nous nuire à nous-mêmes, et pour faire échec à la Compagnie du Nord, n'exposons pas le commerce et l'industrie des cantons que doivent desservir les lignes du Nord-Est, à payer leurs transports à raison de 10 ou même 15 centimes par tonne et par kilomètre, alors que l'exploitation par la Compagnie du Nord peut les faire obtenir, en moyenne, à 5 ou 6 centimes; et c'est ce qui arriverait inévitablement si la proposition de l'honorable M. Des Rotours était accueillie. C'est pourquoi je l'ai combattue et me suis rallié aux conclusions du bureau. »

M. Legrand (de Valenciennes) dit qu'après avoir entendu dans le bureau et ensuite relu les conclusions du rapporteur, il était bien décidé à ne pas les voter. Il y est plus décidé que jamais après avoir entendu les explications si intéressantes de M. Plichon. Les objections de l'honorable membre contre les conclusions du rapport étaient de deux sortes. Il trouvait que ces conclusions avaient peut-être, avaient certainement l'intention de contenir, mais ne contenaient pas une affirmation assez énergique du droit du département dans cette question. Il leur reprochait en outre de paraître vouloir ouvrir la porte d'une façon très-avouée ou trop claire à une entente possible ec la Compagnie du Nord ou, pour mieux rendre sa pensée, il trouvait qu'elles ne fermaient

as suffisamment la porte à une rétrocession à cette Compagnie, rétrocession que le Conseil général n'a certainement pas voulue au début de cette affaire et que, suivant l'opinant, il ne doit pas davantage vouloir aujourd'hui.

M. Plichon précisant davantage la pensée que l'honorable membre avait cru trouver dans le rapport, lui paraît avoir ouvert trop complètement la porte à une rétrocession à la Compagnie du Nord. L'opinant ne veut pas la murer, mais il ne veut pas l'ouvrir davantage, il tient à ce qu'elle reste fermée, et à ce que le département garde la clé sauf à aviser ensuite.

Or, suivant l'honorable membre, le rapport entre-baille trop la porte en faisant entrevoir un avenir d'entente et de nouvelles négociations avec la Compagnie du Nord. L'avenir doit rester réservé, mais pour cela. il ne faut pas dire qu'il demeurera réservé. Du moment que le département reste dans sa situation légale qui est excellente, du moment qu'il maintient son droit d'une manière absolue, les réserves vont de soi et le Conseil général avisera plus tard à faire ce que les intérêts du département lui conseilleront.

M. Plichon sur ce point a été très-net. Avant lui personne n'avait encore abordé de front une question qui cependant domine tout le débat, c'est la question de la concurrence. Il est certain qu'au début de l'affaire, le département a été préoccupé de l'idée d'organiser un réseau concurrent; c'est l'idée départementale initiale de toute cette affaire. M. Plichon est venu dire qu'il avait été la victime d'un mirage, qu'il avait cru autrefois à la concurrence, mais qu'aujourd'hui il n'y croyait plus guère. Il faut remercier M. Plichon d'avoir posé la question avec autant de netteté, car les questions bien posées font un grand pas vers leur solution M. Plichon paraît avoir été ramené de ses préférences anciennes pour la concurrence par les résultats de l'enquête anglaise. L'honorable membre a lu cette enquête fort intéressante, il y a vu en effet qu'un grand nombre de personnes fort autorisées en pareille matière, concluaient, d'après les résultats de l'expérience, que la concurrence était impossible en matière de chemins de fer. Mais il croit que les conclusions qui résultent de cette enquête même ne doivent pas être aussi absolues et qu'elles dépassent la portée des faits qui leur servent de base et de prémisses. En effet, sur quoi s'appuient la plupart des déposants ? Sur ce fait qu'en Angleterre on a cherché à organiser, d'une grande cité industrielle à une autre grande cité industrielle, deux ou trois lignes à peu près parallèles. On comprend que, dans ces conditions, la concurrence devienne difficile. Mais telle n'est pas la situation dans le département. Lorsqu'au lieu d'avoir des lignes absolument parallèles ou peu s'en faut, on aura des lignes qui s'écarteront les unes des autres pour ne se rejoindre qu'à de grands points d'intersection et desserviront un pays riche et productif comme le Nord, peut-être ces lignes pourront-elles co-exister et prospérer. Cette situation paraît être complètement différente de celle qui est révélée par l'enquête anglaise. Dès lors il n'y aurait pas grand chose à conclure de cette enquête : elle constate, ce qui est possible, ce qui est vrai, que des lignes absolument parallèles ne peuvent co-exister, mais non que des lignes qui desservent des parties différentes d'un pays riche ne peuvent pas faire parfaitement les affaires de leurs obligataires et même de leurs actionnaires. La situation est différente : ce qui rendait la concurrence impossible dans les cas cités par M. Plichon, c'est que les deux lignes ne pouvaient pas faire indéfiniment une concurrence qui les ruinait et qu'alors il fallait qu'un jour ou l'autre une entente intervînt ; mais quand deux lignes concurrentes peuvent subsister et vivre indéfiniment parce qu'elles trouvent des éléments complètement distincts et indépendants de vie dans le pays qu'elles desservent, l'opinant ne voit pas pourquoi la concurrence ne pourrait pas durer.

Enfin, en 1869, M. de Talhouët, alors ministre des Travaux publics, consulté sur cette question de droit par le Préfet et par les maires de Roubaix et Tourcoing, a répondu que son administration avait fait connaître à la Compagnie du Nord-Est, dès le mois de mai 1870, « que le traité dont il s'agit ne saurait être valable qu'après avoir été approuvé par le Gouvernement, ainsi que par les départements qui concourent à la garantie d'intérêt accordée aux concessionnaires, et que la Compagnie a été invitée à saisir l'Administration de ce traité. » (Procès-verbaux des délibérations, séance du 14 novembre 1871, rapport de M. Saint-Léger, p. 923).

Cette déclaration s'éloigne beaucoup de l'opinion exprimée par M. Plichon, que le département devait être simplement consulté par le Ministre, et qu'il n'avait qu'un avis à donner. La vérité juridique, c'est qu'il faut le consentement du département.

L'honorable membre peut citer quelque chose de plus formel encore, c'est l'opinion de M. Plichon lui-même, lors de la concession définitive des lignes qui n'avaient été concédées au début qu'éventuellement, à savoir de Saint-Omer à Berguette, de Berguette à Armentières, et de Somain à Roubaix et Tourcoing. Lorsque le projet de loi a été soumis, en 1871, à l'Assemblée nationale, M. Testelin, qu'on trouve toujours au premier rang quand il s'agit de défendre les intérêts généraux et qui le fait avec un désintéressement complet, M. Testelin est intervenu dans le débat, et a déposé un amendement concluant à ce que le Gouvernement saisît l'occasion d'une concession définitive pour interdire la rétrocession du Nord-Est au Nord, et voici ce qui lui fut répondu par M. Plichon, rapporteur de la Commission de l'Assemblée nationale :

« Relativement aux départements qui ont accordé leur garantie à la Compagnie du Nord-Est, il est évident que cette Compagnie ne pourrait, même avec l'autorisation du Gouvernement, apporter des modifications aux conditions de la concession sans le consentement préalable des Conseils généraux intéressés. Le droit des départements, à cet égard, n'est pas douteux et n'est pas contesté par l'administration. » (V. Rapport supplémentaire de M. Plichon, N° 643 des impressions de l'Assemblée, p. 2).

Par conséquent, le département représenté par son Conseil général a autre chose qu'un avis à donner, il a une volonté à formuler.

M. Plichon voudrait que le préopinant discutât l'opinion qu'il a émise et ne lui attribuât pas une pensée qu'il n'a pas exprimée. Il a dit au début de la discussion que la doctrine exposée par M. Des Rotours, n'était pas celle qu'avait admise le ministère des Travaux publics dans la correspondance qu'il avait échangée avec le Préfet du Nord et qu'il fallait nécessairement à ce sujet ne pas changer de terrain, mais l'honorable membre ne s'est pas mis en contradiction avec son rapport.

M. Legrand (de Valenciennes) reconnaît qu'il s'était mépris sur la pensée de M. Plichon : en l'entendant parler d'avis du département à prendre par le ministère, il avait cru que c'était une opinion personnelle qu'il exprimait. Il est heureux d'avoir fourni à M. Plichon l'occasion de mieux préciser le sens de ses paroles. Il ajoute que les documents qu'il vient de citer, notamment les déclarations de MM. de Talhouët et de Larcy, alors ministres, et le rapport de M. Plichon, établissent, de la manière la plus péremptoire, que, jusqu'en 1872, le Ministère des Travaux publics n'a jamais hésité à proclamer le droit absolu du département à s'opposer à l'acte de rétrocession, ainsi que M. Des Rotours l'a établi au début de sa discussion.

Ainsi, continue l'honorable membre, tout le monde admet le droit du département, M. Plichon

le premier; ce n'est pas seulement un avis que le département a à émettre, c'est un consentement qu'il a à donner. Sans ce consentement, on ne peut rien, on ne peut pas passer outre. L'opinant tenait à bien préciser cette situation, à ne rien abandonner des droits du département au moment où peut-être il va avoir des difficultés contentieuses à traverser. Avant de se lancer dans un débat judiciaire, il ne faut rien retrancher, rien diminuer de son droit, surtout quand ce droit est aussi incontestable, repose sur des textes, sur des principes aussi formels que celui du Conseil général. M. Philippart soutient qu'on lui a concédé un droit absolu, indiscutable et indépendant; il a la prétention que le département n'ait rien à dire dans l'affaire; d'après lui, l'Etat lui-même serait sans aucun droit à cet égard; en réponse à cette théorie, l'honorable membre tenait à établir le droit du département, et c'est de ce droit qu'on peut dire exactement qu'il est absolu, indiscutable et indépendant.

Il ne veut pas, d'ailleurs, insister sur ce point, que M. Des Rotours s'est plus particulièrement réservé.

En ce qui le concerne, l'honorable membre n'a pas, sur la question de la concurrence, une opinion définitive; il faut faire la part de l'expérience, du temps; mais, dès à présent, il déclare que, pour lui, la question n'est pas vidée; il ne veut pas engager l'avenir et ouvrir la porte toute grande à la Compagnie du Nord.

Arrivant à la question de droit, M. Legrand dit que M. Plichon ne lui paraît pas avoir affirmé d'une façon suffisamment catégorique le droit du département. Il n'a pas méconnu que le département eût un certain droit; il a dit que le Ministre aurait une autorisation à donner et que cette autorisation il ne la donnerait pas avant d'avoir pris l'avis du département, avant d'avoir consulté le Conseil général. C'est sur ce point que l'honorable membre se sépare de M. Plichon. Il prétend que le département, dans cette affaire, a non-seulement le droit d'émettre un avis, de donner son opinion, mais que le gouvernement a le devoir de lui demander son consentement et qu'une intervention du département est nécessaire pour que la chose puisse se faire.

On sait qu'au début les lignes de Lille à Comines, de Tourcoing à Menin, de Gravelines à Watten, de Boulogne à Saint-Omer avaient été concédées à la Compagnie du Nord, et c'est grâce à l'intervention active des représentants du département qu'elles ont été retirées au Nord pour être données plus tard au Nord-Est. Le département ayant manifesté sa volonté formelle de les voir concéder à une autre Compagnie qu'au Nord, c'était le Nord-Est qui avait été organisé pour recueillir le bénéfice de ces lignes et en faire profiter le département.

Lorsqu'est intervenu cet acte, est-il vrai que le Ministre seul ait contracté pour l'État et que le département n'ait pas été partie au contrat?

L'opinant ne le croit pas. Il est vrai qu'il y a eu une ou plusieurs délibérations du Conseil général et qu'ensuite le Ministre a stipulé pour le compte de l'État seul faisant son affaire de la garantie du département.

L'article 4 de la convention intervenue entre le Ministre du Commerce et des Travaux publics et la Compagnie du Nord-Est est ainsi conçue :

« Le Ministre du Commerce, de l'Agriculture et des Travaux publics, au nom de l'État, s'engage à garantir aux concessionnaires, pendant cinquante ans, jusqu'à concurrence de moitié, un intérêt de cinq pour cent (5%), amortissement compris, sur le capital de premier établissement des lignes énoncées aux articles 1 et 2 ci-dessus. L'autre moitié dudit intérêt est garantie

pendant le même délai par les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne, conformément aux votes des Conseils généraux desdits départements, sans que les engagements, respectivement contractés par ces départements et par l'État, aient aucun caractère de solidarité. »

C'est sur ce texte que l'opinant s'appuie pour soutenir que le département a été partie au contrat, que par conséque t il a son mot à dire lorsqu'on change les conditions de ce contrat, non pas seulement un vœu à émettre, mais une volonté à exprimer. L'honorable membre fonde l'argument qu'il emprunte à ce texte sur ce que ce n'est pas le Ministre qui, au nom de l'Etat, garantit 5 p. cent d'intérêt à la Compagnie, en faisant ensuite son affaire avec le département pour le règlement de cette garantie d'intérêts. Non, il n'y a pas solidarité ; le Ministre stipule formellement que les engagements resteront distincts et que l'État ne prend à sa charge que 2 $^{1}/_{2}$ p. cent. Pour les autres 2 $^{1}/_{2}$, c'est au département directement que la Compagnie aura à s'adresser :

« La garantie stipulée par le présent article s'appliquera d'une manière distincte, tant pour la part afférente à l'État que pour celle qui sera supportée par les départements, à l'ensemble des lignes comprises respectivement dans chacun des départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne. »

L'honorable membre insiste sur cet argument de droit emprunté au texte de la convention entre l'État et le département du Nord, parce qu'il n'a pas encore vu qu'on ait tiré du texte le parti qu'il y a, suivant lui, à en tirer. On ne peut pas soutenir qu'en écartant l'hypothèse de la solidarité, l'Etat ait songé simplement à diviser la garantie d'intérêt entre les trois départements intervenants. En effet, si c'était ainsi que l'avait entendu le Ministre, il n'aurait pas dit que la garantie stipulée resterait distincte pour la part afférente à l'Etat; sur ce point il ne paraît pas y avoir place au moindre doute. Les départements sont intervenus au contrat, représentés par le Ministre auquel ils avaient donné qualité pour traiter, et le Ministre a stipulé d'une part pour l'État et, d'autre part, pour les départements. Donc les départements ont qualité pour intervenir et leur droit est entier.

Plus tard, continue l'opinant, la Compagnie du Nord-Est a voulu rétrocéder le bénéfice de cette convention à une societé belge d'exploitation et à ce moment le Nord-Est inscrivait dans cette convention de rétrocession une clause qui disait que la convention devait recevoir l'approbation du département et de l'Etat ; donc la Compagnie reconnaissait elle-même qu'elle avait à demander l'approbation du département.

M. Testelin croit que M. Plichon manque un peu de mémoire lorsqu'il dit que le désir de la concurrence n'a figuré en rien parmi les motifs qui ont décidé le Conseil général dans les votes qu'il a émis à propos de ces Compagnies de chemins de fer et notamment de la Compagnie du Nord-Est. On lit en effet à la page 80 du compte-rendu de la session extraordinaire de 1869 ces propres paroles qui sont mises dans la bouche du rapporteur, qui n'est autre que l'honorable M. Plichon :

« Il y a eu une idée dominante dans le sein de la Commission, à savoir le désir de la concurrence. On était préoccupé des inconvénients du monopole de la Compagnie du Nord et l'on eût désiré pouvoir adopter une formule qui eût créé la concurrence dans le réseau départemental. »

L'honorable membre n'insistera pas longtemps sur ce fait, puisque M. Plichon reconnaît qu'à

l'égard de la concurrence il a complètement changé d'avis. Il est certain qu'on peut tous les jours s'éclairer sur une question spéciale et avoir un avis différent à deux ou trois ans d'intervalle. Mais l'opinant va plus loin : ou la concurrence est une bonne, ou elle est une mauvaise chose ; si c'est une bonne chose, il faut maintenir le traité tel que le Conseil général l'a fait avec le Nord-Est ; si ce n'est pas une bonne chose, comme c'est en vue d'obtenir cette chose que le département a traité avec la Compagnie du Nord-Est, il faut ou qu'elle tienne ses engagements ou qu'elle laisse le département libre de se tirer d'affaire comme il l'entendra. Mais il paraît que le marché que la Compagnie du Nord-Est a fait est très-bon puisque la Compagnie du Nord le lui rachète au prix de 587,000 fr. payés tous les ans. Dès lors l'honorable membre est convaincu que si le Conseil général renonce à la doctrine de la concurrence, s'il veut traiter directement avec la Compagnie du Nord, elle accordera au département le bénéfice qu'elle consent en faveur de la Compagnie du Nord-Est. Cette Compagnie s'est adressée au Conseil général en lui disant : — Vous avez une raison péremptoire pour nous prendre, nous allons faire un réseau concurrentiel ; — on pensait donc alors que la concurrence était chose excellente, et c'est au nom de cette concurrence que toute la députation du Nord pesait sur le Ministre des Travaux publics et le forçait à revenir sur un marché qu'il avait fait avec la Compagnie du Nord, et qu'ensuite sans adjudication, par privilége spécial, le Ministre concédait les lignes à la Compagnie du Nord-Est. Mais aussitôt que cette Société a obtenu la concession qu'elle sollicitait, la première chose qu'elle a faite a été de la vendre à la Compagnie du Nord.

L'opinant demande si le Conseil général peut approuver cette manière d'agir.

Quant à lui il est convaincu que, dès le premier moment, la Compagnie du Nord-Est n'a jamais eu l'intention d'exploiter ces chemins, mais uniquement d'en obtenir la concession afin de les revendre au Nord. La preuve c'est que, contrairement à ce qui s'était toujours fait jusqu'alors, la Compagnie du Nord-Est a divisé ses actions en deux moitiés : une action de capital de 375 fr. devant rapporter un intérêt fixe, sans aucun *alea*, sans chance de perte ou de bénéfice autre que les 20 fr. d'intérêts par action, et une action de 125 fr. devant profiter seule des bénéfices. Dans le rapport de M. Philippart, on voit qu'il reconnaît lui-même, qu'il fait valoir auprès de ses actionnaires que si le Conseil général du Nord, si le Gouvernement français ratifiaient le traité qu'il a fait avec la Compagnie du Nord, les actions de 125 fr. monteraient immédiatement à 625 fr., ce qui donnerait un bénéfice de 500 fr. par action. L'honorable membre est persuadé que l'auteur de cette combinaison, M Philippart, avait ce projet-là à l'avance, et ce qui le confirme encore dans cette pensée, c'est qu'au début la Compagnie du Nord s'est peu effrayée des projets de M. Philippart.

Il ne faut pas à cet égard accuser la Compagnie du Nord plus qu'une autre. L'opinant ne sait pas pourquoi dans ces questions de chemins de fer, on accuse toujours les Compagnies : elles n'ont aucune espèce de reproche à se faire. Pourquoi fonde-t-on une Compagnie ? C'est uniquement pour gagner de l'argent : pourvu qu'une Compagnie fasse gagner de l'argent à ses fondateurs, à ses administrateurs et quelquefois à ses actionnaires, elle a rempli son devoir. Le beau idéal pour une Compagnie, c'est de faire le moins de transports possible en se faisant payer le plus possible, et il faut dire qu'en 1871 les Compagnies ont à peu près réalisé cet idéal, car malgré les engagements les plus formels, malgré les clauses de leur contrat, elles ne transportaient plus du tout par la petite vitesse sous prétexte que leurs gares étaient encombrées : les négociants, qui étaient obligés d'expédier, prenaient la grande vitesse et leurs marchandises arrivaient

au bout de six semaines, deux mois, trois mois, ou même n'arrivaient pas du tout. Quant à se préoccuper des intérêts du public, ce ne sont pas les Compagnies qui en sont chargés, ce sont les conseils municipaux, les conseils généraux, l'Assemblée nationale, le gouvernement qui doivent le faire. Si donc les choses vont mal, s'il y a tant de reproches à adresser aux chemins de fer, ce n'est pas aux Compagnies qu'il faut s'en prendre, elles n'ont pas mission de donner satisfaction aux intérêts du public, il faut s'en prendre aux corps à qui le soin de ces intérêts est confié.

Si dans cette circonstance spéciale, pour faire monter les actions de 125 à 625 fr., le Cons général autorise la Compagnie du Nord-Est à vendre son marché, marché très avantage qu'elle a arraché au département en lui promettant la concurrence, l'opinant croit que l'assemblée fera une chose mauvaise pour l'intérêt du département et qu'elle méritera complètement les reproches que le public mal éclairé adresse trop fréquemment aux Compagnies de chemins de fer.

M. Plichon ne sait pas quelle a pu être la pensée de M. Philippart, mais il sait ce qu'a fait la Compagnie du Nord-Est après sa constitution ; il le sait pour avoir été trop souvent en campagne afin de l'aider à réaliser les projets d'agrandissement qu'elle avait formés : elle a sollicité divers réseaux de l'État ; l'honorable membre s'est employé avec toute l'énergie possible pour les faire réussir, il a toujours été repoussé et n'a absolument rien obtenu. Elle a aussi sollicité des concessions du Conseil général du Nord: contrairement à l'opinion de l'honorable membre, malgré une lutte très-vive dans le bureau, malgré les explications fournies au sein du Conseil général, on lui a refusé les concessions qu'elle demandait, on lui a dit qu'elle serait admise à soumissionner les chemins comme toutes les autres. Or, quand on veut faire un réseau concurrent, on ne multiplie pas à ce point les exploitations ; on le condense, on le forme de mailles aussi étroites que possible, sous peine de n'aboutir à aucun résultat..

L'honorable membre ignore ce qui s'est passé ultérieurement, mais ce qu'il affirme ce sont les efforts qu'il a faits, et les efforts que cette Compagnie a faits elle-même pour arriver à constituer le réseau concurrent. Elle y a complètement échoué. L'opinant ajoute ce fait qui n'a pas encore été porté à la connaissance du Conseil général, que lorsque la Compagnie a été constituée, elle l'a été sur l'idée qu'une Compagnie particulière, une Compagnie belge prendrait les chemins en exploitation. C'est tellement vrai que toute la députation du Nord a travaillé à l'élaboration des contrats qui devaient servir de base à ce traité. Et pourquoi y a-t-on renoncé? Parce qu'on s'est trouvé en face d'une opposition de la part du gouvernement qui est venu dire : Vous ne passerez pas outre. Ensuite est arrivé le conflit belge : le gouvernement belge a refusé à toutes les Compagnies françaises le droit d'exploitation sur les chemins belges et par conséquent il n'y a plus eu possibilité pour la Compagnie Nord-Est de réaliser ses projets. Ce sont ces circonstances qui sans doute l'ont amenée à traiter.

L'honorable membre sans s'occuper de ce traité, ni des actionnaires qu'il ne connaît pas, en se plaçant uniquement au point de vue des intérêts du public français, déclare que si, pour donner une leçon aux actionnaires, le Conseil général va faire payer les transports 14 ou 15 centimes par kil. au lieu de 5 ou 6 centimes, il aura fait une triste campagne. Il pourra avoir raison devant l'opinion publique aujourd'hui, mais il peut être assuré qu'il sera maudit dans l'avenir.

M. Des Rotours dit que la question lui paraît avoir fait un grand pas. Deux points sont acquis et ne sont plus contestés. Le premier, c'est le droit du Conseil général, droit complet, droit absolu de s'opposer à la convention ; le second, c'est que l'idée de constituer la concurrence a été l'idée déterminante de la concession qui a été accordée au Nord-Est. L'honorable membre pourrait établir ce point par de nombreuses citations, mais il s'abstiendra d'en donner lecture pour ne pas prolonger le débat. Il s'en réfère aux textes cités par M. Legrand et qui établissent d'une manière péremptoire la reconnaissance par le Ministre du droit du département de s'opposer à la convention.

Y-a-t-il quelques éléments d'appréciation nouveaux qui soient de nature à modifier les résolutions que le Conseil a prises en 1869 ? M. Plichon a passé en revue un certain nombre de dépositions d'enquêtes anglaises, mais il n'a pas dit par qui ces enquêtes ont été faites.

Les enquêtes ne valent que par leur conclusion et à la condition d'avoir été dirigées avec impartialité.

Or, les enquêtes dans lesquelles se sont produites les dépositions citées par M. Plichon, présentent-elles ce caractère ?

De l'une de ces dépositions (celle de M. Wright, manufacturier et vice-président de la Chambre de commerce de Birmingham), on a retenu le passage suivant :

« Il y a plusieurs Compagnies de chemins de fer dont les lignes aboutissent à Birmingham, » celles de Landon and Horth-Wostom au Great-Wostom, ou du Midland ? — Réponse : Oui.

» D. — N'y a t-il pas entre ces Compagnies une concurrence qui ait pour résultat d'abaisser » les tarifs ?

» R. — C'est précisément le contraire qui a lieu. »

Le passage de la déposition de M. Wirght, a été cité textuellement, en 1870, dans l'enquête parlementaire française sur le régime économique, par M. Léon Say, administrateur du chemin de fer du Nord.

L'honorable M. Léon Say, avant de donner lecture d'un certain nombre de dépositions, parmi lesquelles celle de M. Wright, faisait la déclaration suivante :

« Il résulte d'une enquête que nous avons faite en Angleterre (4e fascicule, page 268, de l'enquête économique). »

Ainsi, la Compagnie du Nord fait des enquêtes en Angleterre. Les autres Compagnies en font aussi.

Si l'opinant cite ce fait, c'est pour montrer qu'il faut se tenir en garde contre les dires isolés d'une enquête faite à l'étranger. Dans une enquête, il y a des dires de toute sorte.

Dans l'enquête française sur le régime économique, tous les manufacturiers français, qui apparemment connaissent leurs intérêts, se sont aussi expliqués sur cette question, et depuis la première page jusqu'à la dernière, on y lit des plaintes contre les effets dangereux du monopole. Or, quel fait nouveau s'est produit depuis 1870 ? L'honorable membre n'en connaît qu'un, c'est la crise des transports, mais les souffrances que le commerce et l'industrie ont éprouvées à cette époque, loin de modifier l'opinion du Conseil sont de nature à la corroborer. Il faut donc écarter l'argument tiré de l'enquête anglaise, pour se borner à constater qu'en Angleterre la concurrence dessert les divers intérêts, qu'elle a doté le pays d'un magnifique réseau, et on peut-être certain que, cette concurrence féconde, l'Angleterre ne l'abandonnera pas.

On cite encore la Belgique et on dit qu'en Belgique, l'État a racheté des lignes exploitées par l'industrie privée.

L'honorable membre a eu aussi la curiosité de se reporter aux débats législatifs qui ont accompagné ce rachat, et il y a constaté ce fait qu'en même temps que l'État belge reprenait à la Compagnie générale d'exploitation un certain nombre de lignes, il lui en concédait d'autres, entre autres les lignes de Tournai à St-Amand par Antoing, de Bazeelle à Stembruges, de de Fleurus à Nivelles et de Houding à Gognies.

On voit donc que l'acte intervenu, il y a quelques années, entre l'État belge et la Compagnie des bassins houillers, n'a pas eu toute la portée que lui attribue M. Plichon. Il y a eu des modifications au réseau de certaines Compagnies; certaines lignes qui étaient dans le réseau des bassins houillers ont été transportées dans le réseau de l'État et réciproquement. Voilà tout ce qui s'est produit en Belgique.

Il convient d'ajouter qu'en Belgique, il ne s'agissait point de constituer un monopole au profit d'une Compagnie par l'effet du rachat des lignes, l'État exploitant lui-même les lignes rachetées.

Or, le monopole exercé par l'État, n'est pas comparable à celui exercé par des Compagnies.

Le Conseil se trouve en présence des faits existants dans le département et il a à tenir compte des éléments d'appréciation que la situation du pays, que les besoins de l'industrie, exposés par leurs représentants autorisés, font connaître. L'opinant constate que les Chambres de commerce de Roubaix, de Tourcoing, d'Armentières, de Dunkerque, que les Conseils d'arrondissement de Douai, Cambrai et Lille, que le Conseil municipal de cette dernière ville, qui sont à la porte de la frontière, qui connaissent mieux que personne ce qui se passe en Belgique, ne trouvent pas que le régime de la concurrence soit si mauvais, puisque, dans leurs délibérations, ils demandent de l'établir chez nous; et qu'ils protestent de toutes leurs forces contre la ratification de l'acte de rétrocession. Ces corps composés en grande partie d'industriels et de commerçants, savent ce que leur coûte le monopole; ils savent aussi ce qu'a produit la concurrence dans des pays voisins; et leur témoignage paraît autrement autorisé que celui des déposants anglais que l'on citait tout-à-l'heure.

Loin de proposer au Conseil général de se déjuger, l'honorable membre estime que les faits récents qui se sont produits depuis 1869, démontrent la sagesse de la constitution du réseau Nord-Est, en une exploitation indépendante de celle de la Compagnie du Nord.

Il y a d'ailleurs, dit-il, pour le Conseil général un motif de plus pour persévérer dans sa résolution.

Il y a un point sur lequel l'opinant est d'accord avec M. Plichon.

C'est que pour qu'une exploitation soit fructueuse et vraiment utile aux populations, il faut qu'elle ait une certaine étendue. Or, quand le Conseil général a demandé que la concession du nouveau réseau fût accordée directement à la Compagnie du Nord-Est, à l'exclusion de la Compagnie du Nord, on était dans l'incertitude sur le point de savoir si la concurrence pourrait se développer dans le département. A cette époque, il n'y avait de concédées, en dehors des lignes du Nord-Est, qu'une ligne d'Anzin à Somain, et une autre ligne de Lille à Béthune, et enfin la ligne de Lille à Valenciennes, dont la réalisation cependant ne paraissait pas encore assurée.

Dans ces conditions, la concurrence pourrait-elle être utile, féconde, durable? Il y avait là un *alea* considérable. Mais depuis lors, chaque année, le Conseil général a concédé des lignes étendues, et si l'on jette les yeux sur la carte du département, on y trouve que, grâce aux concessions faites à diverses Compagnies autres que la Compagnie du Nord et aux concessions qui ont été accordées au Nord-Est, quand ces diverses lignes se trouveront exploitées dans des vues d'ensemble, on pourra mettre en communication, sur des rails indépendants du Nord, la plupart des villes et agglomérations de quelque importance du département qui se trouveraient ainsi desservies tout à la fois par deux Compagnies.

Or, l'honorable membre persiste à penser avec les autorités qu'il a citées, que la circonstance qu'une ville a deux chemins de fer au lieu d'un pour la desservir est une condition favorable. Il estime qu'un réseau de plus de 800 kilomètres dont les lignes sont contigues, est susceptible d'une exploitation indépendante.

Un fait qui n'avait été jusqu'à présent nié par personne, c'est que quand on a à sa disposition deux entreprises de transport, quelle que soit leur dénomination, qu'elles s'appellent messageries, diligences ou coches, on est mieux servi qu'avec une seule entreprise. Lorsqu'un entrepreneur est assuré que le trafic existant le long d'un parcours lui appartient nécessairement, qu'il peut demander cher et ne pas se presser, le public est très-mal servi.

Que les tarifs différentiels des grandes lignes puissent, dans certains cas, amener des réductions de frais de transport, l'opinant ne le nie pas, mais on lui permettra de constater que les tarifs actuellement perçus par la Compagnie du Nord, et qui ont servi de point de comparaison à M. Plichon, sont des tarifs momentanés, de tolérance, consentis par cette Société et dont le maintien n'est pas obligatoire. La Compagnie du Nord, du jour où la possibilité de la concurrence aurait disparu, pourrait les relever. Cette idée de relever les tarifs, la Compagnie du Nord l'a déjà appliquée dans certains cas. Il y a quelques jours, on se plaignait de la suppression des billets d'aller et retour à prix réduit, valables pour quatre jours dans la direction de Paris. Ils constituaient des tarifs au-dessous du prix kilométrique; maintenus par la Compagnie pendant un certain nombre d'années, ils ont été supprimés depuis; et personne n'a rien à dire. Il en serait de même pour les autres tarifs cités par M. Plichon. A la suite de l'ouverture d'une ligne concurrente entre Lille et Valenciennes, la Compagnie du Nord a abaissé d'un quart les tarifs entre ces deux villes. Elle soumissionne aujourd'hui des lignes sans demande de subvention : ce sont deux résultats sérieux de la concurrence.

Les avantages que l'on indique comme devant résulter de l'exploitation par la Compagnie du Nord semblent singulièrement exagérés et ils seront bien compensés le jour, qui ne saurait manquer d'être prochain, où les diverses lignes indépendantes de la Compagnie du Nord, fusionnées en réseau, viendront organiser la concurrence dans des conditions sérieuses. Ces lignes, sises dans la région du Nord et reliées entr'elles forment un ensemble de plus de 800 kilom. Or, il semble qu'un réseau de cette étendue puisse être l'objet d'une exploitation fructueuse et utile; les lignes du Nord-Est reliant entre elles les principales lignes de ce réseau, les laisser passer aux mains du Nord, c'est tuer, à tout jamais, la concurrence.

Arrivant à la conclusion de ce débat, l'opinant dit que M. Plichon paraît être tombé dans une sorte de contradiction. Il a dit que l'acte de rétrocession lui paraît inadmissible dans celle de ses dispositions qui consacre au profit de la Compagnie du Nord le maintien de la garantie d'intérêt. Si la Compagnie du Nord renonce à cette clause, ce sera bien fait. Si elle la repousse,

le département n'aura encore qu'à s'incliner. Laisser faire les Compagnies, sauf à aviser après, telle est l'attitude que M. Plichon conseille au département. La conséquence d'une pareille attitude serait, l'an prochain, de placer le Conseil général vis-à-vis d'un fait accompli et de vouer le département à une interminable série de procès. Sur ce point, heureusement, le préopinant paraît être seul de son avis.

Aujourd'hui, l'une des lignes est construite; le traité va devenir un fait accompli. Si le Conseil général veut s'opposer à l'acte de rétrocession, il ne doit pas perdre un instant; il faut que, dès-à-présent, le département affirme son droit tel qu'il existe, d'une manière claire et explicite et que le Conseil demande au Ministre de s'opposer, au nom de l'État et du département, par tous les moyens de droit, à cet acte de rétrocession.

Le Conseil général a encore autre chose à faire; il faut qu'il se préoccupe de l'intérêt des populations riveraines des nouveaux chemins; il faut que l'exploitation de ces nouveaux chemins ne soit pas un seul instant en suspens. Il est donc nécessaire que le Ministre mette la Compagnie du Nord-Est en demeure de se préparer à exploiter par elle-même. On peut ajouter que, s'il ne convient pas à la Compagnie du Nord-Est d'exploiter par elle-même et qu'elle veuille céder son droit d'exploitation à une autre Compagnie, cette Compagnie, quelle qu'elle soit, ne pourra exploiter qu'à la condition d'avoir été, au préalable, agréée par le Conseil général, et qu'après qu'il sera entendu que la garantie d'intérêt de l'Etat et celle du département ne seront pas engagées, et qu'enfin cette Compagnie assurera une exploitation indépendante de celle de la Compagnie du Nord. Telle est la résolution que MM. Roussel-Defontaine, Van der Straeten et l'opinant ont soumise au Conseil. En votant cette résolution, le Conseil général sera fidèle aux principes qui ont motivé son vote de 1869, et en même temps, il aura assuré au département le bienfait du maintien de la concurrence.

Le rapporteur constate d'abord que la discussion a pris une amplitude à laquelle il était loin de s'attendre et il se propose tout d'abord de resserrer le débat dans ses limites primitives et de se placer exactement, sans dévier d'une ligne, en face de l'objectif qui doit être le sien. On a touché non-seulement à la question qui est contemporaine, qui doit seule aujourd'hui occuper le Conseil, mais à des questions de concurrence générale, à des questions de droit pour lesquelles le Rapporteur se sentirait personnellement très-incompétent s'il avait à les résoudre en ce moment. Heureusement qu'il n'en est pas ainsi, et quand il aura dit au Conseil général quelle est la véritable question qui lui est soumise, tout en épargnant ses moments, il se sentira peut-être un peu plus ferme devant lui, parce qu'il se croira plus sûr du débat.

Comment le Conseil général a-t-il été saisi? En vertu d'un vœu qui lui a été présenté à l'occasion d'une convention devenue publique, par laquelle, sans sa participation, sans son consentement demandé ni par conséquent obtenu, le Nord-Est a cédé à la Compagnie du Nord son droit d'exploitation. Le Conseil général s'est vivement ému, chacun le comprendra, lorsque l'un de ses membres est venu dire: — Mais est-ce que, passif et indifférent, le Conseil va laisser se consommer ce grand acte? Est-ce qu'il ne croit pas devoir intervenir pour la sauvegarde de tous les intérêts qu'implique cette question considérable?

L'affaire dans ces termes, a été renvoyée au 5e bureau et le 5e bureau a chargé son rapporteur de dire au Conseil que cette rétrocession, dans les conditions où elle se présentait, ne devait pas rencontrer l'accueil du Conseil général.

L'honorable membre se demande quelles sont les objections qui ont été opposées à ses conclusions dans ce long débat presque insaisissable pour lui, qui s'est attaqué à tout, moins le rapport, et qui, au lieu de le combattre, l'a plutôt approuvé. Il les a notées avec un grand soin, et il a trouvé que ces objections étaient un appui au rapport.

Qu'a dit en effet M. Des Rotours dans son premier discours? Qu'il n'y avait pas dans le rapport une affirmation suffisante du droit d'intervention du département, qu'il rendait une entente possible entre le Nord et le Nord-Est; qu'il fallait fermer la porte d'une manière complètement hermétique et, pour être bien sûr que personne n'entrera, emporter la clé avec soi. M. Des Rotours ajoutait qu'il avait déposé un vœu qui donnait au département une bien plus grande garantie en disant que le Conseil général ne consentirait jamais une rétrocession du droit d'exploitation qu'à une double condition : le dégrèvement de la garantie d'intérêt d'abord et ensuite l'exclusion de la Compagnie du Nord du bénéfice de la rétrocession. Voilà, en laissant de côté la question de concurrence dont le rapporteur ne veut pas parler, la condensation du discours de M. Des Rotours.

Quant à M. Legrand (de Valenciennes), continue le rapporteur, il s'est tenu sur le terrain du droit et il a soutenu qu'il y avait un droit d'intervention absolu de la part du département, que le département pourrait parfaitement s'opposer au traité; mais le rapport dit la même chose et sur ce terrain, il sera facile au rapporteur de convaincre le Conseil général qu'il n'a rien abandonné, rien cédé, rien compromis, que la question reste entière pour lui, et que le jour où viendra se débattre cette question au fond, où il s'agira de rétrocession à une Compagnie quelconque, sans en excepter le Nord, il pourra donner la préférence à celle qui assurera le mieux les intérêts du département.

L'honorable membre croit qu'à tous ces points de vue le rapport donne une satisfaction entière, complète à tous les scrupules, même les plus exagérés qui peuvent naître dans l'esprit de ceux-là qui sans être plus conservateurs que les partisans du rapport, de l'intérêt départemental, se croient du moins des conservateurs plus ardents.

On a dit d'abord que l'affirmative du droit d'intervention du département était insuffisante Voici à cet égard les termes du rapport :

« La solidarité existant entre le département et l'État en ce qui touche la garantie d'intérêt, » l'assurance itérativement donnée par le Ministère des Travaux publics que le droit d'intervention » et d'appréciation du département sur toutes questions de nature à modifier les conditions » qui ont déterminé la concession directe faite au Nord-Est serait scrupuleusement respecte » ; la reconnaissance par M. le Ministre des Travaux publics lui-même, devant la Commission de l'Assemblée nationale, du droit de l'administration d'annuler le traité intervenu entre le Nord et le Nord-Est, et son affirmation que rien ne serait fait en dehors du concours des départements engagés dans la question, ne peuvent nous laisser aucun doute sur la volonté de l'État de ne prendre aucune résolution sans s'être préalablement concerté avec son co-intéressé. »

Le rapporteur déclare que pour lui il y avait là une formule extrêmement vive, qu'il n'a pas l'habitude d'écrire sur un ton aussi coloré, et que sans la présence de ses adversaires, il ne se serait peut-être pas exprimé d'une manière aussi énergique.

Seconde objection : l'entente est rendue possible avec le Nord. — Le rapporteur répond que l'entente est possible avec tout le monde et qu'il ne veut pas, quant à lui, fermer d'une manière absolue la porte à l'avenir. Cet avenir se présente sous des formes très-multiples que l'honorable membre demande la permission de ne pas indiquer, de peur d'être entraîné dans certaines

appréciations qu'il préfère garder pour lui. Il se fie à l'intelligence de ses collègues qui sans doute, envisageant la question sous toutes ses faces, entrevoient certaines éventualités où le département pourrait avoir le désir de voir certaines combinaisons se produire dans le sens qu'indique l'honorable membre, c'est-à-dire pour assurer au réseau départemental et une meilleure exploitation et une exploitation plus favorable aux intérêts de l'industrie. C'est en se plaçant en face de ces préoccupations que le rapporteur s'est dit : — N'ouvrons pas trop la porte, parce que cela pourrait nous attirer quelque mauvaise critique, mais mettons un mot dans le rapport qui, sans désigner personne, laisse au Conseil général toute sa liberté d'action pour le jour où dégagé de l'incident qui se produit en ce moment, il se trouverait placé en face de compétiteurs venant demander à faire l'exploitation de son réseau.

Le rapport a donc dit ceci : — Il y a une convention que nous n'approuvons pas parce qu'elle a été faite en dehors de nous, sans notre concours, sans notre autorisation et que nous nous croyons un droit d'intervention non-seulement dans ce cas particulier, mais dans tous les cas possibles et en tant qu'il s'agira de porter atteinte aux conditions primitives du contrat dans lequel le département est engagé. — Mais il ne dit pas, parce que ce serait une imprudence qui, comme l'a remarqué M. Plichon, ferait peut-être plus tard maudire le Conseil général, que jamais, à aucun prix, à aucune condition, le département ne consentira à la rétrocession du droit d'exploitation à la Compagnie du Nord.

Tel est le seul point du rapport qui ait attiré quelques critiques et excité certaines inquiétudes ; quelques membres auraient voulu qu'à priori on fît intervenir dans la rédaction ce fait absolu de la mise hors concours de la Compagnie du Nord.

Le rapport se borne à dire :

« Prie M. le Ministre de s'opposer à l'exploitation des lignes déjà construites ou de celles qui le seraient à l'avenir par toute autre entreprise que celle du Nord-Est, à ce que sur ce point comme sur tous autres, la Compagnie du Nord-Est ne puisse, sous aucun prétexte, apporter une dérogation quelconque aux conditions de sa concession, jusqu'à ce qu'une entente se soit établie, s'il y a lieu, entre cette Compagnie et les intéressés..... »

Voilà tout le débat, continue le rapporteur, et si la phrase se terminait avant les mots *jusqu'à ce que*, etc. tout le monde serait d'accord, mais la majorité du 5e bureau a insisté pour que la défense générale s'appliquant à toute infraction au contrat, fût suivie de cette restriction : à moins que le Conseil général n'autorise la Compagnie concessionnaire à faire une convention quelconque. Mais c'est là la situation de tous les contractants : aujourd'hui on fait un contrat avec un tiers sur n'importe quel objet, ce contrat lie les deux parties, mais si demain, dans un intérêt commun, il leur convient d'apporter une dérogation à ce contrat, rien ne les en empêche.

On dit qu'il faut s'opposer d'abord, — mais le rapport ne fait pas autre chose, il s'oppose à tout, seulement avant de plaider, il est tout simple de dire à son adversaire : Abandonnez cette prétention absurde, ou bien je serai forcé de m'adresser à la justice.

L'honorable membre ne sait pas s'il faut ou non un arrêt du Conseil d'État, le Ministre paraît en douter lui-même, la rédaction du rapport est donc à double fin : — « Je crois, dit-il au Ministre, que vous avez le droit de vous opposer, usez-en ; si je me trompe, si vous vous trompez vous même, puisque vous êtes hésitant, demandez au Conseil d'Etat ce qu'il en pense et quand nous aurons sa décision nous prendrons parti. » — Voilà tout le rapport, non pas seulement sa rédaction, mais sa lettre même.

Que viendraient faire, à côté de cela, continue le rapporteur, des considérations sur le plus au moins d'avantages d'avoir deux Compagnies au lieu d'une, sur cette theorie géométriquement fausse, à savoir que pour que des lignes se fassent concurrence, il faut qu'elles ne soient pas parallèles?

Il ne veut faire, quant à lui, ni géométrie, ni cours d'exploitation; quand le moment sera venu où le Conseil pourra examiner ces questions, les membres les plus compétents donneront leur avis, mais toutes ces théories sont en dehors du rapport. L'honorable membre a cru n'avoir à faire qu'à le défendre, et il l'a fait en lisant le texte et en montrant qu'il renferme tout ce que demandent ses adversaires. Il prie donc le Conseil d'en voter les conclusions.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître que M. Dutilleul vient de déposer une demande de scrutin public, revêtue du nombre de signatures qu'exige la loi.

M. ROUSSEL-DEFONTAINE demande qu'on vote d'abord sur le vœu présenté par M. des Rotours.

M. LEGRAND (de Valenciennes), propose un amendement ainsi conçu:

« Supprimer dans le rapport la phrase : *Jusqu'à ce qu'une entente se soit établie, s'il y a lieu, entre cette Compagnie et les intéressés.* »

L'honorable membre dit qu'il n'entend ni ouvrir la porte, ni l'entre-bailler, ni la fermer. Si le Nord-Est ou le Nord veulent faire des propositions, qu'ils les fassent, le Conseil général avisera. Mais le Conseil n'a ni propositions, ni avances à leur faire. La Compagnie du Nord-Est, en soumissionnant la concession de son réseau, s'est obligée à l'exploiter; l'opinant demande qu'elle soit astreinte à remplir cette obligation. Telle est l'explication de l'amendement.

UN MEMBRE prie M. Mailliet de consentir au retranchement dont il s'agit.

M. PLICHON répond que le bureau s'y est opposé.

Le RAPPORTEUR dit qu'il n'a été que l'organe très-fidèle du 5^{e} bureau. Ce n'est pas en ce moment qu'il peut recueillir des voix pour savoir si ses collègues voudraient entrer dans le système de transaction qu'on propose. Le département est en face d'un procès, on ne sait quelle en sera l'issue, or, quel est le sens de la formule du rapport: —Tandis que nous sommes à plaider, vidons toutes les questions et disons qu'il sera statué non-seulement sur la convention actuelle, mais sur toutes les dérogations, sur tous les changements aux contrats intervenus entre le Nord-Est d'une part, l'État et les départements intéressés d'autre part, de manière à ce qu'on sache à quoi s'en tenir et qu'après ce procès, il n'en vienne pas un autre.— Le rapport demande donc l'interprétation complète du traité, sans se préoccuper de la Compagnie du Nord. Le département a passé un contrat avec une Compagnie, il croit qu'elle viole son contrat, il demande qu'il soit statué sur l'ensemble. Ce n'est pas dans une situation pareille qu'il faut venir demander de restreindre la portée de la décision du Conseil d'Etat, alors qu'on a tout intérêt à ne pas voir se renouveler le débat et à arriver à une interprétation complète qui sauve le département de toute autre entreprise du Nord-Est.

M. LEGRAND (de Valenciennes) fait remarquer que c'est précisément le maintien de la phrase dont il propose la suppression qui perpétuera la discussion; on n'aura une situation nette qu'en votant une proposition nette.

M. TESTELIN dit que, quelle soit la décision à intervenir, il importe qu'elle soit prise à la plus

grande majorité possible ; il demande donc que le 5e bureau veuille bien se réunir pour délibérer de nouveau. Si la majorité consentait au retranchement proposé, l'assemblée émettrait sans doute un vote unanime.

M. Plichon répond que la question a été posée dans le 5e bureau qui, à une grande majorité, a refusé d'adopter la proposition de M. Legrand (de Valenciennes).

M. Legrand (de Valenciennes) fait connaître qu'un premier vote dans le 5e bureau avait donné 5 voix pour le rapport, 4 voix contre et une abstention. On a voulu revenir sur ce résultat, et un second vote a eu lieu un jour où le 5e bureau était moins nombreux : c'est alors que la majorité a été obtenue.

M. Plichon déclare qu'il n'assistait pas à la séance du bureau où a eu lieu le premier vote.

M. Roussel-Defontaine dit que l'amendement proposé ayant la même signification que la résolution signée par lui ainsi que par MM. Des Rotours et Van der Straeten, et n'en différant que par une formule de rédaction, il s'y rallie en son nom et au nom de ses collègues.

Après la discussion qui s'est produite, le vote de l'amendement serait une affirmation explicite par le Conseil général de sa ferme volonté de s'opposer à la rétrocession à la Compagnie du Nord.

Le Ministre saura que le Conseil général attend de lui qu'il mette sans retard la Compagnie du Nord-Est en demeure de remplir ses obligations, et qu'il tienne la main à ce que la Compagnie du Nord ne puisse exploiter aucune des lignes du Nord-Est.

M. J. Brame demande qu'en raison de l'hésitation qu'il paraît y avoir eu dans le 5e bureau relativement à la question, il soit appelé à délibérer de nouveau et à soumettre de nouvelles conclusions au Conseil général.

M. le Président invite les membres du 5e bureau à se réunir pour examiner, séance tenante, l'amendement de M. Legrand (de Valenciennes).

(Les membres du 5e bureau quittent la salle des séances).

Casernes de gendarmerie. — Grosses réparations, travaux neufs.

La parole est donnée à M. Goussard (1er bureau), qui présente le rapport qui suit ;

Le bureau propose d'allouer au sous-chapitre 1er du budget 1873, un crédit de 15,839 fr. 24 c. pour grosses réparations et travaux neufs à faire aux casernes de gendarmerie appartenant au département. Cette somme serait répartie conformément aux propositions du rapport de M. le Préfet.

— Ces conclusions sont adoptées et le crédit vote.

Casernes de gendarmerie. — Entretien, dépense arriérée.

M. Stiévenart-Béthune présente le rapport ci-après, dont lecture est donnée en son absence par M. Goussard :

Le 1er bureau propose l'inscription au budget de 1873 :

1° D'un crédit de 3,000 fr. demandé par M. le Préfet pour l'entretien des casernes de gendarmerie appartenant au département. Ce crédit est semblable d'ailleurs à celui des années précédentes ;

2° d'un crédit de 30 fr. 42 c. pour dépenses arriérées de fourniture d'eau en 1871, à la caserne de gendarmerie de Roubaix.

— Ces deux crédits sont votés.

M. Goussard donne lecture de trois rapports ainsi conçus :

Sous-Préfecture d'Avesnes. — Dépense arriérée.

M. le Préfet fidèle à des habitudes d'une régularité administrative que le Conseil a pu apprécier, a appelé d'une manière particulière l'attention de l'assemblée sur les dépenses suivantes :

Réparations aux bâtiments de la Sous-Préfecture d'Avesnes	706.25
Mobilier.	420.25

en faisant remarquer que bien qu'au fond elles lui paraissent justifiées par des nécessités de service, elles ont été effectuées en dehors des crédits, sans approbation préalable.

Le 1er bureau a reconnu, en effet, que les dépenses telles que, grattage de parquets, raccommodage de jalousies etc, étaient, suivant la déclaration précise de l'architecte, d'une utilité incontestable, que les travaux étaient bien faits, que le prix en était modéré.

Un point cependant a retardé un instant l'approbation du bureau : cette augmentation de dépense était attribuée au séjour prolongé des mobiles et mobilisés dans la Sous-Préfecture, circonstance dont l'exactitude n'était pas établie, ce qui aurait pu soulever quelques réclamations.

On n'insiste plus sur le mérite de cette allégation fondée sur la rumeur publique et on se borne à invoquer la nécessité de frais de réparations qui proviennent plutôt de ce que les appartements sont restés vacants pendant plus de six mois.

Dans ces conditions, le 1er bureau propose d'allouer le crédit demandé au budget rectificatif de 1872. — Crédit voté.

Impôt sur les créances hypothécaires. — Vœu.

Le 1er bureau a été saisi d'un vœu signé de MM. Desrousseaux, Clavon, Goudaert et Emond, tendant au retrait de la loi du 28 juin 1872, qui a frappé d'un impôt les créances hypothécaires.

La proposition ayant été remise depuis fort peu de temps au 1er bureau, il lui a été impossible de faire une étude sérieuse de la question, et il doit se borner à en signaler l'importance au Conseil. Il a été d'ailleurs arrêté par un scrupule : il lui a paru que quand il s'agit d'une loi qui n'était pas encore appliquée, il y aurait quelque chose de délicat de la part du Conseil général, à venir, le lendemain du vote de la loi, en demander le retrait.

Sous le bénéfice de ces observations, le 1er bureau appelle sur ce vœu l'attention du Conseil général.

Prix des tabacs. — Vœu.

Le 1er bureau a été également saisi d'un vœu relatif au prix des tabacs. Le temps lui a manqué pour prendre une décision sur cette proposition. Le 1er bureau propose d'en remettre l'examen à la session d'avril. Jusque là chacun pourra étudier la question, recueillir des éléments de décision, et le Conseil sera ainsi mis à même d'émettre, en parfaite connaissance de cause, un vœu qui pourra peser d'un certain poids auprès le Gouvernement.

— Ces conclusions sont adoptées.

Au nom du 3e bureau, M. Clavon présente les deux rapports qui suivent :

Établissements de bienfaisance. — Secours sur les fonds de l'État.

Aux termes de l'article 68 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général est appelé à dresser un tableau collectif de propositions, en les classant par ordre d'urgence, pour la répartition des secours annuellement accordés sur les fonds de l'Etat aux établissements et institutions de bienfaisance.

Le Conseil général n'ayant pu être saisi en temps opportun du règlement des propositions relatives aux secours alloués pour 1872, la Commission départementale a été, conformément aux instructions ministérielles, chargée de ce soin.

Une somme de 8,000 fr. était allouée pour 1872. La Commission l'a répartie d'abord entre les arrondissements, au prorata de la population, et, cette première opération faite, elle a sous-réparti le contingent de chaque arrondissement entre les établissements les plus nécessiteux. Elle a ainsi, d'après ces bases, réparti définitivement l'allocation de 8,000 fr. entre les bureaux de bienfaisance de 35 communes.

Une même somme de 8,000 fr., mise à la disposition du Conseil général, doit être répartie par lui pour l'année 1873.

Le 3e bureau a adopté la même base de répartition que la Commission permanente, il a réparti le secours entre les arrondissements, au prorata de leur population, ainsi qu'il suit :

Dunkerque.		
Bissezeele	200	600 f.
Crêche de Dunkerque	200	
Mardick	200	
Hazebrouck.		
Steenbecque	200	600 f.
Arnêke	200	
Boeschepe	100	
Godewaersvelde	100	
Cambrai.		
Avesnes-lez-Aubert	200	1,200 f.
Reumont	100	
Clary	200	
Etrun	200	
Lesdain	200	
Saint-Waast	200	
Saint-Benin	100	
Valenciennes.		
Wavrechain-sous-Faulx	200	1,000 f.
Quérénaing	200	
Rombies et Marchipont	200	
Thun	200	
Flines-lez-Mortagne	200	
Douai.		
Erchin	200	600 f.
Guesnain	200	
Beuvry	200	
Avesnes.		
Hargnies	100	1,000 f.
Saint-Remi-Chaussée	100	
Vieux-Mesnil	100	
Rousies	100	
Beaurepaire	100	
Petit-Fayt	100	
Grand-Fayt	100	
Fontaine-au-Bois	100	
Bousies	100	
Robersart	100	
Lille.		
Anstaing	200	3,000 f.
Forest	200	
Gruson	200	
Tressin	200	
Toufflers	200	
Vendeville	250	
Provin	200	
Bouvines	200	
Louvil	150	
Cobrieux	200	
Genech	200	
Wannehain	200	
Aubers	200	
Bersée	200	
Lezennes	200	

Le 3e bureau prie le Conseil d'approuver ce projet de répartition.

M. le Préfet, dans son rapport, fait remarquer que ce secours de 8,000 fr. lui paraît bien restreint pour un département comme celui du Nord, où des besoins si considérables sont à satisfaire.

Convaincu que si la répartition avait été faite en proportion de la population et des besoins du département, son contingent aurait été plus élevé, le 3e bureau propose d'émettre le vœu que le gouvernement veuille bien élever le contingent du département et le porter à un chiffre plus en rapport avec l'importance de ses besoins.

— Ces conclusions sont adoptées et le projet de répartition est approuvé.

Reconstructions d'églises. — Secours.

Le rapporteur rappelle qu'à la séance du 23 de ce mois, il terminait son rapport sur les demandes de secours formées par les communes pour la reconstruction de leurs églises en disant que le dossier relatif à la demande de Rieulay et Marchiennes-Campagne n'était pas encore parvenu. Ce dossier vient de parvenir au 3e bureau ainsi que celui relatif à une demande adressée par la commune de Haucourt.

Les communes de Rieulay et Marchiennes-Campagne qui ont déjà obtenu un secours de 8,000 fr. de l'État et un autre de 3,000 fr. du département, viennent en solliciter un nouveau de 1,000 fr. du département.

Dans une lettre qu'ils ont adressée à M. le Sous-Préfet de Douai, MM. les Maires de ces communes disent : « Le devis primitif ne comprenait pas les frais de construction du clocher et ne montait qu'à 33,500 fr. Le secours obtenu était basé sur cette dépense, nous venons aujourd'hui demander au Conseil général un nouveau secours de 1000 fr. basé sur la dépense de 4,200 fr. à faire pour la construction du clocher. »

Quand bien même la première demande de Rieulay et Marchiennes-Campagne eût été basée sur la dépense totale de 37,700 fr., le secours du département n'aurait pas été plus élevé.

Considérant qu'accorder à ces communes une nouvelle subvention, ce serait encourager les autres à présenter ainsi leurs devis et leurs demandes en deux fois et abandonner la jurisprudence constante du Consei général ;

Le 3e bureau n'a pas cru pouvoir proposer l'allocation du nouveau secours demandé.

Les dépenses faites pour la reconstruction de l'église de Haucourt excèdent de 2,980 fr. 58 c. les dépense prévues et les ressources créées. Ce déficit, d'après le rapport de l'architecte, a été occasionné par des travaux imprévus qu'à rendus nécessaires la défectuosité du terrain.

Le Conseil municipal affecte à cette dépense la seule ressource de 616 fr. 63 cent. dont il puisse disposer et sollicite pour le surplus, 2,363 fr. 95 cent., un secours de l'État et du département

La commune de Hautcourt, l'une des plus pauvres de l'arrondissement de Cambrai, a beaucoup souffert du passage des Prussiens; elle est grevée de 143 centimes additionnels pour insuffisance de ressources ordinaires, et endettée d'une somme de 3,100 fr. représentant son contingent dans la contribution de guerre prélevée par les Allemands sur le canton de Clary.

Le 3e bureau croit cependant devoir proposer le rejet de la demande; mais, prenant en considération la position malheureuse de la commune de Haucourt, il propose de la recom-

mander à la sollicitude du 1er bureau et de prier M. le Préfet de demander pour elle une nouvelle subvention de l'État.

Une autre demande est adressée par la commune de Cantaing, mais le dossier est incomplet.

La demande est basée sur une dépense à faire pour restauration de l'église.

Le Conseil général n'accorde de subventions aux communes que pour la reconstruction de leurs églises. Quant aux restaurations, il donne son avis sur les demandes adressées à l'État.

Le 3e bureau attendra que le dossier soit complété pour proposer un avis sur la demande de la commune de Cantaing.

Une demande est également adressée au dernier moment par la commune de Bethencourt pour l'achèvement des travaux de reconstruction de son église.

Cette reconstruction, d'après l'adjudication, devait coûter 63,241 43. Suivant un procès-verbal de réception approuvé le 15 novembre 1871, les travaux exécutés ont occasionné une dépense de 67,000 fr. 77, ce qui donne déjà un excédant de dépense de 3,759 fr. 34 sur le prix d'adjudication.

Pour terminer la construction, il reste à dépenser 8,688 fr. 90 ; l'excédant total se trouve donc ainsi être de 12,448 fr. 24.

Se basant sur les motifs invoqués par lui dans les précédentes résolutions qu'il a proposées, le 3e bureau conclut au rejet de la demande de la commune de Béthencourt.

— Ces conclusions sont adoptées.

(En ce moment les membres du 5e bureau rentrent en séance.)

La parole est donnée à M. Mailliet, qui donne lecture d'un rapport ainsi conçu :

« L'amendement de M. Des Rotours est retiré.

» Le 5e bureau propose le retranchement, dans les conclusions de son rapport, du membre de phrase, « jusqu'à ce qu'une entente se soit établie, s'il y a lieu, entre cette Compagnie et les intéressés », parce que cette suppression ne lui paraît pas de nature à infirmer le droit du Conseil général et à enchaîner sa liberté dans le présent ou dans l'avenir, et parce qu'en divisant le vote du Conseil général sur une question aussi grave, il craindrait d'affaiblir son action auprès du Gouvernement pour la défense des droits du département. »

M. le Président fait connaître que la demande de scrutin public qui avait été déposée par M. J. Dutilleul a été retirée et que dès lors elle doit être considérée comme non avenue.

M. le Président dit qu'il n'a pas à mettre aux voix l'amendement de M. Des Rotours puisque, d'après les termes du rapport, il a été retiré par son auteur.

M. Des Rotours répond qu'en effet il n'insiste pas pour qu'il soit procédé au vote sur son amendement, attendu qu'il s'est rallié, ainsi que ses collègues MM. Roussel-Defontaine et Van der Straeten, à l'amendement de M. Legrand.

— Les conclusions du rapport ainsi modifiées sont mises aux voix et adoptées à l'unanimité des votants.

M. Clavon présente, au nom du 3e bureau, le rapport ci-après :

Instruction primaire [obligatoire.

Le Conseil a renvoyé au 3e bureau un vœu déposé par MM. Louis Legrand (de Valenciennes, Levent, Dutemple, Ch. Seydoux, Boulangé, E. Guillemin, Massiet du Biest, Clavon,

V·eu.

Joest de Metershof, de Marsilly, E. Macarez, Louis Legrand (de Lecelles), Renard et Edouard Hamoir, vœu qui est ainsi conçu :

« Les soussignés proposent au Conseil général d'émettre de nouveau le vœu que l'instruction » primaire soit rendue légalement obligatoire. »

Le 3e bureau considérant que dans sa séance du 16 novembre 1871, le Conseil général a déjà manifesté ce vœu, qui a été renouvelé lors de sa session d'avril 1872,

Considérant que, chaque fois, il a été exprimé à l'unanimité et qu'il n'a pas encore reçu satisfaction ; sans entrer dans les voies et moyens à employer pour en assurer la sanction, attendu que ce soin incombe au législateur,

Propose au Conseil général de renouveler le vœu ci-dessus.

M. Henri Bernard dit qu'il n'a pas l'intention, au moment où le Conseil général arrive au terme de sa session, de discuter d'une manière complète la question de l'instruction primaire obligatoire.

Il se borne donc à quelques observations très-brèves.

Une première difficulté qui se présente, c'est que la question est portée devant l'Assemblée nationale dont font partie plusieurs membres du Conseil et que dès lors ils peuvent se trouver embarrassés pour émettre un vote en ce moment.

L'honorable membre fait remarquer qu'il n'a pas participé a l'émission du vœu à la session de 1871 et qu'ainsi, étant resté étranger à toutes les résolutions prises jusqu'à présent à ce sujet, il peut exprimer sa pensée en toute liberté. Il déclare qu'il est, comme tous les membres du Conseil, très-ennemi de l'ignorance ; il la considère comme un très-grand mal, mais il croit que le vœu proposé en faveur de l'instruction obligatoire n'est peut-être pas le meilleur moyen pour la faire disparaître.

Il conviendrait d'abord de rechercher quelles en sont les causes, afin de se rendre compte des remèdes qui peuvent être les plus efficaces. Pour cela, il serait nécessaire d'ouvrir une enquête dans toute la France. Ce serait assez simple à faire : il suffirait, par exemple, de choisir par la voie du sort un canton dans chaque département, de se renseigner sur les les dix premiers conscrits qui ont déclaré ne savoir ni lire ni écrire, et de s'informer très-exactement des causes de leur ignorance. On pourrait encore y joindre dix hommes des grandes villes de France et on arriverait ainsi à des résultats à peu près complets.

On peut présumer qu'un certain nombre de ces ignorants déclareraient ne rien savoir sans bien se rendre compte de leur réponse et qu'ils en savent plus qu'il n'en disent; d'autres ayant fréquenté les écoles, ne sauraient rien parce qu'ils auraient mal appris ou qu'ils avaient l'intelligence trop peu développée pour apprendre. D'autres n'auraient pu s'instruire parce que les écoles manquaient dans leur localité, et c'est là le cas d'un assez grand nombre de communes importantes. La ville de Lille, par exemple, est impuissante à ouvrir immédiatement la totalité des écoles dont la population a besoin. Enfin, une autre cause encore de l'ignorance serait sans doute la défectuosité de la loi du travail des enfants dans les manufactures. A ce défaut d'écoles, aux défectuosités de la loi sur le travail des enfants, il va être bientôt obvié et on tend à obvier de plus en plus.

Une autre catégorie d'ignorants est composée de ceux dont les familles sont nomades, ce sont par exemple, les mariniers, les bateliers, les marchands forains et les saltimbanques, classe en-

core assez nombreuse et à laquelle il est extrêmement difficile de faire apprendre quoi que ce soit.

Restent enfin ceux qui sont ignorants parce qu'ils appartiennent à des parents qui ont mis à les faire instruire une mauvaise volonté coupable et inexcusable. L'opinant croit que cette classe est assez peu nombreuse. Quel serait cependant l'objet du vœu sur l'instruction obligatoire? Ce serait la coërcition légale à l'égard des parents Or, dit l'honorable membre, conviendrait-il d'introduire cette coërcition dans la législation pour obvier à un mal qui ne vient que pour une très-faible partie de la faute et de la négligence des parents, alors que la mesure doit rester sans influence sur la plus grande partie des causes d'ignorance?

Il ne s'agit aujourd'hui que de l'instruction *obligatoire*, on n'ajoute pas autre chose. Mais l'honorable membre se rappelle, qu'il y a vingt-quatre ans, dans le Conseil municipal de Lille, un vœu semblable, mais plus complet, avait été proposé: il s'agissait de l'instruction obligatoire, gratuite et égale pour tous. C'est sur ces bases qu'à cette époque certaines personnes désiraient organiser l'éducation en France. Il est assez difficile de se rendre compte de ce qu'on entendait par l'instruction *égale pour tous* et si l'on avait en vue une sorte de lit de Procuste sur lequel on aurait étendu toutes les intelligences.

L'opinant sait bien qu'il n'est plus question de cela aujourd'hui, qu'on se borne à réclamer l'instruction *obligatoire;* cependant, il y a quelques relations entre le vœu d'aujourd'hui et les propositions de cette époque. Sans doute qu'au sein du Conseil général, personne ne va au-delà de l'instruction obligatoire, mais il faut prendre garde qu'au dehors il y a encore des personnes qui ont d'autres vues et qui demandent que l'instruction soit non-seulement obligatoire, mais gratuite, en ajoutant même quelquefois exclusivement laïque, ce qui sans doute veut dire l'instruction sans Dieu, comme on l'avait organisée récemment à Paris dans des circonstances qu'il n'est pas besoin de rappeler.

Si l'opinant voit un grand danger à émettre le vœu proposé, c'est précisément parce que ceux qui désirent l'instruction exclusivement laïque se font une arme des vœux qui sont présentés en vue de l'instruction simplement obligatoire. L'honorable membre a sous les yeux une pétition émanant de la Ligue de l'Enseignement, dans laquelle on additionne ensemble les signatures données en faveur des vœux dont il s'agit:

Pour l'instruction obligatoire seulement	116,000	signatures.
Pour l'instruction obligatoire et gratuite	383,000	»
Pour l'instruction obligatoire, gratuite et laïque.	348,000	»
TOTAL.	847,000	signatures.

Si donc le Conseil général du Nord s'associait au vœu qui lui est présenté en faveur de l'instruction obligatoire, il permettrait aux partisans de l'instruction exclusivement laïque avec ses extrêmes conséquences, de le considérer dans une certaine mesure, comme on l'a fait dans la brochure citée, comme un auxiliaire. A ce point de vue, c'est un danger de voter pour l'instruction obligatoire.

L'honorable membre croit d'ailleurs que l'ignorance n'a pas besoin de ce procédé pour être

combattue et qu'on peut arriver progressivement, comme on l'a fait depuis longtemps, à restreindre l'ignorance en établissant un plus grand nombre d'écoles, en supprimant la possibilité qu'on a d'abuser des enfants dans les manufactures. Prêter la main à ceux qui veulent aller jusqu'à l'instruction obligatoire, gratuite et laïque, aurait beaucoup plus d'inconvénients que de laisser peut-être un petit nombre de parents abuser, en dehors des conditions de la loi, du travail de leurs enfants.

M. Legrand (de Valenciennes) répond que les objections de M Henri Bernard lui paraissent arriver un peu tard. Le Conseil général à deux sessions consécutives, a émis des vœux unanimes en faveur de l'instruction obligatoire. Si le préopinant n'assistait pas à la session de 1871, dans laquelle pour la première fois le vœu a été émis, il assistait du moins à la session de Pâques pendant laquelle le vœu a été renouvelé, et s'il trouvait que le Conseil général s'engageait dans une voie mauvaise, il aurait dû prendre la parole et combattre le vœu. Au contraire, le vœu a été admis sans opposition et dès lors on a pu dire que le Conseil général avait voté à l'unanimité en faveur de l'instruction obligatoire. Aujourd'hui le Conseil général ne pourrait pas sans se déjuger, sans porter atteinte par conséquent à son autorité, revenir sur le vote qu'il a émis sur la question de l'instruction obligatoire.

Le préopinant a parlé de la Ligue de l'enseignement et du Conseil municipal de Lille en 1848. Il suffit de répondre que le Conseil général n'est pas appelé à se prononcer sur les propositions de la Ligue de l'enseignement, ni sur une proposition du Conseil municipal de Lille de 1872, encore moins sur une proposition du Conseil municipal de Lille de 1848, alors que cette assemblée comptait M. Henri Bernard parmi ses membres. Le Conseil général est purement et simplement saisi de la proposition d'un vœu qu'il a émis déjà deux fois et dans les termes du rapport. Il ne peut pas et ne voudra pas revenir sur sa décision.

Pour ne laisser place à aucune équivoque, il suffit de dire que si les signataires de la proposition voulaient demander au Conseil général d'émettre un vœu sur la laïcité ou la gratuité de l'enseignement, ils n'hésiteraient pas à le déclarer ; mais il est des questions qu'il convient de réserver. Sur ces questions, le Conseil sans doute ne serait pas unanime, quelques membres seraient sans doute de l'avis de M. Henri Bernard sur un point ou sur un autre. Le vœu se borne donc à demander l'instruction obligatoire et sur ce point, pour tous les gens éclairés, il y a chose jugée.

M. Plichon déclare que les membres du Conseil qui font partie de l'Assemblée nationale sont obligés de s'abstenir.

— Le Conseil général consulté, émet le vœu proposé.

Assistance publique. — Questionnaire.

Au nom du 3e bureau, M. Massiet du Biest fait le rapport suivant :

M. le Préfet a mis sous les yeux du Conseil général, avec les avis des Conseils d'arrondissement, quelques exemplaires d'un questionnaire présenté par la Commission chargée, en vertu d'une décision de l'Assemblée Nationale, de l'étude des questions de l'assistance publique dans les campagnes.

Le terme de la session est arrivé sans que le 3e bureau ait eu le temps d'aborder la discussion des questions si complexes que peut soulever un projet de loi sur l'assistance publique.

Toutes ses séances ont été prises par l'examen des dossiers concernant les affaires du département.

M. Marie-Soufflet (1er bureau) donne lecture des six rapports ci-après :

Octroi. — Prorogation. — Commune de Loos.

Par une délibération en date du 20 mai dernier, le Conseil municipal de Loos sollicite la prorogation pour cinq années, du 1er janvier 1873 au 31 décembre 1877, des tarif et règlement de l'octroi de cette commune qui expirent le 31 décembre prochain.

Le Conseil municipal demande, en outre, d'établir une taxe unique de 2 fr. par hectolitre sur toutes les bières de l'intérieur et de l'extérieur.

Le 1er bureau propose au Conseil général d'approuver en son entier la demande du Conseil municipal de Loos.

— Conclusion approuvée.

Octroi. — Louvroil.

Le conseil municipal de Louvroil (canton de Maubeuge), sollicite l'établissement d'un octroi dans cette commune.

Cette demande paraît suffisamment justifiée par la situation financière de la commune qui ne peut faire face à ses dépenses ordinaires qu'en obtenant, chaque année, l'autorisation de s'imposer extraordinairement.

Les dépenses communales suivent une voie progressive en raison de l'accroissement sensible de sa population ; et ses ressources normales sont loin d'augmenter dans la même proportion.

Le chiffre de ses centimes, tant additionnels qu'extraordinaires, ne s'élève pas à moins de 70 ; Louvroil se trouve actuellement dans la nécessité la plus absolue de construire deux écoles nouvelles ; d'établir sur la Sambre un pont destiné à relier, au centre de la commune, son hameau de Sous-le-Bois, dont la population atteint le chiffre de 600 habitants environ, qui se trouvent dans la pénible obligation de faire au moins quatre kilomètres pour se rendre à Louvroil, dont ils dépendent pour les services administratifs ou religieux.

En présence des besoins incontestables que la commune de Louvroil a de se créer des ressources nouvelles, après examen du tarif d'octroi qu'elle présente ;

Le 1er bureau propose au conseil de donner son approbation à l'établissement d'un octroi dans la commune de Louvroil sous les réserves portées à l'article 49 de la loi du 10 août 1870.

Suit le tarif proposé :

Vins en cercles et en bouteilles ; l'hectolitre. . .	1 f.	20
Alcool et liqueurs . . . . . id.	4	»
Bière, taxe unique.	»	80
Cidre, poiré et hydromel	»	50

— Le tarif est approuvé.

Édifices départementaux. — Arrondissement d'Hazebrouck. — Dépenses arriérées.

M. le Préfet donne communication de divers mémoires présentés par les fournisseurs ou ouvriers pour travaux exécutés aux édifices départementaux de l'arrondissement d'Hazebrouck.

Ces mémoires, transmis à la dernière heure, n'ont pas pu être soumis à une verification complète des dépenses dont la liquidation est demandée.

Ce retard apporté à la production de ces mémoires est dû au décès de l'architecte de l'arrondissement d'Hazebrouck qui a laissé, pendant un certain temps, le service en souffrance.

Les dépenses se résument ainsi qu'il suit :

Tribunal d'Hazebrouck,	achat de meubles.	557 fr.	»
Maison d'arrêt, id.	réparations.	218	70
Tribunal, id.	réparations.	189	08
Caserne de gendarmerie,	réparations	457	41
	Ensemble. . . .	1,422	19

En présence des réclamations des fournisseurs qui attendent avec une légitime impatience le paiement de leurs factures, et M. le Préfet donnant l'assurance qu'il ne mandatera les dépenses dont il s'agit qu'après s'être soigneusement assuré de leur régularité et de leur exactitude ;

Le 1er bureau est d'avis qu'il y a lieu de faire droit à la sollicitation de M. le Préfet et prie le Conseil général d'allouer un crédit de 1,422 fr. 19 c. sur le budget rectificatif de 1872.

— Le crédit est voté.

Secours. — M. Delarre.

Au mois de juillet dernier, le département a fait une perte bien sensible en la personne de M. Delarre, agent-voyer de 1re classe de l'arrondissement de Lille, qui comptait vingt années d'excellents services et qui laisse un grand vide dans le service vicinal autant que dans sa famille.

M. Delarre était le soutien d'un père octogénaire et d'une sœur incapable de se livrer à d'autres soins qu'à ceux qu'exigent le grand âge de son père.

Dans cette situation douloureuse pour cette respectable famille et en raison des vingt années de service pendant lesquelles le fils a versé à la caisse des retraites, M. l'Agent-voyer en chef sollicite un secours de 200 fr. pour le père du fonctionnaire décédé.

Le 1er bureau s'associe à M. l'Agent-voyer en chef pour rendre hommage à la mémoire de M. Delarre et prie le Conseil général d'accorder le secours de 200 fr. demandé, qui serait inscrit au budget de 1873.

— Le crédit est voté.

Coudekerque-Branche. — État-civil. — Création d'un 2e bureau.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, contrairement à l'opposition formulée par le Conseil municipal de Coudekerque-Branche, a renouvelé un vœu favorable à une demande présentée en novembre dernier, par bon nombre d'habitants de Coudekerque, à l'effet d'obtenir la création dans cette commune d'un second bureau d'état-civil pour les sections D et C.

La commune de Coudekerque se trouve divisée en trois sections B, C, D. Le canal des Moëres sépare la section B de la partie C, et le canal de Dunkerque à Bergues, la partie C de la section D ; il résulte de là que les habitants des deux sections D et C se trouvent éloignés de plus de deux kilomètres du bureau de l'état-civil, et, qu'il s'agisse de naissance, de mariage ou de décès, ils sont forcés pour s'y rendre de traverser la ville de Dunkerque à cause des deux canaux dont il a été parlé.

Il y a donc pour eux une perte de temps considérable et une cause fréquente de préjudice. Ces deux sections réunies D et C, comptent 1.483 habitants, suivant recensement du 1er mai dernier, tandis que la section B, qui possède la Mairie, n'en compte que 318.

Afin de porter remède, dans une certaine mesure, aux inconvénients qui résultent de l'éloignement de la section B par rapport aux deux autres, inconvénients qui existaient autrefois, non-seulement pour l'état-civil, mais encore pour les écoles, l'Administration a doté les sections D et C d'une école qui rend les plus grands services.

De plus, M. le Préfet a permis qu'une des salles de cette école servît aux opérations électorales.

Il semble équitable d'accueillir favorablement la demande des habitants des sections D et C et de leur accorder un bureau d'état-civil qui pourrait être établi dans une des salles dépendant de l'école, et qui serait confié à l'instituteur chargé de la tenue des registres.

Ce bureau devant offrir des avantages incontestables en supprimant la distance qui est une cause préjudiciable aux intérêts des habitants par la perte de temps qu'elle leur fait subir.

Le 1er bureau propose au Conseil général d'émettre un avis favorable à la création d'un second bureau d'état-civil dans la commune dont il s'agit

— Approuvé.

Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum des centimes.

Le Conseil général arrête, chaque année, à la session d'août, aux termes de l'article 42 de la loi du 10 août 1871, dans les limites fixées annuellement par la loi de finances, le maximum du nombre des centimes extraordinaires que les Conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Le Conseil général a adopté, depuis plusieurs années, pour ces centimes extraordinaires, le maximum de *vingt centimes* fixé par la loi de finances.

La situation des communes, au point de vue des impositions extraordinaires, se résume pour l'année 1871 à 1872, de la manière suivante, conformément aux indications fournies par M. le Directeur des Contributions directes.

Des 665 communes dont se compose le département du Nord, 142 seulement n'ont pas eu recours à l'imposition extraordinaire.

Les 523 autres qui ont fait usage de cette ressource, ont eu à supporter des centimes dont la quotité se répartit ainsi qu'il suit :

	0,01	pour	102 communes.
De 0,01 à	0,05	pour	62 —
De 0,05 à	0,10	pour	34 —
De 0,10 à	0,15	pour	50 —
De 0,15 à	0,20	pour	101 —
De 1,20 et au-dessus,			173 —

Indépendamment des impositions pour dépenses extraordinaires, les communes ont eu à supporter, savoir :

527 communes, pour dépenses obligatoires par suite d'insuffisance de revenus communaux, des impositions variant de 0,005 à 1,99.

596 communes, pour traitement des gardes-champêtres, des impositions variant de 0,0125 à 0,057.

17 communes, 4 centimes extraordinaires votés par application de la loi du 10 avril 1867, pour l'instruction primaire.

Les impositions qui excèdent le maximum de 20 c., fixé par le Conseil général, n'ont été établies, bien entendu, que conformément à la loi, en vertu d'autorisations spéciales du Gouvernement.

Le Conseil remarquera que pour 102 communes, l'imposition extraordinaire annuelle est de moins de 1 centime. Cette exceptionnelle quotité d'imposition a pour cause, d'une part, l'importance également exceptionnelle de subventions allouées par l'État et notamment par le département pour l'achèvement des chemins vicinaux; d'autre part, les facilités accordées aux communes par la loi de 1868 pour le remboursement de leurs emprunts à la Caisse des chemins vicinaux, remboursement s'effectuant en trente années.

Au présent rapport est joint le relevé des impositions communales autorisées, des emprunts et des dettes contractées par les communes du département, du 1er septembre 1871 au 1er juillet 1872. Ce relevé forme le complément des relevés arrêtés au 31 août 1871 et au 1er juillet 1870 qui ont été soumis au Conseil général dans sa session de novembre 1871.

Ces documents permettront au Conseil de se rendre compte de la situation générale des communes au point de vue des impositions extraordinaires, et de l'opportunité de maintenir au taux de 20 c. le maximum des impositions que les Conseils municipaux peuvent être autorisés à voter, sans l'intervention du Gouvernement, en exécution des articles 3 et 5 de la loi du 24 juillet 1867.

En conséquence, le 1er bureau propose de fixer, comme les années précédentes, au taux de 20 centimes, le maximum des impositions que les Conseils municipaux peuvent être autorisés à voter sans l'intervention du Gouvernement.

— Le Conseil adopte la fixation proposée.

Hameau de Saint-Pol. — Bureau électoral.

M. Roussel-Defontaine, donne lecture d'un rapport de M. Leurent, aux termes duquel le 4e bureau propose au Conseil général de recommander à M. le Préfet, le vœu présenté par M. Trystram, en faveur de l'établissement d'un bureau électoral dans le hameau de Saint-Pol, afin d'éviter aux douze cents électeurs de ce hameau, un déplacement de trois kilomètres.

— Conclusion adoptée.

M. Goussard, au nom du 1er bureau, donne lecture du rapport qui suit :

Église de Rousies. — Demande de secours.

Le 3e bureau, dans sa séance du 23 août, a proposé au Conseil général de prendre en considération la situation exceptionnelle de la commune de Rousies, pour laquelle l'Administration demandait un secours de 3,000 fr.

Comme il s'agissait d'une commune qui avait reçu antérieurement une somme égale, le Conseil général n'a pas pensé qu'il fût conforme aux précédents d'accorder une seconde allocation sur le fonds du sous-chapitre XII du budget départemental.

Mais le 5e bureau avait pensé que s'il était possible de disposer d'une portion du crédit d'un autre chapitre, ce qui maintiendrait le caractère exceptionnel du secours et ne créérait pas un précédent; il pourrait être fait droit aux justes réclamations de la commune.

Le Conseil général a renvoyé la question, dans ces termes, au 1er bureau. Il ne s'agissait plus que de se rendre compte de la situation des crédits, et de la possibilité d'imputer la dépense sur un autre chapitre.

A cet égard le 1er bureau fait connaître que la situation du crédit du sous-chapitre XIII, dépenses diverses, et des ressources départementales, permet de réaliser la mesure dont le Conseil a déjà apprécié l'opportunité.

Il propose donc d'allouer un crédit de 3000 fr., sur les dépenses diverses.

— Le crédit est voté.

M. Maillier présente, au nom du 5e bureau, les deux rapports qui suivent :

Chemin de Somain à Tourcoing.

« Dans les sessions de novembre 1871 et avril 1872, le Conseil général, d'accord avec le Conseil d'arrondissement de Douai, avait exprimé le vœu que le raccordement de la ligne de Somain à Tourcoing fût opéré entre Fenain et Erre. La commission d'enquête pour l'emplacement des gares a partagé cet avis.

» Depuis on a objecté :

» 1° Que l'arrivée à Somain aurait pour résultat d'augmenter les inconvénients d'une gare déjà trop restreinte et trop encombrée ;

2° De présenter à l'accès une courbe d'un trop petit rayon, et d'exiger l'expropriation d'un assez grand nombre d'immeubles bâtis ;

» 3° Qu'entre Fenain et Erre, il y aurait à traverser des marais difficilement abordables, sans avantage réel pour la commune de Fenain dont une notable partie se trouverait plus rapprochée de Somain ;

» 4° Que les voies de communication par terre n'aboutiraient pas à la gare de Somain ;

» 5° Que si la bifurcation s'opérait à Erre, nœud de ces mêmes voies de communication avec les gares communes au Nord et au Nord-Est, satisfaction serait donnée non-seulement à l'industrie, dont les transports circulant de l'Est vers Tourcoing, n'auraient pas à toucher Somain, mais encore aux communes d'Hornaing et Hélesmes. »

Le 5e bureau n'ayant pas en sa possession les éléments d'instruction nécessaires pour fixer avec la précision désirable le point où la ligne dont il s'agit doit se relier à celle de Valenciennes à Somain, se borne à prier le Conseil général de recommander à qui de droit les observations qui précèdent. »

— Conclusion adoptée.

Chemin de fer de Valenciennes à Aulnoye. — Mise en exploitation.

Le 5e bureau propose de donner acte à M. le Préfet de sa communication relative à l'autorisation donnée par le Ministre des Travaux publics de la mise en exploitation du chemin de fer de Valenciennes à Aulnoye, et de recommander la prompte réalisation des conditions en dehors desquelles l'exploitation du chemin de fer dont il s'agit serait ajournée jusqu'après leur accomplissement.

— Conclusion approuvée.

Au nom du 1er bureau, M. Goussard présente un rapport sur l'ensemble de la situation du compte départemental de 1871.

(M. le Préfet quitte la séance).

Ce rapport est conçu en ces termes :

Compte départemental de 1871. — Budget de 1873.

I. Compte de 1871.

« Je viens, au nom de votre 1er bureau, vous rendre compte des opérations qui ont été effectuées en recette et en dépense sur l'Exercice 1871.

» M. le Préfet a fait mettre à notre disposition le double de toutes les pièces justificatives restées entre ses mains.

Les recettes totales effectuées s'élèvent à.			9.103.312 fr. 06
Savoir : Service ordinaire . . .	1.890.256 fr.	66	
Vicinalité	2.250.765	97	
Instruction primaire . .	421.577	87	
Total	4.562.600 fr.	50	
Service extraordinaire .	4.540.711	56	
Total	9.103.312 fr.	06	
Les dépenses faites et acquittées s'élèvent à.			6.842.372 16
Savoir : Service ordinaire . . .	1.476.446 fr.	65	
Vicinalité.	1.765.032	41	
Instruction primaire . .	262.997	»	
Total	3.504.476 fr.	06	
Service extraordinaire .	3.337.896	10	
Total	6.842.372 fr.	16	
Il y a ainsi un excédant de recettes de.			2.260.939 fr. 90
mais il reste à payer ou à employer une somme de crédits de.			1.170.929 48
Savoir : Service ordinaire . .	256.395 fr.	16	
Vicinalité.	379.620	49	
Instruction primaire . .	40.000	»	
Service extraordinaire .	534.613	53	
Total	1.170.929 fr.	48	
Les restes libres à cumuler avec les ressources de 1872, déduction faite du reliquat de l'Instruction primaire, doivent être fixés à.			931.829 fr. 55

» Un certain nombre de dépenses ont dû être faites, en excédant des crédits votés. Il s'agit, comme chaque année, de dépenses obligatoires, ou que l'administration n'a pu refuser d'acquitter.

Savoir : Emploi des contingents pour les chemins d'intérêt commun	28.766 fr.	13
Dépenses des enfants assistés	16.396	34
Avances pour frais de surveillance dans le département.	2.405	40

D'autre part, le crédit ouvert au sous-chapitre XX pour les dépenses relatives à l'armement du département s'est trouvé insuffisant par suite de la non-réalisation des recettes; il a fallu, pour maintenir l'équilibre du budget, chercher des ressources dans le sous-chapitre XVII, produits de centimes extraordinaires, pour. 770.681 40
et au sous-chapitre XVIII (fonds d'emprunt) pour 359.509 96

» Ce changement d'imputation qui n'est qu'une opération d'ordre, ne pouvait donner lieu à aucune discussion. Votre 1er bureau vous propose de rétablir aux dits chapitres les dépenses prévues au chapitre XX et d'approuver dans sa forme le compte de l'Exercice 1871, tel qu'il a été dressé par l'administration préfectorale.

— Ces conclusions sont adoptées et le compte est approuvé.

(M. le Préfet rentre en séance.)

Le Rapporteur reprend la lecture de son rapport :

II. Budget de l'Exercice 1873.

» Le budget de 1873 a donné lieu à plusieurs rapports et propositions successives de M. le Préfet

» Nous nous attachons de préférence au projet primitif qui avait été modifié, d'après une correspondance engagée avec M. le Ministre de l'Intérieur, mais qui a paru devoir être rétabli dans sa situation première.

Les dépenses prévues au budget ordinaire s'élèvent à		fr. 3,765,398 20
Les dépenses extraordinaires à		3,036,506 30
Total. . . .		fr. 6,801,904 70
Les recettes ordinaires s'élèvent à	fr. 3,765,398 02	
Les recettes extraordinaires à	3,037,930 40	
Total	fr. 6,803,337 42	6,803,337 42
Les opérations en recette et en dépense se soldent par un excédant de recette de		fr. 1,433 72

» Ces résultats sont toutefois modifiés par les votes successifs du Conseil général qui a diminué certains crédits et augmenté certains autres :

Ainsi, sur le budget ordinaire, la dépense prévue est de. . . .	fr.	3,765,397 20
Les crédits sont élevés, sur certains chapitres, de.. . . .	75,613 »	
et réduits sur d'autres de	58,100 61	
La différence de.	17,512 39	17,512 39
porte le montant total des crédits à allouer à	fr.	3,782,909 59

Sur le budget extraordinaire, le chiffre de . . . . . fr.		3,036,506 50
a été réduit de.	46,600 »	
et augmenté de.	38,500 »	
Différence.	8,100 »	8,100 »
Ce qui porte le montant total des crédits à.		3,028,406 50
Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1873 s'élèvent ainsi à		6,811,316 09
Les recettes ordinaires prévues pour . . . . . fr.		3,765,398 02
présentent relativement au montant des crédits du budget extraordinaire fixé à.		3,782,909 59
une insuffisance de.		17,511 57

» Toutefois, l'article des produits éventuels, intitulé *remboursement d'avances*, paraît devoir donner une recette de 43,000 fr., supérieur de 18,000 fr. au chiffre du budget proposé par M. le Préfet, de sorte que l'équilibre ne sera pas dérangé.

» Nous devons vous proposer, Messieurs, quelques modifications dans la classification des crédits à inscrire au budget extraordinaire en regard des ressources spéciales à leur affecter.

» Les dépenses extraordinaires prévues sont les suivantes :

Routes départementales			61,500 »
Chemins vicinaux.	Chemins de grande communication	333.960 »	1,183,061 93
	— d'intérêt commun.	94,031 93	
	Subvention pour les travaux des chemins ordinaires	580,000 »	
	Subvention aux communes pour remboursement à la caisse des chemins vicinaux	175,070 »	
Emprunt départemental de 15 millions : annuité afférente au montant total des obligations créées sans déduction des titres non placés.			975,000 »
Timbre et autres frais			50,130 57
Remboursement et intérêts des bons départementaux			115,664 »
Construction de la nouvelle Préfecture (crédit réduit)			643,050 »
Total égal au résultat porté ci-dessus.			3,028,406 50

Les recettes prévues sont les suivantes :

Centimes additionnels, 17 c., 75	049,508 40
Fonds restant libres sur l'emprunt	390,000 »
Produits éventuels extraordinaires	598,431 »
Total	3,037,939 40

» Le projet de budget répartit les dépenses comme il suit en regard des ressources :

1° Centimes additionnels. — Dépenses des chemins vicinaux et des routes départementales. — Construction de la Nouvelle Préfecture. — Somme à valoir sur le service annuel de l'emprunt,

2° Fonds disponibles de l'emprunt. — Somme à valoir sur le service annuel de l'emprunt ;

3° Produits éventuels extraordinaires.— Intérêts et remboursement des bons départementaux et obligations de même nature. — Complément de l'annuité de l'emprunt.

» Il ne nous paraît pas possible de se conformer à ces distinctions.

» En effet, les centimes additionnels extraordinaires portés au budget pour 5 c. 75 en augmentation du maximum des 12 centimes autorisés par la loi, doivent être affectés au service de l'emprunt départemental, et c'est pour cet objet qu'ils ont été votés par le Conseil général dans la session de 1871.

» Il ne faut pas oublier, en effet, quelle est la situation de l'emprunt départemental.

» Le montant de l'annuité applicable au service des 225.000 fr., obligations, est de 975,000 fr. par an pour les premières années, de 115,000 fr. pour les dernières.

» Mais le Conseil général sait que l'emprunt n'a été souscrit que pour 117,857 obligations ; les 107,143 autres n'ont pas été placées et sont déposées dans la caisse du Trésorier-payeur-général.

» La dépense réelle est donc réduite de la portion de l'annuité afférente à ces dernières obligations et qui s'élève en moyenne à 460,000 fr. Le tirage des primes peut même modifier dans une certaine mesure ces prévisions.

» La somme de 460,000 fr. en recette d'ordre est classée au chapitre des produits éventuels. On doit donc imputer sur ce chapitre la portion correspondante de la dépense.

» Déduction faite des dits 460,000 fr., il reste pour les premières annuités 515,000 fr. et pour les dernières 690,000 fr.

» Le Conseil général a dans la session de 1871, décidé que les ressources nécessaires au paiement de cette dépense, qui représente le coût véritable des annuités d'emprunt non-compris le timbre et la taxe devaient être demandées à l'impôt. Il est urgent que M. le Préfet insiste pour la présentation d'une loi réclamée déjà avec instance depuis une année.

» Telle doit être la véritable destination des centimes extraordinaires, sans lesquels le budget solderait en déficit.

» Il résulte de ce qui précède que les centimes additionnels extraordinaires seront absorbés en presque totalité par les chemins vicinaux jusqu'à concurrence de 11 c. 75, par le service de l'emprunt pour 6 centimes, de sorte qu'il faut chercher ailleurs les moyens de subvenir aux autres dépenses.

» Les autres ressources sont classées dans deux chapitres : Produits de l'emprunt, Somme due par l'État pour la valeur des chevaux remis au ministre de la guerre.

» L'article *produits de l'emprunt* représentant les fonds restant libres sur l'emprunt de 15 millions dont l'importance ne peut encore être exactement déterminée mais qui paraît dépasser 800,000 fr., ces fonds doivent être employés avant tout au paiement des obligations départementales, intérêt et capital.

» La dernière dépense autorisée a pour objet l'achèvement de la nouvelle Préfecture. Ici nous

ne trouvons pas au budget de ressource spéciale. Le département peut compter, d'après les engagements pris, sur le prix de revente de l'ancienne Préfecture, mais l'opération n'est pas encore réalisée. On peut toutefois considérer que la demande de fonds au budget de 1873, a en partie du moins le caractère d'une avance, et que la dépense nette sera atténuée dans une proportion considérable.

» Dans ces conditions on peut affecter au paiement des dépenses dont il s'agit, les excédants disponibles sur les trois chapitres, y compris la restitution au département de la valeur des chevaux cédés à l'armée.

» Le budget devrait donc être modifié comme il suit en dépense :

SOUS-CHAPITRE XVII

IMPUTABLE SUR LE PRODUIT DES CENTIMES EXTRAORDINAIRES.

Routes départementales		61,500 »
Chemins vicinaux		1,183,061.93
Service et emprunt départemental. — Dépense nette, déduction faite de la portion afférente aux obligations non placées		565,130.57
TOTAL		1,809,692.50
Rapprochée du produit des centimes qui est de	2,049,508.40	
La dépense de	1,809,692.50	
laisse subsister un excédant de	239,815.90	
qui serait affecté à une portion du prix des travaux de la Préfecture		
Dont :		
Construction de la nouvelle Préfecture		239,815 90
Total du chapitre		2,049,508 40

SOUS-CHAPITRE XVIII. — EMPLOI DES FONDS DE L'EMPRUNT.

Intérêts et amortissement des bons et obligations départementales	115,664 »
Construction de la nouvelle Préfecture	264,803 10
Total	380,467 10

SOUS-CHAPITRE XIX. — EMPLOI DES PRODUITS ÉVENTUELS.

Emprunt. — Emploi en dépenses de la portion afférente aux obligations non placées	460,000 »
Construction de la nouvelle Préfecture	138,431 »
Total	598,431 »

» Les recettes doivent être maintenues comme au projet de budget primitif, sauf une modification du produit de l'emprunt ; le budget extraordinaire présenterait ainsi les résultats ci-après :

Recettes..	Impositions extraordinaires.	de 12 centimes	1,385,583 15	
		de 5,75	663,925 25	2,049,508 40
	Emprunt			381,000 »
	Produits éventuels			598,431 »
		Total		3,028,939 40
Dépenses..	Sous-Chapitre XVII		2,049,508 40	
	Sous-Chapitre XVIII		380,467 10	
	Sous-Chapitre XIX		598,431 »	3,028,406 50
		Total	3,028,406 50	
		Excédant de recettes		532 90
Quant au budget ordinaire il s'élève en dépense à				3,782,909 50
La recette prévue est fixée au budget à			3,765,397 20	
Mais l'augmentation de			18,000 »	
au dernier article des produits éventuels ordinaires, en élève le montant à			3,783,397 20	3,783,397 20
et présente un excédant sur la dépense, de				487 70

» Nous avons pensé qu'il y avait lieu de modifier aussi les prévisions du budget primitif.

» Telles sont les propositions qui vous sont soumises, au nom du 1er bureau, et auxquelles M. le Préfet n'a fait aucune objection.

» Il me reste à vous proposer distinctement les votes relatifs aux impositions départementales qui sont les suivantes :

BUDGET ORDINAIRE.

25 centimes additionnels aux deux premières contributions ;
1 centime additionnel aux quatre ;
7 centimes — applicables au service vicinal ;
3 centimes — applicables à l'instruction primaire.

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Imposition extraordinaire de 12 centimes additionnels ;
— de 5 centimes 75.

» Nous vous proposons d'approuver ces impositions. »

Budget de 1873. — Recettes.

— Le Conseil général approuve toutes les conclusions contenues dans le rapport qui précède et vote les différentes impositions proposées par son 1er bureau, pour pourvoir aux dépenses du budget départemental de 1873.

Par suite de cette décision, les recettes ordinaires et produits éventuels à inscrire au budget départemental de 1873, comprennent une somme de 3,783,398 fr. 02 c., suivant le détail ci-après :

Recettes.

Les recettes du budget ordinaire de 1873, reprises pour une somme de 3,783,398 fr. 02 c. au tableau récapitulatif, s'établissent comme suit :

Produit des 25 centimes additionnels ordinaires aux deux premières contributions, et de 1 centime additionnel aux quatre contributions directes.	1,714,383 01
Produits des 7 centimes additionnels aux quatre contributions, pour le service des chemins vicinaux.	808,256 82
Produit des 3 centimes additionnels aux quatre contributions, pour le service de l'instruction primaire	346,395 78

Produits éventuels

Loyers de terrains et de bâtiments.	2,000 »
Revenus d'établissements d'eaux minérales.	100 »
Ventes d'arbres abattus ou élagués	400 »
Vente de cartes topographiques du département.	200 »
Produit des expéditions d'actes de la Préfecture.	50 »
Amendes pour contravention en matière de roulage	1,000 »
Amendes et confiscations affectées au service des enfants assistés. .	6,500 »
Contingent des communes pour le même service	35,200 »
Subvention de l'État pour le même service.	8,800 »
Contingent des communes pour le service des aliénés.	113,000 »
Contingent des familles pour le même service.	18,000 »
Indemnité à recevoir du ministère de la Guerre, pour le logement des officiers de gendarmerie.	1,440 »
Contingent des communes pour le service vicinal de grande communication et subventions industrielles.	362,400 73
Subventions de l'État pour les chemins d'intérêt commun. . . .	»
Contingent des communes et subventions industrielles pour les susdits chemins	322,271 68
Subvention de l'État pour les chemins ordinaires	»
Remboursement par l'État des avances faites par le département pour le service des enfants assistés et des aliénés	5,000 »
Remboursement d'avances pour travaux d'intérêt public	38,000 »
Total.	3,783,398 02

Sur la proposition de même Rapporteur, le Conseil général, en ce qui concerne le budget départemental de 1873, prend la résolution suivante :

Le Conseil général,

Budget de 1873. — Règlement des dépenses.

Vu les propositions de M. le Préfet du Nord, pour la formation du budget départemental de 1873;

Vu les délibérations prises dans le cours de la présente session ;

Arrête que les augmentations et diminutions à apporter à différents articles dudit budget seront établies ainsi qu'il suit :

AUGMENTATIONS. — BUDGET ORDINAIRE.

Sous-Chapitre I^er^.	—	Achat de mobilier pour les tribunaux de 1re instance et de Commerce de Lille.	363 fr. »
—		Menues dépenses et frais de parquet pour les tribunaux	2,300 »
Sous-Chapitre VII.	—	Entretien de sourds-muets et de jeunes-aveugles dans les institutions spéciales.	5,000 »
		Subvention à la société Alsace-Lorraine	2,000 »
Sous-Chapitre IX.	—	Inventaire des archives de Bourbourg.	350 »
Sous-Chapitre X.	—	École industrielle de Lille	52,400 »
—		Établissement de la carte du département	10,000 »
Sous-Chapitre XI,	—	Primes pour la destruction des animaux nuisibles. . .	700 »
Sous-Chapitre XII.	—	Subvention pour travaux aux églises.	2,000 »
Sous-Chapitre XIII.	—	Secours à d'anciens employés	500 »

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Sous-Chapitre XVII.	—	Chemin d'intérêt commun N° 60, travaux neufs. . .	28,500 »
—		Crédit affecté à un chemin nouveau	10,000 »
		Total.	114,113 »

DIMINUTIONS. — BUDGET ORDINAIRE.

Sous-Chapitre I^er^.	—	Entretien de la Sous-Préfecture d'Hazebrouck. . . .	250 »
Sous-Chapitre III.	—	Ajournement du projet de travaux sur la route N° 14.	41,000 »
Sous-Chapitre X.	—	Subventions aux sociétés de musique	4,500 »
Sous-Chapitre XIII.	—	Réduction du crédit applicable aux dépenses imprévues.	12,350 61

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Sous-Chapitre XVII.	—	Achèvement et ameublement de la nouvelle Préfecture. — Réduction du crédit proposé.	46,600 »
		Total	104,700 61
		Les augmentations de crédit étant de.	114,113 »
		Et les diminutions de	104,700 61
		Il reste en augmentation	9,412 39

M. DESROUSSEAUX, au nom de la Commission spéciale des marchés de la guerre, donne lecture du rapport qui suit :

Commission des marchés.

« La mission que vous avez confiée à la Commission des marchés de la guerre, ne peut pas encore recevoir son accomplissement.

» Quelque douloureux que soient les souvenirs qu'il faut évoquer, vous n'ignorez pas que la justice continue contre les délinquants son œuvre d'investigation et de pénalité. Nous voudrions étouffer les débats de ces scandaleuses affaires, mais ils ont, à si juste titre, répandu dans le pays une trop pénible impression, et acquis une trop déplorable publicité. Toutefois les jugements rendus par le Tribunal de Lille n'ont pas tous acquis une autorité définitive; plusieurs sont soumis à l'appel devant la Cour de Douai. D'autres affaires sont encore élaborées et vont être discutées et jugées à leur ordre. Ayons confiance; l'impartialité et la fermeté des magistrats nous sont un sur garant de la justice de leurs arrêts, elles doivent rassurer la société, et ne faire trembler que les coupables et, comme le disait si justement M. le Ministre de l'Intérieur, dans une séance récente dans l'Assemblée Nationale, « dans toutes ces poursuites judiciaires les « citoyens ne verront pas un symptôme de trouble et de défiance, mais bien une preuve de l'ordre « parfait qui règne partout où la justice accomplit tranquillement et énergiquement son action. »

Un grave enseignement ressort de ces paroles : c'est que tôt ou tard justice est faite à ces hommes courageux qui, accomplissant un devoir, ont révélé les actes coupables, à ces magistrats énergiques qui ont mission de les poursuivre, et à ces téméraires qui n'ont pas craint de les commettre.

» Sachons donc attendre avec patience que les dernières obscurités soient dissipées, et alors votre Commission viendra vous dire son dernier mot sur la mission que vous lui avez confiée. »

— Le Conseil donne acte de cette communication.

Clôture de la session.

La liste des affaires soumises à l'assemblée se trouvant épuisée, et aucun membre ne demandant la parole, lecture est faite du procès-verbal de la séance qui est approuvé.

M. LE PRÉSIDENT déclare ensuite la session close.

Immédiatement le Conseil général se sépare.

Il est quatre heures.

Le Secrétaire,
DESROUSSEAUX.

Le Président,
P. DANEL.

LISTE DES SOIXANTE-DOUZE JURÉS PAR ARRONDISSEMENT,

pour remplir le vœu de la loi du 3 *mai* 1841, *sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.*

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.		
		CANTON DE DUNKERQUE-EST.		
1	De Clebsattel.	Alfred.	Propriétaire.	Dunkerque.
2	Lemaire.	Hubert-Alfred.	Docteur en médecine.	Id.
3	Sapelier.	Henri.	Banquier.	Id.
4	Petyt.	Auguste.	Id.	Id.
5	Lebleu.	Ezechiel.	Propriétaire.	Id.
6	Delrue.	Alexandre.	Négociant.	Id.
7	Deman.	Louis.	Courtier.	Id.
8	Vancauwenberghe-Lemaire.	Joseph.	Armateur.	Id.
9	Bonpain-Vandercolme.	Albert-Méderic.	Négociant.	Id.
10	Bellanger.	Joseph-Jacques-Aug.-Aimé.	Armateur.	Id.
11	Davrou.	Jules-Philogène.	Maire et cultivateur.	Uxem.
12	Daullé.	Romain.	Id.	Teteghem.
13	Ponseel.	Henri.	Adjoint.	Rosendael.
14	Derode-Brent.	Victor.	Propriétaire.	Id.
		CANTON DE DUNKERQUE-OUEST.		
15	Thiéry.	Auguste.	Négociant.	Dunkerque.
16	Dekyndt.	Fidèle.	Id.	Id.
17	Bossaert.	Henri.	Id.	Id.
18	Lemaire.	Henri.	Id.	Id.
19	Carpentier.	Amé.	Propriétaire.	Id.
20	Fontaine.	Benjamin.	Cultivateur.	Petite-Synthe.
21	Vancauwenberghe.	Alfred.	Négociant.	Dunkerque.
22	Coquillier.	Henri.	Cultivateur.	Mardyck.
23	Delavaivre.	Charles-Henri-Aimé.	Négociant.	Dunkerque.
24	Hecquet-Vanrapenbusch	Pierre-François-Louis.	Id.	Id.
		CANTON D'HONDSCHOOTE.		
25	Zoete, père.	Pierre-Ferdinand.	Adjoint.	Hondschoote.
26	Yvoz.	Martin.	Adjoint au maire.	Bambecque.
27	Loby, fils.	Florent.	Cultivateur.	Ghyvelde.
28	Delaroière.	Benoît.	Propriétaire.	Hondschoote.
29	Bollengier.	François.	Adjoint au Maire.	Id.
30	Vermersch.	François-Henri.	Id.	Warhem.
31	Paris fils.	Jean-Marie.	Cultivateur.	Les Moëres.
32	Bollengier fils.	Jean-Baptiste.	Id.	Warhem.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON DE BERGUES.		
33	Wemaere.	Louis-Edouard.	Cultivateur et adjoint.	Armbouts-Cappel.
34	Guilbert.	Auguste.	Adjoint.	Bergues.
35	Gontier.	César.	Avocat.	Id.
36	Dumont.	Cornil.	Cultivateur.	Steene.
37	Decroocq.	Charles-Louis.	Maire.	Pitgam.
38	Deblock.	Louis.	Propriétaire.	Bergues.
39	Dentu.	Félix-Jean-Baptiste.	Maire et fab. de sucre.	Steene.
40	Michiels.	Théophile.	Propriétaire.	Quaedypre.
41	Leceuche.	Louis.	Id.	Bergues.
42	Dequeker.	Charles.	Notaire.	Id.
43	Dehaese.	Benjamin.	Receveur des Waeteringues.	Bergues.
44	Caenens.	Fortuné.	Maire.	Bissezeele.
45	Legrand-Vandaele.	Louis.	Cultivateur.	Westcappel.
46	Cockenpot.	Louis.	Propriétaire.	Bergues.
		CANTON DE BOURBOURG.		
47	Decarpentry.	Eugène.	Juge de paix.	Bourbourg.
48	Beirnaert.	Hippolite-Lucien.	Notaire.	Id.
49	Bellanger.	Adolphe.	Cultivateur.	Looberghe.
50	Ghys.	Charles.	Cultivateur et maire.	Holque.
51	Weens.	Victor.	Propriétaire.	Bourbourg.
52	Ghysel.	François.	Id.	Brouckerque.
53	Geerssen.	Benjamin.	Id	Bourbourg-Campagne.
54	Bondu.	Ferdinand.	Id. et suppl. du juge-de-paix	Bourbourg.
		CANTON DE GRAVELINES.		
55	Hubert-Legaigneur.	Édouard.	Cultivateur.	Loon.
56	Fetel.	Éloi.	Propriétaire.	Id.
57	Baquet-Moisson.	Norbert.	Cultivateur.	Saint-Georges.
58	Rohart.	Alfred.	Propriétaire.	Gravelines
59	Duriez.	Edmond.	Industriel.	Craywick.
60	Wable.	Anatole.	Notaire.	Gravelines.
		CANTON DE WORMHOUDT.		
61	Cortyl.	Charles-Marie.	Notaire.	Bollezeele.
62	Devey.	Gustave.	Id.	Esquelbecq.
63	Schallier.	Pierre.	Propriétaire.	Merckeghem.
64	Champeaux.	Fréderic.	Brasseur.	Esquelbecq.
65	Deniele.	Henri.	Cultivat. et propriét.	Wormhoudt
66	Heem.	Gustave.	Fabricant de sucre.	Herzeele.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS	LIEU du DOMICILE.
67	Leenhouder.	Emile.	Fabricant.	Wormhoudt.
68	Bèle-Cousin.	Ambroise-Modeste.	Propriétaire.	Id.
69	Dehaene.	Henri.	Maire.	Id.
70	Vernimmen.	Emile.	Juge-de-paix.	Id.
71	Decorte.	Benoni.	Pharmacien.	Bollezeele.
72	Franchois.	Hilaire-Auguste.	Maire.	Zeggers-Cappel.
		ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.		
		CANTON DE BAILLEUL-NORD-EST.		
1	De Coussemaker.	Ignace.	Propriétaire.	Bailleul.
2	Liefooghe	Réné.	Id.	Id.
3	Van Merris.	Désiré.	Propriétaire et adjoint.	Id.
4	Plouvier.	Louis.	Notaire et maire.	Steenwerck.
5	Lebleu.	Louis.	Cultivateur.	St-Jans-Cappel.
6	Delbecque.	Hippolyte.	Maire.	Nieppe.
7	Cortyl.	Eugène.	Propriétaire.	Bailleul.
8	Chombart.	Alexandre.	Propriétaire.	Nieppe.
9	Behaghel.	Pierre.	Percepteur.	Bailleul.
		CANTON DE BAILLEUL-SUD-OUEST.		
10	Vitse.	Jean.	Brasseur.	Merris.
11	Lagersie-Wicart.	Louis.	Propriétaire.	Vieux-Berquin.
12	Leurs.	Hector.	Propriétaire.	Méteren.
13	Taffin, fils.	Auguste.	Notaire.	Vieux-Berquin.
14	Wanuxem.	Denis.	Propriétaire.	Fletre.
15	Plouvier.	César.	Cultivateur.	Méteren.
16	Declercq.	Henri.	Ancien notaire.	Bailleul.
17	Flahault.	Évariste.	Propriétaire.	Id.
18	Bieswal.	Henri.	Id.	Id.
19	De Coussemaker.	Maximilien.	Propriétaire.	Id.
20	De Coussemaker.	Jules.	Id.	Id.
		CANTON D'HAZEBROUCK-SUD.		
21	Margerin du Metz.	Alexandre.	Propriétaire.	Hazebrouck.
22	Donckel-Piel.	Louis.	Id.	Id.
23	Houvenaghel.	Louis.	Brasseur et maire.	Id.
24	Vandewalle.	Désiré.	Propriétaire.	Id.
25	Claudorez.	Dominique.	Propriétaire et cultiv.	Id.
26	Massiet du Biest.	Louis.	Conseiller général.	Id.
27	De La Grange (le Baron).	Alexis.	Propriétaire.	Morbecque.
28	Cattoir.	Jules.	Cultivateur et maire.	Thiennes.
29	Claudorez.	Lambert.	Maire.	Morbecque.
30	Prevost.	Émile.	Docteur en médecine.	Hazebrouck.

N.° d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON D'HAZEBROUCK-NORD.		
31	Debaecker.	Louis.	Pharmacien.	Hazebrouck.
32	Joets de Métershof.	Frédéric.	Avocat et Conseiller général.	Id.
33	Dassonville.	Joseph.	Cultivateur.	Staple.
34	Declerck.	Henri.	Maire.	Hondeghem.
35	Loingeville.	Théophile.	Avocat.	Caestre.
36	Huyghe	Léon.	Propriétaire.	Hazebrouck.
37	Devos.	Gustave.	Notaire.	Wallon-Cappel.
38	Vandewalle.	Henri.	Propriétaire.	Hazebrouck.
39	Justice.	Henri-Charles-Louis.	Maire.	Sercus.
40	Leleu.	Auguste.	Avoué.	Hazebrouck.
41	Bloeme.	Aimé.	Notaire.	Id.
42	Omaere.	Henri.	Propriétaire.	Id.
		CANTON DE MERVILLE.		
43	Senellart.	Gustave.	Cultivateur.	Merville.
44	Delassus.	Achille.	Brasseur.	Id.
45	Verhaeghe fils.	Jules.	Notaire.	Id.
46	Hennion.	Émile.	Id.	Estaires.
47	Degruson.	Henri.	Négociant.	Id.
48	Joie.	Jules.	Propriétaire.	La Gorgue.
49	Duquenne.	Adolphe.	Négociant et Conseiller général.	Id.
50	Leconte-Fanien.	Émile.	Négociant.	Id.
51	Lefevre-Deroide.		Pharmacien.	Merville.
		CANTON DE CASSEL.		
52	Bogaert.	Martin.	Notaire et maire.	Rubrouck.
53	Dekytspotter.	Aimé.	Propriétaire.	Cassel.
54	Phalempin.	Charles.	Id.	Oxelaere.
55	Delabarre.	Louis.	Ancien notaire.	Cassel.
56	De Smyttère.	Aimé.	Maire, propriétaire et Cons. gén.	Id.
57	Dehandschœwercker.	Aimé.	Notaire.	Id.
58	Morael.	Gustave.	Id.	Id.
59	Bollaert.	Auguste.	Propriétaire.	Id.
60	Marant.	Louis.	Id.	Id.
61	Bosquillon de Jenlis.	Octave.	Propriétaire et Cons. d'arrond.	Id.
62	Chevalier	Aimé.	Id.	Id.
		CANTON DE STEENVOORDE.		
63	Merchier.	Louis.	Propriétaire.	Steenvoorde.
64	Heem.	Henri.	Notaire et maire.	Id.
65	Mortier.	Charles.	Négociant.	Id.
66	Alexander.	Pierre-Louis-Joseph.	Notaire.	Id.
67	Verbèke.	Louis.	Négociant.	Id.

N.° d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
68	Bailleul.	Alponse.	Propriétaire	Steenvoorde.
69	Moreel.	Victor.	Id.	Eecke.
70	Muylle.	Pierre.	Rentier.	Steenvoorde.
71	Decanter.	Victorin.	Maire.	Boeschêpe.
72	Verriele.	Antoine-Barthelémy.	Id.	Winnezeele.
		ARRONDISSEMENT DE LILLE.		
		CANTON D'ARMENTIÈRES.		
1	Dansette.	Charles.	Filateur.	Armentières.
2	Léturgie.	Benoit.	Fabricant de toiles.	Id.
3	Desmazières.	Édouard.	Notaire.	Id.
4	Pouchain	Victor.	Fabricant et maire.	Id.
		CANTON DE LA BASSÉE.		
5	Delerue.	Fréderic.	Propriétaire.	La Bassée.
6	Leroy.	Louis-Eugène.	Maire.	Aubers.
7	Ybert.	Richard.	Docteur en médecine.	La Bassée.
8	Desurmont.	Louis.	Propriétaire.	Marquillies.
		CANTON DE CYSOING.		
9	Cocheteux.	Gustave-Adolphe.	Manufacturier.	Templeuve.
10	Bommart.	Anacharsis.	Notaire.	Id.
11	Poutrain.	François-J.-B.-Aimé.	Cultivateur.	Capelle.
12	Montaigne		Fabricant.	Cysoing.
		CANTON D'HAUBOURDIN.		
13	Venot.	Gustave.	Notaire.	Haubourdin.
14	Delboé.	Augustin.	Rentier.	Wavrin.
15	Verley.	Jules.	Négociant.	Haubourdin.
		CANTON DE LANNOY.		
16	Salembier.	Henri.	Maire.	Leers.
17	Carrez.	Aimé-Florent.	Id.	Baisieux.
		CANTON DE PONT-A-MARCQ.		
18	Chuffart.	Louis-Archange.	Maire.	Fretin.
19	Six.	Augustin.	Propriétare.	Pont-à-Marcq.
20	Favier fils.	Charles-François.	Cultivateur.	Ennevelin.
21	Valois.	Louis.	ropriétaire.	Thumeries.

N° d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON DE QUESNOY-SUR-DEULE.		
22	Gruson.	Jérome.	Cultivateur.	Quesnoy-sur-Deûle.
23	Melisse.	Louis-Auguste.	Adjoint.	Verlinghem.
24	Froidure.	Auguste.	Brasseur.	Comines.
		CANTONS DE ROUBAIX EST ET OUEST.		
25	Dellebecq-Desfontaines.	Florentin-Joseph.	Propriétaire.	Roubaix.
26	Scrépel-Roussel.	Baptiste.	Manufacturier.	Id.
27	Delattre.	Edouard	Entrepreneur.	Id.
28	Ternynck.	Henri.	Industriel.	Id.
29	Pluquet-Lepers.	Louis.	Maire.	Croix.
		CANTON DE SEGLIN.		
30	Caigniet.	Cyr-Louis.	Marchand de toiles.	Gondecourt.
31	Mortelecque.	Jules.	Fabricant de sucre.	Provin.
32	Guillemaud-Descloquement.	Claude.	Filateur.	Gondecourt.
33	Gambiez.	Charles.	Fabricant de toiles.	Carnin.
34	Leleu-Laden.	Louis.	Id.	Annœullin.
		CANTON DE TOURCOING-NORD.		
35	Ducatteau.	Pierre-François.	Adjoint.	Linselles.
36	Lefebvre.	Jean-Chrysostôme.	Fabricant d'huile.	Id.
37	Durif.	François-Constant.	Teilleur de lin.	Bousbecque.
38	Courouble.	Charles.	Teilleur de lin.	Bousbecque.
39	Labbe.	Charles-Guy.	Notaire.	Roncq.
		CANTON DE TOURCOING-SUD.		
40	Delemazure.	Auguste.	Fabricant.	Tourcoing.
41	Debuchy.	Charles.	Filateur.	Id.
42	Destombes.	Aristide.	Négociant.	Id.
43	Motte, fils.	Philippe.	Filateur de lin.	Id.
44	Varasse-Bourgeois.	Jules.	Id.	Mouveaux.
		CANTON DE LILLE-OUEST.		
45	Bonduelle-Lesaffre.		Distillateur.	Marquette
46	Lorent.	César.	Rentier.	r. de la Barre, Lille.
47	Bailly.	Richard.	Pépiniériste.	Lambersart.
48	Herbin.	Charles.	Maire.	Saint-André.
49	Hassebroucq.	Désiré.	Cultivateur.	Id.

N° d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON DE LILLE-CENTRE.		
50	Fontaine.		Chaudronnier.	La Madeleine.
51	Dupont.		Propriétaire et maire	Id.
52	Desbonnet.	Edouard.	Farinier.	Q. Basse-Deûle, Lille.
53	Schneider-Bouchée.		Négociant.	r. des Ponts-de-Comines.
54	Honnorat-Bocquet		Propriétaire.	r. Princesse, 38.
		CANTON DE LILLE-NORD-EST.		
55	Wannebroucq.	Louis.	Négociant.	r. de Paris, Lille.
56	Mariage.		Marchànd de toiles.	Lille.
57	Mauviez.	Aimé-Alexandre.	Docteur en médecine.	Mons-en-Barœul.
58	Crépy.		Fabricant d'huile.	Lille, r. Ban-de-Wedde
		CANTON DE LILLE-SUD-EST.		
59	Lefebvre.	Victor-Augustin-François.	Maire.	Lezennes.
60	Lorent.		Rentier.	r. d'Amiens, 19, Lille.
61	Gauche.		Propriétaire.	r. de Paris, 153, id.
62	Salez.		id.	r. d'Amiens, 1, id.
63	Baudouin.	Cyr-Louis-Lucien.	Négociant.	r. du Molinel, 153, id.
		CANTON DE LILLE-SUD-OUEST.		
64	Mille.	Adolphe.	Rentier.	r. des Bouchers, Lille.
65	Lefebvre.	Jules.	Notaire.	Boul. de la Liberté, id.
66	Humbert.	Emile-Jean-Baptiste.	Propriétaire.	id.
67	Bruneau.	Léopold.	Pharmacien.	r. de l'Hôp.-Militaire, id.
68	Beriot.	Jean-Baptiste.	Négociant.	r. de Douai, id.
69	Loyer, père.		Filateur.	r. F. N.-Dame, Wazemme.
		ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.		
		CANTON DE CAMBRAI-EST.		
1	Quinchon.	Léon.	Rentier.	Cambrai.
2	Dufrène.	Aubert.	Id.	Id.
3	Hardy.	Henri.	Médecin.	Id.
4	Demadre.		Rentier.	Id.
5	Pagniez.	Alexandre.	Négociant.	Id.
6	Charlet.	Charles.	Maire.	Thun-l'Évêque.
7	Cattelain.	Alfred.	Notaire.	Cambrai.
8	Vasseur.	Louis.	Agriculteur.	Ramillies.
9	Belgrand.	Charles.	Propriétaire.	Escaudœuvres.
10	Cattiaux.	François.	Cultivateur.	Cauroir.
11	Soyez.	Casimir.	Maire.	Naves.
12	Panien.	Pierre.	Propriétaire.	Iwuy.
13	Pluvinage.	Pierre.	Cultivateur.	Niergnies.
14	Boda.	Louis.	Propriétaire.	Etrun.
15	Fiévet.	Ferdinand.	Brasseur.	Iwuy.

N.° d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE
		CANTON DE CAMBRAI-OUEST.		
16	Mairesse.	Camille.	Brasseur.	Cambrai.
17	Dutemple.	Victor.	Propriétaire.	Id.
18	Crochon.	Cyrille.	Propr. et princ. clere de not.	Id.
19	Déjardin.	Adolphe.	Propriétaire.	Id.
20	Crepin.	Charles.	Maire et propriétaire.	Proville.
21	Parsy-Taverne.	Edouard.	Propriétaire.	Cambrai.
22	Bonnel.	Albert.	Maire et propriétaire.	Morenchies.
23	Rodriguez.	Césaire.	Id.	Sancourt.
24	Tribou.	Théophile-Amand-Constant.	Maire.	Hem-Lenglet.
25	Brabant.	Alphonse.	Propriétaire.	Morenchies.
		CANTON DE MARCOING.		
26	Chappelier.	Albin.	Filateur.	Masnières.
27	Dollez.	Hector.	Cultivateur.	Crévecœur.
28	Bedu.	Louis-Joseph.	Fabricant.	Villers-Ghislain
29	Anselin.	Nicolas.	Propriétaire.	Gonnelieu.
30	Van Capelle de Prémont.	Louis-Charles.	Id.	Villers-Ghislain.
31	Dupuich.	Fleury.	Notaire.	Gouzeaucourt.
32	Honoré.	Aimé.	Cultivateur.	Crévecœur.
33	Crapez, fils.	Louis.	Id.	Flesquières.
34	Lobry fils.	Jules.	Cultivat. et brasseur.	Villers-Plouich.
35	Durot.	Louis.	Cultivateur.	Honnecourt.
		CANTON DE CARNIÈRES.		
36	Telliez.	François.	Propriétaire.	Carnières.
37	Canonne.	Prospère	Maire.	Avesnes-lez-au-Bas.
38	Demaïl.	Larivier.	Id.	Fontaine-au-Pire.
39	Leduc.	François.	Id.	Estourmel.
40	Longatte.	Edouard.	Maire.	Béthencourt.
41	Dejardin.	Edouard.	Cultivateur.	Carnières.
		CANTON DE SOLESMES.		
42	Douay.	Désiré.	Maire.	St-Martin.
43	Macarez.	Émile.	Meunier.	Saint-Python.
44	Mascaux.	Charles.	Brasseur.	Saulzoir.
45	Richez.	Adrien.	Cultivateur.	Haussy.
46	Bracq.	Amedé.	Fabricant de sucre.	Vendegies.
47	Carlier.	Edwige.	Maire.	Solesmes.
48	Vallez	Nicolas.	Id.	Briastre.
		CANTON DU CATEAU.		
49	Collery-Colman		Propriétaire.	Le Cateau.
50	Harel.	Georges.	Ingénieur.	Id.
51	Cardon.	Pierre-François.	Propr. et maire.	Troisvilles.

N.° d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
52	Bricout-Danjou.		Propriétaire.	Montay.
53	Ponsin.	Charles.	Fabricant.	Câteau.
54	Bricout.	Léopold.	Propriétaire.	Câtillon.
55	Taisne.		Maire et fabricant.	Maurois.
56	Druon.	Valéry.	Propriétaire.	Câtillon.
57	Devaux-Carlier.	Alfred-Joseph.	Négociant.	Le Câteau.
58	Cottiau-Fieve.		Id.	Id.
		CANTON DE CLARY.		
59	Fontaine-Ducornet.	François.	Maire.	Caudry.
60	Tofflin.	Louis	Manufacturier.	Id.
61	Taisne.	Fenélon.	Notaire.	Id.
62	Quersin-Boniface.	Henri.	Fabricant de sucre.	Esnes.
63	Taisne.	Jean-Baptiste.	Brasseur.	Walincourt.
64	Décupère.	Alfred-Édouard.	Notaire, ad. au maire.	Clary.
65	Dolez.		Maire.	Caullery.
66	Bourlet.	Henri.	Adjoint au Maire.	Clary.
67	Herbet.	Ferdinand.	Propriétaire.	Bertry.
68	Casiez-Loncle.	Charles	March. de houblons.	Busigny.
69	Taisne.	Victor.	Maire.	Maretz.
70	Robert.	Hippolyte.	Docteur en médecine.	Ligny.
71	Louis, jeune.	Désiré.	Fabricant.	Maretz.
72	Simon.	Henri-Charles-Edmond.	Maire.	Villers-Outréaux.
		ARRONDISSEMENT D'AVESNES.		
		CANTON D'AVESNES-NORD.		
1	Georges.	Constant	Ancien maire.	Bas-Lieu.
2	Wagnier.	Célestin.	Maire et cultivateur.	Semousies.
3	Herbecq.	Théophile.	Brasseur.	Avesnes.
4	Dubois.	Victor.	Id.	Felleries.
5	Witrant.	Florent-Isidore.	Maire.	Taisnières-en-Thiérache
6	De Colnet.	Jules.	Id.	Dompierre.
7	Bronchart.	Louis.	Id.	St.-Hilaire.
		CANTON D'AVESNES-SUD.		
8	Evrard.	Célestin.	Cultivateur.	Avesnelles.
9	Piérart.	Gustave.	Notaire.	Avesnes
10	Maltaire-Lavandier.	François.	Négociant en laines.	Sains.
11	Hiroux.	Jules.	Filateur.	Id.
12	Foinne.	Charlemagne.	Propr., ancien Maire.	Haut-Lieu.
13	Lambert.	Félix.	Notaire.	Cartignies
14	Baudry.	Pierre-Joseph.	Maire.	Boulogne.

N° d'ordre.	NOMS	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON DE BAVAI.		
15	Carion.	Aimé.	Propriétaire.	Bellignies.
16	Marchand.	Alphonse.	Id.	Bavai.
17	Hennet.		Id.	Id.
18	Jean.	Maurice.	Rentier.	Lalongueville.
19	Crapez.	Anatole.	Mre de forges.	Bavai.
20	Ravaux.	Charles.	Rentier.	Id.
21	Lotteau.	Edouard.	Cultivateur.	Lalongueville
		CANTON DE BERLAIMONT.		
22	Mercier.	Achille.	Propriétaire.	Berlaimont.
23	Vitrant.	Narcisse.	Id.	Leval.
24	Lasne.	Norbert-Michel.	Maire.	Hargnies.
25	Mary.	Alfred.	Propriétaire.	Noyelles.
26	Mary.	Pierre.	Id.	Aymeries.
27	Eliez.	Amand.	Notaire.	Berlaimont.
28	Lasne.	Charles.	Brasseur.	Id.
		CANTON DE LANDRECIES.		
29	Soufflet.	François.	Propriétaire.	Forest.
30	Touillez.	Alfred.	Négociant en houblons	Landrecies.
31	Cingland.	Nicolas.	Propriétaire	Priches.
32	Gabet fils.	Édouard-Désiré.	Négociant en draps.	Landrecies.
33	Legrain.	Charles.	Notaire.	Id.
34	Pruvost.	Augustin.	Propriétaire.	Bousies.
35	Pauplaire.	Constant.	Maire.	Robersart.
		CANTON DE MAUBEUGE.		
36	Bayart.	Nicolas.	Propriétaire.	Maubeuge.
37	Tellier.	Célestin.	Négociant.	Villers-sire-Nicole.
38	Vautier.	Antoine.	Propriétaire.	Maubeuge.
39	Bernard.	Jules.	Négociant.	Recquignies.
40	Bottieau.	Honoré.	Notaire.	Maubeuge.
41	Colson.	Adolphe.	Cultivateur.	Limont-Fontaine.
42	Ouverlaux.	Hector.	Maire.	Colleret.
43	Favarcq.	Adolphe.	Propriétaire.	Maubeuge.
44	Hennequart.	Honoré.	Maire.	Marpent.
		CANTON DU QUESNOY-EST.		
45	Lefranc.	Jules.	Notaire.	Le Quesnoy.
46	Mathieu.	Auguste Célestin-Joseph.	Propriétaire.	Vendegies-au-Bois.
47	Legrain-Piette.	Charles-Boniface.	Id.	Le Quesnoy.

N° d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
48	Boulangé.	François.	Cultivateur et maire.	Salesches
49	Du Sartel.	Léon-Frémin.	Propriétaire.	Potelles.
50	Deparis-Sierin	Augustin.	Chaufournier.	Ghissignies.
51	Vaille.	Juvénal.	Id.	Englefontaine.
		CANTON DU QUESNOY-OUEST.		
52	Laurent.	Charles.	Cultivateur.	Villereau.
53	Manesse.	Thomas.	Propriétaire.	Frasnoy
54	Deswattine.	Thimothée.	Id.	Jenlain.
55	Fremaux.	Jean-Baptiste.	Cultivateur.	Maresches.
56	Demonteville.	Eugène.	Propriétaire.	Le Quesnoy.
57	Desenfant.	Martin.	Ancien notaire.	Gommegnies.
58	Dervaux.	Louis.	Maire.	Wargnies-le-Grand.
		CANTON DE SOLRE-LE-CHATEAU.		
59	Bernard.	Louis.	Adjoint.	Solre-le-Château.
60	Sohier.	Suger.	Propriétaire.	Id.
61	Michaux.	Louis.	Tanneur.	Id.
62	Duponchel, père.		Propriétaire	Sars-Poteries.
63	Payen.	Xavier.	Brasseur.	Cousolre
64	Plancq.		Maire.	Beaurieux.
65	Brogné.	Archange.	Propriétaire.	Id.
		CANTON DE TRÉLON.		
66	Azambre.	Ferdinand.	Notaire.	Fourmies.
67	Foucamprez.	Adèle.	Filateur.	Id.
68	Lebègue.	Camille.	Id.	Id.
69				
70	Mehaut.	Edmond.	Ancien notaire	Trélon.
71	Ansiaux.	François.	Brasseur.	
72	Legrand.	Auguste.	Filateur	Fourmies.
		ARRONDISSEMENT DE DOUAI.		
		CANTON D'ARLEUX.		
1	Bruneau.	François.	Cultivateur.	Féchain.
2	Brachelet.	Léon.	Id.	Cantin
3	Branque.	Pierre-Joseph.	Pharmacien	Lécluse.
4	D'Heursel.	Louis.	Propriétaire.	Gœulzin.
5	Lanvin.	Charles.	Fabricant de sucre.	Fressain.
6	Lepeuple	Edmond	Notaire et maire.	Arleux.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON DE DOUAI-NORD.		
7	De Guerne.	Frédéric.	Propriétaire	Douai.
8	Regnault.	Louis-Auguste-Joseph.	Notaire.	Id.
9	Galand.	Augustin.	Ancien notaire.	Id.
10	Larose.	Jean-Baptiste.	Cultivateur.	Coutiches.
11	Béhague.	Hyacinthe-Henri-Joseph.	Cultivateur.	Waziers.
12	Bagnéris.	Aimé-Raymond.	Docteur en médecine.	Douai.
13	Lachaume.	Hippolyte.	Construct. de machin.	Id.
14	Chapuis.	Louis.	Maître de verreries.	Frais-Marais-lez-Douai
15	Cardon.	Charles-Amand.	Notaire.	Douai.
16	Allard.	Henri.	Propriétaire.	Id.
17	Lespagnol.	Augustin.	Cultivateur.	Flines.
18	De la Phalecque.	Alexandre-Joseph-Victor.	Propriétaire.	Douai.
19	Anache.	Charles.	Médecin.	Sin.
20	D'Hespel.	Frédéric.	Propriétaire.	Douai.
21	Mangin.	Auguste.	Docteur en médecine.	Id.
22	Asselin.	Alfred.	Propriétaire.	Id.
23	De Guerne.	Gustave.	Id.	Id.
24	Leboucq de Castro.	Auguste-Amédée.	Id.	Waziers.
25	Preux fils.	Auguste.	Avocat-général.	Douai.
		CANTON DE DOUAI-OUEST.		
26	De Beaulieu.	Anatole.	Avocat.	Douai.
27	Rossignol, fils.	Gustave-Placide.	Id.	Id.
28	Lesens-Hayez.	Lucien-Marie.	Négociant.	Id.
29	Preux.	Auguste.	1er Prés. honoraire.	Id.
30	Danet.	Hypolite-Joseph-Marie.	Général du Génie.	Id.
31	Hiolain.	Théodore-Octave.	Propriétaire.	Id.
32	Evrard.	Joseph.	Chimiste.	Id.
33	D'Aoust (le marquis).	Jules-Edmond-Joseph.	Maire.	Cuincy.
34	Tarlier-Delcourt.	Alexandre.	Id.	Esquerchin.
35	Butruillé.	Emile-Augustin-Joseph.	Brasseur.	Douai.
36	Dejaeghère.	Léon-Gustave.	Id.	Id.
37	Dubruille.	Adolphe.	Cultivateur et ancien maire.	Raimbeaucourt.
38	Druon.	Edouard	Notaire.	Douai.
39	Dupont père.	Alfred.	Avocat.	Id.
40	De Baillencourt.	Charles.	Filateur de lin.	Id.
41	Paix.	Edmond.	Négociant.	Id.
		CANTON DE DOUAI-SUD.		
42	De Muyssart-des Obeaux	Paul-Louis.	Propriétaire et maire.	Montigny.
43	Dovillers.	Philibert.	Cultivateur.	Id.
44	Noché.	Alexandre-Stanislas.	Maire.	Ecaillon.
45	Jacquart.	Antoine-Désiré.	Cultivateur.	Dechy.
46	Hanotte.	Victor.	Adjoint.	Douai.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
47	Patoux, fils.	Charles.	Conseiller d'arrond.	Aniches.
48	Moreau.	Abel.	Peintre.	Douai.
49	Coppin-Lejeune.	Antoine.	Négociant.	Id.
50	Coupé-Gambier.	Henri-Auguste.	Maire.	Ferin.
51	Legrand.	Pierre François.	Propriétaire.	Douai.
52	De Campeau.	Edmond.	Propriétaire.	Id.
53	Cliquet.	André.	Brasseur.	Id.
54	De Bailliencourt.	Paul.	Notaire.	Id.
55	Dubus.		Négociant.	Id.
56	Mortreux, fils.		Notaire.	Id.
57	Rivière, fils.		Négociant.	Id.
58	Bagnéris.	Raymond.	Docteur en médecine.	Id.
59	Wagner.	Karl.	Distillateur.	Lewarde.
		CANTON DE MARCHIENNES.		
60	Lepeuple.	Louis.	Tanneur.	Marchiennes.
61	Pagniez-Charlon.	Louis-Adolphe.	Négociant.	Somain.
62	Lemaire.	Jules.	Maire.	Bruille.
63	Piedanna.	Edouard-Noël.	Médecin.	Marchiennes.
64	Dewalle.	Charles-Joseph.	Propriétaire.	Fenain.
65	Copin.	Pierre-Joseph.	Maire.	Hornaing.
		CANTON D'ORCHIES.		
66	Rogez.	Jean-Baptiste.	Maire.	Beuvry.
67	Desmoutiers.	Charles-Joseph.	Propriétaire.	Faumont.
68	Delplanque-Delinselle.		Id.	Nomain.
69	Warocquier.	Yves-Henri.	Notaire.	Orchies.
70	Bernard.	Liévin.	Notaire.	Id.
71	Simon.	Camille.	Cultivateur.	Auchy.
72	Debethune.	Constant.	Id.	Orchies.
		ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.		
		CANTON DE SAINT-AMAND (RIVE DROITE).		
1	André.	Louis-Antoine.	Cultivateur.	Bruille.
2	Dewez-Baligand.	Martial.	Fabricant.	Mortagne.
3	Leroy.	Edmond.	Propriétaire.	Raismes.
4	Dorchies.	Henri-Joseph.	Marchand de bois.	Saint-Amand.
5	Baudrin.	Joseph.	Id.	Raismes.
6	Delattre.	Achille.	Id	Id
7	Vadendriesse.	Louis-Placide.	Maire.	Hasnon
8	Lemer-Talment.	Louis.	Fabricant de sucre.	Saint-Amand.
9	Delerue.	Emile.	Id.	Raismes.
10	André.	Emile.	Brasseur.	Saint-Amand.
		CANTON DE SAINT-AMAND (RIVE GAUCHE).		
11	Liermin.	Louis.	Fermier et maire.	Rumegies.
12	Baligand.	Evariste.	Notaire.	Saint-Amand.

N os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
13	Mottez.	Paul.	Fabricant de sucre.	Saint-Amand.
14	Legrand.	Jean-Baptiste.	Fermier.	Lecelles.
15	Bouchard-Sterlin.	Casimir.	Brasseur.	Saint-Amand.
16	Naveteur.	Charles-Simon	Propriétaire.	Id.
17	Plichon-Havez.	Alexandre.	Fabricant.	Id.
18	Dorémieux-Dusart.	Alfred.	Id.	Id.
19	Barbieux.	Antoine.	Notaire.	Id.
20	Davaine.	Hyacinthe.	Propriétaire.	Id.
		CANTON DE BOUCHAIN.		
21	Coez-Scribe.	Furcy.	Propriétaire.	Abscon.
22	Crépin.	Auguste.	Maire	Denain.
23	Parent.	Désiré.	Propriétaire.	Haveluy.
24	Fauville.	Henri.	Fermier.	Lieu-Saint-Amand
25	Fauville.	Célestin.	Propriétaire.	Neuville.
26	Horion.	Iréné.	Brasseur.	Noyelle-sur-Selle.
27	Lahure.	Gustave.	Propriétaire.	Bouchain.
28	Bricout.	Jacques-Joseph.	Adjoint au maire.	Avesnes-le-Sec.
29	Lebret.	Paul.	Propriétaire.	Denain.
30	Cossiaux.	Henri.	Brasseur.	Haspres.
		CANTON DE CONDÉ.		
31	Cousin.	Charles-Louis-Joseph.	Fabricant de sucre.	Condé.
32	Defernez.	Cyprien-Désiré.	Propriétaire.	Hergnies.
33	Renard.	Léon.	Ingénieur civil.	Fresnes.
34	Cordier de Ribeauville.	Alfred.	Propriétaire.	Vieux-Condé.
35	Tassin.	Victorien.	Maire.	Crespin.
36	Castiau, fils.	Nestor.	Tanneur.	Condé.
37	Pureur.	Victor.	Brasseur.	Id.
38	Dervaux.	Ernest.	Industriel.	Vieux-Condé.
39	Martel.	Gaston.	Ex-notaire.	Condé
40	Wagrez.	Adolphe.	Maire.	Escaupont.
		CANTON DE VALENCIENNES-EST.		
41	Stiévenard.	Alexis.	Fabricant de sucre.	Curgies.
42	Dassonville.		Adjoint.	Quarouble.
43	Brabant.		Fabricant de sucre.	Onnaing.
44	Boulanger.		Brasseur.	Quiévrechain.
45	Giraud.	Alphonse.	Fabricant de sucre.	Marly.
46	Dracq-Dabancourt.		Négociant.	Valenciennes.
47	Dubois.	Henri.	Id.	Id.
48	Debeaugrenier.	Alfred.	Propriétaire.	Id.
49	Billiet.		Distillateur.	Marly.
50	Baudun.		Notaire.	Valenciennes.
51	Libert.		Cultivateur.	Sebourg.
52	Lelièvre.	Gustave.	Négociant.	Valenciennes.

N.os dordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON DE VALENCIENNES-NORD.		
53	Landrieux.	Henri.	Cultivateur.	Beuvrages.
54	Miroux.	Arthur.	Fabricant de sucre.	Anzin.
55	Quillacq.	Louis.	Industriel.	Id.
		CANTON DE VALENCIENNES-SUD.		
56	Mariage.	Jean-Baptiste.	Fabricant de sucre.	Thiant.
57	Sirot-Wagret.		Propriétaire.	Valenciennes.
58	Denis	Edouard.	Cultivateur.	Verchain-Maugré.
59	Leduc.	Hyacinthe.	Négociant.	Valenciennes.
60	Theillier.	Francois.	Conseiller d'arrond.	Hérin.
61	Lancelle.	Emmanuel.	Maire.	Moncheaux.
62	D'Haussey,	Jean-Baptiste.	Cultivateur.	Artres.
63	Leduc-Jacqmarcq.	Louis.	Id.	Id.
64	Dupont.	Paul.	Banquier.	Valenciennes.

Fait et arrêté en séance, le 26 août 1872, par les Membres du Conseil général, soussignés :

DANEL, *Président*, : MM. GUILLEMIN, LEVENT, EMOND, MARIE-SOUFFLET, BOULANGÉ, baron DE L'ÉPINE, DE CARNIÈRES, ROUEZ, CLAVON, STIÉVENART-BÉTHUNE, TELLIEZ, DUTEMPLE, SEYDOUX, CRÉPIN, MACAREZ, BILLET, MAURICE, FIÉVET, BOTTIN, DES ROTOURS, JOOS, DE COUSSEMAKER, LEMAIRE, TRYSTRAM, GOUSSARD, GOUDAERT, BERGEROT, LOTTHÉ, PLICHON, DESMYTTÈRE, JOETS DE METERSHOF, MASSIET DU BIEST, DUQUENNE, BECK, DANSETTE, J. BRAME, CHOMBART, C. DESCAT, général FAIDHERBE, J. DUTILLEUL, MORISSON, TESTELIN, DESMOUTIERS, L. DESROUSSEAUX, DEREGNAUCOURT, VAN DER STRAETEN-DESCAT, ROUSSEL-DEFONTAINE, J. LEURENT, Emile CARLIER, RENARD, Émile DELERUE, L. LEGRAND (de Lecelles), Édouard HAMOIR, DE MARSILLY, L. LEGRAND (de Valenciennes), H BERNARD, DELEPORTE-BAYART, LELEU, MAILLIET, *Secrétaire*.

TABLE DES MATIÈRES.

A

Pages.

Abattage prématuré des veaux..... 925
Affaire Armstrong. — Canons..... 768
Agents-Voyers. (V. Service vicinal, — personnel).
Aliénés.—Frais de transport. Dépenses arriérées 964
Aliénés.— Statistique.— Observations générales 785
Aliénés indigents..... 777
Allocution de M. le Préfet. (Voir Conseil général).
Animaux nuisibles. — Hannetonnage..... 824
Approfondissement des canaux..... 742-836
(Voir navigation. Travaux de perfectionnement.)
Architectes départementaux..... 735
Archives départementales et communales..... 770
Archives départementales. — Entretien..... 662
— Portefeuilles 662
Armement des douaniers et répression de la fraude 688
Armentières. (Voir Octroi).
— (Voir Asile d'aliénés)
— (Voir Société *des Enfants de la Lys*).
Asile d'aliénés d'Armentières.— Prix de pension. 882
— Transfèrement.. 884
Assistance judiciaire. — Frais de bureau..... 664
Assistance publique. — Questionnaire..... 1047
— — (V. enfants assistés, hospices et hôpitaux, dépôt de mendicité, secours).
Associations agricoles..... 763
Assurances. (V. Edifices communaux, églises, propriétés départementales).
Aveugles. (Voir Jeunes Aveugles, Sourds-Muets).

B

Banque de France.—Succursale à Cambrai. Vœu. 663
— Succursale à Douai.—Vœu 825
Batteries d'artillerie (V. affaire Armstrong, canons)
Belles actions..... 682
Bergues. — Concours d'animaux de boucherie.. 718
— (Voir Octroi).
Bibliothèque du Conseil général..... 795
Bibliothèques administratives..... 814
Bibliothèque militaire..... 683
Bon-Pasteur. (Voir Maison du).
Bourbourg-Campagne. (Voir Octroi).
Bourses. (Voir École Centrale, École Normale, Élèves sages-femmes, École d'irrigation de Lezardeau, Jeunes Aveugles, Maison de refuge du Bon-Pasteur).

Pages.

Budget de 1873.—Recettes et dép. 1053-1054-1059-1060
Bureaux de bienfaisance..... 890

C

Cadastre. — Situation des travaux. — Subventions aux communes..... 738
Caestre. (Voire foire aux chevaux).....
Caisses d'épargne..... 659-891
Caisse départementale des retraites. - Liquidation de pensions :
La veuve Strub..... 978
La dame Dubremoy, veuve Renard..... 979
M. Jougleux..... 979
M. Musin, receveur de l'asile d'aliénés d'Armentières..... 979
Cambrai (V. Banque de France, Chambre consultative et Chambre de commerce)..... 906
Canal de Bourbourg. — Dépôt d'une proposition. 675
Canal de Dunkerque à Furnes. — Vœu..... 855-925
Canaux. — Voir navigation intérieure.
Canons. — Voir affaire Armstrong.
Carte départementale..... 709
— — Demande de M. Wacquez-Lalo. 704-920
Carte de France du génie militaire..... 874
Casernes de gendarmerie. — Grosses réparations et travaux neufs..... 1040
Caserne de gendarmerie. — Roubaix. — Entretien, dépense arriérée..... 1040
Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai. — Erection en Chambre de commerce..... 906
Chambres consultatives d'agriculture..... 689
Chasse. (V. Police de la Chasse).
Chaussées en pavage ou en empierrement. — Comparaison des dépenses. — Tableau annexé..... 796-804
Chemins de fer. — Situation générale..... 816
— Vœux des Conseils d'arrondissement 801
— Proposition..... 816
— Demandes de gares et questions diverses..... 875-956
Chemins de fer divers. — Vote de conclusions ajournées.....
Chemins de fer — Convention entre le Nord et le Nord-Est..... 661-931-1015-1044
— Passage à niveau de la route 45. 875
— Déplacement de la gare de Valenciennes 875

Pages.

Chemins de fer. — Halte à Hachette. 875
— Ligne d'Orchies à Seclin 876
— Gare de Cousolre sur la ligne de Jeumont 879
— de Bapaume à Marcoing. — Demande en concession 958
— de Béthune à Roubaix-Tourcoing par Armentières. 929
— de Denain à Lourches. — Service de voyageurs. 797
— de Lille à Halluin 959
— de Somain à Tourcoing 1052
— de Maubeuge, par Avesnes et Etrœungt à la limite du département de l'Aisne. 799
— de Sôlre vers Beaumont. . . . 800
— de Valenciennes à Aulnoye. Mise en exploitation. 1052
Chemin de grande communication N° 49. — Plan d'alignement. — Traverse de Denain. 926
Chemin de grande communication N° 78. — Ceinture de Valenciennes. — Prolongement. . 928
Chemin de grande communication N° 38. — Demande de la ville d'Armentières. 748
Chemin de grande communication N° 62. — Traversée de Don. — Rectification. 751
Chemins de grande communication 948
Chemins vicinaux ordinaires (Voir tarif des prestations). 864-920
Chemins d'intérêt commun. 932
Chicorée. — Perception de la taxe. — Vœu. 689-717
Cluny. — Ecole normale de l'enseignement secondaire spécial. — Bourse. 974
Coalitions. — Vœu. 676-858
Colléges. — Inspection (Voir Lycées).
Colonie agricole de Saint-Bernard. — Commission de surveillance. 677
Colonie Agricole de Mesnil-Saint-Firmin 681
— de Mettray. 665
Comice agricole de Lille (Voir Associations agricoles. Exposition universelle de Vienne).
Commission départementale. — Rapport. . . . 648
— Frais de bureau 666
— Renouvellement 913-947
Commission historique 980
— des marchés 1061
— météorologique du département du Nord 979
Communications diverses (Voir Conseil général.)
Compte départemental de 1871 1053
Concierges de la Préfecture. — Traitement (Voir Préfecture).
Concierges des palais-de-justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes. — Traitement. 671

Pages.

Concours d'animaux de boucherie (Voir Bergues)
Concours spécial d'instruments agricoles à Valenciennes. 763
Conseils d'arrondissement. — Impression des délibérations. 670
Conseil général. — Allocution de M. le Préfet. . . 643
— Appel nominal. 641
— Deuxième session. — Fixation de sa date. 1013
— Indemnités pour la session. 985
— Bibliothèque. 702
— Communications diverses. 657-673-701-748-769-983
— Constitution et attributions des bureaux. 646-655
— Ajournement des rapports. — Observations 662
— Election d'un nouveau Membre. Vérification des pouvoirs 643-647
— Election des membres du bureau. 641-642
— Excuses 657-747-811
Fait personnel. — M. le Général Faidherbe. 642
— Fixation de séance. 724
— Ouverture et clôture de la session. 641-1061
— Règlement intérieur. 644-646-661-879
— Tableau à afficher dans la salle des séances. — Noms des rapporteurs. 701
— Tribune de la presse. 657-675-676-717
— Vœux présentés par des personnes étrangères. 770
Conseils d'hygiène et de salubrité. 793
Conseil de Préfecture. — Greffe. — Frais de bureau 670
Contributions directes. — Recouvrements. 996
— Répartement 737
— Frais de division de cotes 995
— (Voir taxe personnelle).
Correspondance administrative de M. le Préfet avec les membres du Conseil général. — Echange direct. — Vœu. 660-715
Coudekerque-Branche. — Etat-civil. — Création d'un deuxième bureau. 1049
Courses de chevaux à Lille. 713
Créances hypothécaires. — Vœu. 773-1041
Cultes. — Indemnités. — Suppléments de traitements. 703
Culture du tabac. 717
Cysoing (Voir marché aux bestiaux).

Pages.

D

Denain (Voir Octroi).
Dépenses imprévues 716
Dépôts et chambres de sûreté 666
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. — Dépense arriérée 685
Dépôt de sûreté de Cassel 667
Douai (Voir Banque de France, Ecole des maîtres mineurs, Faculté de droit, Octroi).
Douaniers (Voir Armement, Fraude, Répression).
Doulieu. — Demande de subside 815

E

École centrale. — Le jeune Detrois 682
École d'irrigation de Lezardeau. — Demande de bourse 770
École de maîtres mineurs à Douai 672
École de médecine et de pharmacie de Lille 740
École nationale d'arts et métiers de Châlons 762
École normale primaire. — Inspection (Voir Lycées).
École normale d'instituteurs et cours normal d'institutrices à Douai. — Bourses 977
École spéciale d'architecture à Paris 814
École spéciale des arts industriels de Lille 907-913
École vétérinaire d'Alfort 793
Édifices communaux. — Assurances contre l'incendie 713-824
Édifices départementaux. — Distributions d'eau. 736
Édifices départementaux de l'arrondissement d'Avesnes. — Réparations diverses 756
Édifices départementaux. — Casernement de la gendarmerie de Quesnoy 752
Édifices départementaux — Arrondissement d'Hazebrouck. — Dépenses arriérées 1048
Églises. — Demande de secours sur les fonds départementaux 743-1043
— Assurances contre l'incendie 709
— Travaux. — Subventions 682
Églises et presbytères. — Travaux. — Demandes de secours de l'État 705
Église de Landrecies 708
— Rousies. — Demande de secours .. 745-1051
Élections municipales. — Sections électorales ... 725
Élévation des eaux de la Basse-Deûle. (Vœu) 813
Élèves artistes 683-702
— Mlle Bilbaut-Vauchelet 701
Élèves sages-femmes. — Bourses 709
Enfants assistés 779-855
Épidémies 763

Pages.

Épizooties 689
— (Voir Typhus contagieux).
Estaires (Voir Octroi).
Établissements de bienfaisance. — Secours sur les fonds de l'Etat 1041
Établissement thermal de Saint-Amand 859
État-civil. (Voir tables décennales, Coudekerque-Branche).
— Cartonnage de registres. (Voir Tribunal d'Hazebrouck).
Exposition départementale d'agriculture 826
Exposition universelle de Vienne. — Demande de subside du Comice agricole de Lille 687

F

Facteurs ruraux 925
Faculté de droit de Douai. — Médailles et prix. 739
Feignies (Voir Hameau des Guides)
Flines-lès-Raches (Voir Octroi).
Foire aux chevaux (Steenwerck) 941
Foire aux chevaux et aux vaches. — Caestre 671
Foire aux chevaux. — Steenvoorde 672
Fonds d'abonnement (Voir Frais d'administration)
Fonds de non-valeurs et réimpositions pour 1871 . 965
Fournitures de guerre. — Procès. — Frais d'instruction 996
Fournitures aux mobilisés. — Crédit supplémentaire 997
Frais d'administration de la Préfecture et des Sous-Préfectures 695-812-961
Frais d'impression 669
— — Dépenses arriérées 670
Fraude. — Répression 688
Fresnes (Voir Marché aux bestiaux).

G

Gendarmerie. — Dépenses 694
— Dépenses arriérées 694
— Création de nouvelles brigades 694
— (Voir Casernes de gendarmerie, Édifices départementaux.)
Greffiers de Justice-de-paix. — Augmentation de traitement 688

H

Hameau des Guides. — Distraction 770
Hameau de Saint Pol. — Bureau électoral 1051
— (Voir Petite-Synthe.)
Hannetonnage (Voir Animaux nuisibles)
Hautmont (Voir Octroi).

Pages.

Hazebrouck (Voir Octroi).
Hospices et hôpitaux 774

I

Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum des centimes 1050
Industrie minérale 688
Inspection des pharmacies 794
Instruction primaire 971
— — Budget ordinaire 975
Instruction primaire obligatoire. — Vœu. 660-1044
Irrigations 724

J

Jeunes aveugles. — Institution spéciale de Paris. 890
— (Voir Sourds-Muets et Jeunes Aveugles).
Jury d'expropriation. — Liste 1014-1063
Justices de Paix (Voir Greffiers).

L

La Bassée (Voir Octroi).
La Chapelle d'Armentières (Voir Octroi).
La Madeleine (Voir Octroi).
Landrecies (Voir Eglise).
Le Câteau (Voir Octroi).
Lignes télégraphiques 983
Lille (Voir Ecole de médecine, Ecole spéciale des arts industriels, Lycées, Octroi, Tribunal).
Listes de recrutement. — Reliure. — Sous-Préfecture de Dunkerque 662
Loi sur les coalitions. — Révision. — Vœu ... 676-858
Loos. (Voir Octroi).
Louvroil (Voir Octroi).
Lycées, colléges et école normale primaire. — Inspection 739
Lycées. — Élèves boursiers départementaux ... 740
Lycée de Lille. — Bourses départementales 967

M

Maisons d'arrêt. — Entretien 677
— Grosses réparations 668
Maison d'arrêt de Cambrai. — Reconstruction 677
Maison de refuge du Bon-Pasteur 814
— Bourse départementale. 815
Malades indigents. — Subventions 685
— Secours 813
Manuel classique d'éducation 739
Manufactures (Voir Travail des enfants).
Marché aux bestiaux. — Cysoing 689

Pages.

Marché aux bestiaux. — Fresnes 671
Marcoing. — Bureau de poste. — Vœu 677
Maubeuge (Voir Octroi)
Mendicité. — Vœu 756
— (Voir Dépôt de).
Menues dépenses et frais de Parquet (Voir Tribunal de Lille).
Mesures de défense nationale. — Dépenses arriérées 663
Mobilisés (Voir Fournitures).
Monts-de-piété 980

N

Navigation intérieure 892
Navigation. — Taxes. (Vœu) 660
— Travaux de perfectionnement entre La Bassée et Dunkerque. — Proposition ... 712-836
Nivellement général du département 721

O

Octroi d'Armentières 737
— de la Bassée 733
— de Bergues 960
— de Bourbourg-Campagne 693
— du Câteau 881
— Denain 997
— Douai. — Modification du tarif. — Circulation des bières 1004
— d'Estaires 882
— Flines-lès-Raches 964
— d'Hautmont. — Prorogation 753
— d'Hazebrouck 967
— de La Chapelle-d'Armentières 967
— La Madeleine 998
— de Lille 999
— de Loos 1048
— de Louvroil 1048
— de Maubeuge 773
— de Roubaix 693
— de Valenciennes 736
Œuvre des orphelins de la guerre 683
Oiseaux de passage 905

P

Papier-monnaie. — Suppression. — Vœu 748
Pêche fluviale 905
Pensions. (Voir Caisse départementale des retraites, Service vicinal).
Petite-Synthe. — Hameau de St-Pol. — Vœu ... 943
Poids et mesures. — Vérification 733

Pages.

Police de la chasse.— Répression du braconnage— 826
Pompes à incendie..... 704
Ports maritimes..... 986
Postes (Voir Service des)
Préfecture. — Nouvel hôtel. — Achèvement...753-812
— Ancien hôtel. — Proposition d'acquisition..... 768
— Ancien hôtel. — Entretien 680
— Nouvel hôtel. — Entretien..... 681
— Logement de M. le Secrétaire-général. — Entretien..... 681
— Corps de garde..... 671
— Redevance pour prise d'eau..... 671
— Traitement des concierges..... — 671
— Entretien du mobilier..... — 722
Presbytères. (Voir Églises).
Prestations (Voir Tarif des).
Prisons départementales.—Indemnité de logement aux aumôniers— 669
— Indemnité de logement au directeur. 822
— (V. Maisons d'arrêt).—
Procès (Voir fournitures de guerre).
Propriétés départementales.—Frais d'assurances 670
Pyramides de Denain et de Cysoing. — Traitement des gardiens 671

R

Race chevaline..... 714
— (Voir Courses de chevaux, Société hippique).
Rapports. — Demandes d'ajournement (Voir Conseil général).
Régime pénitentiaire..... 687-769-859-913
Retraites. (Voir Caisse départementale des, Service vicinal).
Roubaix (Voir Caserne de gendarmerie).
— (Voir Octroi).
Rousies (Voir Église de).
Routes départementales..... 729
Route départementale N° 11..... 699
— N° 14.— Amélioration de la traversée des fortifications de Lille à la porte de Roubaix 728
— N° 21..... 699
— N° 23..... 699
Routes nationales..... 718

S

Sages-femmes (Voir Élèves sages-femmes).
Sains (Voir taxe des chiens).
Salubrité publique..... 826
Sapeurs-pompiers. — Secours..... 785
Secours en cas d'extrême misère..... 813
— Madame veuve Dupont..... 779-995
— M. Delarre..... 1049
— à d'anciens employés ou à leurs veuves, 978
— de route et moyens de transport aux voyageurs indigents..... 738
— mutuels (Voir Sociétés de).
Service hydraulique..... 901
Service des postes..... 757
— (Voir Facteurs ruraux, Marcoing.)
Service vicinal. — Personnel. — Caisse des retraites..... 964
Société d'Alsace-Lorraine. — Demande de subside..... 891-983
Société centrale de sauvetage des naufragés.... 703
— centrale de médecine..... 980
— de charité maternelle..... 776
— chorale, Enfants de la Lys, à Armentières 823
— générale des orphelinats agricoles..... 738
— de géographie de Paris..... 703
— hippique française..... 714
— humaine de Dunkerque..... 703
— de musique et orphéons..... 704
— de patronage des jeunes libérés..... 677
— des prêts au travail..... 685
— vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais. 793
Sociétés savantes. — Allocation de subsides.... 776
— de secours mutuels..... 823
Sourds-muets et jeunes aveugles..... 968
Sous-Préfecture d'Avesnes.— Grosses réparations 756
— Élévation de classe. 763-793
— Dépense arriérée.... 1041
Sous-Préfectures. — Entretien..... 667
— Mobilier, entretien ordinaire 669
— Grosses réparations..... 679
— Loyers..... 669
Sous-Préfecture de Cambrai.—Achat de mobilier 667
— d'Hazebrouck.—Renouvellement d'objets mobiliers..... 668
Steenwerck. — Foire aux chevaux..... 911
Steenvoorde id. 672
Sucres. — Impôt à la consommation 663
Syndicats de patrons et d'ouvriers..... 686

T

Tabacs. — Vœu (Voir Culture)..... 928-1041
Tables décennales de l'Etat-civil..... 964
Tarif des prestations 874
Taxations (Voir Travaux d'intérêt public).

	Pages.
Taxe personnelle. — Fixation	996
Taxe des chiens. — Commune de Saïns	940
Télégraphes. (Voir lignes télégraphiques).	
Travail des enfants dans les manufactures	832
Travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. — Taxations	664
Tribunal civil de Lille. — Création d'une troisième chambre	686
— Menues dépenses et frais de parquet	721
Tribunal d'Hazebrouck. — Registres de l'Etat-Civil. — Cartonnage	664
Tribunal de Commerce de Tourcoing	794
Tribunaux de Commerce. — Révision des listes d'électeurs	999
Tribunaux. — Menues dépenses et frais de parquet	664
— Loyers	666
— Entretien des bâtiments	666
— Grosses réparations	679
— Mobilier	678
Tribunaux de Lille. — Mobilier	667
Tribune de la Presse (Voir Conseil général).	
Typhus contagieux	909-917

V

Vaccine	741
Valenciennes (Voir Octroi).	
Vérification des poids et mesures	733
Vœux divers :	
(Voir Caisses d'épargne).	
(— Navigation. — Taxes).	
(— Instruction primaire obligatoire).	
(— Correspondance administrative. — Échange direct)	
(— Banque de France. — Succursale à Cambrai).	
(— — — Succursale à Douai).	
(— Marcoing. — Bureau de poste).	
(— Fraude. — Répression. — Réarmement des douaniers).	
(— Chicorée. — perception de la taxe).	
(— Édifices communaux. — Assurances).	
(— Papier-monnaie. — Suppression).	
(— Mendicité).	
(— Créances hypothécaires).	
(— Élévation des eaux de la Basse-Deûle).	
(— Facteurs ruraux).	
(— Coalitions, révision de la loi).	
(— Canal de Dunkerque à Furnes).	
(— Tabacs).	
Vœux présentés par des personnes étrangères au Conseil général. (Voir Conseil général).	
Voyageurs indigents. (Voir Secours de route).	

Y

Yacht-club du Nord	702

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

TABLE DES MATIERES CONTENUES DANS LE RAPPORT.

A

Abattage prématuré des veaux
Aliénés. - Asiles de Bailleul et d'Armentières
Aliénés. - Frais de transport. - Dépenses arriérées
Aliénés. - indigents
Aliénés. - Statistique
Animaux nuisibles. - Hannetonnage
Archives départementales, communales, hospitalières
Archives départementales. - Entretien
Archives départementales. - Achat de portefeuilles
Armentières. - Société chorale des Enfants de la Lys. - Demande de subside
Armentières. - Voir service des postes.
Asile d'aliénés d'Armentières. - Prix de pension
Asile d'aliénés d'Armentières. - Projet de déplacement
Assistance publique. - Questionnaire
Associations agricoles
Avesnes. - Dépenses arriérées. (Voir sous-préfecture)
Aveugles (jeunes). - Institution spéciale de Paris

B

Belles actions
Bergues. - Concours d'animaux de boucherie
Béthencourt. - Achèvement de l'église. - Demande de secours
Bibliothèques administratives
Bibliothèque militaire
Budget ordinaire de 1873
Bureau d'assistance judiciaire
Bureaux de bienfaisance

C

Cadastre. - Situation des travaux. - Subventions aux communes
Caëstre. - Rétablissement de deux foires aux chevaux et aux vaches
Caisse départementale des retraites - Liquidation de la pension de la dame Dubremoy, veuve Renard
Caisse départementale des retraites - Liquidation de la pension de M. Jougleux, ag.-voyer
Caisse départementale des retraites - Liquidation de la pension de M. Musin, receveur de l'Asile d'aliénés d'Armentières
Caisse départementale des retraites - Liquidation de la pension de la veuve Strub
Caisses d'épargnes, 1870-1871
Canaux (Voir navigation intérieure)
Cantaing. - Restauration de l'église. - Demande de secours
Carte du département par arrondissement
Casernes de gendarmerie. - Entretien
Casernes de gendarmerie. - Grosses réparations et travaux neufs
Caserne de gendarmerie du Quesnoy. - Stalles des écuries
Chambres consultatives d'agriculture
Chambre consultative des Arts et Manufactures de Cambrai. - Projet d'érection en Chambre de Commerce
Chemins de fer
Chemins de fer. - Nouvelles lignes demandées
Chemin de fer de Denain à Lourches. - Service de voyageurs
Chemins de grande communication. - Etat et situation de l'exercice 1871
Chemin de grande communication N° 49, de Denain à Mastaing. - Plan d'alignement dans la traverse de Denain
Chemin de grande communication N° 78. - Ceinture de Valenciennes. - Prolongement
Chemins de grande communication. - Empierrements et pavages (Voir routes départementales)
Chemin d'intérêt commun. - Service général
Chemins d'intérêt commun. - Demandes de classement
Chemins d'intérêt commun N^{os} 41, 50 et 112. - Entretien. - Désignation des communes intéressées. - Répartition proportionnelle des dépenses
Chemin d'intérêt commun N° 86, du Quesnoy au Câteau. - Traverse de Montay, - Règlement d'alignement
Chemin d'intérêt commun N° 93. - Redressement et élargissement aux territoires d'Emmerin et de Wattignies
Chemin d'intérêt commun N° 11 de Douai à Roost-Warendin. - Aqueduc sur la rigole royale. - Reconstruction et entretien. - Répartition des dépenses
Chemins d'intérêt commun N° 38, de Berlaimont au Préseau, et N° 60 de Villers-Pol à Valenciennes. - Répartition des dépenses
Chemin d'intérêt commun N° 109, dit de Ceinture de Douai. - Entretien. - Répartition des dépenses
Chemins vicinaux. - Achèvement
Chemins vicinaux. - Compte d'emploi des fonds départementaux. - Budget ordinaire
Chemins vicinaux. - Compte d'emploi du fonds subventionnel
Chemins vicinaux. - Etat comparatif de la situation contributive des sept arrondissements du département dans le fonds subventionnel
Chemins vicinaux. - Etat des cotisations communales pour la construction et l'entretien
Chemins vicinaux. - Etat comparatif, par arrondissement, des dépenses effectuées jusqu'à la clôture de l'exercice 1871, pour construction, entretien et grosses réparations
Chemins vicinaux ordinaires
Chemins vicinaux de grande communication
Chemins vicinaux de Tarif des prestations
Colonie agricole de Mesnil-Saint-Firmin
Colonie agricole de Mettray
Colonie agricole de Saint-Bernard. - Commission de surveillance
Commission départementale (V. Conseil général)
Commission historique
Commission météorologique du département du Nord
Compte des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 1871
Concierges de la Préfecture
Concours spécial d'instruments agricoles, nouveaux et perfectionnés
Conseils d'arrondissement. - Analyse des voeux
Conseils d'arrondissement. - Impression des délibérations
Conseil de préfecture. - Frais de bureau et menues dépenses du greffe
Conseils d'hygiène et de salubrité
Conseil général. - Commission départementale. - Frais de bureau
Conseil général. - Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre élu
Contributions directes - Recouvrements
Contributions directes de 1873. - Répartement
Coudekerque-Branche. - Demande de création d'un bureau d'Etat-Civil
Courses de chevaux
Cultes
Culture du tabac
Cysoing. - Marchés aux bestiaux

D

Dépenses imprévues
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon
Dépôt de mendicité de Dépenses arriérées
Dépôts et chambres de sûreté
Dépôt de sûreté de Cassel

E

Ecole centrale des arts et manufactures. - Le jeune Detrois
Ecole de Cluny. - Concession d'une bourse
Ecole de maîtres mineurs, à Douai
Ecole de médecine et de pharmacie de Lille
Ecole nationale d'Arts et Métiers de Châlons
Ecole normale. (Voir Instruction primaire).
Ecole pratique d'irrigation et de drainage du Lezardeau
Ecoles professionnelles, industrielles et commerciales. - Enquête faite par le Directeur des travaux municipaux de Lille
Ecole spéciale des Arts industriels de Lille
Ecole spéciale d'architecture à Paris
Ecole vétérinaire d'Alfort
Edifices départementaux. - Abonnements aux distributions d'eau
Edifices départementaux de l'arrondissement d'Avesnes. - Réparations diverses
Edifices départementaux de l'arrondissement d'Hazebrouck. - Dépenses arriérées
Eglises et presbytères. - Secours sur les fonds de l'Etat
Eglises et presbytères. - Rapport supplémentaire
Eglises. - Demandes de secours sur les fonds du département
Eglises. - Travaux de construction et d'agrandissement. - Secours alloués sur les fonds du département. - 2e annuité
Elections municipales. - Sections électorales
Elections. (Voir Conseil général).
Elèves artistes
Elèves artistes Le jeune Queulain
Elèves sages-femmes
Emprunt départemental de 15 millions
Emprunts départementaux. - Recette au budget de 1873
Enfants assistés. - Situation du service
Enfants assistés. - Renseignements complémentaires
Epidemies
Epizooties
Estourmel. - Chemin vicinal du réseau subventionné. - Dépense supplémentaire. - Demande de secours
Etablissements de bienfaisance. - Secours sur les fonds de l'Etat
Etablissement d'une succursale de la Banque de France à Douai
Etablissement thermal de Saint-Amand
Etablissement thermal de Saint-Amand - Bail de la portion de forêt y annexée
Exposition départementale d'agriculture
Exposition universelle de Vienne. - Demande de subside du Comice agricole de l'arrondissement de Lille

F

Faculté de droit de Douai. - Distribution de médailles et prix
Feignies. - Hameau des Guides. - Demande de la commune de Neuf-Mesnil en réunion de ce hameau à son territoire
Fixation de la taxe personnelle
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1871
Frais d'administration de la Préfecture et des Sous-Préfectures
Frais d'impression
Frais d'impression - Dépenses arriérées
Fresnes. - Marché aux bestiaux

G

Gendarmerie. - Dépenses
Gendarmerie. - Dépenses arriérées
Greffe du tribunal civil d'Hazebrouck. - Cartonnage des registres de l'état-civil. - Demande d'allocation

H

Haucourt. - Demande de secours pour église
Hospices et hôpitaux

I

Impositions communales extraordinaires. - Fixation du maximum des centimes
Impositions extraordinaires départementales
Industrie minérale
Inspection académique. - Frais de bureau
Inspection des pharmacies
Institut industriel, agronomique et commercial. - Création projetée à Lille
Instruction primaire
Instruction primaire - Ecole normale d'instituteurs et Cours normal d'institutrices, à Douai
Irrigations

J

Jury d'expropriation
Justices de paix. - Traitement des greffiers

L

La Chapelle-d'Armentières (Voir octroi).
Landrecies. - Eglise communale. - Dégats causés par l'ennemi. - Réparations. - Demande de secours
Lignes télégraphiques
Listes de recrutement. - Frais de reliure
Loos (Voir Octroi)
Lycées, colléges et école normale primaire. - Inspection
Lycées. - Elèves boursiers départementaux
Lycée de Lille. - Bourses départementales

M

Maison d'arrêt de Cambrai
Maisons d'arrêt. - Entretien
Maisons d'arrêt. - Grosses réparations
Maison de refuge du Bon-Pasteur
Maison de refuge du Bon-Pasteur - Attribution d'une bourse départementale
Malades indigents. - Subventions
Maubeuge (Voir octroi).
Menues dépenses et frais de parquet de la cour d'assises, des tribunaux, justices de paix et tribunaux de police

Mesures de défense nationale. - Dépenses arriérées
Mesures de défense nationale. - Dépenses relatives à l'instruction judiciaire et aux procès
Monts-de-piété
N
Navigation intérieure
Nivellement général du département
O
Octrois. - Tarifs et règlements. - Prorogation et révision
Octroi. - La Chapelle-d'Armentières. - Prorogation
Octroi. - Loos. - Prorogation avec modification
Octroi. - Maubeuge. - Prorogation et révision
OEuvre des orphelins de la guerre
P
Police de la chasse - Répression du braconnage
Pompes à incendie
Ports maritimes
Préfecture. - Ancien hôtel. - Entretien
Préfecture. - Nouvel hôtel
Préfecture. - Nouvel hôtel - Entretien des bâtiments
Préfecture. - Nouvel hôtel - Entretien du mobilier
Préfecture. - Nouvel hôtel - Logement de M. le Secrétaire-Général
Préfecture. - Corps-de-garde
Produits éventuels extraordinaires
Prisons départementales. - Indemnité de logement aux aumôniers
Prisons départementales. - Indemnité de logement au Directeur
Propriétés départementales. - Frais d'assurances
R
Race chevaline
Rapports des chefs de service.
Rapport sur les chemins de fer
Rapport sur les chemins de fer d'intérêt local
Rapport sur le service du chemin de fer du Nord
Rapport sur les chemins vicinaux de grande communication
Rapport sur les chemins vicinaux ordinaires
Rapport sur l'industrie minérale
Rapport sur l'instruction primaire
Rapport sur la navigation de la Belgique vers Paris
Rapport sur la situation et les besoins du service des voies navigables du Nord en juillet 1872
Rapport sur les ports, phares et balises du Nord
Rapport sur les routes départementales
Rapport sur les routes nationales
Rapport sur le nivellement général du département
Rapport sur la salubrité publique
Rapport sur le service hydraulique
Rapport sur le travail des enfants
Rapport sur les enfants assistes
Redevance pour une prise d'eau dans un canal communal
Régime pénitentiaire. - Enquête
Rôles auxiliaires et avertissements y relatifs
Roubaix. - Caserne de gendarmerie. - Dépense arriérée
Routes départementales
Routes départementales et chemins de grande communication. - Empierrements et pavages
Route départementale N° 14. - Amélioration dans la traversée des fortifications de Lille à la porte de Roubaix
Routes nationales
S
Salubrité publique
Sapeurs-Pompiers. - Secours
Sapeurs-Pompiers. - Secours. - La V^{e} Bisiau
Secours à d'anciens employés et à leurs veuves
Secours aux malades indigents
Secours de route et moyens de transport aux voyageurs indigents
Secours en cas d'extrême misère
Secours (Demande de) de la veuve Dupont (Voir travail des enfants dans les manufactures)
Service hydraulique
Service des poids et mesures
Service des postes
Service des postes - Bureau d'Armentières
Service vicinal. - Personnel. - Caisse des retraites
Société d'Alsace-Lorraine. - Demande de subside
Société centrale de médecine
Société centrale de sauvetage des naufragés
Société de charité maternelle
Société de géographie de Paris. - Demande de souscription
Société hippique française. - Demande de subside
Société humaine de Dunkerque
Sociétés de musique et d'orphéons
Société de patronage des jeunes libérés
Société générale de patronage des orphelinats agricoles
Société des prêts au travail
Sociétés savantes. - Allocation de subsides
Sociétés de secours mutuels
Société vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais
Sourds-muets et jeunes aveugles
Sous-Préfectures. - Entretien
Sous-Préfectures. - Grosses réparations
Sous-Préfectures. - Loyers
Sous-Préfectures. - Mobilier. - Entretien ordinaire
Sous-Préfecture d'Avesnes. - Elévation de classe
Sous-Préfecture d'Avesnes. - Réparation de mobilier
Sous-Préfecture d'Avesnes. - Dépenses arriérées

Sous-Préfecture d'Avesnes. - Réparations de la toiture du logement du concierge
Sous-Préfecture de Cambrai - Achat de mobilier
Sous-Préfecture de Dunkerque - Renouvellement d'objets mobiliers
Sous-Préfecture d'Hazebrouck. - Renouvellement d'objets mobiliers
Steenwerck. - Foire aux chevaux. - Changement de date
Steenvoorde. - Création de deux foires aux chevaux
T
Tableau synoptique des résultats de l'enquête faite par le Directeur des travaux municipaux de Lille sur l'organisation des principales écoles professionnelles, industrielles et commerciales du Nord de la France, de l'Alsace et de la Belgique
Tables décennales de l'état-Civil
Taxation pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers
Taxe sur les chiens
Tourcoing. - Tribunal de commerce
Traitement des architectes départementaux
Traitement des concierges des Palais-de-Justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes
Traitement des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing
Travail des enfants dans les manufactures. - Inspection
Travail des enfants dans les manufactures. - Demande de secours de la dame Dupont, veuve d'un ancien inspecteur
Travaux communs. - Secours du département
Tribunaux. - Entretien des bâtiments
Tribunaux. - Grosses réparations
Tribunaux. - Loyers
Tribunaux. - Mobilier
Tribunaux de Lille. - Mobilier
Tribunal civil de Lille. - Création d'une 3e chambre
Tribunaux de commerce. - Révision des listes d'électeurs
Typhus contagieux. - Dépenses
V
Vaccine
Voeux des Conseils d'arrondissement (analyse)
Y
Yacht-Club du Nord

TABLE DES MATIERES.

A
Abattage prématuré des veaux
Affaire Armstrong. - Canons
Agents-Voyers. (V. Service vicinal, - personnel)
Aliénés. - Frais de transport. Dépenses arriérées
Aliénés. - Statistique. - Observations générales
Aliénés indigents
Allocution de M. le Préfet. (Voir Conseil général)
Animaux nuisibles. - Hannetonnage
Approfondissement des canaux
(Voir navigation. Travaux de perfectionnement.)
Architectes départementaux
Archives départementales et communales
Archives départementales. - Entretien
Archives départementales. - Portefeuilles
Armement des douaniers et répression de la fraude
Armentières. (Voir Octroi).
Armentières. (Voir Asile d'aliénés)
Armentières. (Voir Société des *Enfants de la Lys*)
Asile d'aliénés d'Armentières. - Prix de pension
Asile d'aliénés d'Armentières. - Transferement
Assistance judiciaire. - Frais de bureau
Assistance publique. - Questionnaire
Assistance publique. - (V. enfants assistés, hospices et hôpitaux, dépôt de mendicité, secours).
Associations agricoles
Assurances. (V. Edifices communaux, églises, propriétés départementales).
Aveugles. (Voir Jeunes Aveugles, Sourds-Muets).
B
Banque de France. - Succursale à Cambrai. Voeu
Banque de France. - Succursale à Douai. - Voeu
Batteries d'artillerie (V. affaire Armstrong, canons)
Belles actions
Bergues. - Concours d'animaux de boucherie
Bergues. - (Voir Octroi).
Bibliothèque du Conseil général
Bibliothèques administratives
Bibliothèque militaire
Bon-Pasteur. (Voir Maison du).
Bourbourg-Campagne. (Voir Octroi).
Bourses. (Voir Ecole Centrale, Ecole Normale, Elèves sages-femmes, Ecole d'irrigation de Lezardeau, Jeunes Aveugles, Maison de refuge du Bon-Pasteur).
Budget de 1873. - Recettes et dép.
Bureaux de bienfaisance
C
Cadastre. - Situation des travaux. - Subventions aux communes
Caestre. (Voire foire aux chevaux)
Caisses d'épargne
Caisse départementale des retraites. - Liquidation de pensions:
La veuve Strub
La dame Dubremoy, veuve Renard
M. Jougleux
M. Musin, receveur de l'asile d'aliénés d'Armentières
Cambrai (V. Banque de France, Chambre consultative et Chambre de commerce)
Canal de Bourbourg. - Dépôt d'une proposition
Canal de Dunkerque à Furnes. - Voeu
Canaux. - Voir navigation intérieure.
Canons. - Voir affaire Armstrong
Carte départementale

Carte départementale - Demande de M. Wacquez-Lalo
Carte de France du génie militaire
Casernes de gendarmerie. - Grosses réparations et travaux neufs
Caserne de gendarmerie. - Roubaix. - Entretien, dépense arriérée
Chambre consultative des arts et manufactures de Cambrai. - Erection en Chambre de commerce
Chambres consultatives d'agriculture
Chasse. (V. Police de la Chasse).
Chaussées en pavage ou en empierrement. - Comparaison des dépenses. - Tableau annexé
Chemins de fer. - Situation générale
Chemins de fer. - Voeux des Conseils d'arrondissement
Chemins de fer. - Proposition
Chemins de fer. - Demandes de gares et questions diverses
Chemins de fer divers. - Vote de conclusions ajournées
Chemins de fer - Convention entre le Nord et le Nord-Est
Chemins de fer - Passage à niveau de la route 45
Chemins de fer - Déplacement de la gare de Valenciennes
Chemins de fer. - Halte à Hachette
Chemins de fer. - Ligne d'Orchies à Seclin
Chemins de fer. - Gare de Cousolre sur la ligne de Jeumont
Chemins de fer de Bapaume à Marcoing. - Demande en concession
Chemins de fer de Béthune à Roubaix-Tourcoing par Armentières
Chemins de fer de Denain à Lourches. - Service de voyageurs
Chemins de fer de Lille à Halluin
Chemins de fer de Somain à Tourcoing
Chemins de fer de Maubeuge, par Avesnes et Etroeungt à la limite du département de l'Aisne
Chemins de fer de Sôlre vers Beaumont
Chemins de fer de Valenciennes à Aulnoye. Mise en exploitation
Chemin de grande communication N° 49. - Plan d'alignement. - Traverse de Denain
Chemin de grande communication N° 78. - Ceinture de Valenciennes. - Prolongement
Chemin de grande communication N° 38. - Demande de la ville d'Armentières
Chemin de grande communication N° 62. - Traversée de Don. - Rectification
Chemins de grande communication
Chemins vicinaux ordinaires (Voir tarif des prestations)
Chemins d'intérêt commun
Chicorée. - Perception de la taxe. - Voeu
Cluny. - Ecole normale de l'enseignement secondaire spécial. - Bourse
Coalitions. - Voeu
Colléges. - Inspection (Voir Lycées).
Colonie agricole de Saint-Bernard. - Commission de surveillance
Colonie Agricole de Mesnil-Saint-Firmin
Colonie Agricole de Mettray
Comice agricole de Lille (Voir Associations agricoles. Exposition universelle de Vienne).
Commission départementale. - Rapport
Commission départementale. - Frais de bureau
- Renouvellement
Commission historique
Commission des marchés
Commission météorologique du département du Nord
Communications diverses (Voir Conseil général.)
Compte départemental de 1871
Concierges de la Préfecture. - Traitement (Voir Préfecture).
Concierges des palais-de-justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes. - Traitement
Concours d'animaux de boucherie (Voir Bergues)
Concours spécial d'instruments agricoles à Valenciennes
Conseils d'arrondissement. - Impression des délibérations
Conseil général. - Allocution de M. le Préfet
Conseil général. - Appel nominal
Conseil général. - Deuxième session. - Fixation de sa date
Conseil général. - Indemnités pour la session
Conseil général. - Bibliothèque
Conseil général. - Communications diverses
Conseil général. - Constitution et attributions des bureaux
Conseil général. - Ajournement des rapports. - Observations
Conseil général. - Election d'un nouveau Membre. Vérification des pouvoirs
Conseil général. - Election des membres du bureau
Conseil général. - Excuses
Conseil général. - Fait personnel. - M. le Général Faidherbe
Conseil général. - Fait personnel. - Fixation de séance
Conseil général. - Fait personnel. - Ouverture et clôture de la session
Conseil général. - Fait personnel. - Règlement intérieur
Conseil général. - Fait personnel. - Tableau à afficher dans la salle des séances - Noms des rapporteurs
Conseil général. - Fait personnel. - Tribune de la presse
Conseil général. - Fait personnel. - Voeux présentés par des personnes étrangères
Conseils d'hygiène et de salubrité
Conseil de Préfecture. - Greffe. - Frais de bureau
Contributions directes. - Recouvrements
Contributions directes. - Répartement
Contributions directes. - Frais de division de cotes
Contributions directes. - (Voir taxe personnelle).
Correspondance administrative de M. le Préfet avec les membres du Conseil général. - Echange direct. - Voeu
Coudekerque-Branche. - Etat-civil. - Création d'un deuxième bureau
Courses de chevaux à Lille
Créances hypothécaires. - Voeu
Cultes - Indemnités. - Suppléments de traitements
Culture du tabac
Cysoing (Voir marché aux bestiaux).

D

Denain (Voir Octroi).
Dépenses imprévues
Dépôts et chambres de sûreté

Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. - Dépense arriérée
Dépôt de sûreté de Cassel
Douai (Voir Banque de France, Ecole des maîtres mineurs, Faculté de droit, Octroi).
Douaniers (Voir Armement, Fraude, Répression).
Doulieu. - Demande de subside

E

Ecole centrale. - Le jeune Detrois
Ecole d'irrigation de Lezardeau. - Demande de bourse
Ecole de maîtres mineurs à Douai
Ecole de médecine et de pharmacie de Lille
Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons
Ecole normale primaire. - Inspection (Voir Lycées).
Ecole normale d'instituteurs et cours normal d'institutrices à Douai. - Bourses
Ecole spéciale d'architecture à Paris
Ecole spéciale des arts industriels de Lille
Ecole vétérinaire d'Alfort
Edifices communaux. - Assurances contre l'incendie
Edifices départementaux. - Distributions d'eau
Edifices départementaux de l'arrondissement d'Avesnes. - Réparations diverses
Edifices départementaux. - Casernement de la gendarmerie de Quesnoy
Edifices départementaux. - Arrondissement d'Hazebrouck. - Dépenses arriérées
Eglises. - Demande de secours sur les fonds départementaux
Eglises. - Assurances contre l'incendie
Eglises. - Travaux. - Subventions
Eglises et presbytères. - Travaux. - Demandes de secours de l'Etat
Eglise de Landrecies
Eglise de Rousies. - Demande de secours
Elections municipales. - Sections électorales
Elevation des eaux de la Basse-Deûle. (Voeu)
Elèves artistes
Elèves artistes - M^lle Bilbaut-Vauchelet
Elèves sages-femmes. - Bourses
Enfants assistés
Epidémies
Epizooties
Epizooties (Voir Typhus contagieux).
Estaires (Voir Octroi).
Etablissements de bienfaisance. - Secours sur les fonds de l'Etat
Etablissement thermal de Saint-Amand
Etat-civil. (Voir tables décennales, Coudekerque-Branche).
Etat-civil. - Cartonnage de registres. (Voir Tribunal d'Hazebrouck).
Exposition départementale d'agriculture
Exposition universelle de Vienne. - Demande de subside du Comice agricole de Lille

F

Facteurs ruraux
Faculté de droit de Douai. - Médailles et prix
Feignies (Voir Hameau des Guides)
Flines-les-Raches (Voir Octroi).
Foire aux chevaux (Steenwerck)
Foire aux chevaux et aux vaches. - Caestre
Foire aux chevaux. - Steenvoorde
Fonds d'abonnement (Voir Frais d'administration)
Fonds de non-valeurs et réimpositions pour 1871
Fournitures de guerre. - Procès. - Frais d'instruction
Fournitures aux mobilisés. - Crédit supplémentaire
Frais d'administration de la Préfecture et des Sous-Préfectures
Frais d'impression
Frais d'impression - Dépenses arriérées
Fraude. - Répression
Fresnes (Voir Marché aux bestiaux).

G

Gendarmerie. - Dépenses
Gendarmerie. - Dépenses arriérées
Gendarmerie. - Création de nouvelles brigades
Gendarmerie. - (Voir Casernes de gendarmerie, Edifices départementaux.)
Greffiers de Justice-de-paix. - Augmentation de traitement

H

Hameau des Guides. - Distraction
Hameau de Saint Pol. - Bureau électoral
Hameau de Saint Pol. - (Voir Petite-Synthe.)
Hannetonnage (Voir Animaux nuisibles)
Hautmont (Voir Octroi).
Hazebrouck (Voir Octroi).
Hospices et hôpitaux

I

Impositions communales extraordinaires. - Fixation du maximum des centimes
Industrie minérale
Inspection des pharmacies
Instruction primaire
Instruction primaire - Budget ordinaire
Instruction primaire obligatoire. - Voeu
Irrigations

J

Jeunes aveugles. - Institution spéciale de Paris
Jeunes aveugles. - (Voir Sourds-Muets et Jeunes Aveugles).
Jury d'expropriation. - Liste
Justices de Paix (Voir Greffiers).

L

La Bassée (Voir Octroi).
La Chapelle d'Armentières (Voir Octroi).

La Madeleine (Voir Octroi).
Landrecies (Voir Eglise).
Le Câteau (Voir Octroi).
Lignes télégraphiques
Lille (Voir Ecole de médecine, Ecole spéciale des arts industriels, Lycées, Octroi, Tribunal).
Listes de recrutement. - Reliure. - Sous-Préfecture de Dunkerque
Loi sur les coalitions. - Révision. - Voeu
Loos. (Voir Octroi).
Louvroil (Voir Octroi).
Lycées, colléges et école normale primaire. - Inspection
Lycées. - Elèves boursiers départementaux
Lycée de Lille. - Bourses départementales

M

Maisons d'arrêt. - Entretien
Maisons d'arrêt. - Grosses réparations
Maison d'arrêt de Cambrai. - Reconstruction
Maison de refuge du Bon-Pasteur
Maison de refuge du Bourse départementale
Malades indigents. - Subventions
Malades indigents. - Secours
Manuel classique d'éducation
Manufactures (Voir Travail des enfants).
Marché aux bestiaux. - Cysoing
Marché aux bestiaux. - Fresnes
Marcoing. - Bureau de poste. - Voeu
Maubeuge (Voir Octroi)
Mendicité. - Voeu
Mendicité. - (Voir Dépôt de).
Menues dépenses et frais de Parquet (Voir Tribunal de Lille).
Mesures de défense nationale. - Dépenses arriérées
Mobilisés (Voir Fournitures).
Monts-de-piété

N

Navigation intérieure
Navigation. - Taxes. (Voeu)
Navigation. - Travaux de perfectionnement entre La Bassée et Dunkerque. - Proposition
Nivellement général du département

O

Octroi d'Armentières
Octroi de la Bassée
Octroi de Bergues
Octroi de Bourbourg-Campagne
Octroi du Câteau
Octroi Denain
Octroi Douai. - Modification du tarif. - Circulation des bières
Octroi d'Estaires
Octroi Flines-lès-Raches
Octroi d'Hautmont. - Prorogation
Octroi d'Hazebrouck
Octroi de La Chapelle-d'Armentières
Octroi La Madeleine
Octroi de Lille
Octroi de Loos
Octroi de Louvroil
Octroi de Maubeuge
Octroi de Roubaix
Octroi de Valenciennes
Oeuvre des orphelins de la guerre
Oiseaux de passage

P

Papier-monnaie. - Suppression. - Voeu
Pêche fluviale
Pensions. (Voir Caisse départementale des retraites, Service vicinal).
Petite-Synthe. - Hameau de St-Pol. - Voeu
Poids et mesures - Vérification
Police de la chasse. - Répression du braconnage
Pompes à incendie
Ports maritimes
Postes (Voir Service des)
Préfecture. - Nouvel hôtel. - Achèvement
Préfecture. - Ancien hôtel. - Proposition d'acquisition
Préfecture. - Ancien hôtel. - Entretien
Préfecture. - Nouvel hôtel. - Entretien
Préfecture. - Logement de M. le Secrétaire-général. - Entretien
Préfecture. - Corps de garde
Préfecture. - Redevance pour prise d'eau
Préfecture. - Traitement des concierges
Préfecture. - Entretien du mobilier
Presbytères. (Voir Eglises).
Prestations (Voir Tarif des).
Prisons départementales. - Indemnité de logement aux aumôniers -
Prisons départementales. - Indemnité de logement au directeur
Prisons départementales. - (V. Maisons d'arrêt).
Procès (Voir fournitures de guerre).
Propriétés départementales. - Frais d'assurances
Pyramides de Denain et de Cysoing. - Traitement des gardiens

R

Race chevaline
Race chevaline (Voir Courses de chevaux, Société hippique).
Rapports. - Demandes d'ajournement (Voir Conseil général).

Régime pénitentiaire
Retraites. (Voir Caisse départementale des, Service vicinal).
Roubaix (Voir Caserne de gendarmerie).
Roubaix (Voir Octroi).
Rousies (Voir Eglise de).
Routes départementales
Route départementale N° 11
Route départementale N° 14. - Amélioration de la traversée des fortifications de Lille à la porte de Roubaix
Route départementale N° 21
Route départementale N° 23
Routes nationales

S

Sages-femmes (Voir Elèves sages-femmes).
Sains (Voir taxe des chiens).
Salubrité publique
Sapeurs-pompiers. - Secours
Secours en cas d'extrême misère
Secours Madame veuve Dupont
Secours M. Delarre
Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves
Secours de route et moyens de transport aux voyageurs indigents
Secours mutuels (Voir Sociétés de).
Service hydraulique
Service des postes
Service des postes (Voir Facteurs ruraux, Marcoing.)
Service vicinal. - Personnel. - Caisse des retraites
Société d'Alsace-Lorraine. - Demande de subside
Société centrale de sauvetage des naufragés
Société centrale de médecine
Société de charité maternelle
Société chorale, Enfants de la Lys, à Armentières
Société générale des orphelinats agricoles
Société de géographie de Paris
Société hippique française
Société humaine de Dunkerque
Société de musique et orphéons
Société de patronage des jeunes libérés
Société des prêts au travail
Société vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais
Sociétés savantes. - Allocation de subsides
Sociétés de secours mutuels
Sourds-muets et jeunes aveugles
Sous-Préfecture d'Avesnes. - Grosses réparations
Sous-Préfecture d'Avesnes. - Elévation de classe
Sous-Préfecture d'Avesnes. - Dépense arriérée
Sous-Préfectures. - Entretien
Sous-Préfectures. - Mobilier, entretien ordinaire
Sous-Préfectures. - Grosses réparations
Sous-Préfectures. - Loyers
Sous-Préfecture de Cambrai. - Achat de mobilier
Sous-Préfecture d'Hazebrouck. - Renouvellement d'objets mobiliers
Steenwerck. - Foire aux chevaux
Steenvoorde - Foire aux chevaux
Sucres. - Impôt à la consommation
Syndicats de patrons et d'ouvriers

T

Tabacs. - Voeu (Voir Culture)
Tables décennales de l'Etat-civil
Tarif des prestations
Taxations (Voir Travaux d'intérêt public).
Taxe personnelle. - Fixation
Taxe des chiens. - Commune de Sains
Télégraphes. (Voir lignes télégraphiques).
Travail des enfants dans les manufactures
Travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. - Taxations
Tribunal civil de Lille. - Création d'une troisième chambre
Tribunal civil de Lille. - Menues dépenses et frais de parquet
Tribunal d'Hazebrouck. - Registres de l'Etat-Civil. - Cartonnage
Tribunal de Commerce de Tourcoing
Tribunaux de Commerce. - Révision des listes d'électeurs
Tribunaux. - Menues dépenses et frais de parquet
Tribunaux. - Loyers
Tribunaux. - Entretien des bâtiments
Tribunaux. - Grosses réparations
Tribunaux. - Mobilier
Tribunaux de Lille. - Mobilier
Tribune de la Presse (Voir Conseil général).
Typhus contagieux

V

Vaccine
Valenciennes (Voir Octroi).
Vérification des poids et mesures
Voeux divers:
(Voir Caisses d'épargne).
(Voir Navigation. - Taxes).
(Voir Instruction primaire obligatoire).
(Voir Correspondance administrative. - Echange direct)
(Voir Banque de France. - Succursale à Cambrai).
(Voir Banque de France. - Succursale à Douai).
(Voir Marcoing. - Bureau de poste).

(Voir Fraude. - Répression. - Réarmement des douaniers).
(Voir Chicorée. - perception de la taxe).
(Voir Edifices communaux. - Assurances).
(Voir Papier-monnaie. - Suppression).
(Voir Mendicité).
(Voir Créances hypothécaires).
(Voir Elévation des eaux de la Basse-Deûle).
(Voir Facteurs ruraux).
(Voir Coalitions, révision de la loi).
(Voir Canal de Dunkerque à Furnes).
(Voir Tabacs).
Voeux présentés par des personnes étrangères au Conseil général. (Voir Conseil général).
Voyageurs indigents. (Voir Secours de route).
Y
Yacht-club du Nord